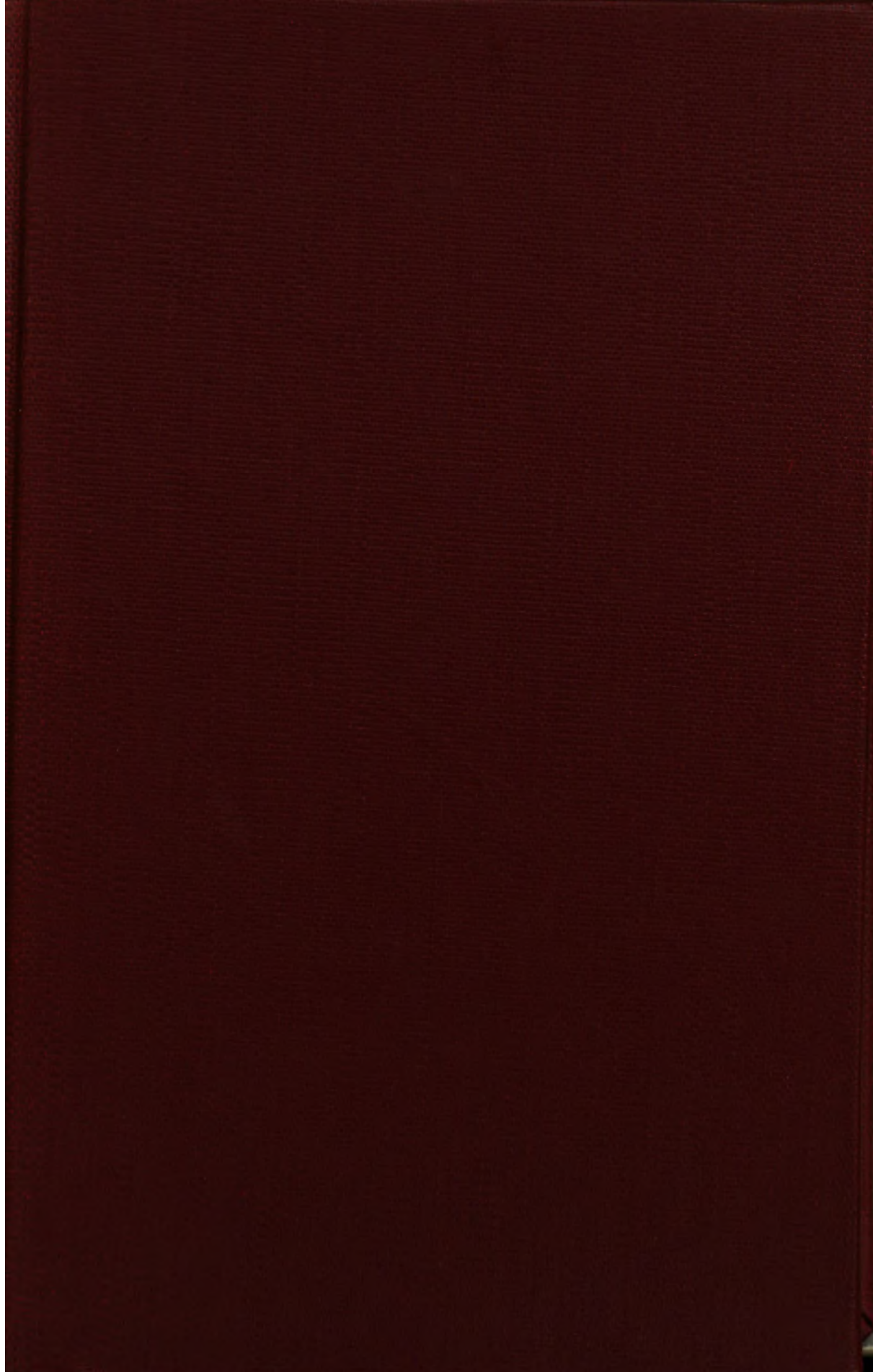




*State
University
of Iowa
Libraries*

HX5
A55
1891-1894

Date Due[illegible]

1

ALMANACH

DE LA

QUESTION SOCIALE

et de la Libre Pensée

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

Pour 1891

PAR P. ARGYRIADÈS

Avocat à la Cour d'appel de Paris

SOMMAIRE

Historique et critique des calendriers. — Calendrier réformé, éphémérides socialistes et de la libre-pensée. — Le 18 Mars. — Étude sur le socialisme scientifique par P. Argyriadès. — L'Atlantide, poésie par Louise Michel. — Les suicides en France. — Babel et sa doctrine. — La dépopulation en France. — Un fait divers par Richépin. — Le Coup de tampon, par François Coppée. — Socialisme international : Études sur les partis socialistes dans tous les pays du monde. — Le vieillard qu'on met au rebut, par Souestre. — Pensées, maximes, mots de combat. — *Différences statistiques* : Dépenses militaires en Allemagne. Dime Capitaliste. Proletariat agricole. Millionnaires. Pauvérisme à Londres. Les mendiants. La misère en Italie. La Banqueroute, les Impôts. — Ce que coûtent les guerres, armées européennes, ce que coûte la justice. — Le chômage, par E. Pottier. — Sauvons l'enfance. — Cause célèbre. — Une mère qui pousse par la misère à étrangler ses cinq enfants, compte-rendu du procès, plaidoirie de M. Argyriadès. — Une page de l'insurgé, Jules Vallès. — Situation économique des paysans roumains. — Pensées comico-philosophiques. — Les lamentables des Halles. — Notre rôle, Odin. — Folie d'André Gill. — Un peu de religion. — La Coopération. Monsieur Thiers. — Lux, Victor Hugo. — Bibliographie. — Liste des journaux socialistes de tous les pays du monde, etc. etc.

PRIX : 1 Fr. 50

PARIS

A L'ADMINISTRATION DE LA QUESTION SOCIALE

5, Boulevard Saint-Michel, 5

En vente aussi chez tous les libraires et dans toutes les gares

Dépôt chez STRAUSS, 5, rue du Croissant.

583

AVIS

Nous avons annoncé notre Almanach au prix de 1 fr. 25, mais ayant été forcé, vu le nombre considérable des articles, d'ajouter trois feuilles en plus de ce que nous pensions tout d'abord, nous sommes obligé de le vendre 1 fr. 50. *Nous l'envoyons franco.* Adresser les demandes accompagnées de mandats à l'administrateur de la *Question Sociale*, 5, boulevard Saint-Michel, Paris.

POUR PARAÎTRE PROCHAINEMENT :

LA QUESTION SOCIALE

JOURNAL HEBDOMADAIRE

Social, Politique et Littéraire

Sous la direction de P. ARGYRIADÈS

Ce journal de théorie et de combat, absolument indépendant, basé sur le terrain démocratique et socialiste, sera rédigé dans un esprit très large. Il traitera des questions intéressant tous les prolétaires, ouvriers, paysans, employés, petits industriels et petits commerçants. Il luttera en un mot, contre le capitalisme sous toutes ses formes.

Il adhérera à toutes les manifestations socialistes d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles soient faites en faveur des prolétaires.

Prix : 6 fr. par an pour la France.

9 fr. pour l'Étranger.

Le numéro 10 centimes.

Tout abonné d'un an recevra comme prime le 1^{er} volume de la *Question Sociale* d'une valeur de 2 fr. 50.

Nous faisons appel à tous les amis pour nous aider en nous faisant des abonnés. Adresser les demandes à l'administration de la *Question Sociale*, 5, Boulevard St-Michel, Paris.

À la citoyenneté internationale
P. Moreau Sanson
Amicalement affectueux
ALMANACH
P. Argiriades
DE LA

QUESTION SOCIALE

et de la Libre Pensée

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

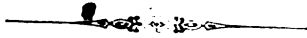
Pour 1891

Par P. ARGYRIADÈS

Avocat à la Cour d'appel de Paris

L'almanach est chose plus
grave que ne le croient les
esprits futiles.

MICHELET.



PARIS

A L'ADMINISTRATION DE LA QUESTION SOCIALE

5, Boulevard Saint-Michel, 5

1107
111-112

A NOS LECTEURS

L'Almanach a cet avantage de remplacer en même temps le livre, la revue et le journal.

Nous pensons même que par sa modestie, l'almanach, plus que le livre, la revue et même le journal, a le don de pénétrer dans les plus écartées et plus humbles demeures et d'y prendre racine pour longtemps (pour une année au moins).

C'est, en un mot, un excellent moyen de propagande.

Aussi avons-nous recouru à lui pour divulguer nos idées.

Ce moyen a été employé par des hommes tels que Rabelais et Franklin.

Sans prétendre à de si hautes destinées, sans espérer obtenir des résultats aussi considérables que ceux obtenus par l'*Almanach du Bonhomme Richard* de Franklin, ni même que ceux de Collot d'Herbois avec son *Almanach du Père Gérard*, nous espérons, néanmoins, grâce aux idées et documents multiples que nous donnons, faire quelques adeptes à la sainte cause de l'égalité sociale et de l'affranchissement humain.

A côté des divers études et documents contenus dans notre Almanach, nous avons pensé être utile à la propagande en donnant la liste des journaux socialistes de tous les pays du monde.

Cette idée nous l'avons eue pour la première fois lorsque nous avons publié notre revue « La Question sociale » en 1885, et nous en avons été félicité.

La liste de tous les journaux socialistes est plus utile qu'on ne le pense à première réflexion.

D'abord, c'est un moyen de faire connaître et répandre les livres ou brochures sur la question sociale, ensuite, et principalement, un moyen de faciliter les relations de propagande et d'action révolutionnaire : organisations de congrès, de conférences, de manifestations, qui peuvent se faire avec plus de succès lorsqu'on possède les adresses de tous les organes socialistes, par conséquent de tous les militants du socialisme.

Puisque les bourgeois, tout en permettant l'Internationale des capitalistes, défendent l'International des Travailleurs, il faut bien que les socialistes trouvent quelque moyen légal d'établir leurs relations internationales.

Nous avons essayé de rendre notre Almanach aussi complet que possible. Cependant, il ne faut pas trop demander à un annuaire qui commence sa première année.

Il y a certainement des lacunes. Aussi nous nous adressons à tous nos lecteurs, coreligionnaires et amis pour qu'il nous signalent tout ce qui peut mieux compléter notre almanach au point de vue socialiste pour le rendre intéressant et instructif.



HISTORIQUE ET CRITIQUE DES CALENDRIERS

Aussitôt qu'ils ont eu quelques notions d'astronomie, les peuples les plus anciens ont eu des calendriers.

Il est fort probable qu'étant donné la succession des jours et des nuits on eut recours, tout d'abord, aux mouvements de la lune pour régler la durée de l'année. Et cela parce que les évolutions du soleil sont beaucoup plus difficiles à étudier, on s'en servit plus tard.

Tous les peuples ou presque tous ont connu les almanachs, on en trouve dans la plus haute antiquité, chez les Egyptiens, les Grecs, les Indiens et les Chinois.

Les calendriers de l'Europe moderne tirent leur origine du *calendrier romain*.

Avant la grande réforme de Jules César qui fit venir auprès de lui l'astronome Sosigène, lequel établit une année de 365 jours (division que les Egyptiens avaient déjà depuis les temps les plus reculés), le calendrier romain avait subi de nombreuses vicissitudes. Plus tard un abbé, nommé Scythe le Petit, eut l'idée de compter les années à partir de la naissance de Jésus-Christ, ce qui permettait de graduer le nombre des siècles. Mais, ainsi que l'ont démontré, par la suite différents travaux, Scythe le Petit s'est trompé de cinq ans dans ses calculs, en sorte que nous croyons être en 1891 alors que réellement nous sommes en 1896 après Jésus-Christ.

Après tous ces divers changements et bien d'autres dans le détail desquels nous ne voulons pas entrer, en 1582, Grégoire XIII, avec le concours d'un savant calabrais nommé Lilio, reforma le calendrier Julien.

Le calendrier Grégorien fut adopté par les peuples, et c'est encore celui-là que nous avons de nos jours.

On faisait primitivement des almanachs perpétuels, ce n'est que de l'époque de l'imprimerie que datent les almanachs annuels, et au XVI^e siècle on voit Rabelais publier l'*Almanach pour l'année 1533, calculé sur le méridien de la noble cité de Lyon*.

Nous aurions à citer une foule d'almanachs de cette époque : celui de Michel Nostradamus qui porte son nom, publié en 1550, celui de Mathieu Laensberg : *Almanach de Liège*, etc., etc.

La convention Nationale abolit le calendrier Grégorien, afin, comme le disait le décret, « que la régénération fut complète et que les années de liberté et de gloire de la nation française marquassent encore plus par leur durée dans l'histoire des peuples, que ses années d'esclavage et d'humiliation dans l'histoire des rois. »

Le calendrier républicain fixa le premier jour de l'année au 22 septembre, jour de la fondation de la République et, heureuse coïncidence, jour de l'équinoxe d'automne, ce qui fit commencer l'année avec cette saison tandis que le 1^{er} janvier du calendrier Grégorien ne correspond à l'ouverture d'aucune.

On connaît les dispositions du calendrier républicain. L'année est divisée en 12 mois de 30 jours chaque avec cinq jours appelés *épagomènes* ou sans culottides, qui complètent l'année, et six pour les années bissextiles.

Le mois se divise en 3 décades.

Le calendrier républicain, aussi bien que le calendrier Grégorien est illogique sur bien des points. Le calendrier socialiste, conçu, ainsi que nous allons l'indiquer, serait, croyons-nous, mieux compris.

Et d'abord, n'est-il pas naturel de faire commencer l'année au printemps, à l'époque du renouvellement de toute la nature, en Germinal, alors que tout naît, tout germe ?

On peut faire commencer l'année à l'équinoxe du printemps au lieu de celui d'automne. D'ailleurs, le jour de cet équinoxe coïncide presque avec une date célèbre entre toutes dans les annales du Prolétariat : le jour de la proclamation de la Commune de Paris, le 18 mars.

L'année serait divisée, comme dans le calendrier républicain en 12 mois de 30 jours chacun, sauf le dernier qui aurait 35 jours dans les années ordinaires et 36 dans les années bissextiles.

Pour la division du mois nous n'adoptons le système d'aucun calendrier. Nous en créons un autre, et c'est là notre principale réforme.

Le Grégorien ou chrétien donne un jour de repos tous les sept jours pour la raison que Dieu s'est reposé, dit-on, après six jours de travail.

Mais les chrétiens n'ont pas réfléchi que si Moïse faisait tra-

vailler son Jéhova six jours et le faisait reposer le septième c'est que, dans la plus haute antiquité les Egyptiens avaient adopté une semaine de sept jours, lesquels étaient consacrés aux sept planètes qu'ils connaissaient : Lune, Mars, Mercure, Jupiter, Vénus, Saturne, Soleil.

En réalité, donc, les chrétiens n'ont fait que continuer la tradition des Egyptiens en la modifiant dans leur esprit, c'est-à-dire en attribuant les sept jours aux travaux imaginaires de la création du plus imaginaires des dieux.

Le calendrier républicain a remplacé la semaine du Grégorien par la *décade*.

Détestable réforme, mais jugée utile par les bourgeois afin de ne laisser que très peu de jours de repos à l'ouvrier.

Nous remplacerons donc la semaine des chrétiens et la décade des bourgeois par la *quintaine* socialiste, et nous diviserons le mois en six quintaines de cinq jours chaque.

Le cinquième jour devra être consacré au repos.

Nous croyons que travailler quatre jours sur cinq c'est déjà beaucoup. Mais enfin nous serions satisfait si la prochaine révolution adoptait notre manière de voir qui est d'ailleurs celle d'un grand réformateur et grand socialiste Moreli, qui la propose dans son *Code de la Nature*.

Dans la prochaine société, tout le monde étant forcé de travailler, quatre jours sur cinq suffiront amplement.

Ne voulant réformer que ce qui nous paraît mauvais, nous adoptons pour les noms des mois ceux du calendrier républicain qui sont très beaux et très harmonieux. « chacun est un talisman qui présente à l'esprit tout à la fois trois idées bien distinctes. »

Que ces noms sont heureux ! s'écrie avec transport un poète, ami des champs, jeune et sensible encor ! (1)

Germinal me verra caresser ma Lisette,
Floréal de bouquets orner sa collerette,
Prairial la mener sur de rians gazons,
Messidor avec elle achever mes moissons.
Thermidor près des eaux détacher sa ceinture,
Fructidor lui servir la pêche la plus mûre !
Vendémiaire enivrer ses esprits amoureux.
Brumaire sous un voile abriter ses cheveux,
Frimaire au coin du feu la proclamer vestale,

(1) Dorat-Cabrières.

Nivôse à sa blancheur offrir une rivale,
Pluviôse pour elle affronter les torrens.
Et *Ventôse* braver les sombres ouragans.

Une autre modification que nous avons introduite dans notre calendrier et qui sera certainement adoptée après la révolution est celle qui consiste à remplacer les saints du christianisme et les légumes des républicains par les noms des martyrs du socialisme et de la libre-pensée et ceux des grands écrivains ou philosophes qui ont contribué au progrès de l'humanité et ont prêché dans leurs écrits la cause de la liberté et de l'égalité sociale.

Nous n'avons pas non plus admis toutes les personnalités qui figurent dans le calendrier des positivistes qui croient que les César, les Constantin et autres bandits de leur espèce ont rendu des services à l'humanité.

Il ne faut d'ailleurs pas qu'on s'imagine que c'est Auguste Comte qui a eu, le premier, l'idée d'adopter pour un calendrier les noms des hommes célèbres de l'humanité. C'est un babouviste, un socialiste, par conséquent, écrivain émérite, Sylvain Maréchal, qui a eu, avant les positivistes, cette idée d'introduire dans le calendrier, à la place des saints, des hommes qui ont rendu directement ou indirectement, des services à la cause de la liberté, de la justice et de l'humanité.

C'est en 1788 qu'il publia ainsi son « *Almanach des honnêtes gens* », auquel il donna plus tard, sous la révolution le titre d'« *Almanach des républicain* ».

Le choix de Sylvain Maréchal était sans aucun doute, meilleur pour la cause du progrès que celui de l'illuminisme positiviste.

A côté des noms que nous avons jugés dignes d'être mentionnés pour perpétuer leur souvenir, nous avons aussi placé, à leurs dates respectives, les éphémérides socialistes et de la libre pensée.

Nous avons adopté ces éphémérides parce que, déjà, dans la pratique, beaucoup de groupements socialistes et libres penseurs fêtaient certaines dates célèbres.

Ainsi par exemple, les Fourieristes fêtaient tous les ans le jour de la mort de Fourier, non seulement à Paris mais dans plusieurs grandes villes de France. De même les Nihilistes russes s'assemblent à certaines époques de l'année pour fêter le martyr de leurs amis pendus ou fusillés pour la cause de la liberté.

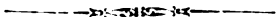
Ils les fêtent en faisant des conférences sur la vie et les actes de ces braves lutteurs.

Nous devons dire en finissant que les modifications que nous apportons au calendrier sont de simples énoncés de simple propositions.

Etant logiques, elles ne trouveront pas, croyons-nous, d'opposants parmi les socialistes, et la société nouvelle pourra les adopter sans inconvénient en faisant partir l'ère Nouvelle (1), non pas de la Révolution Française, mais du jour du triomphe de la Révolution Sociale.

P. A.

(1) Nous faisons partir l'Ere nouvelle de 1871, année de la Commune.



An 1891	An 99	An 19	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
<i>Janvier</i>	<i>Nivôse</i>	<i>Nivôse</i>	—
1 J. Circons.	11	18 tridi	1800. Naissance d'H. Heine
2 Vendredi.	12	19 quartidi	Platon. 1 ^{er} communiste.
3 Samedi.	13	20 <i>quintidi</i>	Les Gracques.
4 Dimanche.	14	21 primidi	1885. Mort de P. Tkatscheff
5 Lundi.	15	22 duodi	Spartacus.
6 M. Epiph.	16	23 tridi	Pythagore.
7 Mercredi.	17	24 quartidi	1878. Mort de F.-V. Raspail
8 Jeudi.	18	25 <i>quintidi</i>	Epicure.
9 Vendredi.	19	26 primidi	Lucrèce.
10 Samedi.	20	27 duodi	Democrite.
11 Dimanche.	21	28 tridi	Anaxagore.
12 Lundi.	22	29 quartidi	1846. Mort d'And. Troncin
13 Mardi.	23	30 <i>quintidi</i>	1881. Mort de Theisz.
		<i>Pluviôse</i>	
14 Mercredi.	24	1 primidi	Eschyle.
15 Jeudi.	25	2 duodi	1808. Naiss. de Proudhon.
16 Vendredi.	26	3 tridi	Solon.
17 Samedi.	27	4 quartidi	Lycurgue.
18 Dimanche.	28	5 <i>quintidi</i>	Zoroastre.
19 Lundi.	29	6 primidi	1865. Mort de Proudhon.
20 Mardi.	30	7 duodi	1737-1814. Bernardin de Saint-Pierre.
	<i>Pluviôse</i>		
21 Mercredi.	1	8 tridi	Mort de Herten.
22 Jeudi.	2	9 quartidi	Exécution de Louis XVI.
23 Vendredi.	3	10 <i>quintidi</i>	1536. Suppl. de J. de Leyde.
24 Samedi.	4	11 primidi	Rabelais.
25 Dimanche.	5	12 duodi	1878. Vera Zassoulitch tire sur Trépoff.
26 Lundi.	6	13 tridi	Confucius.
27 Mardi.	7	14 quartidi	Papinien.
28 Mercredi.	8	15 <i>quintidi</i>	Lucain.
29 Jeudi.	9	16 primidi	1878. Ouverture du con- grès de Lyon.
30 Vendredi.	10	17 duodi	1678-1751. Bolingbrocke.
31 Samedi.	11	18 tridi	1592. Mort de Montaigne. 1530-1562. La Boetie.

An 1891 du Calendrier Grégorien — <i>Février</i>	An 99 du Calendrier Républicain — <i>Pluciose</i>	An 19 de la Commune Calendrier Socialiste — <i>Pluciose</i>	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE —
1 Dimanche.	12	19 quartidi	Cornél. mère des Gracques.
2 Lundi.	13	20 <i>quintidi</i>	1798-1874. Michelet.
3 Mardi.	14	21 primidi	1848. 69 Icariens s'em- barquent au Havre pour le Texas.
4 Mercredi.	15	22 duodi	Condannat. de Myschkine
5 Jeudi.	16	23 tridi	1619. Supplice de Vanini.
6 Vendredi.	17	24 quartidi	Lucien.
7 Samedi.	18	25 <i>quintidi</i>	Supplice de Reinsdorf et Kuchler.
8 Dimanche.	19	26 primidi	1524-1579. Camoëns.
9 Lundi.	20	27 duodi	1788-1860. Schopenhauer.
10 Mardi.	21	28 tridi	1755. Mort de Montesquieu
11 M. Cendres	22	29 quartidi	1650. Mort de Descartes.
12 Jeudi.	23	30 <i>quintidi</i>	1647-1706. Bayle.
13 Vendredi.	24	1 primidi	1882. Mort d'Hessa Helf- mann.
14 Samedi.	25	2 duodi	1885. Mort de Jules Vallès.
15 Dimanche.	26	3 tridi	Julien l'apostat.
16 Lundi.	27	4 quartidi	1564. Naissance de Galilée
17 Mardi.	28	5 <i>quintidi</i>	Pyrrhon.
18 Mercredi.	29	6 primidi	1600. Supplice de Gior- dano Bruno.
19 Jeudi.	30	7 duodi	1563. Michel Ange.
20 Vendredi.	<i>Ventôse</i> 1	8 tridi	1584-1656. M. Molé.
21 Samedi.	2	9 quartidi	1694. Naissance de Voltaire
22 Dimanche.	3	10 <i>quintidi</i>	1879. Exécution de Kropot- kine, gouv. de Kharkow.
23 Lundi.	4	11 primidi	Brutus.
24 Mardi.	5	12 duodi	Cassius.
25 Mercredi.	6	13 tridi	1468. Mort de Guttemberg
26 Jeudi.	7	14 quartidi	1724-1800. Kant.
27 Vendredi.	8	15 <i>quintidi</i>	Tacite.
28 Samedi.	9	16 primidi	1854. Mort de Lamennais.
			Juvenal.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 19 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Mars</i>	<i>Ventôse</i>	<i>Ventôse</i>	
1 Dimanche.	10	17 duodi	1854. Mort de Mme Gatti de Gamond
2 Lundi.	11	18 tridi	1792-1822. Shelley.
3 Mardi.	12	19 quartidi	1654-1722. Mme Dacier.
4 Mercredi.	13	20 <i>quintidi</i>	1541-1603. Charron.
5 Jeudi.	14	21 primidi	1749. Freret.
6 Vendredi.	15	22 duodi	1866. Proc. de l'Int. des trav.
7 Samedi.	16	23 tridi	1879. Exécution de Knoop.
8 Dimanche.	17	24 quartidi	1888. Mort de Brinsein.
9 Lundi.	18	25 <i>quintidi</i>	1762. Supplice de Calas.
10 Mardi.	19	26 primidi	1872. Mort de Mazzini.
			1877. Mort de Jacobi.
11 Mercredi.	20	27 duodi	1554-1586. Sidney.
12 Jeudi.	21	28 tridi	1560-1641. Sully.
13 Vendredi.	22	29 quartidi	1881. Exéc. du tzar Alex. II
14 Samedi.	23	30 <i>quintidi</i>	1883. Mort de Karl Marx.
15 D. Passion	24	31 primidi	1313-1415. Jean Huss.
16 Lundi.	25	32 duodi	1873. Cong. soc. de Bologne.
17 Mardi.	26	33 tridi	1849. Supp. de Daix et Lahr
18 Mercredi.	27	34 quartidi	1871. Proclamation de la Commune à Paris.
19 Jeudi.	28	35 <i>quintidi</i>	1888. Congrès de la Libre Pensée à Oran.
		An 20 <i>Germinal</i>	
20 Vendredi.	29	1 primidi	1849. Supplice de Vangler. Brambosch et Jurkowich.
21 Samedi.	30	2 duodi	1642. Newton.
	<i>Germinal</i>		
22 D. Ram.	1	3 tridi	1632-1704. Locke.
23 Lundi.	2	4 quartidi	1819. Maurice Sand exé- cute Kotzebue.
24 Mardi.	3	5 <i>quintidi</i>	1794. Mort d'Anach. Clootz
25 Mercredi.	4	6 primidi	1672-1719. Adisson.
26 Jeudi.	5	7 duodi	Le curé Meslier.
27 Vendredi.	6	8 tridi	1794. Mort de Condorcet.
28 Samedi.	7	9 quartidi	Swetozar Markovitz.
29 D. Pâques	8	10 <i>quintidi</i>	1884. Ouverture du con- grès de Roubaix.
30 Lundi.	9	11 primidi	1647-1714. Denis Papin.
31 Mardi.	10	12 duodi	1705-1781. Saurin auteur de « <i>Spartacus</i> ».

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Avril</i>	<i>Germinal</i>	<i>Germinal</i>	
1 Mercredi.	11	13 tridi	1744. Naiss. de Lamarek.
2 Jeudi.	12	14 quartidi	1871. Mort de Flourens.
3 Vendredi.	13	15 quintidi	1871. Mort de Duval.
4 Samedi.	14	16 primidi	1695. La Fontaine.
5 D. Quasim.	15	17 duodi	1885. Ouverture du congrès de Bruxelles.
6 Lundi.	16	18 tridi	1871. Mort de Bourgonin.
7 Mardi.	17	19 quartidi	1772. Naiss. de Ch. Fourier
8 Mercredi.	18	20 quintidi	1834. Insurrection de la faim à Lyon.
9 Jeudi.	19	21 primidi	1732-1807. Lalande.
10 Vendredi.	20	22 duodi	Ferdinand Gambon.
11 Samedi.	21	23 tridi	1825. Naiss. de Lassalle.
12 Dimanche.	22	24 quartidi	1871. Mort de P. Leroux.
13 Lundi.	23	25 quintidi	1834. Massacre de la rue Transnonin.
14 Mardi.	24	26 primidi	1879. Attentat de Solovief contre le tzar.
15 Mercredi.	25	27 duodi	1881. Mort de Sophie Pérovskaïa.
16 Jeudi.	26	28 tridi	1847. Exécution de prolétaires à Buzançais.
17 Vendredi.	27	29 quartidi	1790. Mort de Franklin.
18 Samedi.	28	30 quintidi	1763-1794. Chaumette.
19 Dimanche.	29	<i>Floreal</i>	
20 Lundi.	30	1 primidi	1583-1645. Grotius.
	<i>Floréal</i>	2 duodi	Herodote.
21 Mardi.	1	3 tridi	1747-1827. Volta.
22 Mercredi.	2	4 quartidi	Aristarque.
23 Jeudi.	3	5 quintidi	1785. Mort de Mably.
24 Vendredi.	4	6 primidi	1547-1616. Cervantès.
25 Samedi.	5	7 duodi	1860. Ouverture du congrès de Gand.
26 Dimanche.	6	8 tridi	1544-1595. Le Tasse.
27 Lundi.	7	9 quartidi	1849. Condamnation de Lacollonge.
28 Mardi.	8	10 quintidi	Euclide.
29 Mercredi.	9	11 primidi	1750-1803. Sylvain Maréchal.
30 Jeudi.	10	12 duodi	1869. Mort de Thoré.

An 1891	An 99	An 20	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
<i>Mai</i>	<i>Floréal</i>	<i>Floréal</i>	
1 Vendredi.	11	13 tridi	1890. Manifest. ouvrière univ. Fête du travail.
2 Samedi.	12	14 quartidi	1818. Naiss. de Karl Marx
3 Dimanche.	13	15 <i>quintidi</i>	1867. Mort d'A. Delvaux.
4 L. Rogat.	14	16 primidi	1681-1741. Rollin.
5 Mardi.	15	17 duodi	Archimède.
6 Mercredi.	16	18 tridi	1715-1780. Condillac.
7 J. Ascens.	17	19 quartidi	Socrate.
8 Vendredi.	18	20 <i>quintidi</i>	1632-1677. Spinoza.
9 Samedi.	19	21 primidi	1805. Mort de Schiller.
10 Dimanche.	20	22 duodi	1536-1616. Du Harlay.
11 Lundi.	21	23 tridi	1707-1788. Buffon.
12 Mardi.	22	24 quartidi	Homère.
13 Mercredi.	23	25 <i>quintidi</i>	1571-1630. Kepler.
14 Jeudi.	24	26 primidi	Exécution d'Ossinsky.
15 Vendredi.	25	27 duodi	François Vidal.
16 Samedi.	26	28 tridi	1802-1885. Victor Hugo.
17 D. Pentec.	27	29 quartidi	Auguste Roussel.
18 Lundi.	28	30 <i>quintidi</i>	1803-1875. E. Quinet.
		<i>Prairial</i>	
19 Mardi.	29	1 primidi	1825. Mort de St-Simon.
20 Mercredi.	30	2 duodi	1471. Naiss. d'Alb. Durer
	<i>Pratirial</i>		1506. Mort de Cristoph Columb.
21 Jeudi.	1	3 tridi	1639. Mort de Campanella.
22 Vendredi.	2	4 quartidi	1868. Procès de l'Internationale.
23 Samedi.	3	5 <i>quintidi</i>	1498. Mort de Savonarole.
24 Dimanche.	4	6 primidi	1871. Entrée des Versail- lais dans Paris.
25 Lundi.	5	7 duodi	1871. Mort de Delescluze.
26 Mardi.	6	8 tridi	1871. Mort de Millière.
27 Mercredi.	7	9 quartidi	1797. Mort de Babeuf et Darthé.
28 Jeudi.	8	10 <i>quintidi</i>	1871. Mort de Varlin.
29 Vendredi.	9	11 primidi	1214-1294. Bacon-Roger.
30 Samedi.	10	12 duodi	1809-1882. Darwin.
31 Dimanche.	11	13 tridi	1813-1878. Claude-Bernard

An 1891	An 99	An 20	EPHEMERIDES SOCIALISTES
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
—	—	—	—
<i>Juin</i>	<i>Prairial</i>	<i>Prairial</i>	
1 Lundi.	12	14 quartidi	1882. Mort de Garibaldi.
2 Mardi.	13	15 <i>quintidi</i>	1499-1589. Bern. de Palissy.
3 Mercredi.	14	16 primidi	1785-1857. Fréd. Sauvage.
4 Jeudi.	15	17 duodi	1752-1834. Jacquart.
5 Vendredi.	16	18 tridi	1732-1792. Arkwright.
6 Samedi.	17	19 quartidi	1832. Insurrection du cloître St-Méry.
7 Dimanche.	18	20 <i>quintidi</i>	Hobbes.
8 Lundi.	19	21 primidi	1809. Mort de Th. Payne.
9 Mardi.	20	22 duodi	1525. Mort de Geyer.
10 Mercredi.	21	23 tridi	1369. Fusillade de la Ricamarie.
11 Jeudi.	22	24 quartidi	Aristide.
12 Vendredi.	23	25 <i>quintidi</i>	Georges Duchêne.
13 Samedi.	24	26 primidi	1803-1885. Toussenel.
14 Dimanche.	25	27 duodi	Georges Avenel.
15 Lundi.	26	28 tridi	1381. Mort de Wat. Tyler.
16 Mardi.	27	29 quartidi	C. A. Rosetti.
17 Mercredi.	28	30 <i>quintidi</i>	Sophocle.
		<i>Messidor</i>	
18 Jeudi.	29	1 primidi	Theocrite.
19 Vendredi.	30	2 duodi	1782 Naiss. de Lamennais.
	<i>Messidor</i>		
20 Samedi.	1	3 tridi	1892. Supp. de Pougatcheff
21 Dimanche.	2	4 quartidi	1866. Mort de Buchez.
22 Lundi.	3	5 <i>quintidi</i>	1810-1838. Heges. Moreau.
23 Mardi.	4	6 primidi	1848. Insurrec. dans Paris.
24 Mercredi.	5	7 duodi	1848. Mort de Roguinard et de Belval.
25 Jeudi.	6	8 tridi	1848. Mort de Laroque.
26 Vendredi.	7	9 quartidi	1869. Mort de Barbès.
27 Samedi.	8	10 <i>quintidi</i>	Diogène.
28 Dimanche.	9	11 primidi	1863. Mort de J. Reynaud.
29 Lundi.	10	12 duodi	1878. M. de Bandet Dulary.
30 Mardi.	11	13 tridi	1876. Mort de Bakounine.

An 1891	An 99	An 20	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES
du Calendrier Grégorien	du Calendrier Républicain	de la Commune Calendrier Socialiste	et de la LIBRE PENSÉE
<i>Juillet</i>	<i>Messidor</i>	<i>Messidor</i>	
1 Mercredi.	12	14 quartidi	1775-1854. Schelling.
2 Jeudi.	13	15 <i>quintidi</i>	1869. Mort de Barrault.
3 Vendredi.	14	16 primidi	1778. M. de J.-J. Rousseau.
4 Samedi.	15	17 duodi	1759-1824. Schiller.
5 Dimanche.	16	18 tridi	Joseph Fontana.
6 Lundi.	17	19 quartidi	1535. Supplice de Thomas Morus.
7 Mardi.	18	20 <i>quintidi</i>	1740-85. Frères Mongolfier.
8 Mercredi.	19	21 primidi	1870. Procès de l'Internat.
9 Jeudi.	20	22 duodi	1873. Insurrection d'Alcoy
10 Vendredi.	21	23 tridi	Théophraste.
11 Samedi.	22	24 quartidi	Epictète.
12 Dimanche.	23	25 <i>quintidi</i>	1873. Insurrection de Car- thagène.
13 Lundi.	24	26 primidi	1877. Supplice de Bogolubof.
14 Fête nation.	25	27 duodi	1789. Prise de la Bastille.
15 Mercredi.	26	28 tridi	1793. Marat.
16 Jeudi.	27	29 quartidi	1832. Mort de Talabot.
17 Vendredi.	28	30 <i>quintidi</i>	1857. Mort de Béranger.
		<i>Thermidor</i>	
18 Samedi.	29	1 primidi	1746-1803. T. Louverture.
19 D. V.-de-P.	30	2 duodi	Vercingetorix.
	<i>Thermidor</i>		
20 Lundi.	1	3 tridi	1623-1662. Pascal.
21 Mardi.	2	4 quartidi	1564-1616. Shakspeare.
22 Mercredi.	3	5 <i>quintidi</i>	1668-1747. Le Sage.
23 Jeudi.	4	6 primidi	1857. Mt de Car. Pisacane.
24 Vendredi.	5	7 duodi	Esope.
25 Samedi.	6	8 tridi	Georges Duchêne.
26 Dimanche.	7	9 quartidi	1737-1813. Parmentier.
27 Lundi.	8	10 <i>quintidi</i>	Rigas Feraios.
28 Mardi.	9	11 primidi	Théodor Vladimirescu.
29 Mercredi.	10	12 duodi	1784. Mort de Diderot.
30 Jeudi.	11	13 tridi	Virgile.
31 Vendredi.	12	14 quartidi	Cratès.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Août</i>	<i>Thermidor</i>	<i>Thermidor</i>	
1 Samedi.	13	15 <i>quintidi</i>	1842. Mort de V. d'Argenson
2 Dimanche.	14	16 <i>primidi</i>	M ^{me} Ackermann.
3 Lundi.	15	17 <i>duodi</i>	1889. Mort de Félix Pyat.
4 Mardi.	16	18 <i>tridi</i>	1622-1673. Molière.
5 Mercredi.	17	19 <i>quartidi</i>	1688-1744. Pope.
6 Jeudi.	18	20 <i>quintidi</i>	1749-1791. Mirabeau.
7 Vendredi.	19	21 <i>primidi</i>	1849. Supp. d'E. Elsenhans
8 Samedi.	20	22 <i>duodi</i>	1760-1836. Rouget de Lisle.
9 Dimanche.	21	23 <i>tridi</i>	1889. Mort de Gagneur.
10 Lundi.	22	24 <i>quartidi</i>	1707-1794. Danton.
11 Mardi.	23	25 <i>quintidi</i>	1467-1536. Erasme.
12 Mercredi.	24	26 <i>primidi</i>	1888. Mort de Flotte.
13 Jeudi.	25	27 <i>duodi</i>	1852. Supplice d'Abel. Cadelard et J. Laurent.
14 Vendredi.	26	28 <i>tridi</i>	1886. Procès du meeting du Château d'Eau.
15 S. Assompt.	27	29 <i>quartidi</i>	1765-1815. Fulton.
16 Dimanche.	28	30 <i>quintidi</i>	1804-1876. Georges Sand.
17 Lundi.	29	<i>Fructidor</i>	
18 Mardi.	30	1 <i>primidi</i>	1773-1842. S. de Sismondi.
19 Mercredi.	<i>Thermidor</i> 1	2 <i>duodi</i>	Périclès.
20 Jeudi.	2	3 <i>tridi</i>	• Condamnation de Victor Testulat, insurgé de juin 48.
21 Vendredi.	3	4 <i>quartidi</i>	1880. Congrès de Wyden.
22 Samedi.	4	5 <i>quintidi</i>	Thrasybule.
23 Dimanche.	5	6 <i>primidi</i>	1878. Procès du congrès socialiste de Paris.
24 Lundi.	6	7 <i>duodi</i>	1886. Ouverture de la conf. internationale ouvrière.
25 Mardi.	7	8 <i>tridi</i>	1723-1790. Adam Smith.
26 Mercredi.	8	9 <i>quartidi</i>	1727-1781. Turgot.
27 Jeudi.	9	10 <i>quintidi</i>	1848. Condamn. de Racary, insurgé de juin.
28 Vendredi.	10	11 <i>primidi</i>	1832. Procès St-Simoniens.
29 Samedi.	11	12 <i>duodi</i>	1619-1683. Colbert.
30 Dimanche.	12	13 <i>tridi</i>	1871. Mort de Gust. Tridon
31 Lundi.	13	14 <i>quartidi</i>	1870. Condam. des Inter- nationalistes de Rouen.
		15 <i>quintidi</i>	1864. Mort d'Enfantin et de Lassalle.

An 1890 du Calendrier Grégorien	An 99 du Calendrier républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Septembre</i>	<i>Fructidor</i>	<i>Fructidor</i>	
1 Mardi.	14	16 primidi	1608-1674. Milton.
2 Mercredi.	15	17 duodi	1867. Congrès de l'Inter- nationale de Lausanne.
			1872. Congrès de l'Internat- ionale de La Haye.
3 Jeudi.	16	18 tridi	Gougenot Desmousseaux
4 Vendredi.	17	19 quartidi	Fra Paolo.
5 Samedi.	18	20 <i>quintidi</i>	1568. Naiss. de Campanella
6 Dimanche.	19	21 primidi	1775-1847. O'Connell.
7 Lundi.	20	22 duodi	John Brown.
8 Mardi.	21	23 tridi	1874. Congrès de l'Inter- nationale à Genève.
9 Mercredi.	22	24 quartidi	1877. Cong. univ. de Gand.
10 Jeudi.	23	25 <i>quintidi</i>	O'Donnel.
11 Vendredi.	24	26 primidi	1723-1789. D'Holbach.
12 Samedi.	25	27 duodi	1806-1872. Lachambaudie
13 Dimanche.	26	28 tridi	Miltiade.
14 Lundi.	27	29 quartidi	1321. Mort de Dante.
15 Mardi.	28	30 <i>quintidi</i>	1866. Supp. de Karakosoff.
		<i>Vendémiaire</i>	
16 Mercredi.	29	1 primidi	1837. Mort de Buonarotti.
17 Jeudi.	30	2 duodi	1889. Congrès universel des libres-penseurs.
	<i>S.-calottides</i>		1881. Congrès de la libre pensée à Paris.
18 Vendredi.	1	3 tridi	Mecène.
19 Samedi.	2		Hippocrate.
20 Dimanche.	3	4 quartidi	1792. Procl. de la Répub.
21 Lundi.	4	5 <i>quintidi</i>	1738. Boerhaave.
22 Mardi.	5	6 primidi	
	An 100	7 duodi	
	<i>Vendémiaire</i>		
23 Mercredi.	1	8 tridi	1876. Condamnation d'A- lexandre Boutofskaia.
24 Jeudi.	2	9 quartidi	1882. Congrès de Saint- Etienne et de Roanne.
25 Vendredi.	3	10 <i>quintidi</i>	1884. Congrès de la libre- pensée à Paris.
26 Samedi.	4	11 primidi	1762-1794. C. Desmoulin.
27 Dimanche.	5	12 duodi	Diagoras l'athée.
28 Lundi.	6	13 tridi	1864. Fond. de l'Internat.
29 Mardi.	7	14 quartidi	Démosthènes.
30 Mercredi.	8	15 <i>quintidi</i>	1883. Congrès nat. à Paris.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 1900 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune du Calendrier Socialiste	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Octobre</i>	<i>Vendémiaire</i>	<i>Vendémiaire</i>	
1 Jeudi.	9	16 primidi	1812-1870. Dickens.
2 Vendredi.	10	17 duodi	1876. Congrès de Paris.
3 Samedi.	11	18 tridi	Damon et Pythias.
4 Dimanche.	12	19 quartidi	Marcos Botzaris.
5 Lundi.	13	20 <i>quintidi</i>	1885. Cong. de Cincinnati.
6 Mardi.	14	21 primidi	1779-1868. Brougham.
7 Mercredi.	15	22 duodi	1779-1848. Berzelius.
8 Jeudi.	16	23 tridi	1869. Fussillade de gré- vistas à Saint-Aubin.
9 Vendredi.	17		1837. Mort de Fourier.
10 Samedi.	18	24 quartidi	1711-1776. Hume.
11 Dimanche.	19	25 <i>quintidi</i>	Zenon.
12 Lundi.	20	26 primidi	1424. Mort de Jean Ziska.
13 Mardi.	21	27 duoni	Cervantès.
14 Mercredi.	22	28 tridi	1848. Condamnation de Voisamber.
15 Jeudi.	23	29 quartidi	Mme de Sevigné.
16 Vendredi.	24	30 <i>quintidi</i>	
17 Samedi.	25	<i>Brumaire</i> 1 primidi	Retif de la Bretonne.
18 Dimanche.	26	2 duodi	1760. Nais. de St-Simon.
19 Lundi.	27	3 tridi	1645-1696. La Bruyère.
20 Mardi.	28	4 quartidi	Apollonius de Tyane.
21 Mercredi.	29	5 <i>quintidi</i>	1879. Congrès de Marseille.
22 Jeudi.	30	6 primidi	1775-1836. Ampère.
		7 duodi	1878 Promulg. en Alle- magne de la loi contre les socialistes.
	<i>Brumaire</i>		
23 Vendredi.	1	8 tridi	Hipparque.
24 Samedi.	2	9 quartidi	1758-1794. Robespierre.
25 Dimanche.	3	10 <i>quintidi</i>	1861. Mort de Jean Journet.
26 Lundi.	4	11 primidi	1876. Congrès de l'Inter- nationale de Berne.
27 Mardi.	5	12 duodi	1553. Sup. de Michel Servet.
28 Mercredi.	6	13 tridi	1667-1745. Swift.
29 Jeudi.	7	14 quartidi	1889. Mort de Nicolas Tchernichewski.
30 Vendredi.	8	15 <i>quintidi</i>	1881. Congrès national de Reims.
31 Samedi.	9	16 primidi	1793. Supplice de Fouchet.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 1900 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Novembre</i>	<i>Brumaire</i>	<i>Brumaire</i>	
1 D. Toussaint	10	17 duodi	1772-1825. P.-L. Courier.
2 L. Les Morts	11	18 tridi	1819-1877. Courbet, mem- bre de la Commune.
3 Mardi.	12	19 quartidi	Phocion.
4 Mercredi.	13	20 <i>quintidi</i>	1867. Manifestation des International. de Paris.
5 Jeudi.	14	21 primidi	46. Mort de Caton d'Utique.
6 Vendredi.	15	22 duodi	1887. Mort de Pottier.
7 Samedi.	16	23 tridi	1874. Congrès de l'Inter- nationale à Bruxelles.
8 Dimanche.	17	24 quartidi	1856. Mort de Cabet.
9 Lundi.	18	25 <i>quintidi</i>	1848. Supplice de R. Blum.
10 Mardi.	19	26 primidi	1866. Mort de Duveyrier.
11 Mercredi.	20	27 duodi	1887. Les martyrs de Chi- cago.
12 Jeudi.	21	28 tridi	1859. Mort de Colins.
13 Vendredi.	22	29 quartidi	1848. Condamnation de Bishambiglia.
14 Samedi.	23	30 <i>quintidi</i>	1880. Congrès du Havre.
15 Dimanche.	24	<i>Frimaire</i>	
16 Lundi.	25	1 primidi	1716. Mort de Leibnitz.
17 Mardi.	26	2 duodi	1716. Naiss. d'Alembert.
18 Mercredi.	27	3 tridi	1858. Mort d'Owen.
19 Jeudi.	28	4 quartidi	1889. Procès d'Elberfeld.
20 Vendredi.	29	5 <i>quintidi</i>	Guillaume Tell.
21 Samedi.	30	6 primidi	Claude Pelletier.
		7 duodi	1331. Insurrection de la Croix Rousse à Lyon.
	<i>Frimaire</i>		
22 Dimanche.	1	8 tridi	Théodore Dezamy.
23 Lundi.	2	9 quartidi	Aristote.
24 Mardi.	3	10 <i>quintidi</i>	1643. Mort de Tobie Adam.
25 Mercredi.	4	11 primidi	Pauline Roland.
26 Jeudi.	5	12 duodi	1694-1774. Quesnay.
27 Vendredi.	6	13 tridi	1632-1694. Papendorf.
28 Samedi.	7	14 quartidi	1871. Supplice de Ferré et de Rossel.
29 Dimanche.	8	15 <i>quintidi</i>	1830. Révol. en Pologne.
30 Lundi.	9	16 primidi	1871. Supp. de Crémieux.

An 1891 du Calendrier Grégorien	An 1900 du Calendrier Républicain	An 20 de la Commune Calendrier Socialiste	ÉPHEMERIDES SOCIALISTES et de la LIBRE PENSÉE
<i>Décembre</i>	<i>Frimaire</i>	<i>Frimaire</i>	
1 Mardi.	10	17 duodi	1879. Hartmann essaye d'exécuter le tzar.
2 Mercredi.	11	18 tridi	1707-1751. Lametrie.
3 Jeudi.	12	19 quartidi	Mort de Baudin.
4 Vendredi.	13	20 <i>quintidi</i>	Plutarque.
5 Samedi.	14	21 primidi	1780-1793. Viala.
6 Dimanche.	15	22 duodi	1773-1836. J. Stuart Mill.
7 Lundi.	16	23 tridi	1887. Mort de Becker.
8 Mardi.	17	24 quartidi	1625-1709. Pierre Corneille
9 Mercredi.	18	25 <i>quintidi</i>	1608 Naissance de Milton.
10 Jeudi.	19	26 primidi	1889. Mort de Sigida.
11 Vendredi.	20	27 duodi	1811-1882. Louis Blanc.
12 Samedi.	21	28 tridi	1770-1827. Beethoven.
13 Dimanche.	22	29 quartidi	1871. Condamnation à Lyon des insurgés d'avril.
14 Lundi.	23	30 <i>quintidi</i>	1799. Mort de Washington.
15 Mardi.	24	<i>Nivôse</i>	
16 Mercredi.	25	1 primidi	M. Le Pelletier-St-Fargeau
17 Jeudi.	26	2 duodi	1785-1830. Bolivar.
		3 tridi	1851. Mort d'Olindes Ro- drigues.
18 Vendredi.	27	4 quartidi	1876. Massac. à St-Petersb.
19 Samedi.	28	5 <i>quintidi</i>	Mozart.
20 Dimanche.	29	6 primidi	1887. Mort de Constantin. Pecqueur.
21 Lundi.	30	7 duodi	Meyerbeer.
	<i>Nivôse</i>		
22 Mardi.	1	8 tridi	1857. Mort de Lagrange.
23 Mercredi.	2	9 quartidi	1887. Mort de Senimoff et d'Ouvaroff.
24 Jeudi.	3	10 <i>quintidi</i>	1780-1793. Barra Joseph.
25 V. Noël.	4	11 primidi	1864. Mort de Bronterre. O. Brien.
26 Samedi.	5	12 duodi	1825. Insurrection à St-Pé- tersbourg et à Moscou.
27 Dimanche.	6	13 tridi	1715-1771. Helvétius.
28 Lundi.	7	14 quartidi	1738-1794. Beccaria.
29 Mardi.	8	15 <i>quintidi</i>	1384. Mort de Jean de Wikleff.
30 Mercredi.	9	16 primidi	Aristide.
31 Jeudi.	10	17 duodi	1880. Mort de Blanqui.

LE 18 MARS

L'anniversaire de la Commune est fêté aujourd'hui, non seulement en France, mais dans tous les pays du monde.

Tous les prolétaires conscients de leurs droits considèrent cette date mémorable comme les Pâques de l'avenir.

Aussi, malgré les précautions des gouvernants, on voit annuellement flotter le drapeau rouge sur le Quirinal et sur les plus hauts monuments de l'Europe et de l'Amérique.

Eveillés par la grande lutte que Paris a livrée au Vieux Monde, les exploités du monde entier se préparent déjà à la bataille suprême qui mettra fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, et nous délivrera

« D'un tas de gêneurs, nos maîtres,
« Czars, financiers et patrons » »

Depuis l'avènement de la Commune, nous voyons le socialisme international faire des progrès si gigantesques qu'ils deviennent inquiétants pour les plus forts potentats de la terre.

Voyez ce qui se passe en Allemagne. Là, malgré la mise hors la loi des socialistes, leur nombre augmente par centaines de mille et ils finiront par l'emporter sur ceux qui les traquent comme des bêtes fauves en faveur d'une classe.

Le 18 Mars ne fut pas seulement une affirmation républicaine ou une revendication municipale ; ce fut une révolution ouvrière et prolétarienne, une révolution sociale : c'est pourquoi les cœurs de tous les deshérités tressaillent au souvenir de cette grande journée.

Grande journée, en effet, car avant que les Versaillais eussent redemandé à Bismarck les malheureux soldats qui devaient assassiner Paris pendant la semaine sanglante, les autres, ceux qui avaient été témoins des trahisons de leurs chefs et des ignominies réactionnaires, les autres, fraternisaient spontanément avec le peuple et levaient la crosse en l'air lorsque les chefs bonapartistes leur commandaient de tirer sur le peuple.

Ils firent mieux encore : ils exécutèrent comme ils le méritaient, les tueurs du peuple : Lecomte et Clément Thomas.

Malgré toutes les calomnies, toutes les horreurs qu'on a dites sur la Commune et tous les crimes qu'on lui attribue, il ne faut pas oublier qu'au lendemain même de son désastre, il se leva de tous les côtés des marques de sympathie en sa faveur.

En Espagne, M. Garcia Lopez disait à la tribune des Cortès : « Nous admirons cette grande Révolution que nul ne peut sainement apprécier aujourd'hui, et que ne manqueront pas de bénir les siècles futurs. »

En Allemagne, les Bebel et les Liebknecht se déclaraient, au Reichstag, solidaires de leurs « frères de Paris. »

En Belgique et en Suisse on se levait pour empêcher l'extradition des échappés.

En Grèce, le principal journal d'Athènes *l'Aion*, considérait le renversement de la colonne Vendôme comme l'acte le plus noble du XIX^e siècle.

Enfin le Conseil général de l'Association Internationale publia à Londres un rapport d'une logique aussi prophétique que profonde, et dont la presse française n'osa, à cette époque, reproduire qu'une très faible partie :

« Parce que, disait-il, après la plus terrible guerre des temps modernes, les conquérants et les vaincus ont fraternisé pour le massacre commun des prolétaires, il ne faut pas, comme le fait Bismarck, conclure de cet événement sans exemple, un refoulement définitif d'une société qui surgit, mais bien à l'effondrement dans la poussière de la classe bourgeoise.

« Le plus grand effort d'héroïsme dont la vieille société soit encore capable, c'est une guerre nationale, — et l'on a la preuve aujourd'hui qu'une telle guerre est une simple mystification des gouvernements destinée à différer la lutte entre les classes et qui cessera dès que les classes descendront dans la rue.

« Désormais les gouvernants ne pourront plus donner le change en se déguisant sous des uniformes de couleurs différentes ; tous les gouvernements, sont *En* contre le prolétariat. »

Aussi nous constatons aujourd'hui que le cri de ralliement de tous les prolétaires, sans distinction de nationalité, est celui de :

Vive la Commune !

P. ARGYRIADÈS.

ÉTUDE SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE ⁽¹⁾

Dévoiler le mystère de la richesse c'est
préparer la guerre entre ceux qui en
jouissent et ceux qui la produisent.

QUESNAY.

La question la plus importante de toutes celles qui agitent la fin de notre siècle est sans contredit la question économique.

Le problème social se dresse menaçant devant nous.

De toutes les solutions proposées par les penseurs célèbres de notre temps, le collectivisme est celle à laquelle se sont définitivement fixés les esprits éminents qui les ont étudiées, ainsi que les intéressés à la transformation du régime actuel.

Déjà en France, en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, en Hollande, en Suède, aux États-Unis, etc., les partis socialistes les plus sérieux ainsi que la masse des prolétaires ont adopté le programme collectiviste et, comme but définitif, le communisme.

Le communisme n'est plus une spéculation philosophique; il entre dans la voie des faits.

Il n'est resté, pendant des siècles dans le domaine de la spéculation, que parce que la production était individuelle et non collective comme aujourd'hui.

On a précisément reproché à l'idée socialiste moderne d'avoir pour fondement la communauté des biens préconisée déjà par des philosophes plus ou moins anciens; on lui a reproché, en un mot, son origine antique.

L'idée, en elle-même, a pu être en germe chez les penseurs célèbres du passé chez Platon, Thomas Morus, Campanella, Morely, Mably etc., etc. Mais qu'on examine les raisons de ces auteurs et celles que nous donnons aujourd'hui en faveur du communisme, et l'on verra quelle différence il y a entre la doctrine actuelle et celle du passé.

(1) Cette étude sera complétée et publiée prochainement en volume sous le titre : « Essai sur le socialisme scientifique. »

Et d'ailleurs, fera-t-on un reproche à Darwin de ce que son système avait été prédit par Epicure et Lucrèce dans l'antiquité, de ce que la doctrine de l'évolution a été enseignée dans les écoles de la civilisation arabe et démontrée en partie au commencement de ce siècle par Lamarek ?

Lui reprochera-t-on d'avoir, par ses recherches et les moyens d'investigation que son époque mettait à sa disposition, démontré que la théorie de l'évolution était la vérité scientifique par excellence ?

Non, ce serait absurde. Pourquoi reprocher alors aux socialistes actuels leurs tendances communistes puisqu'ils prouvent, en s'appuyant sur la marche naturelle des choses qu'il n'y a pas de solution de la question sociale en dehors du collectivisme ou communisme ?

. . .

Le socialisme scientifique, sans indiquer les raisons *à priori* et sentimentales sur lesquelles se basaient les socialistes d'antan, démontre, je le répète, par des preuves tirées de l'observation des faits historiques (lutte de classes, révolutions économiques) et de la marche de la production moderne qui rend partout le travail collectif, que nous marchons à grands pas vers le communisme.

Mais à côté de ces deux bases, le socialisme moderne indique en sa faveur d'autres phénomènes très curieux de la production actuelle qui rendront bientôt complètement impossible le maintien du régime capitaliste.

Tels sont : le désordre que cause la production anarchique de notre société par les crises désolantes qui tendent à se perpétuer ; l'obstacle que le régime capitaliste apporte à la production en la renfermant dans un cercle étroit, lequel obstacle disparaîtra en même temps qu'une impulsion considérable sera donnée à la production, lors qu'aura lieu la collectivisation des richesses et des instruments de travail. Enfin la division du travail si nuisible aujourd'hui à l'intérêt de l'individu et qui, dans une société collectiviste, donnera des résultats merveilleux sans nuire à personne.

Laissant de côté la lutte des classes, examinons attentivement les autres raisons du socialisme moderne.

Le travail, depuis le développement du machinisme et la centralisation des capitaux, se fait de plus en plus collectivement,

c'est-à-dire en commun dans toutes les usines et fabriques, dans les mines, les chemins de fer, dans la grande agriculture, etc., etc.

Il a été remarqué que le mode de production détermine toutes les conditions sociales en général et le mode de répartition des produits du travail est une de ses conséquences nécessaires.

Il est évident que le mode de production étant aujourd'hui collectif et le devenant de plus en plus, le mode de répartition des produits le deviendra inévitablement aussi. Donc, la seule manière qui s'imposera pour la distribution des richesses sera le communisme.

La formule du positivisme, si vraie en elle-même : « La richesse « est sociale dans sa source et doit l'être dans sa destination », ne peut recevoir elle-même son application que dans le communisme et nous mettons au défi les positivistes de nous démontrer le contraire.

Nous avons parlé de terribles crises périodiques causées par la production anarchique de notre société. Ce phénomène serait à lui seul plus que suffisant pour justifier le communisme.

En effet, le machinisme aidant, on produit actuellement à l'aveugle dans toutes les branches de l'industrie. On ignore les besoins éventuels de la société, mais on produit quand même ; on produit toujours jusqu'à ce qu'il y ait *surproduction*, c'est-à-dire production double, triple ou quintuple aux besoins des consommateurs. Ces produits fabriqués sont entassés dans des magasins et dépôts et y pourrissent.

C'est alors qu'une crise noire commerciale et industrielle sévit sur tout le monde civilisé.

« La société se trouve dans un état de barbarie momentanée, on « dirait qu'une famine, qu'une guerre d'extermination lui enlève « tous ses moyens de vie. »

Et cela dure jusqu'à ce que les produits accumulés aient fait place à d'autres.

Pendant ces crises, quels sont ceux qui souffrent le plus ? Ce sont justement ceux qui ont travaillé pour produire ces richesses parce que les industriels et capitalistes ne pouvant pas les écouler sont forcés de congédier leurs ouvriers et autres salariés.

Voilà donc des milliers de travailleurs sur le pavé, dépourvus de toute ressource pour se soutenir ainsi que les leurs, ce qui montre la véracité du paradoxe suivant : « Plus les ouvriers travaillent et plus ils rendent leur situation misérable.

« La misère du chasseur sauvage qui périt si souvent de faim,

« disait déjà en 1819, de Sismondi, n'égale point celle des milliers
« de familles que renvoie quelquefois une manufacture. »

Pourquoi cet étrange phénomène ? Pourquoi ce paradoxe ? Pourquoi pendant que la richesse publique augmente le paupérisme s'étend-il ? Parceque cette immense richesse, ces produits fabriqués par l'exténuation des prolétaires, ce machinisme merveilleux, œuvre toujours de ceux qui souffrent, se trouvent entre les mains d'une minorité de chefs industriels et de riches oisifs. La cause en un mot, en est à la propriété individuelle et anarchique de nos jours.

« Le paupérisme, dit M. Sèmerie, n'est pas la pauvreté antique ;
« c'est la misère moderne, développée dans nos grands centres
« par l'industrie sans règle et systématisée par la fausse science.
« Il ne tient pas à la pauvreté réelle du milieu ; il se développe en
« pleine richesse, comme la glace dans un creuset chauffé à blanc.
« Il n'a pour cause ni la maladie ni l'inconduite, mais seulement
« l'injuste répartition de la fortune produite, de sorte que les tra-
« vailleurs entraînés dans le tourbillon croissant de l'industria-
« lisme, comme dans un engrenage implacable qui ne tient
« compte ni de leurs souffrances ni de leur volonté, ni de leur
« vie, sont réduits à tourner sans relâche et sans espoir, pour des
« consommateurs dont les coûteux caprices font hausser les prix
« de toutes choses, en regrettant de ne pouvoir revenir à l'heu-
« reuse pauvreté des pays sans industrie, où la vie est plus gaie
« et plus libre, les besoins moins nombreux, et le taux du salaire
« dans un rapport plus exact avec les besoins. »

Que faut-il pour mettre fin à cet état intolérable des prolétaires dont le nombre augmente au fur et à mesure que le grand commerce et la grande industrie exproprient les petits commerçants et les petits industriels ?

Il n'existe pas d'autre moyen que la suppression de la propriété individuelle, et son remplacement par la propriété collective.

Grâce à elle, le lendemain de chacun sera assuré, ainsi que ce qui est nécessaire, non seulement à sa subsistance, mais à son bien-être et à toutes les satisfactions que peut se donner un homme aisé de nos jours.

La production capitaliste obstacle au progrès.

Tout en produisant à l'aveugle et en occasionnant par là une surproduction néfaste, le régime capitaliste enferme la produc-

tion dans un cercle étroit que la nationalisation des instruments du travail est appelée à briser et à élargir.

Ceci demande explication.

Aujourd'hui la production et le développement du machinisme ayant comme raison déterminante l'enrichissement de quelques industriels et capitalistes, se trouvent limités par les intérêts personnels de cette infime minorité de citoyens.

Au contraire, lorsque la collectivisation des moyens de production s'accomplira, le travail devenant national, deviendra par là même plus étendu dans toutes les branches de l'industrie. Il se centralisera et s'harmonisera beaucoup mieux qu'aujourd'hui aux besoins des membres de la société.

Grâce aux commissions de statistique, les besoins de tous les citoyens seront déterminés, on pourvoiera à leur bien-être, au lieu de laisser, comme aujourd'hui, la plupart d'entr'eux déchaussés et déguenillés pour envoyer les vêtements et les chaussures aux Tonkinois et autres Malgaches.

Que remarquons-nous dans la production bourgeoise pour démontrer qu'elle est un obstacle au progrès ?

Chaque branche de l'industrie a son époque ascensionnelle et progressive. C'est, en même temps, l'époque *concurrentielle*, si l'on peut s'exprimer ainsi.

En effet, il s'établit entre différents producteurs du même produit, une concurrence pendant laquelle il y a perfectionnement dans le machinisme et un certain avantage pour le consommateur qui achète à bon marché.

Mais la lutte entre concurrents ne dure pas éternellement : le mieux doué, le plus apte à la lutte, celui qui, en un mot, a le plus de capitaux, finit par triompher au détriment des autres qui se ruinent.

C'est alors que la marche ascensionnelle et progressive s'arrête, c'est alors que ce capitaliste triomphant, restant seul sur la place, impose ses produits à des prix exorbitants.

Si un procédé nouveau, une invention nouvelle surgit, qui peut anéantir l'industrie de cet heureux bourgeois, il fait intervenir ses capitaux et avec l'aide des actionnaires influents qu'il a eu soin d'intéresser, il empêche l'introduction de ces nouveaux moyens qui, admis, nuiraient à ses intérêts.

Un exemple fera ressortir ce que nous avançons :

Il y a plusieurs années, il existait à Paris trois ou quatre com-

pagnies du gaz qui se faisaient une concurrence acharnée. L'une d'entre elles, grâce à ses capitaux, engloba les autres, les fit complètement disparaître, et aujourd'hui elle a établi son omnipotence à Paris, vendant à 30 centimes le mètre cube de gaz, tandis qu'à Londres le prix en est de 13 centimes et de 8 à Bruxelles. De plus, cette compagnie est le seul obstacle à l'éclairage de Paris par la lumière électrique parce qu'elle compte parmi ses actionnaires des ministres, des sénateurs et des députés et est, en quelque sorte, un Etat dans l'Etat comme toutes les grandes sociétés financières de notre temps.

Elle fait tout ce qu'elle veut pour maintenir ses privilèges et son exploitation abusive. C'est grâce à elle qu'a eu lieu cette immense hécatombe de vies humaines, lors de l'incendie de l'Opéra-Comique, car, pour lui être agréable, on n'avait pas à cette époque introduit la lumière électrique dans les théâtres de Paris.

Puisque je parle de la lumière électrique je la prends comme exemple pour expliquer comment la nationalisation des moyens donnera un nouvel essor à la production.

On sait que pour produire de la lumière électrique le grand moyen est la force motrice. Grâce aux machines Gramme, cette force — de même que la lumière électrique — peut être transmise à une grande distance.

Or, en employant dans un but social, les forces que la nature met à notre disposition et que les particuliers sont dans l'impossibilité d'employer, — leurs entreprises, quelles qu'elles soient, n'étant pas assez considérables, — on obtiendra des résultats extraordinaires.

Par exemple, en se servant de la force motrice du courant du Rhône, on pourra facilement obtenir l'électricité nécessaire à l'éclairage d'une région de la France. Ce que nous disons de l'électricité peut, tout aussi bien être appliqué à l'industrie et l'agriculture collectivisées, en employant les courants des fleuves, des marées, etc., etc.

Une des choses qui nous ont le plus frappé à la dernière exposition universelle de Paris, est le moteur qui mettait en mouvement toutes les machines occupant un parcours de plus d'un kilomètre. « Voilà en petit, nous disions-nous, ce que sera la production collectiviste dans chaque genre d'industrie. »

Dans une société collectiviste on pourra entreprendre tous les

travaux qui sembleront offrir des avantages à la société ; si ces entreprises ne réussissent pas, les pertes se répartissant sur la « généralité » des citoyens seront insignifiantes pour chacun d'eux et il n'y aura pas de ruines partielles, comme de nos jours.

Nous lisions, il y a déjà longtemps dans la *République Française* qu'il fallait lorsque l'on proposait une réforme, démontrer à la bourgeoisie que cette réforme lui serait profitable afin qu'elle se décide à l'adopter.

Eh bien ! nous croyons pouvoir démontrer que, non seulement les pauvres, mais tous les citoyens en général seront plus heureux dans une société collectiviste que dans la société actuelle.

Aujourd'hui si nous examinons la vie de ceux qui ont pour objectif de s'enrichir, nous les voyons malheureux sans un moment de répit, se torturant l'esprit pour imaginer un moyen, loyal ou non, d'augmenter leur fortune ou de la préserver de la mauvaise chance, et se préoccupant sans cesse des *échéances* qui sont comme autant d'épées de Damoclès suspendues au-dessus de leurs têtes et prêtes à les déshonorer par la faillite.

Quelques-uns, et c'est l'exception, arrivent à leur but après 40 ou 50 années de lutte.

En profitent-ils ? Point. Ce sont leurs héritiers qui se disputent comme des bêtes fauves leurs héritages.

Ainsi ils ont passé leur jeunesse au milieu des tracasseries dans l'unique but d'amasser une fortune dont ils ne profitent pas.

Si ce sont des millionnaires qui laissent leur bien à leurs enfants, ce bien devient entre leurs mains un élément de corruption et de dégradation morale. Nous remarquons, en effet, que tous les fils des gros richards se dépravent en se vautrant dans les cabarets à la mode et se dégradent jusqu'à l'abjection par des actes infâmes (scandales de Londres etc.) tandis que si tous ces jeunes gens étaient élevés par les soins d'une société collectiviste qui les soumettrait à un travail de 2 ou 3 heures par jour, ils deviendraient peut-être les meilleurs des citoyens.

Ainsi donc, les riches eux-mêmes dans la société actuelle ne sont ni heureux ni certains du lendemain. Nous pouvons prendre comme exemple les 27 banquiers qui se sont suicidés après le krach de l'Union Générale, de MM. Bontoux et Feder, et le malheureux Boulan qui, il y a quelque temps s'est jeté dans la Seine, du désespoir de ne pouvoir faire face à une échéance d'un million.

Voilà un homme, millionnaire encore hier, qui se tue aujourd'hui.

d'hui laissant dans la misère sa jeune femme, charmante, dit-on, et ses quatre enfants.

Combien d'autres, moins riches que lui et dont les journaux ne s'occupent pas, finissent de la même façon!

Tous ces revers de fortune disparaîtront dans une société collectiviste parce qu'elle en tarira la source qui est l'intérêt individuel.

Les bourgeois qui aujourd'hui sont à la tête d'une industrie ou d'une organisation quelconque trouveront plus leur avantage pendant une génération dans la société nouvelle que les prolétaires, car étant plus instruits que ces derniers ils seront tout d'abord choisis par eux pour la direction des travaux et en quelque sorte aussi avantagés au point de vue moral qu'ils le sont aujourd'hui.

Ils seront seulement privés du droit d'exploiter leurs semblables et de celui d'abuser des biens et des richesses, droit que la loi leur donne aujourd'hui (1).

Ce droit d'abuser des richesses s'est développé à un tel degré de nos jours qu'on se demande si les hommes ne sont pas complètement abêtis pour laisser subsister un pareil état de choses; un état de choses dans lequel un Rotschild quelconque, abusant de ses capitaux fait la hausse ou la baisse à la Bourse et ruine du même coup des milliers de citoyens.

Progrès par le Socialisme.

Dans la société collectiviste chacun aura le droit d'user des biens communs mais nul n'aura le droit d'en abuser.

User pour ses propres besoins, bien; mais thésauriser en dépouillant les autres, point.

Mais, nous dira-t-on, ceux qui sont plus intelligents que les autres, ne seront-ils pas rétribués? Oui, moralement, car leurs concitoyens les honoreront en les chargeant des missions les plus difficiles et les plus délicates, mais non matériellement.

Ce n'est pas parce que tel sera intelligent qu'il aura le droit de s'emparer des richesses communes, et qu'il devra faire des dîners plus somptueux et plus exquis que ses concitoyens; et ce n'est pas parce que tel autre sera faible d'esprit mais qui contribuera selon ses moyens au travail social, qu'il faudra le laisser mourir de faim.

(1) D'après le droit romain et le droit français actuel, la propriété comporte le droit d'user et d'abuser de la chose dont on est propriétaire : « Jus utendi et abutendi. »

La société sera tout simplement comme une famille de nos jours où les enfants les plus intelligents comme les moins bien doués mangent à la même table et sont également traités par rapport à leurs besoins matériels.

D'ailleurs, lorsque le niveau égalitaire passera sur les têtes, et qu'il n'y aura ni riches ni pauvres, les intelligences elles-mêmes ne seront pas aussi disproportionnées qu'elles paraissent l'être aujourd'hui, car tous les citoyens recevront une instruction suffisante pour être au courant de toutes les connaissances humaines.

Quant aux aptitudes toutes particulières de quelques-uns, à leur talent, ils seront suffisamment récompensés par l'admiration des autres.

Aujourd'hui, préoccupé avant tout du gain, on ne comprend pas ce stimulant qui vient de l'amour-propre, du désir de plaire et de se distinguer parmi ses concitoyens et qui est cependant beaucoup plus efficace que celui qui résulte de l'appât du gain.

On nous dit et répète sans cesse que si on n'était pas guidé par l'idée d'une récompense pécuniaire, on ne produirait pas de chefs-d'œuvre.

Ceci est une profonde erreur. Prenons l'humanité dans son développement le plus sublime, dans sa quintessence en quelque sorte, prenons l'époque athénienne, l'époque de la civilisation grecque qui, à travers l'histoire, à travers des siècles de carnage, de ruines et d'abrutissement par lesquels l'humanité a passé, apparaît comme une oasis réparatrice et bienfaisante.

Voyons si les philosophes, les écrivains, les hommes d'Etat, les guerriers, les orateurs et les artistes de cette époque, dont les œuvres n'ont pas encore été surpassées, étaient guidés par l'idée d'une récompense pécuniaire.

Il serait puéril de prétendre, par exemple, que nous devons les chefs-d'œuvre des Eschyle, des Euripide, des Sophocle, des Aristophane à l'esprit de lucre, puisque les droits d'auteur étaient inconnus à leur époque.

Qui nous fera croire aussi que les recherches des Démocrite, des Epicure et de tant d'autres sur les mystères de la création, les découvertes d'Archimède, les enseignements des Socrate, les écrits des Platon, des Aristote sur le beau et le juste ont été faits en vue d'un profit quelconque ? Qui dira qu'Aristote avait en vue une récompense pécuniaire lorsqu'il dépensait plus de quatre millions de drachmes pour recueillir les documents nécessaires à son histoire naturelle ? Tout le monde sait que la seule récompense

accordée dans les concours littéraires ou artistiques des Jeux Olympiques était une branche d'olivier.

Ainsi ceux qui, selon l'expression de Gœthe, *ont le plus noblement rêvé le rêve de la vie*, les Grecs de la grande époque, n'accordaient comme récompense à leurs grands hommes qu'une branche d'olivier.

Qui ne se souvient aussi du mot de Thémistocle qui disait que les lauriers de Miltiade l'empêchaient de dormir?

Pour rendre notre idée plus saisissable, nous citerons un fait récent que nous lisions il y a quelque temps dans un journal :

« Un des fils de la reine Victoria, frère du prince de Galles et qui a plus de 500,000 fr. de rentes, s'est engagé en *amateur* dans un orchestre qui donne de grands concerts classiques, où il fait tout son possible pour se distinguer comme violoniste. »

Dans la société collectiviste tous les citoyens ayant leur lendemain assuré comme le fils de Victoria aujourd'hui, seront attirés comme lui vers l'art et la science par l'attraction passionnelle.

Le gain, disent encore les économistes bourgeois, est le stimulant du progrès; c'est lui qui détermine les hommes à faire avancer les sciences et les arts.

Si l'esprit de gain pousse à faire des inventions de peu d'importance, il paralyse au contraire le génie inventif chez l'homme. Celui-ci, lorsqu'il travaille en vue d'un profit ne produit pas de chefs-d'œuvre.

Nous remarquons, au contraire, que ceux qui ont laissé des œuvres dignes de notre admiration, ont été moins tentés par l'idée de lucre que par le goût des investigations scientifiques. Attribuera-t-on les découvertes d'un Darwin ou d'un Claude Bernard à l'idée d'une récompense matérielle? D'un autre côté quelle impulsion au progrès et quelle découverte attendrait-on actuellement de la part de centaines de milliers de mineurs et autres prolétaires?

Combien de génies inventifs sortis de leur sein, atrophiés dès leur éclosion et perdus à jamais pour l'humanité, anéantis par l'impitoyable situation qui leur est faite, et qui les oblige à ne penser à autre chose qu'à garantir de la faim eux et les leurs, résultat auquel ils n'arrivent même pas, malgré un travail de forçat!

Dans une société communiste, l'homme, n'étant plus isolément aux prises avec les nécessités de l'existence, pourra, après avoir fourni ses deux ou trois heures de travail social par jour,

s'adonner aux sciences, aux arts, ainsi qu'aux multiples aspirations qui se trouvent innées chez lui.

C'est alors qu'on verra s'épanouir considérablement et dans des proportions qu'on ne peut même pas imaginer aujourd'hui, tous les arts et toutes les sciences, et s'étendre à l'infini les inventions de toutes sortes.

Le gain, loin d'être un stimulant du progrès, n'est par le fait qu'un stimulant du crime.

C'est pour lui que les enfants des pauvres meurent de misère.

C'est pour lui qu'on fait des expéditions lointaines et qu'on porte la dévastation chez les peuples paisibles et tranquilles qui n'ont jamais rien fait pour provoquer ni mériter ces actes de brigandage.

Et ce sont toujours nos pauvres prolétaires qui laissent leur vie dans ces expéditions tandis qu'elles sont tout profit pour Messieurs les Capitalistes.

Pourvu qu'il y ait du gain, on ne regarde pas au nombre des hommes sacrifiés.

Tout est basé sur le profit dans la société actuelle. Peu importe qu'on empoisonne son prochain par la falsification des denrées alimentaires, peu importe qu'on trompe sa bonne foi, pourvu qu'il y ait un gain, c'est là l'essentiel. Aussi, a-t-on pu appeler notre siècle le siècle de la falsification et de la banqueroute.

Et l'on trouve tout naturel, dans le milieu où nous sommes, que ceux qui sont les plus fourbes et les plus falsificateurs soient ceux-là même qui s'enrichissent le plus vite, car il est démontré aujourd'hui qu'en agissant en parfaite honnête homme on ne peut réussir ni dans le commerce ni dans l'industrie.

Et si, par hasard, on parvient sans supercherie ni duplicité à réussir, on le fait au détriment des autres qui se ruinent.

Division du travail et centralisation des services.

La centralisation de l'industrie et du machinisme, ainsi que les agglomérations humaines dans les grandes villes développent la division du travail.

On appelle division du travail dans l'industrie, la répartition entre plusieurs personnes des fonctions nécessaires à la fabrication d'un objet ou produit industriel quelconque.

La division du travail est en elle-même un des plus grands bienfaits de la production et de la perfectibilité scientifique.

Tel ouvrier qui ne fera de sa vie qu'une partie de tel objet l'exécutera bien et promptement et s'efforcera de trouver les moyens d'alléger sa tâche.

Tel médecin qui ne s'occupera que des maladies de la gorge ou des maladies des yeux, par exemple, sera mille fois plus fort dans sa spécialité que le médecin qui s'occupe de toutes les maladies du corps à la fois.

Les anciens, avec la perspicacité qui les distingue, ont prévu, avant Adam Smith, les avantages de la division du travail ; Xénophon nous dit en effet dans son *Economique* :

« Un homme dont le travail est borné à une seule espèce d'ouvrage y excellera » et Aristote ajoute dans sa *Politique* : « L'individu qui n'a qu'une fonction à remplir fait mieux et plus vite. »

Quelques exemples feront comprendre le grand avantage de la division du travail :

Une carte à jouer subit soixante-dix opérations.

Trente ouvriers, en un seul jour, ne faisant chacun que deux ou trois opérations, produisent quinze mille cinq cents cartes ; soit *plus de cinq cents* par ouvrier. Or, un seul employé à cette fabrication ne pourrait en produire plus de *deux* par jour.

Dix ouvriers se livrant à dix-huit opérations, fabriquent quarante-huit mille épingles en un jour, c'est-à-dire près de cinq mille chacun. Un seul n'en produirait pas vingt.

La fabrication d'une montre se divise en *cent deux* branches distinctes, dont chacune forme un art complet ; or, l'homme qui seul voudrait produire *une montre* y consacrerait un an, tandis que cent deux personnes, y travaillant conjointement, en fabriquent chacune cent dans une année.

Le développement de la division du travail est parallèle à celui de la production ; or celle-ci étant, comme nous l'avons déjà démontré, enfermée dans un cercle étroit par le régime capitaliste et individualiste, la division du travail l'est également dans la même proportion.

C'est seulement sous le régime collectiviste ou communiste que la division du travail pourra être étendue à l'infini et c'est alors aussi qu'elle donnera tous ses merveilleux résultats dont nous sommes privés aujourd'hui.

Les meilleures choses, celles qui sous un régime communiste seront de grands bienfaits pour l'humanité et soulageront tous les membres de la Société, se transforment en fléau pour la

majorité des citoyens sous le régime individualiste et capitaliste.

Exemple : la surproduction, le machinisme et la division du travail.

Nous avons déjà démontré les effets néfastes de la surproduction dans la société actuelle.

Ceux du machinisme sont faciles à comprendre lorsqu'on réfléchit que chaque nouvelle machine fait chasser des manufactures et prive de leur gagne pain autant d'ouvriers qu'elle en a remplacés par son travail.

De même pour la division du travail, elle est avantageuse aujourd'hui pour les capitalistes, mais elle est désastreuse pour la majorité des ouvriers qui, grâce à elle, ne connaissent pas un métier complet qui puisse leur assurer l'existence partout où ils vont chercher de l'ouvrage. Ils sont obligés, ne sachant faire qu'une partie d'un objet quelconque, une tête d'épingle par exemple, de rester attachés à la fabrique où ils sont occupés comme étaient autrefois les paysans à la glèbe. Nous voudrions, à cette occasion, demander à l'économiste Leroy Beaulieu que devient ici la liberté du choix de domicile pour l'ouvrier, liberté tant prônée par lui dans ses ouvrages ? Mais passons. Ce qui est plus désastreux encore pour l'ouvrier qui travaille aujourd'hui douze heures par jour dans une usine ou bagné capitaliste, c'est que par la division du travail, il n'est plus, pour ainsi dire qu'une manivelle. Il s'abrutit en ne faisant toute la journée que la vingtième ou la centième partie d'un produit.

Dans la société collectiviste, la division du travail sera étendue, développée à l'infini car elle présentera ainsi à la collectivité tous les merveilleux avantages dont nous avons parlé, et cependant les citoyens ne seront nullement lésés par là comme aujourd'hui dans leur intelligence puisqu'ils n'auront à fournir à la société que deux ou trois heures par jour et que tout le reste du temps ils pourront s'occuper des aspirations qui leur sont chères et développer ainsi leur intelligence.

..

La division du travail et la centralisation des services, voilà deux agents qui pourront procurer des profits incalculables à une société communiste, et dont les avantages sont aujourd'hui perdus pour l'humanité.

Nous entendons par centralisation des services, la réunion de chaque genre d'état, de métier, ou d'industrie, aujourd'hui divisé, en une organisation d'ensemble qu'on pourrait appeler aussi *service public*.

La centralisation des services ne se fera logiquement et d'une manière profitable à tous, qu'après le triomphe des idées collectivistes.

Car, si on voulait rendre, sous le régime capitaliste, certains services publics complètement communistes, c'est-à-dire gratuits, les pauvres n'en profiteraient pas.

Si, par exemple, on supprimait les timbres-poste et que tous les citoyens aient droit à la franchise postale, il n'y aurait que les riches, les industriels et les commerçants qui en profiteraient, parce que ce sont eux qui, journellement, ont une volumineuse correspondance et des paquets à expédier pour leurs affaires, tandis que les prolétaires n'ont pas de correspondance régulière.

Par la centralisation des services, on développera la division du travail, qui, comme nous l'avons démontré par des exemples dans notre dernier article, centuplera la production d'aujourd'hui dans chaque genre de produit, ce qui permettra de diminuer d'autant les heures de travail de chacun.

De même par la centralisation des services, on fera disparaître les petits ateliers où travaillent péniblement trois ou quatre ouvriers ne produisant que la centième partie de ce qu'ils pourraient produire dans une grande usine sociale en travaillant avec d'autres.

L'économie, ici, se fera sentir de toutes les façons; pour le combustible, par la suppression de mille foyers différents; pour les machines et outils qui ne resteront pas inoccupés dans les grands centres de travail, tout en étant plus restreints dans leur nombre, et pour tous les autres inconvénients (conduites d'eau, de gaz, etc.), que présentent les multiples petits ateliers à côté des grands centres industriels.

A l'avènement du régime communiste disparaîtront aussi ces misérables petites cuisines de chaque ménage où la plupart du temps il n'y a rien à cuisiner, elles feront place à de grandes cuisines communistes, où la propreté et le confortable le disputeront à l'abondance et à l'excellence des plats.

Celui qui ne peut pas comprendre la réalisation de cette transformation, se convaincra et en aura une faible idée en visitant à Paris, dans les grands magasins du Bon Marché, les immenses

cuisines et salles à manger servant aux 3,000 employés de cette maison de commerce.

Avec la centralisation des services et la collectivisation du sol, on pourra classer les différentes régions de terre et les consacrer du genre de produits que, par leurs compositions chimiques, elles sont plus propices à donner.

Ainsi, par exemple, on ne plantera pas de vignes sur des terres qui ne peuvent produire que du bon blé ou de la betterave, et réciproquement on ne sèmera pas du blé sur un terrain qui n'est propice qu'à la vigne.

Aujourd'hui l'intérêt individuel s'oppose à la réalisation de toutes ces transformations logiques et scientifiques : c'est pourquoi, lorsque le socialisme sera compris par une minorité consciente, assez forte pour faire la révolution, la société bourgeoise et individualiste ne durera pas un seul jour.

Ayant donné jusqu'ici assez de preuves que la société collectiviste sera à l'avantage de l'intérêt privé de chacun, et au grand avantage de tous, qu'on nous permette ici la citation d'un économiste bourgeois, M. Schäffle, ancien ministre des finances de l'Autriche, naguère encore l'ami et l'inspirateur de Bismark :

« Si le socialisme parvient à lier son principe incontestablement
« plus unitaire, consciemment social, et son extirpation radicale de
« l'usure et des monopoles particuliers, avec les avantages géné-
« raux de l'intérêt privé et du contrôle général libre dans l'accom-
« plissement des fonctions sociales, et par conséquent à conserver
« tout le bon côté de l'ordre existant, il triomphera sûrement, bien
« que dans un temps ultérieur. Alors toutes les acquisitions de la
« civilisation, la centralisation dans l'Etat, la nature des rapports
« modernes qui tendent à la plus complète centralisation, la ten-
« dance générale à la production en gros et à la concentration des
« forces mécaniques, l'union des travailleurs dans la grande indus-
« trie et leur indiscipline croissante vis-à-vis des entrepreneurs
« capitalistes, seraient pour lui de puissantes voies préparatoires.
« Mais c'est alors précisément qu'il devrait se défaire de ce qui le
« rend si effrayant aujourd'hui. Alors il se présenterait, en effet,
« comme une phase de développement qui ne veut rien détruire,
« mais qui accepte tous les fruits mûrs de la civilisation pour une
« fécondation ultérieure plus élevée.

« Pour en arriver là, il faut parcourir une voie bien longue, mais
« il n'y a aucune raison pour déclarer que cet affinage soit impossi-
« ble. S'en occuper sérieusement est au contraire une des tâches

« les plus grandes et les plus conservatrices et il n'y en a pas de plus décisive pour les destinées futures de l'humanité. »

Quoique nous ne soyons pas tout à fait d'accord avec des économistes tels que Schaffle, nous préférons toujours appuyer nos dires par des citations dues à des hommes qu'on n'accusera pas d'être des utopistes.

Du Machinisme et de ses effets anti-sociaux sous le régime capitaliste.

Le machinisme est aujourd'hui doublement pernicieux pour les prolétaires. Il prive les uns de leur gagne-pain en leur ôtant le travail, et dégrade moralement les autres en introduisant la subdivision du travail dans les manufactures.

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter s'il a mérité la sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple (1).

Ce qui, demain, avec une organisation nouvelle, sera le plus grand bienfait pour la société toute entière, est aujourd'hui un mal, un assassinat pour une partie de cette société puisqu'une infime minorité profite seule des améliorations et des découvertes au détriment de l'autre.

Ainsi le machinisme qui sera, sous le régime collectiviste, le vrai rédempteur de l'humanité, n'apporte aujourd'hui au travailleur que misère et souffrances, tandis qu'il procure aux riches l'opulence la plus insolente.

Depuis son introduction, le machinisme est le martyrologe de la classe ouvrière. Après avoir épuisé, estropié et avili l'homme, il s'est rabattu sur la femme et l'enfant.

« En rendant superflue la force musculaire, dit Karl Max, la machine permet d'employer des ouvriers sans grande force musculaire mais dont les membres sont d'autant plus souples qu'ils sont moins développés.

« Quand le capital s'empara de la machine, son cri fut : du travail de femmes ! du travail d'enfants !

« Ce moyen puissant de diminuer le labeur de l'homme se changea aussitôt en moyen d'augmenter les salariés; il courba tous les membres de la famille sans distinction d'âge ni de sexe sous le bâton du capital. »

(1) D. Uguhart. — Familiards Words.

Les membres des enfants étant plus souples, se prêtant plus facilement que ceux des hommes au fonctionnement du machinisme, le capitaliste a trouvé son intérêt dans l'emploi des enfants. Un homme d'âge mûr dont le salaire variait autrefois de 25 à 50 fr. par semaine est maintenant remplacé par trois petites filles de treize ans qui sont payées de 7 à 10 fr.

Le machinisme, en un mot, a été depuis son avènement jusqu'à aujourd'hui, le plus épouvantable fléau qui se soit jamais abattu sur la classe des travailleurs.

Chacun de ses progrès a amené une calamité, chacun de ses développements a été marqué de sang puisqu'il a réduit au désespoir des milliers de travailleurs dont le cri de détresse a fait naître plus d'une émeute, plus d'une révolution.

Dès les premiers jours de l'introduction du machinisme dans l'industrie, commencé la lutte entre les ouvriers et les patrons.

On brise en Angleterre les premiers métiers à tisser inventés par Jean Kay, et on traque celui-ci de village en village comme une bête fauve.

Quelle inconséquence dans ce simple fait seulement !

Voilà un homme qui, par son génie, apportait à la société un élément nouveau de richesses et qui est maltraité, hué, poursuivi par les travailleurs, ceux-là mêmes qui auraient dû trouver un grand soulagement dans son invention mais qui n'y trouvaient que misères et souffrances, alors que le capitaliste seul en profitait.

Quels ravages ont fait depuis, dans ce sens, toutes les merveilleuses inventions, dont s'honore l'esprit humain !

Quelles misères n'ont pas apporté à la classe des prolétaires en diminuant le travail toutes les admirables machines, telles que la Spinning-Jenny (Jeanne la Tisserande), la machine à vapeur de James Watt, les métiers à tisser des Crompton, des Jacquart, les machines à filer des Philippe Girard, des Arkwright (5 ouvriers suffisent pour surveiller deux métiers de 800 broches), les machines à coudre de tous systèmes et les milliers d'autres machines qui travaillent au profit exclusif du capital.

Et qu'on ne nous accuse pas d'exagération en parlant ainsi.

Voici comment s'exprime l'opportuniste, Martin Nadaud, après avoir démontré que l'introduction du machinisme et des nouveaux procédés dans la fabrication du coton et des tissus en Angleterre a fait augmenter la fortune de ce pays de plusieurs milliards de francs.

« Cette révolution scientifique, d'une si surprenante grandeur,

les ouvriers, il faut bien le dire, ne la comprirent pas d'abord. Ils ne comprirent pas que ce nouveau Saturne devait les dévorer tous ou les lancer dans un monde de merveilles, semblable à celui que leur rappelaient leurs vieilles légendes. Et comment l'idée de la destruction des machines aurait-elles pu ne pas leur venir? Les magasins s'emplissaient plus vite qu'ils ne s'écoulaient, les ateliers se vidaient forcément et la faim les poussait dans les rues, dans les work-houses, au vol, à la prostitution et de là à la potence. Jamais pareille détresse n'était incombée à un peuple, jamais l'espérance ne lui avait été ravie à ce point! »

D'après les calculs établis, le travail produit par le machinisme aujourd'hui est supérieur à ce que pourraient produire des hommes cinq fois plus nombreux que les habitants de la Terre :

Jamais la crise n'a été aussi aiguë qu'aujourd'hui. Des milliers de prolétaires s'offrent pour un morceau de pain et ne le trouvent pas.

Il y a 30 ou 40 ans on n'aurait pas trouvé des hommes assez malheureux pour consentir à se dégrader comme le font aujourd'hui les hommes-affiches, les hommes-sandwichs qui se promènent dans nos rues entre deux pancartes.

Il faut que la bêtise humaine soit bien grande pour que le machinisme reste encore entre les mains d'une minorité d'exploiteurs oisifs et ne soit pas mis à la disposition de la collectivité.

Lorsque les machines deviendront sociales en tombant dans le domaine public, lorsqu'elles travailleront dans l'intérêt de tous, alors se réalisera le rêve du poète grec Antiparos qui chantait en ces termes l'invention du moulin à eau :

« Epargnez le bras qui fait tourner la meule, ô meunières, et dormez paisiblement! Que les coqs vous avertissent en vain qu'il fait jour! Dao a imposé aux nymphes le travail des esclaves et les voilà qui sautillent allègrement sur la roue et voilà que l'essieu ébranlé roule avec ses raies, faisant tourner la pesante pierre roulante. Vivons de la vie de nos pères, et, oisifs, réjouissons-nous des dons que la déesse accorde. »

Alors, mieux que le poète grec, nous nous exclamerons : « Vivons de la vie des dieux, et réjouissons-nous des dons que le machinisme nous accorde!

∴

Le machinisme a surpassé dans son développement tout ce que l'on pouvait rêver autrefois, tout ce que l'on supposait impossible,

irréalisable. Les merveilles fabuleuses de Dédale et de Vulcain ne sont rien à côté des étonnants miracles réalisés par les progrès du machinisme et de la science. Les suppositions utopiques d'un Aristote sont devenues aujourd'hui des réalités palpables, réalités de beaucoup supérieures à tout ce qu'il pouvait imaginer.

On hésite à croire à certaines machines tellement elles sont ingénieuses dans leur mécanisme, et étonnantes par la quantité de travail qu'elles produisent.

Telle est la « Moissonneuse lieuse », qui, traînée par deux chevaux, moissonne le blé, le ramasse, l'attache en gerbe et le charge sur une voiture. Tel est le métier à filer qui, grâce à de successives améliorations, est devenue automate. Il se rend lui-même et travaille avec mille broches à la fois. Là où il fallait autrefois mille ouvrières fileuses à la main, trois personnes suffisent et ne font que surveiller le travail.

Nous avons vu à l'Exposition universelle de Vienne (section anglaise) une série de machines qui, placées les unes à côté des autres, mues par la vapeur, prenaient de la laine brute et sale, la faisaient passer par toutes les opérations nécessaires, y compris le tissage, et produisaient une étoffe superbe. Une machine lavait la laine, une autre la séchait, une troisième la faisait carder par la carde cylindrique, une autre la préparait en fuseau pour le filage et deux machines d'Arkwright filaient 480 fils à la fois avec autant de bobines. Ensuite la laine ainsi filée était prise par le métier à tisser et l'opération se terminait par le travail des navettes qui allaient et venaient toutes seules avec une vertigineuse rapidité et terminaient la miraculeuse étoffe.

On voit que le machinisme a fait des progrès merveilleux, gigantesques, mais il a failli à sa destination émancipatrice.

Liberté bourgeoise. — Laissez faire. — Laissez passer.
Liberté socialiste.

On a vu par ce qui précède que la condition des prolétaires libres de nos pays industriels est plus misérable que celle des anciens esclaves.

Les citoyens libres de par la loi, ceux qui ont le suffrage universel, en un mot, ceux qui composent le soi-disant peuple souverain, se trouvent sous la botte dorée du capitaliste et subissent sa loi et sa volonté.

Aujourd'hui, toutes les prétendues libertés sont illusoires et mensongères, ceux qui n'ont pas une position indépendante — et la majorité des citoyens est dans ce cas — sont forcés de cacher leurs idées et leurs sentiments, si ces sentiments et ces idées ne sont pas semblables à ceux de leur patron, de leur maître. Il en sera ainsi tant que l'homme ne sera pas *économiquement* indépendant, c'est-à-dire tant que ses moyens d'existence dépendront d'un autre homme.

Autrefois, la loi prenait certaines mesures en faveur des esclaves et des serfs. Le dernier code féodal celui de Prusse en 1795, porte que « le seigneur doit veiller à ce que les paysans pauvres reçoivent l'éducation, qu'il doit procurer les moyens de vivre à ceux de ses vassaux qui n'ont point de terre et venir au secours de ceux d'entre eux qui tombent dans l'indigence ».

Y a-t-il dans nos codes une garantie pareille pour les salariés?

Non, la loi abandonne le travailleur à la discrétion du capitaliste, et c'est pour s'affranchir de toute obligation envers ses esclaves les salariés, que la bourgeoisie prône, comme elle le fait, l'idée de liberté, le maudit : *laissez faire, laissez passer*.

Laissez mourir d'inanition et de misère les petits enfants des pauvres.

Laissez torturer ces petits êtres pendant douze heures par jour par des exploiters inhumains.

Laissez les filles des prolétaires se prostituer pour gagner leur pain.

Laissez dans le dénuement le plus complet, sans feu ni lieu, les vieux prolétaires qui, après avoir passé toute leur vie à produire des richesses pour la société, se voient chassés de leur atelier parce qu'ils sont trop vieux. Laissez condamner ces malheureux comme vagabonds s'ils n'ont pas de logis pour passer la nuit.

Voilà ce que signifie le *laissez faire, laissez passer* des bourgeois.

On nous parle de liberté aujourd'hui.

Il ne s'agit pas de se payer de mots, il faut examiner les choses dans leur réalité.

Or, si nous pénétrons dans les mines, dans les usines, dans les fabriques, que voyons-nous? « Des milliers d'ouvriers, entassés dans ces bagnes, sont organisés militairement, traités comme des soldats industriels; ils sont placés sous la surveillance d'une hiérarchie complète d'officiers et de sous-officiers. Ils ne sont pas seulement les esclaves de la classe bourgeoise, du gouvernement

bourgeois, mais encore journellement et à toute heure, les esclaves de la machine du contre-maitre et surtout du maître de la fabrique. Ce despotisme est d'autant plus sordide, plus horrible et plus exaspérant qu'il prend ouvertement le profit pour but unique. »

. . .

Les économistes et hommes d'Etat bourgeois, avec la mauvaise foi qui les distingue, ont imaginé et formé de toutes pièces un communisme selon leurs besoins d'argumentation qui leur permet de le combattre sans difficulté.

Il est certain qu'en ayant soin d'attribuer à une doctrine toutes les bêtises imaginables, on arrive facilement à en avoir raison.

Ils prétendent entre autres choses que le communisme est privatif de liberté. Ils vont même jusqu'à dire que la vie dans une société communiste sera comme, actuellement, la vie dans les couvents, sans compter cette ânerie bourgeoise qui court les rues et consiste à dire que les communistes veulent le partage.

Heureusement, aujourd'hui, on va au fond des choses et on les étudie avec attention.

Nous avons examiné et démontré ce que vaut la prétendue liberté de la société actuelle.

Si nous revenons sur le même sujet, c'est pour bien faire comprendre cette idée que l'égalité économique, seule, amènera la plus grande somme de liberté possible. C'est aussi afin de répondre une fois pour toutes aux bourgeois qui prétendent que nous jouissons dans la société actuelle d'une plus grande liberté que nous n'en pourrions jamais jouir dans l'organisation future. C'est pour leur montrer la stupidité de cet argument et leur faire sentir la différence qui existe entre une société capitaliste dans laquelle il y a des millionnaires et des meurts-de-faim, dans laquelle une infime minorité d'individus dispose des richesses sociales aux dépens de la majorité et lui impose ses conditions, et une organisation sociale où nul n'aura le droit ni les moyens d'acheter la liberté de son semblable, les citoyens étant tous économiquement égaux.

C'est, en un mot, pour leur faire toucher du doigt l'avantage qui résultera d'une société collectiviste pour chaque citoyen au point de vue de la liberté surtout.

Aujourd'hui le capitaliste, non content d'accabler le travailleur

sous les impôts que nécessitent le service de la rente, le prive, encore de plus de la moitié de sa liberté corporelle sans compter sa liberté morale. En effet, sur 12 heures du travail que fournit par jour l'ouvrier au patron, 7 heures sont faites gratuitement sans aucune rétribution.

Voici une statistique qui va nous le prouver :

« La production manufacturière française qui, il y a vingt ans, employait 1.467,471 ouvriers dont 417,430 femmes et 117.101 enfants s'est chiffrée par une valeur totale de 7 milliards 130.281.210 francs dont il convient de défalquer matières premières, combustible, etc., évalués par l'enquête de 1860-65 à 5.135.467.718 fr. Ce qui laisse une plus value de 1.994.615.592 fr., dans laquelle les salaires ne figurent que pour 980.414.405 fr., ou moins de la moitié.

Eh bien, étant donné que les divers établissements industriels eussent été en possession de nos 1,467,471 hommes, femmes et enfants, au lieu des 980,414,405 fr. qui leur sont échus en partage (666 en moyenne par tête), ils auraient eu à se répartir la totalité des 1,994,619,592 fr. — soit en plus de ce qu'ils ont perçu : 1,001,468,117 fr. (1,357 fr. par tête au lieu de 666 fr.)

Ainsi les bourgeois qui s'indignent contre la corvée et la dime de l'ancien régime et reprochent au communisme son manque de liberté, trouvent toute naturelle cette corvée moins apparente que l'ancienne mais qui prive le prolétaire de sa liberté tout entière.

Dans la société collectiviste ou communisme cette exploitation de l'homme par l'homme disparaîtra naturellement et augmentera le *quantum* de liberté de chaque citoyen.

La disparition de cette exploitation ne sera pas la seule cause de l'augmentation de la liberté et du bien-être ; les innombrables avantages que nous avons déjà énumérés au cours de cette étude, tels que : centralisation et division du travail, augmentation et perfectionnement du machinisme, ordination et réglementation de la production, suppression des intermédiaires, etc., etc., ajoutés à la disparition de la classe parasite composée des riches et de leur valetaille, des préfets, sous-préfets, magistrats, etc., qui sera soumise, elle aussi, à un travail social, feront que la durée du travail nécessaire à la production, répartie entre tous les citoyens, ne pourra jamais être supérieure pour chacun d'eux à trois heures par jour.

Comme nous sommes loin ici de la servitude de la société actuelle dans laquelle l'ouvrier de fabrique, le mineur, sont obligés

de fournir douze heures de travail s'ils ne veulent pas avec la liberté mourir de faim.

D'ailleurs avec la société collectiviste, les citoyens étant tous libres et égaux et pouvant choisir leur travail, l'accompliront avec plaisir. De plus, ils n'auront pas à subir la tyrannie et les exactions d'un patron, ni la brutalité et les insultes d'un contre-maitre, comme les ouvriers de nos jours.

Mais, nous dit-on parfois, les abus seront à craindre de la part d'une administration communiste qui pourra établir son omnipotence.

Avec un peu de réflexion, on peut se convaincre du contraire.

L'intérêt individuel et pécuniaire une fois disparus de la société et l'égalité économique admise par les citoyens, l'État ou *gouvernement oppressif des hommes* disparaîtra pour faire place à une *administration des choses*. Or, les administrateurs de la société future seront les intéressés eux-mêmes — c'est-à-dire tous les citoyens — et s'occuperont tout particulièrement de la chose publique, comme les Athéniens autrefois, ils ne délègueront les plus capables d'entre eux à la direction des travaux que temporairement et pourront les révoquer à volonté.

Mais, supposons que les délégués aux grands intérêts de la communauté soient nommés par élection, par le suffrage universel, il y aura toujours plus de garantie qu'aujourd'hui contre les abus, parce que l'égalité et la communauté des biens aidant nul n'aura intérêt à avantager tel citoyen au dépens de tel autre.

De plus les intérêts vitaux de tous les citoyens et ceux de leurs enfants dépendant de la bonne gestion des affaires de la communauté, chacun de ses membres sera bien plus intéressé que ne le sont les citoyens individualistes de la société actuelle à ce que la direction des affaires publiques soit confiée à des hommes capables, honnêtes et présentant toutes les garanties possibles.

Enfin, si le Parlement, aujourd'hui, est oppressif pour les prolétaires, il ne l'est pas pour la bourgeoisie; il est au contraire son humble serviteur.

Donc, lorsque les prolétaires eux-mêmes seront au pouvoir, ils s'en serviront pour réaliser leurs revendications, et jamais pour s'opprimer eux-mêmes, cela va sans dire.

La Lutte des classes

Nous avons dit, en commençant cette étude, que le socialisme scientifique ne se basait que sur l'observation des faits histori-

ques et sociaux pour démontrer qu'il y aura fatalement changement de l'état social actuel et de la condition des salariés.

Un de ces phénomènes est la lutte des classes.

Il est démontré qu'à toutes les époques de l'histoire, une classe a exploité l'autre ; les différentes révolutions qui se sont succédées, ainsi que les luttes, les changements multiples qui se sont produits jusqu'à présent n'ont fait que transformer le genre de l'exploitation : l'esclavage a été remplacé par le servage et celui-ci par le salariat, la forme la plus inique et la plus hypocrite de l'exploitation de l'homme par l'homme. Le salariat disparaîtra à son tour, emportant avec lui la bourgeoisie.

Les classes qui ont précédé la bourgeoisie ont disparu, parce que leur raison d'être n'existait plus.

Il se produit, en effet, dans l'ordre social, ce qu'on a remarqué dans l'ordre physique ou naturel, c'est-à-dire que tout membre de l'organisme d'un être vivant qui devient inutile à la lutte pour l'existence, finit à la longue par disparaître.

« Du travail d'adaptation aux conditions extérieures de la vie, dit Haeckel, dans son *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, « il résulte que des organes, jadis
« actifs et fonctionnant réellement, cessent peu à peu d'être em-
« ployés et ne trouvent plus leur usage. Par suite du défaut d'exer-
« cice ils s'atrophient de plus en plus, et néanmoins l'hérédité les
« lègue d'une génération à la génération suivante, jusqu'à ce
« qu'ils disparaissent, en fin de compte, soit en grande partie, soit
« en totalité. »

Sans remonter plus haut, nous prenons comme exemple la classe qui a immédiatement précédé la bourgeoisie, c'est-à-dire la noblesse.

Tant que les nobles rendaient des services en payant de leur personne, combattant et repoussant tout ce qui pouvait nuire à leurs vassaux, ils remplissaient un rôle et étaient en quelque sorte nécessaire à leur milieu social. Mais du moment où l'Etat s'est substitué à leurs différentes attributions et qu'ils ne s'occupaient qu'à pressurer le tiers-état, sans rien faire d'utile pour lui, de ce moment leurs jours étaient comptés, et ils ne devaient pas tarder à disparaître.

C'est alors que nous les voyons, affolés par des émeutes successives, se presser en masse autour de la cour de Versailles (ainsi que se pressent aujourd'hui autour de l'Etat les bourgeois

capitalistes), venant chercher un appui pour sauvegarder leurs privilèges.

Et, signe caractéristique des races à leur déclin, un grand nombre de ces nobles vivaient des faveurs accordées à leurs femmes.

L'Etat d'aujourd'hui est encore plus paternel envers les bourgeois capitalistes que ne l'a été la royauté pour les nobles. Veulent-ils des mines ? Veulent-ils des lignes de chemins de fer ? (Banque de France, Compagnies des chemins de fer d'Orléans et d'autres lignes, etc., etc.) ; ils n'ont qu'à faire signe, les bourses de l'Etat s'ouvrent toutes larges pour eux. Demandent-ils des bataillons pour pouvoir affaîner avec plus de sûreté leur salarités « taillables et corvéables à merci » ? L'Etat ne leur refuse rien, rien ! Pas même des expéditions lointaines où l'on engloutit des millions de francs pour ouvrir des débouchés où ces Messieurs puissent écouler les produits volés aux travailleurs.

..

Ce qui s'est produit pour la noblesse ne tardera pas à arriver pour la bourgeoisie, qui, elle aussi tombe et dégénère de jour en jour (exemple : Wilson, d'Andleau, Caffarel, etc.)

En effet, à l'époque de la petite production, lorsqu'il n'y avait que des ateliers peu considérables, où ne travaillaient que deux ou trois ouvriers avec leur patron, la nécessité de ce patron se faisait sentir. Il s'occupait toute la journée, travaillant comme les autres en dirigeant les travaux ; sans lui, l'atelier n'aurait pu exister, car, en quelque sorte, il en était l'âme.

Mais aujourd'hui, que la centralisation capitaliste et industrielle s'est accomplie dans les proportions que vous savons, et que, en collectivisant la production, elle a fait entrer dans les rangs du prolétariat des centaines de mille d'anciens petits patrons ou industriels (voituriers remplacés par la création des lignes de chemins de fer, petits forgerons ruinés par les forges du Creuzot et des Hauts-Fourneaux, etc., tisseurs disparus par l'introduction des métiers Jacquart, petits boutiquiers engloutis par les grands bazars du Louvre et du Bon-Marché, etc.), tous ceux-là et bien d'autres catégories de producteurs, expropriés sans aucune indemnité, en faveur de grands capitalistes. (1).

(1) Nous avons essayé de compter le nombre de ceux qui tombent annuellement dans la classe des prolétaires. Le résultat de nos recherches

Aujourd'hui que, sur les ruines de la petite industrie se sont élevés des usines ou de grands centres de production où travaillent, en dehors des machines, des milliers d'ouvriers ;

Aujourd'hui dis-je, qu'une administration savamment organisée, composée des salariés, a remplacé dans ces grands centres ou usines l'ancien patron, quel est le rôle des capitalistes, propriétaires de ces usines ? Aucun. Il y en a qui n'y mettent jamais les pieds, sans parler des actionnaires qui, pour la plupart, ignorent où elles se trouvent.

Tout s'y fait sans la moindre intervention de leur part ; ils peuvent disparaître que les travaux n'en continueront pas moins, comme s'il ne s'était rien passé.

La plupart de ces capitalistes ne se donnent même pas la peine d'aller toucher les dividendes de leurs actions ou les coupons de leurs rentes. Ils n'ont qu'un seul souci : celui de savoir par quel luxe effréné et par quelles débauches infâmes ils arriveront à dépenser tous les millions soutirés aux salariés, qui eux, malgré un travail sans relâche, crouissent dans la misère.

Donc, la bourgeoisie capitaliste ne remplissant aucun rôle actif dans la production sociale, devient inutile. Elle est, par conséquent, appelée à disparaître, comme classe, dans un bref délai.

Ajoutons que, en même temps que la bourgeoisie devient inutile à la production, elle tient l'industrie et l'agriculture dans des limites étroites par le régime de la propriété individuelle, ainsi que les tenait autrefois la noblesse par le régime féodal, les ju-randes et les maîtrises.

Mais le prolétariat, à l'instar de la classe qui l'exploite, en s'em-parant de l'Etat, brisera l'enveloppe étroite dans laquelle la bourgeoisie enferme l'industrie et l'agriculture et établira le collectivisme, tant par rapport à la production, qui est déjà à moitié collectivisée, que par rapport à la consommation des produits.

est qu'il y a plus de 60,000 citoyens qui après avoir été condamnés par les tribunaux de commerce pour n'avoir pas pu payer leur échéance, perdent leur crédit, deviennent salariés. Parmi ceux-là on compte 24.416 faillites et requêtes pour l'année 1882 tandis qu'il n'y avait que 2.117 faillites en 1849.

Quant aux causes qui ont été présentées en 1882 elles montent au chiffre de 277,652 ; en 1849 il n'y avait que 164.064 causes.

Rien que de 1881 à 1882, en une année, les causes commerciales ont augmenté leur chiffre de 20.213.

Nous avons démontré en nous basant sur des faits historiques et naturels, que le règne de la bourgeoisie était précaire et que le prolétariat érigé en parti de classe en aurait bientôt fatalement raison.

Messieurs les bourgeois ne pensent pas ainsi. Ils croient que leur régime est éternel et qu'il n'y a pas lieu de songer à la réforme sociale.

« Les économistes, dit Karl Marx, ont une singulière manière de procéder. Il n'y a pour eux que deux sortes d'institutions : celles de l'art et celles de la nature. Les institutions de la féodalité sont des institutions artificielles, celles de la bourgeoisie sont des institutions naturelles. Ils ressemblent en ceci aux théologiens qui, eux aussi, établissent deux sortes de religions. Toute religion qui n'est pas la leur est une invention des hommes, tandis que leur propre religion est une émanation de Dieu.

La féodalité, aussi, avait son prolétariat — le servage — qui renfermait tous les germes de la bourgeoisie. La production féodale, aussi, avait deux éléments antagonistes, qu'on désigne également sous le nom de *beau côté* et de *mauvais côté* de la féodalité, sans considérer que c'est toujours le *côté mauvais* qui finit par l'emporter sur le *côté beau*.

C'est le mauvais côté qui, en constituant la lutte, produit le mouvement qui fait l'histoire. Lorsque la bourgeoisie l'eût emporté, il ne fut plus question ni du bon ni du mauvais côté de la féodalité. Les forces productives qui s'étaient développées par elle sous la féodalité lui furent acquises. »

De même les forces productives développées aujourd'hui par le prolétariat lui seront acquises lorsqu'il aura remporté sa victoire sur la bourgeoisie.

Pour cela il faut laisser de côté tout scrupule sur les moyens à employer. Ce n'est pas en défendant la Banque de France contre les révolutionnaires, comme on l'a fait pendant la Commune, qu'on vaincra la bourgeoisie, mais c'est au contraire en imitant cette dernière dans ses actes révolutionnaires. Elle ne s'est pas gênée de fouler aux pieds la légalité féodale lorsqu'elle s'emparait des biens des nobles et du clergé.

Sous l'ancien régime, la propriété féodale et cléricale était considérée aussi sacrée, aussi légitime et plus même que la propriété bourgeoise actuellement. Cela n'a pas empêché les bourgeois de

confisquer et de vendre à vil prix aux loups cerviers de la finance tout ce qui appartenait à la noblesse et au clergé.

La révolution prolétarienne dont le but est de collectiviser tous les biens et toutes les richesses ne renouvellera pas ces orgies et ces vols.

Le prolétariat cueillera à coup de décrets les fruits mûrs pour la collectivisation, tels que : chemins de fer, canaux, banques, mines, usines, fabriques, steamers, etc., etc., en expropriant la bourgeoisie, et ne vendra rien de ce qui appartiendra à la collectivité, c'est-à-dire à la nation.

Le paysan restera en possession de sa petite terre qui, par un décret, sera exonérée de la dette hypothécaire qui pèse sur elle, dette qui se chiffre en France par 23 milliards, ce qui revient à dire que la terre des paysans appartient par le fait aujourd'hui aux capitalistes.

Les innombrables parcs qui appartiennent aux richards, et sont une insulte à l'égalité et à la dignité des autres citoyens, seront déclarés promenades communales, et, comme les magnifiques jardins royaux d'autrefois, ils seront à la disposition de tous les citoyens.

Pour que la révolution qui est une œuvre gigantesque, soit menée à bonne fin par le prolétariat, il faut que celui-ci soit bien persuadé qu'il ne réussira qu'avec de l'énergie. La formule « la fin justifie les moyens » n'est que scientifique lorsqu'on lutte pour les intérêts de tout un peuple.

La sentimentalité seule peut faire échouer une révolution.

Sachons surtout au moment révolutionnaire prendre des garanties en rapport avec le danger qui nous attend en cas d'insuccès.

Au lieu de 70 otages qu'a fait la Commune, faisons-en 70.000 s'il le faut, et la semaine sanglante ne sera pas renouvelée.

. . .

Le socialisme moderne n'a rien d'utopique. Pour l'époque transitoire il ne demande que des réformes reconnues justes et réalisables par les bourgeois eux-mêmes.

Quant à l'expropriation capitaliste et la collectivisation des richesses et des instruments du travail, elles se feront avec la plus grande facilité parce que telle est la voie vers laquelle conduit la production.

Ce qui a été enlevé au peuple lui reviendra inévitablement quoi-

que cela paraisse impossible, à ceux qui n'y ont pas suffisamment réfléchi. Qui aurait supposé avant la grande Révolution que les palais et les parcs des rois tomberaient dans la communauté, et que tous les citoyens en auraient la jouissance, soit par la transformation de ces palais en musées communistes, soit par la consécration des parcs royaux en promenades publiques. Et cependant cela est réalisé aujourd'hui.

D'un autre côté, comment contester la possibilité des services communistes puisque de nos jours il y en a qui fonctionnent parfaitement ?

Qu'est-ce, en effet, que les postes et télégraphes, sinon un service communiste tout récent ?

Et les routes nationales, et les bibliothèques ? Ne sont-ce pas aussi des services communistes ?

Les chemins de fer ne sont-ils pas devenus un service public en Allemagne ?

Le communisme est donc incontestablement le régime futur de la société, il sera le résultat de la cristallisation des différentes branches de la production actuelle.

« L'étude attentive de la géologie et de l'histoire, dit Blanqui, « révèle que l'humanité a commencé par l'isolement, par l'individualisme absolu, et qu'à travers une longue série de perfectionnements, elle doit aboutir à la communauté.

« La preuve de cette vérité se fera par la méthode expérimentale, la seule valable aujourd'hui parce qu'elle a fondé la science. « L'armée, les collèges, les prisons, les casernes, communisme « dans les limbes, grossier, brutal, mais indéniable. Rien ne se « fait en dehors de cette voie. L'impôt, le gouvernement lui-même, sont du communisme, de la pire espèce à coup sûr, mais « cependant d'une nécessité absolue.

« L'idée a dit à peine son premier mot : avant d'en être à son « dernier, elle aura tout changé de face. Nous ne sommes encore « que des barbares. »

Avec le communisme disparaîtront le hideux intérêt individuel et la spéculation criminelle de nos jours, d'où découlent le vol, l'escroquerie, l'extorsion, la concussion, le charlatanisme, le chantage et tous autres crimes qui se commettent aujourd'hui sous l'égide de la loi.

Le communisme donnera le coup de grâce à la société actuelle « telle qu'elle est bâtie, la gueuse, — comme dit Vallès — qui n'a que du plomb de caserne à jeter dans le sillon où les pauvres

se tordent de douleur et meurent de faim — crapauds à qui le tranchant du soc a coupé les pattes et ne peuvent même pas faire résonner dans la nuit de leur vie leur note désolée et solitaire ! »

P. ARGYRIADÈS.

L'ATLANTIDE

LÉGENDE DE L'OcéAN

I

Un monde triomphant à l'aspect volcanique
Au sol fertile et beau plein de vallons charmants
Repose enseveli sous l'immense atlantique
Dressant encor ses monts en récifs menaçants.

La vieille Egypte, seule, a gardé la mémoire
De ce monde enfoui ; peut-être ses vaisseaux
Vers elle ont-ils vogué, tout permet de le croire,
Lorsque sur l'Atlantide on vit monter les eaux.

En un jour, une nuit, dit le récit d'Egypte,
Ce continent rempli de géantes cités
S'effondra, maintenant il dort dans cette crypte
Ainsi qu'en un linceul sous les flots agités

Mais, comme Pompéï se leva de la cendre,
Un jour on cherchera sous l'océan profond
Quand dans l'abîme obscur l'homme saura descendre
On verra l'Atlantide ainsi qu'un spectre au fond.

Pâle, sous les coraux et les herbes marines,
Elle apparaîtra morte avec ses fiers remparts,
Ses monuments croûlés, avec l'or de ses mines
Et mêlés au granit ses ossements épars

Et plus belle cent fois paraîtra l'Atlantide
N'ayant plus rien qui passe à l'empire du temps
Ainsi qu'en un creuset rendue aux éléments.

II

Mais qui sait, si levant les voiles funéraires,
L'Atlantide qui dort au fond des océans
Ne remontera pas tandis que d'autres terres
A leur tour descendront sous les flots et les temps.

La mort, qui va soufflant sur les races humaines
Transforme la matière et l'infini géant,
Jette l'homme et le ver pour engraisser les plaines,
En attendant que l'onde y passe en murmurant.

Des flancs du Ténériffe, agités de tempêtes,
Au roc de Gibraltar, peut-être, avec terreur
On entendra mugir les vagues et les faîtes,
Et le vieux continent émergera vainqueur.

LOUISE MICHEL.



LES SUICIDES EN FRANCE

Le régime capitaliste, cause de tant d'infortunes, de tant de désespoirs, devient de plus en plus un fléau pour le peuple en général.

C'est lui qui est la cause de la dépopulation de la France, c'est lui qui réduit des milliers de citoyens à cette extrémité : ou de se donner volontairement la mort ou de mourir d'inanition.

Le capitalisme progressant dans sa marche expropriatrice de la petite industrie et du petit commerce, rejette des milliers de citoyens, petits commerçants et petits industriels, dans la classe des deshérités du prolétariat.

Ces anciens boutiquiers ou petits patrons se voyant dans la misère du jour au lendemain, ne pouvant et ne sachant pas lutter comme les ouvriers qui ont un métier, finissent, pour la plupart, par le suicide.

Ceci ne peut-être contesté puisque c'est sur les statistiques officielles que nous nous basons pour démontrer avec quelle vitesse effrayante le nombre des suicidés augmente depuis une cinquantaine d'années.

Les écrivains et journalistes de la classe bourgeoise et du capitalisme font semblant de s'inquiéter de cet accroissement des suicidés, et du dépeuplement de la France, mais ils ne veulent pas indiquer, les lâches, les vraies causes de ces désastres pour ne pas mécontenter leurs maîtres, pour ne pas troubler leur digestion.

SUICIDÉS

En seize années, de 1872 à 1887, le nombre des suicidés s'est accru de 55 0/0; leur proportion, eu égard à la population, s'est élevée de 15 à 21 sur 100.000 habitants.

Les 106,267 suicides constatés pendant cette période se répartissent ainsi par année.

1872	— 5,275	ou 15	sur 100.000 habitants.
1873	— 5.525	— 15	—
1874	— 5.617	— 16	—
1875	— 5.472	— 15	—
1876	— 5.804	— 16	—
1877	— 5.922	— 16	—
1878	— 6.434	— 17	—
1879	— 6.496	— 18	—
1880	— 6.638	— 18	—
1881	— 6.741	— 18	—
1882	— 7.213	— 19	—
1883	— 7.267	— 19	—
1884	— 7.572	— 20	—
1885	— 7.902	— 21	—
1886	— 8.187	— 21	—
1887	— 8.202	— 21	—

Ainsi, sauf en 1872, la progression, d'année en année est plus ou moins sensible, mais elle est constante.

MOTIFS PRÉSUMÉS D'APRÈS LE MINISTRE RAPPORTEUR

	Hommes	Femmes
Misère et revers de fortune . .	936 ou 16 0/0	126 ou 8 0/0
Chagrins de famille. . . .	813 — 14 0/0	303 — 19 0/0
Amour, jalousie, débauche . .	173 — 3 0/0	132 — 8 0/0
Accès d'ivresse et ivrognerie habituelle	836 — 14 0/0	98 — 6 0/0
Désir de se soustraire à des poursuites judiciaires	234 — 4 0/0	30 — 2 0/0
Souffrances physiques. . . .	1.138 — 19 0/0	269 — 16 0/0
Peines diverses	329 — 6 0/0	56 — 3 0/0
Aliénation mentale.	1.401 — 24 0/0	622 — 38 0/0

On divise les *motifs* en différentes classifications pour cacher la cause fondamentale qui est la misère presque pour tous les cas de suicides. Car à quoi attribuer les accès d'ivresse, le désir de se soustraire aux poursuites judiciaires, les peines diverses et l'aliénation mentale sinon à la misère ?

LE MENDIANT

Va-t'en ! tu n'es qu'un chien, si tu fais ton régal
Des restes mendifiés qui tombent de ma table.
Qui demande l'aumône, il n'est pas mon égal.

Ah ! redresse toi donc, grand pauvre lamentable :
Ne rampe pas ainsi sur le bord du chemin
On te couche à l'étable ! Eh bien brûle l'étable !

Ferme le poing plutôt que de tendre la main.
Ne sois pas l'humble bête aisément assouvie ;
Sois homme, sois mon frère, un fauve à mufle humain,

Et tu t'y souleras au festin de ma vie.

Jean RICHEPIN.

BABEUF ET SA DOCTRINE

Nul n'ignore aujourd'hui la conspiration des Egaux dont Babeuf fut l'initiateur et l'inspirateur.

Les Egaux furent les seuls révolutionnaires qui étaient en même temps socialistes.

Ils comprenaient, eux, que le régime inauguré par la Révolution française était loin d'amener l'égalité sociale si ardemment désirée par le peuple.

Aussi tentèrent-ils de réagir contre l'égoïsme bourgeois, et peu s'en est fallu, qu'ils réussissent.

La dénonciation d'un faux frère, d'un traître, Grisel, fit échouer ce merveilleux mouvement révolutionnaire. Babeuf et Darthé,

traduits devant la Haute Cour de Bourges, furent condamnés à mort.

Aussitôt que l'arrêt de condamnation fut prononcé, à l'audience même, Babeuf et Darthé se frappèrent d'un poignard qui avait été procuré à Babeuf par un de ses fils.

Malgré cette mort héroïque et tragique, les bourgeois firent traîner les corps de Babeuf et Darthé à la guillotine. Ils furent décapités morts !

Notre cadre ne nous permet pas de nous étendre autant que nous aurions désiré sur le Babouvisme.

Voici l'analyse de la doctrine de Babeuf.

Analyse de la doctrine de Babeuf.

1. — La nature a donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens.

2. — Le but de la société est de défendre cette égalité souvent attaquée par le fort et le méchant dans l'état de nature et d'augmenter, par le concours de tous, les jouissances communes.

3. — La nature a imposé à chacun l'obligation de travailler; nul n'a pu, sans crime, se soustraire au travail.

4. — Les travaux et les jouissances doivent-être communs.

5. — Il y a oppression quand l'un s'épuise par le travail et manque de tout, tandis que l'autre nage dans l'abondance sans rien faire.

6. — Nul n'a pu sans crime, s'approprier exclusivement les biens de la terre et de l'industrie.

7. — Dans une véritable société, il ne doit y avoir ni riches ni pauvres.

8. — Les riches qui ne veulent pas renoncer au superflu en faveur des indigents sont les ennemis du peuple.

9. — Nul ne peut, par l'accumulation de tous les moyens, priver l'autre de l'instruction nécessaire pour son bonheur : l'instruction doit être commune.

10. — Le but de la révolution est de détruire l'inégalité et de rétablir le bonheur commun.

11. — La révolution n'est pas finie parce que les riches absorbent tous les biens et commandent exclusivement, tandis que les pauvres travaillent en véritables esclaves, languissant dans la misère, et ne sont rien dans l'Etat.

12. — La constitution de 1793 est la véritable loi des Français, parce que le Peuple l'a solennellement acceptée.

Formules de prédilection de Gracchus Babeuf.

Pour que l'état social soit perfectionné, il faut que chacun ait assez, et personne de trop. (J.-J. ROUSSEAU.)

Ce court passage, disait Babeuf, est l'Élixir du *Contrat Social*.

Discourez tant qu'il vous plaira sur la meilleure forme du gouvernement, vous n'aurez rien fait tant que vous n'aurez point détruit les germes de la cupidité et de l'ambition. (DIDEROT.)

Les malheureux sont les puissances de la terre ; ils ont le droit de parler en maîtres aux gouvernements qui les négligent. (ST. JUST.)

Surcharger l'opulence, soulager la misère, anéantir l'une avec le superflu dangereux de l'autre ; voilà tout le mystère de la Révolution. (TALLIEN.)

Loin de regarder l'état de communauté comme une chimère impraticable, il n'est pas aisé de concevoir comment les hommes sont venus à établir celui des propriétés particulières. (MABLY.)

Chers amis ! l'Égalité n'engendre point de guerre. (SOLON.)

Ne souffrez point qu'il y ait un malheureux ou un pauvre dans l'État. (ST. JUST.)

Le but de la Société est le bonheur commun, (*Déclaration des Droits de l'Homme, par ROBESPIERRE*).

Le but de la Révolution Française est aussi le bonheur commun. (*Prospectus du Tribun*.)

Chant des égaux.

Un code infâme a trop longtemps Asservi les hommes aux hommes ; Tombe le règne des brigands ! Sachons enfin où nous en sommes,	Dans l'enfance du genre humain On ne vit point d'or, point de guerre, Point de rang, point de souverain, Point de luxe, point de misère !
---	--

Réveillez-vous à notre voix Et sortez de la nuit profonde, Peuples ressaisissez vos droits Le soleil lui pour tout le monde,	La sainte et douce <i>Egalité</i> Remplit la terre et la féconde : Dans ces jours de félicité, Le soleil luit pour tout le monde,
---	--

Tu nous créas pour être <i>égaux</i> Nature, ô bienfaisante mère, Pourquoi des biens et des travaux L'inégalité meurtrière ?	Hélas ! bientôt l'ambition, En s'appuyant sur l'imposture, Osa de l'usurpation Méditer le plan et l'injure
---	---

Pourquoi mille esclaves rampants Autour de quatre à cinq despotes ? Pourquoi des petits et des grands ? Levez-vous braves sans culottes	On vit des princes, des sujets, Des opulents, des misérables ; On vit des maîtres, des valets ; La veille tous étaient semblables !
--	--

Du nom de lois et d'instituts,	D'un trop léthargique sommeil.
On revêt l'affreux brigandage;	Peuples! rompez l'antique charme:
On nomme crime les vertus,	Par le plus terrible réveil,
Et la nécessité, pillage	Au crime heureux portez l'alarme

Prêtez l'oreille à notre voix
Et sortez de la nuit profonde.
Peuples ressaisissez vos droits,
Le soleil luit pour tout le monde.

Chanson nouvelle à l'usage des faubourgs. (1)

Air: C'est ce qui me désole.

Mourant de faim, mourant de froid,	Gorgés d'or, des hommes nouveaux,
Peuple dépouillé de tout droit,	Sans peines, ni soins, ni travaux,
Tout bas tu te désolés;	S'emparent de la ruche :
Cependant le riche effronté	Et toi, Peuple laborieux,
Qu'épargna jadis ta bonté	Mange et digère, si tu peux,
Tout haut, il se console.	Du fer, comme l'autruche,

LA DÉPOPULATION

Il est un fait qu'il est aujourd'hui impossible de nier: la dépopulation fait des progrès effrayants. Si nous nous en référons au rapport du docteur Lagneau, de l'Académie de médecine, la population française ne s'accroîtrait plus actuellement que de 119 habitants sur 100.000.

Toute la presse a fait connaître son opinion sur la gravité de cette situation, malheureusement il est bien difficile de se reconnaître parmi les divers journaux qui s'adressent pour la plupart, à des lecteurs auxquels ils sont obligés de dénaturer la vérité, afin d'obéir à la direction capitaliste qui impose une volonté actuellement en contradiction avec les événements.

On ne veut pas avouer que c'est la misère et la mauvaise organisation sociale, qui sont la cause de tout. Si on connaissait à fond ce qui se passe dans la classe des déshérités de la vie, si ceux-là pouvaient parler comme ont la faculté de le faire les bourgeois, qui prétendent apporter un remède à leurs maux, ce ne serait plus qu'un immense cri d'indignation qui retentirait sur tous les points

(1) Cette chanson ainsi que le « Chant des Eaux » sont dus à la plume du poète babouviste Sylvain Maréchal.

de la surface du globe pour dire que s'il n'est pas possible d'avoir aujourd'hui droit au travail, il est permis d'avoir droit à la vie.

L'affaire Hayem n'est qu'un grain de sable jeté dans l'immensité à côté des nombreuses injustices qui se pratiquent tous les jours et qui n'ont pas même le don d'apitoyer les parasites qui se montrent indifférents en toute circonstance.

Je ne citerai qu'un simple fait en passant, dont j'ai été témoin, et qui démontrera l'impossibilité dans laquelle se trouve la classe malheureuse de la société de qui l'on exige des enfants pour en faire des soldats, qui seront peut-être plus tard obligés de se tourner vers ceux qui leur ont donné le jour sous prétexte de maintenir l'ordre d'une société, qui ne fait rien pour améliorer leur sort.

Il y a quelque temps, après avoir terminé mon ouvrage, j'étais allé prendre l'air au bois de Vincennes. N'ayant pas les moyens d'aller m'attabler au café, je rêvais sur un banc, lorsque mon attention fut attirée par une femme avec un enfant sur les bras, qui semblait attendre quelqu'un, sa physionomie avait un aspect des plus effrayants, la misère, les peines et les privations, étaient gravées sur son visage, j'avais devant mes yeux, un cadavre ambulante que le vent pouvait renverser dans la poussière, sans la moindre violence. Quelques instants après je vois apparaître au détour d'une avenue, un militaire avec un pain de munition, sous le bras, je compris que ces deux personnes étaient en intelligence et du point où je me trouvais je pus saisir une partie de leur conversation.

«..... Je n'ai pas mangé depuis deux jours, mon mari est malade,
« mes enfants en bas âge ne me sont d'aucun secours, je n'ai plus
« qu'un souffle de vie, j'ai été remplacée à la cartoucherie parce
« que j'avais besoin de leur donner des soins, je suis désespérée,
« le lait me manque pour donner à l'enfant que j'ai sur mes bras...

Le jeune soldat sortit son pain de dessous le bras, le tendit à la malheureuse qui, touchée de tant de bonté, se mit à fondre en larmes. Il allait se retirer, mais celle-ci le retint un instant.

J'étais sans argent, je profitai de ce moment pour me rendre chez ma maîtresse de pension pour lui demander quelques sous que je me proposais de lui donner, mais à mon retour, je ne trouvai plus que le jeune soldat, qui me dit qu'il n'était point rare que tous les soirs à la sortie du fort, des femmes vinssent se livrer pour un pain de munition.

Écœuré par ce spectacle, j'acquis la certitude que je n'avais pas

été trompé, ce fut mon premier pas dans la vie. à partir de ce moment, je devins socialiste, je ne pouvais admettre que pour tant de sacrifices qu'on exige des hommes, ceux qui sont privilégiés puissent être aussi ingrats, laissent mourir de faim leurs semblables et exigent des survivants, les enfants pour en faire des soldats.

Ces faits ne font que confirmer mes prévisions, mes pressentiments ne m'ont point trompé, on recule aujourd'hui pour mettre au monde des enfants dont l'existence n'est point assurée.

MAUR BOTTARIC

M. de Nadaillac, qui a traité aussi la question de l'affaiblissement progressif de la natalité en France, emprunte au docteur Bertillon la moyenne des naissances pour 10.000 habitants et par période décennale.

Cette moyenne était de	1770	à	1780	de	380
—	—	1801	—	1810	— 325
—	—	1811	—	1820	— 316
—	—	1821	—	1830	— 309
—	—	1831	—	1840	— 289
—	—	1841	—	1850	— 274
—	—	1851	—	1860	— 267
—	—	1861	—	1868	— 264
—	—	1869	—	1880	— 245

La diminution, on le voit, est constante; depuis le commencement du siècle, la moyenne des naissances annuelles pour 10.000 habitants est tombée de 325 à 245.

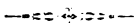
Donc, à mesure que la civilisation capitaliste s'implante et se généralise en France, la force reproductrice de la race diminue.

Le nombre des mariages est aussi en décroissance; la moyenne de cinq années : 1879, 1880, 1881, 1882 et 1883 a été de 281, 376; cette moyenne est inférieure à toutes les moyennes précédentes.

Durant trois années, de 1880 à 1882, les décès ont excédé les naissances dans 40 départements, près de la moitié de ceux qui forment le territoire de la France. De 1872 à 1876, ces départements étaient au nombre de 17.

Ainsi, à partir de 1880, c'est-à-dire dès le commencement de la crise que nous traversons, les mariages diminuent et l'excès des décès sur les naissances augmente.

Voilà les magnifiques résultats de la morale et de l'ordre bourgeois.



UN FAIT DIVERS

— Des choux, des poireaux, des ca-a-a-rottes!... Nave-e-ets, navets!... Du-u bel oignon-on-on! Du bel oignon!...

Trainante, grelottante, plainguarde, la mélopée, chantée par une voix de femme, égrenait ses notes lamentables d'un air glacial.

Mais il avait beau être glacial, cet air de dix degrés au-dessous de zéro, il n'arrivait pas à geler les grosses gouttes de sueur, âpres, brûlantes, qui perlaient au front, dégoulinèrent sur les joues de la pauvre femme, pendant qu'elle poussait d'ahan sa petite voiture chargée de légumes et chevrotait son refrain sur un ton de plus en plus navrant.

Oh! la misérable créature! Maigre, les yeux cernés, les pommettes blémies, les narines froncées de souffrance, elle allait, sous un tartan rapiécé et une marmotte en torchon. Elle avait une grande tache jaune sur le haut de la figure : le masque de grossesse, hélas! Et son ventre ballonné se cognait à l'éventaire roulant. Elle était enceinte.

— Des choux, des poireaux, des ca-a...

Et elle s'affaisa entre les brancards.

Malgré le froid, il se fit un rassemblement. En un clin d'œil, la rue fut encombrée, les derniers venus passaient par derrière, demandant ce qu'il y avait. D'autres jouaient des coudes pour sortir de la presse, et, n'ayant rien vu, répondaient :

— Peuh! une femme saoule!

Un sergent de ville arrive, fend la cohue, fait écarter le monde et l'approche, en tenant à la main son carnet et son crayon pour verbaliser.

— Votre plaque? Votre numéro? Et relevez-vous, plus vite que ça!

La femme se tord par terre, sanglotte, étouffe. Elle cherche d'un geste convulsif, à dégraffer son corsage. Elle s'enfonce les poings dans le ventre, pousse les reins en avant, allonge le cou, hurle.

— Oh! mon Dieu! mon Dieu! Vous voyez bien que je vais accoucher.

Où la porte chez un pharmacien. Les badauds suivent et font un tas qui pécore à la devanture. Chacun dit son mot.

— En v'là une idée de faire des enfants dans la rue!

— Ben! faut qu'elle est un vrai courage, par un temps pareil!

— Est-ce que ça lui a pris, comme ça, tout d'un coup?

— Aussi, on ne travaille pas quand on est dans cet état là.

Et toutes les réflexions banales et prévues se croisent. Ceux qui parlent prennent un air entendu. Leurs voisins les approuvent.

Dans la boutique, la malheureuse couchée par terre, là-bas, au fond, où il y avait assez de place, est en proie aux affres de l'enfantement. Le garçon potard lui tient la tête et la fait reniffler au goulot d'un flacon. Le patron, la calotte en arrière, se donne l'importance d'un médecin. Il a relevé la manche droite de sa redingote. De temps à autre le sergent de ville vient à la porte, dont le bouton de cuivre est secoué par les impatients.

— Allons, allons, débarrassez le trottoir. Circulez, messieurs. circulez!

Je t'en fiche, qu'on va circuler! Voilà la femme qui accouche. Des gamins curieux, faulxés au premier rang s'aplatissent le nez sur la glace de la montre et soufflent pour tâcher de fondre les glaçons qui les empêchent de distinguer ce qui se passe.

— Dis donc, Léon, qué qu'tu vois? Moi, j'vois rien.

— Moi, je vois l'pharmacope qu'est à genoux. Mais il y a l'ecarabin devant. Il bouche le plus chouette. Ah! zutt! V'là encore l'sergot qui vient nous faire décaniller... Oh! mince! j'ai vu. C'est rien rigolo!

La femme a mis au monde un enfant. Et elle songe avec amertume que cela lui en fait cinq. Oui, avec amertume! Elle les aime pourtant bien, ses petits. C'est pour eux, pour les quatre demeurés à la maison, qu'elle est sortie ce matin sans vouloir écouter les voisines qui lui disaient que ce n'était pas prudent. C'est pour eux qu'elle allait travailler quand même, espérant qu'elle pourrait encore aller aujourd'hui. Dame! le mari est à l'hospice. Elle a rudement du mal à les nourrir, les quatre mioches! Et maintenant comment va-t-elle faire?

Demain, elle ne pourra plus vendre. Pas le sou pour manger. Ah! malheur!

Elle veut se lever pour aller trainer sa voiture.

— Non, non, c'est défendu dit le pharmacien. Que diable! il ne faut pas aller plus vite que les violons. Un bel accouchement, c'est vrai, et joliment mené, je m'en flatte! Mais, enfin, ce n'est pas une raison pour forcer la nature. On va envoyer chercher une civière, et on vous transportera, ma brave femme.

On attend. La foule a fini par se disperser. La civière arrive. On

met la femme dessus, avec le nouveau-né dans une couverture. On recouvre le tout dans la serge noirâtre qui ressemble à une serpillière. Le cortège sort de la boutique. En route, la femme s'évanouit. Elle a une perte. On change de direction et on va vers l'hôpital.

Eh bien ! Et les quatre mêmes qui sont à la maison ?

Quant à la petite voiture, le sergent de ville l'a fait conduire à la fourrière.

Dans la rue on stationne encore aux alentours. Les boutiquiers viennent demander des détails au pharmacien. Il raconte et parle même avec des termes techniques. Puis il conclut invariablement par ces mots :

— Et j'ai compris, dans ses jérémiades, que cela lui en faisait cinq. C'est gens-là ne sont vraiment pas raisonnables.

On trouve, à l'unanimité, que le pharmacien a raison.

(*Le Paré*)

Jean RICHEPIN.

LE COUP DE TAMPON

Le mouvement socialiste est tellement irrésistible aujourd'hui que les écrivains les plus bourgeois eux-mêmes, ne peuvent s'empêcher de s'en occuper. Voici, en effet, un fragment d'un poème de l'académicien François Coppée :

... Cependant quelque chose est juste au fond des plaintes
Et des yeux menaçants du pâle faubourien
Riches, songez au peuple ! Il fait tout, et n'a rien.
— Oui, tout, pour vos besoins, votre luxe et vos vices.
O privilégiés, faites des sacrifices.
Il en est temps, grand temps. Mettez, puissants du jour,
Dans vos lois un peu plus de douceur et d'amour,
Rendez aux malheureux la haine moins facile.
Prenez-y garde. Il est trop de gens sans asile.
Il est trop, beaucoup trop de filles de seize ans
Qui rôdent, en frôlant du coude les passants.
Trop d'enfants vagabonds, l'œil terne et le teint jaune,
Trop de vieux artisans condamnés à l'aumône.
Après trente ans et plus d'enclume et d'établi.

Sybarite, ton lit de roses fait un pli,
Et tu geins. Que d'errants sans un toit pour y vivre !
Comme c'est cher, le pain à quatre sous la livre !
Réponds, gourmand, toi qui t'es plaint qu'on ne pouvait
Trouver, l'autre décembre, un melon chez Chevet.
Vraiment, je vous le dis; jouisseurs, prenez garde :
L'édifice des lois caduques se lézarde :
Héritier d'un parent plus ou moins éloigné.
Dis-moi, ce sac plein d'or, tu ne l'as pas gagné.
Si nous parlions un peu des droits du légataire ?...
O Pompéiens, mettez l'oreille contre terre;
Comme elle est chaude, et quels grondements de courroux !
Des jets empoisonnés s'échappent par les trous.
Le vieux sol social, de moissons trop avare,
Est brûlant sous vos pieds comme une solfatare.
Ne vous endormez pas dans les profonds coussins.
L'éruption menace, et les temps sont prochains.

Après avoir si bien raisonné, Monsieur Coppée s'arrange pour faire croire au prolétaire qu'il doit se tuer pour sauver ses bourgeois : les bourgeois.

SOCIALISME INTERNATIONAL

Le 1^{er} Mai

Au mois de juin 1889, alors que la bourgeoisie cosmopolite contemplant, les prenant pour son œuvre, les richesses créées par le prolétariat international, un fait passé presque inaperçu se produisait.

Parmi tous les congrès à grand orchestre commandités par les différents gouvernements, des délégués ouvriers, venus de toute part à l'appel des marxistes français, discutaient les intérêts de leurs mandataires respectifs, et se trouvaient d'accord sur la solution des problèmes sociaux proposés par les organisateurs. Pour montrer qu'ils étaient bien les représentants des intérêts de leur classe, ils choisissaient une date à laquelle cette classe pût affirmer ses revendications : c'était le 1^{er} mai.

La preuve est faite et bien faite.

Malgré les cris d'alarme poussés par les oies du capitole bourgeois, malgré les provocations, les arrestations préventives, les

condamnations avant la lettre, les mesures de police et d'ordre prises par les gouvernements, partout, dans les pays à production capitaliste, partout où la population est divisée en salariauts et salariés le même jour, à la même heure, la même manifestation s'est produite. En France, en Allemagne, en Amérique, en Belgique, en Angleterre, en Autriche, en Espagne, en Italie, en Roumanie, partout où se trouve un capitalisme et par conséquent un prolétariat, ce prolétariat constitué en parti de classe s'est trouvé d'accord pour sommer la bourgeoisie de tenir compte, bon gré mal gré, de ses revendications.

Réduction des heures de travail, minimum des salaires, tel est le drapeau sous lequel se sont mobilisées les armées ouvrières des deux mondes. Il y a là un commencement d'action collective que doivent saluer avec joie ceux qui savent que la Révolution sera internationale ou ne sera pas.

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », disait le manifeste communiste de Marx et d'Engels, le premier monument du socialisme moderne... Cette union est réalisée... La bourgeoisie capitaliste pourra essayer de ranimer le squelette du chauvinisme, protectionnistes et libre-échangistes pourront divaguer plus ou moins économiquement sur l'utilité des frontières et des douanes, les crânes dénudés de la science officielle pourront discuter à perte de vue sur l'antagonisme ou la priorité des races, il n'en restera pas moins ce résultat immense et sans précédent : pour le prolétariat conscient et organisé, il n'y a plus de frontières. Pour la solution de la question sociale, ce prolétariat ne connaît qu'un remède : l'organisation du travail qui doit amener fatalement la socialisation des moyens de production. Vive la Révolution sociale ! Vive l'Internationale !

(*L'Idée Nouvelle*).

Le mouvement socialiste en Hollande.

La Hollande est le pays de la liberté... dans le passé. Liberté de conscience, liberté de presse. On l'appelle même le berceau de la liberté, le pays classique de la libre-pensée dans lequel, d'ailleurs, les persécutés trouvèrent l'hospitalité.

Je ne dirai pas que cette liberté est légendaire, car, relativement, on avait autrefois, en Hollande, plus de liberté qu'ailleurs.

Mais ils sont passés ces jours de fête.

Certainement il y a encore de la liberté, mais pour les riches, pour les maîtres qui ont fait de l'Etat une machine superbe pour leur bien-être et leur tranquillité.

Les socialistes, les ouvriers, sont exclus des bénédictions de la liberté bourgeoise.

Pour eux les devoirs, pour les bourgeois les droits. Un tel état est comme on le voit un grand privilège, car avec la Belgique, nous avons l'honneur de former les pays où l'exploitation est la plus brutale et le travail le plus méprisé.

Où trouve-t-on un pays dans lequel on refuse de servir les ouvriers en blouse dans les cafés ? Eh bien ! cela existe dans le classique pays de la liberté. Ainsi que le disait un jour un ministre : « les ouvriers sont des non-valeurs parce qu'ils n'ont pas le droit de voter. » Il n'y a plus que 30,0 des citoyens majeurs — et la majorité commence avec la 23^e année — qui ont le suffrage. On voit que ce suffrage est très restreint. Et un autre ministre nommait le peuple ouvrier, « une bande qui ne peut faire qu'ériger des barricades et renverser des trônes. » (1)

La Hollande est un état pur sang ploutocrate où le gouvernement est la machine avec laquelle les financiers exploitent la masse d'une manière inouïe.

Le mouvement socialiste ne date pas encore de longtemps, mais une fois accepté dans les esprits calmes et raisonnés des Hollandais le socialisme a fait de rapides progrès dans une dizaine d'années. Autrefois on a eu l'Internationale, mais l'influence de cette association sur la population ouvrière n'a jamais été grande. Lorsque le congrès de l'Internationale s'assembla à La Haye en 1872, les délégués éprouvèrent une hostilité de la plupart des ouvriers qui pensaient, excités par la presse bourgeoise, qu'une bande de brigands et incendiaires menaçait la tranquille résidence de notre tranquille pays.

Un des délégués disait en voyant l'esprit borné des ouvriers : ce sont des bêtes. Certainement, le gouvernement libéral qui règne depuis 1848 n'a négligé aucun moyen pour abrutir les ouvriers. Mais, heureusement, lorsque l'évangile du mécontentement fut prêché, on trouva rapidement de nombreux citoyens disposés à l'écouter et quoiqu'eniée par les puissants, bafouée par les soi-disant savants, l'idée grandissait, et aujourd'hui le socialisme est en Hollande, comme partout une puissance qu'on ne peut plus nier. Principalement en Frise et en Groningue, les deux provinces septentrionales, le socialisme a une influence énorme, comme dans les grandes villes : Amsterdam, La Haye, etc.

(1) Nous espérons que le jour n'est pas loin où le peuple le fera avec succès et que ce ministre avec toute sa clique recevra ce qu'il mérite.

La Frise, avec une population agricole presque sans industrie, à su réunir, le 1^{er} mai plus de 15.000 personnes à Leeuwarden, qui protestaient contre la longue durée du travail et exigeaient la journée de huit heures.

Et en Août une manifestation eut lieu pour le suffrage universel laquelle au moins 20.000 personnes prirent part. Le meeting eut lieu à Heerenden, dans le district rouge par excellence, Shoter-aud dont je suis le seul représentant à la Chambre élu comme socialiste. C'est un district agricole. Quand on sait cela et aussi combien le suffrage est restreint, on peut se faire une idée de l'importance du socialisme dans cette contrée. La situation est là aussi pénible qu'en Irlande. Il y a des villages où les ouvriers sont bien contents lorsqu'ils ont un salaire de 300 francs par an. A Heerenven dans une séance du tribunal 41 personnes sont condamnées pour vagabondage.

Dans les deux provinces, la Frise et la Groningue, où le sol est très fertile et où il y a tant de richesses, 68 1/2 0/0 de la population a un revenu au dessous de 800 fr. et 9 1/2 0/0 au dessous de 2.000 fr. Où les conditions sont si mauvaises le terrain doit être fertile pour le socialisme.

Le chiffre des hypothèques est augmenté en moins de 20 années de 926 à 2.022 francs. Voilà ce qui arrive dans un pays qui est un des plus riches du monde, où, selon, *Harpers Weekly*, le revenu moyen par tête est trois fois plus élevé qu'en France.

Aussi, le socialisme avance à grands pas, grâce à la propagande infatigable de plusieurs hommes dévoués et encore plus par la négligence du gouvernement qui applique autant que possible le *laissez faire, laissez passer*.

Nous avons plusieurs journaux et nous répandons une masse de brochures parmi les habitants.

Notre mouvement est franchement révolutionnaire et personne ne croit à une solution pacifique. Nous usons de tous les moyens possibles qui peuvent être utiles à notre propagande et c'est ainsi que nous nous servons du vote, non pas que nous pensions que la solution peut venir par le parlementarisme, mais seulement comme moyen de propagande. Nous appliquons la formule connue : « je prends mon bien où je le trouve » et nous le trouvons partout parce que les gouvernements ne font que des fautes.

Malheureusement, il est très difficile de pénétrer partout, car, quoique la loi nous assure le droit de réunion, les propriétaires n'osent souvent pas donner leurs salles pour des réunions, par

crainte de la police, qui, il est vrai, ne peut défendre la réunion, mais qui menace les aubergistes de toutes sortes de contrariétés

Ça et là nous avons notre salle de réunion à nous : à la Haye, Amsterdam, à Groningue, à Hengeloo et ailleurs. Dans un village en Frise, nous avons tenu une réunion dans l'église protestante qu'on nous avait laissée parce que la plupart des administrateurs étaient des nôtres.

Figurez-vous le chant de la Marseillaise dans une église !

Parmi le personnel des chemins de fer nous avons fait aussi une heureuse propagande. De même dans l'armée. Il n'y a pas longtemps, on a vu l'étrange spectacle d'un soldat en uniforme, orateur dans une réunion.

Eh bien, cela commence à ressembler à un monde renversé !

Tout est en état de dissolution, et la planche que le socialisme tend à l'ancien monde est refusée systématiquement par la bourgeoisie, trop bornée et égoïste pour comprendre les signes des temps. La tendance économique est de concentrer de plus en plus le travail et le capital.

La production est socialiste car la grande industrie exige une forte division du travail et l'introduction des machines partout. Mais la distribution n'est pas encore socialiste et c'est le devoir des socialistes de s'agiter pour atteindre ce but. Chacun a le devoir de donner selon ses forces et chacun a le droit de recevoir selon ses besoins. C'est la formule de l'avenir, la seule avec laquelle l'égalité peut triompher.

Notre méthode est d'*agiter*, ensuite d'*organiser* et enfin de *révolutionner* les masses, afin que le socialisme qui a le droit et le nombre de son côté ait aussi la puissance. On trouvera la Hollande prête quand viendra le grand jour de combat, l'affolement des dirigeants et l'espérance des deshérités.

N. DOMELA NIEUWENHUIS.

Voulant faire connaître à ceux de nos lecteurs qui l'ignorent, ce qu'est notre ami Domela Nieuwenhuis, le chef du parti socialiste en Hollande, dont on vient de lire la correspondance, nous empruntons les notes suivantes au *Temps*.

Nous n'avons pas voulu faire nous-même l'éloge du grand révolutionnaire, on eût pu croire à un élan de camaraderie. Nous avons préféré donner un extrait du *Temps*, journal essentiellement bourgeois.

« Avant Domela Nieuwenhuis, la Hollande socialiste n'existait pas, ou si elle existait, c'était à l'état de rêve, dans l'esprit d'un

toute petite minorité d'avant-garde qui attendait, éparse obscurément parmi la foule, Domela Nieuwenhuis a donné corps et vie à ce rêve : il a été l'organisateur et l'apôtre.

« On pourra citer le congrès de La Haye de 1872, mais cela n'est pas pour le socialisme local une date d'origine. Ce congrès, où l'Internationale, traquée de toutes parts, vint agoniser dans le dernier éclat de la querelle entre Karl Marx et Bakounine, trouva d'ailleurs un milieu si hostile que les femmes du peuple elles-mêmes, enlevaient à leurs fillettes avant de les envoyer à l'école, leurs boucles d'oreilles, de peur qu'elles ne fussent dépouillées en pleine rue par les communs. L'affirmation socialiste ne devait retentir ouvertement, dans les masses ouvrières de Hollande, que quelques années plus tard, et quel scandale alors quand on sut que la parole révolutionnaire tombait des lèvres d'un pasteur protestant ! Pasteur ! voilà en effet ce qu'était Domela Nieuwenhuis : pasteur, fils de pasteur, petit-fils de pasteur.

« Domela Nieuwenhuis sortit du temple pour n'y plus rentrer ; il était socialiste révolutionnaire en politique et matérialiste en philosophie. C'est alors qu'il commença cette longue campagne de propagande, passionnément poursuivie à travers toutes les provinces, soulevant de sa parole les populations ouvrières depuis si longtemps engourdies. Autour de lui un parti se créait ; il fondait son journal le « *Recht voor allen* » (le droit pour tous), et de conviction scrupuleuse, il consacrait toute sa fortune, logiquement, au triomphe de la cause à laquelle il s'était voué.

Le parti eut ainsi, de par lui, son organe quotidien, ses caisses de secours et de résistance son local et enfin sa boulangerie coopérative à la Haye. Il ne manquait à Domela Nieuwenhuis que les persécutions ; elles ne devaient point tarder. Un article du « *Recht voor allen* » le fit comparaître devant la justice royale qui le condamna à un an de prison. Il y subit des traitements odieux. Cet homme de haute culture intellectuelle, dont on pouvait ne pas partager les opinions, mais dont il fallait bien proclamer l'impeccable droiture de caractère, fut jeté, la tête et les joues rasées, une casaque de galérien sur les épaules, parmi les malfaiteurs vulgaires et soumis comme eux à d'immondes corvées.

« Redevenu libre, il parut grand aux yeux de la foule, et continua, au milieu d'ovations délirantes, son œuvre de propagande et d'action révolutionnaire, tantôt haranguant du haut d'une barque les pêcheurs de la côte, tantôt discourant entre les para-

pets d'un pont, ou même sous la voûte d'une église, comme en cette curieuse paroisse de Sainte-Anna-Parochie, où le conseil de fabrique ouvre lui-même l'escalier de la chaire aux orateurs socialistes ».

Le Socialisme en Espagne

Pour comprendre l'importance du socialisme en Espagne, il faut se rappeler que le républicanisme espagnol est né de la Révolution Française de 1848 et qu'en Espagne se trouvaient unis, dès le principe, l'idéal républicain et l'idéal socialiste.

C'était alors que Castelar et Pi y Margall étudiaient et publiaient les œuvres de Proudhon, et un peu plus tard, en 1871, Salmeron, le plus grand orateur du pays, pouvait s'écrier dans les Cortès que le parti républicain était un parti social qui prétendait réaliser la complète émancipation du quatrième état.

La grande inaptitude des chefs républicains, en 1873, qui s'efforçaient plus de satisfaire, dès leur arrivée au pouvoir, les exigences des classes conservatrices que de réaliser les justes revendications de la masse du peuple, avait comme conséquence naturelle le divorce entre les ouvriers et le parti républicain. Ce divorce s'était effectué sous l'influence du socialisme français et allemand qui exigeait la lutte de classe, et lors du congrès de Saint-Etienne se formait aussi en Espagne un parti exclusivement ouvrier qui répudiait toute action commune avec les partis républicains.

De cette manière existaient deux courants socialistes : l'un de caractère anarchiste, désillusionné par la République de 1873, et l'autre socialiste, marxiste, qui prêchait la séparation des politiciens et avait une tendance centraliste.

Le développement naturel des idées républicaines rapprochait enfin de nouveau du socialisme les partis de Pi y Margall et des autres républicains, et il se formait dans ces dernières années un parti dont le but était d'unir une autre fois le courant populaire socialiste avec le courant républicain. C'était le parti démocrate socialiste dont les principes sont actuellement défendus à Madrid par trois journaux : l'organe officiel du parti : « *El Democrata Social* », sous la direction des publicistes Lapuya et Yesares, « *Las Regiones* » publié par Marti-Miguel, et *La Nueva España* dirigé par le colonel Romero Quinones. L'organe des Marxistes est : *El Socialista* de Madrid, dirigé par Iglesias.

Le parti démocrate social est à la fois socialiste et radical, il s'adresse à toutes les classes et croit pouvoir arriver à la solution du problème social par des réformes pacifiques. Pour les prochaines élections il propose une étroite union des trois partis socialistes : les anarchistes, les marxistes et les démocrates-socialistes, et une coalition révolutionnaire avec les républicains révolutionnaires dont le chef est Ruiz Zorilla.

Le premier Mai a été un grand succès de ces tendances conciliatrices et d'union. C'était l'œuvre du parti démocratique social. Les journaux radicaux bourgeois d'Espagne : *El País*, *La Justicia*, *El Liberal*, et même des journaux monarchiques comme *El Resumen* et *El Imparcial* appuyaient le grand meeting tenu dans le jardin du Buen Retiro à Madrid en faveur de la loi des huit heures, meeting qui réveillait dans toute l'Espagne les classes populaires et était le point de départ d'innombrables associations ouvrières dans toutes les villes du pays.

Tout laisse espérer que ce courant d'union s'affermira chaque jour et que la prochaine Révolution républicaine aura à la fois le caractère d'une révolution sociale.

L'Espagne qui a détruit le prestige de Napoléon I^{er} et a été la pierre d'achoppement de Napoléon III pourrait bien, devenir une autre fois le point de départ de l'émancipation de l'Europe du despotisme abrutissant du capital.

ERNEST BARK.

La Question sociale en Grèce

Une question qui devrait être déjà résolue et que l'on ne pense pas à résoudre en Grèce, est celle des paysans des provinces annexées à ce pays depuis le congrès de Berlin.

La Bourgeoisie est partout la même : l'égoïsme, le mensonge et l'hypocrisie sont ses qualités inhérentes.

Lors de la guerre d'Orient (1877) elle promettait monts et merveilles aux grecs qui gémissaient sous le joug ottoman. Mais aussitôt que les gouvernants grecs eurent obtenu une partie de l'Épire et de la Thessalie, ils s'empressèrent d'envoyer leurs fils, neveux, parents et protégés, se partager le gâteau comme préfets, sous-préfets, juges, procureurs, etc, et au lieu de laisser les paysans de ces pays se délivrer comme ils ont essayé de le faire de leurs oppresseurs qui s'étaient emparés il n'y a pas cent ans — violemment de leurs terres, ils ont envoyé une armée pour protéger les

spoliateurs contre les paysans spoliés ! C'est infâme ! Et nous nous indignons à la seule pensée d'avoir vu le peuple grec laisser commettre un tel crime, une telle indignité.

Voyons, quelle est l'origine de ces spoliations, de ce vol : les Turcs, après la conquête de l'empire grec, malgré *le droit du plus fort*, avaient, dans certains pays, l'Épire et la Thessalie entre autres, respecté la propriété privée des habitants soumis. Cela dura quatre siècles, et ce n'est que quelque temps avant l'indépendance grecque qu'on frustra ces pauvres paysans de leurs biens.

C'est Ali-Pacha de Janina, ce monstre dont la réputation n'est pas à faire ici, qui, après s'être révolté contre le pouvoir du sultan son maître, porta la ruine et la dévastation dans tous les pays grecs qui environnaient sa contrée. C'est lui qui épuisa toutes les ressources de la scélératesse pour exterminer d'abord ceux qui lui résistaient et s'emparer ensuite de leurs biens. C'était là une des *formes* de ses acquisitions.

Voici la seconde :

Voulant avoir assez de richesses, assez d'éléments de corruption pour attirer à lui tous ceux qui pourraient l'aider à établir son omnipotence, les traitres, tant du côté des opprimés que du côté du pouvoir central, envoyés contre lui, il imagina d'exproprier par le mensonge et la fraude celles des communes qui ne lui opposaient aucune résistance.

Avec la profonde astuce qui était le fond de son caractère, il parvint à leur persuader — profitant sans vergogne de ces instants de trouble et d'affolement — qu'il était de leur intérêt de lui faire l'abandon fictif de leurs terres.

Il leur fit croire que cette aliénation n'était qu'à titre provisoire, ne touchait aucunement à leurs droits de propriétaires, et qu'ils continueraient comme par le passé et avec plus de sécurité encore, grâce à son protectorat, à jouir de leurs biens.

En effet, pendant quelques années, il parut leur tenir parole, mais lorsqu'il se sentit tout puissant, changeant tout d'un coup d'allure, il les mit en demeure de lui faire désormais tous les ans l'abandon de la moitié des produits de leurs terres, ou d'abandonner complètement ces terres. Les malheureux paysans spoliés durent se soumettre.

Ces biens et ces droits qu'il s'était arrogés ainsi, furent alors distribués par lui à ses complices et à des traitres Epirotes qui, pour avoir une part à ces rapines, livraient leurs coreligionnaires

à leurs bourreaux. Le gouvernement turc, après la chute d'Ali-Pacha, au lieu d'annuler toutes ces usurpations, maintint les complices de ce dernier dans ces spoliations et profita lui-même des titres extorqués par Ali pour les vendre à vil prix ou les donner à ses créatures.

Ce sont là deux exemples bien caractérisés de l'origine de la propriété individuelle et des grandes fortunes.

On croyait qu'après l'annexion d'une partie de l'Épire et de la Thessalie à la Grèce, on allait mettre fin à ces vols périodiques ou à cette dime quintuplée exercée contre les habitants de ces contrées, mais point.

Lorsque ces derniers se crurent en droit de refuser la moitié de leur récolte à leurs spoliateurs, — puisque la domination turque venait de cesser, — l'inepte gouvernement grec a envoyé des soldats contre eux prenant ainsi la défense des voleurs contre les volés.

Chose curieuse à remarquer : Celui qui a été le plus féroce au parlement grec dans cette ignoble campagne contre les droits des paysans frustrés c'est un des descendants de ces êtres vils qui servaient Ali Pacha par leurs trahisons. Ce personnage du nom de Karapanos, qui trouve juste de continuer à dépouiller des milliers de citoyens grecs volés et trahis par ses pères, a poussé le cynisme et l'audace jusqu'à menacer le parlement grec de faire appel aux puissances (?) s'il touchait à ses privilèges.

Il y a eu parmi les exploitateurs qui, ayant acheté de ces terres à vil prix du gouvernement Turc, les laissèrent aux paysans au prix de l'achat, après l'annexion. M. Karapanos a voulu se montrer digne de ses ancêtres !

Ainsi, en dépit de toute justice, le gouvernement grec a pris parti pour quelques millionnaires contre plus de deux cent cinquante mille citoyens qui, se mettant sous sa sauvegarde, espéraient voir mettre enfin un terme à leur inacceptable situation.

Nous engageons fortement les paysans grecs spoliés à ne pas continuer à supporter plus longtemps de la part de leurs exploitateurs de pareilles iniquités.

Quelques notes sur le socialisme européen

ITALIE

Des bords de la mer Blanche aux colonnes d'Hercule,
L'Europe est en douleur d'une paix qui la brûle,

Elle ne peut mouvoir dans son sein désastreux
Deux principes rivaux qui se heurtent entre eux
Le Rhin est libre à gauche, et sur l'autre rivage
Le Despotisme écrit : Terre de l'esclavage.

Or, les Italiens ne veulent pas être les vassaux du féodal empereur allemand. L'opinion publique prend une consistance belléphobe de plus en plus forte. L'esprit radical et l'esprit socialiste qui se diviseront peut-être plus tard sont actuellement confondus dans une commune entreprise de propagande pour la paix. Et ce ne sont pas seulement quelques personnalités recommandables comme Moneta, directeur du *Secolo*, l'avocat Fratti, Albani, directeur de l'*Emancipazione*, Amilcare Cipriani, Imbriani, Andréa Costa, Cavallotti, etc... qui refusent de suivre le crispant gouvernement italien dans la voie sanglante et régressive où l'a attiré M. de Bismarck ; le prolétariat organisé est, lui surtout, fidèle aux grands intérêts populaires de l'Italie. Le parti ouvrier italien dont l'organe officiel est le *Fascio operaio*, affirma à plusieurs reprises ses sentiments d'union latine et de solidarité révolutionnaire. Quant aux associations mazziniennes, elles ont toujours eu une attitude admirable. Dans leurs congrès où d'ordinaire six cents sociétés ouvrières sont représentées, elles votent couramment un ordre du jour de sympathies à la République française et au peuple français. Enfin la plupart des conseils municipaux notamment ceux de Milan, de Ravenne, et de Naples, et celui de Rome récemment dissous par Crispi, sont acquis à la paix, c'est-à-dire à la France.

Depuis que le crime de la rupture commerciale avec la France, préparé par Mancini et Robilant, couronné par l'ex-conspirateur Crispi, fut un fait accompli, le prolétariat républicain ne laissa pas passer une seule année sans protester noblement. Et l'an dernier il envoya de nombreux délégués représenter leur patrie à notre Exposition universelle. Alors chargé avec mes amis de la *Revue Socialiste* d'organiser leur réception, j'ai gardé de mes relations passagères avec nos amis d'Italie de précieux souvenirs qui me permettent de pouvoir affirmer que la terre qui suscita en ce siècle tant de dévouements, tant d'héroïsmes, est encore mère féconde de combattants pour la paix entre les peuples, pour la justice entre les hommes et pour la République latine, préface de la République européenne.

ANGLETERRE

L'Angleterre qui pourrait et devrait servir avec la France de

trait d'union entre les peuples latins et les autres peuples d'Europe, voit son opinion socialiste grandir chaque jour. Les professeurs même élargissent et complètent déjà les définitions orthodoxes des économistes, témoin cette belle formule due à M. Marshall, professeur d'économie politique à l'université de Cambridge : « La production d'êtres humains jouissant de la plus grande somme de bonheur, voilà le but, et non pas la plus grande quantité de richesses possibles ».

C'est à un autre professeur, que la *Fabian Society* doit sa naissance, à l'Américain Thomas Davidson, qui en 1883, pendant un court séjour à Londres, organisa quelques réunions de jeunes gens désireux de s'instruire dans les doctrines socialistes. C'est de là que sortit la petite société de la *Nouvelle vie* (*Society of the New Life*), composée d'adhérents des deux sexes et s'attachant plutôt à réaliser une vie morale élevée qu'à se mêler aux luttes politiques. Après quelques mois de tâtonnements et d'élaboration, il y eut une scission — toute amicale — entre ses membres. Deux sociétés succédèrent à l'ancienne : *The new Fellowship* (Association nouvelle), qui la continua dans les principales lignes de son programme, et la *Fabian Society*.

La *Fabian Society* a pour but d'instruire et de former les esprits au socialisme, et, en favorisant l'évolution sociale, de prévenir la Révolution. Dans ce but, elle organise des conférences, répond par milliers des petites brochures (tracts) sur les questions sociales pratiques et elle vient de publier un volume remarquable sous ce titre *Fabian Essays*. Cependant, elle n'a garde de négliger la propagande active. Elle s'efforce de faire adopter son programme par les membres radicaux du parlement, possède un journal politique, *The Star*, s'occupe activement de faire adopter des mesures socialistes dans les *County Councils* et par les municipalités.

Quant à la masse des ouvriers anglais, d'après les députés socialistes Fennwick et Cunningham-Graham, la seule question qui les intéresse vraiment tous et les unisse tous en ce moment, c'est la question de la réduction des heures de travail. En dehors de l'action franchement socialiste et parallèle de la *Socialist League* illustrée par son poète Morris, et de la *Social Democratic Federation* très longtemps l'implacable adversaire des *Trades-unions*, il faut noter l'influence si connue des puissantes *Trades-unions*. Les *Trades-Unionnistes* avaient bien nommé des conseillers municipaux, qui dans les travaux des villes et des commu-

nes, ont introduit la journée de huit heures; mais, loin d'être favorable à la fixation légale de la journée de huit heures, la majorité des *Trades-Unions* semblait préférer arriver à ce résultat par la seule force syndicale. Or, au vingt-troisième congrès des *Trades Unions*, réuni à Liverpool en septembre dernier et comptant 460 délégués, représentant 1,427,000 membres de sociétés ouvrières, il a été voté une résolution demandant à l'État de décréter une loi sur le travail de huit heures, afin de protéger les ouvriers contre l'exploitation capitaliste. A été également acceptée à l'unanimité l'invitation du Conseil général du parti ouvrier belge d'avoir à prendre part au congrès international socialiste qui se tiendra l'an prochain à Bruxelles. Les Unions de métiers vont donc prendre en Angleterre une direction décidément socialiste.

PORTUGAL

A une odieuse fiscalité, à la misère générale s'est ajoutée l'oppression anglaise. Voici venir maintenant l'oppression gouvernementale. Mécontent des dernières élections, où une majorité ministérielle n'a été obtenue que par une pression officielle d'une violence inouïe, le gouvernement, se sentant menacé, a édicté une série de décrets visant les 97 comités républicains du Portugal, leurs 17,000 affiliés et leur douze journaux, parmi lesquels il faut citer le *Seculo* de Lima et la *Republica* de Carvalho. — et organisant une étroite surveillance autour des vingt-quatre associations ouvrières, dont les délégués sont allés le 1^{er} mai déposer une couronne sur la tombe de l'apôtre socialiste Joseph Fontana.

Les « processions civiles » et les réunions publiques ont été interdites. La liberté du théâtre est supprimée. La liberté de la presse est réduite à rien. La dénonciation est non seulement encouragée, mais ordonnée, puisque l'imprimeur d'un journal est tenu, sous peine d'être considéré comme complice, de faire connaître à l'autorité l'auteur anonyme de toute publication incriminée ou de toute formule « artificieuse » ayant pour objet de critiquer les institutions. — La déplorable situation financière de la royauté capétienne a précipité l'avènement de la Révolution française. La crise financière, industrielle et commerciale précipitera la chute de la royauté italienne. De même le déficit, la misère et l'oppression finiront par révolutionner le Portugal et le doter d'un gouvernement réparateur, c'est-à-dire républicain socialiste.

ESPAGNE

Le parti ouvrier socialiste qui commença en 1848 ne prit vrai

ment de l'extension qu'après l'expulsion des Bourbons en 1869. Quoique déclaré par les Cortès association illégale, il n'en compte pas moins 7 journaux. Malheureusement la caisse du prolétariat espagnol est presque toujours vide à cause des nombreuses grèves qu'il faut soutenir surtout dans les villes industrielles si agitées du littoral de la Méditerranée.

SUISSE

Puisque nous venons d'écrire le mot « grèves, » commentons à ce sujet une remarquable consultation adressée au Conseil d'Etat helvétique par le secrétaire du Parti ouvrier Suisse, qui tous les ans prouve sa vitalité par de nombreuses brochures et conférences dont on peut trouver le programme dans *l'Arbeiterstimme*.

La déclaration du Parti ouvrier Suisse et nos commentaires, nous intitulons le tout : *Les droits de la majorité dans les grèves*. — En théorie, la légitimité de l'action collective des ouvriers n'est plus sérieusement contestée; elle est admise comme force capable de contrebalancer momentanément les avantages du capital. Tout au moins elle est un frein contre les vellétés de trop forte oppression; la crainte de susciter une grève contient parfois les manufacturiers. Mais en pratique nous avons quelques articles fort élastiques du Code Pénal.

Le droit de coalition est maintenu parce qu'il est toujours trop juste dans son principe; mais, pour que la liberté d'action des ouvriers puisse être respectée, des mesures spéciales de police ne devraient pas être prises, chaque fois qu'une grève éclate, sous le prétexte de protéger les ouvriers qui n'interrompent pas le travail. On parle de l'influence des meneurs. Mais il faut bien des meneurs.

Le stationnement des ouvriers en bandes est interdit; un véritable cordon sanitaire, surveillé par la police et la gendarmerie, protège du contact des grévistes ceux qui continuent à se rendre à l'usine ou au charbonnage. — On déclare délictueuse toute grève ou coalition où la menace et la violence sont employées. Mais ces faits d'intimidation disparaîtraient d'eux-mêmes, s'il était interdit à une minorité de travailler contre le gré de la majorité peu intelligente ou trop asservie, il faudrait au contraire protéger la majorité gréviste et ne plus en arriver à une quasi-dénégation du droit légitime de grève, car il existe une présomption naturelle en faveur du bien fondé des réclamations de la majorité.

C'est au nom de la liberté du travail, de la protection des droits

de la minorité, que l'on édicte ces mesures qui portent atteinte à la liberté individuelle et aux droits de la majorité. Les droits de la minorité sont-ils donc plus sacrés que ceux de la majorité ? Et dans ce redoutable problème que toute grève soulève, l'amélioration de la situation des travailleurs, la minorité poursuit-elle un but plus humanitaire, plus « social », une solution plus équitable que la majorité.

Voici le passage du rapport du Parti ouvrier auquel nous faisons allusion et qui donne à cette question la réponse suivante :
« Ce n'est pas dans la liberté individuelle de la minorité, mais
« bien dans les droits de la majorité que l'on trouvera le remède
« contre les dangers économiques et sociaux. — Les organisations
« de corps de métiers se heurtent, dans leurs tentatives, à une
« pierre d'achoppement toute particulière et fatale à la liberté indi-
« viduelle de la minorité, qui ne vient pas se rallier ou qui même se
« montre hostile. Cette minorité se compose souvent de deux ca-
« tégories de patrons et d'ouvriers ; ou bien de ceux qui font une
« concurrence déloyale peu propre, c'est-à-dire d'ouvriers et de
« patrons qui, pour un salaire ou pour un prix inférieur, font des
« ouvrages encore plus médiocres ; ou bien de ceux qui peuvent
« dans un combat de concurrence, terrasser leurs antagonistes
« du métier par des moyens financiers plus considérables, par
« exemple des ouvriers qui sont à la tête d'un groupe d'accordants
« et exploitent les autres ouvriers. Ces catégories peuvent souvent,
« comme faible minorité, faire échouer les efforts de la majorité.
« Si une majorité s'est entendue sur un tarif de salaires ou un prix
« de vente ou sur d'autres conditions du travail, il suffira que la
« minorité vienne avec des offres inférieures pour presser,
« d'une manière très fâcheuse, sur le métier tout entier. Cela
« arrive, pour leur grand désavantage, aux patrons comme aux
« ouvriers.

« Les lacunes qu'accuse notre législation, encore beaucoup trop
« fortement sous l'influence du système de Manchester, consistent
« dans le fait que la majorité n'a pas encore le droit de *se prémunir contre les torts que lui fait la minorité*.

« *Le droit de la majorité* est le principe fondamental de nos
« institutions démocratiques dans leur entier. C'est le *droit public*
« dans la confédération.

« C'est pourquoi il s'agit d'étendre encore, dans la législation,
« le même droit public aux *groupes économiques* de la popula-

« tion. Il ne peut pas se produire d'autres conséquences de ce droit « public. »

Cette augmentation si juste, si serrée, si logique, démontre une fois de plus, la nécessité pour les ouvriers de s'organiser corporativement. — Les syndicats solidement établis, les droits des majorités seront des forces qui s'imposeront et trouveront facilement place dans la législation ouvrière. — Ajoutons qu'il y aurait peu de franchise à vouloir, sous prétexte de garantir à l'ouvrier son indépendance, persister à lui refuser ce droit démocratique de la majorité, qui est la plus efficace sanction de la liberté.

BELGIQUE (1)

Saluons tout d'abord l'heureux rapprochement qui s'est opéré l'an dernier entre les deux fractions socialistes et révolutionnaires (parti ouvrier et parti républicain) qui avaient scissionné, il y a quatre ans, à la suite des soulèvements du Borinage. Tandis que le parti ouvrier, sous la conduite de Volders, Bertrand, de Paepé, Verrycken, Anseele et Beverin de Gand, préconisait à ses adhérents l'organisation méthodique, préface indispensable d'une action révolutionnaire sérieuse, quelques impatients, sous la conduite du citoyen Defuisseaux, repoussant cette politique de sagesse et de prudence, se constituèrent à part, en parti républicain, distinct du parti ouvrier. Comme il arrive presque toujours en ces circonstances, la scission ne se fit pas sans amères récriminations. Des personnalités louches telles que Pourbaix, aujourd'hui reconnu avoir été l'instrument direct du ministre Bernaert, poussèrent le parti républicain aux mesures violentes et aux polémiques insultantes contre les initiateurs du mouvement ouvrier. Mais après les procès de Mons et de Liège, qui ont dévoilé et mis complètement à nu les agissements du ministère clérical, les chefs du parti républicain comprirent leur devoir et en hommes de cœur qu'ils sont, ils le remplirent loyalement. Un rapprochement s'opéra et le dimanche 29 septembre 1889, à Mons, à Jemmapes, à Frameries, la réconciliation générale a été élaborée dans une grande démonstration à laquelle assistaient plus de dix mille socialistes ou républicains

(1) Nous avons reçu une correspondance très intéressante sur le socialisme en Belgique, de notre ami Henrion du *Verker*, malheureusement elle est arrivée un peu trop tard pour être insérée dans notre Almanach. Nous le publierons dans le premier numéro de la *Question Sociale*, qui paraîtra sous peu.

accourus de tous les points de la Belgique. L'union dure toujours et a fait ses preuves lors de la manifestation en faveur du suffrage universel et précédemment aux élections du 10 juin dernier.

Le 10 juin 1890 n'a pas apporté au parti libéral la revanche du 10 août 1884.

Depuis six ans le pouvoir était tombé aux mains des cléricaux, et depuis, les libéraux avaient vainement tenté à trois reprises de le reconquérir. Ils n'ont pas été plus heureux cette fois. Après six ans d'inique oppression et de turpitudes sans égales, le pays *légal* n'est pas encore las du gouvernement des curés et des Pourbaix.

Loin de se laisser entraîner par la grande poussée démocratique du siècle, la race moutonnaire des électeurs censitaires s'est fait étourdir par le choc des verres qui, pendant la période électorale, a remplacé le choc des idées. La corruption coula à flots, répandue par la main cléricale.

La journée du 10 juin 1890 est une journée perdue, perdue pour les démocrates, pour les libéraux, pour les socialistes, qui ont à déplorer l'échec de leurs candidats Callewært et Defuisseaux. En effet, on distinguait, entre autres candidatures à Charleroi, celle de Callewært, l'ouvrier mineur qui était porté par les chevaliers du travail.

A Mons figurait la candidature plus nette de Léon Defuisseaux, qui avait hardiment arboré le drapeau du suffrage universel, seul désinfectant efficace contre la pourriture censitaire cléricale.

Avant le scrutin, M. Defuisseaux, ardemment soutenu par le parti ouvrier et toute la démocratie socialiste, avait imaginé de faire un appel original à titre préconsultatif, au suffrage universel. Les 27 villages industriels du Borinage consultés lui avaient donné 15,587 voix, alors que l'arrondissement de Mons tout entier ne compte que 4,041 électeurs censitaires. Le 10 juin, lui ancien député libéral de Mons, passé au socialisme, n'a obtenu que 404 voix. Le corps électoral et le peuple sont donc choses absolument différentes en Belgique, et l'on peut deviner ce que vaut l'oligarchie censitaire belge comme représentation de l'opinion publique.

La parole doit être au suffrage universel. C'est le cri du jour. C'est la réforme la plus urgente et la plus démocratique à apporter dans les lois belges. — Le Parti ouvrier qui s'appuie sur des syndicats et sur des groupes solidement organisés, l'a admirablement sompris en organisant la brillante manifestation du 10 août pour le suffrage universel.

En face des mesures politiques prises en vue d'éloigner systématiquement les ouvriers du soin de leurs propres affaires, — le taux élevé du cens électoral : (42 fr.) les tenant en dehors des affaires publiques, — le Parti ouvrier, tout en gardant une ligne de conduite très autonome, réclame d'abord comme un droit émancipateur, le suffrage universel.

Au surplus, voici résumés quelques passages du rapport présenté au dernier congrès sur les travaux du parti depuis l'été de 1889, jusqu'au printemps de 1890 : en juillet 1889, deux congrès socialistes internationaux ont eu lieu à Paris, et la Belgique y a été représentée par 24 délégués. C'est à l'un de ces congrès que la Manifestation du 1^{er} mai a été décidée. L'année prochaine un nouveau congrès international des mineurs, la création de la fédération nationale des mineurs, et de la fédération internationale des houilleurs.

Les diverses fédérations régionales ont bien travaillé aussi depuis un an : celle d'Anvers a organisé puissamment les ouvriers des docks, les marins et les charpentiers des navires.

La propagande contre l'impôt du sang est poursuivie plus ferme que jamais. Les diverses « jeunes gardes » ont organisé un grand nombre de meetings et édité leurs journaux spéciaux, le *Conscrit* et le *Latéling*. — Deux congrès spéciaux de propande ont eu lieu à Gand et à Bruxelles et ont pris des mesures pour propager la presse socialiste afin de combattre le développement que prennent les feuilles spécialement créées pour calomnier le parti ouvrier et ses deux organes, le *Vooruit* et le *Peuple*.

Il faut enregistrer la création d'un comité de défense des ouvriers, composé d'avocats appartenant à toutes les opinions.

Parmi les nouveaux groupes constitués et qui jusqu'ici ont fait beaucoup de propagande, le cercle d'étudiants socialistes à Bruxelles et à Gand.

Les fédérations de sociétés ont rivalisé de dévouement. A côté de la caisse fédérale des grandes fédérations des métiers, il sera créé entre les différents syndicats une caisse des grèves. La cotisation est fixée à un centime par semaine et par membre.

Le mouvement coopératif s'est aussi développé considérablement. Les cigariers d'Anvers et de Gand ont des ateliers coopératifs de production, et les serruriers syndiqués de Bruxelles également.

La coopérative de la *Maison du Peuple* a progressé ! Que l'on en juge par ces quelques chiffres : En 1883, cette société coopéra-

tive comprenait 109 membres; en 1884, 188; en 1885, 206; en 1886, 455; en 1887, 890; en 1888, 1509; en 1889, 3,208; et en 1890, 3,911. Son chiffre annuel d'affaires dépasse la somme de trois millions de francs. Une fédération de sociétés coopératives semble s'imposer.

Comme preuves de solidarité socialiste, le parti ouvrier a fait son devoir. Il a d'abord soutenu les grévistes des docks de Londres. Il a envoyé plusieurs milliers de francs aux socialistes allemands pour leur lutte électorale, et le 18 mars le conseil général du parti a envoyé une belle couronne à Paris, pour le mur des fédérés de la Commune.

Confiants dans l'avenir de la démocratie socialiste en Belgique, nos lecteurs se réjouiront avec nous des progrès réalisés au point de vue de l'organisation des sociétés ouvrières et de la tenue des congrès, qui deviennent de véritables parlements du travail.

HOLLANDE

Le parti socialiste hollandais a un journal quotidien le *Recht voor Allen*. Il reproduit en supplément, avec les réponses et les répliques, les nombreux discours de l'unique et infatigable député socialiste Domela Nieuwenhuis qui a su forcer depuis longtemps l'attention du ministère et du parlement. Ainsi à chaque discussion du budget, Domela Nieuwenhuis discute point par point les questions relatives aux impôts et au régime colonial. D'ailleurs, sans négliger du tout la propagande socialiste, il prend part à tous les débats pouvant de près ou de loin intéresser la classe des travailleurs.

DANEMARCK

Le mouvement ouvrier n'a commencé qu'en 1871 après la répression sanglante de la Commune de Paris. La moyenne du travail est de douze heures par jour; celle des salaires est de mille francs par an. Les émeutes éclatent assez souvent parce que le roi et son ministre Estrup empêchent toute liberté de réunion et d'association. Néanmoins le *Parti social démocratique* compte de 45000 à 50000 membres, il est représenté au *Folksthing* par une demi-douzaine de députés. Les trois députés de Copenhague sont tous trois républicains socialistes. Les démocrates socialistes ont à eux cinq journaux tirant à 25000 exemplaires, plus un journal illustré satirique. — Le *Social-Demokraten*, qui rivalise comme format et comme informations avec les grands journaux améri-

cains et anglais, a donné en supplément la « carte rouge » du Danemark. Le rouge de la carte indiquait les endroits où le socialisme est établi. Toute l'île où est située Copenhague (Seeland) est teinte de rouge. Le Nord extrême seul et le centre Ouest ne sont pas encore entamés. Les principaux centres, outre Copenhague et les villes qui l'entourent, sont : tout le Nord et tout le Sud de l'île où se trouve Odensée, puis de petits centres disséminés dans les îles Holland-Fabster, Langeland, Jylland (de Jutland) où l'on remarque cependant un centre compact sur la côte Nord-Est.

SUÈDE ET NORWÈGE

Comme en Belgique, le mouvement démocratique des pays scandinaves prend la forme d'une agitation croissante en faveur des « déshérités de la politique », c'est-à-dire du suffrage universel.

Les prolétaires norwégiens semblèrent, jusque vers 1887, ignorer l'évolution qui s'accomplissait parmi les travailleurs des deux mondes. Les congrès ouvriers tenus depuis 1870 n'avaient éveillé qu'un faible écho au sein d'une population paisible et résignée. Mais, surtout en Suède, « la bonne parole socialiste » semée au prix de nombreux mois de prison par les Palm, les Bjerk, les Axel Danielsoha, les Eriesson, les Davidson, etc... a fini par germer ; et les forces ouvrières ont pris conscience d'elles-mêmes. Au premier congrès 50 délégués représentaient 71 groupes, dont 19 de Stockholm même. Le prochain congrès va avoir lieu à Norhøeping.

Le pays a été divisé pour la propagande en trois régions ayant chacune son journal, en dehors du *Proteter* de Noorhøeping. La région du Nord et du Centre a son siège à Stocklohn et a pour organe le *Social-Demokraten*. La région du Midi a pour siège central Malmo et pour organe l'*Arbetet* (le Travail). La région de l'Ouest a pour chef lieu Gothenbourg et pour organe *Folket Prest*.

ALLEMAGNE

« L'Europe monarchique, a dit Michelet, ne pardonnera jamais à la France, d'avoir fait la Révolution » voilà pourquoi Bismarck répétait à satiété dans ses discours : « La France notre ennemie ». Bismarck avait tout prévu, l'hostilité de la Russie, l'incohérence du gouvernement italien, les méfiances de l'Autriche ; il se croyait prêt contre tout, même contre ces Démocrates socialistes, « qui sont comme les Français, qui n'attendent que d'être les plus forts

pour marcher sur l'Empire » mais il n'avait pas prévu sa disgrâce ; il avait oublié que la Roche Tarpéienne est toute proche du Capitole.

Au Reichstag, pendant les discours de Liebknecht, ou de tout autre vétéran du socialisme allemand, le chancelier de fer (aux pieds d'argile) écoutait un instant, debout dans l'hémicycle, son sourire narquois aux lèvres ; puis, haussant les épaules, il sortait tranquillement, comme si les faits dévoilés par l'orateur socialiste ne valaient pas la peine qu'on s'y arrêtât. Que lui importait en effet ce que pouvaient dire les députés socialistes, voire même certains progressistes qui les soutenaient en matière de liberté politique. M. de Bismarck était sûr de l'obéissance de son parlement. Mais il avait personnellement le tort de se croire sûr de son futur souverain, de son jeune maître, lequel l'a cassé aux gages et cherche maintenant d'autres moyens plus hypocrites pour résister à la marée populaire, qui, depuis 10 ans, brisant toutes les digues élevées par les lois d'exception, monte toujours, portant sur ses flots silencieux, le socialisme.

La triomphante évolution du socialisme fait toujours peur aux conservateurs d'Outre-Rhin et à leur empereur, le chef naturel de la réaction européenne. Toujours ils resteront hantés, comme par un cauchemar, de ces paroles prononcées un jour par Bebel : « La démocratie socialiste poursuivra son chemin, quoi qu'en puisse dire l'Empereur.... »

« La transformation complète, qui s'est accomplie en Europe
« date de la Révolution française..... Malgré tout ce que vous
« faites contre nous, vous savez bien que nos électeurs ne nous
« abandonneront pas et que nous en gagnerons chaque jour. Vous
« savez bien que vous ne nous désarmerez pas et que nous aurons
« la victoire..... Déjà tous les partis tremblent devant nous ; nous
« forcerons les classes dirigeantes à faire des réformes, ou nous
« les balayerons ; nous sommes les pionniers de l'avenir... Nous
« combattons les tendances belliqueuses et les excitations à la
« haine entre nations..... Vive la cause socialiste, la cause du Tra-
« vail et de la Civilisation ! »

Voici ce qu'écrivait au bord de la tombe, le 20 mars 1855, le célèbre Henri Heine, ce Français d'adoption, qui avait connu et aimé Karl Marx, son initiateur dans les questions sociales : « Que
« justice se fasse ! Qu'il soit brisé ce vieux monde où l'innocence a
« péri, où l'égoïsme a prospéré, où l'homme a été exploité par
« l'homme ! Qu'ils soient détruits de fond en comble ces sépulcrés

« blanchis où résidaient le mensonge et l'iniquité ! Oui, ces soi-
« disant représentants de la nationalité en Allemagne, ces faux
« patriotes dont l'amour pour la patrie ne consiste qu'en une aver-
« sion idiote pour l'étranger et les peuples voisins et qui déservent
« chaque jour leur fiel, notamment contre la France ; oui ces débris,
« ces descendants des teutomanes de 1815, qui ont seulement
« modernisé leur ancien costume de fous ultra-tudesques et se
« sont un peu fait recouvrir les oreilles, je les ai détestés et com-
« battus toute ma vie et maintenant que l'épée tombe de la main
« du moribond, je me suis consolé par la conviction que le socia-
« lisme, qui les trouvera le premier sur son chemin, leur donnera
« leur coup de massue ; non, c'est par un simple coup de pied que
« le géant les écrasera ainsi qu'on écrase un crapaud. Ce sera son
« début. — Aujourd'hui les nationalités et la mauvaise queue de
« 1815 prédominant encore en Allemagne et ils hurlent avec la
« permission de M. le Maire. Hurlez toujours ! Le jour viendra où
« le fatal coup de pied vous écrasera. Je puis sans inquiétude quitter
« le monde. »

Eh bien, il est venu le premier coup de pied. L'énorme succès électoral des socialistes peut se passer de commentaires, car les chiffres des élections de février dernier que nous donnons plus loin ont leur éloquence. Les députés socialistes qui n'étaient que onze au dernier Reichstag, se sont trouvés vingt-et-un dès le premier tour. Au scrutin de ballottage, les électeurs ont presque doublé ce nombre, signifiant ainsi à l'empereur que le moyen le plus sûr d'avoir des lois socialistes effectives est d'avoir des législateurs socialistes.

Voilà onze ans que le parti socialiste allemand était sous le coup d'une loi d'exception, qui avait pour but de l'anéantir et qui a contribué, au contraire, à accroître sa puissance. — Toutes les persécutions, au milieu d'un insupportable état de siège, n'ont pas empêché une seule fois la célébration de l'anniversaire de la mort de Lassalle, la diffusion du *Sozial Demokrat* imprimé à Londres, la nomination, avec des précautions infinies, au moyen de listes circulant sous le manteau dans les ateliers, de quatre-vingts délégués au congrès de Paris en 1889, etc... rien n'arrêtera donc les progrès de plus en plus constants des idées de justice et de fraternité incarnées dans le socialisme.

L'analyse des conséquences de l'application de la loi d'exception qui vient d'être abrogée, révèle les faits suivants : La loi ayant eu comme conséquence de tuer la propagande au grand jour, les

interdictions de réunion ne furent pas bien nombreuses ces dernières années. Pas de liberté de réunion, et encore moins de liberté de la presse. Les socialistes avaient établi dans quantités de villes des imprimeries coopératives qui publiaient nombre de journaux, de brochures; pendant les trois premières semaines qui suivirent la promulgation de la loi, tous ces journaux furent interdits; les imprimeries coopératives durent disparaître. Des sommes énormes furent perdues. — Les condamnations à l'emprisonnement ont atteint en dix ans un total de plus de mille années.

Du rejet par le Reichstag de la prolongation de la loi contre les Socialistes, il ne faudrait pas conclure que la vie va être rendue facile à ces derniers. On n'aura plus la loi d'exception, mais il en existe tant d'autres qui, pour n'être pas exceptionnelles, n'en sont pas moins rigoureuses. Et une très récente circulaire ministérielle a enjoint aux autorités de soumettre les socialistes à une surveillance très stricte et de réprimer tous les écarts commis par la voie de la presse, dans les réunions et par les associations, avec une rigueur « allant jusqu'à la limite de ce qui est autorisé par la loi. » Tout cela c'est une drôle de façon de combattre le Socialisme par la Liberté.

Voici maintenant la marche suivie par la progression des voix socialistes de 1871 à 1890 : 1871, 101.927 voix ; — 1874, 351.670 voix ; — 1877, 493.477 voix ; 1878, 437.158 voix ; — 1881, 311.961 voix ; — 1884, 549.990 voix ; — 1887, 763.128 voix ; et enfin 1890, 1.341.587 voix. Ajoutons que, sans les subtilités géographiques déployées dans la délimitation des circonscriptions électorales, les autres partis politiques, tout en ayant moins de voix que le parti socialiste, n'auraient pas le triple ou le double de mandataires. — et que le parti le plus fort numériquement, le parti démocrate socialiste devrait compter, d'après les règles de la proportion, quatre-vingt cinq représentants.

Les journaux bourgeois ont fait grand état des divisions intestines qui n'ont pas tardé à se faire jour dans le camp des socialistes débarrassés d'une partie de l'oppression qui avait fait leur union. Mais ces divisions n'étaient un secret pour personne et elles n'empêcheront jamais l'action parallèle, car il est trop naturel qu'un parti puissant, et auquel l'avenir appartient, ait comme tous les autres ses deux ailes, la droite réformiste et la gauche révolutionnaire.

Citons à présent deux propos fort topiques tenus par le Kaiser-Imperator. Ils donneront la juste mesure de cet esprit troublé que

On prend décidément trop au sérieux. — L'hiver dernier l'une des salles de l'Hôtel de Ville de Berlin avait été mise à la disposition d'un conférencier qui devait parler des bains populaires. Il y avait beaucoup de monde et plusieurs conseillers communaux socialistes. Après la conférence, des discours socialistes ont été prononcés et une collecte a été faite en faveur des ouvriers chapeliers alors en grève.

Le monde officiel a été stupéfié en apprenant ce qui s'était passé, et le jeune empereur s'est écrié : « Mais ce que nous avons là, c'est la Commune de Paris. » Rapprochons ce mot d'autres paroles de Guillaume aussi authentiques et plus récentes : « On la catastrophe sociale peut être évitée et alors les petites réformes que je « propose sont le seul moyen de la conjurer; ou la catastrophe « est inévitable et dans ce cas il serait à souhaiter, pour diverses « raisons, que la crise éclatât le plus tôt possible, et qu'on en « finit par une action prompte et vigoureuse. »

Sire, vous n'éviterez par cet événement que vous redoutez tant et qui ne serait une catastrophe que pour la famille de Hohenzollern et ses tenants capitalistes. Vous n'éviterez pas, dis-je, le parti-démocrate-socialiste qui ne se laissera entamer dans sa calme et imperturbable marche en avant ni par vos explosions de violence, ni par vos manœuvres policières, ni par votre réformisme anodin, lequel n'est qu'un piège tendu aux classes ouvrières, au bout duquel se trouve une bride ou un baillon.

Au surplus, les socialistes allemands se réjouissent même de vos initiatives intéressées d'amélioration sociale, parce qu'ils savent que les plus minces résultats, les plus petits progrès obtenus par ces moyens leur ouvrent et leur préparent les votes. Les Socialistes vous fermeront la marche, car ils sont logiquement sûrs d'arriver à temps pour conclure. Voici le dilemme : Si vous reculez, vous hâtez l'éclosion armée et révolutionnaire des revendications prolétariennes. Si au contraire vous continuez votre excursion vers le socialisme autoritaire et personnel, chaque pas fait par vous sur cette route marquera un nouveau progrès du parti démocratique socialiste.

Nocturnâ versate manâ, versate diurnâ.

AUTRICHE-HONGRIE

Comme en Allemagne, la persécution fait augmenter le nombre des adhérents socialistes. D'après le docteur Adler, les lois sont

cependant assez libérales, mais, comme leur application est laissée à la discrétion de la police, le régime politique de son pays est un joli despotisme, parfois heureusement tempéré par la stupidité. — Il y a encore trop de division parmi les socialistes, et quelques uns d'entre eux ont le tort de ne pas être suffisamment insensibles aux coquetteries du parti féodal. — Le gouvernement, aussi variable qu'un thermomètre, tantôt laisse croître et manifester le socialisme, tantôt, comme il y a 2 ou 3 ans, expulse 400 militants. — Bien que la presse en général ait reçu le mot d'ordre de s'occuper le moins possible du mouvement démocratique et socialiste, il est impossible de nier l'importance que ce dernier a pris en Autriche depuis quelques années. A Vienne il a deux journaux l'*Arbeiter Zeitung*, et la petite *Fachblatt der Dreschler*; en Bohême, *der Freigeist*; à Buda-Pesth, la *Chronique des Ouvriers* et la *Voir du Peuple*.

ROUMANIE

Bien que dans les principautés danubiennes l'agitation socialiste soit plutôt agraire et se tienne un peu à l'écart des autres partis socialistes d'Europe, nous croyons devoir faire dans notre nomenclature une exception en faveur de la Roumanie, où, d'après le gouvernement lui-même, l'action socialiste s'accomplissant dans les voies légales, il est impossible de l'entraver. — Grâce à l'union des radicaux et des socialistes, grâce à l'intime communion des deux groupes socialistes de Jassy et de Bucarest, les socialistes ont remporté de brillantes victoires dans les élections municipales et législatives. — Le mouvement socialiste est secondé par la *Lupla* de M. G. Pano, par le *Villorai* du citoyen Philitis, socialiste sentimental, réformateur et pacifique. — et par Constantin Millé, directeur du grand journal quotidien le *Munca*.

Dans ces notes hâtives nous n'avons systématiquement fait mention que des pays d'Europe où les organisations socialistes ont permis aux ouvriers de prendre part le 1^{er} mai à la « Fête du Travail » décrétée le 14 juillet 1889 par le Congrès socialiste international de Paris. — Ce nous est une occasion de rendre hommage aux prolétaires européens qui ont voulu le même jour mettre en demeure les détenteurs du pouvoir d'avoir à examiner sans retard les mesures les plus avantageuses pour faire fructifier le principe de la limitation internationale de la journée de travail

Le 1^{er} mai a montré tous les salariés unis devant cette grande réforme, dont l'adoption serait une source de bien-être général, de plus grande culture intellectuelle et morale, et une atténuation du chômage, ce sinistre recruteur des dépôts de mendicité, des prisons et des morgues.

Une est la misère, une a été et restera l'intelligente poursuite de cette première conquête socialiste.

La société a le pouvoir de légiférer en matière de réglementation du travail. Les socialistes ont le droit d'imposer à la société cette réglementation du travail comme un devoir strict et étroit. La date du 1^{er} mai marquera donc dans l'histoire du XIX^e siècle, car elle a montré la vigueur de l'Internationale des Travailleurs.

Le cosmopolitisme industriel et commercial a justement pour contre-partie logique l'association internationale des travailleurs, qui ne veulent plus, dans une lutte inégale, être amenés à prodiguer leurs forces pour gagner un salaire insuffisant.

Le 1^{er} mai, la Démocratie socialiste a entendu établir aux yeux des partis conservateurs de toutes les nations sa parfaite communion d'idées, sa force d'organisation et son unité d'action.

ADRIEN VEBER.

Le Socialisme dans le Cher

Il n'y a guère qu'une douzaine d'années que la propagande des idées socialistes a été commencée dans le département du Cher. La petite ville manufacturière et industrielle de Vierzon a, sans contredit, contribué pour sa bonne part à la propagande et surtout à l'organisation du parti.

Toutefois, à cette même époque des citoyens de Bourges fondèrent une organisation politique qui prit le titre de : CERCLE OUVRIER; jusqu'à l'amnistie cette organisation ne fut inspirée que par l'élément radical légèrement teinté d'une faible nuance socialiste. Néanmoins ce groupement luttait contre l'opportunisme dès son début et devint socialiste révolutionnaire deux ans après, grâce à l'influence de Vierzon.

Les citoyens de Vierzon, eux, étaient restés en communication régulière avec le citoyen Vaillant qui de Londres donnait et maintenait la note purement révolutionnaire.

Lors de l'amnistie, Vaillant vint se fixer à Vierzon, son pays natal. Ce fut alors que commença réellement cette propagande active, sans relâche, de réunions publiques, d'organisation, d'agita-

tion électorale et qui permit à l'ancien membre de la Commune de porter dans presque toutes les communes du Cher la parole socialiste. En 1881, Vaillant posa sa candidature aux élections législatives dans la circonscription de Vierzon et mena une campagne nettement socialiste révolutionnaire. Malgré la plus odieuse pression officielle, le candidat révolutionnaire obtint plus de 3.000 suffrage et ne fut battu qu'à une faible minorité.

A dater de ce moment le principe du socialisme et de la Révolution fut posé dans le Cher. A la suite de cette période électorale de nombreux comités furent organisés, lesquelles entretenirent une agitation continuelle qui s'étendit bientôt sur tout le département.

Entre temps, Vaillant alla à Bourges où il fit une première réunion publique dans laquelle il fit hautement et très nettement l'apologie de la commune.

Le Discours-programme de Vaillant à cette réunion souleva une véritable tempête de colère dans le clan bourgeois, mais il fit naître une pléiade de militants parmi lesquels les citoyens Desrioux, Cotan, Roland, Lebeau, Féline, etc., qui, d'accord avec Vierzon, donnèrent l'impulsion au mouvement socialiste dans le Cher.

En 1883, le parti révolutionnaire fonda un journal hebdomadaire qui prit pour titre : *Le Républicain Socialiste*. La politique opportuniste représentée et personnifiée à cette époque par l'austère Brisson y fut vigoureusement attaquée et dénoncée comme un danger républicain.

L'idée grandissait sans cesse !

Aux élections municipales de 1884 plusieurs communes réussirent à faire passer des listes socialistes entières. Citons au hasard Vierzon, Vierzon-Village, Mareuil, St-Amand, Torteron, etc., et nombre d'autres villes où les socialistes obtinrent de respectables minorités. Bourges, la vieille ville aristocratique, la capitale du Berry voyait pour la première fois des ouvriers, des socialistes révolutionnaires escalader les marches de l'Hôtel-de-Ville. Vaillant, qui était, comme aujourd'hui encore considéré, comme le chef du parti, fut élu en triple lors de ces élections : A Vierzon-Village, à Vierzon et à Paris. Il opta pour cette dernière.

En 1886, le parti socialiste fit la campagne des élections législatives avec une liste composée des citoyens Félix Pyat, Vaillant, E. Baudin, E. Cougny, etc.,

Cette liste ne fut battue qu'à une faible minorité par la liste

Brissou, opportuniste, sur laquelle figure également le nom de M. Maret.

Jusqu'ici le parti socialiste n'avait, à proprement parler, qu'à procéder à la besogne d'organisation et de propagande. Mais en 1886, il livra une véritable bataille au capitalisme. Nous voulons parler de la grande et glorieuse grève des métallurgistes à Vierzon. On sait que l'une des plus importantes sociétés anonymes de constructions de machines agricoles avait, après avoir réduit à de véritables conditions de famine son personnel ouvrier, tenté d'étrangler l'organisation syndicale, en renvoyant brutalement une centaine d'ouvriers coupables d'appartenir au syndicat.

Ceux des ouvriers qui en avaient été épargnés prirent la défense de leurs camarades et plutôt que de les laisser souffrir ils demandèrent à l'administration de réduire des heures de travail un peu sur tous afin que personne ne fut renvoyé. Ils voulaient, selon leur expression « partager avec leurs camarades, odieusement persécutés, la bouchée de pain qui leur restait. »

La compagnie s'y refusa systématiquement et la grève éclata au mois d'août : elle prit aussitôt les proportions d'un événement.

Les ouvriers, forts de leur bon droit, solidement unis et soutenus par presque tout le prolétariat socialiste, allaient être victorieux. Cette défaite probable effrayait la réaction patronale et opportuniste, elle comprit combien l'effet moral de cette victoire lui serait désastreux, dès lors elle prit le parti de frapper un grand coup.

La direction de l'usine en grève, toujours d'accord avec l'administration opportuniste, imagina une fausse rentrée des ouvriers pour le 6 octobre, essayant de faire croire ainsi à la fin de la grève. Cette manœuvre avait surtout pour but de provoquer les ouvriers, d'exciter les grévistes et leurs défenseurs à faire des manifestations dans la rue et d'arrêter en masse ceux qui avaient organisé la résistance.

Lorsque l'on ouvrit les portes des usines aux deux douzaines de renégats et de policiers qui devaient feindre la reprise du travail, plus de 5000 personnes sympathiques aux grévistes étaient venus manifester leur mépris aux traîtres et, selon l'expression de Baudin, leur faire subir le jugement de l'opinion publique.

Ce fut alors que se ruant sur la foule les gendarmes essayèrent de la disperser. Mais personne ne broncha. La troupe elle-même refusa d'avancer et, seuls, les gendarmes, sabres au clair, frappèrent dans le tas. Une femme fut saisie par les cheveux et

trainée par ces brutes. C'est alors que les citoyens Rossignol, Radan, Baudin et Féline, conseillers municipaux socialistes, s'interposèrent, c'était ce que l'on désirait ; on les arrêta tous.

Le citoyen Vaillant que l'on avait appelé par dépêche arriva ce jour-là et mêla sa protestation à celle de la population.

Loin d'intimider les grévistes, ces manœuvres infâmes excitèrent leur courage et la résistance des ouvriers. La grève, malgré la condamnation des citoyens arrêtés, poursuivit son œuvre et ce ne fut qu'au bout de sept mois qu'elle prit fin, et, on peut le voir, à l'avantage des ouvriers.

Vinrent les élections municipales de 1888 qui donnèrent au parti socialiste de nouvelles victoires électorales et coopérèrent à la débâcle opportuniste.

Brisson, l'austère jésuite, qui pendant de longues années avait fait du département son fief électoral était enfin battu. En effet, aux élections législatives dernières, certain de l'échec qui l'attendait là-bas, il renonça au département du Cher et se fit élire à Paris.

Dans la circonscription de Vierzon, le citoyen Baudin fut élu en 1889 par plus de 8,000 voix. C'était, on peut le dire, le couronnement de la besogne incessante de la propagande sans relâche qu'avait entreprise le comité de Vierzon.

Aujourd'hui, le département du Cher est un de ceux qui marchent à l'avant-garde de la France socialiste, et quand sonnera le tocsin de la Révolution sociale les gars du Berry seront à leur poste.

FÉLINE.

Le Socialisme aux États-Unis

Malgré la prophétie de Karl Marx qui a dit que c'est au chant de réveil du coq gaulois que se fera la révolution social, il se peut bien qu'elle commence dans le nouveau Monde, aux États-Unis d'Amérique.

Là, en effet, le machinisme s'est développé à l'infini. Là, la centralisation capitaliste s'est accomplie, mieux que partout ailleurs, dans presque toutes les branches de la production. Là, enfin l'industrialisme s'est introduit dans l'agriculture même.

Il n'y a plus d'hypocrisie : La lutte entre le capital et le travail est franche et à couteaux tirés.

S'il y a des millions de prolétaires qui, poussés par le désespoir, arrêtent parfois les trains en marche, au risque de leur vie, il y a aussi des milliardaires qui, partis de rien, arrivent, en vingt

ou trente ans, grâce à leurs tripotages, à l'exploitation éhontée des prolétaires, à se faire des millions de rente.

Aux Etats-Unis, le socialisme apparaît sous différentes formes.

Et d'abord la ligue agraire dont l'initiateur Henry George, ne demande la collectivisation que pour le sol.

Ensuite, le parti ouvrier proprement dit, organisé comme dans tous les pays, poursuit systématiquement des revendications déterminées menant à l'affranchissement final du prolétariat. Les membres de cette organisation s'élèvent environ aujourd'hui au nombre de 400,000. Enfin, il y a les « *Knights of Labor* », chevaliers du Travail, organisation puissante ayant des branches dans toutes les villes de l'Union Américaine et comptant des centaines de mille de membres. Quoiqu'ils aient bien souvent donné à réfléchir aux capitalistes, les *Chevaliers du Travail* n'avaient pas une organisation cohérente qui, seule, peut mener à l'émancipation sociale, ils agissaient individuellement ou anarchiquement. Mais ils ne tardèrent pas à s'apercevoir que sans organisation on ne peut arriver à rien de sérieux, aussi dès le congrès de 1885 tenu à Hamilton, province d'Ontario, ils décidèrent de créer un mouvement dans toute l'Union pour réclamer la réduction du travail à 8 heures. Depuis, ils ont adopté presque la même manière d'agir que le Parti ouvrier avec ses Trades-Unions.

En dehors des prolétaires organisés et au-dessous d'eux, existe la grande armée des désespérés de la misère, ceux qui étant descendus, par la faute de la société, à l'état de vagabonds, ont abandonné toute espérance d'affranchissement et de réhabilitation.

On les appelle les *tramps*. Les tramps sont à peu de chose près ce qu'on appelle chez nous les cheminaux.

Ce sont des ouvriers sans feu ni lieu qui ont été embauchés tantôt dans les grandes fermes pendant le temps des moissons, tantôt pour les grands travaux industriels, tels que chemins de fer, canaux, etc.

Le travail terminé, ces masses d'hommes sont licenciés et vont de ville en ville, de village en village. Il y a quatre ou cinq ans, des centaines de mille de ces ouvriers parcouraient les campagnes, ils allaient par troupes, étaient armés, on les nourrissait par crainte. Voici de quelle manière une petite ville, Anderson se débarrassa des *Tramps*. Les habitants au nombre de plusieurs centaines, armés de fouets et de bâtons se rangèrent sur deux lignes à la porte de la prison. A un moment donné on ouvrit les portes et on chassa les *Tramps* qui étaient enfermés. Les pauvres

diabiles durent traverser cette double rangée d'hommes et d'enfants et s'enfuir en courant sous une grêle de coups !

Le *Tramp* dit le *Chicago Express* est un enfant de notre société : son existence est la conséquence fatale de celle du millionnaire. Si le *Tramp* n'existait pas il n'y aurait pas de millionnaire.

La société doit tuer la dignité d'hommes chez 400,000 *Tramps* pour fabriquer un *Vanderbilt* !

P. A.

AUSTRALIE

Quand on parle chez nous de réglementer le travail des ouvriers adultes, de fixer par une loi la journée maxima de travail, on lève les bras au ciel et on proteste au nom de la liberté du travail ; quand les ouvriers demandent les « trois huit », c'est-à-dire huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures de loisir, c'est encore pire ; on invoque alors les nécessités de la production, la concurrence étrangère et une foule d'autres raisons pour démontrer que c'est de la folie pure.

Pourtant, il n'y a pas seulement des pays où le travail des ouvriers adultes est réglementé et où il existe de par la loi une journée maxima, comme, par exemple, la Suisse et l'Autriche, il y a aussi des pays, tels que l'Australie, où la journée de travail est fixée légalement à huit heures.

Il est bon, à cet effet, de rappeler que le 21 avril, à Melbourne, on a grandement fêté l'anniversaire du jour où les heures de travail ont été fixées par acte du Parlement.

Tous les corps de métiers, précédés de bannières, ont, ce jour-là, parcouru en cortège les principales rues de la ville, décorées de banderolles et d'oriflammes. La foule immense qui assistait à cette imposante procession — dit le correspondant d'un journal qui est loin d'être sympathique au mouvement des huit heures — semblait être avec eux de cœur et d'attention.

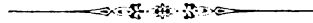
Aujourd'hui l'ouvrier, à Melbourne, en vertu de la législation du travail, n'est pas tenu de fournir plus de huit heures de travail, par jour. Si le patron, pressé par les circonstances, veut obtenir de ses ouvriers une prolongation de travail en augmentant leur salaire, bien entendu, il devra, au préalable, en référer au ministre de l'intérieur, qui, selon le cas, accordera ou refusera son autorisation.

Avec la journée de huit heures, les ouvriers ont en même temps des salaires comparativement élevés, ce qui fait que non seule-

ment les ouvriers des colonies voisines mais aussi ceux d'Angleterre y viennent chercher du travail.

Le gouvernement a célébré, lui aussi, l'anniversaire de la réglementation du travail, qui est devenu fête annuelle des ouvriers de Melbourne. Suivant une tradition établie, les bureaux publics ont été fermés et le 21 avril a été proclamé jour férié.

Alors que les pouvoirs publics de Melbourne fêtent l'institution de la journée de huit heures, on discute chez nous si l'Etat a le droit d'intervenir dans les contrats de travail et on traite tous ceux qui demandent une journée maxima de travail de « meneurs ». Quelle honte !



LE VIEILLARD QU'ON MET AU REBUT ⁽¹⁾

C'était un vieux mineur, enfant du « pays noir »
Cœur bronzé par la lutte,
Et je le vis assis sur le seuil de sa hutte,
Au jour trouble du soir.

Sous des cheveux blanchis, couvant une tempête
L'œil sombre, sur les mains il appuyait sa tête

Ainsi donc, sans retour et sans conditions,
Nous sommes, nous les vieux, rejetés de la mine,
Par ces barons du jour qui taillent en lions,
Et nous voilà réduits à leur crier famine,
Nous, dont la maigre échine,
Sua leurs millions !

Il était plus heureux, au banc de sa galère
Le forçat que la chaîne ou l'âge avait usé,
Que ne l'est parmi nous, au lit de sa misère,
Le travailleur brisé !

Si notre assassinat par la faim se consomme,
Justice ! de quel nom faut-il donc qu'on te nomme ?

(1) La grève historique d'Anzin a été occasionnée par le renvoi des plus anciens mineurs.

Mais à quoi bon se plaindre, à quoi bon discourir,
Quand vaincu sans espoir on dépose les armes
Est-ce que les bourreaux par la victime en larmes
Se laissent attendre ?

Ils ne me verront pas prolonger ce supplice
Ils ne me verront pas, en mendiant mon pain.
Heurter mes pieds meurtris à leurs portes d'airain.
Je boirai, d'un seul trait, tout le fond du calice!...
Et qu'ai-je à regretter, après les maux soufferts,
Après trente ans vécus au sein de ces enfers ?

Tout à coup, pour rentrer, il se leva farouche,
Lançant comme un regard de défi vers les cieux.

A l'aurore, il dormait encore sur sa couche,
Mais le dernier soleil avait lui pour ses yeux !

O. SOUÈTRE.

UNE PROCLAMATION DE BLANQUI

Le Comité des Clubs démocratiques aux Sociétés populaires

La République, tout aussi bien que la monarchie, peut ombrager la servitude sous son drapeau. — Sparte, Rome, Venise étaient des aristocraties oppressives et corrompues. Dans l'Amérique du Nord l'esclavage est une institution de l'État.

LIBERTÉ! ÉGALITÉ! FRATERNITÉ!

Cette devise, qui brille aux frontons de nos édifices, ne doit pas être une vaine décoration d'opéra. Ne la laissons pas devenir un mensonge aussi célèbre que celui de la Charte ; « Tous les Français sont égaux devant la loi. »

Il n'y a pas de liberté pour qui manque de pain !

Il n'y a pas d'égalité quand l'opulence s'étale à côté de la misère !

Il n'y a pas de fraternité quand la femme du peuple se traîne affamée avec ses enfants aux portes des palais !

Point de formules stériles ! Il ne suffit pas de changer les mots : il faut changer radicalement les choses.

La République pour nous, c'est l'émancipation complète du travailleur ! c'est l'avènement d'un ordre nouveau qui fasse disparaître la dernière forme de l'esclavage, le prolétariat.

La tyrannie du capital est plus impitoyable que celle du sabre et du goupillon : il faut la briser.

La Révolution de février n'a pas eu d'autre but. Ce but est aussi le nôtre, et chacun des membres du comité démocratique s'engage à le poursuivre sans relâche jusqu'à ce qu'il soit atteint.

Paris, 31 mars 1848.

AUGUSTE BLANQUI.

PENSÉES, MAXIMES, MOTS DE COMBAT

Il n'y a pas de route royale pour la science et ceux-là seulement ont chance d'arriver à ses sommets lumineux qui ne craignent pas de se fatiguer à gravir des sentiers escarpés. KARL MARX.

La liberté est un trésor que l'on ne conserve qu'à la condition d'en user. VALTOUR.

Le communisme, tant exécré, exerce sur mon âme un charme dont je ne puis me défendre. HENRI HEINE.

Celui qui m'affame n'a pas le droit de digérer en paix. MONTESQUIEU

La richesse est le passeport de la sottise. A. DE LABOUISSÉ.

Que nous parle-t-on de liberté ? Qui est pauvre est esclave. LA BOÉTIE.

Je fais le bien parce qu'il y a un grand seigneur qui me paye cela, et ce grand seigneur est le plaisir de bien faire. GAVARNI.

Que sont les droits électoraux ou municipaux pour des hommes enchaînés à la misère ?

MICHEL CHEVALLIER.

Il a été remarqué dans l'histoire que le juste et l'utile marchaient toujours ensemble.

ACCARIAS.

Notre grande ennemie c'est l'ignorance. Que l'on sache ce que nous voulons, et ceux qui nous combattent avec aveuglement porteront bientôt le drapeau contre lequel ils tirent.

V. CONSIDÉRANT.

Notre cause est de celles pour lesquelles on peut mourir, mais qui ne peuvent pas faire vivre.

LOUISE MICHEL.

Oui, une société qui admet la misère, oui, une humanité qui admet la guerre me semblent une société, une humanité inférieures; et c'est vers la société d'en haut, vers l'humanité d'en haut que je tends : société sans rois, humanité sans frontières.

V. HUGO.

Toujours le berger vivra aux dépens de son troupeau et les gouvernements aux dépens des gouvernés.

MIRCEA C. ROSETTI.

Trouver un état où chaque individu, avec la moindre peine puisse jouir de la vie la plus commode.

BABEUF.

Laissez dire, laissez-vous blâmer, condamner, emprisonner, laissez-vous pendre, mais publiez votre pensée.

P.-L. COURRIER.

La misère des idées dans les intérieurs riches arrive parfois à vous apitoyer.

DE GONCOURT.

Il n'est au monde qu'une espèce pire que les mouchards et les mouchardes : ce sont ceux qui les emploient.

BOUCHER DE PERTHES.

Je suis persuadé que c'est la faute des lois si les hommes sont méchants.

MABLY.

Tout homme a droit à tout.

T. MORUS.

Il y a des fortunes qui crient : Imbécile ! à l'honnête homme.

DE GONCOURT.

Tout crime implique un réquisitoire contre la société.

J. LERMINA.

L'avarice commence où la pauvreté cesse.

BALZAC.

Les talents mènent à tout, c'est Bonaparte qui l'a dit, mais il devait ajouter : pourvu qu'on trouve à épouser la vieille maîtresse d'un homme en place et une occasion de tirer le canon dans les rues de la capitale.

P.-L. COURIER.

L'homme qui a faim n'est pas libre.

MICHEL CHEVALLIER.

DIFFÉRENTES STATISTIQUES

Il est de grande importance pour les ouvriers d'étudier la statistique, la science la plus révolutionnaire, afin qu'ils voient de plus près les faits économiques et leurs effets sociaux et politiques.

Nulle autre classe n'est plus intéressée à pratiquer cette science que la classe ouvrière, car les batailles scientifiques décisives du prolétariat seront livrées sur le champ de la statistique, s'il est vrai qu'une organisation radicale et démocratique des chambres syndicales constituera la base de la société vers laquelle nous marchons, la statistique sera sans doute une de leurs plus importantes fonctions.

Les dépenses militaires en Allemagne

Voici un exemple pris en Allemagne.

Depuis 1872, ces dépenses nous montrent que les contribuables avaient à produire 9,267,500,000 fr. pour entretenir des hommes qui ne produisent rien. Et cela pourtant dans « un temps de paix ». Il faut encore ajouter à ces dépenses les intérêts annuels des emprunts faits pour l'armée qui, depuis 1877, sont de 15 millions de francs par an; on peut dire que le fisc militaire prend la plus grande part dans la dette publique de tous les pays.

En 1715, la dette publique des États européens s'élevait à une somme ronde de 7 milliards et demi de francs; en 1789, après l'introduction des armées permanentes à 12,750,000,000; en 1820, après les guerres de Napoléon 1^{er} à 37,575,000,000; mais en 1874, la

somme s'était plus que doublée, elle s'élevait à 96,405,000,000. Et, à l'heure actuelle, les contribuables des états européens ont à payer les intérêts annuels de cette dette publique qui montent à 5,019,000,000 fr.

Nous pouvons aisément conclure de cette fraction du produit net annuel que dévore le militarisme, à quel haut degré d'intensité est parvenue la productivité du travail.

Un autre exemple, toujours d'après la statistique allemande.

L'augmentation des millionnaires et la multiplication de leurs richesses, d'un côté, signifient augmentation des prolétaires dépouillés de tous biens, de l'autre. Ceci est un fait indiscutable.

Tandis qu'en 1882, il y avait à Berlin 631 personnes avec un revenu annuel de 40,000 à 75,000 fr., il y avait en 1886. 770 personnes, 212 avaient un revenu annuel de 75,000 à 120,000 fr., ce qui faisait à 4 0/0 d'intérêts, que chacune de ces personnes possédait des biens d'une valeur de 2 à 3 millions. Puis 144 personnes avaient un revenu de 255,000 fr., 26 un revenu de 375,000 fr., 18 un revenu de 675,000 fr., 7 un revenu de 805,000 fr., 4 un revenu de 1,125,000 à 1,500,000 fr. Enfin une personne possédait un revenu de 2,700,000 fr., par an, ou de 7,375 fr. par jour.

Et maintenant, le revers de la médaille : à Berlin 66. 8 0 0 des habitants étaient exempts d'impôts de classe et d'impôts sur les revenus 25,05 0/0 ne contribuaient qu'aux impôts de classe et seulement 8,15 0/0 payaient les deux catégories d'impôts. Ainsi, plus des deux tiers de la population de Berlin étant exempts de tout impôt, ce qui veut dire que l'augmentation du nombre de millionnaires n'est pas précisément identique avec l'augmentation du bien-être populaire.

O. Z.

Dîme capitaliste

Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de Laurence Groulund. *The co-operative, commonwealth*, — et ils en disent long.

Produit total des industries manufacturières aux Etats-Unis :

en 1850.	2.187.000.000 fr.
— 1860.	4.025.090.000 —
— 1870.	6.550.000.880 —

Part ou salaire des travailleurs.

Au nombre de	957.000 en 1850	1.187.000.000 fr.
»	1.300.000 — 1860	1.895.000.000 —
»	2.000.000 — 1870	3.100.000.000 —

Part des capitalistes (intérêts, profits, rentes).

en 1850.		1.000.000.000 fr.
— 1860.		2.150.000.000 —
— 1870.		3.550.000.000 —

Ce qui donne pour le travail.

en 1850	—	54 0 0	—	46 0 0.
— 1860	—	47 0 0	—	53 0 0.
— 1870	—	47 0 0	—	53 0 0.

Le salaire annuel moyen par ouvrier a été en 1850 de 1.225 fr., en 1860 de 1.450 fr. et en 1870 de 1.550 fr., pendant que la dime prélevée par ouvrier était de 1.025 fr. en 1850, de 1,625 fr. en 1860 et de 1.725 fr. en 1870.

Pas de commentaires, n'est-ce pas.

Le Creusot, Schneider et C^{ie} a accusé pour l'année 1886-1887 un bénéfice de 5.633.229 fr. 63.

Ce qui représente 60 fr. par action, ou 12 0 0.

Un beau denier! allez-vous dire, surtout si l'on réfléchit que pour empocher tout cet or, messieurs les actionnaires n'ont même pas eu la peine de voir peiner et suer les nègres blancs de l'usine en question.

C'est en dormant, en mangeant bien et en buvant encore mieux, en courant les filles, qu'ils se sont en une année trouvés plus riches d'un huitième.

Eh bien! en estimant satisfaits ces fortunés fainéants, vous vous tromperez du tout au tout.

Pour eux, cette année de près de six millions est une année mauvaise.

Dans son compte rendu du 30 novembre, le gérant du Creusot s'exprimait ainsi : « *Naguère à l'époque des gros bénéfices...* »

Naguère, paraît-il, c'est 20, c'est 25 0 0 que l'on palpaît annuellement, c'est dix, c'est quinze millions de bénéfices que l'on réalisait par exercice.

Ce qui revient à dire que depuis 1870 seulement les propriétaires du Creusot sont rentrés quatre fois dans leur argent. Quatre fois les prolétaires qui travaillent et meurent dans ce baignoire capitaliste ont remboursé leurs exploiters.

Ce qui n'empêche pas ces derniers de crier comme anguilles qu'on écorche et de crier *au voleur!* à la seule idée de l'ensemble des travailleurs ou de la société reprenant ce grand établissement payé aux Schneider et C^{ie} dix fois sa valeur.

Le nombre des industriels et des fabricants n'a pas cessé de décroître notablement et régulièrement depuis deux ans.

C'est le tableau **C** de l'impôt sur les patentes qui renferme, on le sait, les fabricants et les industriels. Or, voici quels ont été, depuis 1867, les chiffres des patentés de ce tableau :

1877	225.332
1878	223.434
1880	221.566
1881	204.117
1883	200.472
1885	196.776
1886	194.699

C'est donc *par année plus de 3,000 industriels ou fabricants qui disparaissent*, expropriés ou dévorés par leurs rivaux plus puissamment outillés et pourvus plus abondamment de capitaux.

A ce compte-là — c'est-à-dire en admettant que ce mouvement fatal n'aille pas croissant — il ne faudrait pas un demi-siècle pour que toute l'industrie française soit concentrée entre les quelques milliers de mains de plus en plus fainéantes.

Pour ne pas s'opérer aussi vite, la concentration commerciale n'en est pas moins commencée.

Le tableau **B**, qui comprend les patentes du haut commerce, nous indique, en effet, une diminution de plusieurs centaines dans le nombre des patentés, tombés de 16.710 en 1873 à 16.570 en 1886.

Mêmes causes à cette décroissance, de l'aveu de M. Paul Leroy-Beaulieu : l'envahissement des grands établissements et les crises qui emportent les gros commerçants eux-mêmes au profit de plus gros qu'eux.

Le Prolétariat agricole

Dans le premier n° d'un journal hebdomadaire : *La terre aux paysans*, nous trouvons le tableau suivant dressé d'après la statistique officielle de l'agriculture de 1873.

1^o TERRES N'APPARTENANT PAS A CEUX QUI LES CULTIVENT :

Bois, landes, marais, terrains en friche, pacages et pâturages.	16 millions d'hectares
Terres cultivées par des métayers.	4 — —
Terres cultivées par des fermiers loca- taires.	12 — —
49,000 propriétés de plus de 100 hec- tares cultivées par des salariés.	12 — —
Total.	44 millions d'hectares

2 ^e TERRES APPARTENANT A CEUX QUI LES	
CULTIVENT POUR LEUR PROPRE COMPTE. . .	4 millions d'hectares
3 ^e PROPRIÉTÉ BATIE ET JARDINS. . .	1 — — —

Ainsi, à peine un siècle après cette fameuse révolution bourgeoise qui annonçait à la ville et aux champs qu'elle allait donner *la terre aux paysans*, on trouve que, sur 49 millions d'hectares, les paysans cultivateurs n'en possèdent que 4; tandis que les oisifs, anciens nobles et nouveaux nobles, bourgeois de toute provenance, possèdent 44 millions, onze fois plus. La grande propriété terrienne qui se reconstitue, dépouille tous les jours un nombre plus considérable de cultivateurs et les transforme en prolétaires.

Une nouvelle révolution s'impose.

Millionnaires

Un statisticien a fait des recherches sur la soi-disant richesse nationale : il est arrivé à ce résultat que le monde entier ne compte que 950 millionnaires possédant plus de 25 milliards de francs. Ces millionnaires sont ainsi répartis : 250 en Angleterre, 200 aux États-Unis d'Amérique, 100 dans l'Amérique du Sud, 100 en Allemagne, 75 en France, 50 en Russie, 50 dans les Indes anglaises et 125 dans les autres pays.

Ces chiffres, dont il est bien difficile de vérifier la parfaite exactitude, confirment cependant les théories du socialisme : — 1^{re} que la « richesse nationale » est une invention des savants bourgeois pour jeter de la poudre aux yeux des imbéciles, et 2^e que la soi-disant richesse nationale se concentre entre les mains d'une minorité infime, tandis que la grande masse, que la totalité de la masse productive, à peu près 97 0/0 devient de plus en plus pauvre.

Les plus grandes fortunes

La *Revue des Deux-Mondes* classe ainsi les fortunes particulières les plus élevées en Angleterre et aux États-Unis :

Jay Gould, américain,	1,375,000,000 fr. ;
J. W. Mackay, américain,	1,250,000,000 ;
Rothschild, anglais,	1,000,000,000 ;
Vanderbilt, américain,	625,000,000 ;
J. P. Jones, américain,	400,000,000 ;
John J. Astor, américain,	250,000,000 ;
W. Stewart, américain,	200,000,000 ;
Gordon Bennett, américain,	150,000,000 ;

duc de Sutherland, anglais, 150,000,000 fr. ;
duc de Northumberland, 125,000,000 ;
marquis de Bute, anglais, 100,000,000 ;

Le *Gil-Blas*, de son côté, nomme parmi les fortunes les plus considérables de France celle de M. Olry, qui possède, assure-t-on deux millions de revenus.

Le prince de Luxembourg dont les revenus sont estimés 1.500,000 francs.

Le duc de Trévise qui possède 1,800,000 francs de rente.

Puis celles de MM. Lupin, Edmond Blanc, Edwards, Raphaël Bischoffsheim, Chauchard, etc.

La haute banque est représentée par d'immenses fortunes.

La maison de Rothschild possède un capital estimé à près de 3 milliards.

Le baron de Hirsch dont la fortune est de 1,200,000,000 francs.

MM. Mallet frères, banquiers qui ont une fortune colossale.

Les fortunes industrielles sont également nombreuses. Les principales sont celles de MM. Lebaudy, Say, Schneider, propriétaire des usines du Creuzot, Marinoni, Richard, Hennessy, etc.

Pendant ce temps le peuple meurt de faim.

Statistique du paupérisme à Londres.

Il y a à Londres : 50,000 vagabonds, 300,000 personnes qui vivent au jour le jour sans travail, 250,000 qui reçoivent des gages irréguliers, 400,000, qui travaillent régulièrement, mais qui sont insuffisamment payées. En tout 1 million de malheureux.

D'autre part, on compte qu'il y avait :

En 1800.	80,000 prostituées.
1830.	120,000
1840.	160,000
1850.	200,000
1880.	270,000

Aujourd'hui. 300,000

Cela veut dire que le quart des femmes et des filles nubiles de la métropole anglaise, vivent ou essaient de vivre de prostitution.

CHARLES BOOTH (*Société nouvelle*).

Les mendiants.

Une enquête vient d'être faite sur les mendiants de Paris, par tous les commissaires de police. Il résulte de cette enquête que leur

nombre s'élève de 4,500 à 5,000. Ajoutons qu'il y a peu de mendiants nomades et que le nombre des enfants demandant la charité pour leurs parents, pour des personnes les exploitant, ou offrant des fleurs dans les cafés du boulevard a considérablement diminué.

Les mendiants habitent les quartiers excentriques et surtout Malakoff et Levallois-Perret. Dans la rue Sainte-Marguerite, cité Gonnet, aux numéros 7 et 11, habitent cent soixante-douze familles de mendiants.

Cette cité est connue dans le quartier sous le nom de cité *pouilleuse*. Elle est, d'après le rapport de M. Le Jain, commissaire de police, « le repaire de tous les mendiants du monde entier ».

J'y ai trouvé, déclare ce magistrat, des Hongrois, des Roumains, des Russes, des Américains, des Espagnols et jusqu'à des nègres.

J'y ai trouvé un ancien notaire qui, à toutes mes questions, affectait de répondre en latin classique.

Ordre vient d'être donné, par le préfet de police, d'arrêter tous les joueurs d'orgue de Barbarie qu'ils trouveront dans les rues.

Les joueurs d'orgue ne peuvent plus exercer que dans les cours, et encore est-ce un petit nombre d'entre eux qui a reçu cette autorisation. Ces privilégiés sont munis d'un signe distinctif : c'est une lyre en cuivre qu'ils portent à la boutonnière et sur laquelle sont gravés le nom du propriétaire, de l'instrument et le numéro matricule sous lequel il est inscrit dans les dossiers de la préfecture de police.

La misère et l'émigration en Italie

Des renseignements publiés par la direction générale de la statistique à Rome, il résulte que, pendant le premier trimestre de 1888, le nombre des émigrants a été de 99,959, alors que, pendant la période correspondante de 1887, il n'avait été que de 28,161. Il y a donc eu pendant les trois premiers mois de cette année 21,789 malheureux de plus, qui ont été forcés de quitter leur pays pour ne pas mourir de faim.

C'est la Vénétie qui fournit, dans cette déplorable statistique, le plus fort contingent ; des 49,959 émigrants, 19,350 lui appartiennent, soit 40 0/0 de la totalité ! La Campine en fournit 8,176 ; les Abruzzes, 4,867 ; la Calabre, 3,995 ; la Lombardie, 3,782 ; la Basilicate, 2,624 ; le Piémont, 1,863 ; la Ligurie, 1,314 ; la Toscane, 1,216 ; la Sicile, 1,163 ; l'Emilie, 702 ; les Marches et l'Ombrie, 487 ; la Pouille, 300.

En d'autres termes et comparée à la population de tout le

royaume, l'émigration représente pour un seul trimestre 1.72 0 0 (près de 7 0.00 pour l'année).

La Vénétie a perdu pendant un trimestre 5.72 0 00. elle serait dépeuplée en 40 ans; la Basilicate 4.80 0 00; la Calabre, 3.12 0 00; les Abruzzes, 3.50 0 00.

L'agriculture n'est plus rémunératrice en Italie et les bras manquent. La production vinicole subit aussi une crise. Le *Popolo Romano* disait, il y a quelques jours : « Les cultivateurs n'ont pas de fûts pour loger le vin nouveau, ni d'argent pour en acheter, et pendant qu'on laisse le sol de la patrie à la grâce de Dieu, nos gouvernants s'occupent de créer des colonies et dépensent des centaines de millions qui privent de pain des milliers de familles. »

La Banqueroute

M. Germain, un grand financier, qui s'entend aux questions de budget, a publié dans le *Temps* le premier article d'une série sur la situation financière de la France. Nous en extrayons les chiffres suivants, qui établissent les recettes et les dépenses du budget.

années	Dépenses	Recettes	Déficits
	en millions de fr.		
1876	— 2.863 millions	2.775 millions	88 millions
1877	— 2.907 —	2.780 —	127 —
1878	— 3.236 —	2.851 —	385 —
1879	— 3.226 —	2.842 —	384 —
1880	— 3.272 —	2.888 —	383 —
1881	— 3.580 —	2.909 —	671 —
1882	— 3.668 —	2.916 —	752 —
1883	— 3.708 —	2.958 —	750 —
1884	— 3.679 —	2.958 —	721 —
1885	— 3.574 —	2.975 —	599 —
1886	— 3.739 —	2.975 —	789 —
1887	— 3.700 —	3.000 —	700 —
			6.348

Les chiffres pour 1886 et 1887 sont approximatifs.

On voit que l'écart entre les dépenses et les recettes a été grandissant; si les chiffres diminuent parfois, c'est pour reprendre de plus belle. Ainsi en 1884 le déficit est de 721 millions; l'année suivante il tombe à 599 millions, le ministre des finances chante triomphe, le déficit va disparaître, mais en 1886 le déficit remonte d'un bond à 789 millions; il avait à réparer le temps perdu.

De 1876 à 1887, les dépenses passent de 2 milliards 863 millions à 3 milliards 700 millions, soit une augmentation de près d'un milliard. — Les recettes pendant ce temps n'augmentent que de 200 millions.

Il n'y a pas moyen de réduire les dépenses, au contraire on sera obligé de les accroître.

On cherche à augmenter les recettes : et toutes les propositions, même les plus avancées, comme celle sur l'impôt sur le revenu ou sur le capital ne peuvent donner qu'une soixantaine de millions.

La situation ira sans cesse empirant.

— Comment en sortira-t-on ?

— Par la banqueroute.

Les Impôts

Voici le tableau de l'imposition par tête, dans les principaux pays :

France.	104 fr.
Angleterre	57
Allemagne	44
Etats-Unis	50
Belgique	46
Autriche	40
Russie.	36
Espagne	33

Ces chiffres, nous les trouvons dans un rapport lu au Sénat par un républicain, M. Krantz.

Nous ajouterons que M. Krantz, loin d'exagérer, a diminué au contraire le total des charges par tête d'habitant.

Ce total s'élève réellement aujourd'hui à 111 francs et quelques centimes, CENT ONZE FRANCS !

Pour ce calcul par tête d'habitant, tout entre en compte, femmes, enfants, vieillards.

De telle sorte que, plus une famille est nombreuse, plus elle subit le poids écrasant du fisc.

France.	38 milliards
Russie.	19 —
Angleterre.	18 —
Italie	11 —
Autriche.	10 —
Allemagne	9 —

Nous allons montrer comment on y est arrivé.

La monarchie royale avait, en 1789, 120 millions de rentes annuelles.

La première République fit banqueroute et n'en conserva qu'un tiers, soit 40 millions.

Le premier empire ajouta.	188 millions
La Restauration réduisit de	64 —
Louis Philippe ajouta	12 —
La République de 1848.	54 —
Napoléon III	168 —

L'indemnité et les autres charges de la guerre portèrent le chiffre à 347 millions.

Et depuis 1876, EN TEMPS DE PAIX, sans motifs, sans raisons et alors qu'on avait maintenu presque tous les impôts votés pendant la guerre, la République bourgeoise a ajouté, pour donner à sa jeunesse parasite, sous forme de sinécures, 600 MILLIONS.

Total : 1409 millions à payer par an.

C'est par des emprunts successifs perpétuels, que les opportunistes sont arrivés à ce chiffre écrasant.

En moins de DOUZE ANNÉES, ils ont emprunté HUIT MILLIARDS.

Aussi ne faut-il pas s'étonner que de 1876 à 1883 seulement, la charge, par tête et EN PLEINE PAIX toujours, se soit accrue de 29 francs.

Les dépenses de la guerre n'ont rien à faire dans tout cela ;

Huit milliards EN 12 ANS ;

600 millions de dettes par AN, DEPUIS 1876.

35 francs D'AUGMENTATION D'IMPOTS par tête, depuis 1876 ;

Ce que coûtent les guerres

Le docteur Engel, qui est en même temps un habile statisticien, publie dans l'*Admiralty and Horse Guards Gazette* le résultat de ses patientes recherches, sur ce qu'ont coûté en hommes et en argent les guerres et les principales expéditions qui ont eu lieu depuis la campagne de Crimée.

Les chiffres qu'il produit ne sont, sans doute qu'une approximation, particulièrement en ce qui concerne les dépenses en numéraire, mais ils n'en sont pas moins intéressants.

Pour le total, il estime à 2,250,000 les pertes en hommes et à 62,500,000,000 de francs la dépense en numéraire.

Voici les détails qu'il donne ;

Guerre de Crimée, 750,000 hommes ; 9,950,000,000 francs.

Guerre d'Italie en 1859, 45,000 hommes ; 1,500,000,000 de francs ;

Guerre Danoise en 1864, 3,000 hommes ; 175,000,000 de francs.

Guerre de Sécession (1861-1864), 280,000 hommes pour les Etats du Nord ; 22,500,000,000 de francs ; 53,000 hommes pour les Etats du Sud ; 11,500,000,000 francs.

Guerre Allemande de 1866, 45,000 hommes ; 1,650,000,000 de francs.

Expéditions du Mexique, de Chine et de Cochinchine, 65,000 hommes ; 1,000,000,000 de francs.

Guerre franco-allemande de 1870-1871, 155,000 hommes pour la France ; 15,000,000,000 de francs. — 60,000 hommes pour l'Allemagne.

Insurrection serbo-bulgare, 25,000 hommes ; 880,000,000 de francs.

Guerre russo-turque, 250,000 hommes ; 5,625,000,000 de francs.

Guerres de l'Afrique du Sud, 30,000 hommes ; 43,750,000 francs.

Guerre afghane, 25,000 hommes ; 66,250,000 francs.

Si nous ajoutons à ces chiffres les hommes et l'argent engloutis au Tonkin, ceux que l'Italie et l'Angleterre ont fait tuer au Soudan, nous arriverons à un total assez joli.

La guerre est une bien belle chose !

Voici d'un autre côté quelques chiffres donnés par M. Camille Flammarion :

« Nous payons nous autres européens, la rente de 93 milliards et demi, empruntés pour solder les frais de nos tueries internationales, et à cette rente nous ajoutons annuellement 3 milliards 392 millions pour nous préparer à nous entre-tuer de nouveau à la prochaine occasion.

« En France seulement, nous avons dépensé depuis la guerre de Crimée, *soixante milliards* pour le militarisme. Les soldats étant enlevés à l'agriculture, au commerce et à l'industrie, la somme correspondante à la perte annuelle qui en résulte est d'environ 150 millions ; la valeur des propriétés mobilières et immobilières affectées au service de la guerre dépasse sept milliards, etc.

« La guerre coûte à l'Europe 19 millions par jour.

« Soit, 791,660 francs l'heure ! »

Les armées européennes

Vent-on savoir quel est l'état actuel des forces militaires de l'Europe ?

Si nous devons en croire M. Richter, l'armée allemande s'élèverait, dans quelques années, lorsque l'organisation sera complète, à un effectif de 1,032,000 hommes sur le pied de paix et, sur le pied de guerre, à 6,560,000 hommes.

L'armée austro-hongroise, sur le pied de guerre, compterait 1.750,000 hommes; l'Italie en fournirait 2.750,000; la France, 4 millions; l'Angleterre, 820,000; la Russie, 2 millions; la Turquie, 650,000; l'Espagne, 870,000; la Suède, 180,000; la Norvège, 180,000; la Suisse, 200,000; la Hollande, 180,000; la Belgique, 165,000; la Roumanie, 180,000; la Serbie, 165,000; le Portugal, 120,000; le Danemark, 60,000; la Bulgarie, 35,000; la Grèce, 70,000; le Montenegro, 35,000.

En ce qui concerne l'artillerie, la France occupe le premier rang; mais on sait que le Reichstag est en ce moment saisi d'un projet de loi qui tend à augmenter le nombre des batteries dans l'armée allemande.

Ce que coûte la justice

Un ouvrier cordonnier, créancier d'un billet de 195 fr. donne ce billet à recouvrer à un huissier.

En deux mois cet officier ministériel fait les frais suivants :

Dossier	0,25
Timbre	0,10
Dépens liquidés	44,55
Enregistrement	5,63
Obtention du jugement et levée à l'agréé.	7,10
Vacation au placement et rédaction du pouvoir	5,02
Signification du jugement.	9,05
Commandement	7,95
Procès-verbal d'acquiescement	13,05
Procès-verbal de saisie.	13,05
Sommation au 1 ^{er} saisissant	7,55
Ordonnance sur requête pour vente sur place	9,25
Signification d'ordonnance.	9,25
Procès-verbal d'affiches	22,45
Assignation en référé	13,65
Ordonnance en référé	10,95
Signification d'ordonnance	8,55
Opposition à deniers.	8,55
Dénunciation d'opposition.	9,55
Contre-dénunciation.	9,55

Signification de vente	10.65
Affiches procès-verbal et vacation	22.45
Procès-verbal de carence	13.05
Assignation en déclaration de jugement commun.	7.86
Jugement, obtention et vacation au placement.	16.55
	285.85

285 fr. 85 de frais pour une dette de 195 fr.
Ce chiffre se passe de tout commentaire.

LE CHOMAGE

Mon patron n'a plus d'ouvrage
Et nous n'avons plus de bois :
C'est l'hiver, c'est le chômage,
Toutes les morts à la fois !

Pas un ponce de besogne,
Il neige : le ciel est gris ;
A chaque atelier je cogne,
J'ai déjà fait tout Paris.
Plus de crédit, rien à vendre
Et le loyer sur les bras,
Partout on me dit d'attendre,
Et la faim qui n'attend pas !

Des riches (Dieu leur pardonne!)
M'ont dit souvent : mon ami,
Il faut quand l'ouvrage donne,
Faire comme la fourmi !
Epargner ? Mais c'est à peine
Si l'on gagne pour manger :
Quand on touche sa quinzaine :
On la doit au boulanger.

La nuit est dure aux malsardes :
Pas de soupers réchauffants ;
La mère en vain de ses hardes
Couvre le lit des enfants,
Les petites créatures
Hier ont bien grelotté,
Dire que nos couvertures
Sont au mont-de-piété !

L'autre hiver, mon cœur en crève,
J'ai perdu le tout petit :
C'est rare qu'on les élève
Quand la mère a tant pitié,
Avant peu, je dois le craindre,
Nos deux jumeaux le suivront...
Après tout, les plus à plaindre
Ne sont pas ceux qui s'en vont !

Combien, chargés de famille,
Qui boivent pour s'étourdir !
Mon aînée est une fille,
J'ai peur de la voir grandir.
Dieu veuille qu'elle se tienne,
Car, à seize ans, pour un bal,
Pour une robe d'indienne,
Un pauvre enfant tourne mal !

Je ne veux plus, quand je marche,
Le soir, passer sur le pont,
A l'eau qui gémit sous l'arche.
Quelque chose en moi répond :
Dans ton gouffrenoir, vieux fleuve,
Est-ce l'homme que tu plains ?
Avec tes soupirs de veuve,
Et tes sanglots d'orphelins !

Mon patron n'a plus d'ouvrage
Et nous n'avons plus de bois :
C'est l'hiver, c'est le chômage,
Toutes les morts à la fois !

Eugène PORTIER.
(Chants révolutionnaires).

SAUVONS L'ENFANCE

Une des réformes sociales qui, entre toutes, intéresse les hommes de tous les partis, est celle qui consiste à mettre à la charge de la société représentée par l'Etat et la Commune, tous les enfants, leur assurant ainsi le nécessaire tant au point de vue physique qu'au point de vue moral.

L'instruction gratuite et obligatoire ne sera qu'un leurre tant que les enfants n'auront pas de quoi manger et se vêtir.

L'éducation et l'entretien de l'enfance par l'Etat est la plus utile, la plus juste et la plus réalisable des réformes. Elle est même nécessaire car elle arrêtera la France sur la pente fatale de son dépeuplement et lui assurera pour l'avenir une jeunesse robuste et virile.

Il est incontestable qu'en dehors de la production moderne qui a transformé le prolétaire, l'homme du peuple en un accessoire de la machine et le disloque journellement par un travail automatique, abrutissant et continu de 12 heures par jour, une des causes du dépeuplement de la France et de la diminution constatée de la taille des soldats, est la misère.

Un nombre incalculable d'enfants, très mal nourris et très mal entretenus, se meurent lentement étant continuellement dans un état morbide, et n'atteignent pas l'âge adulte. D'autres quoique atteignant l'âge mûr sont dépourvus de toute vigueur et de toute virilité, sans compter que le décroissement de leur taille présente, d'après les observations faites depuis le commencement du siècle jusqu'à nos jours une progression sensible et alarmante (1).

(1) Avant la Révolution de 1789, la taille du soldat d'infanterie était en France de 1 m. 65. Trente ans plus tard fut votée la loi du 10 mars 1818 qui abaissa le minimum à 1 m. 57. C'était comme on le voit, une diminution considérable. Néanmoins, elle ne fut pas la dernière. La loi du 21 mars 1832 fixe le minimum à 1 m. 56, celle de 1838 à 1 m. 55 et celle de 1870 à 1 m. 54.

En Saxe, la taille militaire s'élevait à 1 m. 78 en 1770. En 1862, elle était tombée à 1 m. 55. Ces chiffres n'accusent-ils pas une diminution effrayante? A cette dernière date la taille minimum était en Prusse de 1 m. 57.

L'économiste Blanqui frère du révolutionnaire a dit qu'il y a beaucoup d'enfants « qui naissent seulement pour mourir d'une longue agonie. »

Ce sont aussi les fils des familles pauvres qui peuplent les prisons.

Est-ce de leur faute?

Non.

C'est de la faute de la société qui, après avoir indignement exploité et corrompu l'enfance de ces êtres déshérités les abandonne sans direction, sans travail, sans feu ni lieu.

Elle ne peut attendre en retour, d'eux, que ce qu'elle mérite.

Elle a tort, par conséquent, elle est criminelle d'être si implacable à leur égard, lorsque, obligés, par la situation misérable qu'elle leur crée, ils se livrent à des actes de violence et de désespoir.

On est effrayé lorsque, consultant les statistiques officielles, on voit avec quelle rapidité vertigineuse augmente le nombre des prévenus âgés de moins de vingt-et-un ans.

Nous citons ici les termes mêmes du rapport de M. Martin Feuillée, ministre de la justice :

« Une des constatations les plus douloureuses de la statistique, c'est sans contredit l'augmentation, d'année en année, du nombre des prévenus âgés de moins de vingt-et-un ans poursuivis pour délits communs : de 27.081, année moyenne, de 1871 à 1875 et de 29.806 de 1876 à 1880, il s'élève subitement, en 1881, à 34,588, c'est-à-dire 16 0/0 de plus par rapport à la dernière période de 28 0/0 eu égard à la précédente. Ici encore, ajoute le rapport, l'attention des pouvoirs a été mise en éveil par la statistique, et des mesures protectrices de l'enfance, dans son physique comme dans son moral, ont été proposées; plusieurs ont été déjà adoptées (?) et celles dont les Chambres sont saisies ne tarderont pas à l'être. »

Ainsi, il n'y a pas jusqu'aux Feuillée de la bourgeoisie qui ne reconnaissent l'urgence de s'occuper de l'enfance. Seulement c'est une imposture que de faire croire qu'un palliatif quelconque puisse remédier à cet état de choses.

Il n'y a qu'une mesure générale qui en assurant (avec toutes espèces de garantie de contrôle) une éducation soignée à l'enfance et tout ce qui est nécessaire à son entretien, mettra un terme à sa criminalité. Elle diminuera par là même la misère des parents, en mettant un terme à la concurrence que leur font leurs enfants dès l'âge de six ans.

Aujourd'hui nos enfants ont l'instruction gratuite et obligatoire, mais la plupart manquent de pain, de vêtement et même d'habitation.

La nourriture physique de l'enfant doit être prise en considération avant la nourriture intellectuelle, car sans la première ils ne peuvent acquérir la seconde cela est certain.

Aujourd'hui la plupart des prolétaires vivant de leur maigre salaire, et ayant une nombreuse famille, ne peuvent élever convenablement leurs enfants. Un grand nombre d'entre eux, chômant par le manque de travail voient avec douleur s'étioler les leurs, faute de nourriture et d'autres soins nécessaires à l'hygiène.

Combien de milliers de ces petits êtres meurent d'inanition et de froid!

Voici une statistique qu'il est bon de rappeler à cette occasion : Le nombre des enfants fréquentant les écoles et souffrant en même temps de la faim à Vienne, en Autriche, s'élève à plus de 1.500.

Il se passe des jours où ils ne mangent rien et où ils tombent d'inanition durant les classes.

L'auteur d'une enquête faite à ce sujet a relevé le nombre de 119 écoliers des deux sexes ne recevant aucun repas à midi, de 324 autres en étant souvent privés, de 266 n'ayant seulement qu'un morceau de pain le matin, de 184 ne mangeant rien de chaud à midi et de 900 dinant de pain, de café ou de légumes.

D'après les affirmations des instituteurs, cette misère augmente en hiver, ils citent une école où le nombre des enfants affamés dépasse 400.

Le même phénomène existe naturellement dans les autres capitales et centres industriels de l'Europe.

Nous nous réservons de nous livrer à une étude plus approfondie de cette question.

Contentons-nous aujourd'hui de démontrer combien cette revendication est juste et utile à la société.

La justice de cette réforme apparaît avec évidence quand on pense aux millions prélevés sur les prolétaires et dépensés par la nation pour les collèges, lycées, facultés, écoles spéciales où s'instruisent les enfants des riches seulement.

D'un autre côté l'ouvrier est mis dans l'impossibilité de subvenir aux besoins d'une nombreuse famille par l'exploitation capitaliste et les impositions de toutes sortes profitant aux riches ou faites à cause d'eux.

Quant à l'utilité de cette réforme, elle a été démontrée dans une brochure commentant le programme du Parti ouvrier.

Voici comment on s'exprime à ce sujet :

« Loin de grever d'ailleurs la société, l'éducation nationale ainsi entendue et universalisée serait le plus puissant élément de richesse parce que, si nous pouvons nous exprimer ainsi, de tous les animaux l'homme est celui dont « l'élève » rapporte le plus. Tant sait l'homme et tant peut on rend l'homme. Il n'y aurait là qu'une avance dont la société serait couverte au centuple par l'augmentation de la productivité de chacun de ses membres ».

Le Parti ouvrier se sachant dans l'impossibilité d'obtenir des réformes sérieuses avant la Révolution a formulé des desiderata dans son programme, considérés comme des mises en demeure de la classe bourgeoise.

Nous prenons, quant à nous, pour faire une agitation là-dessus, l'art. 6 du programme du Parti ouvrier, ainsi conçu :

Instruction scientifique et professionnelle de tous les enfants mis pour leur entretien à la charge de la société, représentée par l'Etat et par la Commune.

Cette idée, formulée pour la première fois par Lepelletier Saint-Fargeau et présentée par Robespierre à la tribune de la Convention est mûre depuis bientôt un siècle.

Sans attendre la révolution, cette réforme peut se réaliser pendant l'époque de transition et de lutte.

Etant juste dans son essence et nullement utopique dans son exécution, elle est comprise et désirée par tout le monde.

Une agitation créée autour de cette question réussirait parfaitement, et tous les pères et mères de famille, surtout les pauvres, y trouveraient leur intérêt.

P. ARGYRIADÈS.

Toutes les personnes qui ont des renseignements sur la situation précaire des enfants et leurs misères quotidiennes sont priées de nous les adresser, 49, rue de Rivoli, Paris.

CAUSE CÉLÈBRE

Affaire Souhain

Misère sanglante. — Le drame de Puy-Imbert (Limoges). — Une mère qui, poussée par la misère, étrangle ses cinq enfants.

Le procès de la femme Souhain, que le désespoir de misère a réduite à cette extrémité de tuer ses cinq enfants, est déjà connu par le bruit qui a été fait autour.

Néanmoins, pour ceux qui ne le connaissent pas, nous extrayons quelques fragments du compte-rendu fait par le citoyen Lucien Perrin, et publié par l'*Égalité*.

La plaidoirie en faveur de l'accusée a été publiée in-extenso par l'*Égalité*. Des amis nous ont vivement engagé à la publier de nouveau (1).

(1) Nous avons reçu de partout de nombreuses félicitations à propos des idées émises en pleine Cour d'assises dans notre plaidoirie, mais par contre, nous avons reçu une lettre dont l'auteur se promettait de nous écorcher tout vif.

Voici une lettre publiée dans l'*Egalité* aussitôt après le procès. Elle nous a d'autant plus touché que nous n'avons pas le plaisir de connaître personnellement le citoyen Boutaric.

AU CITOYEN LAVIGNE

Secrétaire de la fédération nationale des syndicats de Bordeaux.

Je viens de lire dans l'*Egalité* du 16 août la plaidoirie du citoyen Argyriadès au sujet de l'affaire Souhain de Limoges. A mon avis, j'estime que cette belle page doit passer sous les yeux de tous les socialistes, je demande à ce qu'elle soit imprimée et qu'elle soit répandue et affichée dans toute la France socialiste, par les soins des chambres syndicales.

Il arrive parfois qu'aux séances du Parlement, quelques députés bourgeois croient se distinguer parce qu'ils ont fait un pas vers ce qu'on est en droit

Le Procès

Suivant son rôle, le ministère public, par l'acte d'accusation, charge à l'excès la malheureuse accusée. Mais voyons ce que dit celle-ci pour sa justification.

La vérité doit sortir de la bouche de cette mère affolée, qui, elle au moins, n'a ni le temps ni la liberté d'esprit nécessaires pour préparer ses réponses.

Quand on l'interroge, elle parle comme les idées lui viennent, quelquefois sans suite, et en ayant l'air de se contredire.

Mais cela est-il étonnant, quand on songe au caractère surhumain des actes exécutés ?

Et quant à moi, je vous affirme que je ne crois pas que cette femme soit une menteuse !

Le 10 avril (lendemain du meurtre).

— Je reconnais avoir volontairement donné la mort à mes cinq enfants. Mon mari a été arrêté, samedi dernier, pour vol de plomb et condamné à 48 heures de prison. Cette circonstance, et la misère dans laquelle je me trouvais, moi et ma famille depuis longtemps sont la cause de ma détermination.

Mon mari n'avait pas de travail régulier depuis dix mois environ ; quant à moi, je triais des chiffons et je gagnais tantôt quinze centimes, tantôt vingt centimes par jour.

Je recevais *cinq métrés* de pain (20 livres pour sept bouches) *par mois* du bureau de bienfaisance. J'avais aussi des jetons qui me permettaient de prendre ma nourriture aux fourneaux économiques, mais tout cela était loin de me suffire pour moi et les miens...

Le 11 avril. — Je voulais me donner la mort et mourir avec mes enfants, mais malheureusement je n'ai pas eu le temps de mourir! ..

Je n'avais pas le sou, pas de ressources, je ne pouvais même pas donner la soupe à mes enfants : mon mari avait été conduit en prison :

d'appeler leur devoir, en votant quelque loi d'intérêt général, alors la majorité propose l'affichage dans toute la France, qui est toujours à la charge du contribuable : eh bien, nous pauvres, est-ce que nous laisserions passer une aussi belle occasion d'étaler à côté de leur charlatanisme le beau discours de notre ami Argyriadès ? Ce sera un premier pas vers notre émancipation, il faut faire voir que nous existons et que la tâche que nous poursuivons n'a rien de commun avec celle de nos parlementaires qui foulent aux pieds les plus sacrés de leurs engagements.

La dépense sera bien faible, et je crois que, solidairement nous y suffirons, vous, cher ami, vous êtes placé de façon à mettre cette idée à exécution : j'ai tout lieu d'espérer que vous ferez tout votre possible afin d'arriver à un résultat sans aucun retard.

Je vous envoie mon salut bien fraternel.

MARX BOUTARIC.

j'ignorais quand il rentrerait... le commissaire m'a dit de monter au parquet; mais comme j'étais sale, venant de trier mes chiffons et que je ne sais pas parler comme il faut, je n'ai pas osé aller demander à ces messieurs où était mon mari...

Je suis allée alors demander aux sœurs de Saint-Michel : elles m'ont répondu qu'elles n'avaient rien à me donner; sœur Clémence n'avait déjà donné trois francs il y a huit jours; cet argent avait servi à acheter du pain; il en restait à peine de quoi faire une soupe...

Le 15 avril. — J'ai vendu ma chèvre 8 francs, à Mme Lafond, et avec l'argent, j'ai acheté des effets pour mes petits, des bérêts et des bonnets, et une chemise pour mon petit âgé de six ans, puis des blouses pour mes deux petits.

J'ai acheté ensuite cinq paires de bas pour mes cinq enfants et une paire de bas pour moi, le tout à très bon marché, il ne me restait plus un sou des 8 francs de ma chèvre.

D. — Pourquoi acheter cela plutôt que de la nourriture?

R. — Parce que mes pauvres petits étaient tout nus.

D. — Aviez-vous fait part à quelqu'un de cette détermination?

R. — Oui, à plusieurs voisines : si quelqu'un à ce moment-là m'avait pris mes enfants, on leur eût sauvé la vie.

Je suis rentrée chez moi vers une heure : alors j'ai commencé à faufiler les pantalons de mes gamins, et ensuite la robe de mon petit dernier.

Le mercredi d'avant, j'avais fait la robe de ma fille Marie que je comptais emmener aux Rameaux; puis j'ai remis des boutons à la robe de ma petite Marguerite.

Le soir, je les ai habillées à la lueur d'une bougie de quatre sous.

La veille, j'avais saigné ma seule poule avec mes grands ciseaux : c'est ma fille Marie qui l'a plumnée à la nuit; j'ai mis cette poule dans la brasière, et j'ai fait du feu avec ce qui me restait de bois dans le cabinet...

D. — Vos enfants étaient-ils habillés, quand ils ont soupe?

R. Oui. — On avait acheté deux bouteilles de vin avec le prix de deux douzaines d'œufs que m'avait pondus ma poule...

Nous avons bu à peine une bouteille de vin, mes enfants et moi : on a dû trouver quatre verres sur la table et une tasse où a bu ma petite Marguerite...

D. — Aviez-vous informé vos enfants de votre intention de les tuer?

R. — Oui, je leur avais dit à tous en soupant; du reste, mon petit Pierre, âgé de 6 ans, était avec moi quand j'ai dit, avant la nuit à Mme Bayraud que nous allions tous mourir; et il répondit à cette dame *que ça ne lui faisait rien!*

Quand la nuit vint, je dis aux enfants : Allons, il faut mourir! habillez-vous!

Pierre l'aîné me demanda alors ses pantalons et sa blouse, il s'habilla tout seul; puis il choisit le bérêt qui convenait le mieux à sa tête.

Ma fille Marie s'habilla aussi; et je lui plaçai ses cheveux sous son bonnet blanc.

Pierre deuxième s'habilla aussi tout seul; je n'eus qu'à attacher une épingle à son pantalon pour le retenir; j'habillai le tout petit Jean-Baptiste, pendant que Marie commençait à habiller Marguerite...

Quand tous furent prêts, nous nous mîmes à table.

Pour moi, comme je n'avais d'autres habits que ceux que je porte tous les jours, je n'eus pas à m'habiller.

C'est moi qui ai découpé la poule: les enfants mangèrent gaiement comme d'habitude.

Moi, je mangeai très peu, tant j'avais de peine!

Puis je leur dis: « Allez coucher, mes enfants! » et je les embrassai...

Puis elle tua ses enfants, comme il est raconté dans l'acte d'accusation. (Voir *l'Égalité* du 13 août 1889).

— « Quand les cinq enfants ont été morts, j'ai mis des draps propres sur leurs corps; la bougie s'est finie alors, et je me suis trouvée dans l'obscurité...

Comme il faisait noir, je n'ai pas pu retrouver la corde que j'avais préparée pour me pendre...

Quand le jour vint, je me suis frappée au cou et aux poignets avec les ciseaux et le couteau, et j'ai passé la tête dans le nœud coulant; mais mes pieds touchant à mon lit, la corde étant trop longue, je n'ai pu réussir.

Puis, j'ai allumé un réchaud pour m'asphyxier, et après avoir mis une coiffe blanche sur ma tête *pour mourir proprement*, je me suis couchée à côté de mon petit Jean-Baptiste et j'ai attendu la mort... »

On sait que la mort n'est pas venue, et voilà la malheureuse mère devant les jurés.

L'audience.

Dès 7 heures du matin, les abords du Palais de Justice sont envahis par une affluence extraordinaire de curieux.

De grandes mesures d'ordre ont été prises; on a fait un déploiement de troupes considérable.

A neuf heures vingt minutes, l'huissier annonce la Cour qui pénètre dans la salle des audiences, où les avocats ont déjà pris place.

Président : Bozon.

Avocat général : Pironneau.

Avocats défenseurs : Argyriadès et Fayout.

On introduit alors l'accusée dont l'entrée dans la salle cause une profonde émotion.

Jeanne Delhoume, femme Souhain, est une journalière âgée de 42 ans seulement, mais la misère autrefois et les souffrances morales et physiques qu'elle endure depuis son crime, l'ont beaucoup vieillie.

Elle est vêtue d'une sorte de marmotte grise et pleure abondamment.

Par instants, pour répondre aux questions qui lui sont adressées, elle est forcée de découvrir son visage, et l'on voit alors que l'ensemble de sa physionomie n'a rien d'antipathique.

La face est pâle et fait ressortir encore l'éclat de ses yeux noirs.

Elle souffre beaucoup et très visiblement.

Dès que le silence, troublé par l'effet de l'entrée de la femme Souhain, est rétabli, le greffier lit l'acte d'accusation.

Ce document, tissu d'exagérations est gonflé de toute la haine qui anime le parti bourgeois contre les malheureux. Dans cette pièce lugubre du procès, l'esprit de vindicte de la race exploitante transpire à chaque ligne. Nous n'y reviendrons pas; ce n'est qu'un des tristes détails de cette affaire où l'on verra sans cesse le parasitisme écrasant ses victimes et poursuivant — quelle ironie! — la vengeance du crime qu'il a provoqué.

L'interrogatoire de l'accusée.

Le Président. — Accusée, levez-vous!... Serrez vos deux mouchoirs dans votre poche!

La malheureuse femme répond d'une voix faible, entrecoupée de sanglots.

Le Président. . Vous avez eu cinq enfants, et l'accusation vous reproche de les avoir tous assassinés.

R. — C'est l'arrestation de mon mari qui m'a poussée au crime.

D. — Vous avez dit que c'était l'état de misère où vous vous trouviez, et que vous vouliez vous suicider. Alors pourquoi ne pas vous tuer seule? Vous n'avez fait qu'une ridicule (?) comédie en simulant l'intention de vous tuer.

N'aviez-vous pas le moyen de lutter contre cette misère?... L'accusation vous confondra en montrant que votre état de misère n'était pas de nature à vous faire perdre la raison.

Déjà en 1883, votre mari avait été condamné pour vol, et ce jour-là, vous n'avez pas essayé de vous tuer; ne dites donc pas que c'est le déshonneur qui vous a poussée.

M^e Argyriadès. — C'est l'accusation que vous faites là?

Le défenseur veut parler, mais le président, horriblement violent, l'apostrophe sans aucune mesure, et lui retire la parole.

D. — Vous êtes d'une bonne famille de la campagne, mais, depuis votre enfance, vous avez montré un caractère violent et emporté.

C'est à dix-neuf ans que vous avez épousé Jean Souhain. Vous auriez pu rester à la campagne au lieu de venir à Limoges, on y trouve plus aisément à vivre que dans la ville.

Comme le président s'écarte encore de la ligne impartiale que son caractère lui commande, M^e Argyriadès demande pourquoi l'on a supprimé le résumé du président.

Le président, furieux, le rudoie avec une violence inouïe et le menace des foudres de la loi.

M^r Argyriadès ne se laisse pas intimider, et répond alors qu'il est fort de son droit : le droit sacré de la défense.

L'incident clos, l'interrogatoire reprend.

D. — Vous brutalisiez vos enfants ?

R. — C'est faux !

D. — Un jour, vous avez voulu étrangler une femme et vous avez même battu son mari ?

R. — Non.

D. — Vous avez toujours la menace à la bouche.

R. — Jamais.

D. — Pourquoi ne vivez-vous plus avec votre belle-mère ?

R. — Je ne sais pas.

D. — Elle dit que vous maltraitez vos enfants, et que vous la battiez elle-même.

R. — Non.

Le président prétend qu'elle n'a rien fait pour travailler et chasser la misère.

— Mais je ne trouvais pas d'ouvrage ! répond avec élan l'accusée.

Le président continuant à attaquer avec une violence révoltante l'accusée, M^r Argyriadès se lève, et dit pour la troisième fois au président qu'il entrepasse ses droits en faisant un réquisitoire semblable, et proteste cette fois au nom du droit contre la manière d'agir du président.

Le président tente enfin de formuler une singulière théorie : l'accusée n'aurait eu qu'à habiter, suivant lui, avec sa belle-mère pour ne point manquer de pain. Mais l'accusée n'a pas de peine à faire sentir l'absurdité de cette allégation.

Quand elle s'adressait à la charité publique, on ne lui donnait presque rien.

On lui a refusé du pain au bureau de bienfaisance !

— On m'a donné, dit-elle, des petits sabots. D'autre part, les religieuses m'ont accordé quelques secours pour mon dernier né, mais voilà tout.

D. — Le boulanger a dit qu'il vous donnait du pain à crédit.

M^r Argyriadès proteste.

R. — Le boulanger et sa femme m'ont refusé du pain ! (*Sensation*).

D. — Mais votre beau-frère ne gagne qu'un franc cinquante par jour et il nourrit ses six enfants et sa femme avec cette somme (!)

Un franc cinquante par jour pour huit personnes. On sent combien le président doit être hors de lui pour arriver à dire sérieusement de pareilles insanités.

M^r Bozon rappelle les circonstances de l'arrestation de Jean Souhain, que nous avons déjà fait connaître.

Il pose d'autres questions à l'accusée, mais elle ne répond pas et pleure abondamment.

La séance est levée.

A la reprise de l'audience, M^e Argyriadès demande à M. le président la permission de poser quelques questions à l'accusée :

M^e *Argyriadès*. — Qu'est-ce que mangeaient vos enfants ?

R. — Du pain et de la soupe.

D. — Est-ce la crainte de l'avenir qui a pu vous effrayer ?

R. — Oui, je craignais de manquer bientôt de pain.

D. — Est-ce que le commissaire de police ne vous a pas menacée de vous mettre en prison ?

R. — Si monsieur.

D. — Combien gagniez-vous par jour ?

R. — Environ quatre sous par jour, ..

Audition des témoins.

On a interrogé plusieurs témoins dont les dépositions étaient insignifiantes, en voici quelques-unes :

Crepin Ennezzer (garde-champêtre). — Je me transportai sur les lieux à la requête qui m'était faite, et je vis, par la porte, l'enfant qui me parut mort.

Alors, je n'hésitai pas à défoncer la porte et je courus aux lits pour tâter les enfants ; ils étaient tous morts.

Je fis lever la femme Souhain ; à côté du lit je remarquai une tache de sang et je vis son poignet ensanglanté.

Je lui dis : rendez-moi vos armes. Vous êtes une misérable ! Vous avez fait ce qu'une bête n'aurait pas fait.

Je lui représentai alors la colère de son mari à son retour ; elle me répondit : « Il sera au contraire très content ; il voudrait bien me voir avec deux kilos d'arsenic dans le ventre.

M^e Fayout.

Demande au garde si l'on pouvait mourir d'étouffement par la fumée qui emplissait la chambre.

R. — Je ne sais pas, répond le garde. Ça ne m'est jamais arrivé (On rit).

M. *Picot commissaire de police*, prétend qu'il n'a jamais menacé la femme Souhain de la prison, et qu'il lui a seulement demandé d'où provenait une certaine chaîne trouvée dans son domicile.

M^e Fayout dit avec raison que l'accusée a pu comprendre qu'elle était menacée de la prison.

M^e Argyriadès regarde comme fort possibles les menaces du commissaire de police, le juge d'instruction, dit mon confrère, n'a pas inséré cette affirmation de l'accusée.

Le président interpelle Argyriadès et lui dit qu'il n'a pas le droit de mettre en suspicion ce qu'a fait le juge d'instruction.

— J'ai le droit de tout dire quand il s'agit d'une tête, répond énergiquement Argyriadès.

Madame veuve Ehrard. — Le boulanger, dit-elle, lui a refusé du pain, sous prétexte que *la famille est trop nombreuse*, qu'il faut trop de pain, et qu'il pourrait *s'enfoncer*, en lui faisant crédit.

Madame Lasnier. — Elle m'a dit : un jour vous verrez les volets fermés, c'est que je me serai tuée avec mes enfants, n'ayant plus de pain.

Le propriétaire Picot, a eu l'audace de dire que s'il avait su que ces gens-là fussent aussi malheureux, il ne leur aurait pas loué.

M. Souhain, sur question de M^e Argyriadès affirme que la femme Souhain aimait beaucoup ses enfants.

M. Serran fait une déposition analogue.

Le réquisitoire.

Après un préambule exagéré au plus haut point, M. l'avocat général raconte une foule de cancan sur l'enfance de l'accusée.

A son avis, elle serait violente et peu intelligente.

Il s'étend longuement sur les conditions dans lesquelles les enfants Souhain ont suivi le catéchisme, sans remarquer que l'on se demande avec stupéfaction quel rapport cela peut bien avoir avec l'affaire ?

Enfin, il reproche à l'accusée d'être fière. Pourquoi n'a-t-elle pas voulu accepter l'aumône d'un boulanger qui lui avait d'abord refusé du pain ?

M^e Pironneau expose de singulières théories : les Souhain n'étaient pas malheureux, s'il faut l'en croire, puisqu'ils avaient bonne mine.

Ils avaient si bonne mine, dit-il, qu'on les admirait sur les carreaux de la morgue.

On murmure dans l'auditoire. On trouve que ces arguments ne témoignent pas en faveur de l'intelligence de M. l'avocat général.

Mais, sans se laisser démonter, M^e Pironneau entre dans le détail du vol de plomb et de zinc commis par Jean Souhain et parle de la chaîne trouvée chez l'accusée.

Les murmures augmentent, car l'orateur sort complètement de la question et parle en somme inutilement.

Il revient alors sur le nourrisson. Pour lui tout le monde vivait grassement sur ce nourrisson.

Ce n'est pas la misère, à son avis, c'est l'orgueil qui aurait poussé la femme Souhain au crime.

Elle avait honte de la misère, et voilà tout.

Il réclame la peine de mort parce que, suivant ses propres paroles : « Si vous épargnez la femme Souhain, toutes les femmes malheureuses vont tuer leurs enfants. »

On ne saurait plus mal abuser de la note mélodramatique.

Plaidoiries.

M^e Argyriadès, l'avocat socialiste en réponse, fait vigoureusement, et avec une profonde sincérité, le procès de la société actuelle, la grande coupable, dans le crime horrible, imputé à la femme Souhain.

Nous publions *in extenso* cette magnifique théorie socialiste, à l'issue de laquelle l'audience a été levée.

Plaidoirie de M^e Argyriadès.

Messieurs de la Cour,
Messieurs les jurés,

J'avoue que la tâche que je me suis imposée est au-dessus de mes forces.

Cependant, m'étant voué aux idées et aux principes qui doivent régénérer la société, à défaut de talent et d'éloquence, la foi inébranlable que j'ai en eux puisqu'ils se basent sur la science, me donnera assez de force et de courage pour arriver au but que je me suis proposé.

D'ailleurs, Messieurs, je ne suis pas seul. Je suis heureux d'avoir mon honorable confrère Fayout comme co-défenseur auquel je rends hommage et au dévouement qu'il a montré dans cette affaire. C'est lui qui ayant pu étudier le dossier mieux que moi, entrera dans l'examen des faits et démontrera par des preuves irrécusables que notre cliente a cédé à la misère et à la folie et réduira à néant l'accusation.

Ma tâche est de vous démontrer que non seulement Mme Souhain n'est pas une criminelle, mais bien une malheureuse victime de notre mauvaise société, la seule et vraie criminelle qui, sciemment, laisse des misères aussi criantes, aussi noires, aussi abominables que celle de la famille Souhain, sans prendre aucune mesure efficace pour en tarir la source. Je ne m'occuperai pas de toutes les exagérations de M. l'avocat général. Je lui demanderai seulement : Peut-il nous déclarer sur sa conscience que Mme Souhain aurait commis son crime, si elle avait été heureuse, si elle ne s'était pas trouvée dans la misère.

Il trouve que la famille Souhain n'était pas assez dans la misère puisqu'elle avait encore un gîte et qu'aucun enfant n'était encore mort de faim.

« Bien des chiens sont mieux nourris que ne l'étaient mes enfants, nous disait en pleurant la femme Souhain — rapporte un journaliste — il y a bien deux mois que je n'avais pu leur donner de soupe à la graisse, ils mangeaient leur pain sec trempé dans l'eau, et mon mari et moi restions sou-

vent deux jours sans manger pour ne pas diminuer leur part ».

Que faut-il donc après cela à Monsieur l'avocat général pour se déclarer vaincu, pour reconnaître la misère des prolétaires? Veut-il que les parents pauvres, suivant le mot de Swift « en soient réduits à manger leurs enfants comme des cochons de lait ». Veut-il que les rues de nos villes soient jonchées des cadavres de ceux qui meurent d'inanition et de ceux qui se suicident de désespoir? Ne lit-il donc pas quotidiennement les faits divers des journaux pour constater combien succombent par misère?

Jamais le dénuement dans les classes ouvrières n'a été plus complet. Pendant le procès de Decazeville, la femme Pendariès avouait devant son mari lui-même qu'elle s'était livrée à la prostitution parce que ses enfants n'avaient pas mangé depuis deux jours!

Mme Souhain a commis, il est vrai, un acte de folie, mais à quel supplice ne s'est-elle pas soumise pour en arriver à un pareil acte de désespoir?

Et n'ayant pas réussi à se suicider, comme elle l'a tenté, quelle est, et quelle sera désormais son existence toute enflière, sinon une torture cuisante, terrible et perpétuelle?

A aucune époque de l'histoire, messieurs, la misère et les privations des prolétaires ne sont arrivées à un état aussi aigu, aussi senti qu'aujourd'hui.

On chercherait vainement, en effet, dans les chroniques du passé, un acte de désespoir aussi terrible, aussi navrant que celui de Mme Souhain. L'humanité, cependant, a vu bien des abominations, bien des calamités, mais, il y avait une certaine logique à ces choses. Aussi, j'affirme hautement que jamais l'imbécillité humaine n'a été plus grande qu'aujourd'hui. Il y a eu l'esclavage, mais le maître des esclaves était obligé et même intéressé à leur conservation. Il les nourrissait et les faisait soigner aussi bien qu'il nourrissait ses enfants, ou du moins comme ses bêtes. Aujourd'hui, l'esclavage existe encore, c'est le salariat, mais le maître a été affranchi de toute obligation envers ses esclaves. Pour un morceau de pain, il en trouve autant qu'il en veut, et, quand il n'en a

plus besoin, il les renvoie, malades ou bien portants, jeunes ou vieux, qu'importe !

Il ne s'en inquiète pas même comme de ses machines qu'il entretient soigneusement de crainte qu'elles ne se rouillent. Que dis-je ?

On s'occupe moins des travailleurs dans la société actuelle que des animaux eux-mêmes, puisque les chevaux d'omnibus de Paris ont une campagne où l'administration les soigne pendant leurs maladies et leurs convalescences !

Il y avait autrefois des disettes et des famines dues aux intempéries et au manque de communications, mais, au moins, elles étaient naturelles et générales ; tout le monde en souffrait ; on mourait peut-être de faim, mais d'avance, chacun se résignait, puisque c'était le sort de tous. Aujourd'hui, au contraire, le mal est factice. C'est au milieu de richesses incalculables, au milieu d'une surabondance extraordinaire qu'on meurt littéralement de faim. Et ce qui est plus incompréhensible encore c'est que plus les richesses s'amoncellent d'un côté, plus la misère et la détresse augmentent de l'autre. Plus le peuple produit, et plus il rend son sort misérable. A-t-on jamais vu pareil paradoxe ? Et cependant ceci est une vérité scientifique incontestable. Vérité que les plus rétrogrades constatent eux-mêmes avec étonnement. Il n'y a rien d'étonnant cependant, car de nos jours on produit à l'aveugle, sans connaître les besoins éventuels de la société. Aussi qu'arrive-t-il souvent ? Il arrive qu'il y a trop de production, que les magasins et les dépôts regorgent de produits sans trouver d'acheteurs.

On peut produire à l'infini des cercueils, mais on ne peut en vendre qu'un nombre égal aux personnes décédées. Il y a donc forcément surproduction dans ce cas.

C'est alors qu'une crise noire, commerciale et industrielle sévit sur tout le monde civilisé.

Quels sont ceux qui souffrent le plus pendant cette crise ?

Ce sont justement ceux-là qui ont travaillé pour produire ces richesses car les industriels et capitalistes ne pouvant écouler leurs produits sont obligés de congédier leurs ouvriers et autres salariés. Voilà donc des milliers de travail-

leurs sur le pavé dépourvus de toute ressource pour se soutenir ainsi que les leurs, ce qui prouve la véracité du paradoxe suivant : Plus les ouvriers produisent, et plus il rendent leur situation misérable.

Ainsi que vous le voyez donc, messieurs, le mal de misère n'est pas naturel, mais social et factice, et quoique signalé par la science, il y a déjà plus de cinquante ans, la classe qui nous gouverne n'entend pas mettre fin à cet état de choses, parce qu'elle en vit. Aussi le mal s'accroît chaque jour davantage et amène des drames comme celui qui nous occupe, lesquels tôt ou tard, seront vengés par une révolution réparatrice et émancipatrice. Je dis « vengés » parce qu'il n'est pas permis de voir des iniquités et des inégalités aussi criantes que celles qu'on voit dans notre milieu social.

Il n'est pas permis qu'une minorité infime de fainéants dispose abusivement des richesses qu'ils ont volées à ceux qui les ont produites, et que la société laisse mourir dans la détresse des milliers et des milliers d'enfants pour avoir de quoi protéger la digestion de ces voleurs du capitalisme.

Réfléchissons bien, messieurs et considérons au point de vue philosophique, l'acte désespéré de Mme Souhain. Elle a simplement délivré ses pauvres petits des transes de la faim et de la servitude perpétuelle. Elle les a délivrés d'un monde qui réserve aux travailleurs tous les désagréments de la vie et toutes les tortures, et aux non-travailleurs toutes les aises et toutes les jouissances. Mme Souhain n'a pas voulu que ses enfants deviennent les esclaves des capitalistes. Elle n'a pas voulu que ses fils soient de la chair à canon qui doit protéger les propriétés des riches. Elle n'a pas voulu que ses filles deviennent de la chair à plaisir, qu'elles soient livrées aux hontes du trottoir, peut-être, offrant leurs corps pour un morceau de pain. Elle n'a pas voulu, enfin, réserver à ses enfants pour leur vieillesse, le sort de tant de travailleurs qui, après avoir produit toute leur vie pour les autres, et trop vieux pour trouver de l'ouvrage, n'ont ni feu ni lieu, et sont condamnés à la prison pour vagabondage.

Quelle émotion n'ai-je pas ressentie, messieurs, devant le

cas naïrant d'un vieil ouvrier, Jean Vaton qui comparais-
sait récemment devant le tribunal de Marseille.

Il avait tenté de voler des bouteilles vides pour se faire
arrêter, et il suppliait le Tribunal de le condamner afin de
pouvoir rétablir sa santé en prison.

Partageant l'émotion du public présent à l'audience, le
Tribunal accorda un mois de prison au pauvre vieux.

Peut-on imaginer rien de plus triste ! Des magistrats qui
sont forcés, par le milieu social dans lequel nous vivons, de
condamner un malheureux à la prison, non pas pour le punir,
mais par charité, par humanité !

Combien d'autres malheureux se sont trouvés et se trou-
vent dans le cas du pauvre vieux Vaton.

Voici un exemple tout récent que je trouve dans le *Petit
Marseillais*, du 6 août.

Paris, 6 août. — Ce matin on a retiré de la Seine, en avant
du pont de l'Alma, le cadavre d'un individu paraissant âgé
d'environ 50 ans, un billet trouvé sur lui était ainsi conçu :
« Rue du Rocher, 91 ; je me donne la mort. Je me trouve sans
travail et sans ressources, je préfère mourir, j'ai cherché du
travail et l'on me trouve trop âgé ».

Si l'accusée Souhain n'a pas réfléchi froidement au moment
de les tuer à toutes les misères qui attendaient ses pauvres
enfants dans la vie, elle les a comprises instinctivement, car
notre instinct irréflechi est plus prompt que notre réflexion
raisonnée.

Quoique ce fait soit inconscient, il a sa logique terrible,
mais vraie.

Ne sont-ils pas heureux, ces pauvres petits, de n'avoir pas
connu l'affreuse lutte pour l'existence dans notre société de
tigres et de fauves ?

La vie n'est qu'une torture affreuse, un enfer continu pour
les prolétaires, et la mort est mille fois préférable.

« Après tout, les plus à plaindre,

« Ne sont pas ceux qui s'en vont », a dit le poète socialiste.

Les enfants Souhain ne souffriront plus de toutes les pri-
vations matérielles dont souffrent les déshérités de la for-
tune, ni de toutes les misères morales qui en découlent, ils

● n'auront pas la rage au cœur de voir que notre triste monde est à rebours de ce qu'il devait être, et que le mensonge et la duplicité sont les bases de la société actuelle.

Mensonge, lorsqu'on écrit dans les codes que la justice est gratuite en France, alors qu'en réalité il n'y a pas de justice pour le pauvre contre le riche. Et, par conséquent, mensonge aussi *l'égalité devant la loi*.

Mensonge, la liberté du travail, puisque les patrons peuvent impunément priver de travail telle catégorie d'ouvriers qui leur déplaît, ainsi qu'on l'a fait aux mines d'Anzin et à Decazeville pour les ouvriers syndiqués.

Mensonge aussi, la liberté de la presse, puisqu'en réalité les riches seuls peuvent fonder et publier des journaux, et que le *Silence aux pauvres* de Lammenais et une vérité incontestable.

Mensonge, la liberté de conscience puisqu'un Chagot quelconque peut impunément la violer et même avec l'assentiments de nos gouvernants.

Mensonge, toutes les libertés des prolétaires.

Comble de mensonge, la devise de la République : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Comment oser parler d'égalité, lorsque des accapareurs millionnaires qui plongent toute une nation dans le malheur, restent impunis, tandis qu'en vertu d'une loi barbare, de pauvres vieux ouvriers sont condamnés comme vagabonds parce qu'ils n'ont pas de gîte.

D'ailleurs, messieurs, on est mal venu de reprocher à madame Souhain l'acte qu'elle a commis, puisqu'elle n'a fait que se conformer aux préceptes des économistes bourgeois. Elle n'a fait que se conformer à la morale de la classe gouvernante qui défie Malthus, qui a dit, *qu'il n'y a pas de place pour les malheureux au banquet de la vie, et qu'ils doivent prendre leur parti ou de créer de faim ou de se suicider*.

Lorsque, pour justifier l'exploitation de l'homme par l'homme, on est allé jusqu'à inventer des sophismes aussi monstrueux, lorsque les législateurs de notre société approuvent et considèrent comme de la science de pareils sophismes,

on est mal venu, je le répète, on est criminel de vouloir punir ceux qui se conforment à leurs conseils.

Et qu'on ne dise pas que nous calomnions les gouvernants.

Voici ce que dit le maître de Malthus :

« Le fléau des Etats étant l'excès de population, la sagesse des législateurs consiste à *puiser dans l'humanité des moyens raisonnables de s'en délivrer.* »

« Non, en vérité, je n'exagère rien, dit Pierre Leroux, ne sait-on pas que l'infanticide aux frais de l'Etat a été publiquement demandé en Angleterre par les disciples de Malthus! »

Après avoir prêché aux pauvres la continence, le célibat, et défendu le mariage, avant trente ans, ils ont inventé ce qu'ils appellent des *checks* ou obstacles artificiels à la population.

Pour empêcher l'accroissement de la population, les disciples de Malthus sont allés jusqu'à publier des brochures dans lesquelles il est gravement conseillé aux mères de consentir à ce que chaque troisième ou quatrième enfant nouveau-né soit enfermé dans une boîte, faite exprès pour y être asphyxié par le gaz carbonique ou tout autre gaz délétère! Un médecin d'un grand renom, en Allemagne, a sérieusement proposé l'émasculature. Et cette question a été agitée dans le monde savant et dans les sociétés, avec une chaleur qui tenait de la démence.

Je me demande, quand une école en est à proposer un *massacre annuel des innocents* dans toutes les familles dont la génération dépasserait le nombre fixé par la loi, que doit être pour cette école la fraternité et la solidarité?

Quand la pensée humaine est ainsi humiliée devant ce qu'elle appelle une loi fatale, une loi de la nature, une loi insurmontable, quand toute confiance dans les destinées de l'humanité est éteinte, que voulez-vous que l'homme éprouve pour les souffrances de ses semblables?

Egoïsme et extermination!

Loi naturelle, nous dit-on, messieurs! Et des savants comme Hæckel, des savants stipendiés de Bismarck et des capitalistes, se basent sur le système de Darwin pour justi-

fier l'écrasement et l'exploitation de la classe prolétarienne par la classe capitaliste. C'est, disent-ils, la loi naturelle du plus fort sur le plus faible.

Loi naturelle dans notre société ?

Allons donc !

Est-ce qu'une armée composée de centaines de mille hommes qui protègent les biens des riches,

Est-ce que les gendarmes et les tribunaux correctionnels, une terreur en permanence, contre le pauvre en faveur du riche,

Est-ce que tout cela est de la loi naturelle ?

Dans la société humaine telle qu'elle existe aujourd'hui, tout est, au contraire, à rebours de la loi naturelle. Ce sont les plus faibles physiquement qui oppriment et mangent les plus forts. Ce sont les corrompus, les scrofuleux et les syphilitiques qui font la loi aux hommes sains et bien portants.

Nous voulons bien de la loi naturelle, mais nous la voulons complète.

Qu'on n'envoie pas de bataillons contre les grévistes, et nous verrons si les prétendus requins de notre société seront assez forts pour manger le prétendu menu fretin qu'ils mangent si bien actuellement, avec l'aide des soldats et de la loi.

Je suis obligé d'entrer dans tous ces détails, messieurs les jurés, pour vous prouver ainsi que je l'ai dit en commençant, que la société actuelle seule, est coupable et responsable du terrible drame qui nous occupe.

On nous a parlé de charité et d'assistance publique.

Jamais le cœur des gouvernants n'a été plus féroce et plus cruel qu'aujourd'hui.

Ce qu'on n'a pas fait au temps des patriarches juifs lorsqu'on cédait son droit d'ainesse pour un plat de lentilles, ce qu'on n'a pas osé faire du temps des Romains lorsque les différents créanciers d'un débiteur pouvaient se partager les membres de ce débiteur insolvable ou le vendre *trans Tiberim*.

Eh bien ! messieurs, on l'a fait sous notre troisième République.

Une loi du 26 juillet 1883, loi que je ne qualifierai pas, car elle est inqualifiable, punit comme voleur, celui qui, moribond,

de faim et de désespoir, entre dans un restaurant pour se réconforter sans pouvoir payer.

Lorsque des restaurateurs l'ont arrêté en vertu de cette loi des moribonds comme nous en avons vu ;

Lorsque le propriétaire des Souhain déclare avec franchise d'ailleurs, qu'ils ne croyait pas que ces gens-là (les Souhain) fussent aussi malheureux car s'il les avait connus, il est certain qu'il ne les aurait pas pris, comment nous fera-t-on croire qu'un boulanger, comme on a voulu le prétendre, aurait fait crédit à la famille Souhain, qui n'a de crédit nulle part.

Cette prétention est tellement fausse que Souhain engagea un jour sa montre en argent chez un boulanger afin qu'il lui donnât du pain pour 2 fr. 50.

La vérité est donc ainsi que me l'écrivit quelqu'un de Limoges, lorsque je me trouvais à Marseille, que Mme Souhain n'avait de boulanger que lorsqu'elle avait de l'argent.

L'assistance publique, aujourd'hui, n'est faite que pour créer des sinécures à quelques privilégiés de la bourgeoisie, directeurs, administrateurs, etc. mais quant à venir en aide à ceux qui souffrent c'est autre chose. •

D'après les rapports des administrateurs des bureaux de bienfaisance de Paris, il est établi que la moyenne de secours que cette âme de la charité publique distribue, n'est pas même, pour chaque famille indigente *de cinq centimes par jour*.

Cette proportion existe aussi à Limoges, puisque Mme Souhain ne recevait que 4 kilogs de pain par mois.

Or, je me demande si, dans ces conditions, on a le droit de lui reprocher son acte de désespoir.

La société fait-elle quelque chose en dehors de ce sou par jour en faveur des enfants pauvres.

Point.

Si elle s'en occupe, c'est pour les tuer.

C'est là justement où cette société maudite nous apparaît avec plus de hideur et de dégradation que toutes les sociétés du passé,

Pendant qu'impunément elle laisse les Rotschild voler

400 millions à la nation en une semaine (ainsi qu'ils l'ont fait pendant la guerre), la société fait des économies sur l'entretien des enfants assistés et en fait ainsi mourir 95 sur 100.

95 sur 100, messieurs!

Voici, en effet, une statistique qui le prouve :

« Sur les enfants élevés dans les hôpitaux où ils sont nourris artificiellement, il en meurt 75 à 80 sur 100 avant la troisième année, et le nombre de ceux ainsi élevé qui décèdent avant d'arriver à un âge où ils peuvent gagner leur vie, est au moins de 95 sur 100. »

L'enseigne proposé par Lord Brougham :

« Ici l'on fait mourir aux frais du public » ne sera pas du tout déplacée à ces hôpitaux.

Les enfants qui sont à la charge de l'Assistance publique de Paris sont si bien condamnés d'avance à la mort que — horrible détail! — les berceaux qui les reçoivent lorsqu'on les livre à des nourrices à bon marché sont faits de manière à servir de cercueils à ces pauvres petits innocents dont la mort est escomptée d'avance.

Savez-vous, nous dit un auteur, pourquoi on préfère à l'hospice l'allaitement au biberon à l'allaitement par les nourrices? La chose est bien simple. D'abord confier ces enfants à des nourrices pourrait coûter plus cher et même la dépense définitive serait infiniment plus forte puisque les enfants vivraient. Mais il y a une autre raison découverte par l'école de Malthus.

Cette raison, la voici :

Confier ces enfants à des nourrices, ce serait, dit cette école, *donner un aliment au paupérisme des campagnes!*

Ceux de ces enfants qui arrivent à l'âge nubile sont disloqués dans les fabriques, maltraités ou souillés dans les colonies agricoles de Porquerolles, de Cîteaux, etc., ou corrompus avec abjection dans les mauvais lieux; tout cela pour le plus grand bien-être et les plaisirs infâmes des possédants.

Mais le sort des enfants pauvres qui se trouvent chez leurs parents, est-il au moins partout meilleur que celui des enfants assistés par l'Etat.

Non. L'affaire qui nous occupe nous le prouve surabondamment.

Il y a des centres manufacturiers et industriels où la mortalité de ces pauvres êtres est vraiment incroyable.

Les statistiques faites par des personnages officiels sur la mortalité de ces pauvres petits martyrs, font frissonner et jettent l'épouvante tellement elles sont désolantes.

Le docteur Gosselet, médecin distingué de Lille, a publié le chiffre des victimes de la misère, dans les quartiers populeux de cette ville — de ceux qui habitent ce qu'on est convenu d'appeler les *caves de Lille*.

Il a trouvé que sur 21,000 enfants, 20,700 c'est-à-dire 69 sur 70 sont morts avant l'âge de cinq ans.

Ainsi donc, un nombre incalculable d'enfants très mal nourris et très mal entretenus, se meurent lentement étant continuellement dans un état morbide, et n'atteignent pas l'âge adultes ; d'autres, quoique atteignant l'âge mûr, sont dépourvus de toute vigueur et de toute virilité.

Un grand nombre d'enfants naissent seulement pour mourir d'une longue agonie, a dit l'économiste Blanqui.

Quel plus navrant spectacle, écrit M. Jobez, que celui d'un enfant débile ou souffreteux implorant la pitié du premier passant ? Le besoin dirige ses pas tremblants et mal assurés, délie sa langue qui balbutie ; il entre à peine dans la vie, et déjà tout manque au soutien de son existence. Le froid a marbré son corps délicat, il a senti la faim avant de la comprendre ; on a pleuré sa naissance, et c'est à peine si les élans d'une passagère tendresse lui révélèrent jamais le trésor d'affection que la nature a mis dans le cœur d'une mère.

Vainement cherchiez-vous dans ses traits flétris cette virginale candeur qui fait le charme de l'enfance. Déjà vous lisez dans son regard baissé vers la terre une pensée de défiance sinon de haine ; le cœur a été froissé et ne s'épanouira plus.

Chaque jour la souffrance physique et la dégradation morale marqueront plus profondément de leur empreinte cette douce figure.

Laissez marcher le temps, puis pénétrez dans les prisons, dans les bagnes ; considérez ces faces hideuses sur lesquelles

le vice a mis son seau : voyez cet oeil de tigre, enchâssé dans une tête d'homme, et, peut-être retrouverez-vous, sous sa dernière transformation, l'enfant que vous avez caressé et secouru.

Cet être si changé dans l'espace de quelques années est le fils d'une famille pauvre.

On est effrayé, messieurs, lorsque, consultant les statistiques officielles, on voit avec quelle rapidité vertigineuse augmente le nombre des prévenus âgés de moins de vingt et un ans. Leur nombre a doublé depuis trente ans.

Pendant que des faits sociaux aussi tristes, aussi navrants, aussi révoltants se passent, que font nos législateurs, eux qui flattent les prolétaires, lorsqu'il s'agit d'obtenir leurs suffrages ? Que font-ils devant des problèmes aussi graves, devant le dépeuplement de la France ? conséquence du paupérisme.

Ils s'occupent à s'accorder le passage gratuit sur les lignes de chemins de fer, à imposer les blés étrangers, à accorder des subventions aux compagnies financières et à faire faire des expéditions lointaines aux cours desquelles on dévastera des contrées dont les habitants ne nous ont absolument rien fait, pour écouler les marchandises volées aux travailleurs français.

En un mot, nos législateurs ne s'occupent qu'à augmenter la misère du peuple.

Comment veut-on que des ouvriers comme Souhain puissent arriver à faire vivre cinq enfants avec 2 francs par jour ? et qu'il ne gagnait pas toujours du reste puisqu'il chômait depuis 6 mois.

Cela est impossible, et nous avons démontré précédemment le sort de tous les petits êtres qui se trouvent dans le cas des enfants Souhain.

On ne dira pas qu'une réforme par laquelle on assurera à l'enfance, avec l'instruction, l'entretien, c'est-à-dire la nourriture et le vêtement soit utopique.

Il y a déjà cent ans que Michel Lepelletier Saint-Fargeau l'a préconisée à la Convention.

Pourquoi donc alors ne pas s'occuper d'une question aussi grave ?

Pourquoi ne pas sortir l'enfance de la misère.

Nos législateurs préfèrent prélever sur un budget de 4 milliards, un milliard et demi qu'ils servent tous les ans comme rentes aux oisifs, aux loups cerviers de la finance, plutôt que d'employer cet argent à la régénération sociale.

Et c'est lorsque la société s'acquitte si tristement de son devoir, c'est lorsqu'elle nous a réduits à cette extrémité de tuer nos enfants et de nous suicider après, qu'elle vient requérir contre nous, et qu'elle nous traite de criminels!

Mais c'est nous qui devons être et qui sommes ses accusateurs.

Nous l'accusons de la mort des petits Souhain ainsi que de celle de tous ceux dont nous avons décrit le martyrologe.

Nous l'accusons de toutes les misères, de tous les désespoirs, de toutes les hontes, de tous les délits et de tous les crimes, car ils ne sont que le résultat de notre milieu social.

Mme Souhain ne craint pas la mort puisqu'elle a tenté de se suicider.

La mort lui sera plus douce que la vie maintenant, mais vous ne servirez pas de bourreaux à notre coupable société, messieurs les jurés, vous acquitterez Mme Souhain.

Vous montrerez par là que vous réprouvez l'égoïsme criminel dans lequel s'enferme la classe de nos gouvernants qui n'a comme seule raison, que les prisons et la guillotine pour les malheureux et les déshérités de toute espèce.

Vous montrerez par votre verdict d'acquittement, messieurs, qu'il est temps que des crimes pareils cessent avec les causes qui les produisent, causes toutes sociales qui ne sont autres que la propriété individuelle et l'accaparement capitaliste.

L'intérêt individuel, voilà la peste universelle.

Grâce à ce triste intérêt, l'homme de loi désire que le désordre s'établisse dans toutes les familles et y crée de *bons procès* le médecin ne souhaite à ses concitoyens que *bonnes fièvres* et *bons catarrhes*; le militaire une *bonne guerre* qui fasse périr moitié de ses camarades afin de procurer de l'avancement, l'accapareur une *bonne famine*, etc.

Bien plus, l'accapareur provoque la famine si elle n'arrive pas toute seule.

N'est-ce pas un monde vraiment à rebours, messieurs, que celui où les choses sont ainsi arrangées, que le succès, la fortune des uns naît à peu près constamment des revers, de la ruine des autres, et l'avantage de l'individu de ce qui nuit à la masse ?

Les bourgeois se vantent de leurs progrès.

Quels sont les résultats de leur science ?

L'indigence, la fourberie, l'oppression et le carnage.

Saltimbanques du progrès s'écrie, Fourier, tant qu'on verra dans vos sociétés un infirme manquer de secours ou un valide manquer de travail ou de pain, votre système ne sera que caricature sociale, absence de raison et de lumière.

C'est la propriété individuelle qui fait aussi que le merveilleux machinisme de notre siècle qui pourrait être le plus grand bienfait pour la société, s'il était propriété sociale, n'est qu'un fléau pour la majorité de ses membres, pour ceux qui l'ont créé.

En effet, plus les machines se multiplient et se perfectionnent, plus il y a de misérables sans travail, sans feu ni lieu, car ils sont renvoyés de leurs ateliers.

Chaque progrès du machinisme a amené une calamité, chacun de ses développements a été marqué de sang puisqu'il a réduit au désespoir des milliers de travailleurs dont le cri de détresse a fait naître plus d'une émeute, plus d'une révolution.

Si notre société ou la classe qui nous gouverne s'était occupée de la solution du problème social depuis qu'il s'est aggravé par l'accumulation capitaliste, nous n'aurions pas à constater et à déplorer aujourd'hui l'acte de folie de Madame Souhain : pas plus que les terribles drames que nous lisons journellement dans les faits divers des journaux, drames occasionnés par la misère.

Il y aurait un véritable travail pour dresser une statistique des infanticides, suicides, etc., qui se renouvellent chaque jour.

Nous ne citerons que deux ou trois exemples similaires à l'acte de Mme Souhain et naturellement occasionnés, eux aussi, par la détresse.

Nous reproduisons les exemples suivants tels qu'ils ont été donnés par les journaux. Le premier contient deux actes de désespoir en un jour.

Deux drames se sont déroulés hier : une mère s'est jetée par la fenêtre avec son enfant, deux vieillards se sont asphyxiés. C'est la misère qui a poussé ces pauvres gens à en finir avec la vie : las de lutter, voyant arriver l'hiver, ils ont préféré mettre un terme à leurs souffrances.

Avenue du Maine, 64, une dame Marguerite Depèche, veuve Doral, habitait avec sa petite fille, âgée d'un an, un petit logement sis au troisième.

Mme Doral était âgée de vingt-neuf ans : veuve depuis quinze mois, elle luttait courageusement pour élever sa petite fille.

Mais elle eut à supporter le chômage, ses dernières ressources s'en allèrent.

La malheureuse prenant, hier matin, sa petite fille dans ses bras, s'est jetée par la fenêtre de son logement.

Elle s'est tuée sur le coup.

La petite Alexandrine, qui avait été transportée à l'hospice de l'Enfant Jésus, a succombé dans la matinée.

Deux marchands de quatre saisons, les époux Richier, âgés de soixante-dix ans, habitaient 12, impasse Roux, aux Ternes.

Affaiblis par l'âge, ils ne parvenaient plus à gagner assez pour vivre ; de plus, des maladies successives avaient absorbé les quelques sous péniblement amassés.

Ils ne purent payer leur terme ; on leur donna congé.

Avant-hier, à midi, quand la concierge, surprise de ne pas les voir, monta chez eux pour leur dire que le moment de partir était arrivé, elle trouva les deux vieillards étendus inanimés sur un grabat. Ils s'étaient asphyxiés. M. Richier était mort, sa femme respirait encore, on l'a transportée à l'hôpital Beaujon, mais on n'espère pas la sauver.

Autre exemple :

A Livourne, le 27 juin un négociant en liquides, M. Alfred Mastalli, dans un accès de désespoir, causé, dit-on, par des embarras financiers, a tué, à coups de revolver, sa femme,

ses deux fils, âgés de 3 et 5 ans, après quoi il s'est fait sauter la cervelle.

Vous voyez, messieurs, par ce dernier exemple, que ce ne sont pas seulement les pauvres qui souffrent de l'organisation actuelle de la société, mais aussi tous ceux qui se trouvent en lutte avec le grand capital.

Les 60,000 faillites annuelles le prouvent encore mieux que notre exemple.

Mais revenons à Mme Souhain. Comment a-t-elle été amenée à son acte de désespoir? Les débats nous prouvent que la cause déterminante était la misère. Il n'y a pas de doute là-dessus.

Depuis longtemps déjà ses enfants ne mangeaient pas tous les jours. Et parfois, s'ils mangeaient c'était du pain trempé dans de l'eau. Depuis deux mois, dit Mme Souhain, « mes enfants n'avaient pas mangé la soupe ». Très souvent, nous l'avons déjà dit, elle se couchait sans manger ainsi que son mari pour laisser de quoi manger aux enfants. Elle était arrivée à sa dernière ressource et l'épouvante la prenait lorsqu'elle pensait à l'avenir.

Son désespoir l'a amené jusqu'à vendre la chèvre qui nourrissait le tout petit, pour acheter quelques vêtements aux autres qui étaient tout nus, et du pain.

Son mari était en prison pour un délit qu'il n'avait pas commis. Elle ignorait pour combien de temps. Elle avait ses cinq enfants à charge et pas de pain à la maison, et la plus noire perspective pour l'avenir, je le répète. Elle ne gagnait que 3 ou 4 sous par jour comme trieuse de chiffons.

Par surcroît de malheur, lorsqu'elle est allée s'informer au commissariat de ce qui était arrivé à son mari, l'agent de l'autorité la brutalisa comme ils ont tous l'habitude de brutaliser les pauvres qui se présentent devant eux, et la menaça grossièrement de l'emprisonner elle-même.

Il n'en fallait pas tant pour faire perdre la tête à cette malheureuse femme. Ces tracasseries d'un monde sans entrailles, les souffrances présentes et à venir de ses pauvres petits, troublèrent son pauvre cerveau à tel point qu'elle tua ses enfants et tenta d'en finir avec la vie.

Pouvez-vous, après de pareils malheurs, après de pareilles souffrances, messieurs les jurés, condamner cette femme, — non pas à la mort ce serait monstrueux — mais à la moindre peine? non, car en dehors des raisons que je vous ai données il est certain qu'il y a irresponsabilité du moment ou il y a eu folie pendant l'accomplissement du crime. Et la folie ne peut être écartée malgré le rapport des experts.

Peut-on accuser Mme Souhain d'avoir eu une idée criminelle en tuant ses enfants? C'est impossible.

Elle peut répondre comme Marie-Antoinette : « J'en appelle à toutes les mères. »

Oui, messieurs, elle peut faire appel à toutes les mères si on l'accuse de n'avoir pas aimé ses enfants.

Elle avait parmi eux, c'est certain, des préférés qu'elle chérissait.

Comment supposer alors, comment croire que la méchanceté ou la colère même soient entrées pour quelque chose dans son acte?

Mme Souhain adorait tous ses enfants, elle en était même fière, disent les témoins dans leurs dépositions.

Elle en était fière, elle avait raison et je la comprends. Ainsi que les Gracques à Cornélie, ils étaient ses seuls bijoux.

Mais elle a fléchi sous le poids de ses misères et de ses souffrances. Elle a cédé à la douleur et à la folie, c'est pourquoi elle n'est ni responsable ni punissable.

Son acte, quoique inconscient, est un véritable cri d'alarme jeté à notre société indolente, insouciant et criminelle, pour l'avertir de sa prochaine catastrophe.

Ses enfants compteront parmi les martyrs de l'humanité.

En acquittant Mme Souhain, messieurs les jurés, vous stigmatiserez l'égoïsme et la cupidité humaine, l'indifférence coupable de nos législateurs, et vous servirez incontestablement les intérêts supérieurs de la société et de l'humanité.

Cette plaidoirie, dite avec beaucoup de force et de sincérité, a ému les plus récalcitrants des bourgeois. Jamais on n'a osé attaquer aussi vigoureusement l'indignité de notre société, et jamais la cause des déshérités et des misérables n'a été défendue avec autant de chaleur et de verve.

A la reprise de l'audience, M. l'avocat général se permet de dire qu'il dédaigne répondre à la plaidoirie socialiste de M^r Argyriadès.

On conçoit, en effet, qu'il lui serait bien difficile de répondre.

Réplique de M^r Argyriadès

Notre confrère socialiste relève alors vertement l'avocat général dont le réquisitoire a été si médiocre et continue comme il suit :

Nous aurions été étonnés d'être approuvés par M. l'avocat général.

N'ayant aucune raison à donner pour défendre sa société, il s'échappe par la tangente.

M. l'avocat général dédaigne, dit-il, de nous répondre.

Nous savons qu'étant les précurseurs d'une vérité scientifique incontestable, mais incomprise encore par les ignorants nous serons traité avec dédain, — autrefois on nous aurait peut-être brûlés vifs — jusqu'à ce que cette vérité soit reçue.

Mais croyez-vous, Monsieur l'avocat général, que nos idées ne méritent que du dédain ?

Vous seriez assuré du contraire si vous vous étiez tant soit peu occupé de la science économique.

Mais laissez-moi montrer à MM. les Jurés que nos idées sont approuvées par des hommes autrement autorisés que vous, M. l'avocat général.

Je ne citerai que des noms dont la modération ne peut être contestée par personne ici.

Les Gladstone, les Schaffle, les Stuart Mill, les Laveley, les Herbert Spencer, les Buchner ne sont pas précisément des révolutionnaires et cependant ils comprennent nos idées ; Il n'y a pas jusqu'au Pape actuel lui-même qui ne condamne la société actuelle : Voici en effet ce que Léon XIII écrivait dans une lettre épiscopale lorsqu'il était évêque de Pérouse (1877) : « En présence de ces ouvriers épuisés avant l'heure par le fait d'une cupidité sans entrailles, on se demande si au lieu de nous faire progresser, on ne nous rejette pas de plusieurs siècles en arrière, nous ramenant à ces époques de deuil où l'esclavage écrasait une si grande partie de l'humanité et où le poète s'écriait tristement : *« Le genre humain ne vit que pour quelques privilégiés : Humanum paucis vivit genus. »*

Récemment (14 oct. 1887) dans un sermon partout reproduit, l'évêque de Derby disait : « Les sentiments et les aspirations du socialisme sont certainement chrétiens. S'affliger de l'extrême inégalité des conditions ; constater l'abîme qui sépare Lazare de *divres* ; se déclarer partisan de la fraternité et de l'égalité essentielle de tous les enfants d'un même père : soutenir non le droit abstrait à un salaire équitable, à une éducation suffisante, à une bonne demeure, à un repos nécessaire, mais la nécessité de faire obtenir tous ces bienfaits à ceux qui veulent en jouir, si c'est là l'esprit du socialisme c'est aussi l'esprit du christianisme. En Allemagne, on parle de socialistes catholiques et évangéliques. En Angleterre, les idées de Maurice et Kingsley ont été appliquées avec un admirable dévouement. Moi-même en visitant à Londres et à Portsmouth les lieux où s'étale la plus affreuse misère, à côté des résidences les plus luxueuses, j'étais stupéfait et humilié, je me disais : « Oui, il n'est que trop vrai dans tout chrétien il a « un socialiste et dans tout socialiste il y a un chrétien. »

Les approbations de tels hommes nous consolent bien du dédain de M. l'avocat général. »

M^e Fayout prend alors la parole.

Il plaide l'irresponsabilité de l'accusée.

M^e Fayout aborde la cause du meurtre : la misère noire augmentée par l'emprisonnement du mari. C'est cette misère qui a déterminé un trouble profond dans l'esprit de la malheureuse.

Elle voulait mourir pour soustraire ses enfants aux tortures de la faim : si elle n'a pas été jusqu'au bout, c'est par faiblesse physique et parce que l'intervention des voisins s'est produite trop tôt.

Avons-nous fait notre devoir ? Avons-nous toujours été charitables, dit M^e Fayout ? Si non, nous n'avons pas le droit d'être rigoureux. Je vous supplie, en terminant, ajoute-t-il, de vous souvenir que le pardon et la clémence sont encore une forme de la charité.

En somme, l'excellente plaidoirie de M^e Fayout produit la meilleure impression sur l'auditoire.

Le verdict

Les jurés rendent un verdict de culpabilité mitigé de circonstances atténuantes, et la Cour condamne la femme Souhain aux travaux forcés à perpétuité.

La misérable ira donc au bagne expier les fautes d'une société qui ne

sait pas encore prévoir des besoins engendrant, à force de tortures, la pensée du crime et la force de le perpétrer pour y trouver au moins une délivrance.

LUCIEN PERRIN.

avocat à la Cour d'appel de Paris.

rédaoteur à *l'Égalité*.

UNE PAGE DE L'INSURGÉ

Oh ! la première impression a été terrible ce matin, quand, descendant vers la Croix-Rouge pour examiner où en étaient les combattants, j'ai vu des femmes fuir, emportant leurs hardes dans un mouchoir et tirant leurs mioches par la main.

— On met le feu partout !

Ces femmes crient ou pleurent. Il y a aussi quelques isolés qui filent en courant, et me crachent des malédictions.

J'ai voulu tendre, comme une chaîne rouge en travers de la panique. Mais on n'arrête pas les affolés, pas plus rue de Buci que Porte de Versailles.

Une crémillère qui m'a fait crédit, dans les temps durs, de quelques *quatre de riz* et *trois de chocolat* s'accroche à moi en poussant des hurlement de désespoir :

— Vous n'allez pas laisser flamber le quartier. Vous êtes un honnête homme ! Vous vous jetterez avec un bataillon, s'il le faut, sur les pétroleurs!...

J'ai, un instant, été enveloppé par elle et d'autres, par des vieillards et des enfants, un groupe de vingt éplorés se tordant les bras et demandant où il fallait qu'ils aillent, qu'on disait que tout allait périr.

J'ai pu m'échapper à la fin. J'enfile le premier passage, et je cache mon écharpe.

Je sais, sur mon chemin, rue Casimir Delavigne, un cabinet de lecture où je suis allé travailler et lire les journaux pendant dix ans. On me recevra là et j'aurai deux minutes, cinq — le temps de juger, dans ma conscience, l'incendie.

J'ai cogné.

Entrez ?

Je voulais être en tête à tête avec moi un moment...

A peine si je le puis !

Les gens qui sont là me supplient d'abandonner la partie.

— C'est l'abattage sans merci... peut-être le supplice affreux, si vous persistez !

— Je le sais pardieu bien !

— Songez à votre mère que votre mort tuera...

Ah ! les gueux ! ils ont trouvé le joint... Et voilà que, comme un lâche, j'oublie la rue en feu, mon rôle, et mon devoir. Cœur et cervelle, tout cela s'emplit des souvenirs du pays, et je vois comme si elle venait d'entrer là une femme en robe de veuve, en bonnet de tulle blanc. Ses grands yeux noirs me fixent comme ceux d'une folle, et ses mains sèches et jaunies de lèvent avec un geste d'indicible douleur !

Une décharge !

Deux ou trois fédérés passent devant la vitre, en courant, et lâchent leur chassepot qui tombent sur le pavé.

— Regardez !... ils s'enfuient !

— Ils s'enfuient ! Mais moi, je n'ai pas le droit de m'enfuir ! Laissez-moi je vous en prie !... J'ai besoin de penser tout seule.

.....
C'est tout pensé ! je reste avec ceux qui fusillent — et qui seront fusillés !

Que disaient-elles donc, ces éperdues « que tout allait périr » ? On a bien livré deux ou trois bâtisses au pétrole. Et après ?

Voyons ! Au collège, tous les livres traitant de Rome glorieuse ou de Sparte invincible sont pleins d'incendies, il me semble ! — d'incendies salués comme des aurores par les généraux triomphants, ou allumés par des assiégés que se chargeait de saluer l'Histoire. Mes dernières narrations étaient en l'honneur de résistances héroïques... de Numance en ruines, de Carthage en cendres, de Saragosse en flammes.

Et le capitaine Faillard, qui avait été décoré dans la campagne de Russie, levait son chapeau chaque fois qu'il parlait du Kremlin, que ces mâtons de Russes avaient allumé comme un punch ! « Des crânes ! ces Kaiserlicks » disait-il en tordant sa moustache.

Et le Palatinat saccagé et rôti ! Et cent coins du monde brûlés au nom des rois et des républiques, au nom du Dieu des juifs ou du Dieu des chrétiens ?

Et les grottes de la Zatcha !... Pélissier n'a-t-il pas des lambeaux de peau grillée collés au talon de ses bottes ? — Le Pélissier de Malakoff !

Nous n'avons pas encore, que je sache, enfourné de Versaillais dans une cave pour les y cuire tout vivants !

Ah ! je ne me suis pas rendu, je ne suis pas devenu incendiaire, sans avoir embrassé du regard tout le passé, sans avoir cherché des ancêtres.

Nous avons pioché cela à deux, Larochette et moi qui avons fait nos classes, puis à quatre, à dix. Tous ont voté pour la flambée — en masse !

L'un d'eux écumait de colère.

— Et ce sont des pauvresses qui ont demandé grâce pour leurs quatre meubles, quand c'est pour les pauvres qu'on se bat, quand des centaines d'artilleurs ont eu, non pas leur chemise, mais leur poitrail roussi par le feu du canon, du canon ennemi !... Eh ! sacre-bleu ! moi qui parle, j'étais riche avant d'entrer dans la politique sociale — il y a dix ans. Est-ce que je n'ai pas jeté tout ça dans la fournaise ?...

Et aujourd'hui, parce qu'un peu de bois et quelques briques sont atteints par la stratégie des désespérés, ceux pour qui l'on s'est ruiné et pour qui l'on va mourir vont-ils nous jeter leur paquet de frusques à travers les jambes ?

Il a eu comme un rire de fou !

JULES VALLÈS.

LES FOUS

Vieux soldats de plomb que nous sommes,
Au cordeau nous alignant tous,
Si des rangs sortent quelques hommes,
Tous nous criions : A bas les fous !
On les persécute, on les tue,
Sauf, après un lent examen,
A leur dresser une statue
Pour la gloire du genre humain.

BÉRANGER.

SITUATION ECONOMIQUE

des paysans roumains

Au lendemain de la récente révolte des paysans roumains, nous croyons être agréables à nos lecteurs en donnant ici un fragment d'un ouvrage que nous avons écrit sur la Roumanie :

La société roumaine se divise, sinon légalement, du moins de fait, en trois classes : les boyards ou grands propriétaires fonciers, les paysans et les bourgeois. Mais les deux premières classes dominent, car presque tout le commerce de la Roumanie dépend de l'agriculture, l'industrie y est presque nulle. Avant la célèbre loi agraire de 1864, toute la terre appartenait aux boyards et aux couvents. Il y avait bien dans quelques villages, par-ci par-là, des paysans appelés *mochneni*, qui possédaient des terres, mais leur nombre était insignifiant.

Chaque boyard, propriétaire de terres immenses, avait dans ses terres un ou plusieurs villages dont les habitants étaient des emphytéotes *clacachi* comme les colons du Bas-Empire qui, tout en labourant la terre située sur les possessions du boyard pour leur propre compte, étaient obligés par là même de labourer les autres terres du boyard pour le compte de celui-ci.

En Roumanie, chaque propriété qui comprend un village, quelquefois deux ou plusieurs s'appelle *mosia* (ferme). On voit que la ferme roumaine diffère de la ferme française.

Parmi les agriculteurs on distingue deux classes : les tenanciers, *arendasii* (de *arendea dator*), qui louent les grandes propriétés ou fermes des boyards, et les paysans qui sont aujourd'hui tous propriétaires.

La loi rurale du 30 août 1864, exproprie les grands propriétaires d'une partie de leurs terres et accorde à chaque paysan possédant quatre bœufs et une vache, onze *pogone* de terre (5 hectares à peu près) et huit *pogone* à ceux qui n'avaient qu'une paire de bœufs et une vache, et à ceux qui n'avaient ni bœuf ni vache, on ne donnait que la terre suffisante pour leur maison, en les obligeant à payer cette terre par annuités dans l'espace de quinze ans.

Ces quatre hectares de terre devaient, en théorie, suffire à tous les besoins du paysan, mais la pratique a démontré le contraire. C'est à peine si leur *commune* peut suffire pour le pâturage de leur bétail. Ils sont donc obligés pour trouver de la terre à labourer, de recourir aux boyards qui possèdent à eux seuls trois ou quatre fois plus de terre que tous les paysans réunis.

La loi de 1864, en abolissant de droit la dîme et la corvée, les a laissés subsister de fait, car le boyard, sachant que les paysans ne peuvent guère se passer de lui est implacable, et leur impose les conditions les plus dures. Aussi les paysans travaillent-ils aujourd'hui pour les boyards beaucoup plus qu'avant la loi de 1864.

En résumé, la corvée et la dîme volontaires ont remplacé avanta-

geusement *pour le propriétaire* l'ancienne corvée et dîme légales.

Pour donner une idée exacte de ce fait, voici la situation du paysan avant la loi de 1864 et sa situation actuelle :

Lors de la corvée légale il était forcé de travailler pour le boyard : 1^o vingt-deux jours par an, lui ou ses enfants ; 2^o un *pogon* de terre, c'est-à-dire y faire tous les travaux annuels jusque et y compris la moisson ; 3^o donner la dîme de tous les produits qui se récoltent sur sa terre. En revanche, le propriétaire donnait provisoirement au paysan, toute la terre dont il avait besoin.

Depuis la loi de 1864 les paysans sont libres car ils peuvent ne rien convenir de faire pour le boyard sans être chassés de leur maison comme auparavant, — c'est déjà un progrès, — mais en fait, ils sont littéralement forcés de s'adresser au boyard et conclure des *iroicti* (conventions) par lesquelles ils se soumettent à la corvée volontaire.

Ces *iroicti* ou contrats ne sont pas toutes semblables, elles diffèrent selon les circonstances et la situation de la ferme et de la *commune*.

Voici en quelque sorte la convention type :

« Par les présentes, M. X... propriétaires ou tenanciers, s'engagent à donner aux paysans la terre dont ils auront besoin, terre labourable et prairies.

« De son côté, M. X..., paysan, s'engage :

« 1^o A cultiver pour le boyard trois *pogone* (*deux de froment et un de maïs*), ce qui fait donc deux *pogone* de plus que sous l'ancien régime ;

« 2^o Six jours de travail par an à faire pour le boyard ;

« 3^o A transporter un ou deux chargements de céréales au port le plus voisin ;

« 4^o A donner comme dîme de la récolte faite sur la terre du propriétaire un tas sursept (*un tiers de plus qu'autrefois*) etc. »

Ces conditions sont tellement onéreuses qu'il y a des paysans qui préfèrent donner moitié de leur récolte que de les accepter.

C'est pourquoi nous croyons qu'il est grandement temps d'en finir avec cette corvée volontaire et cette dîme de fait, en expropriant les boyards d'une partie de leurs terres pour cause d'utilité publique et faire augmenter la *commune* des paysans.

Les boyards étant généralement très riches (il y en a qui possèdent 50.000 hectares de terre, ils donnent ou louent leurs terres à des tenanciers à *rendasii*.

Comme superficie, les fermes roumaines varient entre 1.500 et

4,000 hectares, mais il y a des domaines qui atteignent jusqu'à 20,000 hectares et d'autres qui n'ont que 300 hectares.

La loi de 1864 ayant donné à l'agriculture une impulsion remarquable, les fermes, quoique diminuées de ce qu'on a pris pour donner aux paysans, au lieu d'abaisser leur prix de bail, l'ont, au contraire, considérablement augmenté. Ainsi, par exemple, le domaine de *Giurgeto* (appartient à l'Etat), comprenant cinq villages, qui se louait avant 1864 pour 177,777 fr. atteignait cinq années après le prix de 260,000 fr. par an !

Depuis la sécularisation des couvents, l'Etat possède d'immenses domaines. Ces domaines, l'Etat les loue aujourd'hui à des tenanciers, il les exploite lui-même ou il en vend de temps en temps.

Dernièrement M. Bratiano en a fait faire une donation au prince Charles, roi de Roumanie pour une valeur de 12 millions. Quel vil courtisan !

P. ARGYRIADÈS.



PENSÉES COMICO-PHILOSOPHIQUES

Lorsque je n'ai rien dans le ventre, mon esprit a la colique.

MONTAIGNE.

. . .

Jésus était la simplicité même et c'est dans sa religion que l'on fait le plus de cérémonies.

. . .

En ce siècle on fait d'autant mieux sa pelote que l'on est plus ficelle.

. . .

Briguer l'honneur d'être maire, c'est vouloir se faire écharper.

. . .

La fortune est aveugle. Il y a aussi des fortunes louches.

. . .

Lorsque l'on suit la ligne droite, on ne tourne jamais mal.

. . .

Le veau d'or n'est adoré que par ceux qui croient voir en lui une vache à lait.

Une lettre anonyme est une lâcheté qui n'a pas de nom.

Une mauvaise manière de cultiver ses connaissances, c'est de bêcher ses amis.

Cela ne me surprendrait point qu'on vendit la justice; **une** chose si rare mérite d'être payée cher.

M. le Baron de Rotschild recommande tous les jours à ses enfants la lecture de la morale en... *actions*.

Dieu bénit les familles nombreuses, disent les cléricaux, mais ils ne les loge pas.

Une armée est sûre d'être battue lorsque le désarroi est général.

Pour gagner sa vie aujourd'hui on s'expose souvent à la perdre.

C'est surtout lorsque les gouvernements se sentent morveux qu'ils ont besoin de mouchards.

Qui voit ses veines voit ses peines, dit le proverbe, et, pourtant, ceux qui sont malheureux n'ont pas de veine.

La seule restauration légitime est celle qui consiste à manger lorsqu'on a faim.

Lorsqu'un loup est restauré c'est au détriment d'un troupeau.

Les ambassadeurs et les chiens de garde résident dans les cours.

On n'exécute pas vendredi parce que cela pourrait porter malheur au condamné.

Les saintes diffèrent des autres femmes en ce sens qu'elles se font prier.

Des femmes perdues, on en trouve partout.

Pour tout ce qui est de l'art, Paris bat la campagne.

En Turquie, le condamné ne sait pas d'avance le jour de son exécution ; il n'est fixé qu'au moment où on l'empale.

Les formes du gouvernement ont beaucoup d'influence sur les fonds.

Tôt ou tard la gent dévote sera battue, les pieux sont fait pour être enfoncés (1).

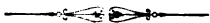
Quelqu'un en présence de Dufresny se servit de cette expression proverbiale.

« Pauvreté n'est pas vice » « C'est bien pis, répondit Dufresny. »

Bakounine disait à l'occasion de la nomination d'un vice-président du conseil lorsque Thiers était chef du pouvoir exécutif : « Je ne vois dans tous cela qu'un vice de plus dans l'Etat.

Si l'on remontait à la source
Des biens nouvellement acquis,
On retrouverait à la Bourse
Tous ceux qui la coupaient jadis.

Comme on s'étonnait dans un cercle de la rapide fortune politique de M. Mermeix : « Il n'y a rien là de surprenant, dit quelqu'un, il a vendu tous ceux qui l'ont acheté.



LES LAMENTABLES DES HALLES

Comme midi sonnait, j'en vis venir un premier, puis un second, puis cinq ou six presque en même temps, puis d'autres et d'autres... Bientôt, sous la grande trouée qui fait face à la rue de la Lingerie, on en put compter une trentaine.

Ils arrivaient tous isolément, ceux-ci de droite, ceux-là de gauche. Peu, très peu de blouses parmi eux. La plupart portaient des paletots, mais des paletots troués, sordides, lépreux, d'où la douleur s'échappait par places, et qu'une crasse graisseuse lustrait au dos,

(1) La ~~plu~~part de ces pensées ont été prises dans le *Tintamarre*.

au revers. Leurs coiffures, chapeaux de soie ou chapeaux de feutre, semblaient avoir roulé maintes fois dans les ruisseaux. Tandis qu'ils marchaient, leurs souliers flic-flaquaient. Aucun n'avait de bas. Plusieurs n'avaient pas de chemises.

Chacun d'eux tenait à la main un vieux journal replié en forme de sac.

Ils s'assirent à l'aventure sur le cordon de fer en saillie qui court au bas des parois; ensuite, après avoir déposé à côté d'eux leur sac, ils tirèrent de leur poches des morceaux de pain entamés de toutes sortes, et commencèrent à manger.

Chaque journal contenait divers détritits confondus : bâtons de macaroni, pelotes de choucroute, débris de pommes de terre, os à demi-rongés, filaments de viande, râclures de poissons.

Les mangeurs, avec leurs doigts, tantôt puisaient dans le sac, tantôt déchiraient le pain, et portaient avidement à la bouche la pincée ainsi prise. Ils mâchaient à peine. Ils dévoraient, gloutonnement, comme des animaux.

Nul ne regardait son voisin. Nul ne prenait garde aux passants qui arpentaient le trottoir, aux chars qui sillonnaient l'allée.

Ils n'avaient d'yeux que pour leur pâtée immonde.

De temps en temps un rogaton inattendu, trouvé dans l'écuelle de papier, inspirait à l'un ou à l'autre un sourd grognement de satisfaction.

Leur repas terminé, ils s'essuyèrent les mains tant bien que mal au journal, croisèrent les bras sur les genoux, et s'accroupissant, tête baissée, ils ne tardèrent pas à dormir, d'un sommeil pesant.

Tandis que je les considérais, le vannier du coin, près duquel je m'étais arrêté, me dit d'un ton moitié goguenard, moitié compatissant :

— Maintenant, ils en ont pour deux heures à dormir, puis...

— Puis ils se réveilleront le ventre aussi vide qu'ils l'avaient tantôt; ça ne nourrit pas beaucoup, ces léchures. Alors ils se secourront et passeront l'après-midi à chercher leur second repas, comme ils ont passé le matin à chercher leur premier.

— Ce sont des mendiants? demandai-je.

— Non, me répondit le vannier, et, me montrant un tas d'immondices que des hommes chargeaient sur un tombereau et où trônaient de bleus maquereaux gâtés, à odeur infecte, entre des chous pourris et des fruits en bouillie, il ajouta :

— Voilà le magasin où ils s'approvisionnent. Oh ! il ne font pas

les dégoûtés ; quand on n'a rien dans le coffre, le nez ne sent plus. Ils vont de tas en tas autour des Halles, et piquent dedans, au hasard de la fourchette d'Adam.

Et le vannier, qui poussait une baguette d'osier à travers les mailles d'un cul de panier, interrompit une seconde son travail pour éclater d'un gros rire.

Connaissez-vous quelques-uns des dormeurs ? repris-je.

— J'en connais quatre ou cinq, mais seulement pour les voir souvent, pas plus. Du reste, ils n'aiment pas à parler. Des fois, quand on veut leur dire un mot, ils ne répondent rien. C'est presque tous des commis, des employés, voilà mon idée. Ils auront fait un jour une sottise, peut-être pis, on les a renvoyés ; ils ne retrouvent pas de place, et, comme ils ne savent pas se servir de leur bras, que peuvent-ils devenir ?

— La police les laisse-t-elle tranquille ?

— C'est selon. Oui, pendant des semaines entières, ensuite, crac ! un matin un agent en bourgeois passe, il les examine sous le nez et il empoigne celui-ci ou celui-là, toujours pour la même raison, parce que le pauvre diable est venu à Paris au lieu de rester dans la ville qu'on lui avait désignée. Pourtant ça se comprend bien qu'ils accourent ici. Dans les petites villes ils ne trouvent pas plus de places qu'à Paris, et leur « magasin » leur manque. Vous voyez ce tombereau, c'est le dixième déjà aujourd'hui.

« J'ai habité Saint-Quentin, poursuivit le vannier, deux tombereaux suffisaient pour vider complètement le marché. »

Pendant que nous parlions de la sorte, un dîneur retardataire survenait, et, à son tour, s'asseyait sur la margelle de fer. C'était un petit vieux à barbe grise, traînant la jambe. Ses habits, comme ceux de ses compagnons, disaient une misère noire, mais ils étaient un peu moins sales, et l'on apercevait sous son menton une sorte de filet blanchâtre qui faisait songer à un col de chemise.

Il éprouvait une gêne visible. Il ne déplia son journal et ne sortit ses morceaux de pain qu'après avoir jeté autour de lui des regards effarés. Et il lui fallut une longue minute avant qu'il se résolut à grignoter.

— C'est un nouveau, me dit le vannier en baissant la voix, voilà seulement la seconde fois qu'il arrive ; regardez, il ne sait pas en-

core, il n'a rien dans son journal, il a perdu sa matinée à chercher sans trouver, et il *gratte* son pain.

Je tournai la tête vers le petit vieux : en effet, il grattait ses croûtes pour enlever la poussière boueuse qui y était attachée.

— Au bout de la semaine, fit le vannier sur le même ton, il ne grattera pas.

(*Radical*).

Paul HERSY.



NOTRE ROLE

J'ens l'honneur et le plaisir d'être invité à la fête internationale que les journalistes Portugais, Espagnols et Italiens ont bien voulu offrir en septembre dernier aux journalistes républicains français pour remercier ceux-ci des services qu'ils ont rendus aux aspirations démocratiques de leurs pays.

En en sortant nous pensions au rôle admirable que la presse pourrait jouer dans l'avenir, si ceux qui savent écrire et qui font le métier si décrié de journaliste étaient à la hauteur de leur tâche.

Dans l'état actuel de l'Europe où tout croule, où les trônes s'abîment, où toutes les vieilles choses, institutions, religions, croyances, mœurs, lois, habitudes, tendent à disparaître pour faire place à d'autres mœurs, à d'autres manières, de vivre enfin, quel grandiose apostolat pourrait être le nôtre.

A travers les secousses qui ébranlent le vieux monde, la presse est peut-être la seule institution qui se fortifie encore.

Les peuples sont chaque matin attentifs à ce que nous avons écrit la veille.

Et, si tous ceux qui écrivent disaient la vérité, la vieille société mauvaise inique et lâche ne vivrait pas deux lunes.

Tous ceux qui étaient au café riche ont acclamé la république c'est bien, mais si les étrangers croient que le mot république doit être le *sommet* de leurs espérances et que, quand ils auront le mot ils n'auront plus rien à faire ils commettent une profonde erreur.

Ils ne le pensent pas tous, et cela nous suffit, car Andréa Costa, député italien, a fait un appel à l'union de tous les prolétariats.

En substance il a dit :

« Que nous importent les rois et les ministres, que nous importent les gouvernants qui préparent les guerres. »

« Les prolétaires de toutes les nations sont avec nous pour revendiquer le droit de vivre. »

« Et du nord au midi, de l'est à l'ouest le prolétariat est à la recherche de la plus prompte solution de la question sociale. »

Voilà pourquoi nous disons que si la presse le voulait le vieux monde disparaîtrait. Mais la presse qui pourrait être un instrument d'émancipation est entre les mains de la bourgeoisie de tous pays.

Quelques journalistes font leur tâche quotidienne comme on remplit un sacerdoce, mais le plus grand nombre écrit pour le plus offrant et chante les louanges des puissants parce que les puissants peuvent payer.

Et au lieu de dire aux travailleurs, aux pauvres, aux souffrants d'où viennent les misères et les privations qu'ils subissent on leur parle de modération, de respects des choses existantes, de soumission aux lois iniques et aux gouvernements voleurs, le peuple si souvent trompé croit trop à la presse et attend qu'on lui accorde ce qu'on lui promet toujours.

Si la presse était entre les mains de gens convaincus et sincères elle préparerait l'organisation révolutionnaire et il lui serait possible de faire éclater à jour fixe un mouvement révolutionnaire formidable qui briserait ce qui reste encore debout de la vieille société.

L'imposante manifestation internationale du premier mai a été l'œuvre de la presse socialiste.

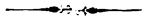
Nous haïssons le doctrinarisme et il ne nous est jamais venu à l'idée de donner des chefs à la révolution.

Mais quand tous ceux de notre parti qui savent tenir une plume seront décidés à faire leur devoir, et tout leur devoir, sans autre espérance que celle d'accomplir un devoir, la révolution sera proche.

Alors, que tous ceux qui veulent la fin du monstrueux ordre des choses que nous subissons, que tous ceux qui veulent en finir avec la religion, avec le salariat la finance, avec la politique et ses abus se mettent à l'œuvre.

La victoire est prochaine.

E. ODIN.



LA FOLIE D'ANDRE GILL

.
Où, quand et comment recut-il ce coup de marteau ? se demande parfois le monde en apprenant que tel ou tel des siens a perdu la raison. Hier, en m'interrogeant de la sorte, à propos du remarquable caricaturiste qu'on vient de séquestrer à l'asile de Charenton, je me souvins que déjà je l'avais vu fou quelques années auparavant. Il errait alors dans Paris terrorisé par les bons apôtres de Versailles, et voici ce qu'il me raconta près de la rue Soufflot, un soir où les mitrailleuses rurales fauchaient dans le jardin du Luxembourg, des fournées de citoyens vaincus et condamnés sans jugement et sans appel :

« La journée touchait à sa fin et je n'y tenais plus ! Il y avait, mon cher, trente-six heures que je vivais, ou plutôt que je ne vivais pas, au fond des caves du théâtre de Cluny. Soudain l'écho de mille voix joyeuses sonne à mes oreilles et je me hisse sur un monceau de décors pour tâcher d'apercevoir à travers les barreaux d'un soupirail ce qui se passait au dehors. Ah ! je n'oublierai jamais ça ! *Ma cervelle se tourne en eau, quand j'y pense, et j'ai la tête en feu !* Plus tard je le peindrai peut-être, ce tableau ! Figure-toi que sur le trottoir bordant le bâtiment où je m'étais réfugié, gisaient étendus une vingtaine de fédérés criblés de balles. Autour de leurs corps, la soldatesque de Mac-Mahon et de Galliffet s'amusait à ce jeu : laisser tomber, après avoir visé longuement, une baïonnette dans les yeux de ces communards déjà glacés et raidis. On n'y réussissait pas à chaque coup ; parfois l'acier frappant les os du crâne ricochait sur l'asphalte avec un son mat qui m'entraînait au ventre, et l'on raillait le maladroit en riant comme des bossus.

« Au contraire lorsque bien dirigée, la pointe de l'arme blanche s'enfonçait dans l'œil crevé d'un mort, tous les joueurs complimentaient celui de leurs camarades qui s'était signalé par cette prouesse et, montrant la monnaie trouvée dans les poches du supplicié posthume, étalée à côté de lui, gueulaient à bouche que veux-tu : gagnant, toi tu vas nous payer la goutte, animal ! et ma foi, l'on allait boire en chœur, chez le marchand de vins d'en face un petit verre de n'importe quoi, tandis que la tige de fer vibrait encore dans la prune du cadavre. Oui, mon ami, j'ai vu ça, j'ai vu ça, la semaine dernière ; Ernest Pichio, d'autres et d'autres encore, le virent comme moi ; j'ai vu le triomphe de l'ordre. »

Et soudain Gill, André Gill frémit sur ses orteils, et les bras tendus vers le ciel, les traits convulsés, l'écume à la bouche et du sang plein les paupières, il me planta là, criant ou plutôt aboyant, hurlant comme un chien fugitif, à la mort :

« Ah! voilà le plaisir; mesdames, voilà le plaisir! Régalez-vous!..... »

Paris, 31 octobre 1881.

(*L'Artequin*)

LÉON CLADEL.

UN PEU DE RELIGION

Si, dans une République où l'on ne connaîtrait point de Dieu, quelque citoyen en proposait un, je le ferais pendre.

HOBBS.

Fragement d'un poème moral sur Dieu.

La mort près de la vie; un plaisir, mille maux;
La terre s'abreuvant du sang des animaux;
La verge des tyrans et le couteau des prêtres;
Les préjugés, aux fils, transmis par leurs ancêtres;
La sagesse toujours en guerre avec les sens;
La disette à côté des besoins renaissans;
Les ris du crime heureux; les pleurs de l'innocence;
Tout atteste d'un Dieu la malice ou l'absence.

SYLVAIN MARÉCHAL.

De l'existence de l'âme.

Nous rions de la simplicité de quelques peuples dont l'usage est d'enterrer des provisions avec les morts. Est-il donc plus absurde de croire que les hommes mangeront après la mort, que de s'imaginer qu'ils penseront, qu'ils auront des idées agréables ou fâcheuses, qu'ils jouiront, qu'ils souffriront, qu'ils éprouveront du repentir ou de la joie, lorsque les organes propres à leur porter des sensations ou des idées seront une fois dissous ou réduits en poussière? Dire que les âmes humaines seront heureuse après la mort c'est prétendre que les hommes pourront voir sans yeux, entendre sans oreilles, goûter sans palais, flairer sans nez, toucher sans mains, etc.

Des nations qui se croient très raisonnables adoptent pourtant des pareilles idées!

X.

Logique d'un Dieu.

Là, dans un paradis par le seigneur planté,
Je vois deux innocents, beaux de leur nudité,
Ni le ciel, ni les fleurs, ni l'onde fugitive
Ne saurait égaler leur pureté native ?
Pareils aux tourteraux des bosquets d'alentour,
Sans appui, sans défense, ils vivent pour l'amour,
Mais ils ne sont pas seuls dans ce lieu de délice,
Dieu qui sait l'avenir a mis là, sans malice
Un esprit infernal, rusé, fourbe, orateur
Pompusement nommé le serpent tentateur
C'est ce monstre hideux dont la langue perfide
Va surprendre le cœur de ce couple timide,
Beau triomphe où Dieu même est complice du mal
Car c'est lui, dans ce lieu, qui mit l'arbre fatal,
Aussi qu'arrive-t-il de la femme et de l'homme !
Confiante, elle y goûte, — innocent, il y mord,
Et voilà votre Dieu qui les condamne à mort,
Tandis que sa bonté laisse vivre le diable
Qui seul, avec lui-même, était le vrai coupable,
Que dis-je ! Sur leur fils et leur postérité,
Il étend sa justice à perpétuité.
Frappe jusqu'à l'enfant dans le sein de sa mère !

(*Gros Jettu et son curé*)

A. ROUSSEL DE MERY.

Quelques docteurs, assurent que l'idée de Dieu est innée, et que les hommes ont cette idée dans le ventre de leur mère ; mais cela est faux ; tout principe est jugement ; tout jugement est l'effet de l'expérience ; l'expérience ne s'acquiert que par l'exercice des sens d'où il suit que les principes religieux ne portent évidemment sur rien et ne sont points innés. X.

Allez, lâches chrétiens, que les feux éternels
Empêchent d'assouvir vos désirs criminels.
Vos austères vertus n'en ont que l'apparence,
Mais nous qui renouons à toute récompense
Nous qui ne croyons vos éternels tourments,
L'intérêt n'a jamais souillé nos sentiments,
Le bien du genre humain, la vertu nous anime
L'amour seul du devoir nous a fait fuir le crime.

FRÉDÉRIC II DE PRUSSE.

LA COOPÉRATION

La coopération, quoique se présentant sous certaines apparences séduisantes, n'est qu'une de ces mystifications que les bourgeois ont seuls le secret d'inventer. Elle a pour eux un double but : d'abord d'augmenter les chances de bénéfice qu'ils prélèvent sur les travailleurs, de détourner ensuite ces derniers de leurs sérieuses revendications.

L'idée de la coopération au point de vue de la production, a été abandonnée par les bourgeois eux-mêmes tant son insanité était évidente : conseiller à des ouvriers qui n'ont pas le sou, de s'associer pour coopérer et lutter contre les gros capitalistes, c'était surpasser les bornes de la plaisanterie permise : lors même que deux ou trois cents ouvriers seraient parvenus par des économies (ce qui est impossible) à réaliser un capital égal à celui d'un capitaliste auquel ils auraient voulu faire concurrence, il leur aurait été impossible de continuer la lutte jusqu'au bout, le capitaliste devant toujours triompher par la force des choses. En effet, lorsqu'une crise serait survenue, le capitaliste devant toujours triompher par la force des choses, n'ayant que sa famille à entretenir, aurait conservé presque intacts ses capitaux, tandis que les trois cents ouvriers auraient été obligés d'entamer leur capital et peut-être même de le dépenser complètement pour subvenir aux besoins de leurs familles. Ils seraient forcément devenus gros Jean comme devant.

Maintenant, si la coopération, au point de vue de la consommation trompe encore bon nombre d'ouvriers, c'est qu'elle cache sous des dehors séduisants les pièges dont les coopérés eux-mêmes sont les victimes.

Et d'abord, comme nous l'avons dit plus haut, la coopération augmente les chances de bénéfices pour les patrons. En effet, tout le monde connaît la loi d'airain des salaires qui n'accorde au prolétaire que juste ce qui lui est nécessaire pour vivre (1).

(1) Lassalle, dans son livre *Capital et travail* dit : « Tout l'excédent du revenu du travail, le surplus des frais d'entretien du travail leur échoit au capital sous différentes formes, c'est la prime du capital.... Il est *improductif*, le travail de celui qui, sans interruption, doit verser l'excédent de son travail dans des mains étrangères qui le font fructifier et où il s'accumule, tandis que lui, le travailleur, n'est pas appelé à prendre part à ce »

" Et toutes les économies qu'il fera en coopérant au point de vue de la consommation, passeront tôt ou tard dans les poches du patron.

En un mot, si la coopération est féconde, elle l'est surtout pour les employeurs. Les sociétés coopératives de consommation aggravent encore à la longue la situation des ouvriers coopérés, car les petits commerçants qui se voient ruinés par suite de la fondation des sociétés coopératives de consommation, puisqu'on ne se fournit plus chez eux, tombent nécessairement dans la classe des prolétaires et viennent augmenter le nombre des sans travail, et disputer aux coopérés le pain qui reste en s'offrant à une rémunération bien inférieure, ce qui détermine inévitablement la baisse des salaires,

Quels sont maintenant les beaux résultats qu'attendent nos coopérateurs français, M. Charles Gide entre autres, qui a attaqué au congrès de Lyon, le socialisme par la coopération ?

C'est la statistique faite par les sociétés coopératives en Grande-Bretagne qui va nous en donner une idée, car dans ce pays les sociétés coopératives ont donné ce qu'elles ont pu et ne donneront pas davantage. Il y a en Angleterre, Écosse et Irlande, 1,253 sociétés coopératives de consommation et de production, avec 847.975 membres généralement chefs de famille. Les ventes se sont élevées à 749,486,825 francs, les bénéfices à 66,250,230 francs, le capital-actions est de 203,995,425 francs, le capital-réserve de 42,148,775 francs et les marchandises en magasins sont évaluées à 80,460,025 francs.

« profit de plus en plus grand, et qu'il est contraint de se contenter de ce qui est indispensable pour vivre. Les esclaves, dans l'antiquité, étaient mieux lotis que nos travailleurs mal nourris. Ils avaient assurément des besoins identiques à satisfaire, mais le maître pourvoyait largement à leur subsistance. Le contraste est d'autant plus grand et plus révoltant, que le travailleur moderne, esclave de fait, a été déclaré libre *juridiquement*.

« Et Necker, à la fin du siècle dernier disait: S'il était possible de découvrir une nourriture moins agréable que le pain, mais qui puisse entretenir le corps pendant 48 heures, le peuple serait bientôt réduit à ne manger que de deux jours l'un, lors même qu'il préférerait son ancienne habitude. »

Je puis donner un exemple frappant de l'idée de Necker dans un fait que j'ai constaté moi-même en Roumanie. Le paysan roumain, un des plus indignement exploité de l'Europe, mange, au lieu de pain, une espèce de bouillie faite avec de la farine de maïs (mamaliga). Cette habitude date de l'introduction, par Nicolas Mavrocordanu, du maïs en Roumanie (1720). Auparavant, le paysan roumain mangeait du pain, mais le blé coûtant plus cher que le maïs, il ne s'en sert plus pour ses besoins personnels, il le vend pour payer les charges multiples qui pèsent sur lui, exploité qu'il est par l'État, les boyards et les usuriers.

Ce sont là des chiffres prodigieux. Mais, cherchez ce qui revient en répartition à chacun des associés, et vous trouverez à raison de 66,275,758 fr. de bénéfices annuels divisés en 749,486 parts, la légère somme de 80 fr.

Quatre-vingt francs !

Ainsi, tant de luttes, tant d'espérances et tant d'illusions, se réduisent à 80 francs par famille d'ouvrier !

Et voilà ce qu'on nous présente en France comme moyen de résoudre la question sociale !

Non, ce n'est pas ce qui la fera sortir des milliers de familles de la misère où elles se trouvent.

Ce n'est pas cela qui contribuera à l'éducation de l'enfance et à l'entretien de la vieillesse impotente.

Ce n'est pas cela, en un mot, qui fera cesser ces criantes inégalités sociales que nous voyons tous les jours dans un pays où le mot *égalité* se trouve écrit sur tous les monuments publics. La coopération, sous tous ces aspects, ne présente rien de sérieux dans la société actuelle (ce qui sera différent dans une société communiste). Elle ne tend aucunement à l'amélioration de la situation des travailleurs. Elle ne fait que retarder la vraie solution du problème social, c'est-à-dire celle qui consiste dans la nationalisation de toutes les grandes richesses et la mise à la disposition de la classe ouvrière des instruments de travail.

Nous avons été bien généreux pour les coopératistes en donnant les chiffres relatifs aux sociétés coopératives en Grande-Bretagne, car c'est là le maximum du résultat obtenu jusqu'à présent par la coopération, et encore dans un pays qui a vu naître les *Trade's Unions*.

Malgré cela, lorsqu'on réfléchit aux efforts surhumains, à la patience, à la persévérance qui ont été dépensés par les Anglo-Saxons pour constituer ces *Trade's Unions*, on est frappé d'étonnement par les résultats si misérables qui ont été obtenus jusqu'à présent et qui, d'ailleurs, iront plutôt en diminuant qu'en augmentant.

Le désappointement provenant de la coopération gagne déjà les plus convaincus. Ceci est tellement vrai que les membres des *Trade's Unions* qui se comptent par centaines de mille (643,000) s'aperçoivent eux-mêmes de l'inefficacité de leurs sociétés coopératives et passent armes et bagages au socialisme scientifique ; ainsi, par exemple, dans le congrès national du Hull, ils se prononcent comme de simples *Marxistes* pour la nationalisation ou le retour à la collectivité du sol, par 41 voix contre 47.

Si nous examinons les bienfaits (?) des coopérations françaises nous trouvons à peine la moitié du chiffre anglais quant aux bénéfices.

Par exemple, au lieu de quatre-vingt francs, les bénéfices annuels des coopérateurs français (par famille) ne montent qu'à quarante francs par an.

De ces 40 francs si l'on défalque la perte de temps que chaque coopéré consacre à sa société plus la diminution graduelle des salaires qui provient des causes que nous avons exposées plus haut, il y aura en fin de comptes plutôt pertes que bénéfices pour les coopérés.

Lors même que la coopération donnerait d'excellents résultats, on ne peut la conseiller qu'à ceux des ouvriers qui travaillent; quant à ceux qui chôment et qui n'ont d'ouvrage que pour quelques mois de l'année, comment veut-on qu'ils coopèrent puisqu'ils ne travaillent pas?

La coopération ne peut pas donner d'ouvrage aux ouvriers sans travail encore moins de bénéfices. Ceux-là peuvent crever de faim que personne ne songerait à eux, si ce n'est pour les emprisonner comme vagabonds, ou faire des lois d'exceptions pour les transporter.

C'est sur ce point, épineux pour les bourgeois, que j'aurais voulu poser une question à l'intelligent professeur de droit Ch. Gide, qui est parti en guerre, à huis-clos, contre les socialistes au congrès de Lyon. Par quel miracle la coopération aurait-elle mis un terme à la misère de tous ceux qui souffrent du chômage?

Mais ces messieurs les professeurs officiels sont tellement convaincus de la fragilité de leurs arguments qu'ils n'admettent point la libre discussion ni la contradiction. Mais nous sommes là pour dénoncer leurs impostures.

P. ARGYRIADÈS.



MONSIEUR THIERS

..... M. Thiers! Peut-on voir un plus triomphant imbécile, un croutard plus abject, un plus étroniforme bourgeois! — Non rien ne peut donner l'idée du vomissement que m'inspire ce vieux melon diplomatique, arrondissant sa bêtise sur le fumier de la Bourgeoisie! — Est-il possible de traiter avec un sans-façon plus naïf et plus inepte la philosophie, la religion, les peuples, la liberté, le

passé et l'avenir, l'histoire et l'histoire naturelle, tout, et le reste !
Il me semble éternel comme la médiocrité ! Il m'écrase.

Mais le beau, ce sont les braves gardes-nationaux qu'il a fourrés dedans en 1848, et qui recommencent à l'applaudir ! quelle infinie démençé ! Ce qui prouve que tout consiste dans le tempérament. Les prostituées, — comme la France, — ont toujours un faible pour les vieux farceurs.

Correspondance 1867.

G. FLAUBERT.

LUX

Temps futurs, vision sublime !
Les peuples sont hors de l'abîme.
Le désert morne est traversé
Après les sables, la pelouse ;
Et la terre et comme une épouse
Et l'homme est comme un fiancé

Dès à présent l'œil qui s'élève
Voit distinctement ce beau rêve
Qui sera le réel un jour ;
Le temps dénoûra cette chaîne,
Car le passé se nomme haine,
Et l'avenir s'appelle amour !

Dès à présent dans nos misères
Germe l'hymen des peuples frères ;
Volant sur nos sombres rameaux,
Comme un frelon que l'aube éveille
Le progrès, ténébreuse abeille,
Fait du bonheur avec nos maux

Oh ! voyez ! la nuit se dissipe :
Sur le monde qui s'émancipe,
Oubliant Césars et Capets,
Et sur les nations nubiles,
S'ouvrent dans l'azur, immobiles,
Les vastes ailes de la paix !

Les rancunes sont effacées :
Tous les cœurs, toutes les pensées
Qu'anime le même dessein,
Ne font plus qu'un faisceau superbe,
On prend pour lier cette gerbe,
La vieille corde du toscain

Au fond des cieux un point scintille
Regardez, il grandit, il brille,
Il approche, énorme et vermeil,
O République universelle !
Tu n'es encore que l'éfincelle,
Demain tu seras le soleil.

II

Fêtes dans les cités, fêtes dans les campagnes !
Les cieux n'ont plus d'enfers, les lois n'ont plus de bagnes.
Où donc est l'échafaud ? Ce monstre a disparu.
Tout renaît. Le bonheur de chacun est accru
De la félicité des nations entières.
Plus de soldats l'épée au poing, plus de frontières,
Plus de fisc, plus de glaive ayant forme de croix.
L'Europe en rougissant dit : — quoi ! j'avais des rois !
Et l'Amérique dit : — quoi ! j'avais des esclaves !
Science, art, poésie, ont dissous les entraves
De tout le genre humain. Où sont les maux soufferts ?
Les libres pieds de l'homme ont oublié les fers.

Tout l'univers n'est plus qu'une famille unie
Le saint labour de tous se fond en harmonie ;
Et la société qui, d'hymnes retentit,
Accueille avec transport l'effort du plus petit ;
L'ouvrage du plus humble au fond de sa chaumière
Emeut l'immense peuple heureux dans la lumière ;
Toute l'humanité dans sa splendide ampleur
Sens le don que lui fait le moindre travailleur ;
Ainsi les verts sapins, vainqueurs des avalanches,
Les grands chênes remplis de feuilles et de branches,
Les vieux cèdres touffus, plus durs que le granit,
Quand la fauvette en mai vient y faire son nid,
Tressaillent dans leur force et leur hauteur superbe
Tout joyeux qu'un oiseau leur apporte un brin d'herbe.

Radioux avenir ! essor universel !

Epanouissement de l'homme sous le ciel.

(*Les châtiments.*)

VICTOR HUGO.

BIBLIOGRAPHIE

Nous rendrons compte dans l'Almanach de l'année 1892 de tout livre socialiste ou s'occupant de questions économiques et sociales, qui nous sera envoyé avant le mois de septembre 1891.

Le Socialisme intégral.

par B. MALON (1).

Par ce livre d'une érudition profonde, Malon nous venge de l'accusation naïve et bête de Jules Simon qui, il n'y a pas deux mois encofe, dans le journal *Le Temps*, accusait les socialistes d'ignorance.

Le travail remarquable de notre ami Malon est la synthèse de tous les systèmes socialistes anciens et modernes que tout socialiste doit lire et posséder.

Nous regrettons infiniment d'avoir reçu le volume alors que notre Almanach était déjà mis en page car nous aurions voulu en faire une étude critique approfondie, comme le mérite l'œuvre du citoyen Malon.

(1) Un fort volume in-8° raisin avec portrait de l'auteur, prix : 6 francs. Librairie de la *Revue Socialiste*, 8, rue des Martyrs.

Nous nous réservons de le faire dans notre journal « *La Question Sociale* » dont nous reprendrons bientôt la publication.

Loïs Majourès

par JEAN LOMBARD (2)

Ce roman raconte les luttes politiques dans le midi Français. Nous le recommandons aux socialistes tant pour l'esprit de critique économique qui y règne que par le grand souci de l'avenir moral et matériel des masses.

UN LIVRE DE BONNE PROPAGANDE

Anacharsis Cloutz, l'Orateur du genre humain

Par GEORGES AVENEL

Tous ceux qui ont écrit sur la Révolution française, l'ont fait jusqu'ici d'une façon partielle et bourgeoise. Georges Avenel, avec une érudition et une sagacité incontestables, outre la vie de l'Orateur du genre humain, a tracé dans cet ouvrage le tableau le plus fidèle qui ait jamais été fait des hommes et des choses de l'époque révolutionnaire. Il nous a montré cette Convention, tant vantée pour la hardiesse de ses réformes, comme étant l'expression du conservatisme bourgeois. Il fait toucher du doigt aux moins clairvoyants qu'à l'encontre de la Commune, cette Convention n'avait en réalité que la haine du peuple.

Anacharsis Cloutz, baron et millionnaire, inscrit au club des sans-culottes, faisait parti de cette Commune qui représentait les véritables aspirations populaires. Condamné à mort par tout les gouvernements européens, il ne trouva refuge qu'au Maroc. Après avoir pris part à toutes les luttes de la Révolution, il monta sur l'échafaud pour ses idées internationalistes et mourut pour l'humanité, comme le dit si justement son historiographe.

Cet ouvrage se compose de deux forts volumes in-8° de près de 500 pages chacun d'une valeur de 12 francs.

L'administration de la *Question Sociale* en possédant encore quelques exemplaires les offre aux lecteurs de l'*Almanach* au prix de 6 francs. Envoi franco.

Pour paraître dans le courant de décembre :

LE SOCIALISME EN FRANCE

Histoire du Parti socialiste

1876 — 1890

PAR JULES LEPINE ET G. MAZÈRE

Un volume : 3 fr. 50

(2) 2 vol. à 0,25 cent. Petite bibliothèque universelle. Edinger, éditeur.

LISTE GÉNÉRALE DES JOURNAUX SOCIALISTES du monde entier

FRANCE

Revue Socialiste, 8, rue des Martyrs, Paris, mensuelle socialiste collectiviste, 6^e année. Dir. Benoît Malon. Abonn. 18 fr. pour la France et 20 fr. pour l'étranger.

L'Idée Nouvelle, 8, rue du Croissant, Paris, mensuelle collectiviste. Abonn. 5 fr. pour la France et 6 fr. pour l'étranger.

L'Egalité, 12, rue Paul-Lelong, Paris, socialiste quotidien, 3^e année. Abonn. 20 fr. Dir. Jules Roques.

La Révolte, 140, rue Mouffetard, Paris, communiste anarchiste hebdomadaire, 4^e année. Abonn. 5 fr. pour la France et 7 fr. pour l'étr.

La Question Sociale, 5, Boulevard St-Michel, Paris, collectiviste. Dir. P. Argyriades. Commencera sa 2^e série en 1901.

Le Parti Ouvrier, 114, rue Montmartre, Paris, socialiste possibiliste quotidien. Dir. J. Allemane. Abonn. 18 fr. pour la France, 24 fr. pour l'étranger.

Le Proletariat, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, socialiste possibiliste heb. Abonn. 6 fr. pour la France et 8 fr. pour l'étranger.

La France Socialiste, 49, rue de l'Arbre-Sec, Paris, mensuelle possibiliste. Abonn. 3 fr. 50 pour la France et 4 fr. pour l'étranger.

La Bataille, 46, rue du Croissant, Paris, républicain socialiste quotidien. Dir. Lissagaray.

La Citoyenne, 107, rue du Mont-Cenis, Paris, journal de la revendication du suffrage des femmes. Directrice Mme Maria Martin.

Le Père Peinard, 120, rue Lafayette, Paris, communiste anarchiste heb., écrit en langue verte (argot parisien). Abonn. 6 fr. par an. Nous recommandons ce journal à M. Larchey, qui y trouvera plus d'un mot pour son dictionnaire.

L'Autonomie, 27, rue de la Procession, Paris, socialiste, libre-penseur, heb. Dir. A. de Okeek. Abo.

5 fr. pour Paris et 6 fr. pour les départements.

L'Esprit de la Femme, 51, rue St-Sauveur, Paris.

La Revue Européenne, 64, rue de Turenne, Paris, socialiste.

Bulletin de l'Union Universelle des Femmes, 9, rue Gager-Gabillot, Paris. Directrice Mme Maria Chéliga-Looëvy.

L'Aurore sociale, 58, rue du Four St-Germain, Paris.

Les Réformes, 174, rue Faubourg St-Denis, mensuel, Paris.

Le Droit des Femmes, 4, rue des Deux-gares, Paris, paraissant tous les deux mois.

L'Anarchie, 120, rue Lafayette, Paris, communiste anarchiste bi-hebdomadaire.

Le Socialiste, hebdomad., Paris.

La République Sociale, 111, rue Cambroune, Paris, heb.

L'Action Sociale, 3, rue de Marseille, Lyon, social. collectiviste heb. Abonn. 6 fr. pour la France, 8 fr. pour l'étranger.

La Voie des Travailleurs, 24, rue du Jardin-National à Albi, socialiste heb. Abonn. 3 fr. 50.

La Voie du Peuple du Var à Toulon, socialiste heb.

La Question Sociale, 4, rue de la Boétie, Bordeaux, collect. heb. Abonn. 1 fr. pour dix numéros.

L'Idée Ouvrière à Roubaix, révolutionnaire.

Tire-Pied, 17, rue Héré, Nancy. Tribune libre, organe des Travailleurs et des Revendications sociales. Abonn. 3 fr.

Le Réveil Socialiste, rue St-Autoine à Commeny (Allier).

Le Tirailleur Algérien à Alger.

Le Radical Algérien à Alger.

La Revue Algérienne à Alger.

Le Tocsin, rue de la Kasbah, Alger.

Le Cri du Travailleur, 21, rue de Béthune, Lille, collectiviste.

Le Salarial, 74, Rue Cauchoix

ou 84 rue des Bons-Enfants Rouen, collectiviste.

L'Emancipation Sociale, 8, Place Voltaire, Narbonne, collectiviste.

La Défense des Travailleurs, 33, rue d'Ostende, St-Quentin, collectiviste.

Le Peuple Picard, 10, Place St-Firmin, Amiens, collectiviste.

Le Deroir à Guise (Aisne) Revue des questions sociales.

Bulletin mensuel de la Fédération nationale des syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France, 16, rue Sullivan, Bordeaux.

L'Emancipation, rue de Conzague à Charleville, heb.

La République Sociale, 50, rue de la Monnaie, Troyes.

L'Ouvrier Corse, 9, rue Fesch, Ajaccio, heb.

Le Cri Social, rue de la Kasbah, Constantine.

La République de l'arrondissement, St-Claude (Jura.)

L'ouvrier syndiqué, bourse du travail, Marseille.

La voix de l'ouvrier, bourse du travail, Nîmes.

Le Progrès des Cuisiniers, Bourse du Travail, Paris.

Bulletin officiel de la Bourse du travail, Paris.

L'ouvrier lapidaire, citoyen Viochet, passage Delessert n° 3 Paris.

Le Peuple Socialiste, citoyen Révoton, rue Grenette, St-Etienne.

Le Ralliement, typographique, rue Bailleul, 1, Paris.

Bulletin Socialiste à St-Etienne.

Le Peuple, 14, rue de la République, St-Etienne, quotidien.

Le Peuple socialiste de la Loire, 11, rue St-Roch, St-Etienne, heb.

L'Union Socialiste, 36, rue St-Antoine à St-Etienne, heb.

Le Progrès, route Nationale à Souillac (Lot) heb.

Le Travailleur, 21, Place St-Croix à Cholet (Maine-et-Loire) heb.

L'Atelier, 5, rue des poissonnaux à Lille (Nord) heb.

Le Coup de Feu à Montdidier (Somme) mensuel.

La Vraie République, 31, rue Autran, Chatellerault (Vienne).

Le Travailleur à Epinal (Vosges) heb.

La fraternité, rue St-Amand à Auch.

ALLEMAGNE

Volks Tribune, S. O. (26) Elisabeth User 55, Berlin, social. collectiviste.

Berliner Volksblatt à Berlin, socialiste collectiviste.

Saechsische-Arbeiter Zeitung à Dresde, socialiste collectiviste.

Volks-Zeitung à Cologne, social. collectiviste.

Echo à Hambourg, social. collectiv.

Volksstimme à Magdebourg, social. collectiv.

Neue Zeit à Stuttgart, revue mensuelle socialiste.

Münchener Post à Munich, socialiste.

Westfaelische Volkszeitung à Bochum, socialiste.

Arbeiter-Zeitung, Druit und Belag von in Cruft Munich, socialiste.

Landwirthschaftliches Wochenblatt, Schleswig-Holstein.

Sonntags-Zeitung-Halberstadt, journal syndical des ouvriers du bâtiment à Brunswick.

Schlesische Nachrichten à Breslau
Die Nord Warch à Bant-Wilhelmshaven.

Der Zeitgest a Hambourg.

Mainzer Volkzeitung à Mainz-Offenbach.

Stettiner Volksbote à Stargard (Poméranie).

Buchbinderzeitung à Stuttgart.

Vereinsblatt für Bauhandwerker à Braunschweig.

Metallarbeiterzeitung à Nürnberg.

Barbier-Friseur à Dresde.

Deutsche Tapezierzeitung à Hannovre.

Freie Presse à Elberfeld.

Zeitgeist à Elberfeld.

Burgstuedter Zeitung à Burgtadt.

Hessische Volksstimme à Darmstadt.

Gewerkshafter à Leipzig.

Norddeutsches Volksblatt-Bant à Wilhelmshafen.

Presse à Thémnitz.
Shrabisches Wochenblatt à Stuttgart.
Wahler à Leipzig.
Volksbote à Halle.
Oberrheinische Volkszeitung à Friburg. i. B.
Frankfurter Volksstimme à Francfort-sur-le-Mein.
Bremer Bürgerzeitung à Bremen.
Volksstimme à Mannheim.
Bergische Arbeiterstimme à Solingen.
Bruder Schmied à Hambourg.
Neue Fischerzeitung à Hambourg.

ITALIE

Fascio Operaio, Alexandrie collectiviste organe officiel du Parti Ouvrier.
Muratore, Milan, collectiviste.
Emancipazione via in Arcione.
414, Rome, républicain socialiste.
L'arenire, Novara.
Italia del popolo, 16, S. Pietro all'Orto, Milan.
Chisiamo, 8, via Cairoli à Pesaro.
Il nuoro combattiamo, Gènes.
Revendicazione, via torri Polazzo Felici à Forlì Romagne.
La Riscossa, via dei. 28, vespri Trapani (Sicile.)
Il Riscatto, Messine (Sicile.)
L'Operaio, Reggio (Calabre.)
L'Ottante-nove, Venise.
Spartacus, Gènes.
Favilla, Mantoue.
La Plebaglia, poste restante à Imola.
Avanti, Palerme, anarchiste.
La Campana, Macerata, anarchiste.
Il sole dell'avenire, Ravenne.
L'Amico del Popolo, 24, via Cavalliera, Bologne.
Ferruccio, corso Garibaldi 288, Reggio (Calabre).
La Giustizia à Reggio-Emilia, collectiviste.
Il Lavoratore Comesco à Come.
Il Tipografo, à Milan.
La Typografia Milanese à Milan.
Il Lavoratore à Turin.

L'unione à Catania.
Il Martello à Issola.
La Lega Democratica, à Imola.
Gli Operai à Naples.
Il Penaiore à Turin.
Il Polesine à Adria.
Rivista Democratica à Roma.
La Riscopa à Trapani.
Mefistofele à Benevento.
Le Calzolaio à Milano.
Combattiamo à Genova.
Secolo, à Milan.

HOLLANDE

Recht voor Allen, Roggeveenstraat 54, S-Gravenhage La Haye.
Dr. Douma Nieuwenhuis, organe du parti démocratique social.
De Klok, Wolvega en Frise.
Friesch Volksblad, Leeuwarden.
Radical Weekblad, à Amsterdam.
Licht en Waarheid, à Middelburg.
Scingerer, à La Haye.
De Sigarenmaker, à La Haye.
De Anarchist, Hoefkade 465 47 s'Gravenhage, La Haye.
De Fimmerman, à La Haye.
De Rode Vaan, à Groningue.
Volksblad, à Zaandijk.

AUTRICHE

Die Gleichheit, à Vienne, collectiviste.
Arbeiter Zeitung, Campendorsstrate 79, Vienne.
Backer Zeitung, 9, Rochgasse, Vienne.

SUISSE

La journée de huit heures, Spalenvorstadt, 3, à Bâle, collectiviste.
Abonn. 5 fr. pour la Suisse, 6 fr. 25 pour la France, 5 m. pour l'Allemagne, 5 sh. pour l'Angleterre.
Arbeiterstimme, à Zurich.
Basler Arbeiterfreund, à Bâle.
Grütliener, à Coire.
Sveiz-Sozial-demokrat, à Berne.
Grutén, à la Chaux-de-fonds.
Grutli, à Lausanne.
Obscheje Delo, 3, rue des Alpes, Genève.
L'Aurore, 45, chemin Dancet, Genève.
Bulletin continental, Neuchâtel.

BELGIQUE

La Société Nouvelle, 48, rue d'Edimbourg, Bruxelles.

La Question sociale, 48, rue de Stassart, Ixelles-Bruxelles, communiste mensuel.

Le Peuple, rue du Persil, à Bruxelles.

Le Cri du Peuple, 117, rue Vandeweyer, Bruxelles, anarchiste.

Le Drapeau Noir, 58, rue du Moulin, St-Josse-ten-Noode, Bruxelles.

De Opstand, 7, Waaistraat, Liège.

Vooruit, Gand, collectiviste.

Die Toekomst, Gand, collectiviste.

En Avant, Borinage, collectiviste.

La Misère, à Louvières.

De Werker, 146, Diepestraat, Anvers.

L'Avant-Garde, Bruxelles.

La Raison, 33, rue des Poissonniers, Bruxelles.

La Philosophie de l'Avenir, 7, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.

L'Avenir, revue populaire hebdomadaire, Liège.

La Bataille, Frameries.

Les Coopérateurs Belges, Bruxelles, organe mensuel de la coopération.

Het Volksrecht, Gand, heb.

L'Egalité, Tournai, heb.

Het Diamantvak, Anvers, professionnel bi-mensuel.

L'Étudiant Socialiste, Bruxelles, revue bi-mensuelle.

Le Conscrit et *Le Eoteling*, Bruxelles, journaux contre l'impôt du sang.

La Réforme Sociale, Bruxelles, revue communiste, anarchiste, bi-mensuelle.

L'Echo du Centre, rue de l'Industrie, à Bracquegnies, Belgique.

ANGLETERRE

Sozialdemokrat, Londres.

Commonweath, 24, Great-Queen st., Londres, S. W., collectiviste.

Justice, Paternoster Row, 43, Londres, collectiviste.

Freedom, Canal street, Merrow Street, Walworth, Londres S. E.

The Workers Friend, 40, Berner St, Commercial Road Londres E, anarchiste, écrit en langue hébraïque.

Die Autonomie, 96, Wardour street, Soho square, Londres W, anarchiste.

Londoner Free Press, 49, Tottenham street, Tottenham Court Road, London W.

The Labour Elector, office, 43, Pasternoster Row E. C, Londres, collectiviste.

To Day, 13, Paternoster, Londres

The Christian Socialist, 185, Fleet street, E. C, Londres.

The Anarchist labour leaf, H. Mackenzie, 12, Basing Place, Klingsland road, London N. E.

DANEMARK

Sozialdemokraten, Copenhague, quotidien.

Ravnen, Copenhague, heb. illustré.

Arbeideren, Copenhague, heb.

SUÈDE ET NORVÈGE

Arbetet, Norregatan, 36, à Malmo (Suède), heb.

Folkets Röst, à Goteberg (Suède).

Til Bladet (Fedraheimen), à Tynsett (Norvège) anarchiste.

Fredenkerand, Stockholm.

ESPAGNE

El Demokrata Social, Calle Corredora Baya, 43, Madrid, Organe officiel du parti démocrate social des possibilistes, quotidien.

Las Regiones Calle Livia, 5, Madrid, heb.

El Sociatista, 8, Calle Hernan Cortés, Madrid, organe officiel des marxistes espagnols.

La Anarquía, Madrid.

El Ideal del Pueblo, à Sabadell (Catalogne).

El Obrero, 32, calle de Poniente, piso, 1, Barcelone.

El Crisol, calle Bazan, 30, à Alicante, socialiste, libre-penseur.

El Socialismo, 33, Encarnacion, à Cadix.

La Victima del Trabago, à Sévilla, anarchiste.

El 1 de Mayo, Barcelone, radical socialiste indépendant.

El Obrero à Carthagène, socialiste, indépendant.

El Productor, San Alegario, 2, 1^o, Barcelone.

Tierra y Libertad, lista de correosa Gracia, Barcelone.

La República, Madrid, Dr Piy, Margal.

Acracia, à Barcelone.

El Socialismo, à Madrid.

La Union Obrera, 64, calle de la Magdaleina, à Ferrol, collectiviste.

La Asociacion, calle de Ferlandina, 20 pral, Barcelone.

Los Trabajadores, calle de Campo Sagrado, 22, Barcelone.

Los des hederados, calle del Jaidine, 41, Sabadell.

La Tramontana, carrer de Poment, Barcelone.

El Cosmopolita, calle del Sabano, 17, Valadolid, collectiviste, anarchiste.

La Revolucion Social, Magallanes, 53, Barcelone.

La Alarma, Séville.

El Proletario, à San-Felui de Guixois.

PORTUGAL

Revolução Social, rua de S. Sebastiao, 16, Andar, à Porto.

O Operayo, portugues à Porto, marxiste.

A Revolta, Troades dos Guindais, 32, à Porto.

Seculo, à Lisbonne, républicain, socialiste.

O Grito de Poco, à Lisbonne, républicain, socialiste.

A voz de operario, S. Vicente, 28, à Lisbonne, marxiste.

O Protesto operario, rua de Jaoa Braz, à Lisbonne.

A Era Nova, 21, 4^o, Rua Nova do Almada, à Lisbonne.

La Aurora do Carados, à Barcellos.

Fura Vidas, 177, rua dos DouRADORES 2^o, à Lisbonne.

GRÈCE

Le Socialiste, rue Aioulou, 73, Athènes, heb.

Fanos, à Patras, rép. social.

ROUMANIE

Munca, strada Academiei, à Bucares, collectiviste.

Revista Sociala, à Jassi, collectiviste.

Romanula, à Bucarest, républ. social.

Lupta, calea Victoriei si strada Academiei, 18, à Bucarest, républ. social.

Scoala Noua, à Roman.

SERBIE ET BULGARIE

Odjek, à Belgrade (Serbie), radical socialiste.

Siroboda, 800, rue Samokovska, à Sophia (Bulgarie).

ÉTATS-UNIS

Le Réveil des Masses, P. O. Box 93, New-Foundland, Wagne Co. Pa. socialiste, langue française.

Der Anarchist, 719, S. 2 th. street Saint-Louis, (Mo) États-Unis, écrit en langue allemande.

Réveil des Masses, 27, South, 5 th. avenue, New-York, langue française.

Volné Listy, 445, E. 78 th. st. New-York, langue tchèque.

Vorbote, 264, W. Twelfth st. Chicago, États-Unis, socialiste.

The Standard, 25 ann. st. New-York, socialiste.

Twentieth Century, 4, Naren st. New-York, socialiste.

Fair Play, Walley Falls, Kansas (États-Unis), socialiste.

Liberty, B. R. Tucker, P. O. Box 3366, à Boston, (États-Unis) social.

Coast Seamen's Journal, 513 1/2 East street, à San Francisco.

Der Sozialist, 56, East Fourth strett, New-York city (États-Unis).

Lucifer, M. E. C. Walker Valley Falls Jefferson County, Kansas (États-Unis), socialiste.

Volks Anratt, Cincinnati Ohio (États-Unis).

Znarrria, 203, Madison street, New-York, social.

The Arbeiter Zeitung, 31 Henry street, New-York, social. juif.

Der Arme Teufel, Détroit (Michigan) (États-Unis), socialiste.

Kaweah Commonweal, Kaweah Colony, Box 427 Visalia Cal. (États-Unis), socialiste.

The Beacon, 319, Fifth street, San-Francisco Cal. (États-Unis) socialiste.

The Truth Seeker, New-York.

La Cronica, Los Angeles Cal. (États-Unis).

The Irish World, 17, Barclay street, New-York, irlandais.

Southern Industry, à New-Orléans.

The Home Circle, St-Louis, Mo. (États-Unis).

Arbeiter Zeitung, 1153, Mission street, à San Francisco, Cal. (États-Unis).

The Truth, 65-67, Suffolk street, New-York, langue hébraïque.

L'Egoïsme, à San-Francisco É.-U.

New-York Sun, à New-York.

Paterson Labor Standard, at. 88, Washington street, Paterson.

Tgui (Liberté), à San Francisco, écrit en langue japonaise, S. Shikilzu, 314, O'Farrel street.

Craftsman, à Washington.

Arbeiter Zeitung, à Chicago, 107, 5^e avenue.

Tagblatt, à Philadelphie, quotidien, socialiste.

Freiheit, 167, William street, New-York.

Proletar, 635, E. 11, St. New-York.

New-England-Anzeiger, 227, Steat street, New-Haven, Connexitut.

Budoucnost, V. Furck, 741, Loomis st., à Chicago.

John Sicienton's Paper, 21, Rou, New-York.

Die Fackel, 107, 5^e avenue, Chicago.

The United Irishman, redact, O. Donavan Rossa, 12, Chamber, St., New-York.

Free Press, socialiste, Baltimore, Maryland.

The Cincinnati Unconnist, 31 1/2 W. Third, St. Cincinnati.

Philadelphia Tageblatt, 613, Callowhille st., Philadelphie.

The Labor enquerer, Denvers, 363, Larimer street, Colorado.

Die Zukunft, 1123, Henston st. Philadelphie.

Die Galveston Weekly News, 186, Mechanic street, Galveston, Texas.

Truth, 805, Markand, 1236-2151-52, San-Francisco, Californie.

New-Yorker-Volkzeitung, 184, William-Street, New-York.

MEXIQUE

El Reprodutor à Orizaba, Estado de Vera Cruz.

La Razon à Guanajuato.

El Obrero, Calle del Quince de Mayo, Monterey.

El Pueblo, 85, Calle de Montamorros-Monterey (N. Léon).

La Razon del Pueblo, Mérida.

El Mentor de los Minos, Guadaluajara.

El Imparcial à Saltillo (Coahuila).

El Socialista, Calle de la Escalerilas (Mexico.)

La Libertad à Mexico.

El Pesamiento libre, Calle del Carmen 12 à Arizabo.

AMÉRIQUE DU SUD

El Artesano-Comercio, 86, Rosario (République Argentine).

La Revista de la Fraternidad, Buenos-Ayres, (République-Argentine).

El Perseguido, casilla del correo 1818, Buenos-Ayres, (République Argentine).

Los Principios à Santa-Fé (République Argentine.)

El Reformista à Juarez, (République Argentine).

La Montana, Cordoba (République Argentine).

Il Bersaglière, Rosario (République Argentine.)

El Corondino, Coronda, (République Argentine.)

Los Andes, Mendoza (République Argentine.)

La Justicia, Buenos-Ayres (République Argentine.)

El Republicano, Tucuman (République Argentine.)

La voz del Salladillo, Buenos-Ayres (République Argentine.)

La Pronsa, Cerro-Largo (République Argentine.)

El Porvenir, Carmelo (Uruguay.)

El Pueblo, Canelones (id.)

El Progreso, Termidad (id.)

El Ferro Caril, Montévidéo (Uruguay.)

La Tribuna Popular, Montévidéo (Uruguay.)

España y el Uruguay, Montévidéo (Uruguay.)

El Typografo, Hunderzas (Uruguay.)

El Bromista, Montévidéo (Uruguay.)

La Razon, à Santiago (Chili.)
La Colonie Française, Valparaíso (Chili.)

La Discussion, Chillan (Chili.)
Discussão à Pelotas (Brésil.)

Libertador à Ceará (id.)
Messenger du Brésil à Rio-de-Janeiro (Brésil.)

El Eter, 182, Calle de arequipa à Lima (Pérou.)

Revista Masonica, casilla del correo, 44 à Lima (Pérou.)

Diario Oficial à Quito. (Equateur.)

London Bazar, 95, Calle del Mercado à Valencia (Venezuela.)

El Porrenir, 7, Calle del Tapado à Puerto de la Plata (République Dominicaine.)

El Eco de la Opinion à Santo Domingo (Répub. Dominicaine.)

El Cronista à Panama (Colombie)

La Republica à Tegucigalpa (Honduras.)

La Nacion, restaurant americano à Tegucigalpa (Honduras.)

El Comercio à San Salvador (Salvador.)

El Telegrafo del Salvador, 48, Calvario y del Comercio à San-Salvador (Salvador.)

La Union, 36, Calle de la Aurora à San-Salvador (Salvador.)

El Municipio Salvadoreno à San-Salvador (Salvador.)

Journaux de la Libre-Pensée et républicains avancés,

Bulletin mensuel de la Fédération française de la libre-pensée, abonnement d'un an, 4 fr, rue Jarente, 6, Paris.

La Vérité, 28, rue du Mont-Thabor, Paris.

La Néosophie, 49, rue de Lille, directrice M^{me} C. Renooz.

La République des paysans, 4, rue Bazillac, Auch.

L'Union républicaine démocratique du Doubs, 15, rue Ronchaud, Besançon.

El Maestro à San-José (Costa-Rica.)

El Artesano, 21, Calle de Merced à San-José (Costa-Rica.)

La Agricultura, 6, Noveda avenida Norte (Guatemala.)

El Guatemalteco (Guatemala).

ANTILLES

El Productor, 39, Dragones, La Havane, Cuba.

El Buscapie, calle San Francisco, 61, à Porto-Rico.

El Pueblo, à Ponce, Puerto-Rico.

Le Peuple, à Port-au-Prince, Haïti.

El Propagador, à Puerto de Plata, Saint-Domingue.

Le Progrès de la Guadeloupe, 43, rue d'Arband, Pointe-à-Pitre.

ILE DE MADAGASCAR

La Cloche, à Tamatave.

AÇORES

O Acoriano, à Horta.

O independente, rua de S, Francisco, Caes do Pico.

A Verdade, à Horta.

INDES FRANÇAISES

Le Progrès, 8, rue Montorsier, à Pondichéry.

AUSTRALIE

The Worker, australien, socialiste, League International Reading Room, 533, George street, Sydney.

The Australian Radical, au local de « *The Australian socialist leag*, 533, Georges street, Sidney N. S. W.

Le Ralliement, 47 bis, rue du Mail, à Angers.

Les Annales gauloises, revue littéraire, 24, rue du Rhône, à Annonay, Ardèche.

Le Petit Dracenois, 4, place Claude, à Dragnignan.

Le Patriote de l'Est, 28, place des Chanoines, Commercy.

Las Dominicales, Madrid, Espagne.

El Matin, Madrid, Espagne.

El Pais, Madrid, id.

El Libro Pensamiento, Madrid, Espagne.

La Tramontana, à Barcelone, Espagne.

La Llu manera, à Barcelone, Espagne.

Revue de l'Est, Psychologico, à Barcelone, Espagne.

La Autorcha Valeniina, Valencia.

La Autorcha de Ternel, Espagne.

La Bandera Tricolor de Tortosa, Espagne.

El Republicano à Palma, Espagne.

El Clamor Setabense, à Jativa, Espagne.

El Racionalista, de S. Felix de Quionis, Espagne.

Associazione Racionaliste, Pisano, Italie.

El Pueblo Soberano, Barcelone, Espagne.

The Freethinker, Londres.

National Reformer, Londres.

La Aurora, Alcala, Espagne.

Neues freireligiöses Sonntagsblatt, Magdebourg.

Menschenthum, Gotha.

Sonntagszeitung, Halberstadt.

ANNONCES ⁽¹⁾

NOUVELLE DÉCOUVERTE

SCIE A LAMES SANS FIN ET MULTIPLES

pour le débitage des grands blocs de marbre, granit, bois, etc.

SCIE A DENTURE PERPÉTUELLE

pour le découpage en lignes courbes permettant d'obtenir la marqueterie **en marbre** avec autant de facilité que *cette en bois*, pour mosaïque, panneaux de paquétage, enseignes, chimères, etc. travail unique.

A. JEANSAUME

10 rue des Immeubles-Industriels, Paris

Breveté S. G. D. G. en France et à l'Etranger

Médaille d'or à l'Exposition Universelle, Paris. 1889

Plusieurs médailles et diplômes d'honneur

Honoré le 14 décembre 1888, de la visite de M. le Président de la République Française, qui en qualité d'Ingénieur Compétent a adressé diverses questions à l'Inventeur, et lui a ensuite fait commande d'un grand cadre Artistique. Style Louis XIII).

Brevets et licences à vendre.

Pour les annonces ou traite à forfait s'adresser à l'administrateur de la *Question Sociale*.

LINGERIE MODÈLE

30 années d'existence

MAISON DE CONFIANCE

Recommandée pour l'élégance, le confortable et le bon marché de ses articles.

FABRIQUES A LYON ET A TARRARE

Maison de vente à PARIS, 5, *Boulevard St-Michel.*

APERÇU DE QUELQUES PRIX

Corsets nouveau système, depuis.	6 fr.	
Chemises de jour pompadour ou parisiennes en baptiste, garnies de dentelles ou broderies, depuis	3	75
Chemises de nuit id. id.	5	75
Matinées riches, depuis.	6	
Peignoirs d'un goût irréprochable, depuis. .	15	

SPÉCIALITÉ DE SOIERIES

Chemises, depuis.	12	75
Pantalons, id.	12	50
Jupons, id.	15	50
Articles pour enfants, layettes, etc., etc.		

On envoie des marchandises contre remboursement pour toute somme, et *franco* depuis la somme de 20 fr.

Adresser les demandes à la Directrice de la lingerie Modèle, 5, *Boulevard St-Michel, Paris.*

RHUMS D'ORIGINE

Dépositaires généraux pour la France des Rhums de l'importante maison Robertson, Withebay et Cie, de Knigstown (Jamaica), nous pouvons fournir des qualités supérieures à des conditions qui défont toute concurrence.

Nous cotons actuellement :

Rhum Jamaïque vieux 68° à f. 125 l'hect. Logements en futs

— — supér. 68° à f. 150 — de 125 à 150 litres.

— Grenade vieux sup. 55° f. 175 l'hec. —

En futs d'origine de 250 litres environ, nous faisons un rabais de 5 fr. par hectolitre.

A votre demande, nous vous enverrons tous les échantillons que vous pouvez désirer, et il vous sera ainsi facile, pour la comparaison de nos types, de voir combien nos prix sont avantageux.

L. DAURAT ET Cie.
à Bordeaux (Gironde).

Nota. — Les Rhums Jamaïque 68° sont très avantageux, pour les coupages et donnent, réduits au degré de consommation, des Rhums *excellents et bon marché*.

VINS DE BORDEAUX!

L. de BAUTIGER, propriétaire,

au Taillan (Médoc)

Par la suppression de tous les intermédiaires qui grèvent si lourdement les prix tout en dénaturant la qualité des vins, il est facile de comprendre les avantages considérables que (comme prix et authenticité des vins), je suis à même de fournir aux acheteurs qui veulent bien s'adresser à moi.

Voici les prix exceptionnellement bas auxquels je livre des vins *excellents et garantis naturels* :

		Vin des côtes :
Récoltes :	1887 — 1886 — 1885	Ambarès, Bourg, Montferrand,
fr.	145 — 170 — 190	La Trune, etc., etc.

		Vin de Médoc :
Récoltes :	1887 — 1886 — 1885	Taillon, Ludon, Listrac, Mar-
fr.	200 — 250 — 300	gaux, Pauillac, etc.

Ces prix s'entendent pour 1 barrique de 300 bouteilles

L'UNION DES LIBRAIRES

5, Boulevard Saint-Michel, Paris.

M. LOUIS REIL, Directeur-Administrateur

Par ce temps de centralisation à outrance, une maison de commission en librairie, centralisant tous les renseignements qui concernent les livres de toutes sortes, vient de se fonder à Paris et déjà elle compte une clientèle très nombreuse.

Elle procure tous les livres nouveaux qui se publient partout (romans, littérature, science, sociologie, art, droit, médecine, etc.), au même prix que chez les éditeurs et franco à partir de 10 francs. Elle procure les livres anciens, rares et curieux aux meilleures conditions.

Sur la demande des clients, la maison envoie les catalogues de tous les éditeurs de Paris. Il suffit d'envoyer un timbre de 15 centimes pour l'affranchissement de chaque catalogue.

On répond à toute demande de renseignements, joindre un timbre pour la réponse.

Toute demande de livres doit être accompagnée d'un mandat-poste pour le montant des livres demandés.

Adresser les lettres à M. Louis Reil, administrateur, 5, boulevard Saint-Michel, Paris.

" FIN DE SIÈCLE "

89, rue d'Aboukir, 89.

RESTAURANT, VINS ET LIQUEURS EN TOUS GENRES

A.-G. GARCINI

PROPRIÉTAIRE

Cet établissement dont l'ouverture aura lieu du 15 au 20 octobre, joindra le confortable à la modicité des prix.

Le café et le chocolat seront servis comme les autres boissons à toute heure et à la façon de l'Amérique du Sud.

Les étrangers venant des pays sud-américains, ainsi que de Cuba, Haïti, etc. seront tout particulièrement satisfaits de l'établissement de M. A. Garcini où ils retrouveront leurs habitudes avec les boissons et produits qui leur rappelleront leur pays.

En outre, tout parisien tiendra à visiter le restaurant *Fin de Siècle* où il sera confortablement servi sans être écorché comme dans la plupart des restaurants de ce genre.

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

LIVRES D'ÉTUDE RECOMMANDÉS (1)

	Fr. C.
Le capital, KARL MARX	6. »
Socialisme utopique et socialisme scientifique, J. ENGELS	» 60
Critique sociale, A. BLANQUI, 2 vol.	7. »
Le socialisme intégral, A. MALON	6. »
Le droit à la paresse, L. LAFARGUE	» 40
Le capital, de KARL MARX, résumé par G. DEVILLE	3.50
Paroles d'un révolté, KROPOTKINE	3.50
Manuel d'économie sociale, B. MALON	2.75
Capital et travail, LASSALE	2.25
Quintessence du socialisme, SHAEFFLE	1.15
La loi morale, loi de l'unanimité, DOMENJARIE	1.15
Chants Révolutionnaires, E. POTTIER	3. »
Collectivisme et services publics, CÉSAR DE PAEPE	» 75
Transformisme et socialisme, LOUIS DRAMARD	1.15
Les assemblées parlantes, LAVERDAYS	4. »
Progrès et pauvreté, HENRY GEORGES	10. »
La Question sociale, 1^{er} vol. P. ARGYIADES	2.50
Le Poète socialiste, E. POTTIER	» 60
Les Juifs, rois de l'Epoque, TOUSSENEL	7.50
Introduction à la sociologie 1^{re} et 2^e partie, GUILLAUME DÉGREEF.	12. »
L'agiotage sous la 3^e République, A. CHIRAC, 2 vol.	7. »
Le minimum des salaires, L. BERTRAND.	» 35
Les Etapes de l'avenir de l'humanité, DÉSIRÉ DESCAMPS.	» 15
Consigne et conscience, E. ODIN	» 25
Lettre aux jurés de la Haute-Vienne sur le drame de Puy-Imbert, E. ODIN.	» 10
La Sociologie, CH. LETOURNEAU	5. »
Esquisse d'une morale sans obligation ni sanction, GUYAU.	5. »
L'irreligion de l'Avenir, étude de sociologie, GUYAU.	7.50
Le Darwinisme social.	1.10
Le Parlementarisme	» 30
Les heures de Travail	» 30
Les Endormeurs, E. GAUTIER	» 30

(1) Pour faciliter la propagande, l'administration de la *Question Sociale* se charge de procurer tous ces livres aux prix marqués et franco à tous ceux qui voudront les avoir. Adresser les mandats à l'administrateur.

OUVRAGES DE P. ARGYRIADÈS

La Peine de Mort considérée au point de vue philosophique, moral, légal et pratique, chez Leroux, 1875 (épuisé).

La Question Sociale, revue des idées socialistes et du mouvement révolutionnaire des Deux-Mondes (1^{er} volume, janvier-décembre 1885). Ce recueil, paru sous la direction de P. Argyriadès, contient des articles de Karl Marx, Blanqui, Elisée Reclus, Edouard Vaillant, Désiré Des-camps, François Hoffmann, Jules Guesdè, Paul Lafargue, E. Pottier, F. Lefrançais, Louise Michel, Jehan Le Vagre, O. Souèbre, P. Argyriadès, A. Goullé, L.-V. Meunier, etc., etc. Volume de 264 pages (prix : 2 fr. 50).

Le Poète Socialiste Eugène Pottier, brochure publiée par l'administration de la « Question Sociale », 50 cent.

Sous presse :

Essai sur le Socialisme Scientifique.

La Femme dans le passé, le présent et l'avenir. — Traduction analytique de l'ouvrage de Bebel.

Les heures de travail, brochure.

En préparation

La Misère qui tue. La Misère devant les tribunaux. — Ouvrage très documenté duquel ressortira la hideur de la société bourgeoise et la terreur en permanence qu'elle exerce sur les pauvres avec ses tribunaux correctionnels.

Volume d'environ 300 pages, prix : 3 fr. 50.

La Banque de France, étude financière et critique de son privilège abusif et de ses bénéfices scandaleux.

Pour tous ces ouvrages, s'adresser à l'auteur : 49, rue de Rivoli, Paris.

ALMANACH

DE LA

QUESTION SOCIALE

ET DU

CENTENAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Pour 1892

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

(Deuxième année)

SOUS LA DIRECTION DE P. ARGYRIADÈS

Avocat à la Cour d'appel de Paris

DEUXIÈME ÉDITION

Principaux Collaborateurs :

ADVIELLE, J. ALLEMANE, MARC AMANIEUX, ANSEEELE, BERTRAND
LÉON BIENVENU (Touchatout), A. BOYER, député, LÉON CLADEL,
J.-B. CLÉMENT, V. CONSIDÉRANT, D^r CORRE, A. DELVAU
H. DENIS, F. ENGELS, FRÉJAC, HAMON, HENRION,
HOVELACQUE, D^r JACLARD, LACHAMBAUDIE,
LAVROFF, D^r LETOURNEAU, B. MALON, PAULE MINCK
NADAR, E. ODIN, PETERSEN, E. POTTIER, J. RICHEPIN
RAYMOND, AURÉLIEN SCHOLL, SHEU, SOUËTRE, E. VAILLANT, VEBER
ÉMILE ZOLA

Prix : 1 fr. 50

PARIS

A L'ADMINISTRATION DE LA QUESTION SOCIALE

5, Boulevard Saint Michel, 5

En vente aussi chez tous les libraires et dans toutes les gares.

Dépôt chez STRAUSS, 5, rue du Croissant

SOMMAIRE DE L'ALMANACH

Le Triomphe du travail (gravure), par H. Sheu, de Londres. — *Avant-propos*. — *Annuaire pour l'année 1892*. — CALENDRIERS : grégorien, républicain et socialiste. — *Cent ans de règne bourgeois*, P. Argyriades. — *Tartuffe triomphant*, Ch. Ravin md. — *Un Programme*, Ed. Vaillant. — *Le Chômage*, Emile Zola. — *Le Ver luisant et le Crapaud*. — *Une Grève de millionnaires*, B. Malon. — *Le Drapeau rouge*, A. Delvaux. — *Fanatisme religieux*, A. Scholl. — *Petite histoire de la féodalité capitaliste*, Victor Considérant. — *Glacius Babouf*, V. Advieille. — *Ai-je mon compte ?* Léon Biervenu. — *Coopération et Socialisme*, Louis Bertrand. — *Jury bourgeois*, Adrien Veber. — *Pensées, maximes, mots de combat*. — *Les Travaillleurs de la terre*, J. Allemane. — *Le Cri révolutionnaire de 1792*, Marc Amanieux. — *La Journée de huit heures*, P. Argyriades. — *Aveu bourgeois*. — *Massacre de Fourmies*, Smetre. — *Anecdotes*. — *Le Militarisme*, docteur Corré. — *Le Socialisme il y a cent ans*, Hovelacque. — *Ne me fais plus d'enfants*, J.-B. Cément. — *Fin d'une Société*, docteur Jaclard. — *Capital et salaires*, Engels. — *La Pauvreté c'est l'esclavage*, Lachambaudie. — *Pensees comico-philosophiques*. — STATISTIQUES DIVERSES : *Statistique des grèves en France*, *Statistique des grèves aux Etats-Unis*, *Budgets de recettes et de dépenses*, *L'Exploitation capitaliste*, *Homicide social*, les *Victimes du grison*. — *Un peu de religion : la Descente de croix*, E. Pottier. — *Corsi e ricorsi*, docteur Letourneau. — *Vae victis*, Léon Cladel. — MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL : *Congrès de Bruxelles*, le *Socialisme en Belgique*, Henrion ; *Mouvement socialiste dans le Midi*, Paule Minck ; *Lettre de Pierre Lacroff*. — RAPPORTS : *Allemagne*, Angleterre, Hollande, Norvège, Roumanie. — *Mémoires inédits*, Nadar : — *Vie de César de Paepé*. — *Les Lois naturelles*, Hector Denis. — *Dans le monde des poupées*, Richépin. — *Un Mot sur la Coopération*, Ansele. — *Le Quatrième Etat*, E. Pottier. — *Ministère et Mélinite*, Hamon. — *Le Progrès de l'idée*, E. Odin. — *Le Nationalisme*, Boyer, député. — *Bibliographie*. — *Liste générale des journaux socialistes internationaux*.

OUVRAGES DE P. ARGYRIADÈS

La Peine de Mort, chez Leroux. 1875 (épuisé).

La Question sociale (1^{re} série). Volume de 264 pages (prix : 2 fr. 50).

Le Poète socialiste Eugène Pottier, 0 fr. 50.

Almanach de la Question Sociale et de la Libre Pensée, pour 1891, 1 fr. 50.

Essai sur le socialisme scientifique, brochure de 64 pages, 0,50 c.

SOUS PRESSE

La Femme dans le passé, le présent et l'avenir, traduction analytique de l'ouvrage de Bebel.

EN PRÉPARATION

La Misère qui tue. La Misère devant les Tribunaux.

La Banque de France, étude financière et critique de son privilège abusif et de ses bénéfices scandaleux.

Pour tous ces ouvrages, s'adresser à l'administration de la **Question Sociale**, 5, boulevard Saint-Michel, Paris.

ALMANACH

DE LA

QUESTION SOCIALE

ET DU

CENTENAIRE DE LA RÉPUBLIQUE

Pour 1892

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

(Deuxième année)

SOUS LA DIRECTION DE P. ARGYRIADÈS

Avocat à la Cour d'appel de Paris

L'almanach est chose plus
grave que ne le croient les esprits
futiles.

MICHELET.



PARIS

A L'ADMINISTRATION DE LA QUESTION SOCIALE

5, Boulevard Saint-Michel, 5

LE TRIOMPHE DU TRAVAIL



MANIFESTATION INTERNATIONALE DU 1^{er} MAI 1891

DÉDIÉ AUX TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS

AVANT-PROPOS

Nous voilà à la *deuxième année* de l'Almanach de la Question Sociale.

Les félicitations que nous a valu celui de la première année, et que nous reproduisons sans fausse modestie à la fin de ce volume, nous ont encouragés à augmenter l'intérêt de celui-ci.

Sans être parfait, il est en effet, croyons-nous, encore plus intéressant à lire que le premier par la variété des articles qu'il contient, dus tous à des écrivains connus déjà du public et tendant au même but : l'affranchissement humain.

Nous avons fait quelques additions à notre calendrier, utiles à tout le monde, telles que les lever et coucher du soleil, les phases de la lune, les éclipses, etc., etc., mais nous n'avons pas donné des articles explicatifs sur les calendriers contenus dans notre Almanach. Nous l'avons fait suffisamment dans l'Almanach de l'année dernière.

Au point de vue du mouvement socialiste international, on ne pourrait pas donner des documents plus exacts et plus précieux que ceux que nous donnons. Ce sont les rapports officiels des partis socialistes, présentés au Congrès international de Bruxelles, que nous publions les premiers ici.

De même pour les journaux socialistes internationaux, la liste de cette année est plus exacte et plus complète au point de vue socialiste que la liste de l'Almanach de 1891.

Nous avons donné des statistiques multiples, comme l'année dernière.

Enfin, le célèbre graveur londonien, M. Henry Scheu, auteur de la gravure « le Triomphe du Travail », qu'il a faite à l'occasion du 1^{er} mai 1891, a mis gracieusement à notre disposition, pour l'Almanach, une plaque reproduisant en réduction sa magnifique gravure.

Nous nous sommes efforcés, en un mot, de le rendre, sinon parfait, du moins le meilleur du genre et aussi instructif que possible pour tout le monde.

ANNUAIRE POUR L'ANNÉE 1892

Année 6605 De la période julienne.

- 2668 Des Olympiades, ou la 4^e année de la 667^e Olympiade, commence en juillet 1892, en fixant l'ère des Olympiades, 775 ans et demi avant J.-C. ou vers le 1^{er} juillet de l'an 3938 de la période julienne.
 - 2645 De la fondation de Rome, selon Varron
 - 2639 Depuis l'ère de Nabonassar, fixée au mercredi 26 février de l'an 3967 de la période julienne, ou 747 avant J.-C. selon les chronologistes, et 746 ans suivant les astronomes.
 - 1892 Du calendrier grégorien, établi en octobre 1582, depuis 309 ans ; elle commence le vendredi 1^{er} janvier.
 - 1892 Du calendrier julien ou russe, commence douze jours plus tard, le mercredi 13 janvier.
 - 100 Du calendrier républicain français, commence le mercredi 23 septembre 1891 et l'année 101 commence le jeudi 22 septembre 1892.
 - 5652 De l'ère des Juifs, commence le samedi 3 octobre 1891, et l'année 5653 commence le jeudi 22 septembre 1892.
 - 1309 De l'hégire, calendrier ture, commence le vendredi 7 août 1891, et l'année 1310 commence le mardi 26 juillet 1892, suivant l'usage de Constantinople, d'après l'*Art de vérifier les dates*.
-

ECLIPSES

Il y aura en 1892 deux éclipses de Soleil et deux éclipses de Lune :

Eclipse totale de Soleil, le 26 avril 1892, invisible à Paris ;

Eclipse partielle de Soleil, le 20 octobre 1892, invisible à Paris ;

Eclipse totale de la Lune, le 4 novembre 1892, en partie visible à Paris ;

Eclipse partielle de la Lune, le 11 mai 1892, visible à Paris.

FÊTES MOBILES

Septuagésime, 14 février.

Cendres, 2 mars.

Pâques, 17 avril.

Rogations, 23, 24, 25 mai.

Ascension, 26 mai.

Pentecôte, 5 juin.

Trinité, 12 juin.

Fête-Dieu, 16 juin.

1^{er} Dimanche de l'Avent,

27 novembre.

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 20 de la Commune (Calendrier socialiste)	Ephémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Janvier	Nivôse	Nivôse	
7.56	4.11	V 1	11	18 tridi	1800 Naissance de H. Heine.
7.56	4.12	S 2	12	19 quartidi	Platon, 1 ^{er} communiste.
7.56	4.14	D 3	13	20 <i>quintidi</i>	Les Gracques.
7.56	4.15	L 4	14	21 primidi	1885 Mort de P. Tkatscheff.
7.56	4.16	M 5	15	22 duodi	Spartacus.
7.55	4.17	M 6	16	23 tridi	Pythagore.
7.55	4.18	J 7	17	24 quartidi	1878 Mort de F.-V. Raspail.
7.55	4.19	V 8	18	25 <i>quintidi</i>	Epicure.
7.54	4.20	S 9	19	26 primidi	Lucrèce.
7.54	4.22	D 10	20	27 duodi	Démocrite.
7.53	4.23	L 11	21	28 tridi	Anaxagore.
7.53	4.24	M 12	22	29 quartidi	1846 Mort de Troncin.
7.52	4.26	M 13	23	30 <i>quintidi</i>	1881 Mort de Theisz.
				Pluviôse	
7.52	4.27	J 14	24	1 primidi	Eschyle.
7.51	4.29	V 15	25	2 duodi	1808 Naiss. de Proudhon.
7.50	4.30	S 16	26	3 tridi	Solon.
7.50	4.31	D 17	27	4 quartidi	Lyeurgue.
7.49	4.33	L 18	28	5 <i>quintidi</i>	Zoroastre.
7.48	4.34	M 19	29	6 primidi	1865 Mort de Proudhon.
7.47	4.36	M 20	30	7 duodi	1737-1814 Bernardin de St-Pierre.
			Pluviôse		
7.46	4.37	J 21	1	8 tridi	Mort de Herten.
7.45	4.39	V 22	2	9 quartidi	Exécution de Louis XVI.
7.44	4.40	S 23	3	10 <i>quintidi</i>	1536 Suppl. de J. de Leyde.
7.43	4.42	D 24	4	11 primidi	Rabelais.
7.42	4.44	L 25	5	12 duodi	1878 Vera Zassoulitch tire sur Trépoff.
7.41	4.45	M 26	6	13 tridi	Confucius.
7.40	4.47	M 27	7	14 quartidi	Papinien.
7.38	4.48	J 28	9	15 <i>quintidi</i>	Lucain.
7.37	4.50	V 29	10	16 primidi	1878 Ouv. du Cong. de Lyon.
7.36	4.52	S 30	11	17 duodi	1678-1751 Bolingbroke.
7.35	4.53	D 31	12	18 tridi	1592 Mort de Montaigne.
					1530-1562 La Boétie.
PHASES LUNAIRES					
P. Q. le 7, à 1 h. 22 matin.			D. Q. le 22, à 3 h. 52 matin.		
P. L. le 14, à 3 h. 36 matin.			N. L. le 29, à 4 h. 48 soir.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 20 de la Commune (calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Février	Pluviôse	Pluviôse	
7.33	4.55	L 1	12	19 quartidi	Cornélie, mère des Gracques.
7.32	4.57	M 2	13	20 quintidi	1798-1874 Michelet.
7.31	4.58	M 3	14	21 primidi	1818-1869 leariens s'embarquent au Havre p ^r le Texas
7.29	5	J 4	15	22 duodi	Condam. de Myschkine.
7.28	5.02	V 5	16	23 tridi	1619 Supplice de Vanini.
7.26	5.03	S 6	17	24 quartidi	Lucien
7.25	5.05	D 7	18	25 quintidi	Supplice de Reinsdorf et Kuchler.
7.23	5.07	L 8	19	26 primidi	1524-1579 Camoëns.
7.22	5.08	M 9	20	27 duodi	1788-1860 Schopenhauer.
7.20	5.10	M 10	21	28 tridi	1755 Mort de Montesquieu.
7.18	5.12	J 11	22	29 quartidi	1650 Mort de Descartes.
7.17	5.13	V 12	23	30 quintidi	1647-1706 Bayle.
				Ventôse	
7.15	5.15	S 13	24	1 primidi	1882 M. d'Hessa Heffmann.
7.13	5.17	D 14	25	2 duodi	1885 Mort de Jules Vallès.
7.11	5.18	L 15	26	3 tridi	Julien l'Apostat
7.10	5.20	M 16	27	4 quartidi	1564 Naissance de Galilée.
7.08	5.21	M 17	28	5 quintidi	Pyrhon.
7.06	5.23	J 18	29	6 primidi	1600 Supplice de G. Bruno.
7.04	5.25	V 19	30	7 duodi	1563 Michel-Ange.
					1584-1636 M. Molé.
			Ventôse		
7.02	5.26	S 20	1	8 tridi	1694 Naissance de Voltaire.
7.01	5.28	D 21	2	9 quartidi	1879 Exécut. de Kropotkine, gouv. de Kharkow.
6.59	5.30	L 22	3	10 quintidi	Brutus.
6.57	5.31	M 23	4	11 primidi	Cassius.
6.55	5.33	M 24	5	12 duodi	1468 Mort de Gutenberg.
6.53	5.34	J 25	6	13 tridi	1724-1800 Kant.
6.51	5.36	V 26	7	14 quartidi	Tacite.
6.49	5.38	S 27	8	15 quintidi	1854 Mort de Lamennais.
9.47	5.39	D 28	9	16 primidi	Juvénal.
6.45	5.41	L 29	10	17 duodi	Darwin.
PHASES LUNAIRES					
P. Q. le 5, à 9 h. 48 matin.			D. Q. le 21, à 0 h. 24 matin.		
P. L. le 12, à 7 h. 48 soir.			N. L. le 28, à 3 h. 57 soir.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 20 de la Commune (Calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Mars	Ventôse	Ventôse	
6.43	5.42	M 1	11	18 tridi	1854 M. de M ^{me} de Gamond.
6.41	5.44	M 2	12	19 quartidi	1792-1792 Shelley.
6.39	5.46	J 3	13	20 <i>quintidi</i>	1654-1722 M ^{me} Dacier.
6.37	5.47	V 4	14	21 primidi	1544-1603 Charron.
6.35	5.49	S 5	15	22 duodi	1749 Freret.
6.33	5.50	D 6	16	23 tridi	1866 Proc. de l'Int. des trav.
6.31	5.52	L 7	17	24 quartidi	1879 Exécution de Knoop.
6.29	5.53	M 8	18	25 <i>quintidi</i>	1888 Mort de Brinsein.
6.27	5.55	M 9	19	26 primidi	1762 Supplice de Calas.
6.25	5.56	J 10	20	27 duodi	1872 Mort de Mazzini.
					1877 Mort de Jacobi.
6.23	5.58	V 11	21	28 tridi	1554-1586 Sidney.
6.21	6	S 12	22	29 quartidi	1560-1641 Sully.
6.19	6.01	D 13	23	30 <i>quintidi</i>	1884 Exéc. du tzar Alex. II.
6.17	6.03	L 14	24	31 primidi	1883 Mort de Karl Marx.
6.15	6.04	M 15	25	32 duodi	1313-1415 Jean Huss.
6.13	6.06	M 16	26	33 tridi	1873 Cong. soc. de Bologne.
6.11	6.07	J 17	27	34 quartidi	1849 Suppl. de Daix et Lahr.
6.08	6.09	V 18	28	35 <i>quintidi</i>	1871 Commune de Paris.
6.06	6.10	S 19	29	36 sixidi	1888 Congrès de la Libre-Pensée à Oran.
				AN 21	
				Germinal	
6.04	6.12	D 20	30	1 primidi	1849 Supplice de Vangler, Brambosch et Jurkowich.
			Germinal		
6.02	6.13	L 21	1	2 duodi	1642 Newton.
6	6.15	M 22	2	3 tridi	1632-1704 Locke.
5.58	6.16	M 23	3	4 quartidi	1819 Sand exéc. Kotzebue.
5.56	6.18	J 24	4	5 <i>quintidi</i>	1794 Mort d'Anarch. Cloodt.
5.54	6.19	V 25	5	6 primidi	1672-1719 Addison.
5.51	6.21	S 26	6	7 duodi	Le curé Meslier.
5.49	6.22	D 27	7	8 tridi	1794. Mort de Condorcet.
5.47	6.24	L 28	8	9 quartidi	Swetozar Markovitz.
5.45	6.25	M 29	9	10 <i>quintidi</i>	1884 Congrès de Roubaix.
5.43	6.27	M 30	10	11 primidi	1647-1714 Denis Papin.
5.41	6.28	J 31	11	12 duodi	1705-1781 Saurin auteur de « Spartacus. »
PHASES LUNAIRES					
P. Q. le 5, à 7 h. 24 soir.			D. Q. le 21, à 5 h. 26 soir.		
P. L. le 13, à 1 h. 05 soir.			N. L. le 28, à 1 h. 27 soir.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Avril	Germinal	Germinal	
5.39	6.30	V 1	12	13 tridi	1744 Naissance de Lamark.
5.37	6.31	S 2	13	14 quartidi	1871 Mort de Flourens.
5.35	6.33	D 3	14	15 <i>quintidi</i>	1871 Mort de Duval.
5.33	6.34	L 4	15	16 primidi	1695 La Fontaine.
5.31	6.36	M 5	16	17 duodi	1885 Ouvert. du Congrès de Bruxelles.
5.29	6.37	M 6	17	18 tridi	1871 Mort de Bourgouin.
5.27	6.39	J 7	18	19 quartidi	1772 Naiss. de Ch. Fourier.
5.24	6.40	V 8	19	20 <i>quintidi</i>	1834 Insurr. de la faim à Lyon.
5.22	6.42	S 9	20	21 primidi	1732-1807 Lalande.
5.20	6.43	D 10	21	22 duodi	Ferdinand Garçon.
5.18	6.45	L 11	22	23 tridi	1825 Naiss. de Lassalle.
5.16	6.46	M 12	23	24 quartidi	1871 Mort de P. Leroux.
5.14	6.47	M 13	24	25 <i>quintidi</i>	1834 Massacre de la rue Transnonain.
5.12	6.49	J 14	25	26 primidi	1879 Attentat de Solovief contre le tzar.
5.10	6.50	V 15	26	27 duodi	1881 Mort de S. Pérovskaja.
5.09	6.52	S 16	27	28 tridi	1847 Exéc. prolét. à Buzançais
5.07	6.53	D 17	28	29 quartidi	1790 Mort de Franklin.
5.05	6.55	L 18	29	30 <i>quintidi</i>	1763-1794 Chaumette.
5.03	6.56	M 19	30	Floréal 1 primidi	1583-1645 Grotius.
5.01	6.58	M 20	Floréal 1	2 duodi	Hérodote.
4.59	6.59	J 21	2	3 tridi	1747-1827 Volta.
4.57	7.01	V 22	3	4 quartidi	Aristarque.
4.55	7.02	S 23	4	5 <i>quintidi</i>	1785 Mort de Mably.
4.53	7.04	D 24	5	6 primidi	1547-1616 Cervantes.
4.52	7.05	L 25	6	7 duodi	1860 Ouv. du Congr. Gand.
4.50	7.07	M 26	7	8 tridi	1544-1595 Le Tasse.
4.48	7.08	M 27	8	9 quartidi	1819 Condam. de Lacollonge.
4.46	7.09	J 28	9	10 <i>quintidi</i>	Euclide.
4.44	7.11	V 29	10	11 primidi	1750-1803 Sylvain Maréchal.
4.43	7.12	S 30	11	12 duodi	1869 Mort de Thoré.
PHASES LUNAIRES					
P. Q. le 4, à 6 h. 31 matin.			D. Q. le 20, à 6 h. 10 matin.		
P. L. le 12, à 6 h. 35 matin.			N. L. le 26, à 9 h. 56 soir.		

Lever et coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Mai	Floréal	Floréal	
4.41	7.14	D 1	12	13 tridi	Manifest. ouv. inter. Mar- tyrs de Fourmies.
4.39	7.15	L 2	13	14 quartidi	1818 Naiss ^e de Karl Marx.
4.38	7.17	M 3	14	15 <i>quintidi</i>	1867 Mort d'A. Delvau.
4.36	7.18	M 4	15	16 primidi	1681-1741 Rollin.
4.34	7.20	J 5	16	17 duodi	Archimède.
4.33	7.21	V 6	17	18 tridi	1715-1789 Condillac.
4.31	7.22	S 7	18	19 quartidi	Socrate.
4.30	7.24	D 8	19	20 <i>quintidi</i>	1632-1677 Spinoza.
4.28	7.25	L 9	20	21 primidi	1805 Mort de Schiller.
4.27	7.27	M 10	21	22 duodi	1536-1616 Du Harley.
4.25	7.28	M 11	22	23 tridi	1707-1788 Buffon.
4.24	7.29	J 12	23	24 quartidi	Homère.
4.23	7.31	V 13	24	25 <i>quintidi</i>	1571-1630 Kepler.
4.21	7.32	S 14	25	26 primidi	Exécution d'Ossinsky.
4.20	7.33	D 15	26	27 duodi	François Vidal.
4.19	7.35	L 16	27	28 tridi	1802-1885 Victor Hugo.
4.17	7.36	M 17	28	29 quartidi	Auguste Roussel.
4.16	7.37	M 18	29	30 <i>quintidi</i>	1803-1875 E. Quinet.
				Prairial	
4.15	7.38	J 19	30	1 primidi	1825 Mort de Saint-Simon.
			Prairial		
4.14	7.40	V 20	1	2 duodi	1471 Naiss ^e d'Albert Durer.
4.13	7.41	S 21	2	3 tridi	1566 Mort de Chr. Colomb.
4.12	7.42	D 22	3	4 quartidi	1639 Mort de Campanella.
4.10	7.43	L 23	4	5 <i>quintidi</i>	1868 Procès de l'Internat ^e
4.09	7.45	M 24	5	6 primidi	1498 Mort de Savonarole.
4.08	7.46	M 25	6	7 duodi	1871 Martyrs de la Commune
4.08	7.47	J 26	7	8 tridi	1871 Mort de Delescluze.
4.07	7.48	V 27	8	9 quartidi	1871 Mort de Millière.
4.06	7.49	S 28	9	10 <i>quintidi</i>	1797 Mort de Babeuf et de Darthé.
4.05	7.50	D 29	10	11 primidi	1871 Mort de Varlin.
4.04	7.51	L 30	11	12 duodi	1214-1294 Roger Bacon.
4.04	7.52	M 31	12	13 tridi	1813-1878 Claude Bernard.
PHASES LUNAIRES					
P. Q. le 3, à 7 h. 21 soir.			D. Q. le 19, à 3 h. 02 soir		
P. L. le 11, à 11 h. 08 soir.			N. L. le 26, à 5 h. 58 matin.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Juin	Prairial	Prairial	
4.03	7.53	M 1	13	14 quartidi	1882 Mort de Garibaldi.
4.02	7.54	J 2	14	15 quintidi	1499-1589 Bern. de Palissy.
4.02	7.55	V 3	15	16 primidi	1785-1857 Fréd. Sauvage.
4.01	7.56	S 4	16	17 duodi	1752-1834 Jacquart.
4.00	7.57	D 5	17	18 tridi	1732-1792 Arkwright
4.00	7.57	L 6	18	19 quartidi	1832 Insurrection du cloître Saint-Méry.
4.00	7.58	M 7	19	20 quintidi	Hobbes.
3.59	7.59	M 8	20	21 primidi	1809 Mort de Th. Payne.
3.58	8	J 9	21	22 duodi	1525 Mort de Geyer.
3.58	8	V 10	22	23 tridi	1369 Fusill. de la Ricamarie.
3.58	8.01	S 11	23	24 quartidi	Aristide
3.58	8.01	D 12	24	25 quintidi	Georges Duchêne.
3.58	8.02	L 13	25	26 primidi	1803-1885 Toussenel.
3.58	8.02	M 14	26	27 duodi	Georges Avenel.
3.58	8.03	M 15	27	28 tridi	1381 Mort de Wat-Tyler.
3.58	8.03	J 16	28	29 quartidi	C. A. Rosetti.
3.58	8.04	V 17	29	30 quintidi	Sophocle.
				Messidor	
3.58	8.04	S 18	30	1 primidi	Théocrite.
			Messidor		
3.58	8.04	D 19	1	2 duodi	1782 Naiss. de Lamennais.
3.58	8.05	L 20	2	3 tridi	1882 Supp. de Pougatcheff.
3.58	8.05	M 21	3	4 quartidi	1866 Mort de Buchez.
3.58	8.05	M 22	4	5 quintidi	1810-1838 Hégés. Moreau.
3.59	8.05	J 23	5	6 primidi	1848 Insurrec. dans Paris.
3.59	8.05	V 24	6	7 duodi	1848 Mort de Roguinard et de Belval.
3.59	8.05	S 25	7	8 tridi	1848 Mort de Laroque.
4	8.05	D 26	8	9 quartidi	1869 Mort de Barbès.
4	8.05	L 27	9	10 quintidi	Diogène.
4.01	8.05	M 28	10	11 primidi	1863 Mort de J. Reynaud.
4.01	8.05	M 29	11	12 duodi	1878 M. de Baudet Dulary.
4.02	8.05	J 30	12	13 tridi	1876 Mort de Bakounine.
PHASES LUNAIRES					
P. Q. le 2, à 10 h. 01 matin.			D. Q. le 17, à 9 h. 10 soir.		
P. L. le 10, à 1 h. 42 soir.			N. L. le 24, à 2 h. 16 soir.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Juillet	Messidor	Messidor	
4.03	8.04	V 1	13	14 quartidi	1775-1854 Schelling.
4.03	8.04	S 2	14	15 quintidi	1869 Mort de Barrault.
4.04	8.04	D 3	15	16 primidi	1778 M. de J.-J. Rousseau.
4.05	8.03	L 4	16	17 duodi	1759-1824 Schiller.
4.05	8.03	M 5	17	18 tridi	Joseph Fontana.
4.06	8.03	M 6	18	19 quartidi	1535 Supplice de Thomas Morus.
4.07	8.02	J 7	19	20 quintidi	1740-85 Frères Montgolfier.
4.08	8.01	V 8	20	21 primidi	1870 Procès de l'Internat.
4.09	8.01	S 9	21	22 duodi	1873 Insurrection d'Alcoy.
4.09	8	D 10	22	23 tridi	Téophraste
4.10	8	L 11	23	24 quartidi	Epictète.
4.11	7.59	M 12	24	25 quintidi	1873 Insurrection de Carthagène.
4.12	7.58	M 13	25	26 primidi	1877 Supplice de Bogolubof
4.13	7.57	J 14	26	27 duodi	1789 Prise de la Bastille.
4.14	7.56	V 15	27	28 tridi	1793 Marat.
4.16	7.56	S 16	28	29 quartidi	1832 Mort de Talabot.
4.17	7.55	D 17	29	30 quintidi	1857 Mort de Béranger.
4.18	7.54	L 18	30	Thermidor 1 primidi	1746-1803 T. Louverture.
4.19	7.53	M 19	1	2 duodi	Vercingétorix.
4.20	7.52	M 20	2	3 tridi	1623-1662 Pascal.
4.21	7.50	J 21	3	4 quartidi	1564-1616 Shakespeare.
4.22	7.49	V 22	4	5 quintidi	1668-1747 Le Sage.
4.24	7.48	S 23	5	6 primidi	1857 Mt de Car. Pisacane.
4.25	7.47	D 24	6	7 duodi	Esopé.
4.26	7.46	L 25	7	8 tridi	Georges Duchêne.
4.27	7.44	M 26	8	9 quartidi	1737-1813 Parmentier.
4.29	7.43	M 27	9	10 quintidi	Rigas Feraïos.
4.30	7.42	J 28	10	11 primidi	Théodor Vladimirescu.
4.31	7.40	V 29	11	12 duodi	1784 Mort de Diderot.
4.32	7.39	S 30	12	13 tridi	Virgile.
4.34	7.38	D 31	13	14 quartidi	Cratès.
PHASES LUNAIRES P. Q. le 2, à 2 h. 22 matin. P. L. le 10, à 1 h. 53 matin. D. Q. le 17, à 1 h. 57 matin. N. L. le 23, à 11 h. 40 soir. P. Q. le 31, à 7 h. 54 soir.					

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE - PENSÉE
		Août	Thermidor	Thermidor	
4.35	7.36	L 1	14	15 <i>quintidi</i>	1812 Mort de V. d'Argenson
4.36	7.35	M 2	15	16 <i>primidi</i>	M ^{me} Ackermann.
4.38	7.33	M 3	16	17 <i>duodi</i>	1889 Mort de Félix Pyat.
4.39	7.32	J 4	17	18 <i>tridi</i>	1622-1673 Molière.
4.40	7.30	V 5	18	19 <i>quartidi</i>	1688-1744 Pope.
4.42	7.29	S 6	19	20 <i>quintidi</i>	1749-1791 Mirabeau
4.43	7.27	D 7	20	21 <i>primidi</i>	1849 Supp. d'E. Elsenhans.
4.45	7.25	L 8	21	22 <i>duodi</i>	1760-1836 Rouget de Lisle.
4.46	7.24	M 9	22	23 <i>tridi</i>	1889 Mort de Gagneur.
4.47	7.22	M 10	23	24 <i>quartidi</i>	1707-1794 Danton.
4.49	7.20	J 11	24	25 <i>quintidi</i>	1467-1536 Erasme.
4.50	7.18	V 12	25	26 <i>primidi</i>	1888 Mort de Flotte.
4.52	7.17	S 13	26	27 <i>duodi</i>	1852 Supplice d'Abel.
4.53	7.15	D 14	27	28 <i>tridi</i>	Cadelard et J. Laurent.
4.54	7.13	L 15	28	29 <i>quartidi</i>	1886 Procès du meeting du Château-d'Eau.
4.56	7.11	M 16	29	30 <i>quintidi</i>	1765-1815 Fulton.
				Fructidor	
4.57	7.10	M 17	30	1 <i>primidi</i>	1804-1876 Georges Sand.
			Fructidor		
4.59	7.08	J 18	1	2 <i>duodi</i>	1773-1842 S. de Sismondi. Périclès.
5	7.06	V 19	2	3 <i>tridi</i>	Condammnation de Testulat.
5.01	7.04	S 20	3	4 <i>quartidi</i>	1880 Congrès de Wyden.
5.03	7.02	D 21	4	5 <i>quintidi</i>	Thrasybule.
5.04	7	L 22	5	6 <i>primidi</i>	1878 Procès Cong. soc. Paris
5.06	6.58	M 23	6	7 <i>duodi</i>	1886 Confér. inter. ouvrière
5.07	6.56	M 24	7	8 <i>tridi</i>	1723-1990 Adam Smith.
5.08	6.54	J 25	8	9 <i>quartidi</i>	1727-1781 Turgot.
5.10	6.52	V 26	9	10 <i>quintidi</i>	1848 Condamm. de Racary.
5.11	6.50	S 27	10	11 <i>primidi</i>	1837 Procès St-Simoniens.
5.13	6.48	D 28	11	12 <i>duodi</i>	1619-1683 Colbert.
5.14	6.46	L 29	12	13 <i>tridi</i>	1871 Mort de Gust. Tridon.
5.16	6.44	M 30	13	14 <i>quartidi</i>	1870 Cond. Intern. de Rouen
5.17	6.42	M 31	14	15 <i>quintidi</i>	1864 Mort de Lassalle.
PHASES LUNAIRES					
P. L. le 8, à 0 h. 7 soir.			N. L. le 22, à 11 h. 8 matin.		
D. Q. le 15, à 6 h. 47 matin.			P. Q. le 30, à 1 h. 38 soir.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 100 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (c..lendrier socialiste)	Ephémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Septembre	Fructidor	Fructidor	
5.18	6.40	J 1	15	16 primidi	1867 Cong. Inter. Lausanne
5.20	6.38	V 2	16	17 duodi	1872 Cong Intern. La Haye
5.21	6.36	S 3	17	18 tridi	Gougenot Desmousseaux.
5.23	6.34	D 4	18	19 quartidi	Fra Paolo.
5.24	6.32	L 5	19	20 quintidi	1568 Naiss. de Campanella
5.25	6.30	M 6	20	21 primidi	1875-1847 O'Connell.
5.27	6.28	M 7	21	22 duodi	John Brown.
5.28	6.26	J 8	22	23 tridi	1874 Cong. Intern Genève.
5.30	6.24	V 9	23	24 quartidi	1877 Cong. univ. de Gand.
5.31	3.21	S 10	24	25 quintidi	O'Donnel.
5.33	6.19	D 11	25	26 primidi	1723-1789 D'Holbach
5.34	6.17	L 12	26	27 duodi	1806-1872 Lachambaudie.
5.35	6.15	M 13	27	28 tridi	Miltiade.
5.37	6.13	M 14	28	29 quartidi	1321 Mort de Dante.
5.38	6.11	J 15	29	30 quintidi	1866 Supp. de Karakosoff.
				Vendémiaire	
5.40	6.09	V 16	30	1 primidi	1837 Mort de Buonarotti.
5.41	6.07	S 17	1	2 duodi	1889 Cong. univ. libr.-pen.
5.43	6.05	D 18	2	3 tridi	1781 Cong. Libr.-Pen Paris
5.44	6.02	L 19	3	4 quartidi	Mecène.
5.45	6.00	M 20	4	5 quintidi	Hippocrate.
5.47	5.58	M 21	5	6 primidi	1792 Procl. de la Républ.
			AN 101		
			Vendémiaire		
5.48	5.56	J 22	1	7 duodi	1738 Boerhaave.
5.50	5.54	V 23	2	8 tridi	1876 Cond de Boutofskaia.
					1882 Cong. St-Etienne et de
5.51	5.52	S 24	3	9 quartidi	Roanne.
5.53	5.50	D 25	4	10 quintidi	1884 Cong Libr.-Pen. Paris
5.54	5.48	L 26	5	6 primidi	1762-1794 C. Desmoulin.
5.55	5.45	M 27	6	7 duodi	Diagoras l'athée
5.57	5.43	M 28	7	8 tridi	1864 Fond. de l'Internat.
5.58	5.41	J 29	8	9 quartidi	Démosthènes.
6.00	5.39	V 30	9	10 quintidi	1883 Congrès nat. à Paris.
PHASES LUNAIRES					
P. L. le 6, à 9 h. 17 soir.			N. L. le 21, à 1 h. 26 matin.		
D. Q. le 13, à 0 h. 59 soir.			P. Q. le 29, à 6 h. 29 matin.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Ephémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Octobre	Vendémiaire	Vendémiaire	
6.01	5.37	S 1	10	11 primidi	1812-1870 Dickens.
6.03	5.35	D 2	11	12 duodi	1876 Congrès de Paris.
6.04	5.33	L 3	12	13 tridi	Damon et Pythias.
6.06	5.31	M 4	13	14 quartidi	Marcos Botzaris.
6.07	5.29	M 5	14	15 <i>quintidi</i>	1885 Cong. de Cincinnati.
6.09	5.27	J 6	15	16 primidi	1779-1868 Brougham.
6.10	5.24	V 7	16	17 duodi	1779-1818 Berzelius.
6.12	5.22	S 8	17	18 tridi	1869 Fusill. grév. St-Aubin.
6.13	5.20	D 9	18	19 quartidi	1837 Mort de Fourier.
6.15	5.18	L 10	19	20 <i>quintidi</i>	1711-1776 Hume.
6.16	5.16	M 11	20	21 primidi	Zenon.
6.18	5.14	M 12	21	22 duodi	1424 Mort de Jean Ziska.
6.19	5.12	J 13	22	23 tridi	Cervantès.
6.21	5.10	V 14	23	24 quartidi	1818 Cond. de Voisamber.
6.22	5.08	S 15	24	25 <i>quintidi</i>	Mme de Sevigné.
6.24	5.06	D 16	25	26 primidi	Relig. de la Bretonne.
6.25	5.04	L 17	26	27 duodi	1760 Naiss. de St-Simon.
6.27	5.03	M 18	27	28 tridi	1615-1696 La Bruyère.
6.29	5.01	M 19	28	29 quartidi	Apollonius de Tyane.
6.30	4.59	J 20	29	30 <i>quintidi</i>	1879 Congrès de Marseille.
				Brumaire	
6.32	4.57	V 21	30	1 primidi	1775-1836 Ampère.
			Brumaire		
6.33	4.55	S 22	1	2 duodi	1878 Promulg. en Allemag. de la loi contre les soc.
6.35	4.53	D 23	2	3 tridi	Hipparque.
6.36	4.51	L 24	3	4 quartidi	1758-1794 Robespierre
6.38	4.50	M 25	4	5 <i>quintidi</i>	1861 Mort de Jean Journet.
6.40	4.48	M 26	5	6 primidi	1876 Cong. de l'Inter. Berne
6.41	4.46	J 27	6	7 duodi	1553 Sup. de Michel Servet
6.43	4.44	V 28	7	8 tridi	1667-1745 Swift.
6.44	4.43	S 29	8	9 quartidi	1889 Mort de Nicolas Tchernichewski.
6.46	4.41	L 30	9	10 <i>quintidi</i>	1881 Congrès nat. Reims
6.46	4.39	M 31	10	11 primidi	1793 Supplique de Fouchet.
PHASES LUNAIRES					
P. L. le 6, à 6 h. 21 matin.			N. L. le 20, à 6 h. 33 soir.		
D. Q. le 12, à 9 h. 47 soir.			P. Q. le 28, à 9 h. 36 soir.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Ephémérides socialistes ET DE LA LIBRE - PENSÉE
		Novembre	Brumaire	Brumaire	
6.49	4.38	M 1	11	12 duodi	1772-1825 P.-L. Courier.
6.51	4.36	M 2	12	13 tridi	1819-1877 Courbet, membre de la Commune.
6.52	4.34	J 3	13	14 quartidi	Phocion.
6.54	4.33	V 4	14	15 quintidi	1867 Manifestation des in- ternationalistes de Paris
6.56	4.31	S 5	15	16 primidi	46 Mort de Caton d'Utique.
6.57	4.30	D 6	16	17 duodi	1887 Mort de Pottier.
6.59	4.28	L 7	17	18 tridi	1874 Cong. Int. Bruxelles.
7.00	4.27	M 8	18	19 quartidi	1856 Mort de Cabet.
7.02	4.25	M 9	19	20 quintidi	1848 Supplice de R. Blum.
7.04	4.24	J 10	20	21 primidi	1866 Mort de Duvoyrier.
7.05	4.23	V 11	21	22 duodi	1887 Martyrs de Chicago.
7.07	4.21	S 12	22	23 tridi	1859 Mort de Colins.
7.08	4.20	D 13	23	24 quartidi	1848 Cond. de Bisbambiglia
7.10	4.19	L 14	24	25 quintidi	1880 Congrès du Havre.
7.12	4.18	M 15	25	26 primidi	1716 Mort de Liebnitz.
7.13	4.16	M 16	26	27 duodi	1716 Naiss. d'Alembert.
7.15	4.15	J 17	27	28 tridi	1858 Mort d'Owen.
7.16	4.14	V 18	28	29 quartidi	1889 Procès d'Elberfeld.
7.18	4.13	S 19	29	30 quintidi	Guillaume Tell.
				Frimaire	
7.19	4.12	D. 20	30	1 primidi	Claude Pelletier.
			Frimaire		
7.21	4.11	L 21	1	2 duodi	1331 Insurrection de la Croix-Rousse à Lyon.
7.22	4.10	M 22	2	3 tridi	Théodore Dezamy.
7.24	4.09	M 23	3	4 quartidi	Aristote.
7.25	4.09	J 24	4	5 quintidi	1613 Mort de Tobie Adam.
7.27	4.08	V 25	5	6 primidi	Pauline Roland.
7.28	4.07	S 26	6	7 duodi	1694-1774 Quesnay.
7.29	4.06	D 27	7	8 tridi	1632-1694 Papendorf.
7.31	4.06	L 28	8	9 quartidi	1871 Supp. Ferré et Rossel
7.32	4.05	M 29	9	10 quintidi	1830 Révol. en Pologne.
7.33	4.04	M 30	10	11 primidi	1871 Supp. de Grémieux.
PHASES LUNAIRES					
P. L. le 4, à 3 h. 59 soir.			N. L. le 19, à 1 h. 28 soir.		
D. Q. le 11, à 10 h. 11 matin.			P. Q. le 27, à 10 h. 37 matin.		

Lever et Coucher DU SOLEIL		AN 1892 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (calendrier socialiste)	Ephémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
		Décembre	Frimaire	Frimaire	
7.35	4.04	J 1	11	12 duodi	1879 Hartmann essaye d'exécuter le tzar.
7.36	4.03	V 2	12	13 tridi	1707-1751 Lametrie.
7.37	4.03	S 3	13	14 quartidi	Mort de Baudin.
7.38	4.03	D 4	14	15 <i>quintidi</i>	Plutarque
7.40	4.02	L 5	15	16 primidi	1780-1793 Viala.
7.41	4.02	M 6	16	17 duodi	1875 Mort de J. Stuart Mill
7.42	4.02	M 7	17	18 tridi	1887 Mort de Becker.
7.43	4.02	J 8	18	19 quartidi	1625-1709 Pierre Corneille.
7.44	4.01	V 9	19	20 <i>quintidi</i>	1608 Naissance de Milton.
7.45	4.01	S 10	20	21 primidi	1889 Mort de Sigida
7.46	4.01	D 11	21	22 duodi	1811-1882 Louis Blanc.
7.47	4.01	L 12	22	23 tridi	1770-1827 Beethoven.
7.48	4.01	M 13	23	24 quartidi	1871 Condamnation à Lyon des insurgés d'avril.
7.49	4.02	M 14	24	25 <i>quintidi</i>	1799 Mort de Washington.
7.49	4.02	J 15	25	26 primidi	M. Le Pelletier St-Fargeau.
7.50	4.02	V 16	26	27 duodi	1785-1830 Bolivar.
7.51	4.02	S 17	27	28 tridi	1851 M. d'Ollind. Rodrigues
7.52	4.03	D 18	28	29 quartidi	1891 M. de César de Paepe
7.52	4.03	L 19	29	30 <i>quintidi</i>	1889 Mort de Constantin.
				Nivôse	
7.53	4.03	M 20	30	1 primidi	Pecqueur.
			Nivôse		
7.53	4.04	M 21	1	2 duodi	1857 Mort de Lagrange.
7.54	4.04	J 22	2	3 tridi	1887 M. Senimoff, Ouharoff
7.54	4.05	V 23	3	4 quartidi	1780-1793 Barra Joseph.
7.55	4.06	S 24	4	5 <i>quintidi</i>	1864 Mort de Bronterre.
7.55	4.06	D 25	5	6 primidi	O'Brien.
7.55	4.07	L 26	6	7 duodi	1825 Ins. Pétersb. Moscou.
7.56	4.08	M 27	7	8 tridi	1715-1771 Helvétius
7.56	4.09	M 28	8	9 quartidi	1738-1794 Beccaria.
7.56	4.09	J 29	9	10 <i>quintidi</i>	1384 Mort de J. de Wickleff
7.56	4.10	V 30	10	11 primidi	Aristide.
7.56	4.11	S 31	11	12 duodi	1880 Mort de Blanqui.
PHASES LUNAIRES					
P. L. le 4, à 2 h. 27 matin.			N. L. le 19, à 8 h. 22 matin		
D. Q. le 11, à 2 h. 39 h. matin.			P. Q. le 26, à 9 h 32 soir		

CENT ANS DE RÈGNE BOURGEOIS

La Première République a été proclamée il y a juste cent ans, et la situation du peuple, de celui qui devait profiter de cette forme de gouvernement, est pire aujourd'hui qu'il y a un siècle.

Pour exciter le peuple à faire la Révolution, la bourgeoisie lui promet monts et merveilles. Mais, une fois la Révolution accomplie par l'expropriation des nobles et du clergé, la bourgeoisie s'empara de tout, sans tenir aucune des promesses faites au moment du danger. Aussi, comme on le sait bien, le prolétariat ne fit que jouer, dans cette révolution, le rôle du Raton de la fable tirant les marrons du feu pour Bertrand, la bourgeoisie.

Les biens des nobles et du clergé furent vendus par grands lots et à vils prix, mais les riches bourgeois seuls en profitèrent, car, malgré la modicité des prix, les prolétaires ne purent en acheter.

Dès le début, les bourgeois montrèrent leur férocité à l'égard de ceux qui osaient protester contre leurs vols et leurs spoliations. Ils créèrent vivement un tribunal exceptionnel et firent condamner à mort les vrais défenseurs des droits du peuple : Babeuf et ses partisans qui réclamaient justice et demandaient que la Révolution profitât à tous et non seulement à une classe infime de la nation, aux parasites et aux loups-cerviers de la finance.

Si nous passons en revue tous les actes de la bourgeoisie depuis la Révolution, nous la voyons continuer son œuvre de duplicité. Sous un prétexte ou sous un autre, elle réussit, luttant pour le pouvoir, à se faire aider par le peuple, quitte à le faire fusiller après s'il bronche pour demander sa part.

La bourgeoisie, qui conteste aux prolétaires le droit d'employer la force et de faire la révolution pour arriver à l'égalité et à la justice sociale, la bourgeoisie — disons-nous — en un siècle seulement, a employé quatre ou cinq fois la force et la révolution, uniquement pour s'emparer du pouvoir et l'exploiter au profit de quelques ambitieux, au profit d'une classe.

« La bourgeoisie, ainsi que le dit Karl Marx, a joué dans l'histoire un rôle essentiellement révolutionnaire.

Partout où elle a conquis le pouvoir, elle a foulé aux pieds les relations féodales, patriarcales et idylliques. Tous les liens

multicolores qui unissaient l'homme féodal à ses supérieurs naturels, elle les a brisés sans pitié, pour ne laisser subsister entre l'homme et l'homme que le froid intérêt, que le dur *argent comptant*.

Elle a noyé l'extase religieuse, l'enthousiasme chevaleresque, la sentimentalité du petit bourgeois dans les eaux glacées du calcul égoïste.

Elle a réduit la dignité personnelle à n'être qu'une valeur d'échange ; elle a substitué aux nombreuses libertés si chèrement conquises, l'unique, l'impitoyable liberté du commerce. En un mot, à la place de l'exploitation voilée par des illusions religieuses et politiques, elle a mis une exploitation, ouverte, directe, brutale et éhontée.

La bourgeoisie a arraché le voile de poésie touchante qui recouvrait les relations de famille et les a ramenées à n'être que de simples rapports d'argent.

Tout ce qui était stable est ébranlé, tout ce qui est sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leur condition d'existence et leurs relations mutuelles avec des yeux désillusionnés. »

Cette citation avait bien sa place ici, car elle caractérise la classe dont nous relatons brièvement l'évolution depuis cent ans.

Dès le commencement du siècle, les bourgeois, qui pendant la Révolution étaient des libertaires à tout crins, se prosternent aux pieds du premier Bonaparte qui les transforme de sans-culottes en sénateurs et reconstitue la noblesse en leur faveur.

Pendant les guerres de l'Empire qui exténuaient la France et amenaient l'invasion, les bourgeois n'avaient d'autre objectif que de s'enrichir au détriment de la patrie.

En 1815, la bourgeoisie fait revenir les Bourbons et donne aux émigrés un milliard dont nous payons encore aujourd'hui les intérêts par le service de la rente aux capitalistes. Avec ces rentes périodiques, nous avons payé jusqu'à présent cinq ou six milliards, au lieu d'un seul donné aux émigrés.

En 1830, des ambitieux trompent encore le peuple qui fait *les trois glorieuses*, mais au lieu d'une République qu'on lui promettait, on installe aux Tuileries la dynastie des d'Orléans avec Louis-Philippe, vrai roi bourgeois plein de l'avidité, la petitesse et la couardise qui caractérisent cette classe. C'est lui qui, à Lyon, fit écraser les prolétaires désespérés de misère qui ne demandaient qu'à vivre en travaillant ou mourir en combattant.

On ne voulut pas qu'ils vivent en travaillant, on préféra les tuer et joncher les rues de Lyon de leurs cadavres.

Après un règne des plus honteux et des plus nuls, dont la seule morale se résume en ce conseil donné aux bourgeois par

Guizot : « Enrichissez-vous », tomba enfin ce roi épiciier sous la révolution du mépris.

On espérait qu'après le règne terre à terre de la bourgeoisie agioteuse, qu'après la révolution de 1848, on allait s'occuper de ce qui intéressait le peuple, c'est-à-dire de la question sociale ; et, en effet, on fit semblant, de prime abord, de s'y intéresser. On procéda même à la fondation des fameux ateliers nationaux, réforme on ne peut plus utopique. Et c'est parce qu'elle était telle qu'on la fit, avec l'arrière-pensée bien arrêtée d'ailleurs, d'activer sa chute ou plutôt de ne pas la laisser mourir de sa mort naturelle.

On voulut ainsi montrer qu'il n'y avait pas de réformes sociales possibles et que le règne bourgeois était encore ce qu'il y avait de meilleur dans le meilleur des mondes possibles, ainsi que l'affirment les économistes bourgeois.

Lorsqu'on étudie avec attention les documents relatifs à l'histoire de cette époque, on est frappé de la duplicité des éléments réacteurs du gouvernement provisoire de 1848. Il ressort avec la dernière évidence que ce sont bien les Marie, les Garnier-Pagès, qui, par toutes espèces d'obstacles, activèrent la chute des ateliers nationaux et menèrent une guerre sourde contre l'élément populaire. Blanqui et ses amis avaient beau barrer le passage *pour les empêcher d'aller en arrière*, ainsi que s'exprimait le célèbre révolutionnaire, ils firent tant que les journées de juin éclatèrent. Les gouvernants bourgeois qui prétendaient vouloir faire le bonheur du peuple, fusillèrent alors tous ceux qui demandaient du pain ou les transportèrent en masse et sans jugement.

Malgré ces fusillades et ces transportations, il restait encore des ferments révolutionnaires suffisants pour troubler la tranquillité bourgeoise. Aussi se jeta-t-elle, pieds et poings liés, dans les bras d'un Bonaparte.

Ce dernier, pour neutraliser une partie du peuple ou la mettre de son côté, avait pris la précaution de faire miroiter la fin de la misère, l'extinction du paupérisme.

Il tint parole, mais d'une drôle de façon : il essaya à Aubin et à la Ricamarie l'extinction du paupérisme par l'extinction des pauvres.

Tout le monde sait à quel abaissement moral nous conduisit la bourgeoisie sous le second Empire. Cette époque néfaste restera comme une tache dans les annales de la France, car, avec l'abaissement moral et intellectuel, nous avons eu l'invasion et le démembrement du pays.

La bourgeoisie s'accommodait cependant bien du régime impérial, de la pourriture impériale, et si elle a tant crié contre Napoléon III après sa chute, c'est parce que, ainsi que l'a dit notre regretté Flourens : « En tombant, il a fait tomber la rente. »

La chute de l'Empire se produisit sans grand effort révolutionnaire et ceux qui remplacèrent l'Empire, tout en proclamant la République, ne firent rien pour attirer à eux le peuple qui, lui, s'aperçut bientôt qu'il était encore dupé et que les prétendus tribuns du peuple, Gambetta et consorts, n'étaient que de vulgaires ambitieux qui, une fois au pinacle, ne cherchèrent qu'à se mettre bien avec la classe des exploiters.

Sous le siège, la ville de Paris résista bravement, mais les hommes au pouvoir, imbus d'un bourgeoisisme étroit, préférèrent laisser le peuple parisien mourir de faim avec l'ennemi à ses remparts, que de s'emparer des vivres accaparés par des exploiters sans scrupules pour les vendre au poids de l'or. Ferry, de triste mémoire, qui était maire de Paris à cette époque, pour respecter les voleurs du capitalisme, s'inquiéta peu de la famine dont souffrait le peuple. Aussi a-t-on vu après la signature de la paix des quantités considérables de vivres pourris que les accapareurs faisaient jeter dans la Seine ou à la banlieue.

Le peuple de Paris qui avait fait la révolution pour renverser l'Empire, qui résista héroïquement à l'ennemi bombardant Paris, se préparait pour résister aux ennemis du dedans qui, déjà, préparaient une restauration monarchique.

Mais, en même temps, il demandait aux gouvernants des réformes sociales tant de fois promises et jamais accordées. Les bourgeois au pouvoir, décidés à ne rien accorder, voulurent avant tout mettre le peuple hors d'état d'imposer sa volonté par la force. Et pour cela ils tentèrent de lui enlever des canons dont il était possesseur. C'est alors qu'éclata la grande révolution du prolétariat moderne qu'on appelle la Commune.

Le 18 mars, au moment où les prétoriens de Thiers essayèrent d'enlever furtivement les canons de Montmartre, les soldats levant la crosse de leurs fusils en l'air, fraternisèrent avec le peuple qui défendait ses canons.

C'était un premier grand succès pour le peuple. Mais au lieu de se montrer énergique comme les circonstances l'exigeaient, au lieu d'arrêter les gredins orléanistes du pouvoir qui se préparaient à lui donner un monarque, il les laissa partir à Versailles où ils constituèrent un centre d'action contre la Révolution.

Le sinistre vieillard Thiers, que l'histoire flétrira mieux que nous ne pouvons le faire, organisa une guerre de barbares contre Paris. Et lui qui, quelques années auparavant, s'élevait avec indignation et dénonçait à tout le monde civilisé le bombardement de Palerme par le roi Bomba, fit pire que lui et bombarda Paris, le centre de l'intelligence et de la civilisation, avec un acharnement de sauvage et mieux que ne l'avaient fait les Prussiens.

Après la défaite de la Commune, la sauvagerie bourgeoise

fut atroce. Ni les Vêpres Siciliennes, ni la Saint-Barthélemy n'égalent l'épouvantable tuerie de la Semaine sanglante. Cet horrible massacre qui n'a pas son égal dans l'histoire de l'humanité, sera comme un stigmaté qui marquera le règne de la bourgeoisie française. Mais l'heure de la revanche viendra et elle paiera cher le sang des 40,000 Parisiens massacrés dans les rues et les casernes de Paris.

Juste retour des choses d'ici-bas.

Après le massacre, et comme pour montrer aux socialistes que la lutte de classes n'est pas un vain mot, la bourgeoisie dans son ensemble, depuis l'extrême droite jusqu'à l'extrême gauche de l'Assemblée de Versailles félicitait dans un ordre du jour les massacreurs de Paris.

Quoique cet acte de lâcheté à l'égard des vaincus soit une infamie, il est cependant logique venant de la part d'une classe qui se voyait menacée dans ses intérêts par ses exploités.

Thiers, cet étroniforme bourgeois, ainsi que l'appelait Flaubert, mis en demeure par les délégations de province, de se prononcer pour la République s'il ne voulait que la province prenne parti pour la Commune, Thiers, épouvanté après le massacre de tout un peuple, et brûlant d'envie de régner en maître sur la France pendant quelques années, se prononça en faveur de la République, mais de la République *sans républicains*.

Il résulte de cela que telle qu'elle existe, la République a été sauvée par la Commune. Sans elle les d'Orléans, dont Thiers était le plus ferme partisan, se seraient encore emparé de la France. Ce n'aurait peut-être pas été un mal car les républicains qui se sont succédé depuis Thiers au pouvoir n'ont fait qu'avilir le mot République. Et puis un mouvement révolutionnaire aurait plus tôt eu raison d'une monarchie orléaniste que d'un régime qui porte une étiquette trompeuse. Le désir de Thiers s'est réalisé, nous avons eu jusqu'ici une République *sans républicains*.

On ne peut pas appeler Gambetta un républicain, lui qui niait la question sociale, qui visait à la dictature et menaçait les républicains d'aller les trouver dans leurs repaires.

On dit cependant, à son avantage, qu'il avait l'intention de combattre les grandes Compagnies de chemins de fer en faveur de l'Etat et que c'était même à cause de cela que les grands barons de la finance précipitèrent sa chute. Mais ceci est problématique pour nous qui avons vu lors de son ministère, Alain-Targé rassurer les bourgeois capitalistes sur les intentions du gouvernement à propos du rachat de la ligne de chemin de fer d'Orléans.

Quant aux malandrins qui se sont emparé depuis Gambetta du pouvoir, ils ne valent même pas la peine qu'on s'y arrête si ce n'est pour démontrer à quelle abjection est tombée la classe

bourgeoise qui, pour maintenir quand même ses privilèges, son exploitation abusive et toutes les iniquités qui en découlent, confie le pouvoir aux plus tarés des hommes, aux tripoteurs, aux fripons et vrais criminels. Après les Raynal, les Rouvier et les Constans, la bourgeoisie peut, sans se déconsidérer davantage, aller chercher ses gouvernants dans les maisons centrales et à Mazas. Ceux-ci seront peut-être plus honnêtes et moins scélérats que ceux qui nous gouvernent aujourd'hui.

Cette manière d'agir de la bourgeoisie se comprend aisément : Acculée dans une impasse inextricable, par la production capitaliste qui fait naître la misère de la surabondance même des produits, et rend ainsi intenable la situation des travailleurs, elle est obligée de faire quand même de l'injustice pour tenir le peuple sous sa férule. Et c'est ce qui fait qu'elle confie le pouvoir à des hommes de moins en moins scrupuleux, de plus en plus canailles.

Toutes les turpitudes ont été commises depuis quelques années :

D'abord on a livré, par d'indignes conventions, nos lignes de chemin de fer aux loups-cerviers de la finance qui, avec leurs taxes exorbitantes, ruinent le commerce et l'industrie française.

La trahison des intérêts nationaux contre des pots-de-vin a été là, manifeste, car l'un des principaux auteurs des conventions, le juif Raynal, était une année auparavant, le plus acharné contre les Compagnies et vomissait feu et flammes contre elles.

Et, fait qui montre bien tout le cynisme de ce juif éhonté : lorsqu'étant ministre et changeant subitement d'avis, il s'efforçait d'obtenir le vote de la Chambre en faveur des Compagnies pour les conventions, quelqu'un lui ayant demandé combien il avait reçu pour sa subite conversion, il se contenta de sourire. On a tripoté sur tout : sur la plus haute récompense nationale, sur les décorations, sur tous les intérêts vitaux du pays et jusque sur les engins de sa défense. On a vendu la mélinite à l'étranger, on a vendu la poudre sans fumée et jusqu'aux secrets de l'Etat. On a été abject du haut en bas de la bourgeoisie.

Et comme si tout cela ne suffisait pas, comme si la bourgeoisie trouvait que ce n'est pas encore assez d'avoir réduit le peuple à une telle misère que l'on voit des familles entières se donner la mort, elle a fait une chose qui ne s'est jamais vue avant le régime capitaliste : Pour frapper ses exploités d'épouvante, leur prouver que rien ne lui est sacré et qu'elle ne recule devant rien, elle a fait fusiller des enfants inoffensifs dans les rues de Fourmies, le 1^{er} Mai, jour choisi par le prolétariat pour fêter sa misère et réclamer pacifiquement ses droits. Cette fois

les fusillades de Ricamarie et d'Aubin, flétries avec tant d'indignation par les républicains au pouvoir, ont été surpassées.

Ce qu'il y a de plus révoltant après ce crime épouvantable, c'est l'audace de ce forban de Constans venant en pleine tribune exprimer son *respect* (*sic*) pour les lâches qui ont tiré sur des enfants en fête.

Et — comble enfin de tout — nos amis Culine et Lafargue sont frappés d'une double et inique condamnation en cour d'assises. Ce sont les assassins qui condamnent les victimes. Pourquoi n'a-t-on pas aussi traduit en cour d'assises les survivants blessés de Fourmies ?

Depuis, les bourgeois du pouvoir n'ont fait encore que continuer leur arbitraire et leurs illégalités. Plus de formules mensongères des économistes avec lesquelles on bernait le peuple, plus de respect pour la soi-disant légalité. A bout d'expédients, les bourgeois se découvrent complètement et se montrent tels qu'ils sont : les humbles serviteurs des capitalistes et les ennemis déclarés du peuple et des prolétaires. « Laissez faire, laissez passer, » disent-ils, lorsque cette formule est à leur avantage. Mais une grève survient-elle, aussitôt ils mettent les bataillons au service des capitalistes. Ils les mettent, non seulement pour maintenir soi-disant l'ordre, mais pour violer cette prétendue liberté du travail en faveur de laquelle ils ont fait eux-mêmes une loi qui condamne ses violateurs — lorsque ce sont des ouvriers.

Ainsi, par exemple, dans la dernière grève des ouvriers boulangers, les gouvernants ont pris ouvertement parti en faveur des patrons en mettant à leur disposition pour leur clientèle les services de boulangerie du ministère de la guerre.

De même, quelques jours après, lors de la grève des employés et ouvriers de chemins de fer, les gouvernants ont immédiatement prêté des soldats pour remplir tous les services abandonnés par les grévistes. Et voilà comment, avec cette liberté du travail, les esclaves de la voie ferrée durent se soumettre, et en se soumettant perdre par dessus le marché leurs places, malgré la mensongère promesse du renégat Yves Guyot qui leur avait affirmé qu'il interviendrait en leur faveur s'ils se soumettaient.

Que le peuple français est donc bon.

Comment supporter de tels mensonges, de telles infamies !

Mais attendons : au bout du fossé, la culbute.

Le prolétariat français, ainsi que tous les autres d'ailleurs, est en mouvement ; il s'organise peu à peu pour la lutte suprême, il donne déjà du fil à retordre à la bourgeoisie par ses grèves continuelles et multiples et les manifestations, tant au 1^{er} Mai

qu'aux anniversaires socialistes, deviennent de plus en plus imposantes.

Le flot révolutionnaire monte, et nous espérons que le jour n'est pas loin où il balayera la pourriture bourgeoise qui nous étouffe.

P. ARGYRIADÈS.

Jersey, août 1891.

TARTUFFE TRIOMPHANT

O Molière, permets qu'un poète inconnu
Rappelle un de tes vers dont il s'est souvenu :
D'autres plus dignement ont célébré ta gloire,
Mais aucun plus que moi ne chérit ta mémoire,
Nul n'a mieux pénétré les secrets de ton cœur ;
J'ai vu ta chair saigner sous ton rire moqueur,
J'ai souffert avec toi, bouffon, quand, ta grimace
D'un pleur encor brûlant dissimulant la trace,
Tu jouais ton martyre !

Oh ! comme il a germé,
Le grain de la douleur dans ton âme semé !
Mais c'est là ta grandeur : si ton mâle génie
N'avait pas épuisé la souffrance infinie,
Si l'amour, secouant ton cœur comme un grelot,
N'avait pas mis dans chacun de tes vers un sanglot,
Tu n'aurais pas connu la flamme surhumaine
Qui fait vibrer en toi l'amant de Célimène ;
Ton cœur n'eût pas laissé tes beaux vers pour témoins,
Et, l'admirant autant, nous t'en aimerions moins !
Ami, repose en paix : si la hideuse Envie
Bavant sur tes écrits empoisonna ta vie ;
Si Tartuffe ose encor flétrir en toi l'acteur,
Nul n'écoute, aujourd'hui, ce louche détracteur.
Qu'importe que le vent déchaîne des tempêtes,
Et, jaloux du soleil qui brille sur nos têtes,
Pousse des tourbillons de sable jusqu'au ciel ?
Le vent retombe, et, seul, le soleil éternel
Continue à verser la sereine lumière. —
Ainsi fait ton génie, ô sublime Molière !
Ah ! s'il est parmi nous un poète irrité,
Qu'il parle, car le Peuple a soif de vérité,

Nous l'attendons ! Il faut que sa voix retentisse,
Qu'il mette dans son vers l'éclair de la justice,
Qu'il soit notre Molière, et que ce fier lutteur
Ecrase sans pitié l'Infâme et l'Imposteur !
Tartuffe est triomphant, partout il règne en maître :
Il n'est pas seulement dans la robe du prêtre,
Il s'est fait plus moderne, orateur charlatan,
Sur la place publique, il vend l'orviétan.
Cachant ses appétits sous des maigreur d'apôtre,
Il se hisse au pouvoir sur l'épaule d'un autre ;
Il se démasque alors, et, devenu très gras,
Etale un abdomen qu'on ne soupçonnait pas.
Puis, quand le peuple vient redemander sa place,
Le Tartuffe à l'engrais l'appelle « populace » !
Et, le bâton levé, lui dit pour l'avertir :
« La maison m'appartient ; c'est à vous d'en sortir ! »

CHARLES RAYMOND.

UN PROGRAMME

— « Un programme ? » — « En avez-vous un ? » — « Quant à vous qui n'avez pas de programme... » — « Mais enfin comment faut-il vous appeler ? » — « Tiens ! je croyais que vous étiez Blanquiste?... » — « Peut-être, si vous entendez par là que j'honore la vie, l'exemple, l'œuvre de Blanqui ; mais alors, pourquoi pas plutôt Marxiste, et s'il ne s'agit que d'apprécier la valeur de nos amis et ancêtres pour se faire qualifier par eux, appelez-moi aussi Babouviste, Fourieriste, Proudhonien, Cabetiste, Lafarguiste, Broussiste, Allemaniste, Guesdiste, Argyriadésiste, Malonien, etc., à moins que, pour me faire plus de plaisir encore, vous me dispensiez de toute appellation de cet ordre. »

Combien de fois ne doit-on pas subir des interrogations et conversations de ce calibre avec des gens qui à défaut d'avoir, comme dit Rivarol, dix mots contre une idée, se contentent d'un mot qui remplace l'idée absente.

On a beau les prier d'attendre la mort qui leur permettra d'imaginer et d'écrire sur le bocal où ils vous caseront une

étiquette quelconque; ils n'ont pas de patience, il la leur faut tout de suite, et ne pouvant vous tuer, ils demandent de vous figer dans une attitude qu'ils puissent cataloguer et reporter.

C'est pour expliquer au lecteur de cet Almanach, au cas où cela l'intéresserait, ce que ces messieurs, reporters ou politiciens, ne peuvent ou ne veulent comprendre, que j'écris ces quelques lignes, sans cependant trop ignorer qu'il y a souvent, chez nombre de ces questionneurs, plus de malice hostile que de naïveté.

Le socialiste révolutionnaire est le pionnier d'une avant-garde sociale qui cherche son chemin vers l'avenir, non à l'aveugle, mais sachant très bien le but à atteindre ou plutôt la direction à suivre, direction déterminée par l'histoire, le caractère, le milieu social, mais ne pouvant connaître par avance la route ou le sentier à frayer, pour y avancer d'un pas plus rapide et plus sûr.

Le socialisme utopique et sa méthode mystique, *a priori*, créaient de toutes pièces, imaginaient ce but et cette direction; le socialisme moderne éclairé de toutes les lumières de l'histoire, de la science et de la philosophie, peut les déterminer et donner ainsi à son action une valeur certaine.

Le cri de tous ceux qui, à toutes les époques de l'histoire, indignés, irrités des misères du passé, meurtris par les malheurs du présent, se tournaient pleins d'aspirations et d'espoir vers l'avenir a toujours été : En avant! en marche sur le chemin du progrès et de la délivrance!

Mais il y a une différence entre les impulsions de l'ignorance et de l'erreur ou d'une imagination perturbatrice, et l'effort conscient de la raison et de la volonté humaine en accord avec la raison et la force des choses, dont Henri Heine, dans son incomparable poésie « Doctrine » donne si admirablement la formule, qui est et reste la devise de tout homme d'avant-garde, de bonne volonté et de franc courage, de tout vrai socialiste révolutionnaire :

Bats le tambour et ne crains rien
Et embrasse la vivandière!
C'est là toute la science
C'est le sens profond des livres.

Au son du tambour arrache les hommes au sommeil,
Sonne le réveil de toute la force de la jeunesse,
Marche tambour battant toujours en avant,
C'est là toute la science.

C'est là toute la philosophie de Hegel,
C'est là le sens profond des livres!
Et je l'ai compris parce que je sais comprendre
Et que je suis un bon tambour!

A tous les moments de l'histoire cet accord de l'effort humain individuel ou collectif avec la détermination, la force des choses s'est rencontré; mais sa conscience n'a réellement grandi que lorsque l'idée de l'évolution, du développement historique des choses et des idées a illuminé la conception du monde, et de la vie de l'homme et des sociétés.

De même que l'industrie et l'expansion civilisatrice différencient le monde moderne du monde antique, de même le progrès des sciences et surtout des sciences naturelles et historiques caractérise notre siècle, en fait, non moins que le développement des forces productives, le point de départ de l'ère révolutionnaire, où s'élabore actuellement l'émancipation prochaine du prolétariat.

On a trop opposé les noms des deux formes d'un même mouvement, les mots évolution, révolution et ainsi que leurs dérivés, et on s'est trop peu occupé de ce qu'ils représentent. Il serait cependant bien temps de faire cesser des querelles de mots qui, dans notre pays d'individualisme outrancier et d'amour-propre féroce, deviennent des guerres de personnes se jetant injures et programmes à la tête.

La science sociale comme la science de la nature, Marx comme Darwin, recherchent la loi historique du développement des êtres, des espèces, de la production et de la distribution des richesses, du progrès des institutions et des idées, et le résultat de ces recherches nous montre nécessairement déterminée par le passé et par la nature la voie que l'homme doit suivre, où, depuis que la raison l'a délivré du destin, la nécessité le pousse irrésistiblement, mais où il peut de plus en plus s'engager volontairement, évitant les faux pas et les catastrophes, les fondrières, les impasses.

Le socialisme est l'éclaireur de cette marche en avant, où le suit de près le prolétariat militant pour son émancipation. Il y trouve plus d'un obstacle, dont le moindre n'est pas l'ignorance de la masse qu'il faut entraîner et pousser à sa propre délivrance. Quand, cependant, sous la pression des circonstances, cette masse rebelle au mouvement s'ébranle vers l'avenir, comme à la Fédération de 1790, comme au 1^{er} Mai 1890 et 1891, la Révolution a commencé, la vitesse révolutionnaire a remplacé les lenteurs de l'évolution.

Et c'est parce que nous voulons que l'effort conscient, que la volonté énergique du socialisme, pénétrant la masse et l'entraînant, joue un rôle de plus en plus grand dans la lutte de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, dans le développement social, et qu'au lieu d'une lente évolution, une Révolution, un mouvement accéléré et conscient, anime la société et la conduise de toute la rapidité possible dans la voie de son développement, que nous voulons faire du socialisme le parti de la Révolution et que nous nous disons socialistes révolutionnaires.

Quant au but, si on peut employer ce mot pour une marche sans fin, où l'objet que nous poursuivons n'est pour ainsi dire qu'une borne milliaire de la voie sans fin que parcourent les générations, ce but qui nous sert de phare, pour ne pas nous égarer, quels que soient leur lieu d'observation ou leurs lunettes, les socialistes le voient à peu près de même, et il n'y a pas même grand inconvénient à ce que quelques-uns, plus myopes que les autres et ne voyant qu'une brume lumineuse, hésitent un peu. Tous, sans exception, veulent hâter la chute de la société capitaliste et propriétaire et lui substituer la société égalitaire, sans dieu ni maître, de la République sociale.

Ces socialistes de toutes écoles, ou ce qui revient au même, les communistes modernes qui, au contraire de leurs ancêtres utopistes et mystiques, veulent réaliser la liberté individuelle la plus complète dans une société normale et de développement harmonique et assuré, ces socialistes diffèrent ou plutôt différeraient dans leur conception des moyens d'action.

Ces divergences des temps de spéculation creuse, tendent à disparaître dans le mouvement révolutionnaire que lance et organise, avec une force croissante, chaque 1^{er} Mai. Le prolétariat a commencé sa Révolution et rappelle à la raison et à la pratique ses prophètes patentés et abstracteurs de quintessence habituels.

Il faut briser les vieux moules, rejeter aux heures d'amusement les disputes d'école et ne plus penser qu'à l'action, à cette grande révolution et action ouvrière nationale et internationale dont les Congrès de Paris et de Bruxelles, dont le 1^{er} Mai, dont les grèves des mines, des chemins de fer, de l'alimentation, concertées internationalement sont les premiers et formidables actes, annonçant le prochain et victorieux assaut de la société capitaliste.

Les socialistes ont un grand rôle à jouer ; car s'ils sont au niveau de leur tâche ils seront les guides de l'armée et de la marche prolétaire et ils précipiteront la victoire.

Pour cela, il faut qu'ils mettent fin à toute division entre eux et que, épurés maintenant des éléments politiques qui les ont trahis pour passer au césarisme, ils constituent fortement l'unité du parti socialiste, non en effaçant les nuances, en annulant les originalités individuelles, les groupes, mais en assurant l'unité d'action du parti entier.

Entre tous les éléments de ce parti, il ne peut plus y avoir sans crime de luttes intestines, et il doit se produire une nécessaire unité d'action pour la direction de l'agression prolétaire contre l'ennemi capitaliste et réactionnaire, pour le maintien de la paix internationale, pour la conquête du pouvoir politique sur la réaction.

Le parti socialiste doit être aujourd'hui uni dans son action comme il l'est dans son idée, comme il l'est, si on veut ce mot, dans son programme, le seul programme pratique de conduite et d'action, formulé par les Congrès de l'Internationale, incessamment développé et développable, en rapport avec le développement des idées et des faits actuels et futurs, et qui est et doit être le programme vivant et général et obligé de tout homme ou de tout groupe prétendant au titre, à la qualité de socialiste.

C'est dans ces idées qu'au prochain Congrès de Bruxelles, avec les autres délégués du Comité révolutionnaire central, je demanderai que les socialistes des divers groupes et partis de tous pays, sans renoncer à leur titre particulier et à leur autonomie, affirment cette unité d'actions en donnant à l'universalité des socialistes un même nom de parti : Parti socialiste international ; un même programme général : celui des Congrès, leur arbitre et contrôle une semblable organisation corporative d'action ouvrière nationale et internationale ; et que le 1^{er} Mai devienne désormais, en même temps que la manifestation pour les huit heures, la manifestation de l'union des prolétaires et des socialistes conjurés pour le maintien de la paix internationale, à tout prix et par tous les moyens légaux ou violents, contre les complots belliqueux du capitalisme et des gouvernements, contre le césarisme, contre le militarisme et la réaction, enfin pour la République sociale et internationale.

Edouard VAILLANT.

Paris, 14 juillet 1891.

LE CHOMAGE

I

Le matin, quand les ouvriers arrivent à l'atelier, ils le trouvent froid, comme noir d'une tristesse de ruine. Au fond de la grande salle, la machine est muette, avec ses bras maigres, ses roues immobiles et elle met là une mélancolie de plus, elle dont le souffle et le branle animent toute la maison, d'ordinaire, du battement d'un cœur de géant, rude à la besogne.

Le patron descend de son petit cabinet. Il dit d'un air triste aux ouvriers :

— Mes enfants, il n'y a pas de travail aujourd'hui..... Les commandes n'arrivent plus ; de tous les côtés, je reçois des contre-ordres, je vais rester avec de la marchandise sur les bras. Ce mois de décembre, sur lequel je comptais, ce mois de gros travail, les autres années, menace de ruiner les maisons les plus solides... Il faut tout suspendre.

Et comme il voit les ouvriers se regarder entre eux avec la peur du retour au logis, la peur de la faim du lendemain, il ajoute d'un ton plus bas :

— Je ne suis pas égoïste, non, je vous le jure.... Ma situation est aussi terrible, plus terrible peut-être que la vôtre. En huit jours, j'ai perdu cinquante mille francs. J'arrête le travail aujourd'hui, pour ne pas creuser le gouffre davantage ; et je n'ai pas le premier sou de mes échéances du 15.... Vous voyez, je vous parle en ami, je ne vous cache rien. Demain, peut-être, les huissiers seront ici. Ce n'est pas notre faute, n'est-ce pas ? Nous avons lutté jusqu'au bout. J'aurais voulu vous aider à passer le mauvais moment ; mais c'est fini, je suis à terre ; je n'ai plus de pain à partager.

Alors, il leur tend la main. Les ouvriers la lui serrent silencieusement. Et, pendant quelques minutes, ils restent là, à regarder leurs outils inutiles, les poings serrés. Les autres matins, dès le jour, les limes chantaient, les marteaux marquaient le rythme ; et tout cela semble déjà dormir dans la poussière de la faillite. C'est vingt, c'est trente familles qui ne mangeront pas la semaine suivante.

Quelques femmes qui travaillaient dans la fabrique ont des larmes au bord des yeux. Les hommes veulent paraître plus fermes. Ils font les braves, ils disent qu'on ne meurt pas de faim dans Paris. Puis, quand le patron les quitte et qu'ils le voient s'en aller, voûté en huit jours, écrasé peut-être par un désastre plus grand encore qu'il ne l'avoue, ils se retirent un à un, étouffant dans la salle, la gorge serrée, le froid au cœur, comme s'ils sortaient de la chambre d'un mort. Le mort, c'est le travail, c'est la grande machine muette, dont le squelette est sinistre dans l'ombre.

II

L'ouvrier est dehors, dans la rue, sur le pavé. Il a battu les trottoirs pendant huit jours, sans pouvoir trouver de travail. Il est allé de porte en porte, offrant ses bras, offrant ses mains, s'offrant tout entier à n'importe quelle besogne, à la plus rebu-tante, à la plus dure, à la plus mortelle. Toutes les portes se sont refermées.

Alors, l'ouvrier a offert de travailler à moitié prix. Les portes ne se sont pas rouvertes. Il travaillerait pour rien qu'on ne pourrait le garder. C'est le chômage, le terrible chômage qui sonne le glas des mansardes. La panique a arrêté toutes les industries, et l'argent, l'argent lâche s'est caché.

Au bout des huit jours, c'est bien fini. L'ouvrier a fait une suprême tentative, et il revient lentement, les mains vides,

éreiné de misère. La pluie tombe ; ce soir-là, Paris est funèbre dans la boue. Il marche sous l'averse, sans la sentir, n'entendant que sa faim, s'arrêtant pour arriver moins vite. Il s'est penché sur un parapet de la Seine ; les eaux grossies coulent avec un long bruit ; des rejaillissements d'écume blanche se déchirent à une pile du pont. Il se penche davantage, la coulée colossale passe sous lui, en lui jetant un appel furieux. Puis, il se dit que ce serait lâche, et il s'en va.

La pluie a cessé. Le gaz flamboie aux vitrines des bijoutiers. S'il crevait une vitre, il prendrait d'une poignée du pain pour des années. Les cuisines des restaurants s'allument ; et, derrière les rideaux de mousseline blanche, il aperçoit des gens qui mangent. Il hâte le pas, il remonte au faubourg, le long des rôtisseries, des charcuteries, des pâtisseries, de tout le Paris gourmand qui s'étale aux heures de la faim.

Comme la femme et la petite fille pleuraient, le matin, il leur a promis du pain pour le soir. Il n'a pas osé venir leur dire qu'il avait menti, avant la nuit tombée. Tout en marchant, il se demande comment il rentrera, ce qu'il racontera, pour leur faire prendre patience. Ils ne peuvent pourtant rester plus longtemps sans manger. Lui essaierait bien, mais la femme et la petite sont trop chétives.

Et, un instant, il a l'idée de mendier. Mais quand une dame ou un monsieur passent à côté de lui, et qu'il songe à tendre la main, son bras se raidit, sa gorge se serre. Il reste planté sur le trottoir, tandis que les gens comme il faut se détournent, le croyant ivre, à voir son masque farouche d'affamé.

III

La femme de l'ouvrier est descendue sur le seuil de la porte, laissant en haut la petite endormie. La femme est toute maigre, avec une robe d'indienne. Elle grelotte dans les souffles glacés de la rue.

Elle n'a plus rien au logis ; elle a tout porté au Mont-de-Piété. Huit jours sans travail suffisent pour vider la maison. La veille, elle a vendu chez un fripier la dernière poignée de laine de son matelas : le matelas s'en est allé ainsi ; maintenant il ne reste que la toile. Elle l'a accrochée devant la fenêtre pour empêcher l'air d'entrer, car la petite tousse beaucoup.

Sans le dire à son mari, elle a cherché de son côté. Mais le chômage a frappé plus rudement les femmes que les hommes. Sur son palier, il y a des malheureuses qu'elle entend sangloter pendant la nuit. Elle en a rencontré une tout debout au coin d'un trottoir ; une autre est morte ; une autre a disparu.

Elle, heureusement, a un bon homme, un mari qui ne boit

pas. Ils seraient à l'aise, si des mortes-saisons ne les avaient dépouillés de tout. Elle a épuisé les crédits ; elle doit au boulanger, à l'épiciier, à la fruitière, et elle n'ose plus même passer devant les boutiques. L'après-midi, elle est allée chez sa sœur pour emprunter vingt sous ; mais elle a trouvé, là aussi, une telle misère qu'elle s'est mise à pleurer, sans rien dire, et que toutes deux, sa sœur et elle, ont pleuré longtemps ensemble. Puis, en s'en allant, elle a promis d'apporter un morceau de pain, si son mari rentrait avec quelque chose.

Le mari ne rentre pas. La pluie tombe, la femme se réfugie sous la porte ; de grosses gouttes clapotent à ses pieds, une poussière d'eau pénètre sa mince robe. Par moments, l'impatience la prend, elle sort, malgré l'averse, elle va jusqu'au bout de la rue, pour voir si elle n'aperçoit pas celui qu'elle attend, au loin, sur la chaussée. Et quand elle revient, elle est trempée ; elle passe ses mains sur ses cheveux pour les essuyer ; elle patiente encore, secouée par des courts frissons de fièvre.

Le va-et-vient des passants la coudoie. Elle se fait toute petite pour ne gêner personne. Des hommes la regardent en face ; elle sent, par moments, des haleines chaudes qui lui effleurent le cou. Tout le Paris suspect, la rue avec sa boue, ses clartés crues, ses roulements de voiture semble vouloir la prendre et la jeter au ruisseau. Elle a faim, elle est à tout le monde. En face, il y a un boulanger, et elle pense à la petite qui dort, en haut.

Puis, quand le mari se montre enfin, filant comme un misérable le long des maisons, elle se précipite, elle le regarde anxieusement.

— Eh bien ! balbutie-t-elle.

Lui, ne répond pas, baisse la tête. Alors, elle monte la première, pâle comme une morte.

IV

En haut, la petite ne dort pas. Elle s'est réveillée, elle songe, en face du bout de chandelle qui agonise sur un coin de la table. Et on ne sait quoi de monstrueux et de navrant passe sur la face de cette gamine de sept ans, aux traits flétris et sérieux de femme faite.

Elle est assise sur le bord du coffre qui lui sert de couche. Ses pieds nus pendent, grelottants ; ses mains de poupée malade ramènent contre sa poitrine les chiffons qui la couvrent. Elle sent là une brûlure, un feu qu'elle voudrait éteindre. Elle songe.

Elle n'a jamais eu de jouets. Elle ne peut aller à l'école, parce qu'elle n'a pas de souliers. Plus petite elle se rappelle que sa mère la menait au soleil. Mais cela est loin. Il a fallu déména-

ger ; et. depuis ce temps, il lui semble qu'un grand froid a soufflé dans la maison. Alors, elle n'a plus été contente ; toujours elle a eu faim.

C'est une chose profonde dans laquelle elle descend sans pouvoir la comprendre. Tout le monde a donc faim ? Elle a pourtant tâché de s'habituer à cela, et elle n'a pas pu. Elle pense qu'elle est trop petite, qu'il faut être grande pour savoir. Sa mère sait, sans doute, cette chose qu'on cache aux enfants. Si elle osait, elle demanderait qui vous met ainsi au monde pour que vous ayez faim.

Puis c'est si laid, chez eux ! Elle regarde la fenêtre où bat la toile du matelas, les murs nus, les meubles éclopés, toute cette honte du grenier que le chômage salit de son désespoir. Dans son ignorance, elle croit avoir rêvé des chambres tièdes avec de beaux objets qui luisaient, elle ferme les yeux pour revoir cela ; et, à travers ses paupières amincies, la lueur de la chandelle devient un grand resplendissement d'or dans lequel elle voudrait entrer. Mais le vent souffle, il vient un tel courant d'air par la fenêtre qu'elle est prise d'un accès de toux. Elle a des larmes plein les yeux.

Autrefois, elle avait peur, lorsqu'on la laissait toute seule ; maintenant elle ne sait plus, ça lui est égal. Comme on n'a pas mangé depuis la veille, elle pense que sa mère est descendue chercher du pain. Alors, cette idée l'amuse. Elle taillera son pain en tout petits morceaux ; elle les prendra lentement, un à un. Elle jouera avec son pain.

La mère est rentrée, le père a fermé la porte. La petite leur regarde les mains à tous deux, très surprise. Et, comme ils ne disent rien, au bout d'un moment, elle répète sur un ton chantant :

— J'ai faim, j'ai faim.

Le père s'est pris la tête entre les poings, dans un coin d'ombre ; il reste là, écrasé, les épaules secouées par de rudes sanglots silencieux. La mère, étouffant ses larmes, est venue recoucher la petite. Elle la couvre avec toutes les hardes du logis, elle lui dit d'être sage, de dormir. Mais l'enfant, dont le froid fait claquer les dents, et qui sent le feu de sa poitrine la brûler plus fort, devient très hardie. Elle se pend au cou de sa mère ; puis, doucement :

— Dis, maman, demande-t-elle, pourquoi donc avons-nous faim ?

EMILE ZOLA.

LE VER LUISANT ET LE CRAPAUD

Un ver luisant faisait sur le gazon
Briller, un soir, sa lueur phosphorique ;
Un crapaud l'aperçoit et lance son poison
Sur cet insecte pacifique.
— Je n'ai jamais commis de mal,
Lui dit le ver à son heure dernière.
— Eh quoi ! répond le hideux animal,
Ne répands-tu pas la lumière !...

UNE GRÈVE DE MILLIONNAIRES

Un Américain enthousiaste disait récemment : « Si vous voulez savoir ce que vous serez dans un demi-siècle ou dans un siècle, observez l'Amérique du Nord.

Pas toujours consolante la perspective, lisez plutôt :

Quelques spéculateurs achetaient, il y a peu d'années, dans une région de l'Ouest, à des prix dérisoires, soixante à quatre-vingt mille acres de terre, dans lesquels se trouvaient quarante mille acres de sol minier abandonnés comme non valeurs.

Les spéculateurs virent ce qu'on pourrait retirer des mines et ils se mirent à l'œuvre.

Cette terre, où quelques fermiers seulement vivaient auparavant, reçut le nom alléchant de Spring-Valley (Vallée du Printemps) ; une ville fut improvisée que peuplèrent bientôt des milliers de travailleurs, attirés par l'irrésistible promesse de hauts salaires pendant de longues années.

En moins de trois ans, Spring-Valley comptait 50,000 habitants. On leur céda des lots de terrain et du bois de construction, à la condition que lorsque l'acquéreur n'aurait pas réglé à temps ses paiements mensuels, le terrain ferait retour à la Compagnie qui, en aucun cas, ne tiendrait compte des sommes déjà versées ; quand même il ne manquerait

que peu de chose au montant de la dette. La Compagnie ne prenait pas l'engagement de signifier ces clauses aux concessionnaires; les actes n'étaient pas dûment enregistrés, les livres seuls de la Compagnie en faisaient foi, et la propriété de l'acheteur n'ayant aucune sanction légale, il n'avait pas même la ressource de pouvoir recourir à la justice!

Les affaires étaient des plus florissantes, la vente des terrains produisait des sommes considérables, les maisons semblaient surgir du sol, les transactions prenaient une grande importance, le moment était arrivé pour la Compagnie de réveiller de leur confiante sécurité les cinq mille travailleurs dont l'existence dépendait du succès de cette entreprise, et, pour commencer ces machiavéliques manœuvres, on commença par réduire les salaires de deux dollars à un dollar, puis, tout d'un coup, on annonça qu'une partie de la mine allait être fermée et que les mineurs n'avaient qu'à remporter leurs outils.

Cela à l'entrée de l'hiver. On avait déjà la gêne, ce fut la famine absolue, d'autant plus que les mines étant fermées, la Compagnie ferma aussi ses magasins de provisions où, dans les premiers temps de haut salaire, on vendait à crédit, pour reprendre par le *Truck system* ce que l'on donnait en salaire.

Naturellement, les mineurs ainsi jetés sur le pavé ne purent pas continuer à payer les mensualités, qu'en vertu des conditions léonines, que dans un but de rapine préméditée, leur avaient imposées les dévorants de la Société des *Chemins de fer Nord-Occidental*, de la *Compagnie des Charbons de Spring-Valley* et de la *Compagnie de Toson Sede*, qui, pour cette belle œuvre, étaient représentés par les mêmes filous.

Ceux-ci n'eurent donc qu'à reprendre aux trop confiants travailleurs le sol et les maisons si péniblement bâties, ce qu'ils firent.

« Toute l'affaire, dit Hugh Pentecost, qui nous a révélé ces faits monstrueux, a été savamment conçue et brutalement exécutée. Et quels sont les gens qui profitent spécialement

de ce nouveau pacte de famine ? Un D. O. Mills, un W. K. Vanderbilt, un F. W. Vanderbilt, un Chancey, M. Depene ; leur agent principal est un certain W. E. Scott, dont la conduite, pendant toute la grève des millionnaires, a été si scandaleuse, que divers journaux n'ont pu se défendre de le clouer au pilori. Les jours et les nuits de ces gens-là devraient être troublés par plus d'esprits vengeurs que ne l'étaient les rêves d'une Lady Macbeth ou d'un Richard III. »

Eux des remords ?

Ces gens-là disent, comme l'Anglais de Schopenhauer, qu'une conscience coûte trop cher à nourrir.

Et d'ailleurs ne pourraient-ils pas répondre qu'ils n'ont fait qu'appliquer la théorie économiste la plus orthodoxe. La liberté sans frein d'exploiter son prochain parce qu'on dispose de capitaux qui lui manquent, n'est-ce pas la loi ? Quoi qu'il en soit, avec de tels procédés, il suffit de quelques jours pour que la population fût en proie à la plus atroce famine.

La presse libre protesta, mais les affameurs persistèrent et bientôt ce ne furent plus que scènes de désespoir et de mort ; les maladies quintuplèrent et l'on vit des choses rappelant les plus sombres jours de disette du moyenâge.

Des secours arrivèrent, insuffisants. La Compagnie non seulement ne donna pas un dollar, mais encore mit à l'index tout habitant de Spring-Valley qui avait secouru les mineurs.

Quand les affamés furent réduits à point, la Compagnie imposa ses conditions : salaires réduits des trois quarts, destruction de l'*Union des Mineurs*, et chaque ouvrier devant signer un *libre* contrat qui, pour le misérable salaire d'un peu plus d'un demi-dollar, le livrerait, pieds et poings liés, à la Compagnie.

Épuisés et décimés par cinq mois d'une inénarrable misère, les mineurs durent se soumettre. Et les heureux spéculateurs, dont les économistes bourgeois sont les prophètes, se frottèrent les mains. Ils avaient su tirer grand profit de cette loi de sang que, sous le beau nom de *Liberté du travail*, les mêmes économistes et nos gouvernements

bourgeois opposent aux socialistes demandant, au nom de la justice et de l'humanité, que l'État intervienne dans les rapports entre capitalistes et travailleurs pour protéger ces derniers, en attendant leur émancipation totale ?

Proudhon disait vrai : il y a raison suffisante de Révolution sociale au dix-neuvième siècle.

B. MALON.



LE DRAPEAU ROUGE

... Lamartine avait endoctriné la masse trop électrisable qui assiégeait les abords de l'Hôtel-de-Ville, et, après un éloquent plaidoyer en faveur du drapeau tricolore *qui avait fait le tour du monde*, il avait fait tomber de la statue de Henri IV le drapeau rouge, *qui n'avait fait que le tour du Champ-de-Mars* ! Deux mensonges en deux phrases. Le drapeau rouge était l'unique *labarum* de nos pères, qui l'avaient tenu haut et ferme dans toutes leurs victoires. Les Gaulois, race d'aventuriers indépendants, braves et fiers, l'avaient porté dans toute l'Europe, dans toute l'Asie, en Grèce, en Thrace, en Galatie, en Perse, dans l'Inde. C'était le drapeau rouge que déployaient les compagnons de Brennus en entrant dans Rome conquise.

La couleur pourpre représentait la liberté pour les Gaulois ; et puis, ne portait-elle pas — cette glorieuse oriflamme de nos ancêtres — cette devise inscrite en lettres de feu, la devise de Constantin : *In hoc signo vinces*, Sous ce signe, tu vaincras ! Et ils avaient vaincu, et, avec cet étendard, ils avaient fait le tour du monde et marché à la conquête de l'univers.

Est-ce que M. de Lamartine n'est pas français ? Est-ce qu'il oubliait l'origine de la France ? *Lui qui a été créé religieux comme l'air a été créé transparent* (1), oubliait à dessein, sans doute, lorsqu'il faisait de la phraséologie sur le perron de l'Hôtel-de-Ville, que le drapeau rouge avait été celui du christianisme.

Lui qui a été créé historien, par un procédé analogue, il oubliait que Charles Martel avait déployé le drapeau rouge en marchant à l'extermination des Sarrasins ; que Charlemagne en avait ombragé et protégé sa tête et son empire, et qu'il avait

(1) « Histoire de la Révolution », p. 81.

marché en avant des chevaliers des Croisades ! Une fois tombé — et cela était arrivé à la bataille de Roosbek, la France n'avait plus su vaincre ; le drapeau rouge avait servi de linceul à des soldats ! Était-ce là un drapeau national ! Le drapeau blanc, qui date de Jeanne d'Arc, et le drapeau tricolore, qui date de 1789, valaient-ils le drapeau de nos ancêtres ? Le drapeau tricolore, quoique illustré par les guerres de la Révolution, n'avait-il pas été souillé, déshonoré par dix-huit années d'une paix honteuse ? M. de Lamartine qui a écrit l'*Histoire des Girondins*, ne voulait donc pas se rappeler que si le drapeau rouge, qu'il exérait, avait fait le *tour du Champ-de-Mars*, c'est dans le *sang du peuple mitraillé par ordre de Bailly*, maire de Paris, qu'il avait été trempé, et non dans la boue comme il s'est complu à le dire. Et à ce titre n'était-il pas cher au peuple ? Est-ce qu'au 24 Février le drapeau rouge n'avait pas été arboré par les combattants sur les barricades de Paris, comme il l'avait été à Lyon et à Paris en 1832, par les insurgés républicains ? Est-ce que cette couleur rouge que chacun portait à sa boutonnière, M. de Lamartine tout le premier, ne symbolisait pas la Victoire, la Liberté, la République ? Est-ce que mieux que les trois couleurs, elle n'était pas digne du respect et de la vénération du peuple ? Est-ce que ce n'était pas une profanation de faire disparaître le haillon révolutionnaire, pour y substituer un lambeau souillé par tant de souvenirs néfastes ? Est-ce qu'enfin ce n'était pas renier l'histoire, renier la Patrie, que l'abattre de nos monuments ? C'est un crime de lèse-humanité, de lèse-histoire et de lèse-nationalité ! C'était un pas immense vers la réaction, une concession puérile et fatale à des peurs bourgeoises.

A. DELVAU.

(La Révolution de Février.)

FANATISME RELIGIEUX

Il y a vingt-cinq ou trente ans, Paris s'amusa toute une semaine de la phrase d'un des héros de Ponson du Terrail. Ce personnage, causant avec deux compagnons à la porte d'une auberge, s'écriait : « Voilà comme nous sommes, nous autres, hommes du moyen âge ! »

Evidemment, le romancier devançait l'histoire.

Peut-être avait-il le droit de le faire ; et ce serait aujourd'hui prévenir un Michelet futur que de nous écrier : « Nous autres, hommes du nouveau moyen âge?... »

Car le voici de retour. Les modes passent et reviennent. Notre époque ne le cède en rien au moyen âge connu ; les atrocités, la barbarie, les erreurs, les superstitions sont les mêmes. Quand les apparitions commencent, les sorciers ne sont pas loin ; et quand on a les sorciers, il n'y a plus qu'à dresser les bûchers.

Quel martyrologe que l'histoire de l'humanité ! Et c'est au moment que l'on croyait en avoir fini avec ces horreurs, les massacres en masse, le viol et la mutilation, que tout cela recommence !

« Homme, quoi que tu fasses, tu seras toujours moins cruel que Dieu ! »

Le fanatisme religieux semble trouver chez nous un regain de vitalité....

C'est au nom d'une religion que les bandes asiatiques sacagent les champs, empalent les femmes et débitent les enfants comme l'ancienne galette du gymnase.

C'est au nom d'une autre religion qu'on tisse autour de nous des filets d'acier qui seront bientôt, si on n'y prend garde, la camisole de force appliquée au progrès, ce fou ; à la liberté, cette aliénée.

Le fanatisme est le plus dangereux ennemi de la religion ; il lui emprunte son langage, ses formes, ses apparences : il a le ciel dans les yeux, la clémence à la bouche, et il enchaîne les consciences par les terreurs de la superstition.

Ses victimes sont marquées du doigt : tout ce qui ne lui fera pas cortège ou qui ne servira pas ses projets, sera proscrit sous les noms d'impie, d'athée, d'ennemi de Dieu et de la Société.

Gare au jour du pouvoir, c'est le jour de vengeance.

A l'heure présente, le fanatisme compte ses hommes ; il a des alliés dans tous les rangs de la société. En haut, l'intérêt ; en bas, l'ignorance.

Tour à tour audacieux et abattu, le fanatisme presse de tous ses vœux les lois et les mesures d'ordre public ou religieux dont il espère tirer quelque avantage pour le succès de ses desseins, tandis qu'il voue à ses implacables anathèmes celles qui contraignent ses espérances, ou qui peuvent l'arrêter dans sa marche.

Nous ne sommes pas encore si loin des scènes sanglantes et atroces qu'entraînent après elles les haines et les persécutions religieuses....

Je relisais hier un ouvrage intitulé : *De la réorganisation de la Société européenne ou de la nécessité et des moyens de rassembler les peuples de l'Europe en un seul corps politique, en conservant à chacun son indépendance nationale*, par le comte de Saint-Simon et par Augustin Thierry, son élève.

Il y a là des pages qu'on dirait écrites d'hier, des idées qu'il

est toujours temps de mettre à exécution. Un peuple ne peut-il être qu'à la condition d'opprimer les autres ?

Les Saint-Simoniens sont déjà loin de nous....

Voici ce que dit Bouillet du maître d'Augustin Thierry :

« SAINT-SIMON (Claude-Henri), économiste et chef de secte, né à Paris en 1760, servit en Amérique dans la guerre de l'Indépendance, fut à son retour nommé colonel à vingt-trois ans ; quitta le service pour se livrer à divers projets d'utilité publique, applaudit à la Révolution dans laquelle il voyait une œuvre de régénération ».

Saint-Simon conçut le projet de réorganiser les sciences et de reconstituer l'ordre social.... Il s'attacha quelques disciples (Augustin Thierry, Auguste Comte, Olinde Rodrigues, Bazard, Enfantin, etc.)

Il fut le fondateur d'une école qu'on a nommé *Industrialiste* ; il voulait améliorer au moyen de la science et de l'industrie, le sort de l'humanité et surtout des classes pauvres. Il considérait les savants, les *industriels*, les artistes, les *producteurs* de toute espèce, comme formant la seule élite légitime, leur confiait la direction de la Société nouvelle, prêchait *l'association et l'organisation des travailleurs* et voulait que tous les efforts fussent dirigés d'après une doctrine générale et vers un but commun. Il constituait sur de nouvelles bases la religion, la propriété et même la famille..... Ses disciples furent nommés Saint-Simoniens. Accusés devant les tribunaux d'attentat à la *morale publique*, ils virent dissoudre leur association (1833).

C'est une chose effrayamment comique que de voir toujours tirer d'un tiroir secret cette soi-disant *morale publique* qu'on oppose à tous les novateurs, à tous les penseurs, à tous ceux qui ne croient pas que nous soyons arrivés au dernier degré du perfectionnement, représenté par les lois de 1819, de 1852 et de 1881.

La morale publique de la délation, de la politique secrète, du vol à la Bourse, des emprunts d'Etat et des grands numéros, cette morale-là est publique parce qu'on l'a mise en carte...

Il ne peut y avoir d'autre raison.

Voici quelques passages de Saint-Simon que nous pouvons méditer à loisir :

« L'Europe est dans un état violent, tous le savent, tous le disent ; mais cet état quel est-il ? d'où vient-il ? Est-il possible qu'il cesse ?

« Il en est des liens politiques comme des liens sociaux ; c'est par des moyens semblables que doit s'assurer la solidité des uns et des autres.

« A toute réunion de peuples, comme à toute réunion d'hommes, il faut des institutions communes, une organisation.....

« Les Croisades, dont le but politique fut de dégoûter les Sarrasins de la conquête de l'Europe étaient des guerres de la confédération entière contre les ennemis de sa liberté. »

Un peu plus loin, dans le chapitre intitulé : *Causes d'une nouvelle révolution en France*, Saint-Simon écrit :

« Il y avait en France une caste privilégiée à laquelle appartenaient tous les honneurs et tous les emplois. La noblesse, doublée de nombre par Bonaparte, se divise maintenant en deux parties, toutes deux mécontentes.

« L'ancienne noblesse, accoutumée à regarder comme son patrimoine toutes les grandes charges de l'Etat..... la nouvelle, supportant avec peine que des emplois qu'elle se croit seule capable de remplir soient confiés à des hommes vieilliss dans l'oisiveté. »

Et après une étude sincère de la situation, l'auteur ajoute :

« Tous ces murmures qu'excitent, dans les diverses classes de la nation, les intérêts contradictoires, les espérances trompées, se réunissent à la fois contre le gouvernement dont la marche n'est ni ferme ni franche.

« L'imagination des poètes a placé l'âge d'or au berceau de l'espèce humaine ; c'était plutôt l'âge de fer qu'il fallait y mettre. L'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, il est au-devant, il est dans la perfection de l'ordre social ; nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour ; c'est à nous de leur frayer la route. »

Sans doute, mais que dira la morale publique ?

Et puis, est-ce bien notre affaire de nous occuper de ces choses-là ?

Qu'est-ce que cela nous fait, à nous autres, *hommes du moyen âge* ?

AURÉLIEN SCHOLL.

PETITE HISTOIRE DE LA FÉODALITÉ CAPITALISTE

ENVOI

Mon cher Argyriadès,

Vous voulez quelque chose de moi pour votre brave almanach. Je trouve dans mes manuscrits une lettre déjà ancienne, commencée, je me le rappelle, quelques jours avant la mort de Gambetta, à destination d'un membre du ministère d'alors. Elle ne devait avoir que quelques pages, mais s'est beaucoup allongée, et, laissée là, n'a été reprise que plus tard. J'en détache ce morceau qui fait un petit tout, et désire qu'il plaise à vos lecteurs.

Bien cordialement,

V. CONSIDÉRANT.

I

Les monopoles de la liberté économiste

Avec le dictionnaire, je définis *Monopole* toute industrie ou trafic exercé par un ou plusieurs particuliers à l'exclusion de tous autres.

C'est à tort qu'on prétendrait restreindre le sens du mot au cas seulement où le monopole résulte d'un privilège concédé par l'autorité publique, ce qu'on est trop habitué à faire.

Exemple : Le chemin de fer qui longe la Loire, d'Orléans à Saint-Nazaire, exerce le transport des voyageurs et des marchandises, sur sa ligne, en vertu d'un privilège concédé par l'État. Sur ce monopole légal, la ligne ferrée en a greffé un autre de fait, en achetant aux bateaux à vapeur de la Loire la cessation de leur service (comme cela s'est fait successivement, à mesure de la construction de la ligne ferrée d'Orléans à Tours, à Angers, à Nantes et à Saint-Nazaire), et empêchant, par menace d'abaissement des tarifs, la formation de nouvelles lignes fluviales.

La ligne ferrée a détruit la concurrence du fleuve, et s'est assurée ainsi un second monopole : celui-ci, non plus concédé, mais de fait, et qui n'en est pas moins le monopole très réel des transports qui se faisaient par le fleuve. Je suppose que le monopole de concession s'est ainsi plus ou moins doublé d'un second monopole, acheté ou conquis, le long de toutes les grandes vallées du territoire national : résultat fâcheux, pour le dire en passant, du lâche, du bête, du simoniaque abandon des grandes lignes nationales fait par l'État aux grandes Compagnies mono-

poleuses de la Féodalité financière... Cette trahison de l'intérêt national par l'état monarchicoplutocratique (orléaniste) a été d'autant plus effrontée que ce n'est qu'avec les droits sacrifiés de l'État (privilège exclusif, droit d'expropriation), avec les ingénieurs de l'État, sa garantie d'intérêt, c'est-à-dire son crédit, que ces Compagnies féodales ont pu construire, armer et garnisonner les forteresses d'où elles dominent la circulation nationale, le grand atelier national de la production et de la distribution, et narguent l'État.

L'État monarchique ne s'est pas contenté de tendre sa bouche ouverte au frein, son dos au cavalier : il a encore payé au cavalier son frein, sa bride, sa selle, ses éperons et sa cravache.

J'ai peut-être bien quelque droit à dire cela aujourd'hui, ayant, il y a quarante-huit ans (1), en tête de colonne avec mes amis et trop peu d'autres, combattu cette grande trahison, et combattu je dirai jusqu'à la dernière cartouche, jusqu'à la capitulation définitive de l'État — livré par ses propres chefs orléanistes et ses Chambres censitaires. Mais je m'emporte et m'écarte trop de mes définitions, revenons-y.

Je disais donc, sûr d'avoir ici pour moi la grande autorité de M. de la Palisse, que tout monopole est un monopole, et doit se nommer ainsi. Ce point acquis, je fais remarquer : 1^o que l'Economisme, parti en guerre contre les monopoles d'État et les règlements des métiers (généralement détestables sous l'ancien régime, nul ne l'ignore ni le conteste) prétendait, monté sur sa *Libre Concurrence*, les écraser tous sous les pieds de sa bête, au profit de la justice générale, de la liberté du travail, de l'égalité et de la fraternité économiques ; et 2^o, que ce grand pourfendeur des monopoles n'a ni vu, ni voulu voir, que sa *libre concurrence*, destructive des monopoles, allait tout droit, très vite, au galop de la bête, à quoi ? Précisément, non plus à la constitution de quelques monopoles, mais bien à un régime universel de monopoles.

Je dis que l'Économisme n'a pas voulu voir cela et encore ici, j'ai le droit de le dire, puisque dans le livre déjà cité (2), dès 1808, il y a aujourd'hui soixante-quinze ans (3), il lui a été expliqué, et l'explication lui a été cent mille fois répétée depuis, que grâce à la concurrence inorganisée, anarchique, dite par lui libre concurrence, il était infaillible que les détenteurs des conditions essentielles de la production et de la distribution, machines, capitaux, crédit, etc., instruments de travail en général, devinssent, dans un temps donné, les maîtres de toutes les

(1) L'auteur écrivait ceci en 1883 : aujourd'hui il faudrait "il y a cinquante-sept ans."

(2) Cité dans la partie antérieure du travail dont le présent article n'est qu'un extrait.

(3) Aujourd'hui, 1892, lisez quatre-vingt-quatre ans.

branches de l'atelier du travail national, et les organisassent toutes en monopoles à leur profit.

Il a été dit et répété cent mille fois aux économistes, que la puissance des capitaux, proportionnelle à leurs masses, décapable, centuplable, indéfiniment multipliable par la facilité, tout élémentaire, de leur association, serait évidemment irrésistible sur le champ de la pure liberté économiste ; que si l'on se contentait de « laisser faire et laisser passer », après s'être affranchies de la Féodalité nobiliaire, fondée par les chefs de guerre du moyen âge, les sociétés modernes verraient se reconstituer, avec une rapidité prodigieuse, une féodalité nouvelle, financière, industrielle, commerciale, qui, cette fois, envahirait tout. On leur a même prédit l'ordre des envahissements, aisément déductible *a priori* de la facilité et de la productivité relatives de ceux-ci.

Qu'est-ce que soixante-quinze ans⁽¹⁾ pour la vie des peuples ? eh bien ! sans les résistances énormes, quoique souvent discordantes et mal dirigées, que l'instinct de conservation des intérêts lésés et l'esprit démocratique de la grande Révolution française, ont incessamment opposées aux laisser faire et laisser passer absolus, à l'inconditionnelle liberté absolue de la doctrine sur le champ économique ; sans ces résistances, l'envahissement de ce champ par les monopoles économistes, serait aujourd'hui achevé, complet.

Maitresses déjà de la finance (banques, bourses, emprunts d'État, assurances, commandites, émissions, etc.) ; maitresses de toutes les grandes industries (mines, métallurgies, charbonnages, sels, raffineries, filatures, tissages, confections, verreries, constructions, etc., etc.) ; maitresses des transports terrestres et maritimes (chemins de fer, transatlantiques, messageries, etc., etc.), les Compagnies des monopoles de la féodalité économiste, après s'être emparé des grands commerces d'approvisionnements (blés, farines, cafés, adjudications, fournitures des administrations de l'État — civiles et militaires —, et jusqu'au commerce de détail, qu'elles absorbent à vue d'œil aujourd'hui par le système des grands magasins, de leurs succursales et envois directs en province, Louvre, Bon-Marché, Printemps, etc., les Compagnies, dis-je, n'ont plus à envahir, en France du moins, que le dernier morceau, — le plus difficile à prendre, ici sans doute, à cause de la résistance acharnée, de la sobriété inouïe, de l'amour effréné du paysan pour son champ, — la terre !

Eh bien ! écoutez la doctrine, contentez-vous, comme elle le veut, de « laisser faire et laisser passer », et, aussi bien que tout le reste, la terre y passera !

(1) Quatre-vingt-quatre ans.

Quand les gros capitaux, qui grossissent toujours et s'accroissent sans cesse en haut ; qui se syndiquent de plus en plus aisément ; qui forcent de plus en plus irrésistiblement les innombrables petits capitaux dispersés, de plus en plus inutilisables directement par leurs petits propriétaires, à se subordonner à eux en se conjuguant sur leurs grandes entreprises ; quand maîtres de la science et des grands talents de direction et d'administration, qu'ils peuvent seuls payer, ils auront achevé l'envahissement de toutes les autres branches de l'activité productive et distributive, alors ils se jetteront sur la terre — et ils l'avaleront — comme le reste.

Et comment, s'il vous plait, la petite culture morcelée, travaillant sur un sol de plus en plus fragmenté, réduite en lambeaux par la division des héritages et tombant en poussière ; comment cette petite culture dénuée de capitaux, de crédit, de cheptels, ignorante et routinière ; comment, je vous prie, tiendrait-elle contre la grande culture, munie de tout ce qui manque à l'autre, pourvue des machines agricoles, des locomobiles, des engrais chimiques, de tous les engins, de toute l'artillerie interdite aux légions pauvres, et dont nous voyons déjà, dans toutes les Expositions, le génie d'invention multiplier les armes toutes puissantes ? Comment ces multitudes, désarmées et dispersées, en lutte contre elles-mêmes sur les plus petits marchés locaux, nécessiteuses, toujours pressées de besoin d'argent, obligées de vendre leur récolte alors que leur concurrence intestine avilit les prix, et sans pouvoir attendre les époques où ils se relèvent, comment (quand la guerre sera bien ouverte) résisteraient-elles aux gros bataillons bien disciplinés du capital, en possession d'une tactique savante, pourvus de tous les approvisionnements, de toutes les munitions de guerre et des terribles armes de guerre que je viens de dire ?

Ce n'était pas assez que la Vapeur, livrant au capital les industries de fabrication, lui eût permis d'anéantir tous les petits métiers et ateliers : voici venir l'Electricité qui, avec la transmission des grandes forces par un simple fil métallique, l'invite, pour le labour, les semailles, les récoltes et la plupart des opérations agricoles, à remplacer partout, les bras et les bêtes du petit cultivateur par les puissances inanimées ! Paysans français, qui avez tiré du bas de laine où vous mettez vos rares économies, quelques pièces blanches pour payer un billet de 3^e classe et venir admirer, dans les grandes Expositions des villes, ces belles machines agricoles auxquelles vous ne comprenez pas grand chose ; bons ruraux, si vous saviez un peu de latin et d'histoire, et si vous compreniez, vous pourriez les saluer, ces machines, en disant comme les gladiateurs antiques : *Morituri te salutant*. Ces brillants engins qui vous éblouissent ce sont, en

effet, les canons perfectionnés de tous calibres et les mitrailleuses du « progrès agricole ». — Regardez-les bien. — Elles sont destinées à vous prendre vos lambeaux de terre, et vous coucheront, demain, dans vos sillons conquis.

Les civilisés, particulièrement ceux des vieux pays, ceux d'Europe, ont des yeux qui ne voient ou ne veulent jamais voir les effets dans leurs causes, — surtout les désagréables, — avant que ces effets se soient produits, — et encore !

Dans le premier tiers de ce siècle, quand nous dénoncions, nous autres utopistes, le mouvement qui emportait les civilisations européennes à la reconstitution d'une féodalité nouvelle, on nous riait au nez. Nous étions des rêveurs, des prophètes de malheurs, ou bien encore des ennemis de la religion, de la propriété, de la famille : de « toutes les balançoires », comme disait ce magistrat. — Aujourd'hui on commence à « découvrir » qu'il s'organise bien, dans quelques départements de l'activité nationale, quelque chose qui ressemble à ce que nous annonçons d'une voix aussi infatigable qu'importune. Mais s'il m'arrive, en conversation, d'exposer les faits que je résumais tout à l'heure, d'oser dire que ce sera bientôt le tour du sol, oh ! pour le coup, halte-là, — « le paysan français ne lâchera pas la terre ! » — et me voilà redevenu esprit systématique et rêveur de fariboles — comme il y a cinquante-huit ans ; — car il y a cinquante-huit ans (1) que je rêve, ayant commencé de très bonne heure.

Eh bien, Monsieur le Ministre, si vous aussi, vous, le Gouvernement (et c'est bien possible, le cas étant universel), si vous vous laissez bercer de cette fausse sécurité, eh bien ! je n'en reste pas à un avertissement général, je veux pousser la précision jusqu'à vous désigner le front d'attaque même que choisira la féodalité capitaliste pour s'emparer de cette dernière forteresse, qui complètera sa conquête.

Veuillez remarquer d'abord que le capital a déjà préludé à cette dernière campagne par la prise de possession de plusieurs positions stratégiques, les industries de transition agricole, les sucreries de betteraves, accessibles à lui seul, et la grande meunerie qui a abattu presque partout, à l'heure qu'il est, les ailes séculaires et les vieilles roues boîteuses et criardes des moulins à vent et à eau, qui fournissaient encore partout la farine du pain que l'on mangeait dans ma jeunesse. J'ai assisté, année par année, à ce massacre, qu'on peut dire achevé : ce qui reste aujourd'hui dans quelques localités désertes et plus ou moins inaccessibles, ne saurait compter.

Remarquez d'ailleurs que les exploitations de grandes cultu-

(1) Soixante-sept ans.

res se sont déjà reconstituées, considérablement multipliées et, chaque jour, la science et les inventions nouvelles accroissent leur supériorité sur la pauvre petite culture morcelée; c'est déjà le capital, mais sous sa forme macromone de grand propriétaire ou de riche fermier; les compagnies capitalistes, que je sache, ne s'y étant pas encore mises, bien résolument, en France.

Par où donc s'y mettront-elles? — par le département agricole qu'on aurait le moins soupçonné d'être aisément conquis, celui où le lopin de terre est le plus défensible par son petit propriétaire, où les machines ne pourraient, même dans les cas les plus favorables, remplacer qu'une faible partie des soins et de la main de l'homme, par la viticulture, — pourquoi? — eh! pourquoi? parce que la providence du bon Dieu, qui est pour les gros capitaux, a envoyé à ses fidèles un allié aussi dévorant qu'eux-mêmes, un grand suceur devant l'Éternel, comme eux; un parasite formidablement actif, comme eux: le *Phylloxera vastatrix*. Eh oui, si vous, le Gouvernement, vous laissez faire et laissez passer; si vous vous contentez de nommer des commissions et d'offrir des prix aux meilleurs pièges à phylloxera: si vous ne vous hâtez de créer des pépinières à semis et cultures de plans américains pour en distribuer abondamment et gratuitement, oui, gratuitement (gratuité très démocratique) des boutures aux pauvres vigneronns et petits propriétaires, — ou toute autre mesure fondamentale de secours nécessaires à la restauration des vignobles détruits; si vous ne faites pas cela, je vous le dis, style de M. Thiers, « l'empire est fait »: L'empire du capitalisme sur la France viticole.

L'invasion du *phylloxera vastatrix* est irrésistible comme l'a été celle des Prussiens, et elle a déjà coûté à la France, on l'a calculé, plus de milliards que les Prussiens lui en ont pris et fait perdre. Les grands crus (ils sont déjà d'ailleurs, aux mains de la grande propriété) peuvent seuls se défendre par l'emploi des procédés chimiques; les petits et les médiocres propriétaires des vignobles, dont l'intégrale constitue l'immensité en cette branche, hier si florissante, des richesses agricoles du pays, sont incapables, laissés à eux-mêmes, de la reconstituer. En l'état, le haut capital financier est seul capable de cette reconstitution. Son ardent patriotisme suffira d'ailleurs à lui signaler cette entreprise de suprême utilité nationale, et le dévoue, d'avance, à l'acceptation d'une aussi belle proie.

Ce riche morceau pris et digéré, le capital une fois bien engagé dans la conquête du sol, le reste suivant, l'Empire est fait!

II

L'étang du Consul

Pour résumer, non pas seulement sur la viticulture, mais bien sur toutes les branches des industries et propriétés possibles,

je vais, si vous le voulez bien, Monsieur, vous conter une petite histoire ; oh toute petite, et en prose véridique ; vous tirerez vous-même la moralité.

J'ai connu monsieur Molandin , très aimable attaché au Ministère des affaires étrangères. Il gérait un consulat dans une des principales villes des États-Unis d'Amérique, — c'est là que je l'ai connu — quand une vieille tante lui laissa une maison jointe à une terre, très étendue mais très peu productive, en Sologne. Un congé lui fut accordé, — d'autant plus facilement que son administration abonde en personnes inoccupées, j'en pourrais citer une preuve originale : mais ce n'est pas le lieu, passons.

Notre consul visite sa propriété : très étendue, oui ; mais des terrains bas, humides, ingrats, sans rapport. Tenter de la mettre en culture ? Il y faudrait des dépenses considérables, très hasardeuses, et l'œil du maître : n'y songeons pas. Qu'en faire ?

Il remarque ça et là de petits étangs naturels, plantureux, remplis d'herbes grasses, foisonnant de larves d'éphémères. Une idée surgit : il ouvre l'œil et fait le tour de sa propriété. Il lui semble que la disposition du terrain se prête admirablement, moyennant une digue de peu d'étendue, à transformer sa propriété, presque toute entière, en un étang magnifique. Quelques coups de niveau justifient cette vue. La digue se construit à peu de frais ; les sources naturelles et les premières pluies ont bientôt converti une propriété sans valeur en un étang superbe, qui nourrira une population innombrable de cyprins, carpes, tanches, poissons blancs pour la table, et poissons rouges pour l'agrément. On l'ensemence, sans ménager œufs fécondés, embryons, alevin, ni fretin. C'était en effet une idée lumineuse : une culture qui se fera toute seule ! un produit qui s'accroîtra indéfiniment de lui-même : pas de fermiers ; aucun des ennuis de la propriété ; presque pas de surveillance : un simple garde pour prévenir le braconnage.

Quel meilleur parti, absent par destination, M. Molandin eût-il pu tirer de sa propriété ? Aussi se réjouissait-il de l'excellente pensée qui lui était venue de pisciculturer cet héritage improductif.

Le congé et ses prolongements, devaient cependant avoir une fin : notre consul reçut l'ordre de se rendre en Extrême-Orient — car il est de principe, quand un fonctionnaire commence à connaître un pays et peut y rendre des services, de l'envoyer dans un autre. C'est le roulement. Et puis, les voyages forment l'esprit.

M. Molandin, comme on pense bien, ne partit pas sans faire une dernière visite à sa création. Il vit avec joie frétiller au soleil d'innombrables bandes de petits poissons, bien décidés à devenir

grands, et reconnu, comme le bon Dieu au sixième des sept jours de la semaine où il fut occupé, que tout ce qu'il avait fait était très bien (*Vidit que Deus cuncta quæ fecerat : et erant valde bona.* — *Gen. I. 31*); Et il bénit ses créatures, toujours comme le bon Dieu (*Gen. I. 28*) en leur disant :

« Croissez et multipliez; remplissez mon étang. Je vous laisse en belle eau claire, des herbes de toutes sortes, de la nourriture en abondance, la lumière vivifiante du soleil et la protection des grandes lois providentielles de la « bonne » nature (comme ne manque jamais de dire, mon cher Laverdant).

« A mon retour, ajouta-t-il, je vous réserve une belle fête : je rassemblerai mes amis pour une grande pêche; nous viderons l'étang; je vous tirerai de réclusion et vous ferai voir des pays superbes; les plus méritants d'entre vous iront même visiter les grands marchés de la capitale. Croissez, multipliez, engraissez-vous — et enrichissez-moi. »

Après quelques années, notre consul revint et réunit ses amis plein la maison de la tante, pour la grande fête. Mais il avait compté sans un léger accident. Dans les légions des cyprins, ces prolétaires des étangs et des rivières, il s'était trouvé quelques centaines de petits capitalistes, je veux dire de petits brochets, et, grâce aux bienfaisantes lois de la « bonne » nature de mon ami Laverdant, grâce à la libre concurrence économiste, qu'aucun règlement fâcheux de l'État n'entravait dans l'étang, et aux bonnes dents dont la Providence a armé ceux-ci, les brochets avaient tout croqué. Ils ne s'étaient même pas ménagés entre eux, les gros mangeant bel et bien les petits; si bien qu'à l'exception de quelques prudentes grosses commères de carpes, couvertes de morsures cicatrisées, mais qui s'étaient défendues par les dimensions auxquelles elles avaient su parvenir, on ne trouva plus qu'un nombre fort réduit de brochets, tous, il est vrai, de tailles superbes.

Il était temps qu'on fit la pêche : les survivants étaient à la veille de périr de faim, faute de pouvoir continuer à s'avaler entre eux, les petits et les moyens étant tous expédiés.

III

Application à l'histoire du siècle

Si vous trouviez, monsieur, quelque similitude entre l'évolution ichtyologique accomplie dans l'étang du consul, et l'œuvre que les brochets de la féodalité capitaliste nous font en France, je vous signalerais cependant une notable différence : c'est que ces derniers, aussi avisés que les premiers étaient stupides, sauront toujours, par une pisciculture habile, se ménager une population de petits et de moyens blancs, suffisamment abondante,

pour subvenir grassement aux nécessités et aux agréments de l'existence : cette population-là, mais rien de plus ; mettant sagement à profit cette pensée de Lamartine : « Tout ce qui ne sert pas nuit, tout ce qui ne vivifie pas tue » ; maxime vraie surtout en fait de surabondance de populations prolétaires ; *exempli gratia* et par excellence, l'Irlande.

Voulez-vous bien remarquer, monsieur, qu'il y a à peine un siècle que l'affaire a commencé en France. Le travail et l'industrie étaient encore, en 89, soumis à un régime de corporations enserrées dans des milliers de règlements accumulés depuis le moyen âge, presque tous inspirés par des vues purement fiscales ou destinés à favoriser des intérêts égoïstes qui exploitaient en bas et qu'on exploitait d'en haut. C'était un trésor d'absurdités énormes, de privilèges iniques et d'odieuses restrictions.

Éclate la Révolution : liberté, égalité, fraternité ! Au lieu de réformer les corporations en coupant et élaguant les abus, en y introduisant la justice, en leur donnant de l'élasticité, en s'inspirant enfin de trois principes de la grande devise de manière à satisfaire aux lois conditionnelles de la liberté sans détruire celles de l'ordre et des garanties, que fit-on ? On écouta l'Economisme qui criait à tue-tête : « Liberté ! liberté absolue pour tous ! Égalité ! égalité sainte, égalité pour tous ! Laissez faire les intérêts ! les intérêts sauront bien prendre soin d'eux-mêmes (je le crois par Dieu bien !) champ grand ouvert à toutes les activités, champ libre aux initiatives personnelles ! le travail, l'industrie, la production, la distribution, la répartition, n'est-ce pas comme la consommation, l'affaire de chacun : l'État n'a rien à y voir ; qu'il se renferme dans son rôle, dans son seul rôle légitime : la garantie de la sûreté des personnes et du droit sacré de propriété. »

Remarquons qu'ils n'étaient pas encore aussi « avancés » que ceux d'aujourd'hui : un de leurs maîtres, un grand maître, M. Molinari, demande aujourd'hui que la sûreté publique soit mise en adjudication, livrée à l'entreprise. Des compagnies actionnaires de police s'en chargeront au rabais. — Et la défense nationale ? et la justice ? — au rabais et à l'entreprise aussi, la logique du système l'exige. Et pourquoi pas aussi l'instruction publique, tout, la législation elle-même, cette industrie de fabrication des lois, s'il en fallait encore ; mais il n'en faudrait plus.

Donc égalité et liberté absolues, anarchie sur toute la ligne, lâchez tout ! cassez tout ! Chacun pour soi et Dieu pour tous — s'il existe, comme disait prudemment l'autre.

Et Proud'hon ! ce terrible enfant, qui n'a jamais rien inventé que de nouvelles manières de faire du fracas, et qui s'est tant réjoui — 15 jours, la durée ordinaire de ses amours — d'avoir

inventé l'anarchie ! Et nos jeunes anarchistes du jour qui s'imaginent être modernes ! Chapeau bas, jeunes présomptueux, qui n'avez non plus rien inventé en théorie, et qui n'avez même pas, en pratique, inventé la dynamite, l'ayant prise aux nihilistes russes, lesquels y ont bien quelque droit, travaillant contre un czar, tandis que vous n'y en avez aucun contre le peuple universel. Allons jeunes contrefacteurs, saluez vos anciens ! jeunes plagiaires, saluez vos auteurs et vos maîtres !

On les écouta donc les anarchistes de l'économisme : pourquoi ? eh par Dieu ! d'abord parce que c'était dans le courant des grandes, des superbes aspirations du temps et, aussi, des grandes et des folles illusions du temps ; et surtout, oh ! surtout, parce que c'était extrêmement facile : un décret d'une ligne y suffisait : *« Les anciennes corporations sont abolies, défense d'en établir de nouvelles »*. C'était bien autrement facile, cela, que le grand, le long, le difficile et pénible travail de la réforme des corporations, que j'indiquais tout à l'heure, et qu'il eût fallu entreprendre ! Et puis l'on avait bien d'autres choses, et de formidables, sur les bras ; et puis, l'on était en train de casser, donc on écouta les économistes, et l'on cassa tout.

Avec les corporations, on cassa la monarchie, qui ne l'avait pas volé ; on cassa les grandes propriétés féodales, ecclésiastiques et nobiliaires, qui avaient été volées (à la nation), dont les habiles et les nantis — les nantis et les habiles seuls, entendez-vous bien, s'emparèrent ; car, si peu que ce fût, encore les fallait-il payer. — Bref, sur le champ économique, liberté pleine, entière, absolue, parfaite anarchie.

Eh bien ! ce qui est très vrai, c'est que, compte tenu et déduction dûment faite des grandes destructions et dévastations du temps, des grandes ruines et des grands massacres, des effroyables guerres, intérieures et extérieures de la Révolution et de l'Empire, tout sembla aller, et, sur le champ économique, alla même à merveille.

Morcelées, les grandes propriétés féodales, misérablement productives sous l'ancien régime, donnèrent des résultats prodigieux. Emancipées, les industries si bien garrottées et ligottées la veille, ouvrirent partout des ateliers, suscitèrent et excitèrent partout le travail et l'activité. Nombre de fermiers devinrent propriétaires ; nombre d'ouvriers entendus, patrons ; nombre de petits bourgeois, moyens bourgeois ; et de moyens bourgeois, gros bourgeois, juste comme dans les armées du nouveau régime, nombre de simples soldats devenaient capitaines, colonels, généraux ! on en vit faits maréchaux. D'anciens roturiers passèrent barons, comtes, ducs, princes. Un fils d'aubergiste grada roi de Naples ; tandis que ceux d'un grand maigre avocat délabré d'Ajaccio, qui n'avait jusque-là élevé sa grosse et nécessaire nichée qu'en s'ac-

crochant à la queue du diable, étaient bombardés princes et rois, les filles princesses et reines, l'un d'eux s'étant, à Saint-Cloud, un matin, fait consul, dictateur, et le lendemain empereur et roi. Allons tambours, battez aux champs ! tonnez aux Invalides, vieux canons du roi soleil ! Et, dans vos cathédrales qu'on vient de vous rouvrir — pour cause — évêques et archevêques, entonnez vos *Te Deum* ! Et vous, descendants ralliés des croisés, vous — les seuls qui sachent « servir », — disait le maître en en remplissant ses antichambres, chapeaux bas ! saluez le cortège ; c'est la bourgeoisie française qui passe en triomphe et monte au Capitole !

— Malheureusement, la roche tarpéienne n'en est pas très loin comme on sait, et tout chemin mène à Rome. On a vu la route de Madrid et de Moscou conduire à Sainte-Hélène, et l'on a passé par Mexico et visé Berlin pour se rendre à Sedan. Mais laissons les fâcheux souvenirs et surtout les fâcheux pronostics.

Ce que je viens de rappeler, c'était bien, en effet, le plein épanouissement, la brillante floraison de cette bourgeoisie française, en lente croissance souterraine depuis des siècles, dans les bas fonds de l'ancien régime, grandie par le travail, le commerce, les patientes économies ; éclosa d'hier, au beau soleil de 89, et qui avait promis, de bonne foi même, et les mains dans les mains au temps des premières illusions, le paradis au peuple s'il l'aidait, contre l'ennemi commun, à la conquête de son émancipation. — Le peuple, remarquons en passant, y alla de son sang ; mais la bourgeoisie ne lui a pas encore fait livraison du paradis promis, et il semblerait que le créancier commence à s'impatientser un peu et songe à presser son débiteur.

Quoiqu'il en soit, cela, — la phase que je viens de décrire, — s'était fait si incroyablement vite, que Cambon un matin, dans l'antichambre de Réal, put sans exagérer répondre à la question d'un grand laquais galonné : « Qui aurai-je l'honneur d'annoncer à M. le comte ? — Va lui dire que c'est Cambon, qui défaisait hier les comtes avec lui. »

Et maintenant, si nous revenions à ma petite histoire, nous reconnaitrions bien que cette phase était précisément celle de la grande prospérité des populations ichtyologiques, qui suivit immédiatement l'ensemencement de l'étang du consul. Tout y florissait, tout y grandissait à vue d'œil ; la présence des brochetons et brochetillons était inaperçue dans le foisonnement général et le mouvement de la masse. Ceux des carpeaux qui y prenaient garde, espéraient bien qu'il leur pousserait aussi des dents, et les gardons eux-mêmes se sentaient joyeux comme des conscrits entrant en campagne, très bien persuadés, par les bouchers qui les mènent aux abattoirs, que leurs sacs sont pleins de

graines d'épinards et qu'ils ont, chacun dans sa giberne, un bâton de maréchal. Aussi quels panégyriques ! Tout le monde, — je ne parle pas des émigrés et des déplumés — tout le monde était converti ; les cantiques économistes, qu'on chantait partout dans ma jeunesse, retentissent encore au fond de mes oreilles. C'est de l'histoire cela, et toute moderne.

Aujourd'hui, monsieur, vous voyez où nous en sommes ; il n'y a plus guère que la terre à prendre. Et, je ne le répéterai jamais assez, si l'on ne fait rien — elle sera prise. Cette campagne de clôture se montrera, il est à croire, un peu plus laborieuse et plus longue que la prise de possession des industries de fabrication ; celle-ci s'étant faite en un tour de main, au figuré comme au propre, à la vapeur.

Mais notre féodalité économiste ne perdra ni son activité, ni son temps : Il reste en effet une dernière phase à décrire pour en achever l'histoire — histoire prospective, genre nouveau, les historiens n'ayant su faire jusqu'ici que de l'histoire rétrospective, l'histoire après les événements ; belle malice !

Cette dernière phase répond à celle où les brochets, dans l'étang du consul, en ayant fini des cyprins, ont commencé à ne plus se manger qu'entre eux ; les petits mangés par les moyens, et, finalement, les moyens par les gros....

.....

Je dis donc que cette phase déjà commencée est, proprement, celle « des syndicats et des fusions ».

Il est bien clair, en effet que, les petites industries détruites par la libre concurrence anarchique, ce triomphe n'arrête pas le jeu des vainqueurs. Comme le premier conquérant des Gaules, ils estiment que « rien n'est fait tant qu'il reste quelque chose à faire ». La guerre continue, au contraire, avec plus d'acharnement : se faisant désormais non plus contre des soldats éparpillés et désarmés, mais entre compagnies franches, bien exercées et, chacune déjà, bien munie, organisée et disciplinée. Or Dieu ne cessant pas d'être avec les gros bataillons, bien conduits et bien armés, le résultat est infaillible : les victoires, qu'il envoie à qui lui plaît on le sait, ne cesseront pas de couronner les corps qu'il protège. On verra donc les petits et les moyens monopoles locaux, les petites et les moyennes Sociétés en participation ou en commandite, Tel, Tel et C^o, les petites et moyennes Sociétés anonymes, industrielles, commerciales ou financières qui n'auront pas su se fondre dans de plus grandes, tomber sur le carreau où elles en avaient couché tant d'autres. Bref, il ne restera plus guère à un moment donné, sur le terrain économique, qu'un petit nombre de très grandes Compagnies, dont la puissance aura crû, précisément, en raison inverse de

leur nombre et directe de leurs masses ou du carré de leurs masses. La faune économique de cette époque rappelle si bien le règne des grands sauriens jurassiques, qu'il est à peine besoin de mentionner la ressemblance.

Alors, changement de décors à vue, pour le dénouement, car il approche : nous y touchons ; nous y sommes ! Et qu'est-il ce dénouement ? — Pardieu, monsieur, c'est drôle ! — Ce dénouement économiste, de la libre concurrence anarchique de nos économes, c'est précisément la fin, la mort, la mort et l'enterrement de cette libre concurrence anarchique et économiste elle-même ! un *de profundis*, au choix, ou des fleurs sur sa tombe ; demain il n'en sera plus question. V. CONSIDERANT.

J'arrête ici mon extrait : l'histoire « prospective » de la dernière phase de la Féodalité capitaliste allongerait trop un article d'almanach. Elle me paraît, d'ailleurs, suffisamment amorcée et le lecteur peut la faire aisément lui-même. V. C.

GRACCHUS-BABEUF

François Noël *Babu*, dit *Gracchus Babeuf* (et non *Babœuf*), naquit à Saint-Quentin le 23 novembre 1760, dans une famille pauvre, où il reçut néanmoins les premiers éléments d'instruction. Laborieux, avide d'apprendre il parvint, malgré les obstacles qui lui barraient le chemin, à se faire une situation honorable, en qualité de commissaire à terrier. Occupé constamment à rechercher l'origine des propriétés seigneuriales, il s'aperçut vite que l'état social était loin d'être parfait ; de sorte qu'il se trouvait tout préparé à en réclamer l'organisation sur d'autres bases quand éclata la Révolution de 1789.

La Société Littéraire d'Arras avec laquelle il avait entretenu des relations épistolaires pendant deux ans, lui ayant refusé le titre de correspondant qu'elle accordait complaisamment à de bien moins méritants que lui, il tourna dès ce jour le dos au passé, il ne voulut plus envisager que l'avenir.

Un moment, cependant, il put croire que cette Société mettrait au concours la question suivante qu'il lui avait soumise en 1787 : *Avec la somme générale de connaissances maintenant acquises, quel serait l'état d'un peuple dont les institutions sociales seraient telles qu'il régnerait indistinctement entre chacun de ses*

membres individuels la plus parfaite égalité : que le sol qu'il habiterait ne fût à personne, mais appartint à tous ; qu'enfin tout fût commun jusqu'aux produits de tous les genres d'industrie ? De semblables institutions seraient-elles autorisées par la loi naturelle ? Serait-il possible que cette Société subsistât, et même que les moyens de suifre avec répartition absolument égale fussent praticables ?

Ce n'était et ce ne pouvait être qu'un leurre. De toutes parts, du reste, les magistrats et les philosophes, fatigués de solliciter inutilement des réformes, battaient en brèche les institutions monarchiques, convaincus que le salut de tous était dans un ordre de choses nouveau qui n'eût rien à voir avec le passé.

Par sa misérable position de fortune, Babeuf n'était point destiné à arriver au premier rang. Il essaya d'abord de faire de la presse locale avec le *Correspondant Picard* ; puis, comprenant que sa place était à Paris, et non à Roye, il arriva dans la capitale, et, quelque temps après, fonda le *Journal de la Confédération*, puis le *Journal de la Liberté de la Presse*, qui devint le terrible *Tribun du Peuple*.

Arrêté dès le 11 vendémiaire, an III, il fut envoyé dans la prison d'Arras, où il resta enfermé avec Lebois et autres jusqu'au 4 brumaire, an IV. C'est pendant cet emprisonnement qu'il jeta les bases de son vaste projet d'organisation sociale. A sa sortie de prison, Babeuf reprit la publication du *Tribun du Peuple*, et alors, de suite, commença une véritable guerre de plume contre ceux qui détenaient le pouvoir.

Ce n'est un mystère pour personne que le gouvernement d'alors voulait enrayer la Révolution ; mais dans le peuple, de nombreux groupes, las aussi des exécutions, persévéraient à exiger que la Révolution accomplît son œuvre au point de vue social. La vente des biens du clergé et des émigrés n'avait profité qu'aux riches ; le peuple était resté aussi pauvre qu'auparavant. C'est ce que ne cessaient de répéter les babouvistes par la voie du *Tribun du Peuple*. Un tel langage ne pouvait convenir à ceux qui bientôt devaient s'affubler des panaches du Directoire. Une circonstance suffit pour mettre en accusation Gracchus et le *Tribun*. Comme si les tribunaux ordinaires ne suffisaient point à juger ce qui n'était en réalité qu'un délit de presse, on constitua un tribunal exceptionnel pour juger les babouvistes, condamnés d'avance, livrant ainsi des hommes, presque sans défense, à une *Haute Cour de Justice* composée de leurs plus implacables ennemis ; et afin que, dès le premier jour, les populations considérassent déjà comme des bêtes féroces ces patriotes désintéressés qui ne réclamaient pour tous que le *bonheur commun*, on enferma Babeuf dans une cage de bois, et on le traîna ainsi, de village en village, depuis Paris jusqu'à Vendôme.

Le procès, — si procès il y eut, car les moyens de défense de Babeuf furent insuffisants par la faute du pouvoir, — dura huit mois, après lesquels eut lieu, le 8 prairial, an V (28 mai 1797), l'horrible exécution du chef des babouvistes.

On le mit à mort sous prétexte qu'il voulait, — ce qui est un mensonge, — le partage des biens; et c'est sous cette accusation monstrueuse que son nom traversera les âges.

Dans sa défense (1) Babeuf a maintes fois proclamé qu'il n'avait jamais voulu que le *bonheur commun*, c'est-à-dire une meilleure répartition des richesses qui doivent être à tous et non à quelques-uns, et pour arriver à ce résultat que tous devraient désirer, il demandait seulement que les lois fussent réformées et rendues plus humaines.

Dégageant de sa doctrine les exagérations de langage qui sont communes à tous les écrivains du temps, on peut donc affirmer avec certitude que Babeuf ne s'est inspiré que de cette parole de J.-J. Rousseau : « Que chacun ait assez ! »

De nos jours, Babeuf demanderait la participation aux bénéfices, une meilleure répartition des salaires, la réduction des heures de travail : son *bonheur commun* ne va pas au-delà (2).

En réalité le martyr de l'an V n'a fait que devancer l'opinion publique ; il n'a fait que dire, un siècle avant M. Jules Simon : « Il faut remettre l'humanité sur sa base, car elle en est sortie (3). »

Depuis la publication de mon livre sur Babeuf (4) j'ai pu, mieux encore qu'auparavant, ayant beaucoup observé, apprécier la justesse de ses réflexions sur les passions des hommes et les difficultés d'exécution d'un plan social. Le mal est surtout dans les centres de moyenne bourgeoisie. Là, on est féroce et bête, lorsqu'il s'agit de toucher au capital. Il semble, vraiment, qu'on va tout détruire quand, avec Babeuf, on demande plus d'égalité entre les hommes. Là encore, comme le disait un homme énergique, un ami clairvoyant, on n'en a jamais assez!...

Avec Babeuf, nous continuerons malgré vents et marées à réclamer le *bonheur commun*, c'est-à-dire le *bonheur pour tous* par

(1) Nous possédons les manuscrits autographes de cette défense.

(2) Nous croyons avec M. Advielle que si Babeuf vivait il aurait certainement réclamé avec tous les socialistes la réduction des heures de travail comme moyen transitoire, mais nous pensons, contrairement à l'éminent historien de Babeuf, que celui-ci sans s'arrêter à la participation aux bénéfices qui ne profite, par le fait, qu'aux patrons. (ex : chez Laroche Joubert), aurait poursuivi l'avènement de la société collectiviste qui, seule, peut amener la juste répartition des richesses et par conséquent assurer le bonheur de tous.

P. ARGYRIADÈS

(3) Séance du Sénat, 7 juillet 1891.

(4) « Histoire de Gracchus Babeuf et du Babouvisme », d'après de nombreux documents inédits. Paris, lib. Dentu, 1884, 2 vol. in-8, tirés à 300 exemplaires.

les moyens que les lois, sans cesse améliorées, mettront à notre disposition.

Et pour honorer sa mémoire, nous lui érigerons une statue, sur l'emplacement de la fontaine de la place Médicis, au lieu même où Bonaparte, agent du Directoire, fit dissoudre la fameuse *Société du Panthéon*.

VICTOR ADVIELLE.

AI-JE MON COMPTE?

Je nais, sans l'avoir voulu, dans une société toute faite, — ou qui prétend l'être, — en tout cas, dans une société qui s'est faite sans moi.

Cette société me dit :

— Te voilà un de nos *sociétaires* ; voici tes droits, voici tes devoirs.

C'est très bien ; mais, puisque je suis *sociétaire*, c'est-à-dire intéressé à part égale aux autres dans cette machine que d'autres que moi ont montée, il s'agit d'examiner quels sont ces droits que l'on m'accorde, quels sont ces devoirs que l'on m'impose, de savoir ce que l'on me demande et ce que l'on me donne, de peser les termes du contrat ; en un mot, de voir si j'ai réellement *mon compte*.

Si j'ai *mon compte*, je signe le traité et je l'exécute fidèlement.

Si je ne l'ai pas, je proteste.

Je viens de vérifier, et voici ce que j'ai trouvé :

Que me demande l'association ?

Une part de mon travail, — sous forme d'impôt, — pour la faire fonctionner et l'embellir au mieux des intérêts et des désirs de tous, — des miens par conséquent.

Tout mon sang pour la défendre.

Très juste. Je souscris.

Que doit me donner l'association pour ce qu'elle me demande ?

En échange de mon argent, c'est-à-dire de mon travail :

Des routes, de la lumière, des choses utiles et même de belles choses inutiles, s'il nous a plu, à moi et aux autres *actionnaires* d'en demander.

En échange de mon sang : protection sans limite, — comme l'est mon dévouement, — égalité complète avec mes cosociétaires, à qui l'association ne doit ni demander moins qu'à moi ni donner plus qu'à moi.

Dilemne : Si je suis traité comme les autres sociétaires, l'as-

sociation est régulière, honnête, normale, je suis un vrai sociétaire, un citoyen ; en un mot, *j'ai mon compte*. Mais si je suis plus mal traité que certains autres, c'est-à-dire si l'on m'impose de plus lourdes charges en me donnant de plus minces dividendes, l'association est absurde, déloyale et insupportable. Alors je ne suis plus ni un sociétaire ni un citoyen, je suis un exploité : *je n'ai pas mon compte*.

Et dans ce cas, les autres *sociétaires* privilégiés me la baillent belle, quand ils viennent me sommer d'aimer une association qui me vole, de respecter des statuts qui me dépouillent et d'approuver des comptes qui ne se balancent pas.

Or, tout est là : la « Société » me donne-t-elle l'équivalent de ce qu'elle me prend, ou ne m'en donne-t-elle qu'une partie et le reste à d'autres à qui elle prend moins qu'à moi ? Voyons un peu :

..... Avant d'être reçu membre actif de l'association en question j'ai fait, comme tous les autres, un noviciat de vingt ans.

Mon père était du peuple. Il gagnait quatre francs par jour à faire des roues de voitures.

Nous étions cinq enfants petits, — plus deux grands : le père de maman et la mère de papa.

Total : sept.

Chacun : *cinquante-sept centimes par jour*. Je n'insiste pas.

Je n'insiste pas non plus sur mon enfance, qui fut la même que celle de tous les *cinquante-sept centimes* de mon espèce. C'est connu : un peu de pain, presque pas de charcuterie ; absence totale de linge, — cette moralité du corps. — Et l'éducation, — cette moralité de l'âme, — l'A B C à peine pour toute instruction, la pointe du lundi de papa pour tout exemple. — Non pas que papa fût un pochard, le brave homme !... mais tous les anges seraient-ils devenus des anges s'ils avaient fabriqué des roues de voitures ?

Sautons à grands pas. A onze ans, plus d'école ; de onze à seize, l'apprentissage — (je suis serrurier) ; — toujours pas plus de linge, toujours pas plus de bons exemples.

A dix-sept ans, l'atelier, quarante sous par jour ; à dix-neuf ans, trois francs ; à vingt ans, quatre francs, un peu de linge... ; papa vieilli..., maman aussi..., mais..., sœurs élevées à peu près, frère aîné grandi..., moi aussi..., un peu d'espoir.

A vingt-et-un ans, entrée dans la *société* en question. Ah ! enfin !... me voilà sauvé !... **Sociétaire !...**

Et « sociétaire » d'une société puissante, riche, qui a du pain et des vêtements pour tous les travailleurs, qui en a même assez pour ceux qui ne peuvent plus travailler !...

Sauvé?... Oui, vous allez voir. Premier apport du nouveau *sociétaire* à la *société* ; trois ans de régiment, trois ans de perdus pour le travail. C'est raide !... Mais il faut bien la couvrir, cette société qui, à son tour, va vous couvrir pendant toute votre vie d'une protection maternelle.

Ce n'est que juste. Alignons nos trois ans.

Vingt-quatre ans : retour à la serrurerie. Travail assidu, bonne santé, bonne conduite ; cinq francs par jour.

Vingt-six ans : deux enfants ; cinq francs par jour.

Vingt-sept ans, trois enfants ; cinq francs par jour.

Trente-deux ans, cinq enfants, papa infirme, maman malade ; cinq francs par jour.

Ah!... nous voilà redevenus tout juste des « cinquante-sept centimes » comme il y a quinze ans. Il est vrai que la vie est beaucoup plus chère.

Oui, mais... attendez... Je suis *sociétaire* !.. N'oublions pas que je suis « sociétaire » de cette grande « société » à laquelle j'ai déjà donné trois ans de ma plus belle jeunesse et qui va me rendre cela avec un très bel intérêt, à moi et aux miens.

Car elle est devenue excessivement à son aise, pendant que je me battais pour elle, *ma société* !... Le réseau de ses chemins de fer, de ses canaux et de ses grandes routes a doublé ; son commerce et son agriculture ont pris un essor considérable, le rendement de ses impôts augmente à vue d'œil, sa rente a fait hier 128.76.

Quelle chance j'ai, hein!... d'être membre d'une « société » pareille!....

Le noviciat d'un autre : Il est né de parents riches ou aisés. Il était fils unique — ces gens-là font moins d'enfants que le peuple parce qu'ils ont l'ennui de se dire, quand leurs femmes sont grosses pour la seconde fois : *Les pièces de cent sous ne vont plus en valoir que cinquante*, et, que dans le peuple on n'a pas l'appréhension de savoir combien fera zéro divisé par quatre, cinq ou six.

Mon petit conovice a donc toujours eu à discrétion du pain et de la viande. Il a eu du linge propre, qui rend plus sain, de l'éducation, qui rend meilleur. Il a appris toutes sortes de choses jusqu'à vingt ans. Il n'a pas vu son père se griser, parce que dans ce monde-là ça se voit moins, c'est-à-dire on ne le voit pas.

Et à vingt-et-un ans — bien portant, bien soigné, le gousset garni, l'esprit meublé — il est devenu, comme moi, *sociétaire*.

De vingt-deux à vingt-sept ans, célibat émaillé d'amours peu encombrantes, suivant les prescriptions paternelles — car la morale bourgeoise, on le sait, a de ces... facilités, — préparation à une carrière dite honorable, trois cents francs par mois du papa, bons conseils bourgeois, soins de la barbe, belles connaissances,

protections, entrée dans une administration, trois mille six cents francs d'appointements, pas grand'chose à faire.

A vingt-huit ans, mariage : jeune héritière, augmentation de traitement, diminution de besogne.

A vingt-neuf ans un enfant — tout petit ; — appointements, revenus et fortune de madame combinés : douze mille francs.

A trente ans, toujours qu'un enfant ; revenus : quinze mille francs.

A trente-deux ans, toujours qu'un enfant ; revenus augmentés d'un héritage d'oncle : vingt mille francs.



— Ah ! ça, mon ami, où voulez-vous en venir avec ce rapprochement obstiné des vingt mille francs de rentes de votre cosociétaire et vos cinquante-sept centimes ? Auriez-vous la prétention d'empêcher qu'il y ait des gens plus riches que d'autres ?

Prétendriez-vous que la société — comme vous dites — soit tenue de vous verser chaque matin les dix-sept francs soixante-neuf centimes qui forment l'écart entre les revenus quotidiens de votre coactionnaire et les vôtres ? Ce serait singulièrement hardi.

Votre cosociétaire paye ses impôts comme vous. S'il est plus riche, ou plus instruit, ou plus heureux, ou plus capable que vous, c'est tant mieux pour lui ; vous ne pouvez cependant pas exiger de la société qu'elle nivelle le bonheur de tous à votre profit ?

D'ailleurs, est-ce que vos droits sociaux ne sont pas égaux aux siens ? Est-ce que vous n'avez pas le droit de travailler et de vous enrichir aussi ? Est-ce que vous ne pouviez pas, comme lui, demander la main de la jeune personne riche qu'il a épousée et la place qu'il a obtenue ? Est-ce que vous n'aviez pas, comme lui, le droit d'hériter d'un oncle ?

La loi est égale pour tous, vous le savez bien. Ce que chacun acquiert de bien-être et de fortune lui est garanti. Travaillez, économisez, héritez, arrivez..., c'est votre droit, personne n'y fait obstacle.

Et pour répondre à cette toquade malsaine qui semble vous être chère, je vous dis, moi, que — comme tout le monde — *vous avez votre compte.*

— Pardon, mon associé, vous me comprenez mal, ou je ne m'explique pas bien.

Je n'ai en aucune façon l'intention — qui serait absurde — de demander à ma, à notre « société » autre chose que ce qu'elle me doit, puisqu'elle me l'a garanti par contrat, c'est-à-dire l'équivalent de ce que je lui donne en travail et en devoir accompli.

Le rapprochement que j'ai été conduit à faire entre le novi-

ciat d'un « vingt mille francs de rentes » et celui d'un « cinquante-sept centimes » par jour, a tout simplement pour but d'examiner si la société qui nous a reçus tous les deux le même jour dans son sein nous a donné à tous deux, non pas les mêmes avantages matériels, immédiats (elle ne le peut pas, comme vous dites), mais les mêmes moyens de les acquérir; en un mot, si elle nous a placés tous deux en ligne sur le pied d'égalité, après nous avoir fourni à tous deux les mêmes outils et les mêmes armes; les mêmes outils pour la servir selon nos moyens, les mêmes armes pour nous défendre contre les dangers et les défaillances morales.

Ces outils et ces armes, vous comprenez très bien, n'est-ce pas, que ce sont l'instruction et la liberté?

Vous me dites que la loi est égale pour tous. Et si je vous prouve qu'il n'en est rien?

Vous ajouterez que mon cosociétaire paye ses impôts comme moi. Et si je vous prouve que j'en paye cinq fois plus que lui?

Vous prétendez encore que ce que chacun acquiert par son travail lui est intégralement garanti par la société.

Et si je vous prouve que la plus grande partie du mien s'en va engraisser ceux de mes coassociés qui ne font rien?...

Si je vous prouve tout cela, me direz-vous encore que *j'ai mon compte*?...

Nous allons essayer.

En allant se battre et se faire tuer pour son pays, le riche ne fait qu'une chose toute naturelle: défendre son bien; il défend un sol que lui seul possède et possèdera toujours, une indépendance dont seul il profite, des jouissances matérielles que seul il savoure.

Le pauvre, lui, que défend-il? Il n'a et ne peut espérer jamais ni sol, ni indépendance, ni jouissance.

Au riche, l'étranger peut tout prendre; au pauvre, rien.

L'étranger peut réduire le riche à l'esclavage en le forçant à travailler, après l'avoir dépouillé.

L'étranger ne peut rien contre celui qui n'a que son travail.

Quelle que soit la condition d'un peuple, il faudra toujours cultiver la terre pour manger, faire des vêtements pour s'habiller et des maisons pour s'abriter.

Et il faudra naturellement toujours nourrir ceux qui feront tout cela.

Peuvent-ils être plus mal nourris qu'ils ne le sont? Non. Peuvent-ils être plus maltraités qu'ils ne le sont? Non. Donc, rien à perdre pour eux ni en dignité ni en bien-être.

Notez bien que je ne parle pas seulement pour les *cinquante-sept centimes* français, je parle pour les *cinquante-sept centimes*

de tous les pays, car tous les *cinquante-sept centimes* sont frères.

Donc, l'impôt du sang — le plus dur, le plus lourd — est injustement réparti, ou, pour m'expliquer plus clairement — et cela revient exactement au même — il est égal pour tous si vous voulez, mais il rapporte tout aux uns et rien aux autres.

Et là je suis forcé de conclure :

Non, je n'ai pas mon compte.

— Malheureux !... que viens-tu de dire là ?... Et le patriotisme, qu'en fais-tu ?... Mais ton raisonnement est infâme !...

As-tu songé, misérable ! que le jour où le peuple, sous prétexte qu'il souffre et qu'il ne peut pas souffrir davantage, arracherait de son cœur l'amour sacré de la patrie, c'en serait fait de son pays ?

Mais, traître ! tu ne vois donc pas que tes lignes odieuses ne sont autre chose qu'un appel à l'étranger ?

— Mais non, bonne bête ! ce n'est pas un appel à l'étranger, c'est un appel à la justice.

Bien mieux, c'est un appel à la raison.

Car c'est toi, — tu n'a pas l'air de t'en douter, — c'est toi qui travaille à le tuer dans le cœur du peuple, ton fameux patriotisme, ton fameux amour sacré de la patrie.

Il existe, il a toujours existé, ardent, farouche, dans le cœur du pauvre, plus ardent et plus farouche que dans le cœur du riche, mille preuves l'attestent.

Mais moi, je soutiens que toi et tes pareils vous le tuerez, parce que les hommes ne sont, en somme, que des hommes ; parce qu'il est impossible que le sentiment du sacrifice à la chose publique résiste éternellement, dans le cœur d'un « sociétaire » lésé, à cette conviction qu'il se fera un jour ou l'autre : Non, je n'ai pas mon compte.

Sois bien sûr, ô mon cosociétaire satisfait ! que si depuis tant de siècles les peuples tenus en esclavage, en tutelle et en misère par leurs exploiters, ont cependant donné sans compter tout leur sang pour ce que ceux-ci leur disaient être la patrie, c'est que ces peuples n'ont encore jamais sérieusement pensé à se poser cette question terrible qui fera un jour crouler tout le passé : Ai-je mon compte ?

On a pu pendant des siècles, on pourra peut-être encore pendant quelque temps (pas beaucoup, je crois) exploiter ce ferment de dévouement qui est dans le cœur du peuple, en lui faisant accroire que la patrie est pour lui cette chose sans nom qui le meurtrit, le déshérite et le maintient de génération en génération le tributaire et l'esclave d'une classe privilégiée.

Mais il faut que vienne le jour où les martyrs répondront aux bourreaux :

— Ça..., ma patrie !... dites la vôtre !... Est-ce qu'elle peut être

ma mère, cette société qui me condamne à l'abjection et à la servitude?... Moi... le fils de cette société qui me martyrise et m'avilit!... moi, votre frère!... moi que vous parquez de père en fils dans les bas-fonds de la misère sans espoir et de l'esclavage sans relèvement possible!... Allons donc!... Je ne suis pas son fils!... Je ne suis pas votre frère!... Je suis un « cinquante-sept centimes », voilà tout.

Eh bien, le jour où le peuple, qui a toujours travaillé pour les autres, combattu pour les autres, et qui est toujours mort pour les autres, se sera dit cela, ce jour-là sera la veille de celui où il ne voudra plus travailler que pour lui, et mourir que pour lui.

— Alors, son patriotisme sera mort, dites-vous.

— Pas du tout; il en aura un autre : le bon.

Le patriotisme basé sur la solidarité réelle, sur l'égalité des charges et des droits.

Car il faut y revenir sans cesse : sur terre, pas de dévouement sans réciprocité. Une des parties peut être dupe d'un contrat léonin pendant cent ans, mille ans, mille siècles ; mais il faut toujours que l'éternelle question humaine se dresse : Ai-je mon compte?

Plus de temps l'exploité a payé sans vérifier, plus de temps il a mis à s'apercevoir qu'il était volé, plus la question se pose irritée et pressante, plus il apporte d'ardeur à l'étudier et d'impatience à la résoudre.

Si vous prétendez partir du principe « chacun pour soi », c'est-à-dire me laisser, jusqu'à l'âge viril, naître comme je peux, manger comme je peux, m'instruire comme je peux, et, — après n'avoir rien fait pour moi pendant vingt ans ni pour mon développement physique ni pour mon développement moral, — venir me dire :

— Là.... maintenant, mon garçon..., te voilà « sociétaire » ; prends ce fusil et défends ta mère!...

Oh ! alors, c'est une autre histoire !... Et moi je vous réponds !

— Pardon!... quelle mère?... La « société?... » Mais je ne la connais pas, votre « société. » Si vous aviez vraiment l'intention de faire de moi un « sociétaire », il fallait au moins me préparer à le devenir. Vous le faites bien pour les cochons ! .. Avant de les tuer, vous avez le soin de les engraisser ; moi, vous me laissez pâtir pendant vingt ans et, au bout de vingt ans vous voulez me tuer à votre profit !... C'est raide!...

Je suis né dans un bouge ; j'ai commencé par ne pas téter mon saoul, parce que ma mère était malade de misère ; vous ne vous en êtes pas occupés. J'ai poussé comme j'ai pu, — droit, c'est un hasard, — sans nourriture suffisante, sans abri suffi-

sant : vous ne vous en êtes pas occupés. J'ai grandi au milieu de la vermine matérielle, qui atrophie le corps, et de la vermine morale, qui corrompt l'esprit : vous ne vous en êtes pas occupés. J'ai à peine appris à lire : vous ne vous en êtes pas occupés. Bref, je m'en suis tiré tant bien que mal, — mal surtout, — mais sans vous, et aujourd'hui vous vous occupez de moi pour la première fois, et c'est pour me dire : Paye ta dette à la patrie, à la « société ».

Quelle dette?... quelle patrie?... quelle société?... Mais je ne vous dois rien du tout!... « Chacun pour soi, » avez vous dit... Soit!... Ce n'est pas moi qui ai rédigé le contrat. Je ne possède rien et ne pourrai jamais rien posséder, je n'ai donc rien à défendre. Vous avez quelque chose, défendez-le : chacun pour soi.

Votre principe ne peut pas signifier, selon votre bon plaisir, « chacun pour soi » quand il s'agit des avantages à tirer de l'association, et « les autres pour nous » quand il s'agit des charges à partager. Chacun pour soi!... vous l'avez dit, vous l'avez voulu ; mais alors, ne venez pas me demander mon sang pour défendre vos biens et vos privilèges. Donnez le vôtre.

Ah! je sais bien que vous ne me laissez pas le choix ; vous me faites sociétaire malgré moi, contribuable malgré moi, soldat malgré moi. — Soit!... mais alors vous ne m'empêcherez pas de vous crier : Vous êtes des filous!... Je n'ai pas mon compte!...

Et ces pages n'ont pas d'autre but que de le faire crier aux autres après l'avoir crié moi-même.

LÉON BIENVENU.
(Touchatout).

COOPÉRATION ET SOCIALISME

Pendant longtemps, ces deux termes : *Coopération* et *Socialisme* ont été considérés comme antagoniques. La lutte a été longue et ardente et, en France, au Congrès de Marseille de 1879, c'est le socialisme qui a eu le dessus, a triomphé.

Cette lutte, ces combats avaient-ils leur raison d'être ?

N'abusait-on pas, des deux côtés, de formules, de théories, trop absolues ? Nous pensons que oui, car les événements ont démontré que la coopération et le socialisme peuvent fort bien s'entendre, marcher de pair, s'aider, se compléter l'un l'autre.

C'est surtout en Belgique que cette expérience a été faite et l'exemple a été bon, car il a été suivi, en France, par plusieurs écoles socialistes qui font à leur tour de la coopération. Tel est le cas des possibilistes à Paris, qui ont fondé la *Sociale*, et les marxiste ou Guesdistes du nord qui, à Roubaix, ont pour citadelle la grande boulangerie coopérative que l'on sait. En Hollande il en est de même, et, en Angleterre, diverses fractions socialistes font également de la coopération à la mode belge, — si nous pouvons nous exprimer ainsi.

* * *

Le socialisme a cessé d'être utopique et devient de plus en plus scientifique.

Il ne se borne plus à créer une société idéale, de toute pièce ; il tient compte de ce qui est, étudie le développement de ce qui existe et affirme, prouve que ce développement a pour aboutissant fatal la socialisation rendue nécessaire des moyens de production.

Le rôle du socialisme est double : il est à la fois philosophique et pratique.

Philosophiquement, il fait la critique de la société capitaliste actuelle et indique ce que devrait être l'organisation sociale pour réaliser le bien-être pour tous.

Pratiquement, il organise les ouvriers en parti de classe, tant au point de vue économique que politique. Il entre sur le terrain législatif et tend à devenir le maître de l'Etat pour, grâce à cette force moderne, réaliser son programme théorique et pratique.

* * *

Négligeons pour le moment le côté philosophique du socialisme pour ne nous occuper que de son côté pratique, c'est-à-dire des meilleurs moyens d'activer le triomphe de cette doctrine.

Pendant longtemps, on s'est borné à organiser, à grouper les ouvriers dans des cercles d'études sociales, des syndicats, etc.

La coopération était non seulement négligée comme moyen de groupement, mais conspuée, condamnée.

Il en a été ainsi, non seulement en France, mais également en Belgique et dans d'autres pays.

Mais depuis quelque dix ans, en Belgique, les socialistes se sont lancés dans l'organisation coopérative, sans négliger, bien au contraire, les autres moyens de groupement cités plus haut. Ils ont donc fait de la coopération et ont réussi.

Pour les coopérateurs purs, la coopération est un *but*. Pour nous, elle n'est qu'un *moyen*, et un moyen puissant d'organisation de la classe ouvrière.

Ce qui domine dans le monde, c'est surtout l'intérêt. Si le socialisme n'avait pour lui que son expression de justice, de solidarité, d'humanité, il pourrait attendre encore longtemps l'heure de son triomphe. Ce qui, au contraire, fait sa force et ce qui le rendra victorieux, c'est qu'il porte dans ses flancs le remède aux maux dont souffre la grande masse des salariés qui ont intérêt à voir changer le régime actuel.

Or, la coopération, quoi qu'on en ait dit, peut adoucir quelque peu le sort actuel des ouvriers, des pauvres, en leur procurant des denrées alimentaires à vingt ou trente pour cent meilleur marché que dans le commerce. Et ce n'est pas là un mince résultat pour ceux qui ne gagnent en moyenne que mille francs par an.

Les grandes coopératives socialistes belges ont débuté par l'exploitation de boulangeries modèles, de véritables fabriques de pain et ont obtenu un succès considérable et qui augmente chaque jour. Peu à peu, elles ont agrandi le cadre de leurs opérations et se sont mises à vendre d'autres produits alimentaires.

Pour faire partie de la coopérative socialiste, il suffit de se faire inscrire membre et d'adhérer au programme du Parti ouvrier. Le capital que chaque membre est obligé de souscrire varie de deux à dix francs et cette somme est retenue en partie lors du partage du bénéfice semestriel. Les plus

pauvres peuvent donc s'y faire admettre, aucune difficulté n'existe pour cela.

Il en résulte que le nombre des membres augmente considérablement, et que les affaires prospèrent.

On arrive ainsi à organiser les ouvriers, à les grouper, à les réunir, à leur faire lire les journaux et les brochures du Parti, à assister aux réunions, aux fêtes, aux manifestations et à faire ainsi leur éducation socialiste.

De plus, une bonne partie des bénéfices réalisés par la coopération sert à la propagande, au soutien des journaux quotidiens et hebdomadaires du Parti (1).

Ces bénéfices servent également à constituer des syndicats, des sociétés d'assurances mutuelles contre la maladie et le chômage, des cercles d'études, des bibliothèques, etc.

Toutes les coopératives socialistes sont autant de forteresses de notre Parti, et ces forteresses sont inattaquables. Des crises peuvent survenir, la coopération restera debout, et avec elle le Parti et les autres groupes.

Ce qui manque le plus dans le Parti socialiste, dans tous les pays, c'est l'argent, qui, s'il est le nerf de la guerre, est aussi celui de la propagande. Le manque d'argent a fait échouer bien des tentatives et empêché d'autres de se produire. Si le Parti ou une Fédération locale du Parti a besoin d'un billet de mille francs pour une œuvre quelconque, on le trouve sans peine à la coopérative et plus encore s'il le faut.

Ce moyen d'organisation et de propagande est tellement bon, que les cléricaux belges entrent à leur tour dans la lutte et commencent leur campagne antisocialiste en créant des boulangeries coopératives dans tous les centres ouvriers importants.

* *

La coopération, organisée sur une vaste échelle, a pour résultat d'activer la suppression des petits intermédiaires commerçants et de leur rendre la vie plus difficile chaque jour.

(1) Nous avons en Belgique deux journaux socialistes quotidiens, le « Peuple » à Bruxelles, et l'organe des Socialistes flamands, le « Vooruit », qui se publie à Gand. Ils se vendent deux centimes le numéro.

Nous ne considérons pas cela comme un mal, au contraire. Les intermédiaires sont des parasites non seulement inutiles, mais nuisibles, et plus vite on les fera disparaître mieux cela vaudra.

D'un autre côté, l'organisation des ouvriers est difficile, surtout dans les petites villes et les campagnes. Par la coopération on y arrivera certainement; les socialistes gantois ont de cette façon entamé les Flandres, qui depuis des siècles sont sous la domination d'un clergé fanatique.

Dans les campagnes, la coopération fait également son entrée sous forme de syndicats pour l'achat des engrais, des semences, des outils, etc. Il y existe aussi des laiteries coopératives prospères. Les paysans y apportent leur lait et la fabrication du beurre se fait en commun. On arrivera peut-être, par la suite, à leur faire comprendre les avantages qu'il y aurait à les voir mettre en commun leurs petits lopins de terre et à les cultiver avec des machines qui seraient la propriété de la coopération agricole. C'est ainsi qu'on arrivera à faciliter la socialisation des terres et à faire comprendre aux paysans les défauts de l'individualisme et les bienfaits du collectivisme.

. . .

Nous le répétons donc : la coopération faite au point de vue socialiste est un excellent moyen d'organisation et d'éducation socialistes, et en peu de temps on arriverait à devenir très fort dans les contrées où aujourd'hui nous n'avons aucune action.

« La fin justifie les moyens », disent les jésuites. Nous savons que la coopération, dont on a dit tant de mal, répugne à bien des socialistes, mais nous les invitons fraternellement à y regarder de plus près, à l'étudier sans parti pris, et nous avons la conviction que l'exemple de ce qui se fait en Belgique dans cette voie arrivera à les convaincre.

Mieux vaut d'ailleurs, à tous les points de vue, faire de la coopération dans le sens socialiste, que de laisser user de cette forme d'association les plus grands adversaires de nos idées d'émancipation sociale.

LOUIS BERTRAND.

Bruxelles, ce 12 août 1891.

JURY BOURGEOIS

Les lecteurs de ce recueil se souviennent encore de l'affaire Souhain et du remarquable plaidoyer qu'y a prononcé mon confrère et ami Argyriadès. Je n'y reviendrai donc pas. Mais à son sujet et à propos de deux affaires choisies par nous comme exemples, nous voulons, faisant ici abstraction non seulement de toute idée révolutionnaire et des rênes de justice arbitrale que saura instaurer le socialisme triomphant mais encore des plans de réforme judiciaire que j'ai à plusieurs reprises préconisées dans la *Revue socialiste*, nous voulons, tout uniment, à un point de vue rigoureusement contemporain — démontrer l'urgence d'une réforme démocratique du jury.

Une cour d'assises a jugé l'an dernier une affaire criminelle où les détails atroces abondent. La voici résumée en quelques mots. Dans un village du midi, un vieux propriétaire avait noué avec une femme et sa fille âgée de onze ans des relations communes d'un ignoble réalisme. Depuis longtemps, ce sinistre vieillard apprenait à sa maîtresse (la mère), à se servir d'un revolver dont il leur avait fait cadeau, et la poussait à se débarrasser de son mari, lui disant qu'il voulait bien la nourrir elle et sa fille, mais qu'il ne voulait plus entretenir le mari, qu'une précédente tentative d'assassinat, restée ignorée, avait rendu impotent. La femme finit par céder à ses conseils, et, avec l'aide de son propre fils, elle massacra son mari et lui fit ensuite subir les plus odieuses mutilations.

Le sieur X..., arrêté en même temps que son abominable guenon, pouvait être condamné tant pour ses attentats sur une enfant de onze ans que pour la complicité d'un crime qu'il aurait conseillé jusqu'au dernier moment. Or, les jurés ménagèrent au public une étonnante surprise. Ils condamnèrent bien la femme à mort et sa stupide brute de fils aux travaux forcés de perpétuité. Mais l'instigateur du crime, ou tout au moins celui qui en fut la cause occasionnelle, à notre avis le véritable auteur de l'effrayante dépravation et de l'inconscient cynisme de sa femelle, le triste mâle avâchi fut acquitté.

Sur leur honneur et sur leur conscience, les jurés déclarèrent innocent ce gredin.

Vous demandez comment il est possible d'accorder l'honneur et la conscience avec l'arbitraire d'un aussi monstrueux acquittement et vous le comparez à la récente et scandaleuse condamnation de deux socialistes du nommé Culine et notre ami Lafargue. — Voici, peut être, le mot de l'énigme.

Vous savez comment est choisi le jury. Il est composé de citoyens soigneusement triés sur le volet. Nous allons revenir sur sa composition, cet article ayant précisément pour but de la critiquer.

Eh bien ! Mais ce vieux n'était pas un pauvre diable, il avait une « honnête aisance » qui le désignait naturellement à l'indulgence de ses pairs, également gens aisés. Il était propriétaire, rentier, et tous les jurés le sont, sans quoi ils ne figureraient pas sur les listes du jury, dans l'une desquelles l'on aurait peut-être même pu trouver le nom du vieillard incriminé. Un pareil homme ne pouvait pas être un gredin. Il avait, par hasard, des goûts dépravés : mais, pensez donc, il avait le moyen de les payer. Le mari l'embêtait bien un peu ; peut-être s'en était-il plaint, le pauvre homme. Mais après ? Il est bien permis, n'est-ce pas, de se dire gêné par les gêneurs, surtout lorsqu'ils coûtent de l'argent. Mais de là à commander un assassinat ! Allons donc ! En profiter s'il réussit, soit. Mais le provoquer, l'insinuer cela n'est pas admissible ? Et les attentats sur la petite fille ? Oh ! un hasard de péché mignon. Puis, qui vous dit que ce n'est pas encore la mère qui de sa propre initiative, sans y être aucunement poussée, lui avait mis cette poire fraîche à la bouche.

Il n'y pensait pas, le bon apôtre. Seule, l'irrésistible occasion fait le larron..... Enfin, ne l'oubliez pas, contrairement à tel ou tel condamné récent, le drôle ne mettait pas en péril la propriété.

Je veux être optimiste et tenir tous ces jurés pour de galants hommes et d'honnêtes pères de famille.

Mais enfin, et c'est là où je voulais en venir, le fait d'avoir à juger un petit privilégié comme eux, une espèce de hobereau roturier, ne les prédisposait-il pas, (très inconsciemment, je le concède), ne les prédisposait-il pas à se laisser noyer sous les flots des raisonnements de l'avocat, à se raccrocher facilement, sans peut-être s'en rendre compte, à la perche qui est toujours tendue par un défenseur habile qui tient à enlever un acquittement ? Je m'imagine qu'un jury, composé de non-propriétaires, ou tout simplement d'hommes tirés au sort, aurait eu une oreille moins complaisante :

Très probablement l'acquittement n'aurait pas été prononcé par un jury choisi avec un criterium autre qu'un cens déguisé mais réel.

Ceci mérite explication. A l'établissement du suffrage universel, un décret du 7 août 1848 confondait le droit d'être juré avec celui d'être électeur et voyait deux formes d'exercice du même droit dans ces deux formes d'intervention de l'individu dans les rouages du gouvernement représentatif.

Au contraire, le système qui nous régit actuellement n'admet pas l'admissibilité aux fonctions de juré comme constituant un

droit pour les citoyens ; la loi du 21 septembre 1872 considère le ministère du juré non pas comme un droit civique, mais comme une fonction judiciaire ; il n'appelle à la remplir que ceux qui ont été reconnus par les commissions diversement composées.

Les listes de session et de jugement de chaque département sont formées à l'aide de la liste annuelle qui, elle-même, est le résultat du travail successif de deux commissions. La première, existant dans chaque canton (à Paris dans chaque quartier), est composée des maires des communes convoqués par le juge de paix et siégeant sous sa présidence ; elle dresse, pour le canton, une liste préparatoire contenant un nombre de noms du double de celui fixé pour le contingent du canton. La seconde, établie dans chaque arrondissement et composée du président du tribunal civil, présidant avec voix prépondérante, des juges de paix et des conseillers généraux de chaque canton, dresse la liste annuelle définitive.

L'intervention de la justice représentée par les juges de paix et le président du tribunal fut, à l'Assemblée nationale elle-même l'objet des plus vives critiques ; on prétendit que le jury serait une annexe de la magistrature. Cette critique, vraie au fond, n'est pas exagérée, car si la loi du 21 novembre 1872 fait concourir à l'établissement de la liste du jury, l'autorité judiciaire et l'autorité élective, l'influence de l'élément judiciaire n'en est pas moins prépondérante. Et cette combinaison n'a pas empêché, en 1873, un juge de paix de Paris d'éliminer de la liste du jury un professeur de faculté, membre de l'Institut, pour cause de religion ou d'absence de religion.

Ce qui est arrivé pour cet éminent professeur doit arriver tous les ans à d'autres personnes dont l'opinion politique et sociale déplaît et qui l'ignorent toujours. Pour un fait connu, combien d'inconnus !

Puis, ce luxe de précautions antidémocratiques dont est entourée cette sélection à deux degrés ne conduit-il pas nécessairement les commissaires à prendre pour éléments de criterium l'aisance considérée comme un signe d'indépendance ? De là, avec toutes ses conséquences antisociales, une sorte de cens, mot dont l'impopularité se passe de commentaires.

Dans la composition des commissions de choix autoritaire et conservateur, la loi de 1872 fait prédominer l'élément judiciaire ; naturellement la loi précédente, la loi impériale donnait le pas à l'élément administratif. Seule, la loi de 1848 faisait dominer l'élément électif. Depuis, l'on a anarchiquement proposé, afin de dégager le choix de toute influence, le tirage au sort des jurés.

En attendant la réorganisation totale de la justice, l'on devrait, pour la formation du jury, revenir au moins à un système ana-

logue à celui de la révolution de 1848, ou plutôt préférer immédiatement le vote direct par les justiciables.

Peut-être, avec des jurés choisis par le suffrage universel, l'on ne verrait plus des condamnations aussi scandaleuses que celles de Culine et de Lafargue, l'on n'aurait pas eu la douleur d'entendre des jurés déclarer sur leur honneur et leur conscience avoir l'intime conviction que s'il y a eu des morts et des blessés sur la place de Fourmies, ce n'est pas la faute des soldats qui ont tiré (ce qui sera le remords de toute leur vie), ce n'est pas la faute du gouvernement qui les a envoyés avec des fusils chargés contre une foule inoffensive, mais la faute de ces hommes instruits, de ces docteurs qui, imitant le semeur de l'Evangile, s'en vont répandant partout la semence des nobles pensées sociales, le souvenir des saints devoirs de fraternité et de solidarité, dont le 1^{er} Mai n'est que la commémoration.

Culine et Lafargue ont été déclarés coupables, le premier, pour « ne pas s'être trouvé devant les balles à l'heure du feu » ; le second, pour avoir braqué sur la place de Fourmies (de Wignehies, un mois avant le 1^{er} Mai) une machine infernale nommée conférence. Le citoyen Culine a été condamné à six ans de réclusion et notre ami Lafargue à un an de prison. S'il avait plu au ministère public de charger encore Lafargue, à propos d'une malheureuse conférence, des crimes d'infanticide, de viol ou de fausse monnaie, il le pouvait. L'accusation aurait passé tout entière, il n'y avait pas de raison pour qu'il ne fût pas aussi bien, aussi judicieusement condamné. L'on a dit aux jurés censitaires : Avez-vous l'intime conviction que le docteur Lafargue, ici présent, est un sujet dangereux pour l'Etat, commode aux jésuites rouges, inquiétant pour vos capitaux et vos propriétés ? Peu importe qu'il existe ou n'existe pas de corps de délit, que le ministère public n'apporte aucune preuve sérieuse de son accusation. La loi ne vous demande pas compte des moyens par lesquels vous serez convaincus ; elle ne prescrit point de règle à votre jugement. Et quand même ledit Lafargue vous aurait démontré que les faits mentionnés dans l'acte d'accusation sont controuvés et travestis, que c'est M. Courtous lui-même qui a provoqué les citoyens à la guerre civile, vous n'êtes point tenus à vous en rapporter à de tels indices. Vous connaissez l'accusé, vous avez entendu parler de ses doctrines, il ne vise à rien moins, dit-on, qu'à faire perdre au capital ses revenus ainsi qu'à démolir l'oligarchie financière et propriétaire en organisant la République sociale du travail. La loi ne vous fait que cette seule question qui renferme la mesure de vos devoirs. Avez-vous à l'égard de cet homme une intime conviction ? Le jury ne doit pas motiver son verdict, — On lui demandait uniquement de se souvenir que « Lafargue attaque sans cesse à

fond de train le capital de la Bourgeoisie ». Et d'instinct, par intuition, haine, peur et vengeance, il a répondu que le Procureur général était un grand orateur, puisqu'il lui avait inculqué l'intime conviction.

A nous, il a remémoré l'affaire Souffrain et l'affaire que j'ai racontée au début de cette étude. Et du rapprochement de ces trois causes célèbres et d'autres qui peuvent surgir à la mémoire du lecteur, nous concluons à l'urgence d'une transformation démocratique du jury. Et nous ne comprenons pas qu'il ne se soit pas trouvé à la Chambre un député socialiste pour organiser, le lendemain de l'odieux verdict de Douai, une manifestation parlementaire contre la condamnation de Lafargue, sous forme de dépôt d'un projet de loi analogue à celui que nous soumettons ci-dessous à nos lecteurs, simplement à titre suggestif.

Proposition de loi tendant à amender la composition du jury dans un sens démocratique et à la mettre en accord avec le principe même du régime républicain.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

Le système qui régit actuellement la composition du jury ne concède pas l'admissibilité aux fonctions de juré comme constituant un droit pour les citoyens ; la loi de 1872 considère le ministère du juré, non pas comme un droit civique, mais comme une fonction judiciaire ; il n'appelle à la remplir que ceux qui ont été reconnus par les Commissions diversement composées. Suffit-il que celles-ci semblent dire aux délégués qu'elles ont choisis : « Je vous crée jurés indépendants », comme M^{me} de Sévigné disait aux quatre arbres de son jardin : « Je vous fais parc », pour que nous soyons dans l'admiration de cette politique judiciaire.

Les listes de session et de jugement de chaque département sont formées à l'aide de la liste annuelle qui, elle-même, est le résultat du travail successif de deux Commissions, de choix autoritaires et conservateurs.

Par l'intervention prépondérante du corps judiciaire, représenté pas les juges de paix et les présidents de tribunaux, le jury n'est guère qu'une annexe de la magistrature.

Le luxe de précautions antidémocratiques dont est entourée, la formation du jury par une sélection à deux degrés ne conduit-il pas nécessairement les commissaires à prendre pour éléments de criterium l'aisance considérée comme signe d'indépendance.

De là, avec toutes ses conséquences antisociales, une sorte de cens, mot dont l'impopularité se passe de commentaires.

Le projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre à

vos délibérations a pour but de mettre fin à ce scandaleux état de choses, qui permet au jury de devenir un instrument de tyrannie au profit de la bourgeoisie ou au service du gouvernement, et fait, en réalité, du pouvoir de juger le monopole de la propriété.

PROPOSITION

Article premier. — Au mois de septembre de chaque année, il sera procédé, dans chaque département, au choix des jurés par la voie du suffrage universel.

Art. 2. — L'élection se fera au scrutin de liste cantonal, à raison de deux ou dix noms par liste, suivant le chiffre de la population du canton (ou du quartier pour Paris).

Art. 3. — Les élus formeront la liste annuelle départementale du jury. Le sort continuera ensuite à désigner les jurés de chaque session, et, parmi eux, les jurés de chaque affaire, sauf l'exercice légitime du droit de récusation.

Art. 4. — Une indemnité de 20 francs par jour de déplacement sera obligatoirement allouée à chaque juré sur les fonds départementaux.

ADRIEN VEBER.

PENSÉES, MAXIMES, MOTS DE COMBAT

La société est tenue de rendre la vie commode à tous.

BOSSUET.

Sentir un bienfait, c'est le rendre.

SÉNÈQUE.

L'argent est un bon serviteur et un méchant maître.

BACON.

La fortune est une femme de bonne maison qui se prostitue à des valets.

ÉPICTÈTE.

Traitez les grands comme le feu : n'en soyez jamais ni trop près ni trop loin.

DIOGÈNE.

L'humilité est mensonge ; où est celui qui se méprise lui-même ? Et si cet homme existe, malheur à lui ! Il faut s'estimer pour être estimable.

DIDEROT.

Nous avons émancipé le travail, chose étrange ! et sa condition, à beaucoup d'égards, est devenue plus rude et plus précaire.

BLANQUI.

Les propriétaires et la classe de la nation qui vit de son travail sont des lions et des animaux sans défense qui vivent ensemble. On ne peut augmenter la part de ces derniers qu'en trompant la vigilance des autres et en les empêchant de s'élancer.

NECKER.

Le vol entrave tout en industrie civilisée. Les économistes n'ont su créer que des voleurs, tous les peuples philosophes et civilisés sont des nations de voleurs.

FOURIER.

L'avarice commence où la pauvreté cesse.

BALZAC.

La faim fait un trou dans le cœur de l'homme et y met la haine.

V. HUGO.

L'homme qui a faim n'est pas libre.

MICHEL CHEVALLIER.

Tant qu'il y aura un homme sans pain, un enfant sans abri, un vieillard sans protection, la République n'aura pas dit son dernier mot.

AURÉLIEN SCHOLL.

L'orgueil nous tient d'une possession si naturelle au milieu de nos misères et de nos erreurs, que nous perdons même la vie avec joie, pourvu qu'on en parle.

PASCAL.

Quand un homme a été vingt ans magistrat, il a le cœur juste aussi tendre qu'une peau de rhinocéros.

DRUMONT (*la Dernière Bataille*).

Mon parti est pris, et je vous déclare que j'aime mieux être voleur que mendiant.

J.-J. ROUSSEAU.

Les bourgeois appellent leur bêtise : gravité, leur prosaïsme : bon sens, et leur lâcheté : prudence.

FÉLICIEN ROPS.

Le glaive brisera le glaive, et du combat naîtra l'amour.

P. DUPONT.

Il vaut mille fois mieux l'abus de la parole que la négation de la liberté de parole; l'abus meurt dans un jour, mais la négation tue la vie du peuple et ensevelit l'espoir du progrès.

CHARLES BRADLAUGH.

Le pauvre traîne deux boulets : celui de l'ignorance et celui de la misère.

Le but commun vers lequel il faut diriger les esprits est l'anéantissement du paupérisme.

Pour avoir sa liberté, il ne faut que la désirer.

LA BOÉTIE.

Dans la langue de la bourgeoisie, la grandeur des mots est en raison inverse de la petitesse des sentiments.

DE GONCOURT.



LES TRAVAILLEURS DE LA TERRE

Notre pays de France semble voué aux légendes dont la plupart, semblables au tenace et étouffant chiendent, envahissent notre entendement, tronquent l'histoire, détruisent la belle semence des idées qu'une philosophie hardie, autant que généreuse, s'efforçait de répandre sur notre vieux sol gaulois.

Et, en effet, que n'a-t-on pas dit ou écrit sur la bonté native des rois, princes et nobles ? Quels contes n'a-t-on pas brodés sur certains serviteurs de Dieu et du peuple, dont la vie s'est écoulée en défrichant les landes, en séchant les marais, en répandant partout l'aisance, les bienfaits d'une religion de bonté, de renoncement aux choses d'ici-bas ?...

Ici, c'est un roi rendant la justice sous un chêne, tel qu'un père au milieu de ses enfants ; là, un prince aussi généreux que brave, prenant la défense des pauvres gens, ou un châtelain se faisant la providence des paysans de sa seigneurie. Puis, à côté de ces hommes de pouvoir et de guerre, vient se placer toute une pléiade de gens d'église, depuis le prélat le plus huppé jusqu'au simple abbé, car la légende s'est montrée très généreuse envers les fils soumis de l'Eglise.

Mais la légende n'a pas toujours protégé les maîtres contre les esclaves, les forts contre les faibles, et, sans remonter plus haut que la Jacquerie, nous voyons que serfs et vilains savaient agir vigoureusement et châtier comme ils le méritaient les bourreaux du « pauvre commun ».

Aux « Rouges Pâques » de 1358, châteaux et abbayes reçurent la visite de compagnons qui n'entendaient plus parlementer avec des maîtres assez féroces pour les placer dans cette alternative de mourir de faim ou de se révolter. Le fer et le feu, employés avec rage, vengèrent bien de souffrances imméritées, et portèrent la terreur jusque dans les palais les mieux gardés. La peur des paysans révoltés, le danger que couraient leurs privilèges rapprochèrent les prélats et les nobles : les Anglais même firent cause commune avec la noblesse et le clergé français pour venir à bout de ces Jacques endiablés !

Mais revenons aux légendes. Nous avons celle de la fameuse « poule au pot », de ce renard d'Henri IV qui n'avait d'autre dessein que de garder tout le poulailleur pour lui. Celle aussi de l'amour de son ministre Sully pour les gens de la plèbe : « Ceux qui font gras pâturages et moissons abondantes, ces mamelles de l'Etat. » Mais ce n'était toujours que promesses menteuses, misère plus grande pour les travailleurs de la terre.

Voici ce que La Bruyère, l'auteur des *Caractères*, qui vivait vers la fin du dix-septième siècle, écrivait sur les paysans de son temps :

« Quand on parcourt nos campagnes, on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, noirs, livides, nus et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et remuent avec une opiniâtreté invincible. Ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, *ils montrent une face humaine*, et, en effet, ils sont des hommes ! La nuit, ils se retirent dans des tanières, où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines.....

« Ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et ils méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

Malgré ce tableau d'une horreur saisissante, malgré cet appel éloquent, et celui que quelques années plus tard Vauban renouvelait, le maître féroce et orgueilleux qui régnait à Versailles n'eut cure des souffrances épouvantables de ces millions de misérables qui fournissaient à son faste et à ses orgies. Jacques Bonhomme, courbé sous la fatalité, continua à croupir dans une misère aussi profonde que son ignorance ; et il en fut ainsi jusqu'à l'aube de la Révolution, époque à laquelle un rayon d'espoir de délivrance définitive, complète, illumina son ciel, demeuré implacablement sombre durant une interminable série de siècles. Mais ce ne fut qu'une simple éclaircie : la pluie constante des prélèvements royaux, seigneuriaux et cléricaux est bientôt remplacée par une grêle d'impôts aussi lourds, par l'usure qui telle qu'une pieuvre inassouvie enlève au peuple des campagnes le peu de sang que le fisc lui laisse comme à regret.

Mais n'anticipons pas, et revenons à l'aube révolutionnaire, à l'année 1789.

En même temps qu'une poignée d'audacieux, sans attendre le gros des insurgés, se ruait sur la Bastille, des bandes de paysans se levaient spontanément et assaillaient les châteaux et les abbayes. Dans les environs de Rennes, du Mans, dans la Franche-Comté, dans les Vosges, en Normandie, en Champagne, dans le Périgord, le Quercy, le Languedoc, le Bas-Limousin, l'Angénois, dans cent endroits, les « brigands de la terre » s'étaient levés, rasant les châteaux, abattant les abbayes, massacrant leurs propriétaires et brûlant les titres de propriété. Cela dura près d'une année, pendant laquelle les arrière-petits-fils des Jacques du quatorzième siècle firent payer cher aux nobles et aux prêtres, leur mépris pour les serfs de la glèbe.

L'Assemblée nationale vota contre ces derniers la loi martiale, et ordonna qu'on leur courut sus. Le Tiers-Etat inaugura ainsi la politique canaille, féroce, qu'il n'a cessé depuis de

mener contre le prolétariat des champs ou des villes, auquel, cependant, il est redevable de sa puissance économique et gouvernementale.

En novembre 1789, 400 millions furent prélevés sur les biens du clergé estimés à environ 4 milliards. C'est la première mesure prise pour éviter la banqueroute et sauvegarder les intérêts de la bourgeoisie.

En même temps que la vente de ces biens était ordonnée, l'Assemblée votait que la nation pourvoirait aux frais du culte, qu'un traitement serait servi aux prêtres : elle plaçait ainsi le clergé sous sa dépendance, et en faisait un instrument pour sa domination future.

A la saisie des biens de main-morte, vient s'ajouter celle des domaines royaux, des propriétés des émigrés, des corporations dissoutes, des gens frappés par les tribunaux révolutionnaires. Cela était indispensable pour donner aux assignats, qu'on venait de créer, la garantie qui leur faisait faute. Mais, pendant que paysans et ouvriers se battaient comme des lions pour repousser les envahisseurs, les nouveaux maîtres faisaient main basse sur les biens de la nation et s'enrichissaient des dépouilles des deux ordres aînés, frustrant le pays et réduisant à néant les conquêtes économiques de la Révolution.

A la suite de ces malversations scélérates, les paysans pauvres se trouvèrent plus pauvres qu'auparavant, et, ainsi que l'écrivit Avenel dans ses *Lundis révolutionnaires*, la bourgeoisie n'avait fait des avances au peuple que sous l'impression de la peur qui la hantait. L'envahisseur repoussé, elle redevint égoïste, orgueilleuse, l'ennemie de la classe ouvrière. Cette attitude malhonnête des gouvernants se montra à nu dès le lendemain de Thermidor. Les émigrés peuvent rentrer en possession des biens leur appartenant et non vendus. Puis, l'empire expirant à Waterloo, on demande aux prolétaires des champs et aux ouvriers des villes d'acquitter la note de la bourgeoisie, note se montant à un milliard, et payée par ceux que la bourgeoisie avait dépouillés.

Et maintenant que la fortune de cette dernière est assise solidement, qu'au point de vue industriel elle a mis à mal l'artisanat, elle devra, poussée à cela par son instinct rapace aussi bien que par la concurrence du capitalisme agricole du dehors, tourner ses efforts vers la conquête de la terre, dont le régime des hypothèques lui a préparé si largement la voie.

Attendez-vous donc, petits propriétaires, agriculteurs amoureux de votre lopin, à être complètement dépouillés de votre « instrument de travail », et à vous perdre dans cette armée immense des sans-le-sou et des sans-indépendance qu'on appelle le prolétariat.

A moins, pourtant qu'éclairés par la vérité, vous n'apportiez au parti socialiste le concours de votre énergie et de vos gros bataillons, et, qu'unis aux travailleurs des villes, vous ne mettiez un terme à l'exploitation de l'homme par l'homme, en socialisant les instruments de production, en proclamant l'égalité pour tous.

Là est le salut, camarades des campagnes : si vous le comprenez, il en sera fait de l'esclavage qui vous menace.

J. ALLEMANE.

LE CRI REVOLUTIONNAIRE DE 1792

— Enfant, répondit-il, tu n'as pas de génie ;
Tu n'as jamais compris la Révolution.
Ce n'est pas un hochet que veut la Nation ;
Il ne saurait suffire à ses soifs colossales
De rendre des décrets, sans vertu dans nos salles,
Et de jouer avec le sceptre d'or des rois.
Lorsqu'elle s'est levée, immense, sous ses croix,
C'est qu'elle avait assez de vos disputes vaines,
Son vrai sang a gonflé le canal de ses veines ;
Elle a coiffé le casque et le bonnet vermeil.
Son idéal, plus haut que vos fronts sans soleil,
Veut une République austère et martiale,
Et le cri qui l'étouffe est : *Guerre sociale !*
Que viens-tu me jeter tes phrases de barreau ?
C'est à tes protégés à remettre au fourreau
Leur épée insolente et courber tous la tête !
Ceux qui sèment le vent récoltent la tempête ;
Que vous étonnez-vous alors si nous frappons ?
Quand on ose braver le peuple, je réponds ;
Je monte pour sa cause aux marches du prétoire ;
Je suis son justicier, debout dans ma victoire !

H. MARC-AMANIEUX.

LA JOURNÉE DE HUIT HEURES

Si le parti socialiste en France demande une législation internationale du travail et la fixation à huit heures de la journée de travail, ce n'est certainement pas au point de vue révolutionnaire, ni comme réforme pour la société future.

Nous sommes convaincus, ainsi que le parti socialiste, que, dans une société collectiviste ou communiste, la journée de tra-

vail pourrait, sans inconvénient, être réduite à quatre heures seulement, pour la simple raison que voici : 1° La division du travail pourrait s'y établir à l'infini au profit de tous sans préjudice pour personne ; 2° on pourrait plus facilement qu'aujourd'hui multiplier les machines en les perfectionnant ; 3° tous seront obligés de travailler pour les besoins de la société. C'est seulement comme moyen transitoire et de propagande, qui, obtenu par la classe ouvrière internationale, facilitera la révolution universelle et activera l'affranchissement du prolétariat.

La fixation d'un *maximum* légal de huit heures de travail est la réforme la plus considérable que le prolétariat puisse désirer et obtenir pendant cette époque de transition. En l'obtenant, on est certain de pouvoir se préparer d'une manière efficace pour la révolution et d'obtenir la suppression de tous les privilèges.

Ceci a été bien compris par le premier Congrès de l'Internationale (Genève, 1867), lorsqu'il décidait « *que la première condition sans laquelle toute tentative d'amélioration échouerait est la limitation des heures de travail. Cette limitation s'impose, afin de restaurer la santé et l'énergie physique des ouvriers et de leur assurer la possibilité d'un développement intellectuel de relations sociales et d'une action politique.* »

*
*

Nous n'insisterons pas sur les conséquences funestes de l'excès de travail. Chacun sait aujourd'hui que le travail excessif amène l'épuisement nervo-musculaire qui est l'épuisement même de la force et l'anémie ou appauvrissement du sang, qui est la destruction même du corps du travailleur.

Nous rappelons seulement ce fait à l'appui : lorsque les vils exploiters des nègres des Etats du Sud de l'Union américaine voulaient obtenir de la plus-value quand même sur l'exportation du coton, ils surmenaient tellement leurs esclaves que la *consommation de la vie d'un nègre, en sept années de travail*, devenait partie intégrante d'un système froidement calculé. A cette occasion, nous riposterons avec Karl Marx aux bourgeois oisifs qui conseillent l'épargne aux ouvriers :

« Tu me prêches constamment l'évangile de l'épargne, de l'abstinence et de l'économie ; fort bien ! Je veux, en administrateur sage et intelligent, économiser mon unique fortune, ma force de travail et m'abstenir de toute folle prodigalité. »

Nous insisterons davantage sur les conséquences économiques de l'excès du travail, tel qu'il se pratique aujourd'hui en France. On a tant crié contre la corvée de l'ancien régime ! Cependant le surtravail fourni aujourd'hui par l'ouvrier au capitaliste surpasse de beaucoup l'antique corvée ; seulement, cela ne paraît pas

d'une manière aussi manifeste à celui qui ne veut pas réfléchir un peu.

Ainsi, par exemple, le paysan de l'ancien régime, qui était obligé de travailler tout au plus deux jours par semaine pour le seigneur, se trouvait dans une situation meilleure que le travailleur salarié d'aujourd'hui, parce que, si, d'après la statistique, cinq heures de travail par jour suffisent à l'ouvrier pour se procurer tout ce qui est nécessaire à son existence, en travaillant douze heures il laisse sept heures de surtravail au patron, c'est-à-dire sept heures de corvée journalière. Et dire qu'il y a des hommes qui, tout en flétrissant l'ancien régime, s'indignent lorsqu'on leur parle des revendications ouvrières, tant la raison humaine est stupide !

* * *

Aujourd'hui, plus le salarié travaille, et plus il fait sa condition misérable, parce que, par le travail excessif, on arrive à la surproduction, et celle-ci amène naturellement le chômage et la misère !

Mais, disent les bourgeois, si l'on réduisait les heures, la conséquence serait la réduction des salaires. Ceci est complètement faux ; car, là où l'on emploie deux ouvriers qui font vingt-quatre heures de travail par jour, on en emploiera trois, si le *maximum* de travail est de huit heures, et, par conséquent, il y aura plus d'offre de travail et moins de demande de la part des travailleurs.

Il a été, d'ailleurs, constaté d'une façon tout à fait décisive qu'en Angleterre les salaires sont élevés de 20 à 30 p. 100 sur les salaires français. En France, néanmoins, l'ouvrier travaille 12 heures par jour et même davantage.

Mais il ne faut pas croire que la réduction des heures de travail sera tout au désavantage du patron ; l'expérience nous a prouvé que le travail d'un ouvrier est d'autant plus productif qu'il est tempéré par le repos. En effet, un ouvrier travaillant régulièrement peut produire la même somme de travail en 10 qu'en 12 heures. En Angleterre, la loi sur les 10 heures a plus profité aux patrons qu'aux ouvriers.

* * *

On voit donc par ce qui précède qu'une loi limitant, en France, les heures de la journée de travail sera à l'avantage de tous. Il n'y aura cependant une solution définitive et complète de cette importante question que lorsqu'on obtiendra la législation internationale limitant le *maximum* des heures de travail. Le moyen pour arriver à un résultat quelconque dans ce sens

nous a été montré par le Conseil fédéral suisse. Il n'y a pas longtemps, en effet, que le gouvernement helvétique a fait des démarches diplomatiques auprès des cabinets européens pour arriver à une entente sur ce sujet. Le gouvernement anglais, qui est plus directement intéressé, n'a qu'à prendre pour son propre compte cette proposition du gouvernement fédéral suisse. Une législation internationale réglera la journée du travail à un *maximum* de 8 heures par jour, et le *minimum* des salaires mettra fin, tout d'abord, à cette autre question de la concurrence des ouvriers étrangers, qui n'est que le résultat du régime actuel, et facilitera par là pratiquement la fraternisation des peuples.

Elle mettra fin, en second lieu, à toutes ces prétentions hypocrites et mensongères des bourgeois qui disent que ce sont les prétendues réclamations excessives des ouvriers français qui sont la cause que les produits industriels étrangers font une concurrence mortelle aux produits industriels français. Des badauds se laissent tromper par des économistes stipendiés, qui n'ont pas honte de professer, du haut de leur chaire au Collège de France, des prétentions aussi saugrenues et aussi stupides. Mais nous savons pertinemment que si l'industrie française périlcite, c'est d'abord parce que, pendant que les industriels étrangers sont en éveil et introduisent, dans leurs fabriques, des machines nouvelles et perfectionnées, nos industriels gardent toujours les vieilles machines détraquées ; ils achètent même, parfois, les machines abandonnées par les Anglais ou les Allemands.

C'est ensuite parce qu'on livre, moyennant pots-de-vin, etc., à des loups-cerviers de la finance nos lignes de chemins de fer, qui imposent des taxes excessives au transport des marchandises.

* * *

D'ailleurs, aujourd'hui, malgré tous les sophismes des bourgeois, les crises industrielles sont générales, universelles, quoique parfois un peu plus tendues dans un pays que dans un autre. Toutes, disons-le en passant, amènent avec elles la misère la plus noire et la mort à la classe des travailleurs, dont la seule faute est d'accumuler des marchandises dans les magasins de leurs exploiters.

Une question inhérente à celle de la réglementation des heures de travail de la *journée* est celle du travail de *nuît*. Ce dernier travail est assurément beaucoup plus fatigant, beaucoup plus absorbant, et beaucoup plus terrible que le travail de jour.

Dans la plupart des usines, le travail de nuit est égal en durée au travail de jour : douze heures pour l'un comme pour l'autre.

Certes, on peut, en examinant ces conditions monstrueuses de la vie ouvrière, déclarer que c'est là le dernier mot du bague capitaliste : douze heures de travail à la chaleur étouffante des chaudières ou des becs de gaz, lorsque les membres n'ont pu se reposer suffisamment dans la journée, n'est-ce pas horrible!... Notons que ce travail n'est presque jamais mieux payé que le travail de jour. On accepte par force, en entrant dans l'usine, cette condition de travailler jour et nuit.

Cette distribution de travail se fait généralement par équipe. Le même ouvrier donnera à son patron quinze journées de jour et quinze autres de nuit. Pour établir le roulement entre les deux équipes, c'est-à-dire pour passer du travail de jour au travail de nuit et réciproquement deux fois par mois, l'homme travaillera 18 heures sans interruption, savoir du samedi soir au dimanche à midi, ou du dimanche à midi au lundi matin. Nous n'avons pas à insister sur les bénéfices scandaleux fournis aux patrons par ce mode d'exploitation.

Voyons surtout, chez les ouvriers, l'épuisement du corps et de l'esprit, les maladies résultant de ce surcroît de travail dans de pareilles conditions. Et nous sommes sûrs que si le travail de jour est réduit à huit heures, tous seront d'accord pour réclamer la réduction à un *maximum* de cinq heures pour le travail de nuit, là seulement où sa suppression sera impossible, vu les besoins de la société.

P. ARGYRIADÈS.

AVEU BOURGEOIS

Un journal américain de la haute bourgeoisie, *Westliche Post*, fait l'aveu suivant :

« La ploutocratie achète ses législateurs, ses juges et ses exécuteurs et détruit par cela même toute légalité, et ce n'est qu'une révolution qui donnera au peuple ses droits. »

Et d'un.

Le révérend V. R. Mackay a sermonné ses ouailles à l'église Saint-Pierre de Pittsburg, et ce sermon, d'après un journal américain *Labor Tribune*, était intitulé : La question ouvrière.

A la fin de sa conférence, le révérend *parla chaleureusement en faveur du socialisme moderne, comme la solution définitive du grand problème de notre époque.*

Et de deux.

E pur si muove! Le socialisme moderne vaincra!

LE MASSACRE DE FOURMIES

I

C'est la fête de la Misère,
Dans le rayonnement des fleurs ;
C'est le célèbre anniversaire
Du Premier Mai des travailleurs ;
Du Premier Mai, date immortelle,
Qui, pour la pâle Humanité,
Marque cette étape nouvelle
Ayant nom **Solidarité** !

Oui, dans tous les pays aspirant au bien-être,
Entre les exploités, ces éternels vaincus,
Heureux, enfin, de se connaître,
Il existe un lien qu'on ne brisera plus !
Car, formé dans les cœurs par les mêmes souffrances,
Partout, il les rallie aux mêmes espérances ;
Et de là ce concert formidable de voix,
Sur tous les points du globe, éclatant à la fois !

Cependant, en dépit de leur esprit sceptique,
Effrayés, en secret, des manifestations
Venant effrontément troubler leurs digestions, (1)
Et réduire à néant toute leur politique
Partout, les gouvernants, dont la race est de fer,
Pour condamner l'Idée aux sombres oubliettes,
Pensent qu'il leur suffit d'un mur de bayonnettes,
Aussi fous que Xercès faisant battre la mer !

Prétention ridicule et vaine résistance !
De ce monde expirant, c'est, au terme fatal,
Pour conquérir à tous le droit à l'existence,
La lutte du travail contre le capital.

Dans ce duel social du siècle qui s'achève,
L'un des deux combattants a l'appui du pouvoir,
Et l'autre, s'inspirant de son seul désespoir,
Pour défendre son pain, n'a qu'une arme : la grève !

(1) J'estime que les rimes en « ion » des polysyllabes doivent être brèves ou longues, à volonté.

Or, à cette heure même, en complet désaccord,
Ouvriers et patrons, ces classes ennemies,
Sont là-bas, vers le Nord,
Face à face, à Fourmies;
Et, dans ce val riant, si calme en d'autres jours,
La troupe arrive, au bruit menaçant des tambours!

Que dis-je? On a pu voir, aux premières alarmes,
Entre les sabres dégainés,
Quatre grévistes enchainés, (1)
Comme des malfaiteurs menés par les gendarmes!

Alors, sans crainte, alors, quelques-uns d'exprimer,
Tout haut, ce vœu de tous : « Allons les réclamer. »

II

Horreur! horreur! quel bruit sinistre, à mon oreille,
Comme un écho funèbre, arrive, en ce moment?...
Ah! je ne puis douter si je rêve ou je veille :
C'est du feu des lebls le lointain roulement,
A ce premier essai, faisant aussi « merveille! » (2)

Du peuple désarmé qui s'enfuit éperdu,
Pris de terreurs soudaines,
O crime! ô lâcheté! le sang estrépandu,
Comme l'eau des fontaines!
Et la grêle de plomb, sans discontinuer,
Jusque dans les maisons, pénètre pour tuer!

Vengeance! que font donc, pendant cette tuerie,
Isaac (3) et Bernier (4) au fond de la mairie,
Si ces deux magistrats, dans ce rôle nouveau,
Ne sont pas simplement des valets de bourreau?....

Beaux messieurs, pour montrer qu'à tort on vous accuse,
Sommez le commandant (5) — ce sera votre excuse —
D'arrêter net le cours de ces assassinats...
Venez...

(1) Deux d'entre eux avaient été arrêtés, le matin, vers neuf heures, aux abords de la filature Sans-Pareille, après une charge où un enfant avait eu une oreille coupée et un homme le front fendu pour quelques couplets de circonstance, comme la « Chanson des huit heures », chantés par la troupe des manifestants.

Les deux autres prisonniers furent cueillis en route, vers la mairie, je ne sais pour quel motif.

(2) « Les chassepots ont fait merveille » sont des mots restés célèbres depuis Mentana.

(3) Le sous-préfet d'Avesnes.

(4) Le maire de Fourmies.

(5) Chapus.

A mon regard, quelqu'un vient d'apparaître,
Qui, devant les fusils, accourt, levant les bras...

Est-ce un de ces messieurs?... Non!... Cet humble est un prêtre,
A cet acte, poussé d'un élan tout humain. (1)

Ce prêtre vous condamne, ô race de Caïn!

Maintenant, sur la place (2) et là, dans cette rue, (3)
Un spectacle émouvant s'offre encore à ma vue :

Tous ceux qu'aveuglément les balles ont fauchés,
A cette heure fatale,
Tous ces mourants à face pâle,
Je les vois, dans leur sang, couchés!
Et s'ils n'ont plus que des murmures
Sur leur lèvres au souffle léger,
Par la bouche de vingt blessures,
Ils commandent de les venger!

Lequel d'entre eux, lequel, par un crime sauvage,
A pu donc provoquer cet horrible carnage?

Serait-ce toi, Corraille (4), enfant si faible encor,
Ce matin, souriant à la douce lumière,
Et, ce soir, tout sanglant, au bout de ta carrière,
Tombé là, pour mourir, devant la « Bague d'Or? » (5)

Est-ce toi, Maria (6), l'heureuse fiancée
Dont la pensée
Même en ce jour,
Était toute à l'amour?
Toi qui, pour la fête nouvelle,
N'avais d'autre arme que le « mai » (7)
Du bien-aimé,
Alors que, sur le mur, a jailli ta cervelle!

Ah! pauvre fille, adieu ton rêve de bonheur,
Ce rêve de l'hymen, qui remplissait ton cœur!

(1) L'abbé Margerin.

(2) La place du Marché.

(3) La rue des Eliets.

(4) François Coraille, 11 ans.

(5) Un estaminet à l'intérieur duquel fut aussi tué un autre enfant du même âge :
Gustave Pestiaux.

(6) Marie Blondeau, 18 ans.

(7) Rameau fleuri.

Est-ce toi, Giloteaux (1), toi, son ami fidèle,
Comme elle aussi, frappé de la foudre, soudain,
Et couché râlant auprès d'elle,
Avec ton étendard tricolore à la main, (2)
Sans que, dans cette loque usée,
*Il*s aient reconnu leur drapeau!

Malheureux! désormais, au lit froid du tombeau,
La Mort sera ton épousée!

Vous tous que ce massacre au deuil a condamnés,
Femmes, enfants, vieillards, parents infortunés,
Pour vous, hélas! combien, dans vos mornes demeures,
Combien, en y voyant vide, matin et soir,
La place où l'être aimé ne viendra plus s'asseoir,
Lento résonnera la voix grave des heures!

Comment un officier qui se pique d'honneur
Peut-il bien recevoir de quelque suborneur
L'ordre de mitrailler une foule sans armes,
Pour faire ainsi couler tant de sang et de larmes,
Sans en sentir son front se couvrir de rougeur,
Sans briser son épée et, là-même, sur place,
A ce *youtre* en jeter les tronçons à la face? (3)

Comment surtout, comment le jeune plébéen
Aujourd'hui militaire et demain citoyen,
Ouvrier, paysan, enfant du prolétaire
Qui travaille à la forge et laboure la terre,
Peut-il tirer sur ceux dont le sang est le sien,
Au lieu de les aider, au premier vent d'orage,
A briser, d'un seul coup, leur antique servage?...
Mais, sous la main de fer, par la peur opprimé,
On sait que le soldat est un esclave armé! (4)

Maudits soient, entre tous, comme les plus coupables,
Maudits ceux-là que l'on connaît
Comme agents responsables
De ce forfait!
Et, pour leur châtimement, durant leurs insomnies,
Qu'ils aperçoivent, à défaut
De l'échafaud,
Se dresser devant eux les spectres de Fourmies!

(1) Edmond Giloteaux. 19 ans.

(2) Le fait de porter un drapeau tricolore prouve surabondamment qu'il ne leur était pas hostile par ses principes.

(3) Ce qui ajoute à l'odieux de cette fusillade, c'est qu'elle n'a été précédée d'aucune des sommations exigées par la loi même.

(4) Il est évident que cette définition, je ne l'applique qu'à la généralité des soldats, sachant bien qu'elle admet heureusement de nombreuses exceptions.

Mais tu peux regarder, à ton aise, ces morts,
Toi, Constans le Cynique, éteint pour le remords;
Toi qui, maître dans l'art de vider les sacoches,
N'as pas d'autre souci que de remplir tes poches;
Toi, sinistre gredin, que l'Assemblée absout, (1)
Mais dont le bague même aurait quelque dégoût!

OLIVIER SOUÈTRE.

QUELQUES ANECDOTES

Dans une des réunions philosophiques du baron d'Holbach, quelqu'un fit la remarque que beaucoup de médecins abandonnaient la religion pour embrasser les idées des Encyclopédistes, d'Holbach répartit : « Il faut que la religion soit bien malade, puisque les médecins l'abandonnent. »

* * *

Un seigneur ayant envoyé deux flacons d'argent à Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, afin de l'avoir pour favorable dans un procès dont il était juge, Morus, qui avait beaucoup d'intégrité, commanda à son sommelier de remplir ces deux flacons du meilleur vin de sa cave, et les envoya à ce seigneur, disant à celui qui les avait apportés, qu'il fit savoir à son maître que tout le vin de sa cave était à son service.

* * *

On sait que pour démontrer les phénomènes de la circulation du sang, de la sensibilité et de l'insensibilité chez l'homme, on fait subir mille supplices à de malheureux chiens. On leur plante, par exemple, dans le cœur une fine aiguille au bout de laquelle est un petit drapeau dont les mouvements indiquent jusqu'aux moindres tressaillements, etc.

Dernièrement, en séance publique, un tout jeune chien est mis sur la table du professeur. Celui-ci saisit le petit animal et commence par lui faire une légère incision au cou. La pauvre petite bête fait un soubresaut, s'échappe des mains du professeur et, ne sachant ce qu'on veut en le faisant ainsi souffrir, se met à faire le beau.

Le public, les élèves et le praticien lui-même furent pris de pitié, et on fit grâce de la vie à la gentille petite bête

* * *

Un avocat est témoin dans une affaire. Son tour est venu de déposer.

(1) Allusion au vote du 4 mai.

Le président l'interpelle : « Avocat, oubliez pour un instant votre profession et dites-nous la vérité. »

Pour acquitter la dette de l'Etat,
Notre auguste Sénat
Se tourmente, travaille, sue ;
Il impose à perte de vue
Châteaux, maisons, chevaux, mules, valets,
Célibataires, chiens, chats, guenons, perroquets ;
Cependant, pas une économie ne trouve l'art
D'atteindre le capitaliste.

Almanach du Père Gérard.

Des dames couvertes de fard et de rouge demandaient à un étranger
ce qu'il pensait des beautés françaises.

— Mesdames, répondit-il, je ne me connais pas en peinture.

Epigramme

Huissiers, qu'on fasse silence,
Dit, en tenant audience,
Le Président de ***.
C'est un bruit à tête fendre ;
Nous avons déjà jugé
Dix causes sans les entendre.

Le célèbre Pope était bossu et avait les jambes torses. Le roi d'Angleterre, l'apercevant dans une rue de Londres, dit à ses courtisans : « A quoi nous sert ce petit homme qui marche de travers ? » Pope l'entend et répond : « A vous faire marcher droit. »

La célèbre M^{lle} Arnould, que l'Opéra regrettera longtemps, faisait une vente de bijoux précieux, où tout fut porté à un prix excessif. Plusieurs jolies femmes en murmurèrent.

— Comment donc, Mesdames, leur dit notre ingénieuse actrice, trêve d'humeur. Ah ! je vois bien que vous voudriez les avoir au prix coûtant.

Impunité des riches et des puissants

Le maréchal de Villars contait que dans une de ses campagnes, les excessives friponneries d'un entrepreneur des vivres ayant fait souffrir et murmurer l'armée, il le tança vertement et le menaça de le faire pendre.

— Cette menace ne me regarde pas, lui répond hardiment le fripon, et je suis bien aise de vous dire qu'on ne pend pas un homme qui dispose de cent mille écus.

— Je ne sais comment cela se fit, ajoutait naïvement le maréchal; mais, en effet, il ne fut point pendu, quoiqu'il eût cent fois mérité de l'être.

J.-J. ROUSSEAU.

LE MILITARISME

Jadis, point d'armée nationale. Point non plus de patrie. La France, sol et êtres, n'est que le simple domaine d'un homme, le chef d'une caste d'origine conquérante. Le Roy recrute ses troupes parmi les mercenaires étrangers et dans la lie des grandes villes. Cela suffit à maintenir le bon ordre parmi les troupeaux d'asservis qui rivent d'ailleurs à leur chaîne la routine des habitudes séculaires, le respect invétéré d'une autorité fondée par la force, la croyance irraisonnée à des dogmes religieux façonnés pour le soutien de toutes les tyrannies. Cela suffit aussi à se défendre contre les ambitions d'à côté, rarement bien méchantes pour le propriétaire du domaine, car tous les trônes sont plus ou moins solidaires des mêmes intérêts..., familiaux. Seulement les peuples paient très cher la note des conflits entre maîtres. Le militarisme se confondait avec l'absolutisme, le métier des armes était noble entre tous, malgré qu'on l'exercât souvent à la manière des Mandrin et des Cartouche; l'Allemand se vendait au roi de France pour s'aller battre contre l'Allemand, le Français aux cours allemandes, pour s'aller battre contre le Français; l'on s'en revenait chez soi, après une grosse tuerie, glorieux et honoré, avec du butin et des cordons. De Moltke a continué la tradition, aussi est-il fort admiré au-delà du Rhin et même ailleurs: minuscule officier danois à la solde de la Turquie, il sentit qu'un roi de Prusse pouvait seul apprécier ses talents, et il mit ceux-ci au service d'un Guillaume, pour l'aider à découper un morceau à sa convenance, dans son petit pays. Peut-être, plus tard, aura-t-on aussi quelque admiration pour les Bonnet et les Triponé, de roturière extraction !

Au fond, rien de changé.

Il existe toujours des catégories d'hommes qui n'imaginent pas d'occupations plus belles et plus méritoires que le massacre de leur prochain, et des gouvernements qui leur prodiguent faveurs et récompenses pour les entretenir en cette idée.

Mais, comme il faut compter avec l'opinion quelque peu transformée, on s'efforce de lui présenter les choses sous une nouvelle étiquette. Il y a bien encore des monarchies : rois et empereurs ne sont plus que les bienfaiteurs de leurs peuples et, par abnégation, ils daignent occuper le poste le plus troublant dans une collectivité de citoyens. Il n'y a plus d'intérêts privés, mais des intérêts communs à défendre. L'armée nationalisée a la garde et la protection de ces

intérêts, symbolisés dans la patrie. Et les masses imbéciles gobent le terme et la chose..., comme elles ont gobé l'Etat et le Roy, unité indivisible.

Pauvre humanité qui s'imagine monter, monter toujours, quand elle ne fait que tourner sur place ! Pauvre humanité qui a soif d'autorité et ne parvient jamais à la découvrir sous la formule de la direction utile, vraiment régulatrice, ou qui, ne l'apercevant point sous cette formule, la nie et n'espère plus le salut que dans le retour à la sauvagerie ancestrale !

A aucune époque le fléau du militarisme n'a sévi plus lourdement et d'une façon aussi intolérable que de nos jours sur les populations civilisées. Ce qu'il est au dehors, je n'en prétends rien dire. Mais j'estime qu'il serait temps de le regarder de très près chez nous, au lieu d'en détourner les yeux ; sinon pour supprimer radicalement un mal que les événements nous obligent à traiter avec mesure, au moins pour lui appliquer quelques palliatifs. ...en attendant l'heure de l'extirpation.

Nous avons à nous défendre contre des ennemis puissants qui caressent la pensée de nous absorber ou de nous détruire. L'attisement des haines de races vient des privilèges de naissance ou d'argent, qui ont un intérêt à s'y livrer. Nous ne pouvons pas plus, du jour au lendemain, faire cesser l'effet que la cause. Nous pouvons seulement préparer l'avenir, espérer une ère de fraternité universelle après le renversement des trônes... et des coteries opportunistes. Mais comme la première condition est d'exister, d'exister avec nos aspirations et nos idées propres, il nous faut opposer aux forces dirigées contre nous des forces équivalentes. Nous sommes condamnés au militarisme, aussi longtemps que le socialisme n'aura pas triomphé.... et qui saurait dire l'heure de son triomphe ! Pour hâter celle-ci quel meilleur moyen de propagande que de montrer sans retenue, à tous, ce que coûte son retardement.

Des milliards avec lesquels les travailleurs intelligents enfanteraient des miracles, renouvelleraient, au bout d'un petit nombre d'années, la face du monde, sont employés en œuvres stérilisantes, en opérations ruineuses. Le produit de l'effort permanent des peuples va s'engouffrer dans la fabrication d'armes perfectionnées qui, demain, seront remplacées par d'autres encore plus perfectionnées, dans la construction de navires de tous types, que, dans une seconde, une torpille enverra au plus profond des mers, et l'objectif de ces dépenses, c'est la destruction par le feu et par le fer des vies humaines, des foyers de l'activité sociale, des lieux où l'on a accumulé à grand'peine, à côté des usines et des ateliers pacifiques, les livres, les collections d'arts et de sciences, etc.

Des milliers d'hommes sont enlevés aux occupations les plus dignes de leur nature pensante, pour être jetés dans le milieu démoralisant, abrutissant ou inerte de la caserne ; on les oblige à imposer silence à leur cerveau et à se transformer en mécaniques stupides. Les uns se plient, comme l'esclave autrefois sous la terreur du fouet, d'autres résistent ou ne parviennent pas à se courber suffisamment au gré des commandeurs de nouvelle espèce : on essaie de les dégrader en les mêlant aux vulgaires délinquants dans les prisons, ou l'on

s'en débarrasse par le peloton d'exécution. D'autres refoulent en eux-mêmes tous les ressentiments que le faible éprouve contre le fort : ils deviendront redoutables, au moment du renversement des rôles, mais la haine leur communiquera peut-être des tendances anti-altruistes, qui se substitueront aux égoïsmes écrasés.

N'est-il donc aucun moyen de prévenir d'aussi tristes résultats ?

On le pourrait, sans rien sacrifier de notre sécurité, à la condition d'inaugurer franchement un système mieux susceptible de répondre aux idées de notre temps.

Ce qui rend notre époque si heurtée, si oscillante, c'est l'opposition entre les aspirations irréductibles d'une ère démocratique et la conservation des vieux clichés.... d'administration sociale d'une ère disparue. Le plus âpre reproche que l'on est en droit d'adresser à la République opportuniste ou radicale (car c'est maintenant tout un !) en dépit des traditions qu'elle revendique avec la Révolution de 1789, elle-même d'ailleurs un trompe-l'œil pour le peuple, c'est d'appliquer à la direction collective les procédés les plus contraires à ses théories.

Quoi de plus monstrueux, par exemple, que l'obéissance passive et illimitée, exigée d'hommes nés libres ! On voit avec horreur des individualités intelligentes faire l'abandon de leur volonté à celle d'autres individualités, qui-peuvent ordonner les actions les plus scélérates ; on désigne au mépris et à la réprobation les sectes où l'on ose afficher les principes d'une telle inversion des sentiments et des droits humains, et, après avoir violemment tonné contre l'absolutisme monarchique, on conserve sa marque la plus stigmatisante. Dans une nation très affinée, on oblige les citoyens au sacrifice *entier* de leur personnalité, même à propos des actes de la vie les moins en rapport avec l'intérêt collectif. Car c'est bien là ce qu'on observe dans l'armée. Il n'est pas un besoin, si naturel et si pressant qu'il survienne, qu'un soldat puisse satisfaire, s'il plaît au dernier caporal de l'en empêcher. Il n'est pas de sentiment respectable qu'il ait le droit de faire respecter en son être, si un officier mal élevé ou mauvais se plaît à le froisser. Et le personnage, bête ou taré, qui agit à son caprice vis-à-vis d'un homme que la loi livre à sa discrétion, n'est point responsable des suites de son ineptie ou de son arbitraire criminel. Ou bien il l'est si peu ! Encore, lorsqu'on daigne s'occuper de savoir s'il a mérité quelque reproche, n'y songe-t-on qu'après avoir puni son souffre-douleur ou l'avoir exécuté, s'il n'a pas eu la patience de supporter l'injure ou l'outrage sans y répondre.

En bas, il y a le sous-officier, recruté dans le petit monde bourgeois, trop jeune, trop exalté et cajolé, partant trop persuadé de son importance et trop enclin à la mettre en relief par des procédés vexatoires. Quelle situation pour le jeune homme timide, lettré ou non, si peu d'indépendance qu'il ait conservé de lui-même, quand, tout à coup jeté dans le rang, il reçoit la grossière invective à propos de la chose la plus futile, ou simplement parce que sa figure ou son allure ne convient pas à un goujat quelconque, et cela en face de nombreux camarades, d'amis et de parents peut-être présents sur la place d'exercice ! La victime ne doit pas même sourciller, ou, si elle laisse échapper le plus léger signe de mécontentement, elle s'en va, après avoir essuyé un redoublement d'épithètes malsonnantes, à la prison

ou au peloton de punition, comme l'enfant qu'on met au cachot ou la face à la muraille, pour le châtier d'une indocilité. Cela se répétera chaque jour pendant de longs mois. Et puis, de temps à autre, l'homme, devenu mûr et père de famille, ayant déjà conquis dans son milieu une situation honorable, mais aussi perdu l'assouplissement à ce milieu contre nature du régiment, aura à recommencer pendant 28 ou 13 jours le supplice de tout entendre et de tout laisser faire, par devant d'autres freluquets, les directeurs de sa personne, du matin au soir et du soir au matin.

En haut, l'officier ! Il provient des sous-officiers et conserve plus ou moins l'empreinte, je veux dire certaines façons caractéristiques de son origine, avec une morgue spéciale, sous laquelle il affecte de déguiser celle-ci ; ou bien il sort d'une école où ne pénètrent guère que les fils de la grosse bourgeoisie, poli, mais fort dédaigneux du civil qu'on lui donne à transformer. Dans l'un et l'autre cas, il reste imbu du même sentiment hiérarchique, sans lequel il n'aurait aucune raison d'être, et, bien qu'il soit pour le soldat de moindre tyrannie tracassière ou vindicative que le sous-officier (il a des contacts plus rares et moins intimes avec les hôtes de la caserne, aussi par l'âge plus de retenue), il présente parfois des écarts singuliers. La vocation, chez lui, n'est souvent qu'une sorte de non-pitié innée, fertile en impulsivités détestables, et, pour le prouver, les exemples ne me manqueraient pas, si je voulais écrire autre chose qu'un simple article de réflexions très générales. (1) Naturellement, l'homme du rang, de quelque provenance, de quelque éducation, de quelque supériorité qu'il soit, est, devant ce roitelet de compagnie, la chose la plus insignifiante du monde.

La vie du régiment, jadis acceptée par un petit nombre de sujets incapables de toute profession utile, déclassés ou inclassés, est aujourd'hui rendue obligatoire à la masse des citoyens, sans que l'on ait modifié ses conditions, malgré les changements survenus dans les idées et les mœurs. Voilà la grande faute et ce qui rend si odieux le régime militaire à la plupart des sujets qui ont à le supporter. On aura beau organiser des tumultes factices, d'hypocrites protestations autour de livres comme *Biribi* et *Sous-Off*, on ne pourra en diminuer la portée, pas plus qu'effacer les vérités qu'ils renferment. On aura beau s'indigner de la mise en scène d'un colonel Ramollot, on ne supprimera pas tous les échantillons très réels de ce type ridicule. Le favoritisme s'est introduit partout, sous la République opportuniste ; protégés des loges et des jésuitières, protégés de députés et de sénateurs, protégés de celui-ci et de celui-là et puis de leurs amis, se sont répandus jusque dans les catégories plus ou moins galonnées de l'armée ; dans la réserve, la plupart des grades ont été conférés aux plus influents de la politique régionale. Jamais on n'a tant vu de nullités arrogantes et prétentieuses se pavaner plus cyniquement sous les uniformes de toutes les couleurs et de toutes broderies. La masse, c'est l'instrument de la distraction offerte à ces vaniteux, et l'on vou-

1. On lira là-dessus quelques faits très significatifs dans l'excellent livre de MM. Hamon et Bachot : « La France politique et sociale en 1891 » — Savine, 1891.

draît que cette masse prenne au sérieux les grands mots qu'on lui débite ! Supportera-t-elle indéfiniment une comédie pour elle très pénible ? Non ; et en écrivant ce non, j'estime faire œuvre de meilleur patriotisme (puisque le patriotisme, c'est-à-dire la ligue des intérêts démocratiques, nous est commandé vis-à-vis de l'alliance des monarchies contre notre pays), que tous les thuriféraires d'un état de choses trompeur et dangereux.

Les esprits sont d'autant moins disciplinés, qu'on s'efforce davantage de les mâter.... à l'allemande. Au lieu de comprendre que l'armée doit être une réunion de citoyens, égaux dans leurs droits d'hommes, n'ayant à accepter la réduction momentanée de ces droits qu'en des circonstances déterminées et régies par l'intérêt collectif, on continue à soumettre le soldat à un système de subordination outrée, à un véritable servage, à l'ombre d'un code militaire directement issu des vieilles ordonnances monarchiques. Le résultat, c'est que, sous l'apparence de l'homogénéité et de la soumission, il existe dans l'armée de puissants éléments de dislocation et de révolte occultes.

Les plus timorés se suicident (le nombre des suicides se maintient toujours très élevé dans notre armée, comme dans l'armée allemande).

Les plus osés protestent ouvertement : les anarchistes qui ont, certes, beaucoup de logique en leurs théories et beaucoup de courage en leurs opinions, ne reculent pas devant les manifestations les plus audacieuses. Ils sont encore une minorité infime. Mais déjà d'autres, de toutes nuances sociales, et en proportion plus considérable, traduisent leur dégoût du milieu par leur insouciance à remplir ses obligations ou par la désertion. Vainement les statistiques de la justice militaire essaient de donner le change aux observateurs, en combinant leurs chiffres d'une manière artificieuse. Si l'on isole du crime-délit banal, des manquements de mobile et d'objectif vulgaires, auxquels on donne l'épithète de militaires, en raison de leur exécution dans la caserne, on remarque que les fautes réellement militaires, telles que la désertion, l'injure au supérieur, la non-obéissance, etc., n'ont point cessé d'augmenter. Sous l'Empire, on compte un crime-délit militaire proprement dit pour 222 hommes de l'effectif moyen ; sous la troisième République un pour 180 hommes en 1885-86, et la proportion a dû s'élever depuis.

Existe-t-il une démonstration plus préremptoire de la transformation radicale qui s'opère dans les mœurs, des récalcitrances de plus en plus nettes qui se dressent contre le militarisme, de la nécessité d'arborer carrément des principes nouveaux en face de nécessités nouvelles ? Que nos gouvernants y prennent garde. Il y a des questions qu'il est imprudent de laisser poser et résoudre par les masses. Ou émasculé par la désespérance, le peuple peut se dire que, servage pour servage, il ne lui importe de supporter le joug sous une étiquette plutôt que sous une autre, et, persuadé que l'idée de patrie est un leurre, il laissera ses meneurs intéressés se débrouiller à leur guise au moment d'une conflagration ; ou, rentré en possession de lui-même, il se répétera qu'après tout, c'est lui le maître et la force, et que d'un coup de talon il broierait ses exploiters, qu'en attendant la cohésion, gage de l'affranchissement définitif, il a bien le

droit d'employer les moyens rusants pour se débarrasser des parasites habitués à vivre de ses sueurs et de son sang..... Et alors, trônes aristocratiques et républiques bourgeoises auront vécu, avec le militarisme.

Assez de ces billevesées qui nous présentent celui-ci comme le *nec plus ultra* des beautés terrestres, la pépinière des grands cœurs, l'école où l'on acquiert le mépris de la mort et l'esprit de sacrifice. Le militarisme est une cause de démoralisation et de misère. Je ne vois pas quel avantage l'homme trouve à préférer la mort à l'existence libre, non réduite par les privations, utile, et, quant à l'esprit de sacrifice, il ne manque pas d'occasions dans la vie commune où le civil, ouvrier et même bourgeois, sait en donner des preuves, avec un héroïsme moins tapageur et surtout plus désintéressé que le soldat par vocation. S'il est encore impossible de supprimer les armées, au moins qu'on s'applique à les rendre plus citoyennes. Qu'on délimate une fois pour toutes les conditions de l'obéissance nécessaire, et qu'on réprime avec énergie les actes arbitraires et les abus commis à tous les degrés d'une hiérarchie reconnue nécessaire; qu'on remplace les tribunaux d'exception appelés conseils de guerre, où la même caste de privilégiés, qui réclame le châtiment contre les humbles, fournit aussi des juges plus ou moins passionnels, par des tribunaux mixtes, où la conduite de citoyens, en état transitoire d'obligations mixtes, sera soumise à l'appréciation d'autres citoyens, les uns encore dans le rang, et les autres ayant passé par le rang. Alors devant l'égalité et la justice assurées à tous, devant l'objectif unique de la protection de la collectivité, nous aurons une armée homogène, tolérable et tolérée.....

En attendant mieux !

D^r A. CORRE.

LE SOCIALISME IL Y A CENT ANS

« F... ourche, F... ourche ! — disait le père Duchêne à l'aspect
« des abus, — quand je vois ce que je vois, je suis d'une colère
« de b... onze.

« Quand je vois l'autorité, les plaisirs et l'oisiveté d'un côté,
« les soucis et les misères de l'autre, cela me f...ournit de l'hu-
« meur.

« Quand je vois des hommes manger en un seul repas ce qui
« suffirait à la subsistance de dix familles dans un an, cela me
« f...âche, et beaucoup ! »

Il ne faudrait pas supposer — on le fait trop souvent — qu'au début de la Révolution les préoccupations d'ordre purement politique aient effacé les revendications sociales. On pensait, non sans juste raison, que ces dernières étaient liées à une nouvelle

organisation politique, qu'elles ne pouvaient recevoir satisfaction que d'un régime nouveau, d'une constitution nouvelle; mais on ne les passait pas sous silence : on les affirmait, au moins dans leurs traits principaux.

Les quelques Cahiers qui nous sont parvenus de Paris entre-murs et de Paris hors-les murs ne laissent à cet égard aucun doute.

Les citoyens Nobles, assemblés au Grand-Châtelet, donnaient à leurs députés mandat formel de « s'occuper des pauvres, pour en assurer la subsistance ». Le district des Jacobins-Saint-Honoré prescrivait expressément « de recommander aux États généraux tous les établissements propres à faciliter aux travailleurs les moyens de subsistance que leur situation exige ». Le Cahier des doléances du Clergé demandait que dans la perception des impôts les pauvres fussent toujours ménagés, qu'ils ne fussent jamais dépouillés de ce qui leur était nécessaire pour faire subsister leur famille. Le Cahier du bailliage de Meudon demandait la création d'établissements où seraient reçus les gens sans ouvrage voulant s'occuper, et « les enfants que leurs parents se trouveraient forcés de remettre à la Patrie » ; il demandait encore que pour éviter l'afflux des campagnards dans les villes, et la misère qui les y attendait, « on leur donnât des propriétés dans les parties du royaume qui étaient peu peuplées et que leur industrie rendait susceptibles de production ». Charonne réclamait l'exemption d'impôts pour les journaliers et manouvriers. Le Cahier du Tiers-État de Paris hors-les murs émettait le vœu que les journaliers fussent affranchis de tout impôt personnel.

Mais en dehors des Cahiers officiels, dressés par les Assemblées primaires, un certain nombre de brochures furent publiées, qui éclairent singulièrement l'état dans lequel se trouvait alors l'esprit public. Dans la publication de Ch.-J. Chassin sur les élections de Paris en 1789 — publication faite sous le patronage et aux frais de la Ville, — des passages de ces Cahiers privés sont judicieusement rapportés. Ils étaient assurément dignes d'être réunis en mémoire.

C'est d'abord le *Mémoire sur les calamités de l'hiver 88-89*, du curé de Saint-André-des-Arts, lu dans une assemblée tenue à l'Hôtel-de-Ville en janvier 1789, et demandant que la moitié des revenus ecclésiastiques de la capitale fussent consacrés au soulagement de la misère.

C'est encore une petite brochure, intitulée *Le premier pas ou le Cri de l'indigence* contre « les hommes de sang, nourris de la misère publique ».

Ce sont les écrits de Lambert, l'avocat des pauvres : « Allez

au devant du pauvre, faites-lui trouver dans sa maison le travail, le nécessaire ». Dans son *Cahier des pauvres*, Lambert proclamait qu'il n'y avait point de salut à espérer dans un ordre de choses où les institutions sociales continueraient d'être une violation ouverte du droit naturel envers la partie la plus nombreuse et la plus laborieuse de la nation. Il demandait : que le salaire des ouvrages productifs ne fût plus calculé « d'après les maximes meurtrières d'un luxe effréné ou d'une cupidité insatiable » ; que la conservation de l'homme laborieux ne fût pas un objet moins sacré que la propriété du riche ; que tout homme utile fût assuré de sa subsistance ; que les pauvres ne fussent plus exposés à émigrer, à voguer au hasard, « à venir en foule dans cette capitale y prostituer aux usages les plus vils, à tous les vices, à tous les crimes que la misère entraîne à sa suite, des bras destinés à féconder la terre », que le dénûment du pauvre ne fût plus pour lui un titre de réclusion ; que tous monopoles et privilèges, qui ne tendaient qu'à favoriser l'intérêt personnel au détriment de la nation, fussent entièrement abolis et ne pussent se reproduire. Et il ajoutait en finissant : « Il n'y a jamais eu, et il n'y aura jamais que deux classes de citoyens : les propriétaires et les non-propriétaires, dont les premiers ont tout, et les autres n'ont rien. »

Un autre ami de l'humanité dressait les Cahiers d'un quatrième Ordre. Nombre de protestations avaient été élevées, lors de la convocation des trois Ordres, contre l'exclusion des citoyens « gagne-deniers » — par exemple par le district de Saint-Joseph, par celui des Petits-Augustins. — Pourquoi les puissants et les riches seraient-ils seuls intéressés à la discussion des droits généraux, qui, cependant, décident du sort des faibles et des pauvres?... En tout état de cause, toute résolution sur la répartition de l'impôt devra tendre à décharger les pauvres, à taxer équitablement les riches : une force morale irrésistible, qui opère les révolutions, la force de la nécessité, doit amener à ce résultat. Les sociétés ont été formées « pour suppléer à la propriété de ceux qui n'en avaient pas, pour constituer la plus grande félicité commune ». Les richesses, concentrées entre les mains d'une petite portion de la société, réduisent une foule de citoyens à la condition d'« hommes disponibles », contraints par la misère à tout donner, temps, forces et vie, pour un salaire représentant à peine le pain nécessaire.

Le puissant et le riche, disait encore ce Cahier socialiste, ont moins besoin de la société que le pauvre. C'est une des clauses fondamentales du pacte social que de préserver tous les individus de la misère.

C'est en vain, disait un autre écrit, c'est en vain qu'on prêche la paix et la liberté à des hommes qui meurent de faim. Que ser-

vira une constitution sage à un peuple de squelettes qu'aura décharnés la faim ? Que servira à ce peuple d'avoir secoué le joug des aristocrates, dont une partie du moins le nourrissait, si l'inhumanité des riches le laisse périr de misère ?....

Au temps où le pays comptait encore des classes et des ordres, il est bien évident que les « gagne-deniers », comme l'on disait, devaient être appelés ainsi que les autres citoyens à présenter leurs doléances, à dresser les cahiers de leurs revendications. Les représentants des autres ordres étaient-ils, en effet, mandatés suffisamment pour exposer les besoins, le régime, les malheurs du Quatrième-Etat ?... Assurément non.

Il ne faudrait point croire que la Révolution qui s'opéra alors fut provoquée uniquement par des causes politiques et dans un but purement politique. Un souffle social puissant poussait aussi le mouvement, et en septembre 1791, la royauté existant encore, une première déclaration rappelait à tous les membres du corps social leurs droits et leurs devoirs. Deux ans après, la seconde déclaration proclamait sans ambages que le but de la société était le bonheur commun.

C'est la marche vers cette solution sociale qu'a brutalement arrêtée le bonapartisme, et que, depuis, n'ont cessé d'entraver tous les régimes réactionnaires qui se sont succédé en France ; les deux royautés, le second empire, la république conservatrice et centralisatrice. C'est la marche vers cette solution qu'il s'agit de reprendre, en reprenant la tradition révolutionnaire à laquelle on témoigne tant de respect et que l'on connaît si peu.

AB. HOVELACQUE.

NE ME FAIS PLUS D'ENFANTS

Aux mères de famille.

Ça va venir dans la semaine
J'ai mal dans les reins et partout.
Sans espoir tu meurs à la peine
Et quant à moi je suis à bout.
Nous sommes déjà six à table
A vivre sur tes quatre francs,
Allons, mon vieux, sois raisonnable,
Ne me fais plus d'enfants.

Vois-tu ceux qui courbent l'échine
Sont d'une lâcheté sans nom :
Ils font de la chair à machine
Ils font de la chair à canon,
Et l'un et l'autre, c'est tout comme.
J'en frémis pour nos innocents.
Allons, mon vieux, faut être un homme,
Ne me fais plus d'enfants.

C'est bien joli quand on nous chante :
La France a besoin de soldats !
Oui, mais quand la famille augmente,
Les salaires n'augmentent pas.
Et si l'on va crier misère
On vous flanque très bien dedans.
Allons, mon vieux, du caractère,
Ne me fais plus d'enfants.

Quand on songe que la marmaille
Ne demande pas à venir,
Faudrait pourtant quand on travaille
Gagner au moins pour la nourrir.
Mais le pauvre, est-ce que ça compte
Pour les gros et les fainéants !
Allons, mon vieux, c'est une honte,
Ne me fais plus d'enfants.

Quand tu m'apportes ta quinzaine
Et que je paie un peu partout,
C'est toujours la même rengaine,
Il ne nous reste rien du tout.
Ah ! j'en ai par dessus la tête
Et je n'en veux plus là-dedans !
Allons, mon vieux, c'est par trop bête,
Ne me fais plus d'enfants.

Nous aurons beau nous mettre en quatre
Nous serons toujours malheureux.
Je crois bien qu'il faudra se battre
Si l'on veut que ça marche mieux.
Oh ! ce jour-là, je suis les braves
Et j'emmène tous nos enfants !
Allons, mon vieux, assez d'esclaves,
Ne me fais plus d'enfants.

J.-B. CLÉMENT.

CAPITAL ET SALAIRE

L'économie politique classique a reçu de la pratique industrielle l'idée courante du fabricant, qu'il achète et paie le travail de ses ouvriers. Cette idée suffisait pour l'usage des affaires, pour la tenue des livres et pour le calcul des prix du fabricant. Transportée ingénûment dans l'économie politique, elle y a produit les erreurs et les confusions les plus étranges.

L'économie trouve déjà le fait que les prix de toutes les marchandises, y compris le prix de la marchandise qu'elle appelle « travail », changent incessamment; qu'ils augmentent et diminuent par des circonstances très variées qui, souvent, n'offrent aucune corrélation avec la production de la marchandise elle-même, de telle sorte que les prix ordinairement semblent déterminés par le pur hasard ».

Or, dès que l'économie se présente comme une science, un de ses premiers problèmes fut de chercher la loi qui se cache derrière ce « hasard » dominant en apparence les prix des marchandises et qui en revanche le domine. Tous les prix des marchandises oscillant et sautant tantôt au delà tantôt en deçà, elle chercha le centre fixe autour duquel s'effectuent ces oscillations et ces sauts. En un mot, elle partit des *prix* des marchandises pour chercher comme leur loi régulatrice la *valeur* des marchandises, valeur par laquelle devaient s'expliquer toutes les oscillations des prix et à laquelle ils devaient être tous finalement ramenés.

L'économie classique trouva ainsi que la valeur d'une marchandise est déterminée par le travail en elle contenu, réclamé par sa production. Et nous aussi, nous pouvons pour l'instant nous en tenir là. Je rappellerai seulement, pour éviter tout malentendu, comment cette explication est insuffisante. Marx a le premier étudié à fond la nature du travail producteur de valeur, et dans cet examen il a trouvé que ce n'est pas toujours que tout travail, en apparence ou réellement nécessaire à la production d'une marchandise, ajoute à celle-ci une quantité de valeur correspondant à la quantité de travail employé. Quand nous disons, par suite, pour l'instant, avec les économistes comme Ricardo, que la valeur d'une marchandise se détermine par le travail nécessaire à sa production, nous sous-entendons toujours la réserve faite par Marx, et dont l'exposé se rencontre dans la *Critique de l'économie politique* et dans le premier volume du *Capital*.

Mais, à peine cette manière de déterminer la valeur par le travail fut-elle appliquée par les économistes à la valeur de la marchandise « travail » qu'ils tombèrent de contradiction en contradiction. En effet, comment se déterminera la valeur du « travail » ? Par le travail

nécessaire qu'il contient. Mais combien de travail est contenu dans le travail d'un ouvrier pour un jour, pour une semaine, pour un mois, pour une année? Si le travail est la mesure de toutes les valeurs, nous ne pouvons exprimer « la valeur du travail » autrement qu'en travail. Mais nous ne savons absolument rien sur la valeur d'une heure de travail, quand nous avons découvert qu'elle est égale à une heure de travail. Nous ne nous sommes pas rapproché du but de l'épaisseur d'un cheveu; nous ne faisons que tourner perpétuellement dans un cercle vicieux.

L'économie classique tenta alors une autre voie; elle dit : la valeur d'une marchandise est égale à ses frais de production. Mais quels sont les frais de production du travail? Pour résoudre ce problème, les économistes doivent faire quelque peu violence à la logique. Au lieu des frais de production du *travail*, qu'il est impossible de découvrir, ils recherchent quels sont les frais de production du *travailleur*. Ces frais-là peuvent se trouver. Ils changent selon le temps et les circonstances, mais pour un état social donné, pour une localité donnée, pour une branche donnée de la production, ils peuvent être considérés comme fixes, au moins dans des limites assez restreintes.

Nous vivons aujourd'hui sous le régime de la production capitaliste, dans lequel une nombreuse et toujours croissante classe de la population ne peut vivre qu'en travaillant à gage pour le possesseur des instruments de production — engins, machines, matières premières et moyens de subsistance. Etant donné ce mode de production les frais de production du travailleur consistent dans la somme de subsistance — ou dans le prix monétaire correspondant — nécessaire à le rendre et à le maintenir capable de travail et à le remplacer par un nouveau travailleur quand il se trouve atteint par la vieillesse, les infirmités ou la mort, c'est-à-dire à assurer la continuité de la classe travailleuse dans toute sa force nécessaire.

Supposons que le prix monétaire de ces subsistances soit en moyenne de 3 francs par jour. Notre ouvrier reçoit donc du capitaliste qui l'occupe un salaire de 3 francs par jour.

Supposons que notre ouvrier — un mécanicien — doive travailler une pièce mécanique qu'il peut finir en une journée. La matière première — fer et cuivre dûment préparés — coûte 20 francs. La consommation de charbon par la machine à vapeur, l'usure de cette machine, du tour et des autres outils avec lesquels travaille notre ouvrier, représente pour une journée ou pour la partie correspondante à son travail la valeur d'un franc. Le salaire du travail pour une journée, d'après notre hypothèse, est de 3 francs. Ce qui donne 24 francs pour la dépense totale de notre pièce mécanique.

Or le capitaliste reçoit en moyenne, lors de la vente, 27 francs, soit 3 francs de plus que les dépenses faites.

D'où viennent ces 3 francs qu'il empoche?

Selon l'affirmation de l'économie classique les marchandises sont vendues en moyenne à la valeur, c'est-à-dire aux prix correspondant à la quantité de travail nécessaire qu'elles renferment. Ce prix moyen de notre pièce mécanique — 27 francs — serait par suite égal à sa valeur, égal au travail en elle contenu. Mais de ces 27 francs, 21 étaient déjà une valeur existante avant que notre mécanicien se mette au travail; 20 francs représentaient la matière première et 1 franc le charbon consommé et les machines et engins employés dont la capacité de production a été réduite d'autant. Restent 6 francs qui ont été ajoutés à la valeur de la matière première. Mais ces 6 francs, toujours d'après l'hypothèse des mêmes économistes, ne proviennent que du travail ajouté à la matière première par notre ouvrier. Son travail de douze heures a par suite créé une nouvelle valeur de 6 francs. La valeur de son travail de douze heures serait par suite égale à 6 francs. Et nous aurions de la sorte finalement découvert quelle est la « valeur du travail. »

« Halte-là ! » clame notre mécanicien, « 6 francs ? mais je n'en ai reçu que 3 ! Mon capitaliste jure sur son honneur que la valeur de mon travail de douze heures n'est que de 3 francs. Et si je lui en demande 6, il m'enverra promener. Comment expliquer cela ? »

Si tout à l'heure, avec notre valeur du travail, nous nous trouvions dans un cercle sans issue, nous voici maintenant échoué sur une contradiction insoluble. Nous cherchions la valeur du travail, et nous avons trouvé plus qu'il ne nous fallait. Pour l'ouvrier, la valeur du travail de douze heures est de 3 francs, elle est de 6 pour le capitaliste qui en paie 3 comme salaire à l'ouvrier et empoche les 3 autres. Le travail n'avait donc pas *une* valeur, mais *deux*, et très différentes par surplus !

La contradiction devient encore plus absurde, pour peu que nous réduisions en temps de travail la valeur exprimée en argent. Dans les douze heures de travail, il s'est créé une nouvelle valeur de 6 francs. D'où en six heures 3 francs — la somme qu'a reçue l'ouvrier pour douze heures de travail. L'ouvrier, pour douze heures de travail, a reçu comme équivalent le produit de six heures de travail. Et par suite, ou le travail a deux valeurs, dont l'une est le double de l'autre, ou il est égal à six.

Un contresens dans les deux cas. Qu'on tourne et qu'on retourne, on ne sortira pas de cette contradiction tant que l'on parlera d'achat et de vente du travail et de la valeur du travail. C'est ce qui est arrivé aux économistes. La dernière branche de l'économie classique, l'école de Ricardo, s'effondra sur l'écueil de cette contradiction insoluble. L'économie classique aboutit à un cul de sac. Qui trouva l'issue fut Karl Marx.

Ce que les économistes avaient considéré comme les frais de production du travail étaient les frais de production non pas du travail, mais du travailleur vivant. Et ce que vendait ce travailleur au capita-

liste, ce n'était pas son travail. « A peine, en effet, commence-t-il son travail — dit Marx — que son travail a déjà cessé de lui appartenir, et il ne peut plus, par suite, le vendre. » Tout au plus pourrait-il vendre son *travail futur*, c'est-à-dire s'engager à exécuter un travail dans un temps déterminé. Mais de la sorte il ne vend pas son travail (qui devrait d'abord être exécuté); il met à la disposition du capitaliste, pour un temps déterminé (dans le salaire à la journée) ou pour exécuter un travail déterminé (dans le salaire aux pièces) sa force de travail contre un paiement déterminé; ce qu'il loue ou vend, c'est sa *force de travail*.

Mais cette force de travail fait partie de sa personne et en est inséparable. Les frais de production de cette force de travail coïncident par suite avec ses propres forces. Ce que les économistes ont appelé les frais de production du travail sont précisément les frais de production du travailleur et, par suite, de la force du travail.

Et ainsi nous pouvons retourner des frais de production de la force du travail à la *valeur* de la force du travail et déterminer la quantité de travail socialement nécessaire pour la production d'une force de travail de qualité déterminée, comme l'a fait Marx dans le chapitre de l'achat et de la vente de la force de travail (*Capital*, vol. 1, chap. 6).

Qu'advient-il maintenant, après que le travailleur a vendu au capitaliste sa force de travail, c'est-à-dire après qu'il a mis à la disposition du capitaliste sa force de travail contre un salaire convenu, à la journée ou aux pièces? Le capitaliste conduit le travailleur dans son atelier ou fabrique, où déjà se trouvent toutes les choses nécessaires au travail, matières premières, matières auxiliaires (charbon, substances colorantes, etc.), outils, machines.

Alors commence le travail de l'ouvrier. Supposons comme ci-dessus, son salaire journalier de 3 francs — qu'il les gagne à la journée ou aux pièces, peu importe. Supposons encore qu'en douze heures il ajoute aux matières premières utilisées par son travail une nouvelle valeur de 6 francs, réalisée par le capitaliste dans la vente de l'article terminé. Il en paie 3 à l'ouvrier et garde pour lui les 3 autres. Si l'ouvrier en douze heures a produit une valeur de 6 francs, en six heures il en a donc produit une de 3. Lors donc qu'il a travaillé six heures pour le capitaliste il lui a restitué l'équivalent des 3 francs reçus en salaire. Après six heures de travail ils sont quittes. Aucun ne doit à l'autre un centime.

« Halte-là ! » crie à son tour le capitaliste. « J'ai nolisé l'ouvrier pour une journée entière, pour douze heures. Et six heures ne sont qu'une demi-journée. Qu'il continue à travailler gaiement jusqu'à ce que soient terminées les autres six heures — et alors, mais seulement alors nous serons quittes. » — Et l'ouvrier doit en effet se conformer au contrat accepté « spontanément », d'après lequel il s'est obligé à travailler douze heures entières pour un produit de travail qui coûte six heures de travail.

Avec le travail aux pièces il en est exactement de même. Supposons que notre ouvrier produise en douze heures douze articles. Chacun d'eux coûte en matière première et en usure de matériel 2 francs et il est vendu 2 fr. 50. Le capitaliste donnera à l'ouvrier, dans notre hypothèse, 25 centimes par article et, pour les douze, 3 francs, que l'ouvrier ne gagnera qu'en travaillant douze heures. Le capitaliste a reçu pour les douze articles 30 francs : défalcation faite des 24 francs pour matière première et usure, reste 6 francs, dont 3 lui servent à payer le salaire du travail et dont les 3 autres sont par lui encaissés. Absolument comme dans l'autre cas. Ici encore l'ouvrier travaille six heures pour lui, c'est-à-dire en échange de son salaire (une demi-heure par chacune des douze heures) et six heures pour le capitaliste.

La difficulté sur laquelle se sont brisés les meilleurs économistes, tant qu'ils sont partis de la valeur du « travail », s'évanouit dès que nous partons de la valeur de la « force du travail ». La force du travail, dans la moderne société capitaliste, est une marchandise comme toutes les autres et cependant une marchandise tout à fait spéciale. C'est-à-dire qu'elle a la singulière propriété d'être une force créatrice de valeur, et précisément, dans des conditions opportunes, source d'une valeur plus grande que celle qu'elle possède elle-même. Dans la production moderne la force du travail humain, non seulement produit en un jour une valeur plus grande que celle qu'elle possède et coûte elle-même ; mais avec toute nouvelle découverte scientifique, avec toute nouvelle invention technique, elle augmente ce *surplus* de son produit journalier sur ses frais journaliers ; la partie de la journée de travail s'abrège dans laquelle l'ouvrier produit l'équivalent de son salaire, et l'autre partie se trouve d'autant allongée dans laquelle il lui faut faire don de son travail au capitaliste sans aucune compensation.

Tel est l'organisme économique de toute la société actuelle. C'est la classe travailleuse des travailleurs qui, seule, produit toutes les valeurs, puisque la valeur n'est qu'un synonyme de travail, l'expression par laquelle la moderne société capitaliste désigne la quantité de travail, socialement nécessaire, contenu dans une marchandise déterminée. Mais ces valeurs, produites par les ouvriers, n'appartiennent pas aux ouvriers. Elles appartiennent aux propriétaires des matières premières, des machines et instruments de travail et des capitaux de réserve qui permettent à ces propriétaires d'acheter la force de travail de la classe travailleuse. Celle-ci donc ne reçoit qu'une partie, de la masse des produits qu'elle crée. L'autre partie, qui, comme nous l'avons vu, est retenue par la classe capitaliste et partagée tout au plus par elle avec la classe des propriétaires fonciers, augmente à chaque nouvelle invention et découverte, pendant que la partie attribuée à la classe travailleuse (dans l'ensemble de ses membres), ou n'augmente que très lentement et d'une façon insignifiante, ou n'augmente pas du tout et, dans certaines circonstances, peut même diminuer.

Mais ces inventions et découvertes qui se multiplient toujours plus rapidement, cette productivité du travail humain croissant de jour en jour dans des proportions inouïes, créent finalement un conflit dans lequel doit s'effondrer la présente économie capitaliste. D'un côté des richesses démesurées et une surabondance de produits qui ne peuvent trouver d'acheteurs. De l'autre, la grande masse de la société *prolétariarisée*, transformée en travailleurs salariés et pour ce incapable de s'approprier cette masse de produits. La division de la société en une petite classe extraordinairement riche et en une grande classe de salariés ne possédant rien, aboutit à une société qui étouffe dans sa propre abondance, pendant que l'immense majorité de ses membres est à peine protégée — ou ne l'est pas du tout — contre l'extrême indigence.

Cette situation se fait chaque jour plus absurde et chaque jour plus inutile. Elle *doit* être éliminée et elle le *peut*. Une nouvelle assiette sociale est possible dans laquelle disparaissent les présentes différences de classe. En effet — peut-être après une courte période de transition, quelque peu critique, mais en tous cas très utile moralement — les immenses forces productives déjà existantes seront utilisées selon un plan rationnel et ultérieurement perfectionnées ; et la masse toujours croissante de tout ce qui sert à la vie, au bien-être, et à l'éducation et exercice de toutes les facultés physiques et psychiques de l'homme, sera mise proportionnellement à la disposition de tous les membres de la société, tous également tenus au tribut du travail.

Et que les travailleurs soient de plus en plus résolus à conquérir cette nouvelle assiette sociale, c'est ce qu'attestera des deux côtés de l'Océan le 1^{er} mai prochain.

FREDÉRIC ENGELS.

Londres, 30 avril 1891.

LA PAUVRETÉ, C'EST L'ESCLAVAGE

Liberté ! Liberté ! mot sonore, doux songe
Que vingt siècles encor n'ont pu réaliser !
Si tu veux que ce mot ne soit plus un mensonge,
Peuple, c'est le travail qu'il faut organiser.
Tant que tu traineras de rivage en rivage
Le boulet du mépris et de la pauvreté,
Ne parle pas de liberté :
La pauvreté, c'est l'esclavage.

— J'ai quitté ma chaumière et les champs pour la ville;
D'un favori des cours je me suis fait laquais.
Je déplore parfois ma condition servile;
Mais j'ai toujours du pain dont souvent je manquais.
Si tu portes encor dans un honteux servage
Le sceau que t'imprima la domesticité,
Ne parle pas de liberté :
La pauvreté, c'est l'esclavage.

— Passant, je veux te rendre heureux; approche, écoute :
Daigne de ma misère avoir compassion.
J'avais faim, j'étais belle, et bientôt sur ma route
Un abîme s'ouvrit... la prostitution!
— O femme dont la honte a flétri le visage,
Femme qui pour tous biens as reçu la beauté,
Ne parle pas de liberté :
La pauvreté, c'est l'esclavage.

Le pauvre, en ses haillons, sait bien qu'il n'est pas libre,
Lorsqu'il passe, courbé, près des riches hautains,
Seul le travail viendra rétablir l'équilibre
Entre les deux plateaux de nos divers destins.
Mais tant que pauvre et riche, en un duel sauvage,
Déchireront tes flancs, vieille société,
Ne parle pas de liberté :
La pauvreté, c'est l'esclavage.

PIERRE LACHAMBEAUDIE.

PENSÉES COMICO-PHILOSOPHIQUES

Lorsque la liberté est ravie, cela ne veut pas dire qu'elle est contente.
H. BRIOLET.

Qui donc découvrira un remède à la misère? Ne trouve-t-on pas la *panne assez* universelle?

On deviendrait beaucoup plus riche si 2 et 2 faisaient 5.

Ceux qui mangent gras le vendredi sont des libres-*panseurs*.

Si la vie future n'est qu'une farce, l'homme qui y ajoute foi en sera le dindon.
JULES JOUY.

Qu'appelle-t-on cercles parlementaires? Ce sont des endroits où l'on tourne.

La vérité est toute nue; malgré cela, on a encore beaucoup de peine à la découvrir.

Dans le commerce, plus l'on cultive la carotte, plus vite l'on va planter ses choux.

A force de vouloir introduire le doigt de Dieu dans tout, le clergé se l'est mis dans l'œil.

C'est à Lourdes qu'il faut aller pour guérir les maladies de *foie*.

C'est quand la lune diminue qu'elle va en croissant.

En envoyant ses enfants à l'école de la calotte, il faut s'attendre à ce qu'ils reviennent gîlés.

Le mirliton est l'instrument le plus parfait, puisqu'il réunit la musique et la poésie.

Les étudiants et les maladies doivent suivre leur cours.

Pour mourir en odeur de sainteté, il faut avoir mené une *vie d'ange*.

Les bras du prolétaire sont les pépites du trésor du riche.

Un patron est un cauchemar donné par le besoin.

J'épouserais plus volontiers une petite femme qu'une grande, par cette raison que de deux maux il faut choisir le moindre.

Ceux qui ont de l'argent peuvent, dit-on, se passer de tout. Cela est encore plus vrai pour ceux qui n'en ont pas.

Album.

« Ceux-là, seuls, rient des belles-mères, qui n'en ont pas ; quand ils en ont, ils n'en rient plus. »

Un avocat sans clientèle
Était dans une dèche telle,
Que ses habits, son pardessus,
Ses discours — étaient déconsus...
Et ses jours étaient moroses.

MORALE

Pas d'effets sans causes...

Au café.

— Garçon, vous me donnerez un marc. Et toi, qu'est-ce que tu prends ?

— Oh ! moi, le *marc saouillant*, je prendrai une gomme.

STATISTIQUES DIVERSES

Statistique des grèves en France de 1874 à 1887

Années	Nombre total des grèves	Nombre des grèves dont la durée est connue	Durée des grèves en jours	Nombre des grévistes	Durée moyenne des grèves en jours	Nombre de grèves dont on a connu le nombre d'ouvriers	Nombre moyen des grévistes	RESULTATS des grèves		
								Favorables aux ouvriers (A)	Transactions (B)	Défavorables (C)
1874	21	18	218	2.730	12	11	257	18	27	55
1875	27	26	371	8.544	14	22	387	14	33	53
1876	50	36	537	7.173	15	30	239	31	25	44
1877	30	19	566 ¹	4.662	30 ²	18	259	16	16	68
1878	34	16	183	6.207	11	23	269	22	22	56
1879 ⁴	53	42	659	43.283	16	36	1.200	29	18	53
1880	65	54	848	28.526	16	59	485	27	21	52
1881	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
1882	182	157	3.696	42.156	23	136	311	29	17	54
1883	141	141	1.442	32.908	10	140	235	35	11	54
1884 ³	90	90	1.455	23.702	16	90	263	30	3	67
1885	108	100	1.056	16.671	10	108	154	19	17	54
1886 ⁵	161	148	1.787	19.556	»	»	»	»	»	»
1887 ⁵	108	73	732	10.117	»	»	»	»	»	»
Totaux	1073	920	13.550	246.235	173	673	4.059	270	210	610
Moyennes	83	71	1.042	18.941	16	61	369	25	19	55

(A) Satisfaction donnée aux grévistes.

(B) Satisfaction donnée en partie aux grévistes après entente avec les patrons.

(C) Ouvriers remplacés ou ayant repris le travail aux anciennes conditions.

(1) Y compris 455 jours de grève des selliers, à Paris.

(2) Y compris la grève des selliers, qui n'a pas duré moins de 455 jours; cette durée se réduit à 6 jours, en ne comprenant pas la grève des selliers.

(3) Grève d'Anzin entre autres, avec 10.150 grévistes.

(4) Grève des menuisiers de Paris, entre autres, avec 20.000 grévistes.

(5) Le nombre des journées de travail perdues est évalué à 87,803 pour 1887, et à 445,974 pour 1886. La grève de Decazeville, 27 janvier 1886, comptant à elle seule pour 240,000 journées; celle des tisseurs d'Amplepuis, 16 juin, 45,000; celle des tisseurs de Saint-Quentin, 30 janvier, 18,122 journées perdues. -- En 1887, les grèves les plus importantes sont celles des fileurs, à Roubaix le 2 juillet, 6,900 journées perdues; celle des tisseurs, à Armentières, 11 juin, 5,200; celle des mouleurs, à Revin et Laison, dans les Ardennes, le 2 novembre, 4,950 journées perdues.

En général, les grèves sont plus fréquentes au commencement de l'année qu'à la fin, surtout aux mois de mars, avril et mai; c'est en septembre, novembre et décembre qu'on en a signalé le moins. Il est légitime de penser que les grèves ont plutôt tendance à éclater lorsque le travail industriel est dans toute son activité que dans les mois de l'année pendant lesquels le travail languit.

Au point de vue de la répartition géographique des grèves, on constate les différences très sensibles dans les diverses parties de la France. Ces différences s'expliquent par le caractère plus ou moins industriel des départements; en effet, il n'y a pas d'exemple, parmi les 804 grèves (éclatées de 1874 à 1885), d'une grève agricole.

En ce qui concerne les causes des grèves, les plus fréquentes ont été, pour l'époque 1874-1885, les demandes d'augmentation de salaires.....	44.0 0/0
La diminution des salaires	22.0 0/0
Divers griefs non spécifiés concernant les conditions du travail	11.0 0/0
Demande de réduction des heures de travail.....	5.6
Demande de renvoi d'un supérieur.....	3.0
Autres causes	14.4

Le dépouillement des rapports des préfets n'a pas permis de distinguer d'une façon précise le nombre des femmes parmi les grévistes. Aussi la statistique générale se borne-t-elle (pour 1874-1885) à signaler le nombre des grèves dans les industries qui n'emploient que des bras féminins. On en a signalé, de 1874 à 1885, en tout 27, c'est-à-dire 3 ou 4 0/0 du total des grèves signalées.

Nous avons choisi la date de 1874 pour cette statistique, parce que le mouvement actuel des grèves semble dater de cette époque.

Le nombre des grèves semble augmenter au moment des crises (*krach* 1881), mais surtout dans les périodes d'activité (1886 : reprise des affaires, et surtout en 1889 : année d'activité exceptionnelle à cause de l'Exposition universelle).

Depuis 1882 on n'a constaté aucune grève dans les départements agricoles.

Les grèves durent peu, malgré l'opinion généralement admise. En résumé 600 grèves sur 1,000 ont duré moins de 10 jours et 45 de 50 à 100 jours. Plus de la moitié des grèves n'a duré que 3 à 4 jours et avait en moyenne moins de 100 grévistes par grève.

L'article ci-dessus se base sur les données d'une étude très détaillée fournie au *Génie civil* du 21 et 28 mars 1891 par M. V. Curquan. L'auteur y reproduit textuellement quelques phrases d'un article antérieur et publié par le *Bulletin du ministère des finances* (année 1889, sept., 262).

Années	Nombre de grèves dont il a été possible de connaître la durée et le nombre d'ouvriers	Nombre total de journées de travail perdues	NOMBRE MOYEN de journées de travail perdues	
			PAR GRÈVE	PAR OUVRIER
1874	11	27.120	2.455	10
1875	21	263.875	12.550	32
1876	25	89.355	3.580	15
1877	13	26.072	2.000	8
1878	15	196.360	13.100	48
1879	28	1.956.992	69.850	58
1880	49	362.621	7.382	15
1881	»	»	»	»
1882	138	868.553	6.300	20
1883	138	598.212	4.340	19
1884	91	930.280	10.220	39
1885	100	189.927	1.899	12
1886	141	503.364	3.560	26
1887	66	87.803	1.330	12

D'après notre statistique, c'est plus de 20 millions de journées de travail qui, en France seulement, auraient été perdues pendant les vingt dernières années, pour ne parler que de celles-là. Chaque grève fait perdre, en moyenne, 6,000 journées à l'industrie et aux ouvriers; c'est donc, en mettant à 3 fr. 50 la moyenne du salaire de l'ouvrier, une somme de 20,000 francs perdue par l'ensemble des grévistes, à chaque grève, et une centaine de francs perdus pour chacun d'eux.

Pour les grèves infructueuses, la perte subie par les familles ouvrières est sans compensation, et leur situation après la grève est d'autant plus désastreuse que l'interruption du travail a duré plus longtemps. Non seulement l'ouvrier n'a rien gagné, rien économisé, mais encore il a absorbé l'épargne qu'il aura pu avoir.

En supposant qu'une grève de 16 jours (moyenne) de durée, dont l'issue a été favorable aux ouvriers, leur procure une plus-value de salaire de 1/10, ce qui peut être considéré comme un maximum, il leur faut travailler pendant 160 jours pour recouvrer les sommes qu'ils ont perdues.

M. Carroll Wright (voir ci-dessous) a calculé que la perte des salaires était, aux Etats-Unis de 12,000 à 13,000 francs pour l'ensemble des ouvriers d'un établissement et de 200 francs par chaque participant.

Statistique des grèves aux Etats-Unis, de 1881 à 1886 ⁽¹⁾

Années	Nombre des grèves	Nombre des grévistes	GRÉVISTES		
			ayant réussi	ayant partiellement réussi	ayant échoué
1881	471	129.521	55.600	17.482	56.439
1882	454	154.671	45.746	7.112	101.813
1883	478	149.763	55.140	17.024	77.599
1884	413	147.054	52.736	5.044	89.274
1886	645	242.705	115.375	23.855	103.475
1886	1.411	499.489	193.986	73.459	231.796
	3.902	1.323.203	518.583	143.976	660.396

Dans l'effectif total des grévistes, les femmes n'entrent que pour 11 à 12 0/0. M. Wright calcule que la cessation de salaire résultant des grèves ouvrières a produit, pour les ouvriers, une perte de 51.814.723 dollars (plus de 40 dollars par tête) pendant les six années, non compris les sommes dépensées pour soutenir la grève, soit 3,324,557 dollars. Les patrons ayant de plus perdu dans la diminution de production, une somme totale de 30,701,553 dollars, il en résulte que les 3,902 grèves ouvrières des années 1881-1886 ont fait perdre aux classes laborieuses et industrielles des Etats-Unis une somme totale dépassant 80 millions de dollars.

Pour les grèves infructueuses, la perte est sans compensation. Dans les cas où les ouvriers ont eu gain de cause, M. Wright calcule que l'augmentation du salaire quotidien a été en moyenne de 27 cents et qu'il a fallu d'abord 76 journées de travail, au tarif nouveau, pour compenser la perte résultant de la grève.

Dans les cas où il y a transaction, l'augmentation moyenne du salaire se réduit à 12 cents et le nombre des journées nécessaires pour reconstituer les sommes perdues monte à 361.

1. Voir " Strikes and Lockouts ", par Carroll Wright, chef du Bureau of Labor de Washington

Budgets des Recettes et des Dépenses totales de quelques Etats

ainsi que les dépenses de guerre et marine, en comparaison avec celles de l'instruction publique

PAR MILLIONS DE FRANCS

Exercices	ETATS	RECETTES	DÉPENSES	Intérêts de la Dette publique	Guerre et Marine	Instruction publique	DETTE	Liste civile
1890-91	Allemagne.....	1.600 1/2	1.575 1/2	58 1/4	1.031	(?)	1.064 1/2 (?)	(?)
1888-89	Italie.....	1.977 1/2	1.964 1/2	531	483	40	11.827 3/4	(?)
1888	Autriche.....	1.263 1/2	1.346 1/4	353 1/2	427	27 1/2	10.458	11 3/4
1888	Hongrie.....	970	905	12 3/4		(?)	260 3/4	11 1/2
1890	Russie.....	2.749	2.749	772	794	66 1/2	18.170	36 1/2
1890	France.....	3.522	3.521 1/2	4.318 1/4	928	156 1/2	39.000	1 1/4
1888	Belgique.....	316 1/2	355 1/2	96 1/2	50	22	1.943	4 1/2
1887-88	Norvège.....	61 3/4	62 3/4	12 3/4 (?)	13 1/2	6	146 1/2	1/2
1888-89	Danemark.....	77 3/4	83 1/2	10	36 1/4	4 1/2	142 1/2	1 3/4
1889-90	Grande-Bretagne.	1.851 1/2	1.770 1/4	624	826 3/4	127 3/4	17.401	10 1/2
1889	Etats-Unis.....	3.379 1/2	3.304 3/4	(?)	351 3/4	(?)	1.705	(?)

L'exploitation capitaliste

Il n'y a plus aucun doute que le salaire des travailleurs, abandonné à l'arbitraire de l'offre et de la demande, ne représente qu'une partie des valeurs créées par ces travailleurs, qui sont persuadés, et avec raison, que dans cette différence entre ce qu'ils produisent et ce qu'ils reçoivent git la principale cause de leur misère.

Pour que les travailleurs puissent bien se rendre compte de *combien ils sont volés*, nous puiserons dans une statistique officielle, les chiffres suivants relatifs à l'industrie minière, en Italie, pour l'année 1883 :

Les mines de *pyrite de fer* ont donné 53,800 quintaux de minerai d'une valeur totale de 57,600 fr.

Le personnel extracteur, au nombre de 108 ouvriers, à raison de 278 journées de travail par an et de 1 fr. 87 par jour, a reçu 56,186 francs.

Soit en moins de leur produit : 1,417 fr.

Les mines d'or ont donné 54,797 quintaux de minerai d'une valeur de 118,091 fr.

Les ouvriers, au nombre de 1,254, à raison de 50 journées de travail et de 1 fr. 85 par journée, ont reçu 115,995 fr.

Soit en moins de leur produit : 3,096 fr.

Les mines d'anthracite ont donné 4,200 quintaux d'une valeur de 12,080 fr.

Les ouvriers, au nombre de 6, à raison de 125 journées de travail et de 1 fr. 69 par journée, ont reçu 1,267 fr.

Soit en moins de son produit : 11,013 fr.

Les mines de schistes bitumeux ont donné 67,970 quintaux d'une valeur de 60,493 fr.

Les ouvriers, au nombre de 125, à raison de 300 journées de travail et de 1 fr. 26 par journée, ont reçu 47,250 fr.

Soit en moins : 13,240 fr.

Les mines d'alun ont donné 30,700 quintaux d'une valeur de 43,890 fr.

Les ouvriers, au nombre de 88, à raison de 152 journées de travail et de 1 fr. 86 par journée, ont reçu 21,495 fr.

Soit en moins : 19,395 fr.

Les mines de nickel et de cobalt ont donné 37,148 quintaux d'une valeur de 142,732 fr.

Les ouvriers, au nombre de 184, à raison de 203 journées de travail et de 2 fr. 11 par journée, ont reçu 80,063 fr.

Soit en moins : 62,669 fr.

Les mines de mercure ont donné 51,781 quintaux d'une valeur de 181,424 fr.

Les ouvriers, au nombre de 214, à raison de 290 journées de travail et de 1 fr. 36 par journée, ont reçu 84,869 fr.

Soit en moins : 93,555 fr.

Les mines d'asphalte ont donné 71,100 quintaux, d'une valeur de 135,696 fr.

Les ouvriers, au nombre de 101, à raison de 152 journées de travail et de 1 fr. 43 par journée, ont reçu 22,063 fr.

Soit en moins : 113,633 fr.

Les mines de manganèse ont donné 25,360 quintaux d'une valeur de 212,180 fr.

Les ouvriers, au nombre de 277, à raison de 214 journées de travail et de 1 fr. 60 par journée, ont reçu 95,465 fr.

Soit en moins : 116,715 fr.

Les mines de cuivre ont donné 266,628 quintaux d'une valeur de 1,026,813 fr.

Les ouvriers, au nombre de 1,258, à raison de 290 journées de travail et de 1 fr. 27 par journée, ont reçu 462,807 fr.

Soit en moins : 564,006 fr.

Les mines de lignite ont donné 1,103,054 quintaux, d'une valeur de 1,405,858 fr.

Les ouvriers, au nombre de 1,849, à raison de 239 journées de travail et de 1 fr. 78 par journée, ont reçu 797,141 fr.

Soit en moins : 608,714 fr.

Les mines d'acide borique ont donné 18,471 quintaux, d'une valeur de 1,827,200 fr.

Les ouvriers, au nombre de 270, à raison de 300 journées de travail et de 1 fr. 60 par journée, ont reçu 129,600 fr.

Soit en moins : 1,697,600 fr.

Les mines de fer ont donné 2,601,989 quintaux, d'une valeur de 3,218,274 fr.

Les ouvriers, au nombre de 1,814, à raison de 244 journées de travail et de 1 fr. 67 par journée, ont reçu 747,010 fr.

Soit en moins : 2,771,224 fr.

Les mines de zinc ont donné 790,478 quintaux, d'une valeur de 5,403,609 fr.

Les ouvriers, au nombre de 3,687, à raison de 183 journées de travail et de 3 fr. 04 par journée, ont reçu une somme de 2,293,151 francs.

Soit en moins : 3,110,458 fr.

Les mines de plomb argentifère ont donné 332,833 quintaux, d'une valeur de 7,332,531 fr.

Les ouvriers, au nombre de 5,100, à raison de 180 journées de travail et 2 fr. 35 par journée, ont reçu 2,340,244 fr.

Soit en moins : 4,993,387 fr.

Les mines de soufre ont donné 2,802,117 quintaux, d'une valeur de 34.584,930 fr.

Les ouvriers, au nombre de 22,817, à raison de 225 journées de travail, et de 3 fr. 39 par journée, ont reçu 17,437,701 fr.

Soit en moins : 17,147,289 fr.

En somme, sur les 57,130,360 fr. qu'ils ont arrachés au plus profond du sol, au prix d'une année de fatigues, de 62 morts et de 504 blessés (toujours au dire des statistiques officielles), les 33,643 mineurs d'au delà les Alpes, ne sont restés en possession que de 24,770,738 fr., soit à peine 43 0/0.

La part des propriétaires, des capitalistes, le prélèvement opéré par leur oisiveté sur le travail, sur l'existence d'autrui, a été selon la matière :

De 80 0/0 pour l'alun, de 90 0/0 pour la lignite, de 100 0/0 pour le mercure et le soufre, de 110 0/0 pour le cuivre, de 120 0/0 pour le zinc et le manganèse, de plus de 200 0/0 pour le plomb, de 300 pour l'argent, de 390 0/0 pour le nickel et le cobalt, de 500 0/0 pour l'asphalte, de 600 0/0 pour le fer, de 1,000 0/0 pour l'an-thracite, de 1,300 0/0 pour l'acide borique, et de 140 0/0 sur l'ensemble de la production minière.

C'est-à-dire que chacun de ces travailleurs de dessous terre, alors qu'il ne percevait sur son produit annuel de 1532 fr. que 620 fr. (moins de 2 fr. par jour), avec lesquels il lui a fallu vivre et faire vivre sa femme et ses enfants, a dû servir à ses maîtres une rente de 856 fr.

L'homicide social

D'après le docteur Bertillon, qui est le premier démographe de France, sur 1,000 êtres humains nés à la même date, il en meurt, selon les classes :

	Classe riche	Classe pauvre
Avant 5 ans.....	57	345
— 10 —	62	434
— 20 —	124	592
— 30 —	204	514
— 40 —	305	604
— 50 —	443	717
— 60 —	602	828
— 70 —	765	935

Une autre statistique du même docteur établit que la *misère tue annuellement, en France, quatre-vingt-dix mille individus.*

Les victimes du grisou

Mille morts en quinze ans

Presque journellement des explosions de grisou se produisent soit dans une mine, soit dans une autre. La plupart du temps, elles ne causent que des dégâts matériels faciles à réparer. Mais il est pénible de constater qu'à côté de ces explosions inoffensives, il s'en produit fréquemment d'autres qui coûtent la vie à des ouvriers, et qu'il ne se passe pas d'année où une grande catastrophe ne vienne jeter la désolation dans tout un pays.

Depuis quinze ans seulement, plus de mille ouvriers ont été tués par le grisou, dans les houillères françaises.

En 1876, le nombre des morts s'éleva à 191, celui des blessés à 17. Le bassin de la Loire fournit la presque totalité des victimes; l'explosion du puits Jabin, à Terre-Noire, survenue le 4 février, cause la mort de 186 ouvriers.

En 1877, le nombre des morts est de 52, celui des blessés de 36. Le 14 février, au puits Sainte-Barbe, à Boussagues, dans l'Hérault, 45 ouvriers sont tués, 1 est blessé.

1878 nous donne 16 morts et 26 blessés. L'explosion du puits Sainte-Barbe, au Martoret, dans le bassin de la Loire, tue 11 ouvriers et en blesse 4.

En 1879, le grisou a causé la mort de 16 ouvriers, tous tués au puits Magny, à Ronchamp (Haute-Saône), le 1^{er} septembre; 24 mineurs sont blessés dans divers accidents.

En 1880, le total des tués est de 15, celui des blessés de 25. On n'a à déplorer aucune grande catastrophe.

Les années 1881, 1883, 1884, ne comptent que des explosions peu importantes. Le nombre des victimes est relativement faible dans cette période : 23 morts, 33 blessés en 1881; 12 morts, 22 blessés en 1882; 38 morts, 37 blessés en 1883; 22 morts, 23 blessés en 1884.

En 1885, le grisou et les poussières charbonneuses s'enflamment subitement à la suite d'un coup de mine, le 14 janvier, à Courcelles-lès-Lens (Pas-de-Calais); 10 ouvriers sont tués, 4 blessés. Pour l'ensemble des mines, le total des morts de l'année est de 42, celui des blessés de 28.

En 1886, nous avons 24 tués et 14 blessés. Un éboulement

partiel, qui se produit le 24 juin dans une des galeries du puits Saint-Charles, à Ronchamp, détermine dans la galerie inférieure une explosion qui tue 23 ouvriers et en blesse 1.

En 1887, le nombre des morts s'élève à 84, celui des blessés à 27. Le 1^{er} mars, une explosion de grisou, survenue au puits Chatelus (Loire), cause un incendie général de la mine : 79 ouvriers sont tués, 6 sont blessés. Le feu oblige à abandonner une partie des corps des victimes, qui ne sont retrouvés que plusieurs mois plus tard.

En 1888, 56 mineurs sont tués, 22 sont blessés.

49 ouvriers trouvent la mort dans la catastrophe de Campagnac, le 3 novembre.

L'explosion est due, dans cette circonstance, à l'irruption subite dans la mine d'une masse énorme de grisou provenant d'un soufflard ; cette masse produit un vif courant d'air qui, en venant frapper les lampes, provoque la sortie de la flamme à l'extérieur du tamis.

Le relevé du nombre des victimes pour l'année 1889 n'a pu encore être fait. Mais une seule explosion, celle de Verpilloux, survenue le 3 juillet, a causé la mort de 207 ouvriers.

Enfin, il y a quelque temps, l'explosion du puits Pélissier, à Villebœuf, faisait 118 victimes.

Tel est le triste bilan des quinze dernières années.

Soit un total de 916 morts, sans compter ceux des années 1839-1890, dont le relevé n'a pas encore été fait.

UN PEU DE RELIGION

L'homme a dit : Faisons Dieu, qu'il soit à notre image.
Dieu fut, et l'ouvrier adora son ouvrage.

SYLVAIN MARÉCHAL.

La Révélation

Croyez-vous à la révélation ?

Il y a autant de révélations sur la terre qu'il y a de religions. Partout les hommes ont cherché à appuyer leurs imaginations de l'autorité du ciel. Chaque révélation se prétend fondée sur des preuves incontestables. Chacun dit avoir l'évidence pour soi. J'examine, je les vois toutes se contredire les unes les autres, et toutes contredire la raison ; je vois partout des amas d'absurdités qui me font pitié pour la faiblesse de l'esprit humain ; et je me dis : A quoi sert de tromper les hommes ?

DIDEROT (*Introduction aux grands Principes*).

Une religion vraie, intéressant tous les hommes dans tous les temps et dans tous les lieux, a dû être éternelle, universelle et évidente ; aucune n'a ces trois caractères, toutes sont donc trois fois démontrées fausses.

DIDEROT.

Plus les laïques seront éclairés, moins les prêtres pourront faire du mal. Tâchons de les éclairer eux-mêmes, de les faire rougir de leurs erreurs et de les amener peu à peu jusqu'à être citoyens.

VOLTAIRE.

Sans peine il croit en Dieu, ce Midas indolent,
Qui de la table au lit, alternativement,
Passe, sur des tapis de roses sans épine :
Il est payé pour croire à la bonté divine.
Il ne voit point de mal ; tout est bien à ses yeux,
Et jamais il n'a su le nom d'un malheureux.
Mais moi, placé plus près du toit des misérables,
Témoin trop impuissant des maux de mes semblables,
Une colère impie alors vient m'enflammer,
Et si je pense à Dieu, c'est pour le blasphémer.

SYLVAIN MARÉCHAL.

L'enthousiasme commence, la fourberie achève.
Il en est de la religion comme du jeu :

On commence par être dupe,
On finit par être fripon.

VOLTAIRE.

Quatrain sur le mot Dieu

Amis ! il ne faut plus qu'un nom nous en impose,
Quand surtout il causa tant d'abus, tant de maux ;
Idolâtrer un nom quand on n'a pas la chose,
Cela peut s'appeler le délire des sots.

TRACY DE LA BOISSIÈRE.

La descente de croix

La science étant apparue,
Dit Jésus, je lâche la croix !
Au profit du pape et des rois,
J'ai fait assez le pied de grue.

J'étouffe en vos dogmes étroits ;
Je suis un homme de la rue,
Pour la Commune toute crue.
Je ne l'ai pas mâché, je crois !

Ah ! vous vous dites mes apôtres,
Crétins crétinisant les autres,
Châteurs de peuple, boute-feu,

Laissez-moi partir, valetaille ;
Car pour être votre bon Dieu,
Je ne suis pas assez canaille !

EUGÈNE POTTIER.

CORSI E RICORSI

Le mot « sociologie » est d'hier, mais la sociologie est de date bien ancienne, puisque la *Politique* d'Aristote est déjà un effort pour formuler les lois de l'évolution sociale. Parmi les penseurs qui ont marché sur les traces d'Aristote, l'un des plus connus est l'Italien Vico, et il dut son succès à une vue en apparence absolument paradoxale, mais qui, pourtant, comme tous les paradoxes, contient une part de vérité. Suivant Vico, l'évolution des sociétés n'est ni progressive, ni régressive ; elle est cyclique ; toutes les aspirations, toutes les révolutions, guerres, etc., ont pour résultat dernier de pousser les groupes humains sur une sorte de piste circulaire, alternativement ascendante et descendante. A jamais prisonnières dans ce cercle fermé, les sociétés tournent sans cesse, revenant toujours à leur point de départ, allant du progrès à la décadence, puis de la décadence au progrès, des longs espoirs à la désespérance et réciproquement. Ce sont d'inutiles allées et venues, des *corsi e ricorsi*, usant les efforts successifs des générations et il en sera fatalement ainsi jusqu'à l'extinction du genre humain. Dans son premier ouvrage, Chateaubriand, tout jeune encore, adopta avec empressement la désolante formule de Vico, beau thème pour des lamentations littéraires et un pessimisme d'apparat.

Pourtant la théorie de Vico répond à un certain noyau de vérité. Oui, si l'on embrasse d'un coup d'œil l'évolution sociale, depuis l'anarchie primitive jusqu'aux civilisations en apparence raffinées, on voit les sociétés mûries ou vieilles s'agiter sous le poids d'un intolérable mal-être et, pour en sortir, aspirer vers des institutions, des formes sociales, qui rappellent les origines. Mais, si l'on veut bien aller au fond des choses, on s'aperçoit vite que l'analogie est tout extérieure et qu'il ne s'agit pas de rebrousser chemin. Le socialisme des peuples développés diffère de celui des sauvages autant que l'athéisme raisonné d'un Lucrèce diffère de l'athéisme inconscient d'un Cafre ; seulement le socialisme, qui a protégé l'enfance de toutes les sociétés, tend toujours à reparaitre pour sauver leur âge mûr de la décadence et de la mort. Partout et toujours la cellule ovulaire des sociétés a été le clan, le clan consanguin, petit groupe où la solidarité est étroite, où tout est à tous, où personne n'est abandonné, mais où personne n'est libre ; car de rigides coutumes ayant force de loi règlent tous les actes de la vie et l'individualisme n'est même pas soupçonné. Dans toutes les races, dans tous les temps, ce clan communau-

taire, ainsi que l'attestent l'histoire et l'ethnographie, a été la première unité sociale et il n'en pouvait être autrement.

Nus, mal armés, bien voisins encore de l'animalité, les premiers hommes, obligés de disputer leur vie à mille ennemis, à d'incessants dangers, n'ont réussi à maintenir leur droit à l'existence qu'en faisant une force collective de leurs faiblesses individuelles : pour eux, l'isolement, c'était la mort.

Enorme a été la durée de ce régime du clan, à la fois tutélaire et oppressif ; car les formes sociales se modifient d'autant plus lentement qu'elles sont plus primitives. Longtemps la fédération des clans en tribus, l'union des tribus en nations laissèrent subsister le clan consanguin et, après une incalculable durée dans les ténèbres de la préhistoire, le clan, modifié sans doute, mais très solidaire encore, se retrouve à l'aurore des temps historiques.

Mais, à la condition de persister suffisamment, les institutions sociales créent dans le cerveau humain des instincts, des sentiments, qui leur sont corrélatifs, et c'est de cette longue phase communautaire, perdue à nos yeux dans la nuit du passé, que dérive le plus clair des tendances altruistes, vivantes aujourd'hui encore dans nos sociétés où l'égoïsme a le champ libre.

La solide unité du clan primitif avait été cimentée par les impérieuses nécessités de la lutte pour l'existence. Grâce à cette solidarité des efforts, les sociétés finirent par avoir bataille gagnée contre les ennemis de toute sorte, qui menaçaient leur berceau. Quand le danger devint moins pressant, la contrainte communautaire devint incommode à subir, l'individu s'efforça d'abord d'en relâcher, puis d'en rompre les liens ; en résumé, l'égoïsme entra en lutte ouverte avec l'altruisme et, au cours des siècles, finit par en triompher, au point qu'à l'antique règle : « Tous pour chacun ; chacun pour tous », se substitua l'égoïste devise : « Tous contre chacun ; chacun contre tous ».

Toutes les grandes sociétés du passé ont abouti à cette phase de désorganisation morale et toutes y ont trouvé leur perte, car elle s'attaque aux forces vives du corps social. Il en est, qui, avant de succomber, ont fait de tardifs efforts pour ressusciter dans les cœurs la fraternité des vieux âges. Au sein de la décadence gréco-romaine, le christianisme fut une tentative de ce genre et son succès, succès impuissant, tint à l'esprit de charité, d'égalité, qui lui servit tout d'abord d'auréole. Toujours la souffrance sociale, poussée jusqu'à une suffisante acuité, réveille dans le cerveau humain de vieux sentiments altruistes, latents durant la prospérité. Le confus souvenir d'un temps où l'individu en besoin ou en péril pouvait compter sur l'appui de ses compagnons flotte confusément dans la mémoire de l'humanité dite civilisée, comme celui d'un âge d'or évanoui.

C'est dans une de ces périodes de retour, que s'engagent aujourd'hui nos sociétés à civilisation individualiste et mercantile, et c'est pour elles une question de vie ou de mort. Il y a là, dans une certaine mesure, un de ces *ricorsi* signalés par Vico. Mais combien l'idéal communautaire, auquel nous commençons à aspirer, diffère de l'organisation étroite du clan primitif !

Dans leur duel acharné avec leurs ennemis de toute sorte, nos très lointains ancêtres ne pouvaient avoir qu'un souci : subsister à tout prix. A leurs yeux, l'individu n'avait de raison d'être qu'à titre de membre de la communauté ; il ne pouvait être question de laisser le champ libre à son développement personnel. Mais l'homme contemporain a goûté de la liberté individuelle ; souvent même il s'en est enivré ; y renoncer totalement lui serait impossible ; cette liberté est d'ailleurs indispensable au progrès des arts, des sciences, des idées ; la confisquer tout entière n'est du reste pas nécessaire. De nos jours, l'outillage et l'armement des sociétés civilisées ont une telle puissance, que, pour vivre, durer, progresser, elles n'ont plus besoin d'absorber la totalité des efforts individuels, d'immoler la personnalité à la communauté. C'est même pour assurer à chaque citoyen une somme suffisante de repos, de loisir, de liberté physique, morale et intellectuelle que notre socialisme réclame une équitable répartition du labeur et des ressources. Il demande que chacun donne à la communauté une portion de son activité, mais seulement la portion strictement nécessaire à la prospérité commune. Il veut que tous prennent leur part de fardeau pour que personne n'en soit écrasé. Il lui semble à la fois inique et absurde que tout l'effort soit d'un côté, tout le repos et toutes les jouissances de l'autre, que les uns meurent de faim et de misère pour permettre aux autres de crever d'indigestion.

La marée montante de idées socialistes ne s'arrêtera pas à mi-chemin ; elle atteindra son but bon gré, mal gré. Mais, pour cela les violences, les secousses, les convulsions ne sont pas absolument nécessaires. La question sociale se pose ; elle doit être résolue et elle peut l'être pacifiquement, si, dans tous les camps, on sait suffisamment élever son esprit et élargir son cœur.

CH. LETOURNEAU.

VÆ VICTIS

En tout pays et sous tous les régimes antérieurs à celui que nous subissons dans le nôtre, il y eut diverses manières d'écarter ou de briser ceux par qui l'on redoute d'être évincé tôt ou

tard et remplacé. Si, dans ce temps-ci, les politiciens, entre autres les opportunistes, savent à peu près toutes celles dont on se défait ouvertement ou non des radicaux ou des socialistes réputés dangereux, il en est une, étrange et sournoise entre cent et mille, qu'ils ont peut-être inventée et dont fut victime un artiste de fort bel avenir et d'un caractère assez rare de nos jours, où fleurit cette coterie laïque, aussi perfide et non moins incapable envers quiconque la brave ou la dédaigne. qu'autrefois, à l'égard de ses contempteurs, la secte religieuse fondée, il n'y a guère plus de deux siècles, par le morose Ignace de Loyola. Fils de plébéiens et n'ayant pas honte d'en convenir, ainsi que la plupart de nos modernes bourgeois qui s'escriment sans cesse à déguiser leur nom partronymique, afin qu'on ne reconnaisse pas en eux le descendant du porcher ou du roulier de tel hameau du Nord ou du Midi, l'un des vaincus, sur lesquels s'appesantit plus cruellement le sort contraire et de qui je retrace à grands traits ici la fin tragique, Jules Héreau, que, dès son adolescence, les toiles de Millet ou de Troyon avaient transporté d'admiration et qui, lorsque la Commune éclata, maniait déjà le pinceau comme un maître, au lieu de se conduire en renégat de sa caste et de sa famille, à l'instar de tant d'indignes enfants du peuple, épousa la vieille querelle des laborieux contre les fainéants et combattit avec eux et pour eux sous leur rouge drapeau. Remarqué, puis apprécié par Delescluze et quelques autres membres du conseil amis des lettres et des arts, il fut bientôt nommé conservateur ou sous-conservateur au Musée du Louvre et travailla dans les galeries de ce palais avec non moins de zèle que précédemment sur les bastions et dans les rues de la ville. A quoi, sinon à qui dut-il de ne pas être fusillé de même que ce doux et simple Tony Moilin, dont l'atroce agonie sera reprochée éternellement aux bourreaux de Versailles ? On l'ignore et peut-être l'ignorera-t-on à jamais. Sans jugement aucun, il avait été condamné vers la fin de 1871, pour avoir illégalement exercé des fonctions publiques, à trois ou quatre ans de prison et finissait sa peine à Sainte Pélagie, en la geôle où Louis-Bonaparte, Blanqui, Raspail, Henri Rochefort, et tant d'autres avaient logé, celle-là même où plus tard on me força de me morfondre aussi quelque peu, lorsque je reçus de lui, que je ne connaissais encore que de nom, une lettre d'abord, ensuite une eau-forte, aujourd'hui fameuse, illustrant un des rares sonnets que j'ai commis en ma vie et que l'on réimprime avec ou sans mon autorisation une douzaine de fois l'an, à l'effet, sans doute, de prouver que j'aurais mieux fait, oh ! je le conteste, d'écrire des vers que de la prose. Huit ou dix mois après ce double envoi, le prisonnier, élargi, vint me voir rue Bochart-de-Saron, non loin de la butte Montmartre où j'habitais alors et me confia ses inquié-

tudes et les craintes que lui inspirait la haine de plusieurs de ses ennemis. Sitôt qu'il m'eut révélé cela, je l'amenai chez l'éditeur de mes œuvres, un Normand, très épris de sa province, justement celle-là dont l'ex-employé du gouvernement de la capitale était originaire. Or, grâce à cette circonstance qu'ils étaient nés l'un et l'autre sur la même terre, le libraire et le peintre s'entendirent à merveille au sujet de maints paysages de la Manche et du Calvados, et l'espoir renaquit dans le cœur ulcéré de mon coreligionnaire politique en la poche de qui sonnaient une centaine de louis ; oui, mais, hélas ! il n'y restèrent guère et bientôt il lui fut démontré que si les détenteurs du pouvoir, nos adversaires, n'avaient rien appris, ils n'avaient, non plus, rien oublié. Pour lui, pas la moindre commande officielle, et chaque tableau qu'il présentait à l'Exposition, impitoyablement refusé ! Semblables à ces directeurs de journaux dont l'Auguste Vacquerie (qui descend sans doute de quelque humble vacher du Cotentin ou du Bocage), est le prototype et qui, jaloux d'accaparer pour eux, oh ! non pas seulement tous les tambours, mais encore toutes les trompettes de la renommée et tout l'orchestre de la réclame, ne permettent pas à leurs Ulbach extraordinaires, voire ordinaires, tremblant qu'on ne leur ôte la plume des doigts et le pain de la bouche, de citer dans un article bibliographique ou dans un banal entrefilet, le nom de tel ou tel de leurs confrères, qui les perça très délibérément à jour, eux et leurs mercenaires, les gens de l'Académie l'avaient signalé, lui, le *communard*, comme un pestiféré, qu'il était prudent d'inhumer avant sa mort.

Ils furent écoutés, ces chevaliers de l'éteignoir, et de telle sorte que leur bête noire, ce paria, laissant là sa palette et ses brosses obscures, ne lui fournissant pas de quoi vivre, se mit en quête d'un emploi quelconque qu'il ne trouva nulle part. « Ah ! me dit-il un soir, en s'efforçant de retenir ses sanglots et ses pleurs ; ah ! que vont devenir ma femme et mes bébés ? » Sans ressources et le pain manquant en sa maison, il perdit la tête et résolut d'en finir.

En ce moment, j'étais en Belgique, et je me rappelle l'émoi qui me saisit un soir, une ou deux minutes après être remontés, Paul Heusy, Camille Lemonnier et moi, du fond d'un puits de mine, à Mariemont, où nous étions descendus.

Attablés, mes chers confrères et moi, à la porte d'un estaminet, je ramassai machinalement un numéro du *Petit Journal* traînant sous la table, et j'y lus que celui que j'avais vu dans la misère à Paris, avait été victime la veille d'un « accident de chemin de fer ». A mon retour en France, on me renseigna complètement à cet égard. A la fin de juillet et vers la tombée de la nuit, Héreau, le pauvre Héreau, s'était rendu seul à la gare de l'Ouest.

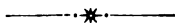
et là s'était juché sur l'impériale d'un wagon roulant. Trois ou quatre fois les voyageurs d'en haut aperçurent à côté d'eux un homme qui se levait vite et se rasseyait plus vite encore au moment où le train s'engouffrait sous un tunnel. Au-delà de Neuilly, près de Courbevoie, il resta longtemps debout et la tête penchée au-dessus des rails.

Elle fut fracassée contre la voûte d'une arche, et, vingt minutes après, un garde-barrière ramassa sur la voie, non loin de sa guérite, le corps défiguré de l'artiste, assassiné plus par ses confrères les obscurantistes que par lui-même.

Une semaine ne s'était pas encore écoulée depuis son suicide qu'on octroyait bruyamment à sa veuve un bureau de tabac..., en sorte que celle-ci, sous peine d'être accusée d'ingratitude, est tenue de témoigner quelque reconnaissance aux saints-n'y-touche, dont les manœuvres infâmes avaient entraîné la mort de son mari.

Seuls, les jésuites rouges qui trônent sur les bords de la Seine en ce temps-ci pouvaient être capables d'une telle simplesse et d'une telle magnanimité!

LÉON CLADEL.



FIN DE SOCIÉTÉ

Les esprits les plus conservateurs estiment qu'il y a quelque chose de détraqué dans cette « fin de siècle ».

Ce qu'il y a en réalité, c'est une démonstration d'impuissance contre l'ordre existant ; c'est la banqueroute des vieux principes. « Religion, famille, propriété : autant de balançoires », s'est, un jour, écrit certain magistrat de son siège de procureur.

Brutus dit : « Vertu, tu n'es qu'un mot », et découragé, il se replonge dans le néant. Notre société démoralisée s'exprime de même et retourne à l'état de nature.

La famille, c'est la vieille Berland, enseignant à son fils le vol et le meurtre.

La propriété, c'est cette fermière de Gyseghem, dont je lis à l'instant l'horrible fin dans les faits divers et que ses enfants, âgés de quatorze à dix-huit ans, ont assassinée pour avoir son bien.

La religion... il devient banal d'en parler.

Ce travail de décomposition a pénétré toutes les couches, depuis le faite où siégeaient les Grévy et les Wilson jusqu'au bas-fonds où travaillent les détrousseurs vulgaires. L'adminis-

tration est livrée au pillage et à la trahison. Les Triponé exercent sous l'aile protectrice des Commissions officielles. Les fonctionnaires traitent les deniers publics comme un banquier l'argent de ses clients. Les trous à la lune administrative ne se compteront bientôt plus, tant ils sont fréquents. Un journal a eu la patience de relever ceux qui s'étaient produits dans les quatre derniers mois. Il en a trouvé vingt. Vingt découverts qu'on n'a pu dissimuler. Et les autres ?...

La France n'a pas le monopole de cette corruption. C'est la pudibonde Angleterre qui a eu le privilège du procès le plus retentissant. Le procès de Bochum, en Allemagne, a ouvert une série qui est bien loin d'être close. Il n'est pas jusqu'à nos excellents voisins de Belgique qui ne fassent parler d'eux. A elle seule, leur magistrature vient de nous fournir d'un coup un voleur, un tricheur au jeu et un sodomiste.

Ceux qui ont encore un peu de respect humain se suicident ou vont pratiquer au loin. On sait avec quelle rapidité croît le nombre des malheureux qui, à bout de fatigue, de souffrances, de honte, se donnent la mort. D'autres s'en vont courir l'aventure, au Congo, en Abyssinie, sur les bords du Nil ou de l'Oubanghi, où ils peuvent, sous prétexte de civiliser des barbares, donner libre cours à leur instinct de rapine et d'escroquerie, d'assassinat et de viol, revenir eux-mêmes à la barbarie, rendue plus atroce par les raffinements de la civilisation.

Ceux-là sont les natures d'élite, les tempéraments forts comme Livraghi, Bartelot, Stanley.

* * *

Mais la masse, demandera-t-on, n'échappe-t-elle pas à cette décomposition ?

Elle en est le foyer.

Toute inégalité sociale est un ferment de dissolution qui porte en tout point son action mortelle. Vous dédaignez les tressaillements de la victime, et c'est là le point de départ de cette force irrésistible qui produit un détraquement général.

L'histoire est une terrible justicière qui ne fait grâce à aucune erreur, à aucune injustice.

Vous avez donné au peuple la notion de ses droits, vous l'avez proclamé souverain, et, cela fait, vous prétendez le maintenir dans l'esclavage de la misère ?

Singulière contradiction qui a eu pour effet d'implanter en son cœur l'esprit de révolte.

Autrefois, il était admis que c'était la faute à l'ouvrier ; on lui disait : « Epargnez, c'est la clef du bonheur ». Aujourd'hui, l'antienne est un peu démodée. Les plus dévots sectaires de l'économie politique hésitent devant cette absurdité.

Un journal qui n'est pas suspect d'hérésie, *les Débats*, a reproduit le livre de comptes d'un ouvrier de Londres qui, pendant trente-sept ans, avait consigné, avec un soin minutieux, ses gains et ses dépenses. Je ne connais rien de plus instructif pour quiconque aurait conservé la moindre illusion sur l'efficacité ou mieux la possibilité de l'épargne.

* *

L'ouvrier débute avec 970 francs, soit 18 francs 75 par semaine. Quelques années après, devenu plus habile, il gagne 1,275 francs. Il se marie. Ses gains s'élèvent à 1,600 francs. Un enfant survient. La gêne commence. L'enfant tombe malade et meurt. Pharmacien, médecin, croque-morts, ça coûte. Mauvaise année pour le budget.

On se relève peu à peu. D'autres enfants viennent. Il faut un logement plus grand. Mais on gagne 2,500 francs. On prend un sous-locataire. On noue les deux bouts ; on paye ses dettes.

Ses enfants commencent à travailler ; mais il faut venir en aide à la mère et à un vieil oncle. La jeune fille se marie ; les fils grandissent et se séparent. Leurs gains ne figurent plus au budget.

Après trente ans d'un labeur acharné, le père a 625 francs de dettes. La famille s'augmente peu après de la fille aînée, revenue comme pensionnaire avec ses deux enfants, et de la femme d'un des fils ; la grand-mère est morte, les enfants gagnent davantage. Mais, à ce moment, le père voit son salaire tomber à 1,400 fr. Bref, au bout de trente-sept ans, cet ouvrier, type du travailleur honnête et laborieux, se trouve dans une situation plus précaire qu'au début. Plus de charges et moins de salaire. Le loyer n'est plus payé que par acompte ; il reste toujours un arriéré.

Cependant la vieillesse avance, les forces s'épuisent, sans autre perspective que la misère et l'abandon final, comme couronnement de toute une vie de labeur et de probité.

Voilà l'odyssée des travailleurs.

* *

Le mal est si profond et si menaçant qu'on reconnaît l'urgence d'y porter remède. Les médecins même abondent. Un empereur, un pape ont proposé leurs bons services. Des diplomates se sont assemblés pour examiner la question. MM. Léon Say, Jules Simon, Yves Guyot, Carnot, Constans, toutes les lumières du pays ont donné leur opinion.

Une bonne logique, l'organisation de la prévoyance sous toutes les formes, sociétés de secours, caisses de retraite, etc., la vie à bon marché, les sociétés alimentaires, les habitations ouvrières, la participation aux bénéfices : toutes les drogues de la philanthropie ont été recommandées.

L'hygiène, c'est-à-dire le travail de nuit imposé aux femmes. La vie à bon marché, c'est-à-dire les droits sur les céréales et autres objets de première nécessité. La prévoyance, c'est-à-dire l'impôt toujours plus lourd et frappant de préférence le plus misérable.

Ce n'est pas encore là qu'est le remède.

* * *

Nos gouvernants se disent ennemis du socialisme d'Etat. En réalité, ils n'ont jamais cessé d'en faire, mais à rebours. Ils invoquent le principe de liberté pour se refuser à protéger le travail, mais ils oublient ce principe dès qu'il s'agit de protéger le capital.

Or, la tendance naturelle de celui-ci est d'extraire du travailleur le maximum d'effet utile. Souvent on a agité cette question : « Est-il préférable d'abuser du travail des ouvriers ou de ménager leurs forces ? » Ce n'est presque jamais la solution la plus humaine qui a été considérée comme la plus économique.

Voilà pourquoi l'exploitation se fait sans merci, en vertu de cette autre loi, reconnue par les économistes et attestée par l'histoire, qu'il n'est aucune œuvre de spoliation et d'iniquité qui n'ait été commise lorsque des hommes ont cru trouver profit à la commettre.

Voilà pourquoi, aussi, le régime du laisser-faire doit disparaître et faire place à un régime de protection. A l'égoïsme et à l'anarchie individualiste doit succéder, dans le domaine économique, la responsabilité et la solidarité collective.

Ainsi la justice deviendra la règle des intérêts, l'égalité sera garantie sous sa double forme économique et politique. La société nouvelle aura trouvé sa véritable base,

V. JACLARD.

Valeur brute de la propriété foncière soumise à l'impôt sur le revenu de 1857 à 1877

Angleterre : en 1857, 1,029,315,000 ; en 1877, 1,395,275,000 ; augmentation : 365,960,000.

Ecosse : en 1857, 148,300,000 ; en 1877, 192,250,000 ; augmentation : 43,950,000.

Irlande : en 1862, 218,675,000 ; en 1877, 258,456,000 ; augmentation : 39,761,000.

Total : en 1857, 1,396,290,000 ; en 1877, 1,845,981,000 ; augmentation : 449,691,000.

MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

LE CONGRÈS DE BRUXELLES

Le fait le plus important de l'année est, sans contredit, la réunion du Congrès socialiste international de Bruxelles.

Des délégués de tous les pays du monde y représentaient l'élément le plus vivace de chaque nation.

L'union des prolétaires de tous les pays est un fait accompli, car une des résolutions prises et qui honore tout particulièrement le Congrès est *la lutte des classes*. Cette résolution a été non seulement acceptée par les délégués de tous les pays, mais elle a été votée par acclamation et sans aucune opposition.

Ce fait seul a mis en fureur les Jules Simon et autres philosophes salariés de la bourgeoisie.

Mais qu'importe ! Cela nous plaît, au contraire, et prouve que le Congrès a accompli là une bonne besogne.

Il a été pris, en outre, des résolutions sur l'Etat de la législation protectrice du travail, sur le droit de coalition et ses garanties, sur les grèves, le *boycottage* et sur le mouvement corporatif au point de vue international.

A ce propos, le Congrès a décidé de fournir à la solidarité ouvrière des divers pays un moyen commun de se manifester par la création d'un *Secrétariat du travail*.

Dès qu'un conflit se produira en quelque endroit, entre le capital et le travail, les travailleurs des différentes nationalités pourront ainsi en être avertis et mis en mesure d'aviser.

Le Congrès, s'est encore prononcé sur une question qui a soulevé quelques discussions : celle du militarisme, de la guerre ou de la paix.

Mais là, croyons-nous, le Congrès n'a pas été tout à fait à la hauteur des circonstances.

Nous savions bien qu'il s'est unanimement déclaré contre la guerre, et en faveur quand même de la paix. Mais pour décourager davantage dans leurs entreprises criminelles les préparateurs des massacres internationaux, il aurait fallu — qu'on nous permette la trivialité de l'expression — mettre la puce à l'oreille des bourgeoisies gouvernantes par une résolution plus énergique.

Nous savons que la préoccupation la plus importante des

socialistes sincères du Congrès était de maintenir l'entente des délégués de tous les pays et empêcher tout élément de division. C'est pourquoi, dans certaines circonstances on a été plus modéré qu'il ne l'aurait fallu.

Cependant nous croyons que, malgré cela, si les membres influents du congrès avaient voulu, ils auraient pu, avec un peu de bonne volonté, rendre les résolutions plus accentuées dans le sens révolutionnaire.

Et ici nous devons dire, dans l'intérêt même de l'Union Socialiste, qu'il faut abandonner aux bourgeois certaines pratiques de coulisses que le régime du parlementarisme bourgeois a introduites dans les assemblées délibérantes.

Après cette observation, tout amicale du reste, nous pouvons dire à tous ceux qui nous liront, que le Congrès de Bruxelles est digne d'attention.

Il a, ainsi que nous l'avons dit plus haut, scellé l'union des prolétaires de tous les pays, et l'a opposée à ceux qui, pour maintenir leur exploitation abusive et leurs privilèges révoltants, se préparent à envoyer les travailleurs au massacre.

Et cela donne à réfléchir à toutes les bourgeoisies capitalistes et gouvernementales.

Le Congrès de Bruxelles et ceux de Paris en 1889 marquent une étape nouvelle dans le progrès social, car ce sont les seules assemblées délibératives internationales qui se soient occupées des intérêts supérieurs de l'humanité tout entière, de l'humanité indivisible.

Seules, se basant sur la science, la raison et la justice, ces assemblées ont demandé la cessation de la barbarie dans les prétendues nations civilisées, c'est-à-dire des maux qui affligent aujourd'hui les hommes, et qui sont : la misère, la prostitution et le crime, résultats de l'exploitation de l'homme par l'homme.

De même que les précurseurs de la Renaissance, de même que les encyclopédistes, bravant le fanatisme religieux et la tyrannie, éclairaient dans sa marche la civilisation, de même les socialistes d'aujourd'hui, allant à l'encontre de la science officielle, bravant toutes les foudres des bourgeoisies coalisées, ouvrent des horizons nouveaux et montrent sa voie au vrai progrès qui mettra fin à l'injustice sociale, à l'inégalité et à la misère des hommes.

P. ARGYRIADÈS.

LE SOCIALISME EN BELGIQUE

La Belgique a derrière elle un passé glorieux quant aux idées démocratiques et socialistes. Les Communes belges ont lutté pendant des siècles pour leur autonomie et leurs libertés, contre les comtes de Flandre, les ducs de Brabant et les évêques de Liège ; contre les rois de France, les ducs de Bourgogne et les rois d'Espagne ; et alors elles défendaient les libertés communales de l'Europe tout entière et tenaient haute et ferme la bannière démocratique, acclamée de partout. Mais si, d'une part, la période des Communes et les guerres de religion ont vu combattre nos compatriotes pour la souveraineté du peuple et la liberté de conscience ; d'autre part, au douzième siècle, nous voyons Tankelyn prêcher à Anvers un communisme religieux et rallier la ville tout entière aux hérésies qui le firent poursuivre, avec ses principaux disciples, par l'autorité ecclésiastique, aidée de son bras séculier. Nous voyons Blœmærdine fonder dans le Brabant la secte des « Esprits libres », qui défendit les droits populaires ; celle-ci se rattache à « l'Anabaptisme », dont les principaux propagandistes furent Belges et qui formèrent de nombreux prosélytes en Belgique, en Hollande et en Allemagne. Nous nous rappelons aussi les luttes acharnées des « Petits » contre les « Grands », des métiers populaires contre les gros bourgeois, qui s'étaient servis longtemps des masses pour combattre les seigneurs laïques et ecclésiastiques, mais qui, faisant la paix avec leurs anciens adversaires, se mirent d'accord avec ceux-ci pour tondre de concert la gent misérable des artisans. L'esprit de révolte et les tendances démocratiques ne furent point étouffés par de longues années de domination espagnole et autrichienne, où les gouvernements étrangers se sont efforcés, semble-t-il, de les noyer dans un fleuve d'ignorantisme. La Révolution de 1789, qui ébranla si fortement l'autorité impériale de Joseph II et qui ne dégénéra que par la seule cause des dissensions intestines, et la Révolution de 1830, où des républicains démocrates jetèrent à bas le roi Guillaume de Hollande, le prouvent surabondamment, quoique, cette fois-ci encore, les menées souterraines de la politique internationale nous donnèrent une royauté avec une constitution censitaire, en lieu et place de la République démocratique qu'on s'attendait à voir fonder. Mais nous espérons bien pouvoir envoyer bientôt notre roi et la Constitution qui nous régit encore, rejoindre dans les magasins de bric-à-brac les chapeaux et les habits de 1830 qui s'y trouvent relégués.

Aussitôt qu'on s'aperçut que dans la Révolution de 1830, comme dans tant d'autres d'ailleurs, le peuple n'avait prodigué son sang et la vie de ses enfants que pour amener au pouvoir une bourgeoisie

avide et sans vergogne, qui considérait le pays comme son domaine particulier et le mettait en coupes réglées, une opposition se forma qui demanda des réformes politiques pour donner à tous les droits de citoyen, et des réformes économiques pour combattre la misère sans cesse grandissante et les famines qui, en six années, enlevaient 30,000 habitants aux seules Flandres. Une propagande active, par la plume et par la parole, fut entreprise dans tout le pays, où se distinguèrent surtout Adolphe Bartels, Lucien Jottrand, Jacob Kats, Napoléon de Keyser et Joseph Charlier, tous démocrates à tendances nettement socialistes. De plus, Saint-Simon et Fourier comptaient en Belgique de nombreux disciples et avaient exercé une influence considérable sur l'évolution des esprits. D'ailleurs, la Belgique possédait aussi ses théoriciens socialistes comme De Potter et Adelson Castiau, préconisant dans tous leurs écrits, une forme spéciale du collectivisme qui, quoiqu'en ait dit un théoricien socialiste que le Parti ouvrier de France s'honore à juste titre de compter parmi ses plus énergiques défenseurs, n'est pas une contrefaçon du communisme, mais nous est essentiellement propre et s'adapte fort bien à l'esprit pratique qui distingue la nation. Ce sont ces doctrines qui, partiellement, ont donné naissance aux superbes rapports présentés aux Congrès de l'Internationale par César de Paepe, et dont nous parlerons tout à l'heure.

La période de 1848 fut caractérisée par une propagande active des idées républicaines, démocratiques et socialistes, dans laquelle nous voyons Houzeau, le savant astronome; Moyson, l'étudiant qui mit tant d'ardeur à l'organisation des forces ouvrières à Gand et à Bruxelles; Coulon, le tailleur qui consacrait ses heures de sommeil à rédiger un journal socialiste révolutionnaire, tous morts aujourd'hui, occuper une place prépondérante.

En septembre 1864, les prolétaires organisés de Belgique, envoyèrent à Londres César de Paepe pour jeter les fondements de l'Association Internationale des Travailleurs, de commun accord avec les délégués d'Angleterre, de France et d'Allemagne. Déjà avant cette époque, résidaient en Belgique Proudhon, Blanqui et tant d'autres réfugiés socialistes français qui, sans doute, causèrent autour d'eux un mouvement d'idées qui ne fut pas sans porter de fruits. Mais, d'autre part, le mélange de ces opinions si diverses amena une période de confusion, où nous voyons un mouvement réformiste combattu énergiquement par les socialistes nettement révolutionnaires.

Cependant, de tous ces éléments disparates, il se forma une doctrine qui rallia autour d'elle la totalité des prolétaires socialistes de Belgique; c'était le collectivisme, se rapprochant toujours davantage du communisme, énoncé par César de Paepe au Congrès international de Bruxelles (1867), au nom de la Section bruxelloise, et

dans le rapport sur les services publics qu'il déposa au Congrès international de 1874.

« En matière de propriété, disait de Paepe, les mots communisme et individualisme expriment deux extrêmes : l'un la propriété commune ou sociale, l'autre la propriété individuelle ; et, il n'y a et n'y aura jamais — les plus grands utopistes, communistes ou individualistes, n'ont jamais pu le supposer — une société où il n'y ait une certaine dose de communisme, celui-ci ne consistât-il que dans la propriété des rues et une certaine dose d'individualisme, celui-ci ne consistât-il que dans le pain que mange l'individu. »

Les sections belges de l'Internationale ont toujours fait une opposition énergique à toutes les tendances autoritaires et se sont toujours montrées fédéralistes et autonomistes, sans cependant pouvoir être rangées parmi les anarchistes, dont elles se distinguent par certains points fort importants. L'Internationale comptait Bruxelles comme un de ses centres intellectuels les plus importants, où paraissait *La Liberté*, dont les principaux rédacteurs, à côté de César de Paepe, furent Hector Denis, actuellement professeur d'économie politique et de philosophie à l'Université libre de Bruxelles, et Guillaume de Greef, professeur de méthodologie des sciences sociales près la faculté de sociologie annexée tout récemment à la même Université. Tous deux disciples d'Auguste Comte et d'Herbert Spencer, sur qui les idées de Proudhon ont agi partiellement, mais possédant une foule d'opinions qui leurs sont toutes personnelles, cherchent à mettre les sciences naturelles matérialistes en rapport direct avec les sciences sociales et à donner à l'organisation principielle des socialistes belges des bases positives qui lui assurent une évolution scientifique normale et certaine. Nous devons à Hector Denis un livre superbe sur « *l'Impôt* » auquel est adjoint un atlas de statistique graphique, dont, à l'exemple de Quételet, il s'est attaché à populariser l'usage, et de nombreux opuscules, brochures, articles dans des journaux et des revues. Nous ne pouvons que regretter qu'il n'ait pas voulu se résoudre encore à publier les cours qu'il donne à l'Université de Bruxelles. Parmi les œuvres de Guillaume de Greef, qui ont fait graver son nom parmi ceux des théoriciens socialistes les plus éminents, nous devons citer *Le Rachat des Charbonnages*, une série d'articles parus dans *La Liberté* et réunis en volume ; *l'Ouvrière dentellière*, une monographie sociologique qui est un chef-d'œuvre de méthode et de précision, et son *Introduction à la Sociologie*, deux forts volumes où il s'occupe de la genèse de la sociologie, prouvant son existence comme science distincte, et où il fait une classification des sciences qui se rapproche de l'énumération de César de Paepe dans son *Cours d'économie sociale*.

César de Paepe, Hector Denis et Guillaume de Greef forment une trinité de savants socialistes (au milieu de laquelle de Paepe se distinguait encore parce qu'il était théoricien et propagandiste), que le

Parti ouvrier s'honorait de pouvoir compter parmi ses maîtres les plus dévoués.

C'est entre 1865 et 1870 que l'Internationale avait atteint son apogée en Belgique ; les journaux circulaient nombreux, les sections étaient fondées de toutes parts et plus de 300,000 travailleurs s'étaient rangés sous le rouge drapeau de l'Association. Mais alors vint la chute retentissante de la Commune de Paris et les dissensions intestines de l'Internationale à l'agonie ; le mouvement, un instant si brillant, perdit toute sa splendeur et il ne resta que quelques vestiges informes de ce qu'avaient été un jour les sections belges.

Cependant, les lutteurs qui avaient connu des temps meilleurs ne perdirent pas courage. En 1874, César de Paepé, Gustave Bazin, un proscrit de la Commune, et Louis Bertrand, alors ouvrier marbrier, maintenant rédacteur au *Peuple* et un de nos publicistes les plus distingués, fédérèrent les associations de métiers, les chambres syndicales, les cercles de propagande etc., et formèrent « La Chambre du Travail, fédération des Sociétés ouvrières bruxelloises. »

D'un autre côté, à Anvers, paraissait toujours le *Werker*, fondé en 1868, par la Section anversoise de l'Internationale et qui, par des articles sur la situation à Gand et des conférences, tâchait de redonner la vie au mouvement ouvrier qui semblait éteint dans la vieille ville révolutionnaire des Flandres. Ces efforts ne restèrent pas infructueux et nous voyons une pléiade de jeunes gens dévoués, ceux qui maintenant sont à la tête du Parti ouvrier, sous la direction de Ph. Cœnen, le premier rédacteur du *Werker*, qui s'inspirait surtout du mouvement socialiste en Allemagne, faire une propagande active dans toute la région flamande du pays. Les condamnations pour insultes au roi prononcées contre Maghermans, Paul de Witte et Paul Verbauwen donnèrent lieu à une tension extrême des esprits qui ne fit qu'augmenter la propagande de nos idées.

La section gantoise fit des progrès considérables en un espace de temps relativement fort court et bientôt Gand posséda aussi son journal socialiste hebdomadaire *De Volkswil* (la Volonté du Peuple). A Bruxelles paraissait en même temps *La Voix de l'Ouvrier*.

Le mouvement socialiste, un jour si vif et si prospère dans la vallée de la Vesdre, n'avait pas entièrement perdu sa vigueur. Les sections de Verviers publiaient chaque semaine le *Mirabeau* ; mais il y avait ici une nuance révolutionnaire autonomiste plus ou moins anarchiste qui ne voulait pas s'allier aux autres groupements du pays. Des congrès furent tenus à Gand et à Anvers pour fonder l'Union ouvrière belge, mais les Verviétois ne voulaient pas qu'elle s'occupât de propagande politique, quoique l'évolution économique en faveur des travailleurs fût rendue impossible en Belgique par le régime censitaire qui nous écrase et que nous soyons obligés d'employer une partie importante de nos forces pour acquérir le suffrage universel, c'est-à-dire notre émancipation politique, parce que toutes nos reven-

dications économiques et nos essais d'organisation souffriront toujours de notre état de dépendance vis à vis des censitaires, de la tutelle où nous maintiennent les bourgeois par le bulletin de vote, qu'eux seuls possèdent. Quant à l'organisation du parti lui-même, les délégués de Verviers voulaient une fédération où les groupes conserveraient une autonomie qui irait jusqu'à ne point devoir se conduire d'après les décisions des congrès, tandis que les délégués flamands s'efforçaient de fonder un parti sur des bases semblables à celles des démocrates socialistes d'Allemagne. L'Union ouvrière belge ne put être fondée, mais le Parti ouvrier socialiste flamand naquit, et par l'adjonction de groupes et d'associations de la Wallonie, devint, en 1878, le Parti ouvrier socialiste belge. Le programme était le même que celui adopté par les socialistes allemands ; dès cette époque une propagande active et vigoureuse fut commencée contre le régime censitaire. Une manifestation nationale en faveur du suffrage universel réunit 20,000 adhérents à Bruxelles, le 15 août 1880. La propagande en faveur des droits politiques du peuple a été continuée depuis lors avec la même énergie et après la manifestation de 1887, où se trouvaient réunis 35 000 hommes, nous avons pu contempler, le 10 août 1890, 70,000 prolétaires accourus de tous les points du pays pour exiger leurs droits, du gouvernement censitaire, que la vue de ces masses déterminées et disciplinées a frappé de terreur, et nous espérons bien que notre victoire sera prochaine.

Les idées socialistes ont fait en Belgique des progrès immenses. Il existait encore, avant 1885, des associations ouvrières dont les idées étaient moins avancées ; à un congrès tenu le 16 août 1885, à Anvers, la fraction modérée s'allia à la fraction franchement socialiste pour fonder le Parti ouvrier belge, avec un programme électoral de réformes politiques et économiques immédiatement réalisables et ayant pour but la remise à la collectivité du sol, du sous-sol et des moyens de production. Depuis lors le Parti ouvrier marche de succès en succès : des organisations fortes existent dans tous les centres du pays, des Flandres aux Ardennes, de la Campine agricole aux régions industrielles du Hainaut, et tous les jours nous fondons de nouveaux syndicats, de nouveaux cercles de propagande, des sociétés ouvrières de toutes sortes. Les coopératives qui existent sont organisées sur une base purement socialiste et soutiennent de leurs deniers la propagande par les journaux et la propagande par les conférences et les meetings. Nous avons des représentants socialistes dans certains conseils communaux, conseils de prud'hommes, conseils de l'industrie et du travail. Lors du 1^{er} mai, déjà fêté deux fois par tous, nous avons fait preuve d'une organisation syndicale de premier ordre et réuni des milliers de travailleurs pour la revendication des quatre huit. Le Parti ouvrier compte plus d'un demi-million de membres, avec deux journaux quotidiens et dix autres publications socialistes.

Il a montré sa force dans les derniers mouvements de grève, où

plus de cent mille mineurs quittèrent les chantiers, suivis ~~des~~ métallurgistes, des travailleurs du bois, des carriers, des dockers, pour revendiquer leurs droits publics.

Le Congrès international de Bruxelles, qui vient de se terminer, peut faire foi de l'énergie qui anime la fraction belge du Socialisme international. Nous pouvons dire que c'est, en partie, grâce à elle que nous ne verrons plus deux congrès socialistes se tenir en même temps, l'un adversaire de l'autre.

L'Internationale existe plus forte que jamais, comprenant le prolétariat organisé du monde entier, sans arrière-garde timide, sans avant-garde de francs-tireurs le plus souvent inutiles et malfaisants; elle a déclaré la guerre au capitalisme et au militarisme, les deux plaies hideuses de notre civilisation; c'est en masse serrée, en bataillons aguerris et disciplinés que nous combattons la lutte des classes

Un seul regret nous attriste. Pourquoi César de Paepe n'a-t-il pu voir le travail de ses élèves, de ses enfants? Son corps s'est confondu dans l'infinie matière, mais le souvenir de ce père spirituel du Parti ouvrier belge restera toujours intense parmi nous.

Les funérailles que lui fit un peuple tout entier ne furent qu'une mince part du tribut de reconnaissance que nous lui avons voué. Si nous agissons bien un jour, nous dirons : « C'est à César de Paepe que nous le devons. »

En 1887 se produisit une scission. Des associations du Borinage et du Hainaut formèrent le Parti socialiste républicain, mais au congrès tenu à Louvain, les 6 et 7 avril 1889, les dissentiments avaient pris fin et tous les groupes dissidents étaient de nouveau affiliés. Con vaincu de sa puissance, fort de ses convictions, le Parti ouvrier belge suit sans broncher la route droite et bien délimitée qu'il s'est fixée, le drapeau rouge fièrement déployé, les yeux fixant au loin le but qu'il s'est prescrit, qu'il atteindra, parce que l'avenir est à lui !

Les *Knights of Labour* d'Amérique ont fondé diverses sections en Belgique. Les Chevaliers du Travail sont nombreux dans le bassin de Charleroi, où ils ont une organisation modèle. Sans être affiliés au Parti ouvrier, ils marchent d'accord avec lui à la réalisation d'un programme politique et économique, le même pour les deux groupes de travailleurs.

Comme je vous le disais plus haut, la généralité des groupements ouvriers belges ont toujours été antiautoritaires et fédéralistes, sans cependant pouvoir être rangés parmi les anarchistes. Depuis plusieurs années d'ailleurs, il existe aussi en Belgique des groupes anarchistes. En 1878, parut à Anvers *De Opstand* (la Révolte), journal communiste anarchiste, dont une nouvelle série fut éditée à Gand en 1887. A Verviers parurent *l'Étincelle* et *le Cri du Peuple*. Les groupes de Bruxelles soutenus par des groupes de Liège, Verviers et Morlamvelz ont fait

paraître *Ni Dieu ni Maître*, en 1889 le *Drapeau noir*, la *Réforme sociale*, revue communiste anarchiste bi-mensuelle. Maintenant nous avons encore *l'Homme libre*, journal hebdomadaire anarchiste de Bruxelles.

Anvers, août 1891.

ERN. HENRION.

LE MOUVEMENT SOCIALISTE DANS L'ALLIER

Le Parti socialiste est, aujourd'hui, fortement constitué dans l'Allier. Aussi la réaction multicolore ne sait qu'imaginer pour entraver notre propagande, jeter la désunion dans nos rangs, flatter la vanité de celui-ci, soudoyer celui-là pour lancer l'injure et tendre des pièges aux militants du Parti.

Mais elle ne peut réussir à désorganiser nos groupes fidèles à la tactique adoptée par les Congrès socialistes ouvriers.

L'organisation ouvrière de notre région date de 1880.

C'est à cette époque que Guesde vint y faire des conférences et que les groupes de Montluçon, Commentry, Bézenet, Doyet et Montvicq, prirent du développement.

Ce qui est nuisible dans toutes les organisations socialistes, ce sont les individus qui veulent arriver à tout prix à décrocher une timbale électorale, et qui, pour satisfaire leur ambition, ne craignent pas de faire des compromissions avec nos adversaires. C'est ainsi qu'ils en arrivent à décourager de bons citoyens prêts à se dévouer pour une cause juste, mais qui s'éloignent dès qu'ils voient qu'un ambitieux veut s'imposer, se faire passer pour le chef du Parti et devenir le candidat perpétuel.

C'est depuis que nous avons combattu ces tendances et que nous avons pris des citoyens dévoués et non ambitieux pour nous représenter, que le Parti a pris plus de force.

Ainsi, dès 1880, après les conférences de Guesde, une élection au Conseil général eut lieu. Le Parti socialiste voulut entrer en ligne avec un candidat appartenant au Parti ouvrier, mais, par suite d'une combinaison politique, certains socialistes — à peine sortis des langes de l'opportunisme — trouvèrent très *opportun* de nous présenter comme candidat collectiviste-révolutionnaire, un notaire, qui n'avait jamais été adhérent au Parti, n'était pas collectiviste, et encore moins révolutionnaire.

Ce notaire-candidat avait accepté une *partie* des articles de notre programme socialiste parce que l'un des membres influents — à cette époque — du Parti, lui avait fait espérer que, de cette façon, il aurait les voix des socialistes et serait certainement élu... Mais il lui demandait, en échange, l'appui des amis politiques et l'engagement de le choisir comme candidat au premier siège vacant dans la circonscription.

C'était une mauvaise tactique, c'était se jouer des soldats du Parti, c'était tromper la Révolution.

En effet, notre programme est un programme de « revendications intégrales du collectivisme révolutionnaire » et il ne s'agit pas — comme le disait notre ami Guesde — d'enfoncer les portes du Parlement, pas plus qu'il ne s'agit de substituer au parlementarisme bourgeois un parlementarisme ouvrier, condamné aux mêmes défaillances et à la même stérilité.

Nous ne devons pas ouvrir la porte à toutes les compromissions avec la politique et les partis bourgeois ; nous ne devons pas embourgeoiser nos revendications. Notre devoir est de rester sur le terrain de la lutte de classes

Nos groupes l'ont compris et ils ont répudié les ambitieux et leurs compromissions. Le drapeau rouge des revendications ouvrières a été arboré, et c'est ainsi que, en 1888, la lutte fut engagée contre la bourgeoisie. Le Conseil municipal socialiste-révolutionnaire de Commeny fut élu avec le drapeau et le programme du Parti ouvrier.

« L'unité de programme une fois brisée et l'autonomie des groupes proclamée en matière électorale, — écrivait Guesde en 1881 — adieu toute garantie, tant au point de vue socialiste qu'au point de vue révolutionnaire. C'est le Parti ouvrier ouvert — comme la gauche ouverte de M. Ernest Picard en 1869 — à toutes les faiblesses et à toutes les spéculations. »

En 1881 comme en 1891, nous sommes toujours du même avis et nous déplorons les socialistes qui, par *faiblesses* ou *spéculations*, font cause commune avec les différentes fractions du parti bourgeois.

C'est ainsi qu'après le notaire-candidat présenté comme collectiviste-révolutionnaire dans la circonscription de Montluçon, nous avons pu voir, avec non moins d'étonnement, certains socialistes patronner la candidature du boulangiste Octave Justice, sous le fallacieux prétexte qu'il avait accepté « quelques articles du programme socialiste ».

Il ne faut pas que le programme des revendications ouvrières serve à décrocher des timbales électorales, ni de « pavillon à couvrir toutes marchandises bourgeoises, tous les possibilistes conservateurs ». Il faut qu'il reste un programme de revendications ouvrières

C'est, du reste, ce qu'ont bien compris nos amis de l'Allier en rompant complètement avec les politiciens avides de pouvoir, en arborant le drapeau rouge de l'émancipation sociale et internationale, en n'acceptant aucune compromission avec la classe bourgeoise et en marchant à visage découvert avec le programme du Parti ouvrier.

Si la valetaille opportuniste — soit Chantemille (sénateur de l'Allier), soit Aujame (ex-député de l'Allier), ou le sieur L. Deslinières, plumitif opportuniste et administratif — acceptait quelques articles de notre programme, devrions-nous, pour cela, soutenir les candidats qu'elle nous présenterait ?

Ne doit-il pas en être de même pour les radicaux, les bonapartistes et autres monarchistes ?

M. Jules Ferry, un Cassagnac, pourraient alors se présenter, mettre dans leur programme « quelques articles » du nôtre pour obtenir le concours et les voix du Parti ouvrier.

Non, cela n'est pas sérieux, et les groupes de l'Allier ont bien fait de répudier les spéculations inavouables de quelques individus.

* * *

Après que le Parti ouvrier se fut emparé de la municipalité de Commentry, le citoyen Thivrier fut envoyé au Conseil général au lieu et place du député Aujame. La lutte devenait de plus en plus vive.

Déjà, le Parti socialiste révolutionnaire s'était emparé des municipalités de Larequille, La Celle. Les groupes se constituaient, des tournées de conférences s'organisaient jusque dans les plus petits hameaux, lorsque l'administration opportuniste organisa une série de procès aux Syndicats, à Thivrier et à l'auteur de ces lignes.

Nous venions de fonder (avril 1889) le *Socialiste*, organe du Parti ouvrier de la région du centre. Aux attaques et poursuites de nos adversaires, nous répondîmes par une propagande plus active et des ripostes très vives.

Le *Socialiste* disparut pour faire place au *Travailleur*.

Puis, le *Socialiste* reparut. Poursuivi, il devint le *Réveil social*, puis enfin le *Tocsin*.

Grâce à notre journal, à nos conférences, à notre campagne active, Thivrier, l'ancien mineur, fut nommé député. Les militants du Parti, ceux qui luttèrent avec courage et furent nos collaborateurs étaient tous des travailleurs : Victor Mazuel, Jean Mazuel, ouvriers mineurs ; Bouchard, cordonnier, à Bézenet ; Mansat, maire, à Larequille ; J. Dumazet, P. Dumas fils, Métenier, de Doyet ; Lafanchère, de Montvicq ; Létang, Jouannet, de Montluçon, etc., etc.

La rage de la bourgeoisie ne connaissait plus de bornes. Thivrier vint un jour en correctionnelle avec trente-deux procès de régie ; notre gérant Prosper fut condamné à quinze jours de prison.

Fréjac en eut pour cinq mois, après un mois et demi de secret, pour avoir défendu les grévistes de Commentry, puis encore six mois pour avoir qualifié, comme ils le méritaient, deux officiers du 10^e chasseurs qui avaient brutalisé les femmes des grévistes.

Méténier, un mois de prison ; notre gérant et ami Graillot, trois mois de prison, puis trouvant la condamnation insuffisante, et voulant à tout prix faire disparaître l'organe du Parti socialiste dans l'Allier, les policiers, d'accord avec quelques prostituées firent condamner Graillot à cinq ans de réclusion et dix ans d'interdiction de séjour, comme auteur d'un coup de dynamite préparé par la police.

Ce mensonge infâme n'a pas diminué notre estime et notre amitié pour le citoyen Graillot, car nous le savons innocent.

Pour lui, comme pour moi, pendant qu'il subit son emprisonnement, un ignoble plumitif, soudoyé par les fonds secrets, déversa sa bave sur le prisonnier, et chercha à faire retomber la responsabilité de l'acte idiot organisé par la police sur le Parti socialiste.

Mais nous sommes habitués à leurs sales injures et les travailleurs savent très bien que le jour de l'action nous ferons autre chose que de casser quelques carreaux.

C'est pour protester contre les poursuites exercées contre le ci-

toyen Thivrier que les travailleurs socialistes révolutionnaires de l'Allier l'envoyèrent à la Chambre des députés.

C'est également pour protester contre les canailleries bourgeoises que les mêmes électeurs me nommèrent conseiller général. Le Comité électoral socialiste révolutionnaire de Commentry disait, dans son appel: « Le gouvernement bourgeois, impuissant à dompter le flot populaire, fait des victimes parmi les nôtres, par basse vengeance.

« A vous de souffleter la justice des repus, par la justice humaine basée sur la conscience. »

Et la justice bourgeoise reçut le soufflet qu'elle méritait.

La Fédération des travailleurs socialistes de l'Allier et des départements limitrophes est aujourd'hui très importante et nous pouvons affirmer qu'aux prochaines élections municipales nous nous emparerons de plusieurs municipalités.

Commentry, Désertines, Malicorne, Colombier, Larequille, Laccelle, Bezenet, Doyet, Montvicq (Allier)

Saint-Eloy, Brassac (Puy-de-Dôme); Sainte-Florine, Vergongheon (Haute-Loire); Lavaveix-les-Mines (Cher), partout enfin où nous comptons des groupes fédérés, la victoire est certaine.

Nous voulons nous emparer des pouvoirs publics et cela sans aucune compromission avec les partis bourgeois.

Le Parti ouvrier de la région du centre rejette de son sein les intrigants qui, pour satisfaire leur vanité, ne craignent pas de s'encoquiner avec nos adversaires. Le suffrage universel n'est pour nous qu'un moyen de propagande et d'agitation. Notre devoir, l'intérêt du Parti, exigent que toute alliance avec les radicaux, les opportunistes ou les monarchistes, soit énergiquement répudiée.

Les ambitieux sont appelés à devenir des traîtres, c'est pourquoi notre Fédération veut faire respecter les décisions de nos Congrès socialistes révolutionnaires. Elle a tenu à se faire représenter au Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles par le citoyen Thivrier, pour combattre l'article 6 porté à l'ordre du jour: « De l'alliance des partis ouvriers socialistes avec les partis bourgeois »

On ne fait pas alliance avec les bandits versaillais, avec les assassins de Fourmies, avec les exploiters, ni avec leurs souteneurs.

Le Parti socialiste révolutionnaire ne sera fort qu'autant qu'il restera sur le terrain de la *lutte de classe*.

C'est la lutte des volés contre les voleurs. Ne soyons pas les dupes des *spéculateurs*.

RAOUL FRÉJAC.

*Conseiller-général socialiste-révolutionnaire
de l'Allier.*

LE MOUVEMENT SOCIALISTE DANS LE MIDI

Dans le Midi, comme partout en France, un réveil socialiste très accentué s'est produit cette année. De Bordeaux à Cannes, de Lyon à Marseille, partout des Groupes se sont créés, des Chambres syndicales se sont organisées.

A Marseille, nos amis ont pris part à la lutte électorale en présentant comme candidats aux élections du conseil général et du conseil d'arrondissement les citoyens Elzéar Reynier et Bernard Cadenat, qui ont obtenu de très imposantes minorités affirmant les principes socialistes.

A Toulouse, plusieurs Groupes nouveaux se sont fondés, les Chambres syndicales existantes se sont fédérées et ont organisé une importante Bourse du Travail. Il en a été de même à Béziers, à Nîmes, à Montpellier, à Albi où de nombreuses Chambres syndicales ont été créées et des Bourses du Travail organisées et inaugurées avec beaucoup d'éclat.

A Montpellier, tout spécialement, le nombre des Associations corporatives qui était de *deux* seulement au commencement de l'année, est à présent de *quatorze*, comptant de nombreux adhérents, et la Bourse du Travail, inaugurée le 26 juin, est en pleine prospérité.

A Toulon, le mouvement socialiste s'accroît aussi, bien qu'il soit beaucoup entravé par l'abstention des ouvriers de l'Arsenal qui n'y ont pas pris part encore.

A Marseille, la Bourse du Travail fonctionne admirablement. Le nombre des Chambres syndicales adhérentes est de quatre-vingt-deux et la force ouvrière grandit tous les jours dans la cité phocéenne.

Mais les ouvriers socialistes sentant que le temps de leur affranchissement est venu, ne se contentent pas d'organiser des Chambres syndicales et de créer des Bourses du Travail, ils prennent part aussi, et d'une façon victorieuse souvent, à la lutte électorale. C'est ainsi qu'à Narbonne l'ancienne municipalité opportuniste ayant été obligée de donner sa démission, le Conseil municipal a été composé exclusivement de nos amis les socialistes — moins un — qui ont tous été nommés avec une écrasante majorité : le maire de Narbonne est, de ce fait, notre vaillant ami le docteur Ferroul, l'énergique socialiste, député de l'Aude.

A Cette aussi, le pouvoir municipal est entre les mains des socialistes qui sont revenus plus nombreux au conseil de la ville cette année, en suite d'une démission exigée en masse de tous les conseillers municipaux à la suite des manœuvres de la minorité opportuniste.

Les travailleurs de Cette ont vengé leurs élus de toutes ces intrigues en les renvoyant au Conseil municipal et même en plus grand nombre qu'auparavant.

Malheureusement, les conseils socialistes de Narbonne et de Cette ne peuvent agir comme ils le voudraient pour les travailleurs entravés qu'ils sont par préfet et sous-préfet qui mettent toujours leur *veto* pour empêcher toutes les mesures socialistes d'être pratiquées.

Cependant ces conseils ont pris l'initiative de la fête du Premier Mai dans leurs villes, et à Narbonne, on a nommé une voie principale : rue du Premier Mai.

Du reste, la fête ouvrière a été fêtée dans presque toutes les villes du Midi avec beaucoup d'entrain : à Toulouse, Carcassonne, Lézignan, Albi, Cannes, Narbonne, Béziers, Cette, Montpellier, Lodève,

Beaucaire, Arles, Nîmes, Toulon, Marseille, d'importantes manifestations ont eu lieu en ce jour de fête ouvrière, des pétitions ont été présentées aux pouvoirs publics et le soir des punchs et des réjouissances populaires ont attiré l'attention de la population et affirmé l'intention bien arrêtée de la classe ouvrière de poursuivre la revendication de ses droits.

A Marseille seulement le pouvoir central a voulu empêcher la manifestation et plusieurs de nos amis ont été arrêtés. Cependant, les délégués ont passé malgré la troupe, et sont parvenus à la Mairie et à la Préfecture apportant les pétitions des ouvriers de Marseille, signées de quatre-vingts Chambres syndicales pour la journée des huit heures.

La presse socialiste s'est aussi développée dans le Midi pendant cette année-ci : Bordeaux a le journal *la Question sociale*, comme organe des travailleurs ; Toulouse a le *Quatrième Etat* ; Cette l'*Avenir social*, puis le *Réveil social* ; Marseille a le *Socialiste* et la *Lutte*, plus l'*Ouvrier syndiqué* ; Toulon a la *Voix du Peuple* ; Nîmes a la *Voix des Travailleurs* ; Narbonne l'*Emancipation sociale*, qui existe déjà depuis dix ans, et l'on vient de créer à Montpellier l'*Echo social*.

On le voit, le Midi n'est pas en arrière de ses frères du Nord et du Centre, de l'Est et de l'Ouest, et lorsque le cri d'affranchissement des travailleurs retentira, il trouvera un ardent écho dans nos belles contrées ensoleillées.

PAULE MINK.

Lettre de M. Pierre Lavroff au Congrès international de Bruxelles

Il y a deux ans de cela, j'ai eu l'honneur de présenter au Congrès de Paris, où m'avaient délégué plusieurs groupes socialistes russes, un rapport sur l'état de la lutte engagée par les socialistes russes contre l'absolutisme impérial. Je n'ai pas à ajouter grand'chose à l'aperçu succinct que j'ai donné à cette époque. Cependant mes amis de Paris et moi nous n'avons pas voulu laisser échapper l'occasion de faire entendre au nouveau Congrès international les paroles d'adhésion et de fraternité qu'envoient aux socialistes de partout leurs camarades russes. Au moment solennel où les Etats défenseurs du monde capitaliste forment une triple ou une quadruple alliance en vue de guerres fratricides, au moment où, dans l'attente de ces guerres toujours menaçantes, le chant jadis libérateur de la *Marseillaise* se mêle étrangement à l'hymne en l'honneur d'un despote qui traîne le lit des agonisants sous la potence et fait mourir sous les verges les femmes et les enfants, c'est un devoir pour nous, socialistes russes, de proclamer notre fraternité envers les socialistes de tous les pays et de toutes les races, et notre haine aussi bien contre le despotisme couronné que contre le capital exploiteur.

L'état de choses en Russie ne s'est pas beaucoup modifié. L'absence de tout parti ouvrier constitué, de toute organisation puissante,

reliant entre eux les groupes socialistes-révolutionnaires, voilà quel est toujours le grand obstacle au développement de notre propagande et de notre action. Du côté des libéraux, c'est toujours, en face du despotisme, le même manque d'énergie qui les rend impuissants à former un parti politique influent dans le pays ; et cette impuissance montre bien que c'est seulement parmi les socialistes, proclamant haut et ferme leurs convictions, que se recrutera le noyau d'un tel parti dans l'avenir.

Les arrestations en masse, les internements en Sibérie et dans les provinces du nord, sans jugement et sur des soupçons le plus souvent mal fondés, continuent de frapper la jeunesse intelligente russe. Tout professeur qui acquiert de l'influence par des travaux véritablement scientifiques, tout homme de lettres dont les œuvres contiennent une note vivifiante, deviennent par cela même l'objet de suspicions policières et risquent d'être traités comme ennemi de l'Etat.

Ce n'est que de la destruction radicale du régime actuel de la Russie, régime réactionnaire et démoralisateur dans tous ses éléments, qu'on pourrait attendre quelque amélioration dans l'existence de notre malheureux pays. Aussi les socialistes russes se voient-ils forcés, par la logique même des choses, à ne pas reconnaître d'autre drapeau que celui du socialisme révolutionnaire ; ils ne peuvent chercher le salut de leur patrie en dehors des principes du socialisme hautement affirmé ; ils continuent et continueront leur lutte contre le despotisme impérial, lutte qui n'admet pas de transactions.

Les socialistes-révolutionnaires russes sont heureux de constater qu'ils rencontrent dans leurs luttes des sympathies effectives chez leurs frères des autres nations et même parmi les classes qui, dans le mouvement russe, ne veulent apercevoir que d'anciens éléments des révolutions politiques. Ces sympathies se sont affirmées même en des occasions qui ne touchaient que d'une manière accidentelle au vrai mouvement de notre pays. Quelques jeunes réfugiés russes ont été accusés de préparer des engins explosifs à Paris ; ils ont nié le fait et n'ont été condamnés à la prison que sur des présomptions fort insuffisantes. C'est alors que les secours aux prisonniers sont venus non seulement des socialistes (entre autres du Congrès de Halle), mais aussi des individus et des groupes libéraux de divers pays. Un ancien policier russe a été frappé à Paris, et malgré les poursuites officielles, malgré l'emballement patriotique qui enivre les partis politiques français assoiffés de revanche et flattés par l'illusion d'une alliance possible avec le despotisme archaïque de la Russie impériale, ce fait a trouvé des sympathies inattendues dans la société et dans la presse française. De l'autre côté de l'Océan, il s'est rencontré un Kennan pour prendre hautement et publiquement en main la cause des révolutionnaires russes dans des discours et dans des œuvres littéraires magistrales. En Angleterre et en Amérique, des groupes nombreux se sont organisés pour aider au mouvement révolutionnaire en Russie, tout en se laissant un peu égarer par une presse qui veut ignorer l'élément socialiste chez nos révolutionnaires et aime mieux les présenter comme des revenants des partis qui luttaient en Angleterre en 1688 et en France en 1789. Sans doute, les socialistes russes n'ont qu'à exprimer leur reconnaissance

la plus chaleureuse et la plus sincère à tous ceux qui, quelque soit le motif qui les pousse, sympathisent à leurs luttes. Mais ils ne veulent pas cacher que leur drapeau, le seul, c'est le drapeau rouge du socialisme international ; qu'ils luttent contre le despotisme parce que ce despotisme, en Russie, est un empêchement fatal à la propagation du socialisme scientifique ; que ce n'est qu'en leur qualité de socialistes qu'ils s'affirment comme les vrais continuateurs actuels de toutes les luttes antérieures pour le progrès humain, livrées en Russie et ailleurs ; que ce n'est que comme socialistes encore qu'ils se sont organisés jadis, et espèrent s'organiser de nouveau pour former le noyau d'un parti politique influent ; qu'enfin, c'est dans les rangs de ce parti qu'ils appellent tous les ennemis du despotisme pour renverser, bientôt peut-être, le régime réactionnaire russe actuel.

C'est cette conviction qui nous unit aux socialistes de tous les pays et de toutes les races. C'est elle qui nous permet, à mes amis et à moi, d'envoyer un salut fraternel à nos frères réunis au Congrès international de Bruxelles. Leur organisation est la seule base politique sur laquelle nous comptons construire l'édifice de notre avenir. Leur victoire sera la nôtre. Chaque pas en avant que fait le socialisme international nous met au cœur un nouvel espoir. Frères socialistes de tous les pays ! rappelez-vous toujours que nos luttes, quelle que soit leur forme, sont des luttes pour les mêmes causes que celles qui vous animent, des luttes pour l'émancipation définitive du travail !

9 août 1891.

CHARLES LAVROFF,
Paris, 328, rue Saint-Jacques.

RAPPORTS

AU

Congrès international de Bruxelles ⁽¹⁾

ALLEMAGNE

La décision prise par le Congrès ouvrier international de Paris de convoquer des Congrès internationaux à de certains intervalles et de créer ainsi un organe qui permettrait au prolétariat socialiste de tous les pays de s'entendre, de formuler ses désirs et ses griefs et de prendre toutes mesures qui paraîtraient nécessaires pour secouer l'oppression politique et économique du prolétariat, a trouvé l'adhésion la plus cordiale parmi les ouvriers allemands.

Dans des centaines de réunions ouvrières auxquelles assistèrent les délégués du Congrès de Paris, les résolutions votées par celui-ci

(1) Nous ne donnons ici que les passages les plus saillants de ces rapports. — P. A.

furent acceptées avec enthousiasme, et la propagande pour l'introduction d'une législation de protection ouvrière internationale, avec la journée de travail normale de huit heures, prit un essor puissant.

Comme la démocratie socialiste allemande se trouvait alors sous le coup de la loi d'exception de 1878, un certain nombre de gouvernements locaux essayèrent d'entraver la propagande pour les résolutions du Congrès de Paris en déclarant la seule présence des délégués au Congrès suffisante pour interdire les réunions

Chose curieuse à noter : ce fut à l'occasion de la recherche des moyens propres à combattre la démocratie socialiste qu'éclata brusquement l'antagonisme entre l'empereur et le chancelier, qui aboutit au congé du chancelier. Tandis que Bismarck, grand propriétaire foncier et grand industriel, était un ennemi juré de toutes les mesures de protection ouvrière paraissant devoir refréner la rapacité patronale si peu que ce fut, l'entourage de l'empereur était disposé d'accorder de légères concessions.

*
* .

Au beau milieu de ces luttes parurent subitement, le 4 février, les rescrits impériaux que l'on sait, adressés au chancelier Bismarck et au ministre du commerce et de l'industrie.

Le premier de ces rescrits, afin de parer aux difficultés que rencontre la réglementation des questions ouvrières par suite de la concurrence étrangère, chargeait le chancelier de l'empire :

« De provoquer une conférence des gouvernements des pays dont l'industrie domine avec la nôtre le marché mondial, afin d'amener une réglementation *internationale*, limitant le travail exigé des ouvriers ».

Le second rescrit au ministre du commerce déclare que la tâche du gouvernement est :

« *De régler le temps, la durée et la nature du travail*, de telle sorte que la santé, la moralité, les besoins matériels des ouvriers et leur droit à l'égalité devant la loi soient sauvegardés. ».

Les rescrits causèrent tout d'abord une surprise générale. La presse gouvernementale s'était moquée mille fois de la possibilité de mesures de protection ouvrière.

Le monde semblait être tout d'un coup mis sens dessus dessous. Dans le rescrit adressé au chancelier on se référait aux résolutions internationales du Congrès ouvrier de Paris. La confusion et l'insécurité régnèrent dans les rangs des partis bourgeois. Bien que les rescrits impériaux n'eussent rien proclamé en faveur de la protection ouvrière qui ne fût déjà article de loi dans plusieurs Etats industriels, les chefs de la bourgeoisie n'en perdaient pas moins la tête à l'occasion de « cette reconnaissance des revendications socialistes ». Dans leur émotion et leur frayeur ils ne s'aperçurent même pas du crime de lèse-majesté dont ils se rendaient coupables en déclarant « que les rescrits impériaux étaient destinés à battre en brèche la démocratie socialiste pendant la période électorale. »

Les « piliers de la monarchie » déclarèrent donc que la volonté solennellement manifestée de l'empereur était une manœuvre électorale destinée à capter des votes ouvriers. Jusqu'à quel point cette

appréciation des rescrits était justifiée peut être matière à doute. Mais ce qui est certain, c'est que si, en haut lieu, on s'est bercé de l'espoir de nuire à la démocratie socialiste auprès des ouvriers à l'aide des rescrits, on s'est grossièrement trompé. Et comment, de fait, l'adoption de certaines revendications de la démocratie socialiste par les rescrits aurait-elle pu réussir à détacher les ouvriers de la démocratie socialiste ?

Le Congrès ouvrier international de Paris félicitait le Conseil fédéral suisse de son initiative dans la convocation d'une conférence internationale pour la discussion de mesures de protection ouvrière. Or, si le gouvernement de l'empire allemand prenait en main la formation d'une pareille conférence, il ne faisait que hâter la réalisation d'une revendication du prolétariat socialiste international, et le triomphe des idées socialistes n'était certes pas fait pour battre en brèche la démocratie socialiste.

*
* *

Le jour de l'élection démontra combien nos adversaires s'étaient trompés au sujet de l'influence des rescrits impériaux. Le parti démocrate socialiste était sorti des élections de 1887 avec 11 mandats de 780,000 votes. Le 20 février il débuta avec 1,427,000 votes et 20 élus. Le nombre de votes donnés, à nos candidats s'était donc accru de plus d'un demi-million. La démocratie socialiste était devenue le parti le plus fort numériquement de l'empire allemand. Outre les sièges conquis, les candidats de notre parti étaient en ballottage en 58 circonscriptions ; dans un nombre presque aussi considérable de circonscriptions où les partis hostiles étaient en ballottage, ce sont nos camarades qui eurent à donner le vote décisif. Le mot d'ordre donné par la direction du parti aux dernières élections était de ne voter que pour des candidats qui se fussent préalablement déclarés ;

1. Contre n'importe quelle loi d'exception ;
2. Contre toute aggravation des lois pénales ;
3. Contre toute atteinte portée au suffrage direct et universel.

Le scrutin de ballottage augmenta considérablement le nombre de nos votes et nous donnait 15 nouveaux élus, en sorte que le parti démocrate socialiste est aujourd'hui représenté au Reichstag par 35 députés.

Ce qui caractérise les élections de 1890, c'est l'accroissement formidable des votes socialistes dans les circonscriptions purement rurales. Cela est vrai pour le Mecklembourg et pour les provinces de l'est de la Prusse ; cela est vrai encore pour la Bavière, où prédomine l'agriculture. En Bavière, de même que dans les deux duchés du Mecklembourg, on vota dans toutes les circonscriptions pour les démocrates socialistes. Dans les provinces de l'est de la Prusse nous n'eûmes des voix que dans quelques districts polonais. Là le mouvement national, soutenu par le mouvement religieux, domine complètement la vie politique des classes bourgeoises. Mais la noblesse et le clergé coalisés entretiennent de parti pris l'ignorance du prolétariat. Or, si l'on tient compte du peu de développement industriel du pays et de la pression politique qui s'exerce précisément dans les parties

polonaises du pays, la faiblesse du mouvement socialiste dans la province de Posen s'explique naturellement

Ainsi qu'il ressort de la nature de notre mouvement, qui est purement prolétarien et qui ne peut et ne doit être autre chose, ce sont les grandes villes et les centres industriels, avec leur agglomération d'ouvriers, qui forment les principaux foyers du mouvement.

Cet énorme accroissement de la démocratie socialiste, à laquelle s'ajoutait encore un renforcement général de l'opposition bourgeoise, ou, plus correctement peut être, des partis antibismarckiens, ainsi que la complète dissolution de l'ancienne majorité, apporta aussi une solution à la question : « Bismarck comme chancelier de l'empire. »

Le 10 mars 1890, Bismarck reçut son congé après qu'il eut remué ciel et terre pour prouver son « indispensabilité ».

La manifestation de Mai fut aussi imposante que générale. Partout où il y avait des démocrates socialistes on manifesta d'une façon ou d'une autre en faveur de la journée de huit heures et d'une législation protectrice du travail, comme le recommandait la résolution de Paris. Mais pour si générale qu'elle fût, elle fut partout pacifique. Les bourgeois qui avaient espéré que le 1^{er} Mai amènerait des collisions entre les ouvriers et la police furent piteusement déçus. « Le 1^{er} Mai a porté un coup mortel à la loi contre les socialistes », écrivait un influent organe libéral, avec une colère mal déguisée, parce que les ouvriers, autant par leur attitude habile que par leur manifestation imposante, avaient contrecarré les plans de leurs ennemis.

* * *

Le 6 mai, le nouveau Reichstag se réunissait pour la première fois. L'un des premiers actes de la fraction démocrate socialiste du Reichstag fut de déposer une loi de protection ouvrière dont les articles étaient conformes aux propositions du Congrès ouvrier international de Paris. Pour la première fois dans un parlement allemand on réclamait l'établissement légal de la journée de travail normale de huit heures. Comme la liberté d'exploitation illimitée qui a existé jusqu'ici, avait porté la journée de travail dans certaines industries à quatorze heures et au delà, et comme l'introduction immédiate de la journée de huit heures aurait exigé un tel saut qu'il aurait été impraticable dans les conditions de la concurrence internationale, une période de transition était fixée dans le projet même. Voici le texte du paragraphe en question :

« Du jour de la mise en vigueur de la loi, le temps de travail dans les entreprises qui tombent sous cette loi, ne doit durer que dix heures au plus pour les jeunes gens au-dessous de 16 ans et huit heures au plus les samedis et les veilles des fêtes, le temps des pauses non compris.

« A partir du 1^{er} janvier 1894, l'extrême durée du temps de travail sera de neuf heures, et à partir du 1^{er} janvier 1898 de huit heures.

« Pour les travaux souterrains (des mines, des salines, etc.), ou pour ceux des entreprises où le travail est ininterrompu jour et nuit, le temps de travail quotidien des équipes ne doit pas dépasser huit heures ; pour les travaux souterrains le temps de la descente et de la

remonte doit être compris dans le temps de travail. Les jeunes gens de quatorze à seize ans ne doivent pas être employés plus de huit heures par jour. Une réduction des heures de travail des équipes pourra être convenue entre les deux parties contractantes »

Dès l'ouverture de la session le gouvernement déposa également un projet sur la même question. Mais tandis que les rescrits impériaux, parus *avant* les élections parlaient de « régler le temps, la durée et le genre du travail », et se prononçaient ainsi ouvertement pour l'introduction d'une journée de travail normale, dans le projet gouvernemental il ne fut plus question de ce premier et fondamental article de toute protection ouvrière. On ne demandait la limitation du temps de travail à 11 heures, avec interdiction du travail de nuit, que pour les ouvriers adultes des fabriques. Pour les enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans et pour les jeunes ouvriers de l'âge de quatorze à seize ans le projet ne changeait rien aux prescriptions légales existantes — de 6 à 8 heures de travail par jour.

À côté de ces quelques légères améliorations de l'état de choses actuel, le projet du gouvernement introduisait au sujet de la so-disant rupture du contrat et de l'exercice du droit de coalition des dispositions qui, dans la pratique, auraient été équivalentes à l'abolition complète du droit de coalition pour les ouvriers.

Il n'existe pas d'organisation allemande qui n'ait été forcée de se dissoudre ou de se transformer par suite des mesures policières et judiciaires.

En dépit de ces vexations, les unions syndicales allemandes ont pris des proportions considérables.

Aussitôt qu'il fut connu que l'on abandonnait l'intention de prolonger la loi contre les socialistes, la direction du parti fit tous ses préparatifs pour être en mesure, aussitôt la loi expirée, de tenir un Congrès général du parti, convoqué pour la première fois depuis douze ans.

La loi expirait le 30 septembre 1890 ; le 1^{er} août parut l'appel signé de la fraction entière du Reichstag, invitant l'envoi de délégués au Congrès que l'on convoquait pour le 12 octobre et les jours suivants, à Halle.

* *

Dans le numéro du *Sozial demokrat*, paraissant à Londres, qui publiait la convocation du Congrès, la rédaction annonçait que les rédacteurs, conformément au conseil donné par la fraction du Reichstag, avaient résolu de suspendre la publication du *Sozial demokrat* le jour même de l'expiration de la loi contre les socialistes.

Le dernier numéro parut à la date du 27 septembre 1890. Le numéro spécimen avait été publié au mois de septembre 1879, et le journal avait paru depuis le commencement du quatrième trimestre de la même année : il avait donc vécu pendant onze années consécutives sans interruption.

Avant même l'expiration de la loi d'exception, se réunissait le 15 mars, à Berlin, la conférence pour la protection ouvrière internationale. Nous considérons comme connus les résultats des débats. Sur les ouvriers allemands les malencontreuses propositions, faites de

demi-mesures, de cette « conférence de diplomates » ne firent aucune impression profonde. Si la conférence elle-même était une concession à la revendication de mesures de protection ouvrière pour tous les pays civilisés, formulée unanimement par le Congrès ouvrier international de Paris, les transactions et les propositions de la conférence démontraient clairement combien il faudra encore d'agitation et d'activité infatigables de la part des ouvriers avant que nous puissions passer des belles phrases sonores à l'action.

L'expiration de la loi d'exception fut célébrée de la manière la plus imposante dans toute l'Allemagne par des fêtes et des réunions dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre. Dans les districts où l'état de siège avait été proclamé les hommes expulsés, dont rien désormais n'empêchait plus le retour, furent le centre de la manifestation.

Il résulte des rapports sur les conséquences de la loi contre les socialistes, publiés vers l'époque de son expiration que environ 1,400 publications furent prohibées pendant la durée de la loi : le nombre des expulsés des districts mis en état de siège était de plus de 900, et environ 1,000 ans de prison et de maison de détention, y compris la prison préventive, avaient été infligés à la suite des divers procès basés sur la loi d'exception ou occasionnés par elle. Ces pénalités se répartissaient approximativement sur 1,500 personnes. Ces chiffres ne donnent qu'un tableau fort incomplet des souffrances endurées par le Parti ouvrier démocrate socialiste par suite et à cause de la loi infâme.

* * *

Le Congrès de Halle donna au Parti une nouvelle organisation ; il déclarait le *Berliner Volksblatt* l'organe central du Parti, en lui choisissant le titre de *Vorwärts* (En Avant !), et terminait les débats par des vivats enthousiastes pour la démocratie internationale, émancipatrice des peuples.

Depuis le Congrès de Halle la réorganisation du Parti, appropriée à la situation créée par l'expiration de la loi d'exception, a occupé surtout l'activité du Parti.

Dans presque toutes les provinces et tous les pays de l'empire des conférences ont été données. Une attention spéciale a été accordée à la presse du Parti. Celle-ci, suivant l'accroissement du Parti, a pris une extension inconnue jusqu'ici. Au commencement du second trimestre de 1891 il paraissait 69 organes politiques, dont quelques-uns comptent plus de 30,000 abonnés et dont l'existence, par leurs propres ressources, est assurée, presque sans exception. Conformément à une résolution du Congrès de Halle, la direction du Parti créa un journal en langue polonaise. A côté de ces organes politiques il y a la *Neue Zeit*, revue scientifique, qui paraît hebdomadairement, ainsi que deux journaux satiriques et une série de journaux amusants et instructifs dont plusieurs sont donnés en supplément par des organes politiques.

De même qu'au parti politique, la disparition de la loi d'exception donna une vie nouvelle au mouvement syndical.

Le phénomène le plus extraordinaire sur ce terrain, c'est la rentrée des mineurs dans le cadre des organisations ouvrières modernes. Ces ouvriers, dont le nombre est de 300,000 en Allemagne, jusque dans ces derniers temps, s'étaient tenus à l'écart du mouvement ouvrier ou ne s'y rattachaient que dans des districts isolés. Cela a changé du tout au tout depuis le soulèvement des mineurs en 1889.

Le mouvement syndical possède actuellement 34 organes.

La manifestation de la fête de Mai a été des plus imposantes cette année. Il est vrai que cette fois encore, eu égard à la triste situation économique, il a été impossible de penser à faire chômer le 1^{er} mai. C'est pourquoi la fraction du Reichstag a donné le mot d'ordre de célébrer la fête le premier dimanche de mai. Donc, le 1^{er} Mai, on ne tint que des réunions populaires ou ouvrières, dans lesquelles on fit des conférences sur la signification de la manifestation du 1^{er} Mai relativement à la journée de huit heures et à la législation de la protection ouvrière internationale.

Mais le dimanche suivant la fête fut célébrée par des processions, partout où elles n'étaient pas prohibées par la police, et par d'autres manifestations du même genre. Partout les ouvriers y participèrent d'une manière imposante. A Hambourg seul, d'après l'évaluation des journaux ennemis, 100,000 hommes prirent part à la procession. Une publication qui parut pour célébrer la fête de Mai fut tirée à un demi-million d'exemplaires.

A titre de phénomène significatif et caractéristique de la situation politique en Allemagne, nous croyons devoir rappeler ici ce fait, qu'à l'occasion d'une élection complémentaire dans la 19^e circonscription du Hanovre, où l'ex-chancelier, le prince de Bismarck, avait brigué le mandat, il ne réussit à triompher de notre camarade, le cigarier Schmalfeldt, qu'au scrutin de ballottage et grâce à la coalition des partis que du temps de sa toute puissance, Bismarck avait combattus à outrance. La circonscription en question est un district entièrement rural, ne comptant pas une seule ville considérable.

Mais que toutes ces luttes exigent des victimes et que les puissances qui nous gouvernent disposent, en dépit de la loi d'exception, de moyens d'oppression et de répression contre notre propagande, les nombreux procès et condamnations de soi-disant droit commun, depuis octobre 1890, le prouvent abondamment, ainsi que des milliers de prolétaires qui, à l'aide des *listes noires* et du *boycott*, sont proscrits et privés de pain.

D'un calcul sommaire, il résulte que du 1^{er} novembre 1890 jusqu'à la fin de mai de cette année, il a été infligé par les tribunaux allemands aux ouvriers, aux rédacteurs et aux orateurs démocrates-socialistes soixante-six ans et onze mois de prison, et 12,758 marks d'amendes.

On le voit, sous le nouveau régime, et bien que délivrés des lois d'exception, nous ne sommes pas encore couchés sur un lit de roses.

Mais que l'on persiste dans ces persécutions ou qu'on les multiplie, le parti démocrate-socialiste allemand ne faiblira pas dans la lutte pour l'affranchissement du prolétariat des chaînes sociales et politiques. Soucieux de ses devoirs envers les camarades de classe comme envers les prolétaires de tous les pays, prêt à se battre et à se sacrifier,

il restera, à l'avenir comme par le passé, toujours et partout à son poste de combat.

ANGLETERRE

Le nouvel unionisme et le socialisme. — Les deux dernières années ont été marquées par une activité des plus extraordinaires. Elles sont, en fait, le point de départ d'une nouvelle ère dans l'histoire du mouvement ouvrier en Grande-Bretagne et en Irlande. Ce mouvement, connu généralement sous le nom de « Nouvel Unionisme », cette tendance, ont été et sont encore sans contredit socialistes. Il est vrai qu'en Angleterre les termes « Parti du travail » et « Parti socialiste » ne sont pas encore conversibles, ainsi qu'ils le sont sur le continent, mais ils le deviennent rapidement, bien que beaucoup de « nouveaux unionistes » soient les premiers à nier énergiquement qu'il en fût ainsi. Il est vrai aussi que le socialisme de — peut-être — la majorité du peuple est vague et inconscient, et que nous n'avons pas, dans le sens où il est pris sur le continent, un parti socialiste. Mais presque tous les *leaders* de ce nouveau mouvement dans le Royaume-Uni sont socialistes, et les termes socialiste et socialisme, qui furent d'abord des termes de blâme et de mépris, sont en voie de devenir la meilleure qualification pour obtenir le respect et la confiance de la classe ouvrière. Ceci est dû au fait que les ouvriers ont trouvé dans les socialistes leurs amis les plus vrais et les plus sûrs. L'enseignement des socialistes et le sentiment de confiance qu'ils ont inspiré ont fait croître chez les ouvriers l'idée qu'ils appartenaient à une classe, et ils ont commencé à comprendre qu'ils vivaient au milieu d'une guerre de classes; cette compréhension les a poussés à créer dans le Royaume-Uni un parti du travail — comme il en existe sur le continent — un parti qui combattrait pour la classe ouvrière contre la classe des patrons; un parti qui s'affirmerait dans toutes les élections parlementaires, aussi bien que dans les élections municipales, paroissiales, etc.

Les Socialistes. — Consciemment ou inconsciemment, le programme socialiste est maintenant celui du « Nouvel Unionisme ». Cependant, comme nous l'avons déjà dit, il n'y a pas « un » parti socialiste en Angleterre. Il y a beaucoup de partis socialistes qui tous, à leur façon, font du bon travail; ce sont des sectes plutôt qu'un parti. Parmi ces partis socialistes, le plus nombreux et celui qui a peut-être plus qu'aucune autre organisation socialiste — avec l'aide de beaucoup de membres qui n'en font plus partie — aidé à répandre les enseignements du socialisme scientifique parmi les ouvriers, c'est la « Fédération Démocratique Sociale ». Il y a ensuite la « Société Fabienne », où se sont réfugiés les gens de la classe moyenne, trop honnêtes pour être satisfaits des conditions présentes de la société, trop instruits pour se jeter dans l'Armée du Salut, trop supérieurs pour s'identifier avec le vulgaire profane. Il y a aussi la Société socialiste de Bloomsbury qui, outre son travail éducationnel, peut revendiquer l'honneur d'avoir pris l'initiative de la démonstration du mois de mai en Angleterre en faveur des huit heures.

Il y a, de plus, un grand nombre d'autres sociétés socialistes, tant à Londres qu'en province, établies dans un but louable, et plus ou moins utiles.

Les *Trade-Unions* ont rendu de grands services et en elles git l'espoir des travailleurs; nous voulons parler des *trade-unions* qui reconnaissent qu'il n'existe aujourd'hui que deux classes : la classe productrice des travailleurs et la classe possédante des patrons.

Le but immédiat de ce syndicat est « d'améliorer la condition matérielle de ses membres; de les élever de l'état de simples bêtes de somme à celui d'êtres humains; de rendre plus gai et plus heureux le *home* de chaque travailleur; d'épargner aux petits enfants la dure, amère et dégradante vie à laquelle ils sont aujourd'hui condamnés; de répartir plus également entre tous les hommes et toutes les femmes les larmes et les rires, le chagrin et la joie, le travail et le loisir. »

L'ancien et le nouvel unionisme. — Il n'est pas nécessaire aujourd'hui d'entrer dans de longs détails au sujet de la puissance immense et de la richesse des vieux syndicats d'artisans. Le bien qu'ils ont accompli ne peut être oublié ni nié. Mais c'est un fait indiscutable que, depuis de nombreuses années, les vieux syndicats ont cessé d'être des organisations actives et militantes, et que la grande masse de l'armée du travail avait été absolument laissée par eux en dehors de toute organisation. Bien plus, le but et l'objet de ces anciens syndicats était de *limiter* le nombre de leurs membres, et ce n'est que tout récemment qu'ils ont commencé à reconnaître que leur politique était un acte de suicide. Depuis la formation des nouveaux syndicats, les anciens ont été poussés à agir de nouveau et ils commencent à admettre que les succès du passé ne les dispensent pas de faire des efforts dans le présent.

Ouvriers agricoles. — Il n'est malheureusement que trop vrai que les ouvriers agricoles anglais sont moins bien organisés qu'ils ne l'étaient il y a quelques années. On a essayé maintes fois et sans succès d'organiser ces travailleurs.

Mais, de jour en jour, cette situation s'améliore, et ces campagnes et campagnardes semblent reconnaître la nécessité de se protéger contre leurs exploiters. Au moment où nous écrivons, nous apprenons qu'il s'organise une nouvelle campagne qui promet. L'agitation est encore trop récente pour avoir déjà un résultat défini, mais on peut au moins dire ceci : c'est que dans un seul comté, 2,000 membres ont été enrôlés en huit semaines.

Prolétariennes. — S'il a été difficile d'organiser les ouvriers agricoles, il a été peut-être plus difficile encore d'organiser les prolétariennes des villes et surtout celles de Londres. La raison ne doit pas en être cherchée bien loin. L'ouvrier lui-même regarde en grande partie la ménagère comme un animal domestique, lui appartenant plus ou moins. Et cependant, durant ces dernières années, la logique inexorable des faits a accompli pour les femmes ce qu'elle a accompli pour les manœuvres : elle leur a ouvert les yeux sur leur vraie situation. Depuis deux ans, des centaines de femmes ont été enrôlées soit

dans des syndicats de femmes, soit dans les organisations socialistes, où, comme nous l'avons déjà dit, elles sont admises au même titre que les hommes.

Fédération des capitalistes — Ici encore les capitalistes montrent la voie aux ouvriers par la solidarité dont ils font preuve et par leurs efforts pour se fédérer. Depuis quelques mois, on entend beaucoup parler d'une « Fédération d'armateurs », instituée dans l'intention avouée de combattre les syndicats en général et la « Fédération des Matelots et des Chauffeurs » en particulier. Le combat entre cette fédération des patrons et celle des ouvriers devient de jour en jour plus acharné. Mais il a déjà eu un admirable résultat : la fédération des travailleurs, qui semblait ne devoir se faire que dans un avenir très éloigné, sera une réalité d'ici peu de temps. Les patrons ont montré qu'en dépit de la concurrence, les intérêts des capitalistes sont les mêmes. Les travailleurs apprennent de la même façon que leurs intérêts, qu'ils soient artisans ou manœuvres, sont aussi communs.

Liberté anglaise. — Cette question des grèves nous conduit à une autre considération. On croit, sur le continent,—et on croyait encore tout récemment en Angleterre — que l'ouvrier anglais avait l'avantage heureux de n'être pas soumis à l'intervention et à la tyrannie de la police. De récents événements ont prouvé trop clairement qu'il n'en est pas ainsi. En voici un exemple : à Plymouth, des grévistes appartenant à divers syndicats de manœuvres ont été poursuivis et condamnés (la cour d'appel n'a pas encore décidé sur leur cas) pour « intimidation », bien que tout leur crime consistât à conseiller à leurs camarades de cesser le travail. Le principal « intimidateur » avait dit : « N'employez ni la violence ni le langage immodéré, mais refusez tranquillement de travailler et rentrez chez vous ». Ce cas très important a été pris en main par le Conseil des Métiers de Londres et sera porté devant les tribunaux les plus hauts. Le secrétaire de ce conseil a prononcé les paroles suivantes : « Si ce qu'on reproche aux grévistes est de l'intimidation légale, punissable d'emprisonnement avec travaux forcés, il est bon que nous le sachions une fois pour toutes. »

La vérité est que, dans toutes les grèves récentes, la police n'est pas seulement intervenue sans raison, mais qu'elle a tout fait pour provoquer des émeutes.

Représentation du travail. — Le trait le plus saillant du « nouvel unionisme » et du mouvement ouvrier est peut-être la grande importance qu'ils attachent à la représentation du travail dans tous les corps publics. La nécessité d'une telle représentation s'était d'ailleurs fait sentir jusqu'à un certain point dans des organisations ouvrières non imbues des doctrines socialistes. Mais il n'y avait eu qu'un petit nombre de grands syndicats du nord et de l'ouest de l'Angleterre — la plupart composés de mineurs — qui avaient mis l'idée à exécution. Le résultat n'a pas donné tout ce qu'on désirait au point de vue de la classe ouvrière, car, à l'exception de deux ou trois députés, tous les prétendus représentants du travail à la Chambre des Communes dépendent de l'un des deux grands partis politiques.

Le résultat le plus important du nouveau mouvement, en ce qui touche la représentation du travail, a été obtenu dans les élections municipales. On considère aujourd'hui comme centres de communes futures, les *Vestries* (corps paroissiaux élus à un suffrage très restreint), les *Boards of Guardians* (conseils d'administration de l'assistance publique), les *County Councils* (conseils généraux), et toutes les autres assemblées administratives qui touchent de près au peuple. Les travailleurs comprennent que ces assemblées doivent s'emparer des monopoles qui sont aujourd'hui sous le contrôle de capitalistes privés; et, pour y arriver, on déploie dans les élections municipales la même activité que dans les élections au Parlement. Dans beaucoup de villes de province, des ouvriers ont été élus comme conseillers de l'instruction publique, conseillers municipaux, etc., à la grande satisfaction des électeurs.

Disons, pour finir, un mot sur l'immense progrès de l'aspect *international* du mouvement ouvrier dans le Royaume-Uni. Pour cela, nous n'avons qu'à citer : les congrès de mineurs, les efforts des Matelots et Chauffeurs pour entrer en communication directe avec leurs camarades de l'étranger ; l'aide financière donnée par les ouvriers d'une nation à ceux d'une autre dans ces derniers mois, par exemple, par les ouvrières dentellières de Nottingham à celles de Calais, par Calais à Manningham, par l'Angleterre au verriers de Lyon, par l'Autriche aux poseurs de briques. Citons enfin, dans tous les pays où la loi le permet, la nomination de secrétaires correspondant avec tous les autres secrétaires internationaux. La loi le défend en Allemagne, en Hongrie et en Autriche, mais la correspondance internationale se fait par l'intermédiaire de personnes en position de la mener à bien.

Conclusion. — Ce qui a été accompli dans la Grande-Bretagne et l'Irlande pendant ces deux dernières années peut sembler minime quand on le compare à ce qui a été fait à l'étranger. Nous n'avons jusqu'à présent qu'un socialiste à la Chambre des Communes, et qu'un socialiste aussi au Conseil municipal de Londres. Mais, dans plusieurs villes de province, de même qu'à Londres, il y a des mandataires de la classe ouvrière dans les assemblées municipales et paroissiales, etc. Nous ne pouvons pas entrer en comparaison avec le million et demi d'électeurs démocrates-socialistes allemands et leurs trente-cinq députés, ni avec le parti ouvrier français.

Mais il y a cependant, enfin, un réel mouvement ouvrier en Angleterre, et ses progrès depuis 1889 sont d'un bon augure pour la formation d'un « Parti du travail », distinct de tous les autres partis. Par-dessus tout, ce qui a progressé au-delà de toute espérance, c'est que les ouvriers reconnaissent qu'ils forment une classe à part et qu'ils comprennent la guerre de classe et l'admission qui en découle, que les travailleurs du monde entier sont solidaires. Chaque nation a et doit avoir sa méthode spéciale et ses moyens spéciaux d'agir. Mais, quels que soient ces moyens et ces méthodes, le but est le même partout : c'est-à-dire l'émancipation de la classe ouvrière et l'abolition de toute classe gouvernementale.

Vive la solidarité internationale du mouvement ouvrier !

DANEMARK

Au premier coup d'œil, il semble que le Danemark manque de ce qu'on peut appeler les conditions « naturelles » pour la formation d'un Prolétariat moderne. Il n'a pas des mines qui réunissent des centaines ou des milliers d'ouvriers. Il n'a pas des grandes propriétés rurales dont la culture exclut tout autre moyen que celui des machines. Il n'a pas des colonies où des marchands peuvent absorber les sueurs et le sang des indigènes, les transformant en capital-argent et marchandises.

C'est pourquoi on croyait assez longtemps en Danemark que ce pays n'était pas, « par la nature », destiné à être un pays d'industrie.

Cependant, un jour les professeurs d'économie politique danois découvrirent que le moyen d'existence principal du peuple danois, l'agriculture, était devenu ou en train de devenir une industrie; que la terre devait être cultivée à l'aide de machines, pour pouvoir soutenir la concurrence étrangère sur les marchés danois même; que les moulins à vent devaient être changés en meuneries à vapeur; et, pis encore, que la production du blé, qui donne du pain à l'homme, devait faire place à la production de la viande et du beurre.

Dans les villes, la petite industrie est remplacée de plus en plus par la grande. Le charbon de Newcastle ne coûte pas plus cher dans les villes danoises qu'à Londres même. Les petites fortunes, qui existaient en grand nombre, se concentrent dans quelques mains, par la création de Sociétés anonymes et des trusts. L'exposition de 1888, à Copenhague, a montré d'une manière indéniable que la production en Danemark, dans la plupart des branches industrielles, était devenue une production de fabrique.

En même temps se montrèrent les symptômes incontestables de la production moderne : les artisans devenus ouvriers de fabrique, la concurrence des femmes et des enfants au marché du travail, le chômage forcé et périodique, les salaires insuffisants, l'augmentation de la masse des non possédants, l'antagonisme des classes, le mouvement ouvrier et enfin le socialisme.

Ce fut au commencement de l'année 1871 qu'un mouvement socialiste commença en Danemark, organisé par trois hommes : Louis Pio, Harald Brix et Paul Geleff. Les principes qu'ils exposaient étaient à peu près les mêmes que ceux des socialistes allemands, et qui étaient défendus par l'Internationale. Leurs attaques contre la société actuelle et leurs revendications pour aboutir à une forme sociale nouvelle, furent présentées dans un langage énergique, encore inconnu en Danemark, qui terrifiait les bourgeois, mais animait les travailleurs. D'une vivacité surprenante, les ouvriers, qui jusqu'alors étaient groupés dans les partis bourgeois, formèrent le nouveau parti, comprenant que celui-là seul devait être le leur.

Mais les défenseurs de la Société actuelle ne dormaient pas non plus. Ils décidèrent d'employer tous les moyens pour tuer ce mouvement. Une occasion se présenta bientôt : Les ouvriers maçons avaient cessé le travail; les leaders socialistes se proposèrent d'aider cette grève par une réunion publique, et dans ce but engagèrent les ouvriers de Copenhague à se réunir sur le champ de la ville, le 5 mai 1872,

pour discuter non seulement cette grève, mais aussi la situation générale des travailleurs. Quoique cette réunion fut parfaitement légale, les autorités la défendirent et mirent en prison les chefs, qui furent condamnés aux travaux forcés. En même temps, l'Internationale fut interdite en Danemark.

Il y avait des hommes, comme l'ébéniste Sophus Phil, — qui plus tard fut obligé d'émigrer en Norvège, — qui essayaient de tenir le mouvement sur la même voie, mais la réaction générale en Europe, ainsi que la situation politique spéciale en Danemark, l'en détournèrent de plus en plus, et peu d'années après, le mouvement ouvrier était entré dans l'opposition politique générale. Un des organisateurs du mouvement essaya bien d'empêcher ce changement de front, mais les hommes nouveaux et la situation générale étaient plus forts que lui. La question politique l'emporta sur la question principale du socialisme, mettant celui-ci au second rang. Pendant des années, l'agitation pour le socialisme moderne et révolutionnaire a été remplacée par l'agitation politique générale et syndicale.

Par l'interdiction de l'Internationale et l'emprisonnement des chefs, la situation fut critique pour l'organe du Parti. Les Chambres syndicales furent la base du mouvement. Cela avait l'avantage de porter la théorie de la question sociale en contact direct avec la vie pratique des travailleurs; d'un autre côté, les ouvriers qui n'étaient pas socialistes ne voulaient pas entrer dans les Chambres syndicales socialistes, tandis que les socialistes dont le métier n'était pas organisé, avaient besoin d'union aussi; une organisation indépendante des professions était nécessaire, et, en 1878, la Fédération sociale démocratique fut fondée; celle-ci fut le centre, d'où on pouvait prendre part à la lutte politique générale, qui de plus en plus absorbe le mouvement.

Pendant les combats constitutionnels, en 1883-84, et plus tard, lorsque le radicalisme bourgeois trompait les peuples, le Parti se perdait tout à fait dans ces querelles entre les fractions bourgeoises. Il prit non seulement le parti absolu d'une de ces fractions, mais il conclut avec lui des alliances et des ententes réciproques, ce qui dure encore, et ce que les hommes principaux du Parti déclarent vouloir continuer aussi longtemps qu'ils espèrent en pouvoir tirer profit.

En juillet 1877, le Parti tenait son premier Congrès à Copenhague. Il comptait 7,000 membres. Le programme que les social-démocrates allemands-unis avaient adopté en 1876, à Gotha, fut adopté comme le programme du parti ouvrier danois, mais on y ajoutait des paragraphes qui montraient qu'on n'était pas bien éclairé sur les tendances principales du programme. Ainsi on ajoutait la demande que « l'État devait acheter toutes les terres qui étaient à vendre, pour les louer aux petits agriculteurs et laboureurs. »

Au commencement de 1877, le Comité exécutif lança une invitation aux travailleurs pour prendre part à une grande émigration, pour fonder une colonie socialiste au Kansas (Amérique du Nord). Plus tard on demandait au gouvernement et au parlement des fonds (200,000 couronnes), pour aider les ouvriers sans travail à émigrer. Ce fut ainsi qu'on pensait avancer la solution de la question sociale.

Au Congrès suivant, qui avait lieu en 1888, la non conformité avec les principes socialistes se montrait plus clairement. Déjà dans l'invi-

tation à la participation au Congrès il était dit : « Il faut surtout faire des efforts pour avoir des réformes pratiques, qui tendent à améliorer le sort,, de la petite bourgeoisie. »

Mais une opposition se constitua en parti socialiste révolutionnaire avec l'*Arbeideren* comme organe. Notre activité a été propagandiste, et notre agitation a porté des fruits, ce qui démontre qu'une vue plus moderne sur la question sociale s'est étendue dans le mouvement ouvrier du Danemark.

Parmi les questions où nous avons été les plus engagés se trouve la démonstration du 1^{er} Mai pour les Huit Heures.

Au 1^{er} Mai 1890, la démonstration fut générale, et le travail cessa dans la plupart des ateliers. Ce jour fut fêté de différentes manières. De notre côté par une démonstration dans les rues de la capitale. Toute procession ayant été défendue, sept de nos amis furent condamnés à une amende. L'année dernière les « Social démocrate » ne voulaient plus du 1^{er} Mai, en disant que le Congrès de Paris n'avait dit en rien que la démonstration devait avoir lieu en 1891.

Nous cherchions à organiser une démonstration quand même, et nos amis traversèrent la ville portant sur leurs chapeaux des bulletins réclamant les Huit Heures. Les ouvriers des deux plus grandes villes de la province fêtèrent aussi le 1^{er} Mai.

Au mois d'août 1890, nous prîmes part à un Congrès scandinave, tenu à Christiania, composé de 102 délégués. A l'ordre du jour figurait : *Les moyens à employer pour obtenir les Huit Heures.*

Le Congrès adopta la résolution suivante :

« Le Congrès en rappelant les résultats de la démonstration du » 1^{er} Mai 1890, recommande de répéter la démonstration, comme moyen » effectif d'amener une diminution des heures de travail, spécialement » si ces démonstrations sont combinées avec une cessation générale » de travail, et non pas seulement de simples expressions d'opinions. »

L'année passée nous avons fait, parmi les ouvriers sans travail, une agitation qui avait jusqu'alors été négligée. Par un grand nombre de réunions, nous réunissions une grande masse d'ouvriers sans travail, qui, parmi eux, nommaient un Comité pour présenter les demandes des ouvriers sans travail au Parlement et à la Municipalité, l'assistance directe et le commencement des travaux municipaux, exécutés avec le système des Huit Heures.

Dans cette agitation, les ouvriers sans travail n'eurent d'autre appui que le nôtre. Les « Social démocrate » restaient muets sur cette question, et leur journal n'en parlait pas : mais à la fin il insultait même le mouvement. Quoique les réunions et les démonstrations fussent tout à fait dignes et tranquilles, le *Social démocrate* disait que l'agitation était mise en scène pour faire tapage dans les rues.

Les plus grands obstacles pour notre agitation socialiste, nous les rencontrons chez ceux qui s'appellent « Social démocrate. » Tous les moyens sales dont la presse capitaliste a usé contre les socialistes, nous les retrouvons chez eux contre nous.

Néanmoins nous continuerons de tenir haut le drapeau rouge du Socialisme international et révolutionnaire.

Le délégué : NIC.-L. PETERSEN.

HOLLANDE

« Le mouvement révolutionnaire en Russie triomphera comme mouvement ouvrier ou il ne triomphera jamais », ainsi s'exprimait Plechanoff jeudi, le 18 juillet 1889, à l'occasion du Congrès international des ouvriers à Paris. On peut appliquer à la Hollande ce que ce délégué disait à ce propos de la Russie. Depuis le jour où notre délégué Domela Nieuwenhuis discuta la situation des ouvriers hollandais, aucune amélioration ne s'est encore présentée dans la marche générale des affaires. Les ouvriers sont toujours encore privés du droit de vote et par conséquent l'occasion leur manque de faire valoir directement leur influence dans les questions politiques du pays qu'ils habitent. Pourtant les efforts des ouvriers avaient pour effet immédiat que ceux-ci extorquèrent aux conservateurs les plus acharnés, craignant des manifestations plus violentes, des promesses concernant le développement du droit de vote. Et les ouvriers convaincus de leurs forces se feront un devoir constant de revendiquer ce droit.

La classe riche appelle souvent la situation économique des ouvriers hollandais une situation enviable. On demandera pourquoi alors elle ne change pas de condition avec les ouvriers. Un aperçu des salaires et de la vie de ces derniers répond à cette question.

Comme on sait, la Hollande pendant beaucoup d'années occupait le premier rang en agriculture. La position des campagnards est en général terriblement empirée. La plupart des champs n'appartiennent plus que de nom au cultivateur; effectivement ils sont la propriété du notaire, des banques hypothécaires, etc. Les gros capitaux absorbent peu à peu tout, ici comme partout ailleurs. Pour prouver cela nous rappelons le fait que le montant des dettes hypothécaires qui était en 1867 de 462 millions de florins, est maintenant de 1,080 millions, ainsi plus que le double en 20 ans. La position des ouvriers a baissé naturellement aussi. D'après un rapport, rédigé par une commission nommée par le gouvernement, la moralité des ouvriers est bonne quoiqu'ils paraissent ne pas pouvoir faire des économies. Cette épargne est le cauchemar de la bourgeoisie qui, vivant elle-même de grandes fortunes, insiste que les ouvriers économisent encore de leur pauvre salaire. Beaucoup d'ouvriers, ajoute le rapport, sont tourmentés par des maladies. Les enfants meurent très jeunes par la mauvaise nourriture, ou s'ils restent en vie ils sont retirés en trop bas âge aux soins des parents; c'est bien naturel, car ceux-ci, pour pouvoir vivre, doivent tous les deux aller au champ et ne peuvent donc pas surveiller les petits. Leur manière de vivre est simple, voire même quelquefois sobre et restreinte. Le travail est souvent excessivement long. Les salaires varient de 1.80 fl. — 4.50 fl., avec pension, par semaine, ou de 3 fl. — 9.50 fl. sans pension; les heures du travail durent de 9—14 heures et dans beaucoup de contrées depuis le grand matin jusqu'au soir. Il faut pourtant remarquer que de tels ouvriers ne peuvent travailler qu'une partie de l'année et que par conséquent les salaires ne peuvent pas servir de module pour le salaire d'une année. Telle est la situation (du moins d'après le compte rendu du gouvernement) des valets de ferme à demeure. Celle des ouvriers auxiliaires est qualifiée absolument malheureuse. La pauvreté augmente proportionnellement. La grande

masse de ces ouvriers doit travailler pour un salaire variant de 30—80 cents (60 centimes à fr. 1.60) par jour.

Le rapport officiel doit être complété pourtant. Il résulte des recherches, faites en Frise par exemple et publiées dans une brochure, *La situation des ouvriers en Frise*, par le parti populaire de la Frise, que la journée de travail pendant la moisson et la fenaison dure comme règle 17 à 18 heures. Dans les localités où le bétail donne le moyen de subsistance, la journée dure, en été, 17 à 18 heures, en hiver, 14 heures. Il est vrai qu'on ne travaille pas pendant toute la journée, mais les ouvriers doivent rester dans les localités et ont, tour à tour, du travail à faire. Pour les repas on interrompt l'ouvrage pendant quelques moments, comme à l'époque de la moisson. Si la terre à cultiver est située loin de la ferme, le faneur dresse sa tente recouverte de toile et demeure à la campagne pendant toute la semaine.

Les salaires, d'après ce rapport, sont encore pires que le compte rendu gouvernemental ne le dit. Dans quelques contrées les ouvriers gagnent, en été, 5 à 7 cents (10 à 14 centimes) par heure; en hiver, 3 cents par heure; les femmes 4 à 4 1/2 cents par heure. Jamais les salaires ne dépassent 6 fl. par semaine en été; en hiver, 3 fl. par semaine, sans parler encore de ceux qui ne gagnent rien.

Ajoutons que l'achat forcé à la boutique des patrons leur ravit une bonne part du salaire si péniblement gagné. Les patrons, à la campagne, tiennent ordinairement une boutique où l'ouvrier peut acheter ses provisions. (*Peut* doit être remplacé par *doit*). En vérité, il n'est pas libre d'acheter où il veut, car quand il ne va pas chez le patron, il est sûr d'être bientôt renvoyé. Et celui-ci vend toutes ses marchandises à des prix beaucoup plus élevés que les meilleurs magasins.

Et quoiqu'il y ait déjà trois ans que le seul député socialiste D. N. présenta à la Chambre un projet de loi contre cet achat forcé à la boutique et qu'il en attend la discussion, la loi n'est pas encore promulguée, et le projet disparaît parce que celui-ci pas n'a été réélu. De même le contre-projet du gouvernement a été éliminé parce que le ministère sortira bientôt. Provisoirement les choses restent où elles en étaient.

Les soi-disant rapports officiels donnent, d'après des avis non officiels, des prix trop bas pour les salaires dans des provinces autres que la Frise, ce qui d'ailleurs ne doit pas paraître étonnant. Le point sur lequel tous sont d'accord c'est que le travail des enfants a atteint une hauteur terrible. A quelques périodes de l'année les écoles sont presque dépeuplées, parce que les enfants font le travail aux champs. On peut taxer en quelque sorte les salaires payés aux enfants d'après ceux des adultes. Il faut pourtant dire encore que dans quelques endroits les enfants rentrent chez eux avec 25 cts. par semaine, salaire pour lequel ils doivent être occupés tous les jours au travail. Pour les travaux des champs, de même que pour les travaux dans les tourbières, on peut employer les enfants sans aucune restriction dès le plus bas âge. Si la position des ouvriers campagnards est bien déplorable, celle des ouvriers dans les fabriques n'est pas non plus couleur de rose. Il résulte des recherches faites par ordre du gouvernement que les communications des socialistes depuis de longues années sur l'état misérable de beaucoup d'établissements industriels étaient vraies. Malgré tous les obstacles, les rapports de la commission ont

montré que les heures du travail sont en général trop longues, que comme règle on travaille 12 à 16 heures par jour. Il y a des fabriques où l'on travaille de 9 heures à minuit. On peut estimer à environ 7.50 fl. la moyenne des salaires dans les tisseranderies ; la journée est ordinairement de 11 heures.

Les ateliers et les fabriques, en Hollande, ne suffisent pas au point de vue hygiénique, même aux règlements les plus primitifs. Dans la plupart on n'a pas suffisamment eu soin de l'aérage ni de la purgation des exhalaisons sales et malsaines, de sorte que l'ouvrier en éprouve encore les suites fatales. La nomination d'inspecteurs de fabrique, par le gouvernement, a fait bien de la sensation, mais ceux-ci n'ont pas la sympathie des ouvriers, parce qu'ils sont notoirement incapables d'exécuter leur tâche importante et encore ils sont trop peu nombreux pour surveiller le tout convenablement.

Une situation des plus misérables est celle des gens qui, par leur travail, aident à garantir du froid pendant l'hiver. Les travailleurs de la tourbe, en Frise surtout, mais aussi dans les autres contrées tourbières, mènent une vie qui est tout simplement impossible à décrire et si l'on reçoit, étant soi-même ouvrier, des lettres de ces malheureux, on ne sait vraiment pas que faire : maudire la société qui occasionne la possibilité de semblables situations ou plaindre les malheureux qui tombent si docilement comme victimes. Les ouvriers des marais tourbiers travaillent généralement 4 1/2 jours par semaine et gagnent en ce temps 7 fl. ou 8 fl. ; ces jours-là on travaille, en moyenne, 15 heures par jour. Les habitations, pendant l'extraction de la tourbe, sont des hangars ! La paille forme le coucher des hommes pendant la nuit, ils se glissent alors sous des couvertures de cheval. La nourriture est composée de farine délayée avec de l'eau puisée à la mare tourbière, ou des pommes de terre dans l'huile ou du suif et encore du pain de seigle. La position des mineurs dans les autres pays est préférable encore à celle de nos travailleurs de la tourbe. Bref, leur travail est indigne de l'homme ; aussi ils sont usés avant l'âge. Leurs mains ressemblent à des griffes ; leur dos est courbé vers la terre comme si c'étaient des quadrupèdes.

Un tableau très saisissant s'est encore déroulé ces jours derniers devant le peuple hollandais par l'exposé de la situation du personnel des chemins de fer. Le travail fatigant, la longue journée et les salaires dérisoires forcèrent ces esclaves à se coaliser dans l'espérance qu'ils pourraient, par des démarches collectives, obtenir de meilleures stipulations de salaire pour l'avenir. L'association se forma et travailla en secret : c'est-à-dire tous les membres sont numérotés et n'ont pas besoin par conséquent d'être connus.

Les agitations socialistes donnèrent surtout une impulsion pour l'union des travailleurs. En Frise s'est formé un parti d'ouvriers campagnards, nommé Confiance fraternelle, qui travaille énergiquement à l'union des ouvriers disséminés.

La propagande socialiste devint ensuite la cause de la fondation des sociétés de professeur. Une d'elles, renfermant des socialistes et des non-socialistes compte déjà un grand nombre de sections et propage énergiquement les théories démocratiques. L'autre, est une association

de professeurs purement socialistes et tâche de répandre ses principes oralement et par écrit. Celle-ci publie un journal paraissant une fois par mois. La plus forte association que l'on peut regarder comme un effet résultant de la propagande des socialistes, c'est le syndicat des chemins de fer; celle-ci compte bien plus que la moitié de tous les employés de chemins de fer parmi ses membres et, travaillant en secret, elle publie un journal bi-mensuel, *le Signal*, dont on ne connaît pas la rédaction et où l'on indique par des numéros seulement qui est l'auteur d'un article quelconque.

Ces jours derniers s'est fondé aussi un syndicat du personnel des postes et des télégraphes. Ce syndicat érigera aussi des sections par tout le pays. Dans la courte période de son existence elle a fondé deux sections.

Le parti démocrate socialiste a un organe le *Droit pour tous*, feuille quotidienne et la *Tribune du peuple*, journal hebdomadaire. En outre, dans différents endroits sont publiés les journaux hebdomadaires : le *Radical*, *Droit au but*, la *Cause du peuple*, la *Cloche*, l'*Ami du peuple* et le *Journal du peuple*; le *Journal populaire* de la Frise qui paraît deux fois par semaine; un journal humoristique le *Socialiste*. Ensuite les divers syndicats publient encore le *Signal*, de l'association des employés des chemins de fer; le *Cigariier*, le *Charpentier*, l'*Ouvrier en stuc et en pierre*, le *Professeur*. La propagande socialiste en Hollande a donc achevé, malgré tous les obstacles, ce qu'elle devait savoir réveiller chez l'ouvrier : l'instinct de ses aptitudes.

La manifestation de Mai eut des résultats magnifiques.

A Amsterdam comme à la Haye, dans la Twenthe industrielle comme dans la Frise agricole, à Groningue comme dans les tourbières la journée de huit heures fut fêtée avec enthousiasme. Une seule devise pour le même jour et dans toutes les parties du monde — c'est un événement qu'on n'a jamais vu et qui nous fait espérer beaucoup pour l'avenir.

La manifestation brillante du suffrage universel en atteste aussi ; on la tint en Mai à Amsterdam pour les élections générales. On compta entre les 40 à 50,000 manifestants et certes cela prouve ce qui vit et ce qui s'agit dans le peuple.

Nous ne reconnaissons ni maîtres, ni disciples — mais tous liés par les mêmes devoirs, ayant droit aux mêmes avantages, nous collaborons au grand but que la démocratie socialiste se propose d'atteindre.

Ce que nous faisons quelquefois pour obtenir cette coopération, pour achever la propagande, nous le faisons comme moyen et non comme but. Nous autres, Hollandais, croyons que la délivrance n'est pas à acquérir par la voie parlementaire; aussi nous ne nous soucions pas beaucoup des débats parlementaires.

Certes, nous voulons employer les élections tout aussi bien que la tribune de la Chambre si l'on peut les faire servir à notre cause, mais jamais ce ne sera pour nous qu'un moyen, un moyen dangereux même, parce que en cas de la réussite surtout, on devra redouter les aberrations, danger que le prolétariat sentant son individualité, peut écarter par une critique sévère et un contrôle sur les élus.

Ainsi, bien que nous participions quelquefois à ouvrir par la coo-

pération des ressources desquelles coulent vers nous les fonds, jamais on ne nous engagerait à ce que nous sacrifions la cause invisible au profit de résultats palpables.

Le drapeau, sous lequel nous combattons, déploie sa couleur pour toutes les nations. De même nos principes sont un, notre lutte est une; aucune différence de race ou de pays, ou de religion, ou de couleur ne peut nous séparer puisque nous sommes indissolublement liés par les mêmes souffrances que nous connaissons tous. Que personne ne tremble de peur, mais travaillons ensemble à notre émancipation! Vive le socialisme international!

ROUMANIE

Le Socialisme collectiviste, en Roumanie, n'est pas une doctrine professée par un petit nombre, mais le programme d'un parti justifié par les conditions économiques du pays. En Roumanie, il n'existe qu'une industrie commençante et, par conséquent, un prolétariat industriel peu nombreux; mais nous avons, avec des formes politiques libérales-bourgeoises, une grande propriété terrienne, vrai *latifundia* — et un prolétariat agricole comptant plus de 4 millions de paysans.

La Roumanie étant un pays essentiellement agricole, les paysans y sont, parmi les travailleurs, la catégorie la plus importante et la plus nombreuse. L'état économique et social de cette catégorie de travailleurs a été déterminé par la manière même dont s'est effectué le passage du féodalisme (*iobagia*) à l'Etat bourgeois et puis par la manière dont on a fait la première distribution des terres aux paysans (*Loi de 1864*).

La petite bourgeoisie, composée de différents métiers, de commerçants-boutiquiers, boulangers, bouchers, y était plus puissante, sans toutefois représenter une force suffisamment grande pour amener à elle seule quelque changement appréciable dans l'ordre de choses existant; ce qui a déterminé la victoire des institutions féodales, ce ne furent donc pas les conditions intérieures du pays, mais les circonstances extérieures; ce n'est pas la bourgeoisie roumaine qui a vaincu les *féodaux roumains* (les *boyards* et les *ciocoi*); c'est la bourgeoisie triomphante dans l'occident de l'Europe qui a assuré la victoire à la bourgeoisie roumaine, relativement très faible, sur la féodalité (*boerimea*) roumaine, relativement très forte.

..... Jusqu'en 1874, le socialisme n'existait pas dans le pays, le mot même y était inconnu. D'ailleurs, les conditions économiques qui l'auraient pu y faire naître n'existaient pas, aussi, l'action socialiste ne pouvait commencer par la Roumanie.

Le socialisme européen y fut importé des pays occidentaux, non pas directement, mais par l'intermédiaire de la Russie.

..... En 1881, le 18 mars, les socialistes de Jassy décidèrent de célébrer par une manifestation l'anniversaire de la Commune de Paris. Les préparatifs en furent connus par la police.

Le consul de Russie à Jassy en eut vent; il protesta auprès du gouvernement roumain, sous prétexte que cette manifestation, faite

en partie par les émigrants russes six jours après l'exécution du czar Alexandre II, semblait approuver les terroristes russes. Le gouvernement libéral fit interdire la manifestation. Les réfugiés russes furent arrêtés et expulsés; quant aux socialistes roumains, ils eurent à subir les perquisitions du parquet et les persécutions du gouvernement. Les frères Nadejde, professeurs au Lycée National, furent destitués; des étudiants, compromis dans le mouvement, exclus de l'Université. Telle fut l'inauguration des persécutions dirigées contre le socialisme roumain.

L'année 1884 est une date importante dans l'histoire du développement de notre socialisme. Il a été dit comme quoi les socialistes, abandonnant les formules anarchiques, évoluaient rapidement vers le socialisme scientifique européen. En 1884 apparut à Jassy la *Revista sociala*, revue placée sous la rédaction de Jean Nadejde, et dont la partie théorique fut écrite par le marxiste roumain C. Dobrogeanu-Gherea.

Cette revue, telle qu'elle était écrite, n'influença que les cercles cultivés. Il est évident que ceci était un grand inconvénient, car, la grande majorité du public, n'ayant pas une instruction suffisante, ne pouvait, par cela même, saisir les théories exposées et était ainsi placée hors cadre de la propagande socialiste. Cette lacune fut comblée par l'apparition d'un journal quotidien *Drepturile Omului* (les droits de l'homme) publié à Bucharest. Ce journal fut créé par le cercle de Bucharest, grâce à l'intelligence et à l'activité duquel le journal devint l'heureuse expression du parti socialiste, popularisant ainsi les théories exposées dans la *Revista sociala*. Dirigé par des avocats, des journalistes et des étudiants il fut très bien accueilli, non seulement par les intéressés, mais ce qui plus est, par la petite bourgeoisie. Malheureusement de grandes difficultés matérielles étant survenues, le journal cessa de paraître.

La première manifestation de l'activité pratique de notre parti se traduisit par une vive agitation parmi les paysans, faite par le cercle socialiste de Jassy, grâce surtout à notre infatigable ami J. Nadejde. Cette agitation, commencée en 1887, tâcha d'intéresser et d'attirer les paysans en s'occupant de leurs intérêts immédiats, c'est-à-dire en demandant l'application des lois agraires. Ces lois, faites du temps de C. A. Rosetti, avaient un caractère favorable aux paysans, mais, grâce à la pression exercée par les intéressés, l'administration communale les cacha dans ses cartons, et elles restèrent ignorées.

L'agitation socialiste eut le mérite d'en faire prendre connaissance aux paysans, aussi ses succès furent remarquables. L'affluence des paysans venus à Jassy pour réclamer du terrain fut grande. On se vit forcé de créer un club de travailleurs, en même temps qu'un journal hebdomadaire, *Muncitorul*, destiné spécialement à la propagande parmi ceux-ci. C'est au club, au milieu des travailleurs, que les socialistes apprirent à ceux-ci la véritable cause de leurs maux et le moyen de faire triompher leurs justes revendications. Rien de ce qui les intéressait ne fut négligé, et ces mêmes paysans, avec lesquels boyards et bourgeois s'étaient depuis longtemps habitués à ne plus compter, comprirent l'agitation socialiste et permirent de jeter les fondements du nouveau parti politique des travailleurs. Une propa-

gande identique se fit à Roman, notamment par V. Mortzun, actuellement député du parti. La propagande se répandit rapidement à Bacau, Vasloui, Poutna, etc. Les effets de cette agitation se traduirent, à Roman, par l'élection de Mortzun et son envoi au parlement roumain. En la même année, après la chute du gouvernement de Jean Bratiano, après les révoltes agraires, Jean Nadejde devint le mandataire du troisième collège de Jassy (*collège des paysans*), et cela malgré l'odieuse pression de l'administration. Les Chambres ayant été dissoutes, V. Mortzun se présenta encore une fois devant les électeurs et cette fois-ci, il devint le mandataire du troisième et du deuxième collège (*collège de la petite bourgeoisie et des professions libres*) et vint ainsi siéger au parlement à côté de Nadejde. A Bucharest, l'avocat socialiste C. Mille et les socialistes de l'endroit réussirent à former un club qui devint le centre du socialisme roumain, surtout après les élections dont nous avons parlé.

La capitale étant la ville la plus industrielle du pays, forcément le socialisme y prit le caractère qu'il a en occident. Autour de ce club se créèrent des syndicats corporatifs : selliers, cordonniers, typographes, etc. Une des particularités du club des travailleurs de Bucharest consiste en ce que ce club compte beaucoup d'ouvriers étrangers. Ces travailleurs, pour la plupart des pays environnants ne se fixent pas à Bucharest, mais, après un certain temps, retournent dans leur pays emportant avec eux, pour les propager parmi leurs concitoyens, les théories socialistes qu'ils ont acquises. On peut dire la même chose pour la jeunesse étrangère (*Serbes, Bulgares, Grecs*) qui vient étudier aux facultés de Bucharest; de cette manière, Bucharest devient le foyer du socialisme en Orient.

Actuellement, le parti socialiste roumain, Parti du *Muncitorilor*, possède trois clubs principaux : à Bucharest, Jassy et Galatz, et compte beaucoup d'adhérents dans d'autres centres comme Roman, Braïla, Ploesti, Focsani, etc. Signalons aussi le club des étudiants socialistes roumains de Paris, qui a fourni plusieurs militants au parti.

Toute l'activité des socialistes roumains peut se résumer ainsi :

1° Propagande socialiste théorique, au moyen de conférences, de brochures et d'un journal hebdomadaire, *Munca* ;

2° Organisation politique des travailleurs, afin : (a). — D'obtenir les droits politiques qui leur manquent, notamment le suffrage universel. (b). — Obtenir l'amélioration matérielle immédiate de leur sort

3° — Organisation des travailleurs pour le but final qui est l'émancipation des ouvriers de l'esclavage politique et économique.

L'efficacité de la propagande socialiste en Roumanie est démontrée par la manière dont a été célébrée la fête du 1^{er} mai. Pour se conformer à la décision du Congrès international de Paris (1889), où le socialisme roumain fut représenté par cinq délégués, on célébra le 1^{er} Mai à Bucharest, Galatz, etc.; trois mille personnes en 1890, plus de quatre mille en 1891 y prirent part, rien qu'à Bucharest. Ces chiffres, bien modestes pour une ville de l'occident, sont chez nous rarement atteints dans des manifestations ayant un autre caractère.

Après quinze ans de lutte acharnée, et surtout dans les dernières années, le socialisme roumain parvint à avoir ses clubs, sa littéra-

ture et un parti politique auquel les vieux et les jeunes partis bourgeois n'hésitèrent pas à proposer des alliances électorales. Ce parti a déjà envoyé dans le parlement roumain des représentants et forcé l'opinion publique à reconnaître l'existence du socialisme roumain, et aujourd'hui ce même public l'admet comme un fait naturel, lui qui, il y a quinze ans, ignorait ou méprisait les hommes et les choses socialistes. Chaque village a son noyau socialiste ; dans les villages les plus retirés, les paysans en connaissent l'agitation, dans de nombreuses communes, ils posent des candidatures socialistes qui ont chaque jour un succès en plus à compter. Evidemment le parti, trop jeune et rencontrant d'énormes difficultés, ne saurait avoir sur le pays une influence prépondérante. Pourtant, les résultats obtenus sont encourageants et permettent aux socialistes roumains d'être une minime fraction de la grande armée du socialisme international.

UNE PAGE DE MÉMOIRES INÉDITS

A Emile Zola.

. J'avais pris cette fois, toujours au faubourg Germain, une petite chambre garnie au troisième et dernier étage du numéro 3 de cette modeste rue des Canettes, où trônait alors madame Cardinal en son « Cabinet de lecture », le dernier des « Cabinets de lecture ». Dès qu'un livre nouveau avait paru le matin chez Souverain ou Renduel, toute la pléiade romantique s'abattait là, et c'était à qui le dévorerait le premier. La bonne dame nous fut souvent propice.

Juste en face de moi, dans un autre petit hôtel meublé, perchait Mürger, Busquet, Vitu, Fauchery, qui délivra plus tard avec moi la Pologne, tous gens de compagnie joyeuse et même de gaieté un peu formidable. L'ami Champfleury y venait souvent, sans y demeurer. Comme il faisait dès lors dans la faïence, il s'était mis dans ses meubles, à côté, rue du Cherche-Midi ; mais déjà je n'étais pas précisément d'accord avec lui sur sa littérature.

La rue étant étroite, il nous était commode de causer de fenêtre à fenêtre — on en entendait de belles ! — et de nos petites affaires, et de mesdemoiselles Anna (nous traversions à ce moment une série d'Anna), et du cours de notre bourse qui n'avait rien de commun avec le monument de la rue Vivienne, — mais surtout d'esthétique, la grosse question d'alors, toujours première inscrite à notre ordre du jour en ces temps d'innocence.

Je n'avais qu'un pas à faire et la rue du Four-Saint-Germain à traverser pour aller prendre mon repas, quand je le prenais, dans l'échoppe d'un gargotier enfumé de la rue des Ciseaux, tout à côté de la vieille prison de l'Abbaye, encore à moitié debout.

En ce temps-là, les gargotiers ne s'étaient pas avisés d'inscrire somptuairement : CRÈMERIE sur les boutiques où ils vendent du vin et de l'eau-de-vie.

Aujourd'hui l'Abbaye, démolie, a fait place à des maisons de « rapport. » La rue des Ciseaux est morte : ils l'ont appelée « rue Gozlin » (?) — Léon Gozlin, au moins ! — Morte aussi depuis longtemps et enterrée, la bonne maman Cardinal ; Mürger est mort ; notre — si vivant alors ! — Fauchery dort à deux mille lieues de la rue des Canettes, sous la terre du Japon ; le poète des *Heures*, Busquet, est libraire, et Vitu, qui avait tant d'esprit, s'est fait bonapartiste. Seul je survis

Le plus considérable et le plus considéré des cinq ou six fidèles de la gargote était un vieux bonhomme tout sec qu'on appelait avec déférence « Monsieur Macard » ou Macard, jamais le père Macard.

Ce vieux Macard n'était pas sans titres au respect général. D'abord son âge ; ensuite il était né dans cette même rue des Ciseaux où ses parents étaient morts, où il achevait de vivre sans l'avoir jamais quittée plus d'un jour et dont il connaissait l'histoire en détail depuis deux générations au moins. Enfin, il représentait parmi nous, oiseau rare ! le parti des rentiers, c'est-à-dire qu'il avait eu la prudence et la résignation, tout le long de sa longue vie d'ouvrier, de se mettre de côté une réserve de quelques trois francs, je suppose, ou trois francs cinquante par jour pour le temps où il ne pourrait plus travailler de son métier d'éperonnier, ainsi dénommé parce qu'on y fabrique à perpétuité des boucles de ceinturon.

C'était une petite fortune en effet, trois francs par jour, dans ce milieu et par un temps où le liard comptait sérieusement dans la monnaie courante ; où le pain de quatre livres ne nous coûtait pas plus de huit sous : où les marchands à petites voitures assourdissaient les rues avec leur chasselas de Fontainebleau — très authentique, s'il vous plaît ! — à douze sous le panier, trois sous la livre ; où, pour un sou, la marchande du Pont-au-Change nous délivrait une livre, gras-pesée, de bonnes pommes de terre à l'étuvée, toutes chaudes !

Mais ce qui valait principalement à ce brave « Monsieur Macard » la considération générale, c'était sa gravité bienveillante, son humeur toujours égale, son infinie douceur, son esprit de modération en toutes choses ; et, pour ne rien omettre, c'était aussi sa tenue toujours parfaite en son éternelle redingote bleu-de-roi, vieux drap honnête que les dimanches avaient renoncé à user et que son digne propriétaire arborait « à tous les jours » depuis qu'il avait renoncé au travail ou que le travail avait renoncé à lui.

Bien qu'il parlât peu et qu'il ne se livrât guère, M. Macard

m'avait gagné. C'était un bonhomme, un homme respectable, dans le vrai sens du mot, et il avait vu tant de choses ! Je ne négligeais aucune petite occasion de lui témoigner ma déférence et surtout d'aller planter mon « bœuf aux choux » à côté de son assiette.

Je passais un soir d'été, jour encore, devant notre petite gargote. M. Macard, assis comme un habitué sur une chaise devant la porte, prenait le frais, très relatif, de la rue des Ciseaux. Je lui dis bonjour, en lui proposant de venir avec moi jusqu'aux quais. Il accepta, « histoire de se dégourdir un peu les jambes, » — et nous voilà remontant vers la rue Sainte-Marguerite.

Nous nous trouvâmes un moment tous deux le nez levé vers la petite fenêtre carrée à gros barreaux de fer rouillé qui plongeait de la vieille Abbaye sur la rue des Ciseaux.

— C'est égal ! les pauvres gens qui se trouvaient derrière ces barreaux-là ont passé un rude quart-d'heure aux massacres de Septembre !

Monsieur Macard s'était arrêté court :

— Qui appelez-vous « les pauvres gens ? » me demanda-t-il.

— Mais les victimes de cette abominable tuerie.

Le vieillard me regardait fixement, un peu plus pâle que d'habitude, et son œil terne paraissait se ternir encore, comme s'il voyait non en dehors mais en dedans..... — Il resta muet un instant, puis, reprenant mon bras et se remettant en marche, il me dit, très gravement :

« — Assurément le sang répandu sera toujours une chose abominable ; mais il faut savoir avant de plaindre, et il faut savoir avant de condamner. Regardez bien cette fenêtre, jeune homme ! — et je vais vous dire ce que j'y ai vu de mes yeux et de mes oreilles entendu...

» J'avais juste seize ans moins deux mois, reprit le vieux Macard, au trente août mil sept cent quatre-vingt-douze, étant né le trente juin mil sept cent septante-sept.

» J'étais donc bien jeune. Mais les événements de ce temps-là vous mûrissaient vite et ils étaient de ceux qui laissent leur empreinte assez profonde pour qu'elle dure. Encore faut-il dire que je vivais avec mon père, à côté de qui je travaillais du même métier sans nous séparer jamais. Je l'accompagnais partout, à la Section, au club, et il avait même tenu à me faire faire à côté de lui mon apprentissage de soldat citoyen : j'étais garde civique volontaire avant mes seize ans révolus, et chaque fois que mon père montait sa garde, j'étais au poste avec lui. Il m'apprenait ce que je ne savais pas, il m'expliquait ce que je n'avais pu comprendre, et comme c'était un bon patriote, vous jugez de quoi nous pouvions éternellement parler quand nous nous trouvions à notre établi. J'ai donc vécu toujours avec ces souvenirs.

et, plus tard, en lisant dans les livres d'histoire des faits auxquels j'avais assisté, j'ai pu voir mieux encore et affirmer ce que j'avais vu.

» Savez-vous bien, jeune homme ce qui se passait au temps dont vous parlez ? On vous a assurément appris, comme à tout le monde, qu'après l'invasion des Tuileries, au 10 août, les papiers trouvés au Château avaient été publiés, constatant l'appel du roi et de la reine aux souverains étrangers et leur entente parfaite avec les souverains ligués contre la France.

» Que les rois s'entendent et s'entraident contre les peuples, puisque les intérêts des peuples et des rois sont à jamais contraires et inconciliables, cela est tellement dans la nature humaine qu'il n'y a pas à s'étonner ni à s'indigner : c'est aux peuples de supprimer les rois. Quant à la reine, comme reine, étrangère et femme élevée à leur façon, elle ne pouvait agir que comme elle a agi. — On les avait pris tous deux, on les tenait, on faisait bien.

» Mais tout n'était pas là.

» Savez-vous, — savez-vous assez que l'arrestation du roi et de la reine, loin d'abattre, n'avait fait qu'animer davantage les contre-révolutionnaires, c'est-à-dire les hommes aveugles, corrompus ou scélérats qui s'obstinaient encore à nous disputer le premier des droits, pour tout peuple comme pour tout homme : celui de disposer soi-même de soi.

» Non seulement la conspiration était générale et permanente, mais encore elle s'arborait flagrante, à ciel ouvert.

» Pendant que les journaux royalistes, la *Sentinelle*, l'*Ami des citoyens*, le venimeux *Journal de Paris* et une grêle d'abominables pamphlets anonymes insultaient ou raillaient notre grande Révolution, c'est-à-dire notre chose vitale, semant l'inquiétude et l'agitation par les faux bruits, propageant la discorde et le malentendu, soufflant la menace, — en plein centre de Paris, en face même des Tuileries, dans une des maisons de ce dédale de petites rues qui couvraient alors la place du Carrousel, le Club français défiait audacieusement les bons citoyens. Là, se réunissaient tous les officiers et les soldats de l'ancienne cour. Des manufacturiers royalistes de Paris y envoyaient leurs ouvriers, soldés avec l'or anglais : cinq livres aux officiers, quarante sols aux ouvriers pour les jours où ils seraient employés, dix sols pour les autres jours. Cela, au su et vu de tout Paris ; et, disait-on, ces hommes déterminés, n'ayant plus rien à perdre, devaient, au jour décisif, se mêler au peuple, le bonnet rouge en tête, la pique au poing, pour diviser la foule et amener la confusion.

» Tous les moyens étaient bons pour nos mortels ennemis. Au Châtelet, on découvrait une énorme quantité de faux assi-

gnats avec les planches de fabrication : plus fort encore, dans la Conciergerie même, il y avait une fabrique d'assignats. Durfort, chargé de l'apposition des scellés, en rapporta une malle pleine de planches gravées.

» A chaque coin de rue, on se rencontrait avec des visages d'aristocrates notoires, avec des prêtres inassermantés à peine déguisés sous des habits civils, vous narguant du sourire ou du regard.

» La justice de la Haute-Cour et des tribunaux se taisait ou semblait de connivence avec les accusés. On ne condamnait pas, on ne jugeait même plus les criminels de lèse-nation.

» On saisissait chez des particuliers, malgré les terribles et inutiles menaces du décret contre les détenteurs d'armes, jusqu'à deux mille fusils en un seul jour.

» Conspirer n'était pas assez ; ces gens nous provoquaient, Ils venaient, par une nuit, en plein jardin des Tuileries, dégrader les statues de la Loi et de la Liberté. — Le procureur royaliste Séron, pendant la perquisition générale où les portes de Paris furent fermées, bravait la foule, jouait de la flûte, en robe de chambre, à sa fenêtre ; — un condamné aux galères, attaché au carcan, criait à plein gosier : « Vivent nos libérateurs les Autrichiens ! » — Cela se passait le 1^{er} septembre, jeune homme : la veille même du sac des prisons !

» Dans les départements, la conspiration s'affirmait bien plus audacieusement encore. Les Ardennes, la Meuse (Nancy surtout), l'Isère, la Seine-Inférieure étaient ouvertement royalistes. Le duc de Liancourt offrait publiquement à la famille royale l'asile en Normandie, et sa fortune d'un million. La Vendée, travaillée par ses nobles et ses prêtres, grondait, guettant le moment de mordre, et le Morbihan était en pleine insurrection.

» Les chefs de nos corps d'armée, presque tous royalistes et à tort conservés, daignaient à peine dissimuler leur hostilité, et l'Assemblée était forcée de leur envoyer des commissaires. Mais Lafayette, d'accord avec le Directoire des Ardennes, faisait arrêter les commissaires de l'Assemblée avant de s'enfuir vers la frontière. La Belgique venait d'être perdue, évacuée par Luckner. Le commandant Lavergne rendait à l'ennemi la place forte de Longwy, une des clefs de la patrie, sans brèche ni assaut, avec ses deux mille hommes de garnison. Déjà les Allemands étaient sous Verdun, notre dernière place forte entre la frontière et la capitale, — à trois jours de marche de Paris ! — Et les Girondins épouvantés proposaient déjà au Pouvoir exécutif et à l'Assemblée de désertir Paris et de se retirer derrière la Loire ..

» A tout ce qui se voyait et se touchait, ajoutez les bruits et les rumeurs : « — On a découvert une vaste conjuration. Le sol

est miné sous l'Assemblée. Les bataillons des Petits-Pères, des Filles Saint-Thomas, et celui de l'Arsenal, connus pour leur esprit contre-révolutionnaire, viennent de fouler aux pieds les couleurs nationales et de reprendre le drapeau blanc. — Des meneurs travaillent les quarante-huit sections de Paris, le faubourg Antoine est toujours bon, les Marseillais aussi et d'autres encore, mais suffiront-ils pour tenir contre les brigands ! — Une flotte russe est dans la mer Noire, venant sur la Méditerranée par Arkhangel et bondée de munitions. — On vient d'arrêter trois émissaires anglais porteurs de correspondances chiffrées et chargés de guinées, etc., etc.

» La trahison nous entourait de toutes parts, et on ne pouvait compter sur rien. L'Assemblée elle-même, divisée, indécise, suivant au jour le jour les inspirations du parti le plus fort, reculait dès qu'elle avait avancé.

» La nation devait-elle donc se décider à se sauver toute seule ? (1)

» Et la misère ! Pas de travail, pas d'argent, pas de pain, pas d'armes, pas d'acier, pas de plomb, pas de souliers, pas de cuir pour en faire, et le tannage demandait dans ce temps-là deux ans pour rendre les peaux en état.

» Et l'ennemi avançait toujours, grossissant d'heure en heure ! Et le manifeste de Brunswick, ce monstrueux défi à l'honneur, à l'existence de tout un peuple, ce manifeste était affiché dans Paris : nous avons pu le savoir par cœur ce chef-d'œuvre d'insolence !

» Écoutez bien cela, jeune homme : il est des choses qu'il faudrait toujours avoir présentes, sans jamais les quitter des yeux ! — Je cite textuellement :

« Les souverains alliés marchent pour sauver le trône, défendre l'autel, rendre au roi sa liberté et son pouvoir.

» *Jusqu'à l'arrivée* des troupes de la coalition, les gardes nationales et les autorités sont rendues responsables de tout désordre.

» Les habitants qui *oseraient* se défendre seront punis sur-le-champ comme rebelles et leurs maisons démolies ou brûlées.

» Si *on* ne rend pas au roi le respect qui lui est dû, les princes coalisés en déclarent personnellement responsables sur leurs têtes, pour être jugés militairement, *sans espoir de pardon*, tous les membres de l'Assemblée nationale, du département, du district, de la municipalité, de la garde nationale.

» Si le château était forcé ou insulté, les princes en tireraient une vengeance exemplaire et à jamais mémorable en livrant Paris à une exécution militaire, à une *subversion totale*. »

(1) *Histoire de la Révolution française*, par Louis Blanc.

Mais qu'est-ce que cela ! poursuivit le vieux Macard, dont l'œil gris devenait flamboyant. — Ce n'est rien à côté de ceci : entendez l'outrage des outrages :

» Que si, au contraire, les habitants de Paris obéissaient *promptement* aux ordres de la coalition, les princes fédérés *s'emploieraient* auprès de S. M. Louis XVI pour OBTENIR LE PARDON de leurs fautes ou de leurs erreurs !!!... »

Le vieux Macard s'arrêta un instant, étouffant... — Il avait raison : puisque nos ennemis sont les mêmes, toujours ! il est de ces pages d'histoire qu'il faudrait toujours avoir sous les yeux...

» Eh bien ! reprit-il, — quand il en était ainsi, quand l'Assemblée, enfin électrisée, levait en toute hâte 30,000 hommes dans la capitale seule ; quand elle décrétait la peine de mort contre tout citoyen qui parlerait de se rendre dans une ville assiégée ; quand elle créait le camp sous Paris, et que l'élan des enrôlés volontaires était si unanime qu'elle était obligée elle-même de contraindre à rester les gens de métier, car Paris, tout à l'heure désert, allait, à la lettre, se trouver même sans ouvriers boulangers ; au moment où nous fondions les cloches pour faire des canons et le plomb des cercueils pour des balles, — je vais vous dire, comme je vous l'ai promis, ce qui se passait derrière cette fenêtre de l'Abbaye et derrière bien d'autres fenêtres.

» Vos « pauvres gens », jeune homme, vivaient bien, mangeaient chaud et buvaient frais sous leurs verroux, pendant que chez nous tout manquait. Ils n'étaient jamais de plus belle et de plus bruyante humeur que quand nous étions tristes : c'est vous dire que les occasions de gaieté ne leur manquaient pas. Nous entendions de chez nous, de nos maisons, de la rue, leurs cris de triomphe à chacun de nos nouveaux désastres, — et bien des fois c'est par les explosions de leur joie que nous apprîmes qu'un nouveau coup frappait le pays.

» Ils chantaient les choses les plus infâmes contre la Patrie, et quand, de grand matin, je partais pour la Section, avec ma buffleterie et mon sabre, à côté de mon père, je les entendais nous crier à tous deux, — de cette même croisée que vous voyez là, devant nous, où leurs têtes se pressaient :

» Va, va, vieux coquin ! Nous te reconnaitrons bien ! Avant dimanche, tu seras pendu à ta porte quand nos amis de là-bas vont être ici ! Tu seras pendu, — et pendu, toi aussi, le petit, enfant de chienne!...

» Quoi ? l'ennemi à trois jours de Paris, et encore l'ennemi dans Paris ! Et la générale battait, et les cloches sonnaient, et le canon d'alarme retentissait, et pendant que nous allions combattre au dehors, fallait-il donc laisser à ceux-là, derrière nous, la capitale abandonnée ?

» Alors, comme il n'y avait plus ni répression, ni tribunal, ni juges, ni justice, ni rien, — rien que la nécessité suprême de sauver la Patrie en écrasant nos ennemis jusqu'au dernier, on est entré chez les beaux chanteurs derrière les grilles...

» Et voilà ce qui explique, jeune homme, comment on massacre les « pauvres gens » dans les prisons à certain mois de septembre !...

NADAR.

DANS LE MONDE DES POUPEES

Sur le boulevard, un attroupement à la devanture d'un magasin. Je joue des coudes, je m'approche, je regarde. C'est éblouissant, c'est féerique.

Derrière la grande glace, qui fait une barricade de chaleur et de lumière contre l'humidité grise du dégel, sous des ruissellements de gaz, parmi l'or qui flambe, la soie et le satin qui miroitent, le velours qui rutille, les métaux et les cristaux qui poignent l'œil, un salon de poupées étale son luxe, ses falbalas, ses meubles en miniature, ses tapis, son opulence élégante, et pose, et semble vivre.

Sur les fauteuils et le canapé capitonnés, des messieurs et des dames continuent une causerie précieuse, il y a un officier, avec des fines moustaches brunes, qui gesticule du bras droit et fait ainsi s'éparpiller le filigrane de son épaulette, tandis que sa main gauche, appuyée sur sa cuisse, froisse un gant glacé à deux boutons imperceptibles. Une grande blonde l'écoute attentivement, langoureuse, la tête penchée, les yeux en coulisse, la gorge gonflée sous sa robe de bal en faille mauve. Une veuve, je parie ! A côté d'elle, noyé dans les volants de sa traîne qui bouffe, un collégien croise ses bras sur sa tunique, d'une coupe gauche, où il est boudiné, comique, paquet.

Devant la cheminée discutent deux diplomates sans doute, ou deux garçons de café, qui se sont faufilés là, grâce à leur frac irréprochable, et à leurs favoris en éventail. Debout, les jambes au feu, la poitrine en avant, le gilet boutonnant au nombril, le plastron de chemise raide comme une cuirasse, ils échangent des phrases toutes faites en tenant une mignonne tasse de thé. L'un porte un monocle, et, tout en causant, lorgne le groupe de jolies femmes qui entourent le piano.

Oh ! ce piano ! une merveille, un chef-d'œuvre. Il doit résonner. J'ai cru l'entendre.

En bleu-clair et blanc, une jeune fille, probablement à marier, est assise sur le tabouret à vis. Les mains effleurent le clavier.

Une partition bijou est ouverte. Du Gounod ! Je m'en doutais. Pour tourner les pages, une autre jeune fille se penche et fait saillir un pouf rose dont le fouillis à l'air d'une fleur aux pétales entr'ouverts. Elle avance une menotte aux doigts prétentieusement écartés, avec l'auriculaire tout raide. De ces deux échappées du Sacré-Cœur, l'une est blond cendré, l'autre brune. Pour tous les goûts, quoi !

Mais la plus belle, la plus éblouissante, c'est cette rousse en satin vert-pomme. La crinière fauve jette des éclairs, les yeux aussi. La bouche minaude dans un sourire sanglant. Le corps se développe, s'exhibe, s'offre, allongé aux bras d'un crapaud bas et large.

A qui cette admirable et perverse créature ? Les deux diplomates louchent vers elle. L'officier lui lance parfois un rapide coup d'œil. Le collégien n'ose pas la regarder, mais il la sent présente. Les femmes semblent ne pas la voir. Un brave, un dompteur a seul le courage d'affronter la lionne. Quel joli gommeux ! comme il est fin, distingué ! comme il s'incline amoureuxment vers la nuque de la charmeresse, en lui soufflant dans l'oreille on ne sait quels mots chatouillants ! Petit, petit, prends garde ?

Et de quoi prendrait-il garde ? C'est une mère de famille, cette mangeuse. Voici près d'elle deux amours de bébés, tout en chiffons, en pompons, en dentelles ! Hum ! de l'adultère, alors ?

Décidément, c'est comme dans le monde. Je m'en vais.

Brusquement, je me retourne, les yeux aveuglés encore par cette opulence papillotante. Devant moi, faisant face à la boutique somptueuse, une malheureuse baraque se tient, toute honteuse, au bord du trottoir, dans la brume, sous la petite pluie sournoise du dégel, éclairée par une lampe à pétrole, avec son déballage de pantins à treize, dix-neuf et vingt-neuf. Les gens passent sans s'y arrêter.

Et pourtant ils vivent aussi, ceux-là. C'est Polichinelle bossu, grimaçant, enluminé de gros vermillon. C'est Pierrot, clair-de-lunaire. C'est Arlequin bariolé, la batte à la main, le corps souple, le museau noir. Ce sont les soldats de bois, massifs, raides, les poupons bouffis, les caniches effarés, les béliers en boule, les matous en peaux de lapin. Oui, ils sont épais, mal dégrossis, taillés à coups de couteau, peinturlurés par taches voyantes. Mais comme c'est robuste, et comme ça sent bon la résine, la nature !

Et j'ai rêvé que tous ces va-nu-pieds, tous ces vêtus de rien, tous ces pantins pauvres envahissaient soudain la belle devanture d'en face. Ils arrivaient, après la traversée du trottoir, sales, boueux, humides, et se ruaient dans le satin, la lumière et la chaleur du salon. Polichinelle rossait les deux diplomates.

Pierrot s'asseyait sur le piano. Arlequin donnait un coup de batte sur le derrière du gommeux et embrassait la femme aux cheveux jaunes. Les demoiselles étaient forcées de danser un galop avec les lourds soldats avinés. Le béliet bousculait le collégien. Le matou en poil de lapin se faisait les griffes sur le tapis d'Aubusson. Le caniche levait la cuisse contre les meubles. L'officier courait chercher la garde pour mettre le holà.

A côté de moi, sur le trottoir, deux messieurs parlent politique :

— Vous avez beau dire, faisait l'un, la bourgeoisie a fini son temps. Il faut en prendre son parti.

— Mais alors, quoi ? Vous êtes pour la Commune !

— Je ne dis pas cela. Mais je crois fermement à l'avènement du Peuple. Cela se fera en douceur, peu à peu.

Et je vis que les pantins à treize, dix-neuf et vingt-neuf étaient restés tranquillement sous leur maigre lampe, en plein air, grelottants, et qu'ils regardaient sans envie le beau salon du grand monde. Ils se consolaient de leur pauvreté en se disant :

— Nous ferons le bonheur des enfants pauvres.

JEAN RICHEPIN.

UN MOT SUR LA COOPÉRATION

Les coopérateurs gantois ont de la chance. Ils sont félicités de tous les socialistes, ou, pour mieux dire, de la plus grande majorité, et applaudis de tous les coopérateurs. D'où cela vient-il ? Cela vient de ce qu'ils ont fait servir une arme que les bourgeois avaient employée pendant des années contre les socialistes à la propagande du mouvement socialiste. La coopération produit un peu de bien-être aux ouvriers, et tout bien-être relève. Chaque classe qui a régné sur le monde a possédé avant de grandes richesses et beaucoup de connaissances,

Si le régime capitaliste ne permettait pas à la classe prolétarienne d'arriver à des richesses, la coopération aidant au relèvement matériel de la masse ouvrière, à son organisation pour la lutte de classes, lui ferait obtenir de hauts salaires pour avoir le moyen d'acheter des livres, et une diminution des heures de travail pour avoir le temps de les lire.

La coopération montre que les ouvriers peuvent se passer de patrons, et le travail ou la production de capitalistes ; si, maintenant, le socialisme vient montrer aux ouvriers coopérateurs que leur idéal ne doit pas être d'arriver à une position d'ouvriers un peu aisés ou de petits bourgeois, mais que la classe ouvrière doit devenir maîtresse dans les hôtels de ville, dans les banques et les usines. La coopération aide puissamment à la grande révolution socialiste des ouvriers et a bien mérité du mouvement socialiste révolutionnaire. E. ANSELE.

LE QUATRIEME ÉTAT

I

Le roi, le clergé, la noblesse
Furent vaincus par les bourgeois;
Au pouvoir monta la richesse,
Le Tiers-Etat bâcia des lois,
Il se gava et le peuple crève.
Aussi, pour un dernier combat,
Devant l'Etat bourgeois se lève
Le quatrième Etat.

II

Le quatrième Etat se forme,
Ce sont les gueux, les pauvres gens,
Nous tous, enfin, la masse énorme
Des ouvriers, des paysans.
On nous prend tout : l'outil, la terre;
L'usure, par cet attentat,
A fait esclave et prolétaire
Le quatrième Etat.

III

Car, de quoi vit-il? D'un peut-être.
Il doit, louant sa force à bail,
Jour à jour se trouver un maître
Ou mourir faute de travail
Il prend le peu qu'on lui propose
Pour son salaire, et ce contrat,
C'est la loi d'airain qui l'impose
Au quatrième Etat.

IV

Son garde-chiourne est la famine;
Il vit pis que les criminels
Dans les noirs cachots de la mine,
Dans les bagnes industriels.
L'outillage changeant de base,
La vapeur le fait son forçat
Et sous la machine elle ecrase
Le quatrième Etat.

IX

Alors, abolissons les classes,
Partageons devoirs et plaisirs;
Reposez-vous, épaules lasses,
La vapeur vous fait des loisirs.
La matière entre dans sa gloire;
Nous mangeons tous au même plat,
Et Pantagruel verse à boire
Au quatrième Etat !

EUGÈNE POTTIER.

V

Le juge vendu suit sa piste;
Le prêtre encense les écus,
Laquais-mouchard, le journaliste
Dénonce et salit les vaincus.
S'il se débat dans l'agonie,
On saouïe police et soldat
Et l'on massacre et calomnie
Le quatrième Etat.

VI

C'est assez ! En rangs, camarades !
Par l'étude, il faut nous mûrir !
Au vote ou sur les barricades
Savoir vaincre ou savoir mourir.
Soyons la force, étant la masse !
Misère, arme ton syndicat
Et l'éboulement fera place
Au quatrième Etat.

VII

A bas les Juifs ! A bas les Corses !
Tu veux, puissante égalité,
Socialiser toutes forces,
Capital et propriété.
Ta formule est juste et précise :
« Abolir le salariat,
« Rendre la nature indivise
« Au quatrième Etat. »

VIII

Elle viendra, notre journée !
Partout ou s'étend le ciel bleu,
Va faire alors une tournée,
Beau drapeau rouge aux plis de feu !
Tout févreur de la grande flamme,
Réalisons notre mandat.
Toi, Révolution, proclame
Le quatrième Etat.

LES LOIS NATURELLES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Les pères de la science ont tenté de remonter directement aux causes ultimes des phénomènes et d'en déduire le vaste enchaînement des vérités économiques. Ils ont adopté en cela une méthode opposée à celle des sciences expérimentales, et ils l'ont fait précisément parce que les phénomènes sociaux sont d'une complexité que Condorcet qualifiait d'effroyable, et qu'ils ne peuvent être soumis à une expérimentation rigoureuse. Leur œuvre était préparatoire, mais elle était nécessaire ; sans cet audacieux effort de simplification, la science ne se fût pas constituée.

Ils ont donc ramené l'explication de ce vaste ensemble à un petit nombre de causes irréductibles ; Adam Smith est l'un des beaux génies qui ont concouru à cette construction scientifique. Il a emprunté à la psychologie individuelle et sociale l'une de ces causes ; il a constaté chez l'individu un effort constant, jamais interrompu, pour améliorer son sort, et c'est cet effort incessant qu'il a transporté dans l'ordre économique comme *cause ultime* à laquelle il a rattaché, avec une incomparable puissance de déduction, une vaste chaîne de phénomènes. Il a supposé un homme abstrait, exclusivement mù par son *intérêt personnel* ; il n'a vu en lui que le désir général du bien-être, celui de la richesse pour arriver au bien-être, et la tendance à y atteindre par les moyens les plus faciles. Cette donnée fondamentale, une fois recueillie dans la psychologie sociale, l'économie politique ne lui faisait plus d'autre emprunt, elle en devenait indépendante.

L'homme abstrait ainsi créé par la science, animé d'un sentiment défini, était dès lors lié invariablement à un mode déterminé d'agir qui n'était autre chose que *sa loi*. Il opérait dans l'ordre économique sollicité par une force unique, à peu près comme les corps graves dans le vide soumis à l'unique force de la gravitation.

C'est là la véritable signification des *lois naturelles* en économie politique, c'est le nom que l'école classique donne aux lois économiques, problème autour duquel s'agitent toutes les doctrines, et de la solution duquel dépend tout l'avenir de la science.

Les lois économiques naturelles sont de véritables lois physiques, et l'analogie est d'autant plus saisissante que Smith et son école considèrent cette tendance rectrice de l'homme comme *universelle, uniforme, invariable, commune à toutes les époques, à tous les milieux, et dont ni la race ni les antécédents historiques n'altè-*

rent la nature. De là ces qualifications d'immuables, d'inéluctables attachées par ces écrivains aux lois naturelles.

C'est de cette conception abstraite que les économistes ont déduit les règles de conduite économique : aux lois naturelles correspond logiquement le principe absolu du *laissez faire, du laisser passer.*

Cependant, ces lois naturelles ne sont évidemment vraies que dans le monde *abstrait*, où le sentiment de l'intérêt personnel agit seul, sans résistance et avec son inflexible uniformité théorique ; dans le monde réel, *les lois naturelles* sont modifiées par un nombre énorme de circonstances dépendantes du milieu, de l'état de civilisation, des institutions juridiques, de la distinction des classes.

Si l'homme était animé par cette force unique de l'intérêt personnel, la mobilité et la circulation du travail seraient, par exemple, aussi rapides que celles des produits, l'équilibre de l'offre et de la demande de travail serait toujours le plus parfait possible, il y aurait tendance énergique au nivellement des salaires et des profits, au moins dans les mêmes industries et le même pays. Et cependant une foule de résistances d'ordre moral, intellectuel et social, contrarient d'une manière incessante cette mobilité du travail.

Frédéric List a montré, dans son système national d'économie politique, l'importance qu'il faut attacher au *temps* et au *milieu* dans le développement économique des nations, et c'est pour cela qu'il a opposé l'économie *nationale* à la conception abstraite et cosmopolite de l'économie.

Mais c'est dans l'étude de la répartition des richesses que l'on peut mesurer la distance qui sépare le monde abstrait du monde réel. Adam Smith avait admis que l'homme, mù par ses intérêts, réalise sans le vouloir même, l'intérêt de tous ; cette conception optimiste, Frédéric Bastiat l'a transportée avec un caractère encore plus absolu dans les phénomènes de répartition, et affirmé une tendance inflexible à l'harmonie des intérêts. C'est ainsi que, de l'action de l'intérêt personnel combinée avec la loi d'accumulation des capitaux, il a déduit une prétendue loi naturelle de la répartition des richesses, selon laquelle la part des travailleurs, dans le revenu de la nation, tendrait à croître d'une manière *absolue* et *relative* à la fois : ce serait là une marche progressive et spontanée vers l'égalité. Bastiat déclare, d'ailleurs, cette loi inflexible, nécessaire autant que consolante et admirable. C'est sur la foi de Bastiat, quand la crise économique éclata en Belgique, qu'un économiste distingué et beaucoup plus philosophe que Bastiat, M. E. Pirmez, ne vit, dans cette crise redoutable, qu'un déplacement de la richesse au profit de la classe

des travailleurs; il y applaudissait d'ailleurs avec joie. Ce fut aussi une vive satisfaction, dans la classe dirigeante, de voir la nature elle-même se charger du soin de nous rapprocher de l'égalité. J'ai repris les faits observés par M. Pirmez, et vrais pour un petit nombre d'années, mais j'ai embrassé un nombre beaucoup plus considérable d'années, en prolongeant les observations jusqu'aujourd'hui. Dans un ensemble d'observations considérable, où l'allure réelle des faits devait se dégager, je n'ai nullement retrouvé cette loi d'évolution *inflexible et nécessaire*; j'ai constaté qu'à chaque dépression des prix de la houille, par exemple, la part relative du travail s'élève, mais qu'elle s'abaisse avec la hausse, et loin de surprendre une loi d'évolution qui nous rassurât définitivement sur l'avenir, j'ai vu au contraire le monde industriel livré à des fluctuations périodiques élevant ou abaissant alternativement les parts relatives du capital et du travail, et je me suis plus préoccupé que jamais de rechercher par quel effort de solidarité nous réaliserions l'équilibre.

La théorie du salaire s'est complètement transformée en se pénétrant du principe de *relativité*. Qui donc oserait soutenir encore cette doctrine inflexible de l'offre et la demande qui admettait un *fonds des salaires*, à chaque moment prédéterminé, et assignait un caractère purement mécanique à la fixation du taux du salaire? Aujourd'hui, c'est le jeu de forces morales, variables en énergie, qui réalise l'équilibre de l'offre et de la demande. Et la loi d'airain du salaire, qui assignait au principe de population un mode invariable, inflexible d'agir, qu'est-elle devenue?

Sismondi, l'un des plus purs génies de la science, a, dans les temps troublés du début du siècle, peint en traits déchirants l'action de l'intérêt personnel dans les sociétés où des classes distinctes s'opposent l'une à l'autre. En supposant que l'intérêt de chacun fût, dans un tel état social, *au fond* identique à l'intérêt général et à la justice, encore faudrait-il, pour que cette convergence se traduisit dans les faits, de si vives lumières répandues pour chacun sur les rapports prochains et surtout éloignés et complexes de son intérêt avec la justice, et en outre une telle énergie morale pour suivre cet intérêt ainsi éclairé, qu'il est impossible de les attendre de la généralité des hommes dans l'état actuel de la civilisation.

Dans la société moderne, le maître et l'ouvrier isolé sont des personnes juridiques égales, et en *droit* elles poursuivent librement leur intérêt; en fait, dans les conditions *historiques* où elles sont placées, elles sont *inégaies en puissance*: le maître poursuivant son intérêt ne rencontre pas un contre-poids suffisant dans l'intérêt de l'ouvrier, et celui-ci subit la loi, les conditions du maître; voilà l'aspect historique de la question ouvrière proprement dite au XIX^e siècle. Quand Victor Considérant écrivait, en

1848 : « Qu'est-ce que la liberté de l'homme sans culture intellectuelle et sans fortune, contraint d'engager chaque jour à son maître ses bras, son travail, son activité, de renouveler chaque jour le contrat de vente de sa personnalité, c'est-à-dire le contrat de son esclavage ? » — Quand il écrivait cela, il était trop souvent un simple déclamateur pour les disciples d'Adam Smith ; mais, depuis lors, des économistes comme F. Harrisen et Thornton ont analysé avec profondeur et impartialité la situation relative du maître et de l'ouvrier individuel. L'inégalité de leur situation effective et toutes les conséquences redoutables qui en résultent pour l'ouvrier, au point de vue de ses conditions économiques, morales, politiques même, ont été exposées ; elles forment le fond des travaux modernes sur la question sociale. du livre de Brentano, par exemple, sur la *question ouvrière*, et M. Schœnberg reprend cette même doctrine dans la vaste monographie qu'il vient d'y consacrer. Telle est la marche irrésistible de la science. Aujourd'hui, des écrivains loyaux, comme M. de Molinari, économiste classique, apportent ce correctif à la science de Smith, que l'ouvrier ne peut trouver que dans *l'association* la garantie de l'égalité vis-à-vis du maître avec lequel il contracte. Ainsi, l'intérêt individuel, dans un état social comme le nôtre, ne devient un artisan de justice que lorsqu'il se subordonne à un sentiment distinct de l'égoïsme, la *solidarité*. Mais là où cette solidarité ne peut s'affirmer par l'association, encore même qu'il n'y eût pas d'obstacle légal, la science ne rencontre-t-elle pas un champ d'investigations nouveau, car il s'agit de rechercher les causes de toute nature, dans le domaine de la science sociale tout entière, qui empêchent le travailleur d'être vraiment libre dans le débat du salaire ?

C'est ainsi que les *lois naturelles*, placées en présence de la réalité, sont devenues des lois purement *hypothétiques*, le mot est de Cairnes, le grand disciple de Stuart Mill. C'est ainsi que la règle pratique absolue du *laisser-faire*, descendant des hauteurs de l'abstraction dans la *réalité*, révèle non seulement sa radicale insuffisance, mais son caractère antiscientifique, puisqu'elle ne tient pas compte de toutes les causes qui, dans la réalité, modifient la manifestation des prétendues lois naturelles. Aussi Cairnes l'a-t-il justement condamnée en n'y voyant qu'un prétentieux sophisme, dépourvu de tout fondement dans la nature et dans les faits, et qui n'est plus qu'une obstruction et une nuisance dans la solution des plus graves problèmes.

Mais il reste un pas décisif à franchir dans cette théorie essentielle des lois économiques ; les lois naturelles sont devenues lois *hypothétiques*, leur forme définitive est d'être des lois *historiques*.

Cette transformation dernière est l'une des plus grandes

révolutions scientifiques des temps modernes : c'est la fin de l'âge métaphysique de l'économie politique qui, devenue positive, recevra désormais légitimement le nom de sociologie économique.

En effet, les penseurs qui, comme Cairnes, corrigent si profondément dans la pratique les lois naturelles, conservent cependant l'hypothèse même du maître, celle de cet homme abstrait mû par son intérêt, et qui sert de lien à toute la chaîne des faits économiques.

Cependant, derrière cette abstraction de l'intérêt personnel, derrière le désir abstrait de la richesse, se dissimulent tous les besoins, tous les désirs de l'homme que la richesse peut satisfaire. Or, le profond Cliffe Leslie a montré, par une riche accumulation de faits, que la genèse des besoins de l'homme, à l'exception des plus impérieux de la nature humaine, se rattache tout entière à l'évolution de la société, c'est-à-dire à un ensemble de causes *sociales*, morales, intellectuelles et politiques. Voulez-vous, par un exemple frappant, constater cette succession ? J'ai dressé les diagrammes des budgets comparés des ouvriers aux Etats-Unis, en Allemagne, en Belgique, d'après d'admirables travaux statistiques. Si l'on divise les dépenses d'après les classes de besoins qu'elles satisfont, on constate que la place des besoins intellectuels, esthétiques, moraux, des besoins de luxe, nulle dans les budgets misérables, est, comparativement aux besoins matériels, d'autant plus grande, en général, que le budget des recettes est plus élevé. N'est-ce pas, en raccourci, l'histoire de la civilisation tout entière ? Et cette civilisation, qui se traduit par une succession de besoins qui seront les causes excitatrices de l'activité économique, substitue aussi un homme historique formé sous l'action lente des générations, à l'homme abstrait d'Adam Smith.

L'*intérêt personnel* est considéré par la science classique comme le moteur moral essentiel de l'activité économique. Elle le considère comme invariable, absolu, analogue aux forces physiques qui, selon la belle expression de Turgot, n'ont pas d'histoire.

Cependant, Sumner Maine a montré que le sentiment personnel se perd originairement dans le sentiment collectif. La famille antique, la communauté de village ont une existence collective, une personnalité propre qui absorbe toutes les individualités. L'individu ne s'en est dégagé que lentement. L'intérêt personnel, comme force motrice, ne présente pas, dans l'histoire, cette universalité et cette permanence qui en feraient une cause naturelle au sens des économistes classiques, ou plutôt une cause physique, et qui feraient de ses manifestations invariables une loi physique. Les phénomènes physiques n'ont pas d'histoire, et

l'intérêt personnel, que l'on a placé d'abord en dehors de l'histoire, y rentre aujourd'hui. Toutes ses manifestations sont modifiées par les conditions historiques dans lesquelles il se développe.

Le plus grand modificateur est cette autre tendance de la nature humaine qu'Adam Smith avait appelée sympathie et qui, sous les noms de solidarité, fraternité, amour, altruisme et surtout justice positive, forme l'âme de toutes les doctrines socialistes. Ce sentiment collectif se traduit sous nos yeux par des manifestations multiples et énergiques dans l'ordre économique, et sous l'influence de l'état économique.

Le sentiment de l'impuissance de l'individu, dans le débat du travail et du capital, a déterminé la subordination plus ou moins rapide de l'individualisme à un sentiment collectif approprié à régler la conduite individuelle. A mesure qu'il acquiert de la généralité et de la constance, il détermine la formation de nouveaux groupements économiques qui réagissent sur le milieu social et modifient les rapports économiques. Nous pouvons suivre pas à pas l'évolution de ce sentiment moral qui tend à contre-balancer l'égoïsme dans ce qu'il a de funeste, à le fortifier en ce qu'il a d'organique et de positif. Rien n'est plus profondément intéressant que cette psychologie morale des *Trades Unions* en Angleterre ou des sociétés coopératives de production à Paris. Qu'est-ce autre chose, en définitive, que l'évolution progressive d'une psychologie morale économique, trop large pour être contenue dans les formules primitives de l'école ?

Les écoles socialistes ont toutes tenté de dégager la loi du développement des tendances morales dans les faits économiques, tantôt opposant dans les *corsi* et *recorsi* de l'histoire l'individualisme et l'altruisme, avec les Saint-Simoniens, ou dans l'évolution historique avec L. Blanc, tantôt reconnaissant leur légitimité et recherchant dans leur développement la forme finale de leur équilibre, comme Proudhon, Colins ou Marx. Quoi qu'il faille penser de ces efforts, on ne déduira plus la psychologie économique des nations d'une conception *a priori* de l'homme ; basée sur des faits *complexes* observables, elle débordé les barrières des conceptions abstraites, elle envahit le domaine de la science économique et c'est ainsi que se pénètrent intimement deux parties de la Sociologie : la Psychologie morale et l'Economie politique.

Les tendances de l'homme social qui déterminent les phénomènes économiques cessent d'être des modes d'actions invariables, uniformes, constants des masses humaines.

Elles ne se vérifient pas également dans tous les temps et dans tous les milieux, elles ne sont uniformes que pour les individus placés dans les mêmes conditions de *temps* et de *lieu*. Elles sont historiques, et l'enchaînement historique de ces mani-

festations morales nous donnera l'explication positive de l'évolution économique des nations.

Auguste Comte avait, il y a près d'un demi-siècle, prévu, avec une pénétration merveilleuse, comme l'ont montré MM. Ingram et Schatarella, cette transformation de la science : toutes les écoles socialistes autant que l'école historique en économie politique y ont concouru : les socialistes de la science et, avec eux, toutes les écoles qui se rattachent à la méthode inductive consomment en ce moment une révolution qui puise sa légitimité dans ce concours merveilleux de tant d'efforts et d'efforts si divers.

La puissance de l'homme sur la nature et sur son propre développement grandit à mesure qu'il connaît mieux les lois qui les régissent. C'est pourquoi la véritable conception des lois économiques aura une influence incalculable sur l'avenir de l'humanité ; quand la conception d'un être humain abstrait et absolu planait au-dessus de la science, l'action de l'Etat était paralysée, elle ne pouvait être que *négalive* ; mais pendant que les économistes attendaient de cet être abstrait la réalisation d'un ordre naturel immuable, l'observation directe révélait combien imparfait est l'ordre social qui se réalise spontanément. Avec la conception des lois historiques, les tendances de l'homme, causes indirectes des phénomènes économiques, sont toujours relatives à l'ensemble des conditions sociales, morales, juridiques et politiques correspondantes : toute modification de ces facteurs retentit en fortifiant, contenant, coordonnant nos tendances morales. L'action *modificative* de la société, par les associations et par l'Etat, sur son propre développement, dans des limites traitées, par les directeurs mêmes de l'histoire, peut toujours être positive et énergique, et ce but sublime de la subordonner à la loi morale peut être systématiquement poursuivi.

H. DENIS.

MINISTÈRE ET MÉLINITE

L'oubli déjà s'appesantit sur l'affaire si grave de la mélinite. Déjà un silence mortuaire enveloppe les personnages, acteurs de ces événements où le sociologue voit nettement, en toute son impudeur, le fonctionnement de la société capitaliste. L'attention est appelée de tant de côtés qu'à peine quelques instants elle se peut fixer. Les grèves si fréquentes, ininterrompues pour ainsi dire, les Congrès internationaux, scientifiques ou socialistes, indices d'un internationalisme croissant, les visites bruyantes des

souverains ou des flottes, ont empêché le grand public de s'appesantir, comme il aurait fallu, sur l'affaire Turpin-Tripou-Ladvocat.

Cette affaire qui, en mai et juin de cette année, a fait tant de bruit, est un des meilleurs exemples que jamais nous ayons vu, des vilénies, des ignominies de la classe bourgeoise. C'est un enseignement vivant qui prouve la nécessité de la disparition de la société capitaliste. Possesseur de documents et connaissant les dessous de cette affaire, nous avons écrit, avec notre ami G. Bachot, l'histoire impartiale de ces événements, en y ajoutant une série d'autres faits analogues, moins connus du public.

Ministère et Mélinite, tel est le titre de notre ouvrage de sociologie, a fait, dans le public spécial de la politique et de l'armée, une certaine sensation. Aussitôt de cette étude sociologique, écrite en un but socialiste pour montrer au peuple l'égoïste conduite des dirigeants, de cette étude sociale où nous écrivions que, quels que soient les hommes, les mêmes actes se reproduiraient tant que la forme capitaliste serait la forme sociale, de cette étude, dis-je, on a fait un plaidoyer pour Turpin, un génial inventeur, à l'esprit essentiellement bourgeois. D'autres y ont vu un livre spécialement écrit contre M. de Freycinet, un livre que certains disaient avoir été commandé par M. Constans, tant la concorde règne dans le cabinet bourgeois qui préside aux destinées de la France capitaliste. Ces racontars et d'autres encore, puis le silence de la presse parisienne, silence imposé par les directeurs de journaux ou voulu par certains rédacteurs candidats aux fonctions et aux décorations gouvernementales, avaient pour but de discréditer notre œuvre, d'en empêcher l'extension. C'étaient là les prétextes, mais le motif véritable, avoué par un conseiller municipal, directeur d'un journal, était le socialisme dont *Ministère et Mélinite* était imprégné, pour ainsi dire à chaque page.

Cela ennuyait les défenseurs du *désordre* social actuel de voir étaler, en une œuvre d'histoire, les agissements antisociaux, antihumains des possédants.

Qu'il s'agisse de l'adoption des cartouches métalliques et de leurs fournitures, des canons en acier, des transports militaires par chemins de fer, des fournitures de blé, d'avoine, de fourrage, des obus en acier chromé, des blindages, du fusil Picard, de la poudre sans fumée, de la mélinite, etc., on constate toujours les mêmes procédés, le même fonctionnement. Il suffit de lire *Ministère et Mélinite* pour en être convaincu, car les preuves abondent, et s'y étalent lumineuses.

Aussi pouvions-nous écrire justement, à la fin de notre œuvre de sociologie, ces conclusions socialistes :

Dans toutes ces affaires intéressant la défense nationale, et

par suite la collectivité, apparaît, lumineux, l'oubli de cette collectivité au profit d'une classe et d'individus de cette classe. Cette classe est la bourgeoisie capitaliste, industrielle ou financière qui possède la direction des affaires du pays, soit sous la forme républicaine, comme en France, soit sous la forme royaliste ou impériale, comme en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Russie, etc.

Ce capitalisme, dirigeant partout les affaires intérieures et extérieures, enfante les mêmes effets, aussi bien à l'étranger qu'en France.

Ni l'Allemagne, ni l'Angleterre, ni l'Italie ne peuvent se réjouir de l'immoralité des dirigeants français. Ce que nous disons de ceux-ci, de leurs actes que nous avons exposés, peut être dit pour les actes des dirigeants anglais, italiens, allemands ou autres.

Rappellerons-nous les révélations du colonel Hope, les scandales des faux poinçons de Bochum, des fournitures militaires Wollank, des affaires du conseiller Paache, etc., des tripotages exposés si lucidement dans l'ouvrage de notre confrère Xavier Merlino, *l'Italie telle qu'elle est*, et *la Russie politique et sociale*, de Tikhomirov.

Donc, partout, c'est la même chose ; l'internationalisme du capitalisme du capital a provoqué l'identité ou l'analogie de faits antinationaux ou antihumanitaires.

L'intérêt individuel, l'appétit de jouir vite et beaucoup, la libre concurrence non retenue par le souci de léser la collectivité, l'âpreté de la lutte pour la vie, dans cette société individualiste, où tous les intérêts se contrarient, où pas un progrès, pas un acte ne s'accomplit sans léser quelqu'un, la multiplicité des besoins que la civilisation a créés, le non accroissement des moyens de les satisfaire, ont généré les agissements antisociaux, dont nos lecteurs ont eu une idée en parcourant ce volume de sociologie.

Cette société, égoïste et antihumanitaire, a pour base la propriété individuelle quiritaire. Toutes les immoralités, tous les inconvénients et les défauts de cette société, qui régit le monde judéo-aryen, en dérivent.

Vouloir réagir partiellement, vouloir empêcher le renouvellement des faits analogues à ceux que nous avons cités, dans cette œuvre sociologique, faits que réprouvent même les esprits les moins ouverts à l'idée socialiste et altruiste, est logiquement absurde.

Ces événements sont des effets, et, tant qu'on n'aura pas supprimé la cause, ils se reproduiront avec plus ou moins d'intensité, avec plus ou moins d'identité de détails, mais toujours analogues.

C'est ce qu'est obligé de constater tout homme de bonne foi, c'est ce qu'ont si bien compris les socialistes de toutes les écoles.

C'est ce que commence à comprendre la masse qui s'agite de plus en plus vivement, et qui, inéluctablement, marche à une révolution sanglante ou non. Des faits indéniables sont là, qui prouvent que la société actuelle va à une transformation sociale. Elle sera remplacée par une société dans laquelle ne se verra plus l'exploitation de la masse par une minorité et où l'intérêt individuel concordera exactement avec l'intérêt collectif.

Depuis la publication de notre ouvrage *Ministère et Mélinite* (1), où en détail, avec pièces à l'appui, nous racontions l'histoire de M. Turpin, celui-ci a été condamné en appel. Là, encore, se sont vus les mêmes agissements. La Cour a condamné cet homme dans le silence du huis-clos, sans vouloir entendre les témoins, sans permettre l'ouverture des scellés de pièces saisies. La presse est restée muette, à quelques exceptions près. L'infamie était consommée, les dirigeants tranquilles pouvaient digérer en paix les millions volés à la masse prolétarienne.

Les possédants, en cette affaire de la mélinite ont entassé illégalités sur illégalités, mensonges sur mensonges, crimes sur crimes.

Ils ont violé la loi, ils ont condamné un innocent et laissé hors de cause des coupables, ils ont, pour ainsi dire, assassiné Turpin, le génial découvreur de la loi des explosifs. Ils ont commis une infamie rappelant celle des juges condamnant Calas et Labarre. Ils ont étouffé ou tenté d'étouffer la vérité, mais c'est en vain, et elle se fera jour comme s'est fait jour, au siècle dernier, l'innocence de Calas et de Labarre, si éloquemment défendus par Voltaire.

A. HAMON.

LA VIE DE CÉSAR DE PAEPE

Notices biographiques

L'homme que la démocratie socialiste vient de perdre, César De Paepe, était né à Ostende, le 12 juillet 1842 : il n'avait donc que quarante-huit ans !

Le jeune César était le second enfant d'une nombreuse famille. A l'âge de douze ans, il fut envoyé au Collège des Jésuites où il fit ses humanités. A dix-huit ans, il obtint à l'Université de Bruxelles le diplôme de candidat en philosophie et entra à l'Ecole de droit. Il se destinait au barreau.

(1) Volume paru chez Savine, éditeur.

Quelque temps après, De Paepe perdit son père ; il fut forcé d'abandonner ses études et entra comme apprenti typographe chez feu Désiré Brismée dont il épousa une des filles. De Paepe travailla plus tard dans les imprimeries Mertens, Vanderauwera et Lacroix-Verboeckhoven, l'éditeur bien connu.

C'est chez cet éditeur que De Paepe fit la connaissance de Proudhon, qui habitait Bruxelles à cette époque, et faisait éditer ses œuvres chez Lacroix. Proudhon s'intéressa au jeune ouvrier typographe et lui confia la correction des épreuves de ses ouvrages, entre autres du fameux travail en six volumes de la *Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*.

Cette nouvelle besogne donna des loisirs à De Paepe et lui permit de continuer ses études. Il rentra à l'Université et abandonna le droit pour les sciences naturelles et, plus tard, la médecine.

C'est là qu'il fit la connaissance des frères Janson, de Robert, de Greef, Hector Denis.

Les débuts de De Paepe comme médecin furent difficiles. De Paepe, en effet, était un socialiste militant, et alors, il y a vingt ans de cela, socialiste était synonyme de bandit, d'assassin.

Il n'eut donc qu'une clientèle de pauvres gens, qui, la plupart, ne pouvaient payer le médecin et qui, souvent, n'avaient pas de quoi acheter les médicaments que celui-ci prescrivait !

Il fut pendant quelques années le médecin de la Fédération des Sociétés de secours mutuels, mais sa maladie l'empêcha de continuer l'exercice de cet emploi.

* *

A une séance de l'Internationale, nous lui fûmes présenté par Brismée qui imprimait la *Persécution*, organe de la Chambre syndicale des ouvriers marbriers, que nous aidions Flahaut à rédiger. La connaissance fut faite de suite, car De Paepe aimait les jeunes, surtout ceux qui avaient la passion de l'étude. Le dimanche suivant, répondant à son invitation, j'allai chez lui.

De Paepe me montra sa bibliothèque, très garnie déjà, la mit à ma disposition et me fit cadeau d'une série de brochures et de livres — qu'il avait en double, bien entendu, — car il avait la passion des livres, et s'il aimait à en emprunter aux amis, il ne se dessaisissait pas facilement des siens.

Il nous donna des conseils précieux, comme à tous les gens du reste, nous conseillant d'étudier surtout l'économie politique, « que tout socialiste sérieux, disait-il, devait connaître à fond. » Ses causeries, si familières, étaient d'un enseignement précieux. Car avant tout, De Paepe avait le tempérament du professeur et aimait à répandre, sans compter, les trésors de son intelligence et de son vaste savoir.

Ce qui caractérisait De Paepe, c'était la bonté. Il était devenu socia-

liste par sentiment, par pitié pour les pauvres. Peu à peu, l'étude approfondie des questions sociales et économiques en firent un socialiste par science.

Le socialiste

De Paepe entra dans la vie politique dès 1858 ; il avait 17 ans. Il se fit recevoir membre de la société *Vlamingen Vooruit!* (Flamands en Avant !) et, en 1859, aux *Solidaires*, une des plus anciennes sociétés rationalistes.

À partir de ce moment, De Paepe était de toutes les sociétés démocratiques et socialistes. En 1860-61 il aida à la fondation de la société *Le Peuple* et du journal *La Tribune du Peuple*. C'est dans ce journal qu'il fit ses premières armes comme écrivain, à côté des Brismée, des Voglet, des Steens, des Verrycken, que l'on retrouve plus tard à la tête de l'*Association internationale des Travailleurs*.

De Paepe collabora également au journal *la Rive Gauche* et y publia une série d'articles sur la condition des ouvriers belges.

En 1864, il fut un des délégués qui allèrent à Londres jeter les bases de la grande Association internationale des travailleurs.

Il participa à tous ses congrès, à Lausanne, en 1867 ; à Bruxelles, en 1868 ; à Bâle, en 1869 ; à la Conférence de Londres, en 1871 ; à Bruxelles, en 1874 ; à Berne, en 1876, et à celui de Gand, en 1877, qui fut le dernier congrès que tint officiellement cette association.

Dans ces Congrès, à partir de celui de 1868 surtout, De Paepe tint une place considérable. C'est lui qui rédigea le fameux Rapport sur la propriété collective qui fit tant de bruit. L'année suivante, la même question fut reprise à Bâle et De Paepe y lut et défendit un nouveau rapport sur la question de la propriété.

Il nous est impossible de parler de tous ces faits en détail, des polémiques qui suivirent ces Congrès d'où l'idée collectiviste sortit victorieuse. Notons cependant la série d'articles que De Paepe publia dans le journal l'*Internationale*, en réponse à des articles de la *Liberté*, dans laquelle Denis, Arnould, De Greef, combattaient le principe de la propriété collective.

Au Congrès de Bruxelles de 1874, De Paepe présenta son *Rapport sur l'organisation des services publics dans la Société future*. Cette théorie des services publics, si claire et d'une compréhension si facile, est l'œuvre la plus considérable de De Paepe, car cette théorie est admise maintenant par les socialistes des Deux Mondes.

Vers 1875-76, l'organisation ouvrière à Bruxelles était tombée bien bas. Quelques sociétés de résistance seulement avaient survécu au choc subi par l'Internationale et les nombreuses grèves de 1872-1873. C'est alors que nous entreprîmes, avec l'aide de De Paepe, de reconstituer une fédération sous le titre de *Chambre du Travail*. Des conférences, des meetings, des cours furent organisés et, parmi les conférenciers, De Paepe était le plus souvent sur la brèche. De Paepe, lui,

donna deux cours, un sur l'hygiène et la physiologie, un autre d'économie sociale, dont Denis et de Laveleye ont fait le plus grand éloge.

De Paepe a collaboré à de nombreux journaux et revues. Il est un des fondateurs de la société coopérative qui fonda le journal *Le Peuple*. Il assista aux Congrès de Bruxelles et d'Anvers — 1885 — où le parti ouvrier belge fut constitué définitivement et qui, depuis, a fait tant de progrès.

Démocrate et libre penseur

Naturellement, De Paepe réclamait des droits politiques pour le peuple et fut de tous les mouvements, de toutes les manifestations qui eurent lieu dans ces toutes dernières années.

Il aida à la fondation de nombreux cercles démocratiques revendiquant le suffrage universel et si, aujourd'hui, nous sommes sur le point de réussir dans cette juste revendication, il est bon de se souvenir des précurseurs du grand mouvement actuel.

Comme libre penseur, De Paepe a fait également une énorme propagande par la plume et par la parole. Il a donné de nombreuses conférences dans les sociétés rationalistes, a aidé à fonder la Fédération belge des sociétés rationalistes, a assisté aux nombreux congrès nationaux et internationaux de la libre pensée et, dans ces congrès, il aimait à développer cette idée, que le véritable libre penseur devait être démocrate et socialiste ; car, disait-il, l'homme ne pensera jamais sainement, librement, que lorsque sa vie matérielle sera assurée, lorsqu'il n'aura plus à subir la misère et la faim.

N'est-ce pas encore à De Paepe que l'on doit le mouvement créé par la *Libre Pensée* de Bruxelles pour les infirmières laïques. On sait que c'était De Paepe qui était chargé du cours qui a déjà fourni tant d'infirmiers et infirmières.

Actuellement, De Paepe était encore vice-président de la société la *Libre Pensée*.

Mais ce libre penseur était un sage, un homme d'une tolérance extrême et c'est ce qui le fit aimer et estimer non seulement par ses fidèles amis, mais même par ses adversaires, car on peut dire que De Paepe avait la sympathie de tous ceux qui l'ont connu.

L. BERTRAND.

LE NATIONALISME

Je viens de lire une brochure que les étudiants hongrois adressent aux nations civilisées pour protester contre un mémoire des étudiants roumains

Il faudrait d'abord savoir à quelles nations la brochure en question a été adressée. Je parie que les jeunes Magyars — naïfs, puisque

encore étudiants — ont adressé leur protestation à ceux qui, sous prétexte de les civiliser, vont importer des coups de fusil perfectionné, de l'opium et de l'eau de feu (dite eau-de-vie) aux soi-disant sauvages. Ce doit être, puisque c'est en ma qualité de député d'une nation civilisée que j'ai reçu la réponse des Magyars aux Roumains.

Mais passons outre. Où est l'objet du litige ?

Les Roumains, comme les Magyars, se prétendent plus civilisés, plus humains et chacun revendique, *pour sa race*, le privilège de la supériorité intellectuelle et humanitaire comme conséquence. Par une déduction louche — chaque partenaire veut prouver qu'une bande de sol déterminé doit leur appartenir. Des efforts de dialectique inouïs sont faits, de part et d'autre, pour démontrer l'excellence de leur thèse, voire de leur cause. On nous donne pour exemple l'entraînement des masses autour d'une idée sentimentale exploitée indistinctement et par les gouvernants aussi bien des républiques que des monarchies.

Braves jeunes gens, qui — pleins de sève et de générosité — n'ont pu encore arriver à dominer un préjugé à tous égards antiprogressiste et se chamaillent, s'enveniment au point de se quereller, et (qui sait) de se battre demain, peut-être.

Nous sommes une poignée de fous qui avons cru que la civilisation réclamait la cessation du moyen barbare des guerres, partant le désarmement et l'arbitrage international, et finalement la grande fraternité des peuples. Les sages, ceux qui sont encore écoutés, qui nous dirigent et nous gouvernent — la plupart du temps malgré et contre nous — démontrent qu'il est mieux de se dévorer, et, pour se tenir prêt à cette œuvre excellemment humanitaire et philanthropique, qu'il faut dépenser des sommes fabuleuses, dont la perception engendre la misère. Bravo !

Slaves mangez les Germains, Germains mangez les Francs-Gaulois, Anglo-Saxons mangez les Slaves, Hongrois mangez les Roumains, Chrétiens mangez les musulmans, bouddhistes mangez les fétichistes.

Décidément les hommes commencent à devenir intelligents.

ANTIDE BOYER, député.

LES PROGRÈS DE L'IDÉE

Presque ignoré il y a vingt années, le socialisme est connu aujourd'hui dans le moindre village ; c'est que, partout, ceux qui travaillent et qui souffrent ont compris que dans le socialisme était l'espoir et l'avenir.

Les pauvres ont cessé d'espérer en la politique et, les yeux tournés vers le nouveau soleil qui perce les nuages, ils attendent tous

des idées, des formules et des conceptions nouvelles qui sont les bases du socialisme.

Dans les courses à travers la France pour aller jeter la semence socialiste dans les cerveaux, j'ai pu constater ses immenses progrès ; j'ai rencontré, aux confins de la Normandie comme dans les villages du Berry, des révolutionnaires et des propagandistes qui éduquent les malheureux, les secourent, et qui répondent, quand on les remercie des services rendus :

« C'est ce que dans notre parti on appelle la solidarité, vous ne nous devez rien, pas même un remerciement : faites pour d'autres ce que nous avons fait pour vous. »

Et l'armée des conscients grossit tous les jours, recrutant ses soldats parmi les cœurs généreux que les monstruosité de notre ordre social émeuvent, et parmi les exploités qui ont eu à se plaindre d'une injustice ou d'une iniquité et qui parviennent à englober, dans la même réprobation et la même haine, tout le fonctionnarisme, c'est-à-dire tous les rouages qui constituent, réunis, cet assemblage monstrueux qu'on appelle la loi, qui broie et déchire inconsciemment les malheureux qui se laissent prendre dans ses terribles engrenages.

.
*
.

Dans nos villes nous avons à souffrir, soit de la police, soit du patronat, soit du propriétaire, toutes sortes de vexations et d'abus ; encore nous connaissons un peu les Codes, et il arrive quelquefois que nous pouvons nous défendre contre la meute d'ennemis qui s'acharnent après nous.

Mais dans la campagne, le paysan a partout des ennemis, et, dans son idée simpliste, il éprouve une crainte superstitieuse à approcher des hommes de loi.

Le grand propriétaire dont il cultive les terres est un ennemi, l'huissier est un ennemi, le gendarme est un ennemi, tout ce qui est fonctionnaire est ennemi du paysan, puisque c'est son travail qui nourrit tout le monde.

Brochant sur tous les autres vient le prêtre qui, investi d'une autorité surnaturelle de son église, repaire du mensonge et de la fourberie, enseigne aux pauvres, aux humbles et aux déshérités qu'ils doivent se résigner, souffrir en silence, et qui emploie tous les artifices de son éloquence pour persuader aux malheureux que leurs souffrances sont des épreuves et qu'ils doivent se courber devant toutes les autorités.

Malgré toute la rhétorique du prêtre, malgré les menaces de l'huissier et du gendarme constamment suspendues sur la tête du paysan, malgré toutes les exploitations dont il est victime, le socialisme a germé dans son cerveau. Et maintenant, à la lecture d'une brochure ou d'un journal qui parle de révolte et d'affranchissement, il jette à la dérobée un regard d'espoir sur le vieux fusil accroché au mur ; s'il est aux champs, alors que l'huissier passe en voiture, le

paysan serre, en ricanant, le manche de sa fourche en fer avec le désir de s'en servir dans une prochaine jacquerie.

* * *

Le vieux monde tremble sur ses bases et le jour n'est pas éloigné où, de tous côtés, en tous pays se lèveront les révoltés.

Cette fois, il nous faudra triompher.

Le prolétariat écrasé, deux fois déjà : en juin 1848 et en mai 1871, le prolétariat ne doit pas subir une nouvelle défaite.

Il est donc indispensable, avant d'aller à la bataille, que nous unissions dans la même pensée les différents corps de l'armée socialiste.

Il faut, et c'est une condition absolue de victoire, que ceux qui jusqu'à ce jour ont été considérés comme des chefs rentrent dans le rang.

Nous savons reconnaître les mérites de chacun ; les savants sont utiles dans notre parti ; nous avons besoin d'orateurs et de publicistes pour la propagation de nos idées. Mais il faut qu'on s'habitue à ne voir, parmi ceux qui ont fait et font encore le recrutement de l'armée socialiste par la parole ou par la plume, non des chefs, non des directeurs, non des généraux, mais de simples soldats, mieux partagés que d'autres sous le rapport du talent, mais qui ne sont, malgré tout, que des camarades de combat qui donnent à la cause commune leur éloquence et leur dévouement, en attendant qu'ils donnent, comme tous les autres, leur vie.

Il y a, en France seulement, plus d'un million de socialistes qui sont décidés à user de tous les moyens pour hâter l'avènement d'une société nouvelle, et, parce qu'il plaît à quelques individus d'être les pontifes d'une religion ou d'une confession nouvelle, ce million d'individus est divisé en fractions et sous-fractions qui se neutralisent les unes les autres.

Il est temps que cela cesse, les temps sont proches où nous aurons besoin de compter les uns sur les autres ; il faut que les dévoués, ceux qui ne veulent rien être, ceux qui ont fait à la cause tous les sacrifices qu'ils pouvaient faire tentent un dernier effort, il faut que, sur des bases nouvelles, avec des éléments nouveaux, se reconstitue le grand parti révolutionnaire, où, désormais, il n'y aura de place que pour les dévouements.

Le Congrès de Bruxelles a décidé la création d'un secrétariat du travail : si ceux que l'on considère comme des chefs savent être à la hauteur de leur mission, si véritablement ils ont pour but d'amener le triomphe de la cause, ils disparaîtront de l'organisation nouvelle et lui laisseront son exacte signification. Alors, de tous les coins du pays nous verrons venir les adhésions au parti nouveau, notre propagande prendra un essor formidable, et, quand le tocsin révolutionnaire appellera aux combats tous les meurtris déshérités, nous irons à la bataille avec une armée formidable qui nous assurera la victoire définitive

E. ODIN.

BIBLIOGRAPHIE

Nous rendrons compte, dans la revue LA QUESTION SOCIALE et dans l'Almanach de l'année 1893, de tout livre socialiste ou s'occupant de questions économiques et sociales qui nous sera envoyé.

CRIME ET SUICIDE

Etiologie générale. — Facteurs individuels, sociologiques et cosmiques
par le Dr A. CORRE (1)

Le docteur Corre peut être classé parmi nos célèbres criminalistes. Dans son dernier ouvrage, ainsi que dans celui qu'il a publié précédemment, *les Criminels*, il se livre à une enquête approfondie sur les causes occasionnelles et déterminantes des délits, des crimes et des suicides. Il accumule des faits et des preuves qui rendent ces ouvrages très précieux à consulter. Il examine toutes les idées, toutes les données avec une clairvoyance et une hauteur de vue très remarquables et démontre, dans beaucoup de cas, que la justice s'acharne à condamner, pour crimes ou délits, des hommes qui sont complètement irresponsables, devenus tels par l'influence de l'affreux milieu où ils se trouvaient.

Néanmoins, et c'est là la seule critique que nous nous permettrons, l'auteur rapporte trop à l'hérédité et à l'atavisme des délits et des crimes qui, croyons-nous, sont simplement le résultat du milieu dans lequel vivent ceux qui les commettent.

La misère est la grande déterminatrice de la plupart des crimes et délits. Nous donnerons, comme preuve de ce que nous avançons, le nombre effrayant et toujours croissant des prévenus âgés de moins de 21 ans qui, de 1871 à 1881, s'est élevé de 28 0/0. Cette augmentation est certainement due à l'état de misère dans lequel se trouvent les familles des détenus.

Nous recommandons le livre du Dr Corre à toutes les personnes qui se livrent à des études sérieuses, tant au point de vue philosophique qu'au point de vue sociologique.

LA FRANCE POLITIQUE ET SOCIALE (Année 1891).

La période qu'actuellement nous traversons étant, de l'aveu de tous, une période de transition, d'enfantement de temps nouveaux, il est fort intéressant, pour le public, de connaître les événements politiques et sociaux de l'année écoulée.

MM. Hamon et Bachot, conscients de cet intérêt, ont entrepris une œuvre de longue haleine : Retracer annuellement l'état politique et social de la France. Ils viennent de publier l'année 1890, la première de la série, sous le titre *La France politique et sociale*.

En ces deux volumes qui forment près de 900 pages d'un texte serré, édités par Savine, 12, rue des Pyramides (Envoi *franco* contre 7 fr. mandat ou timbres-poste) se retrouvent tous les grands événements de l'année dernière : Graves discussions des Chambres, 1^{er} Mai, la Conférence de Berlin, le Boulangisme, les Coullisses des coullisses, le

(1) Paris, Octave Doin, éditeur, 8, place de l'Odéon.

Budget, les Affaires de bourse, les principales Interpellations, les Campagnes de presse, les grands Procès, les Événements littéraires, les discussions académiques sur les questions de sociologie, etc., etc.

MM. Hamon et Bachot ont voulu, sans emphase, sans parti pris, avec l'impartialité de l'historien, mettre sous les yeux de leurs lecteurs la vie sociale et politique de la France, avec ses dessous, ses causes, ses aboutissants. Ils y ont réussi pleinement et c'est le plus bel éloge que nous puissions faire de cette œuvre : *La France politique et sociale (année 1891)*.

Nous ne saurions donc trop recommander à tout homme soucieux des intérêts de son pays, et nous devons tous l'être, de lire le livre de MM. Hamon et Bachot.

Sous ce titre : *Le Mouvement socialiste en Amérique et en Allemagne et Révolution de la vapeur* M. Michel Savigny, publiciste, vient de faire paraître un petit volume rempli de détails intéressants pouvant servir de documents utiles aux études socialistes. Ne pouvant analyser ce travail, nous nous contentons de le recommander à nos amis. Ils y verront que sur tous les points de la France s'accomplit le réveil du prolétariat et se poursuit l'étude des grands problèmes sociaux.

Le Dr Robinet dont les nombreuses études sont connues par tout le monde, a publié un livre ayant pour titre : *Danton Emigré*. Cet ouvrage est une réponse nette et précise aux historiens qui prétendent que les hommes de la Convention s'étaient fait remarquer par la faiblesse de leur diplomatie.

L'auteur qui, depuis de longues années, s'est livré à de consciencieuses études sur le grand révolutionnaire, a fait également des recherches aussi laborieuses que savantes sur la diplomatie de la première République. Aussi démontre-t-il victorieusement à ceux qui ont prétendu que l'action diplomatique de la France avait été nulle à cette époque, les efforts faits par Danton pour s'assurer l'appui des Whigs, que les idées et les tendances de ce parti rattachaient au grand mouvement de réformation sociale du dix-huitième siècle.

S'il ne put empêcher la coalition qui s'était formée contre la République, si ses efforts vinrent se briser contre une opposition systématique, Danton, par son action diplomatique, fit tout ce qu'il était en son pouvoir pour triompher et ne se préconisa de la force que quand il y fut contraint.

Les traités de Bâle en l'an III étaient son œuvre. Cette grande figure, qui a incarné en lui le génie de la Révolution, apparaît cent ans après dans un tableau avec des ombres. Ces ombres, le docteur Robinet a pris à cœur de les mettre en pleine lumière. Et ce n'est là encore qu'un premier jalon d'une étude considérable.

D'autres recherches, plus complètes et plus suivies encore, viendront rendre au grand révolutionnaire la justice qui lui est due.

Aussi recommandons-nous ce volume de 280 pages à tous ceux que passionnent les vérités historiques.

Dans un autre ordre d'idées, nous appelons l'attention de nos lecteurs sur un petit volume dû à la plume de François Guy et ayant pour titre : *les Préjugés et l'Anarchie*. Prix : 1 franc.

Ce livre, trop petit pour aborder tant de sujets philosophiques, se fait cependant remarquer par la hardiesse de ses idées et dans bien de cas par la vigueur de sa logique.

Le lecteur ne regrettera pas son achat et puisera dans cette lecture fortifiante les arguments nécessaires pour réfuter les sophismes bourgeois et la philosophie officielle et résignée de certains auteurs.

La Grande prostituée (1). — Sous ce titre, le citoyen Odin a publié une série d'affaires scandaleuses jugées en ces derniers temps qui donnent à réfléchir sur notre magistrature, dont le prestige diminue de jour en jour.

Nous savons que le citoyen Odin ne manque pas de courage pour s'attaquer aux puissants du jour et les flétrir comme ils le méritent. Et il serait à désirer que d'autres, comme lui, fissent la guerre aux abus et aux arbitraires, d'où qu'ils viennent. Mais ils sont peu nombreux ceux qui, au risque de perdre leur tranquillité et leur liberté, dénoncent les forfaits de ceux qui détiennent, sans aucune garantie pour le peuple, le droit abusif de juger les autres.

Cependant, si nous ne marchandons pas les éloges au citoyen Odin pour son livre, nous nous permettrons de lui faire une petite critique : c'est d'avoir accueilli un peu trop complaisamment, peut-être, les documents insignifiants et sans aucune portée du nommé Prenant qui avoue, non pas ingénument, mais effrontément, avoir corrompu un fonctionnaire afin de ne pas être poursuivi pour avoir escroqué un de ses correspondants d'une somme de 3,200 fr. La place de ce misérable est à Mazas et nous lui contestons le droit de parler au nom de la société lorsqu'il invente des calomnies envers les autres.

Il est vrai que le citoyen Odin s'aperçoit bien à quel gredin il a à faire. Et c'est pourquoi, d'ailleurs, dans l'intérêt même de son livre, il ne devait donner aucune attention aux écrits et aux dires de ce Prenant..... l'argent des autres.

L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DU MENUISIER

par Léon Jamin (2)

Cet ouvrage est remarquable par son exécution et important par les services qu'il peut rendre aux architectes, aux entrepreneurs, charpentiers, ouvriers et commis menuisiers.

Il n'y a pas, croyons-nous, jusqu'à présent une publication similaire aussi magnifique, intéressante, pratique et utile pour les hommes du métier. En publiant cet ouvrage la grande préoccupation de l'auteur, son seul but, est de répandre l'enseignement professionnel partout; de permettre aux menuisiers, par un livre nouveau, d'apprendre eux-mêmes à dessiner, à acquérir les connaissances indispensables pour faire d'excellents ouvriers, cela sans le secours d'un professeur.

(1) Un fort volume. Paris, chez l'auteur, 18, rue Richomme.

(2) Ouvrage complet forme un atlas de 200 planches. S'adresser à l'auteur, 21 rue Lamarck, Paris.

La tâche que s'est imposé l'auteur est difficile et il ne se dissimule pas tous les obstacles qu'il a à vaincre; aussi, pour la mener à bien, a-t-il besoin du concours de tous ceux qui ont à cœur le développement de l'instruction professionnelle.

Le citoyen Jamin a reçu une médaille à l'Exposition universelle, et cela sans aucune intervention de sa part, et malgré lui, en quelque sorte.

Le prix de son magnifique ouvrage serait, chez un éditeur, de 150 francs au moins.

En l'éditant lui-même l'auteur atteint le but qu'il s'est proposé : mettre son livre à la portée de toutes les bourses. Le prix en est de 100 francs payables à 3 fr. par mois, ou 90 fr. à 5 fr. par mois.

Pour paraître prochainement : *Notes sur le mouvement.* — Résumé du *Mémoire* de la Fédération jurassienne, du *Bulletin* de la Fédération jurassienne, de l'*Avant-Garde*, du *Révolté* et de la *Révolte*.

Cette brochure sera publiée en trois fascicules successifs qui seront envoyés gratuitement à tous les camarades qui donneront, à cet effet, leur adresse à l'éditeur Darnaud, à Foix (Ariège).

Nous apprenons que notre ami Bossane va faire paraître un roman actuellement sous presse : *Mademoiselle Rondecuri*. Savine, éditeur. Prix : 2 fr. 50.

Nous avons reçu de New-York une brochure contenant des chansons socialistes écrites en langue tchèques. Cette brochure est publiée par la rédaction du journal *Bezvladi*.

Nous recommandons tout particulièrement les reproductions en gravure des œuvres de notre ami Ernest Pichio (1).

On sait que, seul parmi tous les artistes, il osa stygmatiser les massacreurs de mai 1871 dans son admirable tableau *le Triomphe de l'ordre*, représentant les derniers massacres au pied du mur du Père-Lachaise où les socialistes vont chaque année raviver leurs haines et échanger leurs espoirs.

Un détail historique ignoré à propos du fameux tableau : *le Triomphe de l'ordre*; en 1873, alors que la France tremblait de la sanglante répression, au moment où l'affreux gredin nommé Thiers était à l'apogée de sa puissance, Pichio venait de terminer son œuvre. Il en fit exécuter une reproduction et l'envoya à Thiers avec cette dédicace significative : *L'auteur du tableau à l'auteur du massacre*.

ALMANACH DE LA QUESTION SOCIALE POUR 1891

Par P. Argyriadès

(2^e. EDITION)

Cet almanach, dont nous donnons ci-après le sommaire, a eu un véritable succès et les nombreuses demandes qui nous ont été adressées nous ont forcé à faire un second tirage.

(1) S'adresser à Ernest Pichio, 1, rue du Figuier, Paris.

Le succès moral n'a pas été moindre. Il nous a attiré les félicitations de nombreux publicistes et hommes politiques. Nous donnons ici les fragments de quelques lettres et articles concernant cet Almanach.

Cher citoyen Argyriadès,

J'ai reçu votre magnifique Almanach et je vous fais mes compliments pour la façon ingénieuse dont il est disposé. Outre cela, il y a à vous féliciter des nombreux documents qu'il renferme. Je l'ai beaucoup goûté et je ne doute pas qu'il aura un grand succès.

CASSARD,

directeur de l'*Action Sociale* de Lyon.

Ci-inclus 1 fr. 50 en timbres-poste pour l'Almanach de la question sociale que j'ai lu avec beaucoup d'intérêt et pour lequel le citoyen Argyriadès mérite des félicitations.

Docteur DELON (Nîmes).

On m'a remis à l'*Egalité* une de vos brochures ; permettez-moi de vous féliciter, car vous avez su recueillir tout ce qui en philosophie économique, en statistique documentaire et en littérature peut inculquer dans l'esprit des masses la vérité sociale et humaine.

Comme moyen de propagande et comme travail apporté, vous avez fait une belle et bonne œuvre.

LUCIEN PERRIN, avocat.

Cher citoyen,

Nous avons reçu les 15 exemplaires de votre Almanach de la Question sociale. Nous en sommes très contents et nous vous envoyons toutes nos félicitations.

ALFRED CHARMETTE (Roanne).

Cher compagnon,

Bien merci pour l'envoi de l'Almanach. Il est très intéressant. . .

F. DOMELA NIEUWENHUIS.

Citoyen,

Je viens de lire l'Almanach de la Question sociale. Il m'a fait plaisir. Plusieurs amis doivent vous le demander.

Je vous adresse un mandat de 6 fr. pour quatre que j'ai promis pour samedi prochain.

TEXIER (Bordeaux).

Cher citoyen,

. J'ai déjà parlé à quelques-uns de votre excellent Almanach dont la lecture m'a ravi. . . . Il peut être considéré comme le *vademecum* de tout socialiste pour l'année 1891.

PIERRE DESAUNAUX (Rouen).

Mon cher Argyriadès,

J'ai tardé à vous remercier de l'amical envoi de votre Almanach, mais je l'ai trouvé fort intéressant, et par son exposé si clair des principales données du communisme, et par les documents de choix qui y sont joints

Je lui souhaite donc, pour la propagande de nos idées, tout le succès qu'il mérite.

O. SOUËTRE (Paris).

EXTRAITS DE JOURNAUX

ALMANACH DE LA QUESTION SOCIALE

Le citoyen Argyriadès vient de publier un almanach appelé à rendre de très grands services au socialisme et à la propagande de la libre pensée internationale.

Depuis de longues années le besoin d'une œuvre de ce genre se faisait sentir mais les tentatives faites en ce sens n'ont amené aucun résultat appréciable.

Les groupes et les militants ne perdaient pas une occasion de demander la publication si utile.

Il est paru, et pour une innovation l'enfant est bien venu, ma foi ! Il y a de tout dans cette almanach.

D'abord trois calendriers différents : le calendrier grégorien, année 1891, le calendrier républicain an 99, et un calendrier socialiste partant du 18 mars 1871 — nous entrerons donc dans la dix-neuvième année de l'ère socialiste — avec des éphémérides socialistes et philosophiques.

Le directeur de l'almanach a changé les semaines et les décades des anciens calendriers, et a fait pour les socialistes pour l'avenir même des semaines de cinq jours, ce qui compte exactement l'année de 365 jours en 73 semaines, avec un jour de repos sur cinq.

Mais il y a de tout dans ce livre, des vers de Pottier, de Louise Michel, de Jean Richepin, des statistiques sur le travail, sur le paupérisme, des articles de combat, des pensées philosophiques, des renseignements sur le mouvement socialiste dans le monde entier.

Et ce qui sera très utile aux militants pour nouer des relations internationales, on trouvera à la fin un catalogue de tous les journaux socialistes du monde entier.

Le citoyen Argyriadès a fait là une œuvre utile au socialisme et à la libre pensée ; que les militants comprennent l'utilité d'un tel recueil, et l'an prochain, tout ce que le monde compte d'écrivains et de penseurs voudra y collaborer. Ce sera par centaines de mille exemplaires que se tirera et se vendra l'*Almanach de la Question sociale*.

La place d'une telle œuvre était marquée dans la bibliothèque socialiste de l'*Egalité*, tous les amateurs de bons et utiles livres le voudront dans la leur.

(L'*Egalité*).

Le citoyen Argyriadès vient de publier l'*Almanach de la Question sociale et de la Libre Pensée*, revue annuelle du socialisme international pour 1891.

Quiconque s'intéresse à la propagande socialiste devra se munir de cet intéressant et intelligent volume qui ne pourra manquer de gagner aux idées que nous défendons de nombreux adeptes.

L'almanach d'Argyriadès, que l'on peut se procurer chez l'administrateur du journal la *Question sociale*, 5, boulevard Saint-Michel, constitue, nous le répétons, un excellent élément de propagande. Fort de près de deux cents pages, il contient, à côté des fragments littéraires les mieux appropriés, les études les plus variées et des documents les plus substantiels, la liste des journaux socialistes de tous les pays du monde.

— Puisque le gouvernement, dit l'auteur, tout en permettant l'Internationale des capitalistes, défend l'Internationale des travailleurs, il faut bien que les socialistes trouvent quelque moyen légal d'établir leurs relations.

Et à ce point de vue, Argyriadès a fait une œuvre parfaitement recommandable.

(*La Bataille*).

C. de S. C.

Subissant les vicissitudes nationales, l'almanach politique grandit et décroît avec la liberté, pour renaître avec elle. L'empire en amène la décadence, et il lui faut l'ère d'une nouvelle République pour reprendre son essor. Après le Deux-Décembre, il se contente d'être drôlatique, charivarique, lunatique. Avec la troisième République, reparait l'almanach social.

Celui que nous avons sous les yeux mérite une mention toute particulière. Il se nomme : *Almanach de la science sociale et de la Libre Pensée*.

L'auteur, M. P. Argyriadès, adopte en partie le calendrier que la Convention nationale a substitué au grégorien. Les modifications qu'il propose ensuite nous semblent logiques pour la plupart.

Cela fait, l'almanach socialiste passe à un autre côté de sa tâche : condenser en quelques explications, aussi brèves et aussi claires que possible, les principales données du socialisme moderne. Quelques récits, quelques pièces de vers, comme le *Mendiant*, de Richepin, entrecourent la partie doctrinale. On y trouve encore un exposé rapide et très bien fait de la situation du socialisme à l'étranger.

L'ouvrage se termine par une liste presque complète des journaux socialistes de tous les pays, depuis la France jusqu'à Madagascar.

(*La Justice*.)

V. JACLARD.

L'*Almanach de la Question sociale et de la Libre Pensée*, revue annuelle du socialisme international pour 1891, que vient de publier P. Argyriadès, avocat à la Cour d'appel de Paris, est en même temps un exposé succinct des doctrines socialistes et une excellente publication de propagande. L'idée sociale a de nombreux sympathiques en France, mais à beaucoup l'initiation et l'éducation manquent. Ceux-là trouveront ici le résumé des idées à l'étude et des théories récentes, ainsi que nombre de documents sur la dépopulation en France, le socialisme international, les souffrances et les misères du prolétariat, écrasé par les impôts et les dépenses occasionnées par les guerres récentes ou celles qu'on prépare. Cet almanach est édité par l'administration de la *Question sociale*, 5, boulevard Saint-Michel.

(*Le Carillon*.)

LÉO TRÉZENIK.

L'*Almanach de la Question sociale* est une œuvre excellente — à tous les points de vue, — de propagande nettement socialiste, révolutionnaire et anticléricale.

Le citoyen Argyriadès a eu en outre le grand mérite de réunir, dans l'*Almanach de la Question sociale*, des œuvres des plus grands écrivains contemporains.

C'est ainsi que nous y trouvons de beaux vers du maître Richepin, ainsi qu'une nouvelle du même auteur.

A noter aussi dans l'*Almanach*, une poésie de Louise Michel intitulée l'*Atlantide*, une chanson de Pottier sur le *Chômage*, une page de

l'Insurgé de Jules Vallès, un article de notre ami Odin sur le rôle des socialistes.

A noter, une magistrale étude sur le socialisme due à la plume d'Argyriadès et l'admirable plaidoirie qu'il a prononcée devant la Cour d'assises de la Haute-Vienne, en faveur de la femme Souhain, et qui est un éloquent réquisitoire contre la société inique des capitalistes bourgeois.

Tout, d'ailleurs, est à lire dans *l'Almanach de la Question sociale*, et nous le recommandons vivement à nos lecteurs.

(*Le Tocsin.*)

Cet almanach est véritablement intéressant et instructif.

(*Le Républicain du Var.*)

M. Argyriadès, avocat à la Cour d'appel de Paris, vient de publier sous le titre modeste d'almanach, un ouvrage très sérieux et très sincère sur le socialisme. La Question sociale est une de celles qui s'imposent le plus fortement à l'attention des générations contemporaines. On peut ne pas partager les doctrines de M. Argyriadès, mais on consultera toujours son ouvrage avec fruit. A côté de la partie politique et économique, *l'Almanach de la Question sociale* possède une intéressante partie littéraire, c'est dire que l'agréable s'y joint à l'utile.

(*La Tribune de Genève.*)

Almanach de la Question sociale, par P. Argyriadès.

Aucune langue n'a encore publié un *Annuaire du socialisme International* aussi important. Son « Etude sur le Socialisme scientifique » l'adresse à tous les hommes de lumière.

DÉSIRÉ DESCAMPS.

L'Almanach de la Question sociale, pour 1891, par P. Argyriadès, est une œuvre de propagande socialiste. Nous devons ajouter, en amateur d'almanachs que nous sommes, qu'il remplace avantageusement les fades brochures de premier de l'an publiées par Vernot, Paul Dupont, Delagrave, etc. Celui-ci est bourré de vrais documents et n'est pas envahi aux trois quarts de chaque page par les réclames et les recettes de cuisine. Enfin, un souffle passionné l'anime ; celui qui a écrit ces pages et compilé cette anthologie socialiste a la foi.

ÉMILE SAINT-LANNE

(*Dictionnaire illustré des contemporains.*)

Sous le titre *Almanach de la Question sociale* le citoyen P. Argyriadès a publié un annuaire que nous recommandons à tous nos coreligionnaires politiques possédant le français. Le contenu en est très varié : outre le calendrier donnant entre autres les éphémérides socialistes les plus remarquables, ce livre offre ample matière de lecture la plus intéressante.

(*Hamburger Echo.*)

La table des matières de *l'Almanach de la Question sociale* donne une idée de l'intérêt que présente cet annuaire exceptionnel, rédigé dans un esprit tout nouveau. Tous ceux qui désirent s'initier aux questions sociales liront cet almanach avec plaisir.

(*Vereinsblatt der Bauhandwerker*, de Brunswick.)

Ainsi qu'on l'a vu plus haut, la presse a été unanime à nous féliciter.

Cependant le rédacteur — quelque peu grincheux — d'un journal anarchiste, qui bourre ses lecteurs avec des idées dues à des écrivains tels que de Lanessan et auquel les vaillantes sorties du *Père Peinard*, en sa langue imagée, contre la bourgeoisie, déplaisent fort, a essayé de critiquer désobligeamment notre almanach.

Tant qu'il parle du mouvement anarchiste, nous ne lui contestons pas ses critiques; mais il a voulu aller plus loin et nous faire un reproche de ce que nous avons mis dans nos éphémérides les noms de Pythagore, de Solon, de Lycurgue.

Là il a outrepassé sa compétence, car s'il connaissait l'histoire, il saurait que Pythagore était un des premiers communistes, que c'est lui qui a dit : « Entre amis, tout est commun »; il saurait aussi que Solon se plaisait à répéter aux Athéniens : « L'inégalité fait naître la guerre, et sans l'égalité il n'y a pas de Justice »; il saurait enfin que Lycurgue était le premier fondateur, à Sparte, d'une société égalitaire et communiste.

Une anecdote nous vient à l'esprit à ce propos :

Le célèbre sculpteur Praxitèle avait fait une superbe statue. Sur la place publique où l'œuvre était exposée, un cordonnier, en présence de l'artiste, hasarda une critique :

— Ceci n'est pas exact, « dit-il en montrant un défaut à la chaussure.

— Tu as raison, répond Praxitèle, cette chaussure n'est pas bien faite. »

Notre cordonnier de s'enhardir devant un tel succès et de vouloir critiquer une autre partie de l'œuvre. Mais Praxitèle l'interrompt :

« Ah ! non, mon ami, lui dit-il, arrête-toi à la chaussure. »

Sommaire de l'Almanach de la Question Sociale pour 1891

Historique et critique des calendriers. — Calendrier réformé, éphémérides socialistes et de la libre pensée. — Le 18 Mars -- Etude sur le socialisme scientifique, par P. Argyriadès. — L'Atlantide, poésie par Louise Michel. — Les suicides en France. — Le Mendiant, par J. Richepin. — Babeuf et sa doctrine. — La dépopulation en France. — Un Fait divers, par Richepin. — Le Coup de tampon, par François Coppée. — Socialisme international : Etudes sur les partis socialistes dans tous les pays du monde. — Le Vieillard qu'on met au rebut, par Souétre. — Une Proclamation de Blanqui. — Pensées, maximes, mots de combat. — *Différentes statistiques* : Dépenses militaires en Allemagne, Dime Capitaliste, Prolétariat agricole, Millionnaires, Paupérisme à Londres, les Mendiants, Paupérisme en Italie, la Banqueroute, les Impôts. — Ce que coûtent les guerres, Armées européennes. Ce que coûte la justice. — Le Chômage, par E. Pottier. — Sauvons l'enfance. — Cause célèbre : Une mère qui, poussée par la misère, a étranglé ses cinq enfants, compte rendu du procès, plaidoirie de M^r Argyriadès. — Une page de l'*Insurgé*, Jules Vallès. — Situation économique des paysans roumains — Pensées comico-philosophiques. — Les Lamentables des Halles. — Notre rôle, Odin. — Folie d'André Gill. — Un peu de religion. — La Coopération. —

Monsieur Thiers. — *Lux*, Victor Hugo. — Bibliographie. — Liste des journaux socialistes de tous les pays du monde, etc., etc.

L'*Almanach* forme un fort volume in-8° raisin, et il nous reste encore quelques exemplaires. — Prix : 1 fr. 50.

(Envoi franco après réception de cette somme)

VIENT DE PARAÎTRE : **ESSAI SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE**

par P. ARGYRIADÈS (2^e édition)

Cette brochure a eu le même succès que l'*Almanach*. Nous ne pouvons pas, naturellement, reproduire ici tous les comptes rendus qui en ont été faits dans les journaux. Nous nous contenterons de donner deux petits extraits :

L'*Essai sur le socialisme scientifique* n'est qu'une petite brochure, et cependant c'est une critique valable de la production capitaliste, du système qui gouverne l'univers Aryen.

L'esprit qui a présidé à cet essai est essentiellement collectiviste. La critique sociale est impartialement faite.

A retenir cette phrase justement pensée : « Il y a entre un capitaliste et une bête fauve cette différence, qu'une fois que cette dernière est rassasiée, elle ne fait plus de victimes, tandis que le capitaliste ne se rassasie jamais. »

La brochure de M. Argyriadès mérite des éloges, c'est un exposé exact de la situation, un aperçu clair du socialisme collectiviste.

L'auteur est nettement révolutionnaire, parce qu'il a une exacte notion de la mentalité contemporaine, parce qu'il voit sainement l'égoïsme bourgeois, les aspirations prolétariennes. Antipatriote dans le sens bourgeois du mot, M. Argyriadès l'est, et franchement, il le dit. Bonne brochure de propagande qui convaincra ceux capables de penser, de sentir, en qui le désir de jouir n'a pas éteint tout autre sentiment.

A. HAMON.

Cet écrivain, ce penseur qui, on le sait bien, s'est adonné depuis de longues années à l'étude des questions économiques et sociales, a entrepris dans l'*Essai sur le socialisme scientifique*, de divulguer le socialisme moderne, le socialisme scientifique, généralement fort peu connu, aussi bien par ceux qui s'en sont faits les apôtres, que par ceux-là mêmes qui l'attaquent journellement.

M. Argyriadès, après avoir largement exposé sa critique sociale, appuyée sur des faits, passe à la partie positive et expose la doctrine collectiviste de telle sorte et avec une telle clarté, que le plus ignorant de ces spéculations n'y est plus étranger, et peut formuler son opinion sur la matière.

(Revue des livres nouveaux.)

GASTON D'HAILLY.

ERRATA

Page 80, signature de la poésie, lire *Marc Amanieux*, au lieu de *H. Marc-Amanieux*.

Page 123, lignes 7 et 8, lire *implacable* au lieu de *incapable*.

LISTE GÉNÉRALE

DES

Journaux socialistes du monde entier

FRANCE

- Revue Socialiste*, 8, rue des Martyrs, Paris, mensuelle, socialiste collectiviste, 6^e année. Dir., Benoit Malon. Abonn. 18 fr. pour la France et 20 fr. pour l'étranger.
- La Question Sociale*, 5, boul. Saint-Michel, Paris, mensuelle socialiste. Dir., P. Argyriades. abonnement annuel, 4 fr.
- Le Parti Socialiste*, 33, rue Gourdon, à Vierzon.
- L'Égalité*, 12, rue Paul-Lelong, Paris, socialiste, quotid., 3^e année, Abonn. 20 fr. Dir., Jules Roques.
- Le Socialiste*, hebdom., Paris.
- La Révolte*, 140, rue Mouffetard.
- Le Parti Ouvrier*, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, socialiste, quotid., Dir., J. Allemane. Abonn. 12 fr.
- Le Prolétaire*, 49, r. de l'Arbre-Sec.
- La Bataille*, 16, rue du Croissant, Paris. répub. socialiste, quotid. Dir. Lissagaray.
- La Citoyenne*, 107, r. du Mont-Cenis. Paris, Journal de la revendication du suffrage des femmes Dir., Mme Maria Martin.
- Le Père Peinard*, 120, r. Lafayette, Paris, communiste anarchiste, hebdom., écrit en langue verte (argot parisien). Abonn. 6 fr. par an. Nous recommandons ce journal à M. Larchey, qui y trouvera plus d'un mot pour son dictionnaire.
- L'Autonomie*, 27, r. de la Procession, Paris, socialiste libre-penseur, hebdom. Dir., A. de Okeeki. Ab. 5 fr. Dir., 6 fr. départements.
- L'Esprit de la Femme*, 51, r. Saint-Sauveur, Paris.
- La Revue Européenne*, 64, rue de Turenne, Paris, socialiste.
- Bulletin de l'Union universelle des Femmes*, 9, rue Gager-Gabillot, Paris. Dir., Mme Maria Chéliga-Loévy
- L'Aurore Sociale*, 58, rue du Four-Saint-Germain, Paris.
- Les Réformes*, 174, rue Faubourg-Saint-Denis, mensuel, Paris.
- Le Droit des Femmes*, 4, rue des Deux-Gares, Paris, paraissant tous les deux mois.
- L'Eclaireur*, hebdom., 8, rue des Martyrs, Paris.
- L'Action Sociale*, 3, r. de Marseille, Lyon, socialiste collectiviste, hebdom. Abonn. 6 fr. pour la France, 8 fr. pour l'étranger.
- La Voix des Travailleurs*, 24, rue du Jardin-National, à Albi, socialiste, hebdom. Abonn. 3 f. 50.
- La Voix du Peuple du Var*, à Toulon, socialiste, hebdomadaire.
- La Question Sociale*, 4, r. La Boétie, Bordeaux, collectiviste, hebdom. Abonn. 1 fr. pour dix numéros.
- L'Idée Ouvrière*, Roubaix, révolutionnaire.
- Tire-Pied*, 17, r. Héré, Nancy. Tribune libre, organe des travailleurs et des revendications sociales. Abonn. 3 fr.
- Le Tocsin*, rue Saint-Antoine, à Commeny (Allier).
- Le Tirailleur Algérien*, à Alger.
- Le Radical Algérien*, à Alger.
- La Revue Algérienne*, à Alger.
- Le Tocsin*, r. de la Kasbah, Alger.
- Le Travailleur*, 21, rue de Béthune, à Lille, collectiviste.
- Le Salarial*, 74, r. Cauchoix ou 84, r. Bons-Enfants, Rouen, collect.
- La République sociale*, 8, place Voltaire, Narbonne, collectiviste.
- La Défense des Travailleurs*, 33, rue d'Ostende, Saint-Quentin, collectiviste.
- Le Peuple Picard*, 10, place Saint-Firmin, Amiens, collectiviste.

Le Devoir, à Guise (Aisne) revue des questions sociales.
Bulletin mensuel de la Fédération nationale des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France, 16, rue Sullivan, Bordeaux.
L'Emancipation, rue de Gonzague, à Charleville, heb.
La République sociale, 50, rue de la Monnaie, Troyes.
L'Ouvrier corse, 9, rue Fesch, Ajaccio, hebdomadaire.
Le Cri social, rue de la Kasbah, Constantine.
La République de l'arrondissement, Saint-Claude (Jura).
L'Ouvrier syndiqué, Bourse du Travail, Marseille.
La Voix de l'ouvrier, Bourse du Travail, Nîmes.
Le Progrès des Cuisiniers, Bourse du Travail, Paris.
Bulletin officiel de la Bourse du Travail, Paris.
Le Réveil des Mineurs, place Matenzy, Saint-Etienne.
L'Emancipation des Deux-Charentes, 41, rue de la Loire, Angoulême.
Le Progrès, route Nationale, à Souillac (Lot), heb.
Le Travailleur, 21, place Saint-Croix, à Cholet (Maine-et-Loire), heb.
L'Atelier, 5, rue des Poissonnaux, à Lille (Nord), heb.
Le Coup de Feu, à Montdidier (Somme), mensuel.
La Vraie République, 31, rue Autran, Châtellerauld (Vienne).
Le Travailleur, à Epinal (Vosges), heb.
La Fraternité, rue Saint-Amand, à Auch.
La Revue Sociale, à Dijon.
L'Avant-Garde, à Toulouse, 20, rue de la Colombette.
Roubaix Socialiste, à Roubaix.
L'Eclaireur de la Vienne, 8, rue Colbert, à Châtellerauld.
L'Eclaireur de l'Ouest, à Nantes.

ALLEMAGNE

Altenbourg : *Der Wächler*, Bruder-gasse, 2 (hebdom.)
 Bant : *Die Nord-Wacht*, Adolf-strasse, 1 (hebdom.).

Norddeutsches Volksblatt, Adolf-trasse, 1 (3 fois par semaine).
 Berlin : *Vorwärts*, Beuthstrasse, 2, S. W. (quotid.).
Volksblatt für Teltow, etc, Elisabeth-Ufer, 55 (3 f. par semaine).
Berliner Volkstribune, Elisabeth-Ufer, 55 (hebdom.).
Die Jugend, Elisabeth-Ufer, 55 (toutes les 6 semaines).
 Bielefeld : *Volksmacht*, Obernthor-wall, 23 (quotid.).
 Brandenburg : *Volksblatt für Ost-und Westhavelland*, St Annen-strasse, 33 (quotid.).
 Brême : *Bremer Bürger Zeitung*, Martinistrasse, 44 (quotid.).
 Breslau : *Schlesische Volksmacht*, Weissgerbergasse, 64 (quotid.).
Schlesische Nachrichten, Weissgerbergasse, 64 (hebdom.).
 Brunswick : *Braunschweigische Volksfreund*, Kannegiesser-strasse, 13 (quotid.).
Der Landbote, Kannegiesserstrasse 13 (hebdom.).
 Burgstädt : *Die Volkstimme*, Augustusstrasse (3 f. par semaine).
 Cassel : *Volksblatt für Hessen*, Schaefergasse, 26 (3 fois par semaine).
 Chemnitz : *Die Presse*, Garten-strasse, 16 (quotid.).
 Cœthen : *Volksblatt für Anhalt*, Madgebourg, Schmiedehof-strasse, 5/6 (quotid.).
 Cologne : *Kölnener Arbeiter-Zeitung*, Thieboldsgasse, 66 (bi-hebdom.).
 Crefeld : *Niederrheinische Volkstri-büne*, Grabenstrasse, 58 (bi-heb.).
 Darmstadt : *Hessische Volksstimme*, Schirmgasse, 16 (quotid.).
 Dortmund : *Westfälische Freie Presse*, Lindenstrasse, 25 (quot.).
Volksstimme, Gelsenkirchen, Fried-richstrasse, 47 (3 f. par semaine).
 Dresde : *Sächsische Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 (quotid.).
Mitteldeutsche Arbeiterzeitung, Gerbergasse, 1 (hebdom.).
Oberlansitzer Arbeiterzeitung, Gerbergasse, 1 (hebdom.).
 Berlin S. O : *Lichtstrahlen*, Belle-Alliancestrasse (bi-mens.).
 Düsseldorf : *Düsseldorfer Arbeiter-Zeitung*, Neustrasse, 49 (3 fois par semaine).

Elberfeld : *Freie Presse*, Kleine Klotzbahn, 10 (quotid.).
 Erfurt : *Thüringer Tribune*, Gartenstrasse, 7 (3 f. par semaine).
 Francfort-s/M. : *Frankfurter Volksstimme*, Mainstrasse, 15 (quotid.).
 Francfort-s/O. : *Märkische Volksstimme*, Junkerstrasse, 13 (3 f. par semaine).
 Fürth : *Fürther Bürger-Zeitung* (quotid.).
 Geestemünde : *Norddeutsche Volksstimme*, Schulstrasse, 16 (3 fois par semaine).
 Gelsenkirchen : *Gelsenkirchner Arbeiterzeitung*, Friedrichstrasse, 47 (3 fois par semaine).
 Gera : *Reussische Tribune*, Kurrestrasse, 16 (2 fois par semaine).
 Gotha : *Gothaisches Volksblatt*, Kinsleberstrasse, 11 (3 f. p. s.).
 Hagen : *Hagener Arbeiter-Zeitung*, Gelsenkirchen, Friedrichstrasse 47 (3 fois par semaine).
 Halberstadt : *Sonntagszeitung*, Grundenberg, 3 (hebdom.).
 Halle-a-S. : *Volksblatt für Halle*, Böhlbergasse (quotid.).
 Hambourg : *Hamburger Echo*, Grosse-Theaterstrasse, 44 (quot.).
Der Gesellschafter, Grosse-Theaterstrasse, 44 (hebdom. et illustré).
 Hanau : *Hanauer Volkszeitung*, Langstrasse, 40 (quotid.).
 Hanovre : *Volkszeile*, Marktstrasse, 45 (quotid.).
 Iserlohn : *Märkische Arbeiter-Zeitung*, Grabenstrasse, 56 (3 fois par semaine).
 Langenbielau : *Der Proletarier aus dem Enlengebirge* (2 f. p. sem.).
 Leipzig : *Der Wähler*, Dörrienstrasse, 9 (quotid.).
 Magdebourg : *Volksstimme*, Schmiedehofstrasse, 516 (quotid.).
 Mannheim : *Volksstimme*, T. 3 b 4 (quotid.).
 Mayence : *Mainzer Volkszeitung*, Deutschausgesschen, 1 (quot.).
 Mulhouse : *Elsass-Lothringische Volkszeitung*, Bourgasse (3 fois par semaine).
 Munich : *Münchener Post*, Senefelderstrasse, 4, I (quotid.).
Arbeiter-Zeitung, Senefelderstrasse 4, I. (hebdom.).

Suddeutscher Postillon, Senefelderstrasse, 4, I. (mens., humorist.).
 Nordhausen : *Nordhäuser Volksblatt*, Altendorferstrasse, 16 (bi-hebdom.).
 Nuremberg : *Fränkische Tagespost*, Weizenstrasse, 12 (quotid.).
Arbeiter-Chronik, Weizenstrasse, 12 (hebdom.).
Bayrisches Wochenblatt, Weizenstrasse, 12 (hebdom.).
 Offenbach : *Offenbacher Abendblatt*, Frankfurterstrasse, 36 (quotid.).
 Offenbourg-i.B. : *Volksfreund*, Metzgerstrasse, 208 (3 f. p. sem.).
 Ottensen : *Norddeutsche Volkszeitung*, gr. Rainstrasse, 23 (3 fois par semaine).
 Plauen-i.-V. : *Vogtländisches Volksblatt*, Fürstenstrasse, 32 (3 fois par semaine).
 Riesa : *Der Volksfreund*, Albertplatz, 6 (3 fois par semaine).
 Rudolfstadt : *Thüringer Volksblatt*, Untere Marktstr. 35 (bi-hebd.).
 Saalfeld : *Saalfelder Volksblatt*, Rosmarinstrasse, 15 (3 f. p. s.).
 Solingen : *Bergische Arbeiterstimme*, Kaiserstrasse, 29 (3 fois par semaine).
 Sonnenberg : *Thüringer Volksfreund*, Köhlerhof (bi-hebd.).
 Stendal : *Altmark. Sozialdemokrat*, Schönebeckerstr. 16 (bi-mens.).
 Stettin : *Stettiner Volksbote*, (3 fois par semaine).
 Stralsund : *Stralsunder Volksstimme*, (3 fois par semaine).
 Stuttgart : *Schwäbische Tagwacht*, Furthbachstrasse, 12 (quotid.).
Der wahre Jacob, Furthbachstrasse 12 (bi-mens., humorist.).
Die Neue Zeit, Furthbachstrasse, 12 (hebdom.; revue scientifique).
 Wilkau : *Allgemeine Anzeiger*, Kirchbergerstrasse, 139 (3 fois par semaine).
 Zeitz : *Der Volksbote*, Neumarkt, 38 (3 fois par semaine).
Glückauf, Neumarkt, 38 (hebdom.).

ITALIE

Il Muratore, Milan, collectiviste.
L'Emancipazione, Rome, républicain socialiste.
L'Avvenire, Novare.

L'Italia del popolo, corso Vitt. Em.
n° 15, Milan, démocratique.
La Rivendicazione, Forlì (Romagne)
La Riscossa, via dei Vespri, 28,
Trapani (Sicile).
Il Riscatto, Messine (Sicile).
L'Operaio, Reggio (Calabre).
L'Ottantanove, Venise.
Spartacus, Gênes.
Favilla, Mantoue.
Avanti, Palerme, anarchiste.
Il sole dell'avvenire, Ravenne.
L'Amico del Popolo, 24, via Caval-
leria, Bologne.
Ferruccio, corso Garibaldi, 288,
Reggio (Calabre).
La Giustizia, à Reggio-Emilia, col-
lectiviste.
La Campana, Macerata, anarchiste.
Il Lavoratore Comasco, à Come.
Il Tipografo, à Milan, ouvrier.
La Tipografia Milanese, à Milan.
Le XX^e Siècle, socialiste.
L'Unione, à Catania.
Il Panattiere, à Turin, ouvrier.
La Riscossa, à Trapani.
Mefistofele, à Benevento.
Il Calzolaio, à Milan.
Secolo, à Milan, démocratique.
La Critica sociale, à Milan, revue.

HOLLANDE

Recht voor Allen, Roggeveentraat,
54, St-Gravenhage La Haye ; Dr
Domela Nieuwenhuis, organe
du parti démocratique social.
De Klok, Wolvega en Frise.
Friese Volksblad, Leeuwarden.
Radical Weekblad, à Amsterdam.
Licht en Waarheid, à Middelburg.
Seingever, à La Haye.
De Sigarenmaker, à La Haye.
Volksvriend, à Zwolle.
Recht door Zee, à Hengels.
Volkstribunn, à Maastricht.
Volkssaak, à Winscholen.
Kalk- en Steenwerker, à Amster-
dam.
De Backersgezel, à Amsterdam.
Diamantwerker, à Amsterdam.

AUTRICHE

Arbeiter Zeitung, VI, Gumpendor-
ferstrasse, 60, Vienne.
Backer Zeitung, 9, Rochgasse,
Vienne.

Volkspresse, VII, Kaiserstrasse
117, Vienne.
Glühlichter, I, Am Bergel, 1, Vienne
Volksfreund, *Arbeiterstimme*, Row-
nort, Brünn.
Heslo Myslikova, ul c. 12, *Soriolny*
Demokrat ; *Freigeist*, Reichen-
berg, Prague.
Hlas Lydu, Prossnitz.
Der Textilarbeiter, Reichenberg.
Bohème.
Rasple, *Odborny list delnictva textil-*
niho, *Cervanky*, à Brünn.
Nazdar Rakousky Kovodělník, *Bic*,
Fruhlarske listy, *Pekar*, *Obuvník*,
Casopis stavebního delnictva, à
Prague.
Delnické Listy, à Vienne.
Odborny list Křejiect, à Prossnitz.

SUISSE

La Journée de huit heures, Spalen-
vorstadt, 3, à Bâle, collectiviste.
Abonn. 5 fr. pour la Suisse,
6 fr. 25 pour la France, 5 m.
pour l'Allemagne, 5 sh. pour
l'Angleterre.
Arbeiterstimme, à Zurich.
Basler Arbeiterfreund, à Bâle.
Grütlianner, à Zurich.
Grutlén, à la Chaux-de-Fonds.
Grutli, à Lausanne.
Obscheje Delo, 3, rue des Alpes,
Genève.
L'Aurore, 15, chemin Dancet, Ge-
nève.
Schweizerische Sozial Demokrat, à
Berne.
Stadtanzeiger, à Saint-Gall.
Typographia, à Berne.
Gutenberg, à Lausanne.
Uhrenarbeiter, à Bienne.
Secrétariat ouvrier suisse, à Zurich

BELGIQUE

La Société Nouvelle, 18, r. d'Edim-
bourg, Bruxelles.
Le Peuple, r. du Persil, Bruxelles
De Opstand, 7, Waaistraat, Liège.
Vooruit, Gand, collectiviste.
De Werker, 146, Diepestraat, An-
vers.
La Raison, 33, r. des Poissonniers,
Bruxelles.
La Philosophie de l'Avenir, 7, rue
Marie-Thérèse, Bruxelles.

L'Avenir, revue populaire hebdom., Liège.

Les Coopérateurs Belges, Bruxelles, organe mens. de la coopération.

Het Volksrecht, Gand, hebdomad.

Het Diamantcirk, Anvers, professionnel bi-mensuel.

L'Étudiant Socialiste, Bruxelles, revue bi-mensuelle.

Le Conscrit et Le Loteling, Bruxelles, journaux contre l'impôt du sang.

ANGLETERRE

Freedom, Canal street, Merrow street, Walworth, Londres S. E., anarchiste.

The Workers' Friend, 40, Berner st., Commercial Road Londres E., anarchiste, écrit en langue hébraïque.

The Herald of Anarchy, Londres.

The Worker's Cry, 33-36, Imperial Bridting, Londres

The Trades' Unionist, rédact. Tom Mann, Londres.

Die Autonomie, 96, Wardour street, Soho square, Londres W., anarchiste.

Figaro's Chronik, 18, sun Street Finsbury, Londres. E. G.

To Day, 13, Paternoster, Londres.

The Christian Socialist, 185, Fleet street, E. C., Londres.

DANEMARK

Sozialdemokraten, Copenhague, quotidien.

Ravnen, Copenhague, heb., illustré.

Arbeideren, Copenhague, hebdom., socialiste.

Demokraten, Aarhus, quot., soc. dém.

Horsen-Arbejderblad, Horsens, quotidien, socialiste démocrate.

Randers-Arbejderblad, Randers, quotidien socialiste démocrate.

Nordjyllands - Arbejderblad, Aalborg, quotid., social. démocrate.

SUÈDE

Arbetet, Norregatan, 36, Malmo, quotidien.

Proletären *Norhøping*.

Social-Demokraten, Stockholm.

NORVÈGE

Social-Demokraten, Kristiania.

Arbeiderens-Røst, Bergen.

ESPAGNE

El Demócrata Social, calle Corredera Baya, 43, Madrid.

El Socialista, 8, calle Fernan Cortès, Madrid, organe officiel des marxistes espagnols

El Ideal del Pueblo, à Sabadell.

La Nueva-España Espiritu Santo, 41, pral Centro, Madrid.

El Obrero, 32, calle de Poniente, piso, 1 Barcelone.

El Socialismo, 33, Encarnacion, à Cadix.

El Obrero, à Carthagène, socialiste indépendant.

La Guerre sociale, calle del Olmo, 10, 1^o, Barcelona.

El Grito del Pueblo, calle de Lior-na, 11, Alicante.

La Lutte des classes, calle de la Laguna, 6, Bilbao.

El Productor, San Alegario, 2, 1^o, Barcelone.

El Socialismo, à Madrid.

La Union Obrera, 64, calle de la Magdaleina, à Ferrol, collect.

Los Trabajadores, calle de Campo, Sagrado, 22, Barcelone

Los Desheredados, calle del Jardino, 41, Sabadell.

La Tramontana, carrer de Poniente, Barcelone.

El Cosmopolita, calle del Sabano, 17, Valadolid, collectiviste, anarchiste.

La Revolucion social, Magallanes, 53, Barcelone.

El Proletario, à San-Felur de Quixois.

PORTUGAL

A Revolta, Troades dos Guindais, 32, à Porto.

Seculo, à Lisbonne, républicain, socialiste.

A voz de operario, S. Vicente, 28, à Lisbonne, marxiste.

O protesto operario, rue de Jaoa Braz, à Lisbonne.

A Aurora do Cavado, à Barcellos.

Fura Vidas, 177, rua dos Douradores, 2^o à Lisbonne.

A Folha do Povo, rua dos Mouros, Lisbonne.

A Vanguarda, Chiado, Lisbonne.

A *Revolução de Janeiro*, rua dos
Flôres, Lisbonne
A *Voz de Publica*, Porto.

GRÈCE

*La Société peut et doit être transfor-
mée*, Arden, organe de la Ligue
sociale, Athènes.

ROUMANIE

Munca, strada Academici, à Bu-
carest, collectivisie.
Revista Sociala, à Jassi, collect.

ETATS-UNIS

Der Anarchist, 719, S. 2th. Street,
Saint-Louis (Mo), écrit en lan-
gue allemande.
Volné Listy, 455, E. 78th. Street,
New-York, langue tchèque.
Vorbote, 28, Randolph st., Chi-
cago, socialiste
The Standard, 25, Ann st., New-
York, Henry George.
Twentieth Century, 4, Naren st.,
New-York, individ.-anarchiste.
Flair Play, Walley Falls (Kansas),
socialiste
Liberty, B. R. Tucker, P. O. Box
3366, à Boston, anarchiste.
Coast Scamen's Journal, 513 1/2
East street, à San Francisco.
Der Sozialist, 25, East Fourth
street, New-York City.
Lucifer, M. E. C. Walker Valley
Falls, Jefferson County (Kansas)
libre-pensée.
Volks Anwalt, Cincinnati (Ohio),
socialiste.
Znavoria, 293, Madison street, New-
York, socialiste.
Der Arbeiter Zeitung, 31, Henry
street, New-York, social. juif.
Der Arme Teufel, Détroit (Michi-
gan), anarch. indiv.
Kaweah Commonweal, Kaweah Co-
lony, Box 427 Visalia (Cal.), so-
cialiste.
The Beacon, 319, Fifth street, San-
Francisco (Cal.), libre-pensée.
The Truth Seeker, New-York
Die Fackel, 28, Market street, Chi-
cago, socialiste.
New Yorker Volkszeitung, 184, Wil-
liam street, New-York, socialiste.
Saint-Louis-Tageblatt, Saint-Louis,
(Mo), socialiste.

Cincinnati-Zeitung, 28-32, West-
Court str., Cincinnati, (O.), social.
The People, 184, Williams street,
New-York, socialiste.
Indiana-Tribune, Indianapolis,
(Ind.), socialiste.
Arbeiter-Zeitung, Buffalo (N.-Y.),
soc.
Volksfreund, Cleveland (Ohio), soc.
Journal of United Labor, organe des
Chevaliers du Travail, Phila-
delphia (Pa.).
Bakers' Journal, New-York, organe
des travailleurs boulangers.
Wood-Workers' Journal, New-York,
organe des menuisiers de l'A-
mérique.
La Cronica, Los Angeles (Cal.).
The Irish World, 17, Barclay str.,
New-York, irlandais.
Southern Industry, à Nouvelle-Or-
léans.
Arbeiter Zeitung, 1153, Mission str.,
à San Francisco, (Cal.).
The Truth, 65-67, Suffolk street,
New-York, langue hébraïque.
L'Egoïsme, à San-Francisco.
Paterson Labor Standard, at. 88,
Washington street, Paterson.
Tgui (Liberté), à San Francisco,
écrit en langue japonaise, S. Shi-
kilzu, 314, O'Farrel street.
Craftsman, à Washington.
Arbeiter Zeitung, à Chicago, Ran-
dolph, Market str.
Tagblatt, Philadelphie, quot., soc.
Freiheit 167, William str., New-
York, anarchiste.
Proletar, 635, E. 11th str., New-
York.
New-England Anzeiger, 227, Steat
str., New-Haven (Connecticut).
Budoucnost, V. Furek, 741, Loomis
str., à Chicago.
The United Irishman, réd. O. Dona-
van Rossa, 12, Chamber st., New-
York.
Free Press, Baltimore (Maryland).
The Cincinnati Unionist, 31 1/2 W.
Third str., Cincinnati.
Philadelphia Tageblatt, 613, Cal-
lowhille str., Philadelphie.
The Labor enquirer, Denvers, 363,
Larimer street, (Colorado).
Bezvladi, 445, E. 78 St. New-York.
Truth, 805, Markand, 1236-2151-52,
San Francisco, (Californie).

MEXIQUE

- El Reprodutor*, à Orizaba, Estado de Vera-Cruz.
El Obrero, calle del Quince de Mayo, Monterey.
La Razon del Pueblo, Mérida.
El Mentor de los Minos, Guadalajara.
El Socialista, calle de la Escalerillas (Mexico).
El Pensamiento libre, calle del Carmen, 12, à Arizabo.

AMÉRIQUE DU SUD

- El Artesano-Comercio*, 86, Rosario (République Argentine).
La Revista de la Fraternidad, Buenos-Ayres Républ. Argentine).
El Perseguido, casilla del Correo, 1818, Buenos-Ayres (République Argentine).
Los Principios, à Santa-Fé (République Argentine).
El Reformista, à Juarez (République Argentine).
La Montana, Cordoba (République Argentine).
Il Bersagliere, Rosario (République Argentine).
El Corondino, Coronda (République Argentine).
Los Andes, Mendoza (République Argentine).
La Justicia, Buenos-Ayres (République Argentine).
El Republicano, Tucuman (République Argentine).
La Tribuna Popular, Montévideo (Uruguay).
El Tipografo, Hundefas (Uruguay).
La Razon, à Santiago (Chili).
Discussão, à Pelotas (Brésil).
Libertador, à Cêara (Brésil).

- El Eter*, 182, Calle de Arequipa, à Lima (Pérou).
El Porvenir, 7, Calle del Tapado à Puerto de la Plata (République Dominicaine).
El Cronista, à Panama (Colombie).
La Republica, à Tegucigalpa (Honduras).
La Nacion, à Tegucigalpa (Honduras).
La Union, 36, Calle de la Aurora, à San-Salvador (Salvador).
El Maestro, à San-José (Costa-Rica).
El Artesano, 21, Calle de Merced, à San-José (Costa-Rica).
La Agricultura, 6, Novela avenida Norte (Guatemala).
El Guatemalteco (Guatemala).

ANTILLES

- El Productor*, 39, Dragones, La Havane (Cuba).
El Pueblo, à Ponce (Porto-Rico).
Le Peuple, à Port-au-Prince (Haïti).
El Propagador, à Puerto de Plata (Saint-Domingue).

ILE DE MADAGASCAR

- La Cloche*, à Tamatave.

AÇORES

- O Açoriano*, à Horta.
O Independiente, rua de S. Francisco, Caes do Pico.

INDES FRANÇAISES

- Le Progrès*, 8, rue Montorsier, à Pondichéry.

AUSTRALIE

- The Worker*, Socialist League International Reading Room, 533, George street, Sydney.
The Australian Radical, au local de The Australian socialist League, 533, George street, Sydney.

Journaux Corporatifs

- La Voie Publique*, direct. Pernette.
Le Réveil des Mouleurs, hebdomadaire, 14, rue des Amandiers, Paris.

- Le Réveil Typographique*, bimensuel, 51, rue St-Sauveur, Paris.
L'Ouvrier Chapelier, bimensuel, 25, rue des Rosiers, Paris.

Journaux de la Libre Pensée et Républicains avancés

Bulletin mensuel de la Fédération française de la Libre-Pensée, rue Jarente, 6, Paris.

La République des Paysans, 4, rue Bazillac, Auch.

L'Union républicaine démocratique du Doubs, 15, rue Ronchaud, Besançon.

Le Ralliement, 47 bis, rue du Mail, à Angers.

Les Annales gauloises, revue littéraire, Paris, chez Savine, éditeur.

Le Petit Dracénis, 4, place Claude, à Draguignan.

Le Patriote de l'Est, 28, place des Chanoines, Commercy.

Los Dominicales, Madrid (Espagne).

El Matin, Madrid (Espagne).

El Pais, Madrid (Espagne).

El Libre Pensamiento, Madrid (Espagne).

La Tramontana, à Barcelone (Espagne).

La Llu manera, à Barcelone (Espagne).

Revue de l'Est, à Barcelone (Espagne) Psychologique.

La Autorcha Valentina, Valencia.

El Republicano, à Palma (Espagne).

El Clamor Setabense, à Jativa (Espagne).

El Racionalista, à St. Felur de Quixois (Espagne).

Associazione Razonalista, Pisa (Italie).

El Pueblo Soberano, Barcelone (Espagne).

National Reformer, Londres.

La Aurora, Alella (Espagne).

Neues freireligiöses Sonntagsblatt, Magdebourg.

Le Tintamarre, hebdomadaire, directeur Léon Bienvenu.

UNION DES LIBRAIRES

MAISON DE COMMISSION EN LIBRAIRIE FONDÉE EN 1890

M. Louis REIL, directeur-administrateur

5, boulevard Saint-Michel, Paris

Par ce temps de centralisation à outrance, une maison de commission en librairie, centralisant tous les renseignements qui concernent les livres de toutes sortes, vient de se fonder à Paris, et déjà elle compte une clientèle très nombreuse.

Elle procure tous les livres nouveaux qui se publient partout (romans, littérature, science, sociologie, art, droit, médecine, etc.), au prix marqué sur le catalogue des éditeurs et *franco* à partir de 10 francs. Elle procure, à des prix très modérés, les livres anciens, rares et curieux.

Sur la demande des clients, la maison envoie les catalogues de tous les éditeurs de Paris. Il suffit d'envoyer un timbre de 15 centimes pour l'affranchissement de chaque catalogue.

Assistant à toutes les ventes de Paris, nous nous mettons à la disposition de Messieurs les amateurs et libraires pour exécuter au mieux *et leurs intérêts* les commissions qu'ils voudront bien nous confier.

On se charge de faire des abonnements pour les journaux de tous les pays du monde.

On répond à toute demande de renseignements ; joindre un timbre pour la réponse.

Toute demande de livres doit être accompagnée d'un mandat-poste pour le montant des livres demandés.

Adresser les lettres à M. Louis REIL, administrateur
5, boulevard Saint-Michel, Paris.

AVIS. — Nous prions instamment tous les libraires et éditeurs de Paris, de province et de l'étranger de nous adresser régulièrement leurs catalogues. — La Maison se charge encore d'achats et de ventes qui sont exécutés ferme et au comptant, ainsi que de toutes espèces de commandes, telles qu'achats aux maisons de nouveautés, etc., etc.

VIENT DE PARAÎTRE

LA QUESTION SOCIALE

Revue mensuelle du socialisme international

(Deuxième série)

Sous la direction de P. ARGYRIADÈS

Sommaire du premier numéro

La Situation (*la Question sociale*). — Un Ennemi du Socialisme (P. Argyriadès). — Mots de combat. — L'Émancipation de la Femme et le Socialisme (Paule Minck). — La Question sociale (Guillaume Magnin). — Socialistes et Militarisme (Domela Nieuwenhuis). — Chronique internationale. — Malthusianisme : La loi de la population et le progrès des richesses (Désiré Descamps). — Variété littéraire : la Cigale et la Fourmi (A. Delvau). — Le Secrétariat du travail. — Bibliographie, etc.

Cette Revue de théorie et de combat, basée sur le terrain démocratique et socialiste, sera rédigée dans un esprit très large. Elle traitera des questions intéressant tous les prolétaires, ouvriers, paysans, employés, petits industriels et petits commerçants. Elle luttera, en un mot, contre le capitalisme sous toutes ses formes.

Elle soutiendra toutes les manifestations socialistes d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles soient faites en faveur des prolétaires.

PRIX DE L'ABONNEMENT POUR TOUTS PAYS :

Un an, 4 francs; Six mois, 2 francs.

Tout abonné d'un an recevra, comme prime, l'importante brochure de M. Argyriadès : *Essai sur le Socialisme scientifique*.

Nous faisons appel à tous les amis pour nous aider en nous faisant des abonnés. Adresser les demandes à l'administration de la *Question sociale*, 5, boulevard Saint-Michel, Paris.

AVIS

La **QUESTION SOCIALE** deviendra hebdomadaire aussitôt qu'elle aura atteint un nombre déterminé d'abonnés.

• Ceux qui s'abonneront à la Revue actuelle, recevront la Revue hebdomadaire jusqu'à l'expiration de leur abonnement sans augmentation de prix.

ALMANACH
DE LA
QUESTION SOCIALE
ILLUSTRÉ
Pour 1893

(TROISIÈME ANNÉE)

Rédigé par l'élite des écrivains socialistes

ET DE LA LITTÉRATURE

SOUS LA DIRECTION DE P. ARGYRIADÈS

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :

**L. ACKERMANN, J. ALLEMANE, P. ARGYRIADÈS, LÉON BIENVENU
BEBEL, BROUSSE, J. BROUEZ, BRETON, VICTOR
CONSIDERANT, J.-B. CLÉMENT, E. CARO, LÉON CLADEL
CHAUVIÈRE, DOMELA NIEUWENHUIS, DUMAY Député, A. DELVAU
HECTOR DENIS, LUCIEN DESCAGES, DUC-QUERCY
DECKHER, J. GUESDE, HAMON.
D^r JACLARD, D^r LETOURNEAU, LAFARGUE, Député
LISSAGARAY, BENOIT MALON, MAGALHAËS LIMA
LOUISE MICHEL, CONSTANTIN MILLÉ, PAULE MINK, MORLIN
E. PICHIO, E. POTTIER, J. RICHPIN, CHARLES RAYMOND
GEORGES RENARD, AURÉLIEN SCHOLL, EDOUARD VAILLANT
A. VEBER, E. VANDERVELDE, ÉMILE ZOLA**

PRIX : 1 fr. 50

PARIS
A L'ADMINISTRATION DE LA *QUESTION SOCIALE*

5, Boulevard St-Michel, 5

DÉPÔT CHEZ STRAUSS, 5, RUE DU CROISSANT

En vente aussi chez tous les libraires et dans toutes les gares.

OUVRAGES DE P. ARGYRIADÈS

La Peine de Mort considérée au point de vue philosophique, moral, légal et pratique, chez Leroux. 1875 (épuisé).

La Question Sociale, revue des idées socialistes et du mouvement révolutionnaire des Deux-Mondes (1^{er} volume janvier-décembre 1885). Ce recueil, paru sous la direction de P. Argyriadès, contient des articles de Karl Marx, Blanqui, Elisée Reclus, Édouard Vaillant, Désiré Descamps, François Hoffmann, Jules Guesde, Paul Lafargue, E. Pottier, G. Lefrançais, Louise Michel, Jehan Le Vagre, O. Souètre, P. Argyriadès, A. Goullé, L.-V. Meunier, etc., etc. Volume de 264 pages (prix : 2 fr. 50).

Le Poète socialiste Eugène Pottier, brochure publiée par l'administration de la « Question Sociale ». 0 fr. 50

Essai sur le Socialisme scientifique, brochure publiée par l'administration de la « Question sociale ». 0 fr. 50

Almanach de la Question Sociale et de la Libre-Pensée pour 1891. Un gros volume 1 fr. 50

Almanach de la Question Sociale et du Centenaire de la République pour 1892. Un gros volume 1 fr. 50

La Femme dans le passé, le présent et l'avenir. (Traduction analytique de l'ouvrage de Bebel. (Brochure) 0 fr. 30

EN PRÉPARATION :

La Misère qui tue, la Misère devant les Tribunaux.

La Banque de France. Étude financière et critique de son privilège abusif et de ses bénéfices scandaleux.

Pour tous ces ouvrages, s'adresser à l'administration de la « QUESTION SOCIALE », 5, Boulevard St-Michel, Paris.

ALMANACH
DE LA
QUESTION SOCIALE

ET DE
LA LIBRE-PENSÉE

POUR
1893

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

(Troisième année)

SOUS LA DIRECTION DE P. ARGYRIADÈS

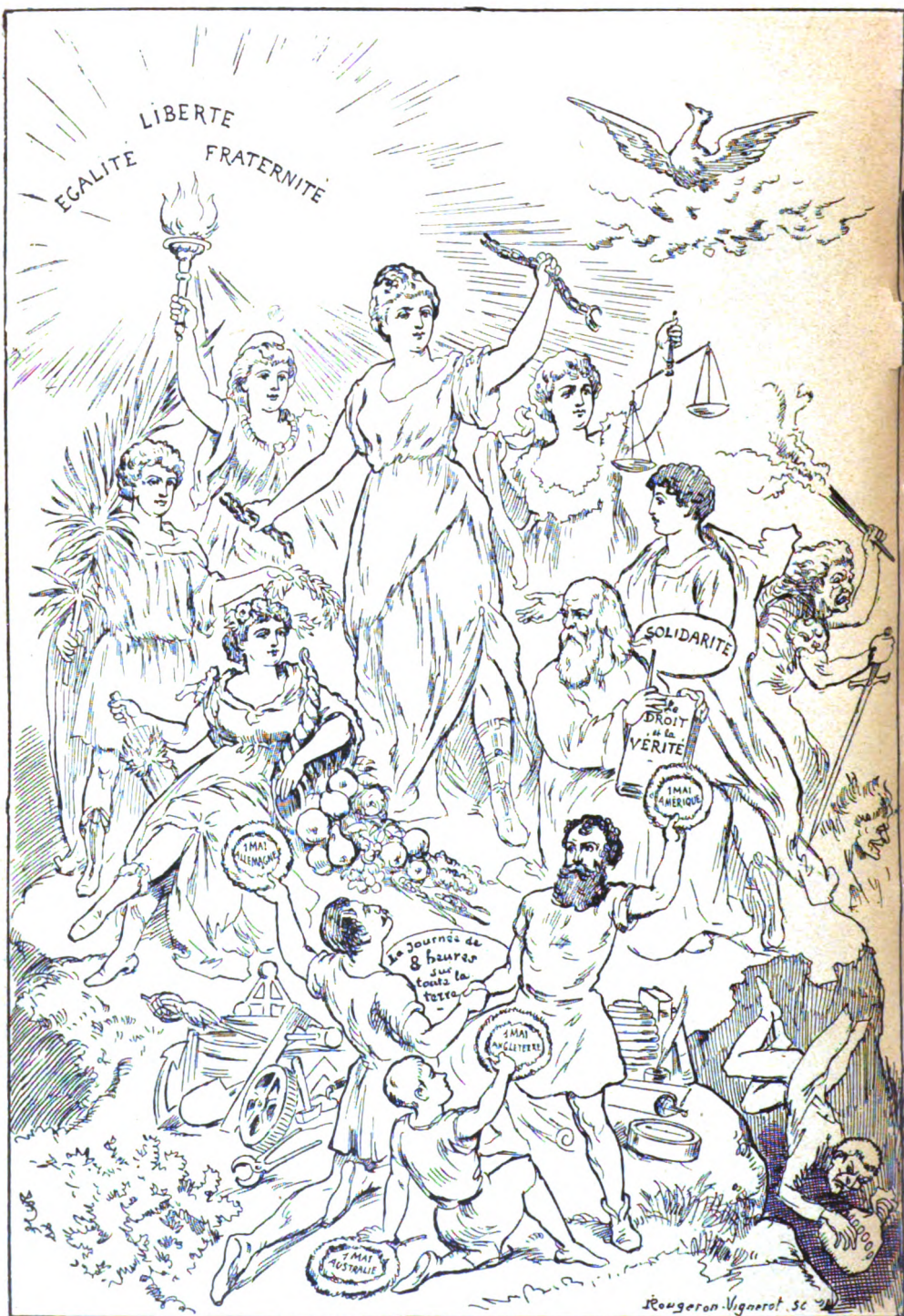
Avocat à la Cour d'Appel de Paris

L'almanach est chose plus grave
que ne le croient les esprits
futiles.

MICHELET



PARIS
A L'ADMINISTRATION DE "LA QUESTION SOCIALE"
5, Boulevard Saint-Michel, 5



SOUVENIR DE LA FÊTE DU 1^{er} MAI

AVANT-PROPOS

Cette année, notre Almanach se présente à nos lecteurs avec un attrait de plus que les deux précédentes.

Il est illustré.

A côté des gravures originales qu'il contient, il reproduit les portraits des socialistes français⁽¹⁾ donnés par l'*Illustration* du 30 Avril 1892, ainsi que la plupart des gravures révolutionnaires publiées par le *Figaro graphic* du 1^{er} Mai dernier.

Nous continuerons les années suivantes la publication des portraits des socialistes internationaux et nous tâcherons de faire encore mieux que cette année en donnant beaucoup de gravures originales et en glanant tout ce qui nous paraîtra intéressant dans les gravures que publieront les journaux ou revues socialistes illustrés du monde entier pour les reproduire dans notre Almanach. Nous espérons ainsi arriver en quelques années à faire de notre publication, non-seulement une Revue où toutes les sommités du Socialisme et de la Littérature collaboreront ainsi qu'ils l'ont fait jusqu'à présent, mais encore une galerie très intéressante, des portraits et gravures socialistes et révolutionnaires.

Au point de vue des idées, l'Almanach s'est tracé une règle dont il ne se départira jamais, c'est de n'attaquer que les souteneurs du régime actuel et jamais des socialistes à quelque école qu'ils appartiennent. Son but au contraire est de servir comme trait-d'union entre tous les socialistes. C'est chez lui que se donneront en quelque sorte rendez-vous, une fois par an, les socialistes de toutes les écoles et leurs écrits condensés dans ce volume, formeront un boulet qui, à chaque fin d'année, sera lancé contre la forteresse bourgeoise qui abrite tant d'injustices et tant de criantes et monstrueuses inégalités.

LA RÉDACTION

Nous avons donné en dehors des portraits des socialistes français ceux de nos amis Domela Nieuwenhuis et de Cipriani dont l'esprit, les tendances, le tempérament et même l'éducation au point de vue socialiste sont français.

ANNUAIRE POUR L'ANNÉE 1893

Année 6606 de la période julienne.

- 2669 des Olympiades, ou la 1^{re} année de la 668^e olympiade, commence en juillet 1893, en fixant l'ère des Olympiades 775 1/2 ans avant J.-C. ou vers le 1^{er} juillet de l'an 3938 de la période julienne.
- 2646 de la fondation de Rome, selon Varron.
- 2640 depuis l'ère de Nabonassar, fixée au mercredi 26 février de l'an 3967 de la période julienne, ou 747 ans avant J.-C. selon les chronologistes et 746 suivant les astronomes.
- 1893 du calendrier grégorien établi en Octobre 1582 depuis 310 ans ; elle commence le Dimanche 1^{er} janvier.
- 1893 du calendrier julien ou russe, commence 12 jours plus tard, le vendredi 13 janvier.
- 101 du calendrier républicain français, commence le jeudi 22 septembre 1892 et l'année 102 commence le vendredi 22 septembre 1893.
- 21 du calendrier socialiste, commence le Dimanche 20 mars 1892 et l'année 22 commence le lundi 20 mars 1893.
- 5653 de l'ère des Juifs, commence le jeudi 22 septembre 1892 et l'année 5654 commence le lundi 11 septembre 1893.
- 1310 de l'hégire, calendrier turc, commence le mardi 26 juillet 1892 et l'année 1311 commence le samedi 15 juillet 1893, suivant l'usage de Constantinople, d'après *l'art de vérifier les dates*.

ÉCLIPSES

Il y aura en 1893 deux éclipses de soleil.

Éclipse totale du Soleil, le 16 Avril 1893, visible à Paris comme éclipse partielle.

Éclipse annulaire de Soleil, le 9 octobre 1893, invisible à Paris.

FÊTES MOBILES

Septuagésime, 29 janvier.

Cendres, 15 février.

Pâques, 2 avril.

Rogations, 8, 9, 10 mai.

Ascension, 11 mai.

Pentecôte, 21 mai.

Trinité, 28 mai.

Fête-Dieu, 1^{er} juin.

1^{er} dimanche de l'Avent,

3 décembre.

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (Calendrier) socialiste	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Janvier	Nivôse	Nivôse	
7.56	4.12	D 1	12	18 pridi	Fête de la Fraternité univers.
7.56	4.13	L 2	13	19 quartidi	1800 Naissance de H. Heine.
7.56	4.14	M 3	14	20 quintidi	Les Gracques.
7.56	4.15	M 4	15	21 primidi	1885 Mort de P. Tkatscheff.
7.56	4.16	J 5	16	22 duodi	Spartacus.
7.55	4.17	V 6	17	23 tridi	Pythagore.
7.55	4.18	S 7	18	24 quartidi	1878 Mort de F.-V. Raspail.
7.55	4.20	D 8	19	25 quintidi	Épicure.
7.54	4.21	L 9	20	26 primidi	Lucrèce.
7.54	4.22	M 10	21	27 duodi	Platon, 1 ^{er} communiste.
7.53	4.23	M 11	22	28 tridi	Anaxagore.
7.53	4.25	J 12	23	29 quartidi	1846 Mort de Troncin.
7.52	4.26	V 13	24	30 quintidi	1881 Mort de Theisz.
				Pluviôse	
7.52	4.27	S 14	25	1 primidi	Eschyle.
7.51	4.29	D 15	26	2 duodi	1808 Naiss. de Proudhon.
7.50	4.30	L 16	27	3 tridi	Solon.
7.49	4.32	M 17	28	4 quartidi	Lycurgue.
7.49	4.33	M 18	29	5 quintidi	Zoroastre.
7.48	4.35	J 19	30	6 primidi	1865 Mort de Proudhon.
			Pluviôse		
7.47	4.36	V 20	1	7 duodi	1737-1814 Bernardin de St-
7.46	4.38	S 21	2	8 tridi	Pierre.
					Mort de Herten.
7.45	4.39	D 22	3	9 quartidi	Exécution de Louis XVI.
7.44	4.41	L 23	4	10 quintidi	1536. Suppl. de J. de Leyde.
7.43	4.42	M 24	5	11 primidi	Rabelais.
					1878 Vera Zassoulitch tire sur
7.42	4.44	M 25	6	12 duodi	Trépoiff.
7.41	4.46	J 26	7	13 tridi	Confucius.
7.39	4.47	V 27	8	14 quartidi	Papinien.
7.38	4.49	S 28	9	15 quintidi	Lucain.
7.37	4.50	D 29	10	16 primidi	1878 Ouv. du Cong. de Lyon.
7.36	4.52	L 30	11	17 duodi	1678-1751 Bolingbroke.
7.34	4.54	M 31	12	18 tridi	1592 Mort. de Montaigne.
					1530-1562 La Boétie.
Phases lunaires					
P. L. le 2, à 1 h. 50 soir			N. L. le 18, à 1 h. 38 matin.		
D. Q. le 9, à 1 h. 38 soir			P. Q. le 25, à 6 h. 36 matin.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (Calendrier socialiste)	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Février	Pluviôse	Pluviôse	
7.33	4.55	M 1	13	19 quartidi	Cornélie, mère des Gracques.
7.32	4.57	J 2	14	20 <i>quintidi</i>	1798-1874 Michelet.
7.30	4.59	V 3	15	21 primidi	1848-1869 Icaris s'embar-
					quent au Havre p ^r le Texas
7.29	5.00	S 4	16	22 duodi	Condamnation de Myschkine.
7.27	5.02	D 5	17	23 tridi	1619 Supplice de Vanini.
7.26	5.04	L 6	18	24 quartidi	Lucien
7.24	5.05	M 7	19	25 <i>quintidi</i>	Supplice de Reinsdorf et
					Kuchler.
7.23	5.07	M 8	20	26 primidi	1524-1579 Camoëns.
7.21	5.09	J 9	21	27 duodi	1788-1860 Shopenhauer.
7.19	5.10	V 10	22	28 tridi	1755 Mort de Montesquieu.
7.18	5.12	S 11	23	29 quartidi	1630 Mort de Descartes.
7.16	5.14	D 12	24	30 <i>quintidi</i>	1647-1706 Bayle.
				Ventôse	
7.14	5.15	L 13	25	1 primidi	1882 M. d'Hessa Heffmann.
					1885 Mort de Jules Vallès.
7.13	5.17	M 14	26	2 duodi	Julien l'Apostat.
7.00	5.19	M 15	27	3 tridi	1564 Naissance de Galilée.
7.09	5.20	J 16	28	4 quartidi	Pyrrhon.
7.08	5.22	V 17	29	5 <i>quintidi</i>	1600 Supplice de J. Bruno.
7.06	5.24	S 18	30	6 primidi	1563 Michel-Ange.
			Ventôse		
7.04	5.25	D 19	1	7 duodi	1584-1656 M. Molé.
7.02	5.27	L 20	2	8 tridi	1694 Naissance de Voltaire.
7.00	5.28	M 21	3	9 quartidi	1879 Exécution de Kropot-
					kine, gouv. de Kharkow.
6.58	5.30	M 22	4	10 <i>quintidi</i>	Brutus.
6.56	5.32	J 23	5	11 primidi	Cassius.
6.55	5.33	V 24	6	12 duodi	1468 Mort de Gutemberg.
6.53	5.35	S 25	7	13 tridi	Fête du suffrage universel.
6.51	5.36	D 26	8	14 quartidi	Tacite.
6.49	5.38	L 27	9	15 <i>quintidi</i>	1854 Mort de Lamennais.
6.47	5.40	M 28	10	16 primidi	Darwin.
Phases lunaires					
P. L. le 1, à 2 h. 20 matin.			N. L. le 16, à 4 h. 26 soir.		
D. Q. le 8, à 8 h. 21 soir.			P. Q. le 23, à 2 h. 23 soir.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 21 de la Commune (Calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Mars	Ventôse	Ventôse	
6.45	5.41	M 1	11	17 duodi	1854 M. et M ^{re} de Gamon l.
6.43	5.43	J 2	12	18 tridi	1792-1822 Shelley.
6.41	5.44	V 3	13	19 quartidi	1654-1722 M ^{re} Dacier.
6.39	5.46	S 4	14	20 quintidi	1541-1603 Charron.
6.37	5.48	D 5	15	21 primidi	1749 Fréret.
6.35	5.49	L 6	16	22 duodi	1866 Proc. de l'Int. des trav.
6.34	5.41	M 7	17	23 tridi	1879 Exécution de Knoop.
6.31	5.52	M 8	18	24 quartidi	1838 Mort de Brinstejn.
6.29	5.54	J 9	19	25 quintidi	1762 Supplice de Calas.
6.27	5.55	V 10	20	26 primidi	1872 Mort de Mazzini.
6.25	5.57	S 11	21	27 duodi	1554-1586 Sidney.
6.23	5.58	D 12	22	28 tridi	1560-1641 Sully.
6.20	6.00	L 13	23	29 quartidi	1881 Exéc. du Tzar Alex. II.
6.18	6.02	M 14	24	30 quintidi	1883 Mort de Karl Marx.
6.16	6.03	M 15	25	31 primidi	1313-1415 Jean Huss.
6.14	6.05	J 16	26	32 duodi	1873 Cong. soc. de Bologne.
6.12	6.06	V 17	27	33 tridi	1849 Suppl. de Daix et Lahr.
6.10	6.08	S 18	28	34 quartidi	1871 Commune de Paris.
6.08	6.09	D 19	29	35 quintidi	1888 Cong. de la Libre-Pensée à Oran.
				AN 22	
				Germinal	
6.06	6.11	L 20	30	1 primidi	1849 Supplice de Vangler. Brambosch et Jurkowich.
			Germinal		
6.04	6.12	M 21	1	2 duodi	1642. Newton.
6.04	6.14	M 22	2	3 tridi	1632-1704 Locke.
5.59	6.15	J 23	3	4 quartidi	1819 Sand exéc. Kotzebue.
5.57	6.17	V 24	4	5 quintidi	1794 Mort d'Anacharsis Clootz
5.55	6.18	S 25	5	6 primidi	1672-1719 Addison.
5.53	6.20	D 26	6	7 duodi	Le curé Meslier.
5.51	6.21	L 27	7	8 tridi	1794 Mort de Condorcet.
5.49	6.23	M 28	8	9 quartidi	Swetozar Markovitz.
5.47	6.24	M 29	9	10 quintidi	1884 Congrès de Roubaix.
5.45	6.26	J 30	10	11 primidi	1647-1714 Denis Papin.
5.43	6.27	V 31	11	12 duodi	1705-1781 Saurin, auteur de « Spartacus. »
Phases lunaires					
P. Q. le 2, à 4 h. 12 soir.			N. L. le 18, à 4 h. 43 matin.		
D. Q. le 10, à 5 h. 23 soir.			P. Q. le 24, à 9 h. 43 soir.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Avril	Germinal	Germinal	
5.41	6.29	S 1	12	13 tridi	1744 Naissance de Lamark.
5.38	6.30	D 2	13	14 quartidi	1871 Mort de Flourens.
5.36	6.31	L 3	14	15 quintidi	1871 Mort de Duval.
5.34	6.33	M 4	15	16 primidi	1695 La Fontaine.
5.32	6.34	M 5	16	17 duodi	1885 Ouverture du Congrès de Bruxelles.
5.30	6.36	J 6	17	18 tridi	1871 Mort de Bourgouin.
5.28	6.37	V 7	18	19 quartidi	1772 Naiss. de Ch. Fourier.
5.26	6.39	S 8	19	20 quintidi	1834 Insurr. de la faim à Lyon
5.24	6.40	D 9	20	21 primidi	1732-1807 Lalande.
5.22	6.42	L 10	21	22 duodi	Ferdinand Gambon.
5.20	6.43	M 11	22	23 tridi	1825 Naissance de Lassalle.
5.18	6.45	M 12	23	24 quartidi	1871 Mort de P. Leroux.
5.16	6.46	J 13	24	25 quintidi	1834 Massacre de la rue Trans- nonain.
5.14	6.48	V 14	25	26 primidi	1879 Attentat de Solovieff contre le Tzar.
5.12	6.49	S 15	26	27 duodi	1881 Mort de S. Pérowskaïa
5.10	6.51	D 16	27	28 tridi	1847 Exécut. prolét. à Buzançais
5.08	6.52	L 17	28	29 quartidi	1790 Mort de Franklin.
5.06	6.54	M 18	29	30 quintidi	1763-1794 Chaumette.
5.04	6.55	M 19	30	Floréal 1 primidi	1583-1645 Grotius.
5.02	6.57	J 20	1	2 duodi	Hérodote.
5.00	6.58	V 21	2	3 tridi	1747-1827 Volta.
4.58	7.00	S 22	3	4 quartidi	Aristarque.
4.57	7.01	D 23	4	5 quintidi	1785 Mort de Mably.
4.55	7.03	L 24	5	6 primidi	1547-1616 Cervantès.
4.53	7.04	M 25	6	7 duodi	1860 Ouverture du Cong Gand
4.51	7.06	M 26	7	8 tridi	1544-1595 Le Tasse.
4.49	7.07	J 27	8	9 quartidi	1849 Cendamn. de Laccollonge
4.48	7.08	V 28	9	10 quintidi	Euclide.
4.46	7.10	S 29	10	11 primidi	1750-1803 Sylvain Maréchal.
4.44	7.11	D 30	11	12 duodi	1869 Mort de Thoré.
Phases lunaires					
P. L. le 1, à 7 h. 27 matin.			N. L. le 16, à 2 h. 44 soir.		
D. Q. le 9, à 11 h. 45 matin.			P. Q. le 23, à 5 h. 36 matin.		
			P. L. le 30, à 11 h. 32 soir.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier) socialiste	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Mai	Floréal	Floréal	
4.42	7.13	L 1	12	13 tridi	Manifest. ouv. inter. Martyrs
4.41	7.14	M 2	13	14 quartidi	de Fourmies. Fête du travail.
4.39	7.16	M 3	14	15 quintidi	1818 Naiss' de Karl Marx.
4.37	7.17	J 4	15	16 primidi	1867 Mort d'A. Delvau.
4.36	7.19	V 5	16	17 duodi	1631-1741 Rollin.
4.34	7.20	S 6	17	18 tridi	Archimède.
4.32	7.21	D 7	18	19 quartidi	1715-1780 Condillac.
4.31	7.23	L 8	19	20 quintidi	Socrate.
4.29	7.24	M 9	20	21 primidi	1632-1677 Spinoza.
4.28	7.26	M 10	21	22 duodi	1805 Mort de Schiller.
4.26	7.27	J 11	22	23 tridi	1536-1616 Du Harley.
4.25	7.28	V 12	23	24 quartidi	1707-1788 Buffon. Fête des pa-
4.24	7.30	S 13	24	25 quintidi	rents.
4.22	7.31	D 14	25	26 primidi	1571-1630 Kepler.
4.21	7.32	L 15	26	27 duodi	Exécution d'Ossinsky.
					François Vidal.
					Manif. à Mars. en fav. de Jessa
					Heffmann. Le drapeau rouge
					porté par la cit. Paule Minck
					est arboré p' la 1 ^{re} fois en
					France dep. la Commune.
4.20	7.34	M 16	27	28 tridi	1802-1885 Victor Hugo.
4.18	7.35	M 17	28	29 quartidi	Auguste Roussel.
4.17	7.36	J 18	29	30 quintidi	1803-1875 E. Quinet.
				Prairial	
4.16	7.38	V 19	30	1 primidi	1825 Mort de Saint-Simon.
			Prairial		
4.15	7.39	S 20	1	2 duodi	1471 Naiss' d'Albert Durer.
4.13	7.40	D 21	2	3 tridi	1566 Mort de Chr. Colomb.
4.12	7.41	L 22	3	4 quartidi	1639 Mort de Campanella.
4.11	7.42	M 23	4	5 quintidi	1868 Procès de l'Internat'
4.10	7.44	M 24	5	6 primidi	1498 Mort de Savonarole.
4.09	7.45	J 25	6	7 duodi	1871 Martyrs de la Commune.
4.08	7.46	V 26	7	8 tridi	1871 Mort de Delescluze.
4.07	7.47	S 27	8	9 quartidi	1871 Mort de Millière.
4.07	7.48	D 28	9	10 quintidi	1797 Mort de Babeuf et Darthé.
4.06	7.49	L 29	10	11 primidi	1871 Mort de Varlin.
4.05	7.50	M 30	11	12 duodi	1214-1294 Roger Bacon.
4.04	7.51	M 31	12	13 tridi	1813-1878 Claude Bernard.
Phases lunaires					
D. Q. le 9, à 2 h. 34 matin			P. Q. le 22 à 3 h. 1 soir.		
N. L. le 15, à 10 h. 56 soir			P. L. le 30 à 3 h. 32 soir.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	Éphémérides socialistes ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Juin	Prairial	Prairial	
4.03	7.52	J 1	13	14 quartidi	1822. Mort de Garibaldi.
4.03	7.53	V 2	14	15 quintidi	Fête des sciences.
					1881 Condam. des manifest. du 15 mai, Paule Minck, Fava, Dr Susini et Tressaud.
4.02	7.54	S 3	15	16 primidi	1785-1857 Frédéric Sauvage.
4.01	7.55	D 4	16	17 duodi	1752-1834 Jacquart.
4.00	7.56	L 5	17	18 tridi	1732-1792 Arkhwright.
4.00	7.57	M 6	18	19 quartidi	1832 Insur. du cloître St-Merri
4.00	7.58	M 7	19	20 quintidi	Hobbes.
4.00	7.58	J 8	20	21 primidi	1809 Mort de Th. Payne.
3.59	7.59	V 9	21	22 duodi	1525 Mort de Geyer.
3.59	8.00	S 10	22	23 tridi	1869 Fusill. de la Ricamarie.
3.59	8.00	D 11	23	24 quartidi	1499-1589 Bern. de Palissy.
3.58	8.01	L 12	24	25 quintidi	Georges Duchêne.
3.58	8.02	M 13	25	26 primidi	1803-1885 Toussenel.
3.58	8.02	M 14	26	27 duodi	Georges Avenel.
3.58	8.03	J 15	27	28 tridi	1381 Mort de Wat-Tyler.
3.58	8.03	V 16	28	29 quartidi	C. A. Rosetti.
3.58	8.04	S 17	29	30 quintidi	Sophocle.
				Messidor	
3.58	8.04	D 18	30	1 primidi	Théocrite.
			Messidor		
3.58	8.04	L 19	1	2 duodi	1782 Naissance de Lamennais
3.58	8.04	M 20	2	3 tridi	1882 Supplice de Pougatcheff.
3.58	8.05	M 21	3	4 quartidi	1866 Mort de Buchez.
3.58	8.05	J 22	4	5 quintidi	1810-1838. Hégés. Moreau.
3.59	8.05	V 23	5	6 primidi	1848 Insurrection dans Paris.
3.59	8.05	S 24	6	7 duodi	1848 M. de Roguinard et Belval
3.59	8.05	D 25	7	8 tridi	1848 Mort de Laroque.
4.00	8.05	L 26	8	9 quartidi	1869 Mort de Barbès.
4.00	8.05	M 27	9	10 quintidi	Dlogène.
4.00	8.05	M 28	10	11 primidi	1863 Mort de J. Reynaud.
4.01	8.05	J 29	11	12 duodi	1878 M. de Baudet Dulary.
4.02	8.05	V 30	12	13 tridi	1876 Mort de Bakounine.
Phases lunaires					
D. Q. le 7, à 1 h. 52 m. soir.			P. Q. le 21, à 2 h. 47 matin.		
N. L. le 14, à 6 h. 0 m. matin.			P. L. le 29, à 6 h. 35 matin.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier) socialiste	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Juillet	Messidor	Messidor	
4.02	8.05	S 1	13	14 quartidi	1775-1854 Schelling.
4.03	8.04	D 2	14	15 quintidi	1869 Mort de Barraut.
4.03	8.04	L 3	15	16 primidi	1778 M. de J.-J. Rousseau.
4.04	8.04	M 4	16	17 duodi	1759-1824 Schiller.
4.05	8.03	M 5	17	18 tridi	Joseph Fontana.
4.06	8.03	J 6	18	19 quartidi	1535 Supplice de Thomas Mo- rus.
4.06	8.02	V 7	19	20 quintidi	1740 85 Frères Montgolfier.
4.07	8.02	S 8	20	21 primidi	1870 Procès de l'Internat.
4.08	8.01	D 9	21	22 duodi	1873 Insurrection d'Alcoy.
4.09	8.01	L 10	22	23 tridi	Théophraste.
4.10	8.00	M 11	23	24 quartidi	Epictète.
4.11	7.59	M 12	24	25 quintidi	1873 Insurrection de Cartha- gène.
4.12	7.59	J 13	25	26 primidi	1877 Supplice de Bogolubof.
4.13	7.58	V 14	26	27 duodi	1789 Prise de la Bastille.
4.14	7.57	S 15	27	28 tridi	1793 Marat.
4.15	7.55	D 16	28	29 quartidi	1832 Mort de Talabot.
4.16	7.56	L 17	29	30 quintidi	1857 Mort de Béranger.
4.17	7 54	M 18	30	Thermidor 1 primidi	1746-1803 T. Louverture.
4.18	7.53	M 19	1	2 duodi	Vercingétorix.
4.19	7.52	J 20	2	3 tridi	1623-1662 Pascal.
4.20	7.51	V 21	3	4 quartidi	1892 Mort de Léon Cladel.
4.21	7 50	S 22	4	5 quintidi	1668-1747 Le Sage.
4.23	7.49	D 23	5	6 primidi	1857 Mt de Car. Pisacane.
4.24	7.48	L 24	6	7 duodi	Esope.
4.25	7.47	M 25	7	8 tridi	1564-1616 Shakespeare.
4.26	7.45	M 26	8	9 quartidi	1737-1813 Parmentier.
4.28	7.44	J 27	9	10 quintidi	Rigas Feralos.
4.29	7.43	V 28	10	11 primidi	Théodor Vladimirescu.
4.30	7.41	S 29	11	12 duodi	1784. Mort de Diderot.
4.31	7.40	D 30	12	13 tridi	Virgile.
4.33	7.39	L 31	13	14 quartidi	Cratès.
Phases lunaires					
D. Q. le 6, à 10 h. 15 soir.			P. Q. le 20, à 5 h. 12 soir.		
N. L. le 13, à 0 h. 57 soir.			P. L. le 28, à 8 h. 19 soir.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Août	Thermidor	Thermidor	
4.34	7.37	M 1	14	15 <i>quintidi</i>	1842 Mort de V. d'Argent.
4.35	7.36	M 2	15	16 <i>primidi</i>	M ^{me} Ackermann.
4.37	7.34	J 3	16	17 <i>duodi</i>	1889 Mort de F. Pyat.
4.38	7.33	V 4	17	18 <i>tridi</i>	1622-1673 Molière.
4.39	7.31	S 5	18	19 <i>quartidi</i>	1688-1744 Pope.
4.41	7.30	D 6	19	20 <i>quintidi</i>	1749-1791 Mirabeau.
4.42	7.28	L 7	20	21 <i>primidi</i>	1849 Supplice d'E. Elsenhaus.
4.44	7.26	M 8	21	22 <i>duodi</i>	1760-1836 Rouget de l'Isle.
4.45	7.25	M 9	22	23 <i>tridi</i>	1889 Mort de Gagneur.
4.46	7.23	J 10	23	24 <i>quartidi</i>	1707-1794 Danton.
4.48	7.22	V 11	24	25 <i>quintidi</i>	1467-1536 Erasme.
4.49	7.20	S 12	25	26 <i>primidi</i>	1888 Mort de Flotte.
4.50	7.18	D 13	26	27 <i>duodi</i>	1889 Argyriadès plaide p ^r M ^{me} Souhain qui, poussée p ^r la misère, a tué ses cinq enfants.
4.52	7.16	L 14	27	28 <i>tridi</i>	1886 Procès du meeting du Château-d'eau.
4.53	7.14	M 15	28	29 <i>quartidi</i>	1765-1815 Fulton.
4.55	7.13	M 16	29	30 <i>quintidi</i>	
				Fructidor	
4.56	7.11	J 17	30	1 <i>primidi</i>	1804-1876 Georges Sand.
			Fructidor		
4.58	7.09	V 18	1	2 <i>duodi</i>	1773-1842 S. de Sismondi.
4.59	7.07	S 19	2	3 <i>tridi</i>	Périclès.
5.00	7.05	D 20	3	4 <i>quartidi</i>	Condamn. de Testulat.
5.02	7.03	L 21	4	5 <i>quintidi</i>	1838 Congrès de Wyden.
5.03	7.02	M 22	5	6 <i>primidi</i>	Thrasybule.
5.05	7.00	M 23	6	7 <i>duodi</i>	1878 Procès cong. soc. Paris
5.06	6.58	J 24	7	8 <i>tridi</i>	1886 Conférence inter. ouvrière
5.07	6.56	V 25	8	9 <i>quartidi</i>	1723-1790 Adam Smith.
5.09	6.54	S 26	9	10 <i>quintidi</i>	1727-1781 Turgot.
5.10	6.52	D 27	10	11 <i>primidi</i>	1848 Condamn. de Racary.
5.12	6.50	L 28	11	12 <i>duodi</i>	1837 Procès St-Simoniens.
5.13	6.48	M 29	12	13 <i>tridi</i>	1619-1683 Colbert.
5.14	6.46	M 30	13	14 <i>quartidi</i>	1871 Mort de Gust. Tridon.
5.15	6.44	J 31	14	15 <i>quintidi</i>	1870 Congrès intern. de Rouen
					1864 Mort de Lassalle.
Phases lunaires					
D. Q. le 5, à 4 h. 33 matin.			P. Q. le 19 à 10 h. 01 matin.		
N. L. le 11, à 8 h. 57 soir.			P. L. le 27 à 8 h. 52 matin.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 101 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Septembre	Fructidor	Fructidor	
5.17	6.42	V 1	15	16 primidi	1867 Cong. Inter. Lausanne
5.19	6.40	S 2	16	17 duodi	1872 Cong. Inter. La Haye.
5.20	6.38	D 3	17	18 tridi	Gougenot Desmousseaux.
5.22	6.36	L 4	18	19 quartidi	Fra Paolo.
5.23	6.34	M 5	19	20 <i>quintidi</i>	1568 Naissance de Campanella
5.24	6.31	M 6	20	21 primidi	1775-1847 O'Connell.
5.26	6.29	J 7	21	22 duodi	John Brown.
5.27	6.27	V 8	22	23 tridi	1874 Cong. intern. Genève.
5.29	6.25	S 9	23	24 quartidi	1877 Cong. universel Gand.
5.30	6.23	D 10	24	25 <i>quintidi</i>	O'Donnel.
5.31	6.21	L 11	25	26 primidi	1723-1789 D'Holbach.
5.33	6.19	M 12	26	27 duodi	1806-1872 Lachambaudie.
5.34	6.17	M 13	27	28 tridi	Miltiade.
5.36	6.15	J 14	28	29 quartidi	1321 Mort de Dante.
5.37	6.12	V 15	29	30 <i>quintidi</i>	1866 Supplice de Karakosoff.
				Vendémiaire	
5.39	6.10	S 16	30	1 primidi	1837 Mort de Buonarrotti.
5.40	6.08	D 17	1	2 duodi	1889 Cong. univ. libre-pensée.
5.41	6.06	L 18	2	3 tridi	1881 Cong. libre-pens. Paris.
5.43	6.04	M 19	3	4 quartidi	Mécène
5.44	6.02	M 20	4	5 <i>quintidi</i>	Hippocrate.
5.46	6.00	J 21	5	6 primidi	1792 Procl. de la République
			AN 102		
			Vendémiaire		
5.47	5.58	V 22	1	7 duodi	1738 Boerhave.
5.49	5.55	S 23	2	8 tridi	1876 Cond. de Boutofskala.
5.50	5.53	D 24	3	9 quartidi	1882 Congrès St-Étienne et de Roanne.
5.51	5.51	L 25	4	10 <i>quintidi</i>	1884 Congrès libre-pens. Paris.
5.53	5.49	M 26	5	11 primidi	1762-1794 Camille Desmoulins
5.54	5.47	M 27	6	12 duodi	Diagoras l'athée.
5.56	5.45	J 28	7	13 tridi	1864 Fond. de l'Internat.
5.57	5.43	V 29	8	14 quartidi	Démosthènes.
5.59	5.41	S 30	9	15 <i>quintidi</i>	1883 Cong. nation. à Paris.
Phases lunaires					
D. Q. le 3, à 9 h. 51 matin.			P. Q. le 18, à 4 h. 28 matin.		
N. L. le 10, à 7 h. 14 matin.			P. L. le 25, à 8 h. 32 soir.		

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 102 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Octobre	Vendémiaire	Vendémiaire	
6.00	5.38	D 1	10	16 primidi	1812-1870 Dickens.
6.02	5.36	L 2	11	17 duodi	1876 Congrès de Paris.
6.03	5.34	M 3	12	18 tridi	Damon et Phytias.
6.05	5.32	M 4	13	19 quartidi	Marcos Botzaris.
6.06	5.30	J 5	14	20 quintidi	1885 Congrès de Cincinnati.
6.08	5.28	V 6	15	21 primidi	1779-1868 Brougham.
6.09	5.26	S 7	16	22 duodi	1779-1848 Barzelius.
6.11	5.24	D 8	17	23 tridi	1869 Fusill. grév. St-Aubin.
6.12	5.22	L 9	18	24 quartidi	1837 Mort de Fourier.
6.14	5.20	M 10	19	25 quintidi	1711-1776 Hame
6.15	5.18	M 11	20	26 primidi	Zénon.
6.17	5.16	J 12	21	27 duodi	1424 Mort de Jean Ziska.
6.18	5.14	V 13	22	28 tridi	Cervantès.
6.20	5.12	S 14	23	29 quartidi	1848 Cond. de Voisamber.
6.21	5.10	D 15	24	30 quintidi	M ^{re} de Sevligné.
				Brumaire	
6.23	5.08	L 16	25	1 primidi	Rétif de la Bretonne.
6.24	5.06	M 17	26	2 duodi	1760 Naissance de St-Simon.
6.26	5.04	M 18	27	3 tridi	1645-1696 La Bruyère.
6.27	5.02	J 19	28	4 quartidi	Apollonius de Tyane.
6.29	5.00	V 20	29	5 quintidi	1879 Congrès de Marseille.
6.31	4.58	S 21	30	6 primidi	1875-1836 Ampère.
			Brumaire		
6.32	4.56	D 22	1	7 duodi	1878 Promulg. en Allemagne de la loi cont. les socialistes
6.34	4.55	L 23	2	8 tridi	Hipparque.
6.35	4.53	M 24	3	9 quartidi	1758-1794 Robespierre.
6.37	4.51	M 25	4	10 quintidi	1861 Mort de Jean Journet.
6.38	4.49	J 26	5	11 primidi	1876 Cong. de l'Int. Berne.
6.40	4.47	V 27	6	12 duodi	1553 Suppl. de Michel Servet.
6.42	4.46	S 28	7	13 tridi	1667-1745 Swift.
6.43	4.44	D 29	8	14 quartidi	1889 Mort de Nicolas Tchernichewski.
6.45	4.42	L 30	9	15 quintidi	1881 Cong. nat. Reims.
6.56	4.41	M 31	10	16 primidi	1793 Supplice de Fouchet.
Phases lunaires					
D. Q. le 2, à 3 h. 28 soir.			P. L. le 25, à 7 h. 37 matin.		
N. L. le 9, à 8 h. 37 soir.			D. Q. le 31, à 10 h. 51 soir.		
P. Q. le 17, à 11 h. 29 soir.					

Levers et Couchers DU SOLEIL		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 102 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Novembre	Brumaire	Brumaire	
6.48	4.39	M 1	11	17 duodi	1772-1825. P. L. Courier.
6.50	4.37	J 2	12	18 tridi	1819-1877 Courbet, membre de la Commune.
6.51	4.36	V 3	13	19 quartidi	Phocion.
6.53	4.34	S 4	14	20 quintidi	1867 Manifestation des intern de Paris.
6.54	4.32	D 5	15	21 primidi	46 Mort de Caton d'Utique.
6.56	4.31	L 6	16	22 duodi	1837 Mort de Pottier.
6.58	4.29	M 7	17	23 tridi	1874 Cong. inter. Bruxelles.
6.59	4.28	M 8	18	24 quartidi	1856 Mort de Cabet.
7.01	4.26	J 9	19	25 quintidi	1848 Supplice de R. Blum.
7.02	4.25	V 10	20	26 primidi	1866 Mort de Duveyrier.
7.04	4.24	S 11	21	27 duodi	1857 Martyrs de Chicago.
7.06	4.22	D 12	22	28 tridi	1859 Mort de Colins.
7.07	4.21	L 13	23	29 quartidi	1848 Condam. de Bisbambiglia.
7.09	4.20	M 14	24	30 quintidi	1880 Congrès du Havre.
				Frimaire	
7.10	4.19	M 15	25	1 primidi	1716 Mort de Liebnitz.
7.12	4.17	J 16	26	2 duodi	1716 Naissance d'Alembert.
7.14	4.16	V 17	27	3 tridi	1858 Mort d'Owen.
7.15	4.15	S 18	28	4 quartidi	1889 Procès d'Elberfeld.
7.17	4.14	D 19	29	5 quintidi	Guillaume Tell.
7.18	4.13	L 20	30	6 primidi	Claude Pelletier
			Frimaire		
7.20	4.12	M 21	1	7 duodi	1331 Insurrection de la Croix- Rousse à Lyon.
7.21	4.11	M 22	2	8 tridi	Théodore Desamy.
7.23	4.10	J 23	3	9 quartidi	Aristote.
7.24	4.09	V 24	4	10 quintidi	1643 Mort de Tobie Adam.
7.26	4.08	S 25	5	11 primidi	Pauline Roland.
7.27	4.08	D 26	6	12 duodi	1694-1774 Quesnay.
7.28	4.07	J 27	7	13 tridi	1632-1694 Papendorf.
7.30	4.06	M 28	8	14 quartidi	1871 Supplice Ferré et Rossel
7.31	4.05	M 29	9	15 quintidi	1830 Révolution en Pologne.
7.32	4.05	J 30	10	16 primidi	1871 Supp. de Crémieux.
Phases lunaires					
N. L. le 8, à 1 h. 6 soir.			P. L. le 23, à 6 h. 18 soir		
P. Q. le 16, à 5 h. 54 soir.			D. Q. le 30, à 9 h. 17 matin.		

Levers et Couchers DU SOLEIL.		AN 1893 du calendrier grégorien	AN 102 du calendrier républicain	AN 22 de la Commune (Calendrier socialiste)	<i>Ephémérides socialistes</i> ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	Décembre	Frimaire	Frimaire	
7.34	4.04	V 1	11	17 duodi	1879 Hartmann essaye d'exé- cuer le tzar.
7.35	4.04	S 2	12	18 tridi	1707-1751 Lametrie.
7.36	4.03	D 3	13	19 quartidi	Mort de Baudin.
7.38	4.03	L 4	14	20 <i>quintidi</i>	Plutarque.
7.39	4.02	M 5	15	21 primidi	1780-1793 Viala.
7.40	4.02	M 6	16	22 duodi	1875 Mort de J. Stuart Mill.
7.41	4.02	J 7	17	23 tridi	1875 Mort de Becker.
7.42	4.02	V 8	18	24 quartidi	1625-1709 Pierre Corneille.
7.43	4.02	S 9	19	25 <i>quintidi</i>	1608 Naissance de Milton.
7.44	4.01	D 10	20	26 primidi	1889 Mort de Sigida.
7.45	4.01	L 11	21	27 duodi	1811-1882 Louis Blanc.
7.46	4.01	M 12	22	28 tridi	1770-1827 Beethoven.
7.47	4.01	M 13	23	29 quartidi	1871 Condamnation à Lyon des insurgés d'avril.
7.48	4.01	J 14	24	30 <i>quintidi</i>	1799 Mort de Washington.
				Nivôse	
7.49	4.02	V 15	25	1 primidi	M. le Pelletier St-Fargeau.
7.50	4.02	S 16	26	2 duodi	1785-1830 Bolivar.
7.50	4.02	D 17	27	3 tridi	1831 M. d'Ollind. Rodrigues.
7.51	4.02	L 18	28	4 quartidi	1891 M. de César de Paepe.
7.52	4.03	M 19	29	5 <i>quintidi</i>	1889 M. de Constantin.
7.52	4.03	M 20	30	6 primidi	Pecqueux.
			Nivôse		
7.53	4.04	J 21	1	7 duodi	1857 Mort de Lagrange.
7.53	4.04	V 22	2	8 tridi	1887 M. Senimoff-Ouvarof.
7.54	4.05	S 23	3	9 quartidi	1780-1793 Barral Joseph.
7.54	4.05	D 24	4	10 <i>quintidi</i>	1864 Mort de Bronterre.
7.55	4.06	L 25	5	11 primidi	O'Brien. Fête des enfants.
7.55	4.06	M 26	6	12 duodi	1825 Ins. Petersb. Moscou.
7.55	4.07	M 27	7	13 tridi	1715-1771 Helvétius.
7.56	4.08	J 28	8	14 quartidi	1738-1794 Beccaria.
7.56	4.09	V 29	9	15 <i>quintidi</i>	1384 Mort de J. Wickleff.
7.56	4.10	S 30	10	16 primidi	Arstide.
7.56	4.11	D 31	11	17 duodi	1880 Mort de Blanqui.
Phases lunaires					
N. L. le 8, à 7 h. 50 matin.			P. L. le 23, à 4 h. 46 matin.		
P. Q. le 16, à 10 h. 31 matin.			D. Q. le 29, à 11 h. 27 soir.		

LES CYCLES

I

Par cycles éternels est la course des sphères,
Par cycles dans l'histoire ont progressé nos pères,
Ainsi reviennent les saisons.
Nous sommes à la fin de notre cycle horrible
Et comme au vent le sable et le blé dans un crible
Tombent hommes et nations.

Par cycles est tombé l'amas des jours sans nombre
Qui passent sans compter sur l'humanité sombre
Jetée aux transformations.
Dans ce passé qui dort ainsi qu'en une crypte
Dans l'Inde d'autrefois et dans la vieille Egypte
Les cycles eurent leurs saisons.

Nous sommes à l'hiver, par grandes envolées
Dans la brume et le vent s'effacent, dévoilées,
Les erreurs couvertes de sang
A la fin de l'hiver à ce janvier étrange
Où Germinal déjà fait frissonner la fange
Sous un mystérieux courant.

II

Janvier au printemps se rattache
La neige est plus haute, et le vent
Coupe comme un tranchant de hache.
Mais déjà remplissant sa tâche,
La sève bout comme du sang.

Secouant le givre des branches,
Les grands chênes, les hauts sapins
Superbes sous les avalanches
Semblent dans leurs tuniques blanches
Des mages disant les destins.

Déjà grandissent sous la terre
De leurs manteaux gonflant les plis
Les jonquilles dans la clairière ;
Voici venir la primevère
Pâle et froide comme les lys.

Dans les haleines hivernales
Février mêle quelquefois
Ses vagissements à des râles.
Les aubes sont plus matinales
Et moins brumeuses à la fois.

Mars aux despotes redoutable,
Avril chantant ses lais d'amour
Suivent le cycle irrévocable
Et sous leur voile impénétrable
Ressemblent à l'aube du jour.

Voici le mois des hécatombes
Le doux mai tout chargé de fleurs,
Mai qui fait refleurir les tombes
Et remplit de vols de colombes
Le rude sentier des douleurs.

Juin qui met la faux dans les herbes
Séchant au chaud soleil d'été,
Juillet où l'on coupe les gerbes,
Le brûlant oùt aux jours superbes
Au ciel pur d'astres étoilé.

Septembre est de fruits couronné.
Octobre où l'écho dure encore
De l'évohé retentissant,
Novembre où dans la fauve aurore
Les feuilles qu'un reflet colore
S'en vont dans les valse du vent.

Muet, dormant sous les raffales,
Décembre est le mois de la mort.
Comme des nuits les jours sont pâles
Dans l'air des brumes sépulcrales
Flottent, la bise souffle fort.

III

Depuis que tombèrent brûlantes
De l'orbe de feu des soleils
D'autres sphères, gouttes ardentes,
On vit des îles flamboyantes
Flotter en archipels vermeils.

Quels yeux alors virent ces choses ?
Au fond de quelle obscurité
Ces ères sont-elles écloses ?
Elaborant monstres et roses
Ainsi fut toute éternité.

L'éternité, le temps sans nombre,
Et sans rivage l'infini ;
Où tout être s'abîme et sombre,
Où tout jour retourne à la nuit.

Les choses, les êtres, les sphères
S'en vont aux éternels creusets ;
Et ce qu'on prit pour des chimères
Marque les jalons du progrès.

Ainsi notre cycle s'achève,
Sur lui-même se refermant ;
Et comme tout au fond du rêve
L'aube d'un jour éblouissant.

Alors graviteront les êtres
Comme les astres dans les cieux ;
Et nous comme les grands ancêtres,
Nous apparaitrons monstrueux.

Et toujours dans la paix immense
On ira vers la vérité,
Étapes pleine d'espérance
Évoluant en liberté.

LOUISE MICHEL.

AUX DÉTRACTEURS DU SOCIALISME

S'il y a anti-sémitisme, il y a aussi anti-socialisme. En effet, dans le courant de l'année 1892, il s'est fondé à Paris une *ligue anti-socialiste* très éphémère puisqu'elle n'a vécu que deux jours.

En même temps qu'on se livrait à Paris à une lutte aussi terrible contre le socialisme, à Berlin on faisait contre lui une sortie d'un autre genre par la publication d'une brochure intitulée : « *Où mène le Socialisme* ».

Le socialisme cependant ne s'en porte pas plus mal pour cela.

Car ce ne sont certes ni une ligue de deux jours ni une brochure où s'étalent les inepties les plus grossières, les offenses les plus flagrantes au bon sens, qui pourront entraver la marche gigantesque du socialisme, à la conquête des cerveaux comme aussi du pouvoir.

Nous avouons franchement que lorsque nous avons vu le titre de la brochure « *Où mène le Socialisme* » avec le nom

du député bourgeois allemand Richter que nous considérions, nous ne savons trop pourquoi, comme un homme d'un certain talent et savoir, nous avons cru que c'était une œuvre critique d'une certaine valeur et nous nous proposons d'examiner les arguments y exposés pour répondre point par point dans l'Almanach. Mais après avoir lu la brochure nous avons été tellement déçus dans notre attente que nous nous demandions comment il pouvait se trouver des hommes d'un certain renom pour se livrer à la rédaction de pareilles inepties. Aussi, avons-nous renoncé à notre première idée, car nos lecteurs nous en auraient certainement voulu de réfuter dans l'Almanach les élucubrations du député allemand, qui, interprétant à sa manière les écrits de Bebel et les décisions du Congrès d'Erfurt, se complait à imaginer une société collectiviste à laquelle il attribue toutes les bêtises, toutes les imbécilités qu'un bourgeois en délire peut imaginer.

Mais, si nous ne voulons pas ennuyer les lecteurs de l'Almanach avec l'*Utopie bourgeoise-socialiste* de Richter, nous tâcherons d'analyser cette brochure dans la *Question Sociale* afin de démontrer tout le vide des arguments sur lesquels se basent les bourgeois pour défendre leur société en détresse.

Nous relèverons ici cependant quelques mots de la préface de la traduction française, préface due à M. P. Leroy-Beaulieu, un autre *philistin*, de l'Internationale jaune.

Lorsqu'il s'agit de défendre le régime bourgeois et le capitalisme, il n'y a plus de patriotisme et l'allemand Richter et le français Leroy-Beaulieu fraternisent pour attaquer l'ennemi commun : le socialisme auquel ils reprochent si souvent son internationalisme.

M. Leroy-Beaulieu s'élève avec une violence et une audace inouïes contre le socialisme et dans son emportement il ne ménage personne. Il tombe à bras raccourcis non-seulement sur les socialistes, mais sur tous ceux qui sont complaisants aux socialistes, et met dans le même sac : opportunistes-progressistes, radicaux-réformistes et chrétiens-socialistes.

« Tous ces complices ou ces précurseurs du collectivisme, » dit-il, doivent être combattus résolument, sans défaillance, « par tous ceux qui tiennent à la civilisation, c'est-à-dire « non seulement à un ensemble précieux de biens matériels, « mais à la liberté intellectuelle et morale ».

Voyez-vous ce défenseur de la civilisation, des biens matériels et de la liberté intellectuelle et morale, toutes choses que, selon lui, la société collectiviste fera disparaître !

C'est vraiment trop se moquer du monde !

Mais pourquoi donc Monsieur Leroy-Beaulieu qui critique

avec tant d'audace et d'assurance une Société qu'il ne connaît pas, une organisation à laquelle il n'a même rien pu comprendre, pourquoi donc ne répond-il jamais aux questions que posent tous les jours les socialistes sur les faits de la société actuelle, faits qui sont une protestation flagrante et permanente contre la barbarie de cette société ? Pourquoi garde-t-il le silence lorsque nous constatons justement aujourd'hui — et cela par des preuves irrécusables tirées journellement des journaux bourgeois eux-mêmes — lorsque



P. ARGYRIADÈS

nous constatons ce qu'il semble tant craindre dans une société collectiviste, c'est-à-dire le manque absolu de *biens matériels* pour une certaine partie de la population alors que les dépôts regorgent de richesses ? Et qu'a-t-il à répondre à cela ?

Pourquoi ne répond-il rien lorsque nous crions contre l'horrible tyrannie des patrons et capitalistes, tyrannie exercée sur la majorité des citoyens affamés à plaisir ?

En quoi consiste donc la civilisation ?

Est-ce dans la misère qui pousse tant de pauvres filles à vendre leur corps pour vivre ?

Est-ce dans les avortements perpétrés par dizaines de mille et dont la cause est, comme toujours, la misère ?

Est-ce dans les suicides de familles entières, les suicides individuels qui se multiplient chaque jour et dont le manque du *moindre bien matériel* est justement la cause ?

Est-ce dans les faits constatés par le *Temps* lui-même lorsqu'il nous raconte l'histoire de cet ouvrier qui a travaillé toute sa vie et qui meurt de faim, faute de ne pouvoir trouver du travail, étant trop vieux ? Ou bien encore dans l'histoire des pauvres diables, qui, poussés par la misère, se prêtent, pour un morceau de pain, à être frappés comme au jeu des massacres, à coups de poing dans la figure ?

Est-ce dans les bouges infects où logent les misérables, et d'où sortent le choléra et la peste ?

Est-ce ?... Mais je n'en finirais pas. Ma liste toujours plus lamentable serait trop longue.

Qu'ils répondent donc, les détracteurs du socialisme et qu'ils nous disent une bonne fois que toutes ces misères toutes ces atrocités, ils les approuvent parce qu'ils en vivent !

Ils parlent de liberté ! Mais où est-elle donc la liberté dans la société actuelle ? Sont-ils libres les millions d'ouvriers qui subissent la loi des capitalistes, qui, enfermés dans les mines, les usines malsaines et délétères et autres bagnes capitalistes, se disloquent pendant 12 heures par jour pour enrichir leurs exploiters, et sont victimes des brutalités des patrons et contre-mâîtres ?

Où est-elle la liberté de ceux qui, menacés d'être renvoyés de leurs ateliers, sont forcés de subir l'omnipotence du patron, de suivre les processions ou d'aller à la messe comme chez Chagot ou à Notre Dame de l'Usine ?

Y a-t-il indépendance ou liberté pour tous ceux dont la vie, ou celle des leurs, dépend d'un autre homme qui par sa seule volonté, peut les priver de leur gagne-pain ?

Ce n'est pas un socialiste, c'est un économiste, le propre beau-père de M. Leroy-Beaulieu qui a dit : « *L'homme qui a faim n'est pas libre.* Or, aujourd'hui, la grande majorité des hommes est dans ce cas. C'est encore lui qui a dit : « *les droits électoraux ou municipaux ne sont rien pour des hommes enchaînés à la misère.* Et cette vérité saute aux yeux des plus aveugles aujourd'hui avec ce qui se passe à Carmaux où le bon plaisir patronal fait jeter Calvignac à la porte de l'atelier parce que ses concitoyens l'ont élu maire de Carmaux.

Le gouvernement envoie là-bas des soldats pour protéger les violateurs de la liberté.

Est-ce cela de la liberté ?

Non, malgré tous les sophismes les plus surannés on ne fera jamais croire à personne que nous aurons encore moins de liberté qu'aujourd'hui lorsque la vie matérielle de tous sera assurée et que tous les citoyens seront égaux légalement et économiquement. Ici j'entends naturellement la majorité, les citoyens qui travaillent, et non la minorité, parasites qui absorbent toutes les richesses et s'accordent les libertés les plus abusives et restrictives de la liberté des autres.

La tendance à la supériorité, dit M. Leroy-Beaulieu, est le grand moteur du genre humain. D'accord. Les socialistes n'ont jamais soutenu qu'il fallait niveler les intelligences. Mais croit-il que la tendance à s'enrichir soit le seul idéal de la supériorité ? Il dit en effet dans sa préface au livre de M. Richter : « Confisquez ou diminuez les grandes et les moyennes fortunes, par conséquent les grands efforts, et la société baissera ; le niveau moyen tombera en même temps que le niveau supérieur, et le niveau le plus bas deviendra plus intime encore. »

Ne sait-il donc pas que ce sont justement les natures les plus basses, les plus viles, qui ont pour seul idéal de posséder du métal ? La supériorité de s'enrichir n'emploie que les moyens les plus réprouvés par toutes les morales et par toutes les consciences vraiment supérieures, car la lutte pour arriver à la richesse se base sur l'exploitation et la ruine de son semblable, sur la fraude, le mensonge, la falsification et la banqueroute.

Par conséquent, rien de plus bas qu'un homme qui s'est donné comme seul but de se montrer supérieur par l'enrichissement, et rien de plus supérieur, au contraire, que l'homme qui s'est donné comme but de se distinguer parmi ses concitoyens par ses connaissances, ses talents et ses découvertes. Les anciens athéniens, qui possédaient les moyens de subsistance, ne luttaient, en produisant des chefs-d'œuvre, que pour une branche d'olivier, et jamais on n'a produit autant de si belles œuvres.

M. Leroy-Beaulieu croit ou feint encore de croire que le seul but des socialistes est d'arriver à ne produire que ce qui est nécessaire à la « simple subsistance » rien de plus, et qu'ils mettront même obstacle à tout ce qui sera production d'agrément et d'esthétique. Quelle erreur ! Les socialistes veulent, il est vrai, assurer tout d'abord à tous « la subsistance » et délivrer l'humanité de la société que défendent avec tant d'ardeur les économistes bourgeois, société qui laisse des milliers de malheureux sans « aucune subsistance » pour permettre à quelques-uns d'amasser des millions et des milliards

au moyen desquels ils portent la ruine et la misère partout par l'accaparement de tous les produits.

Mais après avoir atteint ce but que nul ne souffre de faim, nous voulons, au contraire, donner à tous les hommes les moyens de s'élever par leurs aspirations respectives à la vraie supériorité intellectuelle et morale. Toutes les inégalités disparaîtront pour ne laisser que celle qui vient de la nature de l'homme, celle que l'on détruit justement dans la société actuelle par la misère à laquelle sont condamnés tous les prolétaires.

Osera-t-on nous soutenir, par exemple, que les ouvriers du Creusot peuvent aspirer aujourd'hui à la même situation que leur patron M. Schneider ? Et lors même que l'un d'entre eux, par quelque hasard de circonstance, arriverait au point où est arrivé son patron, quelle est la situation faite aux autres ?

Mais deux ouvriers, mais dix, mais vingt, mais cent, mais vingt-mille qui travaillent au Creusot, peuvent-ils devenir des Schneider ou du moins arriver à se rendre indépendants et être libres dans le vrai sens du mot ? Jamais.

L'individualité de l'homme ne pourra se développer, et l'homme ne pourra aspirer à la supériorité intellectuelle que dans une société qui lui assurera les choses nécessaires à sa subsistance. Alors seulement les natures tendant à cette supériorité se centupleront et laisseront à « l'ensemble du genre humain » non pas « quelque chose » mais beaucoup de chose de leur mouvement ascensionnel. Aujourd'hui le possesseur du vil métal tue l'homme d'intelligence, l'homme vraiment supérieur. L'individualité est écrasée par la faim. Des millions de salariés ne peuvent aspirer à autre chose qu'à se procurer de quoi subsister, résultat auquel ils n'arrivent pas la plupart du temps. Et même ceux qui possèdent quelques moyens de subsistance et qui aspirent à quelque supériorité se voient devancés, s'ils n'ont pas de protections, par de médiocres concurrents qui, protégés, arrivent à la prétendue supériorité tandis que les autres, malgré leur plus grand savoir et leur talent incontestables meurent souvent de faim.

Je ne veux prendre comme exemple que la situation de M. Leroy-Beaulieu comme professeur au Collège de France. Elle ne lui a été acquise que grâce à son beau-père Michel Chevallier qui était professeur avant lui. Et sans ce dernier, personne n'aurait pensé à octroyer à M. Leroy-Beaulieu cet important enseignement qui devient nul représenté par lui. Cependant la faveur a écarté des hommes qui lui étaient de beaucoup supérieurs, cela n'est pas contestable. Aussi ne

devrait-il pas parler du favoritisme de la société future, lui qui, sans le favoritisme bourgeois, ne serait rien du tout.

Mais, puisque, d'après M. Leroy-Beaulieu, le socialisme ne vaut rien et ne présente pas une solution sérieuse de la question sociale, qu'il nous dise donc quelle est sa solution, à lui, car il n'y a pas à dire, à moins de vouloir s'enfermer dans un aveuglement voulu, il y a des phénomènes naturels qui exigent une solution. Je sais qu'il nie la concentration des capitaux et l'évolution qui se produit dans la propriété sous le régime capitaliste, choses qui éclatent aux yeux de tous avec la dernière évidence. Mais il a beau se dire économiste, être professeur au Collège de France et membre de l'Institut, il ne pourra jamais faire croire à personne que les chemins de fer n'ont pas fait disparaître les voituriers d'autrefois, que le Creusot et autres *Hauts Fourneaux* n'ont pas remplacé les petites forges, que les grands magasins ne sont pas en voie d'écraser les petits et de réduire leur propriétaire à la faillite, et ainsi de suite sur toute la ligne industrielle ou commerciale.

Eh bien ! où nous conduisent toutes ces expropriations collectives et incessantes ? Ne nous mènent-elles pas à une féodalité capitaliste mille fois plus dangereuse que celle de l'ancien régime ? Que deviendra alors le peu de liberté qui existe encore pour certains, du petit commerce et de la petite industrie, de la société actuelle ? Et quel est le remède de M. Leroy-Beaulieu à tout cela ? A-t-il une solution contre les résultats de la centralisation des capitaux, de la surproduction ou des crises néfastes que celle-ci amène ? Non, il ne sait rien, et critique stupidement ceux qui présentent des solutions logiques, équitables et pratiques. Mais qu'il soit donc au moins aussi clairvoyant que ses devanciers en économie politique qui, — sans avoir connu les crises que nous constatons aujourd'hui, sans avoir eu sous les yeux les suicides innombrables que fait naître la misère et que nous lisons tous les jours dans les journaux — s'apercevaient bien des inconvénients du régime capitaliste et du salariat. De Sismondi qui n'était pas un imbécile a bien dit que « *la misère du chasseur sauvage qui périt si souvent de faim n'égale point celle des milliers de familles que renvoie parfois une manufacture.* »

Il n'est pas besoin de s'en rapporter aux socialistes, les feuilles bourgeoises, elles-mêmes, amies de M. Leroy-Beaulieu malgré le mot d'ordre donné d'attaquer les idées scientifiques du socialisme, ne peuvent s'empêcher de faire des aveux sur la situation économique qui nous étrangle et met tant de millions d'hommes dans l'épouvante de la faim.

Voici, en effet, la confession que nous extrayons d'une revue américaine, la *Century Magazine* :

« Quel étrange spectacle offre à cette heure l'Amérique ! L'argent abonde : — 50 ou 60 millions de dollars sont déposés en ce moment dans les banques de la cité de New-York ! Les vivres abondent : les greniers de l'Ouest regorgent de blé de l'an passé et, bien que la récolte du blé cette année ne s'annonce pas très bien, celle du maïs sera la plus belle qu'on ait encore faite : il n'y a donc nulle crainte de disette. Les marchandises abondent ; les magasins des fabricants et les boutiques des commerçants en sont encombrés. Le travail abonde, cinq cent mille hommes en chômage demandent du travail. Cependant, au milieu de cette abondance de toutes choses, nous subissons une grande dépression industrielle et commerciale. En ce moment même, des ouvriers vendent leur travail au plus bas prix, beaucoup ne trouvent pas à le vendre n'importe quel prix ; les commerçants et les industriels écoulent péniblement leurs marchandises ; les chemins de fer annoncent des pertes au lieu de bénéfices ; les faillites se multiplient. *La situation est non seulement digne de pitié, elle est absurde.* »

Mais à quoi bon vouloir démontrer par *a* plus *b* à mes- sieurs les économistes que la situation n'est pas tenable et que la solution socialiste s'impose, à quoi bon faire des cita- tions qui viennent de leurs amis, nos ennemis, et confir- ment nos dires ? Nous supposons qu'ils ne sont pas aussi bornés qu'ils veulent bien le faire croire et que s'ils soutiennent encore des idées qui hurlent avec les faits constatés journellement, c'est qu'ils accomplissent leur rôle de philosophes salariés soutenant jusqu'à l'absurde la société bourgeoise qui croûle. Il nous répugnait certainement de répondre à des gens qui ne croient pas eux-mêmes à leurs absurdités, et si nous l'avons fait en partie, c'est pour em- pêcher certains esprits faibles de se laisser prendre dans les filets de leurs sophismes, enjolivés d'une phraséologie trompeuse.

Mais pourquoi donc répéter à tout propos que la liberté sera en péril dans la société à venir ?

Sans doute parce que M. Leroy-Beaulieu n'a aucune rai- son sérieuse de défendre l'esclavage du salariat. Il invente alors des périls imaginaires qui, d'ailleurs, quels qu'ils soient, n'arriveront jamais à priver autant l'homme de sa liberté que le fait le régime capitaliste par le salariat. Comment sup- poser que par ce seul fait que l'exploitation de l'homme par l'homme aura disparue, comment supposer que les hommes supporteraient la tyrannie épouvantable à laquelle il veut, lui et son ami Richtr, nous faire croire ?

Non, qu'ils en soient bien persuadés, une fois que les hommes auront acquis l'égalité économique et sociale ils prendront leurs mesures pour que toutes les libertés qui sont menacées deviennent réelles.

Ils sont habitués, ces messieurs, à avoir une classe qui opprime l'autre et ils croient que cela devra empirer sous un autre régime parce qu'alors cette classe n'aura plus la faculté de disposer de la liberté des autres.

Cela est absurde.

Et les « *gouvernants de la société future* » comme les appelle M. Leroy-Beaulieu ne seront point des gouvernants mais des administrateurs désignés provisoirement par les intéressés à la gestion des affaires publiques. L'organisation et la détermination des devoirs de chacun envers la société seront réglementés par tous les intéressés, par tous les citoyens, et certes ils ne seront pas assez stupides pour se créer des maîtres ou des tyrans. En un mot et pour mieux faire comprendre notre pensée — ceux qui devront diriger les travaux sociaux seront désignés par les travailleurs eux-mêmes, ainsi que sont désignés aujourd'hui par les capitalistes leurs directeurs et autres employés supérieurs de chemin de fer, de mines, d'usines, etc.

Or, comme on ne peut soutenir aujourd'hui que ces directeurs et autres employés puissent tyranniser leurs maîtres, les Rotschild ou autres capitalistes, de même il est impossible de soutenir que les délégués à la direction des travaux sociaux seront des tyrans pour ceux qui les auraient désignés et qui pourraient les révoquer à volonté.

Aujourd'hui le gouvernement est tyrannique pour la majorité des citoyens parce qu'il représente une classe qui est intéressée à tenir sous sa férule ses exploités qui forment justement la majorité de la nation. Mais lorsque par la transformation économique on aura mis fin au gouvernement oppressif des hommes pour ne laisser place qu'à une administration des choses travaillant dans l'intérêt de tous comment peut-on concevoir qu'il y aura manque de liberté pour les citoyens qui auront désigné les hommes de cette administration ? Et où voit-on là la possibilité de tyrannie qui d'après M. Leroy-Beaulieu, doit s'exercer contre tout le monde ?

De même que le gouvernement bourgeois, n'est pas oppressif pour la bourgeoisie de même l'administration communiste ne pourra être oppressive pour la totalité des citoyens dont elle dirigera temporairement les intérêts et travaux.

Il est vraiment trop absurde de supposer que les Collectivistes ou Communistes se créeront exprès une tyran-

nie inconcevable pour avoir le plaisir de s'opprimer eux-mêmes. Car enfin la mission des dirigeants des travaux ou des administrateurs étant temporaire et ces hommes étant perpétuellement révocables, ils seront aussi intéressés que tous les citoyens à ce qu'aucune espèce de tyrannie ne s'établisse dans la société.

Mais pourquoi insister sur ce point ? Il est évident qu'une fois l'égalité économique obtenue, une fois que nous serons égaux en droits et devoirs la liberté complète sera le résultat de cette égalité.

Aussi lorsque nous voyons aujourd'hui une infime minorité seulement jouir et même abuser de toutes les libertés, lorsqu'à côté nous voyons les pauvres condamnés au silence, car il n'y a que les riches qui jouissent de la liberté de la presse, lorsque des millions d'hommes sont, non-seulement privés de toute liberté mais encore forcés de subir tous les caprices, tous les affronts de leurs maîtres, lorsqu'enfin nous voyons abrutir la jeunesse dans l'armée par une discipline honteuse pour notre siècle, nous nous étonnons vraiment de l'impudence de certains écrivains qui osent soutenir que la société égalitaire que nous préconisons nous privera de liberté.

Mais, par le fait comme ils entendent par là la liberté bourgeoise, ce sera bien heureux !

P. ARGYRIADÈS.

A UN AMI

1

Non, mon ami, je ne suis rien,
Depuis longtemps, tu le sais bien,
J'ai dû renoncer à la gloire ;
Tous les chemins me sont fermés
Qui mènent aux brillants sommets,
Autour de moi l'ombre est trop noire !

2

Hier, je me croyais papillon,
J'espérais creuser mon sillon
A travers la lumière bleue ;
Mais un lourd boulet me retient,
C'est à peine s'il me souvient
D'avoir fait la première lieue !

3

Le poids des labeurs écrasants
Dans la fleur de mes jeunes ans
Broya mon corps de prolétaire ;
D'autres cueilleront l'épi mûr,
Mais moi, le travailleur obscur,
Toujours je gratterai la terre !

4

Tous les matins, à mon réveil,
Brille au ciel un nouveau soleil,
Les nuits resplendent d'étoiles ;
Et moi je contemple d'en-bas,
Dans la peine où je me débats
Les astres déchirant leurs voiles !

5

Le néant envahit mon cœur,
Chaque jour, un doute moqueur
Brise une corde sur ma lyre ;
Je n'entends plus de voix,
Et dans le livre des grands bois
Bientôt je ne saurai plus lire !

CHARLES RAYMOND.

Utilité d'un seul Parti socialiste Français.

Peut-on espérer que par une série de réformes successives, par des concessions réciproques entre travailleurs et détenteurs de la fortune publique nous arriverons sans violence d'ici à quelques années à un état social qui sans avoir la perfection rêvée par l'auteur de la *Cité du Soleil* nous offrirait néanmoins le spectacle d'une nouvelle répartition des richesses assez équitable pour supprimer le mal de misère ? Ou bien est-ce au contraire dans une tourmente révolutionnaire que doit disparaître notre barbare organisme économique et social ?

Il y a hélas quatre-vingt-quinze chances sur cent pour qu'il n'y ait jamais d'autre solution possible que la seconde. Il suffit pour s'en convaincre de passer six mois au Palais Bourbon.

Le seul mot de *propriété collective*, principe en dehors duquel tout n'est que palliatif, met dans des colères noires même les plus avancés de nos législateurs bourgeois, et la grande lutte sera d'autant plus acharnée que la plupart sont de bonne foi en considérant la propriété individuelle comme le palladium indispensable d'une société bien organisée.

Une représentation parlementaire socialiste révolutionnaire, même infime minorité, peut-elle avoir quelque influence sur la marche de la révolution sociale ; et surtout peut-elle servir au succès de cette révolution ? Assurément oui. Mais à une condition ! C'est que le socialisme français ne continue pas à vivre parqué en petites chapelles comme il l'est actuellement. On ne s'injurie plus comme autrefois, cela est vrai, mais l'esprit sectaire est loin d'avoir disparu. Il y a au moins six chapelles socialistes portant le nom de *Parti ouvrier* et naturellement chacun d'eux veut être le vrai, le seul dans la justice et dans la vérité. Il y a deux partis blanquistes et pour le moins quatre catégories de socialistes dit *indépendants*.

On ne saurait nier que cet état d'esprit a eu sa répercussion sur la députation socialiste actuelle. Bien que nous ayons vécu en bonne camaraderie il n'y a jamais eu chez nous une tactique unique et c'est par un pur hasard que nos bulletins se sont rencontrés dans l'urne. Malgré cela cependant notre action individuelle a été utile en province où elle a contribué à la formation de nombreux syndicats, mais on eut pu faire mieux si l'on eut été unis.

Aux élections générales de 1893 le parti socialiste français peut envoyer de 30 à 50 députés au Parlement s'il n'y a pas lutte entre ses différentes fractions, mais autant que possible des nouveaux et surtout des jeunes. Que tous ceux qui ont joué un rôle marquant aient le bon esprit de se retirer sous leur tente,

notamment les révolutionnaires d'antan fourvoyés dans le boulangisme, et avec 30 hommes unis, ignorants des anciennes divisions, prêts à démissionner en masse à l'occasion, le prolétariat français aura enfin une tactique, et un centre de ralliement pour faire usage de ses forces quand le moment sera venu. Si ceux qu'on appelle les chefs dans les chapelles existantes n'ont assez de dévouement, ni assez de désintéressement pour opérer cette concentration, que les Bourses du Travail en prennent l'initiative, qu'elles fassent disparaître tous les pontifes et forment elles-mêmes la seule, la vraie fédération ouvrière.

J.-B. DUMAY.

ÉGALITÉ

Il est peu de nations qui aient produit autant d'inventeurs dans les sciences, dans les arts que la nation française, et il n'en est aucune chez laquelle les inventeurs soient moins connus. Les étrangers sont, à cet égard, plus soucieux de leur gloire. Ils ont recueilli et adopté cent découvertes, faites en France, et abandonnées ou par l'insouciance de leurs auteurs, ou par l'impuissance où on les a laissés.

En Angleterre le génie de l'homme reçoit des ailes ; en France, on ne lui met que des entraves. C'est à des règlements absurdes et vexatoires qu'il faut attribuer le peu de progrès que les arts ont faits si longtemps parmi nous.

L'artiste, comme je l'entends, est l'intermédiaire entre le savant et l'artisan ou ouvrier. Il n'est pas toujours facile d'établir une démarcation fixe entre l'artiste et l'artisan. Un architecte est un artiste dont les talents dérivent immédiatement des sciences mathématiques ; et un maçon est un artisan dont la main-d'œuvre dérive de l'architecte et qui lui est subordonné.

L'Académie, s'il est permis de citer cette vieille personne, définit l'artiste : celui qui travaille dans un art où le génie et la main, soit l'invention et l'exécution, doivent concourir.

Mais quel est l'ouvrier chez qui l'intelligence ne soit pas exigible pour ses travaux ?

Il n'y a pas d'écrivain, sans en excepter ROUSSEAU, qui n'ait reconnu la supériorité des savants sur les artistes, comme celle des artistes sur les artisans. ROUSSEAU est cependant l'auteur le plus favorable au système qui donnerait la préférence aux ouvriers ; car ce n'est pas relativement à

leur mérite, mais à *leur utilité* dans une nation, qu'il leur a donné la préférence.

Sans doute, à ne considérer que l'utilité, le peintre et le sculpteur le céderaient au cordonnier ; mais, sans nous perdre dans cette question inutilement agitée, examinons quelle a été la part d'estime et l'influence que les artistes ont obtenue dans différents siècles.

Dans les commencements de chaque nation, nul doute que les artisans n'aient obtenu la première place, et que les artistes aient à peine trouvé leur existence, les sciences n'ayant donné les principaux arts qu'après une longue observation. Ce sont les artisans qui, naturellement et sans études, ont prélué aux sciences en donnant matière aux observations des savants qui, ensuite, ont établi des règles et dirigé les artistes. Il y a eu des maisons avant qu'il y ait eu des architectes.

C'est l'histoire de l'industrie qui est réellement celle des artistes.

Les obélisques, les pyramides, les palais de Ninive et de Babylone, les fabriques de verre de Sidon attestent l'existence des sciences par les monuments des artistes.

Les seuls objets d'art dont nous parlent les juifs sont l'arche de Noé, la harpe de David et le veau d'or.

Les Grecs furent donc les premiers de tous et les premiers en tout : peintres, architectes et sculpteurs.

Malgré le dédain tout moderne de certains artistes pour l'industrie, il faut bien avouer que les artistes n'existeraient que comme ouvriers sans les hommes savants de leurs arts ; mais où seraient les savants *sans les producteurs* ?

Les ouvriers, sans doute, suffiraient et ont su l'être aux besoins de l'humanité ; mais aussi quel serait le sort de l'homme réduit à la seule satisfaction des besoins de la nature et à ses premières jouissances ? C'est aux artistes qu'il a été redevable dans tous les temps de son bonheur et de sa gloire.

Il y a là un enchaînement qu'on ne peut méconnaître, dont les effets sont visibles et qui est la démonstration de l'égalité à son premier degré.

Dans ces révoltes pacifiques qu'on appelle des grèves, il arrive parfois que le sang coule. Quand il y a collision, celui qui se sent près d'être vaincu tire une arme cachée ; aux coups de pierres on répond par des coups de fusil. La vue d'un camarade étendu sur le pavé exaspère la foule et ce qui n'était d'abord qu'une protestation dégénère en bataille. A qui la faute ?

Après avoir couché sur le sol et mangé de l'herbe, le peuple veut se mettre à table.

Un anglais demandait à Félix Pyat : « Qu'est-ce, au juste, que la canaille :

Pyat répondit : En politique, on appelle canaille l'ensemble des gens qui demandent du pain. »

— Et « morale publique ? »

— La morale publique, c'est celle qu'on a mise en carte.

89 a proclamé l'égalité des citoyens devant la loi : la masse voudrait aujourd'hui l'égalité devant le pain. Il y a, paraît-il, des gens à qui cette prétention paraît excessive.

Cependant, un homme qui meurt de faim et qui a laissé quelque part, dans un taudis ou sur un banc, une femme et des enfants dont l'estomac est vide, affolé, révolté, se fait justice à lui-même en prenant un morceau de viande et un morceau de pain à l'étalage qui le tente et qui l'insulte. On le condamne.

Pourquoi tel autre n'est-il pas condamné ? Parce qu'il n'a pas volé la viande et le pain. Pourquoi ne les a-t-il pas volés ? Parce qu'il avait les moyens de les acheter.

S'il s'était trouvé dans la même situation que le misérable, il aurait sans doute fait comme lui.

Donc, après avoir démontré l'égalité des producteurs, ouvriers, artistes, savants, sans qui rien ne serait créé d'abord, et ni, par conséquent, perfectionné, je ne vois pas l'égalité devant la loi.

AURÉLIEN SCHOLL.

LE PROBLÈME SOCIAL SE POSE

Dès le commencement du siècle, et déjà même sur la fin du siècle précédent, des Précurseurs annonçaient l'avenir, les uns avec le pressentiment des choses ou avec l'instinct logique de l'histoire, l'un d'entre eux, avec cet œil perçant du génie supérieur qui plane à la hauteur de l'aigle et dont la vue s'étend par delà les limites de l'horizon vulgaire : ces quelques hommes, dis-je, avaient compris leur temps. Ils annonçaient que l'époque était venue d'un complet renouvellement des choses et des rapports sociaux du vieux monde.

Ils comprenaient que, les privilèges nobiliaires détruits, l'ordre féodal renversé, l'égalité des droits écrite dans la loi, rien n'était fait encore pour l'organisation de l'ordre nouveau dont la première Révolution, en renversant les iniquités politiques et légales de l'Ordre ancien, n'avait été qu'un terrible et douloureux préambule. — Ecoutez-moi et suivez bien ceci :

La première féodalité, celle qui sortait de la conquête militaire, avait donné le sol aux chefs militaires, aux nobles, et attaché les populations conquises à la **personne** des conquérants par le servage et la glèbe.

La guerre industrielle et commerciale, succédant à la guerre militaire, sous les formes de cette concurrence où le capital et la spéculation sont forcément maîtres du travail pauvre; la guerre industrielle tendait à constituer et chaque jour constituait de fait, par ses conquêtes, un nouveau servage : non plus le **servage personnel et direct**, mais le **servage indirect et collectif**, la domination, en masse, de la classe des possesseurs des capitaux, des machines et des instruments de travail, sur les classes deshérités.

Les Prolétaires des villes et des campagnes, en effet, pris **collectivement**, sont sous la dépendance absolue de la classe qui détient les instruments de travail.

Ce grand fait économique et politique se traduit par cette formule de la vie pratique : « **Pour avoir de quoi manger, tout prolétaire est obligé de trouver un maître....** » (Je sais bien que vous dites aujourd'hui **patron**; mais, dans sa naïveté crue, la langue s'obstine à dire **maître**, et elle aura raison jusqu'au Nouvel Ordre, c'est-à-dire jusqu'à ce que les conditions économiques de l'Ordre féodal actuel, de la **Féodalité financière, industrielle et commerciale**,



VICTOR CONSIDERANT

dans lequel nous vivons, aient fait place à d'autres.)

Dès le commencement du siècle, donc, il s'était trouvé des penseurs qui avaient compris que la Révolution n'était pas accomplie par l'affranchissement **politique** des fils aînés du travail, des fils aînés de la science et de l'industrie par le dogme métaphysique de l'égalité devant la loi et par la liberté pure et simple, c'est à dire, par la concurrence, par la lutte entre les classes armées et les classes désarmées, entre le capital, maître absolu de tout et le travail nu et esclave du besoin quotidien.

Ils avaient plus ou moins nettement compris, ces grands penseurs :

Que l'ancienne Société féodale avait été organisée par la guerre et pour la guerre.

Que la nouvelle société devait être organisée par le travail et par la paix pour le travail et pour la paix.

Que la guerre industrielle en permanence sur le champ de bataille de la production et de la distribution, n'y pouvait produire que les résultats de la guerre, c'est-à-dire : 1° *économiquement*, la permanence des chocs, des déperditions, des désastres; l'absorption de la plus grande somme des forces vives et productives, par une lutte acharnée, incessante démoralisatrice et ruineuse; (Résultat : progrès de la fourberie industrielle et commerciale, maintien de l'Indigence); 2° *Politiquement*; Des vainqueurs et des vaincus, des seigneurs et des serfs, des maîtres et des prolétaires. (Résultats : Oppression des faibles).

Que le problème du temps était, en conséquence, d'affranchir les serfs de l'industrie comme avaient été affranchis les serfs de la conquête; de donner à tout homme venant au monde et voulant vivre en travaillant, **droit à l'instrument de travail**; de le soustraire au despotisme fatal, le plus souvent même involontaire, des détenteurs de ces instruments; de le rendre propriétaire des fruits de son travail; de créer l'ordre, la coopération, la convergence sur le terrain de l'industrie; enfin, d'organiser *le Travail et l'Association des forces productives*.

La solution de ce problème qui n'est autre chose que la transformation du **Salariat**, cette dernière forme de l'esclavage, constitue l'accomplissement logique de la Révolution, dont les principes, déposés par le christianisme primitif dans la conscience humaine, ont fait, au dix-huitième siècle, une irrésistible et décisive explosion dans la société civile.

Ce problème, c'est le **problème social**.

VICTOR CONSIDERANT.



LE 21 JANVIER 1793

En ce grand jour où l'on punit un traître,
Est-ce une extase ou le rêve d'un fou ?
Je vois Marat et Babeuf apparaître
La lame au cœur et l'auréole au cou ?
Ah ! dit Marat, monde usé, tu t'affaîsses.
Fils des Titans, qu'êtes-vous ? des Bourgeois !!
N'évoquez plus vos morts, tas de Jean-Fesses !
Vous n'avez pas guillotiné vos rois !

Quels rois puissants que ces milliardaires !
Œil de vautour, entrailles de métal,
Ces financiers pesant sur les salaires,
Des vols légaux forment leur capital.

Sachez-le bien, typhus et fièvre jaune
Sont des agneaux auprès de ces matois ;
Tas de gogos, Macaire est sur le trône ;
Vous n'avez pas guillotiné vos rois !

La République étant en lumière
Pour éteignoir eut le petit chapeau,
Puis, la légende hébétant la chaumière,
Fit des sauveurs en culotte de peau.
Quatre-vingt-treize aboutit en caserne ;
L'Etat-major se mouche dans les Droits ;
Tas de Chauvins, Capitulard gouverne,
Vous n'avez pas guillotiné vos rois !

Un juste arrêt supprime Louis-Seize,
Plat rejeton de vampire hideux.
On mit le pied sur la triste punaise,
Mais la vermine a des millions d'œufs.
Ils sont éclos, députés, valets, traîtres ;
Leur tribu suce, empeste et fait des lois.
Tas de pouilleux, voyez grouiller vos maîtres ;
Vous n'avez pas guillotiné vos rois !

Interrompant ma vision bizarre,
Science dit : Mes creusets sont plus sûrs,
Que le travail du capital s'empare,
Il dissoudra ses résidus impurs ;
Riches alors de ce qu'on leur dérobe,
Dans l'avenir lumineux que je vois,
Les travailleurs, égaux et rois du Globe,
Ne sauront plus qu'il était d'autres rois !

EUGÈNE POTTIER.

212

Le Socialisme et les forces morales

En socialisme, comme en philosophie, comme dans toutes les manifestations humaines que comportent des systématisations provisoires, l'ambition des penseurs dignes de ce nom n'est pas d'échafauder une centième théorie ; leur ambition, plus haute, est d'apporter leur contribution à l'œuvre en élaboration.

Mais les disciples y mettent bon ordre ; ils enferment les nouveaux aperçus entre les quatre murs d'une doctrine en *isme* dont le penseur de leur choix est bon gré, mal gré, l'éponyme et le chef. Pour eux naturellement, toute la vérité et toute la science sont contenues dans la nouvelle formule. En réalité, la vérité ne se laisse pas ainsi capturer, elle la mystérieuse Isis qui au plus fortuné de ses adorateurs ne laisse voir qu'un coin de son voile avant de disparaître à nouveau dans les lointains inaccessibles.

Quant à la science, sans entendre les objurgations des sectaires, elle poursuit sa route en quête de moissons nouvelles et en disant aux myopes qui se croient au sommet :

Marchez, l'humanité ne vit pas d'une idée,
Elle en allume une autre à l'éternel flambeau.

Certes le socialisme moderne, appuyé sur une puissante



B. MALON

philosophie de l'histoire, sur une analyse des phénomènes économiques et sur la connaissance des lois générales de l'évolution humaine, peut arborer fièrement les couleurs scientifiques, mais la science sociale proprement dite n'est pas faite, le sera-t-elle jamais ?

Le socialisme c'est : l'Humanité en marche avec ses expériences et ses empirismes ; avec ses programmes arrêtés et ses inspirations soudaines, suivant des pistes découvertes coupées de déviations impré-

vues, sur une route accidentée et incertaine. Ce qui revient à dire qu'il y a plus d'une issue pour sortir de l'oppressive, cruelle et inique civilisation bourgeoise condamnée par le progrès des consciences et des choses.

Ce qui est vrai c'est que les temps de la justice sont proches.

Il n'est plus besoin, comme au temps de Lassalle, de gravir le sommet de la montagne de la pensée pour voir émerger à l'horizon social les lueurs annonciatrices d'un nouveau cycle dans l'histoire du monde. Déjà c'est l'aube qui blanchit tout un pan du ciel, chassant devant elle les séculaires ténèbres et portant une lumière vengeresse sur le chaos des

vieilles réalités sociales, sur tout cet amoncellement d'ignorances et d'iniquités, de souffrances et d'erreurs, qui se manifeste par le désarroi moral, par les servitudes personnelles et collectives de tout genre, par l'état de guerre entre nations et par ce fléau qui les engendre et les couronne : l'exploitation de l'homme par l'homme.

Ce qui est vrai encore, c'est que le champ de bataille est immense et que tous les concours sont nécessaires, car le mal est partout dans les esprits comme dans les faits, dans les mœurs comme dans les lois, dans les usages, dans les institutions. C'est sur la société toute entière qu'il faut agir pour y mettre fin et cela signifie que le socialisme, que résume toutes les novations libératrices et justicières doit revêtir un caractère d'universalité, c'est-à-dire intégral dans ses principes, dans son action et dans ses aspirations.

On ne saurait évidemment comprendre autrement le socialisme lorsque l'on considère qu'il doit répondre à tous les besoins moraux et sociaux à ce moment de l'évolution progressiste où, pour peu que l'élite militante sache donner la poussée révolutionnaire, le développement mental, les maturations historiques et les transformations techniques de la production et de la circulation des richesses ouvrent à la Société moderne, les portes d'or d'une civilisation supérieure.

Car c'est bien de tout cela, d'une rénovation philosophique et sociale qu'il s'agit. Pour un but si vaste, ce n'est pas trop d'ajouter à nos acquisitions présentes, à tous les accroissements de connaissances, à toutes les conquêtes scientifiques de notre temps ; et dans un autre ordre d'idées, ce n'est pas trop d'ajouter à la force insurrectionnelle que dégage l'action formidable et, grandissante du prolétariat organisé des deux mondes toutes les forces intellectuelles, affectives et morales acquises par l'Humanité consciente.

En d'autres termes, toutes les bonnes volontés progressistes, toutes les aspirations généreuses, toutes les activités altruistes doivent être encadrées dans l'activité.

Au reste n'est-ce pas ainsi que les choses se passent ?

« Le socialisme, a dit Emile de Laveleye, dans son livre, *« le Socialisme contemporain, s'est propagé sous des formes
« diverses d'une façon prodigieuse. Sous sa forme violente
« il s'empare de l'esprit de presque tous les ouvriers employés dans l'industrie ; en ce moment même, il envahit les
« campagnes ; sous une forme scientifique il transforme
« l'économie politique sous la forme du socialisme d'Etat ;
« il siège dans les cabinets des pasteurs des églises catholiques et plus encore dans ceux des ministres des divers
« cultes protestants. »* Sève nouvelle d'un monde en crise de

transformation, il vivifie toutes les branches du savoir humain.

Pour qui comprend ainsi les choses, il fait du socialisme, le savant, le penseur qui trouve au fond de ses recherches, de ses méditations sur la nature des choses, le mystère de l'évolution universelle.

Car ce faisant il donne sa démonstration scientifique à la loi de la solidarité, qui est à l'ordre moral et social ce que la loi d'attraction est à l'ordre physique.

Il fait du socialisme, l'écrivain qui dans le livre, le drame, l'œuvre d'art, ou le journal apotheose les sentiments de justice envers les hommes, de pitié envers les animaux, en un mot de compatissance envers tout ce qui souffre, car tout ce qui développe la bonté est du socialisme.

Il fait du socialisme, le progressiste qui travaille et combat pour la liberté, sous quelque forme politique et sociale qu'elle se présente, car le socialisme tend à délivrer l'être humain, noblement soumis au devoir moral et social de toute servitude, de tout arbitraire.

Il fait encore du socialisme l'altruiste pratique qui passe en faisant le bien ; là, secourant ; ici, consolant ; plus loin, fortifiant ; partout, luttant contre l'égoïsme rapace, ce père de toutes les iniquités et de toutes les misères évitables.

Sentimentalisme, dira-t-on, sentimentalisme, soit. Le sentimentalisme est la plus irrésistible force révolutionnaire qui soit au monde.

L'histoire nous enseigne que rien ne prévaut contre lui et que les causes justes ou injustes qu'il embrasse sont les seules qui triomphent.

Que d'exemples nous pourrions citer ? Nous nous bornons à un seul, mais décisif :

Il n'est pas besoin de pénétrer bien avant dans la vie intime du XVIII^e siècle pour comprendre que si le philosophie qu'il arbora contre la vieille oppression monarchique, cléricale et féodale aboutit à l'incomparable libération civile et politique de 1789, c'est que les Encyclopédistes et leurs alliés cultivèrent les sentiments du cœur, en même temps que l'âpre domaine de la connaissance.

On ne le dira jamais assez, ce grand siècle puisa sa force, moins dans ses terribles négations que dans ses admirables générosités.

Il développa, créa presque la sensibilité, inventa le mot *bienfaisance* pour la glorifier, et sa contre-partie, le mot *égoïsme* pour lui donner une acception flétrissante,

Voyez-vous Voltaire sans ses belles campagnes contre les juges-bourreaux qui condamnèrent Calas, Sirven, La Barre, et contre toutes les iniquités de son temps ? Que serait

Rousseau sans les sanglots de la *Nouvelle Héloïse*, sans les amplifications sentimentales de *l'Emile* ? Le *Contrat social*, n'aurait pas été le livre de la Révolution française, si son auteur n'avait produit que cette brochure politique de valeur plus que contestable et fourmillante de contradictions meurtrières.

Diderot n'aurait pu soulever les montagnes sans l'attrait de son génie, si ouvert, si expressif et si bon ? D'Alembert ne serait pas si grand sans son affectivité si contenue, mais si vivace. Enfin d'Holbach et Helvétius, sans leur générosité, le bon abbé de Saint-Pierre, sans sa compatissance infinie, auraient-ils si puissamment contribué à l'œuvre émancipatrice ?

Il est dans la nature de l'homme de ne pas se laisser sevrer d'idéal et de ne pouvoir accomplir de grandes actions sans l'impulsion toute puissante des sentiments altruistes. La poétisation de la lutte, la conviction que l'on se voue à quelque chose de supérieur (patrie, liberté, justice sociale) a toujours été la source de l'héroïsme et le chemin de la victoire.

Ce n'est qu'en s'inspirant d'une foi nouvelle, qu'en remplaçant l'atavisme religieux qui est au fond de chacun de nous (aussi matérialistes que nous prétendions l'être) par un vaste et noble idéal humain que l'on accepte de se dévouer jusqu'au sacrifice, jusqu'à l'héroïsme, jusqu'au martyr à la cause sainte des justices nouvelles.

On a parlé très savamment d'intérêt, bien entendu, de lutte des classes ; de ces mobiles il faut tenir grand compte : mais en se disant bien qu'ils ne sont pas les seuls, j'en atteste le zèle irréductible du militant socialiste qui a conscience de travailler, de souffrir et de combattre pour un grand renouveau du Genre Humain.

Il porte, cet homme de demain, il porte dans son cœur la plaie saignante de la douleur universelle, il sait qu'en nos temps troublés, la seule vie qui vaille la peine d'être vécue est celle de l'homme qui participe au grand-œuvre des novations réparatrices.

Si le découragement et le doute l'effleurent quelquefois, il est vite réconforté, lorsque, plongeant par la pensée dans l'avenir socialiste, dont il est un des humbles ouvriers, il voit en espérance une Humanité majeure s'élevant par la science, la solidarité et la liberté à un plan splendide d'excellence morale, de puissance sur la nature, de bonheur individuel et collectif.

Alors il se dit qu'il vaut la peine de saigner aux ronces du chemin, d'affronter la misère, d'être abreuvé d'outrages, d'être meurtri par la persécution et même de mourir à la

peine sur le champ de bataille, dans les prisons ou dans la misère, pour que les félicités qui dorment ses rêves d'avenir, soient bientôt départies aux enfants de la Terre.

B. MALON.



LES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

En régime capitaliste, pour faire de l'art ou de la science sans courir le risque de terminer ses jours à l'hôpital, il faut réaliser l'une ou l'autre de ces deux conditions : avoir des rentes, ou bien faire des travaux et des œuvres qui soient utiles ou agréables à ceux qui en ont. *La concentration des capitaux matériels a pour corollaire la concentration des capitaux intellectuels.* Notre civilisation est une civilisation de minorité. Il faut que des millions de prolétaires entretiennent des milliers de riches, pour que ceux-ci produisent quelques centaines de savants ou d'artistes. La part faite aux exceptions, on peut dire que dans une société capitaliste, pure de tout alliage collectiviste, les productions cérébrales, interdites à la multitude sans loisirs, sont l'apanage exclusif des bourgeois ou de ceux qui consentent à devenir leurs pensionnaires.

Les résultats de ce monopole sont aussi aisés à prévoir que faciles à constater : peu d'indépendance pour les travailleurs intellectuels, traités par les bourgeois comme jadis les Encyclopédistes par les grands seigneurs ; peu de chances que des individualités supérieures se produisent nombreuses, puisque la sélection s'opère dans un milieu restreint ; peu de chances de survie pour les penseurs dont l'originalité heurte le *misonéisme*, irrite les préjugés, de ceux que Ibsen appelle « la majorité compacte et libérale. » En revanche, c'est le régime idéal pour les médiocrités de toute espèce, pour les poètes officiels, les cantatiers patriotiques, les illustrations d'académie ou les lauréats des jeux floraux ou des concours d'économie politique.

Mais pour les pauvres et les fiers, les vrais savants et les véritables poètes, l'atmosphère capitaliste est à peu près irrespirable. Rien n'est moins vrai que ce mot de Henri Heine « peut être les artistes sont-ils comme les nêfles, qui mûrissent sur la paille. » L'idéal est une fleur qui a ses racines dans les conditions matérielles de l'existence. Un Léon Bloy, mourant de faim, peut avoir des cris de sublime

révolte, mais il ne saurait atteindre à la sereine beauté des grandes œuvres. On ne saura jamais combien de magnifiques cerveaux, comprimés par la misère aux doigts d'avorteuse, se sont éteints sans avoir rien donné, ou sans avoir donné ce que l'on pouvait en attendre. Peut-être était-ce un homme de génie, ce briquetier qui ne savait pas lire, et dont l'inculte cerveau dépassait en volume celui des Cuvier ou des Schiller ? Si un penseur comme César de Paepe n'avait pas été engrené toute sa vie dans de vaines et ingrates besognes, son œuvre, déjà si remarquable, ne serait pas fragmentaire et incomplète. Aux épreuves des grands hommes, dont la surhumaine énergie a surmonté tous les obstacles, on peut juger du nombre de ceux qui ont succombé et sont restés en route. Que serait-il advenu d'Auguste Comte, si la générosité de ses amis, des Littré et des Stuart Mill, n'avait soulagé sa détresse ? Richard Wagner aurait-il mené son œuvre à bien, si Louis de Bavière ne l'avait dispensé d'écrire des romances sentimentales et des accompagnements de la *favorite* pour deux cornets à piston ?

Aujourd'hui cependant, il est beaucoup de savants et d'artistes qui, sans avoir de fortune, parviennent néanmoins à trouver place au soleil et peuvent, en toute sécurité, se donner librement à leurs études ou à leurs rêves ; mais c'est précisément parce que nos sociétés modernes ont cessé d'être exclusivement capitalistes, c'est à la faveur des institutions collectivistes qui sont dès à présent implantées — à l'état sporadique — dans notre régime bourgeois. Les musées, les bibliothèques publiques, les universités, avec leurs instituts et leurs laboratoires ; autant de tranquilles retraites, de protectrices alvéoles pour nos poètes ou nos savants. Au moyen âge, les couvents dans les vallées ombreuses ; maintenant, les services publics dans les grandes villes. Fonctionnaires, le chimiste Pasteur, l'astronome Jean Houzeau, le statisticien Carroll Whright ; fonctionnaires, les trois plus grands économistes de nos jours, Ad. Wagner, professeur à Berlin, Schaeffle, professeur à Tubingue, Emile de Laveleye, professeur à Liège. Fonctionnaire aussi, pour ne citer qu'un seul artiste, le grand peintre et sculpteur belge, Constantin Meunier, directeur de l'Académie de Louvain. S'il n'avait cette modeste place, pourrait-il, sans songer aux concessions imposées par les nécessités de la vente, produire ces œuvres socialistes, belles comme les meilleures pages de *Germinal*, ces bronzes où le prolétaire apparaît formidable, ces toiles héroïques et vengeresses, dont les bourgeois ne voudraient pas, car elles sont poignantes comme le *Remords* ?

Il est vrai que bien rares encore sont les institutions qui consacrent ainsi le *droit d'asile*, mais elles se multiplieront

inévitablement à mesure que la démocratie militante verra grandir son influence, et le temps viendra où il ne sera plus nécessaire d'entretenir gratuitement des rentiers inutiles et oisifs pour donner des loisirs à un Stuart Mill ou un Renan. Artistes et savants n'auront plus besoin d'être rentés pour avoir des moyens d'existence : retranchés dans le domaine collectif, les uns pourront, tranquilles comme des bénédictins dans leur cellule, faire de la théorie pure, pendant que les autres lanceront joyeusement leurs flèches d'or contre les Philistins.

D'autre part, à mesure que l'action des grèves et des lois de fabrique donnera aux ouvriers manuels quelques heures de loisir, les musées, les bibliothèques, les établissements de haut enseignement, concourront de plus en plus, d'une autre manière encore, à exproprier la bourgeoisie de son monopole intellectuel. Voyez ce qui se passe dès à présent en Angleterre : les trois-huit sont presque un fait accompli et les ouvriers commencent à n'être plus seulement des machines vivantes ; ils visitent les musées, fréquentent les bibliothèques, s'intéressent aux questions les plus ardues. L'enseignement supérieur se transforme, les universités se déplacent, une véritable armée de professeurs se répand dans les centres industriels. Une brochure qui vient de paraître, sur les *Universités itinérantes* nous apprend en effet, que les institutions de haut enseignement du Royaume Uni — Oxford, Cambridge et Londres — envoient chaque année, dans toutes les villes qui en font la demande, les meilleurs de leurs professeurs. Ces missionnaires d'un nouveau genre sont payés par ceux-mêmes à qui ils apportent la bonne parole. L'année dernière, plus de 250.000 personnes se sont cotisées pour organiser un cours, et ce chiffre comprend une très forte proportion d'ouvriers manuels.

Des tisserands de Manchester, des mineurs de Durham, des métallurgistes du nord de l'Angleterre suivent en foule des cours de mathématiques, de chimie, d'histoire, d'économie sociale. Dans certains districts, où les ouvriers sont trop pauvres pour payer la cotisation réglementaire, ou bien demeurent trop loin de la ville où les cours se donnent, ils délèguent deux ou trois de leurs camarades, chargés de prendre des notes et de reproduire ensuite aussi fidèlement que possible les leçons qu'on leur a données.

En présence de pareils faits, est-il possible de prétendre — et c'est l'argument favori de bien des docteurs ès sciences sociales — que le maintien du régime capitaliste soit indispensable à la conservation et au développement de la vie intellectuelle ! Ne voit-on pas au contraire, que dans une société collectiviste, rien ne serait plus facile que de créer

des loisirs aux artistes et aux savants; soit en leur accordant des primes collectives, soit en leur assignant des fonctions peu absorbantes ? Que, bien plus, il n'est pas téméraire de prévoir que le jour viendra où tout le monde aura du temps de reste pour se livrer à des travaux intellectuels, où l'on verra — comme dans *News from nowhere* de Morris — des tisserands économistes, des fileurs mathématiciens, des historiens balayeurs de rue, et qui sait ? peut-être même des poètes qui consentiraient à faire la vidange, parce que les travaux répugnants seraient les moins prolongés : besogner une heure à la ferme des boues et rêver le reste du temps au coin du feu ou au grand soleil, cela ne vaudrait-il pas mieux pour un artiste que d'être condamné, pour vivre, à gratter interminablement du papier dans un ministère ou dans les bureaux de rédaction d'un journal quotidien !

Mais revenons à la réalité présente, à ce qui peut être fait immédiatement. Partout où il y a des Universités libres, on trouverait des professeurs tout disposés à imiter l'exemple de leurs collègues d'Angleterre. Ne se trouvera-t-il pas, d'autre part, des organisations ouvrières assez préoccupées des besoins intellectuels de leurs membres, pour faire appel à ces missionnaires et acclimater sur le continent les Universités itinérantes ? Pour ce qui est de notre Belgique, il y a une grande association coopérative, le *Progrès* de Jolimont (Hainaut) qui serait, mieux que toute autre, en mesure de prendre la tête de ce mouvement : les ouvriers du Centre ont plus de loisirs que les autres ; leurs ressources sont considérables ; leur association possède la magnifique bibliothèque de César de Paepe et Jolimont est assez près de Bruxelles pour que des professeurs de l'Université libre puissent s'y rendre sans difficulté. Aussi avons-nous la conviction que l'expérience ne tardera pas à être tentée et qu'elle donnera les résultats les plus brillants.

EMILE VANDERVELDE.



DEUX MOTS DE THÉORIE

Combien de fois n'avez-vous pas entendu, n'entendez-vous pas encore opposer *démocratie* et *aristocratie*, *socialisme* et *individualisme* !

N'en déplaise aux esprits simplistes (on eut dit jadis étroits)

l'avenir est dans la conciliation de plus en plus scientifique, de plus en plus parfaite, de ces extrêmes.

Les partisans de l'aristocratie constatent, ce qui est vrai, que les hommes sont inégaux *en fait*. Et il est trop évident qu'ils n'ont pas tous même taille, même vigueur, mêmes capacités.

Les partisans de la démocratie allèguent ce qui n'est pas moins vrai, que les hommes sont égaux *en droit*. Par cela seul que chacun d'eux est une personne, il y a entre eux équivalence. C'est le fondement même du suffrage universel.

Il semble ainsi que l'opposition soit irréductible ; mais regardez de plus près.

La démocratie veut que les fonctions publiques soient accessibles au fils d'un paysan ou d'un ouvrier aussi bien qu'au fils d'un banquier ou d'un marquis. Elle exige, en théorie du moins, que la place de chaque citoyen dans la société soit proportionnée à son mérite. Elle a pour principe que l'intelligence, la moralité, le travail sont les seuls titres valables aux honneurs et aux charges. Or qu'est-ce que ce principe, sinon un principe aristocratique que l'on peut ainsi formuler : — Les plus hautes situations aux meilleurs. — Seulement il entraîne le remplacement de l'aristocratie fausse, factice, convenue, celle qui s'hérite, celle qui se fonde sur des aïeux ou sur des écus, par l'aristocratie véritable, naturelle, qui est personnelle et viagère.

La démocratie aboutit à cette conséquence qu'elle comprend et comprendra de mieux en mieux : à savoir qu'elle doit assurer à tous les membres de la société des chances aussi égales que possible de se développer *intégralement*. Or, les aptitudes des hommes n'étant pas identiques, un développement *intégral* est pour eux nécessairement un développement *inégal*. Il y aura toujours des hommes plus capables que d'autres d'être savants, artistes, écrivains, inventeurs. Tous les passagers du navire ne pourront jamais être capitaines. De la sorte, dans l'état social le plus démocratique l'inégalité et la diversité naturelles ne peuvent jamais manquer d'avoir pour reflets une inégalité et une diversité de fonctions. Cela revient à dire que la démocratie implique l'existence de l'aristocratie, mais encore une fois d'une aristocratie qui sera légitime, parce qu'elle ne devra qu'à sa valeur propre une supériorité réelle et passagère.

On peut dire encore davantage : La démocratie ne tend pas seulement à rendre à l'aristocratie vraie sa place et son rôle usurpés par l'autre ; elle tend aussi à l'étendre, à la généraliser. En mettant une instruction complète à la portée de tous les enfants, elle fait porter la sélection, non plus sur un petit nombre de privilégiés, mais sur l'ensemble d'une génération, en même temps qu'elle offre aux mieux doués les moyens de sortir de pair, elle relève le niveau général, elle crée un public plus capable d'apprécier le talent, elle permet ainsi à l'humanité de porter toutes ses fleurs et tous ses fruits. On dit parfois aux démocrates : Fi donc ! Vous voulez le gouvernement de la populace, » — Non, peuvent-ils répondre, car nous voulons

qu'il n'y ait plus de populace. — On ne saurait être plus aristocrate.

.....
L'opposition qu'on établit entre socialisme et individualisme n'est pas moins superficielle.

Un homme quelconque est à la fois de naissance, individu et membre d'une société.

Il a par la force des choses une personnalité distincte, mais aussi une solidarité plus ou moins étroite avec la famille, la nation, la race à laquelle il appartient.

Par suite, en tout temps et en tout pays tout homme garde en propre certains droits et se reconnaît certains devoirs envers la société dont il fait partie.

Or que font les socialistes ? Demandent-ils qu'on supprime la part réservée à l'individu pour livrer tout à la communauté ? Point du tout.

Ils prétendent seulement qu'on a laissé à l'individu des choses qui doivent revenir à l'État et réciproquement. C'est cette mauvaise distribution qu'ils désirent changer.

S'agit-il de choses d'ordre matériel, comme la propriété de la terre, des canaux, des mines, des chemins de fer, comme la production et la répartition de la richesse, ils veulent que tout cela soit possédé, exploité, administré à frais et bénéfices communs, de façon que l'intérêt privé se confonde avec l'intérêt général, de façon aussi que le travail et les jouissances soient également partagés.

S'agit-il de choses d'ordre moral comme la religion, la philosophie, l'art, la science, ils contestent à l'État le pouvoir qu'il s'arroge de patroner certaines doctrines, d'accorder ou de refuser l'estampille officielle à telle ou telle théorie.

Ils sont sur ce point plus individualistes que la plupart des gouvernements actuels.

Ils le sont en matière politique, quand ils demandent pleine liberté de presse, de réunion, d'association.

Ils le sont encore, même quand ils réclament l'intervention de la loi pour égaliser les conditions sociales. Leur but est en effet de rendre l'individu plus libre, d'émanciper l'homme de l'homme, de ne plus permettre qu'à l'avenir des riches exercent sur des pauvres un pouvoir oppresseur, en achetant le vote d'un électeur, la plume d'un journaliste, la beauté d'une jeune fille, etc.

Cela n'empêchera pas des naïfs et des habiles de répéter demain que les socialistes ne laissent aucune place à la liberté individuelle et que les démocrates sont les ennemis nés de toute aristocratie !

GEORGES RENARD.

AUX LOUPS

Avec sa neige froide et blanche,
La terre est d'un pâle de mort ;
Le loup, tortillant de la hanche
Fait la chasse au gibier qui dort.
Vite, un bon feu de paille,
Ou gare à la volaille !...
Eh ! oh ! eh ! les gens de chez nous !
Aux loups ! aux loups !...

Nous sommes sous la République,
Mais tout est encore à changer.
On fait beaucoup de politique
Et nous n'avons pas à manger...
Tout ça, c'est pas nature
Et le peuple murmure !...
Eh ! oh ! eh ! les gens de chez nous !
Aux loups ! aux loups !...

Plus de piquette dans la cruche,
Plus de laine pour les fuseaux,
Plus de chansons pour les berceaux.
Si triste est la demeure
Que la marmaille en pleure !
Eh ! oh ! eh ! les gens de chez nous !
Aux loups ! aux loups !...

Il faut payer l'air qu'on respire,
Payer, payer, toujours payer !
On gruge, comme sous l'empire,
Le paysan et l'ouvrier...
Et, quand l'ouvrage manque
C'est du plomb qu'on nous flanque !
Eh ! oh ! eh ! les gens de chez nous !
Aux loups ! aux loups !...

La haute clique fraternise
On conspire au Palais-Bourbon
Et le peuple qu'on tyrannise
Sert encor de chair-à-canon !
Nous pleurons la misère,
Et l'on parle de guerre !...
Eh ! oh ! eh ! les gens de chez nous !
Aux loups ! aux loups !...

Il est visible que les traîtres,
Qui pressurent les pauvres gens,
Nous préparent de nouveaux maîtres
Pour nous reculer de cent ans...
On bat la générale !...
Vive la Sociale !

Eh ! oh ! eh ! les gens de chez nous !
Aux loups ! aux loups !...

J.-B. CLÉMENT.

UN DANGER

Je viens de lire ou plutôt de parcourir, tant à force d'être agaçante la lecture de telles élucubrations est impossible du premier coup, le manifeste, l'appel, le programme, que, sous les auspices de M. Paul Desjardins, publie dans la *Revue bleue* du 13 août « l'union active », « du lien social », « l'ordre laïque » « de l'harmonie sociale » « la ligue des hommes de foi pratique » et de « haut spiritualisme » qui se proposent « sans ironie » et « sans sourire », « d'enseigner la perpétuité nécessaire de la souffrance » de combattre « la basse espérance » « d'un bonheur tout fait » et prétendent « substituer partout la charité et la justice ».

Comme après une si fâcheuse rencontre on rebrousse chemin avec plaisir, dans le menu numéro de revue, vers le pot de réséda de Gyp ! Combien même Paulette et son interprète, nous semblent de littérature plus saine et tout simplement que ce n'est pas « sans ironie ni sourire », qu'en nous amusant, elles nous montrent les mœurs artificielles et déséquilibrées de leur monde « fin de société ».

Au fond nous sommes assez insensibles à ces variations cafardes ; et s'être formé une brigade de plus dans l'armée mystique, nous n'en sommes guère émus. Il nous importe peu que le nouvel émule du maréchal Booth, du marquis de Vogué et tant d'autres sârs, symbolistes, décadents, spiritistes et somnambules arrache à ses copains en fumisterie philanthropique et religieuse ou aux bandes cléricales, plus ou moins de recrues.

Tant que l'ennemi se contente de défaire, refaire ou modifier ses groupements, de quintessencier ses absurdités économiques, morales ou esthétiques nous ressentons l'écœurement d'un tel spectacle, mais nous nous consolons en y voyant la marque certaine de la décomposition et d'une mort

prochaine. C'est la désintégration, le dénombrement de la puissance, de l'obstacle, encore formidable, s'il restait incohérent, d'un passé de préjugé d'ignorance, et de religion. Sur le fumier capitaliste tout se corrompt et pourrit irrésistiblement.

Un danger, cependant, est apparu et ce serait folie d'y fermer les yeux. Ces réformateurs des antiques religions auteurs de neo-christianismes variés ou tourneurs de tables et évocateurs d'esprits ont l'ambition d'aider ou supplanter la roubardise cléricale et, tant leur illusion est grande, grande comme leur sottise, ils se font forts d'aborder le socialisme dont ils empruntent le nom pour en mieux supprimer l'existence.

C'est un nouvel aspect de la lutte continue, perpétuelle, de l'obscurantisme et du progrès de la religion et de la libre-pensée, du spiritualisme et du matérialisme, de la réaction et de la révolution de l'homme asservi à ses maîtres.



E. VAILLANT

Le résultat ne peut être douteux. L'histoire en est le témoin et le prophète certain. L'homme éliminera le dieu comme le maître, le spiritualisme comme le capitalisme et se libérera. Au prix de combien de luttes et d'efforts ! Et combien de faux pas avant d'arriver au but, avant d'entrer dans cette voie plus sûre où sa vo-

lonté intelligente reste facteur principal de son sort !

Le moindre de ces faux pas a des conséquences désastreuses pour toute une génération ; et au sortir de la récente expérience du boulangisme dont nous sommes et resterons longtemps encore tout meurtris, nous avons tout lieu de nous garer contre les plus improbables écarts du simplisme populaire.

Qui aurait pu nous faire croire que vingt ans seulement après l'empire, il suffirait de filouteries, impostures et scélératesses opportunistes pour jeter en haine d'un parlementarisme impuissant et décevant une partie de la population

dans les bras du césarisme, pour pousser jusqu'à la trahison des hommes qu'on eut jugés plus intelligents et honnêtes ? Sourde à notre appel socialiste la nation ne savait qu'osciller d'une négation à une autre et pour éviter pis, retombait de chute en chute dans le marais opportuniste, où, encore aujourd'hui elle se vautre et patauge.

Il ne faut pas que pour éviter les Booth, Vogué, Desjardins, Péladan, Morès et consorts elle retourne à son vomissement clérical, elle embrasse le Pape et l'Eglise.

Dans ces derniers temps, et pour cause, la critique socialiste a été toute économique, L'action du prolétariat ne pouvait échapper aux influences de l'intrigue, ne pouvait être déterminée et devenir certaine qu'à la condition qu'il connut les origines et les raisons de son oppression et de sa misère, qu'il sut pourquoi et comment son émancipation était liée à la destruction du régime capitaliste, à l'abolition définitive des privilèges et des classes, à la création de la propriété sociale des moyens de production substituée à leur appropriation individuelle. A cette condition seulement, il pouvait organiser sa lutte de classe, opprimée, dépouillée, asservie contre la classe capitaliste et les diverses parties entre lesquelles elle se divise.

Dans cette étude, dans cette critique, le socialisme a souvent paru se limiter à ces considérations, à ces conclusions essentielles et parfois il a pu sembler, à tort, qu'il n'envisageât le monde qu'à travers une vitre d'atelier.

Il valait mieux tomber en cet excès, qu'en tout autre : car il est bien évident qu'avec le capitaliste tombent ses auxiliaires, le prêtre et le gendarme, et avec eux, avec les cultes, avec les formes religieuses disparaissant, est atteinte et tarie, plus qu'on ne le suppose, la source, jusqu'ici inépuisable des erreurs et des maux de l'humanité, la superstition spiritualiste. L'homme est libre comme le travailleur et le citoyen.

En attendant, par toutes les superstitions et religions dérivées, par toutes les réactions éducatives, par la propagande et par l'action cléricale, elle disciplinait les forces de résistance de la bourgeoisie, envahissait l'enseignement secondaire et supérieur, disputait à l'enseignement laïque et faussé de l'opportunisme, les écoles primaires, et faisait le siège de la masse populaire, que par ses escobarderics nouvelles, son socialisme d'emprunt, elle espère détourner et conquérir à ses fins.

Ce n'est pas là une tentative négligeable et ce n'est pas indirectement seulement qu'il faut la combattre. C'est directement et de toutes nos forces, sans compromission d'aucune sorte. Les de Morès nous sont autant odieux par leurs mamours socialistes que par leurs fusillades versaillaises, et

le religionisme des de Vogué et des de Morès ne nous répugne pas moins que leur orléanisme ou leur césarisme. Nous avons aussi horreur de l'auteur sémitiste que du sémitisme. L'un porte et vaut l'autre. Et si un parti pris se pouvait former une excuse, s'il en pouvait donner une, se nommerait Drumont.

La Révolution doit frapper l'ennemi de toutes ses armes et dans toutes les directions où il se présente. Rien de ce qui se passe dans cette société dont elle doit transformer les éléments pour engendrer la société nouvelle ne lui est indifférent.

La décomposition de la société capitaliste et la naissance de la société nouvelle se produisent sous deux influences qui loin de s'exclure se pénétrant et complétant de plus en plus feront le jour où elles seront unifiées, la vie du parti socialiste, sortant par une formation supérieure et par une éclosion progressive dans sa grandeur et sa force de l'action ouvrière et socialiste et des divers partis ouvriers actuels. Ces deux influences résultent de l'action du socialisme et du prolétariat militant d'une part et du progrès démocratique populaire d'autre part où la poussée historique et la force des choses jouent encore le principal rôle que la société ne saura conquérir.

Aussi devons-nous dans les divers modes de l'activité nationale où notre participation est si faible alors que nous ne pouvons davantage, au moins formuler la critique, indiquer la solution socialiste. Ce qui se passe dans l'enseignement supérieur, par exemple n'a pas de moindres conséquences sociales que ce qui se fait dans les écoles primaires. Il a, il peut avoir pour l'émancipation intellectuelle de l'homme des effets plus considérables. Il faut non le négliger, mais le gagner aux idées nouvelles, au peuple.

Or il est tout le contraire, le plus souvent de ce que nous le voulons. Il ne semble exister que pour le service de privilège de la classe régnante. C'est comme l'Eglise une nouvelle chaire de prédication spiritualiste. C'est avec peine que les idées modernes émancipatrices y ont pénétré quelque peu et elles y sont tenues comme en quarantaine.

On a peine à se figurer le peu de liberté, même de la critique littéraire, moins libre devant l'hypocrisie dominante que Molière devant Louis XIV. Cette époque de jésuitisme bourgeois se fera l'écho de dire ce qu'il pense ou ce qu'il faudrait penser de Voltaire alors qu'il sait que tel de ses collègues ne se pousse en faveur gouvernementale et mondaine que par ses éreintements-réclames de la vérité historique et de la Révolution ; et à part de trop rares exceptions ailleurs, ce n'est guère que dans les cours d'enseignement populaire supérieur

de la ville de Paris trop peu nombreux et trop peu connus qu'on peut espérer une libre parole et que le public peut chercher les idées générales et de méthode qui sont le premier besoin du temps présent.

Il importe et il faut en effet que toutes les énergies et toutes les bonnes volontés se rallient dans le socialisme pour la marche en avant pour le salut social. A tous nous ne pouvons demander le même effort mais que chacun porte le sien au point d'application de ses vœux, de ses préoccupations et ses études.

Tandis que l'armée prolétaire socialiste donne l'assaut à la société capitaliste, que le socialisme révolutionnaire attaque toutes les réactions, que toutes les énergies intellectuelles des prolétaires de l'enseignement et des carrières dites libérales, qui n'ont pas lié leur sort à celui du capitalisme, qui ont comme les prolétaires industriels intérêt à sa chute fassent front contre les coalisés de la croisade des religions anciennes et superstitions nouvelles. L'infâme que les Voltairiens du siècle dernier et les encyclopédistes voulaient écraser, revit transformé plein de plus de pestilence, mais mieux comme plus facile à frapper et écraser.

Aux lumières Darwiniennes éclairant d'une lueur nouvelle les rapports de l'individu et de l'espèce, aussi dans l'humanité, et la part qui leur revient dans la formation, le progrès des idées et de la connaissance, la contradiction apparente seulement, de l'idéalisme et du matérialisme disparaît. Les amusettes d'autrefois ne sont donc plus de raison. Idéalistes et matérialistes réunis dans la conception de l'évolution transformiste du monde, dans le matérialisme moderne, doivent à coups redoublés démolir l'abject dualisme spiritualiste. Ils n'ont besoin que d'un peu plus de cœur pour la lutte commune contre l'erreur fondamentale génératrice de toutes les erreurs, de toutes les misères intellectuelles, morales et matérielles. Les fervents de la libre-pensée au lieu de mettre en bocal les détritres des religions révélées comme des contre-reliques pour les contre-rites, d'une contre-religion, ont partout à répandre et expliquer l'idée matérialiste socialiste, à dévoiler en tout temps que la conspiration cléricale, les jongleries nouvelles, plus ineptes que celles de l'Eglise et où, à l'ébahissement de trop d'imbéciles, des charlatans qui se disent inspirés ou savants, continuent à séparer âme et corps, force et matière, organe et fonction, et mettent la sensibilité en bouteille.

Enfin les socialistes révolutionnaires, soldats du socialisme militant, marchant à son avant-garde et armés contre tous les ennemis de la Révolution ne doivent pas oublier dans la lutte contre le capitalisme et la réaction que des

Tartuffes masqués les guettent et font presque dans leur ombre, dont ils doivent être chassés, une propagande qu'ils disent parallèle et qui est la plus dangereuse des œuvres réactionnaires.

Quand le socialisme révolutionnaire ayant fait place nette, se sera pour tous mieux défini dans la vérité et la netteté de son action il aura non seulement fait son devoir d'honneur et de propagande, affirmé son action morale, gagné et mérité la confiance du prolétariat et le concours de toutes les sincérités, de toutes les bonnes volontés, il aura de plus conjuré une intrigue menaçante, un danger réel.

ÉDOUARD VAILLANT.

SANS TRAVAIL

Lorsqu'ils eurent assisté au chargement de leurs colis sur le fiacre qu'avait hélé un employé du chemin de fer du Nord, M. et M^{me} Vercolier, anciens papetiers, fournitures de bureaux, s'entassèrent péniblement dans la voiture.

Ils étaient puissants tous les deux, de corpulence et de santé pareilles, et sous leur respectable poids, les ressorts gémissaient.

M. Vercolier approchait de la soixantaine.

Gras, rose et pansu, le bourrelet d'une nuque envahissante l'obligeait à échancre ses cols par derrière ; de courts et blancs favoris dessinaient une bordure au parterre de son teint, et sur ses cuisses, en fûts de colonne, des mains de prélat s'embellissaient de bijouterie.

M^{me} Vercolier, petite et drue, dans la touchante expansion du dévouement conjugal, n'avait point épousé qu'une vie, des goûts et des habitudes. On sentait encore, en sa rotondité, la constante émulation de l'ancienne maigre, triomphant sur le tard d'une constitution réfractaire à l'embonpoint.

L'un et l'autre respiraient la satisfaction d'une villégiature dont les fatigues évitées du voyage, n'entamaient point le bénéfice. Ils se sourirent, confits dans les béatitudes du retour, puis M. Vercolier ayant tiré d'un porte-cigares en écaille le tronc d'un jeune arbre, l'alluma et daigna jeter enfin son adresse au commissionnaire qui la répéta au cocher :

— Avenue de Chatillon, à Montrouge.

Le cocher s'effara, induit par la longueur de la course et le

marasme des tarifs, à chercher de perfides compensations dans le choix d'un itinéraire accidenté, dommageable aux bagages, sinon aux voyageurs protégés contre les cahots par la générosité de leurs remblais.

Mais il fut distrait de ce malveillant dessein par le trot parallèle d'un pauvre diable encore jeune, et dont la cotte et le pantalon bleus, avec soin rapiécés, annonçaient moins le vagabond que l'ouvrier disputant à la gêne et aux privations ce qui lui reste d'énergie et de force.

Il allait... réglant son allure sur celle du cheval, trottant avec lui, galopant quand il galopait, profitant des à-coups qu'amenaient un encombrement, un passage difficile, pour reprendre haleine.

Si quelque obstacle le séparait momentanément du fiacre, il ne le perdait pas de vue pour cela, le reconnaissait de loin aux colis qui le couronnaient... Et son remerciement, pour sobre et silencieux qu'il était, n'encourageait pas moins, parfois, un ralentissement qui lui permettait de se maintenir à hauteur de la voiture.

Le cocher, en effet, ne paraissait pas demander mieux que de coopérer, par sa complaisance, des repos habilement ménagés, à la charité du bourgeois. Charité ? Non ; — juste rémunération des services rendus. Cet inconnu sans travail, était évidemment trop fier pour tendre la main. L'épaule soit...

L'émule du bon cocher socialiste Moore, avait tout de suite discerné le suiveur par nécessité du suiveur de profession, lequel s'informe du chemin à parcourir avant de risquer la course, et il s'intéressait à l'imprudent assez novice pour négliger cette précaution ou vraiment trop besogneux pour s'y arrêter.

— Mâtin ! v'là dix sous qui seront bien gagnés !

Dodelinant de la tête, le bonhomme imaginait un de ces mille drames du chômage et de la faim : l'atelier fermé, l'embauchage difficile ailleurs, les ressources taries, la femme et les petits rôdant comme des loups autour de la table aride...

— Misère... et compagnie !

L'ouvrier, cependant, coudes au corps, bouche close, s'étant rapproché d'une portière, prêtait aux voyageurs une compassion que ne démentait pas la sincérité de leurs visages. Mais M^{me} Vercolier l'aperçut et, pelotonnée, avec un soupçon d'effroi dans la voix :

— Que nous veut donc cet homme ? s'écria-t-elle.

M. Vercolier qui croyait comprendre, lui, l'insistance du suiveur, rassura tout ensemble, d'un sourire partagé, l'épouse inquiète et le hère aux abois.

— Ce qu'il veut, je le sais bien moi. Il l'aura, là... c'est convenu.

Tourné ensuite vers sa digne compagne, il donna une parole d'attendrissement à l'adversité des humbles qui ne mesurent pas la récompense aux efforts dépensés. Était-il possible de s'exténuer pour si peu !

— Il y a bien de la misère à Paris, prononça sentencieusement M^{me} Vercolier.

Et le couple se renfonça dans le fiacre, tandis que l'ouvrier, tranquilisé, monnayait déjà l'engageant sourire du bon monsieur, en évaluait le profit, en tenant compte du nombre des colis, de leur poids approximatif. « Dix sous, oui, cela ne valait pas moins... »

Cette distraction le mena, toujours courant, jusqu'au Chalet. Il y eût quelques instants de répit, à la faveur d'un embarras de voitures auquel son complice, le cocher, sut adroitement participer. Il souffla, s'épongea le cou... Sur sa cotte légère, la place des omoplates s'indiquait en tâches humides... Il détalait pourtant avec entrain.

— Je me referai à la montée du boulevard St-Michel, pensait-il. Rude aux attelages, elle est comparativement douce aux piétons. Ce sera comme qui dirait une halte, sans ses inconvénients. Je me délasserai et ne me refroidirai pas.

M. et M^{me} Vercolier, cependant, causaient.

Aimable entretien !

A reprendre possession des différents aspects d'un quartier familier, leurs habitudes se réveillaient et de vieux souvenirs reconquerraient gaillardement leur esprit sur les fraîches impressions du dernier voyage. D'heureuses dates voguaient sur le lac de leur vie. Le sentiment de leur bonheur se retrempait dans sa fidélité. Ils en étaient réduits à voyager deux ou trois mois tous les ans, pour se donner les émotions si fragiles du retour, les seules qu'ils eussent jamais connues !

Ils se contemplèrent longuement, rapportant à soi-même, réciproquement, une reconnaissance éparse dont la distribution, hors d'eux, leur semblait impraticable. Et comme une ombre, soudain, passait devant la portière :

— Le vilain homme est donc toujours-là ? demanda M^{me} Vercolier effarouchée.

M. Vercolier se pencha, et, en voyant le suiveur, éloigné de quelques pas un peu confus de son audace, souligna le geste qui pardonnait, d'un petit signe d'intelligence : « Mais non, il a une bonne figure. Allons ! allons ! il ne l'aura pas volé !

Et M. Vercolier, avant de se rejeter au fond du fiacre, tirant de son énorme cigare une magnanime bouffée, l'envoya

au suiveur, la lui dédia pour le faire attendre : tels les soupiraux de restaurants procurent du moins aux goussets plats le bienfait de leur odeur.

L'homme ne perdit rien de la délectable fumée, murmura :

— Cristi ! Le gros père déguste un fameux cigare !

Une allégresse subite lui donnait des ailes. Il se sentait remarqué, apprécié, accepté... Il n'obligerait ni un indifférent ni un ingrat. On lui rendait la tâche difficile. Sans doute, approfondir cette tolérance, c'était en contester l'ampleur. Le bourgeois n'eût été irréprochable que s'il avait abrégé la course du pauvre en rétribuant, par avance, un office qu'il eût ensuite décliné. Mais l'ouvrier répudiait l'aumône banale ainsi déguisée, restait en communion de jugement avec le couple respectueux de l'argent « honnêtement gagné. » Il suffisait au suiveur qu'on lui eût fait comprendre, oh ! bien délicatement ! qu'il était agréé.

Aussi comme elle lui parut clémente, point ardue, la côte du Musée de Cluny au Luxembourg ! Une insolite gaieté l'envahissait. Il en oubliait la fatigue, la sueur qui plaquait ses vêtements sur ses épaules, les tiraillements d'estomac significatifs... La lenteur du fiacre surtout le réjouissait. Il remerciait la Vie d'avoir fait les voyageurs si gros, si lourds, si bien nourris. Car c'est à leur poids imposant qu'il avait dû, autant qu'aux prévenances du cocher, de pouvoir rivaliser avec le cheval.

Plus fréquemment, à présent, M. et M^{me} Vercolier encadraient dans la portière leurs faces roses, larges, placides, posaient d'affectueux regards sur les choses qu'ils s'étonnaient, ainsi que des enfants, de ne point trouver changées. La notion du temps écoulé, de la longue absence, leur revenait en surprises, en menues joies desquelles l'ouvrier inféra raisonnablement qu'ils touchaient au terme de la course.

Il était temps. On eût dit que le malheureux sortait du bain, tant il ruisselait, fumait, — ni plus ni moins que le cheval. Les petites tâches des épaules, de la largeur d'une pièce de cent sous, d'abord, s'étaient étendues, couvraient le dos. Les lèvres palies, se tuméfiaient ; les jambes raidies de l'homme et de la bête flageolaient.

Mais bah ! On était arrivé, le fiacre s'arrêtait...

M. Vercolier en descendit péniblement, offrit la main à sa femme qui resta un moment engagée dans l'ouverture, incapable de sortir ou de rentrer. Tous deux pourtant finirent par fouler le trottoir.

Alors le suiveur s'avança...

M. Vercolier le vit venir, s'exclama, se rappelant tout-à-coup la route faite ensemble, la voiture escortée, les apparitions à la portière. Il eût un mouvement d'acquiescement :

« Comment donc ! Trop naturel !... »

Et retirant de sa bouche le cigare aux trois quarts fumé :

— Tenez, mon brave, dit-il, en le tendant à l'ouvrier. Il y a assez longtemps que vous l'attendez.

L'autre s'empourpra et verdit tour à tour, muet de stupeur. Déjà un zélé concierge, le bousculant, s'empressait, déchargeait les colis...

Alors l'homme se recula. Et mâchant le tronçon de cigare, comme du temps qu'on déchirait la cartouche, les yeux sur la maison où le couple avait disparu, il la regarda, il la regarda insatiablement — pour la reconnaître.

LUCIEN DESCAGES.

DÉMOCRITE

d'après Lucrèce

Rions, c'est encore ce qu'il y a de mieux au fond de toute philosophie.

Qu'Héraclite se désespère. Que Zénon jette au caveau sa misanthropie et fasse tourner ses victimes au suicide. Que la science ôte la poésie des choses en les analysant. Que le monde soit jeune ou vieux, qu'au fond la mort, l'éternelle riieuse, atteigne dans sa ronde tout ce qui se meut, grands et petits, rois et sujets, maîtres et esclaves. Qu'importe à nous ! Qu'importe à moi !

Je n'y puis rien faire. Je n'ajouterai pas une seconde à ma vie. Et pourquoi en face de cette impuissance bien constatée, ne chercherai-je pas les joies qui me conviennent, les plaisirs qui me charment, le bonheur.

Je déteste les ombres ; j'aime la pleine lumière ; j'adore le soleil, et jusque dans la nuit je recherche le rayon qui me rappelle le jour et ses clartés.

Il sera temps de dormir quand ma chair calcinée ou putréfiée sera quelque part dans l'urne au fumier, quand mes os, *phosphate de chaux*, dit le chimiste qui s'y connaît, pulvérisés par l'accident qui est en tout et partout se mêleront aux os du César avec lequel Shakespeare bouche les trous de muraille.

Puisque je vis, vivons.

Mais est-ce vivre que souffrir ? Est-ce vivre que d'avoir faim, soif, froid, trop chaud ? Est-ce vivre que de courber

le front sous tous les despotismes ? Est-ce vivre que de patouer dans la fange humaine qui enlise, et ensevelit ?

Jouir, c'est la loi.

Mais jouir seul, quelle souffrance ? Puis, c'est l'inquiétude dans la jouissance. Ce n'est pas la jouissance.

Quand on sent autour de soi, au-dessous de soi ramper les affamés, ramper les appétits, les yeux fiévreux, la main crispée sur un couteau ; quand on craint l'explosion petite ou grande, celle qui emporte une maison, ou celle qui engloutit un monde, peut-on déguster la joie qui tombe de la coupe de Galathée ?

Il faut ouvrir les rangs. Le banquet doit être universel. Il ne doit plus y avoir d'exclus. Il faut l'humanité heureuse du fond des steppes de la Sarmatie aux sables brûlants de la Numidie.

Laissons à la machine le soin de peiner pour nous.

L'homme est cerveau autant que corps. Il pense parce qu'il est, et il est parce qu'il pense.

Si le corps peut s'abandonner dans les jouissances lascives, dans le farniente des muscles, dans la douce somnolence où le rêve éveillé donne des ailes d'or au monstre et lui met une auréole de lumière au front ; l'esprit, le cerveau a ses jouissances aussi, jouissances vigoureuses, actives, pénétrantes.

Savoir est le grand mot, c'est le secret de notre puissance sur tous les êtres, sur toutes les choses.

Savoir est le but.

C'est la science qui donne la liberté.

C'est la science qui permet l'égalité.

C'est la science qui peut ouvrir la porte du monde à la solidarité.

Comment serai-je libre si je suis ignorant ; si ma liberté peut être aliénée par un sophisme, si je ne puis connaître le moyen de tourner l'obstacle, de le franchir ?

Comment serai-je l'égal des autres, si je ne sais autant que les autres ? si nous ne pouvons multiplier à l'infini les ressources que la nature offre à notre activité ?



E. CHAUVIÈRE

Comment la solidarité sera-t-elle la loi de tous, si je dois disputer à tous une part réduite et que mon ignorance considère comme insuffisante ?

Apprendre est une fatigue nécessaire, car elle assure à l'homme la possession absolue de ses droits. On ne peut posséder ce qu'on ne comprend pas.

Apprenons pour jouir, apprenons à jouir.

Quand nous saurons, nous découvrirons des horizons nouveaux.

Nous pourrons attendre sans crainte, sans trouble la fin de la vie. Couchés dans un tombeau comme le maître ou sur le lit de pourpre d'Epicure, ou la lyre à la main comme Lucrèce, nous nous endormirons souriants en dépit des Horaces et de leurs satires.

E. CHAUVIÈRE.

SCIENCE ET RELIGION

L'Idéal de l'Avenir

Une légende de l'antiquité rapporte qu'à la mort du dieu Pan un cri douloureux retentit dans l'air. Or, bien des symptômes précurseurs annoncent la mort du grand Pan actuel, de l'esprit religieux, panthéistique, et nombre de ses adorateurs poussent déjà des cris de détresse. Sans doute la masse, très peu pensante, de l'humanité dite civilisée restera bien longtemps encore fidèle à ses vieilles croyances, aussi longtemps qu'elle sera insuffisamment éclairée ; mais de plus en plus les esprits cultivés et virils se détacheront de l'antique idéal religieux. De tous les côtés nous entendons déjà les personnes pieuses et aussi celles qui feignent de l'être se lamenter au sujet de la décadence religieuse, lui imputer même nombre de maux, dont souffrent trop réellement nos sociétés contemporaines, et vaticiner pour un avenir très prochain l'abomination de la désolation. Que cet avenir d'impiété doive être très voisin de nous ou, ce qui est beaucoup plus probable, fort lointain encore, on peut se demander ce qu'il faut penser de ces prédications à la Cassandre. La réponse pourrait être simplement que toute tentative pour remonter le courant serait chimérique. En de telles matières, l'homme croit non pas ce qu'il veut, mais ce qu'il peut. Ce n'est pas la faute de l'adulte, s'il ne trouve plus d'intérêt aux contes de nourrice qui ont charmé son enfance.

Or, la raison humaine a grandi, la science a marché, trop

souvent en dépit des religions. Sans aucune peine le sauvage s'explique l'ouragan, la pluie, le murmure du vent dans les feuilles, etc., en les attribuant à des esprits invisibles et anthropomorphiques : quant à nous, nous ne saurions. Mais, nous l'avons vu, la plupart des dogmes religieux ne sont que des transformations de ce primitif animisme.

Nos dieux, l'un après l'autre, ont déserté le ciel.

L. ACKERMANN.

Les y réintégrer ne dépend pas de notre volonté. Jusqu'à d'énormes profondeurs, l'investigation scientifique a sondé et scruté l'infiniment grand et l'infiniment petit. Partout elle a constaté l'indissoluble union de la force et de la matière et nulle part une trace quelconque de ces êtres divins, dont l'imagination humaine a pendant tant de siècles peuplé l'univers. Le mystère de la mort, que l'esprit de nos premiers ancêtres a eu tant de peine à comprendre, a fini par nous être clairement expliqué, comme celui de la vie.

Nous le savons, la mort et la vie résultent du simple jeu des forces matérielles; tout est combinaison et décombinaison d'atomes éternels, que rien ne saurait créer ou détruire.

Dernier terme d'une lente évolution organique, l'homme est simplement le premier des animaux terrestres. Enfin le sentiment, la volonté la pensée, propriétés virtuelles de la matière se manifestent seulement au sein de certaines cellules nerveuses, perfectionnées, aristocratiques.

Mais ce faisceau de vérités scientifiques ne saurait se concilier avec la naïve conception des doubles individuels ou même du double universel, panthéistique. Force est bien d'en prendre son parti; Pan est mort et il ne saurait ressusciter. Ce n'est pas capricieusement que l'on renverse les systèmes religieux, ces systèmes sont des explications provisoires, restant debout juste aussi longtemps qu'elles satisfont la raison de leurs sectateurs. Mais le jour où, mieux renseigné, l'homme ne voit plus dans sa religion que des illusions incapables de le charmer ou de le terrifier plus longtemps, l'édifice religieux s'écroule et cède le terrain à la science. La vérité vous déplaît, vous la trouvez froide, cruelle; elle coupe les ailes de vos rêves! Que faire à cela? Elle est la vérité. Mais nous pouvons nous demander si ces religions, qui vivent en si mauvais termes avec la science, ont fait au genre humain plus de bien que de mal. Nous n'avons pas à les maudire; elles ont été nécessaires tant qu'a duré un certain état mental de l'humanité, puisque partout elles sont nées et ont vécu; mais essayons d'établir leur bilan au point de vue de l'utilité sociale et en suivant, phase après phase, l'évolution de la pensée religieuse.

Pour l'animisme fétichique et spiritique, le procès sera vite instruit. Cette religion primaire n'élève aucune prétention morale ou sociale et, par sa constante pratique des offrandes sanguinaires, des sacrifices aux esprits des morts et des cho-

ses, elle a terrorisé l'homme primitif et fait couler des rivières de sang.

L'animisme mythique, polythéique, a graduellement renoncé aux sauvages pratiques de la phase religieuse qui l'avait précédé, en même temps qu'il élevait des prétentions à réglementer l'éthique, à présenter les prescriptions morales comme les ordres mêmes des dieux. On ne saurait nier qu'en transformant ainsi en péchés ou en sacrilèges certaines actions évidemment mauvaises et socialement nuisibles, les religions n'aient fortifié le sens moral des populations; mais sans se soucier jamais de l'utilité réelle, elles ont rangé sur la même ligne des actes incontestablement criminels et de simples infractions aux règles du culte. Que dis-je ?

Elles ont considéré les crimes religieux, les péchés, comme les plus graves de tous. Pour la loi mosaïque, travailler le jour du sabbat; pour le Mazdéisme, frapper une chienne grosse; pour le Brahmanisme et l'Islamisme, boire, ne fût-ce qu'une goutte d'une liqueur bachique, etc., sont autant d'actes abominables, inexpiables. Par cette éthique purement cléricale, que sanctionnait une pénalité terrible, le sens moral a été faussé et le dévot a subi une inutile torture mentale : l'obsession du péché.

Enfin les plus répandues des religions supérieures ont, à l'envi, prêché l'ascétisme, la continence absolue, la passivité, c'est-à-dire directement travaillé à l'affaiblissement et même à la ruine des sociétés, en même temps que leurs dogmes ordinairement soutenus avec rigueur par le bras séculier, barraient le chemin à l'investigation scientifique.

Restent encore, au passif des grandes religions, les guerres religieuses et les persécutions pour délit d'opinion.

Mais, nous dit-on, la religion est le « roman du pauvre »; par l'espoir d'une vie future, elle aide l'homme à supporter les misères de celle-ci. Eh ! bâtissez votre édifice social de telle sorte qu'on le puisse habiter sans avoir besoin de recourir à des consolations de genre narcotique ! Enfin il est des esprits pour lesquels l'idée de la vie future est tout le contraire d'un réconfort. Une grande religion, le Bouddhisme, n'est même qu'une tentative désespérée pour échapper à toute survivance. Dans les religions tout à fait primitives, quand la vie future est conçue simplement, comme la continuation revue et corrigée de la vie ici-bas, la foi en une existence posthume n'a en effet que des côtés consolants; mais il n'en est plus de même, alors qu'en face des Champs-Élysées s'ouvrent les gouffres du Tartare, Rappelons-nous que Pascal, Fénelon, Bossuet, trois fervents chrétiens, qui étaient en même temps des esprits d'élite, sont morts dans l'épouvante. Nous commençons enfin à ne plus ressentir ces terreurs; peu à peu l'humanité civilisée tout entière s'en affranchira; car l'effet s'éteint d'habitude plus ou moins vite après sa cause.

La mort, lente mais infiniment probable, des religions, vaudra-t-elle, comme on le prédit, priver à jamais l'homme de tout idéal, découronner son imagination ? pour le prétendre, il faut

bien mal connaître la nature humaine. Un certain idéal, petit ou grand, grossier ou noble, est essentiel à notre mentalité ; il est notre consolation, notre refuge. Mais cet idéal n'a nullement besoin d'être chimérique ; il faut même qu'il ne le soit pas ou du moins semble ne pas l'être.

Si l'idéal religieux a si longtemps répondu à certaines aspirations de l'humanité c'est précisément parce qu'on ne mettait pas en doute sa réalité. Tout esprit éclairé a soif d'idéal, d'un idéal élevé, mais il ne saurait le placer dans la région des rêves ; il a besoin de le croire réalisable.

L'idéal futur ne sera plus uniforme, dogmatique, imposé. Chacun aura son idéal et le poursuivra à sa manière. Bien des voies sont ouvertes aux aspirations supérieures dans l'art, les questions morales et sociales, la science ; mais c'est sur la terre et non dans le ciel que l'on s'efforcera de donner un corps à ces aspirations. Immense est et restera le champ de l'idéal. L'art n'est pas limité, comme on l'a tant de fois prétendu, si du moins on ne le réduit pas strictement à la forme et à l'image, si on le vivifie par l'idée. Le moraliste utilitaire aura fort à faire avant d'avoir réformé l'éthique boiteuse que nous a léguée le passé. Avant d'y parvenir, il aura du temps de reste pour aspirer et rêver. Pour le savant, l'idéal est absolument sans limites, plus il sait, plus il sent qu'il ignore. L'inconnu à découvrir se peut comparer à une énorme montagne, à cime inaccessible et cachée dans les nuées ; plus on gravit péniblement le long des flancs, plus l'horizon fuit dans le lointain.

Tout le monde n'est pas organisé pour entreprendre des recherches scientifiques ; mais il est un autre idéal à la portée de tous, celui des réformes sociales, et celui-là ne sera point épuisé avant qu'aient disparu toutes les misères, toutes les souffrances, toutes les injustices. Nos sociétés contemporaines, tout améliorées qu'elles soient, plongent leurs racines dans un passé brutal et elles s'en ressentent beaucoup trop ; sans les détruire, elles ont simplement masqué les iniquités d'autrefois.

Notre édifice social a besoin d'être reconstruit bien plus que réparé ; mais de pareilles réédifications exigent bien du temps et bien des efforts. On ne les exécutera qu'en mettant en œuvre toutes les ressources mentales, tout le cœur et tout l'esprit de l'humanité ; il y faudra des vues justes et de nobles élans, de la science et de la générosité, de la raison et du courage. Quelle ample moisson pour les chercheurs d'idéal ! Même les natures foncièrement religieuses, celles qui ressentent l'appétit du sacrifice, « la folie de la croix », auront plus d'une chance de cueillir la palme du martyre, non la palme stérile de l'ascète, mais celle du novateur prêt à souffrir et à mourir au besoin pour une grande cause.

Concluons donc que, bien loin d'entraîner la mort de l'idéal, celle des religions ne peut que le régénérer, en remplaçant la rêverie inféconde par l'effort utile, l'erreur par la vérité.

CH. LETOURNEAU.

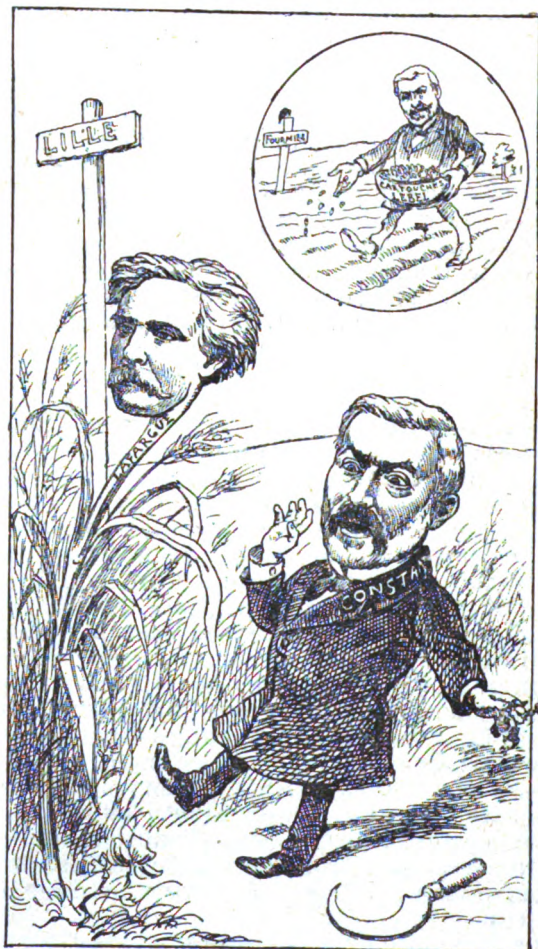
L'ELECTION DE LILLE

Les massacres de Fourmies qui sont un stigmate sur la face de nos bourgeois républicains, eux, qui sous l'empire n'avaient pas assez de mots pour exprimer leur indignation, contre les massacres d'Aubin et de Ricamarie, ont eu heu-

reusement des protestataires. Le sang des martyrs qui, un jour ou l'autre, étouffera les coquins qui ont perpétré le massacre, n'a pas été perdu pour la cause socialiste car depuis, les plus aveugles, voient clair et savent à quoi s'en tenir sur les promesses et le charlatanisme des bourgeois.

Jamais protestation ne fut plus significative que l'élection de Lafargue à Lille, car malgré toutes les infamies capitalistes et gouvernementales, malgré les manœuvres honteuses des patrons et gouvernants, c'est la protestation socialiste qui a triomphé.

Espérons que le jour des représailles ne tardera pas aussi à arriver.



Constans sème des balles, il pousse des Lafargue.

Nous donnons ici la reproduction d'une gravure d'un journal de Vienne "*Glühlichter*" gravure qui se rapporte à l'élection Lafargue et qui, ainsi qu'on le voit, est très spirituelle.

Nous profitons de cette occasion pour envoyer nos sincères félicitations au journal socialiste illustré de Vienne qui a donné cette gravure et qui publie tous les quinze jours des caricatures et autres gravures si topiques et si intéressantes.

P. A.

LE DROIT A L'AVORTEMENT

De nombreux et très retentissants procès pour crime de suppression d'enfant ont eu lieu du mois d'Août 1891, à ce même mois 1892, pendant toute une année qui peut s'appeler l'année des avortements.

Dans tous les pays d'Europe, en Russie, en Allemagne, en Angleterre, en France, partout, des femmes ont été poursuivies, des procès ont été intentés pour ces causes graves. Dans la Pologne russe douze femmes sont arrêtées, à Londres on en condamne une vingtaine, en France nous avons eu diverses poursuites, pour ces faits odieux : à Paris, à Lyon, à Béziers, à Villeneuve-les-Avignon — dont le maire, émule de Fourroux, faisait avorter ses chères administrées qu'il avait mises à mal, — puis cette épouvantable affaire de Clichy dans laquelle 53 accusées étaient sur les bancs d'infamie.

L'Allemagne n'a rien à nous envier sous ce rapport, à Berlin, à plusieurs reprises, la cour d'assises a dû juger des malheureuses coupables de ces crimes contre la perpétuité de l'espèce si sévèrement punis, pour l'exemple, lorsque la société les découvre et doit les condamner.

L'humanité semble prise d'un affolement d'extinction de la race, et l'on se rue à l'avortement comme au suprême remède de situations douloureuses ou misérables.

En Belgique, en Suisse, en Italie, nous n'avons pas vu dans cette année fertile en meurtres enfantins, de procès de ce genre. Ce n'est pas que les crimes contre la vie soient inconnus en ces heureux pays (?) bien au contraire ; la liberté amoureuse et même la licence, y étant pratiquées plus que partout ailleurs, toutes les *femmes sages* y sont prêtes à faire disparaître les conséquences plus ou moins pénibles et révélatrices des écarts amoureux que commettent jeunes femmes et jeunes filles. Même pour les femmes mariées, trop chargées de famille, elles sont pleines de complaisances et toujours offrent à leurs clientes de les "débarrasser" du cher et doux fardeau si onéreux à l'honneur ou à la position.

Dans ces pays l'avortement est d'une pratique habituelle et l'on ne poursuit que lorsque le scandale est trop grand ou lorsqu'une malheureuse a trouvé la mort dans les manœuvres suppressives auxquelles elle s'est livrée. S'il n'y a donc pas

là de procès, c'est à cause de la tolérance générale, la police ferme les yeux, la justice ignore et ne veut rien savoir, pour ne pas sévir.

N'en est-il pas un peu ainsi partout ? On ne poursuit guère que les faits par trop cyniques et scandaleux, on n'intente de procès que quand on ne peut faire autrement, lorsqu'il y a mort ou dénonciation ; et l'on recule d'horreur alors devant les terribles révélations qui se produisent au grand jour de la cour d'assises.

Telle a été l'affaire de la femme Thomas, l'avorteuse de Clichy, qui en quelques années a procédé à plus de 10.000 opérations. Dix mille, vous avez bien lu, *dix mille avortements* ! Cette misérable travaillait pour 10 fr. pour 5 francs, pour un panier d'œufs ou une corbeille de fruits, pour rendre service à des femmes dans l'embarras.

Ses clientes appartenaient à toutes les classes de la société : il y avait des demi-rouleuses, des quart de mondaines, des jeunes filles séduites, craintives et douces, des femmes du peuple, d'honnêtes mères de famille, compagnes d'ouvriers ou de petits employés auxquels la position ne permettait pas d'avoir un grand nombre d'enfants, et qui sont venues, honteuses et la rougeur au front, demander à l'avorteuse de les "débarrasser". C'est le terme consacré.

Hélas, ce n'est pas souvent de leur bonne volonté qu'elles ont recours à "la faiseuse d'anges" mais la vie est si dure au pauvre monde à notre époque, les femmes sont si malheureuses !

Elles aiment, elles s'abandonnent, sans souci de l'avenir. C'est si bon d'aimer, d'avoir confiance, de croire en celui qu'on aime ! elles ne pensent pas aux suites de leur amour qu'elles porteront seules, elles n'en calculent pas les conséquences. Dans un doux entraînement elles écoutent la voix si tendre qui leur murmure à l'oreille les mélodies d'amour, elles se donnent tout entières dans un baiser : leur âme, leur vie, leur honneur, tout ; l'amour chante en leur cœur, comme l'insecte dans la mousse, comme les oiseaux dans les branches ; elles s'endorment en sécurité, bercées dans les bras du bien-aimé...

Mais le réveil survient bientôt. L'homme est vite las de celle qu'il a séduite, repu d'amour, rassasié de désirs satisfaits, il s'éloigne d'autant plus vite qu'il aurait davantage de devoirs à remplir. L'amante lui a dit tout bas rougissante et émue : — "Bientôt tu vas être papa" — Père, moi !... "par exemple ! en voilà un plaisir !" Il se fâche, s'exclame, part et ne revient plus... La pauvre fille reste seule, livrée à elle-même et à son chagrin, seule, sans appui, sans protection, sans amour, seule ! et elle sent un être tressaillir en son sein, seule et elle va être mère !...

Alors apparaît à son cerveau enfiévré tout ce qu'elle a oublié, tout ce qu'elle a sacrifié pour l'ingrat qui la délaisse : le désespoir de ses parents, le mépris public, le déshonneur !... Puis la peine d'élever un enfant, la difficulté de vivre ; seule elle peut y arriver encore, avec un enfant c'est impossible. Il lui faudra

quitter son atelier, son magasin, son travail ; misérable déjà et vivant à grand peine, elle sera plus misérable encore et d'une façon irrémédiable et absolue.

Alors une camarade d'atelier, une voisine lui dit tout bas qu'elle peut se soustraire à ces soucis, à ces chagrins, qu'elle peut éviter le déshonneur, être débarrassée de toute crainte et recouvrer le bonheur. Et la pauvrete inquiète, troublée, avec grande tristesse et regrets, va trouver l'avorteuse et se livre à ses soins pour faire disparaître le résultat de la faute commune, le cher trésor, le fruit de son amour qu'elle aime déjà, qu'elle aurait tant voulu garder, s'il avait eu un père !...

D'autre fois le cas est plus douloureux encore. La femme est mariée, il y a déjà deux, trois enfants à la maison ; l'homme gagne à peine de quoi faire vivre toute la chère nichée, juste pour ne pas mourir de faim. Les prodromes d'une nouvelle naissance se produisent, la femme reste altérée ! En pleurant elle fait part à son mari de ce qui aurait été un bonheur dans d'autres conditions. Inquiets ils se regardent : que devenir ? que décider ? On vivait déjà bien péniblement à quatre ou cinq, lorsque l'on sera six, ce sera tout à fait impossible. Que va-t-on faire de ce nouveau fardeau, de cet intrus qui viendra manger la part déjà si petite des premiers ? Et le chagrin, le noir désespoir prend la femme qui se tourmente et pleure, le mari qui crie et tempête.

Puis un jour elle vient à son homme et lui parle bas : — " On m'a dit... si tu voulais..." Le mari hésite, sombre — " Allons ! il le faut... fait-il à la fin tristement. Et la femme pousse un gros soupir et va, elle aussi, trouver l'avorteuse.

Ah ! si l'on avait eu du pain à donner au nouveau venu, comme on l'aurait gardé ! Car elle l'aime déjà tout plein, elle, la mère, et ce n'est que leur pauvreté qui l'oblige à le sacrifier... Mais il faut garder la becquée pour les chers oisillets et le nid est déjà si plein de petits becs affamés !...

Ainsi donc la misère, l'insécurité de la vie, la peur de ne pouvoir élever les enfants ; puis la crainte du mépris public, la séduction, l'abandon : voilà les raisons des avortements si fréquents à notre époque. — Et, qu'on le sache, tout aussi nombreux en province qu'à Paris, à la campagne qu'à la ville, car il ne manque pas, au village, de vieilles femmes expertes en ces matières, et bon nombre de matrones connaissent tous les procédés de l'accouchement provoqué et savent, tout aussi bien que la femme de Clichy, " débarrasser " les malheureuses obligées par l'honneur ou la misère à faire disparaître leur enfant.

" Mais c'est épouvantable tout cela, comment empêcher de telles horreurs ? " s'écrie hypocritement la bourgeoisie qui pousse elle-même aux meurtres embryonnaires par son égoïsme et ses vices. On se moque, à notre époque, de ceux qui ont beaucoup d'enfants, on les blâme, nul soutien, nul secours efficace ne leur est donné. De plus, les beaux fils de la bourgeoisie, pour lesquels est fait l'article 340 — interdisant la recherche de la paternité — peuvent séduire les filles du

peuple en toute tranquillité et sont les premiers auteurs des nombreux infanticides que commettent les femmes abandonnées !

Lors de ces tristes procès nous avons vu la presse bien pensante pousser des cris d'épouvante et des magistrats imposants et graves se voiler la face : " Oh ! ces femmes, ces traînées, " disaient-ils, ces misérables ! se rendre coupables de tels crimes, se faire avorter, supprimer des enfants, la force de la Patrie, l'avenir de la France !... "

-- Pardon, Monsieur Prudhomme, Madame votre épouse a-t-elle beaucoup d'enfants ? Un ou deux tout au plus, et encore ! Mais vous comprenez, on ne doit pas avoir trop d'enfants pour ne pas porter atteinte au bien-être de la famille, à la haute éducation qu'on veut donner à ses rejetons, il ne faut pas risquer d'éparpiller la fortune possédée, en la laissant à de trop nombreux héritiers. M. et M^{me} pratiquent les restrictions... mentales — infanticide avant la lettre — et même peut-être aussi les manœuvres préventives et dissolvantes, dès les premiers jours de la grossesse ; mais ils ont affaire à des docteurs émérites, à des sages femmes habiles et discrètes, tout se passe en secret, dans la paix du foyer, et nul n'en sachant rien elles crient, ces très honnêtes personnes, d'autant plus haut qu'elles sont plus coupables, comme ces détrousseurs de bourse qui hurlent " au voleur " pour détourner d'eux l'attention de la police.

De la force de la France, de l'avenir de la Patrie nos bons bourgeois n'en ont cure, lorsqu'il s'agit d'eux, ils ne s'inquiètent guère de ces grandes choses alors.

" Ayez des enfants, disent-ils, il nous en faut, nous en voulons pour la puissance de notre pays, la grandeur de la nation. " Mais ils se gardent bien d'en avoir, eux qui, cependant, pourraient les élever et ne sont pas condamnés à les supprimer pour cause de honte ou de misère !...

Mais faites donc comprendre leurs devoirs, faites entendre raison à des égoïstes, des jouisseurs et des gavés !...

Et l'avortement, ce crime contre la nature, cette atteinte à la race, entre de plus en plus dans nos habitudes, il est devenu d'une pratique fréquente, presque générale, il est la conséquence de notre état économique, de notre état social, de l'âpre lutte pour la vie qui nous dévore, il est le résultat, pour ainsi dire fatal, de nos mœurs, de nos lois.

Il faut être héroïque, ou bien inconséquent, de nos jours, pour avoir beaucoup d'enfants. Comment des pères, des mères prévoyants voulant donner, à leurs premiers nés, une vie meilleure et plus heureuse, n'essayeraient-ils pas d'anéantir ce nouveau germe de vie qu'ils savent destiné à la pauvreté, au malheur et qui viendrait apporter la gêne dans le pauvre ménage, le désespoir dans la famille, manger le pain des plus âgés, les obligeant à l'ignorance, au travail prématuré, les jetant dans l'indigence, les vouant à une vie de douleurs et de souffrances, les plongeant dans les cloaques hideux où gémissent les miséreux !...

Ah ! si la société garantissait la vie et le travail à tout être

venant au monde et qui apporte une nouvelle force à l'association humaine, il n'y aurait plus de suppression d'enfant alors !

Du côté des filles séduites c'est pire encore, la loi garantissant la sécurité des plaisirs masculins.

La femme reconnue coupable d'avortement, ou d'infanticide, est sévèrement punie. Certes elle commet un crime abominable. Mais elle risque sa vie, elle, la malheureuse, pour faire disparaître le fruit de l'égarement commun, elle offre son existence pour conserver son honneur. Mais lui, lui, le premier auteur de la faute commune, lui, le séducteur et l'incitateur, où est-il ? qu'en faites-vous ? Il ne risque rien, lui, ni son repos, ni sa vie, ni son avenir, son honneur même n'est pas en jeu.

Ah ! si les hommes étaient obligés de mettre l'estampile à leurs produits plus ou moins clandestins, il n'en serait peut-être pas ainsi, ils regarderaient à deux fois, et même à quatre avant de séduire, et surtout de produire. Mais cela serait trop gênant pour ces Messieurs... Respect à l'article 340 qui assure la plus complète impunité aux fredaines juvéniles ou séniles des Lovelace.

Vous êtes illogiques décidément, Messieurs les législateurs, ou souverainement injustes. S'il y a faute, en ce cas, cette faute a été commise à deux. Il n'y a pas à dire, il faut bien être deux, n'est-ce pas ? — Et de cette faute une seule est responsable vis à vis du monde, vis à vis de la loi, la plus malheureuse, la plus faible ! Elle est poursuivie de la honte et du mépris public, arrêtée, emprisonnée. Tandis que l'autre son compère — ou son complice, comme vous voudrez — s'en va guilleret et satisfait, sifflotant entre ses dents un petit air de chasse — celui de la bête forcée au gîte, naturellement. — Et tout cela parce que ce premier ténorino du duo d'amour a la loi pour lui, qu'il ne doit pas être inquiété pour les conséquences de ses plaisirs, parce qu'il ne porte en lui aucune trace du méfait perpétré à deux, parce qu'il n'apparaît rien en sa personne qui puisse faire dire sûrement : « Voilà l'auteur de l'œuvre. »

Comment donc une femme, même la plus simple, ne se dirait-elle pas : « Mon... associé n'est en rien responsable, pourquoi le serais-je plus que lui ? On ne lui reproche rien parce qu'on ne voit rien ; pourquoi donc n'en serait-il pas de même de moi ? Je veux, comme lui, marcher la tête haute, sans plus m'inquiéter des conséquences de notre amour. » Pour peu ensuite qu'elle soit mal conseillée elle va où sa sécurité l'appelle, elle se résout à un meurtre affreux, amenée à cela, bien souvent, par la cynique impunité masculine.

« Si l'on édictait une loi pour la recherche de la paternité, dit-on, ce serait insoutenable, les filles séduites se feraient des rentes avec leurs enfants. » — Quand même cela serait, vaut-il mieux qu'elles les tuent ? Et la force de la race alors, et la puissance de la France, qu'en faites-vous ? Mais expier vos plaisirs, en supporter les conséquences, cela vous horripile, beaux fils de famille qui faites si bon marché de l'honneur des filles

du peuple et de la vie de vos rejets... illégitimes ; quant aux autres vous en avez si peu que ce n'est presque pas la peine d'en parler.

“ Les filles séduites ne méritent pas tant d'intérêt, dit-on “ encore, elles sont vicieuses, capables de toutes les hontes et de toutes les faiblesses ” — C'est bientôt dit, et ils en parlent délibérément ceux qui profitent de ces faiblesses, qui les ont même provoquées pour leur plus grand esbaudissement. — “ Ce sont elles qui, bien souvent, séduisent les hommes, affirme-t-on, elles qui violentent les jeunes gens ”... moralement, car autrement... Voyez-vous ça, ces pauvres petits, tout confits en chasteté, qui sans ces filles dévergondées mourraient vierges et martyrs !

Tous ces sophismes bourgeois et masculins sont d'une insolence et d'un cynisme rares ; nous voulons bien cependant les admettre pour un moment. Suivant vous, Messieurs, la femme, même la plus innocente, est pervertie, elle vous déprave, elle vous débauche, c'est entendu ; mais la fille, une fois mère, tout change, elle-même se transforme ; pour elle la responsabilité commence, elle expie durement l'entraînement commun, elle n'est plus l'effrontée bacchante — si elle l'a jamais été — elle est la mère, c'est-à-dire la créatrice de l'humanité, elle porte en ses flancs la puissance de la société, la grandeur de la patrie, l'espérance de l'avenir.

Et c'est précisément parce qu'elle est mère, que par là son amour est presque sanctifié que vous la méprisez, c'est au moment où, par la maternité, elle est réhabilitée que le monde l'insulte et bave sur elle, c'est lorsqu'elle a le plus besoin d'appui et de soutien que sa famille la repousse, qu'elle est chassée de partout, honnie, conspuée, marquée au front d'une tâche indélébile, accablée sous le mépris public, tandis que l'on s'incline bien bas devant son séducteur, surtout s'il est riche et puissant. O justice humaine ! C'est toujours la pierre jetée au misérable voleur qui se laisse prendre, et le respect pour l'adroit filou qui vole vos écus, par des opérations de bourse hasardées, ou vous dépouille par une faillite habilement frauduleuse !

Cependant lorsque les enfants ont 20 ans, est-ce que la loi demande s'il sont légitimes ou non pour en faire des soldats, des défenseurs de la patrie, de la fortune publique, de la sécurité bourgeoise ? Tous les hommes sont égaux devant la loi et le devoir social, tous, quelle que soit leur mère, quelle que soit leur origine.

Méprisez les femmes de mauvaise vie, je le veux bien, mais inclinez-vous devant la mère : la maternité, voyez-vous, c'est le piédestal de la femme, c'est son triomphe, c'est sa rédemption.

Mais tant que les mœurs ne seront pas changées, ainsi que l'état social actuel qui repose tout entier sur l'exploitation : des petits par les gros, des travailleurs par les possesseurs de capitaux, de la femme par l'homme, tant que le régime bourgeois fonctionnera, il y aura des crimes, il y aura des avortements,

quelque réforme anodine puisse-t-on tenter pour atténuer ces souffrances.

Tant qu'il sera honteux d'être mère, avec ou sans le code, tant que la femme ne sera pas respectée par sa maternité même, soutenue, estimée comme la créatrice de l'humanité, il y aura des femmes qui se feront avorter.

Tant que les jeunes filles séduites seront seules responsables des conséquences de leur amour, tandis que l'homme pourra dire, insolent et cynique : " Cela ne me regarde pas " il y aura des jeunes filles qui se feront avorter.

Tant qu'il y aura des mères qui n'auront pas de pain à donner à leurs tout petits, l'existence assurée pour les enfants de leurs entrailles il y aura des mères qui se feront avorter pour éviter la misère, le désespoir et la mort par la faim à ceux qu'elles aiment plus que leur vie, plus que le bonheur, plus que l'honneur même !

Et nous croyons, en toute conscience, qu'elles auront le droit de le faire, car vous ne pouvez pas obliger des femmes malheureuses, aimantes et abandonnées à donner le jour à des enfants qui seront des misérables, de douloureux loqueteux, essaimant dans les broussailles, vivant sans amour, souffreteux et grêles, expirant de froid, d'inanition dans les carrefours ou le long des routes grises...

Elles leur éviteront des souffrances sans cesse renaissantes en les tuant, les pauvrets ! farouches et lamentables, avant qu'ils ne soient nés, avant qu'ils n'aient connu les douleurs inénarrables de l'existence des miséreux.

Tant que notre société capitaliste, injuste, jouisseuse, dépravée et féroce existera, il y aura de sinistres et de plus en plus nombreux avortements.

Et vous n'aurez pas le droit de punir ces crimes contre la race, car c'est vous, Société, qui par vos lois iniques et vos mœurs lâches et vénales, poussez à cet épouvantable massacre des innocents.

PAULE MINK.

2 Août 1892.

LA GUERRE

En réponse aux idées barbares d'un Moltke et de certains écrivains qui glorifient la guerre et parmi lesquels on est étonné de rencontrer Zola nous donnons ces vers sublimes du grand poète matérialiste.

Inutile d'insister autrement sur les inepties et idioties des glorificateurs de la guerre.

I

Du fer, du feu, du sang ! C'est elle ! c'est la Guerre.
Debout, le bras levé, superbe en sa colère,
Animant le combat d'un geste souverain.

Aux éclats de sa voix s'ébranlent les armées ;
Autour d'elle traçant des lignes enflammées,
Les canons ont ouvert leurs entrailles d'airain.

Partout chars, cavaliers, chevaux, masse mouvante !
En ce flux et reflux, sur cette mer vivante,
A son appel ardent l'épouvante s'abat.
Sous sa main qui frémit, en ses desseins féroces,
Pour aider et fournir aux massacres atroces
Toute matière est arme, et tout homme soldat.

Puis, quand elle a repu ses yeux et ses oreilles
De spectacles navrants, de rumeurs sans pareilles,
Quand un peuple agonise en son tombeau couché,
Pâle sous ses lauriers, l'âme d'orgueil remplie,
Devant l'œuvre achevée et la tâche accomplie,
Triomphante elle crie à la Mort : « Bien fauché ! »

Oui, bien fauché ! Vraiment la récolte est superbe ;
Pas un sillon qui n'ait des cadavres pour gerbe !
Les plus beaux, les plus forts sont les premiers frappés,
Sur son sein dévasté qui saigne et qui frissonne
L'humanité, semblable au champ que l'on moissonne,
Contemple avec douleur tous ces épis coupés.

Hélas ! au gré du vent et sous sa douce haleine
Ils onduaient au loin, des coteaux à la plaine,
Sur la tige encor verte attendant leur saison.
Le soleil leur versait ses rayons magnifiques ;
Riches de leur trésor, sous les cieus pacifiques,
Ils auraient pu mûrir pour une autre moisson.

II

Si vivre c'est lutter, à l'humaine énergie
Pourquoi n'ouvrir jamais qu'une arène rougie ?
Pour un prix moins sanglant que les morts que voilà
L'homme ne pourrait-il concourir et combattre ?
Manque-t-il d'ennemis qu'il serait beau d'abattre ?
Le malheureux ! il cherche, et la Misère est là !

Qu'il lui crie : « A nous deux ! » et que sa main virile
S'acharne sans merci contre ce flanc stérile
Qu'il s'agit avant tout d'atteindre et de percer.
A leur tour, le front haut, l'Ignorance et le Vice,
L'un sur l'autre appuyé, l'attendent dans la lice :
Qu'il y descende donc, et pour les terrasser

A la lutte entraînez les nations entières.
Délivrance partout ! effaçant les frontières,
Unissez vos élans et tendez-vous la main.
Dans les rangs ennemis et vers un but unique,
Pour faire avec succès sa trouée héroïque,
Certes ce n'est pas trop de tout l'effort humain.

L'heure semblait propice, et le penseur candide
Croyait, dans le lointain d'une aurore splendide,
Voir de la Paix déjà poindre le front tremblant.
On respirait. Soudain, la trompette à la bouche,
Guerre, tu reparaîs plus âpre, plus farouche,
Ecrasant le progrès sous ton talon sanglant.

C'est à qui le premier, aveuglé de furie,
Se précipitera vers l'immense tuerie.
A mort ! point de quartier ! L'emporter ou périr ?
Cet inconnu qui vient des champs ou de la forge
Est un frère ; il fallait l'embrasser, — on l'égorge.
Quoi ! lever pour frapper des bras faits pour s'ouvrir !

Les hameaux, les cités s'écroulent dans les flammes.
Les pierres ont souffert ; mais que dire des âmes ?
Près des pères les fils gisent inanimés,
Le Deuil sombre est assis devant les foyers vides,
Car ces monceaux de morts, inertes et livides,
Étaient des cœurs aimants et des êtres aimés.

Affaiblis et ployant sous la tâche infinie,
Recommence, Travail ! rallume-toi, Génie !
Le fruit de vos labeurs est broyé, dispersé,
Mais quoi ! tous ces trésors ne formaient qu'un domaine ;
C'était le bien commun de la famille humaine.
Se ruiner soi-même, ah ! c'est être insensé !

Guerre, au seul souvenir des maux que tu déchaines,
Fermente au fond des cœurs le vieux levain des haines ;
Dans le limon laissé par tes flots ravageurs
Des germes sont semés de rancune et de rage,
Et le vaincu n'a plus, dévorant son outrage,
Qu'un désir, qu'un espoir : enfanter des vengeurs.

Ainsi le genre humain, à force de revanches,
Arbre découronné, verra mourir ses branches.
Adieu, printemps futurs ! Adieu, soleils nouveaux !
En ce tronc mutilé la sève est impossible.
Plus d'ombre, plus de fleurs ! et ta hache inflexible,
Pour mieux frapper les fruits, a tranché les rameaux.

III

Non, ce n'est point à nous penseur, et chantre austère,
De nier les grandeurs de la mort volontaire ;
D'un élan généreux il est beau d'y courir.
Philosophes, savants, explorateurs, apôtres,
Soldats de l'Idéal, ces héros sont les nôtres :
Guerre ! ils sauront sans toi trouver pour qui mourir.

Mais à ce fier brutal qui frappe et qui mutilé,
Aux exploits destructeurs, au trépas inutile,
Ferme dans mon horreur, toujours je dirai : « Non ! »

O vous que l'Art enivre ou quelque noble envie,
Qui, débordant d'amour, fleurissez pour la vie,
On ose vous jeter en pâture au canon !

Liberté, Droit, Justice, affaire de mitraille !
Pour un lambeau d'Etat, pour un pan de muraille,
Sans pitié, sans remords, un peuple est massacré.
— Mais il est innocent ! — Qu'importe ? On l'extermine.
Pourtant la vie humaine est de source divine :
N'y touchez pas, arrière ! Un homme, c'est sacré !

Sous des vapeurs de poudre et de sang, quand les astres
Pâlissent indignés parmi tant de désastres,
Moi-même à la fureur me laissant emporter,
Je ne distingue plus les bourreaux des victimes ;
Mon âme se soulève, et devant de tels crimes
Je voudrais être foudre et pouvoir éclater.

Du moins te poursuivant jusqu'en pleine victoire,
A travers tes lauriers, dans les bras de l'Histoire
Qui, séduite, pourrait t'absoudre et te sacrer,
O Guerre, Guerre impie, assassin qu'on encense,
Je resterai, navrée et dans mon impuissance,
Bouche pour te maudire, et cœur pour l'exéquer !

LOUISE ACKERMANN.

LE DROIT A LA RÉSISTANCE

Un des reproches formulés contre le socialisme révolutionnaire — seul socialisme réel — est que ses représentants ont la brutalité de sanctionner la résistance et la révolution.

Pourtant cette théorie n'est pas socialiste du tout, c'est en se basant sur cette dernière que nos libéraux, nos oppresseurs d'aujourd'hui ont conquis toutes leurs libertés.

La mode est de vomir des injures contre la grande Révolution Française de 1789, en imitant Monsieur Taine et les académiciens qui doivent leur situation à cette dernière, oubliant les ingrats qu'ils sont, que leur grandeur et leur suprématie reposent sur le piédestal de la Révolution.

Dans tous les temps et chez tous les peuples le droit à la résistance fut un droit sacré et le tyrannicide se trouve glorifié dans nos théâtres et nos livres.

A proprement dire, la question du chemin légal et du chemin révolutionnaire n'en est pas une. Chacun a autant de droit qu'il a de force, a dit le célèbre philosophe Spinoza et c'est la vérité. Ayez tout le droit possible, mais n'ayez pas la force de prendre

au besoin votre droit, cela ne vous servira à rien. C'est nous qui créons le droit sitôt que nous sommes assez forts pour le prendre et à ce moment là il est en même temps la loi. La légalité n'est en réalité qu'une forme de la force et la chose est si évidente que lorsqu'une insurrection réussit le comité révolutionnaire devient le gouvernement légal recevant les honneurs prodigués à tout gouvernement qui sait se faire obéir. Le mouvement insurrectionnel échoue-t-il et du même coup l'acte devient illégal et les insurgés deviennent des criminels qui seront punis comme des coupables.

On oublie qu'il y a un chemin légal dans la violence.

Le droit à la vie est un droit inviolable s'élevant au dessus de toutes les lois car elle est enracinée dans la nature même.

On n'a pas de pain ni pour soi-même, ni pour les siens, les magasins sont remplis et on prend le nécessaire pour satisfaire au droit à la vie.

On est considéré comme voleur et de ce fait emprisonné, mais celui qui ose vous juger n'est-il pas un monstre et un hypocrite. Il est un voleur car il vole le droit à la vie qu'on a adopté soi-même et qui est inviolable.

Le suicide est un acte contre nature puisque partout on observe le désir de la vie, le suicide est même un crime aux yeux de la loi.

Nous voilà donc en face d'un dilemme difficile : ou le droit à la vie est sacré et dans ce cas il faut admettre le droit de prendre les moyens de conserver cette dernière et la loi qui condamne le voleur est criminelle, ou le droit à la vie n'est pas sacré et il devient alors illégal de punir l'effort du suicide.

Eh ! bien, Messieurs les défenseurs de l'ordre social, soyez logiques et osez accepter les conséquences de votre propre système.

Les croyants ne peuvent pas condamner un "voleur" qui prend un pain pour se nourrir puisque c'est leur seigneur c'est Jésus-Christ qui a donné ce droit. Quand les Pharisiens de l'époque interpellèrent Jésus parce que ses disciples ayant faim cueillirent et mangèrent des épis, Jésus cita David qui mangeait les pains de proposition dans la maison de Jahveh **parce qu'il avait faim** malgré la défense qui en était faite, les prêtres ayant seuls le droit de manger ces pains.

D'où l'on peut conclure que la doctrine de Jésus est celle-ci : **en cas de faim on a le droit de violer la loi**; (St Mathieu XII) et les



DOMELA NIEUWENHUIS

juges osent condamner les voleurs malgré l'image du Christ sur la croix qui se trouve dans chaque tribunal !

Vous voyez donc bien qu'ils ne sont que des hypocrites, ils louent Jésus avec leurs lèvres et l'injurient avec leurs arrêts, ou bien des ignorants et dans tous les cas indignes de juger les autres.

Le réformateur Luther disait : celui qui prend un pain chez le boulanger n'en ayant nul besoin, est un voleur, **mais celui qui prend un pain parce qu'il a faim n'est pas un voleur, puisqu'on était obligé de le lui donner.** La nécessité brise le fer et peut aussi briser le droit. Ce qui est injuste sans nécessité est un droit dans le cas contraire.

Un des soi-disant saints pères de l'église catholique répond à cette question : qu'est-ce qu'un voleur : **celui qui s'approprie pour lui seul ce qui appartient à tous.**

Mais alors, les capitalistes qui accumulent des richesses, qui par cette accumulation s'approprient ce qui appartient aux pauvres qui ne possèdent rien, pas même le nécessaire, sont des voleurs suivant la doctrine de l'église catholique

Nous vivons dans un monde renversé où les voleurs du sol et des instruments du travail nommés propriétaires sont estimés, siègent aux parlements aux conseils municipaux, dans la magistrature tandis que les vagabonds errent dans le pays parce qu'ils sont volés, et de ce fait tous emprisonnés. Vous voyez par là combien Proudhon Brissot et Saint Jérôme avaient raison lorsqu'ils disaient : la propriété c'est le vol.

Cet exemple est suffisant pour montrer qu'on a le **droit à la résistance** dès qu'on est maltraité. Celui qui désapprouve cet esprit de révolte, n'a pas le sentiment de la corruption et de la tyrannie et ne se trouve pas encore émancipé de l'esclavage si profondément gravé dans l'esprit du peuple.

Si nous sommes révolutionnaires, c'est parce que la Société nous a faits ainsi. Personne n'a commencé comme révolutionnaire, au début chacun était idéaliste ou fanatique et croyait à la société, les ombres sombres de la douleur frappaient le cœur principalement dans la population ouvrière et l'esprit se demandait : est-il juste et nécessaire que souffrent ainsi les producteurs de toutes les richesses. Et l'esprit donnait raison à la voix du cœur.

Nous commençâmes à faire luire l'espérance en des améliorations futures, pensant n'avoir affaire qu'à l'ignorance des classes dominantes, croyant que tout s'arrangerait dans une courte période de temps, que tout changerait lorsque nous aurions ouvert leurs yeux à la vérité, mais hélas nous fûmes cruellement déçus.

Lisez les superbes pages sur la Russie Souterraine par Stepnjak où il peint comment les terroristes sont la conséquence fatale de la conduite du gouvernement barbare. C'est après beaucoup d'expérience que l'on s'aperçoit que l'injustice n'est vaincue que par la violence et que le moyen ultime de la politique est le sang.

« Vera Zassoulitch » ne fut pas terroriste, elle fut l'ange de la revanche et non pas de l'effroi. Elle se sacrifia se jetant volontairement dans la gueule du monstre pour purifier le parti d'une injure mortelle. Il est évident que si pour venger tout acte perfide une

Zassoulitch se présentait, les spoliateurs des peuples se garderaient bien d'en commettre.

Eh bien les mêmes causes produiraient les mêmes conséquences.

Lisez Guillaume Tell, le drame de Schiller et vous verrez qu'il y est dit que la puissance des tyrans a des limites, car lorsque l'opprimé ne trouve son droit nulle part, le glaive est le dernier ressort ; contre la force il n'y a de résistance que par la force.

L'histoire toute entière est là pour nous apprendre qu'un peuple désirant une amélioration dans ses conditions est obligé de prendre les armes pour ouvrir une lutte mortelle ou triomphante, ou bien suivre le chemin légal qui comme règle est un détour dans tous les cas long, ennuyeux et absolument aléatoire.

Les coryphées de tous les partis quels qu'ils soient ont accepté en pratique et en théorie la doctrine qui fait de la résistance un droit sacré, surpassant toutes les lois écrites, et les plus belles pages de l'histoire sont celles qui nous racontent la résistance contre la tyrannie.

Dans l'histoire des Pays-Bas, le point culminant est la guerre de quatre-vingt ans, qu'une petite nation entamait avec le plus puissant despotisme de son temps, Philippe II d'Espagne et les révoltés demeurent l'honneur de leur Pays et des annales de la liberté, glorifiés par des historiens comme l'Américain Motley dans son livre célèbre.

Les autoritaires sont et furent les fléaux de leur époque et de leur nation, au contraire les révolutionnaires en sont les héros dont nous sommes fiers. Moïse et non pas Pharaon, Daniel et non Nabuchodonosor, Jésus-Christ et non Pilate, sont les types célèbres de la résistance contre l'arbitraire de la tyrannie. Dans tous les temps les révolutionnaires furent les promoteurs du progrès, qu'ils s'appellent Socrate ou Jésus, chacun séduit le peuple !

Eh bien, chaque gouvernement qui n'est pas l'expression de la volonté populaire n'a pas le droit à l'existence. Au moyen-âge les Aragonnais étaient si fiers de leurs droits, que les rois n'étaient alors que " les premiers parmi les pairs " et le peuple avait pris les plus grandes précautions pour que fut toujours contrôlé le pouvoir du souverain. Un grand juge national responsable lui-même, surveillant le roi l'oblige à respecter les privilèges de ses sujets. Dans un cas grave de violation des lois, il a le droit de le faire arrêter et garder à vue.

Voici les fières paroles que le justicier d'Aragon était chargé de prononcer devant le roi agenouillé, prêtant serment de gouverner selon la loi : « Nous qui valons autant que vous et qui pouvons plus que vous, nous vous faisons notre roi et seigneur, afin que vous gardiez nos fors et libertés sinon ! Non ! Hélas le cri de liberté qui retentissait si ardent fut étouffé.

Cependant les jésuites ont développé la doctrine de la souveraineté du peuple. C'est Lainez, le général des jésuites qui au Concile des Trente disait que « la source de la puissance reste aux peuples » qui la confient aux autorités, sans céder pour cela leur suprématie.

Bellarminus et Mariana sont d'accord sur ce point et le dernier dans son livre célèbre *De rege et regis institutione* dit : **Le peuple peut forcer le roi à remplir les lois que ce dernier a données, il a le**

droit de détrôner le souverain qui y contrevient et de le punir de la peine de mort. Il donne la formule suivante : « comme une brute il doit être attaqué par les coups de tous, étant devenu inhumain et tyran. »

Il continue ainsi : quand vous voyez votre épouse ou votre mère maltraitées sous vos yeux et que vous ne vous précipitez pas pour les défendre vous méritez l'outrage de lâcheté honteuse et d'impiété — et la Patrie à laquelle nous devons plus qu'à nos parents vous l'abandonnez à la tyrannie d'un despote. Honte à un tel crime, honte à une lâcheté pareille.

C'était heureux pour les affaires de l'humanité lorsque les hommes en grand nombre n'hésitaient pas à risquer leur vie et leur bonheur pour la patrie, mais hélas le désir de l'existence empêchât la majorité des hommes, de sacrifier cette dernière. C'est une raison pour laquelle les tyrans des temps anciens ne furent que rarement les victimes des attentats de leurs sujets.

En vérité, c'est une pensée utile que les rois sachent qu'en cas d'oppression et quand ils se rendent haïssables par leur vices et leurs actes scandaleux, leur mort n'est pas seulement juste, mais un acte glorieux et louable. Un autre, Raynold, ne fait que corroborer ces paroles.

Kolb dans son histoire de la civilisation émet la conclusion suivante : « Mariana a taché de suppléer à une des plus grandes omissions de la religion chrétienne, c'est-à-dire que dans la doctrine de l'église seulement l'obéissance passive est recommandée et au contraire la sainte flamme du patriotisme n'est pas allumée, et l'enthousiasme pour les grandes actions pleines de sacrifices en vue du bien-être de l'état et du peuple, n'est pas excité.

Telle est la doctrine des autorités catholiques. La constitution de 1793 dit expressément que la rebellion est le devoir le plus sain et le plus nécessaire pour le peuple et chaque portion de ce dernier, quand le gouvernement porte atteinte au droit populaire, et partout nous trouvons la confirmation constante de cette doctrine.

Consultez tous les auteurs de droit public et vous verrez qu'ils sont tous d'accord sur ce point, que le droit à la résistance ne doit pas seulement être accepté mais devient dans certains cas un devoir. Si ce droit accepté comme règle générale est nié dans ses applications vis à vis d'une personne ou de plusieurs, n'est-il pas évident qu'il y a pure hypocrisie.

Certainement on peut dire qu'on n'a pas assez de courage pour l'accepter, mais au moins qu'une parcelle d'honnêteté réside encore en vous et honorez ces héros qui ne craignent point de risquer leur vie pour sauver leurs frères de la tyrannie.

On peut insulter la propagande par le fait, mais nous n'avons pas le courage d'insulter ces héros se sacrifiant pour les autres, nous admettons au contraire que nous sommes trop lâches, pour les suivre, et pour cacher notre lâcheté, n'allons-nous pas souvent critiquer leurs actes et les désapprouver du haut de notre grandeur.

Nous savons que toutes nos libertés — et ce n'est pas encore grand chose ! — ont été conquises l'épée à la main. Et en disant cela, nous ne faisons que répéter ce que les écrivains bourgeois nous ont appris ; le révolté qui est vaincu est un scélérat, un crimi-

nel que l'on pendra, réussit-il au contraire, les rôles changent et le voilà proclamé un héros.

Le jugement de l'histoire ne repose point sur une base certaine étant écrite par des savants officiels ayant prostitué leur plume et vendu leurs jugements aux puissants qui gouvernent et régissent les universités !

Si les insurgés de la Commune avaient remporté la victoire sur leurs oppresseurs, ils auraient été déclarés les bienfaiteurs de l'humanité, ayant compris l'esprit des temps, et les vaincus auraient été des misérables. Maintenant hélas, que le succès fut à la réaction, ou oubliée même que c'est à la Commune qu'on doit la République. Les Floquet, les Jules Ferry, les Constans et autres, que seraient-ils sans la Commune qu'ils méprisent et dédaignent.

Les maîtres ont écrit l'histoire et c'est la raison pour laquelle les vaincus sont blâmés et les vainqueurs loués, mais demain quand les rôles seront changés on constatera le contraire. Nous ne souhaitons ni cet excès d'honneur ni cette indignité, mais avant tout la vérité et nous ne voulons pas d'une histoire qui n'est que la glorification du succès.

Il est curieux de constater que les révolutionnaires sont toujours formés à l'école de la bourgeoisie. Qui donc recommande, en cas de rébellion de laisser sauter les habitations pour opposer une résistance à l'armée dans sa marche ? c'est Naquet. Les dynamiteurs actuels sont les disciples directs de la bourgeoisie et le droit à la résistance est accepté et glorifié par les poètes et les écrivains de cette dernière.

On ne peut pas le montrer d'une façon plus logique et plus claire que ce professeur de droit disant : « le droit à la résistance n'est pas supprimé par les restrictions. » De ce qui précède il est donc bien évident qu'il est incompatible avec la nature des êtres raisonnables et moraux qu'un peuple soit condamné à toute souffrance sans qu'il lui soit permis de résister.

L'expérience des siècles, nous apprend cette vérité : on est révolutionnaire quand on a à conquérir ou à défendre ses droits, au contraire on est conservateur, réactionnaire du moment que l'on a quelque chose à conserver et c'est parce que le prolétariat se trouve dans le premier cas qu'il est naturellement révolutionnaire.

Nous n'avons pas la naïveté de croire que le changement que nous désirons comme notre droit peut s'effectuer sans une révolution violente et que le bulletin de vote peut remplacer le fusil et l'implacabilité du fait, les élections n'étant qu'un leurre dans les circonstances actuelles.

Cette pensée est d'ailleurs admirablement interprétée de la façon la plus complète et la plus logique par M. Georges Renard dans son roman récent. « La conversion d'André Saveray : point d'élection sincère, là où il y a côte à côte des millionnaires et des gueux. Suffrage universel et extrême inégalité des fortunes sont « deux choses inconciliables ; ceci tuera cela à moins que cela ne tue ceci. »

Celui qui dispose de la force crée le droit et c'est pourquoi en dehors de toute sentimentalité, il est vrai que la force prime le droit. Le devoir du prolétariat est de s'occuper d'abord d'entrer en pos-

session des instruments de travail, après cette conquête seulement il pourra parler de droit, de vertu et d'humanité, attendu que pour rester les maîtres, les hypocrites de l'époque prêchent l'amour dans le but de contenir les masses et sont au fond les ennemis les plus acharnés de la masse ouvrière.

Nous sommes les porteurs de la civilisation parce que notre but est de faire cesser cette guerre de tous contre tous, il faut mettre un terme à cette lutte odieuse, où chacun emploie ses efforts pour s'élever au dessus de son prochain et l'anéantir.

Les actions les plus sanglantes des révolutionnaires ne seront jamais qu'une pâle comparaison avec les actes de cruauté raffinée de cette bourgeoisie, qui n'a même pas le courage, comme les nobles de jadis de risquer sa vie ; lâches éhontés ils tuent avec les lettres de change, avec le haut pourcentage et massacrent dans la fabrique, les ateliers et les mines, toute une population industrielle, et malgré cette injustice sans nom, le prolétariat donne encore ses fils au service militaire en pâture aux canons et ses filles à la prostitution.

Privilege de naître à l'hospice et de mourir à l'hôpital ; privilège de travailler tant que ses forces le lui permettent, d'ans le but d'enrichir l'oisif. Privilège d'alimenter exclusivement la prostitution, l'armée, le bague. Privilège des boissons frelatées, la viande putréfiée et le pain à faux poids. Privilège de fournir à tous les agitateurs les cadavres qui serviront de marchepied à leur ambition.

Voilà les conquêtes du peuple !!

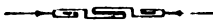
Eh bien il est temps de mettre un terme à toutes ces iniquités, il est temps qu'un changement s'accomplisse, sans quoi combien de générations encore crèveront de faim et languiront.

Restons fideles comme socialistes révolutionnaires non-seulement pour réclamer le droit et la résistance mais pour faire usage de ce dernier d'une manière décisive et triomphante.

Pénétrons-nous bien de cette idée que nos ennemis ne connaissent pas de clémence. On en a fait la triste expérience en 1848 et encore en 1871. Quand commencera la lutte sanglante sans trêve et sans merci notre devise sera « mourir ou vaincre ». Si tel est notre principe nous serons invincibles et nous nous battons avec le courage du désespoir, il n'y a pas de terme milieu, car la mort est préférable à une vie d'esclavage, de déshonneur et d'abus. De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace, et le triomphe nous appartient.

F. DOMELA NIEUWENHUIS.

La Haye — Août 1892.



PORTRAIT DE BLANQUI

Auguste Blanqui, petit, grêle, la tête rasée comme celle d'un moine, et digne du pinceau d'Holbein ou de Ribeira, — les yeux perdus dans de profondes orbites et dardant de fauves éclairs, — le visage revêtu d'une pâleur malade, — le corps ployé sous la double charge de la souffrance physique et de la torture morale, et aussi par l'effet d'une constitution rachitique, — Blanqui n'avait rien en lui, à proprement parler, qui dénotât l'homme des conspirations, ou trahit l'orateur de la borne ou des clubs. Mais c'était bien là le révolutionnaire de Saint-Just, *le révolutionnaire inflexible*, le véritable *tenacem propositi virum* d'Horace, l'homme qui avait tracé un but à sa vie et qui y marchait résolument en disant, dans le sanctuaire impénétrable de sa pensée : « A moins qu'un boulet de canon, qu'un coup de couteau ou une trahison ne m'arrêtent en chemin, je vivrai et j'arriverai ! » Et ils arrivent, en effet, quelque mystérieuse, quelque redoutable, quelque sanglante même que soit l'œuvre à laquelle ils vouent ainsi toutes les facultés de leur intelligence et de leur corps, sans préoccupation vaine, sans hésitation, sans peur.

Seulement, quand ils sont arrivés, quand ils tiennent la chose convoitée, quand ils touchent au but fixé, quand ils sont ce qu'ils voulaient être, — maréchaux, savants, dictateurs, millionnaires ou rois, — ils ne regardent point en arrière ; ils apercevraient trop de débris aimés, trop de chers délaissés sur la route parcourue ! S'ils regardaient, le vertige s'emparerait de leur esprit détendu, de leur cœur amolli par trop de dépenses de virilités, et ils retomberaient brisés dans l'abîme ! Le vulgaire qui les voit arrivés, ces hommes, et qui ne sait pas quel a été leur itinéraire et comment ils ont marché, et ce qu'ils ont renversé, et ce qu'ils ont foulé aux pieds, le vulgaire attribue le mérite de leur élévation à Dieu ou au hasard qui y ont pourtant été pour peu de chose. Il ne sait pas ce que ces hommes, qu'il faut admirer ou plaindre, ont épuisé de force, d'énergie et de *vrai vouloir* pour ne pas succomber vingt fois en chemin. Il ne sait pas combien de fois, après s'être relevés meurtris et ensanglantés, ils ont passé la main sur leur front en sueur où la nuit commençait à se faire et, près de détaillir, se sont écriés, avec le stoïcisme du soldat sur le champ de bataille, en présence de l'ennemi : Allons !

Au premier abord, Blanqui n'était pas sympathique, parce que la souffrance ne l'est pas toujours. Pour cela, il faut qu'elle ait de certaines formes et qu'elle soit marquée d'un certain cachet. On se sentait disposé à lui obéir, mais l'on n'était point subitement porté à l'aimer. Il n'attirait pas, il dominait. C'est le propre des fortes natures morales et des vigoureux tempéraments physiques. Blanqui remplaçait la virilité extérieure qui lui manquait par une virilité d'âme, toute puissante dans certaines occasions. J'ai dit que rien ne trahissait en lui le conspirateur ; j'aurais dû ajouter qu'il avait les

apparences du fanatisme, si je n'avais craint de l'injurier en lui supposant l'étoffe d'un fanatique. Jacques Clément était un esprit étroit ; Ravallac était un crétin. Le fanatisme ne peut germer et éclore que sous des fronts déprimés.

J'ai dit encore que rien, dans l'extérieur de Blanqui, ne dénotait l'orateur, et cependant sa puissance comme orateur était immense ; sa voix stridente, aiguë, sifflante, métallique et voilée cependant comme le bruit d'un tam-tam, communiquait la fièvre à ceux qui l'écoutaient.

Son éloquence, nourrie, — non pas aux sources les plus pures, mais aux sources les plus ardentes et les plus généreuses, — avait un caractère sauvage et des notes âpres, inharmonieuses, qui agaçaient les oreilles et tordaient le cœur comme l'eussent fait des tenailles. Elle était froide comme la lame d'une épée, incisive et dangereuse comme elle ; et cependant cette éloquence réchauffait les sombres enthousiasmes qui recueillaient avidement sa parole. Les Taborites et les Hussites l'eussent placé, dans leur adoration, au dessus de Jean Ziska et de Procope le Grand. Mais l'énergie de ses discours, la virulence de ses motions toujours frénétiquement applaudies, étaient secondées encore par une certaine habileté par une sorte de souplesse rusée qui témoignait que cet homme ne se laissait pas toujours emporter par son imagination et par la *furia* de son esprit, mais qu'au contraire il les maîtrisait l'une après l'autre, au souffle seul de sa volonté. Il se possédait complètement et ne livrait de sa personne et de ses émotions que ce qu'il voulait : rien de plus, rien de moins. La nature lui avait refusé la spontanéité, bien qu'elle lui eut accordé la fougue. Encore y avait-il dans cette fougue quelque chose qui sentait le travail. Ceci a les apparences d'un paradoxe, et c'est pour cela que c'est vrai. Blanqui faisait de l'enthousiasme à froid ; il ne disait que ce qu'il importait de dire pour produire son effet. Son esprit était une mathématique : il n'opérait que sur des nombres concrets, comme l'histoire, comme l'humanité du reste. C'est l'éloge de sa force que je fais là ; c'est le secret de sa puissance que je livre.

Je me résume : l'éloquence et le caractère de Blanqui, ce n'était pas du feu sous la cendre, c'était au contraire de la glace sous le feu.....

Je respecte infiniment Blanqui ; je fais mieux, je le comprends, et c'est parce que j'ai cru le comprendre, que j'ai tracé, — de cette façon un peu brutale, peut-être, son portrait, — du moins son profil. Car il est malaisé de saisir tous les aspects d'un caractère, tous les côtés d'une physionomie, toutes les faces d'un talent. J'ai pris les côtés, les faces, le reflet que j'ai vus, et je les ai donnés, faute de pouvoir saisir l'ensemble. J'ai pu être sévère, je ne crois pas avoir été injuste. J'honore autant que personne l'honorabilité de la vie tourmentée de Blanqui. Comme Mazzeppa, enchaîné sur un coursier fougueux, il a été emporté dans une course ardente, effrénée, à travers la vie et il a laissé, comme lui, de ses membres et de sa chair aux haies des sentiers parcourus. Je rends hommage à la loyauté de ses intentions et surtout à l'aus-

térité de ses principes. Il a tou' supporté avec stoïcisme : prison, misère, chagrins, souffrances ce que nous avons tous, plus ou moins supporté, avec plus ou moins de courage. Les luttés de la vie l'ont cruellement éprouvé !

Je m'incline devant le malheur et je passe.

ALFRED DELVAU

(H^{re} de la Révolution de Février)



PROVERBES ROUMAINS ⁽¹⁾

Ne te fais pas mouton pour ne pas être mangé par les loups.

*
* *

Tu ne peux pas enfoncer un clou dans le mur avec une éponge.

*
* *

A un arbre sans fruit personne ne jette de pierres.

*
* *

Celui qui tombe dans la rivière ne craint plus la pluie.

*
* *

La caresse du pauvre c'est la mort.

*
* *

Quand tu passes par le pays des aveugles fais le borgne.



LA MÉTHODE DE KARL MARX

Celui qui aborderait l'étude de Karl Marx, après la lecture de Sismondi, saisirait bien vite les caractères fondamentaux et la méthode du célèbre ouvrage sur le *Capital*, qui se dresse comme l'acte d'accusation de l'Etat social moderne.

(1) Ces proverbes d'une concision et d'une profondeur remarquables, ont été cueillis par le citoyen Argyriadès sur la bouche des paysans du Danube.

Cette méthode est la méthode historique : bien qu'il se rattache à Ricardo par la théorie de la valeur, Marx se distingue radicalement de Ricardo, de Malthus et de Smith, par le caractère historique des causes et des lois qu'il met en opération. Pour lui, la Société, dans chacune des phases de son développement, est soumise à des lois particulières à cette phase. Ce qui forme l'objet de son étude, ce n'est pas l'ordre naturel des sociétés humaines, de Smith ou des Physiocrates, non plus que la loi de productivité du sol, ou l'action du principe de la population, s'étendant avec Ricardo et Malthus à l'évolution tout entière de l'Humanité ; c'est la phase de l'histoire caractérisée par la dissociation du capital, de la propriété et du travail, sous le régime de la propriété individuelle et du laisser faire : c'est la phase capitaliste. Marx étudie l'évolution que la Société accomplit dans cette phase, sous l'empire de l'intérêt individuel, comment cet organisme capitaliste se constitue, se développe, tend à se décomposer finalement et à disparaître, pour faire place à une forme sociale nouvelle et supérieure, dont il aura lui-même développé les éléments dans son sein. L'opération du sentiment intéressé dans cet état social se traduit par la tendance capitaliste à s'approprier, sous des formes multiples, cet excédant de valeur que la force de travail ajoute dans le produit à sa valeur propre, et que Marx appelle *plus value*.

Le génie de Marx est à ce point porté à substituer des causes *historiques* c'est-à-dire dérivant de la volonté humaine, aux causes *physico-biologiques* dans l'explication des faits que la rente foncière elle-même, qui dérive pour Ricardo des lois naturelles qui régissent la productivité du sol, est, chez Marx, un élément de la plus-value de la force de travail elle-même. La loi qui régit les profits, chez Ricardo, et leur tendance historique à décroître n'est encore qu'un rayonnement de la loi physique de productivité décroissante du sol ; la loi qui régit l'accroissement absolu et relatif de la part du capital dérive, chez Marx, de causes *morales, historiques*. Le retour périodique des crises économiques s'explique, chez lui, par l'évolution même du capital et la conversion successive du capital circulant en capital fixe. A chacune des phases de ce cycle redoutable, une partie de la population ouvrière est rejetée dans cette population flottante, que traîne derrière elle la civilisation moderne, et à laquelle Marx a donné le nom d'armée de réserve de la misère. C'est là qu'il opposera encore une théorie purement historique de l'excès de population, à la théorie biológico-physique de Malthus.

L'organisme économique capitaliste évoluera ainsi selon les lois historiques qui lui sont propres ; la concentration successive que la concurrence déterminera dans les capitaux, par la ruine ou la résorption des entreprises les plus faibles, s'accompagnera d'une combinaison de plus en plus parfaite des forces du travail, et une application de plus en plus parfaite des moyens de production. Ce sont ces forces associées, combinées par le

capital lui-même, en vue de la production, qui, sous la pression de la misère, prendront possession d'elles-mêmes et quand le processus de concentration capitaliste sera arrivé à son apogée, brisant à leur tour cette structure historique vieillie, substitueront un organisme nouveau à l'organisme capitaliste. Aux formes historiques des *Sentiments moraux* et du *Droit*, qui lui sont propres, succéderont des conditions nouvelles de la *Psychologie* et du *Droit Économique*.

La conception de Marx appartient, elle aussi, à la Sociologie dynamique, car elle embrasse, dans une étude d'ensemble, le mouvement corrélatif du Droit et de la richesse même. Ce sera toujours l'un des traits essentiels du socialisme de faire, des transformations du Droit, le caractère même de l'évolution historique.

Ce qui reste de saisissant à noter pour le présent, au point de vue général de la méthode, c'est que dans le mouvement de l'histoire, les institutions se succèdent, mais par des mouvements brusques, généraux, rapides, après une gestation plus ou moins longue, qui semble comme fatale et soustraite à toute modification rationnelle. C'est à nos yeux l'une des traces profondes de l'idéalisme qui subsiste, et la Doctrine rappelle involontairement la théorie des soulèvements brusques d'Elie de Beaumont, dans l'histoire du relief de la terre : l'effort des écoles intermédiaires qui restent à définir sera précisément d'y substituer, comme le fit Lyell, la théorie d'une évolution graduelle. Elles seront au plus haut degré *évolutionnistes*.

HECTOR DENIS.

FAIT DIVERS

Le fait divers suivant est tiré du Journal « *Le Temps* » du 12 juillet 1892 :

« Une association d'une quinzaine d'individus avait installé, près des fortifications, non loin de la porte de la Villette, un jeu de massacre d'un genre nouveau. Ces individus racolaient des malheureux de toute espèce qu'ils nourrissaient et auxquels ils payaient à boire à condition qu'ils consentissent à servir de « têtes de Turc » à leurs clients. Moyennant 10 centimes, ces clients pouvaient frapper d'un coup de poing soit dans la figure, soit dans le corps le patient qui se tenait devant eux et n'avait pas le droit de rendre les coups qu'il recevait.

« Plusieurs de ces malheureux ayant été envoyés à l'hôpital Bichat et à l'hôpital Lariboisière, la préfecture de police s'en émut et fit exercer une surveillance. Hier soir, plusieurs des individus qui se livraient à cette inhumaine industrie ont été arrêtés. »

Quelle misère ! .. Et surtout, quelle gueuse de société que celle qui réduit ses membres à une extrémité aussi navrante.

Certes, on ne peut imaginer une dégradation morale plus grande, une déchéance plus complète de l'homme !

Or qui en est la cause si ce n'est notre régime économique tant vanté par M. Leroy-Beaulieu ?

Est-ce donc cette supériorité-à qu'il craint de voir disparaître dans la nouvelle société que nous préconisons ? Vil sophiste !

Il faut prendre par la langue ou bien cuire à petit feu tous ceux qui poussent l'infamie jusqu'à vanter la liberté et le bien-être matériel de la Société actuelle. Je ne suis pas féroce, mais je crois que je me réjouirais à un tel spectacle.

LA SEMAINE SANGLANTE

Qui décriera jamais cette effroyable orgie
Où, durant huit longs jours, par le sang du Français
La main du Français fut rougie !
D'un peuple assassiné la terrible agonie ;
Des soldats assassins les sauvages excès !

Ah ! ton sombre génie, o Dante !
Qui des damnés se plut à peindre les tourments,
Resterait muet d'épouvante
Devant ces longs égorgements !

Ah ! quand le souvenir retrace
Ce martyr d'un peuple au si sublime cœur,
Qu'un monstre aux entrailles de glace
Immola froidement à sa lâche fureur,
Un nuage d'horreur
Sur la paupière passe,
Et l'on entend des voix s'écrier dans l'espace :
« Oh ! malédiction sur Thiers, le massacreur !

O vous tous, bourreaux infâmes,
Eventreurs d'enfants, de femmes,
Opprobre du genre humain !
Vous dont le nom fait soudain
A tout homme monter des rougeurs à la joue,
L'Histoire, à votre aspect, recule en frémissant,
Car vous avez au front un noir caillot de sang
Entouré d'un cercle de boue !

Mais, cependant, vils répresseurs,
Tourbe d'avocats, de sabreurs,
Mais, cependant, n'allez pas croire
Que vos forfaits ayant trop écœuré l'Histoire,
Elle va, répugnée à ces noires hideurs,
Dans sa fange laisser dormir votre mémoire.

Non, domptant son dégoût, comprimant ses douleurs,
Tandis qu'elle mettra, les yeux voilés de pleurs,
L'auréole de gloire au front de vos victimes,
Étalant au grand jour vos crimes,
Elle fera tomber, juste punition,
Sur vos noms couverts de souillures,
Des générations futures,
L'éternelle exécution !



ÉPISODE DE LA SEMAINE SANGLANTE.

Ah ! si, tels que les blés ondoyants dans la plaine
Par les moissonneurs sont fauchés,
Trente mille vaincus furent — moisson humaine
Qu'exigea ta féroce haine —
Par le plomb versaillais dans le néant couchés,
O Bourgeois apeuré ! qu'importe ? ..
Vois, sous ces flots de sang répandus par ta main,
Comme sous l'eau du ciel une fleur croît plus forte,
La révolution, que tu croyais bien morte.
Germe et grandit sur ton chemin.

Elle germe et grandit plus belle et plus puissante !
Elle se dresse menaçante,
Et devant elle, désormais,
Tu trembles comme tu tremblais
Avant la semaine sanglante !

Oh ! oui, tremblez, bourgeois replets
Au cœur de roche !
Tremblez soudards abjects, garsins et galliflets :
L'heure d'expier vos forfaits
Est proche !

Mais vous, fils des vaincus sous les balles tombés,
Parias, cœurs meurtris, vous qui marchez courbés
Sous le poids trop pesant de toutes vos misères,
Tressaillez, tressaillez, ô sombres prolétaires !
Car à l'horizon noir de ce monde bourgeois
Fait de deuils, de douleurs, de crimes et d'effrois,
On voit poindre une lueur blanche :
Le *Dix-Huit Mars* de la revanche !

DECKHERR



ADMINISTRATION MATERNELLE

J'ai sous les yeux un article de journal avec ce titre « Mort de faim ! » C'est l'histoire d'un malheureux sans travail. Depuis longtemps, il cherchait de l'ouvrage, mais les portes se sont fermées, les derniers sous ont disparu, les dernières forces se sont épuisées. Des voisins, quoique très pauvres eux-mêmes, ont bien donné quelques aliments, mais à peine de quoi soutenir les deux enfants : les parents n'ont pas voulu y toucher.

Et le journal de s'écrier : Est-ce possible ? à la fin du dix-neuvième siècle ? à deux pas de Paris, à Corbeil ?

Ce doit être une invention de quelque feuille socialiste. Est-ce qu'on meurt encore de faim aujourd'hui ?

On en meurt tous les jours. Et pas des feignants ni des faibles, mais des robustes, des lutteurs.

Vous n'avez pas oublié la fin navrante de ce jeune sculpteur trouvé mort dans sa mansarde, Claudius Peyre était un fort. On ne quitte pas le sol natal, sans ressource, sans protection, pour courir après l'idéal, si l'on n'emporte, à défaut d'argent, une provision copieuse de fermeté et d'énergie. On ne se soumet pas longtemps à cette vie de pauvre, soutenue d'un peu de lard, de pommes de terre, envoyés du pays ; on ne lutte pas sans se plaindre, contre l'appétit féroce d'un estomac jeune ; on ne se résigne pas, sans révolte ou sans défaillance, à l'agonie lente et terrible de la faim, si on n'est d'une trempe particulièrement puissante.

Il a succombé, ce brave jeune homme, avec son âme artiste et son cœur vaillant, sous le fardeau trop lourd, impuissant, malgré des efforts désespérés, à secouer ce joug de détresse implacable que l'égoïsme social jette au cou de tout malheureux égaré et seul dans la grande ville.

Il aurait pu, dira-t-on, apporter dans la lutte une fierté moindre risquer un humble appel à l'administration bienfaisante mais c'est au dernier moment que la dignité humaine peut descendre à cette mendicité. Alors il est trop tard. Il faut une enquête de quarante-huit heures. La faim n'attend pas. Il est du reste d'autres victimes à qui on ne peut reprocher cet excès d'orgueil. Leur sort en vaut-il mieux ?

Voici un exemple récent qui a passé inaperçu au milieu des faits divers d'un journal de province. Une jeune fille de 22 ans met au monde un enfant, à la maternité de Roubaix. Huit jours après elle quitte l'établissement et se rend chez ses parents qui refusent de la recevoir. Elle va ensuite implorer la pitié de ses amis, partout on la repousse, elle et son enfant.

L'infortuné n'a pas un sou vaillant, pas un morceau de pain, impossible de trouver du travail. C'est la misère noire. L'enfant s'étiole, dépérit à vue d'œil, que faire ? Porter le petit au bureau de bienfaisance de Roubaix ? on n'accepte pas les filles-mères.

La pauvre femme se décide à mendier, un agent l'arrête en flagrant délit ; elle est conduite en prison. Quand on veut prendre l'enfant qui est dans ses bras pour lui donner à manger, il était mort.

A quoi bon raconter cette histoire ? Est-ce qu'on n'y est pas habitué ? Ça court des rues.

Aussi n'en aurais-je point parlé, si je ne m'étais souvenu à ce moment même d'un autre fait tout différent qui offre avec le précédent un contraste curieux.

L'administration de la ville de Paris, l'assistance publique en particulier occupent, vous le savez, des légions d'employés dont l'unique souci est supposé être, la sécurité des habitants. D'où vient-il qu'à l'abri de cette vigilance, il y ait dans notre capitale tant de gens écrasés par la misère de même que par les roues des voitures ?

M. le Préfet de la Seine a publié au cours de l'été une circulaire, rappelant qu'il est interdit aux employés de tous grades d'occuper des situations, rétribuées ou non, les occupant hors du bureau, pendant les heures réglementaires de présence. »

Quelles peuvent bien être ces occupations si impérieuses qui retiennent les employés de la ville loin de leurs bureaux ? Est-ce la recherche des infortunes à soulager, les secours à porter aux indigents ; sans doute on les rencontrerait au chevet de quelque malade, dans la mansarde de quelque infirme, donnant leurs soins à une femme en couche ou le biberon à un nouveau-né.

Dans ce cas M. Poubelle aurait bien tort de ne pas fermer les yeux sur des absences aussi profitables au bien public. Mais non il s'agit de toute autre affaire. M. le Préfet nous explique que ses employés sont retenus *sur les champs de course*, occupés au pari mutuel.

C'est un scandale ? — Il me semble.

Du moins, c'est une exception ? — Pas le moins du monde. Le nombre des délinquants est fort grand au contraire.

M. Poubelle l'ignorait jusqu'à ce jour ? — Détrompez-vous, M. le Préfet le savait depuis longtemps. A plusieurs reprises, le conseil municipal avait signalé le fait et insisté pour qu'on y mit fin.

L'excuse, c'est qu'ils ne reçoivent pas d'appointements ? — Ils en reçoivent, ne vous en déplaie ; et souvent de forts cosus, qui pourraient empêcher plusieurs familles de mourir de faim. Ils touchent leurs mensualités jusqu'au dernier centime. Le seul jour du mois où on voit ces messieurs paraître au bureau, c'est même celui de la distribution.

Alors, nous sommes volés ? — Comme dans un bois.

On poursuivra ces malfaiteurs en cour d'assises ? Naïveté ! on leur donnera de l'avancement, voire même la croix. Plus tard ces zélés travailleurs se retireront dans une aisance dorée, avec une pension et de meilleures économies, sans parler de la considération qui s'attache à une existence passée au service de l'administration publique.

Et pendant ce temps, de braves jeunes gens qui se sacrifient pour l'art, pour l'humanité, de bonnes filles coupables seulement de produire des enfants pour leur pays qui se plaint d'en manquer, de pauvres petits qui ne demandent qu'à grandir pour servir, un jour, utilement la société, des ouvriers dont toute l'ambition est de trouver un labeur exténuant pour nourrir la nichée, des vieillards qui tombent sous le poids de l'âge et de l'épuisement, des estropiés qui ont perdu un membre sur le champ de bataille de l'usine : tout cela meurt, fauché par la misère, tournant en vain un regard suppliant vers la République qui avait promis de les sauver.

Que voulez-vous ? Il faut tant d'argent pour les fainéants, qu'il n'en reste plus pour les malheureux !

Mais tout cela changera ? Voilà déjà M. Poubelle qui donne un bel exemple. Au lieu de passer la journée aux courses, ses

employés devront la passer cloués sur leurs ronds de cuir. Enfin on va s'occuper du pauvre monde ?

Hélas ! je crains que les affaires ne fassent qu'empirer. Dans l'administration, le plus grand mal n'est pas qu'on y travaille peu, mais qu'on y travaille en dépit du bon sens.

Du plus petit jusqu'au plus grand, l'administrateur n'a qu'un but : se tailler des avantages personnels aux dépens de l'administré. Alors on devine le gâchis qui en résulte. Le bon de bienfaisance, au lieu de passer sous la forme d'une miche de pain dans l'estomac du meurt-de-faim disparaît dans la profondeur du distributeur ; Le produit des loteries destiné au soulagement des victimes de catastrophe se transforme en titres de rente au profit de fonctionnaires respectés et des maîtresses qu'il entretiennent.

Tandis que celui-ci exploite la misère publique, celui là profite de la liberté des citoyens pour s'en faire une prime ; un autre met en coupe réglée les fournitures, les places, les décorations. Il y en a qui se contentent de vendre des bureaux de tabac ; il y en a qui n'hésitent pas à livrer les secrets de l'État.

Dans le domaine des travaux publics, il se passe des choses particulièrement édifiantes. L'architecte officiel n'est-il pas devenu proverbial ? Ne semble-t-il pas que le souci des bénéfices personnel à réaliser lui fait perdre complètement de vue l'utilité générale. C'est ainsi que des sommes fabuleuses s'emplissent dans des constructions dérisoires, qu'on bâtit, par exemple, des écoles avec des salles immenses qui restent sans usage parce qu'il coûterait trop cher de les chauffer, avec des bibliothèques qui restent vides parce que, garnies de livres, les planchers ne pourraient les supporter.

On se joue de la santé du contribuable tout autant que de son argent. Chaque jour vous en avez des exemples sous la main. Tous les ans, ne profite-t-on pas des chaleurs de la canicule pour offrir aux Parisiens assoiffés une eau putride (vingt-cinq centilitres de pipi par litre,) Cet été, en présence d'une température exceptionnelle qu'a-t-on imaginé ? Pour mieux assurer l'empoisonnement de la population et la mieux préparer à une épidémie menaçante, on s'est mis à éventrer toutes les rues, sans rime ni raison.

Dans ce gâchis et ce dévergondage d'ozoïste anarchie, qui peuvent signifier la mort d'un étudiant, ou la détresse d'une fille-mère, ou le suicide d'une mère et de cinq enfants ? C'est par milliers que succombent, par la faute de l'administration les malheureux — enfants ou hommes faits — infectés par la bacille du typhus ou du choléra infantil.

Il y aurait bien un remède, ce serait non pas de ramener les employés infidèles à leur rond de cuir, mais de supprimer ceux-là et de changer tous les autres ; ce serait surtout de moraliser le fonctionnaire et la fonction en leur donnant la responsabilité et le contrôle qui ont leur source dans une large décentralisation politique et administrative en changeant enfin le milieu social, foyer de toute anarchie et origine de toute corruption.

JACLARD.

RÉPUBLICAINS, SOCIALISTES

et Libres-Penseurs

Je ne peux pas admettre un républicain, qui ne soit, en même temps, fédéraliste, socialiste et libre-penseur. La vraie démocratie c'est l'abolition de toute tutelle et de tout patronat. L'individu multiplie ses forces par l'association. Les peuples les multiplient par la fédération. La fédération, c'est l'association prolongée. Au moment où on arriverait à établir, en Europe, la fédération des peuples latins, la paix serait assurée et le droit garanti.

En ma qualité de républicain portugais, je travaille pour la fédération ibérique. L'homme ne peut pas détruire ce que la nature a fait. Les deux pays — l'Espagne et le Portugal — ont plus d'un point d'affinité. D'abord c'est la tradition historique qui rapproche les deux peuples. Mais en dehors de cela il y a la race, et les conditions ethnologiques et ethnographiques. Une fois proclamée la fédération ibérique, la fédération latine s'imposerait. Et de la fédération de race on arriverait facilement à la fédération humaine, c'est-à-dire aux Etats-Unis d'Europe, le beau rêve de Victor Hugo et de tous les grands penseurs contemporains.

Du fédéralisme au socialisme c'est un pas. Révolution cela veut dire transformation. Pour transformer un pays, il faut transformer non-seulement ses conditions politiques, mais aussi ses conditions économiques et financières. Je ne discute pas si la révolution politique doit précéder la révolution sociale, ou si la révolution sociale doit précéder la révolution politique. Je laisse cela aux philosophes. Mon œuvre est une œuvre de propagande, de vulgarisation. Révolution politique et révolution sociale doivent marcher parallèlement.

Plus de patrons ! — voilà la devise du XIX^e siècle, *plus de patrons !* c'est-à-dire — abolition complète de la tutelle politique, de la tutelle économique ou financière et de la tutelle religieuse ! *Plus de patrons !* c'est-à-dire — l'homme dans la possession de sa destinée ! *Plus de patrons !* c'est-à-dire — les peuples libres et émancipés, se gouvernant eux-mêmes et par eux-mêmes.

Lisbonne

MAGALHAES LIMA.

LES DROITS DE L'HOMME

Le grave et docte *Temps* faisait dernièrement des vœux ardents pour que toutes les communes socialistes suivent l'exemple donné par le conseil municipal de Roubaix, lequel a voté l'affichage dans toutes les écoles de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen. Et le docte *Temps* se gaudissait pédantesquement de cette décision ; son ironie consistait à craindre la non-réalisation de cet affichage, « si les conseillers éprouvaient la tentation de lire la Déclaration de 89 ».

Laissons de côté cette sotte malice du *Temps*, car pour être moins instruits que les rédacteurs du *Temps*, les ouvriers de la municipalité de Roubaix n'en ont que plus de bon sens natif. Voilà pourquoi ils ont lu dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ce que les yeux à lunettes du magister bourgeois n'ont pu y découvrir.

Pour nous, qui considérons le socialisme comme l'aboutissant synthétique de toutes les activités progressives de l'humanité, qui croyons fermement que le droit évolue en même temps que l'idée de solidarité est de mieux en mieux comprise, nous comprenons parfaitement que le rétrograde *Temps* n'ait pas compris l'esprit social de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen ; et nous avouons que le sens parfois équivoque de ses affirmations laisse au lecteur une certaine liberté d'interprétation. Evidemment, un économiste libertaire bourgeois ne lit pas avec le même esprit qu'un homme simplement imprégné des sentiments du solidarisme social.

Ce n'est pas la faute des Socialistes si la Révolution française a été déviée de son cours par les intérêts coalisés de la Bourgeoisie, si la critique socialiste des principes de 89 et de 93 n'a pu se faire jour, si le sens de notre grande Révolution a été constamment faussé par les étroitesse de jugement du doctrinarisme économique et de l'opportunisme politique.

On ne saurait trop le répéter : la défense du territoire et le goût des conquêtes qui est résulté des guerres d'abord purement défensives de la Révolution, les trahisons des uns, les manœuvres des autres ont toujours voilé et obscurci les rares notes sociales que, trop pressés par les événements, les révolutionnaires n'ont pas eu le temps de développer et qui restent encore livrées à nos méditations. Elles attendent un commentateur conscient et qui saurait en tirer la substance d'un vivifiant code de la Révolution.

La République n'a pas encore brisé le noyau scolastique qui enveloppe la doctrine de la Révolution, n'en a pas encore tiré le fruit de vie. — Cependant Michelet avec sa grande divination de poète historien, a pressenti ça et là les conclusions qu'un éducateur socialiste tirerait des conséquences des principes révolutionnaires. Citons seulement un passage :

L'on pourrait « montrer que sa négation d'une religion arbi-

traire de faveur pour les élus, contient l'affirmation de la religion de justice égale pour tous ; montrer que la négation de la propriété privilégiée contient l'affirmation de la propriété non privilégiée étendue à tous. »

Le *Temps* accusera-t-il Michelet de ne pas connaître l'histoire de la Révolution française ? Accusera-t-il aussi d'ignorance un ancien ami de MM. Hébrard et Jules Ferry, le savant commentateur précisément de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, le grand jurisconsulte Emile Accolas qui, sans être venu jusqu'au collectivisme, n'en a pas moins sans cesse recherché la conciliation de l'individualisme et du solidarisme, de la liberté de la justice, et écrit des phrases comme celles-ci :

« Il faut admirer ce caractère exceptionnel, merveilleux que « présente le Droit de la Révolution. Pour la première fois le « législateur n'eut d'autre pensée que de trouver la formule « du juste..... »

« Le dix-huitième siècle et la Révolution française ouvrent « en tout l'ère du Droit; les peuples, comme les individus, « sont libres, égaux et frères..... »

« Quant à nous, hommes de ce siècle qui en sommes « encore à hésiter entre la force antique et l'Idée du Droit, « nous n'avons point encore su restituer à la propriété sa vraie « source, qui est le travail, et nous acceptons le salariat, ce « mêlé de l'esclavage et de la liberté, ce vieux débris de la subal- « ternisation de l'homme à l'homme !

« Or, nous avons beau inscrire sur nos murs la liberté et « l'égalité, nous ne les réaliserons ni l'une ni l'autre dans la « cité, tant que nous n'y aurons pas réalisé le droit pour tous « à la propriété. »

Mais suivons le conseil de l'imprudent rédacteur du *Temps*. Relisons un peu la fameuse déclaration des Droits de l'homme, et voyons si le conseil municipal de Roubaix n'avait pas raison d'espérer y trouver une partie de l'Evangile social « qu'il s'agit d'inculquer aux jeunes générations, afin d'en faire plus tard des citoyens dévoués aux théories du collectivisme et de l'Etat-Providence. »

Nous acceptons même le mot « Providence », la Providence, si tant est qu'elle existe, devant évidemment être synonyme de Justice.

Pour ne pas surcharger cet article, nous laissons de côté, n'est-ce pas, le passage ayant trait à l'impôt « la contribution commune doit être également répartie entre tous les citoyens, en raison de leurs facultés », et les articles concernant la souveraineté du peuple, l'électivité des charges, l'inviolabilité de la personne humaine, la moindre répression pénale possible, la responsabilité des agents de l'autorité, la tolérance religieuse et politique, la liberté de la presse et de la parole, etc..... Ces articles, essentiels aussi et très mal appliqués en pratique, ne souffrent en théorie aucune contradiction sérieuse possible,

Article premier : « Les hommes naissent et demeurent libres

et égaux en droit ». Or, l'usage des droits n'est praticable au citoyen que sous la condition d'un rang social. N'est pas libre celui dont l'existence dépend d'autrui. Et c'est le cas de tous les salariés, — que voulez-vous que fasse de cette hypothétique liberté le famélique dont la machine vivante va s'éteindre faute de combustible ? Il n'aura rien de plus pressé que d'aller la vendre pour la maigre pitance. Ce n'est plus Esau vendant son droit d'aînesse pour un plat de lentilles, c'est l'homme vendant son incontestable droit à la liberté ! — Donc, disparition du prolétariat et du paupérisme. Ni esclavage légal, ni esclavage économique ; abolition du salariat. Les hommes naissent et doivent demeurer libres et égaux en droits. Par conséquent, il faut concevoir et agencer de vitales institutions économiques, dont le fonctionnement fasse des égaux en fait.

Par suite, une société qui, comme celle d'aujourd'hui ne traite pas chacun selon son droit, prend les hommes égaux et travaille délibérément à les faire inégaux, est une société vouée à l'exécration, — parce que (art. 2) « le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression. »

La liberté, soit ; mais la liberté politique et la liberté économique, l'une soutenant l'autre. Sans indépendance économique, pas de liberté véritable. Aujourd'hui sont seuls libres les manieurs d'argent. Et cependant « la liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui ; aussi l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits.... »

La propriété ! Mais pour que tous soient propriétaires, pour universaliser la propriété et par là même la liberté et l'égalité, quel autre moyen sinon le collectivisme où tout sera à tous sans privilège pour personne ?

La sûreté ! Où est-elle dans notre monstrueux milieu économique où l'ouvrier est sans cesse menacé par la diminution des salaires, le chômage, etc..... où personne, pas même les rentiers, n'est assuré du lendemain.

La résistance à l'oppression ! Même légale et pacifique, notre code césarien ne la reconnaît pas. Songez par exemple aux mille tracasseries dont sont victimes les partis socialistes et ouvriers, et les groupements corporatifs des syndicats, etc.. Nous n'en finirions pas, si nous poursuivions l'examen de toutes les antinomies existant entre le Droit proclamé par la Révolution et le fait réalisé par la bourgeoisie accapareuse et voleuse ; celle-ci a machiavéliquement détourné à son unique profit les bienfaits promis par la Révolution du siècle dernier, et elle continue à soigneusement entretenir une fausse interprétation de ses doctrines et de ses principes.

Au surplus, notre but, en cette note, n'était pas de faire la critique de notre pauvre République, mais de démontrer tout uniment que, contrairement aux assertions du *Temps*, les

socialistes pouvaient se réclamer de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et l'afficher dans les écoles, dans l'espérance que l'on en tirerait des conclusions du genre de celles-ci : La société doit garantir à chacun de ses membres le droit à l'éducation intégrale, — place pour chacun dans l'atelier du travail national, — participation, selon l'équité aux bénéfices matériels et moraux de l'association, et, comme suprême conséquence, l'égalité, non plus nominale mais effective des associés, assurant à chacun sa dignité d'homme et de citoyen, puis enfin, grâce à ce ferment de justice jeté au sein de l'humanité, la création de races nobles et fières d'hommes libres.

Prises en un certain sens, la liberté et la propriété sont des droits, mais des droits dont il ne faut pas intervertir les rôles et qu'il importe de maintenir à leur place. Le droit de propriété n'a rien que de subalterne ; il faut qu'au nom de l'humanité il fléchisse de manière à s'adapter à l'exercice des droits supérieurs. « Nul ne peut être privé de la propriété, si ce n'est lorsque la nécessité publique l'exige », dit encore un extrait de cette Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, décidément fort mal comprise par le *Temps*.

Consacrer au profit de l'État le Droit d'expropriation, c'est encore par une voie détournée, revenir au point de vue socialiste, et accorder, en principe, que la société est autorisée par un droit naturel qui domine tous les autres, à se refondre de fond en comble, pour mettre enfin en pratique la solidarité sociale et le droit à la liberté ; pour accomplir les promesses de la trinité du verbe révolutionnaire : Liberté, Égalité, Fraternité ; pour effectuer enfin l'avènement de l'exacte justice et de la paix.

ADRIEN VEBER.

FILLES DU PEUPLE

On s'occupe beaucoup, et même beaucoup trop, de celles qui deviennent de belles petites : on ne pense pas assez à celles qui restent de braves filles. Tout pour les entreteneuses d'Alphonse ; rien pour les sœurs de Gravoche ! Et pourtant, il y en a, de ces héroïques gamines, dont la vie et la vertu obscures seraient belles à raconter.

Tant pis ! je ne suivrai point la mode, et je veux raconter une histoire de dévouement inconnu et de devoir accompli, dussé-je me faire traiter de « vieille perruque » ce qui est dur à mon âge et avec les cheveux que j'ai.

En ce temps-là, je vendais, pour vivre, du grec et du latin, une triste marchandise qui ne se paye pas cher et qui nourrit

mal son homme. Pour comble de malheur, c'était en décembre, et je n'avais guère le feu sacré du professorat. Donc, un dur hiver, un pénible moment, je vous assure.

Dès sept heures du matin, je trottais par les rues, les yeux encore bouffis de sommeil et picotés en même temps par l'aigre bise, les oreilles pincées par le froid, le nez pleurant de gel et les doigts gourds et roides d'onglée. Heureusement j'étais toujours obligé de courir pour ne pas arriver en retard, et la course me réchauffait malgré moi. Tout de même j'aurais préféré souvent être un tantinet en avance, afin de ne pas grimper comme ça la rue des Martyrs au pas gymnastique. En voilà une montée qui fait souffler ! Ah ! je peux dire que je prenais mon pain d'assaut.

Tout en montant, d'ailleurs, je reluquais à droite et à gauche, en vrai Parisien qui n'a jamais le regard au repos, un chien qui flaire sans s'arrêter. Pour voir quoi, pour trouver quoi ? on ne sait pas ; mais on espère quand même, en quête du hasard.

A cette heure indue, il n'y avait pas encore grand monde au long des trottoirs. Les ouvrières qui descendent à Paris par ce chemin-là, ne passent guère que sur le tournant de sept heures et demie. Pourtant, j'en rencontrais deux tous les jours. Quoi-que plus matineuses que les autres, il faut croire qu'elles non plus n'étaient jamais en avance ; car elles se dépêchaient joliment, les pauvres petites. Je les apercevais de loin, dégringolant par la chaussée pour aller plus vite, et nous nous croisions comme deux trains qui ont à peine le temps de se voir.

Malgré la rapidité de la rencontre je finis néanmoins par les bien connaître, et j'ai encore leur physionomie exacte dans la mémoire.

L'ainée, qui avait de dix-huit à vingt ans, n'était pas belle, fichtre ! Un vrai laideron ; des yeux en points de dé, une bouche à se mordre les oreilles, un de ces nez dans lesquels on dit qu'il pleut, le teint d'une moricaude, des cheveux rares et d'un noir roussi, une gorge de raie et le dos bombé comme un couvercle de cercueil.

Mais l'autre, la plus jeune, était-elle mignonne ! Des frisettes dorées floconnaient jusque dans ses yeux de pervenche, quand elle baissait son petit nez rose pour fendre le vent. Et sa poitrine ! Deux pêches, pas plus grosses que ça, mais qui n'avaient pas besoin de corset pour se tenir toutes droites.

Comme elle portait une robe légère malgré décembre, on voyait sous son fichu pointer les *tétons* de *Vénus* que le froid raidissait. Et pas de flic-flac, je vous prie de le croire, bien qu'elle courût. Non, c'était planté solidement, allez !

A dire la vérité tout entière, elle avait deux défauts, la fillette. Il ne faut pas non plus se laisser emballer et la

prendre pour une perfection. Soyons justes, mais sévères !

D'abord, elle avait des taches de rousseur. Oui, même en cette saison où cela se passe d'ordinaire ! Je suis forcé de l'avouer, elle en avait. Mais si fines, si fines ! Était-ce bien un défaut ? Moi je ne trouve pas. On aurait dit du son très menu sur de la crème.

Le vrai défaut, le malheur, c'est qu'elle boitait. Oh ! il n'y a pas à dire qu'elle boitillait. Une de ses jambes était réellement beaucoup plus courte que l'autre. En marchant, l'effet devait être vilain, pour sûr. Mais je ne l'avais jamais vue marcher. Et puis, qui sait ? La mâtine était si gracieuse, qu'elle savait rendre aimable même son infirmité. Je n'exagère pas. Elle escamotait, d'une façon si gentille, le déhanchement par de petits sauts ! C'est sans doute pour cela qu'elle courait toujours. Cela lui donnait l'air d'une alouette blessée.

Plus d'une fois, j'avais eu envie de l'arrêter, de lui parler. Je ne sais pas trop ce que je lui aurais dit, d'ailleurs. En toute sincérité, je ne songeais pas le moins du monde à la bagatelle. C'était trop frais, trop enfant, pour qu'on pût penser à mal. Non, j'aurais aimé à savoir ce qu'elle faisait, où elle allait, sa vie, ses habitudes, ses goûts, son être enfin. Je m'imaginais quelque chose comme les ravissantes créatures de Dickens, si poétiques dans leur navrante misère. Je bâtissais là-dessus toutes sortes de romans, oubliant que tous les romans sont de la bien petite bière au prix de la réalité.

La réalité, je l'ai connue plus tard, par hasard, un jour que je ne la cherchais plus.

Les élèves à qui je donnais la becquée pour la Sorbonne ayant changé de domicile, je dus changer aussi d'itinéraire. Je cessai de monter tous les matins la rue des Martyrs, adieu mes deux gamines !

Quelquefois, je me disais :

— Il faut pourtant que je les revoie. Passent-elles toujours par là ? Je referai le voyage exprès.

Je remonterai mon ancien calvaire.

Mais je remettais à demain, et encore à demain, si bien que je finis par n'y plus penser du tout. On oublie vite à Paris ; on a tant de choses dans la tête, tant de besognes sur les bras, tant de spectacles sous les yeux.

Environ deux ans après, je me trouvai un soir nez à nez, rue de Provence, avec la moricaude. Le souvenir me revient brusquement.

— Tiens, dis-je, comme si j'avais l'habitude de lui parler, qu'est-ce que vous avez donc fait de la petite boiteuse ?

L'ouvrière ne me reconnut pas tout d'abord et resta interloquée de cette question à brûle-figure. Elle m'examinait avec son regard en vrille.

— Ah ! c'est vous qui grimpez si bien la rue des Martyrs, s'écria-t-elle. Parfaitement, je vous remets Eh bien ! la petite

boiteuse, il y aura tantôt six mois qu'elle est morte. Et deux grosses larmes lui montèrent aux yeux.

— Dame ! vous savez, reprit-elle, c'est un rude métier que d'être brunisseuse. Et puis, ça la fatiguait trop, c'te môme, de se transbahuter comme ça tous les jours de Montmartre à Grenelle et de Grenelle à Montmartre.

— Mais pourquoi travailler à Grenelle ?

— Parbleu ! parce que l'ouvrage était meilleur là bas. Un atelier chouette ! Six sous de plus par jour.

— Alors, pourquoi loger à Montmartre ?

— Rapport à son petit.

— Elle avait un enfant ?

— Toute une histoire, écoutez donc ! Le père était parti en Angleterre, et lui avait promis de le reconnaître en revenant. Alors, il ne fallait pas changer de logement, n'est-ce pas ? Sans cela, où les retrouver ! Car il n'a jamais dit où il était, une fois parti, ce beau merle, et on ne pouvait pas lui écrire. Comprenez ?

— Est-ce qu'il est revenu ?

— J't'en fiche ! Est-ce que ça revient, ces oiseaux-là ? Une gouape.

— Et le petit ?

— Ah ! ça, c'est mon affaire. Henriette me l'a laissé en héritage, et je l'éleve. Vous pensez bien qu'avec une fiole comme la mienne, je n'aurai jamais d'amant, pas vrai ? Mais ça ne m'empêchera pas d'avoir un fils. Eh ! oh ! je suis pressée. Pendant que je bavarde là, il attend sa soupe, le gosse. Bonsoir, m'sieu !

Et la moricaude s'enfuit, toute noire, en rasant les murs comme une hirondelle.

JEAN RICHPIN



LES RÉVOLUTIONS

Dans l'état d'inquiétude où se trouve la société de notre temps ; lorsque l'optimisme le plus robuste s'évanouit devant les menaces de l'avenir ; l'étude des causes perturbatrices de la paix, s'impose comme les éléments prolégoméniaux du problème social.

Cette étude pour être complète devrait embrasser toutes les civilisations afin de déterminer si les lois qui les ont régies ont toujours et partout, répondu à ce besoin suprême : L'ordre, la vie de tous, ou si au contraire la méconnaiss-

sance de ces lois, n'a pas fini par mettre en évidence la situation insupportable où nous nous trouvons à l'époque actuelle.

Ce travail ne saurait être développé dans un cadre restreint ; nous devons sur ce point nous borner à une exposition rapide de l'évolution humanitaire mais suffisante toutefois pour indiquer la source des révolutions et le résultat qu'elles doivent produire.

Lorsqu'on nous montre, au fond du moyen-âge une organisation théocratique, où l'homme courbé sous la puissance sacerdotale, obéit sans murmurer, inconscient qu'il est encore de son propre esclavage, nous découvrons facilement les éléments d'une pareille situation, inhérente et nécessaire à une certaine période de la vie humanitaire.

L'examen du système féodal dans l'Europe Occidentale met bien en évidence, comment fonctionnent et s'éteignent les institutions de ce régime : l'intelligence et les richesses au petit nombre, la médiocrité et l'ignorance aux masses ; éléments harmoniques faisant accepter par l'immense majorité la subordination à quelques-uns, aussi longtemps que l'inégalité des droits et des devoirs peut être imposée à l'aveugle croyance et ratifiée par une éducation et une instruction, dont les gouvernants ont le monopole ; éléments révolutionnaires, lorsque la foi religieuse, disparue avec la soumission, sa compagne obligée, laisse à découvert des conditions sociales injustifiables devant le raisonnement.

Lorsque la famille, isolée de toute autre famille, est encore à l'état de société domestique, elle est régie par la seule volonté du père, qui sanctionne ses ordres de sa propre force ; l'état rudimentaire des intelligences n'exige et ne permet pas davantage pour la conservation de la molécule sociale.

Cette autorité paternelle, signalée ici à son point initial conserve longtemps encore son caractère, dans les temps historiques ; les témoignages sont aussi nombreux que certains : la Bible, les tragiques grecs, la législation romaine, les traditions asiatiques en parlent comme d'une loi la plus ancienne et la dépeignent comme absorbant la femme et les enfants et la domesticité.

Dans la société domestique, dans la famille isolée, l'autorité paternelle, entière qu'elle est, ne supporte point de rivale, aussi, lorsque les relations avec d'autres familles deviennent inévitables, l'antagonisme ne tarde pas à éclater et empêcherait la formation de la société politique ou la réduirait à néant, si une règle commune n'intervenait pour la conservation de tous.

A partir de ce moment, la force brutale, la force sans pré-

texte, qui naguère pouvait s'exercer sur un groupe isolé, est insuffisante et, devenue cause de révoltes, la société périrait si l'on ne parvenait à installer une puissance supérieure à la force temporelle, en d'autres termes, une sanction dérivant d'un pouvoir qui, pour être efficace, doit être éternel, ultra-vital.

Ainsi, dès la formation des sociétés un être surhumain éternel, révélant la loi qui sanctionne éternellement devient une nécessité de premier ordre entraînant pour la législation l'obligation de s'emparer de l'éducation et de lui subordonner l'instruction dans le but d'empêcher la discussion du dogme social encore à l'état d'hypothèse invariable et de la faire admettre comme vérité inattaquable.

Cette première période des sociétés politiques est la même chez tous les peuples : elle résulte mathématiquement de l'ignorance des masses relativement au droit, et de la nécessité de conserver la vie sociale.

Il arrive ainsi que la force directe comme sanction, disparaît pour faire place à la justice éternelle, hypothétique encore, mais acceptée comme réelle et se subordonnant la force au moins en apparence.

Il faut remarquer qu'il n'en a jamais été autrement par la raison qu'une société qui n'aurait pas de lendemain n'existerait pas. Tel serait un groupe dont le dogme, reposant sur un principe hypothétique et erroné, ne pourrait résister aux attaques de l'examen.

L'évidence de ces prémisses, sous la forme de la nécessité la plus impérieuse, nous paraît tellement établie que nous n'insistons pas, car la repousser serait méconnaître un fait universel sans exception, nier l'homme, la famille et la société.

« Au premier âge, dit Michelet, le droit et la raison, c'est
« ce qui est ordonné d'en haut, c'est ce que les dieux ont
« réglé par les auspices et autres signes matériels. Le droit
« est fondé sur une autorité divine, demander la moindre
« explication serait un blasphème...

Nous disions :

Toute société ayant besoin d'une législation, les chefs l'ont à l'origine établie sur la seule base alors admissible : le principe divin, principe qu'ils savaient ne pouvoir résister à la discussion.

Pour entraver cette discussion, ils ont empêché l'acquisition des connaissances relatives à l'ordre physique qui, en opposition avec la foi, eussent détruit la base sociale.

On atteignait ce but en inculquant à l'enfance des préjugés, des croyances qui étouffaient pour longtemps le désir d'examiner : en soumettant l'instruction à l'éducation.

Nous ajoutons :

Pour ceux qu'une organisation cérébrale exceptionnelle aurait portés à interroger, on leur montrait une inquisition sans pitié.

C'est pour retarder des explications mortelles pour la société, c'est pour dispenser les législateurs d'une réponse qui serait le commencement d'une discussion, que cette inquisition est apparue avec l'homme en société ; c'est pour le même motif qu'elle doit le suivre jusqu'aux confins du raisonnement et traverser avec lui la foi et le scepticisme. Elle accompagne la légende obscure et merveilleuse qui plane sur le berceau des sociétés primitives ; elle surveille plus tard la tradition, ce premier code des hommes, et lorsque celle-ci, trop surchargée, doit faire à l'histoire le dépôt des souvenirs du genre humain, le pouvoir religieux et inquisitorial est encore là, essayant d'arrêter l'indomptable genèse humanitaire, pour s'assurer une dernière soumission de l'intelligence qui va lui échapper.

L'histoire de l'inquisition c'est donc l'histoire du monde ; sa mission est d'empêcher toute manifestation contraire au dogme régnant. C'est la sanction terrestre des décrets d'en haut. Protectrice de l'ordre et prévoyante aussi longtemps que le principe religieux inculqué aux faibles leur fait croire et espérer, elle devient tyrannique et retardataire lorsque l'intelligence des gouvernés s'échappe en élargissant l'horizon de l'examen. Puissante et conservatrice tant qu'elle peut s'exercer domestiquement ; faible et révolutionnaire par réaction ou tolérance lorsqu'elle veut s'emparer du domaine politique.

C'est une lutte où le tuteur devient un tyran et le pupille un opprimé. Le pouvoir inquisitorial pressent que toute nation qui entre dans l'histoire fait le premier pas vers la première communion des peuples, sort de l'isolement.

Le besoin qui convie les hommes au rendez-vous général d'une émancipation dont les contours ne sont pas encore bien déterminés est, il est vrai, entravé par des obstacles de tout genre tels que le patriotisme, la différence de langage, les douanes, etc., etc.

Qu'importe, il n'en est pas moins certain que chacun de ces obstacles doit inévitablement céder devant les développements intellectuels et les nécessités économiques alors surtout que les développements ont constitué une atmosphère nouvelle et amené à l'état viable cet imprescriptible passe-port de l'examen qu'on appelle l'imprimerie.

An nom du « laissez faire, du laissez passer » l'économie politique efface de son pied la raie qui sépare les nations ; elle établit pour les échanges une langue universelle :

la langue de l'intérêt présent. Le patriotisme lui-même jadis si fortement assis sur l'idée religieuse expire avec la foi primitive et donne la mesure de son impuissance par l'excès des maux qu'il entraîne.

Ah ! nous ne le savons que trop, cet écroulement de l'ancien édifice n'est point l'annonce d'une paix prochaine, ce n'est encore qu'une négation pleine de menaces ; ce qu'il faut probablement pour rendre attentifs les indifférents, les sceptiques et les croyants.

En effet : Au fur et à mesure de la diffusion des connaissances relatives à l'ordre physique, l'éducation perd sa prépondérance et la pseudo-instruction sans base et dépourvue de sanction, conduit aux abîmes à moins que l'instruction proprement dite, l'instruction réelle, qui n'est pas même encore l'objet de l'interrogation sociale, n'intervienne un jour, acceptée par tous et par chacun en mettant en évidence la loi vitale qui fermera l'ère des commotions violentes.

Ces données résultent de l'histoire et, disons-le, de la nécessité sociale, de la nécessité d'exister.

Le gouvernement par la foi s'est transformé en gouvernement par la force ouverte. Attendra-t-on que ce moyen, le dernier qui reste et dont les jours sont comptés, vienne à faire défaut, pour chercher à introniser par la science, une éducation nouvelle en faisant disparaître les préjugés qui s'y opposent ?

S'il faut pour l'anéantissement de chacun de ces préjugés, des expériences aussi sanglantes que celles dont nous sommes les témoins, on peut sans être illogique, affirmer que l'ère des révolutions violentes n'est pas sur le point d'être close ; peut-être même la période la plus brutale n'est-elle pas encore commencée ?

Quoi qu'il en soit, un devoir s'impose aujourd'hui c'est celui de poser la question sociale et de la poser de la seule manière qu'elle puisse l'être en déterminant d'abord d'une façon précise quelle est la situation actuelle de la société.

Aussi longtemps que les conflits n'ont eu lieu qu'entre les papes et les rois, entre les rois et les nobles, entre la noblesse et la bourgeoisie, l'ordre public a pu être troublé, mais dans certains pays seulement. Qu'importait, en effet, aux nationalités qui ne s'en ressentaient que peu ou point, les querelles des Guelfes et des Gibelins, des Capulets et des Montaigus, de la Rose Rouge et de la Rose Blanche ? Tout au plus la Révolution française réveilla-t-elle un instant de leur longue léthargie les pouvoirs de l'Europe qui reposaient encore sur les anciens dogmes.

Ces commotions partielles, ont assurément leur place dans l'évolution de la pensée, mais n'avaient alors qu'un fai-

ble écho dans les rangs épais des classes inférieures.

Aujourd'hui un nouvel élément apparaît sur la scène sociale : le peuple ou mieux le Prolétariat : il est déjà le nombre, demain il sera la force ; son principe unifiant, c'est la misère ; pour lui, il n'y aura plus de frontières, plus de haines nationales ; en toutes langues, en tous pays, sous toutes les latitudes, il tient ses assises et compte ses adeptes. Que dis-je, il prononce des arrêts qui sont la condamnation des institutions modernes.

L'instabilité de l'ordre, la menace continuelle d'un bouleversement révolutionnaire, telle est la caractéristique du mal qui nous étreint.

Devant cette constatation affirmée par une crise sans précédent, l'optimisme de ces dernières années a perdu beaucoup de son assurance, bien que les accalmies qui succèdent aux tourmentes du fatum lui rendent encore une vigueur passagère.

Qu'importe, nous supposerons les écrivains, les publicistes, les sommités de tous genres, réunis autour de ce fait pour le constater unanimement. En résultera-t-il que la cause du mal sera mise en évidence de manière à ne pouvoir s'y méprendre ? Écoutons :

L'un dira : cette cause git dans l'abandon de la religion de nos pères ; il fera tous ses efforts pour rétablir une foi qui ne peut plus régner poursuivant une solution impossible, il heurtera les nécessités de l'époque et sera sans le savoir, un révolutionnaire, un anarchiste.

Un autre, au contraire, affirmera que la cause du mal est dans l'immobilisme de la religion révélée ; il proclamera la tolérance religieuse, c'est-à-dire l'indifférentisme, le mysticisme irrégieux, le moyen détourné de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la liberté, enfin, telle qu'on l'entend aujourd'hui ; tout cela sans s'apercevoir qu'il prend le chemin le plus direct vers une anarchie sans issue.

Il en est qui ont remarqué que le paupérisme grandit sans cesse et ils diront : là est la cause du mal. Persuadés « qu'il y aura toujours des pauvres » ils chercheront non à l'éteindre, mais à le diminuer. Ils n'auront point vu que la misère matérielle est la conséquence inévitable du paupérisme moral, lequel a sa source dans la négation de toute sanction ultra-vitale ; ils ne s'apercevront pas davantage de l'impossibilité absolue de soulager ou de diminuer le paupérisme, et leurs efforts, allant à l'inverse de leurs désirs, se résumeront en une marche accélérée vers l'anarchie.

Quelques-uns, prenant comme toujours l'effet pour la cause, rejeteront sur la liberté de la presse, la cause du mal social. Il faudrait la museler, disent-ils, l'anéantir s'il se peut,

sans remarquer que la presse est l'humble servante des idées du jour, affirmant *ex-professo* l'impossibilité de trouver une règle d'action incontestablement rationnelle.

D'autres, au contraire, n'hésitent pas à déclarer que le mal a sa source dans l'asservissement de la presse et demandent l'abolition de toutes les lois qui en règlent l'usage : on voit d'ici ce que produit ce déchaînement d'utopies et de mensonges.

Puis la cohorte des « hommes pratiques » qui veulent l'accord entre le capital et le travail, entre la pauvreté et la richesse, sans voir qu'une pareille discussion met plus en évidence encore un paupérisme déjà difficilement supporté.

On le voit : d'accord pour reconnaître le mal, le dissentiment est complet pour en rechercher la cause et le remède.

Il n'en peut être autrement. On s'est toujours imaginé que l'on pourrait *faire* des révolutions tandis qu'en réalité, *elles se font elles-mêmes* ; elles sont le résultat du développement irrésistible des intelligences, vis à vis de l'ignorance générale sur le droit incontestablement démontré.

Les révolutions représentent ainsi la lutte de plus en plus âpre, entre une affirmation surannée qui retient le dernier souffle de la vie sociale et la négation qui tend à l'éteindre, situation ressentie par le petit nombre, désirée par tous les autres : donnant naissance à des révolutionnaires de toutes nuances, parmi lesquels on peut cependant en distinguer diverses catégories.

Le pouvoir dirigeant d'abord qui n'a pas la notion des besoins de la société actuelle et est révolutionnaire malgré lui. Viennent ensuite ceux qui ne voient dans les bouleversements que le moyen de conquérir une position plus avantageuse quitte, leur but atteint, à devenir conservateurs féroces.

Il en est d'autres, en petit nombre il est vrai, très érudits, profondément honnêtes. On les entend dans les accalmies de la tempête : voici ce qu'ils disent : Le matérialisme est incapable de servir de base à l'ordre ; il faut à l'organisation qui doit procurer à chacun le plus grand bien possible, une sanction inévitable même par la force ; une réorganisation radicale est devenue indispensable. Mais ils ne peuvent spécifier en quoi doit consister cette réorganisation radicale ; l'honnêteté leur dit que renverser par la force un pouvoir avant de connaître celui qui doit le remplacer n'a pour résultat que l'aggravation des souffrances des prolétaires. Ils cherchent enfin à concilier tous les intérêts par la persuasion. Ce sont les réformateurs.

Il est évident, qu'abstraction faite des intentions, le pou-

voir dirigeant les révolutionnaires aussi bien que les réformateurs, sont tous des protestants dont les efforts tendent au renversement de l'édifice social alors que la formule qui doit servir de base à la nouvelle situation soit connue.

C'est pourquoi le mot *révolution* n'a pu signifier depuis toujours que la commission brutale visant les propriétés individuelles et les lois qui les protègent ; l'affirmation d'un fait mais non sa cause et la détermination exacte de l'idée que ce fait représente.

Les révolutions telles que les a ressenties l'humanité depuis son origine, sont les résultats de l'ignorance où elle se trouve relativement à ce qui doit constituer la règle des actions ; ces révolutions dureront donc autant que cette ignorance. Mais une fois cette constatation officiellement promulguée, la révolution scientifique, paisible commence son œuvre et les révolutions par la force sont à jamais anéanties.

JULES BROUEZ



PENSÉES, MAXIMES, MOTS DE COMBAT

... Ne craignez rien, soyez unis et ne reculez jamais ! Dès que vous reculez, vous êtes perdus, vous, vos femmes, vos enfants. Que ceux qui craignent la mort restent chez eux. Mille hommes résolus à mourir sont plus forts que cinquante mille indécis. Si vous ne sortez pas victorieux de la lutte, malheur à vous et à vos descendants !

THOMAS MUNZER.



L'effusion du sang n'est rien, c'est la cause qui le fait répandre qu'il faut considérer.

J.-P. PROUDHON.



Un jour viendra où l'on ne concevra plus qu'il fut un ordre social dans lequel un homme possédait un million de revenus, tandis qu'un autre n'avait pas de quoi payer son dîner.

CHATEAUBRIAND.



Le bien s'opère comme le mal, par le moyen et avec la vio-

lence de l'usurpation et il n'y a encore eu d'autre souverain que la force.

MIGNET.

×

La plus grande erreur des populations de nos campagnes, c'est de croire que pour être représentant il faut avoir de l'éducation. La majeure partie de l'Assemblée a un rôle passif, se prononçant par oui ou par non selon le mot d'ordre donné par l'élite des membres.

CARNOT.

×

Otez le gouvernement, la terre et tous ses biens sont aussi communs entre les hommes que l'air et la lumière. Selon ce droit primitif de la Nature, nul n'a de droit particulier sur quoi que ce soit, et tout est en proie à tous.

DE LAVELEYE.

×

Si les opprimés connaissaient leur force, si les malheureux avaient conscience de leur puissance, ils auraient vite mis fin à leurs souffrances de chaque jour.

CHAMFORT.

×

Tant que l'accroissement de richesse que produit le progrès moderne ne servira qu'à édifier de grandes fortunes, à augmenter le luxe, à rendre plus blessant le contraste entre la maison de l'Avoir et la maison du Besoin, le progrès n'est pas réel et ne peut durer.

La réaction doit arriver. La tour branle sur ses fondations, chaque étage qu'on y ajoute ne fait que hâter l'approche de la catastrophe finale.

Donner de l'éducation à des hommes qui doivent être condamnés à la pauvreté, c'est les rendre rétifs; fonder des institutions politiques d'après lesquelles les hommes sont théoriquement égaux, sur la plus choquante des inégalités sociales, c'est vouloir faire tenir une pyramide sur son sommet.

HENRY GEORGE.

×

Ce que tu possèdes au-delà de tes besoins appartient à autrui

PAN-SHA-TANTRA.

×

Le méticuleux finit par se crever l'œil à une poutre.
(Proverbe turc)

Misère. — Quand la misère du peuple est extrême, il devient semblable aux oiseaux de proie et aux bêtes féroces. Les murs des villes ne lui opposent plus que de faibles barrières, les fossés les plus profonds sont contre lui de vains obstacles et la terreur des lois ne lui impose plus ; l'horreur même des supplices ne saurait plus l'effrayer, parce qu'ils sont encore moins cruels que les maux qu'il endure. Le froid, la faim, entraînent l'homme à tous les crimes, et ne laissent plus rien voir qu'il puisse redouter. La nature, cette mère commune, ne peut alors retenir son fils. Comment le prince retiendrait-il son sujet ?

TCHOI-SOI

Conseils à Ven-Ti, 11^e siècle avant J.-C.

×

Pourquoi s'en prendre à la flèche quand le tireur est présent.

(Proverbe tamoul)

×

La cupidité est une pierre lisse sur laquelle trébuchent les gens d'étude.

MAHOMET.

×

Ceux qui ont fait un mauvais usage de leur talent, méprisent ceux qui en font un bon usage. Dans certaines contrées ne pas avoir de goître est regardé comme un défaut du corps.

SASKIA-PANDITA.



Esclaves et Maîtres



Il nous paraît utile, ces lignes étant destinées à tomber sous les yeux d'un très grand nombre de gens dont l'unique ressource est l'emploi de leur force musculaire et de leurs connaissances techniques, et qui, par ce fait, se trouvent dans des conditions économiques très proches de ce qu'on est convenu d'appeler, l'esclavage, de montrer par quelles phases douloureuses ont dû passer les générations qui se sont succédées à travers la série de siècles qui séparent l'établissement de la propriété individuelle du régime de salariat tel qu'il se pratique encore de nos jours.

Que de larmes et de sang, quels Ossas de crimes et quels

Pélions d'iniquités renferme l'histoire de ces multitudes innombrables connues en Thessalie sous le nom de Penestes, de Gymnites à Argos, d'Ilotes à Sparte, de Clorottes en Crète, de Servus en Italie, de Lits en Germanie et d'Ambachts dans les Gaules. C'est le martyrologe abominable de l'être humain réduit à l'état de bête de somme, de « chose » dont use et abuse le maître, le vainqueur, le brigand légal.

Mais d'où venait ce droit monstrueux, horrible que se sont permis d'exercer, que disons-nous ? que se permettent encore d'exercer certains hommes vis-à-vis de leurs semblables ?

Robert (du Var) qui, comme nous, s'était posé la question de l'origine de l'esclavage, y fit la réponse suivante, que nous considérons comme la plus logique, comme celle s'appuyant le mieux sur la vérité historique :

« La rupture de la
« solidarité humaine,
« c'est-à-dire l'établisse-
« ment de la *propriété*
« *individuelle*, fut l'ori-
« gine de l'esclavage.
« De ce jour fut brisée
« l'association humaine,
« l'égalité primitive,
« ignorante d'elle-mê-
« me, qui pouvait être
« remplacée par une
« égalité intelligente, or-
« ganisée... »



ALLEMANE

Et, sur les ruines de cette égalité, de cette solidarité inconscientes, mais naturelles, s'établit la caste dominante, voleuse et brutale qui depuis la plus haute antiquité s'est prolongée jusqu'à l'heure présente. Ce n'est donc ni la misère, ni la famille, ni la guerre qui ont engendré l'esclavage, mais cette chose pour laquelle nous ne saurions avoir assez d'anathèmes : la **propriété individuelle** !

De là découlent tous les crimes, toutes les guerres, tous les attentats contre la liberté et la dignité humaines. De là nous vient l'esclavage et, à sa suite, le servage et le salariat.

Durant des siècles et des siècles, et ce d'une façon à peu près générale, quiconque ne possédait rien fut traité en animal domestique, livré au bon plaisir de son maître, considéré comme un objet quelconque dont le propriétaire pouvait faire tel usage qu'il lui plaisait. Tite-Live nous rapporte

qu'on les attachait à la croix, qu'on les couvrait de plaies sanglantes pour la moindre pécadille, sans même qu'il y eût motif ; Laurentius, dans son livre des *Supplices* nous dit encore qu'on jetait l'esclave coupable ?? entre deux meules où il était impitoyablement broyé ; que d'autres fois on couvrait sa tête de poix pour lui arracher la peau du crâne, qu'on lui coupait le nez, les oreilles, les pieds, les mains, le laissant ensuite expirer de douleur et d'inanition...

Et, qu'on ne s'y trompe pas, bien rares étaient les hommes libres qui protestaient contre ces abominations, car les esprits les plus ouverts considéraient l'être humain soumis au travail comme une nature abjecte, en dehors de l'humanité, qu'on pouvait traiter comme une brute quelconque. C'est ainsi que raisonnaient Xénophon, Platon, Caton et, avec eux, de nombreux philosophes ou juristes. N'était-ce pas Xénophon qui proposait à la République de marquer au visage les esclaves lui appartenant ?

Bien plus misérable que celui des esclaves employés dans les villes ou les champs, était le sort des malheureux assujétis au travail des mines ou des carrières. Ecoutez, travailleurs des deux sexes, ce qu'en rapporte Diodore de Sicile : « On ne leur donne pas même de quoi couvrir leur nudité. « Il n'y a pour eux ni répit ni miséricorde ; malades, mutilés, les femmes comme les hommes, les enfants comme les « vieillards, on les contraint tous, à *force de coups*, à des « travaux sous lesquels ils ne tardent pas à succomber. Le « fouet exige des mineurs des travaux tellement accablants « qu'il en meurt un très grand nombre en peu de temps. « Il est pourtant des malheureux qui résistent, durant des « années, à ce barbare traitement, appelant à leur secours la « mort qui serait préférable à tant de maux. »

Les malheureux qui vivaient dans les ergastules étaient plus maltraités encore. « L'ergastule, dit Columelle, doit être percé de beaucoup de fenêtres étroites, et assez élevées au-dessus du sol pour qu'on ne puisse y atteindre avec la main. » Là, dans cet enfer, chaque jour et à heure fixe, l'ergastulaire (esclave correcteur) descendait, appelait les esclaves enchaînés, visitait leurs fers et, après s'être assuré que tout était en ordre, il battait chacun de ces martyrs sans pitié, soit en matière de correction, soit pour les habituer à la souffrance.

Et maintenant, historiens, poètes et philosophes, parlez-nous des civilisations antiques, de la grandeur de Rome, de la générosité d'Athènes ! Rhéteurs, donnez-nous en exemple ces grands citoyens qui, sans vergogne, attachaient côte à côte leur chien de garde et l'esclave faisant l'office de portier : vendaient à vil prix, avec leurs vieux chars, les esclaves malades, les impotents, ou les jetaient dans les fleuves.

Or, pendant que ces foules abêties souffrent si cruellement, que font les maîtres ? Les maîtres, mollement couchés le long de tables qui geignent sous le poids des mets, passent leur vie à s'emplir et à se vider ; et, lorsque fatigués de ce manège, estomacs et intestins réclament une trêve, les yeux de ces pores à face humaine se repaissent de la nudité des esclaves des deux sexes auxquels ils imposaient leurs fantaisies lubriques, ou des combats à mort que se livraient des malheureux mourant pour le plaisir de leurs maîtres.

Tel est le hideux spectacle qu'offre à l'esprit impartial la société antique.

Mais, si notre pensée franchit d'un bond les années qui s'écoulaient entre la chute du monde romain et le moyen âge, nous retrouvons, sous une forme nouvelle, les mêmes abus, les mêmes crimes, le même mépris de la justice : les maîtres des serfs, quoique moins raffinés que leurs prédécesseurs en exploitation de la chair humaine, ne leur cèdent ni en cruauté, ni en avidité, et de longs siècles s'écouleront encore avant qu'un espoir de délivrance ne vienne éclairer cette nuit affreuse où vivent, non plus cent vingt millions d'esclaves, mais plus de trois cent millions de serfs attachés à la glèbe malgré le christianisme, malgré une religion, généralement adoptée, où la fraternité, l'amour du bien, le détachement des richesses semblent en être les seules bases, mais où se retrouvent les passions viles, le sectarisme farouche et tout le cortège d'iniquités qui accompagne la formation de castes privilégiées, accapareuses des communes richesses.

Le développement de l'industrie, d'importantes découvertes, des besoins nouveaux ont brisé le moule féodal, comme celui plus moderne qu'avaient solidifié les Suger, les Olivier de Serres, les Colbert, pour ne parler que de notre pays ; et, en même temps que disparaissait les derniers vestiges du servage, le salariat, cette dernière forme de l'esclavage, se maintenant comme ses deux aînés grâce à la propriété individuelle, devenait la loi commune pour tous ceux qui louent, pour vivre, leurs bras à un employeur, font argent de leur talent, de leurs connaissances diverses.

Et c'est pour en finir avec l'exploitation humaine, pour mettre fin à tous les brigandages, à tous les vices atroces, à tous les préjugés et à tous les servilismes que les socialistes réclament à grands cris la socialisation des instruments de travail, la fin du patronat et du salariat par l'abolition de la propriété individuelle.

Tel est le but de la Révolution prolétarienne qui rendra les hommes égaux et solidaires. La société socialiste ne connaîtra ni maîtres, ni esclaves.

J. ALLEMANE.

LE DUEL ET LE POINT D'HONNEUR⁽¹⁾

Il existe un genre d'honneur entièrement différent de celui qui a cours généralement et partout, dont ni les Grecs ni les Romains n'avaient la moindre idée, pas plus que les Chinois, les Hindous ni les Mahométans jusqu'aujourd'hui encore. En effet il est né au moyen âge et ne s'est acclimaté que dans l'Europe Chrétienne ; ici même, il n'a pénétré que dans une fraction minime de la population, savoir, parmi les classes supérieures de la société et parmi leurs émules. C'est l'honneur chevaleresque ou le *point d'honneur*. Sa base diffère totalement de celle de l'honneur dont nous avons traité jusqu'ici : sur quelques points, elle en est même l'opposé, puisque l'un fait l'homme honorable, et l'autre, par contre, l'homme d'honneur. Je vais donc exposer ici les principes du code chevaleresque :

L'honneur ne consiste pas dans l'opinion d'autrui sur notre mérite, mais uniquement dans les *manifestations* de cette opinion ; peu importe que l'opinion manifestée existe réellement ou non, et encore moins qu'elle soit, ou non, fondée. Par conséquent, le monde peut avoir la pire opinion sur notre compte à cause de notre conduite ; il peut nous mépriser tant que bon lui semble ; cela ne nuit en rien à notre honneur, aussi longtemps que personne ne se permet de le dire à haute voix. Mais, à l'inverse, si même nos qualités et nos actions forçaient tout le monde à nous estimer hautement (car cela ne dépend pas de son libre arbitre), il suffira d'un seul individu — fût-ce le plus méchant ou le plus bête — qui énonce son dédain à notre égard, et voilà du coup notre honneur endommagé, perdu même à jamais, si nous ne le réparons. Un fait qui démontre surabondamment qu'il ne s'agit nullement de l'opinion elle-même, mais uniquement de sa manifestation extérieure, c'est que les paroles offensantes peuvent être retirées, qu'au besoin on peut en demander le pardon, et alors elles sont comme si elles n'avaient jamais été prononcées ; la question de savoir si l'opinion qui les avait provoquées a changé en même temps et pourquoi elle se serait modifiée ne fait rien à l'affaire ; on n'annule que la manifestation, et alors tout est en règle. Le résultat que l'on a en vue n'est donc pas de mériter le respect, mais de l'extorquer.

L'honneur d'un homme ne dépend pas de *ce qu'il fait* mais de *ce qu'on lui fait*, de ce qui lui arrive. L'honneur chevaleresque résulte de ce qu'un autre dit ou fait. Il est donc placé dans la main ou simplement suspendu au bout de la langue du premier venu : pour peu que celui-ci y porte la main, l'honneur est, à tout instant, en

(1) Au moment où le duel fait tant d'innocentes victimes, et à l'appui de la proposition que vient de faire notre ami Cluseret à la Chambre contre le duel, nous donnons ces pages remarquables du grand philosophe allemand contre le stupide préjugé de l'honneur chevaleresque.

danger de se perdre pour toujours, à moins que l'offensé ne le reprenne par la violence.

... La conduite d'un homme fut-elle la plus honorable et la plus noble, son âme la plus pure et sa tête la plus éminente, tout cela n'empêchera pas que son honneur ne puisse être perdu, sitôt qu'il plaira à un individu quelconque de l'injurier ; et sous la seule réserve de n'avoir pas encore violé les préceptes de l'honneur en question, cet individu pourra être le plus vil coquin, la brute la plus stupide, un fainéant, un joueur, un homme perdu de dettes, bref un être qui n'est pas digne que l'autre le regarde.

Qu'un pareil individu lance une injure, c'est-à-dire attribue à l'autre quelque vilaine qualité ; si celui-ci n'efface pas bien vite l'insulte avec du sang, elle passera, provisoirement, pour un jugement objectivement vrai et fondé, pour un décret ayant force de loi ; l'affirmation pourra même rester à jamais vraie et valable. En d'autres termes, l'insulté reste (aux yeux de tous les « hommes d'honneur ») ce que l'insulteur, (fut-il le dernier des hommes) a dit qu'il était, car il a « empoché l'affront » (c'est là le « terminus technicus »). Dès lors, les « hommes d'honneur » le mépriseront profondément ; ils le fuiront comme s'il avait la peste ; ils refuseront, par exemple, hautement et publiquement d'aller dans une société où on le reçoit, etc.

... L'honneur ne s'inquiète pas de ce que peut être l'homme en soi et par soi, ni de la question de savoir si la condition morale d'un être ne peut pas se modifier quelque jour, et autres semblables pédanteries d'école. Lorsque l'honneur a été endommagé ou perdu pour un moment, il peut être promptement et entièrement rétabli, mais à la condition qu'on s'y prenne au plus vite ; cette unique panacée, c'est le *duel*. Si, toutefois, l'auteur du dommage n'appartient pas aux classes sociales qui professent le code de l'honneur chevaleresque, ou s'il a violé ce code en quelque occasion, il y a, surtout quand le dommage a été causé par des voies de fait, mais alors même qu'il ne l'a été que par des paroles, il y a, disons-nous, une opération infaillible à entreprendre : c'est, si l'on est armé, de lui passer sur le champ ou encore, à la rigueur, une heure après, son arme au travers du corps ; de cette façon, l'honneur est rétabli. Mais parfois l'on veut éviter cette opération, parce que l'on appréhende les désagréments qui en pourraient résulter ; alors si l'on n'est pas bien sûr que l'offenseur se soumette aux lois de l'honneur chevaleresque, on a recours à un remède palliatif qui s'appelle *l'avantage*. Celui-ci consiste, lorsque l'adversaire a été grossier, à l'être notablement plus que lui ; si pour cela les injures ne suffisent pas, on a recours aux coups : et même ici il y a encore un climat, une gradation dans le traitement de l'honneur : on guérit les soufflets par des coups de bâton, ceux-ci par des coups de fouet de chasse ; contre ces derniers mêmes, il y a des gens qui recommandent, comme d'une efficacité éprouvée, de cracher au visage. Mais, dans le cas où l'on n'arrive pas à temps avec ces remèdes-là, il faut sans faute procéder aux opérations sanglantes. Cette méthode de traitement palliatif se base, au fond, sur la maxime suivante :

De même qu'être insulté est une honte, de même insulter est

un honneur. Ainsi, que la vérité, le droit et la raison soient du côté de mon adversaire, mais que je l'injurie ; aussitôt, il n'a plus qu'à aller au diable avec tous ses mérites ; le droit et l'honneur sont de mon côté, et lui, par contre, a provisoirement perdu l'honneur, jusqu'à ce qu'il le rétablisse ; par le droit et la raison, croyez-vous ? non pas, par le pistolet ou l'épée. Donc, au point de vue de l'honneur, la grossièreté, est une qualité qui supplée ou domine toutes les autres ; le plus grossier a toujours raison : *quid multa* ?

Quelque bêtise, quelque inconvenance, quelque infamie qu'on ait pu commettre, une grossièreté leur enlève ce caractère et les légitime séance tenante ; que dans une discussion, ou dans une simple conversation, un autre déploie une connaissance plus exacte de la question, un amour plus sévère de la vérité, un jugement plus sain, plus de raison, en un mot qu'il mette en lumière des mérites intellectuels qui nous mettent dans l'ombre, nous n'en pouvons pas moins effacer d'un coup toutes ces supériorités, voiler notre indigence d'esprit et être supérieur à notre tour en devenant grossier et offensant. Car une grossièreté terrasse tout argument et éclipse tout esprit. Si donc notre adversaire ne se met pas aussi de la partie et ne réplique pas par une grossièreté encore plus grande, auquel cas nous en arrivons au noble assaut pour l'avantage, c'est nous qui sommes victorieux, et l'honneur est de notre côté : vérité, instruction, jugement, intelligence, esprit, tout cela doit plier bagage et fuir devant la divine grossièreté. Aussi les « hommes d'honneur » dès que quelqu'un émet une opinion différente de la leur ou déploie plus de raison qu'ils n'en peuvent mettre en campagne, feront-ils mine immédiatement d'enfourcher ce cheval de combat ; lorsque, dans une controverse, ils manquent d'arguments à vous opposer, ils chercheront quelque grossièreté, ce qui fait le même office et est plus facile à trouver ; après quoi ils s'en vont triomphants. Après ce que nous venons d'exposer, n'a-t-on pas raison de dire que le principe de l'honneur ennoblit le ton de la société ?

... Il est une *seule* parole à laquelle on ne doit pas manquer : c'est « la parole d'honneur », c'est-à-dire la parole après laquelle on a dit « sur l'honneur, » d'où résulte la présomption, que l'on peut manquer à une toute autre parole. Mais dans le cas même où l'on aurait violé sa parole d'honneur, l'honneur peut au besoin être sauvé au moyen de la panacée en question, le *duel* : nous sommes tenu de nous battre avec ceux qui soutiennent que nous avons donné notre parole d'honneur. En outre, il n'existe qu'une *seule* dette qu'il faille payer sans faute : c'est la dette de jeu, qui, pour ce motif, s'appelle « une dette d'honneur ». Quant aux autres dettes on en flouerait juifs et chrétiens, que cela ne nuirait en rien à l'honneur chevaleresque.

Tout esprit de bonne foi reconnaîtra à première vue que ce code étrange, barbare et ridicule de l'honneur ne saurait avoir sa source dans l'essence de la nature humaine ou dans une manière sensée d'envisager les rapports des hommes entre eux. C'est ce qui confirme aussi le domaine très limité de son autorité : ce domaine qui ne date que du moyen-âge, se borne à l'Europe, et ici même il n'em-

brasse que la noblesse, la classe militaire et leurs émules. Car ni les Grecs, ni les Romains, ni les populations éminemment civilisées de l'Asie, dans l'Antiquité pas plus que dans les temps modernes, n'ont su et ne savent le premier mot de cet honneur-là et de ses principes.

Chez eux l'homme n'a d'autre valeur que celle que lui donne sa conduite, et non celle que lui donne ce qu'il plait à une mauvaise langue de dire sur son compte. Chez tous ces peuples, ce que dit ou fait un individu peut bien anéantir son *propre* honneur, mais jamais celui d'un autre. Un coup, chez tous les peuples, n'est pas autre chose *qu'un* coup, tel que tout cheval ou tout âne en peut appliquer, et de plus dangereux encore : un coup pourra, à l'occasion, éveiller la colère ou porter à s'en venger sur l'heure, mais il n'a rien de commun avec l'honneur. Ces nations ne tiennent pas des livres où l'on passe en compte les coups ou les injures, ainsi que les *satisfactions* que l'on a eu soin, ou qu'on a négligé d'en tirer. Pour la bravoure et le mépris de la vie, elles ne le cèdent en rien à celles de l'Europe Chrétienne. Les Grecs et les Romains étaient certes des héros accomplis, mais ils ignoraient entièrement le « point d'honneur ». Le duel n'était pas chez eux l'affaire des classes nobles, mais celle de vils gladiateurs, d'esclaves abandonnés et de criminels condamnés, que l'on excitait à se battre, en les faisant alterner avec des bêtes féroces pour l'amusement du peuple. A l'introduction du christianisme, les jeux de gladiateurs furent abolis, mais à leur place et en plein christianisme on a institué le duel par l'intermédiaire du jugement de Dieu. Si les premiers étaient un sacrifice offert à la curiosité publique, le duel en est un tout aussi cruel, au préjugé général, sacrifice où l'on n'immole pas des criminels, des esclaves ou des prisonniers, mais des hommes libres et des nobles.

... Nous voyons donc que tout ce principe de l'honneur chevaleresque était inconnu aux anciens précisément parce qu'ils envisageaient, de tout point, les choses sous leur aspect naturel ; sans préventions et sans se laisser bernier par de sinistres et impies sonnettes de ce genre. Aussi, dans un coup au visage, ne voyaient-ils rien autre que ce qu'il est en réalité, un petit préjudice physique, tandis que pour les modernes il est une catastrophe et un thème à tragédies, comme, par exemple, dans le *Cid* de Corneille et dans un drame allemand plus récent, intitulé *La force des circonstances* mais qui devrait s'appeler plutôt *la force du préjugé*. Mais si un jour un soufflet est donné dans l'Assemblée nationale à Paris, alors l'Europe entière en retentit. Les réminiscences classiques ainsi que les exemples de l'antiquité, rapportés plus haut, doivent avoir tout à fait mal disposé les « hommes d'honneur » ; nous leur recommandons, comme antidote, de lire dans *Jacques le Fataliste*, ce chef-d'œuvre de Diderot, l'histoire de *Monsieur Desglands* ; ils trouveront un type hors ligne d'honneur chevaleresque moderne qui pourra les délecter et les édifier à plaisir.

De tout ce qui précède il résulte des preuves suffisantes que le principe de l'honneur chevaleresque n'est pas un principe primitif, basé sur la nature propre de l'homme ; il est artificiel, et son origine est facile à découvrir. C'est l'enfant de ces siècles où les poings

étaient plus exercés que les têtes, et où les prêtres tenaient la raison enchaînée, de ce moyen-âge enfin tant vanté, et de sa chevalerie. En ce temps, en effet, le bon Dieu n'avait pas la seule mission de veiller sur nous ; il devait aussi juger pour nous.

La vieille maxime germanique : « *A un soufflet par un stylet,* » est une superstition chevaleresque révoltante. En tout cas, c'est à la colère qu'il appartient de rendre ou de venger les offenses. et non pas à l'honneur ou au devoir, auxquels le principe de l'honneur chevaleresque en impose l'obligation. Il est certain plutôt qu'un reproche n'offense que dans la mesure où il porte ; ce qui le prouve c'est que la moindre allusion, frappant juste, blesse beaucoup plus profondément que l'accusation la plus grave quand elle n'est pas fondée. Par conséquent, quiconque à la conscience assurée de n'avoir pas mérité un reproche peut le dédaigner et le dédaignera. Le principe de l'honneur lui demande, au contraire, de montrer une susceptibilité qu'il n'éprouve pas et de venger dans le sang des offenses qui ne le blessent nullement. C'est tout de même avoir une bien mince opinion de sa propre valeur que de chercher à étouffer toute parole qui tendrait à la mettre en doute. La véritable estime de soi donnera le calme et le mépris réel des injures ; à son défaut, la prudence et la bonne éducation nous commandent de sauver l'apparence et de dissimuler notre colère. Si en outre nous parvenons à nous dépouiller de cette superstition du principe d'honneur chevaleresque, si personne n'admettait plus qu'une insulte fut capable d'enlever ou de restituer quoi que ce soit à l'honneur ; si l'on était convaincu qu'un tort, une brutalité ou une grossièreté ne sauraient être justifiés à l'empressement qu'on mettrait à en donner satisfaction, c'est-à-dire à se battre, alors tout le monde arriverait bientôt à comprendre que, lorsqu'il s'agit d'invectives et d'injures, c'est le vaincu qui sort vainqueur d'un tel combat, et que, comme dit Vincenzo Monti, il en est des injures comme des processions d'église qui reviennent toujours à leur point de départ.

Il ne suffirait plus alors, comme actuellement, de débiter une grossièreté pour mettre le droit de son côté ; le jugement et la raison auraient alors une bien autre autorité, pendant qu'aujourd'hui ils doivent, avant de parler, voir s'ils ne heurtent pas en quoi que ce soit l'opinion des esprits bornés et des imbéciles qu'irrite et alarme déjà leur seule apparition ; sans quoi l'intelligence peut se trouver dans le cas de jouer pour un coup de dés, la tête ou elle réside contre le cerveau plat ou la stupidité. Alors la supériorité actuelle occuperait réellement dans la société la primauté qui lui est due et que l'on donne aujourd'hui, bien que d'une manière déguisée, à la supériorité physique et au courage à la hussarde ; il y aurait aussi, pour les hommes éminents, un motif de moins pour fuir la société comme ils le font actuellement. Un tel revirement donnerait naissance au véritable bon temps et fonderait la véritable bonne société, dans la forme où, sans doute, elle a existé à Athènes, à Corinthe et à Rome. A qui voudrait en connaître un échantillon, je recommande de lire le *Banquet* de Xénophon.

... Il serait temps que le bon sens prit assez d'autorité pour que le premier coquin venu ne puisse plus, au milieu de notre existence

la plus paisible, nous troubler en nous criant : L'honneur ou la vie ! Il faut enfin délivrer l'humanité !

... Si les gouvernants veulent sérieusement abolir le duel et si le mince succès de leurs efforts ne tient qu'à leur impuissance, je viens leur proposer une loi dont je garantis l'efficacité et qui ne réclame ni opérations sanglantes, ni échafauds, ni potences, ni prisons perpétuelles. C'est au contraire, un petit, tout petit remède homœopathique des plus faciles ; le voici : « Quiconque enverra ou acceptera un cartel recevra à la chinoise, en plein jour, devant le corps de garde, douze coups de bâton de la main du caporal ; les porteurs du cartel ainsi que les seconds en recevront chacun six. Pour les suites éventuelles des duels accomplis, on suivra la procédure criminelle ordinaire. » Quelque *Chevalier* m'objectera peut-être qu'après avoir subi une pareille punition maint « homme d'honneur » sera capable de se brûler la cervelle ; à cela je réponds : Il vaut mieux qu'un tel fou se tue lui-même que de tuer un autre homme. »

ARTHUR SCHOPENHAUER.

MOURIR OU VIVRE POUR LE SOCIALISME ?

Quand on veut apprécier un honnête homme, dévoué à son idéal politique et social, immuable dans ses croyances, on dit de lui : *il est capable de mourir pour ses idées*. Ça veut dire que d'après l'opinion courante, le comble du dévouement politique et social, *c'est de mourir pour son idéal*.

Je m'inscris en faux contre cette opinion — Je crois au contraire que le comble du dévouement, n'est pas de *mourir* mais bien de *vivre* pour la réalisation d'un idéal.

Que c'est facile de mourir ! A la mort héroïque, des circonstances tout à fait hors de notre volonté, nous conduisent. Et puis que de gens sont morts d'une manière héroïque, sans le savoir ! — Ne meurt pas héroïquement qui veut. — Il faut encore que les circonstances se prêtent à l'accomplissement de ce sacrifice. — Ça ne veut pas dire que mourir pour ses idées n'est pas une belle chose. — Au contraire. — Néanmoins je crois que le sacrifice de toute *une vie* de lutte, est une chose plus grande que de mourir en héros.

Travailler au jour le jour, continuellement, creuser un sillon dont on ne voit pas la fin, abattre à coups de pioche ce mont terrible qui s'appelle *indifférence humaine*, être l'objet des insultes, des persécutions, conquérir des amis politiques homme par homme, soldat par soldat, et les tenir unis et disciplinés, ne pas prêter l'oreille aux intrigues, aux calomnies, pouvoir planer au dessus de toutes les petites misères humaines, qui distillent dans le cœur le venin, la haine, et l'ennui, continuellement, vivre dans l'obscurité et la médiocrité et mourir

sans éclat, à l'hôpital, oublié, — enterré avant la mort, — faire et souffrir toutes ces choses-là, sans se décourager, sans lâcher la lutte, mais vivre pour un tel idéal, c'est je crois plus grand, plus beau que de mourir avec éclat.

Quand on me dit que quelqu'un est mort, ou est capable de mourir pour le socialisme, je m'incline devant ceux qui ont le courage et la force de vivre pour notre parti !

CONST. MILLÉ.

UN PEU DE RELIGION

Il est un lieu commun bien antérieur à la théorie du règne humain mais invoqué par elle ; j'entends parler de l'universalité prétendue de la religiosité et même, car on est allé jusque là, de l'universalité de la croyance en un Dieu, un seul Dieu, maître et créateur de toute chose. A ce sujet, il importe fort de distinguer entre la religiosité tout à fait primitive et le monothéisme. A vrai dire il n'y a pas de religion strictement monothéique, puisque, toujours, on admet à côté et au dessous du monarque céleste, un peuple d'êtres divins ; le monothéisme rigoureux, mettant, d'un côté l'univers, et de l'autre, Dieu, n'existe nulle part, si ce n'est dans le cerveau d'un très petit nombre de métaphysiciens ; c'est une croyance de lettré.

D'autre part la religiosité rudimentaire, le fait d'expliquer tel ou tel phénomène naturel mais mal observé, en dotant de propriétés magiques tel ou tel objet du monde extérieur est sinon universel, au moins très général et il en est de même de la croyance à la vie future, si on la réduit à sa plus simple expression. L'homme peu développé, le sauvage le plus primitif, ne parvient pas à comprendre la mort naturelle ; il ne l'admet pas.

Presque toujours, à ses yeux, la mort non violente résulte d'un acte de malveillance, de sorcellerie.

..... Ordinairement, d'ailleurs, les fauteurs de consentement universel font extrêmement peu de cas de ces primitives croyances. Ce qu'ils prétendent essentiel à la nature humaine c'est la foi monothéique.

..... Il y a d'abord l'incontestable existence des religions athées et particulièrement de la plus célèbre d'entre elles, du Bouddhisme, dont l'objet principal est simplement de guider les hommes, vers l'anéantissement final, considéré comme le souverain bien.

..... Voilà donc une grande religion, la plus grande par le nombre de ses sectateurs et la profondeur de ses dogmes qui ignore Dieu. Cela suffit évidemment pour réduire à néant le fameux dogme du soit-disant consentement universel. Mais il faut encore mettre en dehors de cette unanimité prétendue toutes les religions primiti-

ves. Qu'à de commun en effet, la croyance aux fétiches et à la magie avec le dieu unique de nos métaphysiciens.

CH. LETOURNEAU (1)

L'idée de Dieu implique l'abdication de la raison et de la justice humaines ; elle est la négation la plus décisive de la liberté humaine et aboutit nécessairement à l'esclavage des hommes, tant en théorie qu'en pratique.

MICHEL BAKOUNINE

Nous ne voulons plus d'un dieu qui dérange la nature, qui est le père de la confusion, qui voit l'homme au moment où l'homme se livre à des horreurs ; un tel dieu nous fait frémir d'indignation, nous le reléguons pour jamais dans l'oubli.

.....
Bonnes gens ! Si votre dieu se mêle de vos affaires pourquoi vont-elles si mal ? Pourquoi avez-vous des autels et point de mœurs ? Pourquoi tant de prêtres et si peu d'honnêtes gens ?
.....

Un Dieu corporel répugne au bon sens ; un Dieu abstrait ne laisse aucune prise sur lui. Et pourtant Dieu ne saurait être que abstraction ou matière. Il faut le répéter encore ici : Dieu est tout ou n'est rien. Pour s'entendre et se faire entendre, le théologien est obligé de s'exprimer comme le philosophe. Mais si tout est Dieu, Dieu perd sa divinité, d'une autre part cédant à sa spiritualité il n'a plus d'existence que dans la pensée de l'homme.

SYLVAIN MARÉCHAL

En vain l'homme emporté par delà les étoiles
De nos vieilles erreurs a fait tomber les voiles ;
En vain sa main puissante a chassé de l'éther
Les Vichnou, les Brahma, l'Olympe et Jupiter ;
D'obscurs et noirs maçons, à force d'artifice,
De tous ces vieux débris ont fait un édifice ;
Ils ont créé le Ciel, cet Olympe borné
Qui me fait en tout point regretter son aîné ;
Car, il faut l'avouer, chimère pour chimère,
Je préfère celui que nous chantait Homère.
Là du moins on s'amuse, on mange, on boit, on rit,
Et les dieux en un mot sont des dieux pleins d'esprit.
Mais pour la Trinité, fantôme énigmatique
Dont le nombre est en guerre avec l'arithmétique,
Qui soutient qu'un fait trois et que trois ne font qu'un,
De pareils dieux, mon cher, n'ont pas le sens commun.

A. ROUSSEL DE MÉRY

Si Dieu existait, il serait essentiellement présent à nos âmes, à nos esprits, à nos cœurs, ou bien il serait la cause de notre erreur,

(1) L'évolution Religieuse 1892 chez C Reinwald et C^{ie}.

de notre aveuglement, ce qui répugne à l'idée de la perfection.

Je dis plus : il lui serait impossible de se cacher, quel que soit son pouvoir : son essence ne le permettrait pas, elle serait d'être présent partout, de gouverner, d'éclairer de sa gloire, de frapper d'admiration et de respect.

Quand il s'agit du soleil, personne n'a envie de disputer sur son existence, parce que tout le monde le voit ; un aveugle même n'a pas de doute, parce que le témoignage est universel et l'évidence incontestable. Nous n'avons pas besoin de former des conjectures à son égard ; de dire, toutes les nations y croient, sans lui la terre ne produirait rien, il faut absolument qu'il y ait un soleil. Si je ne voyais pas moi-même, je dirais : vos conjectures sont ingénieuses, elles sont vraisemblables ; mais j'ai des yeux comme vous et je ne le vois pas ; j'ai de l'esprit comme vous, et je ne le conçois pas ; votre autorité ne m'en impose pas, elle ne peut remplacer le témoignage de mes sens et les lumières de ma raison.

J DE LALANDE

LÉON CLADEL

A côté des articles de théorie et de combat, signés de noms



LÉON CLADEL

connus par leur dévouement à la cause socialiste révolutionnaire, l'Almanach de la Question Sociale ne pouvait moins faire que de présenter à ses lecteurs le célèbre romancier socialiste, Léon Cladel, que l'année 1892 a vu disparaître, enlevé à l'affection des siens et à l'amitié que lui portaient ses disciples et amis.

Au milieu des déchéances morales et des bassesses journalières, Léon Cladel avait su garder intacte sa conscience d'écrivain et sa foi profonde en tout ce qui lui paraissait juste. En présentant donc à nos lecteurs la figure de

cet honnête homme nous flagellerons par cela même les faméliques qui ne se servent de leur plume que pour avilir et salir toute idée de justice et de progrès social, ne réservant leurs

dithyrambes qu'en faveur de la classe possédante et dirigeante, elle seule pouvant leur apporter honneur ? et fortune.

Léon Cladel est né en 1837, d'un bourrelier de Montauban Pierre Cladel, et de Jeanne-Rose Montastruc. Après avoir fait ses études au collège de Montauban, passé son baccalauréat en droit à Toulouse, il voulut tenter fortune à Paris, malgré les exhortations de son père, qui voulait faire de lui un avoué.

Ses débuts à Paris furent pour le jeune Cladel, une lutte opiniâtre ; travaillant d'abord comme troisième clerc, puis employé aux abattoirs de la Villette, à cent francs par mois ; homme d'équipe dans une gare de chemin de fer, etc., il n'accepte ce travail de misère que pour s'occuper de littérature, il fréquente les bureaux de rédaction et se lie d'amitié avec des hommes tels que Charles Baudelaire, Alfred de Musset et Murger, qui devinaient chez Cladel une nature originale et puissante. Le premier article qu'il écrivit, parut dans une petite feuille, *Le Pirate*, sur Salvini, à propos des représentations qu'il donna en 1857.

En 1861, rédacteur d'une feuille, *La revue Fantaisiste*, où collaborait Baudelaire, Mendès et Glatigny, il écrivit son premier volume, **Les Martyrs ridicules** ; ce roman, précédé d'une magnifique préface de Charles Baudelaire, le poète des **Fleurs du mal**, faisait déjà pressentir l'écrivain à la langue si colorée et si puissante d'**Ompdrailles** et des **Va-nu-pieds**. Parurent ensuite **l'Amour romantique** et le **Deuxième mystère de l'Incarnation** ; enfin, en 1864, Grégory Ganesco ayant fondé **l'Europe de Francfort**, s'attacha le jeune Cladel pour y faire les échos littéraires.

Dans ce journal il se lia avec Léon Gambetta, chargé des échos politiques. Cette amitié, qui dura 10 ans, fut rompue quand le grand patron de l'opportunisme, maître du pouvoir, viola ses engagements de 1869 envers la démocratie.

Léon Cladel publia dans ce journal son premier roman à tendance socialiste, **Pierre Patient**. Cette épopée révolutionnaire, vibrante de flamme et de jeunesse, exaltant tous les sentiments généreux de l'homme, jeta la consternation dans le clan des souteneurs du bandit couronné qui trônait aux Tuileries ; le journal fut supprimé. Ne sachant plus que faire, il retourna chez les siens, en Quercy, et y resta 18 mois.

C'est là qu'il écrivit ces deux magnifiques chefs-d'œuvre : **La fête votive de Saint Bartholomée Porte-glaive**, et le **Bouscassié**. Ce fut un journal d'Auguste Vitu, **l'Étendard** qui publia ce dernier roman. Le succès fut immense ; Léon Cladel qui jusqu'alors, avait cherché sa voie, venait de se placer au premier rang des écrivains et littérateurs de son temps.

L'autre livre, **La Fête votive de Saint Bartholomée Porte-Glaive**, fut publié en 1867 dans le **Constitutionnel** et ne parut en volume qu'en 1872. Ce fut à cette époque que Cladel fit paraître les **Va-nu-pieds**.

Cette gerbe de nouvelles éblouissantes, écrites dans un style merveilleux, d'une grandeur de pensée et de forme incomparable, fit hurler la presse bourgeoise et réactionnaire.

La réaction versaillaise, qui, après la répression sanglante de la Commune avait bien cru l'idée socialiste morte, ou tout au moins retardée indéfiniment, fut stupéfaite à l'apparition de ce volume. Un an à peine après ce massacre qui changea Paris en charnier, un écrivain, et non des moindres, se dressait et défiait, dans un langage magnifique, les massacreurs du peuple.

Après ce volume qui restera comme un des chefs-d'œuvre littéraires du siècle, il publia : **Ompdrailles, le tombeau des lutteurs** ; légende homérique qu'il voulut adapter aux proportions du théâtre, et que devait jouer Sarah Bernard à la Porte-Saint-Martin ; puis l'**Homme de la croix aux bœufs**, étude admirable sur les convoitises sauvages, les hypocrisies criminelles d'une race de paysans entretenue dans l'ignorance et la bestialité par deux mille ans de servage.

En 1875, il donna à l'**Événement** un article en faveur de l'amnistie intitulé : **Une Maudite**. Condamné pour ce fait à un mois de prison, il envoya sa démission d'employé de l'Assistance publique où il était entré depuis quelque temps, et s'adonna tout entier à ses œuvres, lesquelles, à chaque apparition, enthousiasmaient tous ceux qui aiment, dans un livre, des idées justes et vraies sous une forme simple et sincère.

Puis parurent : **Mes petits cahiers**, suite de nouvelles révolutionnaires ; **Bonshommes** ; **Par devant notaire** ; **Six morceaux de littérature** ; **Crête rouge** ; **N'a qu'un œil**, ardent pamphlet contre le passé féodal, qu'il flagelle cruellement ; **Urbains et Ruraux** ; **Gueux de marque** ; **Héros et Pantins** ; **Raca** ; **Effigies d'inconnus** ; **Tisi Foyssac, IV, dit République et Chrétienté** ; **Kerkadec garde barrière** ; **Ma Kirielle** ; **Mi-diable** ; etc.

Ce travail extraordinaire, opiniâtre ; cette recherche constante du mot juste, ce besoin de travailler, de ciseler ses phrases devaient conduire, prématurément, Léon Cladel à la tombe. Sa besogne, cependant, n'aura pas été inutile, car la poussée prodigieuse qu'il a donnée à la littérature socialiste a porté ses fruits : à l'exemple de Cladel, des écrivains de grande valeur mettent journellement leur plume au service de la cause révolutionnaire.

Les uns, comme Lucien Descaves, Courteline, Georges Darien Henri Fèvre, attaquent avec une violence extraordinaire le chauvinisme dans ce qu'il a de plus abject, et l'armée permanente dans ce qu'elle renferme de plus vil et de plus lâche.

D'autres, comme Octave Mirbeau, Camille de Sainte-Croix, Rosny, Jean Ajalbert, Aurélien Scholl, Léon Bienvenu, Paul Adam, Louis de Gramont, de leurs plumes autorisées fouaillent et combattent les turpitudes, les crimes de la société égoïste et féroce qui nous dirige.

Léon Cladel, quoique n'ayant pas été le romancier socialiste tel que nous le désirons, donnant à ses écrits une portée économique plus scientifique, a été le premier qui a su peindre avec un éclat surprenant les déshérités et les vaincus de la vie ; il a su donner une vie intense à tous les terriens

et plébéiens qu'il décrivait dans ses romans d'une façon si humaine.

C'est à ce titre que l'*Almanach de la Question Sociale* salue sa dépouille, et renvoie ses lecteurs aux admirables romans que nous venons de signaler, lesquels, au milieu des insanités qui paraissent tous les jours, resteront des œuvres superbes que tout homme pourra lire et méditer avec profit.

AUGUSTE MORLIN.

Discours prononcé par Émile Zola sur la tombe de Léon Cladel

Au nom de la Société des gens de lettres, au nom de la littérature française, je viens dire un dernier adieu à Léon Cladel. Et ce que je regrette, c'est que, averti trop tard, loin de Paris, je ne puis le louer ici, comme il le mérite.

Pendant les trente années de son dur et glorieux labeur, il est resté fidèle à la terre d'où il était sorti, il a aimé les humbles et les souffrants qu'il avait coudoyés dans sa jeunesse. Ses héros préférés, ce sont les va-nu-pieds des champs et des villes, tous ceux que la vie sociale écrase ; ce sont aussi les simples, les grands et les tendres, dont chaque heure, dans la bataille de l'existence est un héroïsme. Il les prenait parmi le peuple, il leur soufflait l'âme naïve et forte des foules, il les faisait à son image ; car, même sous l'usure de notre terrible Paris, il avait gardé la simplicité et une tranquille grandeur. Il s'était mis véritablement à part, dans notre monde littéraire. On a parlé de sa petite maison de Sèvres où il vivait au milieu des siens comme un patriarche, de cette maison si accueillante aux jeunes débutants, toute pleine de bonne affection et de travail. Les enfants poussaient là, au grand air. Des bêtes domestiques, libres et caressées, l'envahissaient. N'était-ce pas le milieu naturel du poète puissant qui a dressé les fières figures du Bouscassé, d'Ompdrailles et de l'Homme de la Croix-aux-Bœufs ?

Il était mon aîné à peine de quelques années, je l'ai connu à l'époque de nos débuts, lorsqu'il venait de publier son premier livre : « les Martyrs ridicules ». Et, si j'évoque le Cladel de cette époque déjà lointaine, je revois un jeune homme à la mise correcte, à la chevelure émondée et contenue. Je veux dire qu'il n'est point débarqué à Paris en paysan du Danube, mais que, plutôt, la libre insouciance, la bonhomie rurale, l'y ont repris, à mesure qu'il y a vieilli. C'est là un phénomène typique et charmant, tout à son honneur. Il ne faut pas oublier qu'il a eu des amitiés illustres. Il tutoyait Gambetta, il aurait pu, comme tant d'autres, au lendemain de la conquête, réclamer sa part. Mais, en maladroît qui tenait surtout à ses convictions, il choisit justement pour se fâcher, le jour où son tout puissant ami fut le maître. Jamais il ne s'est mis du côté du manche, jamais il n'a été là quand la douce pluie des récompenses et des sinécures commençait. Il demeurait d'une intransigeance farou-

che, sans concessions aucunes, ni politiques, ni littéraires. Et c'est pourquoi, lorsque nous en avons vu tant d'autres mettre des pans à leurs vareuses et changer leurs foulards rouges en cravates blanches, lui, doucement, avec son fin sourire retournait au chapeau de feutre et à la grosse houppe de laine qu'il trouvait commodes et qui lui tenaient chaud.

Cela est très beau, une existence entière donnée à un idéal, dans le désintéressement de tout le reste. Cladel n'a voulu être et n'a été qu'un écrivain. Seulement, être un écrivain, pour lui, exigeait une somme d'efforts surhumains, demandait une vie de conscience et de travail acharné, car il s'était fait du style une idée de haute perfection, hérissée de telles difficultés à vaincre, qu'il agonisait à la peine. On raconte qu'il a recommencé, qu'il a récrit des manuscrits jusqu'à trois fois. La poursuite du mot juste le jetait dans des angoisses infinies. Tout devenait un sujet de scrupules, la ponctuation, le rythme des phrases et des alinéas. J'ai connu, chez Flaubert, ce tourment de la belle prose sonore, parfaite et définitive. Il n'en est pas de plus torturant ni de plus délicieux. Et cela devient d'un grand et superbe exemple en nos jours de prose bâclée, de journalisme hâtif, d'articles fabriqués à la grosse sur des coins de table.

Le pis est qu'un si noble labeur n'est presque jamais récompensé du vivant de l'écrivain. Ces œuvres si soignées, si voulues, ne se laissent point aisément pénétrer par la foule. Leur beauté a besoin d'une sorte d'initiation, elles demeurent le culte d'une élite. C'est ce qui fait que Cladel n'a point rencontré les succès retentissants, les acclamations de ce Paris si prompt à s'engouer parfois. Je ne crois pas qu'il en ait souffert, car il avait le cœur solide et haut. Il devait se rendre compte de la vanité de certaines gloires fragiles. Mais nous en avons souffert pour lui, nous autres qui connaissions sa rare valeur, qui savions aussi, hélas ! que le succès, c'est l'aisance, parfois la santé, la maison heureuse, égayée de soleil.

Oui, à chacune de ces belles œuvres impeccables qu'il lançait, ouvragées comme des bijoux de haut prix, nous aurions voulu les forts tirages qui hantent les impatients d'aujourd'hui, le fracas des journaux, le livre courant dans des milliers de mains. N'était-ce point un spectacle fait pour étonner, ces œuvres où il ne glorifiait que les petits et les misérables, et qui n'allaient point à la foule, à l'immense peuple illettré ? Seuls, les poètes, les artistes, en sentaient le fin et puissant travail, les difficultés vaincues, la haute réussite. Il était un maître, il tenait tout un coin de notre littérature, il avait sa griffe de lion qui marquait chacune de ses pages. Dans cette petite maison de Sèvres, si simple, vivait à l'écart du grand public, adoré des seuls fidèles de la littérature, un des écrivains les plus personnels et les plus probes de la seconde moitié de ce siècle.

Et, d'ailleurs, n'est-ce pas un destin heureux que d'avoir trouvé de son vivant le succès rétif, quand on a tout fait pour bâtir son œuvre sur des bases indestructibles ? Ce qui les dévore, ces ouvriers acharnés remettant sans cesse leurs phrases au feu de leur forge, c'est l'impérieux besoin de les forger si solides, si définitives, qu'elles vivent ensuite éternelles dans les siècles.

Flaubert les voulait d'airain, toutes droites comme des tables de bronze, debout à jamais. Et leur récompense est là, à ces vail-

lants, dans la certitude qu'ils peuvent mourir, que leurs livres vivront. Le miracle de vie s'accomplit, ces livres résistent et grandissent de jour en jour, lorsque tant d'autres, acclamés à leur apparition, disparaissent rapidement dans la banalité même de leur succès. La solidité du style, la conscience, le désir de perfection, tout ce qui a rebuté d'abord, travaille à la conquête de l'immortalité. Les lecteurs viennent, ne s'en vont plus, le roman se classe parmi les œuvres résumant une intelligence et une époque. C'est ainsi que les jours et les nuits passés sur une page par un écrivain original, souffle à cette page une âme, une vie que rien n'étouffe, qui se développe à son heure et qui monte à la gloire.

Cladel a été le bon et génial ouvrier qui, la journée finie, peut se reposer en paix dans la tombe, satisfait et fier de son labeur. Il a laissé l'œuvre qui survit, l'œuvre vivante qui gagne en force, à chaque lever nouveau du soleil. Elle fait partie désormais de l'éternelle nature, elle portera ses fleurs, aux printemps sans fin qui se succéderont.

Et cette gloire de demain, cette moisson de palmes poussant de la mort, c'est le suprême hommage, c'est la grande consolation que je veux déposer aux pieds de la veuve de l'écrivain, de l'admirable compagne qui a été le charme et le courage de son existence. Oui, dans l'affreux deuil qui les frappe, s'il est une consolation possible, que la veuve, que les enfants se disent qu'il n'est point parti celui dont les œuvres grandiront et vivront à jamais dans la mémoire des hommes.



REVANCHE !

Assaillis sans relâche par les troupes Versaillaises, les plus après des communalistes, réfugiés au Père-Lachaise, ceux qui ne voulaient pas survivre à la ruine de leurs plus chères espérances, avaient lutté toute la nuit, un contre dix d'abord, un contre cent ensuite. Enfin l'enceinte du cimetière fut forcée et les brigades de Vinoy débordèrent dans la nécropole au milieu de laquelle, arboré sur une sorte de palanque, déchiqueté, troué de balles, flottait le drapeau rouge de la ville expirante. Une fois encore il fallait combattre et maintenant au grand jour. Reliées par des tranchées et des épaulements, quantité de tombes derrière qui s'abritaient les « rebelles », eussent été pour eux, si les provisions et le matériel de guerre ne leur avaient pas fait défaut, un boulevard solide et peut-être inexpugnable, mais la maigre artillerie qu'on avait trainée là manquait absolument de servants et de gargousses, les derniers canoniers ayant été tués en tirant leur dernier coup de canon, au moment même où se levait le dernier soleil que devaient voir tous ces urbains acculés en ce coin de terre sacrée où dormaient leurs pères et leurs aïeux.

Il était six heures du matin.

Un funèbre roulement de tambour et le commandant de cette indomptable poignée de lions, qui avait pris sur lui de se rendre en parlementaire auprès des généraux de l'armée régulière, apparut à cheval à l'une des bouches du blockhaus.

Sans conditions et vingt-cinq minutes de répit ! dit-il, après avoir mis pied à terre, en s'accoudant sur l'une des pièces froides et désormais inutiles qui montraient leurs gueules vides aux assiégeants, embusqués à deux cents mètres de là.

Chacun entendit ces sombres paroles : « sans conditions ! » le *væ victis* de toutes les guerres civiles, et ces religionnaires, sentant que l'heure était venue de périr pour la foi qu'ils avaient confessée les armes à la main, poussèrent tous ensemble ce cri : « Vive la Commune ! » qui vibra poignamment dans la cité du silence et du repos.

— A vos rangs, camarades, on va faire l'appel et compter les munitions.

Et celui qui venait de signifier la loi du plus fort aux débris de plusieurs compagnies placées sous ses ordres, se croisa les bras sur la poitrine ; et, tandis qu'on procédait à la hâte au double dénombrement qu'il avait prescrit, inspecta délibérément ses frères d'armes, imperturbables comme lui, condamnés comme lui !

Jeune encore, quarante ans au plus, puissante stature, mains ouvrières, ardent regard, figure hardie, vaste front, une forêt de cheveux noirs coupés ras et la moustache neigeuse, il portait la coiffure militaire à six galons d'or des majors de rempart ; un mouchoir de toile taché de sang lui bandait la tête : huit jours auparavant, il avait été frappé d'un éclat d'obus, pendant la canonnade à Neuilly sous la porte Maillot.

Une voix cria :

Trois cents hommes dont deux cent sept blessés et mille cartouches.

Soit quatre-vingt-treize combattants, observa-t-il, et dix charges par fusil ; ensuite, ayant interrogé sa montre, il ajouta : Dans un quart d'heure, « ces civilisés » seront ici ; que chacun de vous, amis, se prépare à bien finir...

Résignés à la mort après avoir en vain tout entrepris pour la victoire, entièrement épuisés par huit jours de bataille et transis par une nuit de pluie, hâves, souillés de fange, affublés, les moins âgés, ceux qui, pendant la guerre prussienne, avaient fait partie de ces bataillons de marches qu'on n'utilisa guère, affublés chacun d'une de ces longues capotes marron, ou gris de fer, ou vert foncé, bizarre uniforme sous lequel nos milices ressemblaient à des cohortes étrangères ; vêtus, les plus vieux, anciens gardes sédentaires ou civiques chargés pendant le siège du service des bastions et de celui des redoutes, vêtus, la plupart du costume traditionnel aux trois couleurs, ainsi que la cocarde adoptée en l'autre siècle par la plèbe en rupture de chaînes : tunique gros bleu à boutons d'étain, pantalon de même nuance à larges bandes écarlates, képi de pareille étoffe avec des lisières rouges et guêtres blanches, les fédérés, effrayants et

superbes dans leurs sanglants et boueux habits en lambeaux, firent tous ensemble, vétérans, vélites, pupilles, les préparatifs du suprême combat ! Ceux d'entre eux qui étaient trop grièvement atteints pour y prendre part, furent déposés dans les caveaux mortuaires compris à l'intérieur de la circonvallation, et ceux à qui leurs blessures relativement légères permettaient de faire encore le coup de feu se blottirent au fond des fossés ou derrière les pieux et les gabions qui défendaient les approches de cette chétive citadelle improvisée durant la précédente nuit ; enfin les quatre-vingt-treize hommes intacts se groupèrent en silence autour de leur supérieur, resté, quoique ça, leur égal, et, l'œil assuré, le front haut, appuyés sur leurs baïonnettes, attendirent inébranlablement l'ennemi, des Français, hélas ! comme eux, et comme eux des prolétaires !... Halte-là ! qui vive ?

Aucune réponse à cette injonction ! Et bientôt un clairon parisien résonna dans l'air illuminé par le soleil levant. A ce signal d'alarme, le chef de légion s'élança vers le point où relentissait la trompette et se trouva face à face avec une femme que deux sentinelles avaient introduite dans le fort.

Toi ! s'écria-t-il en la reconnaissant aussitôt, toi ?...

Demi-nue, harassée, chancelante, ses yeux bleus étincelant en son visage blême comme la cire, sa grande chevelure rousse hérissée ruisselant sur ses seins et ses épaules, elle s'arrêta serrant doucement, oh ! bien doucement le fardeau qu'elle portait en bandoulière, dans une jupe de laine.

Oui, c'est moi, dit-elle enfin ; je viens mourir avec toi, Cardoc ! Cardoc, qui n'avait pas sourcillé, mais dont les lèvres crispées trahissaient l'émotion contenue à grand-peine ouvrit silencieusement les bras ; elle s'y laissa tomber et ces deux amants, ces deux époux s'étreignirent avec passion et revécurent en une seule minute tout le bonheur évanoui...

Trois mois avant la guerre, il était, lui, rivé au fourneau d'une locomotive et passait sa vie à rêver l'abolition du salariat, dernière forme de l'esclavage, et l'affranchissement des esclaves, en jetant à pleines pelletées une noire pâture au monstre rugissant qui l'emportait, tantôt le jour, tantôt la nuit, de Paris à Bordeaux ou de Bordeaux à Paris, à ce rude métier de chauffeur, plus périlleux encore que celui de marin et si pénible que ceux qui l'exercent en meurent usés avant l'heure, il connut, l'ayant porté sur ses reins, combien lourd est le poids qui pèse sur les êtres que le hasard fait naître au bas de degrés de l'échelle sociale, et ce deshérité, ce mercenaire, ce porte-blouse, ce va-nu-pieds, ce plébéien intelligent, en qui palpitait un noble cœur, s'émut d'une pitié profonde pour ses frères qui, plus faibles que lui, doté par la nature d'une énergie à toute épreuve et d'une force peu commune, étaient astreints à souffrir mille morts, et, martyr lui-même, il embrassa la cause des martyrs, se jurant d'en être tôt ou tard le libérateur ou de sombrer avec eux. Il semblait d'ailleurs que le moment fut venu d'en finir avec l'antique oppression. On entendait tomber pièce à pièce les charpentes du vieil édifice social. Les ouvriers

de la capitale, donnant le branle à ceux du monde entier, réclamaient tout haut le droit au produit intégral de leur travail et partant le droit à l'indépendance. « Allons leur prêter main-forte, il se peut que demain il n'y ait plus de parias ! » Et l'intrépide, ayant dit adieu pour toujours à la Gironde, monta pour la dernière fois sur sa bête de fer.

Il faisait une claire journée d'été, les rails luisaient au soleil et s'allongeaient inflexibles vers le nord-est. On eût dit que le train, environné de fumées et d'éclairs, avait des ailes. Angoulême, Poitiers, Tours, Blois, Orléans. Etampes, il dévorait la route. Une dernière étape à parcourir.... Oh ! non, jamais cet enfant du bitume n'avait senti cet impérieux besoin de rentrer dans sa ville natale dont les mille clochers, au loin, trouaient l'azur ; il éprouvait la joie sainte qu'on éprouve en retournant au pays après dix ans d'absence, et, joyeux, il chauffait, il chauffait ! Tout à coup, ô terreur ! au milieu de l'immense plaine déserte que le ciel éclatant illumine et que le train express lancé à toute vitesse franchit en droite ligne, il aperçoit de son œil exercé, de son œil infailible, une forme humaine étendue immobile en travers de la voie, à trois ou quatre cents mètres de lui... Que faire ! Impossible de stopper ! renverser la vapeur ? tout sauterait. Une corde est là qui traîne ; il s'en entoure les flancs. « Siffle au serre-freins, attrape ce câble et suis-moi, » crie-t-il au machiniste, et, rapide en dix fois moins de temps qu'il n'en faut pour le dire, il grimpe à la rampe qui longe la chaudière, s'élance au front de la locomotive, descend sur l'un des tampons, s'y met à califourchon, se précipite, et, plié en deux, étreignant entre ses jambes croisées le gros bouton d'acier forgé, la tête en bas, les bras en avant, ainsi maintenu par la corde enroulée autour de son corps et dont le mécanicien, accroché là-haut, à la cheminée de la machine, tient l'une des extrémités, il tend les mains vers le rail où, couchée, une femme attend... O prodige ! un autre tour de roues il eût été trop tard ! au moment même où l'écrasante masse qui vole va broyer cette chair fragile, l'audacieux l'empoigne au passage, l'escamote, la relève et la garde suspendue au bout des doigts, à quelques centimètres au dessus des rails jusqu'à ce que, hissé par son auxiliaire, il se retrouve avec elle saine et sauve sur le tablier qui joint le moteur au tender.

Elle s'appelait Léone, cette honnête créature arrachée par miracle à la mort, et son histoire était à peu près la même que celle de beaucoup de filles du peuple. Un de ses oncles, insurgé de Juin, dont elle portait le nom, était décédé à Cayenne un an après le sanglant triomphe de la classe moyenne, et la sœur du transporté l'avait eue à quinze ans d'un petit monsieur de la bourgeoisie qui l'abandonna sans vergogne après l'avoir séduite. Orpheline depuis plusieurs années, à bout de ressources et de vertu, mais ne voulant pas tomber un jour, comme celle qui l'avait enfantée, entre les mains d'un drôle, ni servir jamais d'engin de plaisir aux fils de ceux qui reléguèrent le frère de sa mère dans un climat mortel, cette fière faubourienne, saine,

pure, neuve, préféra le néant à la vie ! Un matin, à l'aube, elle était sortie de l'enceinte et le destin l'avait poussée au devant de celui qui la sauva, par une merveille d'audace et d'adresse. Huit jours plus tard, ces deux êtres de même race et de même trempe, si violemment poussés dans les bras l'un de l'autre, s'avouèrent leur amour réciproque. Elle voyait toujours et toujours cet homme athlétique et beau comme un démon qui la couvait d'un regard étincelant et tendre, tandis qu'elle recouvrait ses sens, assise devant la fournaise béante, et lui, le dévoué, ne pouvait plus vivre sans celle qu'il avait volée à la mort. Tout était dit ! Un soir, ils gravirent ensemble un de ces coteaux chevelus qui couronnent Paris et que le Prussien n'avait pas encore souillés ; seuls, au milieu des arbres, en présence des eaux et du ciel, ils s'épousèrent librement, prenant la nature à témoin de leur indissoluble union, et le souvenir de cette journée nuptiale habitait en eux, impérissable. Etre heureux est un rêve : et ce rêve, hélas ! ne dure point. Trop bon patriote pour ne pas offrir son bras à la patrie, le sauveur après le Quatre-Septembre, fut de ceux qui voulurent contraindre à l'action le gouvernement inerte de Trochu. Trochu ne bougea ; Ducrot ne mourut ni ne vainquit, et l'Allemand visita Paris livré, Paris à qui, pour prix de son martyre, on préparait au loin, semblait-il, un stathouder sinon un roi, peut-être un autre empereur. Ainsi qu'il avait été déjà répandu pour l'indépendance de la nation à Buzenval et sur les bords de la Marne, le sang du volontaire de la République devenu serviteur de la Commune, coula bientôt pour les libertés municipales à Bicêtre, à Vanves, à Montrouge, à Issy, à Neuilly. Mal commandé, trompé, trahi, le peuple, après avoir perdu les forts, les murs, défendit les carrefours un à un, les rues une à une, et le combat, faute de combattants, allait cesser au Père-Lachaise, où Léone, aux abois, avait retrouvé vivant Cardoc, qu'elle croyait mort.

... Oui, dit-elle en interrompant le long baiser qui les unissait, je vais répondre à tout ce que me demandent tes yeux, à tout. Ismard, Dumey, Xaviès, Sarrazar, Rumbolle, Ager, Henriong, Graves, Ohrt, Abbaril, Levou, Klubheim, Montalugné, Wahlsy, Burdave, Effrial, OEnoche, Ulliel, Ydrac, Calvi, Fenariz, Zabru, Virelop, Parqua, Jô, Quevarrolliguan, Narmont, Talabert, tous nos amis ont rempli leur devoir et tous ont succombé. Comme eux, avec eux, Albin, ton frère, a fini sans peur et sans reproche. Il y a quelques heures, je l'ai vu couché raide sur le piédestal de la colonne de Juillet ; oui j'ai vu, te dis-je, son sang figé rougir le bronze où le nom de ce vaillant de 1830, votre père à tous deux, est gravé en lettres d'or ! Une riche moisson jonche la place de la Bastille : il y a là plus de corps au-dessus de la terre qu'il y en a sans doute au dessous. Hommes, femmes de la race maudite, qu'ils aient ou non combattu, tous, tous sont passés par les armes. Ils n'épargnent personne, ceux de Versailles. On leur a dit : « Tuez ! » Ils tuent. Ta sœur et son mari, faits prisonniers à la barrière du Trône, ont été fusillés ensemble comme nous

le serons nous-même, tous les deux, dans une heure, peut-être avant. Ecoute, hier à minuit, il y a loin, va, du Panthéon au Père-Lachaise ! hier, à minuit, j'ai quitté la rue Clovis et j'ai mis huit heures à traverser la ville, sous les bombes, sous les balles, dans le sang, dans le feu. Paris brûle, il est brûlé, bientôt il va s'éteindre avec la Révolution. Ils ont tenu parole, les nôtres. Si les ruraux veulent encore un roi, qu'ils lui bâtissent alors une nouvelle niche ; il n'y a plus de Palais Royal, il n'y a plus de Tuileries ! On croira désormais sans doute aux serments du blousier parisien, qui, lui, ne ment pas : « Etre ou mourir ! » Il git avec son honneur aujourd'hui sous les cendres de la vieille cité. Qui donc affirma cet hiver pendant le siège, est-ce le pleurard de Ferrières ? est-ce le boucher de Transnonain ? qui donc affirma que les trente sous ne tiendraient pas une heure devant l'ennemi. La preuve est acquise, je pense, de ce que les lâches auraient pu contre Bismarck et C^{ie}, si l'on avait eu trop peur, en les menant au combat, de les conduire à la victoire et de la victoire à la liberté ! Que deux fois en un siècle, la République, et la vraie ! sauvât la patrie ? A tout prix il fallait empêcher cela pour entreprendre plus tard l'écrasement des républicains, ces « démagogues ! » Ils sont écrasés aujourd'hui. La Seine où se mirent toutes fumantes encore les tanières impériales et royales calcinées, la Seine est chaude, la Seine est rouge du sang des nôtres et les pavés de chaque rue en sont teints. On a fait à Paris de belles funérailles. Il dort, Majesté, sur un lit de pourpre. Un jour il se ranimera, ce mort, il ressuscitera. Les pierres alors se lèveront toutes seules et parleront. Ah ! rien que ce que j'ai vu, moi !... Ces paysans travestis en troupiers, ces manants asservis au bourgeois ainsi que jadis au noble, ces sauvages esclaves exècrent les villes où chacun ambitionne de s'affranchir, et surtout celle-ci, la décapitalisée, la flamboyante, qui n'accepte plus ni princes, ni prêtres, ni bourreaux, et dans leur noire fureur, en leur imbécile rage, ils saignent au nom de Dieu ! saignent, saignent tout être qui pense, sait, et se croit autre qu'un chien.. Ne me demande pas comment j'ai fait pour arriver jusqu'ici, ne me le demande pas. Ignorant tout ce qui s'était passé depuis la veille, errant à peu près folle, je marchais au hasard devant moi « Pétroleuse ! » Et des bourreaux, à l'affût sous des porches, se lançaient à mes trousses. On m'a poursuivie, empoignée, collée au mur, et, tombée vivante sur un tas de victimes, je me suis relevée, ayant trompé la mort. Elle m'effrayait peu, mais elle m'appelait trop tôt ; qu'elle se montre à présent, je la recevrai. Te revoir, ne fût-ce qu'une seconde, c'est ce que je voulais, et me voilà ! Cher cœur, je ne suis pas accourue ici seule....

Impassible durant ce tragique récit, le sectionnaire, digne de ses aînés en bonnet phrygien qui rasèrent des altesses et culbutèrent des trônes, tressaillit à ces dernières paroles, sous les regards étranges et doux dont sa compagne le caressait.

Eh quoi ! s'écria-t-il, est-ce possible ? est-ce vrai ?

Tiens, répondit elle, il est né pendant le massacre, il échappe au carnage, il vit et le voici...

Ce soldat de bronze qui venait d'apprendre, sans que son âme en fût ébranlée, tant de désastres, tant de deuils, s'attendrit à l'aspect de la frêle créature débarrassée du jupon de laine qui lui servait de langes, et pleura, lui... Les « communards » voyant pâlir « le chauffeur » que la mitraille thieriste n'avait jamais fait changer de visage, s'approchèrent interdits et regardèrent le bambin qui s'éveillait en remuant ses exquis petites mains roses innocentes. Atteints au cœur par cette mignonne et terrible image qui leur rappelait à tous un fils, un frère, une sœur, la famille, unique consolation de la vie atroce que leur avait réservé le destin et dont un implacable vainqueur allait les délivrer, ils se recueillirent pieusement, ces misérables, et leurs yeux, qu'avaient corrodés tant de pleurs amers, connurent aussi la douceur des larmes.

Ah ! dit l'époux en prenant entre ses mains noires de poudre le poupon ébloui par la vive lumière, où l'ai-je vu donc, il me semble que je le reconnais !...

On prétend, est-ce vrai ? que dans son berceau l'homme a presque la même physionomie qu'au déclin de l'âge et qu'il suffit d'un coup d'œil attentif sur celui qui vient de naître pour découvrir en lui le type qu'il aura vieillard. En considérant le gracieux visage de son rejeton, le stoïque partisan s'était tout à coup remémoré les traits imposants de son grand-père maternel que, lui-même, alors imberbe, il avait vu périr en place de Grève, un matin d'été ; ce sévère puritain, qui dédaigna de recourir en grâce, expiait sur l'échafaud le crime d'avoir agi selon sa croyance, qui fut aussi celle de l'abbé Grégoire et de beaucoup d'autres conventionnels régicides, morts impénitents : « Les rois sont dans l'ordre moral ce que les monstres sont dans l'ordre physique ; on doit s'appliquer à les détruire. »

Est-ce ta chair, est-il bien à toi, ce pauvre tout petit ?

Il ressemble à mon aïeul...

L'épouse, qui savait la vénération de son mari pour le supplicié, frémit d'orgueil à cette brève réponse et, s'étant redressée radieuse au milieu des révoltes sombres et pâles en leurs magnifiques haillons : Oh ! n'est-ce pas !

Soudain un garde à barbe blanche, casqué du passe-montagne des anciens arbalétriers de l'Helvétie, et blessé de plusieurs coups de feu, sortit des rangs en boitant et s'étant courbé sur l'enfantéau que contemplait toujours celui qui l'avait engendré :

— Citoyen commandant, demanda-t-il avec une extraordinaire gravité, comment s'appelle ton garçon ?

Il n'a point de nom encore ! murmura la quasi-veuve pensive. Avec la permission de ses parents, à qui je m'adresse, on pourrait, citoyenne, le baptiser ici.

Qui veut en être le parrain ?

Nous tous.

Soit !

Il se fit un grand silence et le vieux fédéré, qu'inspirait on ne sait quel auguste génie, envisagea ses compagnons d'armes

comme lui voués à la mort imminente, et d'un seul regard leur transmit toute sa pensée. Un éclair enflamma l'œil morne de ces justes, décriés, hués, pour s'être trop bien souvenus de l'impérissable déclaration de 89.

« Quand un gouvernement viole le droit du peuple, l'insurrection est pour celui-ci le plus sacré, le plus indispensable des devoirs. » Eux, les maudits, ils avaient compris qu'un désespéré leur offrait l'espoir, un vaincu le triomphe, un mourant la vie. « En tombant sous les balles réactionnaires, se disaient-ils avec une farouche allégresse, ils ne disparaîtraient point tout entiers, un enfant leur survivrait, et cet enfant, fils de leur chef ou plutôt de leur frère, ils allaient, eux, héros couverts d'opprobre, en faire d'un mot l'héritier fatal de leurs immortelles colères et le vivant symbole de leur gloire posthume. » — Hâtons-nous, mes braves, dit le capitaine, il est l'heure !

On plaça doucement le futur orphelin enveloppé de son maillot dans une capote de garde national accrochée à la pointe des baïonnettes et cent bras. cent fusils s'élevèrent vagissant vers le ciel bleu... Dissipés par une légère brise, les nuages, qui pendant deux jours avaient embrumé l'atmosphère, achevaient de se fondre à l'horizon, dans l'air attiédi ; sur les terrains gras du cimetière arrosés toute la nuit d'une pluie torrentielle riait à présent le clair soleil de mai ; les marbres funéraires luisaient sous la pure lumière matinale, et la naissante verdure des cyprès et des saules qui bordent les larges allées funèbres était toute chargée d'étincelantes gouttes d'eau tombant lourdes, une à une, sur le sol ; il sortait des entrailles de cette glaise saturée de cadavres et récemment abreuvée d'un sang généreux, un âcre effluve qui se mêlait aux parfums délicieux de l'herbe, et c'était un spectacle unique que de voir ces agonisants pleins de sève et debout sur la terre des morts, consacrer aux revendications prochaines la vie de ce nouveau-né !... Bien, très bien choisi fut le nom qu'ils lui donnèrent pour perpétuer en lui la haine qu'ils avaient, patriotes pour l'étranger, républicains pour les tyrans :

— Il s'appelle Revanche !

Et ce cri jaillit en même temps de toutes les poitrines...

— Il vivra, votre filleul, et je lui révélerai comment on égorgea son père et ses parrains ; allez mourir, il vivra pour votre vengeance et le triomphe de notre cause, lui ; je vous le jure, moi, Léone !

Un coup de fusil éclata, puis un autre et le canon...

— Aux faisceaux ! les chouans ; aux armes, les Versaillais !

— Ils sont en retard de dix minutes au moins, ces messieurs, dit Cardoc, en consultant de nouveau sa toquante ; adieu ! femme, adieu ! fils ; en avant ! citoyens, en avant ! elle grandira, notre graine et notre idée aussi ! Les petits se lèveront un jour ; rien n'est perdu !... Vive la République !

LÉON CLADEL.

LA FEMME ET LE SOCIALISME

TRADUCTION ANALYTIQUE DE L'OUVRAGE DE

BEBEL ⁽¹⁾

par P. ARGYRIADÈS

Une des plus importantes questions qui aient agité notre siècle, est celle de la condition de la femme dans la société. Elle doit surtout son importance au nombre des intéressées, les femmes formant en Europe, la majeure partie de la population.

Cette question demande donc une étude spéciale.

Bon nombre d'opinions ont été formulées sur la condition de la femme dans la société ; les uns déclarent que sa condition est déterminée par sa vocation naturelle qui la fait épouse, mère, ménagère. Mais ils oublient qu'une minime partie de la population féminine est en mesure de remplir ces devoirs : il y a des millions de femmes qui n'ont jamais pu être ni épouses, ni mères, ni ménagères et beaucoup d'autres qui ne peuvent satisfaire à cette vocation, le mariage étant pour elles un esclavage, grâce à la condition qui leur est faite par l'industrie moderne dans l'usine et l'atelier.

D'autres réclament pour la femme l'accès de toutes les branches du travail, manuel et intellectuel, et d'autres vont plus loin encore, en demandant pour elle les droits politiques.

Ils ne cherchent pas à savoir si le sort de la femme sera, par là, amélioré ; ils ne veulent pas sortir des limites de la société actuelle.

Selon Bebel, cette question est inséparablement liée à la question sociale. Sa solution, comme celle de la question ouvrière, est impossible, tant que les conditions de l'état social présent ne seront pas changées de fond en comble. Entrons dans le cœur de la question.

I. — LA SITUATION DE LA FEMME DANS LE PASSÉ.

Depuis des temps immémoriaux la condition du travailleur et de la femme est la même. Sans cesse ils ont été opprimés, et quoique les formes de l'oppression aient changé avec les siècles, rare-

(1) Je croyais pouvoir donner dans l'Almanach de l'année dernière cette analyse de l'ouvrage si important de Bebel. Aussi lui en avais-je demandé l'autorisation au Congrès de Bruxelles, autorisation qu'il m'accorda d'ailleurs avec beaucoup de bonne grâce.

Cette étude vient bien aujourd'hui comme réponse à l'inepte brochure de M. Richter, *Où mène le Socialisme*, dans laquelle l'auteur, qui n'a absolument rien compris à l'organisation de la Société future, interprète et commente si étrangement les idées de Bebel.

P. A.

ment ils ont eu conscience de leur situation, l'oppression devenant une habitude et paraissant naturelle à l'opprimé comme à l'opprimeur.

La situation de la femme a toujours été particulièrement navrante. Selon toute probabilité, la femme était au commencement de la société physiquement et intellectuellement égale à l'homme, elle le dépassait même, suivant certaines données historiques.

Mais, peu à peu, elle devint inférieure à l'homme, ses particularités sexuelles ont été la cause de cette infériorité, de cette dépendance, et elle a été obligée de rechercher la protection de l'homme.

Pendant longtemps l'homme et la femme ne furent pas unis par un lien constant. Une promiscuité de fait existait entre eux ; mais peu à peu le lien devint plus durable, la famille prit naissance et la situation de la femme empira. Il est probable que le désir de se lier durablement vient de l'homme, peu satisfait de l'insuffisance du nombre des femmes, et se plaisant à avoir la même. L'homme a pris la femme à laquelle il a imposé ses seules caresses, mais, de son côté, il s'est assujéti à la considérer comme son épouse, à la garder, à protéger ses enfants. La femme a accepté cette situation qui lui paraissait plus assurée que celle qui résultait de sa vie déréglée. Le mariage fut ainsi établi, et le fondement de la propriété privée, de la famille, de l'Etat, ainsi posé.

Bebel expose les devoirs imposés à la femme dans la société primitive. Ces devoirs en ont fait l'esclave, la subordonnée de l'homme qui disposait d'elle comme d'un simple objet. Sa situation est plus ou moins connue chez les peuples de l'Orient, les anciens Grecs et les Romains, et Bebel ne s'y arrête pas ; il rappelle seulement les débauches, les orgies de ces peuples et les saturnales consacrées par leur religion.

Plus tard, lorsque le Christianisme arriva, la femme, comme tous les misérables et les opprimés, crut que l'heure de sa délivrance avait sonné. Elle contribua puissamment à la propagande de cette nouvelle religion qui, en échange, comme toutes les religions sémitiques, prêcha la haine de la femme, la déclarant première pécheresse, l'auteur de tout le mal, et la condamna à rester sous le joug de l'homme. Aujourd'hui encore la femme prête serment d'obéissance à l'homme devant l'homme de loi. Depuis 2000 ans l'Orient n'a pas fait de progrès sensibles dans sa civilisation, et la situation de la femme y est presque la même, tandis qu'en Occident elle s'est améliorée, malgré le christianisme, et grâce à la civilisation avancée qui y existe.

A ce point de son étude, Bebel expose la situation de la femme au moyen âge. Le mariage n'avait pas encore de consécration religieuse ; ce n'est qu'au IX^e siècle que l'usage de demander à l'église la bénédiction nuptiale a commencé à se répandre, et au XV^e siècle cet usage était déclaré indispensable pour la validité du mariage.

Mais ce n'était pas là que résidait le mal. Il résidait dans le droit qu'avait le seigneur de disposer en maître absolu de la partie fémi-

nine de ses esclaves, de s'en servir et d'en abuser pour satisfaire ses passions.

On connaît les romans de chevalerie du moyen âge, et les chansons des troubadours, dans lesquels la femme tient toujours le premier rang ; mais il ne faut pas oublier qu'il ne s'agit là que de la femme noble, la plébéienne était doublement servie et la servitude avait pour complément le dérèglement des mœurs causé par l'odieux droit du seigneur. A cette cause de démoralisation, il faut ajouter le célibat des prêtres ; ce qui fit que, dans certains pays, les paysans n'admettaient le pasteur des âmes que lorsqu'il s'engageait à prendre une concubine, cherchant, par là, à garantir leurs femmes et leurs filles de la séduction.

Cette idée trouva plus tard son défenseur dans Luther qui prêcha la liberté du mariage. Mais la situation n'en fut pas beaucoup améliorée, surtout, lorsque la *Réforme* eut dégénéré en puritanisme sectaire et dureté bourgeois.

La découverte de l'Amérique, celle de la nouvelle voie maritime conduisant aux Indes, ayant déplacé le commerce universel, la situation de la femme en Allemagne en éprouva les contre-coups.

Il en fut de même des guerres religieuses et de la guerre de Trente Ans. Après cette dernière, la misère fut telle et l'Etat se trouva dans une telle décomposition que craignant que la population n'augmentât trop, ce qui était absurde, on prenait des mesures pour empêcher le développement des métiers et des existences indépendantes, pour diminuer le nombre des mariages.

Cette crainte montre que la situation de ceux qui avaient échappé à la guerre, était bien misérable. La femme, principalement, végétait ; elle était forcée de se contenter d'un salaire tout à fait insuffisant. La femme mariée passait toute sa vie dans une retraite absolue, s'occupant jour et nuit de son ménage, car on sait qu'alors chaque famille préparait, et, pour ainsi dire, fabriquait tout ce qui était nécessaire à l'entretien de ses membres, depuis le vêtement jusqu'aux vivres et aux boissons. Les filles aidaient leur mère, et l'esprit de caste perpétuait cet état de choses.

Plus tard, grâce au développement de l'industrie et à l'application du machinisme et des sciences à la production, les anciennes institutions commencèrent à disparaître. Elles avaient complètement disparu en Allemagne lorsque l'unité nationale a été accomplie. Les métiers furent affranchis, et on eut le droit de se marier librement. La situation de la femme alors a beaucoup changé, elle a acquis de nouveaux droits. Cependant elle n'est pas devenue complètement libre et indépendante, ainsi que nous le verrons dans le chapitre suivant.

II. — LA FEMME DANS LE PRÉSENT.

Dans les deux premiers chapitres de cette partie de son ouvrage, Bebel, après avoir démontré la nécessité absolue de satisfaire aux besoins sexuels, étudie les nombreux obstacles qui s'imposent au mariage dans la société actuelle.

Les défenseurs de l'ordre actuel disent que le mariage est la base de la famille, celle-ci la base de l'Etat, et que, par conséquent, s'attaquer au mariage c'est s'attaquer à la société, à l'Etat.

Nous demanderons tout d'abord, quel mariage est le plus moral.

Est-ce le mariage forcé, le mariage vénal, de la société actuelle ou le mariage libre, fondé sur l'amour et l'estime réciproques, et qui ne sera possible, d'ailleurs, que dans une société socialiste ?

La lutte pour l'existence, la lutte pour le morceau de pain devenant actuellement de plus en plus acerbé, les hommes qui se marient ne guident leur choix que par des considérations purement matérielles, et la conséquence de ces mariages est l'affreuse situation créée à la femme dans la société.

Bebel démontre cette situation par des chiffres et des exemples, et en arrive à cette conclusion que le mariage, ainsi qu'il se fait de nos jours, est intégralement lié à la société actuelle. Ils existent ensemble et tomberont ensemble.

Il est impossible, de nos jours, d'améliorer le mariage, et tous les efforts tentés dans ce but resteront impuissants.

Dans le troisième chapitre, Bebel démontre que la prostitution est une institution nécessaire de la société bourgeoise, aussi nécessaire que la police, l'armée permanente, l'église, etc.

En Grèce, à Rome, au moyen âge, la prostitution était organisée par l'Etat, et saint Augustin, lui-même, déclarait qu'elle était nécessaire. De même, notre société moderne bourgeoise la dit indispensable et la réglemente.

Hügel, dans son histoire : *Statistique et réglementation de la prostitution à Vienne*, s'exprime ainsi : « Avec les progrès de la civilisation, la prostitution se transformera en prenant des formes plus douces et plus convenables, mais elle existera aussi longtemps que le monde. »

Un grand nombre d'autres auteurs modernes s'expriment dans le même sens.

Quelles sont les conséquences de cet état de choses ?

Les maladies syphilitiques et la dégénération de l'humanité qui en résulte.

L'abaissement progressif du moral.

L'humiliation de la femme et son véritable esclavage.

L'infanticide, le suicide des femmes sont dus, en grande partie, à la prostitution, et, de plus, ce sont les orphelins, les bâtards, qui, plus tard, forment la plus grande partie des criminels de notre société bourgeoise.

Ajoutez à cela que l'excès dans les relations sexuelles est aussi nuisible que l'insuffisance. Il en résulte que la Société actuelle favorise la débauche, les crimes et délits de toutes espèces.

La société entière est dans l'état d'énervement et d'excitation et c'est la femme qui en souffre.

Beaucoup de femmes sentent, voient cette situation et en cherchent l'issue. Elles demandent d'abord leur indépendance écono-

mique. Elles veulent être admises à tous les travaux, à tous les emplois que permettent leurs forces physiques et leurs capacités morales, et demandent, surtout, leur admission aux soi-disant professions libérales.

Ces tendances sont-elles justes ? sont-elles réalisables ?

C'est ce que nous verrons par la suite.

III. — LA SITUATION DE LA FEMME PAR RAPPORT A L'INDUSTRIE. SES CAPACITÉS INTELLECTUELLES. LE DARWINISME ET L'ÉTAT ACTUEL DE LA SOCIÉTÉ.

La bourgeoisie, dit Bebel, a reconnu à la femme l'indépendance individuelle et le droit au travail ; il en est résulté l'admission de la femme dans presque toutes les branches de l'industrie.

La bourgeoisie a compris que c'était là son intérêt, parce que le travail de la femme est moins rétribué que celui de l'homme.

Et pourquoi cela ?

Parce que la femme a toujours été regardée comme un être subordonné, inférieur à l'homme. Ses particularités sexuelles en sont la cause. Elle est quelquefois forcée de suspendre son travail et cette circonstance est habilement exploitée par le capitaliste qui trouve là un prétexte pour abaisser son salaire.

En outre, la femme est plus docile, plus patiente que l'homme et se laisse aussi plus facilement exploiter que lui.

Ainsi la femme remplace l'homme et à son tour elle est remplacée par l'enfant. Tel est « l'ordre moral » dans l'industrie moderne.

Les abus sont devenus tellement excessifs sous ce rapport, qu'on commence à demander l'interdiction complète du travail de la femme.

Au milieu de toutes ces considérations, il ne faut pas oublier que le machinisme a joué un rôle important dans cette transformation industrielle ; il ne faut pas oublier que ce sont les progrès de ce machinisme qui, en supprimant les travaux les plus durs, ont rendu accessible l'emploi de la femme dans certaines branches de l'industrie.

Mais un très petit nombre de personnes seulement, grâce à l'aide de leurs capitaux, profitent des résultats qu'amènent les découvertes scientifiques et c'est un non-sens révoltant que des milliers d'ouvriers soient jetés sur le pavé, grâce aux progrès du machinisme qui supprime le travail manuel.

De tout cela il résulte qu'il faut changer les bases sociales actuelles, qu'il faut chercher un mode d'arrangement qui amène une distribution plus équitable des biens et des instruments du travail.

Dans la société nouvelle, les instruments du travail seront la propriété de tous sans distinction de classes ni de sexes, chacun devra travailler, et les améliorations, les découvertes techniques et scientifiques profiteront à tous.

La femme deviendra alors égale à l'homme, elle pourra exercer, développer ses qualités physiques et intellectuelles et jouir de tous ses droits.

Et Bebel déclare que cette nouvelle société n'est pas aussi éloignée qu'on semble le croire.

Un grand nombre de savants ont prétendu et prétendent que la femme est inférieure à l'homme au point de vue intellectuel.

Bebel démontre que cette assertion est complètement fausse. Elle n'est que le résultat de préjugés. Quelques socialistes même sont contre l'émancipation de la femme. Leur grand argument est ce qu'ils appellent la « vocation naturelle » de la femme.

Mais il est aussi illogique de prétendre que la femme ne doit toujours être que ménagère, que mère de famille, que de déclarer que les rois existeront toujours, parce que nous les voyons dans tout le courant de l'histoire.

Autrefois on croyait que la Monarchie était l'état naturel des peuples, cependant les monarchies se modifient et commencent à faire place à la République. Il en est de même de la soi-disant « vocation naturelle » de la femme.

Depuis un demi-siècle, une révolution s'est opérée dans la vie de famille. La femme est devenue plus libre, moins astreinte aux seules fonctions de ménagère et peu à peu elle s'émancipera complètement.

Un grand nombre de savants ont prétendu et prétendent que la femme n'est pas capable d'une haute culture intellectuelle et prouvent ce qu'ils avancent en disant que le poids du cerveau de la femme est inférieur à celui du cerveau de l'homme.

Ceci est une profonde erreur et Bebel le démontre par un raisonnement d'une justesse incontestable.

Tout d'abord, si la femme semble être aujourd'hui moins intelligente que l'homme, cela vient de ce que, son éducation ayant toujours été négligée, ses facultés intellectuelles n'ont pas été exercées comme celles de l'homme ou bien elles ont été exercées et conduites dans une fausse direction (sentimentalité exclusive et excessive).

Quant au cerveau c'est la bonne organisation et l'exercice qui lui sont nécessaires et non le poids. D'ailleurs il a été remarqué que le poids du cerveau de plusieurs hommes remarquables était à peu près égal à la moyenne des cerveaux féminins.

Donc, étant donnée la négligence dans laquelle a toujours été tenue l'éducation de la femme, il ne faut pas s'étonner de l'infériorité momentanée de son intelligence, par rapport à celle de l'homme ; le contraire serait surprenant. Mais tout cela changera de face, les choses reprendront leur état naturel, c'est-à-dire la femme deviendra égale à l'homme, à tous les points de vue, lorsqu'ils auront vécu dans les mêmes conditions pendant un certain nombre de générations.

On voit par ces développements que les sciences modernes sont intimement liées à notre vie sociale et à nos progrès. Les lois naturelles nous expliquent la situation économique dans laquelle nous nous trouvons. Ces lois nous montrent que les conditions politiques, le caractère, les propriétés physiques des individus comme des clas-

ses entières et des peuples, dépendent, avant tout, des conditions matérielles de leur existence, c'est-à dire de leur situation sociale et économique.

Une fois admis que les mauvaises conditions de l'existence sont la cause de l'insuffisance du développement individuel, il faut conclure que l'amélioration de ces conditions contribuera à l'amélioration de la race humaine. Il en résulte donc encore cette nouvelle conclusion : l'application rigoureuse à l'homme des lois naturelles connues sous le nom de darwinisme, crée des hommes nouveaux, comme conséquence, un nouvel état social, et par conséquent conduit au socialisme.

IV.—LES DROITS CIVILS ET POLITIQUES DE LA FEMME

Ce chapitre contient un court exposé de la situation civile et politique de la femme dans les différents pays. Bebel réclame pour la femme les droits politiques et son admission à l'exercice du suffrage universel. Comme épouse, comme mère de famille, comme travailleuse, elle est aussi intéressée que l'homme à la confection des lois.

V. L'ÉTAT ET LA SOCIÉTÉ

Depuis une centaine d'années, le progrès social pénètre insensiblement dans toutes les classes de la société. La société actuelle est dans un état de fermentation, de dissolution ; les personnes, comme les institutions ne sont plus en sûreté.

Cet état de choses est particulièrement pénible aux classes dirigeantes, mais tous leurs efforts pour conjurer le danger et améliorer la situation, sont vains. Ajoutez à cela la lutte des partis et l'affolement des gouvernements, forcés de s'appuyer tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre de ces partis.

Les hommes d'État se laissent bercer par une étrange illusion. Pour protéger les riches, ils ont introduit les impôts indirects qui, d'après eux, sont faciles à supporter parce que les masses, dans leur ignorance, ne les aperçoivent pas clairement. Ils oublient seulement que ces impôts ne sont pas justes, et qu'ils sont payés principalement par les masses. Les impôts favorisent la falsification des vivres et enchérissent la vie des basses classes des travailleurs. Quand les impôts directs augmentent, le mécontentement du peuple se dirige contre l'État, quand ce sont les impôts indirects qui augmentent, le mécontentement retombe sur la société tout entière ; on dit que c'est un mal social, c'est au moins un progrès.

Pour venir en aide à tous ces maux, on accumule institution sur institution, mais aucune réforme n'est sérieusement faite. Pour cela il faudrait supprimer beaucoup de parasites, ce qui est difficile, beaucoup d'institutions improductives ; mais au contraire on les accumule, ce qui augmente encore les difficultés ; la police, l'armée, les tribunaux, les prisons, absorbent des sommes toujours croissantes, et néanmoins la sécurité intérieure et extérieure n'est pas mieux établie, au contraire.

La plupart de nos communes se trouvent dans un état désespéré,

et principalement les grandes villes et localités industrielles. Il faut des écoles, des rues, des égouts ; il faut l'éclairage, la police ; puis la minorité demande pour elle-même et ses enfants des écoles supérieures, des théâtres, des beaux quartiers avec pavage et éclairage convenables.

La majorité aura beau se plaindre, elle n'obtiendra rien, elle ne pourra rien parce que la minorité tient tout dans ses mains. L'administration est le plus souvent insuffisante parce que les places sont occupées par les protégés, les favorisés.

La société actuelle ne peut rien faire pour changer cet état de choses où la lutte pour l'existence prend de plus en plus de grandes proportions.

Par suite, toujours davantage le plus faible doit céder au plus fort. Le profit, l'argent, devient le régulateur unique de tous les sentiments et de toutes les actions. Des milliers d'ouvriers et d'ouvrières sans travail sont jetés sur le pavé et forcés de s'adresser à la charité publique ; s'en vont d'un endroit à l'autre, poursuivis par le mépris de « l'honnête société » qui ne veut pas supporter la vue de ces malheureux, courbés par les souffrances et les privations.

Et le mal est partout, des familles entières se trouvent dans une misère atroce, et c'est ce qui contraint quelquefois les parents à attenter à la vie de leurs enfants et à la leur. Les femmes et les filles tombent dans la prostitution, la démoralisation prend mille formes différentes et les prisons seules prospèrent.

Les crimes et l'augmentation de leur nombre sont en rapport direct avec l'état de la société.

Mais celle-ci, comme l'autruche, cache sa tête dans le sable, pour ne pas voir et reconnaître cet état de choses. Afin de se tromper et de tromper les autres elle prétend que la cause de tout cela est la « paresse » des ouvriers, leur avidité de plaisirs et leur manque de religion.

Myopie et égoïsme coupables.

Le système capitaliste est la cause de l'état actuel de la société. Celui qui possède de grands moyens règne sur les autres, sur ceux qui possèdent moins que lui, ou ceux qui ne possèdent rien. Il achète la main-d'œuvre des non possédants comme on achète une marchandise au prix qui varie comme pour toute autre marchandise selon l'offre et la demande.

Le capitaliste empoche le surplus du travail produit par les ouvriers comme l'intérêt du capital, le profit de l'entreprise, le loyer, la rente foncière. A l'aide de ce surplus de travail qu'il vole aux ouvriers et qui, en sa possession, devient capital, l'entrepreneur achète du nouveau travail et de la main-d'œuvre nouvelle.

Après s'être armé de la division du travail et de toutes les inventions qui font prospérer l'industrie, le capitaliste engage la lutte avec un concurrent plus faible et moins riche que lui, et il le tue.

Après l'enfant, la femme joue dans cette lutte un rôle plus important à cause de l'insignifiante rétribution de son travail.

Comme résultat de cet état de choses, il y a d'un côté une petite

minorité de puissants capitalistes, de l'autre une grande majorité de malheureux, sans aucun capital, obligés de vivre du travail journalier, s'il y en a.

Par ce développement, les classes moyennes tombent dans une situation de plus en plus précaire et douloureuse. Toutes les branches du travail se concentrant l'une après l'autre dans les mains des grands capitalistes, les petits industriels disparaissent, les petites existences indépendantes sont détruites et descendent dans la classe des salariés.

Ce qui n'est pas détruit par le gros capital, est ruiné par les crises qui surviennent de temps à autre. Ces crises se font de plus en plus sentir, elles augmentent avec la production. Elles viennent de ce qu'il n'existe aucun moyen pour déterminer la quantité de marchandises nécessaires à la consommation ; elles viennent, en un mot, de la surproduction, et toutes les industries étant liées entre elles, une de ces crises ne peut atteindre l'une sans que les autres s'en ressentent.

On produit à l'aveugle d'énormes quantités de marchandises que l'on ne peut écouler et qui sont accumulées dans les magasins ; pendant ce temps les ouvriers sans travail, les prolétaires sans ressources meurent de faim et de misère.

On entend alors les commerçants se plaindre, ils déclarent qu'il y a trop de concurrents, que la moitié au moins devrait disparaître pour permettre à l'autre de vivre, et naturellement chaque chrétien et bon bourgeois souhaite la disparition de celui qui lui fait concurrence. On ne peut imaginer une plus terrible condamnation de notre état social.

De cette inconséquence dont nous parlions plus haut, de ce fait que la misère augmente avec la production, avec les progrès pour ainsi dire, puisque ce sont eux qui facilitent de jour en jour et de plus en plus cette production, ne ressort-il pas avec la dernière évidence que l'organisation de notre société est vicieuse ? Comment la surproduction peut-elle conséquemment exister alors qu'une majeure partie de la société est privée de la consommation et la demande à grands cris ? il est évident que ce n'est pas la production par elle-même qui est la cause de cet état de choses, de cette contradiction. C'est plutôt *la forme de production* et avant tout, *le mode de répartition des produits*.

Ici Bebel fait remarquer que tandis que la production se concentre dans les mains d'un petit nombre de personnes, la distribution suit un autre chemin.

Le producteur qui n'a pu résister à la concurrence devient, dans neuf cas sur dix, intermédiaire entre le producteur et le consommateur.

Le nombre de ces petits intermédiaires augmente tous les jours dans toutes les espèces de productions. La plupart d'entre eux vivent au jour le jour et sont dans une situation voisine de la misère ; ils sont bien souvent forcés pour se soutenir de spéculer sur les plus basses passions de l'homme.

Leur augmentation de nombre entraîne une conséquence. Quoi que travaillant beaucoup, ces malheureux ne sont toujours que des parasites, leur travail est improductif, ils vivent, par conséquent, du

travail des autres comme la classe des entrepreneurs. Le résultat de ce parasitisme est l'enchérissement des marchandises ; mais comme, dans certains cas, il ne convient pas de beaucoup élever le prix de ces marchandises, on a recours à la falsification qui devient un élément indispensable du commerce. Par conséquent, l'escroquerie et la fraude, deviennent des « institutions sociales » aussi nécessaires que la prostitution.

Certaines institutions comme, par exemple, les impôts indirects et les droits d'entrée provoquent et favorisent directement cette escroquerie et cette fraude. Par conséquent, les lois contre la falsification des vivres ne peuvent rien contre un tel état de choses. L'utilité des sociétés coopératives de consommation est insignifiante, ces sociétés souffrent presque toujours par leur mauvaise administration et ne servent pas à ceux auxquels elles devraient servir avant tout, c'est-à-dire aux ouvriers.

Il est évident que la forme de la société sera meilleure lorsque les produits de consommation arriveront directement et dans les meilleures conditions possibles. Mais outre cela il sera avantageux d'introduire la préparation en gros de la nourriture elle-même.

Bebel démontre que l'écrasement du faible par le fort ne se produit pas seulement dans l'industrie et dans les grandes villes, mais aussi dans les campagnes, dans l'agriculture. Et il donne comme exemple les provinces de l'ancienne Prusse. En 1861, il y avait d'un côté 424,951 propriétaires avec 82,883,742 *morgen* de terrain, et de l'autre côté 1,716,535 propriétaires avec 10,635,460 *morgen* de terrain. Donc, 424,951 propriétaires possédaient 8 fois autant que 1,716,535. Il donne encore un autre exemple d'une industrie liée à l'agriculture, la fabrication de sucre. En 1881 malgré le grand développement de cette industrie, le nombre des ouvriers avait été diminué de près de 3,000 à cause du perfectionnement apporté dans le machinisme (rapport de l'inspecteur de fabrique à Brunswick).

Bebel conclut que le seul moyen de faire disparaître ces maux est de convertir, par une grande expropriation, la propriété privée en propriété collective. Il n'y a pas d'autre remède. Après cette grande expropriation, la société se chargera de tous les droits et devoirs qui en résulteront et règlera tout, de façon à ce que l'intérêt général ne soit plus en contradiction avec l'intérêt privé.

VI. — L'ÉTAT SOCIALISTE.

Ce chapitre contient un exposé remarquable des relations sociales qui existeront sous un régime socialiste, c'est-à-dire dans la société future.

Nous aurions vivement désiré en donner ici une traduction complète, mais à cause de sa longueur, nous nous voyons dans la nécessité de n'en donner que quelques extraits.

« A. — L'expropriation capitaliste qui amènera le régime socialiste sera accomplie au profit de tous, pour le bien de la société toute entière. Cette expropriation une fois accom-

plie créera pour la société des bases nouvelles et changera complètement chaque existence humaine. L'organisation actuelle deviendra inutile et l'État lui-même ne sera plus nécessaire, il disparaîtra comme disparaît la religion lorsque la croyance dans le surnaturel n'existe plus.

« B.—La loi fondamentale de la société socialiste est le travail pour chacun des membres de cette société sans distinction de sexe.

« Cette loi est juste et nécessaire, car : 1° nul ne peut satisfaire ses besoins sans travailler et 2° nul, s'il est valide, n'a le droit de vivre du travail de son semblable.

« L'importance des forces disponibles et la quantité des besoins à satisfaire devront être évaluées et de cette évaluation résultera la moyenne du travail journalier nécessaire.

« Chaque membre de la société étant obligé de participer à la production et les progrès scientifiques aidant, le travail de chacun ne sera pas de longue durée. Il résultera de là que le travailleur ne sera pas, comme l'est aujourd'hui l'ouvrier, astreint à un seul métier, à une seule et même production qui obscurcit l'intelligence ; il aura le temps et le loisir de s'occuper et d'étudier les choses scientifiques ou autres qui auront frappé son esprit. »

Cette organisation de la société fondée sur la liberté et la légalité, dans laquelle chacun répondra pour tous et tous pour chacun, suscitera un sentiment de solidarité, un désir de travail et une émulation inconnus de nos jours. Aussi le travail deviendra-t-il plus productif et le produit plus perfectionné.

De tout cela naîtra naturellement un grand esprit d'invention, chaque nouveau perfectionnement apporté dans les moyens de production, dans le machinisme, par exemple, abrégera le travail et les membres de la société auront plus de temps pour s'occuper de la satisfaction de leurs besoins supérieurs. C'est l'opposé de ce que les bourgeois comprennent dans le socialisme.

Nous voyons dans la société actuelle un grand nombre d'inventeurs méconnus, qui ne peuvent arriver à la réalisation de leur projet, à cause de l'indifférence de la société. D'autres sont exploités, puis abandonnés. Dans la société future, au contraire, non seulement les inventeurs ne seront pas indignement exploités et réduits à la misère, mais ils auront à leur disposition tout ce qui sera nécessaire à l'éclosion de leur génie, et à la mise à exécution de leurs inventions, de leurs projets, ce qui est refusé aujourd'hui à la plupart d'entre eux.

De plus, et c'est là le principal, les progrès accomplis dans la technique ne seront pas pour le travailleur une source de misère comme sous le régime capitaliste ; au contraire, ils diminueront le travail et, par conséquent, ainsi que nous le disions plus haut, permettront à tous les membres de la société de consacrer un certain laps de temps à la satisfaction de leurs besoins personnels et de leurs besoins intellectuels. Par là, chacun arrivera, selon ses forces, selon ses moyens, au développement harmonique de toutes ses facultés. Ce développement est un des problèmes les plus sérieux, les plus importants que doit poursuivre la société, car c'est de lui que naît

tront les savants et les artistes. Ainsi disparaîtra la différence qui existe entre le travail manuel, différence qui a été nettement établie par les classes dirigeantes.

De tout ce que nous venons de démontrer, il résulte que l'égoïsme personnel et le bien commun qui sont contraires de nos jours, seront en harmonie complète dans la société future.

Les chômages, qui sont si fréquents de nos jours, ne pourront exister dans la société future. Ceci résulte de ce qui a été dit précédemment.

En effet, quelle est la cause des chômages ?

La cause en est dans la surproduction qui naît elle-même de la rapacité des capitalistes, de leur avidité toujours croissante du gain.

L'écoulement des produits, la consommation des marchandises dépend des moyens d'achat. Or, nous avons déjà vu que les besoins de consommation et les moyens d'achat ne sont pas en rapport égal dans la société capitaliste. Il y a des millions de citoyens qui ont besoin de vêtements mais qui ne peuvent s'en procurer parce qu'ils n'ont pas l'argent nécessaire. Les marchés sont engorgés, tandis que les masses n'ont pas de quoi manger ; elles veulent travailler, mais elles ne trouvent personne pour acheter leur travail ; le capitaliste n'a plus besoin d'elles puisqu'il n'y a plus rien à gagner :

« Que la canaille souffre, meure, devienne vagabonde, criminelle, moi, l'homme d'argent je n'y peux rien ».

Et l'homme d'argent a raison à son point de vue.

Mais dans l'organisation future, cette contradiction n'existera pas ; la société ne produira pas pour vendre ou pour acheter, *elle produira pour consommer conformément à la justice.*

Par conséquent, puisqu'il n'y aura pas de marchandises à acheter, nous n'aurons plus besoin d'argent.

Chaque citoyen recevra un « bon de travail », espèce de certificat, représentant une certaine somme de travail et l'échangera contre ce dont il aura besoin.

Il fournira à la société un temps de travail en rapport avec l'importance de ses besoins, il pourra s'il veut, partager avec un autre le produit de son travail, céder une partie de ses biens, mais personne ne pourra le forcer à travailler pour son semblable.

Le travailleur, en un mot, dans l'organisation future, pourra agir, satisfaire ses désirs, ses besoins comme il l'entendra. Il recevra ce qu'il fournira à la société, rien de plus, rien de moins.

Mais, nous dit-on, en quoi consistera alors la différence qui existe aujourd'hui entre les fainéants et les laborieux, les intelligents et les imbéciles ?

Cette différence n'existera pas. La société bourgeoise appelle *fainéant* celui qui a cherché du travail, n'a pu en trouver et végète misérablement, celui qui est obligé de devenir vagabond par la force des choses, et appelle *honnête homme*, celui qui vit heureux sans rien faire et ne sait comment dépenser son argent.

En ce qui concerne l'intelligence, si un citoyen est si mal doué par la nature que, malgré toute sa bonne volonté il ne puisse faire

ce que font les autres, il est évident que la société ne lui en fera pas un crime et ne le punira pas des fautes de la nature.

Et si, au contraire un citoyen est supérieur aux autres en intelligence ou en instruction, il est aussi évident que la société ne sera pas obligée de le récompenser. Chacun est le produit de son temps et du milieu dans lequel il vit. Les idées sont le produit de la société de la vie sociale. Sans la société moderne les idées modernes n'existeraient pas.

Ajoutons que les moyens d'instruction étant la propriété de la société future, elle ne sera pas tenue d'honorer ce qu'elle a rendu possible, son propre produit.

De même qu'il n'y aura pas de différence entre le travail intellectuel et le travail manuel, de même il n'y aura pas de différence entre les multiples espèces de travaux manuels. Les travaux du mécanicien et du journalier, le vidangeur, par exemple, auront la même valeur parce que tous les deux seront indispensables à la société.

C. — Dans la société future, la production changeant de forme, le commerce, apanage de la société actuelle, disparaîtra.

A la place des milliers d'intermédiaires qui existent aujourd'hui, nous aurons de grands établissements, et le transport des produits recevra une forme toute nouvelle.

De plus, les moyens de communication obtiendront le plus grand développement possible, car c'est par eux que les besoins de tous les membres de la société seront le plus facilement satisfaits, ce sont eux qui faciliteront les rapports personnels et intellectuels. Voilà donc des réformes dont les résultats dépasseront certainement tout ce que nous pouvons imaginer aujourd'hui. Cette extension des moyens de communication contribuera à la décentralisation de la population comme à celle des établissements industriels. On comprend quels immenses progrès peuvent en résulter.

Bebel s'occupe ensuite des terres ; il examine le mode de possession et de culture de la société actuelle, et celui de la société future et il conclut :

D. — Dans la nouvelle organisation les terres seront propriété commune ainsi qu'elles l'étaient au commencement de la civilisation, mais avec des formes sociales supérieures.

Le bien-être d'une population dépend du degré de culture du sol. Or, on sait que tant que les terres resteront propriété privée, leur culture ne sera jamais perfectionnée. Les petits propriétaires n'ont pas les moyens nécessaires à cela, et les grands propriétaires, avec leurs forêts et leurs parcs, laissent une grande partie de leurs terres sans cultures.

Il ne faut pas oublier, non plus, que de puissants facteurs dont l'influence ne peut pas être exercée de nos jours, à cause de l'état individuel, contribueront à l'amélioration du sol. Par exemple lorsqu'il sera nécessaire de détruire, de faire disparaître dans un État

une forêt dont l'influence est nuisible à l'État voisin, de faire un nouveau système de canaux nécessaire à l'augmentation de la productivité du sol, etc.

L'expérience a démontré que si l'on agissait ainsi sur de grands espaces de terre, leur productivité augmenterait à l'infini.

Vient ensuite la question des engrais chimiques.

La science agricole en est au plus haut degré de son développement, mais il est impossible de l'appliquer entièrement et avec succès dans la société actuelle. Les propriétaires privés peuvent rarement profiter des découvertes agricoles, ils agissent avant tout dans leur intérêt personnel sans tenir compte du bien commun.

La plupart de nos cultivateurs et de nos jardiniers, 98 0/0 peut-être n'ont aucun moyen de se servir des avantages que l'application de la science à l'agriculture peut leur présenter.

Au contraire, la société nouvelle trouvera là un nouveau champ pour déployer son activité, un champ tout préparé sur lequel elle n'aura qu'à tout mettre en ordre pour obtenir des résultats infiniment supérieurs à ceux d'aujourd'hui. La centralisation de l'exploitation, faite sur une grande échelle, présentera déjà par elle-même de grands avantages, tels que suppression de démarcation des petites propriétés, suppression d'innombrables petites routes et chemins, ce qui donnera de nouveaux terrains à l'agriculture ; transformation des terres stériles en terres fertiles, grâce aux grandes machines appuyées par la chimie et la physique.

Bebel s'arrête encore sur beaucoup d'autres améliorations, impossibles de nos jours, mais faciles à réaliser dans la société future.

Il prévoit que la population se décentralisera et que les grandes villes disparaîtront peu à peu. La population, dit-il, ira à la campagne, y formera des communes répondant à sa nouvelle organisation et combinera l'agriculture avec l'industrie.

Ainsi disparaîtra le contraste séculaire entre la population des villes et celle des campagnes.

E. — Avec l'expropriation du sol et des instruments de travail, disparaîtra un grand nombre des abus et des maux qui nous affligent dans l'organisation actuelle.

La société fera tout par elle-même, il sera donc impossible aux personnes comme aux classes de se nuire entre elles. Il n'y aura plus place pour l'escroquerie et la fraude, pour la falsification des vivres et pour le jeu de Bourse. L'État devenant inutile disparaîtra, il n'y aura plus rien à gouverner, ni à supprimer ou opprimer. Tout cela fera place à une administration des choses.

Avec l'État disparaîtra naturellement tout ce qui le représente : ministres, parlements, police, prisons, armée permanente, procureurs, avocats, en un mot, tout l'appareil de la domination politique.

Chacun pouvant satisfaire honnêtement tous ses besoins, les voleurs, les malfaiteurs qui ne sont que le résultat de la misère, disparaîtront ; par conséquent les lois, les ordonnances, les décrets deviendront inutiles.

L'outrage à la religion n'existera pas. On laissera au bon Dieu, à supposer que l'on discute encore sur son existence, le soin de punir celui qui l'aura outragé.

En un mot, avec la propriété privée, disparaîtront tous les crimes et tous les délits, indissolublement liés à l'état de choses actuel.

Nous voyons donc que tous les fondements de l'ordre actuel deviendront une fable.

Les parents raconteront cette fable à leurs enfants et les petits hocheront la tête ne comprenant rien à tout cela.

De même pour la religion. Elle ne sera pas supprimée, elle disparaîtra d'elle-même.

Elle disparaîtra, parce que l'ordre actuel n'existera plus et que la religion est son image fidèle. Les classes dirigeantes soutiennent la religion parce que la religion est le soutien de leur domination, de leur autorité.

La bourgeoisie ne croit à rien, mais elle est d'avis que *la religion est nécessaire pour le peuple*.

La morale n'a rien de commun avec la religion.

La morale règle les rapports et les actions des hommes.

La religion règle les rapports des hommes avec le monde surnaturel.

Chaque classe de la société a sa morale à elle. Ainsi le bourgeois regarde comme morale l'exploitation des ouvriers, l'épuisement des femmes par le travail de nuit et la démoralisation des enfants par le travail des fabriques.

En réalité la vraie moralité est celle qui existera lorsque les hommes seront tous libres et égaux, quand l'état de la société permettra de réaliser ce principe : Ne fais pas aux autres ce que tu ne voudrais pas que l'on te fit.

Au moyen âge, c'était l'origine (noblesse ou non noblesse) qui déterminait la position de l'homme. Aujourd'hui c'est la quantité plus ou moins grande d'argent.

Demain il suffira d'être né homme pour être homme.

Et demain, c'est le socialisme réalisé.

Continuons à suivre Bebel dans ses vues sur la société future.

F) Dans la société actuelle on réclame le même niveau d'éducation et d'instruction pour tous. Bebel démontre que cette égalité est impossible en régime bourgeois où, pour recevoir une certaine instruction, il faut avoir de l'argent et des loisirs, ce qui n'est l'avantage que de quelques-uns.

Dans la société socialiste les conditions de développement physique, moral et intellectuel seront les mêmes pour tous, et si les inclinations, les capacités, les besoins des hommes restent différents, au moins chacun pourra s'instruire et vivre suivant ses aptitudes et ses goûts.

On craint aussi que le socialisme n'amène l'uniformité, c'est une erreur. Dans la société future il y aura plus de grands talents parce que tous seront dans des conditions favorables à leur développement.

Ici Bebel s'arrête longuement à l'éducation des enfants dans la société socialiste et nous ne pouvons que renvoyer à son livre.

G) Sous le régime futur la vie sociale deviendra publique.

Elle s'est déjà modifiée dans ce sens depuis une dizaine d'années. Ce qui est surtout remarquable c'est le changement qu'a éprouvé la situation de la femme pendant ces derniers quarante ans.

La vie sera moins familiale, elle se passera en grande partie dans les ateliers, les champs, les locaux publics destinés à l'étude et à l'instruction.

La production littéraire sera de même modifiée. Tout ce qui a trait à la théologie, à la jurisprudence disparaîtra, ainsi que les écrits immondes dont la société est inondée maintenant et qui n'ont pour but que l'apport du gain. Les 4/5 au moins des produits littéraires cesseront d'exister sans que le progrès en souffre.

II) Bebel dit que les voies de communication étant améliorées et augmentées dans la société future, il sera plus facile de voyager pour s'instruire que dans la société actuelle. Le travail se trouvera réglé de manière à ce que les individus aient parfois la possibilité d'entreprendre un voyage d'utilité ou d'agrément.

Quant aux vieillards, aux infirmes, aux malades, lorsqu'ils ne pourront plus travailler, la société leur donnera les moyens de vivre sans qu'ils soient dépendants de la commune ou de leurs enfants. Après avoir travaillé pendant qu'ils jouissaient de leurs forces, ils auront la possibilité de finir tranquillement leur vie.

Les maladies deviendront plus rares parce que l'existence sera plus régulière. La nourriture étant préparée scientifiquement dans des établissements publics, les soins du ménage seront moins compliqués. Les domestiques disparaîtront et l'on comprend aisément que la vie de famille se trouvera complètement transformée.

LA FEMME DANS L'AVENIR

Dans la société nouvelle la femme tout à fait indépendante ne se verra plus exposée à aucune domination ou exploitation : elle deviendra l'égale de l'homme. Elle recevra la même éducation que l'homme excepté dans quelques détails où la différence de sexe exigera une culture spéciale. Comme l'homme, elle pourra donc développer librement ses forces, ses capacités physiques, intellectuelles et choisir pour la sphère de son activité ce qui est conforme à ses goûts et à ses aptitudes.

Pour ce qui concerne l'amour, la femme jouira d'autant de liberté que l'homme. Elle pourra, au même titre que lui, manifester les sentiments qu'il lui inspire. Elle ne sera guidée dans son union avec lui que par l'amour, comme dans les temps primitifs. Cette union ne sera qu'un simple arrangement privé, sans le concours d'aucun fonctionnaire ; avec cette différence que l'homme n'obtiendra la femme ni comme présent, ni comme marchandise, et qu'elle ne sera pas son esclave. La satisfaction des besoins sexuels, est une affaire personnelle à chacun, et dans laquelle nul autre que l'intéressé n'a le droit de s'immiscer.

Le discernement, l'instruction, l'indépendance faciliteront les unions. Dans le cas où l'antipathie, le dégoût, l'incompatibilité d'hu-

meur succéderaient à l'amour entre l'homme et la femme, la morale leur imposera le devoir de rompre une union qui, n'étant plus basée sur l'amour, deviendrait anormale.

Enfin l'héritage étant supprimé, les mariages d'intérêt n'auront plus aucune raison d'être.

INTERNATIONALITÉ

Bebel dit que le socialisme ne peut être réalisé par un peuple isolé. Quoique le principe des nationalités, qui sert aux monarques et aux gouvernants pour exploiter les peuples, semble dominer encore dans le monde, en réalité l'internationalisme cosmopolite commence à pénétrer les populations. Tous les peuples se trouvent dans les mêmes conditions sociales. Nous voyons partout les mêmes luttes de classes, qui seront décisives avant la fin du xix^e siècle.

Dans l'état social nouveau fondé sur des bases internationales, les nations civilisées se donnant la main formeront une fédération d'où la guerre sera bannie. La paix universelle n'est pas un rêve comme le prétendent quelques porteurs d'uniforme.

Les générations futures résoudront sans difficulté les problèmes sur lesquels ont pâli les plus fortes têtes du passé.

Un progrès en amènera un autre et l'humanité avancera sans cesse vers un perfectionnement sans limites.

EXCÈS DE POPULATION

Au point de vue international où nous venons de nous placer, nous pouvons juger une autre question brûlante, celle de l'augmentation croissante de la population ; car, de la solution de cette question dépend la solution de toutes les autres.

Depuis Malthus, on a beaucoup discuté sur la loi qui régit l'accroissement de la population.

On sait que, d'après Malthus, la population d'un pays augmente dans une proportion géométrique tandis que les moyens d'existence croissent dans une proportion arithmétique

1, 2, 4, 8, 16, 32 pour la population

1, 2, 3, 4, 5, 6, pour les vivres.

Une telle disproportion finira par s'établir entre le nombre des habitants et les moyens d'existence qu'il en résultera une misère générale et une effroyable mortalité.

Pour éviter cet état de choses, il faut, toujours d'après Malthus, s'imposer l'abstinence dans la production des enfants, lorsqu'on ne possède pas les moyens de les entretenir.

La crainte de la surpopulation est ancienne. Elle a existé pendant une certaine période de l'histoire romaine, ainsi qu'à la fin du moyen-âge.

Il est à remarquer que cette crainte s'est toujours manifestée aux époques de décadence sociale : ce qui est facile à comprendre.

Dans l'ancienne Rome elle existait au moment où toutes les terres se trouvaient possédées par 3000 personnes seulement. De même à la fin du moyen-âge un petit nombre de personnes

possédaient tous les moyens d'existence ; des peuples entiers dépendaient de leur bon vouloir. Chaque naissance dans la famille devenait un fardeau pour le malheureux. Aussi les mendiants et les vagabonds n'ont-ils jamais été si nombreux qu'à la fin du moyen âge. Les possédants heureux et bien nourris n'expliquaient la misère croissante du peuple que par son excessive productivité.

Le malthusianisme se fit jour à une époque où l'industrie anglaise, le machinisme et les inventions techniques mettaient sur le pavé des milliers d'ouvriers. La concentration du capital et de la propriété foncière avait pris, à cette époque, en Angleterre, des proportions énormes. Pendant que d'un côté la richesse augmentait, de l'autre la misère allait grandissant.

Les classes dominantes, qui avaient toutes les raisons possibles pour considérer ce monde comme le meilleur qui puisse exister, cherchèrent l'explication de cette misère croissante qui leur semblait incompréhensible au milieu de leurs richesses et de leur prospérité industrielle de plus en plus grandes.

Rien n'était plus aisé que d'attribuer ce paupérisme à un trop grand accroissement de la population ouvrière. On ne voulait pas s'avouer que cette population était devenue inutile grâce au mode de production capitaliste et à l'absorption des terres par un petit nombre de grands propriétaires.

Il est facile de comprendre que les théories de Malthus répondaient aux plus intimes pensées de la bourgeoisie anglaise, parce qu'elles justifiaient ses procédés aux yeux du monde. Ces théories sont un plagiat, qui ne contient rien d'original ; malgré cela, Malthus a été proclamé grand homme et son nom est devenu le cri de ralliement de toute une école.

L'état de choses qui a provoqué la doctrine de Malthus au commencement de ce siècle ne s'est pas amélioré. Au contraire il n'a fait qu'empirer.

Pendant ces dix dernières années les terres ont continué à être absorbées par une minorité en Angleterre, en Irlande et en Italie. La population est complètement dépossédée et forcée d'aller chercher ailleurs des moyens d'existence.

Ces faits, ajoutés à ce qui a déjà été dit dans ce livre sur le mode de production capitaliste et sur ses conséquences, nous montrent que la détresse et la misère des masses ne sont pas le résultat d'un manque de moyens d'existence et de vivres, mais le résultat de leur inégale répartition.

Par conséquent les assertions des adeptes de Malthus n'ont de sens qu'au point de vue de la production capitaliste. Celui qui accepte ce point de vue est obligé de défendre la doctrine en question, autrement il s'égare.

Les économistes bourgeois disent que la tendance à l'accroissement indéfini de la population est générale, dans toutes les sociétés humaines. D'après eux, le socialisme, mieux que toute autre forme de société, saura régler les rapports entre l'accroissement de la population et ses moyens d'existence.

Un écrivain socialiste, sans s'en douter, est venu en aide aux dits économistes pour justifier leurs assertions. C'est M. Karl Kautsky

dans son ouvrage « *L'influence de l'accroissement de la population sur la société.* »

En combattant Malthus, Kautsky lui donne raison de tout point. Comme Malthus il parle de la loi suivant laquelle le revenu du sol diminue. Il n'oublie pas d'ailleurs d'ajouter que, dans d'autres circonstances plus favorables, le sol produirait beaucoup plus qu'il ne produit à présent, etc., etc.

Malgré tout cela il en arrive à cette conclusion que l'État socialiste doit commencer par une *réduction de population* parce que les autres sociétés auront pris fin.

C'est une contradiction ; Kautsky ne peut prétendre que de bonnes conditions d'existence et une culture intellectuelle plus élevée produiront une diminution de naissance si prenant en considération la loi, suivant laquelle la productivité du sol diminue, il conseille de se servir de moyens préventifs pour empêcher une trop grande production d'enfants.

Plus loin, Bebel s'arrête avec plus de développements sur cette prétendue loi de décroissance continuelle de la productivité du sol ; il démontre que cette loi n'est pas soutenable, qu'il y a, au contraire, un superflu de terres, prêtes pour la culture et qu'il faut des millions et des millions d'hommes pour travailler ces terres.

Bebel, dans ses démonstrations, s'appuie sur Rodbertus et Liebig. Il dit que la loi doit être ainsi formulée : *La productivité du sol est en rapport direct avec la quantité de travail humain (science et technique comprises).*

Or, à l'exception d'une très petite partie, la terre n'est nulle part cultivée comme elle devrait l'être. On pourrait lui faire produire beaucoup plus que maintenant, non seulement en Angleterre, mais aussi en France, en Allemagne, en Autriche sans parler des autres pays de l'Europe.

La Russie d'Europe pourrait nourrir 475 millions d'habitants au lieu de 78 millions qu'elle en nourrit, et en proportion elle ne serait pas plus peuplée que l'Allemagne.

Etant peuplée comme la Saxe, la Russie d'Europe contiendrait 1000 millions d'habitants et elle pourrait les nourrir tous. S'il y a en Russie des espaces moins fertiles qu'en Saxe il y en a d'autres sur la grande fertilité desquels nous ne pouvons même pas nous faire une idée chez nous en Allemagne.

Ce qui est dit ici du nord de l'Europe est encore plus important pour le Sud : Portugal, Espagne, Italie, Grèce, les pays situés sur le Danube, Hongrie, Turquie, etc.

Actuellement, et cela durera longtemps encore, nous n'avons pas assez de population pour arriver à la résolution des plus hauts problèmes de culture.

Il est donc absurde de craindre un accroissement excessif de population.

Quand nous passons de l'Europe aux autres pays du monde, nous remarquons un manque de population par rapport au superflu du sol.

Par exemple, d'après certains calculs, l'Amérique du Sud pourrait nourrir quatre fois autant d'hommes qu'il en existe actuel

lement sur la terre. Et nous ne parlons là ni des États-Unis d'Amérique ni des pays de l'Afrique et de l'Asie qui sont plus ou moins connus.

Nous arrivons donc à cette inévitable conclusion :

Ce n'est pas le nombre excessif des hommes, qui est cause de la misère sociale, c'est la forme de production et de distribution des produits. Une question non moins importante est de savoir si les hommes peuvent se reproduire en nombre illimité et si cette reproduction est nécessaire.

Pour démontrer la production énorme des hommes, les adeptes de Malthus donnent comme exemples certaines familles où certaines petites peuplades connues par leur productivité.

Ces exemples ne prouvent absolument rien. Car, en effet, d'autres familles et d'autres peuplades sont connues pour leur stérilité.

Il est même surprenant de voir comme certaines familles aisées s'éteignent vite.

Au contraire on a remarqué (Virchow, Karl Marx, etc.) qu'il y a surtout surpopulation là où la misère est plus grande. Cela n'est d'ailleurs pas étonnant car, comme l'a dit Virchow, les seuls plaisirs des populations pauvres sont la boisson et les rapports sexuels. Quoi qu'il en soit, nous savons que les créées les plus pauvres de l'Allemagne sont en même temps les plus peuplées.

La théorie de la lutte pour l'existence, le fait que les germes existent en beaucoup plus grande quantité que les vivres nécessaires à l'entretien de tous les organismes qui pourraient naître de ces germes, n'est pas tout à fait applicable à l'humanité. Elle pourrait l'être dans le cas où les hommes, au lieu d'exercer leur cerveau, engraisseraient comme les animaux, et procéderaient, comme les singes, ouvertement et cyniquement à la satisfaction de leurs besoins sexuels.

La lutte pour l'existence se produit entre les hommes ; dans l'état social actuel il y en a un certain nombre qui ne peuvent satisfaire leurs besoins. Cela est vrai mais il n'en sera pas toujours ainsi. Sur ce point les darwinistes ne sont pas irréfutables. Ils ont étudié la zoologie et l'anthropologie, non la sociologie.

Il est incontestable que la manière de vivre et la nourriture exercent une influence très considérable sur la conception.

Tous ces faits sont très importants et quand leur influence sera précisée, ils serviront pour régulariser la reproduction de l'espèce humaine. De plus, on sait que toutes les femmes ne sont pas également capables de concevoir.

Il faut remarquer aussi que la situation de la femme dans la société future sera toute autre. Elle voudra profiter de sa liberté, de son indépendance plutôt que de rester la moitié ou les trois quarts de sa vie en état de grossesse ou de consacrer toute sa vie à un grand nombre d'enfants « *résultats de la volonté divine* ».

Il est certain qu'il n'existe pas beaucoup de femmes qui ne veulent pas avoir d'enfants, mais la plupart n'en veulent qu'un nombre modéré.

Toutes ces constatations serviraient plus tard pour régulariser le

nombre des hommes sans que les adeptes de Malthus soient obligés de s'occuper dès maintenant de cette question.

Dans l'avenir cette régularisation sera possible sans que l'on ait besoin d'avoir recours ni à l'abstinence, nuisible à la santé, ni aux moyens préventifs honteux et dégoûtants.

Nous voyons donc que la régularisation de la reproduction se fera, non par la crainte ridicule du manque de vivres, mais pour des raisons concernant les intéressés eux-mêmes.

K. Marx a raison lorsqu'il dit dans son « Capital », que « *chaque période économique possède sa loi de population.* »

Dans l'état socialiste, les hommes seront pour la première fois véritablement libres, ils trouveront toutes les conditions nécessaires à leur développement naturel et dirigeront ce développement avec conscience selon les lois naturelles.

Le socialisme est la science appliquée avec complet savoir et pleine conscience sur tout le domaine de l'activité humaine.

CONCLUSION

L'ensemble de l'œuvre de Bebel montre suffisamment que, dans la pensée du socialiste allemand, il ne s'agit pas d'une transformation violente de l'état social actuel, qu'il s'agit au contraire du développement naturel et historique.

En outre, tout ce qui précède montre que nous sommes enfin arrivés au moment où les temps doivent s'accomplir.

L'Allemagne a subi un développement social caractéristique dans ces dix dernières années. Bebel dit que c'est l'Allemagne qui aura le rôle prépondérant dans la période de développement social qui va arriver.

Nous avons souvent parlé de surproduction bourgeoise et nous savons en quoi elle consiste. Ce phénomène est tout à fait particulier à la société bourgeoise et ne s'est jamais rencontré dans d'autres époques de l'histoire.

La société actuelle produit non seulement trop de marchandises ; elle produit aussi trop d'intelligence, trop d'hommes instruits, surtout en Allemagne.

Cette surproduction va lui coûter la vie.

C'est en 1848 que la Bourgeoisie allemande est née, mais elle était condamnée à rester sous l'influence de la politique pendant un certain nombre d'années. Son indépendance et son influence commencent à l'époque de la guerre entre l'Autriche et l'Italie. La Bourgeoisie semblait devenir révolutionnaire. Bismark l'apprivoisa.

Cela a favorisé le développement de la Bourgeoisie, sa prospérité ; et maintenant l'Allemagne occupe la deuxième place dans le monde par son industrie et son commerce.

Le petit commerce a disparu, la grande production a tout absorbé et l'abîme qui existe entre la possession et la non possession est devenu énorme.

En vue d'obtenir une place et de garantir son existence, une

grande partie de la population s'abandonne à l'étude des sciences exactes ou non exactes.

Il en résulte un prolétariat de savants et d'artistes, prolétariat de soi-disant professions libérales qui augmente continuellement et porte le mécontentement et la fermentation dans les classes les plus élevées. L'ordre actuel est critiqué et miné de tous les côtés.

Il n'est pas douteux que l'Allemagne jouera un rôle prépondérant dans la prochaine lutte sociale : sa position au centre de l'Europe la prédestine à cela.

Ce n'est donc pas par hasard que les allemands K. Marx, Fr. Engels et Lassalle ont découvert les lois du développement de la société moderne, et reconnu que le socialisme est la forme sociale future.

Ajoutons que l'instruction supérieure s'est étendue dans toutes les classes et la science est devenue démocratique au plus haut degré.

A ce développement des masses a beaucoup contribué la littérature socialiste. Les fondements de l'ordre actuel sont minés, la révolution pénètre partout.

Aussi la femme ne doit-elle pas rester inactive, elle doit consacrer toutes ses forces à la Révolution qui approche, qui l'affranchira en même temps que les prolétaires ; car, avec son concours la victoire est certaine !



QUELQUES LÉGENDES DE FORAIN

Forain est un des plus impitoyables caricaturistes de la société bourgeoise en décomposition.

Nous ne résistons pas à la tentation de donner à nos lecteurs quelques-unes de ses légendes qui peignent cruellement les misères de notre milieu social :

Sur la morale,

Entre deux bourgeoises :

— *Eh bien ! votre aîné commence-t-il à être raisonnable ?*

— *Nous sommes ravis de sa conduite, il a une petite femme mariée très comme il faut.*

Sur l'honnêteté bourgeoise :

— *Il a été à Mazas, c'est vrai... mais c'était pour banqueroute frauduleuse !...*

Sur les misères que fait naître le régime capitaliste :

— *Comment, tu te sors de ce froid-là ?*

— *Mais maman, y manque 27 francs pour le terme.*

Une autre plus terrible :

— *Maman, ma petite maman, pleure plus... dis à papa que je retournerai chez le vieux.*

Une fille à son client :

— *Où allez-vous à présent ?*

— *Je vais me coucher.*

— *Veinard !*

Cette dernière légende me rappelle un mot réel d'une pauvre fille qui vendait ses charmes pour vivre. Étant étudiant, je rentrais un soir vers minuit chez moi, rue Monge, accompagné d'un ami lorsque nous vîmes une fille qui avait l'air de chercher à accoster quelqu'un, puis qui s'arrêta net, comme ravisée, et rebroussa chemin en prononçant ces mots significatifs à haute voix !

— *« Ah ! m... je ne travaille pas ce soir ! »*

Je me suis toujours souvenu de cette terrible exclamation qui peint bien notre triste société.

Mais revenons à Forain

Voici deux autres légendes :

— *Venez donc plus souvent voir ma fille, je ne suis pas toujours là. »*

— *Maman, il est toujours derrière nous...*

— *Et le ménage qui n'est pas fait !. .*

Une sur la charité bourgeoise :

A une souscription pour les pauvres :

— *Inscrivez ; M. Herzog de la Grande maison de bleu, 112, rue Charlot, 5 francs.*

Et deux autres pour finir :

— *Hortense, nous sommes ruinés !*

— *Ton père va mieux ?!!!*

— *Monsieur, voilà vingt fois que vous me faites venir. Vous me devez 7 termes, j'en ai assez !*

— *Mais vous ne pensez donc qu'à ça !*

P. A.

Le 1^{er} Mai

Le 18 Mars 1886, Frédéric Engels, l'ami et le collaborateur de Karl Marx, écrivait de Londres aux socialistes révolutionnaires de Paris, alors assemblés pour célébrer l'anniversaire de la Commune : « On a cru tuer l'Internationale. Et à l'heure présente, l'union internationale des prolétaires, la fraternité entre ouvriers révolutionnaires de divers pays est mille fois plus forte, plus générale, qu'elle ne le fut avant la Commune. **L'Internationale n'a plus besoin d'une organisation proprement-dite elle vit et grandit par la coopération spontanée et ardente des travailleurs d'Europe et d'Amérique** »

Je souligne à dessein ces dernières lignes : elles sont à méditer. Car elles traduisent, plus exactement que ce qu'on a dit

jusqu'ici, le caractère de la manifestation du 1^{er} Mai. Ceux-là se tromperaient en effet, et se tromperaient étrangement — qui dans cette tentative de mobilisation en masse du prolétariat, dans cette désertion concentrée des usines et des ateliers, ne voudraient voir que l'exécution tapageuse d'un mot d'ordre vite oublié, qu'une journée sans portée sérieuse et sans lendemain.

Il y a autre chose, en vérité, dans cette « fête du Travail. » C'est, qu'on ne l'oublie point, l'Internationale même qui reprend forme et vie, une Internationale nouvelle, sans organisation propre, selon le mot de Engels, mais avec les organisations distinctes de tous les partis ouvriers des deux mondes ; débarrassée de toute action centraliste et personnelle, mais inaugurant la période d'action des collectivités.

Cette Internationale ne fait donc que continuer, par une évolution logique, l'œuvre déjà



DUC-QUERCY.

entreprise par ses devancières et un moment interrompue. Le cri que l'**Union des Communistes** par la plume de Karl Marx et de Frédéric Engels, inscrivait au bas de son manifeste : « **Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ;** » va être répété par les milliers et les milliers d'hommes de tous pays et de toutes langues que le 1^{er} Mai aura mis debout. Et la revendication formulée le même jour, à la même heure, auprès de tous les gouvernements d'Europe et d'Amérique, sera celle que faisait entendre le premier congrès de l'Internationale, en septembre 1866, quelques

jours après le congrès de Baltimore : « limitation légale à huit heures de la journée de travail... — Il y a donc vingt-cinq ans, un quart de siècle, que la question est posée.

Depuis, surtout dans ces dix dernières années, elle est devenue l'arme de combat de tous les groupements socialistes. Elle a inspiré la délibération du congrès du Havre qui inscrivait, en 1880, la journée de huit heures dans le programme du parti ouvrier français ; les délibérations du congrès de Roubaix qui, en 1884, appuyant une proposition du parti ouvrier suisse, demandait que la réduction de la journée à huit heures fût fixée par voie internationale. Enfin, elle a servi d'aliment à des agitations formidables, en Angleterre, et notamment dans l'Amérique du Nord où les travailleurs ont fini par imposer la journée de huit heures dans les ateliers de l'État, et par l'arracher à cer-

taines catégories d'employeurs, à la suite de longues grèves ou de mises à l'index répétées.

Pour quiconque a suivi de près ce mouvement, pour quiconque a vu s'unifier progressivement les divers programmes des partis ouvriers d'Europe et d'Amérique, la concentration définitive de tant d'efforts apparaissait fatale.

Il était certain qu'à une date plus ou moins lointaine, l'action corporative, l'action nationale devaient se fondre dans cette immense pression de classe qui étend déjà sa poussée par delà les océans et les frontières, et que le socialisme de partout prêché à ses adhérents comme la condition essentielle du salut. C'est un fait maintenant, et cela se constate, cette concentration de l'armée révolutionnaire de tous les pays.

Identité de revendications qui internationalise le mouvement, l'unité de direction et de but, voilà donc le fait de haute signification historique qui doit éveiller la curiosité intellectuelle et la méditative attention des clairvoyants et des sincères, dont l'œil et le cœur s'ouvrent aux vibrations et aux rayonnements de notre vie contemporaine.

Oui, de par le monde du travail désormais l'idée est commune! D'un pays à l'autre, il n'y a que le mot, la phrase, la technologie qui varie; et encore, les expressions types, les formules lapidaires sont-elles littéralement répétées dans tous les idiomes. Mais le spectacle auquel nous assistons n'est qu'un début, le lever de rideau d'une grande pièce à développement tragique, dont nul ne peut avec certitude prévoir la fin. Après la question des huit heures, qui fournira encore longue carrière à la propagande socialiste, d'autres viendront car le programme à peine abordé de la démocratie ouvrière n'est pas près d'être épuisé, et l'on verra de plus en plus, le prolétariat international s'accoutumer à ces colossales manœuvres d'ensemble auxquelles pour la troisième fois il s'essaye, sous le soleil de mai.

* *

J'ai dit qu'il y avait là un événement de haute signification historique. N'est-ce-point, en effet, l'aube d'une ère nouvelle qui lentement se lève sur le vieux monde? Après avoir passé des luttes religieuses aux luttes politiques, voici les nations en alerte devant le conflit social « Tous les siècles, disait Michelet, ont travaillé pour moi. » Le quinzième et le seizième ont tiré l'épée contre l'infailibilité du dogme; le dix-septième sur la cendre des bûchers mal éteints, a dressé ses presses et combattu pour la liberté philosophique; le dix-huitième a fait « à coups de foudre » ce qu'on appelle encore la liberté politique; le dix-neuvième a sué la sueur du sang aux premières angoisses des déchirements sociaux. Attendons le vingtième... Mais constatons que toutes ces grandes secousses, dont chacune marque une période de développement humain, ne sont, en réalité, sous leur apparence religieuse, philosophique ou politique, que l'expression d'un milieu donné dont elles tradui-

sent les successives variations. C'est dans la situation économique, en effet, dans les rapports de production auxquels les hommes et les peuples se trouvent soumis, qu'il faut chercher la raison et le sens de ces longs ébranlements historiques.

Or, n'y a-t-il donc rien de nouveau dans la situation économique, dans les rapports de production, non pas seulement d'un peuple ou d'une race, mais de l'humanité tout entière ? Est-ce un rêve, cette civilisation industrielle qui, de plus en plus aux travailleurs inconscients à muscles d'acier, asservit les travailleurs conscients en chair et en os ; qui, partout triomphante, plante ses cheminées d'usine sur les ruines du vieux monde, bouleverse et détruit ? Opposez le dix-neuvième siècle au dix-huitième : quel contraste ! Les hommes et les choses n'ont plus la même physionomie ; l'humanité se meut dans un autre cadre, dans l'élargissement d'un nouvel horizon.

Disparition des producteurs individuels d'autrefois, devenus d'obscures unités dans ces modernes armées industrielles que, prophétiquement, Fourier avait annoncées ; disparition des petits fabricants, des petits commerçants, des petits rentiers, de toute la classe moyenne, enfin, dévalisée, ou décimée par la faillite, et rejetée dans le prolétariat d'où elle était sortie ; concentration de la terre, concentration de l'outillage, concentration des capitaux, en un mot concentration de la matière et de l'instrument de travail entre les mains d'une minorité non productive, et de plus en plus réduite, voilà les phénomènes généraux qui apparaissent en-deçà et au delà de toutes les frontières, et qui vraiment dominent et caractérisent le siècle. La forme gouvernementale n'y est pour rien. On les constate aussi bien dans la République unitaire de France que sous la monarchie constitutionnelle d'Angleterre ou d'Italie ; aussi bien en pleine République fédérative de l'Amérique du Nord que dans l'Allemagne à la fois féodale et bourgeoise. Ils diffèrent simplement d'intensité, selon que le travail à bras des salariés a subi plus ou moins la pénétration du machinisme. C'est là un fait d'observation directe que les prolétaires de partout ont noté ; et dès lors, puisque sous la plus grande *diversité* des formes gouvernementales, il y a *unité* de crise économique, identité de misère et d'oppression, ils ont fini par comprendre que les luttes purement politiques ne sont plus de ce temps, que la justice est avant tout sociale ; qu'elle se pose dans les mêmes termes d'une extrémité à l'autre du champ de travail où peine l'humanité ; qu'elle est internationale, et qu'à la domination internationale de la féodalité nouvelle d'outillage et d'argent il fallait opposer l'action internationale du prolétariat. Le voilà donc dans les origines économiques, ce moderne internationalisme qui trouble encore tant de bons esprits ; et quand les ouvriers des deux continents l'affirment, ils revêtent simplement d'un mot dans l'ordre idéologique, la série des phénomènes déterminés dans l'ordre matériel par le machinisme contemporain.

*
* *

C'est le Congrès de Paris de juillet 1889, l'inoubliable Con-

grès du Centenaire, qui décide que le 1^{er} Mai, date antérieurement choisie par le prolétariat américain, marquerait chaque année la revendication collective des travailleurs des deux-mondes. Depuis, tous les congrès nationaux et la plupart des congrès corporatifs qui ont eu lieu dans les divers pays d'Europe ont adhéré à la manifestation, mais si les origines de l'agitation sont récentes, la question de la journée normale, qu'elle pose, est d'apparition déjà lointaine dans l'histoire du travail. La classique expérience de Robert Owen, dans sa fabrique de New-Lamark, remonte au commencement du siècle. Plus tard, en 1841, ce sont les manufacturiers d'Alsace qui réclameront eux-mêmes et qui obtiendront une loi limitant le travail des enfants à douze heures. En 1844, l'expérience de Robert Owen est reprise en Angleterre dans les fabriques de MM. Gardner, Horrock et Jackson et donne des résultats identiques; de même en 1845, dans une mine de Yorkshire. Enfin, en France, dès 1848, la loi des douze heures intervient tandis qu'en Angleterre les bills se succèdent régularisant le travail des enfants, des mineurs et des femmes, puis des adultes; mais ce sont là des faits bien connus et sur lesquels il est inutile d'insister. Ce qui en ressort jusqu'à la dernière évidence, c'est que dans l'industrie mécanique la réduction de la journée de travail ne correspond pas à une diminution de la production; qu'elle entraîne, au contraire, le perfectionnement de l'outillage, en même temps qu'elle assure la conservation de l'espèce.

Avec une précision et une netteté de vues qui ne laisse rien à désirer, les organisations américaines énuméraient il y a plusieurs années déjà, les conséquences de la journée de huit heures établie par convention internationale, dans un manifeste qui peut se résumer ainsi :

« Le nombre des ouvriers occupés augmentera immédiatement; là où il faut deux ouvriers pour 24 heures de travail, il en faudra trois, avec la journée de 8 heures; l'armée de réserve sera donc absorbée dans les ateliers. Le taux du salaire s'élèvera, car les industriels ne trouveront plus de sans travail à tout prix pour faire concurrence aux ouvriers employés; par suite de l'élévation du salaire, la puissance de consommation augmentera; de plus, la surproduction qui est la cause de la crise actuelle cessera momentanément, car le travail étant devenu plus rare et par conséquent plus cher, on regardera à deux fois avant de le gaspiller dans une production folle. Enfin, l'ouvrier deviendra plus homme. Quiconque travaille dix, douze heures et quatorze heures par jour est trop épuisé pour avoir l'esprit ouvert aux grandes questions qui intéressent l'avenir de l'humanité: Une diminution de quatre heures de travail par jour fera de l'ouvrier un homme capable de se développer corporellement et intellectuellement; et tous les travailleurs, même les plus récalcitrants, comprendront alors la nécessité de s'organiser pour la grande lutte qui doit les délivrer de l'oppression capitaliste. »

De l'ordre apporté sur le marché universel, périodiquement bouleversé par les crises pléthoriques, mais c'en serait assez pour

que les patrons à leur tour élevassent la voix en faveur des huit heures : L'exemple de l'Australie, où la journée de huit heures est depuis de longues années entrée dans la pratique ; l'exemple de l'Angleterre, qui a réduit la journée légale à dix heures et qui reste les concurrents les plus redoutables des nations du continent est donc pour eux sans signification ? Pendant qu'on discutait la loi, les employeurs anglais, affolés, criaient à la ruine prochaine de l'industrie nationale ; et depuis que la loi a reçu son application, l'industrie anglaise, a pris un développement énorme, et dispose d'un outillage mécanique absolument supérieur. Toute la faiblesse de notre industrie continentale provient de l'infériorité de son outillage, infériorité surtout constatée là où le salaire est moindre et la journée de travail plus longue. L'exemple de l'Angleterre a paru si concluant, que certains économistes n'ont pas hésité à conseiller aux patrons, au nom même de leurs intérêts, de réduire la longueur des journées d'atelier.

Quant à la conservation de la race, c'est le souci profondément humain qui éveille dans tous les esprits la question des huit heures ! Il faut n'avoir vu jamais les pays de grande industrie, les villes sans lumière et sans air où le peuple de l'usine s'étiole, les chairs anémiées, la pensée lourde et la conscience obscure ramenée peu à peu au rachitisme et peu à peu à la bestialité primitive, il faut n'avoir vu jamais cet enfer pour ne pas se sentir pris aux entrailles d'une indicible pitié !

Ce sont des fils du siècle, des frères en civilisation, ces êtres fiévreux et hâves dont la machine a pompé le sang et violé les muscles ! La dégénérescence les a pris tout entiers, elle tue lentement leurs descendants, elle frappe à sa source même, la vie qu'à d'autres ils auraient voulu donner. La femme de l'ouvrier de fabrique est inféconde, ou si son flanc s'ouvre, c'est la misère physiologique qui pour elle procréé, et les petits mal venus sont « ces enfants au crâne blanc » dont Taine, l'analyste peu suspect de sensiblerie, parle avec épouvante !

Oh ! les socialistes ne se font pas d'illusions ; ils savent que cette journée des huit heures, pareux réclamée, n'est et ne peut être qu'une amélioration transitoire. Ils savent que par l'économie d'activité physique et intellectuelle ainsi réalisée, et par le perfectionnement de l'outillage mécanique ainsi obtenu, le temps viendra où les travailleurs produiront en huit heures ce qu'ils produisent aujourd'hui en dix et en douze heures de travail continu. Alors, les phénomènes économiques de l'heure présente reparaitront et il faudra livrer des batailles, s'agiter encore, manifester partout, pour abaisser de nouveau la durée du labeur quotidien. Mais dans l'intervalle, allégée de sa fatigue et d'un peu de sa souffrance, la masse prolétarienne, se sera remise en marche, volontaire et obstinée, pour sa libération. Et ses pieds bientôt franchiront l'étape finale, et ses mains s'ouvriront, de toute entrave délivrées, à la grande moisson d'avenir....

Cette moisson-là, aveugle qui n'en perçoit les germes ! Elle pousse sous nos pieds, serrée et féconde, crépitante de sève.

Devant « le voroux coulant à l'abîme » comme le vieux monde, Zola en eut l'éblouissante vision, tandis que sa plume achevait la page dernière de *Germinal* :

« En plein ciel, le soleil d'avril rayonnait dans sa gloire, échauffant la terre qui enfantait. Du flanc nourricier jaillissait la vie, les bourgeons couvraient des feuilles vertes, les champs tressaillaient de la poussée des herbes. De toutes parts, des prairies se gonflaient, s'allongeaient, gerçaient la plaine, travaillées d'un besoin de chaleur et de lumière. Un débordement de sève coulait avec des voix chuchotantes, le bruit des germes s'épandait en un grand baiser.... Aux rayons enflammés de l'astre, par cette matinée de jeunesse c'était de cette rumeur que la campagne était grosse. Des hommes poussaient, une armée noire, vengeresse, qui germait lentement dans les sillons, grandissant pour les récoltes du siècle futur, et dont la germination allait faire bientôt éclater la terre. »

DUC-QUERCY.

LE RÊVE DU FORGERON

Le forgeron s'accoudait sur l'enclume,
Brisé des reins et tombant de sommeil ;
En songe alors, sa forge se rallume,
Un homme en sort et dit : Pense au réveil !

Cet homme est large et velu comme Hercule,
Un lion roux lui fournit un manteau,
En ruisseaux bleus son sang de fer circule,
Ses deux bras nus lèvent un lourd marteau.

« Je suis Travail, dit-il, mes reins humides
« Gardent encor les sueurs du passé ;
« J'ai, bloc à bloc, monté des pyramides.
« Les conquérants sur mon corps ont passé.

« Je fus jadis le paria, l'ilote,
« Le vil esclave aux murènes jeté,
« Le serf meurtri qu'à la glèbe on garrotte,
« Quatre-vingt-neuf me cria : Liberté!....

« Moi, libre ? Oh ! Non, j'appartiens au salaire,
« Maître sans nom qui paie au jour le jour ;
« Je suis encor le bétail populaire,
« L'œil sans lumière et le cœur sans amour.

« Pour gagne-pain, j'eus mes bras, mon échine,
« Les supprimant par un progrès trompeur

« Sur moi, l'usure a lancé la machine,
« L'écrasement marche à toute vapeur.
« N'est-il pas temps d'enrayer ce système
« Dégradant l'homme et la femme et l'enfant ?
« Mon rédempteur, l'unique, c'est moi-même,
« J'aurai raison du monstre en l'étouffant.
« Des parlements, j'ai trop payé les hontes,
« Je ne veux plus Judas pour agréé,
« Au capital, je dis : Réglons nos comptes !
« Tu m'appartiens, puisque je t'ai créé.
« Entre tes mains, ma vie est au pillage,
« La concurrence est un jeu meurtrier.
« Donc, je reprends mon immense outillage.
« L'outil doit être aux mains de l'ouvrier.
« N'ayant qu'un but, la force doit être une.
« Elle est en moi, la force, et pas ailleurs.
« Paris, martyr, proclamant la Commune,
« A, dans leur sang, sacré les travailleurs.
« Vaincus de Mai, que vos morts soient fécondes !
« Au grand rappel, quand vous vous lèverez,
« Morts radieux, portez dans les deux mondes,
« Le drapeau rouge aux peuples fédérés.
« Toi, compagnon, prends ces outils qu'on nomme,
« Raison, Progrès, Science, Égalité,
« Sois plus qu'un roi, sois ton maître, sois homme :
« O travailleur, deviens l'Humanité ! »

EUGÈNE POTTIER

LETTRES SOCIALISTES

de GERVAIS MARTIAL

Au citoyen Roger, dit : Pisse-froid

*Où Gervais Martial savonne fortement son copain d'atelier,
Roger, dit : Pisse-froid, au sujet de son coupable menfou-
tisme en matière politique et sociale.*

Citoyen Roger, dit : Pisse-froid,

J'ai à causer sérieusement avec toi ; je ne suis pas satisfait
du tout de ta contenance, citoyen.

Depuis pas mal de temps déjà, tes airs d'indifférence à propos de tout ce qui concerne la chose publique me déplaisaient singulièrement. Et tu as mis le comble à ma mauvaise humeur l'autre jour lorsqu'en prenant un verre avec quelques camarades nous avons parlé au dessert des événements du jour.

« Qu'est-ce que ça nous f... répétais-tu sans cesse, ça nous « est bien égal !... Qu'on fasse ce qu'on voudra, laissez-moi « donc tranquille !... J'en ai plein le dos !... Tout ce que « vous dites et rien, c'est la même chose !... En quoi tout « cela nous intéresse-t'il, puisque c'est toujours nous qui « sommes les dindons !... etc.. etc...

Tu sais, citoyen, que c'est très mal tout ce que tu dis là !...

Et je ne te l'envoie pas dire : tu fais de la très mauvaise besogne.

Si tu veux que nous restions bien ensemble, il faut changer ces manières là.

J'ai d'autant plus sujet de t'en vouloir de ta déplorable tenue que je t'ai connu tout autre dans le temps.

Il n'y a même pas des siècles.

Tu étais alors très d'aplomb. Tu prenais souci, comme nous, des choses qui sont les tiennes, et les nôtres en somme.

Lorsqu'il se commettait une injustice en haut lieu, tu te révoltais, et tu le disais carrément.

Quand nous parlions de nos espérances, tu t'enthousiasmait très bien.

Et souvent même, nous étions obligés de te calmer, parce que tu gueulais plus fort que nous.

Depuis quelque temps, tu as tout à fait changé. Il semble que rien de ce qui se passe ne te regarde plus.

Quand on parle de ce que tu aimais ou de ce que tu détestais, tu hausses maintenant les épaules comme un homme devenu complètement insensible.

Nous avons craint un instant de perdre la République, tu disais : ça m'est bien égal !...

Aujourd'hui, nous l'avons, tu dis : Qu'est-ce que ça me fait ?

Pas plus loin que la semaine dernière, je t'ai demandé, comme nous sortions de l'atelier :

As-tu été vérifier si tu étais inscrit sur les listes électorales ?

Tu m'as répondu :

— Peuh !... pourquoi faire ?

A quoi penses-tu donc ?

Je tiens à avoir à ce propos une explication catégorique avec toi citoyen Roger. J'y tiens beaucoup.

D'abord, parce que ça me démonte de te voir comme ça.

Et puis, une autre chose m'inquiète.

Il paraît que tu n'es pas le seul qui sois devenu ainsi.

On me dit que de tous côtés, dans nos rangs, ces désertions se produisent, et que le parti le plus puissant que nous ayons à redouter : le parti de la lassitude, se recrute chaque jour parmi nous et s'augmente de tous ceux qui lâchent pied, soit par fatigue, soit par manque de foi, soit par mollesse.

Voilà qui ne serait pas rassurant, par exemple !..

Ce ne serait vraiment pas la peine que nous nous soyons donné tant de mal pour voir l'avenir de notre cause compromis par de telles défaillances.

Voyons, causons, citoyen Roger.

Explique-moi un peu ce qui a pu te transformer à ce point et t'amener à ce degré d'avachissement qui t'a valu à l'atelier ce vilain surnom de : *Pisse-froid*.

On ne passe pas, comme tu l'as fait, de l'état chatouilleux à l'état ladre sans motifs.

Quelles sont les raisons de cette indifférence ? cherchons ensemble.

Je crois qu'avec un peu de bonne volonté, on doit aisément les découvrir.

Comme tu n'es heureusement, citoyen Roger, ni un pourri, ni un blasé, ni un sceptique, ce serait te faire une grosse injure que d'attribuer ton déplorable désintéressement des questions sociales à ton égoïsme. Tu vaux encore mieux que cela.

Tu n'as donc pu être amené à l'indifférence que par le découragement.

Depuis que tu es homme, tu as vu les événements et les révolutions auxquelles tu avais travaillé tourner tellement à l'envers de tes espérances légitimes ;

Tu as vu les institutions faire si souvent semblant de changer et rester au fond toujours les mêmes ;

Tu as vu tant d'intrigants triompher à tes dépens et si peu d'honnêtes gens ne pas être les victimes de ce qu'on appelait : leur candeur ;

Tu as été tellement trompé, tellement berné, tellement battu, tellement leurré ;

Qu'un beau jour, jetant le manche après la cognée, désespérant de voir la vérité triompher de l'erreur et les hommes de conviction des floueurs, tu t'es dit en bourrant ta pipe :

— Zut !.. au diable !... le mauvais sang que l'on se fait à voir sans cesse les mauvais écraser les bons !.. Les aspirations généreuses ?.. Chimères !.. La lutte ? Duperie !.. Que tout tourne et retourne, je ne m'en occupe plus !.. Nous sommes destinés à n'obtenir jamais rien, à voir éternellement les mêmes déshérités rester le jouet des mêmes repus !.. A quoi bon se ronger le sang au spectacle de toutes ces injustices ?

Nous n'y pouvons rien, nous n'y pourrons jamais rien !.. Zut !.. douze fois : Zut !.. qu'ils s'arrangent, Moi, pour être tranquille, je me débarrasse de tout ce qui me gêne et me rend malheureux. Je n'aurai plus ni zèle, ni indignation, ni enthousiasme, ni foi !.

Et depuis ce jour-là, en effet, tu ne t'es plus occupé de rien, mêlé de rien, passionné pour rien.

Pour rien de ce qui est grand et utile, s'entend.

Tu n'as plus lu de journaux ; ou, si tu en as lu, tu les as traités de *farceurs* en ricanant. — les bons et les mauvais. —

Tu as évité toutes les conversations qui auraient pu réveiller en toi, ce qui n'eût jamais dû s'éteindre : l'amour de la vérité, l'espoir en la Justice.

Tu as été jusqu'à désertier l'urne électorale ; car, je le sais, depuis deux ans, tu n'as pas voté une seule fois.

En un mot, défenseur d'une idée qui t'était chère, — comme à nous, — tu nous as laissés en route et tu t'es avoué vaincu avant la dernière cartouche.

Done, ce n'est pas la peine d'aller par trente-six chemins, tu as déserté — tu as trahi ta cause.

Si je t'accuse rudement, citoyen Roger, je ne te condamne pas sans appel. Si je croyais qu'il n'y a plus rien en toi, je te laisserais tranquille.

J'essaie de relever un blessé, parce que j'espère en refaire un soldat. Et tu le redeviendras en maudissant bientôt une trop longue défaillance.

Où, j'en conviens avec toi, le désespoir a pu souvent nous mordre au cœur ; nous avons eu trop de motifs pour craindre et pour nous décourager. Mais c'était une raison de plus pour rester debout et solide au poste. Quand donc se raidira-t-on si ce n'est quand on sent le pied glisser ?

J'appelle de toutes mes forces ton attention sur toi-même, citoyen Roger. Tu te tromperais cruellement si tu croyais qu'il existe une nuance entre l'indifférence et la trahison.

Celui qui n'est pas dans les rangs des défenseurs de la Justice combat pour l'erreur. Voltaire l'a dit dans un moment où il y avait pourtant beaucoup plus de besogne à faire qu'aujourd'hui :

« *Point de quartier aux méchants, aux corrupteurs et point*
« **d'indifférence** *pour la cause des gens de bien,*

Et si tu veux savoir ce que pensait Diderot de ce sentiment qui est à la fois un vice et une lâcheté, relis ceci :

« *C'est quand l'indifférence est générale qu'elle devient*
« *quelquefois incurable. Mais alors, elle annonce que le*
« *peuple qui en est atteint touche à sa décadence.*

Tu vois, citoyen, que l'horoscope n'est pas rassurant.

Veux-tu remonter plus haut, — car il paraît que tu as eu

des prédécesseurs à toutes les époques.

Tu verras que Solon, pour combattre *l'indifférence* des citoyens de la République, avait édicté des lois qui ordonnaient à tout Athénien de prendre parti pour l'un ou l'autre camp dans les discussions politiques.

Solon avait compris, — 2 500 ans avant le 2 décembre 1851, qu'un peuple qui ne s'occupe plus de ses affaires ne tarde pas à trouver un sabre qui s'en charge.

Même quand les Césars triomphent, l'indifférence des vaincus est une des choses les plus dangereuses pour une nation, puisqu'elle consacre la défaite du droit et la victoire de l'usurpation par un silence servile.

A plus forte raison elle devient un crime, citoyen, dans les temps plus heureux où les peuples plus libres, ayant recouvré une partie de leurs droits, n'on plus qu'à conquérir le reste.

Au point où nous sommes arrivés, l'indifférent est un être inutile, nuisible, puisqu'il n'est bon ni à pousser la roue en avant, ni à résister à ceux qui veulent la tirer en arrière.

L'indifférence politique, — n'importe de quelles causes elle provienne, — est la preuve évidente de l'impuissance d'une nation. Et l'impuissance d'une nation appelle fatalement le joug d'un tyran.

Tu vois, citoyen, où tu nous mènes.

Pardon !... je veux dire : où tu nous mènerais ; car j'avais oublié à qui je parle.

J'avais oublié qu'en dépit d'une défaillance de laquelle cette explication aura raison, j'en suis sûr, tu es resté ce brave travailleur, cet excellent patriote ; en un mot, ce vigoureux citoyen, un instant rebuté peut-être, mais jamais découragé, qui retrouvera dans son cœur vaillant tous les trésors qu'il doit à la cause commune : L'amour de son pays, le courage et la foi.

Rentre en toi-même, citoyen Roger, ou plutôt, sors de toi-même, citoyen Roger, trop longtemps dit : Pisse-froid. Et tu reconnaitras que ton indifférence n'est bonne qu'à faire le jeu des intrigants et des ambitieux.

Done, c'est convenu, n'est-ce pas, à partir d'aujourd'hui, plus de menfoutisme. Pour commencer, tu vas aller demain te faire inscrire sur les listes électorales, ça va chauffer l'an prochain.

Et la première fois que je te tendrai mon verre pour trinquer à la santé de la République, de la bonne... de la Sociale !.. Tâche un peu que je te voie reluire quelque chose dans l'œil !.

Salut et Fraternité.

Pour copie :
LÉON BIENVENU.

CRIME ET CRIMINALISTES

Qu'est-ce que le crime ? Question, à *priori*, d'une solution aisée. Et cependant, à la réflexion, combien difficile, elle apparaît : Tel acte que la loi, que nos mœurs qualifient criminel a été, est considéré comme normal en d'autres temps, en d'autres lieux. Quelques exemples : L'infanticide, chez les Grecs, était coutumier et en rien n'appelait la réprobation. Cela était *bien*. Le meurtre des vieillards autrefois se pratiquait en Europe même, aujourd'hui encore se pratique chez des peuplades sauvages. Cela est *bien* pour eux, cela est *mal* pour nous. La relativité du *Bien* et du *Mal* est donc, démontrant ainsi l'impossibilité de déterminer avec précision ce qu'on entend par ces termes.

Si la notion du Bien et du Mal est relative, variable suivant les Temps et les Lieux, elle n'en est pas moins la même, en ses généralités, pour tous les individus, vivant à la même époque, avec les mêmes mœurs, dans une société de même forme. Je dis « en ses généralités » car si la relativité du Bien et du Mal existe pour les collectivités, elle existe aussi pour les individus, parties composantes de ces collectivités. La manière d'être de chaque individu, produit de son organisme modifié par l'ambiant social, l'éducation etc., influe sur la notion du Bien et du Mal, produisant autant de variétés de cette notion qu'il y a d'individus. De même que physiquement il n'est pas deux êtres absolument semblables, de même il n'est pas deux cérébralités identiques et par conséquent les produits-idées de ces cérébralités ne peuvent être absolument identiques. La parfaite détermination du Crime, dérivant de la notion bien définie du Bien et du Mal est donc fort difficile à trouver. Je parle pour l'anthropologiste, le philosophe et le sociologue qui scientifiquement étudient les diverses manifestations humaines qualifiées crimes ; car pour le Juriste la question est d'une simplicité enfantine : Est crime ou délit, toute infraction aux lois. On ne peut scientifiquement discuter sur cette base, car les lois sans cesse se modifient, car les mœurs génératrices des lois, encore plus rapidement évoluent, car sans cesse des intellectualités développées battent en brèche les lois, montrant leur absurdité, leur nuisance. Il faut donc trouver une autre base que celle acceptée par les juristes pour définir le crime.

M. Garofalo, dans sa *Criminologie*, a tenté d'asseoir sur des fondements solides l'idée de crime, et pour cela il a eu recours aux deux sentiments de *pitié* et de *probité*. Pour lui, le crime est : *offense au sentiment de pitié ou d'humanité* (meurtre, assassinat, blessures, mutilations, mauvais traitements, excès ou nocivité de travail imposé aux enfants, défloration, rapt, emprisonnement arbitraire, calomnie, diffamation, séduction avec tromperie); *offense au sentiment élémentaire de probité*, (vol, incendie, extorsion, dévastation, escroquerie, abus de confiance, banqueroute, insolvabilité volontaire, plagiat, contrefaçons, faux témoignage, etc.) Cette définition, vague, ne peut satisfaire complètement le

savant car bien des actes offensant le sentiment d'humanité de personnes affînées ne sont pas compris dans la définition de M. Garofalo, définition dont la majeure partie est conforme à celle du juriste pour le crime-délit. Ainsi suivant la détermination de M. Garofalo n'est pas crime l'Acte du patron qui emploie des ouvriers dans un atelier malsain par causes d'économie, dans une usine où des accidents se produisent parce que le patron, pour davantage bénéficier, n'a pas usé des moyens de protection nécessaires. Cela n'est pas crime pour le criminaliste italien, alors que pour moi et pour bien d'autres cela est crime. La définition de M. Garofalo ne satisfait donc pas.

M. Tarde, dans sa *Philosophie Pénale*, a tenté à son tour de déterminer le crime et pour ce, il écrit : L'idée de crime implique essentiellement, naturellement celle d'un *droit* ou d'un *devoir* violé » (cette définition ne signifie rien si l'on ne connaît la signification que l'auteur donne à ces termes : Droit, Devoir : M. Tarde s'y applique en plusieurs pages qui n'ont qu'un défaut, c'est d'être très obscures car elles ne sont que de la métaphysique. Il ne définit nullement le Devoir et le Droit par la raison simple qu'il les préjuge fixes, déterminés, alors que l'histoire, la Sociologie prouvent expérimentalement que Droit et Devoir varient dans le Temps et dans l'Espace. La définition du Crime par M. Tarde recule la difficulté mais ne la résout point puisqu'on se trouve acculé à la définition des termes de cette première définition. Lorsqu'on soulève le voile qui couvre cette terminologie du criminaliste français, on aperçoit le vide de la métaphysique et rien autre.

Dans son *Crime et Suicide*, M. A. Corre constate la difficulté de définir le crime et la grande variabilité de cette notion. On ne peut l'établir d'après l'Acte pas plus que d'après l'opposition de celui-ci aux sentiments qu'il offusque, comme Garofalo l'avait voulu faire : La variabilité des sentiments, dit il avec grande justesse, est précisément la cause de la variabilité des interprétations données à des actions corrélatives ou dérivées. Pour M. Corre « le Crime-délit s'entend de l'attentat contre le droit des autres qui se résume dans la liberté d'être et d'agir suivant certaines modalités conventionnelles, pour les individus et les collectivités. » Cette définition a le défaut d'employer le terme « droit » dont la signification n'est jamais bien déterminée. En outre, le crime est alors fonction de « modalités conventionnelles » c'est-à-dire que tel acte, réputé crime maintenant, pourra ne plus l'être demain. C'est tout à fait exact mais alors on a presque la définition du juriste, tandis que le savant doit s'appuyer sur une base moins fragile que celle donnée par la terminologie du légiste. D'ailleurs M. Corre dans ses explications séquentes élargit étrangement sa définition. En effet il appelle Crime « toute nuisance à la collectivité ou à l'individu » que cette nuisance soit ou non reconnue par la loi. Alors comme synonymie du mot crime il use de cette expression : Acte antisocial.

Cette définition du crime, acte social, est jusqu'ici la meilleure définition qui ait été donnée. Elle est suffisamment large pour englober la masse des actes que la loi approuve et qui sont en fait antisociaux. Elle permet de classer comme crime toute cette série immense de nuisances légales, ou illégales mais indemnes, que

Corre a désigné sous le nom de crime occulte. Cette conception du crime a cependant un défaut, c'est que tels et tels actes pour d'aucuns seront antisociaux et pour d'autres seront sociaux. Les uns stigmatiseront ce que d'autres loueront. Point n'est besoin de donner des exemples, aisément chacun en trouvera.

Quoiqu'il en soit, je le répète, cette définition du criminaliste français me semble la meilleure. On voit que les criminalistes ne s'entendent pas sur la définition du crime, c'est-à-dire de la matière qu'ils étudient, dont ils traitent. De cette divergence de terminologie dérivent souvent des divergences de conception sur les criminels.

La différence qui existe entre le crime considéré scientifiquement et le crime considéré juridiquement a encore une autre influence qui, souvent, vient fausser les systèmes élevés par les savants superficiels. En effet, presque tous les criminalistes, pour établir leurs théories, se basent sur des statistiques que les diverses administrations pénitentiaires ou judiciaires ont établies. Or nécessairement ces statistiques ne comprennent que les criminels, juridiquement criminels et point du tout les auteurs de l'acte antisocial que la loi ne reconnaît pas. Même le sociologue qui, avec soin, analyse les phénomènes sociaux peut, sans craindre d'être démenti. — car les preuves abondent — affirmer que nombre de juridiquement criminels n'entrent point dans ces statistiques par la raison simple qu'ils ne sont pas inquiétés et sont souvent très honorés. Le crime occulte dépasse de beaucoup le crime poursuivi, et à ma connaissance, sauf M. Corre, aucun criminaliste n'a signalé cette vérité éclatante. De là résulte que les statistiques n'ont qu'une valeur très relative et que les savantes déductions que l'on en tire n'offrent elles-mêmes qu'une très grande relativité. Les criminalistes actuels en général considèrent l'acte antisocial comme exceptionnel alors qu'en réalité il est la règle ; et il ne peut pas en être autrement car toute notre organisation sociale incite à le commettre. L'honnête homme, a dit un professeur allemand M. Paul Albrecht, en s'appuyant sur des considérations anthropologiques, est une *anomalie*. C'est le criminel qui est un normal. Cela a fait sourire les membres du congrès de Rome car, écrit M. Tarde, une assemblée est toujours indulgente à qui l'amuse. Nous aussi nous sourions mais ce n'est pas de M. Albrecht, c'est des membres du Congrès. Le moindre observateur des phénomènes sociaux constatera aisément que l'acte antisocial est bien plus fréquent que l'acte social, que par conséquent l'homme antisocial est bien la règle et l'homme social l'exception. En se basant sur des considérations sociologiques on peut dire : *le criminel est le normal et l'honnête homme une anomalie*. Je défie qu'on puisse réfuter cette assertion si, par criminel, on entend auteur d'une nuisance à la collectivité ou à l'individu.

Evidemment tous les actes antisociaux n'ont pas la même valeur, ne sont pas identiques. Ils varient autant qu'ils ont d'auteurs et c'est cette variabilité qui fait errer les criminalistes. En effet ils n'étudient que certaines manifestations de l'acte antisocial, celles qui dans notre état de civilisation révoltent le plus les sentiments de la moyenne humaine. Ils oublient d'étudier les autres manifestations du crime, manifestations plus graves que les précédentes mais ne paraissant pas telles parce que notre habitude à les voir perpétrer

nous empêche de concevoir combien elles sont nuisibles. Chacun peut s'en convaincre en parcourant les journaux, les revues de toutes natures, en lisant les œuvres des sociologues et socialistes de toutes les opinions. De là résulte que la généralité des criminalistes étudient ce que je puis qualifier de crime exceptionnel. Les crimes monstrueux les intéressent et ils en étudient leurs auteurs, déduisant de cette étude des considérations anthropologiques ou sociales qu'ils veulent appliquer à la généralité des criminels. C'est ainsi que M. Lombroso a établi son type d'homme criminel en se basant sur les quelques dizaines, centaines ou même milliers d'individus juridiquement criminels qu'il a observés, mesurés dans les prisons. Comme terme de comparaison, il observait, mesurait des individus dits honnêtes. Or qui prouve que ces individus juridiquement honnêtes n'étaient pas des antisociaux au premier chef? Evidemment rien. Or comme l'observation des phénomènes sociaux montre la fréquence des actes antisociaux et par suite le grand nombre de leurs auteurs, on peut établir, sans erreur probable, qu'une bonne partie des honnêtes gens examinés par M. Lombroso ou ses élèves, comme termes de comparaison, ne peuvent pas en servir parce qu'ils sont eux-mêmes antisociaux. La population des prisons et des bagnes pour un analyste profond de la société ne paraît pas plus antisociale que ne l'est une bonne partie de la population libre. Un aliéniste criminaliste, M. Marandon de Montyel n'a-t-il pas écrit : « Chacun de nous porte en son cerveau, un criminel qui sommeille et dont le réveil dépend en partie de sa léthargie, en partie du degré de l'excitant, de sorte que le délinquant de demain, selon les circonstances sera peut-être vous, peut-être moi » M. Marandon donne au terme criminel, la signification qui plus exactement s'applique au monstre du crime. Combien alors cette pensée est plus vraie si le mot criminel signifie auteur d'acte antisocial. On peut même dire dans ce cas, que le criminel ne sommeille pas dans le cerveau mais qu'il y est fort bien réveillé.

Il résulte de cet aperçu que les conclusions anthropologiques ou sociales que les criminalistes tirent de leurs études des statistiques judiciaires et pénitentiaires, des mensurations de la population des prisons, sont de suite frappées d'impuissance. Elles reposent sur des exceptions et non sur la généralité des auteurs d'actes antisociaux. Je ne veux pas dire d'ailleurs que toutes ces conclusions sont fausses ; elles peuvent contenir une partie de vérité surtout en ce qui concerne l'étude des facteurs : milieu social, milieu cosmique. En effet le criminel légal peut dans ce cas être justement considéré comme un spécimen d'antisocial, sur lequel agissent les milieux social et cosmique dans les mêmes conditions que sur la généralité des antisociaux occultes. Par contre en ce qui concerne le facteur individuel, les conclusions déduites par les criminalistes sont viciées faute de terme de comparaison sûre ; de là résulte qu'on ne peut généraliser et établir un type criminel, tout au plus peut-on établir des types criminels.

De l'avis de tous les criminalistes contemporains le crime reconnaît comme cause génitrices trois facteurs : milieu individuel, milieu social, milieu cosmique. Par milieu individuel, ils entendent la conformation craniale, cérébrale ; le tempérament ; la conformation du

corps, en un mot la manière d'être de l'organisme physique tout entier. Par milieu social ils entendent l'éducation, l'instruction, les mœurs et coutumes de la collectivité ambiante, les conditions de la vie économique, intellectuelle, morale. Par milieu cosmique ils entendent la température, l'état hygrométrique, électrique de l'atmosphère, physique du sol où vit l'auteur de l'acte antisocial.

Les criminalistes, suivant leurs études et leur disposition d'esprit, accordent la prépondérance à l'un de ces trois facteurs dans l'étiologie de l'acte antisocial. On peut observer que le crime étant généré sous l'influence de ces trois facteurs seuls, il n'est pas tenu compte de ce que les spiritualistes et les métaphysiciens appellent *Libre Arbitre*. Les criminalistes le nient en effet et de leurs observations déduisent que l'acte antisocial n'est pas conçu et perpétré en dehors de toute influence. Pour eux, et en cela ils ont raison, le Libre Arbitre n'existe pas. La faculté de vouloir et d'agir indépendamment de toute influence est une chimère, absolument en opposition à tous les faits observés, contraire à toute analyse. L'Homme est un produit du milieu atavique, modifié par le milieu cosmique et le milieu social. Il pense, il veut, il agit de telle ou telle manière, parce que sa cérébration, déterminée de telle ou telle façon sous l'influence des milieux, l'oblige à penser, à vouloir, à agir de telle ou telle manière.

Logiquement, étant donnée la négation du Libre Arbitre par les criminalistes, l'irresponsabilité des antisociaux devrait en être déduite. En effet la raison s'oppose à ce qu'on déclare responsable un homme qui a agi *obligatoirement*, toutes conditions individuelles, sociales, cosmiques, étant données. Rationnellement on ne peut châtier un individu, qui, toutes conditions étant données, ne pouvait pas agir comme il l'a fait. Je ne puis raisonnablement châtier la mer qui vient sur ses bords détruire les constructions que j'établis ; je ne puis raisonnablement punir la rivière qui en débordant ravage villes et campagnes. Cela serait contre la raison et c'est cependant ce que décident la majorité des criminalistes en concluant à la responsabilité pénale mitigée, sinon entière, des délinquants. Je ne parle pas de la responsabilité civile, car il est certain que notre sentiment de justice serait profondément froissé si un individu, auteur d'un préjudice à un autre individu ou à la collectivité, et capable de le réparer, ne le réparait pas.

Donc les criminalistes, négateurs du Libre Arbitre, affirment la responsabilité morale. Ainsi M. Tarde fait reposer la responsabilité sur l'identité individuelle et sur la similitude sociale. Ce criminaliste emploie une vingtaine de pages fort alambiquées en leur métaphysique — cela est regrettable car il y a dans son livre d'excellentes choses fortement pensées — pour expliquer ce qu'il entend par identité individuelle et similitude sociale. En somme pour M. Tarde, « le malfaiteur sera responsable quand il sera forcé, par ses habitudes de jugement inspirées d'autrui et par sa communion sociale avec sa victime, de juger cet acte blâmable, quand il est aussi forcé de se reconnaître l'auteur même de cet acte. » Pour ce criminaliste l'individu parce qu'il est *conscient* de son acte est responsable, quoique pour ce criminaliste cet acte ait été généré par des influences qui ne pouvaient pas ne pas être, toutes conditions étant données.

J'avoue ne pas m'expliquer une telle faiblesse dans le raisonnement. C'est en se basant sur cette même ou sensiblement même conception de la responsabilité que les criminalistes officiels, médecins légistes, concluent lors de l'examen de criminels à une responsabilité entière ou atténuée. J'avoue ne pas concevoir une responsabilité atténuée.

Si l'on analyse les causes qui peuvent conduire à un raisonnement si faux, à un tel illogisme, on est amené à constater que les criminalistes reculent épouvantés devant les conséquences, qui pour eux découleraient de l'irresponsabilité admise par tous. Ils voient la suppression du châtiment, de la pénalité et se figurent que le crime croîtrait en proportions infinies. Ils sont terrifiés à cette vision et l'homme propriétaire, l'homme bourgeois, le privilégié social l'emporte sur le savant. Alors par des considérations plus ou moins alambiquées, plus ou moins hypocrites ils cherchent à mettre d'accord leur négation du libre arbitre et leur volonté de punir. Ils font cela, inconsciemment je crois, tant est grande l'influence de l'éducation, tant est puissante l'influence du milieu où ils vivent. Ce n'est pas la faute du criminel, a dit substantiellement M. Dubuisson, s'il est mal né et s'il a été élevé pour le crime, mais on doit le punir, le châtier parce qu'il faut satisfaire la société, parce que la répression est légitime. Quant à prouver la *Justice* de la répression, de la satisfaction donnée à la société, M. Dubuisson n'y songe pas ; n'y a-t-il pas bien d'autres injustices sur terre contre lesquelles il sert peu de se révolter, par exemple des riches et des pauvres, etc. On le voit nettement par ce dire de ce criminaliste, l'intérêt du privilégié social l'emporte sur la sérénité du savant. L'école positiviste italienne, négatrice elle aussi du Libre Arbitre, est moins hypocrite que les criminalistes français officiels ; elle conclut à l'irresponsabilité complète, mais en vertu du principe utilitaire elle conclut à la répression et même à l'expiation ! Quelle logique !! Elle veut la peine de mort pour les grands criminels instinctifs auteurs d'assassinats. Ce sont des êtres nuisibles dont la société doit se débarrasser ou par la mort, c'est le moyen le plus sûr pour les soigner et les guérir, car ces *criminalistes* reconnaissent que ce sont des malades cérébraux, des aliénés pour ainsi dire. En vérité on reste confondu devant une telle conclusion de la part de savants qui, par leurs fonctions même, devraient étudier les questions avec sérénité, insoucians des conséquences sociales qui en découleraient contrairement à leur intérêt de membres de la classe capitaliste. Comme autres moyens de répression, ils veulent la prison, la déportation. M. Corre est à un moindre degré illogique car comme moyen de répression il demande des asiles pour les criminels plus ou moins aliénés, dégénérés, mais veut conserver le système pénitentiaire ; en un mot il maintient, dans *crime et suicide*, le châtiment alors que les criminels ne jouissant pas du libre arbitre sont nécessairement irresponsables malgré la délibération déterminante qui a amené la perpétration du crime.

L'observation et l'analyse de tous les faits sociaux et antisociaux prouvent indéniablement que le libre arbitre n'existe pas, que ces faits sont la résultante nécessaire de multiples causes. Logiquement l'irresponsabilité se déduit de cette non existence du libre arbitre ; logiquement de cela découle l'injustice des châtimens, de la pénalité

et par suite la nécessité de leur suppression.

Faut-il déduire de là que l'auteur d'un acte antisocial doit être laissé à lui-même, apte à recommencer sa nuisance ? Personne ne soutiendrait cette opinion. En effet la raison indique que la collectivité doit se préserver des atteintes de l'antisocial. La question est donc de savoir *comment* il faut s'en préserver. Si l'on étudie la genèse du crime, on observe qu'une très grande proportion des actes antisociaux reconnaît pour cause l'ambient social, le milieu individuel ne servant que de terrain où germent les idées antisociales sous l'effort des causes externes sociales. Ces actes antisociaux produits quasi uniques de la forme sociale actuelle, ne sont appelés à disparaître que le jour où cette forme sociale sera transformée. Tous les moyens de répression employés pour réduire cette criminalité ne serviront à rien par cette raison que nécessairement, toutes choses égales d'ailleurs, les mêmes causes produisent les mêmes effets. Il faut donc s'attaquer à la Société — cause et non au criminel — effet. La très grande majorité des criminalistes implicitement reconnaît la vérité de cela mais n'ose le formuler et s'en tient aux moyens de répression individuels. Là encore le soi disant intérêt du privilégié social lutte contre la bonne foi du savant et là encore il l'emporte.

En ce qui concerne les actes antisociaux, ayant presque exclusivement pour causes génitrices les milieux individuels et cosmiques, actes qui sont en minorité, les criminalistes préconisent les moyens de répression dont j'ai parlé.

L'idée de responsabilité encore acceptée par la masse humaine hante encore les criminalistes d'autant que pendant leur enfance, leur jeunesse, ils ont été pénétrés peu à peu de cette idée, aussi demandent-ils une *répression* et non un *traitement* abortif des nouvelles conceptions antisociales. Ils veulent châtier, faire expier et non soigner. Là est leur irrationalité car la raison montre que pour se préserver de nouveaux actes antisociaux de cette sorte, on doit agir sur le milieu individuel puisque le milieu cosmique échappe à la puissance humaine. Cette action sur le milieu individuel dans notre actuelle société est minimum à cause de l'état de lutte dans lequel nous vivons avec de continuels intérêts antagonistes au lieu de vivre en une solidarité grande qui nous ferait bien plus puissant pour résister aux phénomènes naturels de toute sorte. Notre société fabrique les criminels même ceux chez lesquels le crime est généré par le milieu individuel ; en effet l'éducation n'a pu agir sur la cérébration de l'individu puisque le plus souvent cette éducation manque ou est mauvaise. Pour agir sur le milieu individuel, il faut employer l'éducation intellectuelle, morale, physique. Il faut se souvenir du grand principe de l'hygiéniste : *mens sana in corpore sano*. Quand sain sera le corps, quand sain sera l'esprit, la criminalité aura disparu en très grande partie, il ne restera plus que les criminels, monstres cérébraux comme les hommes à deux corps (Millié Christine, frères siamois, etc) sont des monstres corporels.

Par ces quelques aperçus on voit combien présente de difficultés une étude d'ensemble sur la criminalité. Pour le faire, il faut évidemment un esprit de méthode éminemment développé, un cerveau apte aux analyses minutieuses, et aux synthèses grandioses. Mais cela ne suffit pas, il faut nécessairement un caractère si

indépendant qu'on n'hésite point à choquer l'opinion non pas seulement, de la moyenne humaine, mais encore de la minorité intellectuelle qui s'adonne à ces travaux. Encore cela ne suffit pas, car il faut une indépendance de situation telle qu'on puisse affronter les colères des dirigeants, impuissants à vous empêcher d'exprimer votre pensée. Par suite, un savant, un fonctionnaire de quelque ordre que ce soit, est dans l'absolue impossibilité d'écrire cette œuvre. S'il était inamovible, il perdrait tout espoir d'avancer en grade, de recevoir des récompenses académiques, des décorations et on sait qu'ils aiment fort toutes ces survivances du tatouage de nos ancêtres préhistoriques. S'il était amovible, il perdrait sa place et si son salaire seul le fait vivre, il risquerait fort de mourir de faim. Un médecin, professeur dans une faculté quelconque, un magistrat, en un mot un fonctionnaire quelconque ne dispose pas de la liberté nécessaire pour écrire semblable œuvre. Si même, on a cette liberté, ce caractère indépendant, cet esprit de méthode, d'analyse et de synthèse, il faut encore posséder une largeur d'esprit telle qu'on puisse procéder à cette étude en faisant table rase des conventions humaines, des préjugés sociaux empreints dans l'encéphale par l'éducation et l'ambiance sociale. Une telle œuvre, une telle *Sociologie criminelle* ou *Criminologie sociale* est très difficile à écrire, mais non impossible. Un socialiste — et sous ce terme je désigne aussi bien l'anarchiste — seul peut le faire. Quel est donc le savant socialiste qui s'attellera à ce grand travail, l'examen critique des théories criminalistes, l'édification d'une théorie étiologique du crime, englobant la criminalité occulte, l'édification d'une théorie thérapeutique du crime ? Quel est celui-là qui aura l'audace de n'espérer que des critiques acerbes, ou le silence pesant ? Mais aussi celui-là aura la certitude d'apporter sa pierre à l'édifice social que les socialistes préparent ; il aura la certitude d'œuvrer grandement, utilement. S'en trouvera-t-il un ? Je le souhaite et je le crois.

A. HAMON.

CIPRIANI

Extraits de la cage où les magistrats les tenaient enfermés depuis deux mois, les socialistes italiens condamnés ont été réintégrés dans leur prison de pierre. Pour sa seule part, Cipriani a reçu trois ans de *carcere duro*.

L'histoire de ce procès est une des plus grandes infamies que mentionnent les annales judiciaires. Jamais, sauf au Dahomey où les victimes sont amenées ligotées sous le couteau royal, on n'a vu accusés roulés à l'audience entre des barreaux de fer.

Quelques rares journaux italiens ont protesté, l'immense majorité a trouvé très naturelle la chose. Tout est possible en

Italie, quand le gouvernement le veut, tout, en fait de crimes politiques. En comparaison de la justice italienne, l'ancienne justice de l'Autriche était modèle de probité.

Cipriani compte aujourd'hui vingt-cinq années de bagne ou de prison ; bagne français ou italien. Blanqui auprès de lui s'efface comme prisonnier et n'apparaît que dans un vague douceâtre.

A vingt-huit ans le socialiste italien combat pour la République française aux côtés de Flourens. Il voit son chef assassiné par le capitaine Desmarest, reçoit de graves blessures, est jeté aux conseils de guerre, puis au bagne calédonien. Il rentre à l'amnistie de 1881, mais bien vite il court en Italie recommencer sa lutte républicaine. On le saisit aussitôt pour un prétendu délit commis jadis à Tunis où il s'était défendu contre un mouchard italien, et le voilà replongé dans un bagne, un bagne d'Italie.

Pire mille fois que celui de France, car les Italiens s'entendent à raffiner les tortures. Pendant la traversée de Calédonie, Cipriani avait été attaché sur la chaudière où il avait failli rôtir, n'ayant pour rafraîchir ses lèvres brûlées que les maillons de la barre de justice ; mais ce supplice n'avait duré que trois mois. Pendant huit années de bagne italien il fut enchaîné par le travers du corps. Le suffrage des électeurs avait beau l'élire et le réélire, le gouvernement s'acharnait d'autant plus jusqu'au jour où, prenant peur, il expulsa le député sept ou huit fois élu.

Cipriani revint en France, calme, souriant de cette belle tranquillité de grand lion qu'il partageait avec Garibaldi, se remit aux œuvres de propagande, jusqu'au jour où on lui dit : il faut revenir ; de l'étranger vous n'êtes qu'un nom, vous serez ici le capitaine.

La veille de son départ il vint nous trouver. C'est de la folie, dites-nous ; vous serez arrêté au premier pas hors de la frontière française. Souriant, il répondit : C'est mon devoir, et puis, mon cher Lissagaray, vous ne connaissez pas le peuple italien ; il est l'ami de la France ; nous n'avons que les aristocrates contre nous. Vous verrez ; allons, donnez-moi un permis jusqu'à Modane.

J'essayai de raisonner, de le convaincre : non, je l'aiderai pas à ce suicide. Il fallut bien céder. Il serait parti



CIPRIANI

à pied. Je savais sa ténacité, sa force de caractère ; bien peu de ses meilleurs amis, et encore par mille détours ingénieux, arrivaient à connaître sa farouche pauvreté.

Nos lecteurs se souviennent des lettres qu'il nous écrivait pendant sa prévention. Nous n'avons besoin de rien, disait-il ; gardez-vous de ceux qui demanderaient de l'argent en notre nom ; les socialistes italiens savent ce qu'ils doivent à leurs frères.

On en fera sans doute un député encore ; mais cela lui importe peu, étant de ceux qui aiment servir en combattants obscurs.

Non que Cipriani soit impropre aux discussions parlementaires. Peu de socialistes sont aussi capables que lui de jeter la lumière dans un débat. Il n'est pas un de ces vagues romantiques qui s'exclament sur les « loqueux » les « miséreux » à la façon des panacheurs et des dondons qui chatouillent, à dix sous la ligne, la sentimentale clientèle des journaux de réaction ou de pornographie. Esprit juste, il connaît à fond les conditions économiques de la société actuelle ; il sait qu'on ne bouleverse pas à coup de phrases. Collaborateur de nombreuses revues socialistes, il a donné la mesure de la netteté et de l'étendue de ses idées.

Seulement, et comme suivant le précepte de Diderot les idées ne se présentent jamais mieux qu'au bout de la baïonnette, l'homme d'études est complété chez lui par l'homme d'action.

Ils peuvent, les Quirinaux, pendant des années encore, river sa personne aux cachots, ils n'enchaîneront ni sa pensée de délivrance, ni l'effort de cette si étrange jeune Italie qui tend à la République par un socialisme tout particulier.

LISSAGARAY.

STATISTIQUES DIVERSES

L'exploitation capitaliste

De 1857 à 1877, les capitaux et le travail humain incorporés dans le sol irlandais ont augmenté la valeur de la propriété foncière de près d'un DEMI-MILLIARD, sans que les land lords aient mis la main à la charrue ou à la pioche.

D'après le *Journal of the Royal agricultural Society*, 1878, tome LIV, malgré cette immense plus-value donnée par le travail au sol possédé par quelques propriétaires, il n'en est pas moins arrivé que, en moins de trente ans, 270.000 des plus petites fermes ont été, en Irlande, fusionnées dans les larges fermes avoisinantes ; la moitié des petites fermes de 1845 ont disparu complètement ...

En 1846, la population en Irlande était de 8 1/2 millions ; cinq

ans après, elle était tombée à 6 1/2 millions, près du quart de la population ayant péri ou émigré. La population est tombée, en 1871, à 5 1/2 millions

Il n'y a pas de page plus sombre que celle-ci dans l'histoire de ce pays, dans ce siècle ou dans le siècle dernier.

Et pourtant, si la situation des malheureux producteurs agricoles n'a fait qu'empirer, les propriétaires terriens n'ont qu'à se féliciter, eux, de leurs agissements, puisque, d'après le tableau officiel suivant, la valeur de leurs propriétés augmente en raison directe de la misère générale.

Accidents

Tableau comparatif des accidents de chemins de fer dans divers pays d'Europe :

	Tués	Blessés
France.....	1 sur 1.955.555	1 sur 496.551
Angleterre....	1 sur 5.257.290	1 sur 311.345
Belgique.....	1 sur 8.861.804	1 sur 2.000.000
Prusse.....	1 sur 21.411.478	1 sur 3.892.998

D'où il résulte qu'il pérît sur nos lignes *cinq* fois plus de voyageurs qu'en Angleterre, *huit* fois de plus qu'en Belgique, *vingt et une* fois de plus qu'en Prusse !

Impôts

Un livre utile à lire, pour les esprits pratiques, est la *Révolution économique* de M. Jules Domergue.

L'auteur protectionniste à outrance, malgré ses attaches avec le parti opportuniste, avoue nettement que chaque Français est, en moyenne, du fait des charges publiques, endetté de 987 francs et doit payer, par an, 33 fr. 75 d'intérêts, alors qu'un Allemand ne paie que 7 fr. 50 ; que la France est endettée de 31 milliards, ce qui représente plus du quart de la dette de l'Europe entière — toutes vérités terribles pour l'opportunisme, au pouvoir depuis douze ans.

La misère à Londres

Il n'y a pas qu'à Paris, malheureusement, où les pauvres meurent de faim et de misère : toutes les grandes villes ont leurs drames et Londres en a peut-être plus que les autres.

Etant donné l'émotion que récemment avaient fait naître à Paris de tristes incidents, il paraît instructif d'étudier les analogies qu'offrent au point de vue de la défectuosité de l'Assistance publique, d'autres capitales européennes.

Or, il résulte d'un rapport distribué récemment aux membres du Parlement anglais que, dans le courant de l'année dernière, il n'y a pas eu à Londres moins de vingt-sept cas d'inanition, dûment constatés par les jurys de coroner, dont dix dans le centre de la capitale, et trois dans le voisinage du palais de Westminster. Ajoutons que d'après un rapport de la *Fabian Society*, sur une population de 4.300.000 habitants, il y en a à

Londres 300.000 environ qui ne gagnent en moyenne que 22 fr. 50 par semaine, de sorte qu'eux et leurs familles vivent toujours dans la misère. On a calculé que sur neuf habitants, il y en a un qui meurt dans des Workhouses et qu'un sur onze reçoit des secours de l'assistance publique. Parmi les enfants des écoles, il y en a au moins 50.000 qui manquent de la nourriture nécessaire. Plus de 30.000 habitants n'ont pas de gîte.

Le paupérisme agricole

A opposer au discours de Floquet à Laon, sur le prétendu affranchissement de la paysannerie française par la Révolution bourgeoise de 89.

M. Baudrillart a été chargé par l'Académie des sciences morales et politiques d'une enquête sur les conditions de nos classes agricoles, et ce qu'il est obligé de constater dans le travail qu'il livre au public et qui porte sur quinze départements du Maine, de l'Anjou, de la Touraine, du Poitou, *de la Flandre, de l'Artois*, de la Picardie et de l'Ile-de-France, c'est une diminution constante de la population rurale. Non seulement, devant l'impossibilité de vivre de la terre qu'il n'a jamais possédée que nominale-ment, le paysan émigre de plus en plus, la faim le chasse dans les ateliers des villes ; mais la misère de ceux qui s'obstinent à cultiver le sol est telle que le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances.

Et le statisticien bourgeois ajoute : « Il est probable que le mal ira en s'aggravant. »

D'après l'*Economiste français* du 26 mai : « M. Baudrillart a aussi constaté l'existence d'un fléau jusqu'alors inconnu dans nos campagnes. Nous voulons parler du paupérisme. Les exemples qu'il donne ne paraissent malheureusement que très probants. Ainsi, dans la Mayenne, il cite des communes où le cinquième de la population reçoit les secours de l'assistance publique. *Mais c'est surtout dans la région des Flandres que le mal a fait des progrès effrayants.* »

« Dans le département du Nord, on compte 250.000 individus secourus officiellement par les bureaux de bienfaisance, et dans ce nombre, l'élément agricole figure pour la majorité. »

Et maintenant, messieurs de la réaction blanche ou tricolore, continuez à tabler sur le paysan pour la défense de votre ordre -- ou votre désordre -- capitaliste contre l'ouvrier devenant de plus en plus socialiste et faisant son 89 ou son 93 -- à votre choix ! Menacez-nous de la fourche de Jacques Bonhomme !

Les suicides en France

Une récente statistique du docteur Jacquet nous fait connaître la progression des suicides de 1827 à 1880. Il y a de curieux enseignements à tirer de ce travail.

Ainsi, de 1835 à 1880, le nombre des suicides d'hommes a été de 148 339 ; celui des femmes, de 42.950.

Cette augmentation de suicides chez l'homme indiquerait que

les femmes se résignent plus facilement à supporter l'existence, malgré tous ses ennuis.

Quant aux moyens de suicide, on en compte sept principaux. En voici la nomenclature pour les hommes et pour les femmes de 1885 à 1880.

	Hommes	Femmes
Submersion.....	38.626	18.957
Pendaison.....	63.863	12.723
Armes à feu.....	23.198	367
Asphyxie par le charbon.....	8.299	5.653
Instruments tranchants et aigus..	6.180	1.097
Poison.....	2.457	1.489
Chute d'un lieu élevé.....	4.794	2.436
Moyens divers.....	922	168

C'est en décembre que l'on constate le moins de suicides ; en janvier le nombre des sinistres augmente un peu pour descendre en février ; en mars il se relève pour atteindre, en juillet, un maximum absolu pour les hommes et en juin pour les femmes. Ensuite il redescend. De septembre à octobre, il y a ralentissement, puis la diminution s'accroît de nouveau jusqu'en décembre.

La moyenne est dépassée pendant les mois de mars, avril, mai, juin, juillet et août.

Quant aux causes des suicides, le docteur Jacquet, les divise en sept chefs différents, et il donne le chiffre des accidents que chacun d'eux a occasionnés :

	Hommes	Femmes
Misère et revers de fortune.....	19.827	2.634
Chagrins de famille.....	17.514	5.998
Amour, jalousie, débauche.....	7.905	3.719
Ivrognerie.....	15.817	1.735
Peines diverses.....	32.113	7.631
Maladies cérébrales.....	37.854	17.552
Suicid. après assassinat, empois..	4.115	99
Motifs inconnus.....	14.680	3.061

Que de tristes et lugubres drames cache cette simple phrase : Motifs inconnus !

UN VIEUX CLICHÉ

Le vieux cliché prétendu communiste « de chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins » tend à redevenir à la mode. En vain un de ses pères, M. Louis Blanc l'a compromis dans les fusillades de Juin 48 et les mitrailleurs de mai 71. Des socialistes du Parti ouvrier, sans que l'on puisse

s'expliquer comment et pourquoi, l'ont repris à leur compte et l'opposent comme un pas en avant à la formule collectiviste : « de chacun selon les nécessités de la production, à chacun selon son temps de travail. »

D'autres vont plus loin encore et en font un idéal, le dernier mot de la justice productive et distributive.

En notre double qualité de communiste — comme but — et de collectiviste — comme moyen, c'est avec la plus grande peine que nous assistons à la résurrection d'une formule qui sous une apparence progressive cache une véritable rétrogradation.

Ceux qui l'ont de nouveau arborée ont sans doute obéi à



J. GUESDE.

une préoccupation de solidarité et d'égalité vraie. Ce qu'ils lui demandent c'est d'empêcher, comme ils le disent, que « les êtres humains ne souffrent ou ne bénéficient des *aléa* de l'hérédité physiologique, » ou, en d'autres termes, que ceux qui, physiologiquement peuvent plus, produisent plus sans recevoir plus que ceux qui, physiologiquement peuvent moins produisent moins sans recevoir moins.

Ce n'est donc pas les intentions que j'incrimine. Je ne m'en prends, — comme toujours — qu'à la conclusion qui n'est pas seulement fausse,

mais pleine de péril.

« De chacun selon ses forces. » Mais qui mesurera ces forces d'un chacun ? Ou le jaugeage se fera extérieurement, par un mètre étranger : — et c'est l'arbitraire ; — ou il se fera intérieurement ; c'est chacun qui déterminera l'état de ses forces, ce qu'il devra donner à la production : — et c'est une prime à la paresse, et demain, c'est-à-dire au lendemain de la révolution qui les dépossèdera de leur oisiveté capitaliste, il n'est pas un seul bourgeois qui, déshabitué comme il l'est de tout travail, ne se fasse entretenir par les ouvriers vainqueurs en invoquant son incapacité musculaire et cérébrale.

« De chacun selon ses forces », cela veut encore dire que si je puis produire dix je dois produire dix, que si je suis capable de douze heures de travail, il me faudra travailler douze heures. Mais pourquoi, à quel titre, dans quel but, si

la satisfaction des besoins de la collectivité toute entière peut être obtenue au prix *minimum* de cinq ou six heures de travail pour chacun, devrais-je dépenser toutes mes forces ? L'idéal n'est pas, ne doit pas être d'extraire de l'homme le *maximum* d'efforts, mais bien au contraire de restreindre ces efforts et de lui laisser pour sa jouissance personnelle la plus libre disposition de ses forces ou facultés.

La deuxième partie de la formule : à chacun selon ses besoins » n'est ni plus égalitaire, ni plus socialiste. Si les objets nécessaires à la vie existent en quantité suffisante, pourquoi en limiter l'usage à des besoins déterminés du dehors ? Et si, au contraire, malgré l'extra-productivité du capital socialisé, une partie seulement des besoins de tous peut être satisfaite, comment reconnaître à chacun le droit de consommer selon ses besoins par lui-même constatés ? Comment ne pas limiter, ne pas rationner cette consommation individuelle ?

Combien la formule collectiviste — si provisoire doit-elle être — est supérieure à tous les points de vue !

Dans le domaine de la production c'est l'ensemble des besoins de tous, *statistiquement* fixé, qui détermine en même temps que la totalité des efforts humains nécessaires, la part de chacun dans ces efforts. S'il faut, dans l'état de l'outillage social, 90 millions d'heures de travail par jour pour loger, habiller, nourrir, chauffer, la totalité des hommes, femmes et enfants, il suffira de diviser entre les membres valides de la collectivité cette somme d'heures de travail pour avoir la mesure du travail obligatoire pour chacun.

Plus la machine universalisée et perfectionnée réduira l'effort humain indispensable, et, moins l'homme, chaque homme aura à travailler, quelles que puissent être ses forces, dont il utilisera le surplus disponible pour son plaisir.

Cette égalité dans le temps de travail, plus ou moins productif selon les forces de chacun, empêchera les plus forts de bénéficier de leur *plus-force*, et les plus faibles de souffrir de leur *plus-faiblesse* ; car, dans la répartition des produits ce n'est pas la productivité individuelle — d'ailleurs impossible à établir, — qui servira de *mètre*, mais le temps de travail. Egal pour tous, sans distinction de sexe ni d'âge, il permettra la satisfaction des besoins — ou la consommation — égale pour chacun.

Quant à la société communiste qui ne deviendra une réalité vivante que lorsque les produits consommables existeront en quantité telle que la consommation des uns ne puisse ni entraver ni restreindre la consommation des autres, et qui sortira de l'ordre collectiviste avec des producteurs ou des hommes transformés par les conditions nouvelles du

travail, elle n'aura pas d'autre devise que celle inscrite par Rabelais à la porte de son abbaye de Thélème :

Fais ce que voudras.

Ni la production de chacun ne sera déterminée par ses forces, ni sa consommation par ses besoins.

De chacun et à chacune selon sa volonté, telle sera l'unique règle sociale — si règle on peut appeler cette absence de toute réglementation.

Et cette liberté dans la production et dans la consommation sera possible, je le répète, parce que la nourriture, le vêtement, etc., existeront alors pour tous dans la même proportion que l'air ou que la lumière aujourd'hui, et parce que le travail considérablement restreint, harmonisé avec les goûts, et accompli en commun ou en famille — la grande famille humaine réconciliée — sera devenue un attrait, un besoin auquel nul ne sera assez ennemi de lui-même pour vouloir se soustraire.

JULES GUESDE.

PENSÉES COMICO-PHILOSOPHIQUES

Ces pensées dont nous avons déjà donné un certain nombre dans les deux premières années de notre Almanach 91 et 92, contiennent souvent des idées très élevées quoique présentées sous une forme plaisante.

A l'école du malheur, les misérables sont les premiers de la classe.

* *

Un homme vraiment pané est un homme qui manque de pain.

* *

La plupart des projets de l'oie doivent être de fameuses bêtises.

* *

Aujourd'hui l'homme ne donne guère sa main qu'à la femme qui lui graisse la patte.

* *

A cause de la multiplicité de ses branches le commerce est une vraie forêt de Bondy.

* *

En France ce qui représente l'honneur, est un petit ruban très étroit, très mince et très plat.

* *

Lorsqu'on a faim on a des coliques sourdes, parce que ventre affamé n'a pas d'oreilles.

* * *
Les gens habiles se prêtent à tout, les plus habiles encore se vendent.

* * *
L'institution Monthyon démontre que l'on peut trouver de la vertu lorsque l'on y met le prix.

* * *
Il y a des gens qui arrivent à la fortune d'un seul vol.

* * *
Sans argent plus d'amour en ce siècle stupide.
Aujourd'hui Cupidon est devenu cupide.

* * *
La livrée de la misère se reconnaît aux revers.

* * *
Croire aux miracles, c'est admettre que par une intervention divine, deux et deux font cinq.

* * *
L'assiette de l'impôt doit être une assiette joliment creuse.

* * *
Plutôt que de voir la liberté faire le tour du monde, nous voudrions la voir pénétrer dans la Société.

* * *
Plus la foule est pressée moins elle va vite.

* * *
Les extrêmes se touchent. Les hommes noirs veulent le drapeau blanc.

* * *
En 93 où l'on avait autre chose à faire, jamais la Montagne n'accoucha de souris.

* * *
Les idées creuses sont le contraire des idées profondes.

* * *
Ce n'est pas en se nourrissant d'arlequins que l'on fait une vie de polichinelle.

* * *
Mieux vaut entendre accorder l'amnistie qu'un piano.

* * *
Mieux vaut encore parler sec à quelqu'un que de lui cracher au visage.

* * *
Malgré sa chute en vérité.
Adam ne fut pas un infâme.
Il n'eut qu'un seul mauvais côté,
Celui duquel sortit la femme.

*
* *

Pour allumer une querelle un démenti vaut un soufflet.

*
* *

Si tous les concierges devaient être pendus, je demanderais à tirer le cordon.

HIPPOLYTE BRIOLET

— * —

SCIENCE ET RÉVOLUTION

— * —

Toute évolution de l'humanité, d'un état inférieur à un état supérieur de civilisation, présente dans sa réalisation trois phases nécessaires :

Première phase. — L'instinct de l'homme le pousse à se procurer le plus de bien-être possible, à satisfaire ses besoins dans la plus large limite. Il recherche sans cesse les moyens de perfectionner son existence.

Deuxième phase. — Il les trouve dans la science ces moyens d'améliorer son sort ; les découvertes scientifiques venant augmenter ses ressources lui permettent d'accroître son bien-être.

Mais ces bienfaits de la science sont dès leur apparition accaparés par une infime minorité qui seule en profite.

Troisième phase — Le restant des hommes voyant ces bienfaits leur échapper, entre en lutte contre leurs accapareurs, en s'en emparant par tous les moyens dont les seuls pratiques, la logique et l'histoire nous le prouve, sont les moyens révolutionnaires.

Chaque période de l'évolution est donc déterminée par de nouveaux progrès de la science, elle est terminée par une révolution.

La science engendre, l'évolution produit la grosseur, la révolution la finit, détermine l'accouchement.

Voilà pourquoi nous prônons la science qui doit nous conduire au communisme, et pourquoi nous sommes révolutionnaires, la révolution venant répartir également dans l'humanité entière, les bienfaits de cette science.

Actuellement les découvertes scientifiques se multiplient à l'extrême, le siècle qui vient de s'écouler a été marqué par un mouvement *évolutif* superbe.

Ce merveilleux machinisme poussé à l'extrême, les communications rendues si faciles, la pensée se transmettant aussi rapidement qu'elle s'engendre, l'instruction inondant le monde de ses lumières, tout cela pourrait nous donner une société bien meilleure que celle que nous subissons

Mais une infime minorité, la bourgeoisie, s'est emparée de

tous ces bienfaits, seule elle en profite et s'en sert pour exploiter le reste des humains.

La seconde phase de l'évolution est donc terminée, nous devons entreprendre la troisième, c'est-à-dire nous emparer de ces bienfaits de la science dont s'est accaparée la classe bourgeoise, et les répartir également entre tous, entreprendre la socialisation des moyens de production.

Pour y arriver, les moyens révolutionnaires doivent être employés, ce n'est pas la propagande pacifique qui arrivera à convaincre les bourgeois d'abandonner leurs privilèges pour que tous en profitent, toujours ils les défendront avec le plus grand acharnement, il faut les exproprier, s'emparer des bienfaits de la science et cela par la force révolutionnaire.

Il faut terminer par la révolution, l'évolution que notre siècle a nourrie dans son sein, il faut procéder aux crises, aux souffrances de l'accouchement.

Science et révolution, voilà les deux facteurs de l'évolution, voilà les deux mots qui doivent être gravés dans la tête de tout ami du progrès, de tout homme aimant l'humanité, de tout socialiste, de tout communiste.

J. L. BRETON.

Misères du travail de fabrique

O misérable avortement des principes révolutionnaires de la bourgeoisie ! ô lugubres présents de son dieu Progrès !— Les philanthropes acclament bienfaiteurs de l'Humanité ceux qui, pour s'enrichir en fainéantant, donnent du travail aux pauvres : mieux vaudrait semer la peste, empoisonner les sources que d'ériger une fabrique capitaliste au milieu d'une population rustique.— Introduisez le travail et adieu joie, santé, liberté ; adieu tout ce qui fait la vie belle et digne d'être vécue.

Et les économistes s'en vont répétant aux ouvriers : travaillez, travaillez pour augmenter la fortune sociale ! et cependant un économiste, Destut de Tracy, leur répond : « les nations pauvres, c'est là où le peuple est à son aise ; les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre » ; et son disciple Cherbulliez de continuer : « Les travailleurs eux-mêmes, en coopérant à l'accumulation des capitaux productifs, contribuent à l'événement qui, tôt ou tard, doit les priver d'une partie de leur salaire. » Mais assourdis et idiotisés par leurs propres hululements, les économistes de répondre : travaillez, travaillez toujours pour créer votre bien-être ! Et au nom de la mansuétude chré-

tienne, un prêtre de l'Eglise anglicane, le révérend Townsend, psalmodie : travaillez, travaillez nuit et jour ; en travaillant vous faites croître votre misère, et votre misère nous dispense de vous imposer le travail par la force de la loi. L'imposition légale du travail « donne trop de peine, exige trop de violence et fait trop de bruit ; la faim, au contraire est non seulement une pression paisible, silencieuse, incessante, mais comme le mobile plus naturel du travail et de l'industrie, elle provoque aussi les efforts les plus puissants, »

Travaillez, travaillez, prolétaires, pour agrandir la fortune sociale et vos misères individuelles : travaillez, travaillez, pour que devenant plus pauvres vous ayez plus raison de travailler et d'être misérables. Telle est la loi inexorable de la production capitaliste.



P. LAFARGUE.

Parce que prêtant l'oreille aux fallacieuses paroles des économistes, les prolétaires se sont livrés corps et âme au vice du travail, ils précipitent la société toute entière dans ces crises industrielles de surproduction qui convulsent l'organisme social. Alors, parce qu'il y a pléthore de marchandises et pénurie d'acheteurs, les ateliers se ferment et la faim cingle les populations ouvrières de son fouet aux mille lanières. Les prolétaires abrutis par le dogme du travail, ne comprenant pas que le surtravail qu'ils se sont

infligés pendant le temps de prétendue prospérité est la cause de leur misère présente, au lieu de courir aux greniers à blé et de crier : « Nous avons faim, nous voulons manger !... Vrai, nous n'avons pas un rouge liard, mais tout gueux que nous sommes, c'est nous cependant qui avons moissonné le blé et vendagé le raisin... »— Au lieu d'assiéger les magasins de M. Bonnet, de Jujurieux, l'inventeur des couverts industriels et de clamer : « M. Bonnet, voici vos ouvrières ovalistes, moulineuses, fileuses, tisseuses, elles grelottent sous leurs cotonnades rapetassées à chagriner l'œil d'un juif et cependant ce sont elles qui ont filé et tissé les robes de soie des cocotes de toute la chrétienté. Les pauvresses travaillant treize heures par jour, n'avaient pas le temps de songer à la toilette, maintenant

elles chôment et peuvent faire du frou-frou avec les soieries qu'elles ont ouvrées. Dès qu'elles ont perdu leurs dents de lait, elles se sont dévouées à votre fortune et ont vécu dans l'abstinence ; maintenant elles ont des loisirs et veulent jouir un peu des fruits de leur travail. Allons, M. Bonnet, livrez vos soieries, M. Harmel fournira ses mousselines, M. Pouyer-Quertier ses calicots, M. Pinet ses bottines pour leurs chers petits pieds froids et humides. — Vêtues de pied en cap, et fringantes, elles vous feront plaisir à contempler. Allons pas de tergiversations ; — vous êtes ami de l'humanité, n'est-ce pas, et chrétien par-dessus le marché ? — mettez à la disposition de vos ouvrières la fortune qu'elles vous ont éditée avec la chair de leur chair. — Vous êtes ami du commerce ? — Facilitez la circulation des marchandises, voici des consommateurs tout trouvés : ouvrez-leur des crédits illimités. Vous êtes bien obligé d'en faire à des négociants que vous ne connaissez ni d'Adam ni d'Eve, qui ne vous ont rien donné, pas même un verre d'eau. Vos ouvrières s'acquitteront comme elles le pourront ; si, au jour de l'échéance, elles gambettisent et laissent protester leur signature, vous les mettez en faillite, et si elles n'ont rien à saisir, vous exigerez qu'elles vous paient en prières : elles vous enverront en paradis, mieux que vos sacs noirs au nez gorgé de tabac. »

Au lieu de profiter des moments de crise pour une distribution générale des produits et un gaudissement universel, les ouvriers, crevant la faim, s'en vont battre de leurs têtes les portes de l'atelier. Avec des figures hâves, des corps amaigris, des discours piteux, ils assaillent les fabricants : « Bon M. Chagot, doux M. Schneider, donnez-nous du travail qui nous tourmente ! Et ces misérables qui ont à peine la force de se tenir debout, vendent douze et quatorze heures de travail deux fois moins cher que lorsqu'ils avaient du pain sur la planche.

Et les philanthropes de l'industrie de profiter des chomâges pour fabriquer à meilleur marché.

PAUL LAFARGUE.

MANUEL DU PARFAIT MAGISTRAT

Un vieux juge d'instruction, qui en a vu et condamné de toutes les couleurs, s'occupe à charmer les loisirs de la retraite en rédigeant, à l'usage de ses jeunes collègues, une sorte de *Vade mecum*, de *Bréviaire*, de l'accusation, grâce auquel ils seront assurés de ne jamais rester courts, quelles que puissent être les surprises de l'audience.

Si l'accusé est calme, dit l'auteur, *cela prouve un empire sur soi-même qui n'appartient qu'aux grands criminels*; s'il cède à un emportement provoqué par la violence de l'accusation, *il montre son mauvais naturel et ses instincts de brute*; s'il est réservé dans ses réponses, *c'est pour ne pas se compromettre*; s'il est loquace et entre dans les détails, *il veut embrouiller l'affaire*; si son maintien est simple et réservé, *c'est un rôle étudié*; s'il est impatient, agité, nerveux, *c'est le remords qui l'accable*; s'il discute, s'il tient tête à l'accusation, *c'est du cynisme*; s'il se tait, *son silence est un aveu*; s'il souffre, s'il se lamente, s'il pleure, *c'est l'expiation qui commence*; s'il rit, *c'est de l'impudence*; enfin s'il meurt, *c'est pour échapper au châtiement*.

LES BEAUTÉS DU MILITARISME ALLEMAND

Le gouvernement allemand s'est enfin ému des scandaleux procédés journallement employés dans l'armée allemande.

Le duc Georges de Saxe, sous la direction duquel une enquête vient d'être faite, a déposé son rapport, qui, évidemment peu suspect, jette un jour étrange sur les mœurs en pratique dans la disciplinée armée de Guillaume II.

Voici, prises au hasard, quelques-unes des mesures employées par les chefs de cette toute moderne institution :

Il a été constaté, dit le rapport, que des recrues, et même de vieux soldats, ont reçu, pendant des semaines, jusqu'à cinquante coups par jour.

Ces excès se sont produits surtout dans la 12^e région d'artillerie à pied et dans le 6^e régiment d'infanterie.

Le duc Georges cite ensuite le cas du sous-officier Zwahr, qui a fait verser du café bouillant sur la figure d'un réserviste.

Le premier soldat Hoffmann a fait donner chaque jour au canonnier Dobert jusqu'à cent et même cent-cinquante coups de tige de botte. Un autre jour, il a fait exécuter à l'exercice mille huit cent quatre-vingt-neuf fois le même mouvement à sa victime, qui a dû être transportée à l'hôpital.

Le sous-officier Weise a fait coucher sur un tabouret le canonnier Lorenz et l'a frappé sans mesure, en lui faisant fermer la bouche par un autre homme, pour empêcher ses cris d'être entendus, jusqu'à ce que le malheureux fût dans un état qui exigeât son admission à l'hôpital.

Le sous-officier Zehme a réveillé ses hommes, une nuit du mois de janvier 1890, et leur a fait faire des exercices pendant une demi-heure, par un froid glacial, en ne leur permettant de se revêtir que de la chemise. Un soir, il a fait faire à ses hommes dix-huit cents fois le mouvement de s'agenouiller devant lui.

Le premier soldat Liebing a frappé un homme avec des lanières jusqu'à ce que la victime, ayant perdu connaissance

et saisie par une fièvre violente, dût être transportée à l'infirmerie.

Le sous-officier Lohel a cassé le bras au soldat Neubert, qui, à l'exercice, avait mal exécuté un mouvement et a donné des coups de poing au visage d'un autre homme qui avait dénoncé le fait.

Le sergent Pflug faisait saisir, à bras-le-corps, par des hommes qui lui étaient dévoués, des recrues qui n'avaient pas l'heur de lui plaire, et ces hommes recevaient l'ordre de frapper la tête des recrues contre le mur. Il forçait ces recrues qui avaient des chaussettes malpropres, à les mâcher pendant cinq minutes. Il en couchait d'autres sur deux chaises, de façon que la tête seulement appuyât sur l'une des chaises et les pieds sur l'autre ; puis il s'asseyait sur les genoux du malheureux et pesait dessus de manière à les broyer.

Le sous-officier Geilsdorf ordonnait aux hommes pris en faute de monter sur une armoire et de s'agenouiller neuf cent fois de suite sur l'armoire. La sueur des victimes coulait le long de l'armoire avec une abondance telle que le parquet en était tout mouillé. Les hommes qui voulaient échapper à ce supplice étaient tenus de lui faire des cadeaux.

Le sous-officier Kujan maltraitait le soldat Schwabe avec une cruauté telle que le malheureux, en le voyant approcher un jour, fut saisi d'une terreur folle et pris d'une indisposition par l'effet de laquelle son pantalon se trouva sali.

Le sous-officier força le malheureux à avaler ses propres excréments, après avoir ordonné à un autre homme de les saupoudrer de sel. Il avertit les hommes que ceux qui le dénonceraient seraient punis de mort.

Le rapport constate en outre, que, dans beaucoup de cas, les soldats maltraités n'osent pas se plaindre et souffrent en silence pendant des mois, par peur de la vengeance de ceux qu'ils dénonceraient ; mais, à la longue, ces excès produisent sur le moral des troupes et sur la discipline un effet désastreux.

Elle est belle, l'organisation militaire allemande !

Les marins martyrs

Le Reichstag a discuté, dans sa séance, le budget de la marine.

M. Metzger, député socialiste, a saisi cette occasion pour démontrer que les hommes de la marine ne sont pas mieux traités par leurs supérieurs que les hommes de terre. Il a dit que les officiers de la marine apportaient même dans les supplices qu'ils infligent à leurs subordonnés, un esprit de suite et de système qu'on ne remarquait pas dans l'armée de terre.

Il a cité, entre autres, un cas qui a été relevé le 11 septembre à bord du *Mars*, dans le port du Wilhelmshaven : des personnes qui passaient dans le port virent un homme suspendu par une corde, à ce bâtiment, et se balançant au-dessus des flots ; la suspension dura deux heures, sous les yeux des officiers, qui venaient de temps en temps voir si l'homme « tenait » toujours. Quand le supplicié fut détaché, il tomba dans une longue syn-

cope par suite du trouble apporté dans la circulation du sang.

A bord de l'OLDENBOURG, dans le même port, un machiniste et deux chauffeurs ont été frappés avec un câble et avec une violence telle que les lambeaux de chair se détachaient de leurs corps et que l'un d'eux suppliait qu'on le tuât pour l'empêcher de souffrir davantage. Chacun des suppliciés était forcé, avant que son tour vint, d'assister au martyre de ces camarades. Des cas pareils ont été signalés dans d'autres ports.

LA LIBERTÉ

Quel mot magique que ce mot de liberté ! et cependant la chose qu'il exprime est encore à réaliser, à définir, à bien comprendre ! Jamais la liberté véritable n'a existé, jamais le

mot n'a été nettement défini et dès qu'on en prononce le nom, l'humanité tout entière se passionne.



P. BROUSSE.

Pour ce seul mot, depuis des siècles, les penseurs pâlisent dans les veilles, oscillant entre le « Libre arbitre » et la théorie de la « Nécessité » : pour ce seul mot depuis des siècles les hommes d'État, épuisant en politique toutes les formes de l'absurde, se perdent au milieu des rouages, des mécanismes parlementaires, et le peuple, ce bon peuple qui jamais n'a connu la chose,

descend dans la rue pour la défendre, prend les hôtels de ville, monte sur les barricades pour y saigner, pour y mourir !

« Je suis libre même dans les fers ! » s'écrie le philosophe. Quelques heures s'écoulent et sa liberté devient celle de boire la cigüe. Mais si le cri de Socrate est idiot, la définition de Jean-Jacques est imbécile ! « L'homme naît libre — dit-il — et partout il est dans les fers ! » Qui donc

voudra admettre cette liberté du fœtus ? S'il n'y avait pas là une société toute prête pour recevoir, soigner, sauver, nourrir, élever, instruire, enseigner, protéger cet enfant qui tombe, pensez-vous seulement qu'il eût quelques heures à vivre ? Non, n'est-ce pas ? C'est la société qui le sauve des forces destructives de la nature. La société, nous le démontrerons plus clairement tout à l'heure, est une des conditions essentielles de la liberté. Voici maintenant venir les hypocrites ; les hypocrites de la monarchie parlementaire, avec leurs frères et amis, les hypocrites de la république constitutionnelle et bourgeoise. Écoutez un peu ce pathos : « La liberté est le droit de faire ce qui n'est pas défendu..... par les lois et les règlements. » — « La liberté des uns a pour limite la liberté des autres. » — « Il ne faut pas laisser la liberté dégénérer en licence. »..... etc., etc... Ces gens-là ont toujours la liberté à la bouche et sous leur régime il n'y a que leur liberté qui existe. Au lieu d'être libre, le prolétaire s'éreinte, s'étirole, meurt, se suicide ou s'il se révolte on le suicide : le bourgeois, au contraire, a toutes les libertés, il flâne, il va, il vient, il mange, il dort, il arrondit à la fois sa bourse et son ventre.

Pour celui-ci liberté toute entière, jusqu'à l'exploitation, jusqu'au meurtre ; pour celui-là liberté restreinte, liberté restreinte jusqu'à la misère, liberté restreinte jusqu'à la mort ! Il a raison le dicton populaire ! et comme son gros bon sens dépasse les pensées creuses des philosophes et la phraséologie légale des avocats !

« Que parlez-vous de liberté ?

« La pauvreté, c'est l'esclavage ! »

Oui, nous rions de la liberté du philosophe qui se réalise en pratique par la prison et la cigüe ; nous ne voulons pas de la liberté de Jean-Jacques, nous sommes trop profondément humains pour méconnaître les services de la société : nous tenons peu aux libertés politiques qui consistent pour nous à mourir esclaves à côté et par les libertés des autres : nous voulons la liberté du dicton populaire, c'est-à-dire les moyens et le droit d'exécuter notre volonté.

... Que faut-il donc pour être libre ? des moyens plutôt que des droits, des moyens économiques plutôt que des droits politiques. Avec les moyens on peut toujours conquérir les droits ; avec les droits seulement, il est rare que l'on parvienne à se procurer aussi les moyens.

Au sein de la société économique actuelle où une minorité a tout et la majorité rien, les libertés politiques ne servent qu'à la minorité. Ce sont des objets de luxe, bons pour le riche, nuls pour le pauvre. Au riche elles servent : pour le

pauvre elles restent à l'état de lettres noires et mortes sur le papier.

Pour le pauvre il vaudrait mieux cent fois qu'elles n'existent pas ! Entre le pauvre et le riche il existe continuellement cette lutte que Darwin appelle la « concurrence pour vivre. » Dans ce combat, plutôt que de combattre à armes inégales, il vaut encore mieux que de part et d'autre, il n'y ait pas d'armes du tout. La liberté quand elle existe d'un seul côté change de nom et s'appelle : La tyrannie !

PAUL BROUSSE.

MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

FRANCE.

La manifestation électorale du 1^{er} Mai.— Après les dernières élections municipales, les journaux du gouvernement semblaient avoir reçu l'ordre de masquer au public les victoires communales des Socialistes, et de les mettre simplement au compte des Républicains sans indiquer de nuance.

En effet, la plupart des statistiques officielles ont signalé l'augmentation des voix républicaines, mais ont omis d'indiquer l'accroissement des suffrages socialistes.

Il est donc utile de mettre les points sur les i et de prouver que les dernières élections municipales ont été un véritable triomphe pour le parti socialiste.

Voici tout d'abord la communication que nous devons à l'obligance du citoyen Jules Guesde :

Le Parti ouvrier a engagé la lutte dans 82 communes et recueilli 107.279 suffrages, se répartissant comme suit : Roubaix, 6125.— Caudry, 1042.— Calais, 3761.— Lille, 7651.— Armentières, 1490.— Tourcoing, 810.— Fourmies, 912.— Wignehies, 398.— Beauvais, 414.— Sains du Nord, 460.— Loos, 500.— Commeny, 1870.— Montluçon, 3203.— Montvicq, 413.— Bézenet, 595.— Desertines, 341.— Marseille, 11539.— La Ciotat, 1186.— Lyon, 11411.— Cours, 1178.— Thisy, 602.— L'Arbresle, 380.— Roanne, 1400.— Jarnosse, 210.— St-Etienne, 3150.— Tarare, 850.— Carmaux, 1750.— Narbonne, 2444.— Toulouse, 507.— Figeac, 434.— St-Girons, 670.— Bordeaux, 4691.— Lormont, 369.— Marmande, 1222.— Nantes, 1229.— St Nazaire, 1271.— Amiens, 4093.— St-Quentin, 2788.— Fresnoy-le-Grand, 460.— St-Eloy-les Mines, 541.— Reims, 1717.— Troyes, 799.— Béziers, 900.— Beaucaire, 1060.— Montpellier, 4153.— Cette, 1996.— Soissons, 300.— Givors, 337.— Caudebec-les-Elbœuf, 466.— Deville-lès-Rouen, 207.— Doyet, 250.— Le Bouscat, 319.— Villers-Bretonneux, 620.— St-Macaire, 58.—

Charlieu, 309 — Rozières, 115. — Blaye-de-Carmaux, 250. — Lurcy-Levy, 350. — Darnetal, 727. — Bonneville, 127. — Maromme, 129. — Croix 438. — Castres, 337. — Lesquin, 256. — Saily, 180. — Touffers, 150. — Grenoble, 3173. — Le Houlme, 185. — Wattrelos, 650. — Houplines, 389. — Belmont, 300. — Ecoche, 250. — Lagresle, 200.

Les nouveaux élus sont au nombre de 215.

Le parti ouvrier a, de la sorte, conquis encore la majorité dans les conseils municipaux de Roubaix, Montluçon, Marseille, Tarare, Desertines, Thizy, Croches, Belmont, Sotteville, Jarnosse, etc.

A cette liste des succès électoraux remportés par la fraction socialiste dénommée « Parti ouvrier » il convient d'ajouter les succès remportés ça et là, soit isolément, soit grâce à l'union socialiste par les autres fractions du socialisme français.

A Châtellerault, la fédération des travailleurs socialistes a réussi à faire passer quelques-uns des siens.

A Saint-Denis, à St-Ouen, comme à Marseille et à Toulon, et dans l'Est à Saint-Privé, à Fraisans, à Lamarche, à Blanzky, etc., c'est encore la liste socialiste qui a passé.

De plus il faut tout particulièrement féliciter les citoyens J.-B. Clément et Baudin, à qui nous devons en grande partie les résultats obtenus dans les Ardennes et dans le Cher.

Les municipalités sont dans les Ardennes, à Revin, Nouzon, Etion, Vivier-en-Court. Luines, Escombres, Braux, Château-Ragnaut, Auchamp, Foisches, Vrigne-aux-Bois, Neufmanil, Saint-Menges, Harancourt, Saint-Laurent. — A Reithel, à Sedan, et surtout à Charleville le nombre des suffrages remportés par la liste ouvrière a été très-fort.

Voici les communes socialistes du Cher : Saint-Amand, Plon, Dun-sur-Auron, La Guerche, Jonet-sur-l'Aubois, Mornay-Berry, Menneton-Couture, Saint-Hilaire-de-Joindilly, La Chapelle, Hugon, Meillant, Grossouvre, Ursay-la-Venon, Chalivoy-Milan, Saint-Loup, Aigny-Vallenay, Charost, Mareuil.

N'est-ce pas qu'il était utile de préciser, surtout depuis que les cléricaux crient : Vive la République, et que nous voyons l'opportunisme et le cléricanisme se souder de plus en plus au même tronc, qui est le parti conservateur.

La peur parachèvera cette œuvre monstrueuse de conjonction, finira par cimenter cette alliance intéressée du patron cléricale, et du bourgeois voltairien. La peur de perdre les pouvoirs conquis, la peur de perdre le bénéfice de ces pouvoirs, la peur de perdre les privilèges et les abus inscrits par tous les gouvernements au profit des riches contre les pauvres, au profit des rentiers contre les déshérités, au profit des parasites contre les travailleurs.

En face de l'anarchie économique actuelle, en face du mensonge bourgeois et du mensonge religieux, se dresse heureusement le grand parti réparateur de l'émancipation humaine, le parti de l'avenir, le parti socialiste.

Le parti cléricale est destiné à voir ses troupes passer à l'opportunisme.

Quant au parti radical, il est condamné à périr. Il a abdiqué en lâchant le programme de 1869. Aussi ses adhérents se dispersent-ils de jour en jour. Les uns vont à l'opportunisme, les autres au socialisme. Et ces derniers qui viennent se fondre dans nos rangs ne sont pas les moins ardents.

Malgré les coalitions, les petites combinaisons et autres billevesées dont les vieux partis ennuiant le public, rien n'arrête la marche ascendante du Socialisme.

L'avenir est aux socialistes. C'est le grand-prêtre de l'économie politique officielle, M. P. Leroy-Beaulieu lui-même qui l'a reconnu avec tristesse dans *l'Economiste français*.

Rien ne tempère l'amertume de ses mélancoliques constatations. Partout, le nombre des suffrages socialistes augmente. Ça et là les conseils municipaux sont entièrement socialistes ; ici, les socialistes ont la majorité, là, ils détiennent une forte minorité, soit par le nombre, soit par la qualité des élus ; le socialisme est en progrès dans tous les esprits, il s'est fait jour dans presque toutes les localités.

Cependant, le Socialisme ne triomphera pas sans une lutte énorme, car, à présent qu'il devient redoutable, il groupe contre lui tous les partis qui se disputent la première place au banquet de la Société ! et cela n'est pas étonnant, puisqu'il entend ne plus permettre que la puissance, les privilèges, la richesse, tous les avantages de la communauté humaine soient l'apanage d'un petit nombre de parasites, au détriment de ceux qui produisent.

Or, il appartient justement aux Socialistes d'écourter et de rendre aussi douce que possible aux populations la période de transition entre la situation présente et la réalisation de l'idéal de justice collectiviste.

Comme nos aïeux de la Révolution, les Socialistes ont un grand rôle à jouer. L'humanité les préserve d'imiter les défauts des héros de 93 ! Il ne faut pas que l'histoire puisse écrire de la révolution intégrale socialiste ce que l'on a dit de la Révolution française : La Révolution est comme Saturne, elle dévore ses propres enfants.

Trêve de toutes nos dissensions intestines ! Grâce pour les masses qui ne les comprennent pas ! Elles y verront bientôt la cause de l'ajournement de notre triomphe, c'est-à-dire du retard dans l'avènement des réalisations justicières.

Et puisque nous avons fait allusion à la Révolution française, n'oublions pas que c'est par le paysan qu'elle s'est faite, et que la nôtre devra se consolider. Les ouvriers des villes sont avec nous ; ceux qui n'ont pas encore rallié le feront bientôt, au spectacle des bénéfices que retireront leurs camarades qui ont eu la clairvoyance d'envoyer des socialistes aux conseils communaux.

Les municipalités socialistes peuvent beaucoup pour la propagande, non seulement parmi les ouvriers, mais encore parmi les paysans.

De leur savoir-faire, de leur tact dépend le succès des prochaines élections législatives. Tout le monde n'a pas le temps de lire et d'approfondir les questions sociales ; mais n'importe qui peut se rendre compte des bienfaits d'une sage administration, pratiquant le socialisme expérimental dans le domaine restreint de la commune.

La nécessité du rayonnement des idées socialistes dans les plus petits villages est incontestable et la gestion socialiste des communes qui nous sont acquises, surtout dans les petits bourgs, ne peut que favoriser la conquête du paysan.

Car il n'y a pas que dans les mines, les usines, les ateliers que des exploités souffrent.

L'oppression terrienne vaut l'oppression industrielle. Que de mendiants le long des routes ! Que de malheureux ruinés par une gelée inattendue ou une grêle malencontreuse, et que de hideux recors viennent expulser de leurs demeures patriarcales !

A la campagne comme à la ville, les fils deviennent de la chair à canon. Quant aux filles, elles quittent le toit familial pour aller se faire servantes, ou pis encore, dans les villes.

Que de milliers de prolétaires agricoles peinent de l'aurore au crépuscule pour une misérable croûte de pain.

Quand les *Jacques* aux visages hâlés par le grand air tendront la main aux misérables serfs de l'industrie moderne, quand tous les ouvriers marcheront vers leur délivrance, ils imposeront leurs volontés à l'infime minorité de parasites qui trouvent seulement leur force dans notre désunion.

Bien des préjugés sont encore à déraciner, bien des convictions à ébranler. Mais pas n'est besoin de grand discours pour convaincre les ouvriers des champs de l'urgence à marcher avec nous. Peu de phrases, beaucoup de faits...

Ce que les « libéraux » et les républicains bourgeois n'auront pu faire parce qu'ils n'avaient pas de programme économique sérieux, parce qu'ils se bornaient à faire de la politique négative, nous le ferons avec le concours des municipalités socialistes.

Profitant des leçons de l'histoire, le Prolétariat, tout en poursuivant ardemment le groupement syndical, ne fait que suivre l'exemple donné par la Bourgeoisie, laquelle ne doit son affranchissement révolutionnaire et la puissance dont elle jouit depuis cent ans qu'à la conquête préalable des Communes.

Commune ! Commune ! mais Commune agrandie au point de vue territorial, comme au point de vue économique. Commune maîtresse des services de traction, d'éclairage et des eaux. Commune expropriant à son profit et au bénéfice de tous les Compagnies accapareuses et voleuses. Commune surveillant, réglementant et hygiénisant le travail.

Commune mettant ordre aux abus du propriétaire urbain, et garantissant contre ses exactions et ses sordides économies la santé et la moralité publique, pour aboutir graduellement à municipaliser le service des logements.

Commune ! Commune ! c'est-à-dire réalisation progressive du programme collectiviste qui se dégage de ce mot : « Commune ».

Commune ! c'est-à-dire anéantissement des escroqueries commises par les compagnies vautours au détriment de la communauté.

Commune ! Commune ! c'est-à-dire arrachement de cette première monade de la communauté humaine aux sévices capitalistes.

Commune ! Commune ! c'est-à-dire liberté individuelle, égalité

fraternelle et solidarité justicière ! Commune ! Commune ! Commune ! tel était le cri poussé au moyen-âge par les précurseurs de la Révolution française, et qui en effet fut le cri de ralliement qui parvint à saper la féodalité nobiliaire.

Commune ! Commune ! A elle est la synthèse du mouvement insurrectionnel de Paris en 1871, lequel, sous le simple titre de réforme communale, contenait en germe toute la génération sociale.

Commune ! Commune ! c'est-à-dire inauguration d'une ère nouvelle de politique positive et scientifique.

Commune ! Commune ! c'est-à-dire fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du fonctionnarisme bourgeois, de l'exploitation, de l'agiotage, du privilège, des monopoles auxquels le prolétariat doit son servage.

Commune ! Commune ! c'est-à-dire guerre à la nouvelle féodalité terrienne, industrielle, commerciale et financière !

Bref, la commune trop sacrifiée par la monarchie et la bourgeoisie, ces deux triomphatrices des derniers siècles, est devenue le cri de guerre et d'espérance des royalistes et la légitime préoccupation de tous les politiques éclairés.

La Commune sociale, telle qu'elle devrait fonctionner pour répondre aux besoins nouveaux, est tout entière à créer, sa constitution est l'œuvre la plus urgente. — Les Socialistes l'ont bien compris. Voilà pourquoi c'est surtout vers la conquête des municipalités qu'ils portent aujourd'hui leur effort électoral. Voilà pourquoi le 1^{er} mai dernier ces efforts ont déjà été récompensés par de très appréciables succès.

Haro sur les iniquités et les insuffisantes pratiques du vieux droit municipal bourgeois ! Place aux initiateurs de la fraternelle communauté collectiviste ! Place à la Commune socialiste !

BELGIQUE

Qui eût dit, il y a six ou sept ans que des ouvriers des Flandres, du pays wallon et du Brabant se réunissant à quelques-uns, malgré des diversités de tempérament, de métier et de langage, auraient en peu de temps modifié absolument la situation du pays ?

Malgré toutes les difficultés, l'union de ces prolétaires se fit et le parti ouvrier se constitua. Aujourd'hui il a imprimé une direction nouvelle à la politique du pays.

Le peuple travailleur, encore privé de ses droits et par conséquent dans l'impossibilité d'exercer une influence directe dans les affaires publiques, est à la veille d'intervenir d'une manière directe dans le gouvernement.

Sous son action, les partis conservateurs, aussi bien le clérical que le doctrinaire, se sont convertis à la révision, et le parti progressiste, qui n'admettait pas le suffrage universel et adoptait la formule du savoir lire et écrire, s'est rallié au suffrage universel pur et simple.

Chaque semaine de ces sept années a été marquée de la griffe du parti ouvrier et des associations socialistes fédérées qui le constituent. Chaque acte de la procédure révisionniste a été enlevé par

la force populaire ; la bourgeoisie ne marchait que lorsque les grandes manifestations, les campagnes de meetings, les grèves, la terrorisaient.

Ce fait est plein d'enseignement, maintenant que partout on parle de réconciliation des classes, parce que les ouvriers sont forts, tandis que les mêmes bouches en 1848, en 1871, en 1886 et en 1887 hurlaient la mort aux socialistes.

De cette intervention victorieuse de la démocratie socialiste dans la vie nationale, de cette poussée irrésistible du prolétariat socialiste avec son programme gros de réformes profondes, il résulte la preuve de la puissance formidable qui réside dans la masse productrice destinée à se débarrasser de tous les esclavages.

*
*
*

Volders résume ainsi la situation ouvrière de son pays en trois points : 1° Nulle part la classe laborieuse n'a moins de droits ; 2° Nulle part elle ne travaille plus longtemps ; 3° Nulle part elle n'est plus mal distribuée. Aussi, lors du *Premier Mai*, nulle part, excepté à Londres, ne furent plus nombreux les manifestants de toutes catégories, à Bruxelles, à Anvers, et dans tous les centres miniers et métallurgiques. Beaucoup de promeneurs portaient à leur coiffure la carte des Trois-Huit. Et dans les cortèges, beaucoup de citoyens étaient porteurs d'inscriptions dans le genre de celles-ci :

La réduction de la journée de travail amènera la réduction de l'alcoolisme.

La journée de huit heures est une question d'hygiène sociale.

La journée réduite amènera moins d'accidents de travail.

Le salaire le plus élevé correspond à la journée de travail la plus courte, (Angleterre, Amérique, Australie).

Le salaire le plus bas correspond à la journée de travail la plus longue.

Une journée limitée est nécessaire pour la santé et la vie des travailleurs.

La limitation de la journée s'impose comme une réforme humanitaire.

Le capitaliste ne demande pas à son cheval quinze à seize heures de travail par jour.

Si vous ne voulez pas la grève générale, donnez-nous le suffrage universel.

Par la force même des circonstances politiques, le mouvement de la démocratie belge visant avant tout à des buts très pratiques, les manifestations du 1^{er} Mai n'ont pas seulement été faites en faveur des Trois-Huit ; elles ont aussi eu leur signification pour l'établissement du suffrage universel, dont l'obtention, selon les pessimistes, ne pourra sans doute pas être arrachée tout au moins sans un commencement de grève générale.

*
*
*

A signaler dans le cours de l'année 1892 : 1° La reprise de l'accord, de plus en plus large des libéraux et des socialistes en faveur de l'agitation pour l'obtention du suffrage universel ; — 2° L'apparition du journal républicain, le *Suffrage universel* rédigé par les frères Defuisseaux ; — 3° L'heureuse transformation de l'organe de la démocratie socialiste le *Peuple* en un journal quotidien à grand format à 5 centimes, — et la fondation d'un petit quotidien à 3 centimes sous le titre d'*Echo du Peuple* ; — 4° Le premier congrès international d'étudiants et anciens étudiants socialistes ; — 5° La nette compréhension dans les milieux ouvriers de cette vérité que

dans la poussée socialiste, il y a un côté informulé, vague, presque mystique que l'art seul peut traduire, et, partant, la constitution à la *Maison du Peuple*, d'une section nouvelle : la « Section d'Arts » destinée à rapprocher l'Art et le Peuple, qui ont, pour l'instant, le même ennemi, la bourgeoisie réactionnaire.

Le Congrès socialiste du 21 février. — Jamais situation n'a été plus grave pour le parti ouvrier belge, mais jamais non plus elle n'a été plus pleine d'espérances. Encore quelques assauts, et l'obstinée ténacité, avec laquelle ont été menés les destins du parti ouvrier, recevra sa récompense. Sous la pression populaire et grâce aux efforts convergents de tous les Démocrates, le suffrage universel finira par être obtenu très prochainement. Et ensuite ?

Ensuite les socialistes belges n'auront plus qu'à profiter des leçons politiques que leur a prodiguées l'histoire du suffrage universel français.

Au surplus nous sommes certains que les premiers succès ne les troubleront pas et que leur intelligence politique et leur esprit d'entente et d'union continueront à être à la hauteur des événements, qui vont se succéder avec rapidité. Bref, le courageux passé méthodique des Socialistes belges nous est un sûr garant de leur avenir.

ANGLETERRE

Le Congrès international des mineurs. — Le but du congrès était d'organiser en une seule fédération les mineurs d'Europe et d'Amérique, et de décider si la grève générale ne serait pas le meilleur moyen d'obliger les gouvernements à accepter le principe de la réduction légale de la journée de travail à huit heures.

Le premier congrès international des mineurs a eu lieu à Jolimont (Belgique) en 1890, et le second à Paris en 1891. A ce dernier 909.167 mineurs étaient représentés, dont 448.636 étaient anglais, mais appartenaient uniquement à la « Fédération des mineurs de la Grande-Bretagne ». En effet, les mineurs du Durham ne font pas partie de la grande Fédération, car jusqu'à ce jour ils ont repoussé l'intervention de l'Etat pour la réglementation de la journée de travail.

La misère des récentes grèves va sans doute changer cette opinion et être la cause de la fusion de « l'Union nationale des mineurs du Durham dans la grande Fédération des mineurs de la Grande-Bretagne, dont elle a d'ailleurs reçu pendant les grèves un secours de 725.000 francs.

Cette fusion renforcerait encore la puissance considérable des mineurs anglais, et ne serait pas de nature à diminuer leur prépondérance dans la fédération universelle.

Sur la question de la grève générale, la motion Defnet est votée par 64 voix contre 9 : « Le congrès de Londres estime que la grève générale des mineurs doit figurer partout à l'ordre du jour et qu'il y a lieu d'en poursuivre la réalisation ; si les moyens parlementaires n'aboutissent pas à faire obtenir aux mineurs les huit heures de travail ».

Un autre ordre du jour, déposé par le citoyen Defnet, est soumis à l'assemblée. Il est ainsi conçu :

La Fédération déclare sympathiser avec les ouvriers de tous les métiers et de toutes les nationalités qui veulent obtenir la journée de huit heures de travail.

Un délégué anglais l'appuie par un très ferme discours et la motion est agréée sous forme de vœu.

Les dernières élections. — Il y a de 3 1/2 à 4 millions d'ouvriers anglais qui sont électeurs, qui ont, comme on dit en Angleterre, le droit de « Franchise ». En présence de ceux-ci, il y en a de 2 à 2 1/2 millions qui sont « disfranchissés » c'est-à-dire qui ne sont pas électeurs. Près des deux cinquièmes de la classe ouvrière n'ont donc pas pu prendre part aux élections, et cependant les candidats du travail ont réussi à réunir un nombre total de près de 75000 voix.

Un fait significatif, c'est la défaite piteuse de MM. Broardhurst et Georges Hovell, les trop célèbres représentants du trade-unionisme démodé, les adversaires acharnés de la journée de huit heures, toujours à la remorque du parti libéral, lequel n'a pas manqué de verser un pleur en apprenant leur échec.

Sans compter les honorables citoyens Abraham Fenwick et Burt qui ont été réélus, plusieurs autres citoyens qui se sont présentés sous ce titre : *labours candidates*, ont été élus.

Les socialistes qui, dans toutes les circonscriptions où ils ont engagé la lutte, ont rencontré comme adversaires et les hommes de Gladstone et les hommes de Salisbury, auront donc huit représentants sincères à la chambre des communes.

Le 1^{er} Mai à Londres — Le fait le plus caractéristique de l'année à Londres est la manifestation du 1^{er} Mai. Rarement on a vu une telle manifestation.

Nous pouvons affirmer, sans aucune exagération, que 500 000 manifestants se sont réunis à Hyde-Park le jour de la manifestation. Plus de cent musiques et fanfares accompagnaient les manifestants.

Hyde Park, avec cette foule compacte, présentait un spectacle unique au monde, spectacle émouvant en même temps que grandiose.

Deux cents orateurs prirent la parole du haut de seize tribunes préparées à l'avance et disséminées dans l'immense parc.

La délégation française se composait à cette manifestation des citoyens Prudent Dervilliers, conseiller municipal, délégué du Parti Ouvrier Broussiste, Roussel, délégué de la Bourse du Travail, et P. Argyriades, délégué du Comité Socialiste Révolutionnaire Central.

Les trois délégués ont pris la parole au milieu des applaudissements des camarades d'Angleterre et tous ont constaté avec une grande joie mêlée d'émotion au cours de cette grandiose manifestation que l'union internationale des travailleurs s'accroît de plus en plus.

La présence des délégations étrangères au milieu des amis socialistes de Londres en est la preuve.

Les orateurs ont parlé des desiderata de tous les prolétaires et ont engagé les assistants à poursuivre avec énergie la réalisation de la réduction de la journée de travail à huit heures qui facilitera l'avènement du socialisme.

A 7 heures du soir, pendant que par une porte les premiers manifestants s'éloignaient, d'autres entraient encore par une autre, escortés de musiques.

IRLANDE

Tendances socialistes.— En lisant dans les journaux quotidiens les atrocités qui accompagnent chaque jour les féroces expulsions des fermiers insolvable, on se demande comment l'Irlande n'est pas en état d'insurrection permanente, et nul ne s'étonne de voir s'affirmer de plus en plus les tendances socialistes du mouvement Irlandais. Voici, résumé, un programme publié dans le « Labour World » (Monde du Travail). Il est dû à un homme que nous citons tout à l'heure pour son désir d'union avec les députés socialistes anglais, M. Michaël Davitt.

1^o Une organisation meilleure et plus démocratique du travail ; 2^o l'attribution à la communauté et non au propriétaire de l'immense plus-value annuelle qui est due au travail et à l'initiation de tous ; 3^o l'extension du contrôle municipal et celui de l'Etat ; 4^o la prise de possession par l'Etat et les municipalités de tels monopoles que les corporations publiques peuvent gérer dans l'intérêt commun.

Ci-dessous quelques lignes qui donneront une idée de l'allure du style de M. Michaël Davitt :

« Il n'est nul besoin d'étudier l'économie politique pour être convaincu, quand on est doué de raison et de sens commun, que là où la récolte manque, les fermages doivent manquer aussi : « Pas de récoltes, pas de fermages, c'est de l'humanité pratique et politique en ce qui concerne l'Irlande, et c'est aussi la saine économie politique. »

« Quelqu'un veut-il nous dire de quelle utilité un propriétaire est à la société et quels services rendus à l'Humanité et à l'Etat donnent le droit à un millier d'individus de cette classe, de prélever un impôt de 2 millions de livres sterling par an, sous forme de loyer payé par les travailleurs de Grande Bretagne et d'Irlande. »

HOLLANDE

A la Noël 1891, à Amsterdam, le congrès socialiste a adopté les résolutions suivantes : 1^o Le conseil central ou comité exécutif siégera à Amsterdam ; — 2^o Notre ami Cornélissen est élu secrétaire pour les pays étrangers ; — 3^o Domela Nieuwenhuis est nommé rédacteur du journal du parti, *Le Droit pour tous*, et le citoyen Vliegen, rédacteur de la *Tribune populaire*.

Depuis, ont été fondés deux nouveaux journaux socialistes hebdomadaires : *de Arbeider*, et, à Arnhem, le *Voorwurts*.

Dans le courant de février 1892, le referendum dans le parti socialiste révolutionnaire hollandais, s'est prononcé sur les résolutions adoptées ou rejetées par le congrès du parti.

Voici les résolutions principales qui ont reçu l'assentiment du parti. Elles expriment parfaitement le caractère du parti socialiste en Hollande.

« Le premier jour de mai sera un jour de fête qu'on célébrera autant que possible par des réunions publiques, des conférences agréables et des marches. »

« Dans les élections le parti n'appuiera que ses propres candidats. »

« Le parti maintiendra la tactique révolutionnaire. »

« Les sections du parti ne peuvent pas se joindre constamment à une combinaison quelconque, d'un caractère politique ou économique, qui a pour but de réaliser une partie du programme socialiste » (Par cette résolution le parti socialiste hollandais a rompu définitivement avec le soi-disant parti du peuple « Volkspartij. »)

LES QUATRE REGIMES POLITIQUES ET SOCIAUX

Les quatre dessins suivants servent d'illustrations à une brochure hollandaise laquelle les a reproduits d'après une publication américaine. C'est un dialogue en vers, intitulé : **Leçon de choses**, dans lequel un ouvrier explique à un paysan, dont il fait l'éducation politique, les beautés de la *Société*, qui ne veut pas être confondue avec l'anarchie. L'absolutisme et le parlementarisme, qu'il soit monarchique ou républicain, y sont présentés sous un jour réellement peu avantageux. La République sociale seule présente l'ordre et la justice.

Monarchie absolue

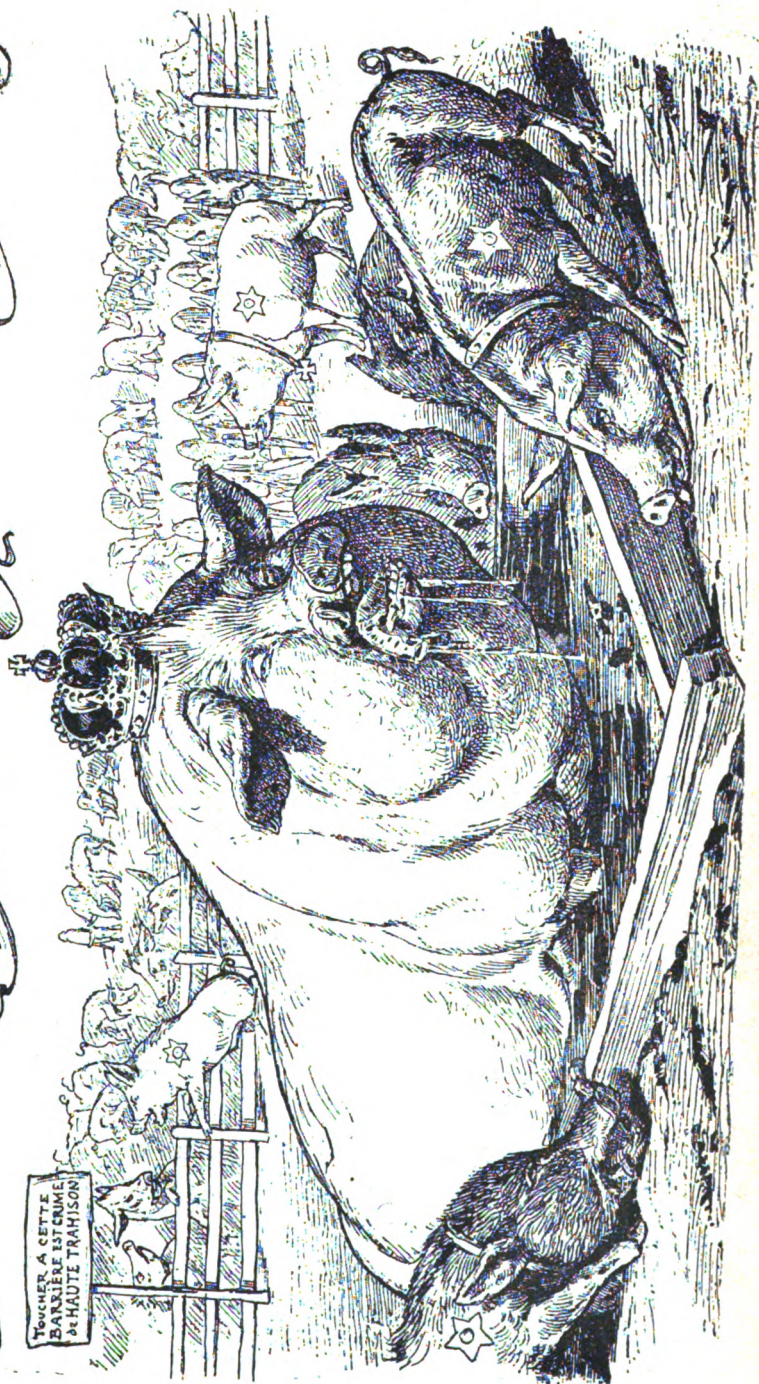
MA VOLONTÉ

EST

LA SEULE

LOI

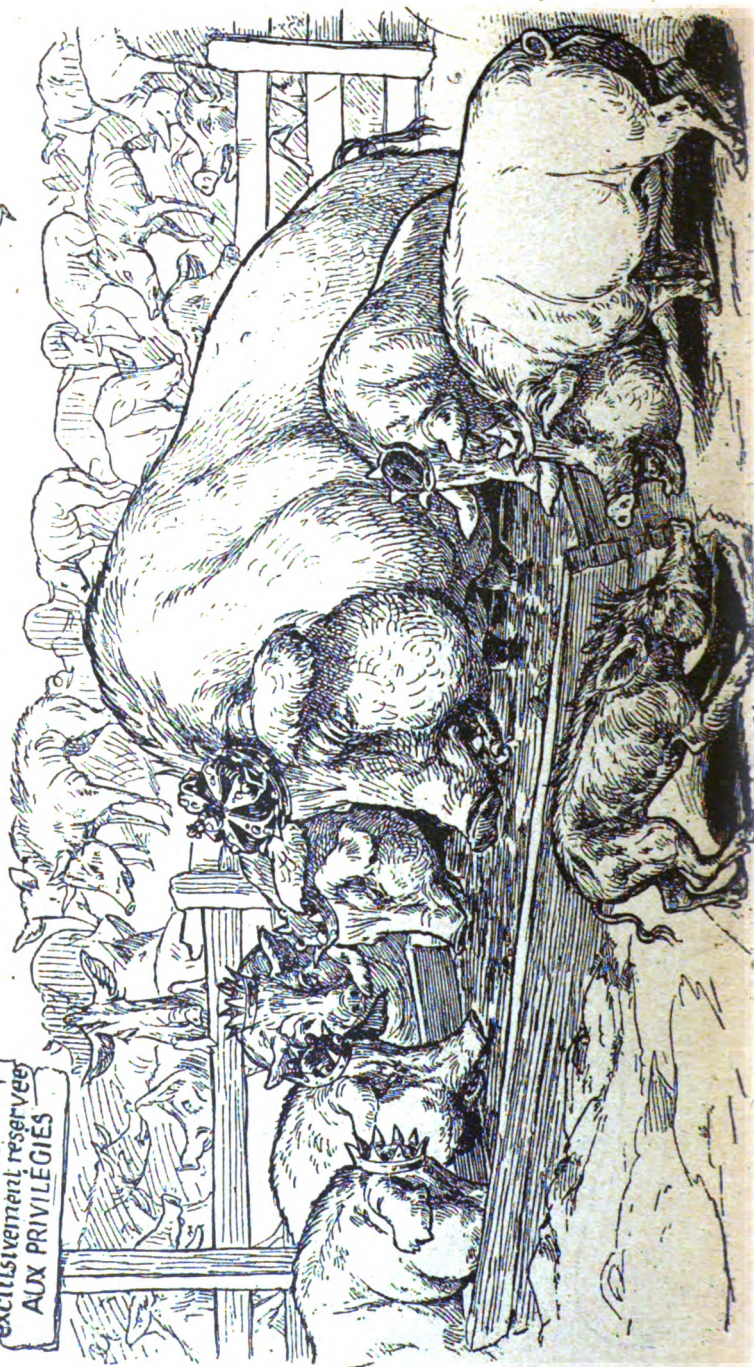
TOUCHER A CETTE
BARRIERE EST CRIME
DE HAUTE TRAHISON!



Monarchie Constitutionnelle

A QUELQUES-UNS NOUS SOMMES LES MAÎTRES.

ENTRÉE
exclusivement réservée
AUX PRIVILÉGIÉS



République Bourgeoise

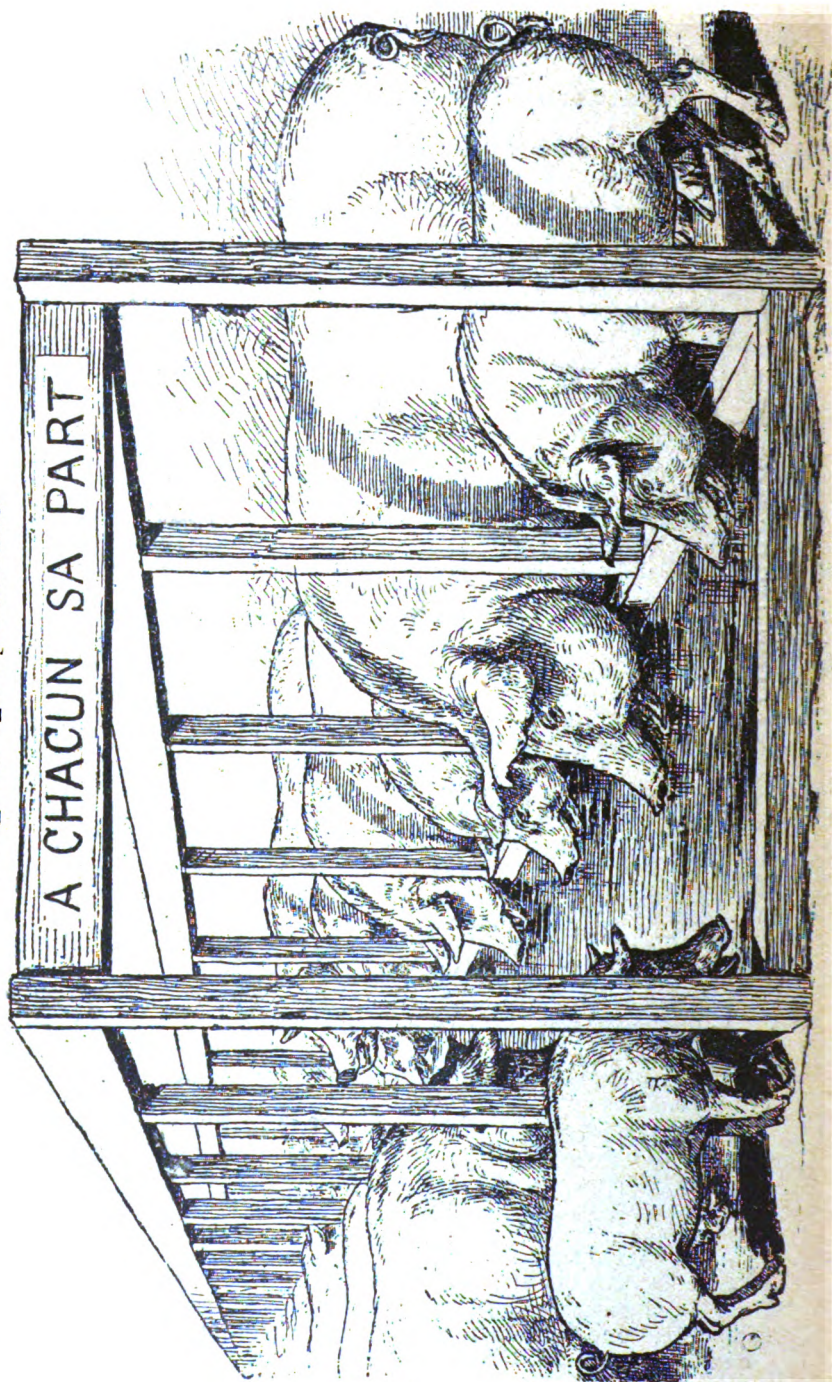
LIBRE

CONCURRENCE



Reynolds, Yvernot 22

République Sociale



« Le parti appuiera la tactique des délégués hollandais au congrès de Bruxelles, quant à la résolution proposée par eux sur le militarisme et il entretiendra pour cette résolution une vive propagande. »

Nous reproduisons ci-dessous le texte de la proposition non votée, de Domela Nieuwenhuis, sur la position et les devoirs de la classe ouvrière vis-à-vis du militarisme :

Le Congrès,

Considérant que les divergences nationales ne sont jamais dans l'intérêt du prolétariat, mais dans celui de ses oppresseurs ;

Considérant que toutes les guerres modernes, exclusivement suscitées par la classe capitaliste, dans son intérêt, sont un moyen dans les mains de celle-ci de lasser la force du mouvement révolutionnaire et de consolider la suprématie bourgeoise par la continuation de l'exploitation la plus honteuse :

Considérant qu'aucun gouvernement ne saurait invoquer comme excuse qu'il a été provoqué, attendu que la guerre est le résultat de la volonté internationale du capitalisme ;

Le Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles déclare que les Socialistes de tous les pays répondront à la proclamation d'une guerre avec un appel au peuple, pour proclamer la grève générale.

* *

Quant au *Volkspartij* (parti du peuple), voici : 1° ce que nous écrivait à son sujet Christ Cornélissen ; 2° les deux premiers articles de ses statuts.

Après avoir été vilipendé, le socialisme commence à être accepté en Hollande. Il vient même d'éclorre une nouvelle école socialiste assez modérée, dont le collectivisme diffère peu du socialisme d'Etat. Le but des fondateurs, c'est la réglementation du travail, par un gouvernement issu du suffrage universel. Ils prétendent vouloir fonder un parti démocrate-socialiste hollandais, basé sur le programme du parti démocrate-socialiste allemand.

Ce parti qui porte le titre de *Volkspartij* (parti du peuple) s'est formé surtout dans la Frise et il s'est développé en concluant une sorte d'alliance entre les sections de la *Ligue pour le Suffrage Universel et le Referendum* (Bond voor Algemeen Kies en Stemrecht) et celles de l'*Association générale des Ouvriers Hollandais* (Algemeen Nederlandsch Werkliedenverbond). Cette dernière association est la plus ancienne, mais la moins importante. On peut aussi compter comme adhérent à ce parti, la *Ligue pour l'Association du sol* (Bond voor Landnationalisatie), dont les principaux représentants en Hollande sont : M. Stoffel à Déventer et M. De Clerq à Haarlem, disciples eux-mêmes de M. Michaël Flurschheim qui participa au Congrès international agraire de Paris en 1889.

Nous ne pensons pas comme les groupements précités. Ce que veulent les travailleurs révolutionnaires hollandais, ce n'est pas une république parlementaire où le gouvernement règlera la production, mais c'est une république sociale à base fédérative et à but communiste. »

Cette association de ligues formant le « parti du peuple » est basée sur les principes suivants :

Art. 1^{er}. — La ligue, reconnaissant que la cause de l'inégale distribution du produit du travail git surtout dans la possession individuelle du sol, s'efforcera de démontrer que le sol doit devenir propriété de l'Etat ou de la commune, et que cette socialisation devra s'opérer par voie de rachat

Art. 2 — La ligue veut atteindre son but exclusivement par des voies légales.

ALLEMAGNE

Le régime capitaliste. — Nous prenons dans le rapport pour l'année 1891, de l'inspecteur de fabrique Sprenger, du district de Magdebourg, les renseignements suivants qui se passent de commentaires : Les établissements industriels du district ont utilisé en 1891, 4888 jeunes ouvriers de 14 à 16 ans, soit 4069 garçons et 819 filles ; l'année précédente, le nombre correspondant n'avait été que de 4501. — Par contre, le nombre d'ouvriers adultes qui, en 1890, était de 69509 n'était plus que de 69096, en 1891 ; 413 ouvriers faits ont donc été éliminés des usines et leur place a été prise par 387 enfants.

La journée de huit heures et les accidents du travail. — Les renseignements et réflexions qui suivent sont empruntés au *Peuple de Bruxelles*, à un article de notre ami Louis Bertrand.

« La statistique des accidents du travail a été dressée en Allemagne en tenant compte du sexe, de l'âge, de la profession de la victime, et aussi de l'heure à laquelle l'accident est survenu.

« Or, il résulte de cette dernière constatation, que la prolongation du travail est une des causes principales de la fréquence des accidents.

« La journée de travail, on le sait, est divisée en deux parties. La première se termine à midi ; la seconde recommence à une heure pour finir le soir.

« Voici donc, d'après la statistique des accidents du travail en Allemagne, classée par heure, quel a été en 1889 le nombre des accidents aux différentes heures de la journée :

De 6 à 8 h. du matin,	4.229 accidents.
De 8 à 10	— 1.884 —
De 10 à 12	— 3.188 —

« Ce qui ressort de cette première série de chiffres, c'est que pendant les deux heures de travail s'effectuant de 10 heures à midi, il y a autant d'accidents que pendant les quatre premières, c'est-à-dire de 6 à 10 heures du matin.

« Quelle pourrait bien être la cause de cette différence considérable, si ce n'est la fatigue de l'ouvrier, conséquence d'un travail trop excessif, trop prolongé.

« Mais continuons notre examen par la statistique des accidents survenant dans l'après-midi.

« Ici, faisons le calcul par heure et non par deux heures comme

« ci-dessus :

De 1 à 2 h. du soir	645 accidents
De 2 à 3 h. —	1037 —
De 3 à 4 h. —	1243 —
De 4 à 5 h. —	1198 —

« Il y a ici une diminution due au repos d'un quart d'heure ou d'une demie-heure accordée aux ouvriers pour leur goûter.

De 5 à 6 h. du soir	1.306 accidents.
De 6 à 7 —	979 —

« Si de 6 à 7 heures, il y a moins d'accidents, cela ne dérange en rien la règle indiquée ci-dessus. La cause de cette diminution, c'est qu'un grand nombre d'ateliers ferment à 6 heures et que par conséquent le nombre d'ouvriers occupés est moindre et les accidents aussi.

« Il ressort donc clairement mathématiquement pourrait-on dire, de ces chiffres, que les longues journées de travail sont les plus meurtrières, non-seulement en ce qu'elles usent davantage la force ouvrière, mais en ce qu'elles tuent et blessent de nombreux travailleurs.

« Si la journée de travail était réduite à 8 heures, il y aurait donc moins d'accidents de travail, moins d'ouvriers tués, blessés, estropiés, et, par suite, moins de veuves et d'orphelins, victimes de l'industrialisme moderne.

« Dans ces conditions, tous ceux qui s'opposent à la réduction des heures de travail sont, qu'ils le veulent ou non, des tueurs d'hommes. »

DANEMARK

Dans ces derniers temps le socialisme a fait de grands progrès en Danemark. En 1872, il n'y avait à Copenhague que 3.000 ouvriers dûment organisés, dans les associations fondées par l'Internationale. Au Congrès socialiste convoqué à Copenhague en 1890, on a présenté un rapport, d'où il ressortait que le parti socialiste comptait 109 associations politiques et 281 associations professionnelles, avec 45.000 membres. Aujourd'hui il y a au moins 50.000 ouvriers qui font partie des associations politiques, auparavant ils étaient 14.000 environ.

Aux élections législatives, les socialistes ont remporté des succès. Ainsi, en 1872, lorsque pour la première fois, le parti a présenté des candidats à lui, ceux-ci n'ont obtenu qu'un nombre de voix absolument insignifiant, tandis qu'en 1884, déjà 6.000 voix environ se réunissaient sur le nom de M. Mohu ; et, en 1890, ses candidats ont obtenu 17.000 voix, et trois d'entre eux, MM. Mohu, Mourdum et Jensen ont pu entrer à la Chambre des députés.

A signaler également l'active propagande du journaliste révolutionnaire Petersen, qui eut même, cette année, les honneurs de l'emprisonnement.

RUSSIE

Quelques chiffres. — Le salaire de l'ouvrier russe est de 450 0/0

inférieur à celui de l'ouvrier américain et de 350 0/0 à celui de l'ouvrier anglais. — La proportion pour la Russie et la France est de 8 à 33. — Dans certaines fabriques les salaires sont de 35 copecks (1 fr. 05) par jour pour les hommes, 25 copecks pour les jeunes garçons, 20 copecks pour les femmes. — Ce salaire se trouve encore diminué par de fréquentes amendes. Ça et là, le surveillant doit « s'arranger de manière » à infliger 200 amendes de 5 copecks par nuit. Les amendes atteignent souvent 40 0/0 des salaires. — Le fabricant vend de tout aux ouvriers, naturellement plus cher qu'au marché et avec un préjudice pour l'ouvrier de 26 à 100 pour 100. — En moyenne l'ouvrier dépense pour sa nourriture de 6 à 8 roubles par mois. Trente centimes par jour !

Contre le taux ridiculement bas des salaires, contre la nourriture mauvaise et insuffisante, contre la mauvaise hygiène des ateliers, contre le travail excessif, bref, contre une exploitation éhontée, sans nom, aucun recours, devant le patron, l'ouvrier est absolument sans défense. Les syndicats sont inconnus. Les grèves prohibées. Aucun droit politique.

GRÈCE

Le socialisme en Grèce se développe de plus en plus. La propagande fut commencée pour la première fois en 1885 par le citoyen Platon Dracoulis qui fonda alors le Journal *Arden* « *De fond en comble* » qui dura plus de deux ans. L'apostolat du citoyen Platon Dracoulis fut fructueux, car, à partir de la création de son journal, plusieurs groupes se formèrent et deux autres journaux continuèrent la propagande, après l'*Arden* qui cessa sa publication faute d'argent, écueil auquel sont exposées toutes les feuilles socialistes.

Le premier de ces deux journaux fut le *Socialiste* qui fut fondé par le citoyen Kallergis, dont l'énergie a rendu de grands services à la cause depuis quelques années. Après la fondation de son journal, il s'occupa avec quelques autres citoyens de la création d'une ligue socialiste qui se ramifia dans toute la Grèce ; l'organe de cette ligue portait un titre assez curieux : *La Société peut et doit se transformer de fond en comble*. Très long, mais significatif.

La ligue dura plus longtemps que son journal, qui disparut pour la même cause que l'*Arden*. Mais le *Socialiste* de notre ami Kallergis reprend sa publication. Nous venons en effet de recevoir le 1^{er} N^o de sa nouvelle série. Bon courage aux amis de la Grèce.

AUTRICHE-HONGRIE

Le Congrès socialiste. — Le congrès socialiste autrichien a tenu sa première séance le dimanche de la Pentecôte, à Vienne. 128 délégués et 200 invités, parmi lesquels le député autrichien Pernersdorfer et le député allemand Auer. Seuls, les socialistes tchèques, qui n'ont pas voulu fraterniser avec les Allemands, étaient absents.

Néanmoins, d'après le rapport de M. Neumann, le nombre des associations socialistes serait de 361 au lieu de 279 au dernier congrès.

Le lendemain 6 juin, à l'ouverture de la deuxième séance, on a

procédé à la nomination d'une commission de 24 membres, chargée de discuter la question des scissions existant au sein du parti et de rédiger un rapport au sujet de l'exclusion éventuelle de M. Hanner, chef de l'opposition.

Conformément à la conclusion du discours de M. Adler, l'assemblée a adopté une résolution suivant laquelle le parti s'en tiendra au programme élaboré, il y a quatre ans, à Hainfeld.

Le congrès a cependant voté la proposition de M. Pokorni tendant à organiser le parti dans un sens fédéraliste. — Les communes éliront des délégués qui formeront les conseils d'arrondissement. Ceux-ci réunis nommeront les conseils provinciaux, qui, à leur tour, éliront les délégués en congrès. Ce dernier choisira le comité directeur du parti, qui sera placé sous la surveillance d'une commission également désignée par le congrès.

Provisoirement, le congrès a élu un comité-directeur de neuf membres et décidé que le siège de la direction sera à Vienne.

SUISSE

Antimilitarisme. — Les journaux socialistes protestent contre les dépenses occasionnées par les fortifications sur divers points du territoire helvétique. Ces dépenses ont déjà absorbé la somme de neuf millions et ne sont pas terminées. « Voilà, dit le *Grütli* de Lausanne, ce que nous devons à l'Allemagne qui, par l'annexion de l'Alsace-Lorraine, malgré les protestations des Socialistes, a lancé tous les peuples de l'Europe dans la voie des folles dépenses d'un militarisme écrasant. »

Le minimum de Salaire. — Le conseil communal de Zurich, où se tiendra le Congrès international socialiste de 1893, — a adopté pour les ouvriers adultes, utilisés aux services communaux, un minimum de salaire de 4 fr. 50 pour une journée de dix heures de travail (L'on se souvient que dans l'industrie privée, la journée légale est de onze heures.) — Une clause analogue sera introduite dans les cahiers des entreprises et des travaux effectués pour le compte de la commune.

Le congrès corporatif d'Aarau. — Le Congrès des syndicats de la Suisse allemande s'est tenu les 17 et 18 avril à Aarau.

La *Gewerkschaftsbund* (Fédération générale des organisations syndicales) a eu, comme la plupart des organisations, des débuts pénibles. En 1882, le premier Congrès ne réunissait que 9 délégués, à Olten. L'année suivante, à Aarau, il y en avait douze. Depuis, le nombre des adhérents augmentait rapidement. Le premier congrès important fut celui d'Olten, en 1890. Au dernier congrès, à Aarau, il y avait cent délégués représentant 196 sections, et 7000 adhérents.

ESPAGNE

La quadruple exécution de Xérès. — On a pu lire dans tous les journaux le récit véritablement saisissant de la mort des condamnés de Xérès et les préliminaires de leur exécution qui rappelle la mise en scène de l'Inquisition. Or quel était le plus grand crime



Ce n'est plus l'idylle. C'est un vrai dessin de guerre sociale. Il a paru dans « *Tramontana* » au moment des grèves de Bilbao. Comme légende, ces quelques vers, en catalan :

Aujourd'hui le bourgeois détient la terre;
Elle sera au travailleur demain.
C'est l'espoir qui sort de dessous terre.

de ces quatre malheureux travailleurs, condamnés au supplice du garrot. C'était de s'être laissé prendre par la police, qui éprouvait le besoin de faire des exemples.

En Espagne, comme dans tous les pays où l'instruction est peu répandue, le socialisme n'est pas raisonné; on ne connaît rien de l'évolution sociale. Quand on est mécontent, on se dit socialiste parce qu'on l'est instinctivement; quand on est encore plus mécontent on crie : Vive l'Anarchie! Et, les passions méridionales aidant, si l'on se trouve en face de provocations, l'on a recours à la violence.

Jetez les yeux sur les journaux espagnols, leur lecture est édifiante. Des feuilles même monarchiques ont assuré que les troubles de Xérès, les grèves de Bilbao et l'agitation de l'Andalousie n'ont pas eu d'autre cause que le manque de pain.

On ne dit pas assez quelle est la terrible situation des ouvriers agricoles, même lorsqu'ils ne chôment pas. L'ouvrier agricole ne reçoit souvent pour lui et sa famille que cinquante centimes par jour, une mesure d'huile de mauvaise qualité et du pain si dur que, présenté à plusieurs reprises comme preuve devant les tribunaux, ceux-ci ont dû punir les exploitants qui le donnaient comme salaire.

Tous, ouvriers de Barcelone, de Bilbao ou de Xérès, prisonniers et condamnés, ont été traités d'anarchistes :

La vérité, c'est qu'au delà des Pyrénées, l'anarchiste, tel qu'il est connu en France, n'existe qu'à l'état d'exception. La vérité est qu'on a sciemment accolé l'épithète frauduleuse d'anarchiste à toute une population d'ouvriers uniquement surexcités par les détestables conditions du travail et par une misère inexprimable.

Pas de pain! Pas de droits à l'existence! bref, la faim, la voila la grande coupable, la seule responsable de ces soulèvements ouvriers qui préparent la Révolution sociale,

Et l'homme qui a eu le triste courage d'assumer la responsabilité de l'exécution de Xérès est précisément celui qui, moins que tout autre, avait le droit de se montrer intraitable. Car la néfaste politique de M Assouas n'a-t-elle pas été la cause occasionnelle d'une recrudescence de la terrible crise économique qui sévit sur l'Espagne.

On s'est traîné aux genoux du premier ministre, on s'est traîné aux genoux de la Reine régente. On a voulu de sanglantes représailles. Eh bien! L'on en aura. La haine vengeresse va maintenant se répandre et se propager. Et à l'encontre des sorcières de Macbeth, que de femmes espagnoles ne pourraient déjà prophétiser et crier au fils de la reine : « Tu ne seras pas roi. »

ITALIE

Aujourd'hui tous les voiles sont déchirés : la triple ou quadruple alliance a été et reste dirigée moins contre la France révolutionnaire que contre les Républicains Italiens. D'intérêt purement dynastique, elle est pour la famille royale la garantie qu'elle ne sera pas chassée du Quirinal..... — Au nom de l'Humanité, soyons recon-

naissants aux patriotes révolutionnaires d'Italie de la grandeur des efforts qu'ils font contre les alliances monarchiques et pour la République Italienne, préface de la République Latine.

*
*
*

L'an dernier à Milan (la ville la plus socialiste d'Italie), cette année-ci à Palerme et à Gènes, Démocrates-Socialistes et Mazziniens, unis pour proclamer les droits des travailleurs et l'acheminement vers le « *self-government* du travail », ont jeté les bases d'une puissante machine de guerre, qui ne tardera pas à se signaler par de prochaines victoires politiques, grâce à la fédération des organisations ouvrières. Le mouvement socialiste grandit journellement et nous approchons du dénouement : La République sociale.

*
*
*

Le procès des Révolutionnaires. — Amilcare Cipriani a joué le premier rôle dans ce procès machiavéliquement retardé ; quoique, au dire de tout le monde, il se soit efforcé, le 1^{er} mai 1891, d'exercer une influence modératrice. — A côté de la physionomie si expressive de Cipriani, nous avons distingué, parmi les soixante deux accusés, l'anarchiste Palla, un peu violent celui-là, — le fougueux orateur Ettore Bardi, — l'ouvrier Cartonieri (un traître payé par la police) — les tribuns Gnochetti et Calcagno — puis la curieuse et sympathique figure de l'étudiant allemand Korner que la tuberculose emporte pièce par pièce et qui fait penser au type de Sigismond Burck de l'*Argent* de Zola.

Tout fut bizarre dans ce procès : la longue détention préventive des soixante-deux inculpés, l'arbitraire de l'instruction, le savant échafaudage des accusations, les calomnies du ministère public, l'odieuse partialité du tribunal, le procès continué hors la présence des accusés, le grotesque et déloyal autoritarisme des juges, la liberté de parole contestée aux avocats, sans parler de l'immense cage de fer, dans laquelle des sbires du moyen-âge ont eu la barbarie d'enfermer les accusés.

ÉTATS-UNIS

Deux grandes associations se partagent le monde des travailleurs, la Fédération du Travail, *American Federation of Labour*, et les chevaliers du Travail, *Knights of Labour*.

La Fédération du Travail. — Les organisations ouvrières qui font partie de la *Fédération of Labour* comptaient, en 1890-91, 675, 117 membres.

L'association la plus importante, celle des charpentiers et menuisiers, compte à elle seule presque 70,000 membres ; vient ensuite l'association des ouvriers des usines métallurgiques et aciéries avec 60,000 membres.

Neuf organisations ont plus de 20,000 membres ; quatorze de 10 à 20,000, etc. De même que dans la plupart des pays civilisés, les organisations les plus puissantes sont celles des charpentiers et me-

nuisiers, des ouvriers en métaux, des mineurs, ouvriers chape-liers, etc.

Les chevaliers du Travail. — Jusqu'ici, les puissantes organisations ouvrières des Etats-Unis étaient demeurées étrangères au mouvement socialiste. Préoccupés presque exclusivement des intérêts de leur corporation, leurs chefs cherchaient dans des compromissions peu honnêtes avec les partis bourgeois les moyens et l'influence nécessaires pour en avancer les affaires ; maintenant, l'expérience pourrait les avoir convaincus, qu'en suivant une pareille tactique, l'émancipation des travailleurs n'aurait jamais été obtenue, et que le capitalisme aurait de plus en plus exploité les prolétaires, et qu'il fallait désormais se placer carrément sur le terrain de la lutte des classes et combattre résolument et toujours les partis bourgeois, quel qu'en soit le nom, pour délivrer la classe ouvrière de l'oppression séculaire dans laquelle elle gémit, et pour qu'elle puisse un jour arriver à la conquête des pouvoirs politiques, le seul moyen de hâter l'avènement du socialisme et d'en assurer le succès en leur donnant une sanction légale.

Voici, en effet, de quelle manière s'exprimait M. Powderdy, le président de la fédération des Chevaliers du travail, l'association ouvrière la plus puissante des Etats-Unis, dans un meeting tenu récemment à Broothlyn, en vue d'établir le nouveau programme :

« Les chevaliers du travail réclament la socialisation des mines, chemins de fer, télégraphes, téléphones, etc., pour être exploités, non dans l'intérêt des particuliers, mais dans l'intérêt général. On dira que je suis socialiste, et je ne m'en dédis pas. La grande majorité de la population des Etats-Unis se prononce de plus en plus pour un régime meilleur que celui aujourd'hui en vigueur ; cette nouvelle organisation ne peut être que le socialisme. »

SÉRIE DE FAITS

La grève sanglante d'Homestead. — Les détails de cette grève épique sont trop connus pour que nous en surchargions encore ce trop long mouvement social. Nous en tirerons simplement cette conclusion que le jour où tous les ouvriers seront aussi unis, aussi décidés que les grévistes d'Homestead, point ne sera besoin de répandre le sang des policiers. Personne ne tentera la lutte. Tous les bourgeois et leurs domestiques feront spontanément leur soumission. Il suffira au prolétariat de dire : Que la Révolution soit ! Et la Révolution sera faite.

Les huit heures. — Le Président de la République des Etats-Unis a enfin signé la loi limitant à 8 heures le travail journalier des mineurs et des ouvriers à la solde de l'État.

Les travailleurs agricoles. — D'après un rapport publié par le ministère de l'agriculture des Etats-Unis les salaires mensuels des travailleurs agricoles sont aujourd'hui les suivants, en dollars (le dollar vaut fr. 5,25) : Etats de l'Est, 26,46, du centre, 23,33, du sud, 14,86 ; Etats de l'Ouest, 23,61 ; la Montagne, 32,16, le Pacifique, 36,15.

La moyenne mensuelle des salaires ressort ainsi à 18,60 dollars, c'est-à-dire 8,07 moins qu'en 1860 où elle a été la plus élevée, et 2,60 plus qu'en 1879 où elle a été la plus faible.

Dans la période 1840-1865 les salaires ont plus que doublé, mais depuis cette dernière année on les a vus baisser de 30 0/0 environ, d'ailleurs pendant la dite période les travailleurs agricoles étaient presque toujours occupés, tandis qu'il n'en est plus ainsi de nos jours, de sorte que, si on tient compte de cette circonstance, on verra que leurs salaires sont aujourd'hui au-dessous de ceux payés en 1840.

Quelques chiffres. — Nous trouvons dans le rapport annuel publié par le bureau de statistique de Washington, quelques données intéressantes.

La journée de huit heures a été votée par 499 organisations et rejetée par 24 seulement.

Sur les 6,258 grèves éclatées dans la dernière année, 5,433 ont été arrangées à l'amiable, et 464 sont tombées d'elles-mêmes. Par suite de grèves les salaires ont augmenté dans 1,941 établissements, tandis que dans 2,058 on obtint une réduction de la durée de travail.

Les pertes causées par les grèves se montent à 481,524 dollars pour les patrons, et à 1,389,164 dollars pour les ouvriers. Sur le total des grèves, 5,566 ont abouti complètement, 164 en partie seulement, tandis que 465 ont été un insuccès pour les travailleurs ; l'issue de 58 est inconnue. Le nombre des ouvriers qui ont pris part aux grèves a été de 93,984.

Un secrétariat ouvrier du Travail. — C'est seulement cet été que s'est tenue la première conférence des représentants des diverses organisations ouvrières et socialistes des Etats-Unis, en vue de la constitution d'un Secrétariat national du Travail, conformément à la décision du Congrès international de Bruxelles.

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Le premier congrès Ouvrier. — Parmi les opérations importantes qui furent traitées dans ces réunions, où les délégués de plusieurs associations internationales ont pris la parole, nous citerons : 1^o l'organisation des travailleurs agricoles. — 2^o les grèves. — 3^o la statistique ouvrière.

D'autre part *El Obrero*, organe du Parti ouvrier à Buenos-Ayres, nous apprend que le Congrès a adopté l'envoi d'une pétition aux pouvoirs publics pour la réduction de la journée de travail à huit heures.

Une réflexion du même journal : « La corruption de la bourgeoisie dans notre pays est tellement enracinée que pour la guérir il faudrait le remède héroïque d'une révolution comme le 10 août 1792 de Paris. »

BRÉSIL

D'après le docteur Antonio Lanzoni, ex-directeur de la *Fevista italiana del Socialismo*, actuellement au Brésil, — les masses ou-

rières du Brésil, jusqu'à présent éloignées du mouvement politique du pays, commencent à s'éveiller, à se compter, à s'organiser.

Le développement de l'industrie, l'accroissement du prix des objets de première nécessité et des logements (pendant que les taux des salaires restent stationnaires) la concurrence des ouvriers étrangers introduits gratuitement par le gouvernement sont les causes les plus puissantes de la naissance du mouvement socialiste. — Ajoutez à cela la révolution politique qui vient de s'accomplir et les revirements qu'elle a introduits dans les esprits, le levain qu'elle a infiltré dans la société brésilienne, levain qui est puissamment fécondé par les livres et journaux européens. — Aussi le Brésil va-t-il déjà avoir, avec la collaboration de Benoit Malon, un journal socialiste, non pas un petit hebdomadaire, mais un grand journal quotidien, je dis bien quotidien, *Operaio*. Ce journal de lutte sociale fera une large part à l'exposition doctrinaire du Socialisme encore imparfaitement connu dans le Brésil.

AUSTRALIE

Un gouvernement culbuté. — Bien que ce fait se soit passé en 1891 nous croyons bon de le signaler, à cause de l'enseignement qui s'en dégage. Le cabinet présidé par sir Henri Parkes a été renversé parce qu'il avait repoussé l'introduction dans une loi sur le travail des mines d'une clause établissant le travail de 8 heures. Le vote hostile s'est ainsi produit : Les députés socialistes avaient réussi à faire passer un amendement fixant la journée *maxima* de travail à 8 heures. Un député ministériel a proposé l'ajournement de la discussion pour que l'assemblée pût revenir sur ce vote. Cette proposition fut appuyée par le gouvernement, mais une majorité composée de socialistes et de radicaux la rejeta par 49 voix contre 41. C'est la première fois qu'un vote socialiste a jeté un gouvernement par terre, et cela grâce à l'habitude des parlementaires socialistes d'Australie. En tous pays la meilleure tactique pour les députés socialistes n'est-elle pas avant tout d'être entièrement indépendants et des conservateurs et des progressistes ? n'est-ce pas le seul moyen d'obtenir des réformes des deux partis, et finalement de les détruire ?

Les conditions du travail. — Le personnel des chemins de fer, à quelques exceptions près, a la journée de huit heures : la durée la plus longue du travail hebdomadaire ne dépasse pas 55 heures. Dans les mines d'argent on ne travaille que huit heures par jour ; dans les mines d'or le travail ne dure pas au delà de 44 heures par semaine. Dans la Tasmanie ainsi que dans les colonies Victoria et de la Nouvelle Galles du Sud, la journée de huit heures est appliquée partout ; même les cuisinières, les cochers et les domestiques ne travaillent pas plus de huit heures par jour.

Quant aux salaires, les ouvriers en métaux et dans le bâtiment gagnent 15 francs par jour en moyenne ; les ouvriers de l'horlogerie et de la bijouterie gagnent 500 francs par mois. On trouve les salaires les plus bas dans l'industrie textile ; ils ne touchent que 62 fr. 50 par semaine, tandis que leur travail hebdomadaire est de 60 heures.

En terminant cette imparfaite revue du mouvement socialiste international que l'on nous permette une courte dernière réflexion qui sera sans doute aussi venue à l'esprit du lecteur : Triomphe prochain de la marée populaire qui, brisant toutes les digues élevées par la Religion et la Propriété, monte toujours, portant ses flots silencieux comme sur ses vagues irritées le Socialisme libérateur : voici l'avenir.

ADRIEN VEBER

LES FILS DE DON QUICHOTTE

... Est-il mort tout entier, le brave hidalgo ? Non certes ; il a laissé une lignée authentique et immortelle. Les armes ne sont plus les mêmes, les ennemis non plus ; l'inspiration de ce grand cœur est restée parmi nous. Vous rappelez-vous cette première chevauchée de don Quichotte avec Sancho dans la plaine de Montiel ? « Il était fort grand matin, et les rayons du soleil ne les gênaient pas encore. » Combien j'en ai connu de ces vaillants qui portaient eux aussi, un beau matin, armés de pied en cap pour la bataille de la vie, bien résolus à servir en toute rencontre le bon droit, l'honneur, toutes les belles causes et les nobles amours ! C'était l'aube de la vie qui se levait pour eux, la riante et la fraîche jeunesse. Sortis à peine de leur premier rêve, ils allaient l'âme intrépide, animant la solitude d'illusions divines, éveillant l'écho par leurs chansons naïves, aspirant l'air des hauts sommets, appelant les périls inconnus, déliant les géants, provoquant les oppresseurs, s'emparant du monde par la pensée, mais pour le sauver, pour l'affranchir de cette double servitude, l'ignorance et la misère.

Ah ! les chevaliers de l'idéal, noble race ! mais avec quels rudes adversaires ils ont à se mesurer de nos jours, l'Intérêt, l'Envie, l'Esprit positif ! C'est bien autre chose que les géants et les enchanteurs d'autrefois. Et de tous les points de l'horizon, les ennemis arrivent ; leurs légions se pressent ; c'est une multitude.

Ce ne sont plus les coups de lance et d'épée, les blessures du fer qui meurtrissent et déchirent le chevalier errant ; ce sont les railleries, les huées qui l'accablent, c'est la ruse plus meurtrière que la violence.

Pour la plupart, la chevauchée n'est pas longue ; les pauvres chevaliers rentrent au logis éclopés, tirant de l'aile. Plusieurs reviennent si durement maltraités qu'ils se surprennent à maudire leur sotte équipée et se jurent bien de laisser à l'avenir le monde aller son train et se gouverner à sa guise. — D'autres, faut-il l'avouer ? âmes légères, déguisées à elles-mêmes par l'enthousiasme frivole d'un instant, prennent en dégoût leur court accès d'héroïsme et passent avec armes et bagages dans le camp ennemi. — Quelques-uns (mais comme ils sont rares !) s'obstinent à garder comme leur plus beau titre de noblesse cette folie de l'idéal dont le monde affecte de rire, quand il ne l'écrase pas. Ils ne veulent pas en guérir, et ils ont raison.

Ceux-là seuls étaient marqués pour les grandes entreprises ; ils réussiront demain ; ils vaincront à leur tour, parce qu'ils n'ont pas désespéré de leur glorieuse chimère. Ce sont les élus de l'art, de la science, de la charité, de l'héroïsme ; ce sont les seuls dont les hommes garderont les noms et qui représenteront un siècle devant l'histoire. Ils ont eu la vraie vie ; celle de l'esprit ; ils ne la perdront pas.

E. CARO.

Le Triomphe de l'Ordre.

La magnifique gravure originale que nous donnons dans l'almanach et qui a pour titre : *Episode de la semaine sanglante* n'est qu'un tout petit coin du magnifique tableau de notre ami Pichio dont nous parlions en ces termes dans notre Almanach de 1892 :

On sait que, seul parmi tous les artistes, il osa stigmatiser les massacreurs de mai 1871 dans son admirable tableau le *Triomphe de l'ordre*, représentant les derniers massacres au pied du mur du Père-Lachaise où les socialistes vont chaque année raviver leurs haines et échanger leurs espoirs.

Un détail historique ignoré à propos du fameux tableau : le *Triomphe de l'ordre* : En 1873, alors que la France tremblait de la sanglante répression, au moment où l'affreux gredin nommé Thiers était à l'apogée de sa puissance, Pichio venait de terminer son œuvre. Il en fit exécuter une reproduction et l'envoya à Thiers avec cette dédicace significative : *L'auteur du tableau à l'auteur du massacre*.

Nous reproduisons ici une lettre de notre regretté poète Eugène Pottier qui jugea le tableau mieux que nous ne pouvons le faire nous-mêmes.

Paris, 4 juin 1885.

Cher citoyen Argyriadès,

.....A propos de la semaine sanglante, j'ai été revoir hier le sublime tableau d'Ernest Pichio, sur le massacre du Père-Lachaise. Avez-vous vu cela ? Si vous ne l'avez pas vu, il faut le voir, le tableau est vendu pour l'Amérique ; c'est quelque chose de magnifique, d'émouvant, de grandiose, de terrible, de dramatique, dont il faut parler dans votre revue et qu'il faut voir, parce que cela vaul toutes les apothéoses d'Hugo. C'est une page dantesque qui vous fait rêver. Lisez à ce sujet mon sonnet le *Triomphe de l'ordre*, et voyez ce tableau.

EUGÈNE POTTIER

Le citoyen Pichio a fait une magnifique gravure reproduisant son immortel tableau. Cette gravure exécutée de main de maître se vend au prix de 20 fr. chez l'auteur 1, rue du Figuier à Paris.

Nous la recommandons à tous nos amis.

Voici le sonnet dont parle le poète :

Le Triomphe de l'Ordre

à Ernest Pichio.

Némésis secoua le peintre frémissant,
Il eut de l'abattoir la vision sublime,
Ramassa la cervelle et le caillot de sang
Et des tons du massacre il chargea sa palette.

Sous sa brosse, on revit les canons vomissant ;
La cigarette aux doigts, le meurtre en épaulette,
Les croix, le mur sinistre et le talus glissant,
Et les martyrs sur qui l'avenir se reflète.

Le *Triomphe de l'Ordre* ! O travailleurs, voyez !
Resterez-vous ainsi mutilés, foudroyés ;
Sentez-vous pas en vous courir Quatre-vingt-treize ?

Cadavres, par les trous qu'ont fait les bisciaïens
Dans vos chairs, vous criez : Aux armes, citoyens !
La mort à plein fossé chante la Marseillaise !

31 décembre 1880.

BIBLIOGRAPHIE

Livres et Brochures reçus par la *Question Sociale*

DANS LE COURANT DE L'ANNÉE 1892.

Ministère et Mélinite, par MM. Hamon et Bachot.

Liminaires par Paul Redonnel
Propagande et mouvement social, brochure par Musoiu de Bucarest.

Socialisme utopique et socialisme scientifique, traduction roumaine par Musoiu

La question des travailleurs et des femmes d'aujourd'hui, brochure de Clara Zetkine traduite par Sophie Nadejde en langue roumaine.

L'Evolution de la Propriété de Lafargue traduite en langue roumaine par Vera

L'organisation ouvrière et les chevaliers du Travail par Jules des Essarts.

L'organisation ouvrière et le Socialisme clérical, du même auteur.

Suffrage universel et Bourgeoisie, du même *Suffrage universel et commerçants*, du même *Requisitoires de l'II^e de France, 1600-1892*.

Adultères royaux par Martial d'Estoc.

Socialisme intégral (2^e partie). B. Malon.

Dépopulation et repeuplement de la France par G. Diamandy.

Les Evangiles de la Messe annotés par Edmond Groult.

Les dix commandements de la classe possédante (D e Zehn Gebote und die besitzende Klasse) en allemand par

Adolf Hoffmann.

Gli anarchici sono malfattori ? brochure défense de Cipriani par Vittorio Lollini, avocat.

Babeuf et le Babouvisme par V. Advielle.
L'enseignement professionnel du menuisier par Léon Jamin.

Essai de constitution morale et sociale brochure publiée par le groupe d'études sociales du Havre.

La Marianne chanson de O. Souètre.
Organisation Républicaine par Ch. l'oyssset.

La conversion d'André Savenay par Georges Renard.

Euvres diverses de G. Tridon, ancien membre de la commune de Paris.

Conditions du travail, lettre ouverte au pape Léon XIII par Henry Georges.

Associations professionnelles d'artisans et ouvriers en Belgique par Emile Vandervelde.

La société Collectiviste, par Henri Brissac.

M^{lle} Rondeculr Henri Bossanne.

Qu'est-ce que l'anarchie par Sch. Janovsky.

Les erreurs de la démocratie socialiste en Allemagne.

The socialist labor Party.

Précis élémentaire de Droit constitutionnel par Louis Martin, avocat.
La lutte des Sexes, Désiré Descamps.
L'Avocat du locataire par M^e Philéas.
Guillaume II, son peuple et son armée à la fin 1891 par le baron Heckedorn.
L'Internationale économique ; libre-échange ou protection par M. D.-B.
Testamento politico de Garibaldi par E. Croce.
Projet d'organisation d'un asile-hôtel enseignant par Chappaz.
Projet d'organisation d'asiles-hôtels pour tous les corps de métiers, du même.
La Propriété devant le droit par Joleaud Barral.
Guides des Postes, Télégraphes et Téléphones par Paul Artigues.
Le Mur, Mars-Avril, 1871 par Maurice Montaigut.
Guerre à la guerre. — Les petits plaideurs contre la guerre. — Correspondance cosmopolite par Ed. et Eugénie Potonié-Pierre.
La conquête du pain par Pierre Kropotkine.
Stabilité des constructions en fer et en acier, et calcul de leurs dimension par J.-J. Weyrauch.
La Bohème tragique par Noël Amaudry.
Die moderne Sphinx par Alexandre Beer.
O Socialismo na Europa par Magalhães Lima.
Les différents courants de la Démocratie socialiste allemande par F. Domela Nieuwenhuis.
L'Anarchie littéraire par Anatole Baju.
L'Alsace Lorraine vingt ans après par Maurice Charmay.
Le faux et le vrai socialisme par P. Verdad, élucubration cléricale.
Lit de Cabot par Henry Kistemæckers, fils.
Les petits martyrs, par Georges Berry.
La Paix pour la vie par Emile Saint-Lanne et Henri Ner.
Les grands fiefs modernes, le monopole du gaz, A. Serf.

Les crimes de la Misère, Désiré Descamps.
L'Évolution Religieuse, Ch. Letourneau.
Anarchistes, John Henry Mackay.
Auguste Comte par R. P. Gruber.
Les chants du divorce, Henry Nér.
El Evangelio del Hombre, par Ubaldo Romero Quinones.
La Constituante et le Régime représentatif par Guillaume de Greef.
Die Moderne Sphinx par Alexandre Beer.
Der Klassenkampf in der deutschen Sozialdemokratie par Hans Mueller.
Bedeutung des Cleaving par Karl Scheimpflug.
Nucher im modernen Geldwesen und Geldverkehr par le même.
Sozialpolitisches Handbuch par Dr H. Lux.
Lichtstrahlen Heft, 24.
Manifestul Communist, St Chestiea Evreeasca.
Echos de notre système planétaire.
Nécessité et bases d'une entente, par S. Merlino.
La paix dans l'usine par la participation, par J. Boivin.
Le Chant du soldat, O. Souètre.
La classe ouvrière devant le socialisme.
Les Ravachols de la loi, par Auguste Dumont.
Balsac Socialiste, par Robert Bernier.
Quelques idées philosophiques, en réponse au manifeste des archevêques.
What's to be done ? par Andreas Scheu.
L'idéal Social.
La Communauté universelle ou le socialisme rationnel avec plan pour le réaliser.
Journalistes et policiers, par Désiré Descamps 40 c.
Le suffrage universel, par Désiré Descamps 10 c.
Les étaps de l'avenir de l'humanité, par Désiré Descamps 15 c.
La Réduction de la journée de travail, par Désiré Descamps 15 c.
La lutte des Sexes, par D. Descamps 30c.
Les Crimes de la Misère, par Désiré Descamps 55 c.

LISTE GÉNÉRALE

DES

JOURNAUX SOCIALISTES DU MONDE ENTIER

FRANCE
Revue Socialiste, 8, rue des Martyrs, Paris, mensuelle, socialiste collectiviste, 6^e année. Dir., Benoit Malon. Abonn. 18 fr. pour la France et 20 fr. pour l'étranger.

La Question Sociale, 5, boul. Saint-Michel, Paris, bi-mensuelle socialiste. Dir., P. Argyriadès. abonnement annuel, 5 fr.
Le Parti Socialiste, 49, Rue de Rivoli, Paris.

Le Socialiste, hebdom., Paris.
La Révolte, 140, rue Mouffetard.
Le Parti Ouvrier, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, socialiste.
 Dir., J. Allemane. Abonn. 12 fr.
Le Proletaire, 49, r. de l'Arbre-Sec.
La Marseillaise, 16, rue, du Croissant, quot. republ. social.
La Citoyenne, 107, r. du Mont-Cenis. Paris, Journal de la revendication du suffrage des femmes, Dir. Mme Maria Martin.
Le Père Peinard, 120, r. Lafayette, Paris, communiste anarchiste, hebdom., écrit en langue verte (argot parisien). Abonn. 6 fr. par an. Nous recommandons ce journal à M Larchey, qui y trouvera plus d'un mot pour son dictionnaire.
L'Autonomie, 27, r. de la Procession, Paris, socialiste libre-penseur, hebdom. Dir., A. de Okecki. Ab. 5 fr Paris, 6 fr. départements.
L'Esprit de la Femme, 51, r. Saint Sauveur, Paris.
La Revue Européenne, 64, rue de Turenne, Paris, socialiste.
Bulletin de l'Union universelle des Femmes, 9, rue Gager-Gabillot Paris. Dir., Mme Maria Cheliga-Loëvy.
Les Réformes, 174, rue Faubourg-Saint-Denis, mensuel, Paris.
Le Droit des Femmes, 4, rue des Deux-Gares, Paris, paraissant tous les deux mois.
Le Peuple, 1, rue Mazarin à Lyon.
La Voix des Travailleurs, 24, rue du Jardin-National, à Albi, socialiste, hebdom. Abonn. 3 f. 50.
La Voix du Peuple du Var, à Toulon, socialiste hebdomadaire.
La Question Sociale, 4, rue La Boétie, Bordeaux, collectiviste, hebdom. Abonn. 1 fr. pour dix numéros.
L'idée Ouvrière, Roubaix, révolutionnaire.
Tire-Pied, 17, r. Hérès, Nancy. Tribune libre, organe des travailleurs et des revendications sociales. Abonn. 3 fr.
Le Tocsin, rue Saint-Antoine, à Commeny (Allier).
Le Travailleur Algérien, à Alger.
Le Radical Algérien, à Alger.
La Revue Algérienne, à Alger.
Le Tocsin, r. de la Kasbah, Alger.
La République sociale, 8, place Voltaire Narbonne, collectiviste.
La Défense des Travailleurs, à Fourmies.
Le Réveil Social, organe de concentration radicale et ouvrière socialiste à Rouen.

Le Devoir, à Guise (Aisne), revue des questions sociales.
Bulletin mensuel de la Fédération nationale des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France, 16, rue Sullivan, Bordeaux.
L'Emancipateur, rue de Gonzague, à Charleville, heb.
La République sociale, 50, rue de la Monnaie, Troyes.
L'ouvrier corse, 9, rue Fesch, Ajaccio, hebdomadaire.
La République de l'arrondissement, Saint-Claude (Jura).
L'ouvrier syndiqué, Bourse du Travail, Marseille.
La Voix de l'ouvrier, Bourse du Travail, Nîmes.
Le Progrès des Cuisiniers, Bourse du Travail, Paris.
Bulletin officiel de la Bourse du Travail, Paris.
Le Réveil des Mineurs, place Marengo, Saint-Etienne.
L'Emancipation des Deux-Charentes, 41, rue de la Loire, Angoulême.
Le Progrès, route Nationale, à Souillac (Lot), heb.
Le Travailleur, 21, Place Saint-Croix, à Cholet (Maine-et-Loire), heb.
L'Atelier, 5, rue des Poissonnaux, à Lille, (Nord), heb.
Le coup de Feu, à Montdidier (Somme), mensuel.
La vraie République, 31, rue Autran, Châtellerault (Vienne).
Le Travailleur, à Epinal (Vosges), heb.
La Fraternité, rue Saint-Amand, à Auch.
La Revue Sociale, à Dijon.
L'avant-Garde, à Toulouse, 20, rue de la Colombe.
Roubaix Socialiste, à Roubaix.
L'Eclairer de la Vienne, 8, rue Colbert, à Châtellerault.
Eclairer de l'Ouest, à Nantes.

ALLEMAGNE

Allenbourg : *Der Wähler*, Brudergasse, 2 (hebdom.)
 Bant : *Die Nord-Wacht*, Adolfstrasse, 1 (hebdom.)
 Norddeutsches Volksblatt, Adolfstrasse, 1 (3 fois par semaine).
 Berlin : *Vorwärts*, Beuthstrasse, 2, S. W. (quotid.)
 Volksblatt für Tellow, etc, Elisabeth-Ufer, 55 — 3 f. par semaine.
 Berliner Volkstribune, Elisabeth-Ufer 55 — hebdom.
 Sozialpolitische Centralblatt, Verlagsbuchhandlung, S. W. 48.
 Der Socialiste.
 Die Jugend, Elisabeth-Ufer, 55 — toutes les six semaines.

- Bielefeld** : *Volkswacht*, Obernthorwall, 23 — quotid.
- Brandenburg** : *Volksblatt für Ostund Westhavelland*, S' Annenstrasse, 33 — quotid.
- Brême** : *bremer Bürger Zeitung*, Martinistrasse, 44 — quotid.
- Breslau** : *Schlesische Volkswacht*, Weissgerbergasse, 64 — quotid.
- Schlesische Nachrichten*, Weissgerbergasse, 64 — hebdom.
- Brunswick** : *Braunschweigische Volksfreund*, Kannegiesserstrass — quotid.
- Der Landbote*, Kannegiesserstrasse, 13 — hebdom.
- Burgstädt** : *Die Volkstimme*, Augustusstrasse — 3 fois par semaine.
- Cassel** : *Volksblatt für Hessen*, Schaefergasse, 26 — 3 fois par semaine.
- Chemnitz** : *Die Presse*, Gartenstrasse, 16 — quotid.
- Cöthen** : *Volksblatt für Anhalt*, Madgebourg, Schmiedehofstrasse, 5/6 — quotid.
- Cologne** : *Köln-Arbeiter-Zeitung*, Thieboldgasse, 66 — bi-hebdom.
- Crefeld** : *Niederrheinische Volkstribüne*, Grabenstrasse 58 — bi-heb.
- Darmstadt** : *Hessische Volkstimme*, Schirmgasse, 16 — quotid.
- Dortmund** : *Westfälische Freie Presse*, Lindenstrasse, 25 — quotid.
- Volkstimme*, Gelsenkirchen, Friedrichstrasse 47 — 3 f. par semaine.
- Dresde** : *Sächsische Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — quotid.
- Mitteldeutsche Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — hebdom.
- Oberlansitzer Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — hebdom.
- Berlin S. O.** : *Lichtstrahlen*, Belle-Alliancestrasse — bi-mens.
- Düsseldorf** : *Düsseldorfer Arbeiter-Zeitung*, Neustrasse, 49 — 3 fois par semaine.
- Elberfeld** : *Freie Presse*, Kleine Klotzbahn, 10 — quotid.
- Erfurt** : *Thüringer Tribune*, Gartens-
trasse, 7 — 3 f. par semaine.
- Frankfort-s/M.** : *Frankfurter Volks-
stimme*, Meinstrasse, 15 — quotid.
- Frankfort-a/O.** : *Märkische Volks-
stimme*, Junkerstrasse, 13 — 3 f. par
semaine.
- Fürth** : *Fürther Bürger-Zeitung*
— quotid.
- Geestemünde** : *Norddeutsche Volks-
stimme*, Schulzstrasse, 16, — 3 fois
par semaine.
- Gelsenkirchen** : *Gelsenkirchner Arbei-
terzeitung*, Friedrichstrasse, 47 — 3
fois par semaine.
- Gera** : *Reussische Tribune*, Kurre-
strasse, 16 — 2 fois par semaine.
- Gotha** : *Gothaisches Volksblatt*, Kinsle-
berstrasse, 11 — 3 f. p. s.
- Hagen** : *Hagener Arbeiter-Zeitung*,
Gelsenkirchen, Friedrichstrasse 47
— 3 fois par semaine.
- Halberstadt** : *Sonntagszeitung*, Gru-
denberg, 3 — hebdom.
- Halle-a/S.** : *Volksblatt für Halle*,
Bölbergasse — quotid.
- Hambourg** : *Hamburger Echo*, Grosse-
Theaterstrasse, 44 — quot.
- Der Gesellschafter*, Grosse Theater-
trasse, 44 — hebdom. et illustré.
- Hanau** : *Hanauer Volkszeitung*, Langs-
trasse, 40 — quotid.
- Hanovre** : *Volkswille*, Marktstrasse,
45 — quotid.
- Iserlohn** : *Märkische Arbeiter-Zeitung*,
Grabenstrasse, 56 — 3 fois par
semaine.
- Lang-nbi-lau** : *Der Proletarier aus
dem Entlegebirge* — 2 f. p. s.
- Leipzig** : *Der Wähler*, Dörrienstrasse,
9 — quotid.
- Magdebourg** : *Volkstimme*, Schmie-
dehofstrasse, 5/6 — quotid.
- Mannheim** : *Volkstimme*, T. 3 b 4 —
quotid.
- May-nce** : *Mainzer Volkszeitung*, Deuts-
chausgasschen, 1 — quot.
- Mulhouse** : *Elsass-Eothringische Volks-
zeitung*, Bourgasse — 3 fois par
semaine.
- Munich** : *Münchener Post*, Senefel-
derstrasse, 4. 1 — quotid.
- Arbeiter-Zeitung*, Senefelderstrasse 4,
1. — hebdom.
- Süddeutscher Postillon*, Senefelder-
strasse, 4. 1. — mens., humorist.
- Nordhausen** : *Nordhäuser Volksblatt*,
Altendorferstrasse, 16 — bi-hebdom.
- Nuremberg** : *Fränkische Tagespost*,
Weizenstrasse, 12 — quotid.
- Arbeiter-Chronik*, Weizenstrasse, 12 —
hebdom.
- Bayrische Wochenblatt*, Weizenstrasse,
12 — hebdom.
- Offenbach** : *Offenbacher Abendblatt*,
Frankfurterstrasse, 36 — quotid.
- Offenbourg-l/B.** : *Volksfreund*, Metz-
gerstrasse, 268 — 3 f. p. sem.
- Ottensen** : *Norddeutsche Volkszeitung*,
gr. Rainstrasse, 23 — 3 fois par
semaine.
- Plauen-i.-V.** : *Vogtländisches Volks-
blatt*, Fürstenstrasse, 32 — 3 fois
par semaine.
- Riesa** : *Der Volksfreund*, Albert-platz,
6 — 3 fois par semaine.
- Rudolfstadt** : *Thüringer Volksblatt*,
Untere Marktstr. 35 — bi-heb l.
- Saalfeld** : *Saalfelder Volksblatt*, Rosma-
rinstrasse, 15 — 3 f. p. s.
- Solingen** : *Bergische Arbeiterstimme*,
Kaiserstrasse, 29 — 3 fois par se-
maine.
- Sonnenberg** : *Thüringer Volksfreund*,
Köhlerhof — bi-heb.

Stendal : *Allmærk. Sozialdemokrat*,
Schönebeckerstr. 16 — bi-mens.
Stettin : *Stettiner Volksbote*, — 3 fois
par semaine.
Stralsund : *Stralsunder Volkstimme*,
— 3 fois par semaine.
Stuttgart : *Schwæbische Tagwacht*,
Furthbachstrasse, 12 — quotid.
Der wahre Jacob, Furthbachstrasse 12
— bi-mens., humorist.
Die Neue Zeit, Furthbachstrasse, 12 —
hebd., revue scientifique.
Wilkau : *Allgemeine Anzeiger*, Kirch-
bergerstrasse, 139 — 3 fois par
semaine.
Zwittz : *Der Volksbote*, Neumarkt, 38 —
3 fois par semaine.
Glückauf, Neumarkt, 38 — hebdom.

ITALIE

Il Muratore, Milan, collectiviste.
L'Emancipazione, Rome républicain
socialiste.
L'Avvenire, Novare
Tribuna dell' Operaio, Tipografia la
Popolare à Prato — Toscana — so-
cialiste hebdom.
Il fascio ferroviario, alla sede del Fascio
à Gènes.
L'Ecco del popolo, Léonida Bissolati à
Cremona (Italie).
La Lotta, via Torri, 16, à Forlì, direc-
teur : Baldacci, avocat.
La Plebe, à Terni.
Il socialismo popolare, Calle della Testa
6125 à Venise (Italie), mensuel, so-
cialiste illustré.
L'Italia del popolo, corso Vitt. Em. n°
15, Milan, démocratique.
La Rivendicazione, Forlì (Romagne).
La Riscossa, via dei Vespri, 28, Tra-
pani (Sicile).
Il Riscatto, Messine (Sicile).
L'Operaio, Reggio (Calabre).
L'Ottantanove, Venise.
Spartacus, Gènes.
Farilla, Mantoue.
Avanti, Palerme, anarchiste.
Il sole dell' avvenire, Ravenne.
L'Amico del Popolo, 24, via Cavalleria,
Bologne.
Ferruccio, corso Garibaldi, 288, Reggio
(Calabre).
La Giustizia, à Reggio-Emilio, collec-
tivist.
La Campana, Macerata, anarchiste.
Il Lavoratore Comasco, à Come.
Il Tipografo, à Milan, ouvrier.
La Tipografia Milanese, à Milan.
Le XX^e Siecle, socialiste.
L'Unione, à Catania.
Il Panattiere, à Turin, ouvrier.
La Riscossa, à Trapani.
Mefistofele, à Benevento.
Il Calzolaio, à Milan.
Secolo, à Milan, démocratique.
La Critica sociale, à Milan, revue.

HOLLANDE

Recht voor Allen, Roggeveenstraat, 54
St-Gravenhage La Haye; D' Domela
Nieuwenhuis, organe du parti dé-
mocratique social.
De Klok, Wollega en Frise.
Friese Volksblad, Leeuwarden.
Radical Weekblad, à Amsterdam.
Licht en Waarheid, à Middelburg.
Seingerer, à La Haye.
De Sigarenmaker, à La Haye.
Volksvriend, à Zwolle.
Recht door Zee, à Hengels.
Volkstribunn, à Maastricht.
Volkszaak, à Winscholen.
Kalk en Steenwerker, à Amsterdam.
De Backersgezels, à Amsterdam.
Diamantwerker, —

AUTRICHE

Arbeiter Zeitung, VI, Gumpendorfers-
trasse, 60, Vienne.
Backer Zeitung, 9, Rochgasse, Vienne.
Volkspreste, VII, Kaiserstrasse, 117,
Vienne.
Glühlichter, I, Am Bergel, 1, Vienne.
Volksfreund, *Arbeiterstimme*, Rownort,
Brünn.
Heslo Myslikova, ul c. 12, Soriolny De-
mokrat; *Freigeist*, Reichenberg,
Prague.
Ilas Lydu, Prossnitz.
Der Textilarbeiter, Reichenberg, Bo-
hème.
Rasple, *Odborny list delnictva textilniho*,
Cervanky, à Brünn.
Nazdar Rakousky Kovodělnick, *Bic*, *Fruh-
larske listy*, *Pekar*, *Obuvnik*, *Casopis
stavebního delnictva*, à Prague,
Delnické Listy, à Vienne.
Odborny list Krejci, à Prossnitz.

SUISSE

La Journée de huit heures, Spalenvors-
tadt, 3, à Bâle, collectiviste. Abonn.
5 fr. pour la Suisse, 6 fr. 25 pour la
France, 5 m. pour l'Allemagne, 5
sh pour l'Angleterre.
Arbeiterstimme, à Zurich très avancé.
Basler Arbeiterfreund, à Bâle.
Grütli, à Zurich.
Grütli, à la Chaux-de-Fonds.
Grütli, à Lausanne.
Obscheje Delo, 3, rue des Alpes, Genève.
L'Aurore, 15, chemin Dancet, Genève.
Schweizerische Sozial Demokrat, à Berne.
Stadlanzeiger, à Saint-Gall.
Typographia, à Berne.
Gutenberg, à Lausanne.
Uhrenarbeiter, à Bienne.
Secretariat ouvrier suisse, à Zurich.

BELGIQUE

La Société Nouvelle, 18, r. d'Edimbourg,
Bruxelles.
Le Peuple, rue du Persil, Bruxelles.

De Opstand, 7, Waaistraat, Liège.
Vooruit, Gand, collectiviste.
De Werker, 146, Diedestraat, Anvers.
La Raison, 33, rue des Poissonniers, Bruxelles.
La Philosophie de l'Avenir, 7, rue Marie-Thérèse, Bruxelles.
L'Avenir, revue populaire hebdom., Liège.
Les Coopérateurs Belges, Bruxelles, organe mens. de la coopération.
Het Volksrecht, Gand hebdomadaire.
Het Diamantwerk, Anvers, professionnel bi-mensuel.
L'étudiant Socialiste, Bruxelles, revue bi-mensuelle.
Le Conscrit et Le Loteling, Bruxelles, journaux contre l'impôt du sang.

ANGLETERRE

Freedom, Canal street, Merrow street, Walworth, Londres S. E., anarchiste.
The Workers' Friend, 40, Berner st., Commercial Road Londres E., anarchiste, écrit en langue hébraïque.
The Herald of Anarchy, Londres.
The Worker's Cry, 33-36, Impérial Bridting, Londres.
The Trades Unionist, rédacteur Tom Mann, Londres.
Die Autonomie, 96, Wardour street, Soho square, Londres W., anarchiste.
Figoro's Chronik, 18, sun Street Finsbury, Londres. E. G.
To Day, 18, Paternoster, Londres.
The Christian Socialist, 185, Fleet street, E. C., Londres.

DANEMARK

Sozialdemokraten, Copenhague quotidien.
Ravnen, Copenhague, heb., illustré.
Arbeideren, Copenhague, hebdom., socialiste.
Demokraten, Aarhus, quot., soc. dém.
Horsen-Arbejderblad, Horsens, quotidien, socialiste démocrate.
Randers-Arbejderblad, Randers, quotidien socialiste démocrate.
Nordjyllands-Arbejderblad, Aalborg, quotid., social. démocrate.

SUÈDE

Arbetet, Norragatan, 36, Malmo quotidien.
Prollären Nowkoping.
Social-Demokraten, Stockholm.

NORVÈGE

Social-Demokraten, Kristiania.
Arbeiderens-Røst, Bergen.

BULGARIE

Dena à Choumla.

ESPAGNE

El Democrat Social, calle Corredora Baya 43, Madrid.
El Socialista, 8, calle Fernan Cortès, Madrid, organe officiel des marxistes Espagnols.
El Ideal del Pueblo, à Sabadel.
La Nueva-España Espiritu santo 41, pral Centro, Madrid.
El Obrero, 32, calle de Poniente, piso, 1, Barcelone.
El Socialismo, 33, Encarnacion, à Cadix.
El Obrero, Taglesia, 2220 à Ferrol.
La Guerre Sociale, calle del Olmo, 10, 1°, Barcelona.
El Grito del Pueblo, calle de Liorna, 14, Alicante.
La Lutte des classes, calle de la Laguna, 6, Bilbao.
El Productor, San Alegario, 2, 1°, Barcelone.
El Socialismo, à Madrid.
La Union Obrera, 64, calle de la Magdaleina, à Ferrol, collect.
Los Trabajadores, calle de Campo, Sagrado, 22, Barcelone.
Los Desheredados, calle del Jardino, 41, Sababell.
La Tramontana, carrer de Poniente, Barcelone.
El Cosmopolita, calle del Sabano, 17, Valadolid, collectiviste, anarchiste.
La Revolution sociale, Magallanes, 53, Barcelone.
El Proletario, à San-Felur de Quixois.

PORTUGAL

Seculo, à Lisbonne, républicain, socialiste. Directeur, Magalhaes Lima.
A Revolta, Troades des Guindais, 32, à Porto.
A voz de operario, S. Vicente, 28, à Lisbonne, marxiste.
O protesto operario, rue de Jaca Braz, à Lisbonne.
A Aurora do cavado, à Barcellos.
Fura Vidas, 177, rua dos Douradores, 2° à Lisbonne.
A Folia do Povo, rua dos Mouros, Lisbonne.
A Vanguarda, Chiado, Lisbonne.
A Revolucao de Janeiro, rua dos Flôres, Lisbonne.
A Voz de Publica, Porto.

GRÈCE

Le Socialiste, à Athènes rue du Stade, chez M. Kallergis.

ROUMANIE

Munca, strada Academiei, à Bucarest, collectiviste
Revista Sociala, à Jassi, collect.

ETATS-UNIS

Der Anarchist, 719, S. 2th. Street, Saint-Louis — (Mo), écrit en langue allemande.
Volné Listy, 455, E. 78th. Street, New-York, langue tchèque.
Vorbote, 28, Randolph st., Chicago, Socialiste.
The Standard, 25, Ann st., New-York, Henry George.
Twentieth Century, 4, Naren st., New-York, individ.-anarchiste.
Flaw Play, Walley Falls — Kansas' socialiste.
Liberty, B. R. Tucker, P. O. Box 3306, à Boston, anarchiste.
Coast Seamen's Journal, 513 1/2 East street, à San Francisco.
Der Sozialist, 25 East Fourth street, New-York City.
Lucifer, M. E. C. Walker Valley Falls, Jefferson County — Kansas libre-pensée.
Volkswacht, Cincinnati — Ohio socialiste.
Znarrja, 293, Madison street New-York, socialiste.
Der Arbeiter Zeitung, 31, Henry, street New-York social. Juif.
Der Arme Teufel, Detroit — Michigan anarch. indiv.
Kaweah Commonwealth Kaweah Colony, Box 427 Visalia — Cal. socialiste.
The Beacon, 319 Fifth street San-Francisco — Cal. libre-pensée.
The Truth Seeker, New-York.
Die Fackel, 28, Market street, Chicago, socialiste.
New Yorker Volkszeitung, 184, William street New-York socialiste.
Saint-Louis Tageblatt, Saint-Louis, — Mo. socialiste.
Cincinnati-Zeitung, 28-32, West-Court str., Cincinnati, — O., social.
The People, 184, Williams street, New-York, socialiste.
Indiana-Tribune, Indianapolis, — Ind. socialiste.
Arbeiter-Zeitung, Buffalo — N.-Y. soc.
Folkfreund, Cleveland — Ohio, soc.
Journal of United Labor, organe des Chevaliers du travail, Philadelphia — Pa
Bakers' Journal, New-York, organe des travailleurs boulangers.
Wood-Workers' Journal, New-York, organe des menuisiers de l'Amérique.
La Cronica, Los Angeles — Cal.
The Irish World, 17, Barclay str., New-York, irlandais.

Southern Industry, à Nouvelle-Orléans.
Arbeiter-Zeitung, 1153, Mission str., à San Francisco, — Cal.
The Truth, 65-67, Suffolk street, New-York, langue hébraïque.
L'Egoïsme, à San-Francisco.
Paterson Labor Standard, at 88, Washington street, Paterson.
Tyui — Liberté —, à San-Francisco, écrit en langue japonaise, S. Shikilzu, 314, O'Farrel street.
Craftsman, à Washington.
Arbeiter Zeitung, à Chicago, Randolph, Market str.
Tagblatt, Philadelphie, quot., soc.
Freiheit, 167, William str., New-York, anarchiste.
Proletar, 635, E. 11th str., New-York.
New-England Anzeiger, 227, Seal str., New-Haven — Connecitut.
Budoucnost, V. Furck, 741, Loomis str., à Chicago.
The Unit d Irishman, réd. O. Donovan Rosca, 12, Chamber st., New-York.
Free Press, Baltimore — Maryland.
The Cincinnati Unionist, 31 1/2 W. Third str., Philadelphie.
The Labor enquirer, Denver, 363, Larimer street — Colorado.
Bezvad, 445 E 78 St New-York.
Truth, 805, Markand, 1236-215 152 San-Francisco, — Californie.

MEXIQUE

El Repreductor, à Orizaba, Estado de Vera-Cruz.
El Obrero, calle del Quince de Mayo, Monterey.
La Razon del Pueblo, Mérida.
El Mentor de los Minos, Guadalaajara
El Socialista, calle de la Escalerillas. — Mexico.
El Pensamiento libre, calle del Car men, 12, à Arizabo.

AMÉRIQUE DU SUD

El Artesano-Comercio, 86, Rosario — République Argentine.
La Revista de la Fraternidade, Buenos Ayres, République Argentine.
El Perseguido, cassilla del Correo 1818 Buenos-Ayres — République Argentine.
Los Principios, à Santa-Fé — République Argentine.
El Reformista, à Juarez — République Argentine.
La Montana, Cordoba — République Argentine.
Il Bersagliere, Rosario — République Argentine.
El Corondino, Coronda — République Argentine.

Los Andes, Mendoza — République Argentine.
La Justicia, Buenos-Ayres — République Argentine.
El Republicano, Tucuman — République Argentine.
La Tribuna Popular, Montévideo — Uruguay.
El Tipografo, Hundenzas — Uruguay.
La Razon, à Santiago — Chili.
Discussão, à Pelotas — Brésil.
Libertador, à Cêara — Brésil.
El Eter, 182, Calle de Arequipa, à Lima — Pérou.
El Porvenir, 7, Calle commercio num. 24 à Carmelo — République Dominicaine.
El Cronista, à Panama — Colombie.
La Republica, à Tegucigalpa — Honduras.
La Nacion, à Tegucigalpa — Honduras.
La Union, 36, Calle de la Aurora, à San-Salvador — Salvador.
El Maestro, à San-José — Costa-Rica.
El Artesano, 21, Calle de Merced, à San-José — Costa-Rica.
La Agricultura, 6, Novela avenida Norte — Guatemala.
El Guatemalteco — Guatemala.

ANTILLES

El Productor, 39, Dragones, La Havana — Cuba.
El Pueblo, à Ponce — Porto-Rico.
Le Peuple, à Port-au-Prince — Haïti.
El Propagador, à Puerto de Plata — Saint-Domingue.
El Buscapé, Manuel Fernandes Junco, 55, Fortaleza à Porto-Rico.

ILE DE MADAGASCAR

La Cloche, à Tamatave.

AÇORES

O Açorino à Horta.
O Independente, rua de S. Francisco, Caes do Pico.

INDES FRANÇAISES

Le Progrès, 8, rue Montorsier, à Pondichéry.

AUSTRALIE

The Worker, Socialist League International Reading Room, 533, George street, Sydney.
The Australian Radical, au local de The Australian socialist League, 533, George street, Sydney.

Journaux Corporatifs

Le Réveil des Mouleurs, hebdomadaire, 14, rue des Amandiers, Paris.
Le Réveil Typographique, bimensuel,

51, rue St-Sauveur, Paris.
L'Ouvrier Chapelier, bimensuel, 25, rue des Rosiers, Paris.

Journaux de la Libre-Pensée et Républicains avancés

Bulletin mensuel de la Fédération française de la Libre-Pensée, rue Jarente, 6, Paris.
L'Écho du V^e, rue Guy de la Brosse, Paris, hebdomadaire.
La République des Paysans, 4, rue Bazillac, Auch.
L'Union républicaine démocratique du Doubs, 15, rue Ronchaud, Besançon.
Le Ralliement, 47 bis, rue du Mail, à Angers.
Republicain de la Vienne, rue Thibaudau à Poitiers.
Les Annales gauloises, revue littéraire, Paris, chez Savine, éditeur.
Le Petit Dracenois, 4, place Claude, à Draguignan.
Le Patriote de l'Est, 28, place des Chanoines, Commercy.
Las Dominicales, Madrid — Espagne.
El Matin, Madrid — Espagne.

El Pais, Madrid — Espagne.
El Libre Pensamiento, Madrid — Espagne.
La Llu manera, à Barcelone — Espagne.
Revue de l'Est, à Barcelone — Espagne. — Psychologique.
La Autorcha Valentina, Valencia.
El Republicano, à Palma — Espagne.
El clamor Seia benzé, à Jativa — Espagne.
El Racionalista, à St Felur de Quixoix — Espagne.
Associazione Razionalista, Pisa — Italie.
El Pueblo Soberano, Barcelone — Espagne.
National Reformer, Londres.
La Aurora, Alella — Espagne.
Neues freireligiöses Sonntagsblatt, Magdebourg.
Le Tintamarre, hebdomadaire, directeur Léon Bienvenu, 24, rue Chauchat, Paris.



TABLE DES MATIÈRES

	Pages		Pages
Avant-Propos	3	penseurs, MAGALHAËS LIMA	90
Annuaire pour l'année 1893	4	Les droits de l'homme, A. VEBER	91
Calendrier	5-16	Filles du peuple, J. RICHÉPIN	94
Les Cycles, LOUIS MICHEL	17	Les Révolutions, JULES BROUËZ	97
Aux detracteurs du socialisme		Pensées, maxims, mots de combat	104
P ARGYRIADÈS	19	Esclaves et maîtres, J. ALLEMANE	106
A un ami, poésie, CHARLES RAY-		Le duel et le point d'honneur A.	
MOND	28	SCHOPENHAUER	110
Utilité d'un seul parti socialiste		Mourir ou vivre pour le Socialis-	
français, J.B. Dumay	29	me, CONST. MILLÉ	115
Egalité, A Scholl	30	Un peu de religion	116
Le problème social se pose, V.		Léon Cladel, A. MORLIN	118
CONSIDÉRANT	32	Discours prononcé par EM. ZOLA	
Le 21 Janvier 1793, EUG. POTTIER	34	sur la tombe de Léon Cladel	121
Le socialisme et les forces mora-		Revanche !, LÉON CLADEL	123
les, B MALON	35	La femme et le socialisme (tra-	
Les travailleurs intellectuels, E.		duction analytique de l'ouvrage	
VANDERVELDE	40	de Bebel) par P. ARGYRIADÈS	131
Deux mots de théorie, GEORGES		Quelques légendes de Forain P.A.	152
RENARD	43	Le 1 ^{er} Mai, DUC-QUERCY	153
Aux loups ! J-B CLÉMENT	46	Le Rêve du Forgeron, Eug. POTTIER	159
Un danger E. VAILLANT	47	Lettres Socialistes de Gervais	
Sans travail, LUCIEN DESCAYES	52	Martial, LÉON BIENVENU	160
Démocratie d'après LUCRÈCE, E.		Crime et criminalistes A. HAMON	165
CHAUVIÈRE	56	Cipriani, LISSAGARAY	172
Science et religion, Dr LETOUR-		Statistiques diverses	174
NEAU	58	Un vieux cliché, JULES GUESDE	177
L'élection de Lille, P. A.	62	Pensées comico-philosophiques	180
Le droit à l'avortement, PAULE		Science et révolution, J.-L. BRETON	182
MINK	63	Misères du travail de fabrique,	
La guerre, poésie L. ACKERMANN	69	P. LAFARGUE	183
Le droit à la résistance, DOMELA		Manuel du parfait magistrat	185
NIRUWENHUIS	72	Les beautés du militarisme	
Portrait de Blanqui, A. DELVAU	79	allemand	186
Proverbes Roumains	81	La liberté, PAUL BROUSSE	188
La méthode de Karl Marx H.		Mouvement socialiste internatio-	
DENIS	81	nal, A. VEBER	190
Fait divers	83	Les fils de Don Quichotte, E. CARO	214
La semaine sanglante, DRCKHERR	84	Le triomphe de l'ordre	215
Administration maternelle JAC-		Bibliographie	216
LARD	86	Liste générale des journaux so-	
Républicains, socialistes et libres-		cialistes du monde entier	217

GRAVURES ET PORTRAITS

Souvenir de la fête du 1 ^{er} Mai	2	Portrait de J. ALLEMANE	107
Portrait de P. ARGYRIADÈS	21	— de LÉON CLADEL	118
— de V. CONSIDÉRANT	33	— de DUC-QUERCY	154
— de B. MALON	36	— de CIPRIANI	173
— d'Ed. VAILLANT	48	— de J. GUESDE	178
— d'E. CHAUVIÈRE	57	— de LAFARGUE	184
L'élection de Lille (Caricature de		— de BROUSSE	188
Constans).	62	Les quatre régimes politiques et	
Portrait de Domela NIRUWENHUIS	73	sociaux 199-200-201-202	
Episode de la Semaine Sanglante		Guerre Sociale (Episode de la grève	
par E. PICHIO	85	de Bilbao)	208

ERRATA

Page 83. 4^{me} ligne du bas, lire : *pendre* au lieu de *prendre*.
Page 87. 10^{me} ligne du bas, lire : *ça court les rues* au lieu de : *ça court des rues*.
Page 111 9^{me} ligne du bas, lire : *climax* au lieu de *climat*.

SOMMAIRES DES ALMANACHS

L'année dernière, nous avons reproduit dans notre Almanach des lettres de félicitations qui nous avaient été adressées pour la première année de l'almanach ainsi que les fragments élogieux de différents journaux.

Pour celui de 1892 nous avons reçu tant de lettres aimables et encourageantes que nous sommes vraiment fort embarrassé pour en faire un choix et le reproduire ici. Aussi nous nous contentons d'envoyer tous nos remerciements aux amis qui ont été si indulgents et nous donnons seulement les sommaires de nos précédents almanachs honorés d'une souscription de la municipalité de St-Ouen.

Sommaire de l'Almanach de la Question Sociale pour 1891

Historique et critique des calendriers. — Calendrier réformé, éphémérides socialistes et de la libre pensée. — Le 18 Mars — Etude sur le socialisme scientifique, par P. Argyriadès. — L'Atlantide, poésie par Louise Michel. — Les suicides en France. — Le Mendiant, par J. Richepin. — Babœuf et sa doctrine. — La dépopulation en France. — Un fait divers, par Richepin. — Le Coup de tampon, par François Coppée. — Socialisme international : Etudes sur les partis socialistes dans tous les pays du monde. — Le vieillard qu'on met au rebut, par Souèbre. — Une Proclamation de Blanqui. — Pensées, maximes, mots de combat. — *Différentes statistiques* : Dépenses militaires en Allemagne, Dime Capitaliste, Proletariat agricole, Millionnaires, Paupérisme à Londres, les Mendians, Paupérisme en Italie, la Banqueroute, les Impôts. — Ce que coûtent les guerres, Armées européennes. — Ce que coûte la justice. — Le Chômage, par E. Pottier. — Sauvons l'enfance. — Cause célèbre : Une mère qui, poussée par la misère, a étranglé ses cinq enfants, compte rendu du procès, plaidoirie de M^r Argyriadès. — Une page de l'*Insurgé*, Jules Vallès. — Situation économique des paysans roumains. — Pensées comico-philosophiques. — Les Lamentables des Halles. — Notre rôle, Odin. — Folie d'André Gille. — Un peu de religion. — La Coopération. — Monsieur Thiers. — *Lux*, Victor Hugo. — Bibliographie. — Liste de tous les journaux socialistes de tous les pays du monde, etc., etc.

Sommaire de l'Almanach de la Question Sociale pour 1892

Le Triomphe du travail (gravure) par H. Sheu, de Londres. — Avant-propos. — Annuaire pour l'année 1892. — Calendriers : grégorien, républicain et socialiste. — Cent ans de règne bourgeois. P. Argyriadès. — Tartuffe triomphant, Ch. Raymond. — Un programme, Ed. Vaillant. — Le chômage, Emile Zola. — Le ver luisant et le crapaud. — Une Grève de millionnaires, B. Malon. — Le Drapeau rouge, A. Delvaux. — Fanatisme religieux, A. Scholl. — Petite histoire de la féodalité capitaliste, Victor Considérant. — Gracchus Babœuf, V. Advielle. — At-je mon compte ? Léon Bienvenu. — Coopération et Socialisme, Louis Bertrand. — Jury bourgeois, Adrien Veber. — Pensées, maximes, mots de combat. — Les travailleurs de la terre, J. Allemane. — Le Cri révolutionnaire de 1792, Marc Amanieux. — La journée de huit heures, P. Argyriadès. — Aveu bourgeois. — Massacre de Fourmies, Souèbre. — Anecdotes. — Le Militarisme, docteur Corre. — Le Socialisme il y a cent ans, Hovelacque. — Ne me fais plus d'enfants, J.-B. Clément. — Fin d'une Société, docteur Jaclard. — Capital et Salaires, Engels. — La pauvreté c'est l'esclavage, Lachambeaudie. — Pensées comico-philosophiques. — *Statistiques diverses* : Statistiques des grèves en France, Statistique des grèves aux Etats-Unis, Budgets de recettes et de dépenses, l'Exploitation capitaliste, Homicide social, les Victimes du grisou. — Un peu de religion : la Descende de croix, E. Pottier. — Corsi e Ricorsi, docteur Letourneau. — Vive Victis, Léon Cladel. — *Mouvement socialiste international* : Congrès de Bruxelles, le Socialisme en Belgique, Henrion ; *Mouvement socialiste dans le Midi*, Paule Minck ; Lettre de Pierre Lavroff. — *Rapports* : Allemagne, Angleterre, Hollande, Norvège, Roumanie. — Mémoires inédits, Nadar. — Vie de César de Paape. — Les Lois naturelles, Hector Denis. — Dans le monde des poupées, Richepin. — Un mot sur la Coopération, Anseele. — Le Quatrième Etat. E. Pottier. — Ministère et Mélinite, Hamon. — Le Progrès de l'Idée, E. Odin. — Le Nationalisme, Boyer, député. — Bibliographie. — Liste générale des journaux socialistes internationaux.

Il nous reste encore quelques exemplaires de ces deux almanachs. — Prix de chaque : 1 fr. 50. Les deux ensemble : 2 fr. 50. — Envoi franco après réception du prix.

LA QUESTION SOCIALE

Revue bi-mensuelle du Socialisme international

(DEUXIÈME SÉRIE)

Sous la direction de P. ARGYRIADÈS

Cette revue de théorie et de combat, basée sur le terrain démocratique et socialiste, est rédigée dans un esprit très large. Elle traite des questions intéressant tous les prolétaires, ouvriers, paysans, employés, petits industriels et petits commerçants. Elle lutte, en un mot, contre le capitalisme sous toutes ses formes.

Elle soutient toutes les manifestations socialistes d'où qu'elles viennent, pourvu qu'elles soient faites en faveur des prolétaires.

PRIX DE L'ABONNEMENT :

FRANCE		ÉTRANGER	
Un an	5 fr.	Un an	6 fr.
Six mois	3 fr.	Six mois	3 fr. 50

Tout abonné d'un an recevra, comme prime, l'importante brochure de M. Argyriadès : *Essai sur le Socialisme scientifique* et les abonnés de six mois la brochure : *La Femme dans le passé, le présent et l'avenir*, traduction analytique par P. Argyriadès de l'ouvrage de Bebel.

ADMINISTRATION : 5, Boulevard St-Michel, PARIS

LE PARTI SOCIALISTE

JOURNAL HEBDOMADAIRE

Organe du Comité Révolutionnaire central

Comité de Rédaction :

ARGYRIADÈS, BAUDIN, BRETON, CHAUVIÈRE, DEGAY,
FOREST, LANDRIN, VAILLANT.

ABONNEMENTS :

Un an : 6 fr. — Six mois : 3 fr. — Trois mois : 1 fr. 50. — Un mois : 0 fr. 50

RÉDACTION & ADMINISTRATION :

PARIS. — 49, Rue de Rivoli, 49. — PARIS

PROPAGANDE SOCIALISTE

A. LECOURTOIS, libraire, 38, Rue Daubenton, Paris.

Livraison immédiate à domicile, à raison de 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au Socialisme, à l'Histoire, aux Sciences naturelles et à la Littérature en général.

Ces conditions ne s'appliquent qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant contre remboursement. Port à la charge du destinataire.

Imp. BARÉ, à Guise (Aisne).

ALMANACH
DE LA
QUESTION SOCIALE

ILLUSTRÉ
POUR 1894

(QUATRIÈME ANNÉE)

Rédigé par les écrivains les plus autorisés du socialisme et l'élite
de la littérature contemporaine

Sous la direction de **P. ARGYRIADÈS**

PRINCIPAUX COLLABORATEURS :

JEAN AJALBERT, BEBEL, J. BRAUT, J. BRETON, H. BRISSAC, CHAUVIÈRE,
M^{me} CHÉLIGA-LOÉVY, A. CIPRIANI, J.-B. CLÉMENT,
V. CONSIDÉRANT, TH. CURTI, H. DENIS, DESIRÉ DESCAMPS, ENGELS,
FOURIER, J. GUESDE, ED. GUY, VICTOR HUGO, CLÉVIS HUGUES,
IBELS, D^r JACLARD, J. JOUY, LANDRIN, H. LAURENT, P. LAVROFF,
LIEBKNECHT, MAGALHAES LIMA, MAXIMILIEN LUCE, B. MALON,
MARIANNE, G. MAROTEAU, GILBERT MARTIN,
LOUISE MICHEL, CONST. MILLÉ, PAULE MINK, ALEX. MERCIER,
E. MUSEUX, D. NIEUWENHUIS, LUCIEN PERRIN, EUG. POTTIER,
EUGÉNIE POTONIE-PIERRE, J. PRESSIGNY, G. RENARD, J. RICHEPIN,
E. RITTINGHAUSEN, HENRI ROCHEFORT,
AURÉLIEN SCHOLL, ED. VAILLANT, E. VANDERVELDE, A. VEBER,
CHARLOTTE VAUVELLE, A. WILLETTE, EMILE ZOLA.

PRIX : 1 fr. 50

DEUXIÈME ÉDITION

PARIS

A L'ADMINISTRATION DE LA « QUESTION SOCIALE »

5, Boulevard St-Michel, 5

DÉPÔT CHEZ : GAGNÉ ET BOULINIER, 19, boulevard St-Michel

En vente aussi chez tous les libraires et dans toutes les gares

AVIS IMPORTANT

Ceux de nos confrères de la presse qui voudraient reproduire des articles, poésies, etc., de l'Almanach, sont priés d'en indiquer l'origine.

OUVRAGES DE P. ARGYRIADÈS

La Peine de Mort considérée au point de vue philosophique, moral, légal et pratique, chez Leroux, 1875 (épuisé).

La Question Sociale, revue des idées socialistes et du mouvement révolutionnaire, des Deux-Mondes (1^{er} volume janvier-décembre 1885). Ce recueil, paru sous la direction de P. Argyriadès, contient des articles de Karl Marx, Blanqui, Elisée Reclus, Edouard Vaillant, Désiré Descamps, François Hoffmann, Jules Guesde, Paul Lafargue, E. Pottier, G. Lefrançais, Louise Michel, Jehan Le Vagre, O. Souètre, P. Argyriadès, A. Goullé, L.-V. Meunier, etc., etc. Volume de 264 pages. **2 fr. 50**

Le Poète socialiste Eugène Pottier, brochure publiée par l'administration de la « Question Sociale ». **0 fr. 50**

Essai sur le Socialisme scientifique, brochure publiée par l'administration de la « Question Sociale ». (3^e édition vient de paraître **0 fr. 50**

Almanach de la Question Sociale et de la Libre-Pensée pour 1891. Un gros volume. **1 fr. 50**

Almanach de la Question Sociale et du Centenaire de la République pour 1892. Un gros volume. **1 fr. 50**

Almanach de la Question Sociale pour 1893. Un gros volume **1 fr. 50**

La Femme et le Socialisme (Traduction analytique de l'ouvrage de Bebel. (Brochure) **0 fr. 30**

La Question Sociale (2^e série). Collection complète en 34 numéros (franco). **7 fr. 50**

EN PRÉPARATION :

La Misère qui tue, la Misère devant les Tribunaux

La Banque de France. Étude financière et critique de son privilège abusif et de ses bénéfices scandaleux.

POUR TOUTS CES OUVRAGES, S'ADRESSER A L'ADMINISTRATION DE LA « QUESTION SOCIALE »,
PARIS — 5, Boulevard Saint-Michel, 5 — PARIS

ALMANACH

DE LA

QUESTION SOCIALE

ILLUSTRÉ

Pour 1894

REVUE ANNUELLE DU SOCIALISME INTERNATIONAL

(QUATRIÈME ANNÉE)

Sous la Direction de **P. ARGYRIADÈS**

L'almanach est chose plus grave que
ne le croient les esprits futiles.

MICHELLET

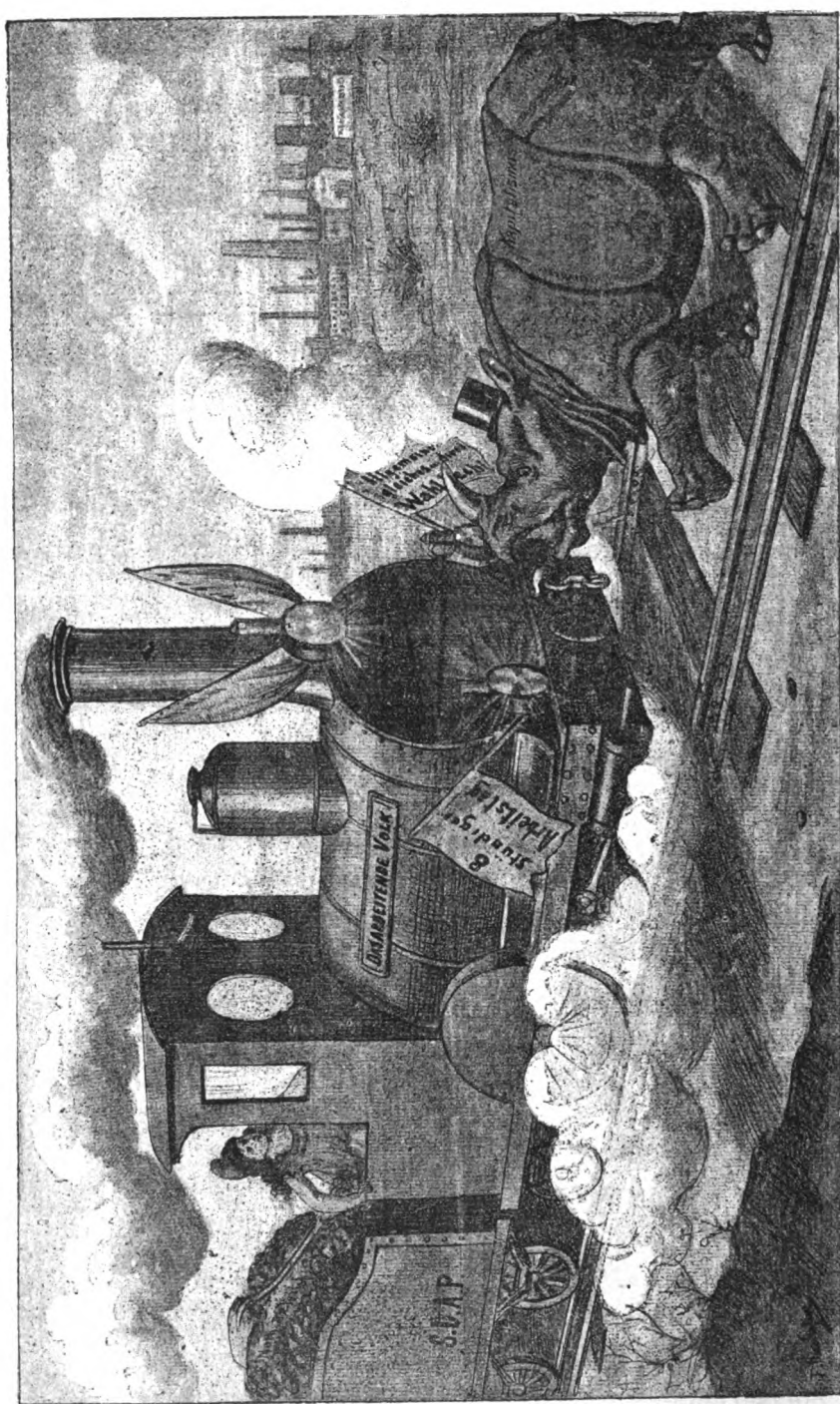
PARIS

A L'ADMINISTRATION DE " LA QUESTION SOCIALE "

5, Boulevard Saint-Michel, 5

DÉPOT GÉNÉRAL : chez J. GAGNÉ et P. BOULINIER

19, BOULEVARD SAINT-MICHEL, 19



Socialisme et Capitalisme

AVANT-PROPOS

Nous voici à la quatrième année de notre Almanach. La faveur qu'il a rencontrée dans le public les trois premières années, ne fera que s'accroître pour la quatrième, car nous lui avons apporté les plus grands soins et nous nous sommes efforcés de le rendre aussi attrayant, aussi instructif que possible.

La propagande faite par notre Almanach est telle que les journaux dévoués au capitalisme et à la haute finance s'en sont émus.

Entre autres, le *Journal des Débats* a consacré à celui de l'année 1893, un article de deux colonnes, dans lesquelles il lui fait l'honneur de ses attaques intéressées. Le rédacteur du journal bien pensant conseille aux écrivains bourgeois d'entreprendre, dans leur camp, la publication d'un Almanach dans ce genre, mais qui serait le contre-poison du nôtre. Et il termine en déclarant mélancoliquement qu'il prend très au sérieux l'*Almanach de la question sociale*.

Ceci démontre combien la propagande faite par notre Almanach est redoutée par les défenseurs du capitalisme.

Mais il n'y a pas d'attaques et de coups portés contre lui et contre son Directeur, qui puissent arrêter la lutte sans merci que nous avons entreprise contre ce Moloch Baal qu'on appelle le Capital.

L'*Almanach de la question sociale* continuera donc à apporter de nouveaux arguments en faveur de la transformation sociale et de l'affranchissement humain.

ANNUAIRE POUR L'ANNÉE 1894

Année 6607 de la période Julienne.

- 2670 des Olympiades, ou la 2^e année de la 668^e Olympiade, commence en juillet 1893, en fixant l'ère des olympiades 775 1/2 ans avant J.-C., ou vers le 1^{er} juillet de l'an 3938 de la période julienne.
- 2647 de la fondation de Rome, selon Varron.
- 2641 depuis l'ère de Nabonassar, fixée au mercredi 26 février de l'an 3967 de la période julienne, ou 747 ans avant J.-C. selon les chronologistes, et 746 suivant les astronomes.
- 1894 du calendrier grégorien établi en octobre 1582, depuis 311 ans; elle commence le lundi 1^{er} janvier.
- 1894 du calendrier julien ou russe, commence 12 jours plus tard, le samedi 13 janvier.
- 102 du calendrier républicain français, commence le vendredi 22 septembre 1893, et l'année 103 commence le dimanche 23 septembre 1894.
- 22 de la Commune, commence le lundi 20 mars 1893, et l'année 23 commence le mardi 20 mars 1894.
- 5654 de l'ère des Juifs, commence le lundi 11 septembre 1893, et l'année 5655 commence le lundi 1^{er} octobre 1894.
- 1311 de l'hégire, calendrier ture, commence le samedi 15 juillet 1893, et l'année 1312 commence le jeudi 5 juillet 1894, suivant l'usage de Constantinople, d'après l'*Art de vérifier les dates*.

ÉCLIPSES

Il y aura en 1894 deux éclipses de soleil et deux éclipses de lune.

1. Éclipse partielle de lune, le 21 mars 1894, invisible à Paris.
2. Éclipse annulaire-totale de soleil, le 5 avril 1894, invisible à Paris.
3. Éclipse partielle de lune, le 14 septembre 1894, en partie visible à Paris.
4. Éclipse totale de soleil, le 28 septembre 1894, invisible à Paris.

Passage de Mercure sur le disque du soleil, le 10 novembre 1894, en partie visible à Paris.

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 22 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	JANVIER	NIVOSE	NIVOSE	
7 56	4 12	L 1	12 Argile	18 tridi	1642 Newton
7 56	4 13	M 2	13 Ardoise	19 quartidi	1800 Naissance de H. Heine
7 56	4 14	M 3	14 Grès	20 quintidi	Les Gracques
7 56	4 15	J 4	15 Lapin	21 primidi	1885 Mort de P. Tkatcheff
7 55	4 16	V 5	16 Silex	22 duodi	Spartacus
7 55	4 17	S 6	17 Marne	23 tridi	Pythagore
7 55	4 19	D 7	18 Pierre à chaux	24 quartidi	1878 Mort de F.-V. Raspail
7 55	4 10	L 8	19 Marbre	25 quintidi	Epicure
7 54	4 21	M 9	20 VAN	26 primidi	Lucrèce
7 54	4 22	M 10	21 Pierre à plâtre	27 duodi	Platon, 1 ^{er} communiste
7 53	4 24	J 11	22 Sel	28 tridi	Anaxagore
7 53	4 25	V 12	23 Fer	29 quartidi	1816 Mort de Troncin
7 52	4 26	S 13	24 Cuivre	30 quintidi	1881 Mort de Theisz
				PLUVIOSE	
7 51	4 28	D 14	25 Chat	1 primidi	Eschyle
7 51	4 29	L 15	26 Etain	2 duodi	1808 Naissance de Proudhon
7 50	4 31	M 16	27 Plomb	3 tridi	Solon
7 49	4 32	M 17	28 Zinc	4 quartidi	Lycurgue
7 48	4 34	J 18	29 Mercure	5 quintidi	Zoroastre
7 48	4 35	V 19	30 CRIBLE	6 primidi	1865 Mort de Proudhon
			PLUVIOSE		
7 47	4 37	S 20	1 Lauréole	7 duodi	1737-1814 Bernardin de Saint-Pierre
7 46	4 38	D 21	2 Mousse	8 tridi	Mort de Herten
7 45	4 40	L 22	3 Fragon	9 quartidi	Exécution de Louis XVI
7 44	4 41	M 23	4 Perce-Neige	10 quintidi	1536 Suppl. de J. de Leyde
7 43	4 43	M 24	5 Taureau	11 primidi	Rabelais.
					1878 Vera Zassoulitch tire sur Trépoff
7 41	4 44	J 25	6 Laur-Thym	12 duodi	Confucius
7 40	4 46	V 26	7 Amadouvier	13 tridi	Papinien
7 39	4 48	S 27	8 Mezerdon	14 quartidi	Lucain
7 38	4 49	D 28	9 Peuplier	15 quintidi	1878 Ouv. du Cong. de Lyon
7 37	4 51	L 29	10 COGNÉE	16 primidi	1778-1851 Bolingbroke
7 35	4 53	M 30	11 Ellébore	17 duodi	1592 Mort de Montaigne
7 34	4 54	M 31	12 Brocoli	18 tridi	1530-1562 La Boétie
Phases lunaires					
N. L. le 7, à 3 h. 17 matin.			P. L. le 21, à 3 h. 21 soir.		
P. Q. le 15, à 0 h. 19 matin.			D. Q. le 28, à 5 h. soir.		

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 22 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES ET DE LA LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	FÉVRIER	PLUVIOSE	PLUVIOSE	
7 33	4 56	J 1	13 Laurier	19 quartidi	Cornélie, mère des Gracques
7 31	4 57	V 2	14 Avelinier	20 <i>quintidi</i>	1798-1874 Michelet
7 30	4 59	S 3	15 Vache	21 primidi	1818-69 Icariens s'embarquent au Havre pour le Texas
7 28	5 1	D 4	16 Buis	22 duodi	Condamnation de Myschkine
7 27	5 2	L 5	17 Lichen	23 tridi	1619 Supplice de Vanini
7 25	5 4	M 6	18 If	24 quartidi	Lucien
7 24	5 6	M 7	19 Pulmonaire	25 <i>quintidi</i>	Supplice de Reinsdorf et Ku- chler
7 22	5 7	J 8	20 SERPETTE	26 primidi	1524-1579 Camoëns
7 21	5 9	V 9	21 Thlaspi	27 duodi	1788-1860 Shopenhauer
7 19	5 11	S 10	22 Thymélé	28 tridi	1755 Mort de Montesquieu
7 17	5 12	D 11	23 Chiendent	29 quartidi	1650 Mort de Descartes
7 16	5 14	L 12	24 Trainasse	30 <i>quintidi</i>	1617-1706 Bayle
				VENTOSE	
7 14	5 16	M 13	25 Lièvre	1 primidi	1882 M. de Jessa Heffmann.
7 12	5 17	M 14	26 Guède	2 duodi	1885 Mort de Jules Vallès
7 11	5 19	J 15	27 Noisetier	3 tridi	Julien l'apostat
7 9	5 21	V 16	28 Cyclamen	4 quartidi	1564 Naissance de Galilée
7 7	5 22	S 17	29 Chélidoine	5 <i>quintidi</i>	Pyrrhon
7 5	5 24	D 18	30 TRAINEAU	6 primidi	1600 Supplice de J. Bruno
					1563 Michel-Ange
			VENTOSE		
7 3	5 26	L 19	1 Tussilage	7 duodi	1584-1656 M. Molé
7 2	5 27	M 20	2 Cornouiller	8 tridi	1694 Naissance de Voltaire
7 0	5 29	M 21	3 Violier	9 quartidi	1879 Exécution de Kropotkine, gouv. de Kharkow
6 58	5 30	J 22	4 Troène	10 <i>quintidi</i>	Brutus
6 56	5 32	V 23	5 Bouc	11 primidi	Cassius
6 54	5 34	S 24	6 Asaret	12 duodi	1468 Mort de Gutemberg
6 52	5 35	D 25	7 Alaterne	13 tridi	Fête du suffrage universel
6 50	5 37	L 26	8 Violette	14 quartidi	Tacite
6 48	5 38	M 27	9 Marceau	15 <i>quintidi</i>	1854 Mort de Lamennais
6 46	5 40	M 28	10 BÈCHE	16 primidi	Darwin
Phases lunaires N. L. le 5, à 9 h. 55 soir. P. L. le 20, à 2 h. 26 matin. P. Q. le 13, à 10 h. 52 matin. D. Q. le 27, à 0 h. 30 soir.					

LEVÉES ET COUCHES DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 22 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	MARS	VENTOSE	VENTOSE	
6 44	5 42	J 1	11 Narcisse	17 duodi	1854 M. et M ^{me} Gamond
6 42	5 43	V 2	12 Orme	18 tridi	1792-1822 Shelley
6 40	5 45	S 3	13 Fumeterre	19 quartidi	1654-1722 M ^{me} Dacier
6 38	5 46	D 4	14 Velar	20 <i>quintidi</i>	1541-1603 Charron
6 36	5 48	L 5	15 <i>Chèvre</i>	21 primidi	1749 Fréret
6 34	5 49	M 6	16 Epinards	22 duodi	1866 Proc. de l'Int. des trav.
6 32	5 51	M 7	17 Doronic	23 tridi	1879 Exécution de Knoop
6 30	5 53	J 8	18 Mouron	24 quartidi	1888 Mort de Brinistein
6 28	5 54	V 9	19 Cerfeuil	25 <i>quintidi</i>	1762 Supplice de Calas
6 26	5 56	S 10	20 CORDEAU	26 primidi	1872 Mort de Mazzini
6 24	5 57	D 11	21 Mandragore	27 duodi	1554-1586 Sidney
6 22	5 59	L 12	22 Persil	28 tridi	1560-1641 Sully
6 20	6 0	M 13	23 Cochlearia	29 quartidi	1881 Exéc. du Tzar Alex. II
6 18	6 2	M 14	24 Paquerette	30 <i>quintidi</i>	1883 Mort de Karl Marx
6 16	6 3	J 15	25 <i>Thon</i>	31 primidi	1313-1415 Jean Huss
9 14	6 5	V 16	26 Pissenlit	32 duodi	1873 Cong. soc. de Bologne
6 12	6 6	S 17	27 Silvie	33 tridi	1819 Suppl. de Daix et Lahr
6 9	6 8	D 18	28 Capillaire	34 quartidi	1871 Commune de Paris
6 7	6 9	L 19	29 Frêne	35 <i>quintidi</i>	1888 Cong. de la Libre-Pensée à Orlan
				An 23 GERMINAL	
6 5	6 11	M 20	30 PLANTOIR	1 primidi	Fête de la fraternité universelle
			GERMINAL		
6 3	6 12	M 21	1 Primevère	2 duodi	Supplice de Vangler Brambosch et Jurkovich
6 1	6 14	J 22	2 Platane	3 tridi	1632-1704 Locke
5 59	6 16	V 23	3 Asperge	4 quartidi	1819 Sand exéc. Kotzebue
5 57	6 17	S 24	4 Tulipe	5 <i>quintidi</i>	1794 Mort d'Anacharsis Clootz
5 55	6 18	D 25	5 <i>Poule</i>	6 primidi	1672-1719 Adisson
5 53	6 20	L 26	6 Bette	7 duodi	Le curé Meslier
5 51	6 21	M 27	7 Bouleau	8 tridi	1794 Mort de Condorcet
5 48	6 23	M 28	8 Jonquille	9 quartidi	Svëtozar Markovitch
5 46	6 24	J 29	9 Aulne	10 <i>quintidi</i>	1884 Congrès de Roubaix
5 44	6 26	V 30	10 COUVOIR	11 primidi	1647-1714 Denis Papin
5 42	6 27	S 31	11 Pervenche	12 duodi	1705-1781 Saurin, auteur de <i>Spartacus</i>
Phases lunaires					
N. L. le 7, à 2 h. 28 soir.			P. L. le 21, à 2 h. 21 soir.		
P. Q. le 14, à 6 h. 37 soir.			D. Q. le 29, à 8 h. 37 matin.		

LÈVRS ET CÔCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	AVRIL	GERMINAL	GERMINAL	
5 40	6 28	D 1	12 Charme	13 tridi	1744 Naissance de Lamark
5 38	6 30	L 2	13 Morille	14 quartidi	1871 Mort de Flourens
5 36	6 32	M 3	14 Hêtre	15 <i>quintidi</i>	1871 Mort de Duval
5 34	6 33	M 4	15 <i>Abeille</i>	16 primidi	1695 La Fontaine
5 32	6 35	J 5	16 Laitue	17 duodi	1885 Ouverture du Congrès de Bruxelles
5 30	6 36	V 6	17 Mélèze	18 tridi	1871 Mort de Bourgouin
5 28	6 38	S 7	18 Ciguë	19 quartidi	1772 Naiss. de Ch. Fourier
5 26	6 39	D 8	19 Radis	20 <i>quintidi</i>	1834 Insurr. de la faim à Lyon
5 24	6 41	L 9	20 RUCHE	21 primidi	1732-1807 Lalande
5 21	6 42	M 10	21 Gainier	22 duodi	Ferdinand Gambon
5 19	6 44	M 11	22 Romaine	23 tridi	1825 Naissance de Lassalle
5 17	6 45	J 12	23 Maronnier	24 quartidi	1871 Mort de P. Leroux
5 15	6 47	V 13	24 Roquette	25 <i>quintidi</i>	1834 Massacre de la rue Trans- nonain
5 13	6 48	S 14	25 <i>Pigeon</i>	26 primidi	1879 Attentat de Solovieff contre le tsar
5 11	6 50	D 15	26 Lilas	27 duodi	1881 Mort de S. Pérowskaïa
5 10	6 51	L 16	27 Anémome	28 tridi	1817 Exéc. prolét. à Buzançais
1 8	6 53	M 17	28 Pensée	29 quartidi	1790 Mort de Franklin
5 6	6 51	M 18	29 Myrtille	30 <i>quintidi</i>	1763-1794 Chaumette
5 4	6 56	J 19	30 GREFFOIR	FLORÉAL	1583-1645 Grotius
5 2	6 57	V 20	1 Rose	2 duodi	Hérodote
5 0	5 58	S 21	2 Chêne	3 tridi	1747-1827 Volta
4 58	7 0	D 22	3 Fougère	4 quartidi	Aristarque
4 56	7 1	L 23	4 Aubépine	5 <i>quintidi</i>	1785 Mort de Mably
4 54	7 3	M 24	5 <i>Rossignol</i>	6 primidi	1517-1616 Cervantès
4 52	7 4	M 25	6 Ancolie	7 duodi	1860 Ouvert. du Cong. Gand
4 51	7 6	J 26	7 Mugnet	8 tridi	1544-1595 Le Tasse
4 49	7 7	V 27	8 Champignon	9 quartidi	1849 Condamn. de Lacollonge
4 47	7 9	S 28	9 Hyacinthe	10 <i>quintidi</i>	Euclide
4 45	7 10	D 29	10 RATEAU	11 primidi	1750-1803 Sylvain Maréchal
5 44	7 12	L 30	11 Rhubarbe	12 duodi	1869 Mort de Thore
Phases lunaires					
N. L. le 6, à 4 h. 9 matin.			P. L. le 20, à 3 h. 11 matin.		
P. Q. le 13, à 0 h. 42 matin.			D. Q. le 28, à 3 h. 30 matin.		

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	MAI	NIVOSE	FLORÉAL	
		M 1	12 Sainfoin	13 tridi	Manifestation ouv. inter. Mar- tyrs de Fourmies. Fête du travail
4 42	7 13	M 2	13 Bâton-d'or	14 quartidi	1818 Naiss. de Karl Marx
4 40	7 15	J 3	14 Chamérasier	15 <i>quintidi</i>	1867 Mort d'A. Delvau
4 38	7 16	V 4	15 <i>Ver à soie</i>	16 primidi	1681-1741 Rollin
4 37	7 17	S 5	16 Consoude	17 duodi	Archimède
4 35	7 19	D 6	17 Pimprenelle	18 tridi	1715-1780 Condillac
4 31	7 20	L 7	18 Corbeille d'or	19 quartidi	Socrate
4 32	7 22	M 8	19 Arroche	20 <i>quintidi</i>	1632-1677 Spinoza
4 31	7 23	M 9	20 SARCLOIR	21 primidi	1805 Mort de Schiller
4 29	7 24	J 10	21 Statice	22 duodi	1536-1616 Du Harley
4 28	7 26	V 11	22 Fritillaire	24 tridi	1707-1788 Buffon. Fête des parents
4 26	7 27	S 12	23 Bourrache	24 quartidi	Homère
4 25	7 29	D 13	24 Valériane	25 <i>quintidi</i>	1571-1630 Kepler
4 23	7 30	L 14	25 <i>Carpe</i>	26 primidi	Exécution d'Ossinsky
4 22	7 31	M 15	26 Fusain	27 duodi	F. Vidal
					Manif. à Mars. en fav. de Jessa Heffmann. Le drapeau rouge porté par la cit. Paule Minck est arboré p ^r la 1 ^{re} fois en France, dep. la Commune
4 21	7 33	M 16	27 Civette	28 tridi	1802-1885 Victor Hugo
4 19	7 34	J 17	28 Buglose	29 quartidi	Auguste Roussel
4 18	7 35	V 18	29 Senevé	30 <i>quintidi</i>	1803-1875 E. Quinet
				PRAIRIAL	
4 17	7 36	S 19	30 HOULETTE	1 primidi	1825 Mort de Saint-Simon
			PRAIRIAL		
4 14	7 39	D 20	1 Luzerne	2 duodi	1471 Naiss. d'Alb. Durer
4 13	7 40	L 21	2 Hémérocalle	3 tridi	1566 Mort de Chr. Colomb
4 12	7 42	M 22	3 Trèfle	4 quartidi	1639 Mort de Campanella
4 11	7 43	M 23	4 Angélique	5 <i>quintidi</i>	1868 Procès de l'Internationale
4 10	7 44	J 24	5 <i>Canard</i>	6 primidi	1498 Mort de Savonarole
4 9	7 45	V 25	6 Mélisse	7 duodi	1871 Martyrs de la Commune
4 8	7 46	S 26	7 Fromental	8 tridi	1871 Mort de Delescluze
4 7	7 47	D 27	8 Martagon	9 quartidi	1871 Mort de Millière
4 6	7 48	L 28	9 Serpolet	10 <i>quintidi</i>	1797 Mort de Babeuf et Darthé
4 5	7 49	M 29	10 FAULX	11 primidi	1871 Mort de Varlin
4 5	7 50	M 30	11 Fraise	12 duodi	1214-1294 Roger Bacon
4 4	7 51	J 31	12 Bétoine	13 tridi	1813-1878 Claude Bernard
Phases lunaires N. L. le 5, à 2 h. 51 s. P. L. le 19, à 4 h. 52 s. P. Q. le 12, à 6 h. 30 m. D. Q. le 27, à 8 h. 14 s.					

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	JUIN	PRAIRIAL	PRAIRIAL	
4 9 7 52		V 1	13 Pois	14 quartidi	1822 Mort de Garibaldi
4 2 7 53		S 2	14 Acacia	15 <i>quintidi</i>	Fête des sciences. 1881 : Con- damnat. des manif. du 15 mai : Paule Minck, Fava et docteur Susini.
4 2 7 54		D 3	15 <i>Caille</i>	16 primidi	1785-1857 Frédéric Sauvage
4 1 7 55		L 4	16 Œillet	17 duodi	1752-1834 Jacquart
4 1 7 56		M 5	17 Sureau	18 tridi	1732-1792 Arkhwright
4 0 7 57		M 6	18 Pavot	19 quartidi	1832 Insur. du cloître St-Merri
4 0 7 58		J 7	19 Tilleul	20 <i>quintidi</i>	Hobbes
3 59 7 58		V 8	20 FOURCHE	21 primidi	1809 Mort de Th. Payne
3 59 7 59		S 9	21 Barbeau	22 duodi	1525 Mort de Geyer
3 59 8 0		D 10	22 Camomille	23 tridi	1869 Fusill. de la Ricamarie
3 58 8 1		L 11	23 Chèvrefeuille	24 quartidi	1499-1589 Bernard de Palissy
3 58 8 2		M 12	24 Caille-lait	25 <i>quintidi</i>	Georges Duchêne
3 58 8 2		M 13	25 <i>Tanche</i>	26 primidi	1803-1885 Toussenel
3 58 8 3		J 14	26 Jasmin	27 duodi	Georges Avenel
3 58 8 3		V 15	27 Verveine	28 tridi	1381 Mort de Wat-Tyler
3 58 8 4		S 16	28 Thym	29 quartidi	C.-A. Rosetti
3 58 8 4		D 17	29 Pivoine	30 <i>quintidi</i>	Sophocle
				MESSIDOR	
3 58 8 4		L 18	30 CHARIOT	1 primidi	Théocrite
			MESSIDOR		
3 58 8 4		M 19	1 Seigle	2 duodi	1782 Naissance de Lamennais
3 58 8 5		M 20	2 Avoine	3 tridi	1882 Supplice de Pougatcheff
3 58 8 5		J 21	3 Oignon	4 quartidi	1866 Mort de Buchez
3 58 8 5		V 22	4 Véronique	5 <i>quintidi</i>	1810-1838 Hégès. Moreau
3 59 8 5		S 23	5 MULET	6 primidi	1818 Insurrection dans Paris
3 59 8 5		D 24	6 Romarin	7 duodi	1818 M. de Roguinard et Belval
3 59 8 5		L 25	7 Concombre	8 tridi	1818 Mort de Laroque
4 0 8 5		M 26	8 Echalotte	9 quartidi	1869 Mort de Barbès
4 0 8 5		M 27	9 Absinthe	10 <i>quintidi</i>	Diogène
4 1 8 5		J 28	10 FAUCILLE	11 primidi	1863 Mort de J. Reynaud
4 1 8 5		V 29	11 Coriandre	12 duodi	1878 Mort de Baudet Dulary
4 2 8 5		S 30	12 Artichaut	13 tridi	1876 Mort de Bakounine
Phases lunaires N. L. le 3, à 11 h. 6 soir. P. L. le 18, à 7 h. 16 matin. P. Q. le 10, à 1 h. 24 soir. D. Q. le 26, à 10 h. 12 matin.					

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSEE
h. m.	h. m.	JUILLET	MESSIDOR	MESSIDOR	
4 2 8	5	D 1	13 Giroflée	14 quartidi	1775-1854 Schelling
4 3 8	4	L 2	14 Lavande	15 <i>quintidi</i>	1869 Mort de Barraut
4 4 8	4	M 3	15 <i>Chamois</i>	16 primidi	1778 Mort de J.-J. Rousseau
4 4 8	4	M 4	16 Tabac	17 duodi	1759-1824 Schiller
4 5 8	3	J 5	17 Groseille	18 tridi	Joseph Fontana
4 6 8	3	V 6	18 Gesse	19 <i>quararidi</i>	1535 Supplice de Thomas Mo- rus
4 6 8	2	S 7	19 Cerise	20 <i>quintidi</i>	1740-1785 Frères Mongolfiers
4 7 8	2	D 8	20 PARC	21 primidi	1870 Procès de l'Internat.
4 8 8	1	L 9	21 Menthe	22 duodi	1873 Insurrection d'Alcoy
4 9 8	1	M 10	22 Cumin	23 tridi	Théophraste
4 10 8	0	M 11	23 Haricot	24 <i>quartidi</i>	Epictète
4 11 7	59	J 12	24 Orcanète	25 <i>quintidi</i>	1873 Insurrection de Cartha- gène
4 12 7	58	V 13	25 <i>Pintade</i>	26 primidi	1877 Supplice de Bogolubof
4 13 7	58	S 14	26 Saugé	27 duodi	1789 Prise de la Bastille
4 14 7	57	D 15	27 Ail	28 tridi	1793 Marat
4 15 7	56	L 16	28 Vesce	29 <i>quartidi</i>	1832 Mort de Talabot
4 16 7	55	M 17	29 Blé	30 <i>quintidi</i>	1857 Mort de Béranger
4 17 7	54	M 18	30 CHALÉMIE	THERMIDOR	
			THERMIDOR	1 primidi	1746-1803 T. Louverture
4 18 7	53	J 19	1 Epeautre	2 duodi	Vercingétorix
4 19 7	52	V 20	2 Rouillon-Blanc	3 tridi	1623-1662 Pascal
4 21 7	51	S 21	3 Melon	4 <i>quartidi</i>	1892 Mort de Léon Cladel
4 22 7	50	D 22	4 Ivraie	5 <i>quintidi</i>	1668-1747 Le Sage
4 23 7	49	L 23	5 <i>Bélier</i>	6 primidi	1857 Mort de Car. Pisacane
4 24 7	48	M 24	6 Prêle	7 duodi	Esopé
4 25 7	46	M 25	7 Armoise	8 tridi	1564-1616 Shakespeare
4 27 7	45	J 26	8 Carthame	9 <i>quartidi</i>	1737-1813 Parmentier
4 28 7	44	V 27	9 Mûres	10 <i>quintidi</i>	Rigas Feraios
4 29 7	42	S 28	10 ARROSOIR	11 primidi	Théodor Vladimirescu
4 30 7	41	D 29	11 Panis	12 duodi	1784 Mort de Diderot
4 32 7	40	L 30	12 Salicor	13 tridi	Virgile
4 33 7	38	M 31	13 Abricot	14 <i>quartidi</i>	Cratès
Phases lunaires					
N. L. le 3, à 5 h. 55 matin.			P. L. le 17, à 10 h. 12 soir.		
P. Q. le 9, à 10 h. 25 soir.			D. Q. le 25, à 9 h. 16 soir.		

LETTERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	AOUT	THERMIDOR	THERMIDOR	
4 34	7 37	M 1	14 Basilic	15 <i>quintidi</i>	1812 Mort de V. d'Argent
4 36	7 35	J 2	15 <i>Brebis</i>	16 primidi	Madame Ackermann
4 37	7 34	V 3	16 Guimauvo	17 duodi	1889 Mort de Félix Pyat
4 38	7 32	S 4	17 Lin	18 tridi	1622-1673 Molière
4 40	7 31	D 5	18 Amande	19 quartidi	1688-1744 Pope
4 41	7 29	L 6	19 Gentiane	20 <i>quintidi</i>	1749-1791 Mirabeau
4 42	7 28	M 7	20 ECLUSE	21 primidi	1819 Supplice d'E. Elsenhaus
4 44	7 26	M 8	21 Carline	22 duodi	1760-1836 Rouget de l'Isle
4 45	7 24	J 9	22 Căprier	23 tridi	1889 Mort de Gagneur
4 47	7 23	V 10	23 Lentille	24 quartidi	1707-1794 Danton
4 48	7 21	S 11	24 Aunée	25 <i>quintidi</i>	1467-1536 Erasme
4 49	7 19	D 12	25 <i>Loutre</i>	26 primidi	1888 Mort de Flotte
4 51	7 18	L 13	26 Myrte	27 duodi	1889 Argyriadès plaide pour M ^{me} Souhain qui, poussée par la misère, a tué ses 5 enfants
4 52	7 16	M 14	27 Colza	28 tridi	1886 Procès du meeting du Château-d'Eau
4 54	7 14	M 15	28 Lupin	29 quartidi	1765-1815 Fulton
4 55	7 12	J 16	29 Coton	30 <i>quintidi</i>	
4 56	7 10	V 17	30 MOULIN	FRUCTIDOR	1804-1876 George Sand
4 58	7 9	S 18	1 Prune	1 primidi	
4 59	7 7	D 19	2 Millet	2 duodi	1773-1842 S. de Simondi
5 1	7 5	L 20	3 Lycoperde	3 tridi	Périclès
5 2	7 3	M 21	4 Escourgeon	4 quartidi	Condamnation de Testulat
5 3	7 1	M 22	5 <i>Saumon</i>	5 <i>quintidi</i>	1888 Congrès de Wyden
5 5	6 59	J 23	6 Tubéreuse	6 primidi	1893 Mort de Pichio.
5 6	6 57	V 24	7 Sucrion	7 duodi	1878 Procès cong. soc. de Paris
5 8	6 55	S 25	8 Apocyn	8 tridi	1886 Conférence intern. ouvrière
5 9	6 53	D 26	9 Réglisse	9 quartidi	1723-1790 Adam Smith
5 11	6 51	L 27	10 ECHELLE	10 <i>quintidi</i>	1727-1781 Turgot
5 12	6 49	M 28	11 Pastèque	11 primidi	1818 Condamnation de Racary
5 13	6 47	M 29	12 Fenouil	12 duodi	1837 Procès St Simonien
5 15	6 45	J 30	13 Epine-Vinette	13 tridi	1619-1683 Colbert
5 16	6 43	V 31	14 Noix	14 quartidi	1871 Mort de Gustave Tridon
				15 <i>quintidi</i>	1870 Congrès intern. de Rouen
					1874 Mort de Lassalle
Phases lunaires					
N. L. le 1, à 0 h. 33 s.			P. L. le 16, à 1 h. 26 s.		
P. Q. le 8, à 10 h. 15 m.			D. Q. le 24, à 5 h. 49 s.		
			N. L. le 30, à 8 h. 14 s.		

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 102 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	SEPT.	FRUCTIDOR	FRUCTIDOR	
5 18	6 41	S 1	15 <i>Truite</i>	16 primidi	1867 Congrès int. de Lausanne
5 19	6 39	D 2	16 Citron	17 duodi	1872 Congrès int. de La Haye
5 20	6 37	L 3	17 Cardière	18 tridi	Gougenot Desmousseaux
5 22	6 35	M 4	18 Nerprun	19 quartidi	Fra Paolo
5 23	6 33	M 5	19 Tagette	20 <i>quintidi</i>	1568 Naissance de Campanella
5 25	6 31	J 6	20 HOTTE	21 primidi	1775-1847 O'Connell
5 26	6 29	V 7	21 Eglantier	22 duodi	John Brown
5 28	6 27	S 8	22 Noisette	23 tridi	1874 Congrès int. de Genève
5 29	6 25	D 9	23 Houblon	24 quartidi	1877 Congrès univ. de Gand
5 30	6 23	L 10	24 Sorgho	25 <i>quintidi</i>	O'Donnell
5 32	6 20	M 11	25 <i>Ecrevisse</i>	26 primidi	1723-1789 d'Holbach
5 33	6 18	M 12	26 Bigarade	27 duodi	1806-1872 Lachambaudie
5 35	6 16	J 13	27 Verge d'or	28 tridi	1893 Mort de Benoît Malon.
5 36	6 14	V 14	28 Maïs	29 quartidi	1321 Mort du Dante
5 37	6 12	S 15	29 Marron	30 <i>quintidi</i>	1866 Supplice de Karakosoff
				VENDEMIARE	
5 39	6 10	D 16	30 PANIER	1 primidi	1637 Mort de Buonarrotti
5 40	6 8	L 17	1 Fêtes de la Vertu	2 duodi	1889 Cong. univ. libre-pensée
5 42	6 6	M 18	2 — du Génie	3 tridi	1881 Cong. libre-pensée Paris
5 43	6 3	M 19	3 — du Travail	4 quartidi	Mécène
5 45	6 1	J 20	4 — de l'Opinion	5 <i>quintidi</i>	Hippocrate
5 46	5 59	V 21	5 — des Récomp.	6 primidi	1792 Proclam. de la République
5 47	5 57	S 22	6 Fête Sans-culotide supplémentaire.	7 duodi	1738 Boerhave
			AN 103 VENDEMIARE		
5 49	5 55	D 23	1 Raisin	8 tridi	1876 Cond. de Bontofskaïa
5 50	5 53	L 24	2 Safran	9 quartidi	1882 Congrès de St-Etienne et de Roanne
5 52	5 51	M 25	3 Chataigne	10 <i>quintidi</i>	1881 Cong. libre-pensée Paris
5 53	5 48	M 26	4 Colchique	11 primidi	1762-1791 Camille Desmoulins
5 55	5 46	J 27	5 <i>Cheval</i>	12 duodi	Diagoras, l'athée
5 56	5 44	V 28	6 Balsamine	13 tridi	1861 Fond. de l'International
5 58	5 42	S 29	7 Carotte	14 quartidi	Démosthènes
5 59	5 40	D 30	8 Amaranthe	15 <i>quintidi</i>	1883 Congrès nation. à Paris
Phases lunaires P. Q. le 7, à 1 h. 12 matin. D. Q. le 22, à 0 h. 42 soir. P. L. le 15, à 4 h. 31 matin. N. L. le 29, à 5 h. 53 matin.					

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 103 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSEE
h. m.	h. m.	OCTOBRE	VENDÉMAIRE	VENDÉMAIRE	
6 1 5 38		L 1	9 Panais	16 primidi	1812-1870 Dickens
6 2 5 36		M 2	10 CUVE	17 duodi	1876 Congrès de Paris
6 3 5 34		M 3	11 Pomme de terre	18 tridi	Damon et Pythias
6 5 5 32		J 4	12 Immortelle	19 quartidi	Marcos Botzaris
6 6 5 30		V 5	13 Potiron	20 <i>quintidi</i>	1885 Congrès de Cincinnati
6 8 5 28		S 6	14 Réséda	21 primidi	1779-1868 Brougham
6 9 5 26		D 7	15 Ane	22 duodi	1379-1848 Barthelius
6 11 5 23		L 8	16 Belle de Nuit	23 tridi	1837 Mort de Fourier
6 12 5 21		M 9	17 Citrouille	24 quartidi	1869 Fusil. des grév. à Aubin
6 14 5 19		M 10	18 Sarrasin	25 <i>quintidi</i>	1711-1776 Hume
6 15 5 17		J 11	19 Tournesol	26 primidi	Zénon
6 17 5 15		V 12	20 PRESOIR	27 duodi	1424 Mort de Jean Ziska
6 19 5 13		S 13	21 Chanvre	28 tridi	Cervantès
6 20 5 11		D 14	22 Pêche	29 quartidi	1848 Condamn. de Voisambert
6 22 5 9		L 15	23 Navet	30 <i>quintidi</i>	Madame de Sevigné
				BRUMAIRE	
6 23 5 7		M 16	24 Amaryllis	1 primidi	Rétif de la Bretonne
6 25 5 5		M 17	25 <i>Bœuf</i>	2 duodi	1780 Naissance de Saint-Simon
6 26 5 4		J 18	26 Aubergine	3 tridi	1645-1696 La Bruyère
6 28 5 2		V 19	27 Piment	4 quartidi	Apollonius de Tyane
6 29 5		S 20	28 Tomate	5 <i>quintidi</i>	1879 Congrès de Marseille
6 31 4 58		D 21	29 Orge	6 primidi	1775-1836 Ampère.
6 33 4 56		L 22	30 TONNEAU	7 duodi	1878 Promulgation en Allema- gne de la loi contre les social.
			BRUMAIRE		
6 34 4 54		M 23	1 Pomme	8 tridi	Hipparque
6 36 4 52		M 24	2 Céleri	9 quartidi	1758-1794 Robespierre
6 37 4 51		J 25	3 Poire	10 <i>quintidi</i>	1861 Mort de Jean Journet
6 39 4 49		V 26	4 Betterave	11 primidi	1876 Congr. de l'intern. Berne
6 40 4 47		S 27	5 Oie	12 duodi	1553 Supplice de Michel Servet
6 42 4 45		D 28	6 Héliotrope	13 tridi	1667-1745 Swift
6 44 4 43		L 29	7 Figue	14 quartidi	1889 Mort de N.Tchernichewski
5 45 4 42		M 30	8 Scorsonère	15 <i>quintidi</i>	1881 Congrès national de Reims
6 47 4 40		M 31	9 Alisier	16 primidi	1793 Supplice de Fouchet
Phases lunaires					
P. Q. le 6, à 7 h. 11 m. s.			D. Q. le 21, à 7 h. 5 m. s.		
P. L. le 14, à 6 h. 50 m. s.			N. L. le 28, à 6 h 7 m. s.		

LEVERS ET COTCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 103 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	NOV.	BRUMAIRE	BRUMAIRE	
6 48	4 38	J 1	10 CHARRUE	17 duodi	1772-1825 P. L. Courier
6 50	4 37	V 2	11 Salsifis	18 tridi	1819-1877 Courbet, membre de la commune
6 52	4 35	S 3	12 Macre	19 quartidi	Phocion
6 53	4 34	D 4	13 Topinambourg	20 <i>quintidi</i>	1867 Manifeste des intern. de Paris.
6 55	4 32	L 5	14 Endive	21 primidi	46 av. J.-C. Caton d'Utique
6 56	4 31	M 6	15 <i>Dindon</i>	22 duodi	1887 Mort de Pottier
6 58	4 29	M 7	16 Chervi	23 tridi	1874 Congrès intern. Bruxelles
7 1	4 28	J 8	17 Cresson	24 quartidi	1856 Mort de Cabet
7 1	4 26	V 9	18 Dentelaire	25 <i>quintidi</i>	1848 Supplice de R. Blum
7 3	4 25	S 10	19 Grenade	26 primidi	1866 Mort de Duveyrier
7 4	4 23	D 11	20 HERSE	27 duodi	1887 Martyrs de Chicago
7 6	4 22	L 12	21 Baccante	28 tridi	1859 Mort de Colins
7 8	4 21	M 13	22 Azerole	29 quartidi	1848 Condam. de Bisbambiglia
7 9	4 20	M 14	23 Garance	30 <i>quintidi</i>	1880 Congrès du Havre
7 11	4 18	J 15	24 Orange	1 primidi	1716 Mort de Leibnitz
				FRIMAIRE	
7 12	4 17	V 16	25 <i>Faisan</i>	2 duodi	1716 Naissance de d'Alembert
7 14	4 16	S 17	26 Pistache	3 tridi	1858 Mort d'Owen
7 15	4 15	D 18	27 Macjonc	4 quartidi	1889 Procès d'Elberfeld
7 17	4 14	L 19	28 Coing	5 <i>quintidi</i>	Guillaume-Tell
7 19	4 13	M 20	29 Cormier	6 primidi	Claude Pelletier
7 20	4 12	M 21	30 ROULEAU	7 duodi	1831 Insurrection de la Croix- Rouge à Lyon
			FRIMAIRE		
7 22	4 11	J 22	1 Raiponse	8 tridi	Théodore Desamy
7 23	4 10	V 23	2 Turneps	9 quartidi	Aristote
7 24	4 9	S 24	3 Chicorée	10 <i>quintidi</i>	1643 Mort de Tobie Adam
7 26	4 8	D 25	4 Nèfle	11 primidi	Pauline Roland
7 27	4 7	L 26	5 <i>Cochon</i>	12 duodi	1694-1774 Quesnay
7 29	4 7	M 27	6 Mâche	13 tridi	1632-1694 Papendorf
7 30	4 6	M 28	7 Chou-fleur	14 quartidi	1871 Supplice Ferré et Rossel
7 31	4 5	J 29	8 Miel	15 <i>quintidi</i>	1830 Révolution en Pologne
7 33	4 5	V 30	9 Genièvre	16 primidi	1871 Supplice de Crémieux

Phases lunaires

P. Q. le 5, à 3 h. 25 soir.

D. Q. le 20, à 2 h. 18 matin.

P. L. le 13, à 7 h. 58 matin.

N. L. le 27, à 9 h. 4 matin.

LEVERS ET COUCHERS DU SOLEIL		AN 1894 du CALENDRIER GREGORIEN	AN 103 du CALENDRIER RÉPUBLICAIN	AN 23 de la COMMUNE CALENDRIER SOCIALISTE	ÉPHÉMÉRIDES SOCIALISTES et de la LIBRE-PENSÉE
h. m.	h. m.	DÉCEMB.	FRIMAIRE	FRIMAIRE	
7 34	4 4	S 1	10 PIOCHE	17 duodi	1879 Hartmann essaye d'exé- cuter le tsar
7 35	4 4	D 2	11 Cire	18 tridi	1707-1751 Lamettrie
7 37	4 3	L 3	12 Raifort	19 quartidi	Mort de Baudin
7 38	4 3	M 4	13 Cèdre	20 <i>quintidi</i>	Plutarque
7 39	4 2	M 5	14 Sapin	21 primidi	1780-1793 Viala
7 40	4 2	J 6	15 <i>Chevreuil</i>	22 duodi	1875 Mort de J. Stuart-Mill
7 41	4 2	V 7	16 Ajonc	23 tridi	1875 Mort de Becker
7 42	4 2	S 8	17 Cyprès	24 quartidi	1625-1709 Pierre Corneille
7 44	4 2	D 9	18 Lierre	25 <i>quintidi</i>	1608 Naissance de Milton
7 45	4 1	L 10	19 Sabine	26 primidi	1889 Mort de Sigida
7 46	4 1	M 11	20 HOYAU	27 duodi	1811-1882 Louis Blanc
7 46	4 1	M 12	21 Erable-Sucro	28 tridi	1770-1827 Beethoven
7 47	4 1	J 13	22 Bruyère	29 quartidi	1871 Condamnation à Lyon des insurgés d'Avril
7 48	4 1	V 14	23 Roseau	30 <i>quintidi</i>	1799 Mort de Washington
				NIVOSE	
7 49	4 2	S 15	24 Oseille	1 primidi	M. Le Pelletier Saint-Fargeau
7 50	4 2	D 16	25 <i>Grillon</i>	2 duodi	1735-1830 Bolivar
7 51	4 2	L 17	26 Pignon	3 tridi	1851 d'Olinde Rodrigues
7 51	4 2	M 18	27 Liège	4 quartidi	1891 M. de César de Paëpe
7 52	4 3	M 19	28 Truffe	5 <i>quintidi</i>	1889 M. de Constantin
7 53	4 3	J 20	29 Olive	6 primidi	Pecqueur
7 53	4 4	V 21	30 PELLE	7 duodi	1857 Mort de Lagrange
			NIVOSE		
7 54	4 4	S 22	1 Tourbe	8 tridi	1887 M. Sévinoff-Ouvarof
7 54	4 5	D 23	2 Houille	9 quartidi	1780-1793 Barral Joseph
7 54	4 5	L 24	3 Bitume	19 <i>quintidi</i>	1864 Mort de Bronterre
7 55	4 6	M 25	4 Soufre	11 primidi	O'Brien. Fête des enfants
7 55	4 7	M 26	5 <i>Chien</i>	12 duodi	1825 Ins. Pétersb. Moscou
7 55	4 7	J 27	6 Lave	13 tridi	1715-1771 Helvetius
7 56	4 8	V 28	7 Terre végétale	14 quartidi	1738-1791 Beccaria
7 56	4 9	S 29	8 Fumier	15 <i>quintidi</i>	1384 Mort de J. Wicief
7 56	4 10	D 30	9 Salpêtre	16 primidi	Aristide
7 56	4 11	L 31	10 FLÉAU	17 duodi	1880 Mort de Blanqui
Phases lunaires					
P. Q. le 5, à 0 h. 25 soir.			D. Q. le 19, à 11 h. 25 matin.		
P. L. le 12, à 7 h. 55 soir.			N. L. le 27, à 2 h. 29 matin.		

LIBERTÉ BOURGEOISE

RÉPONSE A LA

« **TYRANNIE SOCIALISTE** »

L'année dernière nous avons dit quelques mots, en guise de réfutation, de la brochure de M. Richter, *Où mène le Socialisme*. Nous ne pensions pas avoir à recommencer cette année la même besogne à l'égard d'un nouveau livre contre le socialisme et dont l'auteur, M. Yves Guyot, a étonné le monde par ses palinodies et son cynisme.

Certes, on aurait pu passer sous silence les élucubrations de ces deux défenseurs du capitalisme, puisque le corps électoral a fait justice tant en Allemagne qu'en France, des théories fausses, surannées, soutenues par ces deux tombeurs — pas du tout dangereux — du socialisme.

En Allemagne, la défaite du parti progressiste, dont Richter était le chef, a été désastreuse. Pas un seul des 54 membres du Reichstag composant ce parti n'a été réélu au premier tour de scrutin; un petit nombre d'entre eux ont pu passer au second tour et cela grâce au faux masque dont ils s'affublèrent pour la circonstance.

En France, la défaite des Yves Guyot, Maujan, Leroy-Beaulieu a été aussi piteuse qu'on pouvait la désirer. Mais principalement Yves Guyot dans le 1^{er} arrondissement de Paris a échoué si honteusement qu'il s'est retiré de la lutte au deuxième tour de scrutin.

Malgré ces exécutions en règle, senties et méritées, les élucubrations de ces malmenés du suffrage universel, subsistent et peuvent, par leur lecture, prolonger, dans certains cerveaux, les idées fausses dont ils sont imbus déjà. C'est pourquoi nous tenons à dire ici quelques mots sur cette nouvelle ineptie bourgeoise intitulée *La Tyrannie Socialiste*, quitte à la réfuter par la suite, en détail, dans une brochure. Cela nous donnera, d'ailleurs, l'occasion de démontrer une fois de plus sur quels misérables arguments on base le régime capitaliste, tant au point de vue de la liberté qu'au point de vue de l'égalité, du bien-être et de la sécurité sociale.

Tout le monde sait combien Yves Guyot a flagorné le peuple et la classe ouvrière avant d'arriver à être quelque chose en politique.

Aujourd'hui, il a perdu tout sentiment de dignité et de pudeur, et il entasse sophismes sur sophismes, mensonges sur mensonges, pour soutenir quand même les intérêts des exploités. En cela, il est vrai, il fait simplement suite à tous les traîtres du passé, à tous les renégats de bas étage. Mais là où son cynisme est au comble, là où l'inconscience, chez lui est, croyons nous, un état

pathologique, c'est lorsqu'il nie la misère pour soutenir le régime abject qui nous régit.

Mais ceux qui crèvent dans la rue.

Triple bourgeois, font-ils semblant ? (1)

Comment ! En face des innombrables suicides causés par la misère, devant ces faits patents relatés journellement dans tous les journaux à quelque parti qu'ils appartiennent, il a osé nier la misère !

C'est lui, cependant qui, naguère, écrivit l'*Histoire des Proletaires*, œuvre pleine de sympathie pour les malheureux. Il est étrange qu'à quelques années de distance, cet homme ait pu se renier ainsi lui-même pour prêcher le maintien des prolétaires dans l'enfer social actuel. (2)

Notre tâche, ici, est de réduire à néant les audacieuses affirmations de ce faux bonhomme en nous basant sur des faits et des statistiques incontestables.

Or, voici ce que nous trouvons dans le *Petit Journal* (pas du tout socialiste), du 8 mars 1893, sur la misère, niée par Yves Guyot :

• Sur les 87,000 personnes qui, en 1892, sont passées par le Dépôt, il y en avait 50,000 contre lesquelles on n'avait d'autre délit à relever que la misère. De casier judiciaire, elles n'en avaient pas, mais les pauvres gens étaient sans domicile, sans travail, sans ressources. •

Pour confondre ce vil imposteur, Yves Guyot, notre ami J.-B. Clément, directeur de l'*Emancipateur*, de Charleville, a eu l'excellente idée de reproduire depuis quelque temps, dans chaque numéro de son journal, cette négation de la misère en l'accompagnant de tous les faits divers constatant les ravages faits par la misère dans le courant de la semaine : morts par inanition, suicides causés par le manque de ressources, abandon d'enfants par suite de l'impossibilité dans laquelle se trouvent les parents d'arriver à les nourrir, etc., toutes choses qui préoccupent fort peu M. Yves Guyot.

Voyons maintenant, par quelques points de son livre, si on peut considérer cette élucubration comme une réfutation du socialisme.

Arrêtons-nous d'abord au titre : *La Tyrannie socialiste*. Ça, c'est une trouvaille, en opposition à la *Liberté bourgeoise*, dont nous jouissons aujourd'hui et dont M. Yves Guyot est l'avocat le plus fervent.

(1) Eugène Pottier, (voir la *Question Sociale*, 1^{re} série) poésie intitulée : *La Crise*.

(2) Un joli rapprochement à faire : Yves Guyot, dit, dans un de ses ouvrages, parlant du Christianisme : « Comment a-t-il tenu ses promesses ? Comment se fait-il que de mouvement de prolétaires, il soit devenu une théocratie semblant n'avoir d'autre but que de maintenir dans leur enfer les damnés de l'ordre social ? Il y a une explication banale qui se présente immédiatement à l'esprit, et qui, dans une certaine mesure, est vraie ; c'est la trahison continuelle du peuple par ceux qui, à l'aide de leurs séductions, de leurs caresses, de leurs flatteries, ont obtenu de lui le pouvoir. »

(*Études sur les doctrines sociales du christianisme.*)

Aussi, est-ce à dessein que nous avons donné à cet article le titre de *Liberté bourgeoise*, afin de l'examiner un peu, cette liberté qui est le grand cheval de bataille des souteneurs du régime actuel.

Pour être dans le vrai il faut, en lisant l'œuvre de M. Yves Guyot, prendre sur presque toutes les questions, juste le contrepied de ce qu'il dit.

Vouloir faire croire, *à priori*, que dans une société où les effets pernicioeux du capital sur la liberté n'existeront plus et où l'égalité sociale fera disparaître les conditions disparates qui existent aujourd'hui de riche à pauvre et qui amènent la tyrannie la plus horrible, vouloir faire croire, dis-je, que de cette égalité naîtra une plus grande tyrannie entre les hommes que celle qui existe aujourd'hui, c'est on ne peut plus audacieux.

Et c'est de l'audace calculée, car ce n'est pas nous, ce n'est pas un socialiste, c'est M. Yves Guyot, lui-même, qui, dans la préface de son livre, *l'Histoire des prolétaires*, caractérise de la belle manière la liberté bourgeoise ou plutôt la liberté des prolétaires dans la société actuelle :

Le prolétaire, dit-il, c'est un être disgracié du sort, sordide, sans foyer, sans autel, déguenillé, crevant de misère, espèce de larve qui se traîne dans l'ombre, en dehors du soleil social, bon à pendre, s'il lève la tête, fait pour le travail, comme moi (le bourgeois) je suis fait pour la jouissance!

Le prolétaire, voyez-vous, dans notre siècle d'industrialisme, c'est tout simplement une unité mécanique, une dent d'engrenage dans la fabrication. C'est le complément du métier. C'est un appendice à la vapeur.

Malheureusement, et par une prétention inconcevable, cette unité mécanique, cette dent d'engrenage, cet organe de transmission, de mouvement, ça se figure être un homme, ça se figure avoir droit à vivre sans mourir de faim; ça croit avoir droit à épouser une femme et à élever des enfants; ça veut s'instruire, ça veut penser, ça a des idées politiques!

Nous avons eu beau leur dire : « Si vous n'avez pas de pain dans le ventre, nous y fourrerons des baïonnettes (1) »; et de la menace nous avons eu beau passer à l'action, le mal n'a fait que s'aggraver.

Voilà ce que répondra, si je l'interroge un... *républicain honnête et modéré*, homme de « l'ordre » avant tout et ne comprenant que « l'ordre » appuyé sur la force, parce que son ordre est la négation du droit!

Avez-vous entendu? C'est Yves Guyot qui parle. *L'ordre bourgeois est la négation de tout droit*, dit-il.

Mais laissons-le continuer :

« Le peuple est écrasé, dépouillé, pressuré et pressuré jusqu'au jus, mutilé, pendu, fusillé par toutes les oligarchies; rien de plus naturel, rien de plus simple, rien de plus juste..... Le peuple c'est l'âne maudit de la fable!

Voyons, franchement, M. Yves Guyot, cette dent d'engrenage, cet organe de transmission et de mouvement qui se figure être un homme, cet âne maudit de la fable, peut-il avoir quelque liberté en présence de ses omnipotents maîtres millionnaires et milliardaires qui disposent de ses moyens d'existence?

Vous nous parlez dans votre *Tyrannie socialiste* de libre con-

(1) Paroles d'un fabricant de Lyon en 1831 (cité par Yves Guyot).

trat qui intervient entre employeur et employé, et c'est là-dessus que vous basez votre *grande liberté bourgeoise*.

Mais peut-on sérieusement soutenir qu'il y a liberté entre ces contractants, alors que l'une des parties, celle des travailleurs, est contrainte par la faim d'accepter les conditions les plus onéreuses du patron!

Il y a liberté, oui, pour l'ouvrier, ou d'accepter ces conditions ou de mourir de faim.

Quelle est donc leur liberté à ces prolétaires qui passent leur vie courbés sous le joug du capitaliste, se soumettant à toutes ses volontés, à tous ses caprices, et dépendant de lui dans leur existence et celle des leurs?

Or, voici comment vous formulez une de vos lois sociologiques :

Le progrès est en raison inverse de l'action coercitive de l'homme sur l'homme et en raison directe de l'action de l'homme sur les choses.

Eh bien ! n'y a-t-il pas là justement l'action la plus coercitive de l'homme sur l'homme, chose que vous considérez vous-même comme un obstacle au progrès?

D'après votre propre loi, non seulement il y a, par le patronat, action coercitive de l'homme sur l'homme, mais au lieu que l'homme ait une action directe sur les choses, c'est une chose, l'argent, qui a une action directe sur l'homme.

Comment peut-on parler alors de liberté, dans la société actuelle où toutes les libertés viennent échouer devant l'omnipotence du capital? Un ouvrier ou employé quelconque ne peut exercer sa prétendue liberté de parler ou d'écrire selon ses idées au su de son patron sans courir le risque de perdre son pain et celui de sa famille.

En effet, n'avons-nous pas entendu du haut de la tribune française, un ministre républicain soutenir et approuver un Chagot qui avait mis à la porte de son atelier ceux de ses ouvriers qui refusaient d'aller à la messe?

N'avons-nous pas vu l'omnipotente compagnie P. L. M. congédier ceux de ses employés qui avaient été honorés par leurs concitoyens du mandat de conseillers municipaux?

Et le baron Reille, à Carmaux, n'a-t-il pas fait de même avec Calvignac?

Ne voyons nous pas, enfin, tous les jours les bourgeois se mettre au-dessus des lois lorsque celles-ci (bien rares) contrarient leurs intérêts?

Grâce à la liberté bourgeoise, les patrons s'arrogent le droit de créer des pénalités que le législateur seul peut édicter.

Ainsi les amendes qu'on prélève sur les salaires des ouvriers pour de soi-disant contraventions aux règlements d'atelier, sont complètement illégales.

Or, comme les socialistes demandent la fin de ces scandales, M. Yves Guyot s'élève contre eux et déclare qu'ils forceront les patrons — si on leur retire le droit d'édicter des amendes — à renvoyer leurs ouvriers toutes les fois qu'ils commettront la moindre peccadille.

Voilà comment M. Guyot comprend la liberté des prolétaires !

Et si, désormais, les patrons ne se contentent pas seulement d'amendes, mais s'avisent d'enfermer leurs ouvriers récalcitrants dans des cachots, il approuvera des deux mains pour cette raison philanthropique que la privation de travail aurait été plus désastreuse pour l'ouvrier.

Non, M. Yves Guyot, la liberté n'existe aujourd'hui que pour les capitalistes qui se permettent impunément toutes espèces de fantaisies, toutes espèces de vols.

Vous vous gardez bien, vous et les vôtres, de parler des accaparements et des monopoles qui se constituent au grand détriment des petits commerçants qu'on exproprie et des consommateurs qui paient plus cher les objets accaparés.

Déjà la lutte du petit capital contre le gros est devenue impossible, et nous voyons, tous les jours, disparaître par la faillite tout le petit commerce vaincu par le grand.

D'après un économiste américain, on est sûrement voué à la faillite aux Etats-Unis si l'on n'a pas, pour entreprendre le *moindre* commerce au moins 250.000 dollars.

Comment voulez-vous alors que les 150.000 salariés de Vanderbilt ou les 25.000 ouvriers de Schneider du Creusot, arrivent à s'affranchir de leurs maîtres ou même à lutter avec eux pour la moindre amélioration de leur sort ?

Pourquoi donc, alors que les prolétaires vivent sous un tel régime, pourquoi donc vous opposez-vous à ce que le législateur prenne, en attendant mieux, certaines mesures protectrices en leur faveur ou en faveur de leurs femmes et de leurs enfants ? Pourquoi donc vouloir laisser, quand même, cet insatiable minotaure — le capital — anéantir la classe des travailleurs par un surmenage effréné.

Dans la lutte du fort contre le faible, c'est la liberté qui opprime et c'est la protection qui affranchit.

Ce que vous entendez aujourd'hui par liberté, c'est le pouvoir absolu d'une minorité — possédant le capital — de faire tout ce qui lui plaira, non-seulement des salariés, mais encore de tous les citoyens en les dépouillant par de monstrueux accaparements.

Mais, de même que la société avait le droit de mettre un terme au brigandage des grandes routes, de même elle a aujourd'hui le droit de mettre un terme au brigandage effrontément exercé par les capitalistes sur tous les citoyens.

L'accaparement capitaliste s'opère, d'ailleurs, sur toutes nos prétendues libertés. Car, comment voulez-vous que le pauvre diable qui sue sang et eau pour arriver à vivre, puisse se faire entendre en se servant de la fameuse liberté de presse, alors qu'il faut des centaines de mille francs pour entreprendre la publication d'un journal et que la plupart des organes de la presse sont à la merci des possédants ?

En ce qui concerne la liberté de la parole, quel est celui de nous qui n'a pas entendu dire qu'un tel a été renvoyé de son atelier parce qu'il a osé émettre tout haut des opinions contraires à celles de son patron ou parce qu'il a pris la parole dans une réunion publique ?

Ah ! elle est jolie, la liberté actuelle !

Il y a des lois qui condamnent comme vagabonds les malheureux sans gîte qui se reposent à la belle étoile. Et des femmes sont obligées de se mettre en carte pour disposer, comme bon leur semble, de leurs corps.

Enfin, de par cette même liberté, des milliers d'hommes gémissent dans les prisons parce qu'ils ont lutté pour vivre dans notre marâtre société.

Et ici on voit apparaître la terreur bourgeoise en permanence avec ses tribunaux correctionnels s'acharnant avec une lâcheté inouïe sur les vaincus de la vie.

Voilà pour la liberté bourgeoise.

* * *

Prenons maintenant quelques autres points du livre de M. Yves Guyot. Cet incroyable économiste n'examine pas du tout les idées socialistes pour les combattre ; ce serait trop lui demander. Il a une méthode à lui, très commode. Il nie toute affirmation embarrassante, quelqu'incontestable et scientifique qu'elle soit. Et cela, avec le même sans- façon qu'il emploie pour nier l'existence de la misère.

Ne soutenez pas à cet étonnant écrivain, qu'actuellement, il y a souvent surproduction dans les différentes branches de l'industrie, que cette surproduction amène des crises épouvantables constatées par les économistes eux-mêmes depuis le commencement de ce siècle, crises qui jettent la désolation dans la classe des producteurs par des chômages forcés, il vous répondra tout simplement que cela est un mensonge ! D'ailleurs, il s'échappe toujours par la tangente :

Croyez-vous, dit-il, que sur les 1.500.000.000 d'êtres humains, en chiffres ronds, qui s'agitent sur la surface de la terre, il n'y en a pas 300.000.000, moins d'un sur cinq, qui aient une nourriture régulière, des vêtements et une habitation représentant le minimum de confort indispensable ! La production ne surabonde donc pas quand la grande majorité de l'humanité est encore dans la misère la plus noire (1) et n'a ni chemises, ni bas, ni chaussettes, ni mouchoirs de poche.

Il ne s'agit pas de dire que les objets qui restent invendus dans les magasins et qui constituent d'après nous la surproduction ou pléthore, ne suffisent pas à ceux qui en ont besoin, pour prouver qu'il n'y a pas surproduction, il s'agit de prouver que ceux qui en manquent possèdent les moyens de les acheter et les achètent réellement.

Or, comme ils ne peuvent les acheter parce qu'ils n'en ont pas les moyens, que viennent-ils faire ces millions d'hommes dans votre démonstration ? Ceux qui ne peuvent pas acheter n'existent pas par rapport à l'écoulement des produits.

Et vous le savez d'ailleurs bien, mais votre mauvaise foi vous empêche de le dire, il y a souvent des surproductions monstrueuses et alors que les marchandises, propriété de quelques accapareurs, sont entassées dans les magasins et y pourrissent, la grande majorité de l'humanité manque de tout. Et c'est cette surproduc-

(1) Tiens ! tiens !! Nous croyions, d'après M. Guyot, que la misère n'existait pas !

tion, supérieure aux besoins de ceux qui *peuvent acheter* les produits fabriqués, qui fait naître les crises périodiques, commerciales et industrielles.

D'ailleurs cette surproduction a été constatée même par des économistes.

Voici, en effet, comment s'exprimait de Sismondi, en 1822, lors d'une crise commerciale : « D'une extrémité jusqu'à l'autre de ce vaste continent (les Etats-Unis), si prospère, il n'y a pas une ville, pas une petite bourgade, où la quantité des marchandises offertes en vente ne soit infiniment supérieure aux moyens des acheteurs, quoique les marchands s'efforcent de les séduire par de très longs crédits et les facilités de tout genre pour les paiements qu'ils reçoivent à terme et en denrées de toutes espèces.

Aucun fait ne se présente à nous en plus de lieux, sous plus de faces, que la disproportion des moyens de consommation avec ceux de production ; que l'impossibilité des producteurs de renoncer à une industrie parce qu'elle décline et que la certitude que leurs rangs ne sont jamais éclaircis par les faillites. Comment se fait-il que les philosophes ne veuillent pas voir ce qui, de toutes parts, saute aux yeux du vulgaire ? ».

S'il vivait aujourd'hui, Sismondi serait bien plus étonné de constater qu'il y a encore de cyniques sophistes pour nier ces phénomènes économiques plus accentués aujourd'hui que jamais alors que le plus ignorant des hommes les comprend, et alors que nous constatons leurs manifestations les plus brutales dans les guerres coloniales continuelles faites exprès pour ouvrir des débouchés et déverser le trop plein de nos produits qui ne se vendent pas chez nous, la majorité du peuple n'ayant pas le moyen de les acheter.

Mais à quoi bon raisonner et citer des faits qui crèvent les yeux. M. Guyot est de parti pris, le capitaliste, pour lui, est l'arche sainte de la société, il ne faut y toucher sous aucun prétexte. Il s'élève, non seulement contre les socialistes, mais contre tous ceux qui ont voté à la Chambre des mesures protectrices en faveur des enfants et des femmes en couches, contre la barbarie patronale. Vraiment, qui aurait pu croire que cet homme si plein de pitié autrefois pour les prolétaires en arriverait à être le plus féroce des bourgeois, ne désarmant même pas devant l'indigne exploitation de l'enfance.

Faut-il nous étendre davantage ? Nous l'aurions voulu mais le cadre de notre Almanach ne nous le permet pas.

Cependant avant de finir, prenons encore un point de la *Tyrannie socialiste*. Pour détruire l'incontestable affirmation de Karl Marx que le capital n'est que le produit du sur-travail, il prend deux exemples exceptionnels d'entreprises capitalistes qui ont échoué et il croit triompher en disant : « *La faimsee plus-value est une moins-value* ». On ne peut se moquer avec plus de sans façon de ses lecteurs, car prendre deux exceptions pour soutenir que le capital n'est pas du tout le résultat du travail, c'est se moquer bêtement du monde.

Mais enfin, monsieur Yves Guyot, à quoi doivent-ils donc leur fortune les Vanderbilt, les Astor, les Roquesfeleur, les Schneider,

les Rothschild, à qui doivent-ils donc leurs milliards ou millions si ce n'est à la masse des travailleurs qui peinent sur les lignes de chemin de fer, si ce n'est aussi aux petits capitaux extorqués par les accaparements ? A qui pensez-vous donc faire croire que ces gaillards-là ont gagné eux-mêmes par leur travail leurs immenses fortunes avec lesquelles ils font des ruines partout ?

Mais puisque vous nous citez des chiffres de quelques cas exceptionnels, je vais vous citer, moi, des chiffres généraux sur le sur-travail des ouvriers, sur-travail qui constitue justement le capital et l'augmente journellement.

Ce sont des chiffres officiels, incontestables, qui démontrent que sept heures sur douze de travail fait par les ouvriers est du sur-travail, c'est-à-dire du travail non payé.

Voici une statistique qui va nous le prouver :

La production manufacturière française qui, il y a vingt-cinq ans, employait 1,467,471 ouvriers dont 417,430 femmes et 117,401 enfants, s'est chiffrée par une valeur totale de 7 milliards 130,281,210 francs dont il convient de déduire matières premières, combustible, etc., évalués par l'enquête de 1860-65 à 5,135,467,718 francs. Ce qui laisse une plus-value de 1,991,615,592 francs, dans laquelle les salaires ne figurent que pour 980,444,405 francs ou moins de la moitié.

Eh bien, étant donné que les divers établissements industriels eussent été en possession de nos 1,467,471 hommes, femmes et enfants, au lieu des 980,444,405 francs qui leur sont échus en partage — 666 en moyenne par tête, ils auraient eu à se répartir la totalité des 1,991,615,592 francs — soit en plus de ce qu'ils ont perçu : 1,001,468,117 fr. (1,357 francs par tête au lieu de 666 francs.)

Ici, l'on ne peut pas ergoter, et l'affirmation de Karl Marx sur la provenance du capital se base sur des faits patents et incontestables. Toutes les prétentions imbéciles des sophistes, se briseront misérablement contre la vérité scientifique du grand socialiste.

Yves Guyot dit — et nous, socialistes, ne l'avons jamais nié — que dans la lutte que se livrent les capitalistes, il en est qui se ruinent et perdent même les capitaux qu'ils possédaient. C'est vrai, mais si ces capitalistes se ruinent, ce ne sont pas — ainsi que le soutient effrontément M. Yves Guyot — les ouvriers qui en profitent, ce sont ceux d'entre les capitalistes qui leur ont livré la guerre et ont réussi à les abattre.

Et justement, le socialisme, en même temps qu'il améliorera la situation des travailleurs, sera un réparateur salutaire pour tous les citoyens quels qu'ils soient, car nous ne verrons plus comme aujourd'hui des hommes, grands possesseurs du vil métal, s'ingénier pour trouver un moyen efficace de ruiner leur prochain et augmenter ainsi leur stock d'or.

M. Yves Guyot croit triompher lorsqu'il nous cite des capitalistes qui se sont ruinés. Il ne s'aperçoit pas que par ce fait seul, la société capitaliste est condamnée à jamais.

A côté de ses apitoyements pour les capitalistes qui se ruinent en donnant de gros salaires à leurs ouvriers, il soutient sans hésiter que seulement depuis *trente ans* la situation des travailleurs s'est énormément améliorée et que beaucoup d'entre eux vivent dans le luxe.

Voilà une de ces audacieuses inepties auxquelles on ne pourrait croire si on ne les lisait pas soi-même.

Mais que dire à un homme dont l'inconscience va jusqu'à traiter un des plus grands génies du siècle, Karl Marx, de charlatan ?

On reste confondu surtout lorsque l'on pense que cet homme, naguère, s'entourait de socialistes tels que Guesde et Emile Gautier pour se pousser au pouvoir et qu'aujourd'hui, il bave sur la classe ouvrière et ses plus illustres défenseurs.

Mais laissons ce caméléon, devenu chien de garde du capitalisme, se morfondre dans sa volte face, car tout ce qui suit dans notre « Almanach », concourt à réfuter ses insanités voulues.

Tant que le socialisme n'aura que de tels ennemis ou contradicteurs, il ne s'en portera que mieux. Il se peut, d'ailleurs, que le socialisme, de même que les plantes, ait besoin de fumier autour de lui pour se mieux développer.

P. ARGYRIADÈS.

SOUVENIR D'ENFANCE

Vous, les heureux,
Chantez vos souvenirs d'enfance.
Moi, miséreux,
Je n'en connais que la souffrance.

Mon père était un peu trainard,
Ma mère une maigre au teint blême,
Avait tous les ans son moutard
Et ne s'arrêta qu'au dixième.
Elle pondait ça comme un œuf
Et trois jours après à l'usine
Trainant des charges comme un bœuf
Pour un salaire de famine.

Vous, les heureux, etc.

A tous gronillants dans le taudis
Pendant qu'elle était à l'ouvrage,
Les aînés gardaient les petits,
Et ça faisait un beau tapage!
Le père, lui, rentrait le soir
Bien las et toujours en colère;
Si l'on bronchait, oh! fallait voir :
Pan, les gosses! Piff, paff, la mère !

Vous, les heureux, etc.

A peine en force de courir
Que la mère disait : En route!
Nous en avons trop à nourrir,
Faut que chacun gagne sa croûte.
Et sans répondre ou corrigé,
On s'en allait de porte en porte.
Comment ne pas être insurgé
Quand on a grandi de la sorte ?

Vous, les heureux, etc.

Puis la besace sur le dos,
Vers la huit ou dixième année
N'ayant que la peau sur les os
On partait faire sa journée

Dans les fermes durant l'été
Et tout l'hiver dans le grand baigno
On s'en revenait éreinté
Fiévreux et battant la campagne.

Vous, les heureux, etc.

Toujours l'un ou l'autre avait mal,
Et c'en était des sérénades !
La maison comme un hôpital
Et la mère en garde-malade.
La pauvre femme en étouffait
Quand fallait dire à la marmaille :
On danse devant le buffet,
Il nous faut de la médicaille.

Vous, les heureux, etc.

Le père mourut du grison,
La mine fut son cimetière.
Et la mère une pierre au cou
Fit un plongeon dans la rivière.
Alors la maison se vida,
Comme un troupeau qui s'éparpille
La famille se débanda
Et je n'en eus plus de famille.

Vous, les heureux, etc.

Mes frères sont des godaillieurs
Qui ne rêvent que plaie et bosse.
On m'a dit que mes pauvres sœurs
Sont à la ville et font la noce.
Quant à moi, l'espérance aidant,
Faisant le dur métier du père,
Je ne ris plus qu'en attendant
La revanche du prolétaire.

Vous, les heureux,
Chantez vos souvenirs d'enfance.
Moi, miséreux,
Je n'en connais que la souffrance.

J.-B. CLÉMENT.

PIERRE LEROUX

(FRAGMENT SUR SON ÉTHIQUE)



En 1850, les amis de Pierre Leroux concurent le projet de rassembler ses œuvres complètes. Ce projet ne fut jamais exécuté, mais je trouve dans la *Revue sociale* une longue lettre de Pierre Leroux lui-même qui s'y rapporte. « Ce que je puis affirmer de moi, dit-il, à la cinquante-quatrième année de mon âge, c'est que ma vie a été la recherche pénible, laborieuse, incessante de la vérité. J'ai trouvé, je le crois, un fil conducteur dans le labyrinthe où nous étions tous enfermés, destinés à servir de proie au minotaure du doute et de l'athéisme. Ma doctrine n'est pas de moi, car il n'y a rien dans cette doctrine qui ne s'appuie sur la tradition et le consentement pour l'Humanité... A vrai dire, je ne suis pas un auteur, je suis un croyant. Vainement je suis né à une époque de scepticisme : j'étais tellement croyant de ma nature, que j'ai recueilli (telle est du moins ma conviction) la croyance de l'Humanité, alors que cette croyance était à l'état latent, alors que l'Humanité semblait incrédule sur toute chose, et c'est cette croyance que je prétends lui rendre. »

Pierre Leroux disait vrai, il était un croyant, son œuvre est une interprétation humanitaire des antiques croyances et surtout du christianisme. En identifiant l'homme individuel à chaque moment de sa vie et dans la continuité indéfinie de son existence avec l'humanité, en transportant le ciel sur la terre, c'est-à-dire en faisant de la terre le séjour actuel et le séjour futur de l'homme individuel dans la perpétuité de son existence, dans la série indéfinie de ses incarnations, Pierre Leroux ne fait que donner un sens nouveau au christianisme. Sa doctrine, en ce sens, est un christianisme humanitaire et terrestre.

L'idée maîtresse qui la domine ; c'est que toutes les manifestations de la vie psychique de l'individu sont inséparables des manifestations psychiques des autres êtres humains. La psychologie individuelle se confond avec une psychologie collective. La vie humaine, dit-il dans son livre sur l'Egalité, c'est la connaissance, le sentiment, la sensation qui résultent de la coexistence de l'homme et de la société. Supprimez l'un ou l'autre, la vie cesse et disparaît... il y a de l'homme à la société et de la société à l'homme une pénétration mutuelle par laquelle ils se confondent sans cesser d'être distincts... Que restera-t-il encore, soit au philosophe, soit à l'artiste, soit à l'industriel, si l'Humanité qui de toute façon lui a donné naissance, et lui a fourni les matériaux de son âme, de son esprit, de sa puissance, lui retirait ses dons ? Il ne lui resterait pas même la possibilité d'être...

C'est l'aspect moral de la Doctrine qu'il importe de mettre en lumière. La vie telle qu'il la conçoit n'est et ne peut être qu'une communion, communion avec Dieu, avec ses semblables, avec l'Univers. C'est par sa communion avec son semblable que

l'homme communie avec Dieu, l'être infini, principe de toute existence, source de toute activité. Ce qu'il reproche au christianisme, la plus grande religion du passé comme il l'appelle, c'est d'avoir établi directement le rapport entre l'homme individuel et l'Etre infini ou Dieu, au lieu d'admettre comme intermédiaire nécessaire entre l'individu et Dieu, le semblable de l'individu. Dieu n'apparaît au contraire que dans un acte qui nous fait sentir en même temps notre propre existence et celle d'autrui, il veut qu'en l'aimant, vous ayez en même temps conscience de vous-même et d'autrui. Il suit de là que, d'après Leroux, le christianisme a à la fois méconnu la légitimité de l'égoïsme normal de l'homme en l'anéantissant vis à vis de Dieu dans un renoncement absolu, et la charité normale ou l'altruisme en méconnaissant cette nécessité qui unit indissolublement l'individu à son semblable en ne faisant de notre amour pour nos semblables qu'un rayonnement de notre amour... pour Dieu, en transformant la charité en une sorte de pitié, de compassion. Le christianisme dans son évolution se résoud en un Dieu hors du monde—dans l'homme considéré à part des autres hommes — dans le ciel séparé de la terre.

Pierre Leroux ramène le ciel sur la terre, c'est-à-dire que la vie future que la foi projette dans un ciel distinct de la terre, placé au-dessus d'elle, ne sera autre chose à ses yeux que le prolongement de la vie actuelle incarnée dans une autre forme humaine.

La vie future ne diffère pas de la vie présente, nous y entrons avec les dispositions nouvelles, les aptitudes, le caractère que la pratique de la vie présente nous a fait acquérir. La mémoire des événements de notre vie s'évanouit avec la mort mais les changements de caractère persistent, c'est le gage de la perfectibilité indéfinie de tout individu sur la terre comme c'est le lien du passé au présent pour chacun de nous. Pierre Leroux considère si peu l'homme à part des autres hommes qu'en définitive l'évolution de l'humanité s'accomplira par les mêmes individualités; dans cette



HECTOR DENIS

série de métamorphoses, nous renaîtrons de ceux qui sont nés de nous, liés les uns aux autres par la chaîne des temps. Pierre Leroux qui a touché de si près à la théorie de l'hérédité psychologique n'explique en définitive les dispositions natives de chaque individu que par sa propre évolution. Seulement elle est inséparable de l'évolution de tous. Chacun n'est psychologiquement qu'héritier de lui-même, mais socialement chacun subit l'action modificatrice du milieu social. Toute cette conception théologique et métaphysique échappe à la critique qui se fonde sur les données de l'expérience seule, et je ne songe pas à la discuter. Mais il faut en dégager les éléments que Pierre Leroux a empruntés lui-même à l'expérience. L'élément principal c'est sa notion même de la vie qui implique à la fois un moi et un non moi, deux termes absolument inséparables, que se résoud dans un ensemble d'échanges incessants avec le milieu physique et social. A la même époque que Pierre Leroux, Quetelet, dans ses recherches de statistique morale aboutissait à une conception analogue, il montrait que dans les déterminations volontaires de l'individu, les causes dérivant du milieu social sont indissolublement liées avec la causalité propre à chaque être individuel. C'est de cette conception de la vie que Pierre Leroux a déduit sa morale sociale et c'est le principe de cette morale qu'il est important pour nous de mettre en lumière.

La morale de Pierre Leroux est sans doute enveloppée de ce vague mysticisme, unie directement à sa conception théologique, mais lui-même a marqué cependant comment il s'est efforcé de lui donner une base dans la nature de l'homme.

« D'un côté Jésus et tous les grands Législateurs religieux ont fait un précepte de la charité sans en apporter d'autre raison que *la volonté* de Dieu. Et, d'un autre côté, les philosophes les plus irreligieux ont vanté la charité comme étant de notre *intérêt*. »

Nous venons de démontrer par la loi même de la vie qu'en effet la charité est notre loi et notre intérêt. »

Cette communication, cette communion incessante de l'individu et de l'humanité rend inséparables le *moi* de l'individu, le *non moi* de l'humanité extérieure à chaque individu : aucun des deux n'est indépendant de l'autre, aucun des deux n'a d'existence *réelle* et virtuelle qu'un à l'autre.

La formule de nos rapports avec nos semblables est dès lors la *solidarité* qui prend désormais la place de la charité chrétienne. C'est le sentiment même de cette unité indissoluble de l'homme et de son semblable et dans lequel se confondent l'égoïsme et l'altruisme. — « Que deviennent tous les sophismes de l'Egoïsme devant cette loi de la vie... Puisque notre vie est liée à ce point à celle de nos semblables, puisque nous sommes unis à l'humanité, puisque nos semblables au fond c'est *nous*... Evidemment, l'égoïsme tourne à sa propre défaite, il se détruit par lui-même. Vous voulez vous aimer, aimez-vous donc dans les autres : car votre vie est dans les autres et sans les autres votre vie n'est rien... »

La loi morale n'est ni l'égoïsme, ni le sacrifice, le renoncement absolu de l'individu, ni la charité qui descend par l'intermédiaire de Dieu vers les autres. L'égoïsme, le sacrifice, la charité mécon-

naissent les liens de l'homme et de l'Humanité, détruisent la communion de l'individu et de l'espèce et entravent le développement moral, intellectuel, physique d'une partie des êtres humains.

Dans la solidarité, l'égoïsme et l'altruisme sont organiquement unis, légitimement consacrés dans un équilibre normal, ils s'épurent, se fortifient en se corrigeant l'un l'autre pour le plus grand avantage de l'homme et de la société ; dans la solidarité, il y a le même sacrifice, le même égoïsme pour tout homme. Cette solidarité est inséparable de l'Egalité, c'est-à-dire qu'elle présente aussi le même *droit*, le même *devoir* pour tout homme. Identité du droit et du devoir, équilibre de l'égoïsme et de l'altruisme, ce sont les deux aspects d'une même loi morale, sociale, d'une communion indéfectible.

Cette notion de la solidarité exprime la loi d'interdépendance considérée surtout dans les rapports généraux des individualités humaines entre elles. Elle n'a pas ici non plus de caractère proprement organique, mais elle renferme cet équilibre précieux, cette conciliation de l'égoïsme et de l'altruisme, que des moralistes modernes comme Spencer, Renouvier et Proudhon n'ont pas dépassé.

L'humanité n'est pas un organisme pour P. Leroux comme pour Comte ou Spencer. C'est un être virtuel, composé d'individus qui sont les *unités réelles*, mais chacun d'eux porte en lui l'humanité à l'état de puissance, puisqu'il est destiné à accomplir l'évolution commune à tous les êtres et à réaliser en lui la perfection idéale que l'humanité peut atteindre dans la sensation, le sentiment, la connaissance.

Par cela même que les individus sont les *réalités absolues* pour P. Leroux, il est évident que le sentiment qui porte chacun vers *soi* et celui qui le porte vers *autrui* sont des sentiments irréductibles dont aucun ne peut disparaître devant l'autre.

La solution du problème moral est donc à ses yeux la réconciliation de l'égoïsme et de l'altruisme dans la solidarité. Sous l'aspect économique et politique, cette solution est dans la conciliation de l'individualisme et du socialisme.

HECTOR DENIS.

LA LUTTE DE CLASSE

Un jour, c'était à Londres pendant la proscription de la Commune, on causait, entre amis, de Darwin et de son système : le transformisme, la lutte pour la vie, la sélection naturelle. Un de nous qui avait beaucoup écouté et peu parlé dit : « Je ne suis pas partisan du Darwinisme, car c'est la consécration des inégalités sociales. »

On sourit à cette déclaration et un des nôtres fit observer à notre ami que la seule chose qu'on ait à rechercher au sujet d'une doctrine scientifique, c'est si cette doctrine est vraie ou

fausse, mais que s'en déclarer adversaire, *a priori*, parce que les résultats qui en découlent paraissent contraires à nos aspirations ou dérangent les idées que nous avons, le système que nous nous étions créé, c'est agir comme les théologiens qui, ayant enseigné jusqu'à Galilée que le soleil tournait autour de la terre, ne pouvaient admettre qu'on ait déclaré que c'était celle-ci qui tournait autour du soleil. Enfin, qu'au lieu de nier toute vérité non réellement acquise, l'homme de bonne foi doit s'en servir pour s'éclairer dans la recherche du bien.

Je ne crois pas que notre ami fut bien connaisseur ou, tout au moins, qu'il acceptât de suite cette façon saine de procéder, car les hommes sont ainsi faits, qu'ils préfèrent nier que renoncer à leur façon antérieure de penser.

Cette anecdote me revenait à la mémoire en voyant des socialistes sincères, de vieux lutteurs, rejeter et nier la formule de la lutte de classes, affirmée par tous les socialistes dignes de ce nom, et qui sera bientôt le seul signe de ralliement de l'armée des exploités, dans la guerre sociale qu'ils poursuivent pour leur émancipation.

La répugnance qu'ont encore ces socialistes à accepter cette formule vient, et de la façon dont elle a été présentée et de la façon dont elle a été interprétée.

On a dit de la lutte de classes : c'est un principe, un moyen d'action, etc., la vérité est que c'est tout simplement un fait indéniable dont la vérité est prouvée tous les jours et qui n'est pas nouveau : lutte de classes, la guerre de la bourgeoisie contre la noblesse avant la Révolution : lutte de classes, la guerre du prolétariat contre la bourgeoisie souveraine et maîtresse du monde entier par le capital qu'elle soustrait au travail.

Mais, objecte-t-on, comment déterminerez-vous où finit le prolétariat et où commence la bourgeoisie ? Certes la chose est difficile, impossible même, si on veut. La classe bourgeoise n'est pas fermée comme l'était jadis la noblesse, tous les jours des hommes sortent du prolétariat pour entrer dans la bourgeoisie tandis que des bourgeois retombent dans le prolétariat, il en est même qui ont un pied dans chaque camp, et sont à la fois exploités et exploités, mais en quoi cela doit-il nous arrêter ? Le fait même qu'il est possible de passer d'une classe à l'autre est l'affirmation la plus probante de l'existence de ces deux classes.

D'autres disent : alors il faut rejeter de nos rangs des hommes comme Blanqui, comme Flourens, comme Vaillant, etc., parce qu'ils sont d'extraction bourgeoise ? En aucune façon. Eh quoi ! nous nous priverions des services que peuvent rendre à notre cause des hommes qui auraient pu couler une existence aisée et heureuse en profitant des avantages que leur naissance leur a donnés, et qui, révoltés à la vue des iniquités sociales, sont venus dans nos rangs, nous apportant leur science, leur énergie, leur fortune ? ce serait de la folie !

Je sais bien qu'il y a des hommes à cerveau étroit qui comprennent ainsi la lutte des classes. C'est là la fausse interprétation dont je parlais plus haut. Nous avons vu souvent en périodes électorales, ces hommes combattre des socialistes sincères ayant fait

leurs preuves, simplement parce qu'ils étaient sortis de la bourgeoisie, mais ils démontraient en agissant ainsi qu'ils n'avaient rien compris à la formule dont ils se recommandaient, ils faisaient de la candidature de classes et non de la lutte de classes, ce qui est bien différent. En voulant ainsi démontrer leur fidélité à un principe, ils ne démontraient que leur sottise.

En somme, ce qu'il importe, c'est de bien définir les formules dont on se sert et de les faire bien comprendre.

Ceci fait, nous serons bientôt tous d'accord, et il ne restera pour nier la lutte de classes, c'est-à-dire pour nier l'évidence, que les intrigants qui veulent, en ne s'affirmant pas, profiter d'une équivoque et trouver un appui dans les deux camps. Ceux-ci n'ont de socialiste que le nom.

E. LANDRIN

SOLIDARITÉ

I

Quel est ton nom, Puissance invisible et secrète,
Qui, passant à travers l'immensité muette,
Viens unir tout à tout, notre globe au soleil,
Le sourire des fleurs à son disque vermeil,
Le va et vient des flots à la lune argentée
Et l'étoile polaire à l'aiguille aimantée ?

Ton nom, c'est solidarité,
Par toi seule la masse énorme
De l'univers illimité,
Au lieu d'être un chaos informe,
Devient un corps harmonieux,
Dont les membres en équilibre
Suivent dans les déserts des cieux
Leur marche régulière et libre.

II

Qui jadis dressa l'homme à chercher dans autrui
La réciprocité d'un fraternel appui ?
Qui fit fleurir sur terre, aux temps de barbarie,
Et tribus et cités, et famille et patrie ?
Et qui rattache encor les enfants à l'aïeul
Le présent au passé couché dans son linceul ?

C'est toi, lien des hommes,
Mère de la Société,
Toi sans qui le monde où nous sommes,
Divine solidarité,
Ne serait qu'un champ de carnage,
Où les égoïsmes rivaux
S'entregorgeraient avec rage
Dans des conflits toujours nouveaux.

III

Le jour viendra (peut-être il ne tardera guère),
Où ces deux vieux fléaux, la misère et la guerre,
Prendront fin pour jamais ; où le faible et le fort,
Pour le bonheur de tous unissant leur effort,
Voudront et sauront faire aux fils du siècle à naître
Parts égales de droits, de travail, de bien-être.

C'est par toi, Solidarité,
Que s'accomplira la Justice,
Avenir de l'humanité !
Salut donc à toi, bienfaitrice,
Espérance des malheureux,
Qui sous ta bannière bénie
Dois guider les cœurs généreux
Vers l'universelle harmonie !

GEORGES RENARD.

LA CHANSON DU PREMIER MAI

(Traduction en prose du roumain)

— Les rois qui portent sur leurs fronts, trois couronnes à la fois — et qui se partagent terre et peuples — ont des jours de fêtes à foison ; le travailleur n'a qu'un seul jour : *c'est le Premier Mai*.

— Dans les vieilles écritures, écrites en caractères anciens, la chrétienté a des fêtes, aussi nombreuses que les péchés des popes : — C'est Noël, c'est Pâques, c'est saint Basile ou saint Michel ; le travailleur n'a qu'un seul jour : *c'est le Premier Mai*.

— Dans l'histoire du monde, nos maîtres ont des fêtes, qui sont pour le peuple, des larmes et du sang ; ce sont les anniversaires de nos tristes défaites — le cortège de l'esclavage ; le travailleur n'a qu'un seul jour : *c'est le Premier Mai*.

— Ce jour là la classe opprimée se réjouit ; ce jour là elle montre sa force colossale ; et voilà pourquoi aujourd'hui, partout, dans tous les coins du monde — le travailleur pousse ce cri : *Vive le Premier Mai !*

CONSTANTIN MILLÉ.

A PROPOS DU DÉCRET DE LA COMMUNE

Suspendant le payement des loyers



Nez de MM. les Propriétaires devant le décret de la Commune sur les loyers. '1

(Caricature de l'époque)

LE PARTI SOCIALISTE

Sous le titre : « Un coup d'Etat manqué », Liebknecht, dans le *Vorwärts* du 9 juillet, comparant la fermeture de la Bourse du Travail à la fermeture des ateliers nationaux en 1848, a justement caractérisé le complot du ministère Dupuy qui, s'il n'eût été déjoué par la sagesse et l'intelligente fermeté des ouvriers de Paris, aurait mis, au grand profit de l'opportunisme et du panamisme, le pays sous le régime de l'état de siège, pour les élections.

Comme Liebknecht, donnant en exemple l'Allemagne socialiste et montrant, dans ces élections, l'occasion prochaine de la revanche et de la victoire ouvrière et socialiste, le comité révolutionnaire central avait, au cours même des événements, déclaré que s'il fallait éviter le piège tendu et la journée cherchée, s'il fallait sauver l'organisation ouvrière menacée, il ne fallait pas s'en tenir là et rester dans l'inertie, mais prendre, au contraire, l'offensive et passer à une action incessante et résolue en choisissant le terrain du combat.

C'est ce qui paraît avoir été compris par les conseillers municipaux socialistes et les délégués des syndicats, dans les deux congrès, qui viennent de se terminer, à Saint-Denis, et à Paris, par le vote de l'unité d'action socialiste et par la menace d'une grève générale non immédiate et par cela même incertaine, mais préparée, organisée dans des conditions pratiques, une seule catégorie de métiers, appuyée par le concours de tous les autres, pouvant recevoir, au moment opportun, mandat de mener, pour tous, l'attaque.

Il est certain que l'unité d'action socialiste donnerait aux socialistes, dès ces élections, des chances considérables et, jusqu'ici, perdues par leur faute. Il est non moins certain qu'avec un développement industriel et une concentration ouvrière moindre, la France ouvrière ne peut aller aussi loin que l'a fait, pour la conquête du suffrage universel, la Belgique ouvrière, dans le maniement si difficile de l'essai de la grève générale.

Ce ne sont que des vœux ; mais leur réalisation est possible, à la condition de bien savoir ce que l'on veut, de ne vouloir que ce que l'on peut et de constituer enfin pour cela et le reste, dans son unité, le parti socialiste.

Ce ne sont pas les occasions et les modes d'action possible et efficace qui manquent. Pour compléter d'abord ce qui concerne la grève générale, comme l'a entendue le Congrès, ce n'est pas une menace vaine. Si, alors qu'elle en a le plus grand besoin, l'industrie se trouve privée de charbon, par la grève généralisée des mineurs assurés du concours longuement préparé, ainsi que des subsides, de tout le monde ouvrier; si au jour où la réaction internationale veut recourir à la guerre, des deux côtés de la frontière, les moyens de transport de troupes et de matériel font absolument défaut; c'est la perturbation profonde, sinon la déroute du capitalisme et du militarisme; c'est la Révolution — si le parti socialiste est unifié et prêt à l'accomplir.

La préparation et l'organisation que suppose et nécessite pour la grève et toute lutte semblable, sur le terrain économique, la mise en œuvre de l'action, devenue ainsi politique, sociale et révolutionnaire, de la classe ouvrière se manifesterait alors par l'effort, enfin conscient et irrésistible, du monde nouveau ébranlant et faisant tomber en ruines, au moindre choc le monde caduque et fini du capitalisme, et annonçant la Révolution prochaine — si le parti socialiste est là en force et prêt à la faire.

C'est par la faute, en effet, les faiblesses et l'incertitude du parti socialiste, les divisions et ambitions de ses personnalités que les scandales publics, le panamisme, les pots-de-vin, peuvent s'étaler en plein jour, les vols se pratiquer, les crimes se faire, les infamies gouvernementales et capitalistes se produire comme autant de signes de caducité de la société bourgeoise, sans qu'aucunes conséquences révolutionnaires en soient tirées. C'est par l'infirmité des socialistes que les élections, les unes après les autres, passent comme autant d'occasions qu'ils ne savent saisir, pour la conquête nécessaire de ce pouvoir politique de la bourgeoisie qu'ils ne savent que convoiter. C'est par leurs déclamations ronflantes, si peu en rapport avec leurs actes, qu'ils se font, trop souvent, la risée de l'ennemi, qu'ils ne pensent même pas à frapper, ayant bien plus souci, dans leur envie rageuse de personnes et de groupes de nuire au voisin, dût la cause même dont ils se targuent d'être les représentants, en payer les frais. C'est par leur impuissance enfin, qu'excitant le scepticisme ouvrier, ils s'agitent sur place, spectateurs du mouvement qu'ils pourraient conduire et que mène la seule force des choses.

Et cependant tous les éléments de la constitution du parti, et dès lors de son action certaine, sont là à notre portée. Il a pu jusqu'ici être explicable sinon justifiable de ne pas les mettre en œuvre; mais après les provocations de la

réaction gouvernementale, après les menaces et les attentats des Dupuy et Constans, à la veille des élections législatives, il faut se résoudre sous peine de déchéance.

Ce n'est pas que nous ayons — connaissant les hommes, — grand espoir en eux, mais nous en avons davantage dans les événements dont le sens est si clair qu'ils finiront bien par éclairer les plus aveugles.

Si seulement syndiqués et socialistes sont amenés par le cours des événements, par les succès dus à leur union ou les désastres résultant de leur désunion, à faire sincèrement leur examen de conscience et de volonté, la partie serait gagnée.

Si au contraire nous persistons dans l'émiettement et la confusion actuels, nous restons annulés et ridicules dans le mouvement socialiste international où tous les peuples hors nous, jouent un rôle en rapport exact avec leurs forces toujours et rapidement croissantes.

Nous sommes victimes, en socialisme comme en toutes chose, de l'esprit routinier et individualiste de la race et ne pouvons sortir des formes élémentaires sous lesquelles s'est produite la première organisation ouvrière et socialiste, en ces vingt dernières années. Dans ce milieu indécis, les personnalités, jalouses avant tout de se faire valoir — à la française — plutôt par l'attitude que par les services rendus, trouvent leur compte et deviennent, les appétits de candidature politique et syndicale aidant, autant de forces de résistance à tout développement ultérieur.

C'est dans l'organisation corporative et syndicale qu'après la chute et les massacres de la Commune la classe ouvrière s'est reconnue et retrouvée. Son programme d'abord simplement coopératif s'est peu à peu élargi et éclairé de lueurs socialistes. Les militants socialistes gagnant de plus en plus la prééminence, les syndicats sont de plus en plus devenus des organisations à la fois socialistes et corporatives confondues et plus ou moins indistinctes; c'est l'origine du parti ouvrier se scindant bientôt en deux, puis trois tronçons, en attendant les autres, au fur et à mesure que les contradictions de cette constitution élémentaire, embryonnaire, se manifestent sans se résoudre en développement et en formations organisées supérieures.

Il faudra bien cependant arriver à comprendre que des syndicats socialistes et des divers partis ouvriers, doit se dégager et se constituer dans sa forme propre et développable le parti socialiste, tandis que la classe ouvrière s'organisera corporativement sur le terrain économique, en dehors de toute pression et influence politique et politicienne.

Cela a été, dès l'amnistie de 1880, qui l'a appelé à l'existence, l'idée et la propagande du Comité Révolutionnaire Central et la raison entre autres de la netteté et rectitude de sa ligne, de son action socialiste, républicaine et révolutionnaire à travers tous les événements, toutes les intrigues et tous les conflits ; c'est ce qui explique en outre comment seul il a pu et su pratiquer l'union, agissant déjà comme aurait agi, comme agira, le parti unifié du socialisme, le parti socialiste, aussitôt qu'il sera constitué.

Cette distinction nécessaire, à laquelle toute évolution menant à une existence supérieure, entraîne les organismes, va qu'on le veuille ou non se produire. Notre voix si peu entendue à ce sujet et pour cette distinction, actuellement nécessaire, de l'organisation politique et corporative est déjà mieux écoutée et la proposition qu'en a faite le citoyen Rossignol, au dernier congrès des Bourses du travail, en ce mois de juillet, a eu visiblement l'assentiment de la grande majorité du congrès.

À cette condition seule, l'organisation et l'action ouvrières socialistes, sont possibles. Alors seulement l'armée ouvrière pourra être formée et la campagne décisive du socialisme révolutionnaire commencer.

Jusque là les syndicats seront incapables de tout progrès ; leur adhésion à un groupement politique fermant leur accès aux citoyens des autres groupements ou n'appartenant à aucun groupe, tandis que le syndicat comme l'a aussi voté le Congrès, devrait comprendre, et dégagé des entraves politiciennes, comprendra bientôt, tous les ouvriers sans exception, de la corporation.

Le progrès sera rapide et ces syndicats fédérés formeront des centres d'organisation et d'action des Bourses et des fédérations de Bourse du travail, qui n'auront plus besoin des subsides des conseils municipaux, mais qui, vivant par elles-mêmes, groupant, disciplinant les bataillons ouvriers, prépareront, rendront irrésistible l'action de la classe ouvrière menée au combat par le parti socialiste sorti, lui aussi, de ses langes, de ses formes premières et prêt à jouer, — en attendant que dans une forme supérieure encore, il comprenne l'intégralité des efforts vers la société nouvelle — son rôle d'avant-garde intelligente et résolue, conduisant par le plus sûr chemin, les forces révolutionnaires unies, à l'assaut de la société capitaliste, à l'anéantissement de la réaction, à la Révolution.

Ainsi, tandis que le gouvernement s'efforce stupidement de domestiquer les syndiqués, de proscrire les socialistes et de terroriser la masse ouvrière, il faut que malgré la pression gouvernementale et les intrigues intérieures, les syn-

dicats réalisant les conditions qui en fassent l'organisation de toutes les corporations, groupent et fédèrent tous les éléments de la classe ouvrière en une véritable armée, indépendante des influences et des coterie's politiciennes, mais toute entière dévouée aux intérêts de la classe ouvrière et de son émancipation et résolue à agir pour la conquérir par l'action sociale révolutionnaire aussi bien qu'économique, ayant à sa tête et pour avant-garde le parti socialiste organisé dans sa force et son unité.

EDOUARD VAILLANT.

LES INCONNUS

Les hommes de l'Hôtel de Ville étaient
des inconnus.

VICTOR MAROUCK.

Dans les grands courroux populaires,
Quand le lion enfin rugit,
Dur instrument de ses colères,
Une classe d'hommes surgit.
L'histoire, lorsqu'on l'interpelle,
Ignore ces individus;
Bédaigneuse, elle les appelle :
Les inconnus.

Pourtant, justiciers des cloaques,
Maigre bataillon décimé,
Ils sont les Gaudes et les Jacques,
Les martyrs de Juin et de Mai !
Plus braves qu'un Cid de Castille
Soldats sans poudre, héros nus,
Tout seuls ils ont pris la Bastille,
Les inconnus.

Dans les massacres de la rue,
Étouffant la voix du canon,
Sur le pouvoir elle se rue,
La horde obscure des sans nom.

Troupeau sans chef, bande anonyme,
A l'improviste ils sont venus
Accomplir leur œuvre sublime,
Les inconnus.

Des plus fameux ils ont la taille ;
Ils pourraient être conquérants ;
Cependant, après la bataille,
Humbles, ils rentrent dans les rangs.
Ils sont martyrs et pas apôtres ;
Ils partent comme ils sont venus,
En laissant la récolte aux autres,
Les inconnus.

De ces obscurs suivant l'exemple ;
Sur leurs cadavres entassés
Pas plus de bons dieux que de temple ;
Le peuple seul, et c'est assez !
A bas la statue ou le buste !
« Méfiance aux individus ! »
L'avenir tend sa main robuste
Aux inconnus !

JULES JOUY.

CONTE SOCIALISTE

PETIT POUGET

C'était un vrai nid de misère, avec une tiulée de gosses, piallant la faim nuit et jour : le père, la mère, douze enfants ; sans doute, comme dit Pottier, que l'amour trichait la misère : car la mère allait toujours trainant ses flancs douloureux et meurtris, tandis qu'un nouveau rêve, — la douce angoisse des maternités prochaines, — martelait sa cervelle comme une mélodie plaintive.

Pendant que les petits grandissaient en une longue série d'années dures et tristes, les parents devenaient vieux ; la mère, ayant trop donné de son sang, de sa chair et de ses sueurs, fut prise d'une toux pernicieuse. Les muscles du père n'avaient plus la vigueur d'antan : et, un soir, en rentrant au logis, il s'écria avec douleur : « On dirait que j'ai des bras de coton ! » C'était la fin.... C'est le cadavre de la mère qu'on emporta le dernier.

Une fois le cercueil parti, les enfants n'eurent plus de foyer.

Ils s'éparpillèrent à travers le monde. Les filles livrées, seules, à la lutte pour le pain, tournèrent mal. Parmi les garçons, les plus forts travaillèrent comme avait fait le père ; ils furent plus ou moins happés par les dents de fer d'une machine, essouffés par les miasmes et les poussières pernicieuses, courbés par les dures labeurs, anémiés par les chômages et les privations : ils laissèrent un peu partout des gouttes de sang, des parcelles de poumons, des lambeaux de chair.

Les autres, plus faibles, ou plus ignorants, restèrent vagabonds ou se firent mendiants : ils ne savaient plus ou s'asseoir par peur des gendarmes.

Quant au plus jeune, il était si petit, si mignon, — une figurine de Saxe avec du blond, du rose et du bleu, — qu'on l'avait surnommé Petit Poucet.

Il était si gentil qu'à la mort des parents, un richard de la contrée, M. Capital, l'emmena dans son château. Dès ce moment, Petit Poucet eut de beaux habits de velours et de satin et mangea des gâteaux succulents ; les enfants de M. Capital l'aimèrent comme un petit frère, parce qu'il était joli.

Lorsque Petit Poucet eut atteint sa vingtième année, on le voyait souvent distrait, inquiet même ; et puis, il passait de longues heures, le soir, à contempler les étoiles qui fleurissent le ciel d'éclosions soudaines et inaccessibles.

M. Capital crut qu'il était amoureux, et qu'il songeait aux gentilles bergères de la vallée, dont la voix prenait des intonations douces au crépuscule. Il ne s'en émut point davantage.

Mais la vérité était toute autre.

Un jour que Petit Poucet cueillait dans une haie voisine du château, des fleurs d'aubépine rose, il avait rencontré son frère le vagabond, celui que traquaient les gendarmes. Et de sa bouche il avait appris la misère et les souffrances de ses autres frères et de ses sœurs. Une grosse angoisse troubla son âme pour toujours.

Mais comme il ne connaissait rien autre chose que les oiseaux qu'il savait distinguer rien qu'à leur chant, et les fleurs dont les mille parfums divers lui étaient familiers, il ne pouvait encore comprendre toutes les inégalités de la vie sociale.

Ce qui l'étonnait surtout, c'était de voir les filles de M. Capital danser avec les procureurs devant qui ses sœurs, à lui Poucet, tremblaient, et les gendarmes, qui malmenaient ses frères, saluer aimablement les fils de M. Capital.

Et pourquoi ? Il chercha longtemps, longtemps, il s'inspira près des sources frêles qui reflétaient sa jolie tête blonde : il soupesa les corolles inégales des fleurs, il compara les modulations d'oiseaux.

Vains efforts, jusqu'au jour où il aperçut, derrière les boiseries armoirées d'un bahut vieux style, M. Capital plongeant les mains dans des sacs d'or, lourds, profonds, inépuisables....

Il sut enfin que c'est à l'or que vient se heurter la devise qu'il avait lue quelquefois sur les murailles : *Liberté, Égalité, Fraternité*.

LUCIEN PERRIN.

LA GRANDE INIQUITÉ ÉCONOMIQUE

Quelle est la tâche la plus urgente du socialisme? — Le chant d'Antiparos. — Le machinisme moderne et le Moloche industriel. — Le mystère capitaliste et les douleurs de la vie ouvrière. — Quelle est la plus urgente des revendications sociales?

L'exploitation de l'homme par l'homme! Voilà bien l'ennemi qu'il faut d'abord terrasser. Si le socialisme doit intégraliser ses aspirations et se préoccuper de régénération morale, de culture mentale, de développement affectif et d'affinement esthétique en même temps que de transformation économique, il est certain que cette dernière est la plus urgente.

Le socialisme est d'abord la revendication prolétarienne du temps présent. Mener à bien cette partie de la tâche contemporaine est pour ses champions le plus urgent, le plus impérieux des devoirs.

En ces sombres jours de servitude capitaliste et de misère croissante, qui pourrait être sourd à la plainte lamentable de ceux qui peinent dans les enfers du salariat et de ceux, toujours plus nombreux, que le capitalisme repousse même de ses bagnes et jette, pour y mourir de faim et de froid, dans le sombre gouffre de l'abandon complet et de dénuement absolu.

Oui, le premier devoir de la société est de mettre fin à cet abominable état de choses, en vertu duquel on voit des foules affamées et déguenillées tomber de privations devant les amoncellements de richesses produites par elles et accumulées par des oisifs au nom d'une chose morte (le capital) qui dévore des êtres vivants (les travailleurs).

Et le mal grandit avec les progrès de la science et le perfectionnement de l'outillage.

Lorsqu'au troisième siècle, le moulin à vent fut introduit d'Orient en Occident, le poète grec Antiparos immortalisa la joie publique dans la strophe suivante, d'une inspiration si haute, si généreuse et d'une facture si brillante :

« Esclaves qui faites tourner la meule, épargnez vos mains et

dormez en paix. C'est en vain que la voix retentissante du coq annonce le matin. Dormez ! D'après l'ordre de Demeter, la besogne des jeunes filles est faite par les nymphes des champs et maintenant celles-ci bondissent, brillantes et légères, sur la roue qui tourne. Elles entraînent l'axe avec ses rayons et mettent en mouvement la lourde meule qui tourne en rond. Vivons une vie plus heureuse que nos pères, et jouissons, sans travailler, des bienfaits dont la déesse nous comble. »

Ainsi le poète antique avait reconnu que l'appropriation des forces naturelles doit se faire au profit de tous.

On ne l'entend pas ainsi dans la société individualiste actuelle.

De nos jours pourtant, il s'agit de bien plus que de l'application d'une force naturelle au broiement du grain. Le défi d'Aristote a été révélé victorieusement par l'industrie moderne ; « les navettes marchent toutes seules », et le fer animé par la science et soumis à la volonté de l'homme, fait, à lui seul, un travail auquel ne pourraient suffire les efforts réunis de quatre humanités laborieuses. Grâce à cette merveilleuse baguette des Mille et une Nuits, la richesse publique est décuplée, les distances sont supprimées, toutes les forces naturelles sont devenues (où peuvent devenir) les servantes de l'homme. En un mot, les forces productives ont été centuplées, et elles ne cessent de s'accroître vertigineusement.

Qu'il pourrait donc être beau le thème de la poésie du travail !

Les modernes Antiparos devraient pouvoir chanter l'Humanité délivrée du trop lourd labeur et s'épanouissant dans l'abondance universelle.

Ce qu'ils chantent, hélas ! ce qu'ils ont à chanter, c'est le dévorement des générations ouvrières par l'industrialisme moderne, dont le machinisme a multiplié la puissance au profit exclusif de quelques-uns et au détriment de la majorité opprimée, exploitée et dolente :

Ecoutez, écoutez, enfants des autres terres.
Enfants des continents prêtez l'oreille aux vents
Qui passent sur le front des villes ouvrières,
Et ramassent au vol, comme flots de poussière
Les cris humains qui montent de leurs flancs.
Ecoutez ces soupirs, ces longs gémissements,
Que vous laissez tomber leur aile vagabonde,
Et puis vous me direz s'il est musique au monde
Qui surpasse en horreur profonde
Les chants lugubres qu'en ces lieux
Des milliers de mortels élèvent jusqu'aux cieux.

L'auteur des *Iambes* n'a pas exagéré. En se formant en usine, l'ancien atelier est devenu une maison de terreur où l'on va se courber, s'épuiser et mourir, et c'est la population entière qui est prise et broyée dans les engrenages d'acier.

Autrefois, les hommes valides, seuls, étaient astreints au labeur

industriel ; la fabrique moderne prend aussi la femme et l'enfant pour les soumettre, sans considération d'âge ou de sexe, à un travail plus durement commandé, et rendu toujours plus torturant et plus meurtrier.

Si vous croyez que le tableau est trop chargé, avant de crier à l'exagération, ô Pangloss de l'économisme orthodoxe, méditez ces lignes de Frédéric Engels, que Marx a citées dans son *Capital* :

« L'esclavage auquel la bourgeoisie a soumis le prolétariat se présente sous son jour dans le système de la fabrique.

« Ici toute liberté cesse de fait et de droit. L'ouvrier doit être le matin à la fabrique ; de grand matin, s'il vient deux minutes en retard, il encourt une amende ; s'il est en retard de dix minutes il court le risque de perdre sa journée.

« Il lui faut manger, lire, dormir sur commande. La cloche despotique lui fait interrompre son sommeil et ses repas. Et comment se passent les choses dans l'intérieur de la fabrique ?

« Ici le patron est législateur absolu.

« Il fait des règlements comme l'idée lui en vient, modifie et amplifie son code, selon son bon plaisir, et s'il y introduit l'arbitraire le plus extravagant, les tribunaux disent aux travailleurs :

« Puisque vous avez accepté volontairement ce contrat, il faut vous y soumettre. »

Ces travailleurs sont ainsi condamnés à être torturés physiquement et moralement, depuis leur enfance jusqu'à leur mort.

Quiconque a peine de ce qu'on a si bien nommé les *bagnes capitalistes*, sait que c'est bien ainsi que les choses se passent encore, même pour la durée du travail, en dépit de quelques lois limitatives en faveur des femmes et des enfants, lois qui, sauf un peu en Angleterre et en Suisse, sont ouvertement violées par les patrons.

Un publiciste autorisé et bien informé, M. J. Lœsevitz, publiait récemment sur la *Législation du travail* de suggestives études où l'on trouve les données suivantes, qui n'ont pas été contestées :

« Dans les tissages mécaniques de l'Ain et de Saône-et-Loire, la journée est de 13 heures ; dans les tissages de coton des Vosges, elle est de 11 heures ; dans plusieurs départements du Midi, la durée du travail est souvent, dans les périodes de grande activité de 15 ou même de 16 heures. Les ouvriers, ajoute le rapport de l'inspecteur auquel nous empruntons ces détails, les ouvriers ne peuvent s'y soustraire, sous peine d'expulsion pendant la morte saison. Parfois même l'ouvrier passe la nuit complète du samedi. Il se retire le dimanche matin après avoir travaillé 24 heures consécutives.

« Dans les petits ateliers de Lyon, dont le nombre est fort élevé (25,000 environ), on travaille jusqu'à 16 et 17 heures par jour. Dans le moulinage de l'Ardèche, de malheureux enfants, de 9 à 12 ans, travaillent depuis 4 heures du matin jusqu'à 7 h. 1/2 du soir.

Dans les filatures de laine de Fourmies, Anor et Trélar, le travail a été porté à 14 et même 18 heures.

« Voilà l'inférieure existence qui est faite par l'oligarchie capitaliste à des millions de salariés ».

Et pas de protestation individuelle possible.

Si vous n'êtes pas content, partez, d'autres attendent à la porte. Telle est la parole que l'on entend à tout propos. Pour un geste, pour un mot, pour un oubli, on est jeté sur le pavé et réduit à chercher longtemps, sans le trouver parfois, le travail exténuant, humiliant et mal payé, qui du moins empêchait de mourir totalement de faim.

C'est ainsi que le machinisme, qui après avoir assuré leur bien-être, devait affranchir les prolétaires du travail exténuant, n'a fait qu'intensifier et prolonger leur tâche, que river leur chaîne de misère, de servitude et d'insécurité.

Le fait s'explique, s'il ne peut se justifier.

La production capitaliste exige la concentration des capitaux, le perfectionnement incessant de l'outillage mécanique et, pour l'emploi de la division et de la socialisation du travail, de nombreuses agglomérations de travailleurs; elle est en un mot, sociale dans ses moyens, tout en restant individuelle dans sa forme, c'est-à-dire la chose exclusive de quelques seigneurs de l'industrie, qui commandent arbitrairement le travail, exploitent les travailleurs, sans devoirs reconnus, sans autres préoccupations que de gagner le plus possible sur les salaires de leurs subordonnés.

Par ce système, le travail étant réduit à l'état de marchandise, il est clair que tous les perfectionnements mécaniques qui accroissent la production de l'effort humain, diminuent, par cela même, la demande de bras sur le marché du travail, rompent l'équilibre, et par suite, contraignent les prolétaires, sous peine de mourir de faim, à subir toutes les conditions des capitalistes. Toutes les choses donc restant en l'état, les progrès industriels tournent fatalement contre les travailleurs destinés ainsi à devenir de plus en plus misérables, pendant qu'en vertu de nos progrès, les capitalistes, de moins en moins nombreux, deviennent de plus en plus riches.

Le fait est là : les travailleurs de moins en moins payés peuvent de moins en moins racheter leurs produits; il y a surproduction, engorgement du marché pendant qu'ils manquent de tout, alors les mortelles saisons sévissent, alors éclatent ces crises et s'étendent les chômages générateurs de souffrance, de mortels dénuements qui font frémir.

Le roi phrygien Midas avait reçu de Bacchus le don dangereux de changer en or tout ce qu'il touchait; le capitalisme change en facteurs d'oppression et de misère tous les progrès scientifiques et industriels.

Rien à répondre, par conséquent, à cette constatation de Ferdinand Lassalle.

« Le travail antérieur, LE CAPITAL, *étouffe le travail vivant*, dans une société qui produit dans les conditions de la division du travail, de la loi de la concurrence et de l'individualisme. Les propres produits du travail étranglent le travailleur. Son travail d'hier se soulève contre lui, le terrasse et le dépouille de son productif travail d'aujourd'hui.

« Et plus le travailleur produit, depuis l'avènement du machinisme, plus il accumule de capitaux au service de la Bourgeoisie, dont il augmente la propriété, plus il facilite, par là, les progrès ultérieurs de la division du travail, plus il augmente le poids de sa chaîne, plus il rend déplorable la situation de sa classe ».

Devant un si meurtrier système d'exploitation capitaliste, qui tient tous les progrès modernes en échec et des millions d'êtres humains dans le servage et dans la douleur, n'est-il pas compréhensible qu'une savante et puissante école socialiste n'ait vu dans le socialisme qu'une question économique ?

Si, pour notre part, nous avons protesté contre ce rétrécissement de la pensée sociale contemporaine, nous n'en disons pas moins que l'objectif immédiat doit être l'extirpation du salariat, racine de tant de maux, et son remplacement par une organisation solidariste du travail.

Nous ne saurions trop insister sur ce point.

La plus criante iniquité, c'est l'iniquité capitaliste; la plus lourde souffrance est la souffrance prolétarienne; de cette iniquité et de cette souffrance il faut tout d'abord avoir raison, et c'est pourquoi, en tête de leur programme, tous les socialistes dignes de ce nom ont placé la transformation économique, dont les premières réalisations devraient être telles, de garantir :

1° Le droit à l'existence pour tous dans la mesure des ressources communes;

2° Le droit pour les valides à un travail rémunérateur, réglé législativement et socialement, d'après les prescriptions de l'hygiène et les exigences de la dignité humaine;

3° Le droit à un entretien suffisant, à l'instruction générale et professionnelle pour tous les enfants.

Voilà pour la partie défensive, c'est-à-dire purement philanthropique, des revendications prolétariennes; la partie positive a été résumée comme suit :

Réalisation graduelle d'un état social dans lequel la terre, les instruments de travail et les forces du crédit et de l'échange, relevant de l'administration sociale, le travailleur reçoive (la part des charges sociales étant prélevée) l'équivalent du produit de son travail.

Réaliser ce programme, c'est toute la tâche économique du collectivisme que d'aucuns affectent encore de confondre avec l'an-

cien communisme, ce qui nous met dans l'obligation de bien préciser la différence entre les deux systèmes.

Le communisme est la mise en commun des forces productives et des produits sous la gestion directe de l'État ; le collectivisme, c'est simplement l'inaliénabilité des forces productives mises sous la tutelle de l'État. Ce dernier les confie temporairement et moyennant redevance à des groupes professionnels ; la répartition se fait au prorata du travail ; quant à la consommation, elle est entièrement libre, chacun dépense, comme il lui plaît, l'équivalent qui lui a été attribué — les charges sociales étant remplies — du produit de son travail. Le collectivisme n'est donc pas une contre-*façon* belge du communisme, comme l'a écrit Paul Lafargue, mais bien une transaction, sur le terrain de la justice, entre l'ancien communisme utopique et l'individualisme régnant.

Qu'un jour doive venir où les mœurs, éclairées et adoucies par une longue période de justice économique et de solidarité croissante, étant devenues plus sociales, le collectivisme sera remplacé par ce que nous appelons maintenant le communisme libertaire, nous le croyons d'autant plus que pour nous le socialisme n'apportera pas au monde une société parfaite, mais simplement une société supérieure en puissance et en justice à la société actuelle et qui sera elle-même suivie de formes sociales plus haute que notre pensée ne peut encore concevoir. Les collectivistes n'ont pas la prétention de dire du progrès : « Nous t'apportons ta dernière conquête, tu n'iras pas plus loin. » Ce serait tomber dans la sottise des religionnaires qui prennent pour la vérité absolue et éternelle le dogme étroit qui enserme leur cerveau. Pour les socialistes conscients, la transformation sociale au lieu de fermer au progrès les grandes voies de l'histoire future, les lui ouvrira au contraire toutes grandes et toutes fleuries de science à accroître, de forces naturelles à maîtriser, de perfections morales à acquérir et de félicités sociales à réaliser.

B. MALON.

PENSÉES ET MOTS DE COMBAT

Le riche est un véritable parasite qui ne vit que du travail de ceux qui ne possèdent rien.

SUTTER LAUMANN.

Les grands crimes sont les suites *
* *
de la misère et du besoin.

FRANKLIN.

La diplomatie est l'art de dire quelque chose quand vous n'avez rien à dire, et aussi l'art de ne rien dire quand vous avez à dire quelque chose.
X***.

Qu'on le frappe tant qu'on voudra, ce sera peine perdue, et nous dirons du socialisme ce que Théodore de Bèze disait de la réformation au roi de Navarre : « Souvenez-vous que c'est une enclume qui usera beaucoup de marteaux. »

LOUIS BLANC.

*
*

On a appelé la guerre « *l'ultima ratio* des rois ; » ne pourrait-on stigmatiser le duel en l'appelant « *l'ultima ratio* des fous ? »

*
*

Les égoïstes mettraient le feu à la maison d'autrui, ne fut-ce que pour cuire leurs œufs.

BACON.

*
*

Qui donc oserait aspirer désormais à lutter avec la révolution, quand les reins de Napoléon ont été brisés par elle ?

A. MARRAST.

*
*

On s'effraie des partis violents ; mais ils conviennent aux âmes fortes, et les caractères vigoureux se reposent dans l'extrême.

CHAMFORT.

*
*

Tant que vous ne ferez que vous plaindre, on ne vous accordera pas ce que vous demandez. Faites-vous craindre.

HELVÉTIUS.

*
*

Il n'y a d'histoire digne d'attention que celle des peuples libres ; l'histoire des peuples soumis au despotisme n'est qu'un recueil d'anecdotes.

CHAMFORT.

*
*

On accuse les hommes de ne point connaître leurs faiblesses ; on pourrait aussi bien les accuser de ne point connaître leurs forces.

Il en est d'eux comme des terrains, où il y a souvent une veine d'or que le propriétaire lui-même ne connaît point.

*
*

Il faut recommencer la société humaine comme Bacon disait qu'il faut recommencer l'entendement humain.

CHAMFORT.

*
*

C'est un bien pauvre cœur que celui où l'espérance ne peut se nourrir de quelque illusion.

*
*

Agir d'après une détermination qu'on a prise au milieu de la colère, c'est s'embarquer sur un vaisseau au moment de la tempête.

*
*

Un chat en mitaines ne prend point de souris.

FRANKLIN.

Les chagrins eux-mêmes peuvent devenir dans le cours du temps, les éléments de notre bien-être et de notre perfection.

MILTON.

*
*

Un diamant est un diamant, quand même vous le mettriez au doigt d'un mendiant. Seulement, au doigt d'un mendiant, personne ne voudrait croire que ce fût un diamant.

Le génie pauvre offre chaque jour de vendre « le précieux joyau qui est dans sa tête » ; mais parce que l'homme est pauvre, le monde ne croit pas que ce joyau ait de la valeur.

Des hommes sont morts avec des bijoux dans leur cerveau ; et ce n'est qu'après leur mort qu'on a reconnu que ces bijoux étaient vrais et de belle eau.

DOUGLAS-JERROLD.

*
*

Un voleur de grand chemin, qui vole avec une bande, n'est pas moins voleur que s'il vole seul ; et une nation, qui fait une guerre injuste, n'est qu'une *grande bande*.

FRANKLIN.

*
*

L'homme qui dit qu'il n'existe point d'honnêtes gens est, soyez-en sûr, un fripon.

BERKELEY.

*
*

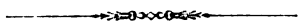
Un riche officier demandait un jour à un homme d'esprit ce que c'était que l'opulence.

« C'est une chose répondit le philosophe, qui peut donner à un drôle l'avantage sur un honnête homme. »

*
*

Il n'y a jamais eu ni bonne guerre, ni mauvaise paix.

FRANKLIN.



PLACE NETTE



Les superstitions disparaissent, les promesses ne comptent plus, on veut du positif. Que de sang a été versé depuis l'établissement des premières sociétés sous prétexte qu'il y a un dieu et une patrie ! Ce système n'est plus de mise.

Quand un peuple demandait du travail, on lui offrait la guerre ; mais un agrandissement de frontières n'est pas une amélioration du sort d'un peuple. Diminuer par le boulet le nombre des travailleurs, ce n'est pas résoudre le problème du travail. Le cri nouveau, qui a soulevé l'indignation des païens du XIX^e siècle, *Plus de patrie !* ne signifie pas qu'on renonce à aimer son pays,

mais bien qu'un fleuve ou une montagne ne suffit point à créer une haine entre des hommes qui ont les mêmes besoins, les mêmes souffrances et qui, poursuivant le même but, ne demandent qu'à s'entendre.

Demain commence. Du rêve, on est passé à la théorie et de la théorie à l'action.

Comment, sur les cendres mêmes de l'empire romain, lorsque les dieux s'en allaient, à cette époque si confuse de désastre et de reconstruction, comment s'est opéré le double mouvement inverse qui nous étonne : Mort d'une religion, naissance d'une autre ?

Un monde naît près du cadavre du monde précédent; le linceuil de celui qui part sert de langes à celui qui vient.

« Nous sommes d'hier, s'écrie Tertullien à la fin du deuxième siècle, et cependant nous remplissons déjà vos camps, vos villes, vos municipalités, le Sénat et le Forum. »

Comment s'était opéré un changement si subit ? Comment une propagande aussi rapide avait-elle pu transformer la vieille Rome, bannir les souvenirs parternels et faire monter sur le trône la religion des esclaves ?

Ne serait-ce pas que, quand une société est pourrie, un germe pousse sur le fumier, un germe si vigoureux, si puissant que la corruption même ne peut le frapper de mort ni de stérilité.

La foi la plus forte et la plus neuve finit par l'emporter. Le paganisme n'avait plus pour soutien que les institutions politiques de Rome.

Jadis, le patriotisme s'était placé sous la protection de la religion des Quirites, et voici la religion mourante qui vient demander aux vieux souvenirs de Romulus et de Numa, l'aumône de la vie qui lui manque. Dernier effort qui ne put se prolonger. La société est balayée comme la poussière; de ses débris éclôt une société inconnue.

*
* *

Cependant les *formes extérieures* ne changeaient pas. L'armée était restée païenne; le préfet, entouré de ses cohortes, protégeait les édifices de l'ancien culte. Mais l'idée suivait son cours.

On balaie d'un coup les privilèges des Vestales, les immunités des Aruspices : Aux lamentations des partisans des dieux anciens, les novateurs répondent : « Pourquoi récompenserait-on la chasteté sur les fonds de l'Etat ? »

La vie nationale du paganisme était abrogée.

Peu à peu le temple devenait église; le païen, en adorant le Christ, croyait rendre hommage à Apollon.

Les dieux se confondaient; on en trouva quatre cents après l'introduction du christianisme dans les Gaules, un autel sur lequel Jésus crucifié était placé au milieu des dieux lares.

Les Egyptiens n'avaient adopté la religion nouvelle qu'en voyant la Vierge Marie tenant le petit Jésus dans ses bras; c'était la même idole que la déesse Tisis et l'enfant Horus.

Le symbole leur suffit. L'Apollon du Mont-Cassin ne fut ren-



versé de son autel qu'en l'année 529. Le culte de Diane se maintint obstinément dans les environs de Trèves jusqu'au VII^e siècle. Quant aux divinités païennes du Nord, elles s'effacèrent doucement; les historiens confondent volontiers Thor avec Jupiter et Woden avec Mercure.

* * *

L'ordre ancien avait vainement cherché à se retenir aux branches,

« tout en conservant, dit Celse, les traditions et les faits que nos aïeux nous ont légués, nous pouvons admettre l'idée de Dieu, régulateur suprême, guide providentiel. Qui nous empêche donc de reconnaître une essence supérieure, une âme divine, présidant à toute chose?

Pourquoi n'approuverions-nous pas un culte plutôt spirituel que matériel, s'adressant à l'esprit plutôt qu'aux formes, une idée pure sous une *idolâtrie apparente*? Qu'y a-t-il d'incompatible entre l'ancienne croyance, fidèle à ces dieux que tous les peuples ont adorés, et la foi unique en un dieu suprême, primitif, univer-

sel, dont la volonté assigna jadis sa place et son rang à chacune des divinités *subalternes et inférieures*? » Cette combinaison ne réussit pas. Il n'y a ni appel ni grâce pour les systèmes condamnés.

Les temples, aux colonnades imposantes, qui s'étaient étalés sur les sommets des collines ou cachaient leurs mystères dans la profondeur des bois sacrés, subitement désertés, furent voués à la ruine.

Toutes ces divinités qui peuplaient les champs et les fleuves, ces pléiades de dieux dont chacun avait son roman, tout cela fut emporté sur un haussement d'épaules. Une idée surgissant jeta un vaste linceul sur cette brillante fantasmagorie. Et une autre société fut — qui s'en va à son tour, et que ne maintiendront longtemps ni les codes qu'elle a promulgués, ni les monuments qu'elle a élevés, ni les dernières forces dont elle dispose. Que peut une armée contre une tempête?

A. SCHOLL.

IL FAUT DU NEUF

Philosophes et politiques! les peuples ont besoin d'une nourriture plus substantielle et moins délétère que ne le sont vos drogues; vos ramassis d'erreurs, d'abstractions et de contradictions. Tant que vous avez cru leur fournir des lois, c'était bien: mais aujourd'hui, après trois mille ans de malheur des peuples gouvernés par vos préceptes et vos théories, il faut reconnaître que vous n'êtes que d'officieux ou de méchants empoisonneurs. — Ceci est vrai ou l'expérience en a menti; car l'expérience stigmatise vos systèmes.

Vos derniers essais ont achevé de mettre le sceau à votre ignorance profonde des choses sociales: c'est vous qui avez provoqué les redoublements du mal, élargi les plaies, et les progrès qui ont pu s'accomplir, ce n'est pas à vous qu'on les doit, c'est à la marche des sciences, des arts et de l'industrie, non à votre idéologie retentissante.

Vos œuvres à vous, les voici: trois millions de jeunes gens égorgés sur les champs de bataille, douze milliards pris à la noblesse et au clergé et grugés par la Révolution, trente-cinq mille têtes coupées, l'Europe bouleversée de fond en comble, la France vaincue, réduite et toujours dominante, la guerre toujours imminente, des mensonges constitutionnels au lieu de liberté et de fraternité, et par dessus le marché la gangrène et la pourriture dévorant, bel et bien, votre vertueuse société bourgeoise et libérale! Et, de fait, à la suite de ces catastrophes sanglantes, à la suite de ces actions et de ces réactions terribles, après tous ces mouvements révolutionnaires,

après toutes ces marches militaires à travers l'Europe, après avoir fait en trente ans ce que Rome fit en dix siècles, et usé, comme elle, rois, tribuns, sénateurs, guerres civiles et proscriptions, consuls et empereurs ; — où en sommes nous ?

Nous en sommes où Rome en fut lorsque, lâchant le sceptre du monde, elle commença son ère de Bas-Empire et ouvrit à deux battants les portes de ses villes à l'invasion barbare. Et la position est plus terrible encore, car aujourd'hui la barbarie vous menace du dedans et du dehors, car aujourd'hui la destruction de la civilisation française peut entraîner la destruction de toutes les sociétés européennes et plonger le monde dans un avenir fatal et inconnu.

Tout ceci n'est pas dit dans le but de produire des paroles, et d'ajouter aux vaines déclarations qui courent une vaine déclamation de plus. Est-ce donc chose impossible que votre civilisation périsse ?

Comptons : La civilisation a fleuri dans l'Inde, elle y a péri ; dans l'Asie occidentale, elle y a péri ; dans l'Egypte, elle y a péri ; dans la Grèce, elle y a péri ; sur les côtes d'Afrique, elle y a péri ; et la civilisation romaine enfin a emcombré l'Europe de ses débris pendant plusieurs siècles. Certes, les ruines de Babylone, de Palmyre, de Thèbes, de Carthage et de tant d'autres villes illustres et jadis puissantes ; et tant de régions autrefois cultivées et florissantes qui sont maintenant converties en vastes déserts au milieu desquels l'Arabe dresse sa tente, ne sont-elles pas là pour nous dire qu'une société peut finir comme un homme, comme une plante, comme un monde, comme tout ce qui a vie, mouvement, existence ? Les habitants de ces contrées pas plus que nos bourgeois et nos philosophes de Paris ne croyaient à la destruction qui a frappé leur société. Que si l'on doit juger d'après les enseignements du passé et penser que les mêmes causes amèneront les mêmes effets, on ne peut nier que les nations modernes les plus avancées, comme l'Angleterre et la France, n'aient atteint l'époque de leur décadence.

Les signes généraux qui ont marqué la chute de l'empire romain se reproduisent chez nous avec une frappante ressemblance. La dissolution s'est mise dans toutes les parties du corps social ; les lois n'ont plus de puissance : on les décrie et on les méprise, comme on méprise et comme on décrie ceux qui les font. Les révolutions se succèdent avec une effrayante rapidité sans qu'il soit au pouvoir d'aucune main d'en clore l'abîme ; les nations s'obèrent et courbent de plus en plus le dos sous le faix des dettes publiques. Les constitutions, les chartes, les gouvernements n'ont pas, l'un dans l'autre, dix années de durée moyenne ; les peuples sont frappés de l'esprit de vertige et d'erreur qui leur fait prendre, pour moyens de soulagement, des topiques qui ne peuvent que perpétuer de vaines et cruelles agitations et accroître leurs tourments. Il n'y a plus de respect pour aucun pouvoir social : toute croyance est abolie, toute majesté est vilipendée, celle des nations comme celle des rois, et les besoins vont se multipliant avec le

luxue des riches et la misère des classes pauvres. Puis riches et pauvres, après au gain, se ruent et se culbutent sur les routes étroites qui mènent à la fortune, et de ces routes, les plus courtes sont réputées les meilleures.

Il n'y a plus d'affections larges et de pensées sociales. L'amour de la patrie n'est plus qu'un nom qui sert à décorer des intrigues de parti, à étiqueter des cabales ambitieuses. La Révolution et l'Empire ont absorbé presque tout l'esprit national; la lutte de la Restauration et de 1830 a usé le reste. Il n'y a plus de faculté, d'activité, de puissance que pour conquérir de l'argent. De l'argent!!! de l'argent!!! tout se vend; les hommes et les consciences comme denrées de halles, et moins cher que le reste; car un homme qui s'est vendu sept fois peut se revendre encore, et vous en voyez qui travaillent à se faire une réputation de talent et de vertu, qui font au public étalage et montre de probité et de conscience dans le but industriel de hausser leurs titres de commerce, d'augmenter leur valeur vénale : c'est véritablement la traite des blancs; c'est la conversion universelle des peuples au dieu-argent, le catholicisme du veau d'or.

Le mariage, dont la loi est la base de tout l'édifice civilisé; le mariage, qui n'a jamais été respecté de fait par les hommes, est aujourd'hui attaqué non plus seulement par l'adultère, il est attaqué comme loi et comme institution. Notre littérature et nos mœurs le battent en brèches à pleines volées, le démolissent à grands coups, et c'est justice, car il n'est, comme le reste aussi, qu'une supputation mercantile, une opération de vente et d'achat, un trafic où l'on spéculé sur des dots et des espérances, sur la mort des chers pères et des tendres mères, des frères et des sœurs, des oncles et des tantes, etc, etc.

Des agioteurs, des joueurs de Bourse sont devenus les arbitres de la destinée des nations; ils accumulent des fortunes monstrueuses, prélevées sur les sueurs et le sang des peuples, en moins de temps qu'il n'en fallait aux proconsuls romains pour dépouiller leurs provinces, et ces contractions sont réputées honnêtes et légales. Dans la capitale du monde civilisé vous ne trouverez plus de temple où loge Dieu, ni de palais que protège un pouvoir respecté : il n'y a plus que des casernes, une Bourse, un hôtel de police et des prisons,

Tout est devenu vénal. L'esprit mercantile, qui a tout envahi, a succédé à l'esprit libéral, comme celui-ci avait succédé à l'esprit chevaleresque : il leur a succédé et les a vaincus. Il a soufflé partout l'égoïsme. Jamais l'égoïsme sous toutes ses faces ne s'est montré plus souverainement maître de la société qu'aujourd'hui. Il règne et gouverne. Loin de rougir de son égoïsme, chacun s'en honore, s'en glorifie. On le porte au grand jour, on l'étale sur sa poitrine comme une décoration. C'est dans l'égoïsme que l'on fait consister toute vertu, toute sagesse : « Ne vous occupez pas de

l'humanité, laissez-là les grands sentiments et les grands mots; cherchez à vous caser et faites votre fortune ».

Voilà le conseil que le jeune homme reçoit de toutes parts ; il est jugé d'après cette maxime, et si, emporté par une générosité naturelle à son âge, il néglige ce qu'on appelle sa carrière pour des spéculations d'une nature large, élevée et sociale, il se voit accusé de folie et mis au ban par tous les sages de l'endroit.

Et des philosophes imposteurs, de faux savants, pour donner débit et vogue à leurs drogues, flattent les nations et encensent la société moderne : ils ont dans leurs cours publics, leurs livres et leurs journaux, d'intarissables chants de gloire en faveur de leur civilisation pourrie et ils se font suivre par la grande cohue des badauds qu'ils attroupent autour d'eux sur la place publique. La gangrène s'est pourtant mise aux nations : on la voit, on la sent ; et il n'y a plus pour l'arrêter ni foi, ni loi, ni sentiment social, ni religion, et tout est guerre et division ! guerre des gouvernants et des gouvernés, guerre des partis entre eux, guerre des propriétaires et des prolétaires, guerre de l'argent contre l'argent, du travail contre le travail, du talent contre le talent — guerre de l'individu contre la masse et de la masse contre l'individu, guerre dans l'Etat, guerre dans la famille, guerre partout ! *Omne regnum in se divisum peribit* : tout royaume divisé périra.

Qui donc fera face à cette décomposition ? Qui nous sauvera ?

Certes, ce ne sera pas la métaphysique, si vaine, si creuse, avec ses ballons pleins de vent, ses dissertations sur les idées innées ou non, et sa cognition de la perception de la sensation d'odeur de rose ! avec sa conscience, son moi humain, ses triplicités phénoménales ; avec ses systèmes sensualistes ou spiritualistes, ses recherches anglaises, écossaises, allemandes, indoues, chinoises et que sais-je encore ! ce ne sera pas la politique avec ses sabres, ses canons, ses révolutions, ses échaffauds, ses émeutes et ses victoires sanglantes remportées sur ses émeutes ; ses constitutions qui ne constituent rien, ses légitimités, ses quasi-légitimités, ses budgets, ses emprunts, et ses dettes à milliards, ses lois et ses protocoles, ses disputes sans fin.

Ce ne sera pas la morale avec ses prédications surannées et ridicules comme le verbiage du pédant sermonnant l'enfant qui se noie ; la morale qui ne sait plus sur quelle base se poser, et qui, après trois mille ans de prétentions à établir le règne de la vertu, n'est arrivée qu'à faire bafouer et persécuter la vertu même.

Ce ne sera pas l'économie politique, ce dernier enfant de la philosophie ; enfant bâtard, caduc, à peine éclos et menteur comme sa mère : l'économie politique, cette science de la richesse des nations..... qui meurent de faim ! cette science enfin réduite à confesser publiquement elle-même son ignorance et son impuissance.

Ce ne sera rien de tout cela ! ce ne sera rien de ce qui rêve, de ce qui ment, de ce qui bouleverse, de ce qui agonise, de ce qui est enterré.

Ce ne sera rien du passé !

Ce sera un moyen nouveau, car tout ce qui a été est mauvais et sans pouvoir, ce sera un moyen nouveau qu'il faut chercher sur des routes non battues, s'il n'est pas découvert, ou, s'il l'est, mettre à l'épreuve.

Et ceci prouve qu'on ne doit pas s'insurger contre une idée nouvelle parce qu'elle est nouvelle ; car il n'y a qu'une idée nouvelle qui puisse nous sauver ; ceci prouve encore qu'il est temps d'écouter la voix qui, depuis soixante-dix ans, prêche dans le désert, étouffée sous les mille voix des crieurs publics et des charlatans.

VICTOR CONSIDÉRANT

JEAN MISÈRE

A HENRI ROCHEFORT

Décharné, de haillons vêtu
Fou de fièvre, au coin d'une impasse,
Jean Misère s'est abattu.
« Douleur, dit-il, n'es-tu pas lasse ? »

Ah ! mais...

Ça ne finira donc jamais ?
Pas un astre et pas un ami !
La place est déserte et perdue.
S'il faisait sec, j'aurais dormi,
Il pleut de la neige fondue.

Ah ! mais...

Ça ne finira donc jamais ?
Est-ce la fin, mon vieux pavé ?
Tu vois : ni gîte, ni pitance,
Ah ! la poche au fiel a crevé :
Je voudrais vomir l'existence !

Ah ! mais...

Ça ne finira donc jamais ?
Je fus bon ouvrier tailleur :
Vieux, que suis-je ? Une loque immonde.
C'est l'histoire du travailleur,
Depuis que notre monde est monde.

Ah ! mais...

Ça ne finira donc jamais ?
Maigre salaire et nul repos
Il faut qu'on s'y fasse ou qu'on crève,
Bonnets carrés et chassepots

Ne se mettent jamais en grève.

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

Malheur, ils nous font la leçon,
Ils prêchent l'ordre et la famille;
Leur guerre a tué mon garçon,
Leur luxe a débauché ma fille!

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

De ces détrousseurs inhumains,
L'Eglise bénit les sacoches;
Et leur bon Dieu nous tient les mains
Pendant qu'on fouille dans nos poches.

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

Un jour, le ciel s'est éclairé,
Le soleil a lui dans mon bouge;
J'ai pris l'arme d'un fédéré
Et j'ai suivi le drapeau rouge.

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

Mais, par mille, on nous coucha bas;
C'était sinistre au clair de lune;
Quand on m'a retiré du tas.
J'ai crié : vive la Commune!

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

Adieu, martyrs de Satory,
Adieu nos châteaux en Espagne,
Ah! mourons!... Ce monde est pourri;
On en sort comme on sort d'un bain.

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

A la morgue on coucha son corps,
Et tous les jours, dalles de pierre,
Vous étalez de nouveaux morts;
Les otages de la Misère!

Ah! mais...

Ça ne finira donc jamais?

EUGÈNE POTTIER.

AMOUR ET MARIAGE

I

Les grandes lois de la nature sont l'attraction et l'amour. L'amour étant pour les êtres organisés ce qu'est l'attraction pour les corps célestes.

L'homme seul, grâce sans doute à sa haute intelligence, manque à cette grande loi; lui seul pouvait d'un sentiment simple et naturel faire un marché.

Ce qui passe par les mains de la Société se racornit et se déforme. La civilisation moderne est arrivée à supprimer en partie l'amour, soit en le ridiculisant, soit en le frappant dans ses conséquences, c'est-à-dire en jetant un jour mauvais sur les unions libres (presque les seules qui aient l'amour pour mobile) et en mettant dans une certaine limite hors la loi les enfants nés de ces unions.

Si la Société ne vivait pas de mensonges, — et elle ne vit que de cela — si du moins elle daignait joindre un peu de logique à ses sévérités, elle pourrait à la rigueur frapper des couples unis hors du mariage, mais non l'enfant qui n'est pas responsable des actes des parents.

Au lieu de cela qu'arrive-t-il? Un jeune homme dans sa vie vagabonde a laissé derrière lui des enfants, il vient un jour trouver son ancienne maîtresse, dépose sur la table (quand il y pense) un ou deux billets de mille francs et lui dit d'un ton dégagé : « Et maintenant, ma chère, débrouille-toi; moi, je rentre dans le giron de la Société, j'ai trouvé une grosse dot, je me range. Fais de l'enfant ce que tu voudras, cela ne me regarde pas. »

Et de fait, aux yeux de la Société, voilà un homme rangé, parfaitement honnête et moral, qui deviendra un jour magistrat et sera sans pitié pour une fille qui aura tué ou abandonné son enfant.

Quant au futur beau-père, qui a agi peut-être de la même manière dans sa jeunesse, que croyez-vous qu'il fasse.

Après le dîner, entre un cigare et un verre de Chartreuse, il dira : Ah! ça, mon cher ami, j'espère que tout est réglé et qu'on n'entendra parler de rien!

Rien! c'est la mère et l'enfant.

Ainsi donc un homme abandonne ses enfants à la charité publique, lâche la femme comme un vieux vêtement, jette sciemment sur le pavé de petits malheureux, mais il se marie, achète une grosse dot en vendant son nom et le voilà parfait honnête homme.

N'allez pas dire à la Société que c'est un gredin, un être méprisable, et que ses écus ne le lavent pas du crime (car c'en est un) d'avoir abandonné ses enfants; c'est vous qui passeriez pour un être chagrin, mal élevé et qui ne sait pas son monde.

II

Au point de vue pratique, il faut considérer le mariage sous trois aspects différents, le partager en trois classes.

Chez les petites gens, les **pauvres diables**, le mariage est de beaucoup le plus moral. N'ayant rien, ni les uns ni les autres, l'argent entre pour très peu de chose dans leurs unions; l'amour est le principal facteur, et c'est sans doute là que l'on trouve les couples les plus unis et les plus heureux.

En revanche, c'est dans la classe moyenne, dans la petite bourgeoisie, que le mariage se présente sous son aspect le plus ignoble. Les parents ont fait des sacrifices pour élever leur fille, il faut à tout prix rentrer dans les déboursés. Père, mère, fille sont à l'affût pour lever le gibier, je veux dire le mari.

Toutes les ruses sont mises en œuvre; la mère avec son expérience de matrone, dresse sa fille à toutes les manœuvres, à toutes les coquetteries et lui enseigne toutes les roueries du métier.

Elle tombe au rang d'une vulgaire proxénète. C'est le boulevard Montmartre en chambre.

Dans le grand monde ou soi-disant tel, les rôles sont changés; c'est la fille, la riche héritière qui est le gibier contre lequel tous les chasseurs sont en ligne.

C'est à qui plumera l'oiseau rare et s'assurera, par un coup heureux, un avenir tranquille, libre de tout travail et de tout souci. Eh bien! n'en déplaît aux jolis messieurs — les messieurs aux camélias — qui ont croqué leur fortune en joyeuse compagnie, le jour où ils se marient ainsi, le jour où ils vendent leur nom ou leur titre, y compris leur personne moyennant une grosse dot sur laquelle ils paieront leurs dettes; ce jour-là, qu'ils le veuillent ou non, ils tombent dans la catégorie des souteneurs.

Ils auront beau discuter, invoquer le sacrement du mariage, le contrat du notaire et toutes les supercheries sociales, il n'en est pas moins vrai qu'ils sont entretenus par leur femme, qu'ils en vivent et que la langue verte a un mot pour caractériser ce genre d'existence.

A de très rares exceptions près, on peut dire que dans tous les mariages on pèse le sac avant de regarder la fille. Avez-vous jamais entendu demander quelles étaient les qualités morales de l'épousée?

Non. La première question est : Quelle est sa dot?

Avant même que les jeunes fiancés se soient rencontrés, toutes les questions d'argent sont débattues et arrêtées. C'est ce qu'on appelle observer les convenances.

La société est toujours habile à dissimuler ses laideurs sous les vocables les plus vagues ou les plus précieux. Sous prétexte que les questions d'argent ont toujours un côté brutal, quelque chose d'irritant ou de peu digne, on commence par les élucider, on affecte de se débarrasser d'une préoccupation aussi vulgaire. Et voilà comment sous couvert de dignité et de délicatesse, on pense d'abord tout à loisir à la question d'argent, la seule au fond qui intéresse.

Le mariage n'est plus l'union de deux êtres prédisposés par un amour mutuel, mais l'association de deux intéressés qui, avant tout, s'assurent une existence confortable; c'est une affaire où les deux associés mis en rapport par un courtier qui touche sa prime, apportent l'un la fortune, l'autre un titre ou une situation qui donnera du relief à cette raison sociale.

Un vieillard riche, haut situé, entre un jour dans une maison d'apparence honnête, il y est reçu avec empressement par une dame d'allures respectables, un peu solennelles, comme il convient.

Discrètement on le met en rapport avec une jeune femme. Affaire conclue!

Vieux débauché, proxénète, prostituée, la situation est nette.

Le lendemain, le même vieux entre dans un salon, un vrai; la maîtresse de céans, une vieille douairière qui ne le cède en rien pour l'amabilité et les prévenances à la matrone de la veille, l'accueille avec le même sourire engageant, un essaim de jeunes filles tourbillonnent autour du vieux roquentin.

Songez donc! c'est peut-être un duc et pair, ou un commandant d'armée ou un ministre; cela flatte toujours l'amour-propre d'une femme d'être appelée duchesse ou Excellence. De plus, il est très riche, colossalement riche, le vieux. Et dame! les fourrures, les velours et les dentelles sont hors de prix! Oh! ça ne traîne pas.

L'homme jette le mouchoir et s'offre un morceau de choix. La fille se vend comme la dernière des prostituées.

Où est la différence entre les deux situations?

On aura beau alléguer, dans le second cas, qu'ils sont mariés, le mariage n'empêchera pas qu'en principe il n'y ait là un vieux débauché et une jeune grue qui ont passé un marché honteux, comme il s'en fait tous les soirs au coin des rues. Mais le pis, c'est qu'à cette noce, comme à tant d'autres du même genre, un notaire a présidé au marché, en a rédigé les clauses :

« Par devant M^e X..., notaire, a comparu Mlle Y..., qui a déclaré n'avoir
» pour dot que sa virginité dont elle cède l'usufruit à M. Z... moyennant le
» prix fixé par le présent contrat daté du jour de l'entrée en jouissance. »

Quant au prêtre il a ratifié le tout en donnant sa bénédiction à ce couple dont il vante les nobles vertus et les hautes traditions d'honneur :

« Monsieur, songez que vous allez prendre pour compagne une jeune fille
» chez laquelle toutes les qualités du cœur sont jointes à tous les charmes
» de l'esprit..... l'Eglise vous confie cette fleur délicate dont vous saurez
» apprécier, j'en suis sûr, la candeur et l'ineffable pureté. Puissent, Mon-
» sieur,.... etc. »

« Et vous, Mademoiselle, les saines et fortes vertus qu'ont fait germer
» en vous les conseils d'une mère chrétienne, vous permettent de vous
» appuyer avec confiance sur le bras d'un homme, d'un soldat, dont la
» longue expérience des choses n'exclut pas la.... fraîcheur des senti-
» ments....., etc., etc. »

C'est complet, et ces deux accolytes, le prêtre et le notaire ont joué, malgré toutes leurs précautions oratoires, un rôle de souteneurs en s'engraisant du prix de l'ignoble marché qu'ils ont aidé à conclure.

Et voilà ce que la société dégradée ou inconsciente et aveugle appelle un beau mariage.

J'aime mieux les laids.

III

Hâtons-nous de le dire : au point de vue moral et à n'en considérer que les suites, ces mariages (à de très rares exceptions près) chez les petites gens, dans la bourgeoisie et dans les hautes classes, ces mariages se valent ou pour mieux parler, l'institution du mariage est également génératrice du vice dans ces trois catégories.

En effet, bien peu de ces unions résistent à l'usage, et la plupart ne tardent pas à se rompre, soit ouvertement, soit en dessous, tout en sauvant les apparences aux yeux du monde.

Tous ont une tare, un ver rongeur et on les compterait facilement les mariages parfaitement heureux jusqu'au bout et dont le principe a été respecté par les deux parties.

Le mariage pour être honnête, moral et atteindre son but exigerait une égalité parfaite des contractants et un respect absolu de la loi consentie.

Voyons ce qui en est :

Vous exigez en vous mariant la virginité de votre femme ou vous faites semblant d'y croire.

Pourquoi donc la femme n'aurait-elle pas les mêmes exigences ?

Or, (quoiqu'une statistique soit fort difficile à établir en semblable matière) ce n'est pas exagéré de dire que sur mille hommes de 25 ans, un seul, et encore, se marie vierge.

Sur mille jeunes filles, beaucoup arborent la fleur d'oranger, qui n'y ont plus aucun droit.

Voilà donc déjà la loi du mariage violée dans son essence.

Le mariage est conclu :

Dites, la main sur la conscience, combien d'hommes et combien de femmes respectent la foi jurée.

Non seulement on est loin de la respecter, mais pour l'homme qui trahit son serment on a des trésors d'indulgence et ses infidélités ne sont que des caprices sans conséquence. Souvent même ces infidélités sont préméditées, c'est un calcul de père économe qui ne veut pas rogner la part de ses enfants par la venue inopinée d'un nouvel héritier.

« Les sottises au dehors empêchent les sottises à domicile. » (H. Taine.)

Admettons que les deux époux se séparent, avez-vous la prétention d'exiger la continence de la part des deux disjoints ?

Vous en avez la prétention, peut-être, mais dans le fait vous savez bien que c'est une pure utopie, car empêcher quelqu'un d'obéir aux lois de l'amour, d'accomplir les fonctions de reproduction, c'est comme si l'on voulait l'empêcher de manger et de boire.

C'est même beaucoup plus grave et beaucoup plus immoral, car la satisfaction de la faim et de la soif n'a pour but que la conservation de l'*Individu*. Tandis que la satisfaction des besoins sexuels a pour objet la conservation de l'*Espèce*.

L'amour est une fonction physique comme une autre et qui doit être satisfaite sous peine de misère physiologique.

Voilà donc, avant, pendant et après, une institution qui est violée à chaque instant dans son principe, dans son état et dans ses suites.

Est-ce là ce que vous voulez imposer à la Société?

C'est évidemment absurde.

Il suffirait de raisonner un seul instant pour comprendre l'immoralité d'une semblable institution, car c'est vous, Société, qui êtes immorale de parti pris en forçant vos membres à se soumettre à une règle que le bon sens condamne.

Ah! si l'on pouvait supprimer l'amour, cette association matrimoniale pourrait être une admirable institution commerciale, voire même amicale, mais comme l'amour est un facteur qui finit toujours par jouer son rôle dans l'arithmétique sociale, vous arriverez forcément à ce dilemme : Ou les époux respectent les lois du mariage; et alors l'un des deux au moins est obligé de refouler l'amour au fond de son cœur; il l'étouffe et fait de sa vie un martyre, ce qui est immoral puisqu'il y a une fonction humaine qui n'a pas son libre jeu.

Ou les époux tombent dans l'adultère, ce qui ne semble pas précisément le but du mariage.

Pour les personnes à vue courte qui pourraient opposer le divorce comme remède à tous ces inconvénients, je répondrais en deux mots que le Divorce ne s'applique qu'aux effets et qu'il n'intervient, qu'il ne peut intervenir que lorsque tous les défauts de l'institution ont éclaté au grand jour.

La nécessité du Divorce est la condamnation même du mariage.

IV

Le mariage est donc une institution qui va contre toute logique, qui est contradictoire à tous les faits d'ordre moral, physique et intellectuel, qui est faussée dans son principe et rarement respectée dans son état.

De même qu'il y a des différences physiques chez les hommes, de même il y a des différences morales; il y a des êtres constants par nature et d'autres volages, il y a des êtres ardents et des êtres assagis.

Forcerez-vous ces différents types à se plier à un même *modus vivendi*?

C'est comme si vous vouliez forcer tous les hommes à être blonds ou à être de même taille.

Mais le mariage a de bien plus graves conséquences encore que la tyrannie qu'il impose à l'un et l'autre époux.

Le mariage est générateur de prostitution, ou en retournant les termes : la prostitution, comme on l'a dit souvent, est la soupape de sûreté du mariage.

De gaîté de cœur, pour assurer, (dans une limite très restreinte) la paix et la sécurité du ménage, la société n'hésite pas à sacrifier chaque année des milliers de femmes qui, aux dépens de leur santé, de leur dignité, de leur liberté même, sont livrées journellement aux appétits brutaux des débauchés ou des jeunes hommes qui ne peuvent pas encore songer au mariage.

Toutes ces vierges sacrifiées sont autant de victimes que l'on jette au minotaure pour sauvegarder l'honneur de nos femmes et de nos filles.

Et cependant, ô contradiction ! les honnêtes personnes qui s'éloignent

avec dégoût d'une prostituée lui doivent en réalité leur sécurité et par suite leur reconnaissance.

Si les classes bourgeoises sont si sévères, si méprisantes pour les prostituées, c'est que la prostitution ne recrute guère ses prêtresses que dans le peuple.

Mais si le bourgeois qui s'accommode volontiers d'une petite débauche extra-conjugale, trouvait un beau jour sa fille au lupanar, soyez sûrs, qu'il ne serait pas si benoît et crierait du haut de sa tête à l'immoralité des temps.

Nous n'avons pas la prétention de traiter à fond ce côté important de la question sociale.

Chacun sait que de là découlent les infanticides, les abandons d'enfant, les maladies contagieuses, la dépopulation croissante de la France et toutes les injustices commises à l'égard des enfants nés en dehors des justes noces.

Concluons donc :

Si le mariage est une institution faussée dans son principe et à peu près impossible à respecter, s'il est délétère, générateur de crimes, de misère et de prostitution, il nous semble que la conclusion est bien simple :

Il faut le supprimer.

J. PRESSIGNY.

UN AMI DU COMMERCE

— Quelle excellente chose que la probité ! quel bonheur de sentir sa conscience en repos ! disait un soir à sa femme Renardin l'épicier après avoir fermé les volets de sa boutique.

— Ah ! je peux bien le dire, jamais nous n'avons retardé un effet d'une minute, aussi avons-nous le crédit le plus étendu, la réputation la mieux fondée.

— A propos, Marie, reprit-il en s'adressant à sa bonne, avez-vous mis de l'eau dans le tabac ?

— Oui, monsieur.

— Du grès blanc dans le sel ?

— Oui, monsieur.

— Du piment dans l'eau de vie ?

— Oui, monsieur.

— De la mélasse dans le miel ?

— Oui, monsieur.

— De la poussière dans le poivre ?

— Oui, monsieur.

— De l'huile d'œillette dans celle d'olive ?

— Oui, monsieur.

— Du vulnérable dans le thé ?

— Oui, monsieur.

— Je crois que c'est là tout. Allons, venez faire avec nous vos prières, puis nous irons chacun dans notre lit, dormir comme des gens qui ont rempli religieusement tous les devoirs de la journée.

Le Socialisme en Chine

La Chine elle aussi a son socialisme et son mouvement ouvrier. On en trouve la preuve dans un manifeste qu'une société secrète répandue dans tout l'empire, a adressé dans ces derniers temps au peuple chinois, et dont les tendances sont franchement socialistes. Voici, en effet ce qu'on y lit :

« Les grands et les puissants de la terre naissent et meurent comme leurs frères, les pauvres et les opprimés. L'Être Suprême ne peut pas avoir condamné des milliers d'hommes à vivre dans l'esclavage au profit d'une infime minorité; jamais il n'a pu accorder à quelques milliers le droit de faire ripaille aux dépens de leurs frères. Les richesses des puissants d'où viennent-elles, sinon du travail pénible des miséreux? Le soleil avec sa lumière, la terre avec ses richesses inépuisables, l'univers entier avec ses splendeurs, ne saurait appartenir à quelques privilégiés, auxquels on doit les arracher, pour que les déshérités puissent en avoir leur partie. »

Cette protestation contre l'exploitation, l'injustice et la puissance de la richesse, a un caractère socialiste incontestable. Un pareil langage n'est pas nouveau en Chine, on l'a entendu bien souvent, longtemps avant que parmi les barbares de l'Occident, il y eut un mouvement ouvrier socialiste. Dès le cinquième siècle avant l'ère vulgaire, Lao-Tsé s'exprimait dans ces termes :

« Lorsque le peuple a faim, c'est qu'il est surchargé de travail et d'impôts. Si sa situation devient trop dure, le peuple peut s'insurger contre ses oppresseurs; s'il renonce aux joies de la vie, c'est que la vie lui est devenue indifférente. »

Quelque temps après, Confucius n'a pas hésité à déclarer que chacun doit recevoir le produit total de son travail; personne ne doit s'enrichir en exploitant ses frères. Tous ayant le même droit aux joies et jouissances de la vie, il faut que chacun travaille dans la mesure nécessaire, suivant ses aptitudes. Une des premières choses qu'il fit, étant ministre, fut de faire rendre gorge à un riche usurier. Presque tout le bétail de la ville et des environs lui appartenait; les meilleurs pâturages étaient sa propriété; il avait ainsi monopolisé le commerce du bétail, dont les prix n'étaient plus abordables pour le peuple, qui se disposait à lui faire un mauvais tour. Alors Confucius, auquel l'empereur avait donné des pouvoirs illimités, fit venir le riche monopoleur devant lui, il lui dit : Ta richesse n'est pas le fruit de ton travail, mais de ta fraude. Je veux bien te pardonner, à condition cependant, que tu rendes au peuple ce que tu lui as volé, et pourvu qu'à l'avenir tu ne renchérisse pas la viande destinée à la consommation du peuple. Le monopoleur dut s'y résigner.

On croit généralement en Europe que les Chinois gémissent sous un joug de fer, rien de plus faux. Les Chinois peuvent se vanter à juste titre de jouir de temps immémorial de bien des libertés, dont à l'heure actuelle, sont encore privés quelques états de l'Europe. Ainsi le Chinois peut s'établir où il

veut dans toute l'étendue de l'empire; il peut se déplacer, se transporter à son gré d'une ville à une autre, sans l'autorisation de personne. Les Chinois jouissent d'une liberté industrielle illimitée; les droits de réunion et d'association ne sont soumis à aucune restriction.

Les industriels chinois ont exercé de tout temps le droit de s'organiser pour améliorer autant que possible leur situation économique. Les syndicats professionnels très nombreux en Chine y sont organisés sur les mêmes bases qu'en Europe et en Amérique. Toutes les villes importantes de la Chine en comptent plusieurs, chargés de prendre les dispositions nécessaires en vue de fixer les salaires, la durée du travail, de régler la situation des apprentis, ainsi que les grèves qui peuvent se produire, protéger ceux qui en font partie contre les empiètements des patrons, les assister dans les procès, etc., ils remplissent en un mot, les fonctions de nos Bourses de travail, même vis-à-vis des autorités, qui les ont toujours reconnus comme légitimes.

Quant aux grèves et aux boycottages, les ouvriers chinois y ont eu recours et en ont profité longtemps avant qu'il y eut en Europe une question ouvrière.

En Chine, chaque branche de commerce et d'industrie est puissamment organisée, ce qui s'explique par l'esprit d'association et le sentiment de solidarité qui y sont très développés. Partout où il y a des intérêts similaires communs, que ce soit à l'intérieur ou à l'étranger, on voit les Chinois s'organiser au plus vite, pour les sauvegarder et les défendre. Les commerçants, les petits industriels, les ouvriers, même les voleurs et les filous cherchent leur salut dans l'exportation, qu'on appelle *Hu-ti*, dont les Chinois connaissent à la perfection les procédés techniques. Grâce à cette liberté illimitée d'exportation, on a créé dans tout l'empire, des syndicats professionnels en grand nombre, qui forment un vaste réseau, dont l'organisation est plus complète que celle des anciennes corporations.

Les organisations qu'on appelle *Kung-so* occupent une place intermédiaire entre nos anciennes corporations et les syndicats professionnels modernes. Elles embrassent presque toutes les branches d'industrie, au nombre de quatre cent cinquante environ, leur but est de défendre ceux qui en font partie contre les empiètements de la concurrence; elles sont chargées de fixer les prix de vente, — la baisse si accentuée de la valeur de l'argent dans ces derniers temps a exercé une sensible influence; c'est à elles de régler les conditions du travail, de fixer le nombre des apprentis, les salaires, ainsi que la durée du travail, ce qui est d'une grande importance en Chine, où il n'y a pas un jour de repos par semaine. Les fêtes sont en Chine au nombre de 15; elles se suivent sans interruption au commencement de l'année.

Les questions des salaires sont le plus souvent arrangées à l'amiable; cependant quelquefois des grèves se produisent. Dans les ateliers de l'Etat il est défendu de quitter le travail et de se mettre en grève; ceux qui la commencent en sont punis, l'autorité, d'ailleurs, ne se mêlant pas des grèves; ainsi elles finissent presque toujours à l'avantage des ouvriers; les employeurs sont responsables vis-à-vis des mandarins des troubles produits

par les grèves, car les mandarins en sont eux-mêmes responsables vis-à-vis du gouvernement central. C'est par suite de ces dispositions dont les travailleurs ne manquent pas de profiter, que les employeurs se montrent plus coulants et que les mandarins se gardent de commettre des iniquités trop criantes.

Dans les syndicats et les exploitations, la discipline est sévère. On la maintient à l'aide du système pénal assez étendu en Chine, les violations les plus légères des statuts sont punies, souvent d'une façon originale. L'expiation de ces fautes se fait par des représentations dramatiques ou par des repas qu'on impose à celui qui s'en est rendu coupable, les infractions plus graves sont frappées de peines plus sévères. Le boycottage, si l'application en est faite avec rigueur, est une arme terrible, car celui contre lequel on l'emploie, ne peut pas éviter sa ruine économique. Pour qu'un patron ne puisse s'avantager aux dépens des autres en ne payant pas ou pas assez ses ouvriers, il est défendu par des peines sévères, de dépasser le nombre d'apprentis qui lui a été fixé. Voici par un exemple comment sont punies les violations des dispositions des statuts.

Il y a quelques années, un patron demeurant à Soo-Chon, avait pris à son service, avec la permission de l'autorité, un nombre plus grand d'apprentis que celui que son syndicat professionnel lui avait accordé, blessant ainsi, à un double point de vue, les intérêts de ses collègues. Pour se venger, ses collègues, au nombre de 124, se ruèrent sur lui et le tuèrent. On doit remarquer que les Chinois en général et les habitants de Soo-Chon en particulier, sont de caractère paisible. Tous ceux qui ont pris part à cette exécution, ont montré qu'ils avaient du sang dans les veines.

La question des apprentis joue un grand rôle dans les organisations ouvrières chinoises. Les statuts de chaque syndicat limitent le nombre des apprentis que chaque patron peut employer et défendent de le dépasser. Si celui-ci n'observe pas les dispositions prises à son égard, la direction du syndicat donne aux ouvriers qu'il emploie, l'ordre de quitter le travail, ce qu'ils n'hésitent jamais à faire.

Les violences contre les patrons ne sont pas rares. Le gouvernement dans ce cas, se borne à punir les coupables d'après la loi, mais jamais il ne s'aviserait de profiter de l'occasion pour restreindre le droit d'association et la liberté de s'organiser, qui demeurent ainsi à l'abri de toute attaque.

Les syndicats ouvriers de Wingpo, ville industrielle des plus importantes, sont peut-être les mieux organisés de tout l'empire. Ils y possèdent des édifices splendides, où l'on se réunit, et où les membres peuvent s'instruire et s'amuser.

Chaque syndicat veille à ce que ses statuts et ses décisions soient exécutées d'une manière scrupuleuse. Les violations sont frappées d'amende, elles peuvent aussi amener l'exclusion du coupable de l'association. Le mépris qui dans ce dernier cas, s'attaque au coupable, lui devient si pénible, que le plus souvent il se voit forcé d'émigrer.

Les organisations ouvrières de la Chine, jouissent de la liberté la plus complète dans les affaires professionnelles; aucune loi, aucune autorité ne s'y oppose. Bien souvent déjà elles se sont trouvées dans la nécessité de

demandar le renvoi de fonctionnaires malveillants, de réclamer aux magistrats la suppression d'abus dangereux pour la vie publique, l'autorisation d'entreprendre des travaux utiles ou nécessaires, etc.; elles n'ont pas hésité de s'adresser même à l'empereur, pour lui présenter des plaintes et des remontrances, qui ne sont pas demeurées toujours stériles.

Telle est la liberté d'association et d'organisation, dont jouissent à l'heure actuelle les Chinois.

VOIX D'OUTRE-TOMBE⁽¹⁾

Ils ont grand'peur des changements
Que le progrès vainqueur réclame;
Ils ont écrit dans leur programme
De vieillir dans leurs errements.
Pelotonnés dans l'inertie,
Devant les siècles écoulés,
Devant les dogmes écroulés
Ils restent en catalepsie.

*
* *

Allons! renverse, ô nation!
Les remparts devant toi posés!
Laisse croupir ces insensés
Dans leur momification!
France, écoute!... Le clairon vibre
Sur les lèvres de tes penseurs!
Parle aux vieillards, parle aux censeurs,
Ton langage de peuple libre!

*
* *

Le sens fier de ta dignité
Vient d'éclorre en ta conscience;
A tes yeux la grande science
Révèle son éternité.
Arrière les tournures louches
Et les ambages hésitants
Les mots sonores, éclatants,
Circulent dans toutes les bouches!

Nous savons ce que nous voulons;
Aujourd'hui la langue est fixée,
La grande époque est dépassée
Des Pascals et des Fénétons!
Adieu l'antiquité factice!
Notre langue vient de fleurir;
Elle ne pourra plus périr,
Elle a pour base la justice.

*
* *

Ah! quelque jour nous ferons mieux,
Nous irons bien plus loin encore;
Nous décréterons une aurore,
La mort des héros et des dieux!
Croule, ô passé! vieux passé, croule!
Temps d'épreuves et de douleurs!
Voici le dernier jour des pleurs!
Voici le règne de la foule!

*
* *

Qu'importe la Divinité,
Source impure de la souffrance!
Nous oublierons le mot de « France »
Et nous dirons « Humanité! »
Car nous saurons ce que nous sommes;
Nous aurons un bonheur réel,
Et nous crierons aux vents du ciel:
Les Dieux sont morts, voici les Hommes!

(1) Vermersch, qui publiait le *Père Duchêne*, en collaboration avec Humbert, sous la Commune, était un poète et écrivain de talent qui promettait beaucoup. Malheureusement il mourut fort jeune. Ne voulant pas, dans la lutte pour la vie, se soumettre à toutes les exigences humiliantes et dégradantes du régime bourgeois, il mourut de faim et en exil, comme la plupart des martyrs de l'humanité.

En bouquiniste passionné, nous avons eu la chance de mettre la main sur une plaquette très rare, publiée sous l'Empire par Vermersch et intitulée *Le grand Testament du sieur Vermersch*. C'est de ce poème que nous détachons les strophes que nous donnons ici et qui sont encore de toute actualité.

Les Hommes!... les Hommes sacrés!
Bons, fraternels, forts, doux et justes,
Éclairés, les Hommes augustes,
Par les bons instincts conjurés,
Par la parole et par le livre,
Les cultes, les abstractions,
Les dogmes, nous nous en moquons,
Car ce que nous voulons, c'est vivre!

*
* *

Et vivre bien!... c'est notre droit!...
Nous méconnaissions la nature,
Lorsque nous souffrons sans murmure
L'inaction, la faim, le froid;
Nous manquons aux lois de nos êtres,
Lorsque nous souffrons sans combat :
Est-ce donc pour ne vivre pas
Que nous ne voulons plus de maîtres!

*
* *

Et ne pensez pas que, pour nous,
S'empêcher de mourir soit vivre!
Le but que nous devons poursuivre,
C'est le bonheur égal pour tous!
C'est, avec le droit, la puissance
De boire, d'aimer, de manger,
De travailler, de se loger,
De pénétrer dans la science!

*
* *

La grande voix de nos besoins
Dit que nos lois sont en nous-mêmes!
Laissez le dogme aux prêtres blêmes!
Laissez les bibles dans leurs coins!
Ecoute dans leur langue altière
Ton estomac et ton cerveau;
Voilà le testament nouveau;
Les deux aspects de la matière!

*
* *

A peine si l'on t'a laissé,
La satisfaction charnelle!
Ton esprit obscur bat de l'aile,
Homme, comme un oiseau blessé!
Tous, vous vivez comme des brutes,
Exploités, ignorants, honnis,
Sans espoir, mangeant du pain bis
Dans des greniers ou dans des huttes!

On entretient dans vos esprits
L'ignorance et la platitude
Des dogmes, car la servitude
Arrive tout droit du mépris.
Niais, pour vous faire produire,
Il suffit bien assurément
Qu'on vous empêche seulement
De mourir et de vous instruire.

*
* *

Il faut, il faut, ô nations,
Que notre très chère existence
Ne soit plus, dès notre naissance,
La suite des concessions
Faites à l'estomac qui gronde,
Mais bien pour tout homme vaillant,
Avec la vie en travaillant,
La Science, soleil du monde!

*
* *

Alors, le fruit plein de saveurs,
Longtemps mûri par notre étude,
Nous l'aurons dans sa plénitude,
O poètes! ô grands penseurs!
Nous boirons à la coupe immense
Pleine de votre noble sang
Que vous versâtes en riant,
Avec douceur, avec clémence.

*
* *

En dépit du laid aux abois,
Dans les âmes les mieux murées
L'art dira des strophes sacrées,
Et nous y trouverons nos lois;
Et nous les verrons plus réelles,
Plus palpables dans la beauté,
L'harmonie et la vérité
Des grandes œuvres éternelles.

*
* *

.....

*
* *

L'Inconnue!... ô savants penseurs!
Après l'avoir longtemps rêvée,
Voici que vous l'avez trouvée
A peu près, malgré les censeurs,

Malgré les tortureurs farouches
Et les aimables plaisantins
Qui voudraient voiler de leurs mains
La libre gloire de vos bouches!

*
* *

Vous êtes le grand bataillon
Des marcheurs doux et formidables,
Qui supprimez les insondables,
Qui dissipez le tourbillon,
Par qui le bien s'immobilise,
Qui, jusqu'au Zénith, du nadir,
En gerbes faites resplendir
Les éléments de l'analyse.

*
* *

Quand l'homme, plus fort, plus réel,
Plus dégagé de sa misère,
Aura dispersé la poussière
De ses héros aux vents du ciel,
Qu'il n'aura plus besoin d'exemples,
Qu'il supprimera les prisons
Et qu'il bâtera des maisons
Avec les pierres de ses temples;

*
* *

Quand le jour de l'égalité
Pourra naître enfin pour la femme,
Qu'on n'étouffera plus son âme
En lui ravissant sa beauté;
Quand elle aura des garanties
Contre nos rudes passions,
Et lorsque toutes nos façons
De l'opprimer seront parties;

*
* *

Alors tous les cœurs ingénus
Auront la tranquillité douce
Et l'intimité sans secousse,
Les soupirs longuement émus;
Accord parfait des équilibres,
Qui sait tout unir et calmer.
Tous ceux qui tenteront d'aimer,
A chaque instant en seront libres!

*
* *

Allons, les hommes, en avant!...
En avant!... Portons haut la tête,
Car nous partons pour la conquête
Que nous manquâmes trop souvent!

Aujourd'hui, prenons confiance
Aujourd'hui, nous sommes armés!
Nos bras sont oints et parfumés
Avec l'huile de l'espérance!

*
* *

Sans glaive, sans bouclier lourd
Et sans la cuirasse vulgaire,
Nous partons pour la grande guerre,
La grande guerre de l'amour!
On ne versera pas de larmes
Pour notre cause, l'équité;
Car la candeur et la bonté
Sont les plus fières de nos armes!

*
* *

A chacun nous tendons la main;
Nous sommes sans inquiétude,
Car nous avons la certitude
Que nous serons vainqueurs demain!
Si l'on demande qui nous sommes,
Si l'on nous dit : « Qu'est-ce que font
« Ces g'ns-là?... » Je réponds : « Ils vont
« Pour le bien conquérir des hommes!

*
* *

- Ils ne veulent pas seulement
- Cet élément, l'indépendance;
- Ils veulent encor, pour la France
- Et l'univers, l'apaisement,
- Le travail et la vie heureuse,
- La terre avec ses fruits pour tous,
- L'art puissant, humain, large et doux
- Et la grande extase amoureuse!...

*
* *

- La liberté, cela n'est rien!
- Humanisons cette bégueule!
- La liberté ne vaut rien seule!
- La liberté n'est qu'un moyen!
- Soyons enfin ce que nous sommes :
- Des êtres nés pour être heureux,
- Et l'étant, sans maîtres, ni dieux!...
- Des hommes! des hommes! des hommes! •

VERMERSCH.

SOUVENIR DU 1^{er} MAI



GENTILLESSES POLICIÈRES POUR BAUDIN

MON RÊVE

Comment sera demain ?

Chacun s'enfermera-t-il chez soi n'ayant d'autre souci que de *rouloir* pour posséder, entouré de moteurs délicats, agents de sa pensée et reliée aux choses, soit pour les transformer, soit pour les consommer ?

Ou bien chacun sera-t-il mêlé, très librement, d'ailleurs, à quelques autres individualités, aussi libres d'aller, de venir et de changer de groupe, et par le simple jeu de l'affinité, qui réunit de nos jours les coquins, les forts, les puissants, laissant de côté les honnêtes trop indiscrets, les faibles trop mous ou les humbles sans valeur, les hommes, plus parfaits, arriveront-ils à constituer la série entrevue par Fourier, où les affinités diverses réalisent la perfection par le jeu simple de leurs diversités d'aptitudes et de goûts ?

Ou bien encore les grandes collectivités syndicales, sorties des bourses à jamais implantées sur notre sol, se substitueront-elles aux syndicats, aux anonymats, aux immenses commandites des millionnaires esclavagistes, et faisant taire en elles les préjugés de supériorité qu'on remarque entre des professions diverses se réclamant néanmoins du principe de l'égalité qu'elles sont prêtes à violer dans les faits, vivront-elles en sœurs faisant donner l'accolade fraternelle au vidangeur par le statuaire délicat, et admettant que le balayeur des rues doit jouir des mêmes avantages sociaux que le peintre de talent ?

Ou enfin la fusion des êtres, classés suivant des règles que la science modifiera avec les temps, dans les fonctions que leurs facultés leur permettent, et libres de consommer où il leur plaît, quand il leur plaît et comme il leur plaira en échange du devoir social accompli, cette fusion, dis-je, aura-t-elle apporté la paix entre tous avec l'harmonie ?

Espérons que tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Mais nous permettra-t-on de dire que la dernière solution serait celle qui nous sourierait le mieux ?

Les anarchistes sont naturellement individualistes, mais ils sont hors de l'histoire et hors de la société, l'histoire étant le récit des efforts d'une humanité crasse et esclave de la nature et d'elle-même, évoluant toujours vers le mieux : avant l'histoire il

y avait l'homme sans règle, sans gouvernement, mais victime de tout ce qui l'entourait; hors de la société, car la société c'est la règle qu'on peut modifier, la loi qu'on peut transformer, le gouvernement qu'on peut conquérir pour en faire le protecteur par excellence des victimes de la nature et du milieu social contre les oppressions de fait.

Le mutualisme n'est qu'une concession de l'anarchie au collectivisme, mais je m'entends, de l'anarchie égoïste qui ramène tout au **moi**, et que les souffrances d'autrui touchent peu.

Le collectivisme, c'est la grande corporation et toutes ses spécialités, créant une sorte d'hierarchie, de fonctions bien précises, peut-être amies, peut-être ennemies les unes des autres, et puisant dans leur netteté d'attribution même cet esprit particulariste qui fait une Bastille de l'institution, et arrête le développement normal des moyens d'action, d'où ceux de consommation, en limitant le nombre des activités qui pourraient y participer.

Le communisme, c'est l'équivalence des fonctions proclamée en principe et reconnue en fait par l'universalité des citoyens, exigeant le respect et la liberté des individus par les groupes constitués, déclarant le capital sa chose propre; c'est la nation propriétaire absolue de tout dans tous les temps, au nom des générations présentes aussi bien que des générations futures, dont le gouvernement démocratique est le tuteur obligatoire; c'est la fusion des intelligences et des énergies, travaillant au bonheur commun après avoir, comme en 1789, proclamé l'abolition des privilèges, aussi bien des hauts privilèges que ceux des maîtrises et des jurandes reconstituées. C'est la *convention* des communes, unités administratives et responsables, protégeant les faibles, assurant le respect des clauses du contrat social, et la reconnaissance partout et par tous de la nouvelle déclaration des *Droits de l'homme* où le droit à la vie figure au premier rang, et non pas le droit à la vie végétative ou purement animale, mais à la vie intellectuelle et morale dont n'approchent aujourd'hui que les élus de la fortune.

Je suis un rêveur, vous me pardonnerez..Je sais bien qu'on va me demander des détails de notre monde futur : A quelle heure se lèvera-t-on? A quelle heure se couchera-t-on? Sera-t-on tenu de manger des escargots si l'on n'aime que le fromage à la crème? Serai-je vidangeur si je me crois, même à tort, capable d'égaliser un Rubens? Comment s'y prendra-t-on pour obtenir des gens un travail effectif? Quand croyez-vous que sera applicable votre régime étonnant?

Je pourrais multiplier à l'infini les questions de ce genre aux-

quelles il serait oiseux de répondre, sauf pour les deux dernières.

Nous le disons aussi bien aux fainéants de l'aristocratie financière qu'aux autres, nous proclamons haut ce principe :

Qui ne travaille pas, alors qu'il le peut, ne doit pas manger !

Et quant au temps dans lequel sera appliqué notre système, je dirais volontiers que je n'en sais rien ; mais ou je suis bien borné ou les autres le sont bien pour moi, il me semble que cela se fait tous les jours depuis le commencement de l'histoire.

Le développement de la puissance des communes, en vue de l'unité sociale, l'assujettissement, de plus en plus régulier, des hommes aux principes, aussi bien des individus qui, jusqu'alors, y avaient échappé, que des humbles, la division extrême du travail et le perfectionnement de l'outillage rendant, de plus en plus inutiles les périodes d'apprentissage et frappant à jamais les grosses corporations, la tendance naturelle des individus à échapper aux étreintes de la propriété oppressive, tout indique la tendance de l'humanité vers l'idéal qui est le nôtre.

J'ai ouvert les yeux pour voir si j'étais bientôt au moment de voir se réaliser mon rêve, mais j'ai vu Dupuy éclaboussé de taches de sang et félicité par la majorité républicaine de la Chambre unie à la meute réactionnaire ; j'ai vu d'autre part la Bourse du travail fermée, et le cadavre de Nuger disparaissant dans la nuit noire enveloppé d'un escadron de soldats.

Je retourne à mon rêve.

E. CHAUVIÈRE.

LA NIAISE

Lise a seize ans, et Lise est si jolie,
Dans son maintien règne un air si décent,
Que son curé lui dit : Assurément,
L'on te prendra pour la vierge Marie.
— Monsieur l'abbé, répond Lise en pleurant,
Par charité parlez mieux, je vous prie :
Vous savez bien qu'elle a fait un enfant.

C^{te} DE CHEVIGNÉ.

Lettre de Henri Rochefort sur Louise Michel ⁽¹⁾

Dieppe, 6 juillet 1883.

CHER CITOYEN ARGYRIADÈS,

Je n'ai connu notre amie qu'à bord du vaisseau de guerre qui nous transportait en Nouvelle-Calédonie, mais je savais que pendant le siège elle avait fait héroïquement le coup de feu contre les Prussiens, sous les canons desquels elle allait ramasser les blessés.

Il est probable qu'aucun de ceux qui l'ont condamnée ne pourrait exhiber de pareils états de services.

J'ai raconté devant la cour d'assises son dévouement pour ses co-déportées, à qui elle donnait jusqu'à ses chemises et ses bas, ne gardant pour elle qu'une méchante robe d'indienne et un fichu de toile, de qu'elle appelait en riant « la corbeille de nocces de M. Mac-Mahon. »



LOUISE MICHEL

En Nouvelle-Calédonie, nous ne pouvions pas lui offrir un gâteau de trois sous (sur ce rivage où on crevait de faim, un gâteau de trois sous constituait un cadeau princier) qu'elle ne courût le partager entre ses compagnes de déportation. Toute sa nourriture et tous ses vêtements allaient aux autres. Je voyais bien de quoi elle pouvait mourir, mais je me demandais de quoi elle vivait.

Du reste, cette rage de dévouement lui venait de loin. Son oncle m'a raconté que toute petite fille, elle revenait tous les

(1) Le citoyen Argyriadès se proposant en 1883 de faire une conférence sur notre amie Louise Michel, demanda quelques renseignements à Rochefort, qui lui écrivit cette intéressante lettre.

jours de Pécole sans ses bas et sans ses souliers qu'elle avait donnés à ses camarades plus pauvres qu'elle ou aux mendiants qu'elle rencontrait.

Voilà tout ce que je sais, cher citoyen, mais il me semble que c'est suffisant pour édifier vos auditeurs sur cette incorrigible « pillarde. »

Mille amitiés fraternelles.

HENRI ROCHEFORT.

AVANT L'AUBE

I

L'obscurité s'étend profonde
A l'horizon où rien ne luit,
La tempête s'amasse et gronde
Sur le gouffre d'ombre et de nuit;
L'épouvante dans l'air frissonne,
Et pour un immense cyclone
L'Océan s'élève et mugit.

Océan à l'onde sanglante,
Où déferlent des flots humains;
Où se mêlent, dans la tourmente,
L'appel sinistre des tocsins;
Il faut que le cycle s'achève,
Que notre temps se mêle au rêve,
Ainsi le veulent les destins.

On dirait, dans le sombre espace,
Sentir comme des frôlements;
C'est quelque Ravachol qui passe,
Parmi les épouvantements,
Allant vers une œuvre terrible,
Où le magnifique et l'horrible
Unissent leurs embrassements.

Ainsi seuls contre tout un monde,
Quelques-uns pour la liberté
Ont fait une entaille profonde
Au flanc de quelque iniquité;
Et dans les blessures vermeilles,
Ainsi que le font les abeilles
En mourant leur dard est resté.

Voici venir les grandes houles,
Et dans cette nuit, compagnons,
Comme on fauche toujours les foules,
Seul à seul ainsi nous irons :
Chacun trouvera bien son heure,
Ne faut-il pas toujours qu'on meure !
Oh ! c'est debout que nous mourrons !

II

A travers la nuit d'épouvante
Percent les premières blancheurs ;
L'aube se lève éblouissante
Devant les pâles éclaireurs,
Dans la tourmente qui s'apaise
La foule sur la terre à l'aise
Comprend l'œuvre des destructeurs.

La tempête a fermé ses ailes.
Ainsi qu'au matin d'un beau jour,
Tout revêt des formes nouvelles,
Les maux n'auront plus de retour,
Mais pour briser la lourde chaîne
Oh ! combien il faudra de haine
Toute faite d'immense amour.

LOUISE MICHEL.

Londres, 15 août 1893.

PAYSANS ET CAPITALISTES

Le paysan ne reçoit pas, en échange du produit de sa terre le prix qu'en paie la ville ; il reçoit même beaucoup moins que le gros propriétaire. Le courtier ou le marchand qui parcourt les campagnes à certains jours ou à certaines époques fixes de l'année, et qui, en général, revend à son tour à des entremetteurs, veut y trouver son bénéfice.

Le paysan, pour améliorer sa terre, a contracté une hypothèque ; il n'a pas beaucoup le choix des prêteurs, et les conditions auxquelles il souscrit n'en deviennent que moins avantageuses. Les gros intérêts et les échéances de remboursement lui jouent de mauvais tours ; une seule mauvaise récolte ou une

fausse spéculation sur le genre de produit, sur le bon prix duquel il a compté, suffisent pour le mettre à deux doigts de la ruine.

Très souvent celui qui achète la récolte et celui qui prête les capitaux sont une seule et même personne; le paysan est par conséquent complètement entre les mains de son créancier.

Les porteurs de l'hypothèque sucent les cultivateurs jusqu'au sang, en les laissant comme propriétaires apparents sur leur lopin de terre, qui, en fait, ne leur appartient plus le moins du monde.



BEBEL

Le vampire capitaliste trouve plus commode et plus profitable d'agir ainsi, plutôt que de prendre la terre pour lui, de la travailler lui-même ou de la vendre. C'est ainsi que des milliers de propriétaires, qui ne le sont plus effectivement, figurent encore sur nos matrices cadastrales.

L'agriculteur perd-il quelques pièces de bétail, c'est pour lui un grand malheur. Marie-t-il une de ses filles, ses dettes s'accroissent, et il se trouve privé d'une main - d'œuvre peu

coûteuse; un de ses fils prend-il femme, celui-ci réclame sa part du bien paternel.

Il est obligé alors de négliger les améliorations que demande le sol; si son bétail et son exploitation ne lui fournissent pas assez de fumier — et c'est là un cas fréquent — le produit du sol diminue parce qu'il ne peut pas en acheter. De même, il manque souvent des ressources nécessaires pour se procurer des semences meilleures et plus productives; l'emploi des machines avantageuses lui est interdit; il est plus souvent hors d'état d'appliquer sur sa terre un assolement approprié à la composition chimique de celle-ci. Il ne peut pas non plus utiliser les avantages que la

science et l'expérience offrent aujourd'hui pour tirer un meilleur parti de ses animaux domestiques. Le manque de fourrages, d'étables, d'installation appropriée, empêche tout cela. Il y a de nombreuses causes de ce genre qui amènent le petit et le moyen cultivateur à s'endetter, le livrent pieds et poings liés à l'usurier capitaliste ou au gros propriétaire, et finissent par le conduire à son propre anéantissement.

A. BEBEL.

WHITECHAPEL

Ceux qui traversent Londres, la ville la plus riche et la plus commerçante du monde, ne se doutent pas des misères épouvantables qui se cachent, dans les quartiers spéciaux, où s'entassent les meurt de faim de la cité géante.

Les léproseries, les cours des miracles du moyen-âge, sont dépassées dans ces asiles de toutes les douleurs, où des milliers d'êtres broyés par la richesse et la civilisation, cachent leur lente agonie.

Ils sont nombreux les refuges de la souffrance et des vicissitudes sociales ! Whitechapel de sinistre renom, est presque le seul généralement connu, mais Wapping, Shoredith, Clerkenwell, Drury-Lane, ne le cèdent en rien à cette métropole de l'extrême dénuement. Ils sont généralement ignorés des étrangers, c'est toute la différence ; on y voit les mêmes bouges, les mêmes ruelles infectes, rattachant de vastes rues ; le même aspect désolé.

Dans tous ces lieux maudits, des malheureux, entassés comme du bétail, ont moins de place pour vivre que pour mourir.

Whitechapel, situé au Nord-Est de Londres, est le cœur de l'immense océan, où viennent s'abîmer ensemble des milliers de déshérités, de tombés, de hors la loi qui s'acharnent à la vie, pour se sentir souffrir. C'est là, surtout, qu'il faut laisser toute espérance ! Ceux qui y sont, n'en sortiront plus que pour Newgate ou la Tamise ; quelques uns, pour la prison ou le workhouse ; ce sont les privilégiés.

Dans des cours glissantes de boue l'hiver ; étouffantes de poussière l'été ; infectes toujours, se traînent, pareils à des spectres, les naufragés de l'existence ; la faim les décime lentement, en attendant que la société marâtre, qui les a forcés de rentrer dans l'état de nature, y choisisse ceux qu'elle libère de la vie. Ils ne doivent pas la regretter beaucoup malgré la force de résistance qu'ils déploient contre les plus cruelles privations.

Qui ne se sentirait profondément remué en face du pauvre petit enfant sans asile, du boy vagabond, tragique et charmant ; progéniture maudite des misérables qui errent dans ces sinistres carrefours à la recherche d'un morceau de pain.

Quant au gîte; les abandonnés dorment, au fond des cours; déshabitués, depuis longtemps peut-être d'un lit; quelques-uns n'en ont jamais connu!

Qui pourrait regarder sans émotion les misérables femmes qui vont devant elles, sans idée, sans but, chantonnant la bave aux lèvres; ayant cru trouver dans le *gin* l'oubli de leurs douleurs, et ne pouvant s'enivrer assez pour ne plus sentir la lassitude et les morsures de la faim.

Qui resterait indifférent, en cotoyant ces gueux lamentables, au visage livide, aux yeux inquiets, et qui n'ont pour tout vêtement, que des guenilles sordides?

Nul ne verrait sans pitié, ces victimes d'une civilisation menteuse et d'une société hypocrite, qui les ayant poussés au crime, les écrase quand ils le commettent, ou les abandonne, s'ils ne le commettent pas; ils sont désarmés! c'est là leur plus grand forfait. Qui sait s'ils ne le sentiront pas un jour.

Un des plus curieux endroits de ces régions désolées, est sans contredit le Pettitcoat Lane.

Dans sa principale rue, appelée ruelle du Jupon, se tient, le dimanche, contre tous les usages anglais, le marché hebdomadaire des miséreux de Londres.

Là, pas un marchand, ne pourrait faire connaître l'origine de son étalage. Parmi les nombreux visiteurs et acheteurs, qui y circulent pressés, plus de la moitié, ont fait connaissance avec les tribunaux! -- L'extrême misère n'est-elle pas toujours accusée et punie pour tout ce dont elle est la victime et non la cause!

Toutes les industries se condoient au Pettitcoat Lane: on y vend des vêtements vieux ou neufs, des choses à la dernière mode, et d'autres qu'on dirait vieilles de plus cent ans; des chaussures, portées par une lady, et d'autres que les pieds las d'un tramp ont éculées, mais qui traîneront encore longtemps; des chapeaux, de toutes les formes, depuis le tuyau de poêle jusqu'à l'accordéon; de la bijouterie fausse et peut-être, par occasion, de la vraie. (On raconte, à ce sujet, qu'un gentlemen, joueur et ivrogne, dont toute la fortune avait passé au jeu de criquet, acheta au Pettitcoat Lane une bague à sa fiancée, et eut pour un schelling un si beau diamant, qu'il ne se maria pas, et se remit à boire et à jouer, tant qu'il n'eût pas dépensé la valeur du joyau, que la chance aveugle lui avait mis entre les mains.)

Ceux qui veulent changer de costume ou passer un vêtement (même le plus indispensable) n'ont pas besoin de se gêner, le marché entier sert de cabinet de toilette, où nul ne fait attention qu'à lui seul.

On y boit aussi, et même on y mange, ceux qui ont le bonheur de posséder un penny peuvent avoir, à ce prix, une assiette de poisson frit, des coquillages; mille autres choses dont la plupart ne sont connues que des habitués; il y a du thé et du café au même prix!

Sur la face des consommateurs, se hâtant d'engloutir la pitance équivoque, on lit les jours de jeûne, comme leur démarche chancelante, trahit les nuits sans sommeil passées en allées et venues à la recherche d'un coin assez mal famé pour que personne encore ne l'occupe.

Au marché du Pettitcoat Lane, se vend à la criée tout, et plus que tout!

Grâce à des hommes de génie échoués avec les autres : des inventeurs, la voix cassée par la faim, écrient leurs trucs à un penny pièce ; quelques-uns auraient pu doter l'humanité de découvertes utiles, la misère les a cloués dans ce coin maudit.

Les minuscules tableaux, que crie à six pence pièce un peintre, les yeux brillants de fièvre, sont de gracieuses ébauches : des effets de brouillard, troués ça et là de lueurs de flambeaux ; c'est bien le moins qu'il vende de quoi boire un peu de mauvaise bière ; il n'en a plus pour longtemps à souffrir ! et cela fait époque dans sa vie quand il peut étancher la soif qui le dévore.

Après tout, si la misère apparaît là, plus sombre qu'ailleurs, on y voit aussi la volonté, l'intelligence, luttant sans faiblir contre les obstacles, et, comme dans l'ébauche, où un peu de lumière se fait jour à travers le brouillard, on espère en l'avenir de l'humanité, on veut croire à l'heure prochaine peut-être (tant on souffre) où nul refuge ne sera plus rempli de guenilles et de larmes, mais la terre entière couverte d'hommes heureux et libres.

CHARLOTTE VAUVELLE.

Londres, 15 août 1893.

Quelques Pensées de Fourier

Tout hypocrite qui médite quelque fraude s'affuble soigneusement de moralité.

..*
Toute contrainte engendre la fausseté.

..*
La fraude et le larcin sont des vices inhérents à toute entreprise industrielle où les agents ne sont pas co-intéressés en répartition proportionnelle au capital, au travail et au talent.

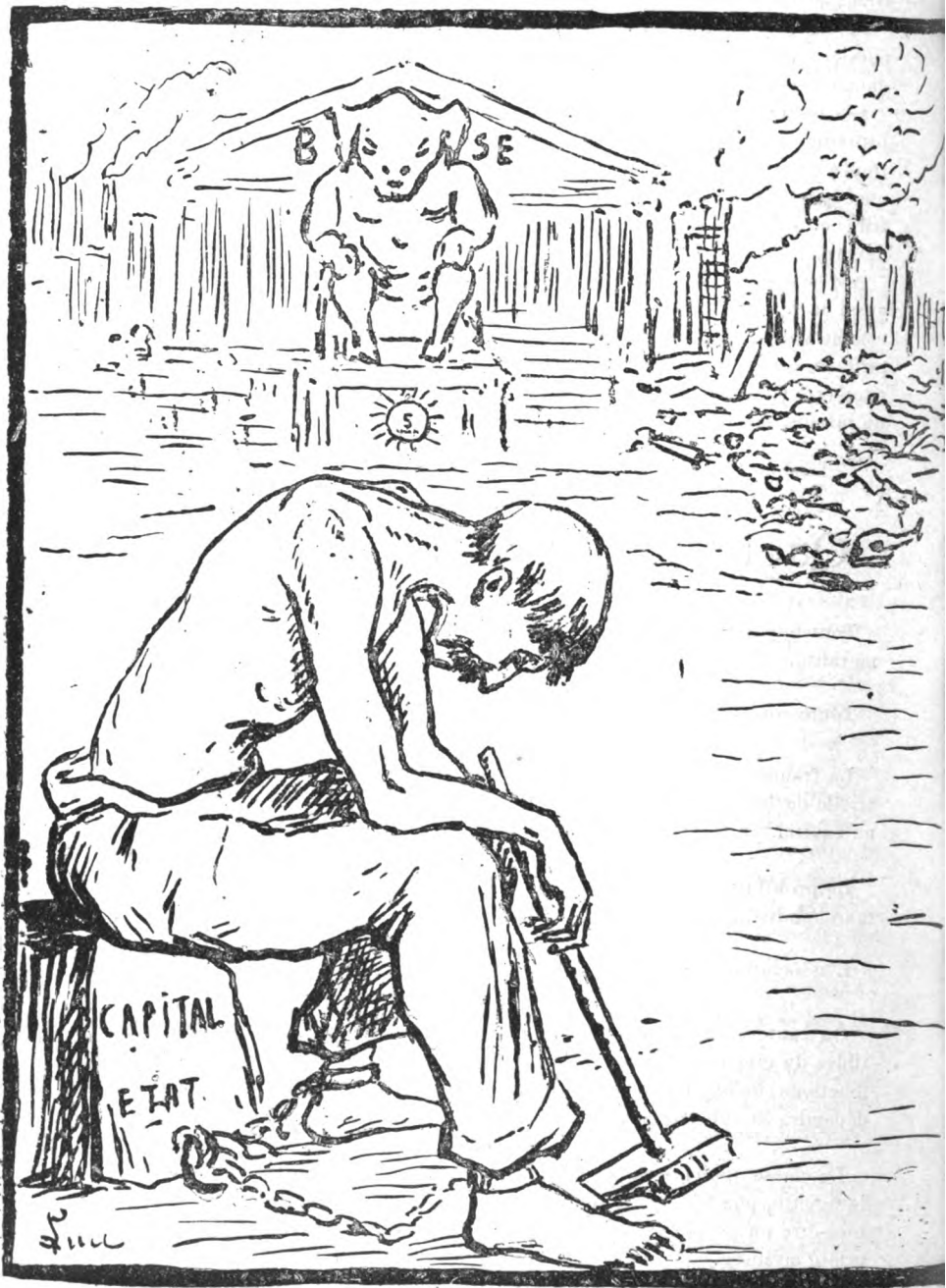
..*
La prohibition et la contrebande sont inséparables en amour comme en marchandises.

..*
L'association est gage de toute économie.

..*
On vante à l'indigent le beau nom d'homme libre, les droits imprescriptibles du citoyen, et il n'a ni la liberté de travailler et de prendre part aux fonctions qu'on lui a enseignées, ni le droit de requérir ce travail d'où dépendra sa subsistance.

..*
La classe opulente ne sera jamais en sûreté tant que la multitude sera indigente, poussée par le dénûment au vol, au crime, aux séditions. Le bien-être du peuple est la principale des garanties qui manquent à la propriété civilisée.

Un régime social fondé sur les bourreaux n'est pas le destin de l'humanité.



Liberté bourgeoise et capitaliste

CUEILLIS DANS DIFFÉRENTS OUVRAGES HISTORIQUES

- « Jules César déguisé en esclave, traversa, tout nu, le Tibre à la nage. »
 - « — Alexandre-le-Grand vint au monde en l'absence de ses parents. »
 - « — Les Suisses sont un peuple montagnaux. »
 - « — Darius fut battu à plate couture, parce que cette guerre était insensée. »
 - « — C'est en Asie Mineure que les porcs ont été inventés. »
 - « — La troisième guerre punique aurait été terminée bien plus vite, si elle avait été commencée plus tôt. »
 - « — César couvert de blessures, alla rouler mort aux pieds de la statue de Pompée : d'une main il saisit son manteau pour s'en couvrir la tête, de l'autre il cria au secours. »
-

LA CINQUIÈME COUCHE

Successivement les différentes couches sociales parviennent à la surface. C'est maintenant le tour de la quatrième. Elle avance d'une marche rapide; bientôt nous la verrons s'épanouir en pleine lumière et en pleine vie. Mais au-dessous ne reste-t-il plus rien ? Hélas, à travers l'eau limpide, j'aperçois la vase fangeuse et nauséabonde. Celle-là n'aura-t-elle pas son jour ? Est-elle, à perpétuité, condamnée à croupir sans aucune espérance ?

La question vaut d'être posée, car nous y avons un intérêt personnel. La couche putride monte et nous menace. Si nous n'y prenons garde, nous serons envahi à notre tour et remplacés par elle.

Notre société décadente manifeste sa décrépitude de toutes les manières. Ce ne sont pas seulement les qualités physiques qui diminuent, mais aussi les qualités morales. Les muscles de l'esprit s'atrophient comme ceux de nos membres; la taille du caractère se rapetisse comme celle du corps; l'ataxie morale ne produit pas moins de ravages dans la coordination de notre volonté que dans celle de nos mouvements; de même que nos poulmons, que notre foie, que tous nos organes les plus essentiels de la vie animale, la conscience s'atrophie, s'altère, se dénature. Et ces détritrus de l'âme en s'amoncelant font que la vase monte toujours, comme celle de l'étang, prête à changer la nappe claire et attirante en un marais pestilentiel et repoussant.

Le mieux ne serait-il pas de faire disparaître cette couche en la soumettant à quelque filtre et en mêlant au nôtre son flot purifié ? Songeons-y ; le danger grandit à vue d'œil.

* *

On avait fondé grand espoir sur le développement de l'instruction primaire. Elle a été répandue à profusion. Aujourd'hui peu d'enfants ne sont en état de lire le catéchisme, ou d'écrire sous la dictée les formules de notre morale bourgeoise. Hélas, la jeunesse n'en est pas moins envahie par une corruption précoce ; loin de s'assagir, elle se montre plus apte au vice.

Même l'instruction supérieure ne paraît pas une garantie. Quand des accusés sont illettrés, ils commettent des vols ; quand ils ont reçu une bonne éducation, ils font des faux ; au lieu d'escalader les murs des propriétés, ils cultivent la banqueroute ou l'abus de confiance. L'instruction n'a pas fait diminuer le nombre des coquins, elle les a seulement rendus plus habiles.

Les progrès de la syphilis morale sont si évidents et si gros de périls que l'attention des savants et même du gouvernement a fini par s'éveiller. De temps à autre, on apprend qu'un congrès s'est assemblé où le problème de la criminalité a été sérieusement étudié. Il y a peu de jours encore, une commission se réunissait pour préparer le prochain Congrès pénitentiaire international et M. Charles Dupuy constatait, dans son allocution d'ouverture, l'intérêt croissant que tous les gouvernements attachent à la question.

Reconnaissons d'ailleurs que cette préoccupation n'est suivie d'aucun effet utile. Le gouvernement de la République voit bien le mal, mais au lieu d'y porter remède, il l'empire. De sorte qu'on a le droit d'affirmer que le criminel c'est lui, bien plutôt que le condamné.

Sans nous égarer dans des considérations dont la portée dépasse le niveau intellectuel de notre bourgeoisie et de ses dirigeants, et nous limitant à un côté restreint du problème, il nous est facile de prouver que dans une affaire de vol, c'est le volé qui mériterait le plus souvent la rigueur des lois.

Avant de crier au paradoxe, veuillez prendre la peine de m'écouter un instant.

* *

Dans le dernier rapport adressé au ministre de la justice par l'administration de la justice criminelle, on relève entr'autres faits, que le nombre des récidivistes est monté de 69,809 en 1875 à 98,159 en 1889.

40 0/0 d'accroissement en quatorze ans, c'est effrayant. Mais c'était prévu.

Consultez les rapports depuis un demi-siècle, et vous verrez que la progression marche d'une allure impassible et invariable. Les

totaux croissent chaque année, mais la *raison* mathématique qui les fait croître reste à peu près invariable.

De 1851 à 1855, la moyenne annuelle est de 34,901 ; de 1856 à 1859, elle s'élève à 41,255 ; de 1861 à 1865, elle est de 48,890. Pour chaque période de cinq années, l'accroissement est de 18 0/0. C'est une sorte de loi constante qui poursuit ses effets dans les périodes suivantes, de sorte que de 1851 à 1875, le nombre a doublé pour devenir presque triple en 1889, et pour continuer sans aucun doute dans l'avenir sa marche ascendante.

Ainsi se vérifie une fois de plus cette vérité, que dans la sphère du crime, comme l'a écrit M. Charles Lucas, « rien n'est l'œuvre du hasard, que partout les résultats s'harmonisent, se régularisent entre eux, comme l'expression incontestable des lois qui président au mouvement de la criminalité humaine. »

* *

Quelle est donc la cause occulte qui exerce ici son influence, dont l'action comparable à celle du ferment, s'étend de proche en proche et dont l'énergie funeste grandit sans cesse au lieu de s'épuiser.

Nous savons qu'en général la criminalité augmente, mais dans une proportion beaucoup moindre. Il faut admettre par conséquent l'existence d'une cause spéciale, inhérente à la situation spéciale des condamnés.

Le progrès de la criminalité s'explique par le progrès de la richesse générale qui se fait en raison inverse du développement du bien-être individuel. En même temps que le luxe s'étale de plus près sous les yeux des classes déshéritées, celles-ci ont moins que jamais place au banquet des heureux. Les mêmes lois économiques qui font produire au prolétaire des moyens toujours nouveaux de jouissance, lui en interdisent de plus en plus l'usage.

Cet étalage de la richesse, cette iniquité dans la répartition appellent la convoitise ardente, et, si la masse n'y cède pas, si elle ne se rue pas bestialement à la satisfaction de ses appétits surexcités, c'est qu'une force plus grande s'est développée en elle qui haussant son intelligence à la hauteur des lois générales, élevant son cœur aux sphères sublimes de la solidarité humaine, lui fait apercevoir, d'une façon plus ou moins consciente, la honte et l'inutilité du crime, la grandeur et la puissance du progrès social.

Mais pour que cette force supérieure puisse se développer, il faut un terrain propice, il faut l'âme saine et généreuse du travailleur. L'infortuné, dont une première faute a déjà abaissé le niveau de la conscience, n'est plus, au sortir de la prison, qu'un paria, voué à la dégradation sans limite et sans remède.

Sous l'ancien régime, les prisons n'étaient considérées que comme des lieux de répression et d'infamie et personne ne son-

geait à s'inquiéter de l'amendement moral du détenu. On était logique.

Le souffle de la Révolution a dissipé le préjugé qui pesait sur les condamnés. On est remonté à l'origine du droit de punir, on a reconnu qu'une législation qui se contente d'édicter des peines est incomplète et impuissante.

Aujourd'hui l'idée de l'amélioration morale du condamné a pénétré dans les esprits; mais le régime n'a pas changé. Cette contradiction est inadmissible.

Est-on arrivé à ce que la peine ne devienne pas un instrument de démoralisation et que la prison ne rende pas le détenu plus corrompu qu'elle ne l'a reçu? Malheureusement non.

C'est donc la société elle-même qui travaille à propager la récidive.

*
*

Est-ce une fatalité inévitable? Aucunement. En Suisse, on estime que le nombre des récidivistes varie de 35 à 45 0/0 dans les cantons où aucune tentative n'a été faite pour améliorer le système pénitentiaire et de 19 à 25 0/0 dans des cantons où des systèmes perfectionnés ont été inaugurés. A Saint-Gall qui possède un établissement convenablement tenu, le pénitencier de Saint-Jacques, la proportion est tombée à 18 0/0, tandis qu'elle monte jusqu'à 50 0/0 pour les femmes, dans le canton d'Argovie.

Que fait-on en France pour amender le prisonnier?

Nous n'avons pas oublié les révélations qui ont jeté un si triste jour sur le régime barbare auxquels les enfants sont soumis dans les maisons de correction; on peut juger par là de celui qui est pratiqué à l'égard des adultes.

Si la misère exerce une influence directe sur la criminalité, le premier souci devrait être de pourvoir le condamné d'une *instruction technique* qui le mette en état de subvenir aux besoins de son existence. Or, dans quelle maison pénitentiaire voit-on le condamné dépourvu de métier à son entrée, sortir avec des connaissances professionnelles qui pourront lui servir à gagner son pain.

L'enquête qui a été faite, il y a deux ans, sur la Fouilleuse, a établi que ce qu'on demande aux enfants, c'est — sous la menace de la camisole de force, de la cire bouillante et autres supplices — de produire le plus possible. A plus forte raison, l'adulte est-il entre les mains de « l'entreprise », une machine, une brute qu'on exploite, plutôt qu'un apprenti qu'on façonne. Le vicomte d'Haussonville, dans son ouvrage sur les établissements pénitenciers, cite cet exemple : dans un atelier de boutonnerie, c'est perpétuellement le même détenu qui prépare la corne, le même qui la soumet au feu, le même qui grave l'empreinte.

En Belgique, où les établissements pénitentiaires sont admi-

nistrés en régie, on forme des tailleurs, des cordonniers, des relieurs, etc.; l'Etat croit de son devoir de ne rendre le détenu à la vie libre qu'après lui avoir enseigné un métier.

Faites cela; développez les facultés techniques du détenu; pour peu qu'il montre de la bonne volonté, admettez-le dans des quartiers d'amendement. Quand il saura travailler, faites-le bénéficier de la libération conditionnelle. C'est plus économique que de lui payer le voyage de la Nouvelle.

*
**

Je dois faire remarquer que pour les jeunes détenus le conseil général de la Seine a montré une excellente voie à suivre. Il a compris que les prisons d'enfants sont une honte pour la civilisation.

La colonie de Montesson, aménagée conformément au projet présenté par notre ami et confrère L. Lucipia, est appelée à servir de modèle.

Mais, en ce qui concerne les adultes, nous n'avons pas fait un pas. L'année dernière, une proposition a été déposée à la Chambre, par M. Henri Boucher, député des Vosges; elle comprenait diverses réformes, dont les deux principales consistaient à substituer le travail en régie au travail à l'entreprise, et à créer une école de gardiens. La Chambre a adopté la proposition, mais les réformes sont restées lettre morte.

Ce qu'il faudrait réformer avant tout, ce sont les idées qui ont couru dans notre administration. L'autre jour M. Dupuy rappelait, en le recommandant, ce vœu émis en 1870 par le congrès privé de Cincinnati : « Chaque condamné valide, doit suffire à ses besoins et, par là, doit être constituée sa part de contribution aux frais généraux de l'établissement. »

C'est un déplorable préjugé. Ce que rapporte le détenu à l'Etat n'est que secondaire, ce qu'on lui enseigne est la chose principale. La prison n'est pas un établissement de rapport, mais un établissement d'éducation. Tant que l'administration ne sera pas pénétrée de ce principe, il n'y aura rien de fait et la récidive continuera sa progression menaçante.

J'ai indiqué le régime qui convient aux maisons pénitentiaires. En attendant que ce régime nouveau porte ses fruits, ne peut-on réaliser immédiatement d'importants résultats? Bien certainement et d'une façon aussi simple qu'économique.

Puisque la prison, dans les conditions actuelles, ne sert qu'à parfaire des criminels, utilisez-la le moins possible. Au lieu de faire de la loi Béranger le privilège de gens tarés qui volent l'argent des travailleurs comme à Bessèges, appliquez-la généreusement et élargissez-en les dispositions.

Les tribunaux correctionnels ont prononcé en moyenne, dans ces dernières années, 45,000 condamnations à moins d'un mois.

Le délit était sans doute de peu de gravité. Les coupables n'étaient pas entièrement corrompus et peut-être un retour à la vie régulière leur eût été possible. Le séjour de la prison a achevé de les démoraliser; à leur libération, ils fournissaient à l'armée du crime des milliers de nouvelles recrues.

Un égal nombre ont été condamnés de un à six mois. Total : 90,000. Autant de malheureux que la prison rend pires qu'ils ne l'étaient, que dans aucun cas elle ne rend meilleurs; car ce n'est pas en si peu de temps qu'on redresse un caractère dévié.

A ces 90,000 misérables donnez la clef des champs. C'est encore ce que vous pouvez faire de mieux.

Dans le nombre il y en aura, ô bourgeois, qui reviendront te dévaliser. C'est certain. Mais il y en aura moins. Ce sera toujours ça de gagné.

Sans doute je préférerais te garantir la sécurité entière. Mais pour cela, je ne vois pas d'autre moyen que la Révolution sociale. Tu n'es pas convaincu, mais comme tu es condamné irrévocablement à être la proie de quelques favorisés, il faudra bien te rendre à l'évidence. Tôt ou tard, bon gré mal gré, nous finirons par nous entendre.

Et alors toutes les couches sociales mêleront leurs flots purifiés et pour tous sans distinction la vie suivra doucement son cours.

V. JACLARD.

HYMNE A LA MORT

Je te salue, ô Mort, dans ta beauté sereine,
Mort dont on a voulu faire un épouvantail
Et qui n'es que le soir d'une après-midi pleine
Le doux repos, couronnement d'un dur travail.

Je t'ai comprise, ô Mort, et c'est pourquoi je t'aime;
Je t'aime dans ta faux qui fait place à demain
En tuant aujourd'hui. Je t'aime, ô Mort, enfin,
Comme condition de la vie elle-même.

Sans toi, sans les fruits mûrs dont tu jonches le sol
Adieu la fleur d'or en son germe étouffée;
Sans le vieillard qui tombe, adieu la poussée
De l'enfant rose et blond arrêté dans son vol.

Plus d'amour fécondant, plus d'avenir aux bouches
Se cherchant dans le plus stérile des baisers.
Ce n'est plus rajeunis, sans toi, c'est épuisés
Que les hommes, vidés, se lèvent de leurs couches.

Cercueil, je te salue, ô père des berceaux,
Je te salue, ô Mort, d'immortalité mère
Et je te livrerai mon sang, ma chair, mes os,
Sans crainte, quand tu me tendras ta main de pierre.
Mais ce qu'en toi je hais, mort, ce sont les a-coups
Qu'un milieu déviant t'impose. C'est la fosse
Creusée avant le temps. C'est, comme autant de loups,
La misère et la faim et le travail féroce
Emportant les petits, les jeunes et les puissants
En plein avril, avant la moisson, quand l'espace
S'ouvre large et sans borne à leurs pieds frémissants
Et qu'ils tendent les bras vers le bonheur qui passe.
Ceux-là, les nés d'hier, ceux-là qui vont aimer,
Ceux-là dont le cerveau, gros de pensers, se dresse,
Tous ceux-là tu n'as pas droit sur eux. Les frapper
C'est faillir à ton rôle auguste, ô ma déesse.
Et quand dans ces linceuls que l'on te met en main
Tu couds aveuglement le printemps et l'aurore,
Alors je te maudis, je crie : à l'assassin !
On abuse de toi, mort, on te déshonore.
Mais tu te reprendras. L'heure approche où, meilleurs
Nous cesserons de t'emmancher contre nous-mêmes
Dans un suicide absurde. Et ce sera sans pleurs
Dans les yeux, le sourire aux lèvres les plus blêmes,
Qu'ayant du jour qui meurt épuisé la clarté,
Les hommes te viendront pour que l'homme renaisse
Et l'on t'acclamera, dans ta nécessité
Source de toute vie et de toute grosseur.

JULES GUESDE.

QU'EST-CE QUE LE REFERENDUM ⁽¹⁾

Qu'est-ce que le Referendum ?

Pour répondre exactement à cette question, il faut connaître l'histoire de cette institution suisse qui a trouvé en peu de temps beaucoup de partisans même en d'autres pays.

La Confédération suisse est un Etat fédératif, formé d'un certain

(1) Ayant eu la bonne fortune de lier connaissance au Congrès de Zurich avec M. Th. Curti, député au grand Conseil de la Confédération Suisse et l'auteur bien connu de la *Législation directe par le peuple en Suisse*, nous l'avons prié de faire un article pour notre Almanach sur le sujet de toute actualité qu'on appelle le *Referendum*. Nul mieux que lui ne pouvait s'acquitter de cette tâche.

nombre de cantons dont chacun a sa propre Constitution qui garantit aux peuples des cantons leurs libertés. La Constitution fédérale, de l'autre côté, a proclamé les droits communs à tous les confédérés et attribué à la Confédération des compétences législatives, exercées par l'Assemblée fédérale, de sorte qu'une partie de la législation suisse appartient au domaine cantonal et l'autre au domaine fédéral.

Par conséquent, si nous parlons de la législation dite directe ou par le peuple, il faut distinguer en Suisse entre la Confédération et les cantons. Ce n'est pas dans tous les cantons suisses que la législation directe a fait les mêmes progrès, et les formes dans lesquelles elle s'applique dans la Confédération ne sont pas tout à fait celles de la législation cantonale.

Expliquons-nous.

Quelques petits cantons ont encore la « landsgemeinde », cette ancienne institution des peuples germaniques où tous les citoyens s'assemblent sur la même place, discutent les projets de lois et font l'élection des gouvernants. C'est dans les cantons d'Uri, d'Unterwald, de Glaris et d'Appenzell que la « landsgemeinde » a lieu chaque année en avril ou mai ; et très souvent des spectateurs étrangers, qui assistaient à ces élections et votations en plein air, ont admiré l'ordre et la dignité qui règnent dans ce curieux mode de gouvernement. Dans quelques grands cantons de la Suisse, dont le territoire est trop étendu pour pouvoir réunir tous les citoyens sur la même place, c'était, dans les anciens temps, des assemblées régionales qu'on faisait. Chaque district ou chaque commune prononçait alors son opinion que le gouvernement avait à respecter quand il prenait des décisions importantes. Cette espèce de votation populaire était un Referendum qui, à Zurich et à Berne, a été répété souvent au quatorzième et quinzième siècle. Ainsi, par le Referendum, le gouvernement de Berne a dû consulter le peuple sur les questions de guerre et de culte. L'institution est, ce qui est très remarquable, d'une origine financière : la ville de Berne, qui dominait le pays, avait des dettes et pour s'en débarrasser, elle demandait — en l'an 1435 — l'assistance du pays ; mais celui-ci ne voulut pas l'aider, sans qu'elle lui donnât le droit populaire de décider avec elle de toutes les grandes questions d'état.

A Zurich, la réforme protestante ne pouvait être introduite que par le vote populaire. Plus tard, tous ces droits ont été supprimés par le patriciat, et pendant des siècles on ne connaissait plus en Suisse le Referendum ; seulement la « landsgemeinde » conservait son existence dans quelques vallées.

Mais la Révolution française a ressuscité le Referendum suisse.

Peu d'hommes en France, comme en Suisse, savent que le Referendum suisse moderne a d'abord été connu en France et qu'il est *un fruit de la grande Révolution*.

Si je parle du referendum *moderne*, j'y comprends la votation populaire à laquelle tous les citoyens participent *chacun avec une voix* alors qu'autrefois, au moyen-âge, les voix étaient données chacune par une corporation, c'est-à-dire par tout un district ou une commune. Avant la Révolution française personne n'avait une idée du vote *individuel*, qui donne à chaque citoyen le même droit qu'à tous les autres. Même Rousseau n'en avait aucune connaissance lorsque, dans le Contrat Social, il prêchait avec toute sa puissance d'écrivain, la souveraineté du peuple. Il ne pouvait se figurer une méthode qui permettrait sur le vaste territoire de la monarchie française, à chaque citoyen, de participer individuellement à une votation; c'est pour cela qu'il recommandait l'introduction du suffrage populaire seulement pour les petits pays et qu'un pamphlet de l'an 1750 porta le titre : « J.-J. Rousseau aristocrate ». L'auteur de cet écrit reproche à l'apôtre de la souveraineté populaire de n'avoir voulu appliquer le suffrage universel que dans les grands empires. En 1793 le peuple français s'est prononcé pour la première fois de la dite manière. Tous les citoyens furent appelés à voter sur la constitution qui, dans cette votation, obtint la majorité des voix. L'exemple donné fut imité neuf ans après, en 1802, par la République helvétique, fondée avec le concours du directoire français.

Malheureusement ce referendum constitutionnel ne pouvait tenir ni en France ni en Suisse. En France c'est en vain que Gracchus, Babœuf et les Egaux cherchaient à instituer un mode de législation directe; ils ont échoué et nous ne saurions rien de leurs projets en matière législative, si Buonarotti, un des disciples, de Babœuf n'en avait publié, bien longtemps après la mort de celui-ci sur l'échafaud, une analyse. En Suisse les droits populaires sont aussi tombés pour quelque temps dans l'oubli, lorsque la sainte alliance par son immixtion dans les affaires suisses amena une période réactionnaire. Le régime représentatif domina dorénavant dans la confédération et dans la plus grande partie des cantons.

De nouveau une Révolution française, celle de juillet, réveilla les esprits en Suisse. On commença à donner à tous les citoyens le droit de suffrage qui dépendait jusqu'à ce moment du cens; les représentants du peuple pouvaient faire eux-mêmes des projets de loi, ce qui était avant de la compétence exclusive du gouvernement et dans un des grands cantons, celui de Saint-Gall, on alla encore plus loin en créant le *veto* ou le *referendum facultatif*, qui permettait aux citoyens, si leur nombre s'élevait au chiffre de 10,000, de demander que les lois, pour être valables, soient soumises à la votation du corps électoral entier. Ce droit a été pratiqué dans le canton de Saint-Gall fréquemment et personne n'en souhaitait plus l'abolition; au contraire, on a réduit à 4,000 dans la suite le chiffre des 10,000 signatures qui étaient nécessaires pour que le referendum eût lieu.

Après Saint-Gall d'autres cantons ont accepté un système semblable de législation et dans les temps plus récents, plusieurs de ces petits Etats souverains ajoutèrent à leurs constitutions un referendum encore plus parfait, le *referendum obligatoire*, par lequel toutes les lois d'une certaine importance, sans la demande antérieure de quelques milliers de citoyens, doivent être votées par le peuple.

Les cantons Bâle-Campagne, Zurich, Thurgovie, Berne et autres se sont donnés le referendum obligatoire et quelques cantons ont aussi incorporé à leurs constitutions l'*initiative du peuple*, qui donne à un certain nombre de citoyens le droit de proposer eux-mêmes un projet de loi. Dans le canton de Zurich, par exemple, le peuple a le dernier la parole dans toutes les questions législatives, parce que toutes les revisions de la constitution, toutes les lois et aussi tous les crédits au-dessus d'une somme de 250,000 francs, ou annuels au-dessus de 20,000 francs, doivent passer d'abord par la votation du peuple. Quant à l'initiative zuricoise, elle permet à 5,000 citoyens qui mettent leurs signatures sous un postulat quelconque, de demander la revision d'un article de la constitution ou la mortification d'une loi ou une nouvelle loi formulées par les postulants eux-mêmes.

Pour les affaires de la Confédération entière, il y a un referendum obligatoire et un referendum facultatif, l'un à côté de l'autre. Tous les changements de constitution doivent avoir la sanction populaire ; les lois cependant ne sont soumises à la votation que quand celle-ci est demandée par 30,000 citoyens.

Exception est faite dans le cas d'urgence qui permet à l'assemblée fédérale de proclamer une loi sans réserver au peuple le droit de rejet par le referendum.

Proclamé par la constitution fédérale de l'an 1874, le referendum obligatoire a eu lieu 8 fois, le referendum facultatif 19 fois ; 12 projets ont été acceptés, 15 ont été rejetés. Mais la plus grande partie des lois faites par l'assemblée fédérale n'ont pas été contestées par le peuple ; 135 lois ont passé sans qu'on ait demandé l'application du referendum facultatif. L'initiative fédérale n'embrasse que les changements de constitution ; elle ne s'applique pas aux simples lois. Aussi souvent qu'une révision de la constitution suisse ou d'un article spécial de la constitution est demandée par 50.000 citoyens (la Suisse a 3 millions d'habitants et environ 300.000 citoyens qui ont le droit de vote), le peuple est appelé à se prononcer sur le vœu des promoteurs de l'initiative.

Le peuple suisse possède donc, et dans les cantons et dans la Confédération, la législation directe. Toutes les constitutions fédérales et cantonales ont besoin de son assentiment et les lois importantes sont votées par le peuple lui-même.

Hors de la Suisse, en France, en Belgique et en Angleterre, nous entendons parler souvent du *referendum communal*. Cette institu-

tion existe en Suisse de fait, mais elle n'y a jamais été de nom. Le référendum communal qui serait une innovation salutaire dans beaucoup de pays, n'est dans les cantons suisses autre chose qu'un vieil attribut de l'autonomie communale. L'assemblée de tous les citoyens d'une commune se prononce sur les propositions du conseil municipal, elle vote le budget et fait l'examen de toute l'administration.

Les pouvoirs du conseil municipal ne sont que très restreints. L'autonomie communale, si peu développée en France, est estimée par les Suisses comme la véritable base et l'école de leur liberté. Je suis convaincu que ces votations communales seraient de la même utilité dans tous les pays. Le contrôle qui se fait par elles est une précieuse garantie contre la corruption, et l'intérêt qu'on apporte aux affaires de la commune qu'on connaît le mieux est un moyen efficace d'éducation civique.

J'ai lu que la consultation directe par laquelle les habitants de Neuilly ont été donner leur avis sur la prolongation de la fête foraine a été le naufrage du referendum communal. Pour approuver ou pour repousser cette opinion, il faudrait connaître tous les détails de la question. Mais il me semble qu'une seule expérience ne prouve pas beaucoup dans une si grosse question. Là où le referendum est nouveau il doit faire d'abord son apprentissage et être pratiqué régulièrement, afin de permettre une critique compétente. Il cherche plutôt à combattre les abus parlementaires et à empêcher les mandataires du peuple de lui enlever sa souveraineté.

Mais parlons encore du referendum suisse national et fédéral :

Chaque fois que le referendum a rejeté une loi élaborée par les conseils législatifs les détracteurs du peuple ont fait un grand bruit en insultant une institution démocratique qui n'est pas de leur goût. Le referendum sans doute serait excellent, s'il approuvait toujours. Mais il faut avouer qu'il n'est pas fait pour cela.

Aussi a-t-on pu constater dans l'état suisse, tantôt dans la Confédération, tantôt dans ses cantons, que de grands progrès ont été amenés par le referendum et l'initiative. L'énumération en serait très longue si nous voulions la faire complète.

Sous ce régime, l'impôt progressif a été introduit dans les cantons de Zurich, de Vaud, de Bâle-ville même et d'Uri, petit canton catholique. Plusieurs cantons ont décrété la gratuité du matériel scolaire pour les écoliers et celui des enterrements, qui sont faits par les autorités aux frais des communes et de l'état. D'énormes sommes ont été votées dans les cantons par le peuple lui-même pour l'école primaire et l'instruction supérieure, pour les travaux à effectuer sur les fleuves, pour la construction des chemins de fer établissements hygiéniques, pour les besoins de l'agriculture et des métiers.

La Confédération a institué par le référendum le mariage civil obligatoire, le divorce et l'enterrement civil facultatifs, le monopole

des billets de banque, qui rendra à la caisse fédérale les profits gagnés jusqu'ici par les banques d'émissions, et le monopole d'alcool, mesure fiscale, il est vrai, mais aussi un peu socialiste par l'oppression d'une spéculation malsaine, le code des obligations et la loi sur la faillite. Plusieurs lois fédérales sur la protection du travail ont été sanctionnées tacitement ou par le peuple souverain. La loi sur le travail dans les fabriques, qui a fixé à onze heures la journée normale et réglé le travail des femmes et enfants, trois lois sur la responsabilité civile des compagnies de chemins de fer, des fabricants et des artisans. — la loi sur les jours de repos et la journée de travail dans les établissements de toutes entreprises de transports, de la poste et du télégraphe. Sur la peine de mort une votation du peuple suisse a eu aussi lieu ; il ne manquait que 10.000 voix pour l'abolir.

Les projets de lois rejetés par le peuple étaient en général de ceux dont on craignait le caractère bureaucratique. Il est très rare qu'une loi repoussée par la votation populaire ait été étudiée et élaborée soigneusement ; plusieurs projets, présentés une seconde fois sous une forme plus pratique ont été acceptés.

On voit par les résultats indiqués et auxquels nombre d'autres pourraient être ajoutés, que le referendum suisse est un plébisciste, mais un plébisciste perfectionné. La question n'est pas posée exclusivement par le gouvernement et selon sa volonté, ni dans un but peut-être sous aptieux ou trompeur. Elle doit être posée chaque fois que les conseils législatifs veulent prendre une résolution importante et faire une loi qui engage les intérêts du peuple ou des classes entières. Le peuple n'est pas admis et vote par exception ; il a le droit de voter dans tous les cas.

Qu'est-ce donc que le referendum ?

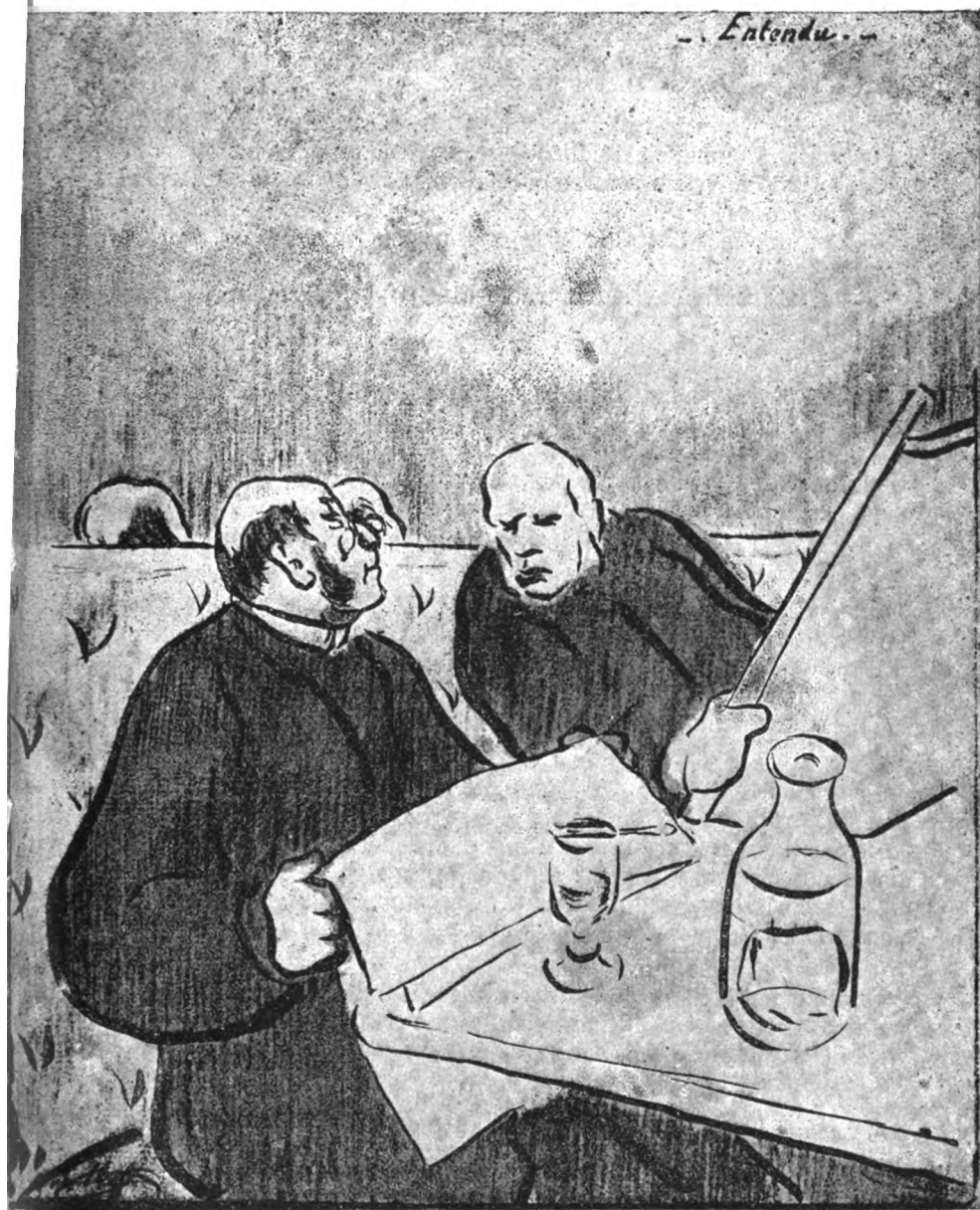
Le referendum est *la revendication de l'autonomie communale, une décentralisation administrative naturelle et le fondement du « selfgovernment ».*

Le referendum est *le développement historique du suffrage universel* qui fait des citoyens électeurs, livrés après les élections aux caprices de leurs mandataires, *des citoyens législateurs* qui eux-mêmes prennent part à la législation du pays.

Le referendum est enfin *le plébisciste perfectionné et parfait ; le plébisciste régulier et sincère.*

THÉODORE CURTI





— Mais il en faut, monsieur, *des gens qui meurent de faim!* Car si tout le monde mangeait... la valeur de l'argent baisserait et alors ce serait... terrible...!...
Môssieu!... TERRIBLE!!!...

QUELQUES ANECDOTES

Le duc de Nivernois n'avait pu obtenir un régiment pour un de ses parents. Comme on félicitait devant lui le nouveau colonel qui avait enlevé ce grade à force d'intrigues, et disait avec un semblant de modestie :

— Ce qui me flatte le plus, c'est que je n'ai fait aucune démarche.

— Je le crois bien, murmura le duc, quand on rampe, on ne marche pas.

* *

Un collégien (prenant congé de son père qui part en chemin de fer) :

— Que Dieu t'accompagne, papa !

— Imbécile, répond le père, tu crois donc que le bon Dieu voyage en troisième.

* *

« Citoyen ministre, comment vont les affaires extérieures ? » demandait le directeur Rewbell.

— De travers, comme vous voyez. »

Rewbell louchait et Talleyrand, qui était boiteux, l'épargnait d'autant moins que Rewbell l'avait injurié en plein conseil, criant : « Vil émigré, tu n'as pas le sens plus droit que le pied ! »

* *

Pendant le procès Fualdès, M^{me} de L..., croyant mortifier Talleyrand, lui adresse ce mauvais jeu de mots sur sa claudication :

— Quelle horreur ! Croiriez-vous, monsieur, qu'on vient d'écrire sur la porte de votre hôtel : *Maison Bancal* ?

— Que voulez-vous, madame !... Le monde est si méchant. On vous aura vue entrer.

* *

On blâmait, devant quelqu'un la Chambre de 1815 :

— Croiriez-vous qu'elle prétendait sauver la France ?

— Le Capitole n'a-t-il pas été sauvé par des oies ?

* *

« Les affaires, c'est l'argent des autres », a dit Gavarni. Mais M. de Montrond avait dit mieux, quarante ans plus tôt :

« Les affaires, c'est le bien d'autrui ».

* *

Lors de l'invasion des Trois-Cents qui devaient voter comme un seul homme, à la Chambre des députés, sous la Restauration, un membre de la droite disait à M. de Corbière :

— Où diable avez-vous été les prendre? Pas un orateur! pas une tête!

— Eh! tant mieux, ce n'est pas des têtes, mais des boules qu'il nous faut.

*
**

Blanqui parlant de la fragilité de l'Empire disait :

« On peut tout faire avec des baïonnettes, excepté s'asseoir dessus ».

*
**

Deux médecins étaient proposés pour la décoration. Le moins ancien fut promu, grâce aux démarches de sa femme, amie d'un ministre. Le docteur évincé ne pardonna jamais à son confrère.

— Voulez-vous obtenir la croix, disait-il méchamment. Faites comme l'escargot. Rampez, et surtout, montrez vos cornes.

Après une séance ennuyeuse de la Chambre, Dumay disait : « On peut comparer la Tribune à un puits. Un seau n'y peut monter sans que l'autre descende, mais la Vérité n'en sort jamais. »

*
**

— L'amour est-il bien véritablement péché mortel? demandait la galante M^{me} de Simier.

— Si cela était, répondit le cardinal du Perron, vous seriez morte depuis longtemps.

*
**

Que les médecins sont heureux, disait Montaigne. Leurs succès brillent au grand soleil... et la terre couvre leurs fautes.

*
**

Grimod de la Reynière a consacré aux parasites quelques lignes de son *Almanach des Gourmands* (1803). Nous en tirons ces deux historiettes. Comme il recevait beaucoup et comme il poussait assez loin le franc parler; on peut, en toute vraisemblance, lui en laisser l'honneur :

Un parasite se trouvant éloigné de quelques fruits fort beaux, casse l'assiette en voulant piquer une poire avec son couteau.

— Morbleu, monsieur, lui crie le maître de la maison, quand on pique l'assiette..., on ne la doit point casser.

Un autre écornifleur fourrait sournoisement son dessert en poche. L'amphytrion s'en aperçoit et verse dans cette poche une carafe d'eau en murmurant :

— Allons, allons! Elle a bien assez mangé pour boire un coup.

La propagande contre-révolutionnaire de Martainville le fit traduire en jugement. On veut qu'un calembour l'ait sauvé.

A l'appel du président : « Approche, citoyen de Martainville », il proteste ainsi :

— Mon nom est Martainville. Le citoyen président oublie qu'il est ici pour me raccourcir et non pour m'allonger.

Le magistrat, piqué au jeu, a terminé le débat par cette réplique triomphante :

— Eh bien ! qu'on l'élargisse !

*
*
*

Arnault apostrophe l'élégant conducteur d'un cabriolet qui venait de l'éclabousser. Celui-ci le prend de haut et lui jette sa carte :

— Voici mon adresse, monsieur.

— Gardez-la donc pour conduire !

LE MONDE MARCHE

.....
LE CŒUR. — Qu'ai-je fait pour souffrir ainsi ? Dans quel enfer suis-je condamné à vivre ?

LA ROUTINE. — De quoi te plains-tu ? La douleur est un élément providentiel ; sans elle, nous n'aurions pas même la conscience du bonheur.

LE CŒUR. — Je cherche partout la tendresse, et je vois partout des haines. Pourquoi ces tueries sociales qui transforment la terre en champ de carnage ? Pourquoi les hommes comme les dieux légendaires, se plaisent-ils à respirer la vapeur du sang ?

LA ROUTINE. — Les guerres sont inévitables et alimentent d'ailleurs l'énergie générale. Sans ces luttes, l'espèce humaine manquerait de ressort, de vigueur, s'énerverait.

LE CŒUR. — Pourquoi des frontières entre les peuples et les âmes ? Pourquoi la patrie de chacun de nous ne remplit-elle pas la terre tout entière ? Que signifie la nationalité, négation de la fraternité ?

LA ROUTINE. — L'unité politique est une chimère. Les nationalités répondent aux différences de races, de langues et de religion ; la patrie se justifie par des nécessités géographiques et traditionnelles.

LE CŒUR. — Pourquoi presque toutes les existences sont-elles vouées aux tortures de la misère ? Pourquoi des haillons salissent-ils la forme humaine ? Pourquoi tous les hommes ne vivent-ils pas dans une atmosphère d'abondance ?

LA ROUTINE. — Le bien-être universel est une utopie : les ressources de la nature sont trop bornées. D'ailleurs, sans la menace de la faim, qui exécuterait les travaux abrutissants ou immondes ?

LE CŒUR. — Pourquoi voit-on les populations croupir dans une horrible nuit intellectuelle ? Pourquoi tous les hommes ne cueillent-ils pas à l'arbre

de la science ? Pourquoi les voluptés de l'art ne charment-elles pas et n'ennoblissent-elles pas toutes les âmes ?

LA ROUTINE. — L'instruction universelle est impraticable, insensée, subversive. Parmi un peuple de savants, qui voudrait gouverner et qui voudrait obéir ?

..

O routine hébétée ! ô raison déraisonnable ! Qu'ils sont crédules ceux qui vous écoutent ! Combien de bourreaux vous faites et vous ferez encore ! Combien de victimes aussi ! Soyez triomphante : le monde vous appartient. Vous desséchez son âme, vous faussez son esprit. La foule répète machinalement vos formules surannées, et, furieuse, crie au progrès : Tu n'iras pas plus loin ; ton flot s'arrêtera au niveau de mon aveuglement. Ah ! si le cœur parfois ne venait fondre à sa flamme les vieux amas de sophismes qui nous servent de refuge, où en seraient les hommes ! Grâce à vous, pêle-mêle avec les brutes, ils chercheraient encore leur pâture dans les glands des forêts.

La souffrance nécessaire au bonheur ? — O paradoxe élevé à la centième puissance ! — Ecoutez, ô philosophes trop subtils ! Trêves à vos extravagances gonflées de rhétorique, et faites œuvre d'homme : employez toutes vos forces à réduire le lot des douleurs humaines, sans trop d'inquiétude, hélas ! sur leur entière disparition.

Et la guerre ? — Eternelle, c'est dit. A perpétuité, nous sommes condamnés à cueillir des lauriers trempés de sang humain, à forger un dieu étrange et féroce approprié à nos besoins sanguinaires : le dieu des batailles ; à lui donner une boucherie pour temple, et des hurlements de rage et de douleur pour orgue. O prophètes de malheur ! êtes-vous bien sûrs que, pour l'Europe, votre éternité monstrueuse aura la durée d'un quart de siècle ? La guerre éternelle ! ne nous arrêtons pas là : utile aussi. Comment ne serait-elle pas éternelle, la main qui n'égorgerait plus ? Voyez le tigre : quelle énergie ! Des esprits chagrins disent que la nature offre à l'homme un plus noble champ pour déployer son courage ; que, le besoin de lutte admis, il reste un vaste théâtre pour le satisfaire, des océans furieux à braver, des terres vierges à défricher, des Saharas à féconder, des bêtes féroces à détruire, des expériences dangereuses à tenter, des épidémies mortelles à combattre, des régions sauvages à explorer ; que la tuerie de l'homme aux prises avec l'homme est atroce, tandis que la lutte contre la nature est sublime : que l'héroïsme gît dans la grandeur du but et non dans la brutalité de l'instinct ; que la bravoure d'un Attila n'est pas plus glorieuse que celle d'un loup affamé ; mais ce sont là des idées qui, sous quelque précieuse apparence, cachent des germes très malfaisants, des influences démoralisantes.

L'unité politique ? — Certes, si nous considérons le présent, des nationalités opprimées par d'autres qui ne leur sont pas même supérieures en civilisation, offrent un douloureux spectacle et ont droit à toutes nos sympathies ; car une nationalité, ou une collection d'hommes, possède, autant que l'individu, le droit à l'indépendance. Mais en plaçant le principe des

nationalités dans son vrai jour, c'est à dire dans le milieu de vraie civilisation où nous marchons à grands pas, comment pouvons-nous le juger, sinon comme une source inépuisable de partialités, de haines, de carnages ? Supprimons l'esprit de conquêtes, les antipathies aveugles, le chaos des gouvernements, où trouverait-il sa justification ? L'Humanité de l'avenir ne peut avoir qu'une patrie, sans frontières disputées, sans animosités nationales, sans légions qui s'entr'égorgent : cette patrie couvrira son globe. L'homme s'appellera citoyen du monde ; son seul patriotisme sera la fraternité universelle.

* * *

Le bien-être universel ? — N'y a-t-il pas actuellement une colossale déperdition de richesses physiques et intellectuelles ? Tirons du sein fécond de la terre tout ce qu'il peut rendre ? Les canons et les fusils sont-ils des engins nécessaires à l'industrie ? Avons-nous arraché à la science tous ses secrets ? Soupçonnons-nous les puissances productives de la nature ? les mille professions parasites qui absorbent stérilement le travail et l'intelligence de l'homme, ne disparaîtraient-elles pas dans une organisation rationnelle ? Sachons nous dépouiller des langes de l'enfance ; il est temps que nous cessions de croire aux baguettes enchantées qui faisaient jaillir les sources des rochers : ayons foi dans la puissance humaine. Et quand viendra le règne de la richesse, qu'on écarte la crainte étrange que la vie sociale ne se heurte à une impossibilité, c'est-à-dire au non accomplissement des besoins grossiers ; car elles seront alors infiniment réduites, simplifiées, et trouveront leurs agents naturels dans l'adolescence et dans l'enfance, dans les mécaniques perfectionnées, et qui sait ? peut-être dans les races animales. La vraie notion du travail humanisera, ennoblira toutes les fonctions qui, par leur courte durée, d'ailleurs, répondront aux besoins d'activité physique, sans anéantir, comme aujourd'hui, presque toute l'intelligence, sans absorber le temps précieux qui doit être consacré à ses manifestations.

L'instruction universelle ? — Ce problème sera résolu par l'abondance, la réduction du travail manuel et le perfectionnement des méthodes. On s'attristera dans l'avenir sur la mort de l'esprit, faute de ses aliments nécessaires, comme on plaint aujourd'hui le pauvre qui succombe à la faim. Priver de la lumière une seule intelligence, c'est un des plus grands crimes sociaux qui se puisse commettre, car c'est négliger peut-être un filon d'or qui eût pu se monnayer en richesses infinies pour le genre humain. Un jour, les régions sereines et délicieuses de l'art, où toutes les harmonies de la nature se reflètent, interprétées et vivifiées par l'homme, seront ouvertes à l'humanité entière qui viendra y respirer l'air pur indispensable à son imagination et à ses sens.

Personne ne voudra obéir, sans doute, comme on l'entend aujourd'hui, pas plus que personne ne voudra gouverner, par la raison que les lois se modifieront sur les rapports naturels et libres entre les hommes. Ainsi, la tyrannie, non plus que la sujétion, ne pourront trouver place dans un pareil cadre, puisqu'il donnera satisfaction à toutes les exigences vraies de la vie.

Quelle est la puissance virtuelle de l'esprit humain ?

Pour embrasser le champ qu'il pourra parcourir, il faudrait répondre d'abord à ces deux questions : quel a été le nombre des découvertes et des perfectionnements dans ces cinquante dernières années ? combien d'hommes s'y sont appliqués ?

Si l'on embrasse l'étendue des progrès accomplis depuis ce demi-siècle dans toutes les divisions de l'intelligence, et si, d'un autre côté, l'on calcule ce que la mauvaise économie de la société enlève de forces intellectuelles au domaine de la pensée : armées, douanes, octrois, superfétations gouvernementales, administratives, judiciaires, commerciales, rouages compliqués de l'éducation et de la vie domestique, écécité de l'ignorance, démoralisation de la misère, on arrive à cette conclusion fortifiante : l'esprit vivant de l'humanité est doué d'une bien grande vigueur, puisque, pour accomplir de si grandes choses, il a employé si peu d'agents ! Et alors, on peut entrevoir le vaste théâtre où son activité se déploiera dans l'avenir, on passe en revue ces millions d'hommes qui apporteront à la science et à l'art le tribut de leurs facultés, ces légions innombrables aujourd'hui infécondes, attachées à la glèbe du travail brut, et qui composent pourtant un réservoir inépuisable de rénovation et de lumières ; on parcourt les rangs infinis de ces futurs travailleurs de la pensée, ces mines de diamant aujourd'hui inexploitées, où l'humanité puisera un jour toutes ses richesses.

..

Quand on pèse le poids de douleur qui écrase le monde, qu'on énumère les obstacles naturels qui s'opposent à sa délivrance, on se demande avec amertume pourquoi le destin les a suscités. Toutefois, en y réfléchissant davantage, en calculant les ressources dont nous disposons déjà, on trouve que ces obstacles n'ont rien d'invincible. Ainsi, la pleine conquête du sol, de l'eau et de l'air, comme champs de locomotion, la création de l'abondance, l'essor harmonique des désirs, l'extinction des luttes, la diffusion des lumières, l'unité des peuples, etc., se montrent dans leurs vrais proportions, c'est-à-dire comme une œuvre colossale, mais non impossible, à laquelle sont conviées les générations. Mais combien la douleur est plus profonde à la pensée que le plus grand des obstacles, l'obstacle artificiel, est dans l'homme lui-même, non dans son organisation, non dans ses dispositions innées, mais seulement dans son aveuglement passager, dans son idolâtrie de la routine.

Je voudrais insister sur ce point : la société paradisiaque ne se peut constituer sans avoir vaincu d'abord des obstacles naturels de deux espèces : les uns qui renferment des problèmes à résoudre ; les autres, nullement mystérieux, que le travail suffit à faire disparaître. Un exemple pris dans l'ordre matériel. Une des conditions de l'unité humaine, c'est le rapide parcours de l'homme sur son globe, l'extrême facilité des communications des diverses contrées entre elles. Assurément, quoique les chemins de fer et les bateaux à vapeur nous aient beaucoup rapprochés du but, la lenteur des véhicules actuels ne saurait répondre à nos besoins de vitesse. Mais, soit qu'on veuille augmenter la célérité de nos transports, soit qu'on cherche

dans l'air une voie plus commode, on se trouve en face d'une inconnue à dégager, et le génie de l'homme est ici mis en demeure de faire ses preuves.

Autre serait l'obstacle si le problème était résolu, et s'il s'agissait seulement de multiplier les machines à vapeur connues. On ne ferait plus appel, en effet, à l'esprit d'invention; on aurait besoin seulement du concours du travail. La difficulté viendrait toujours sans doute de la nature, mais l'activité humaine en aurait facilement raison.

Telles sont les deux formes sous lesquelles se présentent les obstacles naturels.

Au contraire, l'obstacle essentiellement factice est dans la volonté seule. C'est la société qui reste muette ou hostile, quand elle pourrait prononcer son *fiat lux*. Pour fonder l'unité européenne se manifestant dans sa libre activité, que faut-il? Siècle à siècle, péniblement, arracher ses secrets à la nature? Nullement : une seule parole suffit : « Je veux. » Un seul acte de la volonté, en abolissant les causes des guerres civiles et internationales, les armées, une part du servage de l'âme et du corps, alimenterait de flots libres et de richesses infinies tous les canaux de la production intellectuelle et matérielle; et la solidarité qui lie entre eux tous les progrès, rendrait cette mesure incomparable également féconde en conséquences devant amener notre régénération totale. Ce premier ébranlement sensible communiqué à la société infernale en précipiterait la chute; et l'Humanité, sur ses ruines, pourrait édifier son monde harmonieux et libre, heureux et fraternel.

Les académies et sociétés savantes, ramassant précieusement les miettes de l'histoire, instituent des prix pour exhumer péniblement des détails biographiques sur tel personnage sans importance, enseveli depuis des siècles dans l'oubli, et auquel ses contemporains, certes, n'eussent pas accordé cet honneur : ce fétichisme des faits insignifiants du passé ne saurait exciter mon enthousiasme dirigé irrésistiblement vers l'avenir; toutefois, si je ne puis le partager, je le comprends dans autrui, et il répond d'ailleurs à ce besoin inné chez l'homme de répandre la lumière. Mais pourquoi ne propose-t-on pas des questions autrement grandes et vivantes, celle-ci par exemple : *Formuler des vues sur l'état intellectuel, moral et physique du genre humain dans quelques siècles*? Juge-t-on qu'un appel semblable ne comporte pas un intérêt plus vif pour les hommes, ne les passionnerait pas davantage, et ne donnerait pas à leurs méditations un essor plus noble et plus fructueux?

De même, le suffrage dit universel — universel, moins les femmes, cela va de soi, — est appelé à se prononcer de temps à autre sur telle ou telle minutie politique. Je ne méconnais pas non plus l'importance de cette admission de tous les citoyens mâles à l'exercice d'un droit incontestable : mais quand hommes et femmes indistinctement seront consultés sur des questions telles que le maintien ou la suppression des armées, l'adoption ou le rejet d'une Europe-Unie, ou préalablement, d'une Constitution des Etats-Unis de l'Europe, la grandeur et la dignité de la race humaine en seront-elles diminuées? Le vrai suffrage universel, éclairé, libre, normal, sera un précieux instrument dans l'avenir, une sorte de baromètre intellectuel qui pourra servir à constater le véritable niveau de la pensée humaine

L'humanité désirera-t-elle recueillir son opinion sur une matière morale, religieuse, artistique ? Elle la manifestera par son vote. Dans le même temps, sur tous les points du globe, elle répondra aux questions posées par elle-même ; ainsi sa main tiendra un miroir où son âme viendra se refléter.

Aujourd'hui, qu'est-ce que la loi écrite ? Tout. Dans l'avenir que sera-t-elle ? Rien. Au contraire, aujourd'hui qu'est-ce que la loi naturelle ? Rien. Dans l'avenir que sera-t-elle ? Tout.

Mais qu'entendre par loi naturelle ? C'est la loi innée, inéluctable, éternelle, qui pousse l'homme au bonheur. Seulement le désir s'accroît, se complète, à mesure que l'homme se perfectionne. Désirer pour soi, pour la tribu, pour l'humanité ; voilà les échelons que l'esprit monte. Nous ne sommes arrivés qu'à celui de la patrie : un effort de plus et nous serons au sommet.

Et qu'entendre par loi écrite ? C'est la loi inventée, imposée, démoniaque, éphémère, qui nous enchaîne au désespoir ; car elle suppose la compression ou l'étouffement de la loi naturelle. Pour citer ce seul exemple, la loi vraie chante sa mélodie dans l'amour de Roméo et Juliette ; la loi fausse imprime son stigmate sur le front de leurs bourreaux, les Capulet et les Montaigu.

Aucun des cataclysmes qui ont bouleversé le monde, aucun des renouvellements qui ont changé sa physiologie, n'approche de la palingénésie inénarrable que la société porte dans ses flancs, lorsque, saturée de sophismes et d'iniquités, épuisée de se traîner toujours dans le même cercle infernal, elle se tournera indignée contre elle-même, et poussant un cri d'affranchissement, dira : « Mon salut est dans ma volonté ; mon but est le bonheur ; universalisons la lumière et le bien ; appliquons-nous au perfectionnement social et individuel ; je veux créer et non détruire ; je veux la fraternité et non la haine. »

• Le sentiment de l'idéal, introduit ainsi dans l'âme des masses, les transformera soudain, en fera un être nouveau, purifié, humanisé. Le progrès recevra un accroissement à peine mesurable et parcourra sa carrière avec une rapidité inouïe. Les peuples, reconnaissant que le mal est dans les choses, et non dans les hommes, seront saisis d'un sentiment de bienveillance universelle. Un espoir immense envahira tous les cœurs ; un hymne d'adoration sortira de toutes les bouches. Aux approches de l'an mil, on a vu l'Europe crédule, croyant sa fin prochaine, se plonger dans l'oisiveté ou dans l'orgie, ou bien multiplier les cérémonies stériles, mortifications, macérations, etc., pour se préparer à ce moment suprême ; on la verra un jour, saisie d'une fièvre égale, mais qui ne sera plus le délire d'une superstition grossière, marcher à pas de géant, la jeune Amérique à ses côtés, vers le but radieux de sa délivrance, et, ruche aimante et active, grossir, dans une proportion et une vitesse prodigieuses, la somme toujours croissante de ses connaissances et de ses richesses.

Pas de doute : des sources de bonheur, à l'infini, jailliront du sein de

l'avenir ; le plan existe : nous ne l'apercevons pas parce qu'il est caché sous l'épaisseur de la bêtise humaine. Vienne la lumière qui le révèle et nous y lirons les décrets du salut, celui-ci surtout : Cherchez les lois du bonheur et appliquez-les.

J'entends les âmes blessées murmurer : « L'homme possède-t-il autre chose que la faculté de souffrir ? Le bonheur est-il de ce monde ? Peut-il croître dans la haine, l'ignorance, la misère et le carnage ? »

Répondons : la science et le désir sont là, puissances envahissantes, qui les combattent, les refoulent, les vaincront.

L'esprit, à la rigueur, peut admettre, sans pouvoir l'expliquer, un monde où règne le mal, et où l'action humaine, dirigée par le cœur et la raison, de plus en plus le réduit jusqu'à ce qu'elle finisse par le vaincre. Mais l'idée de l'éternité du mal hideux, démesuré, que nous voyons, éclate aussitôt en anathème à la vie.

La diminution progressive de la douleur à travers les âges, par les efforts incessants de l'homme, et pour couronnement, le bonheur, la vérité resplendissant sur la terre, — voilà le pain de consolation, la planche des naufragés de la vie. Sans cette idée, tout s'abîme dans le néant du scepticisme. D'ailleurs, la moitié de cette formule, c'est-à-dire la réduction incessante du mal, n'est pas seulement une conséquence rationnelle, mais un fait historique...

Ici, je m'arrête. Quelque chose proteste en moi. Je mets la main sur le cœur de l'homme, et il me dit : « Sens comme je souffre : es-tu bien sûr que la douleur soit plus compatissante depuis les premiers jours ? La douleur diminuée ! Qu'entends-tu par là ? Les aspirations seraient-elles moindres ou seraient-elles plus satisfaites ? Le besoin inassouvi de liberté, de fraternité universelle, d'une noble activité, la soif de justice, la flamme d'amour pour un être vivant ou idéal, consomment-ils moins l'existence ? Mais je te comprends : tu veux parler des conquêtes de l'esprit, de l'amélioration de la vie matérielle : tout cela touche-t-il beaucoup un cœur blessé ? Suppose une âme brûlante qui appelle une âme sœur pour l'absorber et s'absorber en elle ; et si tu ne peux réaliser son rêve, bouleverse la nature pour lui verser l'oubli ; multiplie les bibliothèques et les musées, prodigue partout des richesses infinies, sillonne le globe de vapeur et d'électricité : elle le traversera, quelquefois distraite, mais toujours gémissante, toujours cherchant une image adorée : bien plus, elle-même alimentera sa douleur ; car elle ne voudra pas être consolée. »

Où, cela est ainsi. Il y a dans le cœur des touches délicates que les victoires du progrès n'ont pu effleurer. Dans cette sphère, l'homme n'a point marché depuis les premiers âges. Il est aussi désespéré ; le flot de ses larmes ne contient pas une goutte de moins. Peut-être même son imagination plus étendue et ses goûts plus raffinés augmentent-ils son infortune.

Soit ! si dans les régions les plus tendres ou les plus élevées de notre être, la stérilité du progrès demeure jusqu'ici trop bien constatée, il ne faut point conclure à son impuissance éternelle. Les problèmes les plus compliqués seront naturellement les derniers résolus, voilà tout. La liberté, la vérité, pour présider à l'amour, comme aux autres relations sociales, exigent au

préalable une civilisation très raffinée, un cadre riche et harmonieux, un fonds bien préparé, toutes les difficultés secondaires déjà vaincues.

La réduction constante du mal terrestre doit donc s'entendre dans le sens de l'allégement du poids de notre misère et de notre ignorance, de la multiplication de nos moyens d'action et de bonheur.

La sueur des générations, versée sur le sol, accroît incessamment le capital de l'humanité. Le labeur de milliards de mains besoigneuses nous a donné, pour sortir de la barbarie, des leviers innombrables. Des légions sans cesse renouvelées de travailleurs sacrifiés — ô mystère douloureux ! — ont créé, au milieu de leurs malédictions ou de leur gémissements, le matériel indispensable de la civilisation. Forêts et terres vierges défrichées, mines exploitées, canaux, routes, villes, etc., qu'est-ce ? Les appareils de notre affranchissement. Et l'anathème de l'ignorance ne va pas moins en s'effaçant que celui de la misère. Le répertoire de vérités positives qui remplit le cerveau d'un savant moderne, est plus vaste que l'amas de superstitions enfantines qui hantent l'imagination d'un sauvage. Depuis les premiers bégaiements de l'homme primitif jusqu'à l'analyse psychologique ou sociale des auteurs contemporains, tâchons de mesurer le chemin parcouru ! Chaque siècle crée un affluent nouveau qui grossit le fleuve où nous puisons nos richesses de toute nature et les sources de notre perfectionnement.

Ah ! prenons courage. Notre temps, malgré ses défaillances est béni entre tous. Les pas du progrès s'exprimaient autrefois par des siècles ; il faut les mesurer maintenant par des années.

Encore une génération, et la vieille Europe verra le but, prendra conscience de son rôle initiateur. Elle aura parcouru le cycle entier des chimères politiques, des équilibres toujours poursuivis et toujours rompus. Lasse de haines internationales, de complications gouvernementales, de fausses autorités ; épuisée par les révolutions, les dictatures, elle brisera, par un simple acte de sa volonté, tous ses jougs volontaires, et entrera dans la période de la vraie civilisation. Alors, cet assemblage incohérent de nations hostiles, après avoir traversé peut-être une dernière étape, celle des Etats-Unis de l'Europe, fondera l'ère définitive de la paix, du progrès, sous le nom glorieux de République européen-américaine.

Cette république propagera ses principes, ses sciences et ses institutions parmi les nations encore barbares, et les élèvera peu à peu à son niveau. En même temps, ce foyer de lumière poursuivra son propre perfectionnement. Les peuples qui le composeront, après avoir brisé les jougs en quelque sorte forgés à plaisir par eux-mêmes, travailleront à se délivrer des servitudes naturelles que la science a pour mission de détruire. Ils éteindront toutes les misères, toutes les ignorances, tous les antagonismes. Ils auront pour guide une seule boussole, celle de leurs spirations ; pour fin, la satisfaction des désirs du cœur, de l'intelligence et des sens ; pour instrument, leur activité inspirée par l'amour du bien. Et l'humanité, s'avancant ainsi d'âge en âge, atteindra le but assigné à sa vie, c'est-à-dire la liberté, la lumière, l'abondance, la vérité, l'harmonie, le bonheur, enfin, proportionné à son organisation et conquis par ses propres efforts.

HENRI BRISSAC.

L'ESPRIT MODERNE

Nous sommes heureux de pouvoir donner à nos lecteurs un fragment de l'important ouvrage de Magalhaës Lima « La Fédération ibérique (1), » fragment que l'auteur nous avait envoyé bien avant l'apparition du volume, qui a eu lieu tout dernièrement et qui est traduit par Louis Mariano.

Magalhaës Lima, qui est le chef du parti républicain au Portugal et directeur du journal quotidien « O Seculo », est en même temps un socialiste convaincu. Son volume est un très intéressant ouvrage sur l'idée fédérative dont il poursuit la réalisation avec ardeur ; il en montre la nécessité et expose en détail tous les avantages qui en résulteront.

En poursuivant la réalisation de cette idée, Magalhaës Lima milite, dans une certaine mesure, en faveur de l'idée internationale du socialisme.

En jetant un regard sur la situation politique de l'Europe, on voit que nous traversons aujourd'hui une période de transition. La politique moderne n'est basée que sur les faits positifs et matériels.

Les peuples ne se passionnent plus que pour les intérêts directs ou pour un grand idéal. — L'intérêt, c'est l'intérêt économique ou l'amélioration des conditions de la vie ; l'idéal, c'est l'esprit du droit, de la justice, de la liberté et de la civilisation. L'insurrection frondeuse ou chevaleresque a fait son temps, car notre époque n'admet plus les principes vagues et abstraits. Ce qu'il faut aux hommes d'aujourd'hui, c'est de la politique positive, basée sur l'observation des faits et ayant pour but l'amélioration de la situation économique. Si cela n'est pas possible, l'insurrection et la révolution n'auront plus les résultats qu'on attend d'elles.

« La démocratie a cessé d'être un dogme jacobin pour être un dogme libéral ; » et il est constaté que toute politique est stérile et éphémère, si elle n'est pas basée sur l'esprit et la conscience des peuples.

L'esprit jacobin est un esprit fanatique, sectaire, étroit, égoïste, qui révèle un état pathologique du cerveau, un esprit qui nous a apporté la politique personnelle et autoritaire des *condottieri*, un esprit de coterie enfin, qui a conduit les tribuns à la guillotine.

Notre esprit, l'esprit de la démocratie moderne, est un esprit tolérant, sans intransigeance ni hostilité, qui conduit à la solidarité des classes et des peuples.

Les divisions, les intrigues, les dissidences des partis démocratiques sont le résultat de l'esprit jacobin qui, malheureusement, prédomine encore dans certaines classes de la société.

Il n'y a plus de révolution qui ne soit précédée d'un mouvement philosophique. La Révolution française l'a été par l'Encyclopédie, et celle du Brésil, dernièrement, l'a été par un mouvement positiviste.

Les conservateurs pourront défendre tout droit de réunion, tout droit de presse et tout droit d'association ; ils pourront persécuter,

(1) Un fort volume in-8° raisin publié par Guillard, Aillaud et Co, éditeurs, 96, boulevard Montparnasse, Paris.

arrêter et insulter les citoyens, ils pourront simuler une force qu'ils ne possèdent pas ; mais, ce qu'ils ne pourront jamais, c'est empêcher le développement de l'opinion publique, de l'esprit national, qui est l'expression de la conscience de chaque pays.

Sous la monarchie, les gouvernements n'encouragent jamais le



MAGALHAES LIMA

développement intellectuel des citoyens ; voilà pourquoi on remarque partout l'antagonisme que nous avons déjà signalé ailleurs entre les gouvernements et les pays qu'ils devaient représenter. Cet antagonisme est bien caractéristique, car il nous prouve que la démocratie avance.

L'avenir est dans la fédération des peuples, parce que ce fait représente le droit, la raison, la justice et le progrès.

La Fédération a eu jusqu'ici un grand ennemi : c'est l'intérêt dynastique. Eh bien ! le jour où les peuples se convaincront que pour perpétuer la paix il faut recourir à la Fédération, ce jour-là, nous aurons accompli la plus grande révolution du monde.

Lisbonne.

MAGALHAES LIMA.

AVANT LA CHUTE

I

Et je vis l'Homme nu, dans sa toute puissance !
Il avait maintenant achevé sa croissance,
Poussé vers l'aube par la nuit ;
La bête intérieure, il l'avait muselée ;
Et son cerveau portait la Pensée étoilée
Comme l'arbre porte le fruit.

Gloire à l'Homme ! Il marchait debout, robuste et libre.
Il pouvait se tourner, sans perdre l'équilibre.
Vers le ciel, père des soleils,
Pendant que les lions ces colosses de l'ancre,
Rampaient autour de lui, laissant trainer leur ventre
A la hauteur de ses orteils.

Le vent ne faisait plus flotter sur son échine
Les poils épais, témoins de sa fauve origine ;
Mais comme si l'Homme eut voulu
Que la Bête restât visible sur son être,
Il étalait, avec une fierté d'ancêtre,
Les splendeurs de son sein velu.

.

II

Et l'Homme s'écriait : « Terre et cieux ! Je suis l'Homme !
« Je suis l'Homme ! Je sais de quel nom je me nomme !
« Je sais que je suis libre et fort !
« Je sais que ma maison, faite de peaux de bêtes,
« Est aussi résistante au souffle des tempêtes
« Que l'ancre où le lion s'endort !

« Les rocs muets, la griffe empreinte dans les sables,
« Les arbres chevelus, sinistres, redoutables,
« Versant sur la terre l'effroi ;
« La nuit, fille du ciel, ceignant son front de voiles,
« Les horizons bordés d'une frange d'étoiles,
« Tout m'appartient, tout est à moi !

« C'est pour moi que les nids chantent sous les ramures !

« Pour moi que l'onde fraîche a de vagues mumures

« Au fond des grands bois assoupis !

« C'est pour moi que la terre, auguste nourricière,

« Fait le long des sillons monter vers la lumière

« La tête blonde des épis !

« Ma compagne, la femme, est souriante et belle

« Comme l'aube naissante, et je sens devant elle

« Tressaillir mon humanité.

« Quand, rugissant d'amour ainsi qu'une tigresse,

« Les cheveux dénoués au vent, elle se dresse

« Dans sa terrible nudité.

« Elle dort dans mes bras sur les vertes pelouses,

« L'aurore est dans ses yeux ; les lionnes jalouses

« Se détournent de son chemin ;

« Et sa lèvre est petite et sa poitrine est ronde...

« O paternels rameaux de la forêt profonde,

« Saluez le fier couple humain !

III

Mais, pendant qu'il chantait son chant au vent qui passe

A l'oiseau dans les bois, au soleil dans l'espace,

Aux monstres verts dans le flot bleu,

L'Homme ne savait pas qu'il portait dans son être

Un esclave tout prêt à vénérer son maître,

Tout prêt à se créer un Dieu.

Et c'était son beau corps, sillonné par les veines,

Vacillant comme l'ombre et fort comme les chênes,

C'étaient ses reins souples et droits,

Ses jarrets hauts et forts, son flexible squelette,

Qui devaient le jeter, ressaisi par la Bête,

Aux pieds des prêtres et des rois.

Car, lui qui se dressait, calme au bord de l'abîme,

Lui qui tendait avec une fierté sublime

Les sept vertèbres de son cou,

Lui, le maître des monts, des bois et de la plaine,

Il avait un défaut dans son armure humaine :

Il pouvait ployer le genou !

CLOVIS HUGUES.

STATISTIQUES DIVERSES

Une conséquence de la réduction du travail

Quand on parle de réglementer les heures de travail des adultes, de réduire les longues journées de labeur, on entend dire que semblable mesure serait contraire aux vrais intérêts des travailleurs, que si ceux-ci travaillent douze, treize et quatorze heures par jour, c'est pour gagner beaucoup d'argent.

Rien n'est cependant plus faux.

La vérité, c'est que les professions dont les ouvriers travaillent le plus d'heures par jour, sont celles où les salaires sont le plus bas et que les professions où les journées sont les moins longues, sont celles où les ouvriers gagnent le plus.

Les bourgeois le reconnaissent. Voici un rapport sur les heures de travail en Belgique signé d'un directeur de charbonnage : M. A. Soupart. Nous en extrayons les chiffres suivants :

Longues journées : petits salaires

	Salaires annuels	Maximum Heures de travail
Fabrication de la chaux	693	14
Industrie céramique, fabrication de briques, carreaux, tuiles, poteries, etc.	376 36	16
Industrie linière	617 40	14
Industrie chanvrière	654 24	13
Féculerie	243 78	12
Fabrication du sucre	237 60	12
Vinaigrierie	300 81	14
Blanchiment de fils et tissus	712 32	13
Fabrication et épuration d'huiles	709 32	16
Fabrication d'articles bonneteries, etc.	729 27	13

Petites journées : gros salaires

Industrie sidérurgique	1.186 50	12
Industrie verrière	1.294 24	12
Fabrication de monnaies	1.273	11
Rizeries	1.168 83	13
Raffineries de sucre	1.127 52	13
Fabrication d'instruments de musique	1.438 56	12
Fabrication de poudre	1.124 70	12
Construction et réparation de navires	1.213 38	12

Dans ce tableau, on le voit, le salaire annuel dépasse 1.100 francs et la durée *maximum* de la journée varie de 11 à 13 heures.

Dans le tableau précédent, au contraire, les plus hauts salaires annuels ne sont que de 729 francs 27 centimes et la longueur de la journée *maximum* est de 12 à 16 heures.

Voici d'autres données tout aussi intéressantes

La société allemande des menuisiers a publié la statistique suivante sur la journée de travail et les salaires dans cette branche d'industrie.

Heures de travail par semaine	Salaire par heure en pfennigs (1 = 1 cent. 1/4)	Salaire par semaine en marks (1 = 1 fr. 23 c.)
60	26	15.96
62	26	16.48
63	23	14.99
64	23	15.04
66	23	14.41
67	24	13.70
69	19	12.75
70	19	13.94
72	24	14.90
75	22	16.87
78	16	12.48
84	16	13.44

On voit par ces chiffres qu'en travaillant seulement 60 heures par semaine, le salaire de l'ouvrier est toujours plus élevé, qu'on le calcule à l'heure ou à la semaine, comparativement au salaire qu'il obtient en travaillant davantage.

N'avons-nous donc pas raison quand nous disons que *moins longues seront les journées de travail, plus élevés seront les salaires*. Et comme conséquence : *plus longues seront les journées de travail, plus bas seront les salaires*.

Que les ouvriers y réfléchissent ! S'ils veulent améliorer leur sort, celui de leur femme et de leurs enfants, ils doivent réclamer avec nous la journée de huit heures... au *maximum*.

Les grèves en Allemagne

La commission générale des associations ouvrières socialistes de l'Allemagne publie, dans la *Correspondance socialiste*, un relevé des grèves qui ont eu lieu en Allemagne dans les années 1890 et 1891. Il y a eu en tout 226 grèves, auxquelles ont participé 38,586 ouvriers. Les frais causés par ces grèves se sont montés à 2,094,922 marks. Les grèves des ouvriers imprimeurs et des compositeurs typographes ont absorbé une somme de 1 million 250,000 marks. Les grèves les plus nombreuses ont éclaté parmi les ouvriers charpentiers. Il y en a eu 52 avec 409 semaines de grève. La grève des ouvriers en tabac de Hambourg a coûté 500,000 marks. Plus de la moitié du total des frais se montant à 2,094,922 marks ont été couverts par les caisses des associations intéressées. 326,000 marks par des cotisations volontaires

de membres de l'Association générale, 89,000 marcs par d'autres associations et 126,000 marcs ont été fournis par l'étranger.

(Le Temps du 28 août 1892).

Le chômage

On évalue à un cinquième ou à un sixième la proportion des ouvriers qui chôment.

Pour Paris, les chiffres sont plus noirs et ils marquent pour le fléau du chômage une progression effrayante. Voici un exemple : Il y a 20 ans, la boulangerie, un métier stable par excellence, comptait 500 ouvriers en état de chômage, aujourd'hui elle en compte environ 4,000 pour 5,000 inoccupés.

Dans les années prospères, il est permis d'établir qu'un cinquième des ouvriers parisiens demeurent sans travail pendant 3 ou 4 mois, tandis que les autres voient réduire leur salaire d'au moins un quart durant la même période. Dans les années de crise, le chiffre des ouvriers sans travail s'élève jusqu'à 45 0/0 de la population ouvrière. 300,000 familles sont dépourvues de ressources.

Cours des actions des charbonnages de Belgique

Exploitations	Valeur des titres en 1887	Valeur en 1890
Amercœur	870	1.193
Anderlues.	1.393	4.330
Bonne-Espérance	243	613
Carabiniers.	114	270
Charbonnages belges	70	233
Réunis de Charleroi	123	342
Chevaliers de Dour.	300	1.723
Concorde	760	1.380
Couchant du Plénou	132	342
Espérance.	333	673
Faluné	393	530
Fontaine-l'Evêque.	211	533
Gosson-Lagace.	923	2.300
Grande-Couty	148	932
Ce Mach-Feu-Dour.	230	1.123
Horm Wasmes.	1.300	2.300
Houillères unies.	133	318
Levant-du-Plénu	1.200	2.830
Marihayé.	580	1.323
Monceau	410	733
Monceau-Fontaine	1.220	2.830
Nord de Charleroi.	680	1.930
Produits Plénu	1.930	3.800
Sacre-Madame.	1.300	2.273
Sars-Lonchamps	350	1.400
Charbonnages Ouest de Mons .	94	443

Variation de la valeur vénale par hectare des terrains de culture de 1851 à 1879, en France

Années	Terrains de qualité supérieure	Terres labourables et terrains évalués comme les terres	Près et herbages	Vignes	Bois	Landes, pâtis ou pâtures et autres terrains incultes	Cultures diverses	Résultat concernant l'ensemble des natures de culture	Augmentation proportionnelle par rapport à 1851
1851	4.339,00	1.479,00	2.256,00	2.067,00	642,00	155,00	1.433,00	1.276,00	43,43
1879	5.302,05	2.197,43	2.960,92	2.968,24	745,13	206,70	1.282,29	1.830,39	p. 100

Les causes de la prostitution

Le médecin Parent-Duchatelet a dressé une intéressante statistique, portant sur 5,000 filles publiques, des causes qui jettent principalement les femmes dans la prostitution. Sur ces 5,000, il s'en trouvait 1,410 qui s'étaient livrées à ce métier par misère et manque de ressources; 1,250 s'étaient trouvées sans parents ni moyens d'existence, c'est-à-dire également dans la misère; 80 s'étaient prostituées pour nourrir leurs parents pauvres et âgés; 1,400 étaient des concubines abandonnées par leurs amants; 400 étaient des filles débauchées et amenées à Paris par des officiers et des soldats; 280 avaient été abandonnées enceintes par leurs amants.

L'agriculture en Angleterre

Le livre bleu de l'agriculture qui vient de paraître, quoique d'apparence rébarbative, contient d'intéressants documents. En voici quelques-uns : 14 0/0 seulement de la surface cultivée de la Grande Bretagne est occupée par ses propriétaires tandis que 86 0/0 est affermée. De sorte qu'on peut dire que le sol de la Grande Bretagne est presque entièrement cultivé par des fermiers. Plus d'un cinquième de la surface totale de la Grande Bretagne consiste en pâturages sur des collines raboteuses et en montagnes incultes qui fournissent une maigre subsistance à des troupeaux. Ces 12 millions d'acres (4,800,000 hectares) se trouvent presque entièrement en Ecosse et dans les parties septentrionales de l'Angleterre et du pays de Galles. La surface totale du sol cultivé de la Grande Bretagne (en éliminant les parcelles de moins d'un acre) est de 32,685,000 acres (13,074,000 hectares) et, détail curieux, elle consiste en parties égales de terre arable et de pâturages. La surface cultivée en terre arable décroît depuis 1872 dans la proportion de 1,000,000 d'acres (400,000 hectares) en 10 ans; d'un autre côté, celle des

pâturages croît de 2,000,000 d'acres (800,000 hectares) dans le même temps. La perte principale montrée par ces chiffres porte sur l'Angleterre, ce qui s'explique quand on considère qu'en Angleterre le blé constitue 18 0/0 de la surface arable tandis qu'en Ecosse il n'en constitue que 6 0/0 et dans le pays de Galles 3 0/0.

Chômage

Résumé des réponses faites aux questionnaires adressés à tous les ouvriers par la Commission d'enquête parlementaire :

La statistique a été dressée pour 9,116 ouvriers, comprenant : Métallurgie, 2,916; Bâtiment, 3,222; Industrie du bois et de l'ameublement, 1,606; Vêtements et accessoires, 1,342.

On a trouvé :

Pas de chômage : 1,360 ouvriers, soit 17,9 0/0.

Chômage de deux mois et au-dessus : 1,340 ouvriers, soit 14,7 0/0.

Chômage de trois mois : 2,221 ouvriers, soit 23,3 0/0.

Chômage de quatre mois : 1,813 ouvriers, soit 20 0/0.

Chômage de cinq mois et plus : 1,572 ouvriers, soit 17,2 0/0.

*
**

Salaire des femmes

Une enquête sur le travail des femmes a été faite aux Etats-Unis en 1888. Le bureau de travail vient d'en publier les résultats :

Le salaire moyen est de 290 dollars, plus 40 dollars de ressources extérieures (rentes). — Total, 335 dollars ou 1,675 francs.

Dépense annuelle :

Logement ,	162 dollars	810 francs
Vêtement	79 —	395 —
Dépenses pour la faim. . .	73 —	365 —
Autres dépenses	38 —	190 —
	<u>352 dollars</u>	<u>1.760 francs</u>

Il y a donc un déficit de 85 francs.

Il faut reconnaître que ce salaire est très sensiblement plus élevé que celui d'une française. L'ouvrière française gagne rarement 1,000 à 1,200 francs, c'est-à-dire deux tiers du salaire moyen de l'ouvrière américaine.

Les dettes hypothécaires

Les dettes hypothécaires ont plus que doublé depuis soixante ans en France, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après :

Dette hypothécaire de 1820 :	8 milliards
— 1840 :	12 —
— 1868 :	16 —
— 1867 :	20 —

Aujourd'hui elle monte à plus de 25 milliards.

AVEUX BOURGEOIS

La mortalité des riches et des pauvres

En Angleterre, la vie moyenne dans les classes riches est évaluée à 44 et même à 55 ans. Celle des classes pauvres à 22 et s'abaisse même à Manchester à 17. D'après M. Soua (*Economiste français*, 1882), voici quels sont les chiffres de la mortalité annuelle à Paris, par 10,000 habitants :

Classes riches et aisées.	156
Classes pauvres.	285

(Gide : *Précis d'économie politique*).

*
*
*

Le Choléra et les classes pauvres

D'après l'avis unanime des médecins des hôpitaux de Paris, le choléra actuel ne frappe que des individus misérables qui ont eu une alimentation insuffisante et ont bu de grandes quantités d'eau aux fontaines publiques. Dans la banlieue, c'est aussi sur des gens malpropres ou misérables que l'épidémie a sévi, je ne puis en donner un meilleur témoignage que celui du maire de Saint-Denis, qui m'écrivait dernièrement : « Sans exception, le choléra a eu pour cause apparente la mauvaise hygiène des personnes atteintes, personnes malheureuses, habitant dans des logements malsains. S'il y a eu une ou deux exceptions, c'est par suite d'imprudences, telles qu'abus d'eau pendant les grandes chaleurs. »

(Article du Dr Daremberg dans le *Journal des Débats*, rapporté par le *Petit Journal*).

*
*
*

Au 31 août, au Havre, sur 216 décès occasionnés par le choléra, il n'y en avait que 3 de la classe aisée.

(*Le Figaro*, 1^{er} septembre 1892).

*
*
*

La Misère

Sur les 87,000 personnes qui, en 1892, sont passées par le dépôt, il y en avait 50,000 contre lesquelles on n'avait d'autre délit à relever que la misère. De casiers judiciaires, ils n'en avaient pas, mais les pauvres gens étaient sans domicile, sans travail, sans ressources.

(*Petit Journal*, 8 mars 1893).

LE TOMBEAU DE LA FRANCE

Aimer, c'est vivre. La stérilité, c'est la mort — pour les nations comme pour les familles.

En un siècle, notre nationalité est tombée de 3.89 0/0 (moyenne des années 1781-84) à 2.30 0/0 (moyenne de 1886-90. C'est une diminution de 40.82 0/0.

Ce fait est connu.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'aucun pays civilisé ne possède une prolificence aussi faible.

Les femmes françaises sont devenues les moins fécondes de l'Europe.

Malgré l'émigration étrangère, nul peuple n'exige un laps de temps aussi considérable pour doubler son capital d'hommes.

C'est ce qui ressort de l'examen du tableau ci-dessous, tableau à la construction duquel ont concouru moult données officielles publiées au cours de ces vingt dernières années.

	NATALITE ANNUELLE PAR 100			PAR 100 HAB.		PERIODE de doublement
	Habitants	Femmes de 15 à 50 ans	ép. de tout âge	Accroiss. annuel	Diminution annuelle	
<i>Russie</i>	4.94	...	...	1.39	...	50 ans
<i>Serbie</i>	4.36	...	...	2.24	...	31 —
<i>Hongrie</i>	4.19	19.9	...	1.09	...	64 —
<i>Allemagne</i> . . .	4....	16.2	28.9	1.02	...	70 —
<i>Autriche</i>	3.89	14.8	...	0.63	...	110 —
<i>Italie</i>	3.71	14.5	25....	0.83	...	84 —
<i>Espagne</i>	3.59	...	...	0.67	...	101 —
<i>Hollande</i>	3.58	14.4	29.6	1.05	...	66 —
<i>Angleterre</i> . . .	3.56	14.3	26....	1.26	...	55 —
<i>Ecosse</i>	3.51	14.4	28.4	1.31	...	53 —
<i>Belgique</i>	3.21	13.3	28.2	0.88	...	79 —
<i>Danemark</i>	3.09	11.2	22.1	1.05	...	66 —
<i>Suisse</i>	3.05	11.7	24.9	0.66	...	101 —
<i>Suède</i>	3.04	12....	23.4	1.33	...	52 —
<i>Norvège</i>	3.03	12.9	25.5	1.32	...	52 —
<i>Grèce</i>	2.8...	11.5	?	1.2...	...	58 —
<i>Irlande</i>	2.68	11.6	26.9	...	0.47	— —
<i>France</i>	2.57	1.02	17....	0.38	...	182 —
— (86-90)..	2.3...	?	?	0.065	...	1066 —
— (90-91)..	2.22	?	?	...	0.064	— —

Comme on le voit, si nous voulions ne tenir compte que des années 1886-90, ce n'est pas 182 ans, c'est 1,066 ans que nous

indiquerions comme période de doublement de notre effectif en hommes. Bien plus effroyable encore aurait été notre constatation si nous nous étions tenus à l'examen des deux dernières années (1890 et 1891) qui ont accusé un excédent de 48,953 décès. La France emboîte le pas à l'Irlande. N'est-ce pas triste ?

Tout autre est la situation de l'Allemagne — et surtout de la Prusse (qui est une des nations les plus prolifiques de l'Europe contemporaine).

Jetez donc un coup d'œil sur le tableau suivant, messieurs les patriotes gallophages.

	NATALITE ANNUELLE par 100			Accr. ann. par 100 habitants	PERIODE de doublement
	Habitants	Femmes de 15 à 50 ans	ép. de tout âge		
Prusse	3.87	15.9	29.3	1.26	53 ans
Saxe	4.39	16.7	28.6	1.05	66 —
Wurtemberg	3.8	17.6	33.6	0.84	83 —
Bavière	3.91	16.1	30.9	0.7	99 —

La bourgeoisie française ressemble à cet oiseau stupide de Flaubert ; elle dévore ses propres pattes sans s'en apercevoir.

Conclusion : La Révolution sociale ou la mort. Ce sont aujourd'hui les seules perspectives qui s'offrent au peuple le plus généreux de la terre, à celui qui a versé le plus de sang pour l'intérêt et la justice.

Que le vieux monde disparaisse et que l'Humanité vive !

Hors la Révolution sociale, pas de salut !

DÉSIRÉ DESCAMPS.

FORCE DES CHOSES

Oh ! qu'un autre que moi te blasphème, ô Nature !
Tandis que notre chaîne étreint notre ceinture,
Et que l'obscurité s'étend de toutes parts,
Les principes cachés, les éléments épars
Le fleuve, le volcan à la bouche écarlate,
Le gaz qui se condense et l'air qui se dilate,
Les fluides, l'éther, le germe sourd et lent
Sont autant d'ouvriers dans l'ombre travaillant ;
Ouvriers sans sommeil, sans fatigue, sans nombre.
Tu viens dans cette nuit, libératrice sombre !

Tout travaille, l'aimant, le bitume, le fer,
Le charbon ; pour changer en éden notre enfer
Les forces à ta voix sortent du fond des gouffres.
Tu murmures tout bas : — Race d'Adam qui souffres,
Hommes, forçats pensants au vieux monde attachés,
Chacune de mes lois vous délivre. Cherchez ! —
Et chaque jour surgit une clarté nouvelle,
Et le penseur épie et le hasard révèle ;
Toujours le vent sema, le calcul récolta.
Ici Fulton, ici Galvani, là Volta
Sur tes secrets profonds, que chaque instant nous livre,
Rêvent ; l'homme ébloui déchiffre enfin ton livre,
D'heure en heure on découvre un peu plus d'horizon !
Comme un coup de bélier au mur d'une prison
Du genre humain qui fouille et qui creuse et qui sonde,
Chaque tâtonnement fait tressaillir le monde.
L'hymen des nations s'accomplit. Passions,
Intérêts, mœurs et lois, les révolutions
Par qui le cœur humain germe et change de formes,
Paris, Londres, New-York, les continents énormes
Ont pour lien un fil qui tremble au fond des mers,
Une force inconnue, empruntée aux éclairs,
Mêle au courant des flots le courant des idées.
La science, gonflant ses ondes débordées,
Submerge trône et sceptre, idole et potentat.
Tout va, pense, se meut, s'accroît ! L'aérostat
Passe, et du haut des cieux ensemence les hommes !
Chanaan apparaît ; le voilà, nous y sommes !
L'amour aux pleurs succède et l'eau vive à la mort,
Et la bouche qui chante à la bouche qui mord.
La science, pareille aux antiques pontifes,
Attelle aux chars tonnants d'effrayants hippogriffes,
Le feu souffle aux naseaux de la bête d'airain.
Le globe esclave cède à l'esprit souverain.
Vie ! idée ! avatars bouillonnant dans les têtes !
Le progrès, reliant entr'elles ses conquêtes,
Gagne un point après l'autre et court contagieux.
De cet obscur amas de faits prodigieux
Q'aucun regard n'embrasse et qu'aucun mot ne nomme,
Tu nais plus frissonnant que l'aigle, esprit de l'homme,
Refaisant mœurs, cités, codes, religion.
Le passé n'est que l'œuf d'où tu sors, Légion !

VICTOR HUGO.

A. WILLETTE



Comme Jean Valjean aidait Cosette,
Victor Hugo a aidé la jeune Mariamne.

LES RATS

Très élégant, le cabinet de travail de M. Martin, imprimeur de la rue Saint-Honoré. Tapis moelleux, tentures de choix, meubles de prix. Au bon coin de la pièce, tout approché de la cheminée, un bureau ministre inspire le respect par son bel étalage de travail intellectuel.

M. Martin, peu soucieux de la gloire littéraire, ne rédigeait que des notes pour sa clientèle ; néanmoins, le voyant accoudé sur son bureau, la plume aux doigts, l'air recueilli, la figure encadrée de favoris poivre et sel, volontiers on l'aurait pris pour un académicien. N'avait-il même pas une ressemblance avec Jules Simon ? mais oui, à s'y méprendre.

Une chaleur douce, les senteurs du livre fraîchement imprimé, disposaient à la bonne causerie littéraire. Trois à quatre croquis, et délicieux, accrochés de-ci de-là, donnaient la note artistique ; un bronze de Falguière reflétait les gracieux contours de la Diane, dans la glace, au-dessus de la cheminée.

Quelque chose troublait la quiétude de l'agréable réduit : la rumeur sourde, continuelle, énervante, du va-et-vient des machines, qu'accompagnaient les *han* périodiques, et les appels des travailleurs. L'imprimerie était au-dessus du cabinet du patron ; son mouvement incessant ébranlait le plancher, les meubles secoués comme d'un invincible frisson de la peur.

Cette pièce, élevée et vitrée comme un ascenseur, avait deux fenêtres. L'une donnait sur le jardin ; à travers l'autre, très large, on apercevait les ouvriers, leurs visages blafards sous la lumière crue des becs de gaz, leurs mains rouges, gercées, allant toujours, toujours d'un mouvement rapide et incessant. Lorsque M. Martin ouvrait cette fenêtre, pour y jeter un ordre, une bouffée d'air humide et tiède, nauséabond, montait d'en bas. L'âcre senteur de l'atelier, de la misère, viciait l'atmosphère de bien-être où vivait M. Martin, et par un brusque revirement des sensations provoquait la réaction dans la pensée.

Et pourtant, c'était afin d'introduire quelqu'un dans cette tristesse, que je restais en face de M. Martin, m'appliquant de mon mieux à l'intéresser à ma requête. Un pauvre diable, un garçon de valeur, cherchait désespérément de quoi vivre par son travail. Jadis compositeur, il avait été, à la suite de quelques échauffourés

dans la rue, condamné à la prison. Après, plus de travail, la vie au hasard, quelques sous gagnés péniblement, les journées souvent sans pain, les veillées à la belle étoile ! Et l'homme était intelligent, bon, honnête et doux ! M. Martin n'aurait qu'à se féliciter s'il le recevait dans son atelier.

La face académique de M. Martin s'assombrit devant ma demande, et une grimace transforma subitement sa bouche en un fer-à-cheval renversé. C'est qu'il n'aimait pas les gueux, lui !... Et prenant la parole à son tour, il me reprocha presque cette imprudence de m'occuper d'un condamné, dont la peine à son avis ne serait jamais suffisante ! S'aviser de troubler l'ordre public, est d'un malfaiteur ; un bon travailleur ne doit jamais penser qu'à son devoir ; ce devoir est de bien travailler, etc.

Je ne crus pas obligatoire de prêter une oreille attentive aux observations de mon interlocuteur. Un vague espoir me donnait de la patience. Peut-être M. Martin, après avoir longuement parlé, se laisserait-il fléchir, et prendrait-il mon bonhomme tout de même ! Donc je laissai couler son éloquence, cherchant du regard une distraction quelconque.

Précisément, à l'autre encoignure de la cheminée, dans une cage dorée, se démenait un petit animal fort amusant. L'œil vif, la mine fûtée, gentil, propre. La charmante petite bête. C'était un rat blanc. Tantôt sautant dans son tour, il se poussait de toute la vigueur de ses petites pattes roses ; tantôt debout, pareil à un petit homme, il tenait dans ses griffes une friandise, et la grignotait d'un bel appétit.

Quel joli rat !... Tiens, mais voici sa compagne, blanche comme lui, qui sort de son nid de coton, et, chose adorable, voici trois petits, tout petits ratons, qui avancent au dehors leurs museaux ! Des nouveaux-nés, évidemment. Toute une famille.

Mon admiration mentale influença-t-elle M. Martin ? cessant de fulminer contre les gueux, il s'adoucit, s'approcha de la cage, et commença à vanter les qualités de ses bêtes, tout en leur distribuant des miettes de sucre.

Cependant je repris la conversation insistant toujours pour qu'il donnât du travail à mon pauvre diable. J'essayais d'attendrir M. Martin : « La faim, lui disais-je, est mauvaise conseillère ; sauver quelqu'un de la misère est digne d'un homme juste. » Et je me sentis le courage de caresser l'orgueil du patron, en lui laissant entendre, que cet homme juste pouvait bien être M. Martin lui-même.

Mais au moment où je croyais apercevoir une muette condes-

cendance sur son visage, un tremblement, plus fort qu'à l'ordinaire, un soudain tapage dans l'escalier, nous fit sursauter. D'un bond M. Martin ouvrit la fenêtre. Diverses voix criaient :

« Tenez-le bon ! nous l'avons ! ah, la canaille ! »

Et M. Martin de crier avec les autres :

« Tapez, tapez, assommez-le ! Ah, le brigand !

« Qu'est-ce qu'il y a donc ? demandai-je.

« Mais c'est un rat !

« Quoi, un de vos rats blancs ?

« Mais non, un rat ordinaire, un rat gris. Figurez-vous qu'il vient de cette vermine jusque dans mes ateliers, malgré les chats. Ils rongent tout mon papier. Mais ils en tiennent un, Dieu merci ! Nous allons rire un peu ! »

Et le patron, oubliant sa dignité, la moitié du corps par la fenêtre, injuriait la pauvre bête qu'on écrasait à coups de talon dans un coin...

« Voleur, brigand, on t'en donnera de mon papier, va ! »

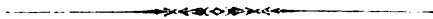
Ecœurée, frissonnante, je tournai malgré moi les yeux vers la cage dorée. Elles devaient cependant comprendre, ces bêtes, les cris arrachés par l'agonie à l'une des leurs !... Le mâle se mit debout, les oreilles dressées. Il écouta un instant... Puis d'un bond, sauta dans le tour et se remit à danser. Sa compagne resta dans son nid de coton.

« Eh bien, monsieur Martin, êtes-vous décidé ?

« Non, non ! Je regrette de vous donner un refus, mais je ne le prendrai pas chez moi, *votre échappé de prison* ! D'ailleurs, à dire vrai, je n'ai pas besoin de compositeur en ce moment. J'en ai même trop ! Ainsi... »

Je suis sortie de là, le cœur atteint. J'avais envie, affolée, de demander aux passants, aux arbres, à tout ce qui vit, pourquoi, tandis qu'un être jouit de tous les biens l'autre succombe misérablement, de par le mystérieux hasard, qui fait naître les rats blancs ou gris ?

MARYA CHÉLIGA-LOÉVY.



Je demandais à un homme pauvre comment il vivait ; il répondit : « Comme un savon, toujours en diminuant. »

SWIFT.

UNE BONNE AME

TRIOLETS

I

C'était un gros bourgeois cossu
Ayant au cou de la fourrure.
Rouge trogne et ventre pensu,
C'était un gros bourgeois cossu.
Le corps couvert d'un chaud tissu
Il allait narguant la froidure.
C'était un gros bourgeois cossu
Ayant au cou de la fourrure.

II

En traversant le Parc Monceaux
Alors argenté par la neige.
Il jeta du pain par morceaux
En traversant le Parc Monceaux.
Cela fit venir les oiseaux :
Il s'amusa de leur manège
En traversant le Parc Monceaux
Alors argenté par la neige

III

Un miséreux sous ses haillons
Le ventre creux, la face blême,
Vit le riche et les oisillons.
Le miséreux sous ses haillons

Se dit alors : Certes, voyons !
Il aura bien pitié de même
D'un miséreux sous ses haillons
Le ventre creux, la face blême. »

IV

Il s'approcha timidement,
En deux mots il dit sa misère :
Le froid, la faim, sans logement,
En s'approchant timidement.
L'autre s'écartant vivement
Fut bientôt loin du pauvre hère
Qui s'approchait timidement
En deux mots disant sa misère.

V

Et pendant que le loqueteux
Restait sans paraître comprendre,
Le bourgeois pensait furieux :
« C'est dégoûtant, ces loqueteux.
Entrer dans le Parc ! c'est honteux ! »
Cependant que le loqueteux
Restait sans paraître comprendre.

EDOYARD GUY.

Pour la Vie

Après est la bise et rude le froid. Partout la terre est couverte de neige amoncelée, que le vent soulève en tourbillons glacés. Toute blanche la route s'étend comme un long fleuve congelé ; un silence morne et ouaté pèse sur toutes choses. Nul bruit ne s'entend, que de temps à autre le strident craquement des branches qui se brisent sous le poids du gel, puis tombent sur la terre raidie avec un bruit sourd comme un lointain grondement de tonnerre... Alors de nouveau tout se tait et le silence reprend lugubre dans l'étouffement de la neige qui toujours tourbillonne en flocons lourds et serrés.

Au lointain, tout là bas, vers l'Orient, quelques lumières appa-

raissent, étoiles sombres, piquant de lueurs vacillantes et rares le terné brouillard blanc.

Sur le bord de la route, assis sur un tas de pierres couvertes de neige craquelante, un homme était affalé hoquetant.

Vêtu d'un mauvais bourgeron et d'un pantalon lâche sur des cuisses maigres, la figure ravagée par la souffrance, barbe hirsute, cheveux embroussaillés et tombant sur le front, yeux brûlants de fièvre et profondément enfoncés dans les orbites, bouche amère aux coins de laquelle vient un peu d'écume : tel est le malheureux qui se plaint et râle dans la sombreur de la nuit.

— Je n'en puis plus! fait-il d'une voix saccadée, c'est fini, je ne peux plus marcher... pas même pour aller jusqu'à la ville qui n'est pas loin cependant : 5 à 6 kilomètres à peine, mais je ne peux plus, je ne peux plus!...

Les mains tremblantes et agitées, il tira de sa poche un mouchoir graisseux et s'essuya le front, moite, malgré la bise qui sifflait avec un bruit lugubre.

— Sapristi que j'ai faim! murmura-t-il, depuis deux jours je n'ai pas mangé et l'estomac me tire rudement... il me brûle, me déchire, crèdié que je souffre... Je vais manger de la neige, peut-être que ça me soulagera...

Le malheureux se jetant sur la neige en prit à poignée et l'avala goulument. Mais après un apaisement momentané ses souffrances reprirent plus vives, la gorge le brûlait plus encore et son estomac avait des serremments douloureux, la tête lui tournait, ses jambes fléchissaient tremblottantes.

Il se raidit dans un suprême effort.

Je veux aller à la ville cependant, je veux... Ah! que je souffre, que je souffre! s'écria-t-il.

Et de ses mains crispées il déchirait son estomac vide et contracté... Il fit quelques pas titubant et la tête ballotante... puis il s'écroula bientôt sur un talus d'un fossé de la route.

— Non, non, c'est fini, balbutia-t-il halelant, je ne peux pas me tenir debout seulement.

Ses yeux étaient hagards, ses mouvements saccadés et malgré le froid aigu la sueur lui mouillait les tempes.

Et la neige lentement continuait de tomber assombrissant encore l'horizon.

La bise cinglante le tira de son anéantissement; il se secoua, se redressa de nouveau sur ses pieds... mais bientôt il retomba lourdement.

— Non, non, je ne veux pas m'arrêter, faisait-il hoquetant et la gorge serrée en des spasmes nerveux, je serai gelé si je ne bouge pas, gelé! mort de froid, de faim..., non, non!

Il essaya encore de se relever, mais ses mouvements étaient lourds, il se sentait engourdi et glacé.

Mourir? Est-ce qu'il allait mourir là, comme un pauvre chien, tout seul au bord de la route?

Mourir à trente ans, en pleine fleur de vie, c'était atroce!... Mourir! et il avait du courage au cœur, de l'espérance encore, il aurait pu faire quelque chose de bon, peut-être. Il était actif, intelligent, il le sentait, ses parents lui avaient fait donner une assez

grande instruction, rêvant pour lui un bel avenir. Mais à quoi bon tout cela maintenant ?

Il avait préféré apprendre un bon métier, il était un fin ouvrier mécanicien, avait travaillé dans de grands ateliers, gagné de fortes journées et la vie lui semblait bonne alors.

Mais il y avait eu une grève à laquelle il avait pris part, bien



PAULE MINK

entendu, il faut bien se soutenir entre camarades, n'est-ce pas ? Puis la grève finie on l'avait renvoyé comme étant le plus actif, le plus intelligent, comme le meneur de toute l'affaire. Tant pis ! les camarades avaient réussi, c'était l'essentiel ; lui était robuste, avait un grand courage et les bras solides, il trouverait bien du travail ailleurs.

Et il était parti, accompagné par les amis qui lui serraient les mains et pleuraient presque comme des femmes. Il avait fallu que ce soit lui qui leur remonta le moral, parole ! Pour de vrai, il n'avait guère envie de rire, mais enfin !...

Depuis, il allait, de ville en ville, cherchant du travail ici, en demandant là, en trouvant rarement. Travaillant huit jours dans une ville, deux jours dans un bourg, renvoyé dès que la presse était passée, obligé de reprendre son travail qui n'en finissait pas : Juif errant du travail.

Malgré son courage et sa dignité, il avait été forcé bien souvent de demander dans les villes et les villages des secours de route — Quand l'estomac est vide l'orgueil se tait voyez-vous ! — Il avait passé des nuits sur la paille, pêle-mêle avec les vagabonds et les mendiants de grands chemins. Oh ! la promiscuité des asiles de nuit ! la fréquentation obligée des miséreux de profession !... Et la crainte d'être arrêté comme vagabond, la peur d'être confondu avec ceux qui font de mauvais coups dans les campagnes..... Il avait connu toutes les affres et toutes les misères !

Depuis deux jours il ne s'était pas arrêté, il avait fait d'une seule traite 67 kilomètres pour arriver plus vite à cette ville qui lui paraissait si proche et dans laquelle il espérait trouver du travail et du pain. Du pain ! avec quelle fièvre il en désirait ! manger, se rassasier, ne pas mourir là comme une bête galeuse !...

Affaissé et las, se courbant de plus en plus, la tête lourde et tombant abandonnée sur sa poitrine, le malheureux se sentait faible et sans énergie. Où donc était-elle passée sa force dont il était si fier, son courage qui le faisait si bon et si vaillant ?

La misère et le trimard en avait eu raison et maintenant courbé et seul il n'avait même pas la force de secouer la neige qui tombait sur lui en flocons meurtriers et peu à peu l'ensevelissait...

Il sentait un froid intense qui le pénétrait partout, lui montait des jambes au cœur et l'envahissait tout entier. Sa tête brûlait, ses tempes étaient douloureusement serrées, il entendait dans son cerveau comme un bruit de vagues déferlantes et ses yeux luisaient, braises ardentes éclairant la nuit blafarde.

— Oh ! comme j'ai faim, comme j'ai froid ! murmurait-il grelottant.

Un tremblement l'agitait, ses dents claquaient et grinçaient en s'écrasant, faisaient un bruit de noix broyées.

— J'ai faim ! j'ai froid ! murmurait-il sans cesse en hoquetant... Et ces mots revenaient comme une sinistre mélodie : j'ai faim, j'ai froid...

Une sueur d'agonie perlait sur ses tempes creuses, son sang refroidi ne circulait plus, c'était la fin bien sûr... la mort atroce et lugubre par le froid, par la faim...

Il pencha la tête sous les rafales de la neige... et sans plus se défendre il attendit stoïque et résigné, la mort froide qui bientôt viendrait...

Un sourd roulement de voiture s'entendit ainsi qu'un léger bruit de grelots, des lumières s'aperçurent loin, bien loin encore, venant du côté de la ville. Elles piquaient le brouillard blanc, s'agitaient, allaient de droite à gauche, montaient, descendaient, balottées ainsi que des feux de vaisseaux sur des vagues.

L'homme leva la tête, secoué comme par une pile électrique. Une voiture, quelqu'un ! c'était le salut, c'était la vie !...

La charette s'avancait lentement. On entendait maintenant

passer dans l'air froid un murmure de chanson, un refrain de cabaret entonné à pleine voix.

L'homme tressaillit :

— Il est heureux celui-là, pensa-t-il.

Les lumières se rapprochèrent, la voiture était maintenant en face du malheureux qui debout l'attendait anxieux.

Dans la cariole un homme rouge et pansu mangeait un gros chicon de pain avec une tranche de jambon et buvait à même une bouteille qu'il remplaçait ensuite à ses côtés.

Le misérable se précipita à la tête du cheval.

— J'ai faim, implora-t-il d'une voix rauque et saccadée, j'ai faim, donnez-moi un peu de pain, s'il vous plaît.

— Veux-tu bien me laisser tranquille, espèce de vagabond, fit le charretier en levant son fouet.

— J'ai faim, reprit l'homme en se rapprochant, et les yeux luisants comme ceux d'un loup affamé, j'ai faim ! donnez-moi un peu seulement de ce pain dont vous devez avoir assez, vous ; par pitié, j'ai si faim...

— Laisse mon cheval, hein ! Tant pis pour toi si tu as faim ; je n'ai pas faim moi, répondit le paysan en riant d'un gros rire satisfait.

— Depuis deux jours je n'ai pas mangé, je vous en prie, je me meurs...

— Qu'est-ce que ça me fous !

— Je vous en supplie, du pain, pain !...

— Ah ! tu m'embêtes à la fin, laisse-moi passer, hein ! espèce de feignant !

L'homme affolé sauta d'un bond dans la voiture et rapprochant sa figure de celle du paysan :

— J'ai faim, j'ai faim, entends-tu, fit-il, la voix tremblante et les yeux égarés, donne-moi du pain, ou je le prends, vois-tu bien, je le prends...

Il étendit une main fébrile vers ce pain qui lui faisait tant envie.

— Ah ! voleur ! Ah ! bandit, veux-tu bien me lâcher, s'écria le voiturier en se dégageant.

Et glissant la main droite sous sa blouse il la sortit armée d'un revolver dont le canon brilla aux feux des lanternes de la charette.

Mais le misérable se jeta sur lui et le prit à la gorge.

— J'ai faim, j'ai faim, faisait-il haletant, je veux manger, je veux ton pain !...

Sous l'étreinte rendue plus forte par le paroxysme nerveux où était arrivé le misérable ; le paysan râla quelques secondes, puis tomba comme une masse au fond de la cariole... Le pain et le jambon s'échappèrent de ses mains.

L'homme ramassa avidement et mordit, avec une rage d'animal affamé, le pain qui lui rendait la vie, buvant de temps en temps, à la gourde à moitié pleine.

— Que c'est bon de manger ! faisait-il par instants.

Il chercha dans le carnier de sa victime, trouva d'autres provisions, les engouffra aussi vite que le pain, finit le vin de la gourde, puis se mit à siffloter un petit air guilleret.

— Comme cela fait du bien de manger, disait-il encore, j'ai chaud maintenant, je vis, que c'est bon de vivre!...

De ce qu'il avait fait, du crime accompli il n'avait nulle conscience, il ne se souvenait plus.

Le cheval était reparti et marchait d'un pas lent et pesant au milieu de la neige qui tombait toujours.

Les cahotements de la voiture, le froid qui sévissait, la nourriture absorbée engourdirent le malheureux qui s'étendit dans la cariole, à côté du cadavre qu'il avait fait, et s'endormit d'un lourd et profond sommeil.

Cela dura plusieurs heures. Tout à coup un frisson le secoua : il sentit sur sa joue le froid du cadavre. Il se réveilla en sursaut, se souleva, passa la main sur sa figure, regarda autour de lui.

Le petit jour était venu et, à sa lueur terne, on pouvait distinguer les objets et leurs formes.

Dégrisé maintenant et rendu à lui-même, le malheureux se souvenait.

Il frémit d'horreur à la vue du cadavre qui gisait à ses pieds et dont le froid l'avait réveillé.

Lui! lui! il avait commis un tel crime! Il avait tué un homme, tué pour manger, comme un fauve! tué, volé, assassiné! lui si bon autrefois!...

Oh! la faim quelle horrible chose, pensait-il, la faim qui vous rend capable de tout, qui fait d'un honnête homme un voleur, un assassin!... Mais aussi pourquoi la société ne garantit-elle pas du travail et du pain à tous ses membres? Il était si robuste, si actif, si plein de bonne volonté! Il ne demandait qu'à travailler et il était devenu un voleur, il avait assassiné, lui, lui!... Ah! quand la faim ronge les entrailles, on n'y voit plus clair et l'on devient loup : on vole, on tue pour vivre, car la première loi de la nature c'est de vivre!...

Puis haussant les épaules à toutes ces réflexions, le misérable jeta encore un regard sur le cadavre ballotté par les mouvements de la voiture et dont les yeux glauques et grands ouverts, sortis de leurs orbites, semblaient le fixer... Il frissonna tout entier, une sueur d'angoisse mouilla son front, ses cheveux se hérissèrent sur sa tête brûlante et, comme en un cauchemar, il murmurait : assassin, je suis un assassin!

Plus jamais il n'ôterait cette pensée de son crâne, elle le suivrait partout : assassin! assassin!...

Il descendit de la voiture, s'enfonça dans un fourré plein de neige qui bordait la route, la gorge serrée, la tête perdue, criant dans son effroyable souffrance :

— J'ai tué un homme : assassin! assassin!...

PAUL MINK.



Pour qui sait bien manier la loi, personne n'est coupable et personne n'est innocent.

MANZONI.

LES FONCTIONNAIRES

Voilà une question trop négligée, et entourée de trop de préjugés, dans tous les milieux sociaux, voire même chez les socialistes, et dont le sujet nous est venu à propos de certaines mesures proposées à la dernière Chambre et rejetées, grâce aux députés radicaux et socialistes, comme attentatoires à la liberté du suffrage universel.

L'un de ces amendements à la loi électorale tendait à déclarer inéligible tout fonctionnaire qui n'aurait pas démissionné avant d'avoir fait acte de candidat. Actuellement le fonctionnaire, en dehors de la circonscription de sa résidence, n'est tenu de démissionner que s'il est élu; et alors il perd tous ses droits à la retraite; et même au recensement en cas de non réélection.

Jaurès avait spirituellement et justement répliqué aux défenseurs du projet d'interdiction de toute candidature aux fonctionnaires, en déposant une contre-proposition tendant au contraire à forcer le gouvernement à réintégrer le député préalablement fonctionnaire et non réélu à une autre législature dans un poste équivalent à celui qu'il occupait avant d'avoir été investi d'un mandat.

Cet amendement ne fut pas le seul proposé par Jaurès. Un autre interdisait la candidature aux administrateurs des grandes compagnies et des mines qui, eux, ont une puissance énorme pour peser sur les électeurs, qui empruntent à l'Etat une partie de cette puissance et s'en servent contre lui au profit d'intérêts capitalistes et individualistes.

La Chambre a compris la leçon, et a maintenu le *statu quo*, non par réveil d'esprit démocratique, mais parce qu'elle ne voulait pas être logiquement amenée à voter les amendements rigoureusement déduits de Jaurès. Les petits ont profité de la compassion que l'on a eu pour les grands et les gros.

Jaurès a fait rire la Chambre en lui demandant pourquoi elle ne demandait pas aussi aux propriétaires candidats de donner leur démission de propriétaires. Cependant c'est du côté de ces gens-là, des hauts barons de la finance et de l'industrie que viennent toujours la surveillance et l'oppression des électeurs, partant les atteintes à la liberté du suffrage.

Ce que l'on voulait avant tout, c'est barrer la vie publique à toute la bourgeoisie pauvre, à celle qui peut le mieux s'entendre avec le prolétariat. Et l'on comptait pour cet escamotage sur la complicité de l'opposition toujours encline à la malveillance contre les personnes qui détiennent, si petite qu'elle soit, une parcelle de l'autorité officielle. — Préjugé absurde, toujours doublé d'un inex-

primable mépris des malheureux que les nécessités de l'existence ont poussé dans l'engrenage administratif.

Dans la lutte économique pour la vie l'on devient ce que l'on peut, et pour être fonctionnaire l'on n'en est pas moins homme et citoyen.

Qu'est-ce qu'un fonctionnaire ? Un salarié de l'Etat ; et à ce titre de salarié, il a droit à la même sollicitude que les salariés de l'industrie et du commerce.

Le fonctionnaire a droit à la même considération, pardon, à plus de considération que les gens riches qui émettent la prétention de gérer les affaires de la communauté française pour en jouir et servir leurs intérêts individualistes, alors qu'eux, les fonctionnaires sont les seuls servants des intérêts collectifs.

Et, précisément, parce que leur vie se passe dans le réseau des affaires nationales déjà collectivisées les fonctionnaires sont, par leur gestion générale à esprit communiste, intellectuellement plus aptes, mieux préparés à comprendre le collectivisme.

Je sais bien que selon la définition courante, le fonctionnaire est un être servile et capable de toutes les bassesses pour avancer. Pour la plupart, il participe de la nature du domestique, et de très sincères démocrates n'ont pas assez de dédain pour ce qu'ils appellent « la livrée administrative ou judiciaire ». Je leur passe les fonctionnaires à attributions essentiellement politiques, et qui sont forcément à la dévotion du ministère. Aussi bien n'est-ce pas de ceux-là qu'il s'agit, mais du fonctionnariat en général, mot, dont non seulement la finale mais encore le sens riment actuellement avec prolétariat. « Nous disons actuellement » parce que nous rêvons un fonctionnariat dont les titulaires ne seront plus à la merci de leurs supérieurs, et n'auront plus d'autre souci que de bien administrer la partie des intérêts collectifs confiés à leur vigilance.

Nous comprenons l'instinctive défiance que chacun éprouve vis-à-vis du fonctionnaire, parce que malheureusement il est trop vrai que le vasselage hiérarchique déprime trop de caractères, pas plus cependant que le vasselage économique de l'ouvrier. Ce dernier s'est émancipé politiquement mais pas encore complètement. Le mouvement d'émancipation commence seulement dans le prolétariat administratif. Et c'est ce moment que l'on choisirait pour « écraser, sous un pseudo-socialisme, ces salariés de l'administration, qu'écrase déjà la tutelle gouvernementale. »

Et Jaurès ajouta : « S'il se laissait aller à ce jeu-là, le socialisme ne serait que le masque lamentable de la réaction. »

Pour en revenir au point de départ de ce bavardage, je dis qu'il eut été souverainement inique et insolent d'empêcher un fonctionnaire d'être candidat sous le fallacieux prétexte qu'il dépend du pouvoir et par conséquent ne peut être indépendant. Tout d'abord

est indépendant qui veut bien l'être. — Puis, si l'amendement obligeant tout fonctionnaire candidat à démissionner au préalable, avait été adopté, il n'aurait pas frappé ces fonctionnaires tant conquis, lesquels auraient sûrement retrouvé après leur échec un meilleur poste que le précédent. Les seuls frappés, les seuls non remplacés auraient précisément été ces indépendants qui n'ont pas déposé au vestiaire des solliciteurs leur dignité et leur liberté de citoyens.

Voilà pourquoi le devoir d'une majorité progressiste et réellement démocratique aurait été de voter la proposition Jaurès, tendant à la réintégration obligatoire dans sa fonction primitive, de tout mandataire public non réélu.

Voilà pourquoi l'on devrait même aller jusqu'à décréter l'inamovibilité de tous les fonctionnaires publics. Pour ma part, j'avoue, au risque de scandaliser quelques amis, que je ne connais pas de citoyens plus à même d'être indépendants que les magistrats assis. Leur inamovibilité leur confère justement l'imprescriptibilité de ce pain quotidien sans lequel les socialistes disent avec raison qu'il n'y a pas de véritable liberté, d'indépendance vraie. Eh bien, cette inamovibilité nous voudrions la voir octroyée à tous les fonctionnaires non politiques, en attendant que l'instauration du collectivisme puisse la donner indistinctement à tous les citoyens.

En outre du droit à l'association syndicale réclamée par les socialistes en faveur de tous les fonctionnaires, voici le texte d'un projet d'une loi de justice que nous trouvons dans l'alerte journal de M. Kergall, la *Démocratie rurale* :

ARTICLE PREMIER. — Tout fonctionnaire public régulièrement nommé est propriétaire de son grade. Il ne peut en être privé que pour les causes prévues par la loi.

ART. 2. — Les causes sont : 1° la perte de la qualité de Français ; 2° la condamnation à une peine afflictive et infamante ; 3° la condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement qui a placé le condamné sous la surveillance de la haute police avec privation des droits civiques, civils et de la famille ; 4° la condamnation à une peine correctionnelle d'emprisonnement pour délits prévus par les articles 401, 402, 403, 405, 406 et 407 du code pénal ; 5° par la démission régulièrement acceptée ; 6° par la révocation prononcée par la décision du Conseil supérieur de l'Administration française.

ART. 3. — Le Conseil supérieur de l'Administration française se compose de douze membre :

- 1° D'un membre désigné par le Sénat ;
- 2° D'un membre désigné par la Chambre des Députés ;
- 3° D'un conseiller d'Etat élu par le Conseil d'Etat ;
- 4° D'un Conseiller-maire élu par la Cour des comptes ;
- 5° Du délégué de chacun des Ministères nommé par le Président de la République en Conseil des Ministres.

Les membres du Conseil supérieur sont renouvelés tous les deux ans ; ils ne sont pas immédiatement rééligibles.

ART. 4. — Lorsque le Ministre compétent a proposé la révocation d'un fonctionnaire au Conseil supérieur, celui-ci prescrit une instruction à laquelle il est procédé par l'un de ses membres. Après le dépôt du rapport, le fonctionnaire dont la révocation est demandée doit toujours être entendu en ses observations.

Dans le cas où le fonctionnaire n'aurait pas été admis à présenter ses moyens de défense, il pourrait se pourvoir contre la décision du Conseil supérieur pour excès de pouvoir et violation de la loi devant le Conseil d'Etat, dans un délai d'un mois.

ART. 5. — Tout fonctionnaire qui quittera l'administration pour une cause autre que la démission et la destitution prononcée par le conseil supérieur et qui ne sera pas admis à bénéficier d'une pension de retraite pourra, dans un délai de trois mois, réclamer la restitution des retenues opérées sur son traitement et versées à la Caisse des retraites. Le même droit est réservé à la femme et aux enfants du fonctionnaire en cas de retraite.

ART. 6. — Les fonctionnaires agent politiques du gouvernement, et notamment les préfets et sous-préfets, continueront à être révoqués par décret du chef de l'Etat et sans l'intervention du Conseil supérieur.

Encore une fois, il n'y a pas de liberté politique pour celui qui n'a pas la liberté économique, c'est-à-dire la permanence assurée de son salaire. Garantisiez donc aux fonctionnaires la propriété intangible de leurs fonctions ; en tous cas, vous socialistes, réclamez sans cesse cette intangibilité, vous serez dans votre rôle d'apôtres de la liberté, de tombeurs d'opresseurs ; et si vous obteniez cette inamovibilité, plus exactement cette intangibilité, — si de plus vous revendiquiez constamment pour la plèbe fonctionnaire le droit au syndicat, vous n'auriez qu'à vous en applaudir, car la grande majorité des fonctionnaires deviendrait socialiste.

A. VEBER.

PENSÉES COMICO-PHILOSOPHIQUES

Les policiers sont tellement agressifs qu'ils provoquent jusqu'à des vomissements.

*
**

La fortune a une roue. Est-ce pour indiquer qu'il faut être roué pour devenir riche.

*
**

Dans la société démocratique de nos jours les marquises sont mises à la porte.

Floquet siégeait à gauche, mais sa modération était adroite.

*
**

Dans la société bourgeoise beaucoup ont le grand cordon qui méritent la corde.

*
**

C'est en les mettant en poche que certaines gens prennent nos intérêts.

*
**

Si l'eau payait entrée, le vin serait bigrement cher.

*
**

Un secret s'échappe d'autant moins qu'il y a moins de gens pour le garder.

*
**

Quiconque a de l'esprit de parti ne peut prétendre avoir l'esprit présent.

*
**

La femme est le rêve de la vie jusqu'au jour où elle en devient le cauchemar.

*
**

Lorsqu'on a de l'esprit l'on ne vit pas vieux. Il faudra donc tuer Yves Guyot.

*
**

On connaît la moyenne d'existence des hommes, mais on ne connaît pas toujours leurs moyens d'existence.

*
**

On a bien raison de dire que la propriété c'est le vol, car il est matériellement impossible de voler sans elle.

*
**

Je suis esclave de ma parole mais j'ai la parole libre.

*
**

Concuremment aux chemins de fer un mot sublime transporte le monde.

*
**

Molière a joué les faux dévots et les a perdus.

*
**

La femme serait parfaite s'il lui manquait la parole.

*
**

Dans le siècle où nous sommes, pour oser se coiffer d'une couronne royale il faut avoir du front.

*
**

Sottise entretient la santé :
Dupuy s'est toujours bien porté.

Quel est ce monstre que voilà
Parmi ces jolis enfants là ?
— Hélas ! Madame, c'est ma fille,
— Ah ! vraiment, elle est bien gentille.

RÉFLEXIONS

Un ami qui nous aime autant que nous l'aimons,
Un livre où le bon goût triomphe à chaque page,
Voilà de tous les temps les vrais trésors du sage.
Le sage est pauvre au siècle où nous vivons.

*
* *

Les courtisans sont des jetons
Leur valeur dépend de leur place :
Dans la faveur, des millions
Et des zéros dans la disgrâce.

DÉMOLISSONS

Destructio est edificatio. Cela paraîtra paradoxale, cependant rien de plus juste, de plus vrai, de plus éminemment révolutionnaire.

Dans la société abjecte, bassement dépravée, injuste et lâche, où nous sommes condamnés à vivre, tout est à démolir. Chercher de greffer quelque chose de bon, d'honnête, de vertueux sur cet arbre en putréfaction, serait du temps perdu. La seule chose à faire, c'est de le déraciner et d'en planter à sa place un nouveau.

La besogne est rude, difficile, presque impossible. Il faudrait des hommes parfaits, et nous tous indistinctement nous sommes loin de la perfection, car en vivant au milieu de la pourriture, de la gangrène, nous ne pouvons être que ce que l'ambiant où nous avons vécu, nous a fait.

En tout cas, ce qui surgira à sa place, sera toujours meilleur que ce qui existe. Mais, il faudrait que nous tous nous nous persuasions une bonne fois, que cela n'est pas l'œuvre d'une petite chapelle, mais de toutes les forces révolutionnaires unies, compactes, disciplinées, se ruant vers le même but, contre le même ennemi.

Il ne faut pas se laisser arrêter par les croassements des inté-

ressés à conserver, même délabré, l'état de choses actuel, cet édifice social où ils s'enrichissent sans rien faire. Il faut frapper et frapper fort, juste et toujours.

Si le peuple ne veut pas sombrer dans la boue, il est temps qu'il se mette à l'œuvre, il est temps qu'il cesse de pérorer, il est temps de se grouper, de s'organiser, de s'armer, de combattre.

Il faut se tenir prêts pour le jour des luttes sociales qui s'approchent.

Tâchons qu'elles ne nous surprennent pas désarmés, divisés, désorganisés.

Plus de petites chapelles, elles ont toujours été et seront toujours la ruine du prolétariat.

La Révolution, c'est la négation des petits groupements, parce que c'est le groupement de tous ceux qui travaillent et qui souffrent, c'est la lutte pour la conquête du bien-être, de la liberté de tous, et non pas de quelques individus, c'est le dernier mot d'une idée mûre pour son triomphe définitif.

Lorsqu'on combat pour une idée, il faut mettre de côté les personnes.

Combattre pour un homme, c'est combattre pour un maître, et le temps des maîtres, de n'importe quelle couleur, est passé.

Le sang du peuple doit servir au peuple. Malheur à ceux qui cherchent d'en détourner une goutte à leur profit.

Malheur à tous ceux qui chercheront de légiférer au moment de la lutte suprême, de pactiser avec nos ennemis, avec quelqu'un de ces Escobars que l'on trouve toujours à côté des bons pour les tromper.

Nous prouverons que les leçons sanglantes du passé nous ont servi à quelque chose.

Nous serons impitoyables comme on l'a toujours été avec nous. Nos ennemis nous ont maintes fois prouvé, que la clémence, dans ces moments de lutte, est une faiblesse, une trahison.

Ils ont raison, nous ne serons ni faibles, ni traîtres; nous serons révolutionnaires dans toute l'extension du mot, et révolutionnaires impitoyables.

Assez de défaites; nous voulons vaincre, et nous vaincrons, coûte que coûte, dussions-nous marcher sur le corps de tout ce qui nous est le plus cher.

Puisque tout ce que nos ennemis ont édifié est mauvais, immoral et injuste, puisque tout est à refaire, eh bien! dans la prochaine révolution sociale, les opprimés devront marcher au combat au cri de DÉMOLISSONS!

AMILCAR CIPRIANI.

BARBARIE ET CIVILISATION

La production de toutes les périodes sociales primitives a été essentiellement communiste aussi bien, du reste, que la consommation, basée sur un partage direct des produits, soit dans les grandes, soit dans les petites communautés. Tout cela se mouvait dans d'étroites limites ; mais chacun pouvait se rendre compte de



F. ENGELS

l'ensemble et, tant que la production s'est effectuée sur cette base, elle n'a pas pu dépasser les calculs des producteurs ni faire naître, vis-à-vis d'eux, des forces étrangères et énigmatiques comme celles que la civilisation a vu surgir régulièrement et inévitablement.

Dès l'avènement de la division du travail, tout changea en effet. Le mode de production collectif fut ruiné peu à peu, l'appropriation devint de plus en plus individuelle, l'échange entre particuliers s'établit et le produit se transforma en marchandise. La production

marchande une fois généralisée, les produits passèrent de mains en mains n'étant plus faits pour la consommation privée, mais pour l'échange, et les producteurs ne surent plus ce qu'ils devenaient.

Dès que la monnaie et, avec la monnaie le marchand, remplirent le rôle d'intermédiaires entre les producteurs, l'échange entra dans une voie de complications et le sort final des produits échappa à toute prévision. Les marchands sont nombreux, et aucun d'eux ne sait ce que l'autre fait. Les produits ne passèrent plus seulement de main en main, mais de marché en marché. Les producteurs perdirent tout contrôle et toute direction sur l'ensemble de la production dans leur propre ressort, et comme les marchands étaient incapables de s'en emparer à leur place, production et produits échouèrent au hasard.

Mais le hasard n'est qu'un pôle d'un ensemble de choses dont l'autre pôle s'appelle nécessité. Dans la nature, où le hasard sem-

ble aussi régner, on a depuis longtemps, constaté la nécessité intime et la régularité qui se font jour et s'imposent au milieu de ce hasard. Il en est de même de la société. Tous les accidents de la production de marchandises et de l'échange sont soumis à des lois qui s'affirment vis-à-vis des producteurs et des échangistes, comme des forces étrangères tout d'abord inconnues et dont l'essence ne peut être que très difficilement devinée et étudiée. Ces lois économiques se modifient à chaque degré nouveau du développement de la forme de la production; mais tout l'ensemble de la période civilisée est dominé par elles. Aujourd'hui encore le produit tient le producteur sous sa puissance; aujourd'hui encore, toute la production des sociétés est réglée, non par un plan déterminé et élaboré en commun, mais par des lois aveugles, se faisant valoir avec toute la force des éléments naturels et dont les effets éclatent en dernière instance dans les orages des crises commerciales périodiques.

La division du travail et l'échange du travail une fois établis il ne fallut pas longtemps pour que l'on découvrit cette grande vérité que l'homme peut aussi être une marchandise et que la force humaine de travail est utilisable et échangeable au moyen de la transformation de l'homme en esclave. A peine les hommes eurent-ils commencé à échanger qu'ils furent eux-mêmes soumis à l'échange.

Après les esclaves antiques viennent successivement le servage de l'époque féodale et le prolétariat moderne. Ces trois formes de servitude caractérisent les trois grands stades de la civilisation. Il y a encore aujourd'hui des esclaves, soit ouvertement, soit de façon dissimulée.

Au point de vue économique, toute cette époque de la production marchande s'est signalée, même dès son origine : 1^o Par l'introduction de la monnaie métallique, entraînant le capital-argent, l'intérêt et l'usure; 2^o Par la construction de la propriété privée et de l'hypothèque; 4^o Par le travail devenant prépondérant dans la production.

La forme de famille, correspondant à la civilisation et parvenue avec elle à prévaloir définitivement, n'est autre que la monogamie expression de la domination de l'homme sur la femme et de la valeur de chaque famille isolée comme unité économique de la société. Le tout est embrasé par l'Etat qui, dans toutes les périodes modèles, est le serviteur de la classe régnante et, dans tous les cas, ne sert essentiellement qu'à tenir sous le joug la classe exploitée. Signalons encore, comme caractéristique de la période civilisée, l'opposition de la ville et de la campagne, base de toute la division du travail social, et l'institution des testaments qui permet au propriétaire de disposer de sa propriété, même après sa mort. Cette institution, absolument contraire à

L'esprit de l'antique gentilité est restée inconnue à Athènes jusqu'à Solon ; elle fut de bonne heure introduite à Rome, mais nous ne savons à quelle époque ; le clergé l'établit en Allemagne afin que tout brave Allemand put aisément abandonner ses biens à l'Eglise.

Avec cette constitution pour base, la civilisation a accompli des choses qui dépassaient infiniment toutes les forces de l'ancienne gentilité. Mais elle les a accomplies en mettant en mouvement les passions les plus viles, les penchants les plus égoïstes de l'homme et en les développant au détriment de toutes les autres capacités et aptitudes.

La cupidité a été l'âme de la civilisation depuis son premier pas jusqu'à l'heure actuelle. La richesse, encore la richesse et toujours la richesse, non de la société, mais de tel ou tel individu, a été l'unique moteur. Et comme elle était fondée sur l'exploitation d'une classe par une autre, son développement s'est opéré et s'opère encore au milieu de contradictions sans fin : Chaque progrès de la production aggrave la situation de la classe qui produit et qui est la grande majorité ; ce qui est un bienfait pour les uns est un mal pour les autres. Un exemple convaincant nous en est fourni par le machinisme contemporain dont nul n'ignore les effets. Et tandis que, chez les barbares, il était à peine possible de faire une distinction entre les droits et les devoirs, la civilisation fait éclater leur différence et leur opposition aux yeux des plus naïfs, en attribuant presque tous les devoirs à une classe et à l'autre presque tous les droits.

Il est évident qu'une telle situation ne devrait pas être. Ce qui est bon pour la classe régnante doit être bon pour la société toute entière avec laquelle la classe régnante s'identifie. C'est pourquoi, à mesure qu'elle progresse, la civilisation se voit forcée de couvrir du manteau de la charité les maux qu'elle enfante, de les atténuer, de les nier, en un mot de pratiquer cette hypocrisie de conventions inconnues aux premières sociétés et qu'elle-même ignorait à son début. Et quel est le dernier mot de cette hypocrisie ? C'est que l'exploitation dont est victime la classe opprimée de la part de la classe privilégiée n'a lieu que dans l'intérêt de la première ; et si celle-ci ne le voit pas, c'est qu'elle est pleine de la plus noire ingratitude à l'égard d'exploiteurs qui l'accablent de bienfaits.

F. ENGELS.



Quand ciseau et navette marcheront tout seuls, il n'y aura plus besoin d'esclaves.

ARISTOTE.

LA MORGUE

Savez-vous où conduit la Seine
Les pauvres et les malheureux,
Lorsque janvier souffle sur eux
Les glaçant de sa froide haleine ?
... O mes frères, prions pour eux !
Car si leur âme vole aux cieux,
Le cours d'eau charrie avec peine
Leurs cadavres sanglants et bleus :
A la Morgue !

L'artiste, voltigeant phalène
Se brûlant l'aile aux mille feux
Qu'entretient la douleur humaine.
Cette vestale aux longs cheveux,
Et l'ouvrier qu'étreint la gêne,
Se rencontrent parfois tous deux :
A la Morgue !

GUSTAVE MAROTEAU.

Les Deux Prostitutions

Les philosophes et les littérateurs civilisés se sentent faits pour la haute fortune, ils veulent y arriver *per fas et nefas* ; et, sachant que la probité ne conduit qu'à la ruine, ils se jettent à corps perdu dans la dépravation ; ils sont une légion de dévergondés, tous amis du commerce, vendant leur plume, leur opinion au plus offrant, se traînant eux-mêmes dans la boue par leur prostitution, leurs changements de bannière, leurs scandales politiques et littéraires. Kotzebue, persécuté en Russie, envoyé en Sibérie, se vend l'année suivante à la Russie pour 15,000 francs, et se fait le dénonciateur de ses collègues.

La prostitution des femmes est un vice que veut supprimer le congrès philosophique de Toulouse ; il y réussira comme celui de Poitiers à faire rayonner la civilisation, qui ne rayonne que de haillons, de fourberies, d'agiotage, de fiscalité et de charlatanisme scientifique sur le progrès.

La prostitution est une récurrence d'amour comprimé. Les moralistes, dans leur sagesse, ont décidé qu'une jeune fille est coupable si elle aime un jeune homme sans permission de la municipalité ; Chloris et Galatée ne doivent aimer que la vertu, l'économie, la morale et le sermon. Une jeune fille, selon les philosophes, est une machine faite pour écumer le pot, torcher les marmots et resarcer les culottes des vrais républicains, en attendant qu'un vieux

Cassandre qui a pour lui le poids des écus daigne la demander en mariage.

La jeune fille, en civilisation perfectible, est une marchandise exposée en vente, comme les denrées sous la halle et comme les écrivains politiques.

Telle est la noble destinée que la morale assigne aux amours. La nature spéculé bien différemment : elle veut employer l'amour à faire le charme de l'industrie ainsi que le charme des deux sexes ; elle a ménagé aux amours différentes carrières de célébrité, selon la différence des caractères inclinant à la constance ou à l'inconstance. Il y aura pour tous des voies d'illustration et d'avancement.

Chez nous la femme n'ayant d'autre carrière que d'écumer le pot ou de travailler seize heures par jour à la couture, à la dentelle pour gagner de quoi manger du pain noir, son penchant à jouer, son grand rôle est comprimé ; elle s'indigne, elle sent son avilissement, elle secoue le joug des philosophes et prête l'oreille à un homme riche qui lui dit : Vous n'êtes pas faite pour un sort si abject.

Ainsi naît la prostitution de tous les degrés ; car elle a de nombreux échelons, depuis celui d'une Pompadour, qui parvient à gouverner la France, jusqu'à celui d'une courtisane ; celle-ci ne pourrait pas vivre avec dix sous par jour, entretenir une mère infirme ; elle a dû écouter des amateurs qui lui ont offert dix francs par visite, dix louis par mois, et l'ont délivrée d'un travail rebutant, d'un supplice perpétuel.

Tant qu'on ne saura pas ouvrir des carrières d'avancement rapide et de fortune brillante aux divers caractères d'amour, on verra chacun de ces caractères se rallier secrètement ou publiquement aux impulsions de la nature ; on n'empêchera la prostitution que par la violence ou la morale, qui est une violence fardée.

Pourquoi ne verra-t-on, dans l'ordre futur, ni femmes, ni littérateurs, se prostituer ? C'est que l'une et l'autre classe aura, dans les carrières honorables, tant de chances de fortune, que la vénalité sera dédaignée : si elle peut rendre 1,000 écus de rente, et que la voie honorable en rende 3,000, donne fortune et plaisirs, chacun optera pour l'honneur.

FOURIER.

LES TROIS CARTES

Quatre heures de l'après-midi ! Dans le demi-jour blafard de la brume tombante, un rassemblement d'une dizaine de personnes fait une tache noire sur le ruban bleuâtre de l'asphalte. C'est hors des fortifications, près de la porte de Levallois-Perret. Il passe peu de monde ; mais ces rares passants sont invinciblement attirés par ce petit centre de badauds. On s'approche, on veut voir, et l'on demeure. Moi aussi, comme les autres.

Accroupi, les doigts tripotant trois cartes au ras du sol, le pif en l'air, les yeux dansants, un voyou en chapeau melon glapit son boniment d'une voix à la fois trainante et volubile :

— C'est cœur, carreau et trèfle. Le cœur perd. Le carreau perd. Le trèfle gagne. V'la celle qui perd. Celle-ci ne gagne pas non plus. Celle-ci gagne... La même! Elle ne perd pas. Et v'la celle qui perd! Et celle qui perd aussi. Et celle qui gagne. Le carreau perd. Le cœur perd. Le trèfle gagne. Le carreau, c'est pas votre blot! Le cœur, n'ayez pas peur! Le trèfle, vous me dites : des nêfles. Elles passent. V'la celle qui perd. V'la celle qui gagne. V'la celle qui perd. Regardez-les passer. C'est assez! Enfoncé! Il y a *cinq* francs au jeu.

Avez-vous compris le jeu? C'est celui des trois cartes. Rien de plus simple.

Après que le banquier les a fait passer et repasser très vite devant vos yeux en vous les montrant bien à chaque fois, il les a reposées face à terre, l'une à côté de l'autre. Si vous savez où est le trèfle, vous avez gagné.

— Il est là, au milieu.

— Eclairez.

— Voilà.

— V'la vos *cinq* francs. Tant *pire* pour moi.

Le voyou prend un air navré. Mais, au coin de l'œil, il a un petit clignotement que je connais et qui veut dire : « Chouette! » Il est ravi. On a mordu à l'amorce. Il recommence.

— Le cœur perd. Le carreau perd, le trèfle gagne. Trop petit, bibi, t'as mal maquillé ton outil. V'la celle qui perd. J'ai *trinqué* (perdu), c'est pas gai. V'la celle qui gagne. La v'la encore. Qué drôle de corps! Du carreau, c'est pour ton veau. Du cœur, c'est pour ta sœur. Et v'la la noire! Qui s'appelle Edouard? Elle gagne. Celle-ci perd. Celle-là aussi. La v'la dessus. Qui qu'a reçu? La v'la dessous. C'est pour cent sous. Pas pour cent sous, pour dix francs. Le cœur perd, le carreau perd, le trèfle gagne. Regardez bien. C'est le coup de chien. Pour dix francs, c'est différent. Allez-y! Regardez-les passer. C'est assez! Enfoncé! Il y a dix francs.

Cette fois le boniment a été plus rapide encore, plus bredouillé, plus étourdissant. Les cartes ont été montrées plus coup sur coup, zigzaguant du sol en l'air, dansant une gigue effrénée qui vous éblouit de ses entrechats de rouge et noir. Pourtant, à l'avant-dernière passe, avec une gaucherie admirablement jouée, la noire a été laissée presque ostensiblement dans le coin à droite. Sans doute, pensent les benêts, le banquier s'est grisé lui-même à son bagoût, et a oublié de mieux cacher la gagnante.

— Elle est là, dit quelqu'un, là, à droite.

— Touchez pas! Eclairez!

— J'y vas de cinq francs.

— Non, dix francs.

Il est sûr de son coup, le brave badaud.

Il a bien vu le trèfle laissé maladroitement dans ce coin-là. Il va gagner, c'est certain. Bah! pourquoi ne pas risquer 10 francs, puisqu'il est sûr?

L'autre est toujours accroupi, l'œil éteint maintenant, la bouche close, irritant de tranquillité, avec sa face glabre et pâle qui ne dit rien.

— Allons, voilà mes 10 francs, fait le joueur. Le trèfle est là, dans le coin à droite.

— Retournez !

C'est le carreau. Le voyou, en posant la noire si gauchement, l'avait habilement fait sauter et l'avait remplacée par une rouge.

Et il recommence un nouveau boniment. A présent, pour réamorcer les joueurs qui se défont, c'est un compère qui tient le coup, et qui gagne. Les badauds reprennent courage. Un autre compère gagne encore un coup, de 10 francs cette fois. La galerie s'allume de plus en plus. Le voyou élève la voix et redouble de jacassement.

— C'est moi qui perds. Tant pire, mon p'tit père ! Rasé, le banquier ! Encore un tour, mon amour. V'là le cœur, cochon de bonheur ! C'est pour finir. Mon fond, qui se fond. Trèfle, qui gagne. Carreau, c'est le bague. Cœur, du beurre, pour le voyeur. Trèfle, c'est tabac ! Tabac, pour papa. Qui qu'en veut ? Un peu, mon neveu ! La v'là. Le trèfle gagne ! Le cœur perd. Le carreau perd. Voyez la danse. Ça commence. Je le mets là. Il est ici. Merci. Vous allez bien ? Moi aussi. Elle passe. Elle dépasse. C'est moi qui trépasse, hélas ! C'est un sept, c'est pas un as. Elle gagne. Celle-ci perd. Celle-là itou. V'là l'atout. Je joue mon tout. C'est tout. Regardez-là ! Elle est là. Elle n'y est plus. Où qu'elle est ? S'il vous plaît ? Complet ! V'là le carreau. Il n'est pas beau. Trèfle qui gagne. Regardez bien ! C'est le coup de chien. Passé ! C'est assez ! Enfoncé ! Il y a vingt-cinq francs au jeu !

Ah ! par exemple, cette fois-ci, tout le monde l'a vue. Est-il bête ce banquier-là ! Quel malapatte ! Et ça se mêle de remuer les cartes, ça ! Mais il y perdra sa chemise, le malheureux ! Parbleu ! le trèfle est là, dans le coin à gauche. C'est évident.

— Je tiens le coup. — C'est vingt-cinq franc, vous savez ? — Trente, si vous voulez. — Trente-cinq. — Quarante. J'en suis sûr. — Eclairez. — Voilà.

C'est un samedi. L'homme à reçu sa paye. Il tire huit grosses pièces de cent sous et les jette fiévreusement sur l'asphalte.

— Retournez, dit le voyou.

C'est une rouge.

Un murmure gronde dans la foule. Le perdant, blême, crispe ses poings.

Les compères s'approchent du *maquilleur de brèmes* (tripoteur de cartes) qui s'est relevé, avec un éclair mauvais dans ses yeux ternes, et en serrant les muscles de sa maigre mâchoir. Il se recule, et siffle.

A ce signal arrive un gosse, en courant, qui crie d'une voix aiguë :

— Pet ! v'là la rousse ! Décanillons ! Et tout le monde se disperse, vivement, excepté les trois compères et le môme, qui rentre d'un pas tranquille dans Paris, pour y fricoter l'argent des imbéciles, y *boulotter la galette des sinves*.

JEAN RICHPIN.

NOTRE-DAME DE LOURDES

Par GILBERT-MARTIN



Tout, mais pas ça !

NOS MORTS!

JOURDE — ODIN — PICHIO

Sous ce titre : *l'Almanach de la Question sociale* publiera, chaque année, une étude sur ceux des nôtres, ceux de notre classe, ceux qui auront combattu dans nos rangs ; qui, d'une façon ou d'une autre, s'y seront distingués, et que la mort aura enlevés dans le courant de l'année précédente.

Cela, sans préjudice de saluer ceux qui restés ignorés, inconnus, anonymes, ont été les soldats de la grande cause sociale. Nous voudrions, du reste, que cette rubrique fût aussi courte que possible, qu'elle portât souvent : *néant !* Mais la terrible faucheuse ne pardonne pas, il n'y a qu'à se soumettre à la loi naturelle.

Nous avons, pour inaugurer notre tâche, trois figures à présenter, dont nous regrettons amèrement la perte : *Jourde, Odin, Pichio !* qui ont, à des points de vue différents, servi notre cause, mais qui furent dévouées, sincères, intègres comme doivent toujours l'être celles qui combattent pour la Révolution sociale.

I

JOURDE

François Jourde, après avoir joué un grand rôle dans l'épopée de 1871, s'était, après l'amnistie, un peu éloigné de la vie militante, il fallait bien vivre d'abord.

En mars 1893, il mourait à Nice, presque oublié, après une longue et cruelle maladie. Ses amis ramenèrent son corps dans ce Paris toujours grand et toujours fier, et lui firent des funérailles dignes de celui qui après avoir été, en 1871, le maître de la Banque de France, après avoir remué des milliards, se retirait les mains nettes et mourait dans un état voisin de la misère.

Ah ! cela nous venge bien et tue une fois de plus cette légende réactionnaire et bourgeoise, si répandue, que tous les hommes de la Commune furent « des pillards, des incendiaires, des assassins, des bandits, des brigands. »

Déjà, en août 1871, lors de son procès devant le 3^e Conseil de guerre, un témoin n'avait-il pas certifié que Jourde, très bon et très doux envers tout le monde, n'avait pas, en devenant ministre des finances de la Commune, changé ses habitudes : sa femme continuait d'aller laver son linge au lavoir et sa petite fille de suivre les cours des pauvres.

Un autre témoin n'avait-il pas déclaré que Jourde venait avec quelques membres de la Commune prendre les repas chez lui, restaurateur, 1, rue du Luxembourg, et que ces messieurs vivaient très modestement.

François Jourde naquit à Montauban ; après avoir fait ses études à l'école Turgot, il se fit inscrire comme étudiant en médecine, mais suivant son penchant pour les chiffres, il entra dans une maison de banque. Se mêla peu à la politique avant 1870, sous le premier siège de Paris, engagé dans le 160^e bataillon, il fait son devoir et devient sergent.

Dès le 15 mars, il est délégué au Comité Central de la garde nationale. Le 18 mars accompli il est adjoint à Varlin comme délégué aux finances, puis le 26 mars nommé membre de la Commune par le 5^e arrondissement avec environ 4,000 voix.

Non politicien, mais administrateur, il consent à devenir le délégué unique aux finances du gouvernement communaliste, fonctions qu'il conserva jusqu'au dernier jour, et qu'il remplit avec une rare compétence.

Jourde était en 1871 le modéré qu'il resta du reste toute sa vie. Il fut l'auteur du projet de loi sur les échéances, adopté par la Commune, du décret sur la liquidation du Mont-de-Piété. Il vota pour la validation des élections faites à la majorité des votants, se montra l'adversaire de la proposition Miot tendant à instituer un Comité de Salut Public, attaqua l'immixtion du Comité Central dans les affaires politiques. Quand la scission fut faite entre les membres de la Commune, Jourde réunit chez lui ses collègues de la minorité et fut chargé par eux de rédiger cette déclaration fameuse qui fut comme la démission de la minorité.

Arrêté le 30 mai à 1 heure du matin, avec un ami, rue du Bac, reconnu, il fut mené à la mairie du VI^e, puis à la prévôté, enfin à Versailles. Il avait alors vingt-huit ans, élancé, le teint pâle, les cheveux et la barbe blonds et longs, la voix bien timbrée, il s'exprimait avec facilité. Devant le conseil de guerre il se défendit énergiquement et pendant trois heures il tint suspendus à ses lèvres, hypnotisés par sa parole, ses juges féroces à épaulettes, qui furent forcés de reconnaître son honnêteté en lui accordant les circonstances atténuantes. Il fut condamné à la déportation simple.

Envoyé en Calédonie, il s'évada, mais ne rentra en France qu'après l'amnistie, rapportant un livre de *Souvenirs*. Il fonda la *Convention nationale*, un journal qui ne vécut pas, posa sa candidature à la députation sans y réussir, c'est dire que malgré tout son talent, comme beaucoup de ses frères de misère, il végéta, jusqu'au jour où la maladie le prit pour le terrasser.

Émile ODIN

Emile Odin naquit à Neuilly-Lévêque (Haute-Marne), en 1859. Tout jeune il perdit son père, et dès sa onzième année il fut obligé d'abandonner ses études pour gagner sa vie. Il se fit pâtre. Ses loisirs étaient partagés entre la lecture et la conversation avec un vieil anachorète libre-penseur, qu'il aimait à entendre et qui fut pour beaucoup dans les idées qu'Odin défendit plus tard.

Il devint apprenti, puis ouvrier relieur et voyagea jusqu'à l'époque où il vint se fixer à Paris, vers 1879. Il s'unit librement à une jeune dame qui devint sa collaboratrice et sa compagne la plus dévouée jusqu'à la dernière minute.

C'est alors qu'il se lança dans le mouvement socialiste révolutionnaire pour ne le quitter qu'à sa mort, survenue en 1892 après une cruelle maladie de foie. On le voit partout, sans cesse au premier rang, c'est-à-dire au poste le plus dangereux, où il y a à combattre par la plume ou par la parole. Ecrivain virulent, il avait la phrase qui frappe et tombe comme un coup de massue. Orateur populaire, exubérant, enthousiaste, ayant la foi révolutionnaire, une mémoire excellente, une énergie d'airain, il enlevait son auditoire. Il s'était ainsi fait, tout jeune encore, une place honorable dans le parti auquel il avait consacré sa vie et qu'il défendait si vaillamment.

Ce fut un des rares militants estimés de tous, ayant libre entrée dans tous les camps socialistes, où il ne comptait que des amis. Chaud partisan de l'Union, il fut de toutes les manifestations.

Il prend part à la fondation de la Fédération des groupes de la Libre-Pensée, fait des conférences, collabore à un grand nombre de journaux.

C'est à la suite d'une de ces conférences, faite à Troyes, sur la *Nécessité de la Révolution* qu'il est poursuivi et condamné à trois mois de prison.

Il passe aux assises de l'Aube, le 21 mai 1889 et présente lui-même sa défense. C'est le sujet d'une brochure intitulée *Consigne et Conscience*.

Deux ans auparavant, le 24 mai 1887, il passait devant la cour d'assises de la Seine pour un article intitulé : *Souvenez-vous* et publié dans une petite revue anarchiste : la *Révolution cosmopolite*, en compagnie de Pons. Ils sont condamnés tous deux à trois mois de prison, avec ordre de saisir et de détruire les exemplaires restant. Odin a publié le compte-rendu de ce procès, sa plaidoirie et l'article incriminé dans une brochure intitulée : le *Droit à l'insurrection*.

On le voit, Odin a fréquemment fait connaissance avec les

geôles bourgeoises. Il en profite pour se refaire des fatigues de la lutte et écrire des brochures.

C'est de Pélagie qu'est signée cette brochure de combat : *les Imprécations* avec portrait, dessins, couverture suggestive, et comme dédicace ces simples mots : « A tous ceux qui ont faim, « froid et sommeil ; les sans pain, sans habit et sans gîte ; à tous « les pauvres, les persécutés, les humbles, les lamentables, qui « composent aux heures tragiques, l'armée de l'insurrection ; à « tous les esclaves du capital qui sortent de leurs repaires quand « le canon rugit dans les carrefours, quand les incendies s'allument, quand le tocsin appelle les meurt-de-faim à la bataille « pour la vie et la liberté, je dédie ces pages ».

Entre deux tournées de conférences ou deux campagnes de presse, Odin publie d'autres brochures, c'est : *Lettre ouverte aux jurés de la Haute-Vienne sur le drame de Puy-Imbert*, affaire de la femme Souhain, dont notre ami Argyriadès a pris la défense, on s'en souvient.

C'est une *Lettre ouverte d'un socialiste à Boulanger* parue en 1888, rééditée en 1889, on devine en quel termes.

C'est une brochure de propagande anti-religieuse que *Les farceurs du Protestantisme* dans laquelle il raille assez bien en les citant les passages salés du seul livre recommandé par les protestants : *La Bible*, et il conclut ainsi : « Protestantisme, catholicisme « et toutes les autres religions doivent être mises au même ban et « pour les détruire plus vite les libres-penseurs athées socialistes « doivent lutter sans trêve ni merci pour arracher de l'esprit humain les ferments d'idée religieuse. L'homme ne sera réellement « libre que le jour où ne faisant aucune différence entre toutes les « diverses traditions abrutissantes, il aura écrasé dans un dernier « effort l'idée religieuse et tous ceux qui en fraquent. Pour hâter « ce moment heureux, nous croyons utile de mêler à la lutte contre « les bateleurs des Eglises, la lutte impitoyable contre cette autre « puissance qui soutient la première contre ce véritable Dieu du « jour, contre ce vampire qui livre les hommes, les déchire, leur « tord les entrailles, cette divinité plus puissante qu'elle ne fut « jamais : *C'est le Capital !* »

C'est une brochure, épuisée aujourd'hui, intitulée : *Les Parasites de l'humanité* dont voici un passage qui en indiquera la tendance : « Prolétaires, feuillotez votre histoire ; des soldats de « la cause sacrée de la liberté, évoquez les sanglantes légions ; « comptez les, ces martyrs des riches, des prêtres et des rois ; re- « portez votre esprit vers les siècles passés, remuez leur poussière, déchiffrez si vous le pouvez dans de vieux manuscrits les « noms de vos pères, marquez la page de l'histoire qui vous racontera un massacre, une bataille ; souvenez-vous toujours et « au jour de la justice frappez sans trêve sans repos, ceux qui

« n'ont pas craint de sacrifier tant de victimes à leur basse envie, « à leur paresse, et à leur cupidité ».

Il a été annoncé un roman d'études naturelles et sociales sur la prochaine révolution intitulé : *La Jacquerie en 1891*, fort volume et une brochure : *La Quintessence de la Révolution*. — *La Société avant et après*, nous ignorons si cela a été écrit et publié, mais nous savons qu'Odin a laissé le manuscrit d'un roman socialiste en deux volumes intitulé : *Demain* que sa digne veuve, la citoyenne Elise Odin publiera aussitôt que possible, et *Semailles* qui vient de paraître à la Librairie Socialiste Allemane.

Odin fonda à Troyes le journal *Le Damné* et à Paris de 1888 à 1891 un pamphlet-journal des revendications de la plèbe : *Au Voleur !*

Entre temps, il jetait des articles aux revues et journaux socialistes, à l'*Autonomie* au *Paris-Montmartre*, à la *Revue Européenne*, à l'*Almanach de la Question sociale*, à l'*Action sociale de Lyon*, au *Cri du Peuple* et surtout à l'*Egalité*, où il fait une rude campagne.

Son dernier livre parut de son vivant : *La Grande Prostituée* dont le sous-titre : « Dossier de la Magistrature » indique suffisamment qu'il s'agit de la justice bourgeoise. On retrouve dans ce volume les procès Wilson, Prenant, Borrás, Panama, Fourmies et un Pilon des robins.

Quel contraste entre toutes les œuvres sociales d'Odin et ces *Semailles*, ces contes pour la jeunesse, que nos amis Eugène Chatelain et J. Allemane présentent aux lecteurs. Ce ne sont plus la verve mordante, la critique violente des pamphlets et des brochures; mais, sortant des sentiers battus par les conteurs habituels, Odin a écrit sous une forme littéraire quoique simple, d'attrayantes historiettes ayant trait à la philosophie, à la morale, au socialisme; il a vulgarisé pour les petits qui sont l'espoir de l'avenir, les questions qu'on a négligé jusqu'à ce jour de traiter pour eux; on se contentait du Petit Poucet, de la Mère l'Oie et de Barbe-Bleue.

Ce livre se recommande de lui-même à la municipalité parisienne, pour être distribué dans les écoles communales de la Ville. Nous espérons qu'on ne l'oubliera pas.

Odin mourut en 1892, à trente-trois ans, dans toute sa force. Un millier d'amis le conduisirent au cimetière de Saint-Ouen, où les drapeaux rouges furent déployés au cri de : « Vive la Révolution sociale ! » Sur la fosse béante Zévaco, au nom de l'*Egalité*; Andrieux, au nom de la « Maison du Peuple »; Briois, au nom du groupe « Marat »; Hahn, au nom de la municipalité de Saint-Ouen; Reisser au nom des originaires de l'Allier; Baudin, député du Cher, et Eugène Chatelain, au nom de la *Revue Européenne*, ont successivement fait l'éloge d'Odin et retracé sa vie de lutte.

Chatelain, dès la première phrase de son discours, a résumé cette

existence trop tôt fauchée : « La Révolution prochaine vient de perdre un de ses meilleurs soldats ! »

III

PICHIO

Notre pauvre ami, ne fut pas comme Jourde un manieur d'argent, un jongleur de chiffres ; ni comme notre camarade Odin un publiciste militant, un orateur populaire ; ce fut le peintre révolutionnaire par excellence, celui dont le pinceau traça l'effort de la classe prolétarienne pour son émancipation.

Qui ne se souvient des batailles homériques livrées par lui, à l'Empire avec son fameux tableau : *La Mort de Baudin*, qui rappelait, en pleine période napoléonienne, le massacre du 2 Décembre 1851 ?

A la République réactionnaire de Thiers avec cet autre fameux tableau : *Le Triomphe de l'Ordre*, montrant les exécutions sommaires de 1871 contre ce mur historique du Père-Lachaise dénommé « *Mur des Fédérés* ? »

Il fut pour cela traqué, poursuivi, connut tous les déboirs, toutes les vexations, subit tous les outrages, toutes les tracasseries des gouvernements ; malgré cela il resta fier, irréductible, il souffrit et mourut presque de misère, à l'âge de soixante-sept ans, en août 1893.

Ernest Pichio, malgré son nom d'origine étrangère, était un gaulois pur sang, né à Paris en 1826. Il fut le fils de ses œuvres. Entré dans un atelier à l'âge de douze ans pour apprendre la gravure sur métaux, il y resta quatre années, devint ciseleur-graveur et dessinateur en bijouterie.

Il acquit bientôt dans ces deux métiers l'habileté d'un artiste, aussi se trouva-t-il promptement à la tête d'une des importantes maisons de Paris.

Cependant, poussé par ses aspirations naturelles, en 1860, à l'âge de plus de 33 ans, il renonça brusquement au commerce pour l'art pur et se mit à l'étude de la peinture.

Dès 1863, le Salon admettait deux portraits du nouveau peintre, qui furent remarqués.

En 1866 il se révèle peintre d'histoire avec son *Charles IX dans la nuit de la Saint-Barthélemy* qui du haut de son balcon du Louvre tire les calvinistes à l'arquebuse.

Deux ans après, il expose un tableau qui le classe parmi les peintres, rares à l'époque, comme aujourd'hui encore, qui entrevoient l'art social : *l'Héritage du Pauvre*.

En 1869 paraît cette œuvre colossale : *La mort de Baudin*, qui fit crier les partisans de Bonaparte et sa presse vilipendée. C'était

une grande audace à cette époque, de restituer cette page héroïque et lamentable de l'histoire contemporaine, Pichio eut ce courage et ce talent, de l'envoyer à l'Exposition des Champs-Élysées (Salon de peinture).

Par crainte, le hideux personnage, qui avait commencé dans le sang de décembre pour finir dans la boue de Sedan, Napoléon-le-dernier, laissa faire. Il sentait sa puissance crouler sous le mépris universel et son audace criminelle de 1851 avait fait place en 1869 à la pire couardise.

La mort de Baudin souleva un courant d'opinion formidable comme on n'en n'avait vu depuis longtemps contre le César de contrebande qui régnait aux Tuileries.

La France se réveillait et Pichio peut prendre sa part à ce splendide réveil. (Extrait d'un volume du même auteur qui paraîtra sous peu, sous ce titre : *Les défenseurs du prolétariat : Ernest Pichio et son œuvre*).

En 1870, Pichio fait son devoir de citoyen comme simple garde national. Membre du Comité de défense du IX^e arrondissement, délégué du Comité central d'armement, directeur des subsistances dans les mairies des IX^e et XIX^e arrondissements, tel est son rôle pendant l'année terrible... et assiste à la répression sanglante de 1871...

En 1875, il envoya au Salon son chef-d'œuvre, le *Triomphe de l'ordre*, qui fut refusé par le directeur des Beaux-Arts, le marquis de Chennevières, comme retraçant un épisode de notre dernière guerre civile : « Des souvenirs aussi douloureux ne sauraient être évoqués dans un concours national ; ils sont, en effet, de nature à émouvoir des passions politiques auxquelles l'art doit rester étranger » disait la lettre de refus, le veto du dictateur réactionnaire des Beaux-Arts.

Pensait-on étouffer l'affaire ? Pichio qui n'a jamais reculé, qui ne s'est jamais courbé, se rebiffa. Il adressa à ce marquis une lettre qui fit le tour de la presse et qui déclencha les plus vives polémiques.

Les journaux de sacristie, les *Figaro*, *Gaulois*, *Pays*, *Liberté* publient des articles ignobles intitulés *l'Excitation à l'émeute*, le *Rapport des Communards*.

On retrouvera dans le livre annoncé plus haut, toutes ces polémiques, ainsi que tous les témoignages d'estime que Pichio reçut après ces vigoureuses batailles artistiques pour le droit et la justice.

Nous ne ferons pas l'injure à nos lecteurs de leur dire ce qu'est le *Triomphe de l'Ordre*, cette page grandiose est connue de tous.

Pichio travailla ensuite à une charmante et touchante idylle : *La veuve du fusillé*, puis à une autre scène de décembre 1851. Citons en outre la *Femme au papillon*, le portrait de Roger de

Beauvoir, la *Méditation*, et un nombre infini d'esquisses, de croquis, d'études, de dessins, d'ébauches, etc.

Le Larousse étudie ainsi l'œuvre de notre ami : « Il y a dans les ouvrages d'Ernest Pichio de la conscience, une fidélité parfaite, un dessin net et vigoureux et des effets bien compris. Le choix de ses sujets atteste chez lui une conception élevée du rôle de l'art qu'il cherche à faire servir aux grands enseignements de l'histoire et non à la glorification banale du succès ».

N'est-ce pas le meilleur éloge qu'un artiste puisse désirer ? Voici pour le peintre, voyons pour le citoyen et l'homme privé : les *Echos parisiens* publiaient en 1875 un long article sur Pichio qui se terminait ainsi : « Avant d'être un grand peintre, Pichio est un bon patriote, un honnête homme dans toute l'acception du mot. Les vertus civiques et privées qu'il admire chez Baudin, il les met constamment en pratique. Sa porte est ouverte à tous, sa main toujours tendue vers l'infortune, son cœur compatit à toutes les souffrances. La morgue insolente, le soupçon, l'égoïsme, trop communs hélas ! de nos jours, ne sauraient trouver place dans son âme généreuse ».

Nous n'avons connu Pichio qu'après 1875, mais nous avons pu constater que ces portraits étaient exacts, complètement vrais.

Sa vie de labeur, de luttes, mise au service d'une idée, est un exemple que nous recommandons à certains jeunes d'aujourd'hui, qui ne croient à rien, pour qui rien n'est sacré, pour qui le *moi* est le premier et l'unique mot du dictionnaire.

Le jeudi, 24 août 1893, nous conduisions Pichio à sa dernière demeure, au cimetière de Bagneux, le Père-Lachaise lui ayant été refusé par M. Alphonse Humbert. Trois à quatre cents amis restés dévoués et fidèles au grand peintre suivaient le cortège.

Sur la tombe, Urbain, ancien membre de la Commune, Caumeau, conseiller municipal, Borsendorff, au nom de la *Revue européenne*, Patenne, Champy, dirent adieu à Pichio.

A notre tour, nous disons adieu à ces trois vaillants lutteurs de la cause sociale et saluons Pichio l'artiste, Odin l'écrivain, Jourde l'administrateur, qui ont tous trois, à des points de vue différents, tenu si haut le drapeau de la Révolution sociale !

E. MUSEUX.

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons avec douleur la mort de notre ami et collaborateur Benoit Malon. Sa vie, toute de dévouement, a été consacrée toute entière à la classe prolétarienne. Les services rendus au Socialisme par sa propagande sans trêve sont considérables. Son œuvre est très importante. Aussi, ne pouvant le faire maintenant, nous nous proposons de donner dans l'Almanach de 1895, une étude approfondie de l'homme et de son œuvre qui a et aura une si grande portée pour la propagation du socialisme moderne. Nous nous bornons aujourd'hui à saluer cette grande figure qui disparaît.

P. A.

La Chanson du linceul

~~~~~

Cette chanson se chante dans les *Tisserands*, pièce jouée au Théâtre-Libre. C'est M. Maurice Vaucaire qui en a fait l'adaptation poétique d'après Henri Heine.

C'est nous qu'on appell' la canaille,  
Nous somm's à bout, nous somm's fourbus,  
Nous crevons, nous n'en pouvons plus,  
Vaut mieux que not' carcasse s'en aille :  
Avec nos fill's et nos garçons,  
C'est not' linceul que nous tissons !  
C'est not' linceul (*bis*)  
Que nous tissons !

A bas l'patron et la patrie  
Qui nous tiennent sous les barreaux !  
Les contremaitr's sont nos bourreaux.  
Faut pas qu'on souffre ni qu'on crie !  
Avec nos fill's et nos garçons,  
C'est leur linceul que nous tissons !  
C'est leur linceul (*bis*)  
Que nous tissons !

Notre maison est notre bague,  
Les patrons en sont les portiers :  
Nous tisserons sur leurs métiers  
Ton linceul, ô vieille Allemagne !  
Avec nos fill's et nos garçons,  
C'est ton linceul que nous tissons !  
C'est ton linceul (*bis*)  
Que nous tissons !

~~~~~

MOYENS D'ACTION

~~~~~

Ce qu'aiment à nous reprocher tous les partis bourgeois, du réactionnarisme le plus absolu, au radicalisme le plus ardent, ce sont les moyens que nous voulons employer, c'est-à-dire, la force, la violence, la Révolution.

Les bourgeois sentent bien que le socialisme se développe de jour en jour, que le temps n'est pas loin où leur règne sera terminé, aussi leur grande préoccupation est-elle de garder le plus longtemps possible leurs privilèges chance-lants.

Ils savent qu'avec le seul aide des moyens qu'ils nomment légaux, suffrage plus ou moins universel et autres balivernes semblables, nous n'arriverions de longtemps à notre but.

La Révolution seule peut hâter leur chute et notre victoire, quoi d'étonnant qu'ils la craignent tant.

Les plus avancés, ceux qui prétendent vouloir des réformes, nous disent d'attendre patiemment le moment où les travail-



J.-L. BRETON

leurs, enfin éclairés par l'instruction, enverront à la Chambre une majorité socialiste qui décrètera le mouvement émancipateur tant désiré.

Ils disent et refusent l'instruction.

Ils fixent à 11 heures par jour le temps où il sera permis au patron d'exploiter la force musculaire de l'ouvrier à la production de la plus-value et l'abrutissant par ce travail excessif ils nous disent d'attendre le résultat de son instruction.

Qui ne verra là un cercle vicieux? Attendre pour accom-

plir des réformes le développement de l'instruction que peuvent seul nous donner ces réformes.

Mais est-ce bien nos moyens que vous condamnez, réacteurs de tout acabit?

Non; en vous attaquant hypocritement à eux, c'est le but que vous visez.

Tous les partis, quels qu'ils soient, admettent les moyens révolutionnaires quand ils servent à leur cause.

Révolutionnaire a été le premier homme qui s'est servi de sa force pour opprimer ses semblables.

Révolutionnaire, César s'emparant du pouvoir.

Révolutionnaire, l'église de l'Inquisition.

Révolutionnaires, rois et empereurs gouvernant par la terreur.

Révolutionnaire, Louis XVI voulant dissoudre les États généraux.

Révolutionnaires, les hommes de 89.

Révolutionnaire, Bonaparte renversant la République.

Révolutionnaires, Louis XVIII, les hommes de 48, Napoléon III.

Révolutionnaires, les hommes du 4 septembre.

Révolutionnaires, ceux de la Commune.

Révolutionnaires, Thiers et sa bande, les hommes du 16 mai, le bandit de Fourmies.

Révolutionnaires, cléricaux, bonapartistes, monarchistes d'aujourd'hui.

Révolutionnaires, tous ceux qui nous combattent.

Révolutionnaires, les bandits au pouvoir, qui font assommer le peuple et violer ses représentants.

Tous nous les admettons ces moyens que réciproquement nous nous reprochons, tous nous cherchons l'occasion qui nous permet de les employer.

D'ailleurs, dans tout acte, deux choses existent. L'acte en lui-même que nous constatons, mais que nous ne jugeons pas, que nous pouvons tout au plus déplorer, mais qui n'entre en rien dans notre appréciation; puis le but qui a déterminé l'acte et les circonstances dont cet acte est environné et qui seul détermine notre opinion.

Dans un crime, ce n'est pas le crime en lui-même que nous jugeons, le coup de couteau qui supprime une existence humaine. Non, cela nous le regrettons, nous le déplorons, nous le condamnons toujours, mais ce n'est pas ce qui détermine notre opinion, ce qui nous fait voir dans tel acte la main d'un héros, dans tel autre presque identique celle d'un assassin.

Ce que nous jugeons, ce que nous discutons, ce que nous condamnons ou approuvons, ce contre quoi nous nous éle-

vons ou ce que nous louons c'est le but de cette action, les circonstances dont elle est entourée.

Et cela est si vrai que tel crime réprouvé par les uns est glorifié par les autres.

Un seul cas amène l'unanimité des suffrages pour flétrir un tel acte, c'est le cas où il a été accompli par un individu dans un but d'intérêt personnel.

Et vous, bourgeois, combien souvent sanctifiez-vous des crimes, et des plus odieux.

Qu'une guerre éclate, et vous applaudissez au massacre de ceux que vous appelez vos ennemis.

Un soldat s'introduit dans le camp adverse et poignarde, dans son sommeil, un officier ennemi ; est-il plus grande lâcheté, plus horrible assassinat ? Pourtant pour vous cet acte est splendide et vous n'avez pas assez d'éloges à adresser au criminel qui, à vos yeux, devient un héros.

L'histoire n'est-elle pas pleine d'exemples de ce genre.

Les uns qualifient de crime Brutus poignardant César, les autres y voient un acte héroïque.

L'Inquisition, aux yeux des uns, est une ignominie épouvantable ; d'autres y voient un acte de suprême justice.

Pour les uns, Charlotte Corday poignardant lâchement Marat dans sa baignoire est un vulgaire assassin ; pour d'autres, c'est une héroïne.

La décapitation de Louis XVI, des Girondins, des Dantonistes, des Hébertistes, des Robespierristes, de Babœuf, est qualifiée de crime par ceux-ci quand ceux-là y applaudissent.

Que de comparaisons ne pourrait-on faire !

Pour vous, Thiers est idéal et soulève votre enthousiasme en faisant fusiller 30,000 Parisiens ; les fédérés sont de vulgaires assassins et vous font pousser des cris d'horreur en jetant quelques balles dans le corps des otages.

De même bien des exemples d'incendies historiques sont qualifiés par vous d'héroïques quand vous traitez de pétroleurs et de bandits les incendiaires de la Commune.

Ce n'est pas l'acte de fusiller ou de brûler que vous condamnez ou approuvez, la désagrégation de quelques humains ou monuments ne vous émeut guère, c'est le but seul qui détermine votre appréciation sur les moyens.

Thiers, en fusillant, voulait rétablir l'ordre, c'est-à-dire l'obéissance passive des esclaves du travail courbés sous votre joug, la possibilité pour vous de continuer votre exploitation de chair et de pensées humaines dont vous vous engraissez et jouissez, ce but vous sourit et qu'importe s'il s'acquiert au prix de 30,000 morts.

Les fédérés en fusillant voulaient s'émanciper, conquérir

la liberté, léguer à leurs enfants un peu de bonheur et de joie donné par un régime nouveau, ce but vous déplaît, il est contre vous, et de crime et d'assassinat vous qualifiez l'exécution de quelques traîtres.

Vous fêtez le 14 juillet et non le 18 mars, deux journées au même degré révolutionnaires et toutes deux faites par le peuple ; mais l'une eut pour effet de créer votre puissance et l'autre de l'ébranler. Et si ce n'est pas l'action révolutionnaire que vous fêtez dans le 14 juillet, ce n'est pas non plus elle que vous condamnez dans le 18 mars. Là comme partout, le but seul détermine votre opinion.

En somme, comme Proudhon l'a dit : « L'effusion du sang n'est rien, c'est la cause qui le fait répandre qu'il faut considérer. »

Donc, assez crié sur nos moyens d'actions, bourgeois de tous partis, vous vous en êtes servis pour arriver au pouvoir, on s'en servira pour vous en déloger ; le peuple qui jusqu'ici n'a travaillé que pour vous pensera bientôt à travailler pour lui.

La Révolution est une arme loyale si elle n'est légale, et nous saurons l'employer. Mais il y a Révolution et Révolution.

Certains qui se disent Révolutionnaires voient comme mesure extrême la plantation et la bénédiction des arbres de la liberté.

Non, ce n'est pas de cette révolution à l'eau de rose que nous voulons, le mysticisme et la poésie de 48 ne sont plus de mode. Ces révolutions-là ne peuvent que tourner contre le peuple, faire le jeu des cléricaux et césariens et amener des périodes de réaction.

La Révolution que nous prônons et que nous voulons, c'est celle de 93, celle des Hébertistes, celle de 71, celle des Communeux, celle qui fauche, qui désagrège tout ce qui lui résiste, qui va droit au but et ne se laisse pas arrêter par les singeries sentimentales et mystiques.

Citoyens pensez bien à cela pour qu'au jour arrivé vous ne reculiez pas devant l'horreur des moyens et que droit vous alliez au but.

J.-L. BRETON.

---

La plus grande joie que puisse éprouver un homme, c'est de recouvrer la liberté perdue.

CERVANTÈS.

..

Là vont les lois où veulent les rois.

(Proverbe espagnol.)

## Pensées et Proverbes Orientaux

---

La goutte d'eau la plus petite unie à l'Océan ne sèche pas.  
(SASKYA-PANDITA).

\* \*  
On n'a jamais autant besoin de son esprit que quand on a affaire à un sot.

(PENSÉE CHINOISE).

\* \*  
Le bon sens est une eau profonde ou puise l'homme prudent.

\* \*  
L'esprit a beau s'avancer, il ne va jamais aussi loin que le cœur.

\* \*  
L'attitude parle quelquefois plus éloquemment que la langue.

\* \*  
Ton voisin commence à devenir dévot, prends garde.  
Il s'adonne à la grande dévotion, c'est le moment de déloger.  
(PENSÉE ARABE).

\* \*  
Un seul soleil efface cent mille ombres.  
(ATAR, *Colloque des oiseaux*).

\* \*  
La nature met les hommes sur le même plan, l'éducation les sépare.  
(LUN-YU).

\* \*  
Un bon livre, un bon discours peuvent faire du bien, mais un bon exemple parle bien plus éloquemment au cœur.  
(MAXIME CHINOISE).

\* \*  
C'est à force de tromper que l'on devient habile.  
(PROVERBE TURC).

\* \*  
Partout où les femmes sont honorées, les divinités sont propices.  
(MANON).

\* \*  
Malgré le vent qui souffle et la tempête qui mugit, le sage conserve le flambeau de sa raison.  
(PLOTIN).

\* \*  
Le pouvoir de ceux qui veulent gouverner par la force n'a que la durée d'un matin.  
(LAO-TSEU).

Quand le prince enlève un fruit, le ministre arrache l'arbre.  
(PROVERBE PERSAN).

Les hommes sont ennemis de ce qu'ils ne connaissent pas.  
(APOPTHEGME ARABE).

Une femme qui trompe son mari, fait jurer à son gâlant qu'il ne la trahira pas.  
(PENSÉE CHINOISE).

Celui qu'on aime n'a pas de défaut. Si l'on vient à le haïr, il n'a aucune vertu.  
(PENSÉE CHINOISE).

---

## Le Collectivisme

---

— Tiens ! vous voyez la Bourse ! Oh ! qu'elle est drôle, d'ici...  
Quand balayez-vous ça, d'un coup de pied ?

Sigismond haussa les épaules.

— A quoi bon ? vous vous démolissez bien vous mêmes.

Et, peu à peu, il s'anima, il déborda du sujet dont il était plein.  
Un besoin de prosélytisme le lançait, au moindre mot, dans l'exposition de son système.

— Oui, oui, vous travaillez pour nous, sans vous en douter...  
Vous êtes là quelques usurpateurs, qui expropriez la masse du peuple, et quand vous serez gorgés, nous n'aurons qu'à vous exproprier à notre tour... Tout accaparement, toute centralisation conduit au collectivisme. Vous donnez une leçon pratique, de même que les grandes propriétés absorbant les lopins de terre, les grands producteurs dévorant les ouvriers en chambre, les grandes maisons de crédit et les grands magasins tuant toute concurrence, s'engraissant de la ruine des petites banques et des petites boutiques, sont un acheminement lent, mais certain, vers le nouvel état social... Nous attendons que tout craque, que le mode de production actuelle ait abouti au malaise intolérable de ses dernières conséquences. Alors, les bourgeois et les paysans eux-mêmes nous aideront.

Saccard, intéressé, le regardait avec une vague inquiétude, bien qu'il le prit pour un fou.

— Mais enfin, expliquez-moi, qu'est-ce que c'est que votre collectivisme ?

— Le collectivisme, c'est la transformation des capitaux privés, vivant des luttes de la concurrence, en un capital social unitaire,



exploité par le travail de tous... Imaginez une société où les instruments de la production sont la propriété de tous, où tous le monde travaille selon son intelligence et sa vigueur, et où les produits de cette coopération sociale sont distribués à chacun, au



EMILE ZOLA

(Portrait tiré de la *Revue illustrée*)

prorata de son effort. Rien n'est plus simple, n'est-ce pas ? une production commune dans les usines, les chantiers, les ateliers de la nation ; puis, un échange, un paiement en nature. S'il y a un surcroît de production, on le met dans des entrepôts publics, d'où il est repris pour combler les déficits qui peuvent se produire. C'est une balance à faire... Et cela, comme d'un coup de hâche,

on abat l'arbre pourri. Plus de concurrence, plus de capital privé, donc plus d'affaires d'aucune sorte, ni commerce, ni marchés, ni Bourses. L'idée de gain n'a plus aucun sens. Les sources de la spéculation, des rentes gagnées sans travail, sont taries.

— Oh ! oh ! interrompit Saccard, ça changerait diablement les habitudes de bien du monde ! Mais ceux qui ont des rentes aujourd'hui, qu'en faites-vous ?... Ainsi, Gundermann, vous lui prenez son milliard ?

— Nullement, nous ne sommes pas des voleurs. Nous lui rachèterions son milliard, toutes ses valeurs, ses titres de rente, par des bons de jouissance, divisés en annuités. Et vous imaginez-vous ce capital immense remplacé ainsi par une richesse suffocante de moyens de consommation : en moins de cent années, les descendants de votre Gundermann seraient réduits, comme les autres citoyens, au travail personnel ; car les annuités finiraient bien par s'épuiser, et ils n'auraient pu capitaliser leurs économies forcées, le trop-plein de cet écrasement de provisions, en admettant même qu'on conserve intact le droit d'héritage... Je vous dis que cela balaye d'un coup, non seulement les affaires individuelles, les sociétés d'actionnaires, les associations de capitaux privés, mais encore toutes les sources indirectes de rentes, tous les systèmes de crédit, prêts, loyers, fermages... Il n'y a plus, comme mesure de la valeur, que le travail. Le salaire se trouve naturellement supprimé, n'étant pas, dans l'état capitaliste actuel, équivalent au produit exact du travail, puisqu'il ne représente jamais que ce qui est strictement nécessaire au travailleur pour son entretien quotidien. Et il faut reconnaître que l'état actuel est seul coupable, que le patron le plus honnête est bien forcé de suivre la dure loi de la concurrence, d'exploiter ses ouvriers, s'il veut vivre. C'est notre système social entier à détruire... Ah ! Gundermann étouffant sous l'accablement de ses bons de jouissance ! les héritiers de Gundermann n'arrivant pas à tout manger, obligés de donner aux autres et de reprendre la pioche ou l'outil, comme les camarades !

Et Sigismond éclata d'un bon rire d'enfant en récréation, toujours debout près de la fenêtre, les regards sur la Bourse, où grouillait la noire fourmière du jeu. Des rougeurs ardentes montaient à ses pommettes, il n'avait d'autre amusement que de s'imaginer ainsi les plaisantes ironies de la justice de demain.

Le malaise de Saccard avait grandi. Si ce rêveur éveillé disait vrai, pourtant ? s'il avait deviné l'avenir ? Il expliquait des choses qui semblaient très claires et sensées.

— Bah ! murmura-t-il pour se rassurer, tout ça n'arrivera pas l'année prochaine.

— Certes ! reprit le jeune homme, redevenu grave et las. Nous sommes dans la période transitoire, la période d'agitation. Peut-être y aura-t-il des violences révolutionnaires, elles sont souvent

inévitables. Mais les exagérations, les emportements sont passagers... Oh ! je ne me dissimule pas les grandes difficultés immédiates. Tout cet avenir rêvé semble impossible, on **n'arrive pas à donner aux gens une idée raisonnable de cette société future**, cette société de juste travail, dont les mœurs seront si différentes des nôtres. C'est comme un autre monde dans une autre planète... Et puis, il faut bien le confesser : la réorganisation n'est pas prête, nous cherchons encore. Moi, qui ne dors plus guère, j'y épuise mes nuits. Par exemple, il est certain qu'on peut nous dire : « Si les choses sont ce qu'elles sont, c'est que la logique des faits humains les a faites ainsi. » Dès lors, quel labeur pour ramener le fleuve à sa source et le diriger dans une autre vallée !... Certainement, l'état social actuel a dû sa prospérité séculaire au principe individualiste, que l'émulation, l'intérêt personnel rend d'une fécondité de production sans cesse renouvelée. Le collectivisme arrivera-t-il jamais à cette fécondité, et par quel moyen activer la fonction productive du travailleur, quand l'idée de gain sera détruite ? Là est, pour moi, le doute, l'angoisse, le terrain faible où il faut que nous nous battions, si nous voulons que la victoire du socialisme s'y décide un jour... Mais nous vainerons, parce que nous sommes la justice. Tenez ! vous voyez ce monument devant vous... Vous le voyez ?

— La Bourse ? dit Saccard. Parbleu ! oui, je la vois !

— Eh bien ! ce serait bête de la faire sauter, parce qu'on la rebâtirait ailleurs... Seulement, je vous prédis qu'elle sautera d'elle-même, quand l'Etat l'aura expropriée, devenu logiquement l'unique et universelle banque de la nation ; et, qui sait ? elle servira alors d'entrepôt public à nos richesses trop grandes, un des greniers d'abondance où nos petits-fils trouveront le luxe de leurs jours de fête !

EMILE ZOLA.

---

## UNION ET DISCIPLINE

---

L'union est l'entente naturelle des convictions acquises ; la discipline est la volonté de quelques-uns imposée, sous un prétexte ou sous un autre, sans explication.

L'union, c'est l'action de tous par les moyens acceptés de tous pour un principe commun.

La discipline c'est, d'un côté, l'arbitraire dissimulant la tyrannie, de l'autre l'obéissance aveugle et non raisonnée.

L'union, c'est l'opinion gagnée et consciente unissant les efforts de tous dans un même but, conforme aux intérêts de tous.

La discipline c'est, d'un côté, une oligarchie omnipotente étayant des privilèges, donc des abus, donc ne pouvant donner naissance qu'à l'iniquité et au despotisme, de l'autre l'impuissance, l'esclavage, l'humiliation et l'asservissement.

La discipline a fait les armées, les couvents, les jésuitières, les ordres, les castes, les institutions monarchiques et oligarchiques, les collèges et les trônes, elle fait aujourd'hui mainte école sociale.

Nous répudions la discipline, principe d'inégalité, outil de tyrannie, moyen de dégradation de la dignité et de l'intelligence humaines.

Voilà pourquoi, personnellement, nous avons refusé toujours un embrigadement quelconque autre que celui de l'idée.

L'obéissance comprend l'abus du fort et la lâcheté du faible. En éducation, élever et instruire, ce doit être convaincre, pas autre chose.

Nous marchons avec un parti lorsque nous partageons ses tendances, ses aspirations, ses espérances, lorsque ses principes sont les nôtres et jusqu'à la limite de notre compréhension; nous nous unissons à ses membres pour penser, pour agir, pour avancer, mais nous n'acceptons pas de discipline de ce parti, parce que la discipline est la négation de la liberté, l'étouffement de la dignité humaine, l'entrave à la pensée libre et indépendante.

C'est avec la discipline qu'on broie les vies humaines dans les guerres, qu'on écrase l'idée dans les rues, qu'on avilit en même temps ceux qui commandent et ceux qui obéissent, ceux qui exécutent et ceux qui subissent.

C'est la discipline qui a fait les guerres nationales et religieuses, qui a fait les massacres et les répressions sanglantes.

Nous nous rangeons sous l'étendard des justes revendications, parce que suivre ce que nous jugeons le vrai chemin, ce n'est pas obéir, c'est faire un pas vers la justice.

Voilà comment nous sommes socialistes, parce que le programme socialiste nous semble juste dans ses grandes lignes, parce qu'il est temps que finissent l'iniquité des privilèges et le despotisme du capital.

Voilà comment aussi nous ne sommes pas sexualiste, c'est que nous jugeons que les adversaires du droit égal de la femme et de l'homme en sociologie et en politique, épouvantés de la marche croissante de l'idée juste, ont élevé à la hâte une barricade derrière.

Ce n'est pas au moment où les socialistes dans leurs congrès viennent aux femmes pour en faire leurs vraies compagnes en droit, en intelligence, leurs égales politiquement et socialement, où les femmes enfin comprennent que la science est une, que la justice n'a pas un nom différent pour les deux sexes, que la cause des prolétaires est la leur et qu'à la conquête pacifique de l'avenir marchent les êtres humains sans distinction de sexes, ce n'est pas cette heure-là où la cause de la femme se confond avec la cause des revendications humaines, du droit humain, qu'il faut choisir pour élever de nouveau une barrière entre l'homme et la femme.

Suivant l'expression d'une Américaine, l'humanité ne bat que d'une aile; c'est pour cela que jusqu'à présent elle s'est si mal dirigée; pourquoi les sexualistes essaient-ils de lier l'autre aile qui se dégage ?

EUGÉNIE POTONIE-PIERRE.

## MOUVEMENT SOCIALISTE INTERNATIONAL

---

Il y a eu dans le courant de l'année 1893, deux congrès importants au point de vue de l'idée socialiste. Le premier est celui des conseillers municipaux socialistes de France, réunis à Saint-Denis, dans lequel on a scellé l'union de toutes les communes socialistes. Nous envoyons nos félicitations aux organisateurs de ce Congrès.

Le second Congrès où l'on a continué l'Union internationale du Socialisme est celui qui s'est réuni à Zurich et sur lequel nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons dit dans le numéro de septembre de la *Question Sociale*. Si, en général, le Congrès a fait de la bonne besogne au point de vue de l'entente des travailleurs de tous les pays, il n'a pas été malheureusement à la hauteur des circonstances sur toutes ses décisions.

Les procédés du parlementarisme qui consistent à empêcher de parler ceux qui peuvent contrarier la majorité, y ont été employés avec un peu trop de luxe et jusqu'à l'exclusion de certains, ce qui est une faute politique.

De plus, certaines décisions prises sur quelques propositions laissent à désirer au point de vue de la hardiesse.

Qu'avons-nous à ménager le militarisme par nos atermoiements? Est-ce que nous ne devons pas le combattre à outrance? N'est-ce pas lui qui protège tous les tyrans et exploiters? N'est-ce pas par lui qu'on égorge les enfants des prolétaires pour les intérêts et le plus grand bien-être des bourgeois?

Si la proposition des Hollandais ne paraissait pas réalisable, on pouvait prendre cette décision on ne peut plus pratique, d'engager les partis socialistes des pays où la guerre serait déclarée par les gouvernants, à se mettre en état d'insurrection, ainsi que l'ont fait les Parisiens en proclamant la Commune.

Allons, il faut en finir avec ces équivoques que certains créent dans le grand parti socialiste international. Cet équivoque-ci n'aurait pas sa raison d'être, si ceux qui l'ont amené n'avaient d'arrières pensées chauvines.

P. A.

---

**Discours d'ouverture prononcé par le président P. Argyriadès, délégué Français, à la séance du Congrès du 8 août.**

CITOYENNES ET CITOYENS,

En me désignant pour présider la séance d'aujourd'hui, c'est la délégation française que vous avez voulu honorer en ma personne, je vous en remercie pour elle et pour moi.

Malgré les élections, et quoi qu'on en ait dit, le prolétariat français se trouve formellement représenté à ce Congrès, puisque toutes les fractions du Parti socialiste y ont envoyé des délégués, et que presque toutes les organisations ouvrières y ont des représentants (*plus de 40 délégués*).

Il est du devoir des socialistes français de s'intéresser et de prendre part

à toute action qui pousse en avant l'idée de l'affranchissement humain, car ce sont leurs ancêtres, les Babœuf, les Fourier, les Blanqui, les Saint-Simon, qui ont été les semeurs de l'idée créatrice du formidable mouvement socialiste qui emporte le monde aujourd'hui.

Aussi aurions-nous été heureux de voir sur ce mur, à côté de notre vénéré Karl Marx, les portraits de ces grands penseurs, ainsi que ceux de Robert Owen, César de Paepe et autres précurseurs du socialisme moderne.

Mais si l'internationalisme a pêché un peu de ce côté, nous avons été heureux, hier, d'entendre les affirmations internationalistes du citoyen Singer et je l'en remercie.

Après la Commune de Paris et le renversement de la colonne Vendôme, il n'est même pas nécessaire aux socialistes français de se déclarer internationalistes : les faits parlent tout seuls. Et il m'est permis, à moi, français naturalisé, et internationaliste par excellence, de constater sans modestie et sans blesser personne ici, les qualités d'abnégation et de générosité du peuple français.

Aussi, Citoyennes et Citoyens, il ne faut pas en vouloir aux Français si, dans la séance d'hier, ils ont été plus ardents et plus portés vers les idées de tolérance et de liberté que les autres. C'est dans leur nature.

D'ailleurs, il ne faut pas vous y tromper. Ainsi que vous l'ont déclaré hier les citoyens Degay, Guérard et Keufer, nous sommes loin d'être des anarchistes et de vouloir admettre parmi nous des hommes qui ne veulent aucune organisation. Mais de là à exclure de simples socialistes révolutionnaires qui admettent l'organisation, il y a loin.

Encore un mot et je finis par là :

Aujourd'hui, nous commençons la discussion des questions à l'ordre du jour.

Permettez-moi d'abord, Citoyennes et Citoyens, de faire appel à votre bienveillance pour me faciliter la tâche de président et ensuite de faire appel à votre modération et à votre tolérance.

Réfléchissez bien que nous avons d'un côté, les bourgeois qui nous guettent pour profiter de toutes nos divisions, de toutes nos fautes, et de l'autre, ce qui est plus important, le Proletariat universel qui a les yeux fixés sur nous et attend nos décisions avec impatience. Or, plus nous serons énergiques dans nos décisions contre la classe des exploités, contre le vampire capitaliste, plus nous ferons tressaillir les cœurs de ceux qui espèrent en nous, et plus nous attirerons leurs sympathies. Plus, au contraire nous ferons de l'exclusivisme en sacrifiant les tirailleurs d'avant-garde, et plus nous nous aliénerons la confiance des exploités.

C'est dans l'intérêt du grand parti socialiste international représenté ici que je me suis permis ces quelques observations qui partent du cœur d'un homme convaincu et désintéressé.

*Vive l'Affranchissement du prolétariat !*

*Vive l'internationalisme !*

~~~~~

Les Résolutions

Voici quelques unes des résolutions prises par le Congrès de Zurich sur les plus importantes questions qui lui étaient soumises.

Sur les mesures à prendre pour la réalisation internationale de la journée de huit heures.

Le Congrès déclare :

La journée de huit heures est une des conditions préalables les plus importantes de l'affranchissement définitif de la classe ouvrière du joug du capital ; elle est aussi la démarche la plus importante pour l'amélioration.

Par la journée de huit heures, le chômage diminuera, la capacité du travail

augmentera, les salaires deviendront plus élevés et la capacité d'achat du peuple travailleur sera plus forte.

Par la journée de huit heures, la vie de famille, troublée par le capitalisme, prendra un nouvel essor, il sera possible de se vouer avec plus de sollicitude à l'éducation des enfants.

Par la journée de huit heures, la santé, la force, l'intelligence et la moralité du peuple s'élèveront.

Par la journée de huit heures, la classe ouvrière pourra consacrer plus de temps à l'organisation et à l'activité syndicale et politique.

La lutte pour la journée de huit heures doit être engagée dans tous les pays, car seule l'adoption *légal*e internationale de la journée de huit heures peut assurer sa durée et son efficacité bienfaisante.

Comme moyen de réalisation internationale de la journée de huit heures, le Congrès recommande « l'organisation syndicale et politique sur une base nationale et internationale de la classe ouvrière et l'agitation et la propagande, en faveur de la journée de huit heures, par cette organisation. »

L'agitation en faveur de la journée de huit heures doit être poursuivie de toutes manières, au moyen de feuilles volantes, par des conférences, par la presse socialiste, par des démonstrations au sein des assemblées et corps politiques, dans les parlements et au sein des autorités de l'Etat et des communes. Dans la presse socialiste on ouvrira une rubrique permanente, « Journée de huit heures », dans laquelle seront recueillis tous les faits et toutes les manifestations se rapportant à cette revendication ; les représentants des ouvriers, au sein des corps politiques, devront, de temps à autre et dans les circonstances appropriées, présenter des propositions ayant trait à une réduction de la journée de travail, notamment en faveur des ouvriers occupés par l'Etat et les communes.

Les représentants socialistes, au sein des parlements nationaux, devront « s'entendre en vue d'une action commune pour l'introduction internationale, par la législation, de la journée de huit heures. » L'organisation syndicale des ouvriers doit poursuivre, en dehors de la lutte politique, une action libre avec les entrepreneurs et patrons en faveur de la journée de huit heures, en faveur de la classe ouvrière toute entière.

Pour les dispositions communes concernant la journée du 1^{er} mai, la commission chargée de leur étude a proposé les conclusions suivantes qui ont été adoptées :

1. Le Congrès confirme la résolution du Congrès de Bruxelles ainsi conçue :

Le Congrès, afin de conserver au 1^{er} Mai son véritable caractère de classe économique de revendication de la journée de huit heures et d'affirmation de la lutte des classes, décide :

Qu'il y a lieu d'avoir une démonstration unique pour les travailleurs de tous les pays.

Que cette démonstration aura lieu le 1^{er} Mai.

Recommande le chômage partout où cela n'est pas impossible.

2. Le Congrès adopte l'amendement suivant :

La démocratie socialiste de chaque pays a le devoir de faire tout ce qu'elle peut pour parvenir à la réalisation du chômage et d'encourager toute tentative faite dans ce sens par les différentes organisations locales.

Le Congrès décide de plus :

La manifestation du 1^{er} Mai pour la journée de huit heures doit en même temps affirmer en chaque pays l'énergique volonté de la classe ouvrière de mettre fin par la Révolution sociale aux différences des classes et ainsi de manifester par la seule voie qui conduit à la paix dans l'intérieur de chaque nation et à la paix internationale.

Pour la protection des ouvrières et sur la proposition d'un grand nombre de citoyennes et membres des sociétés ouvrières de l'Angleterre, de la

France, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Italie et de la Suisse, le Congrès prend les résolutions ci-après :

Considérant :

Que des groupes féministes bourgeois repoussent toute législation protectrice en faveur des ouvrières, comme portant atteinte à la *liberté* de la femme et à l'égalité de ses droits *vis-à-vis de l'homme*.

Qu'ils laissent ainsi hors de compte d'une part, le caractère de notre société actuelle, qui est basée sur l'exploitation de la classe ouvrière de la femme aussi bien que de l'homme par la classe capitaliste.

Que d'autre part, ils méconnaissent le rôle assigné à la femme par la différenciation même des sexes, son rôle de mère, si important pour l'avenir de la société.

Le Congrès international de Zurich déclare qu'il est du devoir des représentants des travailleurs de tous les pays d'insister sur la protection législative des ouvrières en revendiquant l'application des mesures suivantes :

1° Une journée maxima de 8 heures pour les femmes et celle de 6 heures pour les filles au-dessous de 16 ans ;

2° Une journée de repos ininterrompue de 36 heures par semaine ;

3° Suppression du travail de nuit ;

4° Défense du travail des femmes dans toutes les industries nuisibles à la santé ;

5° Défense du travail des femmes enceintes au moins deux semaines avant et au moins quatre semaines après l'accouchement ;

6° Nomination d'inspectrices de travail en nombre suffisant dans toutes les branches d'industrie où des femmes sont occupées ;

7° Application des mesures ci-dessus à toutes les femmes occupées dans des usines, des ateliers, des magasins, dans l'industrie domestique ou dans l'agriculture.

Au sujet de l'organisation nationale et internationale des syndicats professionnels, le Congrès adopte la proposition formulée par les nationalités suivantes : l'Angleterre, la Belgique, l'Italie, les Etats-Unis, l'Australie, la Roumanie, l'Espagne, la Bulgarie, la Serbie, la France et la Hollande.

Le Congrès,

Maintenant les résolutions relatives à l'organisation syndicale adoptées au Congrès de Bruxelles et affirmant le devoir pour la classe ouvrière de s'organiser en groupements de métiers,

Déclare que les travailleurs industriels agricoles et maritimes ont pour obligation :

1° De se grouper en associations de métier, afin de pouvoir défendre leurs intérêts professionnels, sauvegarder leurs salaires et résister à l'exploitation capitaliste ;

2° De réunir partout où c'est possible, en fédérations nationales les syndicats des mêmes métiers qui ont des intérêts identiques ;

3° De former, par l'entente des fédérations nationales, une fédération internationale des professions organisées, afin d'unir dans un même faisceau les organisations des différents pays ;

4° D'organiser régionalement, nationalement et internationalement, partout où c'est possible, les associations syndicales de toutes les professions afin d'avoir, dans la lutte pour le salaire, la cohésion et l'entente entre les travailleurs de toutes les corporations ;

5° De communiquer de pays à pays, par les Secrétariats du travail, décidés au Congrès de Bruxelles, dont le fonctionnement doit être assuré et, au besoin, par des Secrétariats internationaux chargés de transmettre aux Fédérations nationales les renseignements concernant spécialement les corporations ;

6° D'établir partout, où il n'en existe pas, par l'initiative des travailleurs ou par l'intervention des pouvoirs publics, des Bourses de travail où les

ouvriers pourront obtenir plus facilement de la besogne et où ils pourront adhérer plus facilement aux syndicats professionnels ;

7° D'avoir pour chaque profession des Congrès internationaux afin de débattre les questions spéciales aux diverses fédérations ;

8° De grouper dans une masse compacte, les ouvriers de toutes les organisations, sans distinction de races ni de professions, afin d'avoir pour l'action politique, dans la lutte contre les capitalistes, une force suffisante pour assurer l'émancipation intégrale du prolétariat.

La résolution prise au sujet de la grève générale est très intéressante :

Considérant que les grèves ne peuvent être entreprises avec succès que dans des circonstances spéciales et dans un but spécial qui ne peuvent pas être déterminés d'avance ;

Qu'une grève universelle n'est déjà pas praticable à cause du développement économique si différent dans les divers pays, et que, dès qu'elle est praticable, elle n'est plus nécessaire ;

Considérant de plus que, même une grève générale restreinte à un seul pays ne peut avoir de résultats que lorsqu'elle est faite pacifiquement parce que d'abord les grévistes seraient les premiers à souffrir de la faim et contraints à capituler et qu'une grève violente, par contre, serait écrasée impitoyablement par les classes dirigeantes ;

Le Congrès déclare :

Que dans les conditions politiques et sociales actuelles, tout au plus une grève d'industries spéciales pourrait être pratiquée avec succès.

Les grèves en masse peuvent, il est vrai, dans certaines circonstances être une arme très efficace, non seulement dans la lutte économique, mais dans la lutte politique. Mais c'est une arme qui, pour être maniée efficacement, suppose une puissante organisation syndicale et politique de la classe ouvrière.

Le Congrès recommande, en conséquence, aux partis socialistes de tous les pays de poursuivre avec la plus grande énergie cette organisation, et passe sur la question de la grève générale, à l'ordre du jour.

..

Nous ne pouvions mieux faire pour le *mouvement socialiste international* que de reproduire ici, résumés, les rapports des différentes délégations internationales représentées au Congrès de Zurich, rapports que nous donnons ci-après.

RAPPORTS DES DIFFÉRENTES DÉLÉGATIONS AU CONGRÈS DE ZURICH

ALLEMAGNE

Pendant douze ans la loi sur les socialistes avait étouffé toute manifestation sur la situation et le développement progressif du mouvement socialiste en Allemagne. Mais si on pouvait empêcher ces manifestations, il était absolument impossible d'entraver le progrès du mouvement socialiste. Malgré les proclamations de l'empereur, qui annonçait un changement de système sur le terrain de la législation sociale, le parti socialiste ne s'écarta pas de sa route : les élections de 1893 ont été un grand succès pour lui ; ses candidats avaient obtenu 1,127,000 voix, les députés socialistes étaient au nombre de 35 ; Bismarck tombait, et quelques mois plus tard, tombait aussi la loi d'exception, qui était son œuvre.

Aucune réforme sociale n'a été tentée depuis le Congrès de Bruxelles : la grève des mineurs du bassin de la Sarre, qui travaillent pour le compte de l'Etat, a été impitoyablement réprimée ; des milliers de mineurs, coupables d'avoir cherché à améliorer leur sort, ont été l'objet de mesures de rigueur ; les droits d'association et de coalition ont été toujours foulés aux pieds ; pour les ouvriers occupés dans les ateliers de l'Etat, le caractère du gouvernement de classe ne peut plus être contesté au gouvernement actuel.

Les socialistes allemands n'ont jamais méconnu ce caractère ; la tactique suivie par le parti vis-à-vis du gouvernement, aussi bien que vis-à-vis de la bourgeoisie ne laisse aucun doute à ce sujet. Le parti est encore ce qu'il était, l'adversaire irréconciliable de la domination de classe, du salariat en vigueur : son but, c'est toujours la conquête du pouvoir politique, pour renverser la domination de classe et abolir le régime capitaliste.



LIEBKNECHT

Après l'abrogation de la loi d'exception, l'organisation et le développement du parti socialiste ont fait des progrès rapides ; l'unité d'action se montre dans tous les congrès d'une manière imposante : les deux courants divergents, les jeunes et les vieux, n'étaient dus, au sein du parti, qu'à de petites querelles, à des jalousies personnelles, les attaques contre les représentants du parti étaient l'œuvre d'une poignée de gens sans caractère et sans in-

fluence. La presse bourgeoise, par son empressement à exploiter ces calomnies, a pu donner une importance éphémère aux individus qui les répandaient. Au congrès d'Erfurt, devant lequel la question fut portée, ils n'ont pu établir la preuve des faits qu'ils avaient avancés, et il leur a manqué le courage de se rétracter ouvertement, de sorte que le congrès les a exclus du parti tout en approuvant la conduite tenue par la représentation du parti.

Le congrès d'Erfurt avait une tâche des plus importantes à remplir : l'élaboration d'un nouveau programme du parti. Le programme de Gotha n'était plus depuis longtemps à la hauteur des progrès scientifiques, ni en harmonie avec les besoins pratiques. Le programme voté par le congrès d'Erfurt à l'unanimité, présente un caractère révolutionnaire assez accentué, en affirmant que la propriété privée des instruments de production, au lieu d'assurer au producteur la propriété de son produit, n'est plus aujourd'hui qu'un moyen d'expropriation des travailleurs, paysans, artisans et petits bourgeois, tandis qu'elle procure aux non travailleurs, capitalistes et grands propriétaires de s'approprier le produit des travailleurs, en déclarant aussi que seulement par la socialisation de la propriété et de la production capitaliste on obtiendra que la productivité de plus en plus grande du travail social, au lieu d'être une source de misères et d'oppression pour les classes

qui ont été jusqu'ici exploitées, devienne pour elles une source de bien-être et de perfectionnement.

Ainsi la lutte des travailleurs contre le capitalisme est légitime et nécessaire, si on veut l'émancipation du prolétariat. Mais cette lutte ne peut pas aboutir si elle n'a pas un caractère politique; sans droits politiques, l'organisation des prolétaires ne peut pas exister, et leurs luttes demeurent forcément stériles. La mission du socialisme consiste à donner aux travailleurs la conscience de leurs intérêts communs, etc., à leur indiquer le but qu'ils doivent poursuivre, comme constituant une seule classe, en lutte avec tous les partis bourgeois. La solidarité internationale des prolétaires s'impose d'elle-même : la production et le commerce étant internationaux, le mouvement ouvrier doit l'être aussi, l'émancipation de la classe ouvrière est une œuvre à laquelle doivent concourir les travailleurs de tous les pays civilisés. C'est de ces principes qu'on s'est inspiré en formulant dans le programme les revendications du parti socialiste de l'Allemagne, que nous allons brièvement résumer.

1. Suffrage universel à scrutin secret de tous les citoyens, âgés de vingt ans, sans distinction de sexe, pour toutes les élections législatives ou administratives. Système électoral proportionnel; indemnité aux représentants élus; abolition de toutes les restrictions, excepté les cas d'interdiction;

2. Législation directe par le peuple ayant le droit d'initiative et de rejet, souveraineté et autonomie administrative du peuple dans l'Etat, les provinces et les communes; élection des fonctionnaires par le peuple, envers lequel ils seront responsables. Vote annuel de l'impôt;

3. Instruction militaire générale; la nation armée remplace l'armée permanente; la décision de la paix et de la guerre par les représentants du peuple; l'arbitrage dans toutes les questions internationales;

4. Abolition de toutes les lois qui restreignent ou suppriment le droit de manifester son opinion ainsi que les droits de réunion et d'association;

5. Abolition de toutes les lois faites au détriment de la femme dans la vie privée ou publique;

6. La religion est une affaire individuelle; suppression de toutes les dépenses faites dans un intérêt confessionnel;

7. Laïcisation de l'école; la fréquentation de l'école obligatoire; gratuité de l'instruction à tous les degrés;

8. Gratuité de la justice et de l'assistance judiciaire; la justice rendue par des magistrats nommés par le peuple; indemnité à accorder à ceux qui ont été impunément arrêtés, accusés et condamnés, abolition de la peine de mort;

9. Gratuité du service médical et pharmaceutique; gratuité des enterrements;

10. Impôt graduellement progressif sur le revenu et le capital; l'impôt sur la succession graduellement progressif d'après le montant de la succession et le degré de parenté. Abolition de tous les impôts indirects, les droits de douane, et en général de toutes les dispositions, par suite desquelles les intérêts privés sont favorisés aux dépens de l'intérêt public.

Quant à la protection de la classe ouvrière, le parti socialiste réclame :

I. Une législation protectrice du travail, basée sur les principes suivants :

- a) La fixation de la journée de travail ne dépassant pas huit heures;
- b) Défense de tout travail salarié pour les enfants au-dessous de 14 ans;
- c) Défense du travail de nuit, à l'exception des industries dans lesquelles par leur nature, pour des motifs techniques, ou pour des raisons d'intérêts publics, le travail de nuit est absolument nécessaire;
- d) Repos de 36 heures par semaine, sans interruption;
- e) Prohibition de payer les salaires autrement qu'en argent.

II. Inspection de tous les établissements industriels; réglementation des

conditions du travail par des bureaux du travail ou par des bourses de travail; mesures radicales en fait d'hygiène industrielle;

III. Assimilation juridique des travailleurs agricoles avec les ouvriers de l'industrie;

IV. Garanties du droit de coalition;

V. L'assurance des travailleurs à la charge de l'Etat; les travailleurs auraient voix prépondérante dans l'administration.

Au congrès de Berlin (11-21 novembre 1892), on résolut la question de la fête du 1^{er} mai, le congrès de Bruxelles avait fixé au 1^{er} mai la fête du travail, mais sans imposer la cessation du travail. Aussi après une discussion assez vive, le congrès décida : que la fête du travail aurait lieu le 1^{er} mai; mais si la cessation de tout travail était la forme la plus imposante, par laquelle on pouvait célébrer la fête, on n'en faisait pas un devoir absolu pour les travailleurs, d'autant plus que la mauvaise situation des affaires ne permettait pas de leur imposer de nouveaux sacrifices, de sorte que la fête aura lieu seulement le soir, et que le 1^{er} mai ne serait pas, pour cette année au moins, un jour de repos.

Ainsi le 1^{er} mai a été déclaré le jour de la fête du travail; les ouvriers ont manifesté partout le 1^{er} mai leurs sentiments de cordialité internationale, et leur ferme volonté d'en finir une bonne fois avec la domination des classes, et l'exploitation de l'homme par l'homme.

Les élections des conseils des Prud'hommes ont montré que la classe ouvrière avait fini par se persuader, que le socialisme seulement était décidé et se trouvait en mesure de défendre ses intérêts. Sans s'en exagérer l'importance, les ouvriers ont participé en grand nombre aux élections des Prud'hommes : dans les villes industrielles les candidats socialistes l'ont presque partout emporté, même dans les pays où les ouvriers avaient été jusqu'ici réfractaires ou indifférents au socialisme, on a obtenu des succès éclatants : les candidats des patrons ont échoué presque partout. Ainsi la lutte des classes gagnait en étendue, et assurait dans l'avenir le triomphe du socialisme.

La presse, elle aussi, montre par son développement, que le mouvement professionnel s'accroît. Dans le troisième trimestre 1891, on ne comptait que 54 journaux professionnels comme aujourd'hui, mais le nombre de ceux qui paraissent toutes les semaines est sensiblement augmenté, de 24 à 30. Parmi les autres journaux, 2 paraissent deux fois par mois, 18 de 15 en 15 jours, et 4 une fois par mois. Le mouvement professionnel a le même but que le mouvement politique, ils se complètent l'un et l'autre, aussi bien par rapport à leur organisation qu'à celui de leur presse.

Le mouvement politique a été plus animé; la presse socialiste en fournit une preuve manifeste. Dans le troisième trimestre 1891 les journaux du parti étaient de 68, aujourd'hui il y en a 72, dont 33 paraissent six fois par semaine, 24 trois fois, 4 deux fois et 11 une fois seulement, sans compter la Revue « *Die neue Zeit* » l'organe du socialisme scientifique et 2 journaux humoristiques illustrés, et un journal littéraire « *Die neue Welt* ». Le nombre des abonnés qui va toujours augmentant, montre d'une manière incontestable l'importance et l'influence de la presse socialiste en Allemagne. L'activité parlementaire des représentants socialistes dans le Reichstag et dans les municipalités ont aussi contribué beaucoup à assurer au socialisme de nouveaux partisans en assez grand nombre, en triomphant de leur indifférence, le plus puissant rempart du pouvoir politique de la bourgeoisie.

Les élections politiques qui ont eu lieu dans ces derniers temps, dans les différents pays de l'Empire, sont une preuve indiscutable des progrès du socialisme. Les résultats obtenus sont d'autant plus importants, qu'ils ne sont pas l'effet de compromissions faites avec les partis bourgeois, mais qu'ils sont dus seulement à la puissance du parti socialiste.

Mais ce sont surtout les élections du 15 juin 1893 qui ont montré que l'idée socialiste avait jeté des racines profondes dans le cœur des ouvriers allemands.

Les résultats pratiques ont été importants aux dernières élections; au premier tour du scrutin, 24 députés socialistes ont été nommés; au scrutin de ballottage on a gagné 20 autres sièges. Le succès aurait été beaucoup plus grand, si, au deuxième tour de scrutin, tous les partis bourgeois, même les plus avancés, ne s'étaient coalisés contre les candidats du parti, qui n'a pu ainsi compter que sur ses propres forces. Les députés socialistes sont au nombre de 44 dans le nouveau Reichstag; dans l'ancien, ils n'étaient que 36.

Malgré l'abolition des lois d'exception, les poursuites et les condamnations judiciaires pour des faits, en raison desquels les autres partis ne sont jamais inquiétés, continuent de plus belle. Ainsi on a infligé, pour des faits se rattachant au mouvement ouvrier ou au mouvement socialiste : en 1891, 89 ans de prison et 18,302 marks d'amende; en 1892, 117 ans et 20,352 marks; en 1893, 77 ans et 13,891 marks. Les peines prononcées en 1893 n'embrassent qu'une période de neuf mois, à partir du 1^{er} octobre 1892. Ces chiffres d'ailleurs, au moins par rapport au montant des amendes, sont bien au-dessous de la vérité.

Cependant le mouvement socialiste ne s'est jamais arrêté : les classes dirigeantes sentent le terrain se dérober sous leurs pieds; le prolétariat agricole, leur dernier rempart, est ébranlé; les armes qu'elles forgent contre le socialisme ont un double tranchant; l'armée est leur seul espoir. Mais même ce dernier espoir s'évanouira à mesure que le socialisme se développe, que les paysans et les petits bourgeois tombent dans le prolétariat, que la situation de l'industrie et de l'agriculture devient de plus en plus difficile et incertaine, et que les conditions faites aux travailleurs deviennent plus insupportables. Le socialisme n'aura ni cesse, ni repos jusqu'au jour où le capitalisme sera renversé; son passé, ses succès actuels et le courage avec lequel il soutient la lutte, lui assurent le triomphe dans l'avenir.

*Le Comité directeur du parti socialiste
de l'Allemagne.*

~~~~~

## AUTRICHE

### Rapport sur la situation du Parti ouvrier de l'Autriche.

Depuis le Congrès de Bruxelles, le parti ouvrier, qui venait de se constituer, a fait des progrès importants. Peu à peu s'accomplit aussi en Autriche la transition du régime féodal à la production capitaliste. Cependant les grands propriétaires et la bourgeoisie marchent aujourd'hui d'accord pour s'opposer au prolétariat qui s'avance; ils ont reconnu l'identité de leurs intérêts économiques. Leurs sympathies sont acquises à la petite bourgeoisie, dont le mouvement, qui a pris souvent en Autriche des formes antisémites, finira par échapper à l'influence de ses protecteurs intéressés.

En Autriche, malgré l'étiquette parlementaire, les droits politiques n'existent qu'au profit des classes possédantes : la classe ouvrière doit d'abord s'emparer des armes, qui dans les autres pays ont été arrachées à la bourgeoisie : sans liberté de presse et de coalition le mouvement socialiste et économique ne peut se développer qu'avec peine. Dans ces conditions la lutte est bien difficile. On s'est efforcé à réformer la loi sur la presse, qui rend impossible, pour le moment, la vie aux journaux du parti : le projet élaboré par une commission parlementaire ferait apercevoir au moins les inconvénients les plus graves; notre parti ne manquera dans la suite de pousser plus loin la réforme. La conquête du suffrage universel, égal et direct, est aussi l'objet des efforts du parti; les droits politiques

n'appartiennent qu'à un tiers de la population, les prolétaires en sont exclus. Rien d'étonnant si la législation et l'administration sont hostiles au peuple. Cependant, on sent que les choses ne peuvent pas continuer ainsi, le mouvement socialiste déjà imposant donne à réfléchir : mais jusqu'ici rien n'a été fait pour que les travailleurs soient représentés.

Les événements de la Belgique, où l'on a arraché aux Chambres le suffrage universel, ont eu un retentissement profond en Autriche, le pays désormais le plus arriéré de l'Europe. Même la clique de la noblesse foncière et de la bourgeoisie capitaliste, a compris que les jours de leur monopole étaient comptés. Dans ces circonstances la fête du 1<sup>er</sup> Mai a été une manifestation grandiose non seulement en faveur de la journée des huit heures, mais aussi et surtout du suffrage universel. Le suffrage universel est une question désormais à l'ordre du jour, le parti socialiste en hâtera et, au besoin, en imposera la solution.

Les luttes politiques ne nous ont pas fait perdre de vue l'organisation du prolétariat ; le socialisme se répand de plus en plus, le chômage, la misère, surtout pendant l'hiver 1891-92, nous ont amené de nombreuses recrues, même dans les campagnes où le clergé était tout puissant ; les travailleurs ont fini par comprendre que le parti socialiste seulement pouvait briser l'oppression capitaliste, et établir un régime social plus équitable.

Le progrès du socialisme est constaté, d'ailleurs, par le grand nombre des associations politiques et par le développement de la presse. A l'heure actuelle notre parti a 23 journaux politiques, sans compter les journaux professionnels, qui ne paraissent qu'une fois par semaine ou de quinze en quinze jours. Le plus important d'entre eux, le *Wiener Arbeiterzeitung*, tire à 19,000 exemplaires.

Cependant le progrès le plus important accompli depuis le Congrès de Bruxelles, a été l'organisation du parti. Malgré toutes les difficultés que des lois élastiques, les caprices et l'arbitraire de la bureaucratie, aux yeux desquelles le socialisme était dangereux aux intérêts de l'Etat, le Congrès réuni à Vienne, à la Pentecôte de 1892, a su créer une organisation, qui a pu imposer aux autorités elles-mêmes, qui l'ont tacitement reconnue, et qui fonctionne admirablement. Base de l'organisation est la publicité la plus complète ; elle est partagée suivant les divisions politiques : pays de la couronne, provinces, districts ; une fois tous les deux ans doit se réunir un congrès ; un comité de neuf membres est chargé des affaires du parti. Tous les groupes jouissent d'une autonomie assez étendue : les Tchèques et les Polonais gardent aussi leur autonomie, mais dans les cadres de l'organisation collective.

Le mouvement socialiste des femmes a fait aussi de sensibles progrès : pour le moment il est restreint au domaine corporatif, plus tard il prendra un caractère politique, mais pour empêcher qu'il ne se confonde avec les associations bourgeoises pour l'émancipation de la femme, on lui a donné une empreinte prolétarienne très accentuée.

L'organisation professionnelle s'est aussi développée malgré tous les obstacles qu'une bureaucratie hostile et arbitraire lui opposait : les conférences, les journaux, les congrès professionnels internationaux et nationaux n'ont fait qu'accentuer ce mouvement.

Il nous reste à parler de la fête du 1<sup>er</sup> Mai, dont le caractère universel ne pourrait être gardé si on ne la célèbre pas en même temps et de la même manière dans tous les pays. La date du 1<sup>er</sup> mai doit être définitivement fixée, la cessation du travail, qui cette année a coûté bien cher aux prolétaires de l'Autriche, doit absolument être imposée ; les délégués de l'Autriche soumettront au congrès une proposition ayant pour but de donner à la fête du travail la même forme dans tous les pays.

Le parti socialiste de l'Autriche remplira sa tâche, l'armée prolétarienne est prête pour la lutte, son courage est à toute épreuve ; la victoire ne peut pas lui manquer.

ANGLETERRE

**Rapport sur la situation de la Grande-Bretagne et de l'Irlande,  
présenté au Congrès ouvrier socialiste  
international de Zurich.**

Le mouvement ouvrier a fait de grands progrès dans la Grande-Bretagne et en Irlande depuis le Congrès de Bruxelles, il s'accroît tous les jours davantage. Cependant, un parti ouvrier socialiste, avec un programme et une tactique commune, n'existe pas encore. A la vérité, de nombreuses organisations ouvrières poursuivent le même but, la socialisation de tous les instruments de production et de distribution, mais avec des moyens différents. C'est pourquoi les organisations au nom desquelles ce rapport est présenté, sont seules responsables des faits qui y sont énoncés.

La différence entre les programmes des anciennes et des nouvelles unions a augmenté depuis 1891; les unes sont libérales, tandis que les autres sont animées d'un esprit franchement socialiste. La conscience de classe s'est développée parmi les ouvriers : ils sont de plus en plus persuadés que le socialisme seulement pourra résoudre le problème industriel : le mouvement politique, auquel les prolétaires participent tous les jours plus largement en est une preuve incontestable. L'action politique est reconnue nécessaire pour améliorer la situation des prolétaires et en préparer l'émancipation.

Le nombre des délégués et des organisations représentées au Congrès de Zurich a sensiblement augmenté si on le compare à celui du Congrès de Bruxelles; pour la première fois des membres du Parlement assistent à un congrès ouvrier, comme délégués d'organisations ouvrières.

Depuis le dernier Congrès la question des ouvriers sans travail a pris des proportions inquiétantes : l'armée de réserve devenait menaçante. Le chômage étant un effet du régime capitaliste en vigueur, les mesures empiriques proposées par la bourgeoisie n'étaient d'aucune utilité : tant que le système actuel de production ne sera pas renversé, les ouvriers sans travail ne feront qu'augmenter.

La lutte entre les capitalistes et les ouvriers devient de plus en plus acharnée : les grèves des mineurs de Durham, des tisserands du Lancashire, des ouvriers des docks, des matelots et chauffeurs ainsi que des charpentiers, ne permettent pas d'en douter. La plus importante, cependant, a été la grève de Hull, où les efforts des patrons pour briser les organisations de leurs ouvriers, se sont produits au grand jour : toutes les armes ont été employées, argent, intimidation, fausses nouvelles, persuasion, menace, corruption, famine, introduction d'ouvriers non syndiqués, etc., en un mot la force dans toutes ses formes. Le gouvernement libéral n'a pas manqué d'envoyer de la troupe pour aider le public et les patrons à détruire l'organisation des ouvriers des docks.



JOHN BURNS

Quelques petites concessions ont été accordées aux travailleurs dans ces derniers temps. Bien que les libéraux et les conservateurs ne fassent aux yeux des prolétaires qu'un seul parti réactionnaire, cependant, depuis qu'ils sont au pouvoir, les libéraux ont donné quelques satisfactions, peu importantes, d'ailleurs, aux travailleurs. La loi sur la responsabilité des patrons a été améliorée; la question de l'indemnité parlementaire a fait un pas en avant, on a augmenté le nombre des inspecteurs de fabrique, on a même appelé des femmes à ces fonctions; le département du travail publie tous les mois un bulletin où l'on trouve une masse de données statistiques sur les conditions du travail à l'intérieur et à l'étranger; enfin on a fait passer une loi sur les conseils des paroisses, dont les dispositions, si elles étaient exécutées, enlèveraient au clergé et aux propriétaires les administrations rurales. L'instruction publique a été aussi réformée et améliorée. Ces mesures cependant n'arrêtent pas le mouvement socialiste : les ouvriers les acceptent, comme à-comptes, en attendant tout ce qui leur est dû, c'est-à-dire la propriété du sol, des matières premières qu'ils façonnent, des machines avec lesquelles ils travaillent, et des produits qu'ils obtiennent.

Le premier dimanche de mai a eu lieu une importante démonstration en faveur de la journée de huit heures. Les Trades-Unions, toujours hostiles jusqu'ici à la journée légale des huit heures, ont fini par l'adopter, à la condition, cependant, que la majorité des ouvriers la demandent. Les ouvriers de l'industrie cotonnière qui avaient combattu jusqu'ici la journée de huit heures, se sont prononcés aussi en sa faveur. Les mineurs la réclament presque tous; la Chambre des Communes l'a voté pour les mineurs seulement, mais, sous peu, un nouveau bill sera présenté pour que la journée de huit heures soit universellement appliquée. La question des huit heures est entrée ainsi dans le domaine de la politique pratique.

Les travailleurs agricoles ont joué dans les dernières élections un rôle plus important qu'auparavant. Ils commencent à comprendre que leurs intérêts sont les mêmes que ceux des ouvriers de l'industrie, tandis que ces mêmes intérêts sont en antagonisme avec ceux des fermiers, du clergé et des propriétaires fonciers. Dans les deux dernières années on a fait une propagande très active parmi les paysans, qui ne se montrent pas hostiles aux idées socialistes, comprenant très bien ce que c'est que la naturalisation du sol. Les propriétaires paraissent effrayés de ce mouvement, d'autant plus qu'ils ne peuvent plus compter sur leurs voix comme ils le pouvaient autrefois.

En dehors du nouveau Parti Ouvrier, il existe plusieurs organisations, ayant le même but, mais qui n'en font pas partie, telles que la Fédération socialiste, les Ligues locales des travailleurs à Londres et dans d'autres villes, l'Association socialiste de Bloomsbury, la Ligue des huit heures, la Ligue internationale des travailleurs. Toutes ces organisations ont reconnu la nécessité de former un Parti Ouvrier, séparé des autres partis politiques; il faut espérer qu'on arrivera bientôt à fondre ensemble toutes ces associations, en vue de constituer un puissant parti ouvrier britannique.

Les sentiments de solidarité internationale se répandent de plus en plus dans les milieux ouvriers de ce pays.

Nous allons nous résumer. La société capitaliste dans ce pays est profondément ébranlée : la lutte de classe s'impose partout; les ouvriers et les capitalistes eux-mêmes l'ont reconnu, elle est combattue avec plus d'acharnement qu'auparavant, le mouvement en faveur de la journée de huit heures est là pour le prouver. Les travailleurs agricoles, eux aussi, commencent à se réveiller, le Parti Ouvrier vient de se constituer comme parti indépendant, sans attaches avec les anciens partis, les idées socialistes se répandent rapidement parmi les prolétaires; les sentiments de fraternité et de solidarité internationales s'accroissent de plus en plus; aussi on peut dire en toute vérité que le mouvement socialiste augmente toujours en extension et puissance.

---



## AUSTRALIE

### Mouvement socialiste et ouvrier en Australie.

Le parti socialiste de l'Australie est encore dans l'enfance. Jusqu'en ces derniers temps, l'Australie était le paradis des travailleurs. Les premières organisations ouvrières créées à Melbourne et Adélaïde étaient exclusivement allemandes : elles ne datent que de 1887. Ainsi, l'Australie est entrée la dernière dans le mouvement socialiste. La campagne, en faveur de la nationalisation du sol, a favorisé beaucoup l'éclosion des idées socialistes, car si la propriété privée de la terre est un vol, il faut en dire autant de la propriété des instruments de production. L'insuccès de plusieurs grèves importantes a grossi les rangs de l'armée socialiste, et facilité la propagande parmi les ouvriers des villes, des mines et les événements de Broken Hill ne sont pas encore oubliés.

Les travailleurs australiens sont socialistes par instinct; l'opinion publique et la législation sont favorables au socialisme; l'intervention de l'Etat est réclamée partout, aussi bien pour administrer et contrôler les affaires des banques, que pour exploiter les mines, socialiser le sol et cependant par ci, par là, le mouvement socialiste paraît tourner vers le socialisme d'Etat. L'esprit des socialistes australiens est essentiellement démocratique; quant à leur tactique, ils sont légalitaires avant tout, hostiles à l'emploi des moyens violents; ils ont foi dans l'organisation et le parlementarisme.

Dans une conférence de délégués socialistes tenue à Sydney à la fin de décembre dernier, il a été décidé de fusionner toutes les organisations socialistes de l'Australie, d'adopter un programme commun, économique aussi bien que politique et de participer à tous les congrès ouvriers nationaux et internationaux. Malgré la conspiration du silence organisée par la presse bourgeoise, la formation de la fédération socialiste des organisations australiennes, demeure un événement mémorable dans l'histoire des progrès du socialisme en Australie, car c'est la première fois que les travailleurs de ce pays ont reconnu l'internationalisme du travail.

La tâche du socialisme en Australie est, comparativement, assez facile, car les travailleurs y sont organisés, et la lutte contre le capitalisme est, depuis longtemps, engagée de sorte qu'il ne reste plus qu'à compléter leur éducation, et donner à leurs organisations une empreinte franchement socialiste.

Je vais maintenant donner quelques détails relatifs à la situation du parti socialiste australien, à sa puissance et aux événements qui l'ont engendré. On se rappelle sans doute que les salaires élevés, la réduction de la journée de travail et autres avantages des travailleurs australiens sont dus surtout aux efforts de leurs organisations, qui étaient jadis une force formidable avec laquelle les capitalistes devaient compter. Maintenant, il n'en est plus ainsi : les capitalistes eux aussi se sont organisés pour ne plus subir la loi que les exportations ouvrières leur imposaient. La grève générale, éclatée en 1890 parmi les matelots, les chauffeurs, déchargeurs, ouvriers de chantier, après avoir duré quatre mois, a misérablement échoué : les grévistes ont été complètement battus. Le travail organisé avait été étranglé par les ouvriers non organisés que, dans un esprit de funeste exclusivisme, les syndicats avaient jetés dans les bras du capitalisme. Les tentatives qu'on a faites pour se relever ont échoué aussi. Ainsi il a été montré une fois de plus que le travail, même organisé, ne peut pas lutter contre le capitalisme; c'est pourquoi les travailleurs sont entrés hardiment dans l'arène politique, et les ligues électorales formées, peu de temps après, ont donné aux élections de 1891 des résultats étonnants : 37 candidats ouvriers ont été nommés par 103,780 électeurs sur 268,500 qui ont voté dans la colonie de la Nouvelle-Galles du sud. Le parti du travail se trouve ainsi constitué : il tient la balance entre le parti ministériel et l'opposition, qui sont en force égale. Un

ministère a été déjà renversé, la réforme du système fiscal est décidée, d'autres réformes ont été obtenues : l'abolition du vote plural entre autres.

Pour se former une idée exacte de la force du parti ouvrier dans les assemblées législatives des différentes colonies, qu'il suffise de constater que sur 123 députés, 96 représentent la classe ouvrière, tandis que dans les législatures précédentes, ils étaient seulement au nombre de 12. Ainsi presque un quart des législateurs australiens sortent des rangs des travailleurs avec des tendances et des principes plus ou moins socialistes. L'Australie et la Nouvelle-Zélande marchent à la tête des autres pays civilisés par rapport au nombre des députés ouvriers dans les Parlements. Les prolétaires, d'ailleurs, formant un tiers environ du nombre total des électeurs, il n'y a pas de doute que les pouvoirs publics ne soient bientôt conquis, d'autant plus qu'en Australie il n'y a ni aristocratie, ni traditions enracinées pour retarder ou arrêter le mouvement comme il arrive en Europe. Aussi, je crois pouvoir déclarer que l'Australie, le pays de la journée de huit heures, verra, peut-être, la première, l'émancipation de la classe ouvrière.

FRANCIS SCEUSA,

*Délégué socialiste de l'Australie.*

Zurich, 8 août 1893.

~~~~~  
BELGIQUE

Rapport sur la situation du Parti ouvrier et sur le mouvement Socialiste de Belgique, présenté par le Conseil Général du Parti ouvrier belge.

Aux délégués du Congrès,

Depuis le Congrès international de Bruxelles, l'activité du Parti ouvrier belge s'est surtout portée vers la conquête du droit de vote à tous les citoyens âgés de 21 ans. L'octroi du suffrage universel, question primordiale, a fait l'objet, pendant plusieurs années, d'une propagande intense.

Le principe du droit de vote à tout citoyen âgé de vingt-cinq ans est, aujourd'hui, chose acquise, mais il n'a été obtenu qu'à la suite d'une activité fébrile et de la grève d'avril dernier. La peur a secoué l'inertie parlementaire et a mis fin à sa longue résistance.

La grève a eu pour résultats de donner à la classe ouvrière plus de confiance en elle-même. Elle lui a insufflé l'esprit de solidarité. La preuve en est dans la création de nouvelles organisations syndicales, dans l'accroissement de nos anciens groupes, dans le nombre relativement considérable d'affiliations au parti, dans la conduite des tisserands de Verviers qui, depuis plus de deux mois, luttent pour une question de minimum de salaire.

La pénétration des idées socialistes se fait lentement, mais sûrement. Les semences jetées, au cours d'une propagande de huit années, se lèvent, se développent déjà; d'elles, sont déjà nées des pousses robustes, puissantes qui, se fortifiant, étoufferont le régime capitaliste.

Le parti ouvrier n'a pas attendu l'avènement d'un régime électoral nouveau pour s'organiser sérieusement.

Sous l'égide du parti, le pays a été divisé en régions naturelles et industrielles. Les prolétaires de la plupart d'entre elles ont été groupés, puis réunis en fédérations régionales qui sont, à la fois des organismes politiques, syndicaux, coopératifs et mutualistes.

Des chambres syndicales, au nombre de deux cents environ, sont essentiellement constituées pour la défense et l'amélioration des intérêts du travail; des sociétés coopératives dirigées par des militants, et connues sous le nom de « Maison du Peuple », assurent la vigueur et la continuité à notre mouvement; des centaines de groupes politiques, d'études et de pro-

pagande sont chargés de la politique communale, de la diffusion des principes socialistes, de la propagation des journaux du parti et de l'organisation ouvrière; des mutualités, des services médico-pharmaceutiques, des caisses de secours attirent les travailleurs par l'intérêt immédiat, et les préparent à entrer dans nos autres groupes.

Telle est la structure organique du parti ouvrier belge.

Des cercles de musique, de chœurs, d'art dramatique, d'escrime et de gymnastique, des jeunes gardes dont la mission est la propagande du socialisme dans l'armée par des manifestes, des brochures, par des journaux spéciaux : « Le Conscrit » et « De Loteling » complètent notre organisation.

Enfin, il existe sept fédérations nationales de métiers qui ont, les unes, déjà créé une entente internationale, les autres qui y sont toutes disposées. Un congrès du parti a rendu obligatoire, pour toutes les chambres syndicales affiliées, l'entrée dans leur fédération respective.

Toutes ces organisations marchent d'accord vers la conquête de l'Etat pour assurer l'émancipation complète du prolétariat.

Le parti ouvrier belge forme donc un tout complet qui n'attend que du temps le soin de se fortifier : pas un intérêt qui ne soit défendu, pas un besoin matériel aussi bien qu'intellectuel et moral auquel il ne soit répondu par un organisme défensif ou offensif.

Depuis le dernier Congrès socialiste international de 1891, il a été tenu en notre pays, preuve nouvelle du développement de l'esprit d'organisation, 9 congrès nationaux de métiers, 5 congrès nationaux du parti, 15 autres assises régionales ou nationales de sociétés ouvrières socialistes, 3 congrès internationaux : mineurs, étudiants, gantiers.

En dehors des faibles organisations ouvrières (!) catholiques, dirigées par le haut clergé, la noblesse et la finance, il existe, dans notre pays, plusieurs groupements importants qui, sans être affiliés, marchent souvent de pair avec nous, telle est l'Union des Gantiers, tels sont encore l'Association des Typographes et Imprimeurs, la Fédération nationale des sociétés de secours mutuels et les Chevaliers du Travail qui, tous trois, souvent malgré eux, sont entraînés dans l'orbite de la propagande du parti.

Somme toute, l'organisation ouvrière en Belgique, marche sous les plis du drapeau rouge.

Le 1^{er} Mai qui, jusque l'an dernier, a revêtu un caractère particulier à la Belgique, par suite de l'ilotisme politique de la masse, a été célébré cette année avec beaucoup d'ensemble dans les principales villes et régions industrielles, bien que nous sortions d'une longue période d'agitation et d'une grève politique colossale. L'idée de chômer le 1^{er} Mai fait du progrès. Nous sommes unanimement d'avis de conserver aux démonstrations du 1^{er} Mai, le caractère économique préadmis qui en fait la puissance et leur donne un aspect de la lutte des classes.

Le Congrès national, tenu cette année à Gand, a résolu affirmativement cette question. Le secrétariat ouvrier belge de la statistique du travail entrera sous peu en fonction et se mettra en relation avec les institutions similaires de nos frères de l'étranger.

La question féministe fait chaque jour de sérieux progrès. Déjà plusieurs groupes de femmes ont été constitués sous la forme de syndicats d'ouvrières, de caisses d'épargne, de ligues, etc. Ils ont pour organe spécial : « De Vrouw ». D'autres publications ont aussi pris la défense exclusive des femmes. Ces organisations et ces journaux marchent pour la plupart d'accord avec le Parti ouvrier qui poursuit l'égalité politique, civile et économique des deux sexes.

Depuis deux ans aucune amélioration n'a été apportée, par la loi, au sort de la classe ouvrière. Quelques lois dites sociales ont été votées par le Parlement, mais elles sont restées lettre morte; aucune mesure n'ayant été prise pour en rendre l'application efficace.

Quant à la situation économique du pays, elle est, à l'heure présente,

aussi mauvaise qu'on peut l'imaginer : les salaires des mineurs ont subi de très nombreuses réductions ; dans bon nombre d'exploitations charbonnières, on ne travaille que quatre ou cinq jours sur sept ; dans les autres industries, il y a un nombre considérable de chômeurs qui se disputent, pour des salaires inférieurs, anormaux, les places occupées. Déjà l'hiver dernier, notre pays a eu un contingent très nombreux de sans travail qui se sont organisés en groupes, qui ont promené leurs haillons et leur misère en criant : « Du travail ! Du pain ! » dans les rues commerçantes, dans les quartiers de l'aristocratie et du gouvernement de nos grandes villes, Gand a vu un commencement d'émeute. Cette année, il faut s'attendre à une recrudescence du mouvement des sans-travail, vu la dépression énorme des salaires, tant des ouvriers agricoles que des ouvriers industriels, vu encore le mauvais état de la récolte et l'augmentation du prix de certaines denrées alimentaires, vu également la guerre de tarifs organisée par plusieurs Etats et par la France, en particulier. Peut-être verrons-nous, au cours du douloureux hiver prochain, de nouvelles émeutes de la faim !

La cause des grèves belges réside dans la lutte pour le salaire. Elles sont donc surtout défensives, c'est à dire qu'elles sont faites pour maintenir le taux des salaires, résister à leur diminution ; non pour obtenir de meilleures conditions de salaire, mais pour conserver les conditions existantes.

Non seulement, la Belgique est le pays des petits salaires, c'est aussi le pays des longues journées de travail. Celles-ci ne sont pas inférieures à 10 heures, et elles vont jusqu'à 11, 15 et 16 heures ; la moyenne est d'environ 12 heures.

Il existe en ce moment, un mouvement en faveur du « repos du dimanche » parmi les employés et les voyageurs des maisons de commerce, mouvement qui, en peu de semaines, a pris une large extension et qui aboutira, nous pouvons le prédire.

Si la situation politique des travailleurs belges s'est modifiée, en principe, on ne peut en dire autant de leur situation économique qui, au contraire, s'aggrave chaque jour.

Que faire ?

S'organiser nationalement et internationalement pour la lutte sans trêve, sans repos !

Lutter pour l'émancipation économique, morale et politique du prolétariat.

Le rapporteur,
SERWY

~~~~~

## BULGARIE

### Rapport du Parti socialiste bulgare.

C'est la première fois que la Bulgarie est représentée à un Congrès ouvrier international. Aussi, il n'est peut-être pas sans intérêt de résumer en quelques mots l'histoire des progrès économiques de la Bulgarie dans ces derniers temps, pour mieux en comprendre le mouvement socialiste.

Avant l'indépendance de la Bulgarie, l'industrie textile domestique était assez développée dans le pays ; il y avait même quelques fabriques d'étoffes de laine qui travaillaient pour le compte du gouvernement. Après la dernière guerre les fabriques augmentèrent sérieusement : les artisans et les petits industriels prolétariés travaillent aujourd'hui dans les fabriques, le capitalisme, dans sa forme la plus moderne, triomphe partout : les voies de communication, les chemins de fer, surtout se développent, l'industrie minière elle aussi a pris un grand essor, la prolétarianisation des artisans s'accroît tous les jours. Le gouvernement favorise partout le capitalisme : de nombreuses concessions industrielles ont été accordées, les filatures et les tissages augmentent, tandis que les ouvriers, pour lesquels rien n'a été fait,

travaillent en moyennent 16 heures par jour pour un salaire quotidien moyen de 35 centimes pour les enfants, de 60 centimes pour les femmes et de 1 fr. 30 pour les hommes. Aucune loi protectrice du travail ; le capitalisme domine en maître : les conditions hygiéniques sont des plus mauvaises ; en cas d'accident, aucune responsabilité de la part des patrons. Dans ces circonstances, la propagande socialiste fait des progrès rapides à tel point que les industriels eux-mêmes ont demandé au gouvernement de régler les relations entre le Capital et le Travail.

La propriété de la terre était jadis très partagée, aujourd'hui elle se concentre en quelques mains : l'émigration de la population turque y a beaucoup contribué. La situation des travailleurs agricoles est des plus misérables, leur salaire annuel ne dépasse pas en moyenne 250 fr. ; leur exploitation est poussée à la dernière limite. Le commerce aussi est accaparé par une poignée de capitalistes sans scrupules ; presque la moitié de la population, qui dépasse près de trois millions, est forcée de vendre son travail ; les statistiques officielles portent à 847,000 le chiffre des travailleurs.

L'émancipation politique de la Bulgarie favorisa la formation d'une bourgeoisie capitaliste, qui s'empara bientôt du pouvoir politique et de l'administration, pour s'en servir à son profit. Les prolétaires ne sont admis à participer à la vie politique, que dans l'intérêt du parti bourgeois. Aucune organisation ouvrière n'existait : l'organisation du parti socialiste date de 1891. Le premier congrès s'est réuni à Tirnowa en avril 1891 : on y elabora le programme et les statuts du parti, qui ont été votés ensuite par un deuxième congrès tenu à Bosludscha en 1891. Les sections qui forment le parti socialiste se sont beaucoup augmentées ; il y en a presque dans chaque ville. Dans le congrès de Philippopoli, convoqué en 1892, il a été décidé de publier le programme et de créer un journal, qui serait l'organe du parti. Le journal a paru en novembre dernier sous le titre *l'Ouvrier*, il a 1,200 abonnés. Grâce à sa propagande, des organisations ouvrières socialistes ont été créées en grand nombre. On publie aussi une bibliothèque socialiste, les brochures et les ouvrages des plus importants auteurs en font partie. Au congrès de Tirnowo, tenu il y a un mois, il a été décidé de publier une revue mensuelle, de participer aux élections législatives, malgré le peu d'espoir d'obtenir quelques succès, la loi sur la presse ne permettant pas la libre expression de la pensée, et la critique politique.

La fête du 1<sup>er</sup> mai a été célébrée partout, dans les villes les plus importantes de la Bulgarie, en se conformant aux décisions du Congrès de Paris.

Le mouvement socialiste s'accroît chaque jour davantage, et il ne manquera pas de contribuer, d'avancer la cause des prolétaires en se solidarisant avec le mouvement international des travailleurs.

Vive le socialisme international.

W. GABROWSKY

*Délégué du Parti socialiste bulgare.*

---

## ÉTATS-UNIS

### Rapport du parti ouvrier socialiste au Congrès de Zurich

Le Parti Ouvrier Socialiste des Etats-Unis fut réorganisé le 12 octobre 1889, à Chicago. A cette époque, il restait à peine quelques traces du vigoureux mouvement qui s'était manifesté de 1886 à 1887, et dont les principaux épisodes furent en 1886 les 70,000 voix données à New-York au candidat des organisations ouvrières de cette ville, et en 1887, l'assassinat juridique des soi-disants anarchistes de Chicago. Les *Trades-unions*, qui, grâce aux efforts persévérants des socialistes, avaient atteint des proportions gigantesques

et qui, de 1878 à 1885, avaient remporté victoire sur victoire, étaient alors entrés dans une période de décadence. Les conditions extraordinaires qui avaient, pendant plusieurs années, favorisé le développement de ces organisations, avaient fait place à des conditions contraires. Vainement les socialistes avaient-ils prévenu les *Trades-unions*, dans leurs beaux jours, de ne pas compter en tout sur l'organisation purement économique, mais de s'unir en masse pour un mouvement politique. La vieille, pernicieuse, funeste tradition, que la politique — et surtout la politique ouvrière — doit être soigneusement bannie des organisations économiques, avait encore trop de force sur les esprits pour en être aisément déracinée. La grande organisation secrète des Chevaliers du Travail, et la plus récente Fédération Américaine des Travailleurs, sous la direction de têtes faibles et confuses, demeurèrent toutes deux sourdes et apathiques.

De même, enfin, la tragédie de Chicago n'eut d'autre effet immédiat que de désorganiser presque entièrement la classe ouvrière de ce grand centre industriel.

Du Congrès de Chicago, en 1889, date une ère nouvelle. Les lignes fondamentales sur lesquelles le Parti Ouvrier Socialiste devait, à l'avenir, conduire sa propagande, y furent clairement tracées et l'unité du mouvement politique et économique y fut proclamée. Depuis lors, l'un des principaux efforts du parti a été de pousser en avant cette nouvelle forme de trade-unionisme qui, dans son but et ses méthodes, est inséparable du Socialisme. A dater aussi de cette époque le Parti Socialiste, avec le concours de son allié, — le nouveau trade-unionism, — s'est naturellement affirmé comme force indépendante sur le terrain politique à chaque élection.

Il va sans dire que dans toutes ces places le but en vue était simplement de réunir au scrutin les forces actives, mais éparses du Socialisme, et nous avons lieu d'espérer qu'à la prochaine élection présidentielle notre territoire tout entier, à l'exception peut-être des Etats du Sud, sera suffisamment organisé pour nous permettre d'y entrer partout en campagne.

Le Parti a maintenant des sections dans vingt-quatre Etats.

Le parti a deux organes officiels : *The People*, publié en anglais, et *Vorwaerts*, publié en allemand. Mais il y a en outre, dans les grandes villes des Etats-Unis, un certain nombre de journaux socialistes, quotidiens et hebdomadaires, publiés en anglais, en allemand, en scandinave, en hongrois, en polonais, en hébreu et autres langues.

Le parti est vivement animé de l'esprit de solidarité internationale, ainsi qu'il l'a prouvé en maintes circonstances, et tout récemment, à l'occasion des élections allemandes. D'un autre côté, le progrès du mouvement socialiste à l'étranger a un effet stimulant sur notre parti et, indirectement, sur le prolétariat américain tout entier.

Les nombreux revers que nos ouvriers ont récemment subis dans leurs conflits avec le capital sur des lignes de bataille surannées (depuis l'affaire de Homestead jus qu'à celle de Tonawanda), ne peuvent manquer d'éveiller leur pensée et de les éclairer sur la vraie marche à suivre, ainsi que nous en avons déjà la preuve dans les articles remarquables que divers organes officiels des Trades-unions et des Chevaliers du Travail commencent à publier.

La transformation qui s'opère en ce moment dans l'esprit du prolétariat américain est le résultat logique des événements. L'aider, la hâter, la confirmer ; éclairer nos travailleurs de manière qu'ils puissent enfin adapter leur tactique aux besoins des temps modernes et apporter, dans leurs méthodes

de combat, les perfectionnements que leur connaissance des choses, chèrement acquise par l'expérience, doit naturellement leur suggérer, telle est la mission du Parti Socialiste des Etats-Unis, la mission qu'il a remplie et qu'il continuera de remplir avec une énergie sans relâche, fortifié dans ses labeurs par les victoires de nos camarades d'Europe.

Présenté par

DANIEL DE LEON,  
*Délégué du Parti ouvrier socialiste  
des Etats-Unis d'Amérique.*

---

## ITALIE

### Rapport du Parti des Travailleurs italiens

#### HISTORIQUE

L'Italie, qui n'a atteint qu'en 1870 son unité approximative avec Rome capitale, n'a présenté que très en retard les conditions favorables au développement du socialisme, et ne les présente encore qu'à demi. Non seulement toutes les forces vives et généreuses de la nation étaient absorbées pendant longtemps à la conquête de l'unité nationale ; mais ce même démembrement qui, depuis si longtemps, sillonnait le pays de douanes, ne permettait pas à l'industrie de se développer et clouait l'économie nationale dans les formes rudimentaires presque du moyen âge.

Sous le drapeau déployé du droit à l'existence, du droit de chaque travailleur au produit intégral de son travail, du combat contre toute sorte de parasitismes, le premier Parti ouvrier italien fut ainsi fondé et il eut tout d'abord un essor inespéré. Plus de 40,000 ouvriers, ralliés en peu de mois par une active propagande au nouveau parti, dont le Comité siégeait d'abord à Milan, ensuite à Alexandrie, presque tous lisant ou se faisant lire le journal du parti — le *Fascio Operaio* — semblaient promettre une éclosion socialiste des plus formidables. Des grèves éclatèrent, elles furent énergiquement soutenues ; la lutte contre le capital, contre les abus des industries, la cruauté des maîtres, contre-maîtres, etc., fut conduite avec une vigueur et une opiniâtreté dont en Italie on n'avait pas eu jusqu'alors même le pressentiment.

Le Parti ouvrier était un parti de réaction — réaction surtout contre le courant radical. Personne — excepté quelques socialistes qu'une grande foi et une conviction très mûre animaient — n'osait encourager un tel parti ni prendre ouvertement sa défense. Ce fut surtout dans la période électorale



ANDREA COSTA

(1886), lorsqu'en plusieurs « collèges » ou districts électoraux de la haute Italie, il posa ses candidatures, échouant, il est vrai, partout, mais déterminant parfois la chute des candidats radicaux, que toutes les haines de la démocratie bourgeoise se déchaînèrent contre lui. Les meneurs du mouvement furent lâchement calomniés, on les accusa d'entente avec la police, d'être les agents du gouvernement, etc. Le gouvernement, qui ne s'attendait pas à mieux, tomba sur le parti, en fit dissoudre les sections, confisquer les papiers et emprisonna tous ceux qui avaient joué un rôle tant soit peu actif dans cette propagande. Des poursuites judiciaires eurent lieu, un grand procès fut échafaudé devant la Cour d'assises de Milan. L'accusation de conspiration s'évanouit pendant l'instruction, mais pour des accusations moindres (tels qu'excitation à la guerre civile) les prévenus furent condamnés.

Le mouvement d'organisation étant encore jeune, ces poursuites lui furent désastreuses. Un relâchement s'ensuivit, une période presque de torpeur, pendant laquelle pourtant, de la terre, que la propagande ensemençait toujours, se préparait à sortir vigoureux le nouveau Parti des travailleurs italiens, ainsi qu'une jeune forêt germe et s'élève sur un terrain que l'incendie des herbes et des arbustes a déserté, le couvrant de cendres fécondantes. —

#### [LE NOUVEAU PARTI DES TRAVAILLEURS. — LE CONGRÈS DE MILAN

La naissance du nouveau parti était une intégration et, par là même, un grand pas en avant dans la propagande; c'est d'elle que date, pour ainsi dire, l'accession complète et décidée du socialisme italien au grand mouvement d'ensemble du socialisme international.

L'ancien Parti ouvrier, ainsi qu'on l'a vu, avait en quelque sorte laissé en dehors de lui-même le courant intellectuel du mouvement, tout ce qui n'était pas travail manuel pur et résistance corporative; il était un Parti ouvrier dans la plus stricte signification du mot; il n'était pas encore un parti socialiste dans le large sens. Le nouveau Parti des travailleurs a réuni les deux courants socialistes, théorique et pratique, qui se cherchaient mutuellement, et a imprimé au mouvement son propre caractère politique, le caractère de la lutte de classe pour la conquête des pouvoirs politiques et administratifs, pour l'abolition de la propriété privée des instruments de production, pour la suppression définitive des classes.

A ce progrès décisif plusieurs circonstances ont contribué, entre autres l'exemple et l'étude de ce qu'on avait fait au delà des frontières. La *Critica Sociale*, une revue socialiste, qui paraît à Milan depuis janvier 1891, se faisant l'interprète du socialisme scientifique et le popularisant, donna son vigoureux coup d'épaule à cette évolution.

Le premier acte du Parti des travailleurs, qui est maintenant le vrai et seul parti socialiste italien, a été le Congrès de Milan (août 1891) où non moins de cent cinquante Sociétés ouvrières de Lombardie, de l'Emilie, de la Toscane, de la Ligurie, du Piémont étaient représentées.

Presque à l'unanimité on délibéra la constitution de toutes les sociétés ouvrières, ayant fait ou qui feraient adhésion au Congrès, en un seul parti indépendant des travailleurs italiens, soutenant la lutte contre le monopole du capital moyennant la solidarité, la résistance, la propagande et la coopération ayant des buts d'émancipation, et une Commission fut chargée de rédiger un projet de programme complet et d'exercer en même temps les fonctions de Comité central provisoire jusqu'à un prochain Congrès. — Un point de la même délibération ménageait l'autonomie des sections en tout ce qui n'était pas essentiel à l'intérêt général et réservait à des discussions successives la question de la participation du parti aux luttes électorales. — Des délégués furent envoyés au Congrès international de Bruxelles. — On formula aussi le projet d'un journal central du parti.



LE CONGRÈS DE GÈNES. — L'ORGANE CENTRAL. — LE PROGRAMME

Le projet d'un journal central n'ayant pu aboutir à cause des fonds qu'il exigeait et que les sociétés ouvrières n'étaient pas en état de verser d'avance un groupe de socialistes militants, d'accord avec la Commission centrale provisoire du Parti, fondé par souscriptions privées, en juillet 1892, un mois avant le Congrès national la *Lotta di Classe*, journal des travailleurs italiens, paraissant hebdomadairement à Milan, dans le but avoué de préparation au Congrès et d'en être déclaré l'organe officiel et central du Parti. On pourrait dire que le Congrès de Gènes (14-15 août 1892) a donné naissance au Parti que le Congrès de Milan n'avait que conçu, et qui, après cette réunion, prit sa forme dégagée et définitive.

La première journée, des incidents tumultueux éclatèrent, qui nous séparèrent violemment et définitivement des anarchistes de toutes nuances. La deuxième, le Congrès des socialistes collectivistes, quelque peu réduit numériquement, mais ayant atteint la possibilité de l'entente, discuta vivement le programme.

MOUVEMENT CORPORATIF

Ce mouvement, depuis quelques années, tend à se concentrer dans les Chambres ou Bourses de travail qui se répandent avec rapidité de ville en ville, le plus souvent obtenant des subsides des municipalités, et dont on est en train d'essayer la fondation même au milieu des campagnes.

Les Bourses du travail, dont l'exemple nous est venu de France, et qui centralisent et coordonnent le fonctionnement des différents syndicats, ne sauraient ni ne pourraient avoir une action directement politique. Mais, en servant d'intermédiaire entre l'offre et la demande de travail, en régularisant cet offre et en facilitant le placement de la main-d'œuvre, en organisant les sections de métiers où elles n'existent pas, en aidant à la formation des coopératives de production, des comités de prud'hommes, en représentant les ouvriers vis-à-vis des patrons, des Communes, de l'Etat, et surtout en mettant les ouvriers en contact entre eux, dans une maison où ils sont chez eux, où ils trouvent de l'instruction à leur portée, des conseils en cas de besoin et parfois des secours, les Bourses du travail développent en eux le sentiment de leur solidarité et de leur force et, à ce point de vue, elles font œuvre favorable au parti socialiste.

ROUMANIE

**Rapport du Parti socialiste-démocrate des ouvriers de Roumanie  
au Congrès socialiste ouvrier de Zurich.**

En ce qui concerne l'activité de notre parti, nous mentionnerons la création de clubs de propagande dans plusieurs centres du pays.

Nous estimons comme un résultat appréciable le fait que notre propagande ait réussi à pénétrer le prolétariat juif de Moldavie, celui de Jassy surtout; cette propagande présentait de nombreuses et grandes difficultés. Nulle part le nombre de Juifs proportionnellement à la population totale n'est aussi élevé qu'en Roumanie.

L'organisation socialiste des ouvriers juifs rendra stérile et vaine toute agitation antisémite dans la classe ouvrière.

Mais le fait le plus marquant pour notre mouvement est la réunion d'un Congrès socialiste national à Bucarest, le 13 avril 1893. Le succès moral de ce Congrès a dépassé les espérances de ses organisateurs. Soixante-deux délégués, représentant les différents clubs et sociétés ouvrières, y ont pris part. Auparavant le parti était fractionné en groupements régionaux ou lo-

caux sans autre lien que la communauté de programme, mais suivant quelquefois des tactiques différentes.

L'œuvre du Congrès fut d'une part d'assurer l'unité d'action du parti, de l'autre de compléter et de sanctionner le programme jusqu'alors tacitement suivi.

Le Congrès condamne l'antisémitisme non seulement comme une survivance des luttes barbares de race, mais surtout comme une tentative frauduleuse de cacher à la classe ouvrière cette vérité primordiale, que, parmi les parasites du travail, elle ne doit distinguer ni les races, ni les religions.

Ce qui constitue pour nous le résultat le plus heureux c'est l'œuvre fondamentale entreprise et réalisée par le Congrès :

1° Il a jeté les bases d'une organisation disciplinée et a assuré l'unité d'action du parti. Un conseil général de cinq membres, élus chaque année par le Congrès national, a été chargé de la direction du Parti.

2° Le Congrès a élaboré et sanctionné le nouveau programme du *Parti social-démocrate des ouvriers de Roumanie*.

Le programme, précédé par des considérations générales sur les bases et la justification du Socialisme collectiviste dans notre pays, se partage en trois parties :

Dans la première, concernant les revendications politiques, le parti socialiste roumain réclame le suffrage universel, comme la plus indispensable et immédiate conquête à poursuivre.

Au Congrès international de Bruxelles, les délégués roumains ont eu pour spéciale mission de soulever la question de la propagande et de l'organisation des ouvriers des champs.

La nécessité d'un programme socialiste agricole s'impose à tous les partis socialistes européens.

Dans le rapport de Bruxelles nous avons exposé la marche historique du développement social dans notre pays, nous avons insisté sur la situation économique du paysan roumain et expliqué la marche de sa prolétarianisation.

Les relations qui se sont établies depuis 1864 entre le paysan proclamé libre et les grands propriétaires ou, pour mieux dire, leurs fermiers (car en Roumanie la plupart des domaines sont affermés) sont aussi révoltants et misérables qu'on puisse les imaginer sous le pire des servages. De toute nécessité, pour que le paysan puisse vivre lui et sa famille, il doit louer au propriétaire un lot de terre qu'il s'oblige à travailler avec ses instruments. La récolte une fois obtenue, le propriétaire ou son fermier prend sa part qui est généralement la moitié, quelquefois les deux tiers de la récolte totale. Mais outre ce paiement en nature le paysan a d'autres obligations supplémentaires, il faut qu'il travaille sur les terres ouvrables du boyard un nombre déterminé de jours, lui, sa femme, ses enfants, autant de journées de travail avec la charue, autant pour sarcler les champs de maïs, etc., etc. Il est obligé en plus de donner un nombre fixé d'œufs de poules, canards, agneaux, etc.

Le paysan a toute une série d'obligations infiniment variées, et la complexité des chapitres, rubriques et chiffres, est telle que le malheureux paysan ne saurait se débrouiller.

Des enquêtes officielles, et surtout des contrats publiés par centaines dans la presse démocratique, ont révélé des vérités horribles. Ainsi, par exemple, après avoir effectué le décompte détaillé de tous les engagements imposés par un grand propriétaire on constata, comme fait typique, que pour 20 fr., prêtés à un malheureux paysan celui-ci avait payé en intérêts la somme de 200 francs. Il faut ajouter que sur une grande échelle se pratique le fait suivant : pendant l'hiver le paysan est obligé d'emprunter le maïs nécessaire à sa nourriture et c'est alors que le grand seigneur en profite pour lui imposer la plus éhontée des usures, les obligations mentionnées.

Cette exploitation infâme ne pouvait s'exercer qu'en violation même du droit commun.

Il est évident que sous le régime du « laissez faire, laissez passer », le paysan, acculé par la nécessité, finit par accepter les barbares contrats imposés par les propriétaires, mais si les paysans refusaient ensuite les obligations contractées, le boyard ne pourrait le contraindre qu'après un jugement en règle. Cette procédure suppose des dépenses de jugement, des pertes résultant du manque de bras à temps et enfin la sanction du jugement serait illusoire étant donné l'extrême dénuement du paysan.

Aussi la jeune bourgeoisie roumaine — devenue propriétaire de la terre, — a su, sous le couvert des lois agraires, destinées à régler les relations entre paysans et propriétaires, établir de fait un régime dans lequel, formalités judiciaires mises de côtés, l'administration prête aux propriétaires main forte pour l'exécution des contrats extorqués aux paysans. La loi agraire votée sous l'impulsion honnête de Rosetti n'a pas eu un meilleur résultat. En moins de trente années de cette effrénée exploitation bourgeoise, le pays a perdu sa riche productivité et la misère du paysan atteint son apogée. La pauvreté et la dégradation économique du peuple agricole roumain n'est comparable qu'à celle existant dans certaines contrées de la Russie. Le paysan est dépourvu des garanties personnelles les plus élémentaires et son influence politique a été jusqu'ici nulle, et cependant c'est par lui et pour lui que le socialisme roumain deviendra une force.

Le socialisme contemporain est l'expression du prolétariat de la grande industrie; il était donc tout naturel que le socialisme militant concentrât tous ses efforts pour organiser le prolétariat qui donnait corps à la doctrine.

Ainsi, vis-à-vis des ouvriers des villes, les socialistes roumains n'avaient qu'à suivre dans leur propagande la voie tracée par leurs frères d'Occident. Il n'en fut pas de même quand il s'agit des moyens de propagande et d'organisation parmi les ouvriers des campagnes. Les militants roumains se sont trouvés, à ce propos, abandonnés à leurs propres forces et obligés de frayer une voie nouvelle au socialisme. Cette œuvre n'a pu cependant être accomplie sans des divergences d'opinion sur la tactique à suivre, sans des concessions de doctrine jugées réelles par les uns, apparentes seulement par d'autres. Les conditions de vie de nos travailleurs et surtout de nos paysans diffèrent tellement de celles existant en Occident, que forcément notre tactique et les revendications immédiates inscrites dans notre programme agricole, sont également particulières à notre pays. Ainsi pour citer un exemple, nous rappellerons que souvent le paysan roumain est encore possesseur d'une parcelle de terre, infime il est vrai, mais qui tout de même en fait un propriétaire; grâce à cette circonstance, ce qui tient le plus au cœur du paysan, ce qu'il demande avant tout, c'est encore et quand même un lopin de terre.

Une considération plus immédiate et plus impérieuse amena les socialistes à aider les paysans dans leurs demandes de terre; ce mouvement aurait en effet pu aboutir malgré nous et contre nous; les événements qui ont suivi, ont confirmé nos prévisions à cet égard. Des révoltes agraires éclatèrent justement là, où l'action socialiste ne s'était pas fait sentir, et elles furent toutes impitoyablement noyées dans le sang. Mais lorsque des pétitions demandant des terres, commencèrent à affluer par dizaines de milliers au Parlement, les conservateurs et les libéraux, pris de panique, décidèrent d'un commun accord de vendre et de distribuer par lots aux paysans les domaines de l'Etat.

Comme on devait s'y attendre, l'application de cette loi se fit avec une lenteur calculée et donna lieu aux abus les plus criants.

Le Congrès national de Bucarest, considérant que les paysans réclament avec insistance la mise en vente de terres, a décidé de ne pas s'opposer à l'application de la loi votée, mais convaincu de l'inefficacité de cette réforme, encore plus illusoire que celle de 1864, il a été convenu que le

parti socialiste roumain poursuivrait la propagande d'une autre solution, qu'il n'avait jamais négligé de faire connaître aux paysans.

A cet effet, le Congrès a inscrit en tête de son programme agraire l'article suivant :

« Rachat graduel par l'Etat des grandes propriétés individuelles qui, avec les biens d'assistance publique, formeraient un domaine inaliénable; attribution de celui-ci à des paysans simplement usufruitiers, avantageant surtout l'affermage en association à des communes ».

## RUSSIE

Lettre adressée par le citoyen Pierre Lavroff au Congrès international ouvrier socialiste de Zurich, au nom du groupe des « Partisans de l'ancienne *Narodnaia Volia* » :

FRÈRES DE TOUS LES PAYS ET DE TOUTES LES NATIONS,

■ Au moment où vous vous réunissez encore une fois pour affirmer la solidarité universelle des socialistes, pour élargir le champ de la propagande de leurs principes et pour rendre plus efficaces les moyens de lutte de l'armée du travail contre celle du capital, nos coreligionnaires, les socialistes russes, nous chargent de vous envoyer leurs chaleureuses sympathies et leurs saluts fraternels.



LAVROFF

La base de votre lutte de plus en plus triomphante, est l'organisation puissante d'un parti ouvrier, à qui les lois de tous vos pays permettent d'affirmer hautement son but social. Le joug absolutiste qui pèse sur notre patrie a empêché jusqu'ici la formation d'un pareil parti sur le sol de la Russie. Au reste les ouvriers industriels n'y forment, au maximum, qu'un million et demi d'une population de cent millions, et nos préoccupations vont surtout à la masse malheureuse des ouvriers agricoles, masse si honteusement exploitée chez nous par l'Etat et par les classes dirigeantes. La question agraire est actuellement

a question du jour aussi pour les socialistes de l'Europe occidentale. D'autant plus, dans notre patrie, nos tendances dans la lutte contre l'absolutisme se compliquent du problème imminent de la transmission aux mains de nos ouvriers agricoles de la terre, principal outil de leur travail. Mais chez nous tous les efforts qu'ont fait et que continuent de faire nos amis dans cette direction, ainsi que dans celle de l'organisation des ouvriers industriels de notre pays ou de l'ébranlement de l'édifice archaïque de l'absolutisme impérial, ne peuvent avoir lieu qu'en secret pour avoir quelque chance de succès.

Cependant, ces efforts continuent et ils seront continués par les nouveaux combattants, qui affluent au drapeau rouge, dressé par les socialistes révolutionnaires russes dans leur pays en face de l'aigle impérial; ils seront continués jusqu'au moment où nous pourrons annoncer à haute voix, devant un congrès international futur, que nous avons triomphé.

Aux congrès de Paris et de Bruxelles nous avons exposé brièvement l'état des choses dans notre pays. Nous nous bornons à rappeler à nos frères de toutes les nations ce que nous y avons dit et nous n'avons que peu de mots à y ajouter.

La lutte continue aussi résolue, aussi infatigable qu'auparavant. La dernière année y a apporté de nouveaux éléments de vie et d'espérance, tant dans la sphère de l'organisation révolutionnaire, que dans celle des essais de groupement des ouvriers socialistes russes par leur propre initiative. Mais toute cette activité doit nécessairement rester clandestine. Si un des délégués révolutionnaires russes venait à l'heure qu'il est à Zurich, il n'aurait droit d'entrer dans aucun détail; il ne pourrait rien dire. Nos amis de Russie ont préféré n'en pas envoyer et se borner à ces brèves paroles que nous vous transmettons de leur part.

Vivent les principes du socialisme scientifique qui nous guident tous dans notre lutte et que nous, socialistes révolutionnaires russes, affirmons et tâchons de réaliser dans la mesure de ce qui nous est possible!

Vive le drapeau rouge autour duquel se réunissent les socialistes révolutionnaires de tous les pays, en se préparant au dernier combat, au combat solennel, soutenus par le souvenir des héros et des martyrs glorifiés par les luttes précédentes, où nous comptons bien des amis chers et regrettés!

Vive la solidarité internationale de tous les socialistes à laquelle vos frères de Russie travaillent à côté de vous!

Paris, 2 août 1893.

Pour le Groupe :

PIERRE LAVROFF.

## SUISSE

### Rapport sur l'état du mouvement démocratique-socialiste en Suisse, présenté au Congrès international ouvrier socialiste à Zurich 1893.

Les circonstances qui sont défavorables au mouvement ouvrier en Suisse, principalement le manque de grands centres industriels, se font sentir en première ligne dans l'organisation professionnelle; les motifs sont tellement clairs qu'il suffit dénoncer le fait. Cependant les efforts persévérants de longues années n'ont pas été sans résultats. En ce qui concerne l'organisation, nous devons mentionner le fait que toutes les organisations professionnelles se sont constituées en fédérations; la plupart d'entre elles sont rattachées à la *fédération suisse des syndicats professionnels*; Beck, l'ex-secrétaire infatigable de cette Fédération, nous écrit à ce sujet ce qui suit :

La *Fédération suisse des syndicats professionnels* est en progression constante et réjouissante depuis ces dernières années; il ne pouvait, du reste, en être autrement; le procès de dissolution économique suit sa marche impitoyablement. La lutte sans bornes de la concurrence entre les patrons, jointe à l'application de tous les procédés techniques, démontre chaque jour davantage ses conséquences désastreuses pour la classe ouvrière. La lutte pour le pain quotidien devient toujours plus difficile pour la grande masse des salariés, et cela d'une façon tellement évidente, que les plus indifférents doivent ouvrir les yeux; seule une forte organisation professionnelle est capable d'opposer une résistance fructueuse à l'exploitation. Les patrons républicains sont dans une bonne voie pour forcer les ouvriers à avoir

recours à cette organisation. Le fait indéniable que les ouvriers sont partout asservis sous le joug du capital, quelle que soit la forme de l'Etat, républicaine ou monarchiste, ne pouvait que favoriser le développement du mouvement d'organisation professionnelle. Cette conception des choses est confirmée par les événements de ces dernières années, par l'attitude hostile des patrons contre toute revendication indépendante des ouvriers en faveur de meilleures conditions d'existence.

On se demande ce que devient le droit d'association lorsque, par exemple, le directeur d'une filature de laine à Schaffhouse, à la suite de la création d'un syndicat professionnel ouvrier, peut afficher l'oukase suivant : « Nous ne pouvons absolument pas supporter une association telle que le syndicat des filateurs ; nous devons au contraire exiger sa dissolution ; c'est seulement à cette condition que nous pouvons retirer les congés donnés à St. et à B. » Ou bien que penser de ce fabricant de cigares, qui écrit ce qui suit : « Je me trouve dans le cas de renouveler la composition de mon personnel ; si vous êtes à même de me procurer un certain nombre de gens convenables, je puis les occuper ; mais, à l'avenir, je ne donnerai du travail qu'à ceux qui n'adhéreront pas au syndicat ; du reste le syndicat des ouvriers cigariers de Wyl doit absolument être dissout. » — SENNE-LUTHI.

Sous la pression de ces circonstances, les Fédérations professionnelles au nombre de 16 environ, n'ont pas tardé à resserrer leurs liens plus étroitement et à prendre une position inspirant le respect. Par le paiement régulier de nos cotisations au fond dit de réserve, nous nous sommes placés dans la position d'intervenir dans tous les conflits et d'obtenir de prompts solutions.

Ces derniers temps il a été possible de reconstituer l'organisation des ouvriers si nombreux travaillant dans l'industrie horlogère, c'est à dire que les sections et fédérations représentant les branches très diverses de cette importante industrie ont constitué une fédération générale ; malheureusement nous ne pouvons pas relever un fait aussi réjouissant concernant les brodeurs de la Suisse orientale.

Nous devons, en outre, constater que le mouvement en faveur des huit heures a pris de profondes racines et que la manifestation du 1<sup>er</sup> Mai prend d'année en année une grande importance. C'est la Fédération toujours militante des typographes qui tient la tête de ligne dans ce mouvement ; dans plusieurs sections on a déjà introduit la journée de neuf heures.

Lors même que les adversaires travaillent infatigablement à miner, par toute espèces de chicanes mesquines et méprisables, l'œuvre progressive du prolétariat, ne craignant même pas d'avoir recours au fouet de la faim pour écarter de nos rangs nos meilleures forces, nous ne nous laissons nullement décourager ; nous connaissons notre voie et le but que nous devons atteindre. En avant ! toujours avant ! tel est notre mot d'ordre jusque ce que notre but soit atteint : affranchir le travail des chaînes de l'esclavage du salariat.

Tels sont les renseignements fournis par Beck. Nous aurons complété ces indications, en ajoutant que la Fédération des syndicats professionnels possède une fortune de 28,500 fr., dont 15,800 sont exclusivement réservés aux secours en cas de grève ; le nombre des sociétaires est environ de 12,000.

Nous devons tout spécialement mentionner ici la *Fédération ouvrière Suisse*. Cette Fédération a pour but de grouper toutes les organisations ouvrières suisses, indistinctement, y comprises les sociétés ouvrières de secours mutuels, en vue d'une action commune sur le terrain pratique de la législation protectrice du travail. La Fédération ouvrière suisse compte 200,000 adhérents ; ses organes sont l'assemblée des délégués — Congrès ouvrier suisse — qui se réunit tous les trois ans, le comité central qui se réunit chaque année, éventuellement deux fois par an, et le comité direc-

teur, dont les membres doivent habiter la même localité et soigner les affaires courantes. La Fédération ouvrière possède, en outre, un Secrétariat permanent; ce dernier se compose du secrétaire ouvrier suisse et de trois adjoints, dont l'un a son siège dans la suisse romande. La Confédération accorde une subvention de fr. 20,000 pour la couvrir les frais du secrétariat; sa mission consiste essentiellement dans les relevés statistiques; les enquêtes, etc., en vue de fournir des matériaux à la législation sociale. Ces dernières années, son activité a surtout été absorbée par des travaux destinés à préparer l'assurance-maladie et l'assurance-accidents, dont le principe a déjà été adopté. Le secrétaire ouvrier suisse est actuellement Herman Greulich, à Zurich.

Si nous passons aux organisations politiques, la société suisse du *Grütli* mérite en premier lieu notre attention. Actuellement cette société comprend 350 sections avec 15,000 sociétaires; elle possède un organe central le *Grütli-ianer*, qui paraît trois fois par semaine (édition 14,000 exemplaires, rédaction J. Mettier); les sections romandes publient un organe spécial en langue française, le *Grütli*, qui paraît à Lausanne sous la direction de A. Fauquez; la société du *Grütli* publie, en outre, depuis deux ans, un calendrier qui est imprimé à 30,000 exemplaires. L'organe central et le calendrier sont édités par l'imprimerie même de la société, qui fournit d'autres travaux considérables avec l'application de la journée de 8 h. 1/2 de travail.

A la Fédération des syndicats professionnels et à la Société du *Grütli* est venu s'ajouter le *Parti démocratique socialiste suisse*, qui existe dans sa forme actuelle depuis 1888. — Il est organisé en groupes locaux et possède, communément avec la Fédération des syndicats professionnels, un organe spécial, l'*Arbeiterstimme* (la *Voix de l'ouvrier*); celle-ci est rédigée d'une façon fort distinguée par Robert Seidel; elle paraît à l'imprimerie du *Grütli* avec un tirage de 4,400 exemplaires.

Les tâches qui préoccupent en premier rang les organisations ouvrières suisses sont, comme partout, la propagande pour le développement du mouvement professionnel et le parti démocratique socialiste. Nous possédons, en outre, un vaste champ d'activité qui, malheureusement, est complètement ou tout au moins partiellement fermé à nos camarades des autres pays: la participation à la vie politique et l'exercice de l'initiative et du référendum. Il est vrai, qu'au point de vue démocratique-socialiste, nous n'avons pas à constater de brillants succès, tant au point de vue cantonal que fédéral (nous n'avons qu'un seul représentant socialiste déclaré (Vogelsanger) au Conseil national); mais cependant nous marchons partout en avant, surtout dans les cantons industriels. Nous pouvons, avec la plus entière satisfaction conclure à une nouvelle période de progrès, car les paysans s'organisent aussi et forment déjà, dans quelques cantons, une union avec les ouvriers industriels organisés. — Il serait injuste de ne pas mentionner ici l'infatigable activité, sous ce rapport, de *Gschwind* de Bâle-Campagne.

## HOLLANDE

### LE MILITARISME.

Discours prononcé au Congrès de Zurich par le citoyen Domela Nieuwenhuis:

#### COMPAGNONS,

Voici un réactionnaire, un imbécile, un fou, etc., qui prend la parole parmi vous. Car c'est avec ces aimables titres qu'on m'a présenté devant le public, dans divers journaux socialistes. Et cependant je soutiens cette thèse encore et je vais la défendre ici.

Oh! quel bruit on a fait à propos de ce que nous avons proposé au Congrès

de Bruxelles de 1891 : la proclamation en cas de guerre de la grève militaire et de la grève générale dans tous les métiers correspondants. Pourtant, si tout le monde avait fait, soit ouvertement, soit en secret, tant de propagande pour cette idée que nous en avons fait chez nous ces deux dernières années, nous serions actuellement bien plus avancés. En effet, qu'ont-ils fait pour faire la guerre à la guerre, ceux qui n'étaient pas de notre avis alors ? Rien du tout. Cependant il faut qu'une idée soit bien enracinée dans l'esprit des hommes, avant qu'elle puisse être réalisée.

Chose remarquable : l'idée que j'ai émise en 1891 à Bruxelles a déjà été émise dans cette même ville, en 1868, au Congrès de l'Association Internationale des travailleurs et a été acceptée. On m'a traité de rêveur, d'idéaliste, d'utopiste. Toutes ces qualifications je les ai alors en commun avec Longuet, qui a fait la même proposition que moi, avec César de Paepe, qui l'a défendue, et même avec tout le Congrès, car *c'est à l'unanimité qu'on a acceptée la résolution suivante* :

« Le Congrès recommande surtout aux travailleurs de cesser tout travail dans le cas où une guerre viendrait à éclater dans leur pays respectif. Le Congrès compte assez sur l'esprit de solidarité qui anime les travailleurs de tous les pays pour espérer que leur appui ne fera pas défaut à cette guerre des peuples contre la guerre ».

César de Paepe proposa deux moyens :

« 1° Le refus d'accomplir le service militaire, ou, ce qui est la même chose, la grève générale, les armées ayant besoin d'approvisionnements pour exister ;

« 2° De résoudre la question sociale définitivement, c'est-à-dire faire la révolution sociale en Europe ».

Si j'avais su cela au Congrès dernier, je n'aurais pas oublié de vous le dire ; à présent je veux le faire encore pour vous prouver qu'en 1868 on a osé faire ce dont on a eu peur en 1891.

Marchons-nous en avant ou bien sommes-nous en train de reculer ?

Vous avez deux propositions sous les yeux : la première, que j'ai l'honneur de soutenir au nom du parti socialiste démocrate hollandais, que je représente ici, et une autre qui vous a été faite par le parti socialiste démocrate allemand ; entre les deux vous aurez à choisir.

Je vous invite à lire les deux avec la tranquillité d'esprit, le sérieux et l'impartialité qu'il faut avoir pour pouvoir être juste, et je doute que vous hésitiez dans votre choix.

Sont-elles opposées l'une à l'autre quant au but ? Nullement.

Les deux considèrent le capitalisme comme le grand ennemi, les deux veulent rendre la guerre impossible. Mais, c'est à la nôtre que revient la préférence, parce que nous, nous indiquons un moyen pratique.

La seconde proposition dit : « La position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du Congrès de Bruxelles sur le militarisme ».

Permettez-moi de vous lire cette résolution-là : « Le Congrès déclare que le seul moyen est de réagir énergiquement et incessamment contre toutes les vellétés de guerre et les alliances qui les favorisent, et par l'organisation internationale du prolétariat de conjurer la catastrophe d'une guerre générale, dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais, et rejette en tout cas devant l'histoire et l'humanité sur les classes dirigeantes la responsabilité de ce qui peut survenir. »

Voilà une excellente exclamation pour une ligue de la paix, mais non pas pour un parti ouvrier socialiste qui sait ce qu'il veut.

En effet, quel moyen nous donne-t-on ?

**Il faut protester, protester énergiquement.**

Mais à quoi cela nous sert-il ? Les soldats vont en guerre *en protestant*, ils tuent l'ennemi et sont tués *toujours en protestant* et pour appuyer ces protestations, on convoque de grandes réunions, Jules Guesde prendra la



parole pour la France et Bebel pour l'Allemagne, somme toute *on protestera*. Si je faisais parti du gouvernement je les laisserai parler et protester. Bien inutile ce plaisir ! Pourvu qu'on obéisse, même en protestant, le gouvernement est content. Et pendant tout ce temps les prolétaires tombent morts sur le champ de bataille... malgré leurs protestations énergiques.

Les protestations sont de belles paroles, de belles phrases, et s'il existe une utopie au monde, c'est bien celle de croire qu'aux coups de canons et de fusils il faut répondre par des protestations, si belles qu'elles soient ; ce qu'il y a de mieux encore, ce sont les gouvernements qu'ils rendent responsables « devant l'histoire et l'humanité ».

Cette théorie de la responsabilité aura sans doute provoqué un rire homérique dans les milieux gouvernementaux où l'on s'en moque pas mal ; et cette déclaration prendra le même chemin que tant d'autres fumisteries dans le genre de celles que la ligue pour la paix a déjà publiées par volumes entiers.

La proposition du parti socialiste démocratique allemand nous dit que la position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du congrès de Bruxelles sur le militarisme. Si on appelle ça « d'une façon précise », je n'y comprends plus rien ; en effet cette résolution est si générale, si pleine de phraséologie, qu'on ne saurait faire mieux dans ce genre. On ne la peut pas discuter, tout le monde est d'accord.

On dit : « la démocratie socialiste internationale révolutionnaire dans tous les pays doit s'élever avec toutes les forces en son pouvoir contre les appétits chauvins des classes dominantes. »

Très bien, mais incomplet. Il faut y ajouter « et contre les appétits chauvins des socialistes ». Croyez-vous que ceux-là n'existent pas ? Tant de fois déjà, et dans nos milieux, souvent j'ai constaté la vérité de ces paroles-ci : « grattez l'internationalisme et vous trouverez au fond du cœur le patriotisme et le sentiment national ».

Je n'ai pas encore oublié, qu'en Allemagne, on a pour ainsi dire prêché la guerre contre la Russie, l'ennemie nationale, et que Bebel a jugé à propos de passer l'éponge sur tous les crimes de la bourgeoisie, pour combattre avec elle cette ennemie nationale. En effet, Bebel n'a-t-il pas dit au congrès d'Erfurt : la Russie, ce *centre de cruauté* et de *barbarisme*.

N'est-il pas dérisoire d'appeler la Russie « le centre de cruauté et de barbarisme », comme si l'Allemagne était le pays de douce bonté et de civilisation par excellence ! Si la Russie soupire sous le joug d'un tyran in-folio, il en est de même avec l'Allemagne avec son tyran in-douze, nous ne voulons rien ni de l'un ni de l'autre, puisque nous ne désirons pas avoir de tyrans du tout. Le patriotisme est tellement enraciné qu'on s'imagine avoir beaucoup de liberté en comparaison avec la Russie et cela même dans un pays où on est pris par la police et expulsé avant d'avoir dit un mot, comme il m'est arrivé en Allemagne. Chez nous, en Hollande, nous ne nous vantons pas avec notre liberté, bien qu'elle soit presque aussi grande qu'en Angleterre et en Suisse. Mais à quoi bon discuter sur le peu de liberté que nous avons !

Dans les différents pays, la barbarie ne diffère que par degrés. La liberté des Hohenzollern ne m'attire pas d'avantage que celle des Romanoff. Aussi ne faut-il pas se faire l'illusion qu'une guerre victorieuse portera profit au prolétariat allemand. Dites-moi quelle guerre a jamais porté profit au prolétariat d'un pays quelconque ?

D'où dérive l'accroissement des tendances chauvinistes ? Si l'on donne un seul doigt au militarisme, il prend toute la main. Une fois qu'on s'est engagé sur cette pente, on ne peut que descendre toujours davantage, et c'est pour quoi je vous dis de bien prendre garde, ce n'est que le premier pas qui coûte.

Est-ce que Bebel n'a pas donné la main au militarisme, quand il a dit au parlement allemand (1890) qu'un emprunt pour un meilleur uniforme est une dépense des plus avantageuses, car, ainsi, on protégera la vie de nos soldats en cas de guerre.

Cela résonne autrement que les paroles énergiques d'autrefois : *plus un homme et plus un sou à ce système, à bas le militarisme !*

D'abord on accorde des sous pour des uniformes noirs. pourquoi donc pas aussi pour des fusils et des canons plus perfectionnés ? pourquoi ne pas augmenter l'armée en même temps ?

Grâce à une inconséquence heureuse, les socialistes allemands ont voté contre la loi militaire de Caprivi, mais du raisonnement de Bebel décrive logiquement qu'ils auraient dû l'accepter puisque les autorités militaires — et Bebel n'est pas encore de ceux-là — prétendent que la vie du soldat est mieux protégée.

Certainement, il nous faut lutter contre le capitalisme, mais c'est justement à cause de cela que nous ne pouvons lui laisser une de ses meilleures forteresses : le militarisme. A nous aussi la chute du capitalisme nous semble nécessaire et nous croyons aussi que cette chute nous donnera la paix universelle — non pas tout de suite, car qui peut le croire, en voyant la manière avec laquelle les socialistes se combattent ? — mais après quelque temps.

Pratiquement, la question se pose ainsi : de quelle manière pouvons-nous, comme socialistes, réagir le mieux, momentanément, pour nuire autant que possible au capitalisme ? Certes, ce n'est pas en se croisant les bras et en formulant des protestations ! Ce qu'il faut, c'est nous efforcer de briser et renverser le militarisme, qui est la dernière forteresse du capitalisme. Et nous indiquons un moyen — dont nous voulons discuter la valeur. — La proposition du parti socialiste démocrate allemand n'en fait pas autant, parce qu'elle n'est qu'une généralité, un ensemble de belles paroles, sur laquelle il est superflu de discuter, tout le monde étant d'accord. Mais nous ne venons pas ici pour prononcer des belles phrases sans importance réelle, qui font rire nos adversaires. Nous voulons montrer ce que nous sommes en prenant des mesures d'un intérêt immédiat.

J'aborde à présent notre proposition à nous : le *refus de service militaire en cas de guerre*. Là-dessus on a fait toute espèce de farces. Mais on ne nous a pas compris, peut-être qu'on n'a pas voulu nous comprendre. J'essaierai de vous l'expliquer entièrement en quelques mots.

Ce refus de service militaire n'a rien à faire avec l'armée permanente qui fait actuellement son service et qui porte l'uniforme. Une fois qu'on est soldat, qu'on est dans les rangs, on n'est plus qu'un automate, forcé d'obéir à celui qui ordonne. De ceux-là, nous n'en parlons pas. Mais la force de l'armée n'est pas dans l'armée active qui est sous les armes. Non, il faut avoir surtout espoir en les soldats qui sont rentrés au foyer en grand congé, mais qui cependant sont toujours soldats, ceux qui sont pour ainsi dire soldats-citoyens.

L'ordre de mobilisation sera lancé ; tous ceux qui sont en congé militaire sont tenus de se présenter dans le plus bref délai à tel ou tel endroit. Ce que nous désirons obtenir par notre propagande, c'est que ceux-là ne viennent pas, mais restent tranquillement chez eux. Ceci ne sera pas du tout difficile, si on tient compte de la haine du peuple pour le service militaire. Si quelques-uns donnent l'exemple, il n'y aura pas seulement les socialistes qui refuseront. Admettons qu'il y en ait une dizaine ou une vingtaine dans chaque village, leur exemple sera suivi par nombre de gens. Le résultat serait donc d'*empêcher la mobilisation des deux côtés*. Que fera-t-on de ceux qui refusent ? Il faut les mettre en prison. Mais qui fera cela ? La police. Mais elle sera impuissante contre le nombre de ceux qui refusent. Et où les mettrait-on ? Dans les prisons ? Mais il n'y a pas de place là. On en attrapera quelques-uns, qu'on fusillera comme exemple aux autres.

C'est ce que nous verrons, parce que c'est bien là le point principal. Si on fait cela, on aura la guerre civile. Et c'est ce que nous désirons. En effet qu'est-ce que nous préférons, nous autres socialistes, la *guerre civile*, dans laquelle nous nous battons contre le véritable ennemi, ou bien la *guerre*

*d'une nation* contre une autre, dans laquelle les prolétaires des différents pays, qui ont les mêmes intérêts, se tueront pour la plus grande gloire du capitalisme. Le capitalisme, voilà le véritable ennemi du prolétaire, qui n'a pas de patrie, parce qu'il est également exploité partout, qui ne reconnaît pas de frontières, parce que partout il est poursuivi; et la guerre entre les différents pays, c'est l'assassinat des ouvriers par les ouvriers pour satisfaire les classes dominantes.

Le choix ne sera donc pas difficile à faire.

La guerre civile a toujours lieu pour une idée, c'est le combat des opprimés contre leurs oppresseurs, du droit contre l'injustice.

Nous sommes hommes, citoyens du monde; tous sont nos frères sauf ceux qui ont pour but de nous garder comme esclaves; nos seuls ennemis sont nos patrons qui nous exploitent, qui nous empêchent de nous développer librement. Nous ne voulons plus baisser la tête pour eux, nous voulons vivre comme des hommes libres dans une société libre.

Il faut que, de ce congrès-ci, nous fassions partout entendre clairement que les ouvriers allemands, français, anglais, belges, suisses, hollandais ne sont pas ennemis, mais que tous ensemble n'ont qu'un seul ennemi commun : *le capitalisme*. Rompons, une fois pour toutes, avec ces anciens préjugés de patriotisme et de nationalité. Nos véritables ennemis ce sont ceux qui, actuellement, ont le pouvoir en mains et c'est en triomphant contre eux que nous serons délivrés des oppresseurs. Les guerres civiles sont bien moins injustes, bien moins dégoûtantes et bien plus naturelles que les guerres entre les différentes nations.

Dans le manifeste fait à l'occasion de la guerre civile en France, et rédigé par Marx, le Conseil général de l'Internationale a déclaré que, dans tout le cours de l'histoire, une seule guerre peut être justifiée, c'est celle des esclaves contre leurs maîtres. C'est bien pourquoi en cas de proclamation de la guerre — et la guerre est proclamée souvent parce que les gouvernements capitalistes sentent que leur existence est en jeu, grâce aux progrès de nos idées, qu'ils craignent — il nous faut leur répondre en proclamant le refus de service militaire, c'est-à-dire la guerre civile. Et c'est bien pourquoi le parti socialiste international, sans avoir peur de nouvelles poursuites — (aurions-nous peur d'être poursuivis? C'est justement à cause de cette proposition qu'on a déjà commencé une poursuite contre moi; mais cela ne peut pas me faire reculer) — c'est bien pourquoi le parti socialiste international, dis-je, doit déclarer partout et toujours, qu'il a pour but d'en finir avec les guerres nationales, qu'il veut remplacer par la guerre internationale, dont le résultat sera la délivrance du prolétariat.

Faisons tout notre possible pour qu'en pareil moment le désordre soit aussi grand que possible, de façon qu'aucun gouvernement n'ose commencer par crainte des suites dans le pays même.

Il nous faut rendre la guerre impossible par tous les moyens dont nous disposons.

Pourquoi craindre la mort? Comme si elle n'est pas bien plus à craindre quand les souverains veulent nous mener au feu, comme du bétail à abattre.

Savez-vous ce qu'ils feront, ceux qui commandent, si la guerre est déclarée? Et à leur point de vue ils n'ont pas tort. Ceux qu'on soupçonne d'avoir des idées socialistes — et on les connaît très bien dans tous les pays seront mis des deux côtés aux premiers rangs, de façon qu'ils s'égorgent entre eux. Ah! la belle saignée qu'on ferait ainsi du parti socialiste! Quel sera donc le sort des socialistes, qui rempliront leurs devoirs de soldat, tout en rendant les gouvernements responsables devant l'histoire et l'humanité?

*Une mort certaine!*

En refusant le service militaire, on risquera tout au plus d'être fusillé, mais on proclamera plutôt la guerre civile. Ainsi faisant, on combattrait pour un principe, et une victoire remportée sera avantageuse au prolétariat.

Tandis qu'en cas de guerre entre les différentes nations, il n'aura jamais, jamais de la vie, le moindre profit. En cas de refus de service militaire il se peut qu'on soit tué, mais la mort est incertaine.

Que faut-il donc préférer ? La mort certaine en remplissant son devoir militaire ou bien la mort possible, mais en tout cas incertaine en cas de refus ?

Danton dit à ses amis : *de l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace*. C'est à nous de prouver que non-seulement nous admirons ces paroles, mais qu'au besoin nous savons les mettre en pratique.

Ensuite nous proposons la grève générale, surtout dans tous les métiers ayant quelque rapport à la guerre, parce que cela peut être très utile. C'est pourquoi je me réjouis beaucoup de ce qu'un congrès international des chemins de fer va se réunir ici, parce que ceux-là seuls ont déjà presque en main le pouvoir de rendre une guerre impossible. En effet si en cas de proclamation de guerre ils font tout ce qu'ils peuvent pour détruire le réseau télégraphique, les rails et les machines, en un mot pour empêcher la collision des armées, la guerre sera devenue impossible.

Camarades, si vous tenez compte de tout cela, vous voyez que de cette manière nous pourrions causer un désordre général et un désordre tel qu'on ne pourrait plus penser à une guerre bien organisée. Et quand les femmes nous aideront, nous aurons gagné notre cause.

On peut appeler cela un rêve, une utopie ou tout ce qu'on veut, quant à moi je l'appelle une œuvre pratique, qui fera plus que toutes les belles protestations de tous les congrès du monde et aussi que le bulletin de vote dans les élections.

C'est surtout à l'appui des sociétés, des employés des chemins de fer, que je fais appel ; leur organisation internationale est du plus grand intérêt.

Ceux qui trouvent notre proposition ridicule, oublient en outre quel énorme mécontentement il existe parmi les soldats, mécontentement qui ne fait qu'augmenter toutes les années. N'y a-t-il pas eu des révoltés même dans l'armée active ?

En Angleterre on en a déjà eu trois en peu de temps, en Danemark on vient d'en avoir une. En Belgique comme en Hollande l'armée a déjà été tellement travaillée qu'on y trouve une association socialiste, un syndicat des soldats. Voilà bien des choses qu'il ne faut pas négliger.

Toutes les révolutions ont commencé par un refus de service militaire. Les soldats, convoqués en 1871 pour s'emparer des canons à Montmartre, ont levé les crosses des fusils en l'air pour fraterniser avec le prolétariat. Ce fut le commencement de la Commune. Voilà un bel exemple de refus de service militaire, un refus spontané, qui n'était pas organisé d'avance. Tout cela ira beaucoup mieux, lorsque l'idée du refus de service militaire aura fait son chemin grâce à une propagande active ; la force de l'armée sera brisée par les jeunes générations qui en font partie et qui comprendront leur tâche. Celui qui pulvérise le militarisme, nous est un camarade dans la lutte contre le capitalisme.

Nous avons indiqué un moyen. Que ceux qui ne l'approuvent pas, nous en donnent un meilleur. Mais qu'on ne se contente pas éternellement de protestations, de belles phrases et de beaux vœux platoniques, qui n'effrayent personne au monde.

Malgré tout, nous continuerons notre propagande pour faire germer l'idée *du refus de service en cas de guerre*, accompagné de la grève générale. Cette idée fera son chemin. Nous ferons tout notre possible pour que les socialistes vraiment internationalistes comprennent enfin que le prolétariat du monde entier doit risquer son sang uniquement contre son seul et véritable ennemi : LE CAPITALISME.

Et je suis persuadé que si notre proposition était votée, les princes trembleraient sur leurs trônes et réfléchiraient deux fois avant de commencer une guerre.

F. DOMELA NIEUWENHUIS.

ESPAGNE

**Rapport du parti socialiste ouvrier au Congrès international de Zurich**

Le parti socialiste comptait environ 30 groupes lors du Congrès international de Bruxelles, et à cette heure il en existe près de 50, dont 6 appartiennent aux travailleurs agricoles.

Aux élections pour le corps législatif, au mois de mars dernier, le Parti Socialiste obtint 7,000 voix ; 2,000 de plus qu'aux élections de 1890.

Ni le nombre total, ni la différence ne nous importent ; car en tenant compte que le Parti Socialiste ne possède pas encore une organisation solide, qu'il dispose de ressources pécuniaires très restreintes on comprendra que ce nombre de votes est plus considérable qu'il ne le paraît de premier abord. En plus, notre parti non seulement a eu à lutter contre tous les autres partis de la bourgeoisie, et principalement contre les fractions républicaines qui lui font une guerre à outrance, mais encore il a contre lui l'enthousiasme réveillé chez un grand nombre de travailleurs par la coalition des fractions républicaines, enthousiasme excité principalement dans un but électoral.

La Manifestation du 1<sup>er</sup> Mai acquiert chaque année plus d'importance en Espagne ; accomplissant fidèlement la résolution du Congrès international de Bruxelles, les socialistes ont célébré la dite manifestation le 1<sup>er</sup> Mai 1892 ainsi que cette année. La célébration en ayant été défendue sur la voie publique, elle a eu lieu dans un local fermé. L'année dernière les *meetings* furent nombreux ; mais cette année ils l'ont été plus encore, quoique qu'ils fussent célébrés un jour de travail.

Dans tous les grands centres, des milliers d'ouvriers se sont réunis pour réclamer la législation protectrice du travail, et surtout la journée légale de huit heures.

La manifestation, qui, dans les années précédentes, avait été troublée par les anarchistes par un commencement de grève générale, a eu lieu tranquillement et avec ordre ces deux dernières années, et le prolétariat actif espagnol a donné des preuves d'une cohésion et d'une unité d'idées entière.

L'organisation du Parti ouvrier s'étant séparée de l'organisation purement professionnelle, cette dernière a cependant prêté son appui aux grèves soutenues par les sociétés ouvrières : plus encore, les orateurs du parti ne se sont pas contentés de prêcher les idées socialistes, mais ils ont répandu aussi celles d'association, et ont recommandé aux ouvriers leur entrée dans l'Union Générale des Travailleurs, organisation qui aspire à améliorer les conditions de ces derniers, au moyen de grèves et de la réclamation aux pouvoirs publics de lois favorables à ceux qui sont exploités.

Le mouvement socialiste qui, jusqu'à ce jour se composa presque exclusivement de travailleurs manuels, commence déjà à compter parmi ses membres des hommes destinés à la carrière des lettres, des sciences, etc... Dans les rangs de notre Parti figurent déjà des médecins et nous avons la conviction que, sous peu, nous compterons parmi nous des hommes appartenant à toutes les carrières libérales.

Les triomphes constants des éléments socialistes qui marchent à l'avant-garde du mouvement international, et la propagande faite par notre Parti, quand elle en a eu les moyens, ont eu pour conséquence que les ouvriers intellectuels d'Espagne ont porté leur attention sur les théories socialistes et en font une étude soutenue.

Si, comme nous l'espérons, leur venue à notre Parti coïncide avec un plus grand degré de concentration des forces productives espagnoles, la cause de l'émancipation recevra chez nous une grande impulsion.

## FÉDÉRATION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX SOCIALISTES DE FRANCE

### Congrès de Saint-Denis (Seine)

---

C'est le 13 juillet que s'est ouvert dans la cité maintenant conquise au socialisme révolutionnaire le deuxième Congrès de la Fédération. L'appel fait par la Commission d'organisation a été entendu au premier Congrès tenu à St-Ouen ; il y avait 65 communes représentées ; au Congrès de St-Denis, il y en avait 103 ; 38 communes nouvelles ont désiré montrer qu'elles étaient prêtes aussi à lutter pour l'émancipation sociale.

Le deuxième Congrès a réussi à grouper 18,000 conseillers. Six rapports volumineux ont été établis par les six commissions. Ce travail sera concentré dans un rapport d'ensemble qui sera envoyé à toutes les communes possédant des élus socialistes.

Les 1,800 conseillers municipaux adhérents représentaient une population composée de près de 600,000 électeurs équivalant à 3,250,000 habitants.

Le prochain Congrès qui se tiendra en 1894 aura lieu à Paris et les adhésions morales parvenues au bureau nous font espérer qu'il sera encore plus important.

Le Règlement de la Fédération a été complètement arrêté ; il n'est revisable que dans les Congrès annuels.

Les principaux articles sont :

ART. 2. — La Fédération a pour but de coordonner dans toutes les communes, les études et recherches isolées et les efforts individuels en une action commune pour le développement des libertés municipales et publiques, pour l'organisation et la garantie du travail et pour l'émancipation des travailleurs.

ART. 3. — La Commission exécutive de la Fédération a été nommée par le Congrès. Son siège est à Paris.

Les Conseillers municipaux socialistes de la localité où s'est tenu le dernier Congrès formeront le Comité pour la préparation du Congrès suivant.

ART. 5. — La cotisation minimum est fixée à un franc par an et par Conseiller ; cette cotisation n'est pas obligatoire.

ART. 8. — Par suite de circonstances éventuelles, la Commission exécutive a les pouvoirs nécessaires pour aviser tous les adhérents à la Fédération, les tenir au courant de la situation et les secourir si le cas était nécessaire dans une action commune pour l'avènement de la République sociale.

ART. 10. — Les Conseillers municipaux adhérents à la Fédération sont priés de rendre compte à la Commission exécutive de toutes les améliorations sociales apportées dans leur commune. La Commission exécutive en fera un rapport spécial pour le Congrès suivant.

La commission exécutive nommée jusqu'au prochain congrès et composée de 13 membres, 4 conseillers de Paris et 1 délégué de chacune des communes suivantes : Saint-Denis, Saint-Ouen, Ile Saint-Denis, Bagnolet, Saint-Maur, Ivry, Pantin, Suresne, Joinville-le-Pont.

Ce compte rendu qui n'est qu'un aperçu du travail accompli par la Fédération, est suffisant pour démontrer que l'union socialiste est faite sur les réformes à accomplir tant au point de vue économique qu'administratif.

Des citoyens appartenant aux différentes écoles socialistes, se trouvent maintenant groupés et fédérés dans la grande armée socialiste et prêts pour la marche en avant vers le règne de la Justice et le Triomphe de l'Humanité. Il est nécessaire que cette Fédération LIBRE devienne encore plus considérable en amenant avec nous les hésitants ainsi que ceux qui n'ont pas encore compris la nécessité absolue de créer l'unité d'action qui fait faute au Parti Socialiste Français.

Que le deuxième congrès des Conseillers municipaux puisse aider par ses travaux à l'amélioration du sort de ceux qui souffrent de ceux qui trop nombreux hélas ! sont sans asile et sans pain.

Tel est le devoir qui nous est tracé, tel est le but à atteindre. En nous conformant à l'un et en pensant toujours à l'autre, nous pourrions nous montrer heureux et fiers des résultats obtenus.

Vive la Fédération des conseillers municipaux socialistes.

Vive la République Sociale !

*Le secrétaire de la Fédération,*

**HENRI LAURENT,**

Conseiller municipal de Saint-Denis (Seine).

---

## CONTE SOCIALISTE

---

### Le Petit Noël !

A Marianne.

Ce soir-là, le petit Michel était sorti bien content de l'école. C'était la veille de Noël, et le frère de la dernière classe — Michel avait six ans — avait raconté à ses élèves la douce et charmante légende de l'Enfant-Jésus, descendant par la cheminée pour récompenser les enfants sages remplissant de bonnes choses les souliers déposés dans l'âtre à cette intention.

Sage, ah oui ! Michel l'avait été. Et non seulement il s'était très bien conduit, mais il avait aussi bien appris à lire, et c'était plaisir de l'entendre épeler, de sa fraîche voix claire, les phrases simples contenues dans son alphabet. Aussi rapportait-il à son père un livret tout rempli de bonnes notes criant bien haut sa sagesse.

Et, à la maison, c'était mieux encore. Il ne se levait jamais en retard et il aidait sa mère autant que le lui permettaient ses six ans, faisant déjà des commissions, berçant les petits frères, essayant la vaisselle, se rendant utile dans la mesure de ses moyens.

Michel était donc bien tranquille.

Dans la bonne paix de sa conscience, il marchait gentiment, heureux du froid sec qui avait solidifié la boue et la neige, de sorte que ses petits pieds n'étaient pas envahis par cette vilaine humidité qui se glisse à travers les trous des souliers des enfants pauvres.

C'est qu'il était pauvre. L'hiver était toujours, pour la famille, la saison rude ; du chômage la moitié de la semaine et du feu, de la lumière en plus des dépenses ordinaires. Voilà qui dérangeait le maigre budget du ménage et qui faisait que la nichée allait sou-

vent se coucher sur son appétit, heureuse encore quand elle n'avait pas faim.

Mais cette quinzaine, le père avait travaillé tous les jours et les affaires allaient donc moins mal.

Le petit Michel, tout gaillard à la pensée d'une bonne soupe, marchait allègrement, tout entier à son espérance de bonheur.

Oui, il espérait ferme. Quelle raison aurait-il eu de douter, d'ailleurs?

Le frère ne savait-il pas beaucoup de choses et sa parole n'était-elle pas article d'évangile pour tout son peuple de disciples.

C'était aussi la première fois que Michel entendait raconter pareille histoire. Ni le père, ni la mère n'avaient ouvert la bouche sur les jouets, les bonbons, les cadeaux du petit Noël; mais c'est qu'ils ne savaient peut-être pas sans doute! Avaient-ils seulement été à l'école?

Oh! quelle belle surprise il allait leur faire quand, le lendemain matin, dès l'Angelus, il irait porter sur leur lit ces jolies richesses idéales qu'il voyait déjà resplendir dans l'horizon noir de sa triste existence.

Rentré chez lui, il eut bien de la peine à tenir sa langue.

S'il le disait! Oui, mais la surprise!

Et la soirée se passa longue, très longue pour le petit Michel qui souhaitait enfin d'être seul pour songer à son aise et savourer d'avance le bonheur du lendemain.

Les parents couchés, le petit Michel se leva doucement, bien doucement et retenant son souffle, il porta dans l'âtre ses souliers qu'il avait fait reluire comme des glaces pour honorer le petit Noël.

Et quels rêves éblouissants pendant l'attente.

Tous les brillants objets qui, dans les étalages, font des risettes aux enfants riches et semblent leur dire: « Venez nous prendre, nous serons bien heureux de vous donner des joies bien douces », souriaient et parlaient pour lui.

Il voyait des soldats qui manœuvraient sur leur rond de sapin, lui présentant les armes comme il le voyait parfois, pour de vrai, en haut du faubourg. Les polichinelles lui disaient: Michel, Michel, nous allons rire ensemble aux dépens du commissaire, et toute une ménagerie d'animaux en bois peint, bêlait, coquetait, hennissait, aboyait, miaulait dans une cacophonie qui devenait pour leur petit maître une musique ravissante.

Oh! cette ménagerie! c'est à elle qu'il pensait lorsqu'il se réveilla au son de l'Angelus.

Dans une cour voisine un coq chantait, dans la rue des chiens hurlaient et Michel, encore endormi, se demandait si ce bruit ne sortait pas de l'âtre et n'était pas la réalisation du rêve interrompu.

Avec précaution, l'enfant se leva et, oubliant de mettre ses bas qui l'auraient garanti du contact avec le carreau froid de la chambre, il se dirigea vers la cheminée.

Là, il tâta de la main, craignant de renverser quelque ustensile qui eut réveillé les autres.

Rien, il ne sentit rien!



Etait-ce possible? Pourtant on lui avait bien dit qu'il y aurait quelque chose!

Rêvait-il? Avait-il le cauchemar?

Il allait voir; ne se fiant pas au toucher il alluma la chandelle.

C'était vrai, il n'y avait rien, rien!

Son pauvre cœur se gonfla. Ainsi, tout ce qu'on lui avait dit était faux, c'était un mensonge!

Il avait été bien sage, il avait droit à la récompense promise, cette récompense ne venait pas.

Pourquoi cette déception amère, cette souffrance infligée à un pauvre petit être bon et confiant.

Il devait y avoir autre chose; on ne l'avait pas trompé. C'était impossible, le frère l'avait bien dit et le petit Noël avait dû le traiter comme les autres.

Alors pourquoi les souliers étaient-ils vides?

Il réfléchissait, triste, fiévreux, malade, de grosses larmes tombant une à une sur la pauvre chaussure informe, ressemelée, rapiécée et malgré cela crevée à dix endroits.

Puis il soupira, il avait trouvé.

Et soufflant la lumière, il retourna vers son lit après avoir remis les souliers en place :

— Je sais quoi, murmura-t-il, ça sera parti par les trous!

ALEXANDRE MERCIER.

---

## DIRECTION DES ENTREPRISES

---

*A entendre la plupart des économistes, c'est la rémunération du travail de direction qui constitue la majeure partie des profits : les prolétaires ne gagneraient donc rien, ou presque rien à l'appropriation collective, puisqu'il faudrait payer, sous forme de traitements, ce que les capitalistes reçoivent maintenant sous forme de profits. Bien plus, ils y perdraient sans doute, parce que le fonctionnaire prendrait sa tâche bien moins à cœur que l'entrepreneur libre.*

L'argument ne manque pas d'une certaine portée, dans la petite et même dans la moyenne industrie, lorsqu'il s'agit d'un paysan qui peine avec deux ou trois valets de ferme, ou d'un filateur de Roulers ou d'Eecloo, qui entre dans sa fabrique avant l'aube, vêtu comme le dernier de ses ouvriers, travaille d'arrache-pied pendant treize ou quatorze heures, et souvent, après que la cloche a sonné pour les autres le repos du soir, s'use encore les yeux à faire de la comptabilité.

En revanche, il existe des industries de plus en plus nombreuses à mesure que les capitaux se concentrent, où la part du travail de direction ne représente plus qu'une faible partie des profits, et où la personne de l'entrepreneur cesse de se confondre avec celle des capitalistes; c'est le domaine des sociétés anonymes, dirigées bureaucratiquement par un personnel de salariés.

L'exemple le plus frappant que nous puissions choisir, c'est

l'industrie charbonnière. Transportons-nous au pays noir : nous y trouverons tout un peuple de travailleurs, avec ou sans calus, des ouvriers, des ingénieurs, des directeurs de charbonnages. Les uns gagnent 1,000 francs, d'autres, 100,000 ; tous néanmoins sont des salariés. Mais ce qu'on ne voit pas, ce qui ne semble pas exister, ce sont des propriétaires. Où sont-ils ? où se cachent-ils ? à qui appartiennent ces charbonnages ? Demandez-le à ce vieux houilleur qui erre là-bas, près des terris, et il vous répondra comme le père Bonnemort dans *Germinal* : « Je ne sais pas..... à



VANDERVELDE

des gens ! » Des gens que l'on ne connaît pas, qui ne viennent jamais dans le pays, qui mangent leurs rentes à la ville et qui ne savent peut-être pas où est la fosse dont leur famille est actionnaire de père en fils.

Eh bien ! je vous pose cette question : Supposez que la collectivité exproprie ces actionnaires, fasse rentrer les charbonnages dans le domaine public, procède de même à l'égard de toutes les industries où la propriété et le travail sont complètement séparés, qu'y aura-t-il de changé ? Y aura-t-il une tonne de charbon en moins sur le marché du monde ? Les métiers s'arrêteront-ils dans les linières,

les *self-actors* dans les fabriques de coton ? Les ouvriers cesseront-ils de puddler, de laminier, de souffler des manchons dans les verreries, les gigantesques cornues de digérer les matières premières dans les usines de produits chimiques ? Non ! Ce qu'il y aura de changé, c'est qu'un certain nombre de parasites — personnellement indemnisés — ne pourront transmettre à leur intéressante progéniture les moyens d'exploitation dont ils disposent ; c'est qu'à partir de ce moment, les flots de richesses que le travail humain fait jaillir iront dans les caisses de l'Etat ou des compagnies de travailleurs, au lieu d'aller se déverser dans les coffres-forts des capitalistes.

C'est pourquoi, dans toutes les industries où la production se fait sur une grande échelle, où les capitaux sont concentrés en quelques mains, où l'entreprise est dirigée bureaucratiquement, les collectivistes réclament l'appropriation collective des moyens

de production. Dans la petite industrie, au contraire, où l'expropriation présenterait actuellement des difficultés insurmontables, et peut-être des inconvénients au point de vue de la production, sans grands avantages au point de vue de la répartition, c'est le domaine de l'entreprise privée, capitaliste aujourd'hui, coopérative demain.

G. VANDERVELDE.

## Le Cataplasme social de la Chambre

Cloné par la longue misère  
Sur son lamentable grabat,  
N'en pouvant plus, le pauvre hère  
Est, hélas, dans un triste état.

La fièvre lentement le mine,  
L'enveloppe de son frisson ;  
La dent sourde de la famine  
Lui mord le sein comme un poison.

Que d'angoisse sombre et farouche  
Se lit dans son œil grand ouvert !  
Et comme les plis de sa bouche  
Attestent ce qu'il a souffert !

Il a souffert, le pauvre hère !  
Tantôt résigné sous sa croix,  
Tantôt grisé par la colère  
Et voyant rouge quelquefois.

Sous le coup de sa destinée  
Il va succomber aujourd'hui.  
Mais, patience ! Chaque année  
On promet de songer à lui.

C'est seulement le temps qui manque,  
Le docteur, au fond très humain,  
Dit, pendant qu'il geint et s'efflanque :  
• Qu'il attende jusqu'à demain ! •

Et demain sur demain s'entasse,  
Et les mois succèdent aux mois,  
Et le docteur dit, de sa place :  
• Ce sera pour une autre fois. •

Ce médecin qui, dans la Chambre,  
Est le maître, hiver comme été,  
Depuis janvier jusqu'en décembre,  
C'est le docteur Majorité.

Voyant enfin que le malade  
S'exaspère et se plaint plus fort,  
Ce Diafoirus, d'un air maussade,  
Se décide à faire un effort.

Après avoir mis ses lunettes,  
Il s'approche du moribond ;  
Il examine ses pommettes  
Qui s'embrasent comme un charbon.

— • D'où souffrez-vous ? Des reins ? Du foie ?  
Hum ! le pouls est un peu léger.  
Tirez la langue que je voie  
S'il est besoin de vous purger.

« Allons du courage, que diantre !  
Tout n'est pas perdu sans retour.  
Je vais vous mettre sur le ventre  
Un bon petit ordre du jour. »

Et transporté d'enthousiasme  
Pour le remède de son choix,  
Le docteur fait le cataplasme  
Dont il se servit tant de fois.

Car c'est la panacée unique,  
Le curatif garanti bon  
De ce charlatan platonique  
Qui péroré au Palais-Bourbon.

Quand un sombre cri de détresse  
Monte du peuple où l'on a faim,  
Il a, cataplasme ou compresse,  
L'ordre du jour à toute fin.

Et si, grâce à ça, le malade  
N'est pas sur pied le même soir,  
En vérité le camarade  
Y met bien du mauvais vouloir !

GILBERT MARTIN.

## L'Avenir littéraire

---

Nous extrayons du *Courrier Français* du 19 mars 1893, l'article suivant sur la "Question sociale" et son directeur.

Au 49 de la rue de Rivoli, à l'entresol, est le bureau de rédaction de *la Question sociale*, véritable musée socialiste contenant les portraits de la plupart des révolutionnaires de tous les pays, avec des tableaux, gravures, caricatures et des journaux et revues en toutes langues. Nous remarquons entre autres la reproduction du splendide tableau de Picchio : « Le Triomphe de l'ordre » et le joli dessin que fit Louis Legrand dans le *Courrier Français* au lendemain du 1<sup>er</sup> mai 1891, dessin dont la légende est ainsi formulée : « Joli mois de mai, quand reviendras-tu ? »

M. Argyriadès, dont l'appartement est au troisième étage de la même maison (1), arrive bientôt.

Nous ne pouvons mieux faire, pour dépeindre l'apôtre socialiste, que de reproduire ici le portrait qui a paru dans *l'Égalité* du 21 août 1889, sous la signature de Perrin Dandin :

« C'est un homme dans toute la force du terme, haut, puissant, bâti en Hercule; une figure large, aux traits réguliers vigoureusement tracés, avec des yeux noirs profonds, investigateurs; barbe noire en pointe, cheveux relevés en crinière. Ce qui vous étonnera peut-être, c'est que ce vigoureux n'est pas exempt de timidité et de mélancolie : et je suis sûr qu'il n'a surmonté cette tendance au mysticisme que par l'énergie de ses convictions socialistes et humanitaires. Quand il parle, il n'a aucune prétention littéraire; toujours des mots simples et justes, ayant la brutalité d'un coup de massue. Et quand il s'émue sous le fouet de sa passion, c'est-à-dire de son profond amour des malheureux, sa voix de tonnerre donne la chair de poule. Il a un accent de franchise et de sincérité que ses adversaires eux-mêmes sont forcés de reconnaître. »

En effet, c'est avec une véritable conviction et un accent de franchise qui émeut qu'Argyriadès nous parle des souffrances de l'humanité et de ses espérances dans un avenir prochain et meilleur.

Et c'est pour aider à la réalisation de cette espérance — le seul but qu'il poursuit — qu'il a fondé sa *Question sociale*, revue de théorie et de combat qui compte déjà un grand nombre de lecteurs.

Mais, avant de nous attacher à l'œuvre de l'homme, voyons ce qu'est l'homme :

M. Panagiotis Argyriadès est né à Castoria, en Macédoine, le 15 août 1852 : c'est dire qu'il a quarante et un ans. Après avoir quitté son pays fort jeune, voyagé en Europe et résidé longtemps en Roumanie, il vint à Paris en 1872 et se fit inscrire à la Faculté

---

(1) Actuellement, 5, rue Théophile Gautier.

de droit. En 1873, il fut délégué par la Grèce à la première session du Congrès des orientalistes qui se tint à Paris; l'année suivante, à la deuxième session du même congrès à Londres. A publié, en 1875, *la Peine de mort, considérée au point de vue philosophique, moral, légal et pratique*, brochure dont divers passages furent cités par M. Schœlcher à la tribune du Sénat, le 21 juin 1876.

Après ce début, il s'adonna complètement à l'étude du socialisme. Il se fit naturaliser Français en 1880 et inscrivit son nom au barreau de Paris. Dès cette époque, il prit la défense de nombreux journaux socialistes, entre autres de la *Défense des Travailleurs* de Reims. En 1883, il porta une couronne sur la tombe de Flourens et organise la manifestation; un peu plus tard, il prit l'initiative des protestations contre l'arrivée à Paris du roi Alphonse XII, nommé colonel des uhlans prussiens.

En 1884, un groupe ouvrier le porta candidat au conseil municipal, mais il ne fut pas élu. En décembre 1885, il fonda la *Question sociale*, revue socialiste dont il fut le directeur de janvier à décembre 1885, avec pour principaux collaborateurs les membres les plus influents et les plus connus des partis ouvriers et socialistes : Elisée Reclus, J. Guesde, Louise Michel, Lefrançais, Eug. Pottier, Lucien-Victor Meunier, John Most, Rienzi, etc.

En 1885, M. Argyriadès épousa M<sup>lle</sup> Napolier et peu de temps après, alla se fixer à Marseille où il continua sa campagne en faveur du socialisme. A collaboré au *Cri du Peuple*, à la *Bataille*,



ARGYRIADÈS ET SA FAMILLE A SA CAHUTE D'AUTEUIL

à l'*Egalité*, etc. A publié dans le *Progrès Français* plusieurs articles remarquables sur la question d'Orient ; est l'auteur d'une monographie des *Klephes* et les *Chansons populaires de la Grèce moderne*. En 1888, il publia le *Poète socialiste Eugène Pottier*, hommage posthume rendu à l'ancien membre de la Commune. Parlerai-je encore de l'*Essai sur le socialisme scientifique* et de l'article que M. de Saint-Lanne consacre au directeur de la *Question sociale* dans son *Dictionnaire des contemporains* ?

La *Question sociale* a donc eu sa première série en 1885. Aujourd'hui elle en est à sa troisième année, paraissant tous les quinze jours avec, parmi ses collaborateurs, MM. E.-D. Anseele, A. Baudin, député, Jules Braut, Léon Bienvenu, J.-B. Clément, V. Considérant, D. Descamps, Domela Nieuwenhuis, Philémon Gras, Hamon, Louise Michel, Paule Mink, Raymond, O. Souètre, Edouard Vaillant, etc., et le but vers lequel elle tend est exprimé en ces termes dans le premier numéro de la *Question sociale* :

« Nous nous attaquerons aux faits et gestes des bourgeois lorsqu'ils seront dirigés contre le peuple, et nous réduirons à néant tous leurs sophismes en nous appuyant sur la science économique et sociale.

« Notre but sera, en outre, de poursuivre l'union de tous les socialistes : elle s'impose plus que jamais aujourd'hui pour activer la chute de la classe possédante. Cette politique est d'ailleurs celle du groupement auquel nous appartenons : « Le Comité central. »

Quant à l'*Almanach de la Question sociale*, il en est à sa troisième année. Le troisième, celui de 1893, a paru depuis quelques mois, il est illustré de magnifiques portraits et la collaboration des écrivains les plus autorisés du socialisme et de la littérature en fait une œuvre vraiment remarquable.

Désirant avoir aussi quelques explications de M. Argyriadès, nous lui demandons :

— Qui vous a poussé à faire votre revue ?

— Les raisons économiques, étudiées dans les ouvrages de Fourier, de Saint-Simon, de Vidal, de Karl Marx, de Lassalle, etc., qui ont contribué à ma conversion au socialisme, ont eu un tel ascendant sur moi que je me suis jeté corps et âme dans le socialisme militant, et c'est bien dans le but de propager les idées scientifiques des maîtres et les pensées que me suggérerait leur lecture que j'ai fondé la *Question sociale*.

— Quels sont d'après vous, en deux mots, les raisons scientifiques du socialisme ?

— Le socialisme scientifique, sans indiquer les raisons *a priori* et sentimentales sur lesquelles se basaient les socialistes d'antan, démontre, par des preuves tirées de l'observation des faits historiques (luttres de classes, révolutions économiques) et de la marche de la production moderne qui rend partout le travail collectif, que nous marchons à grands pas vers le communisme.

Mais, à côté de ces deux bases, le socialisme moderne indique en sa faveur d'autres phénomènes très curieux de la production actuelle qui rendront bientôt complètement impossible le maintien du régime capitaliste.

Tels sont : le désordre que cause la production anarchique de

notre société par les crises désolantes qui tendent à se perpétuer et déterminent des chômages exaspérants dans la classe des travailleurs ; l'obstacle que le régime capitaliste apporte à la production en la renfermant dans un cercle étroit, lequel obstacle disparaîtra en même temps qu'une impulsion considérable sera donnée à la production, lorsque aura lieu la collectivisation des richesses et des instruments de travail. Enfin, la division du travail si nuisible aujourd'hui à l'intérêt de l'individu et qui, dans une société collectiviste, donnera des résultats merveilleux sans nuire à personne.

Voyez-vous proche l'avenir du socialisme en France ?

— Oui, très proche. Mais le socialisme n'a pas la prétention de transformer en un jour de fond en comble la société. Les réformes successives qu'il obtient par sa propagande quotidienne lui donneront bientôt force et assurance pour aller de l'avant. Mais ce sont encore les capitalistes qui, en centralisant tout, creusent leur propre tombe et préparent mieux que les socialistes l'avènement du socialisme. D'ailleurs, les désordres du capitalisme et de la bourgeoisie précipiteront le mouvement.

Des réformes sociales partielles peuvent peut-être s'obtenir plus facilement en Australie, en Angleterre ou aux Etats-Unis, mais c'est encore la France qui donnera le coup de grâce au régime capitaliste et la révolution sociale ne se fera, comme l'a dit Marx, qu'au chant de réveil du coq gaulois.

— Que pensez-vous des prochaines élections ?

— Je pense que si certains dirigeants socialistes s'occupaient plus du triomphe du socialisme et moins de leurs chapelles ou de leurs misérables querelles personnelles, nous pourrions arriver à avoir une minorité compacte de plus de soixante députés socialistes à la Chambre et à mener une campagne d'opposition très sérieuse contre les partis bourgeois. Mais, vu le parti pris de quelques-uns, je doute que nous arrivions à ce résultat.

— Croyez-vous que les affaires de Panama avanceront l'avènement désiré du socialisme ?

— Dans un article de *la Question sociale* du 1<sup>er</sup> décembre, je démontre que les agissements des corrupteurs et corrompus de cette immense fibusterie ne sont que la résultante forcée du régime capitaliste. Je termine ainsi mon article : « C'est bien le moment pour le socialisme d'entrer résolument en lutte contre le régime capitaliste qui cause tant de ruines et empêche les plus résolus de rester honnêtes. » Les Lesseps et consorts ont inconsciemment préparé l'avènement du socialisme en mettant à nu la misère morale du régime bourgeois.

— Quelle est votre opinion sur la littérature en générale et sur les tendances actuelles de la *jeunesse littéraire* ?

— Avant de répondre directement à votre question, je vous annonce d'abord que, depuis janvier dernier, *la Question sociale* a tous les mois un supplément littéraire. Mais que les revues littéraires se rassurent : nous ne créons pas une chapelle littéraire quelconque. Les chapelles nous font horreur, surtout en littérature. Nous, nous demanderons, au contraire, le bienveillant con-

cours de tous ceux des jeunes qui, tout en soignant la forme, expriment des idées dans leurs écrits.

Nous ne pouvons mieux comparer ceux qui s'attachent seulement à la forme qu'à des peintres qui, sans vouloir rien représenter sur leurs toiles, s'efforceraient d'obtenir un joli coloris.

Nous admettons que chacun ait sa manière propre de faire en style comme en coloris, mais nous voulons qu'on exprime une idée quelconque.

Parmi les auteurs classiques grecs, il n'y a pas deux écrivains dont le style et même la langue soient pareils, mais tous ont exprimé des idées élevées et des pensées profondes.

C'est là ma profession de foi littéraire.

Voici d'ailleurs ce que nous écrivions dans le premier numéro du *Supplément littéraire de la Question sociale* :

• Nous autres, nous entendons que la littérature ait pour but, non l'énervement de la jeunesse comme chez les bourgeois actuels, mais la propagation des idées et le progrès indéfini qui fera sortir l'homme de son enfer actuel où la misère et la difficulté de la lutte pour l'existence lui rendent la vie horrible. »

Quel excellent champ pour la littérature que le socialisme !

GEORGES BRANDIMBOURG

---

La guerre est un fait barbare ; les armées, des institutions barbares.

Les progrès de la raison des peuples doivent faire disparaître la guerre et transformer les armées *destructives* en armées *productives*. Le dogme principant de la République démocratique, *Liberté, Egalité, Fraternité*, est une triple contradiction avec la guerre et les armées.

V. CONSIDÉRANT.

---

## MAURICE RITTINGHAUSEN

---

La législation directe par le peuple étant un peu partout à l'ordre du jour actuellement, et Maurice Rittinghausen ayant été l'instigateur de cette idée et son théoricien le plus autorisé, nous avons prié Mme Emma Rittinghausen de faire la biographie du célèbre publiciste pour notre Almanach. Nous la remercions d'avoir accédé à notre prière.

Maurice Rittinghausen n'appartient pas seulement de moitié à la France comme écrivain, mais aussi par son origine (1).

Elevé par ses oncles Charles et François, comtes de Blois, dans le souvenir de la gloire et des malheurs de sa famille, les idées de Rittinghausen se portèrent de bonne heure vers l'histoire et la politique. Déjà son père et son grand-père avaient des tendances républicaines, il alla plus loin et devint un des premiers fondateurs du parti socialiste en Allemagne.

Elu membre du Parlement de Francfort, en 1848, il y réclama la proclamation d'une Allemagne unie, d'une seule constitution démocratique pour

---

(1) Voyez pour la descendance de Rittinghausen les actes officiels de la fondation de la famille de Hénot à Cologne (Kölner Studsenohflung).



tous les peuples germaniques; on lui objecta l'opposition des différents gouvernements, il répondit :

« Il n'existe plus de gouvernement en Allemagne ! » Ces paroles révolutionnaires soulevèrent un tonnerre de protestations, et peu de jours après, l'assemblée abdiquait son pouvoir en faveur de la réaction, en prononçant elle-même sa dissolution.

Cette bêtise et d'autres commises par la démocratie, convinquirent Rittinghausen qu'elle avait fait fausse route en voulant réaliser son but à l'aide des moyens politiques qui avaient servi à ses adversaires pour « atteindre le leur, si diamétralement opposé. » « La politique, écrit-il, est à la science sociale, ce que la mécanique est à l'industrie, elle est la science des moyens d'exécution. »

Persuadé que le collectivisme en législation, c'est-à-dire la participation de tous à la confection des lois, répond seul au collectivisme de la propriété, et qu'il est impossible d'arriver au second autrement qu'au moyen du premier, que le système représentatif peut amener des déplacements de privilège, mais qu'il n'amènera jamais la véritable solution de la question sociale, il chercha le moyen de construire sur ce principe un système gouvernemental qui le rendit applicable aux grandes nations modernes composées de millions d'individus, et ce système il le baptisa : La Législation directe par le peuple.

Ayant converti à ses idées le célèbre chef de l'école sociétaire, Victor Considerant, celui-ci lui ouvrit les pages de la « Démocratie Pacifique »

Ce fut le 8 septembre 1850 que parut le premier de ces trois articles intitulés : La législation directe par le peuple ou la véritable démocratie, qui eurent alors un si immense retentissement par toute la France. Rittinghausen se vit attaqué aussitôt par Louis Blanc, Emile de Girardin, Proudhon, mais il trouva de l'appui dans les masses et, quelques mois plus tard, plus de trente journaux défendaient déjà la nouvelle théorie, bien que six départements fussent mis en état de siège. Proudhon écrivit alors : *Idee générale de la Révolution*, page 158 : « Supposons que la question posée soit celle-ci : Le gouvernement sera-t-il direct ou indirect ? Après les succès qu'ont obtenus dans la démocratie les idées de MM. Rittinghausen et Considerant, on peut prévoir avec une quasi-certitude, que la réponse à l'immense majorité sera *direct*. »

Mais le Coup d'Etat vint anéantir toutes ces belles espérances et amena la plus terrible des réactions. Ainsi, Rittinghausen ne récolta toute sa vie que déceptions et chagrins. Seulement après de longues années de luttes, il parvint à faire inscrire la Législation directe au programme de la démocratie socialiste allemande, au Congrès d'Eisnach, août 1869. Un mois plus tard, au Congrès *international* de Bâle, septembre 1869, l'influence de Bakounine la fit bannir de l'ordre du jour du Congrès.

En 1868, Rittinghausen avait toute fois la joie de voir la Législation directe introduite à Zurich, par Karl Burkli. Celui-ci, un ancien élève de Considerant, qui a rendu à la cause de la démocratie les plus éminents services, écrit dans le *Vorwärts*, supplément du 12 mars 1893, après avoir fait un exposé des différents modes de Referendum en usage en Suisse :

Bien qu'il ne manquât pas de pierres de construction, déjà avant 1848, pour en élever un édifice de Législation directe par le peuple, il ne se trouva pas un Suisse pour ouvrir la voie avec conséquence et pleine connaissance de cause, c'est-à-dire pour réclamer l'abolition du système représentatif et l'introduction de la Législation directe comme seul système gouvernemental, qui répondit au socialisme. A cette conception pas un Suisse ne sut s'élever, il fallut que ce fut un *Prussien*. Maurice Rittinghausen nous ouvrit les yeux à nous autres Suisses, et nous montra le point de vue exact. Aussi lui en sommes-nous reconnaissants et nous le lui aurions volontiers prouvé. Le directeur de l'instruction publique Sieber, qui en 1869, de maître d'école était devenu conseiller d'Etat, fit demander à maître Rittinghausen s'il

serait disposé à accepter la chaire de sociologie nouvellement à créer à l'Université de Zurich. Malheureusement les circonstances ne permirent pas à Rittinghausen, qui eut pu enseigner en français comme en allemand, de répondre à notre désir.

Rittinghausen fut plusieurs fois membre du Reichstag allemand. La fatalité qui l'avait poursuivi toute sa vie, assombrir encore ses dernières années. En novembre 1884, à l'âge de 70 ans, il subit une opération terrible qui lui ravit la santé pour toujours et lui enleva même la possibilité de se distraire par le travail.

Mais il supporta toutes les adversités avec une touchante et sereine résignation, et l'abnégation idéaliste qui faisait le fond de son caractère et qui lui avait fait jadis sacrifier une carrière facile et brillante, que lui eussent assurée de puissantes protections, grâce à son origine, jointe à son esprit supérieur et son vaste savoir, s'il eut voulu sacrifier ses opinions. Cette même abnégation lui fournit aussi des consolations. Jamais il ne perdit confiance dans l'humanité pour laquelle il ne cessait d'entrevoir des destinées meilleures, et souvent il disait à ceux qui, en sa présence, se plaignaient du sort : « L'unique moyen d'être heureux est de s'oublier soi-même pour un idéal, et le seul idéal durable est l'*Humanité*. »

Né à Hückeswagen, Allemagne, le 12 novembre 1814, Rittinghausen, mourut à Ath, Belgique, le 29 décembre 1890.

EMMA RITTINGHAUSEN.

---

## Silence aux Pauvres

---

Lorsque, il y a déjà un demi-siècle, Lamennais, dans son indignation profonde contre les turpitudes de la finance, lançait ces trois mots : « Silence aux pauvres », qui caractérisaient admirablement son époque, il ne pouvait prévoir que sa formule, pourtant déjà rigoureuse de son temps, deviendrait de nos jours un véritable principe de gouvernement.

Actuellement, en effet, le silence est devenu pour les pauvres une obligation quasi formelle, quelque chose comme une tache originelle contre laquelle il n'y a pas de baptême possible, une manière de loi naturelle fatale, retenant dans l'ornière misérable tout le peuple qui travaille.

De plus en plus il est difficile — presque impossible — de faire entendre sa voix lorsqu'on est au bas de l'échelle sociale.

Veut-on se faire rendre justice devant les tribunaux ?

Il faut d'abord montrer aux hommes d'affaires une main remplie d'espèces sonnantes et trébuchantes, seuls arguments entrant en ligne de compte auprès de cette clique.

A-t-on été insulté, calomnié par une feuille à tout faire, dévouée aux institutions gouvernementales et aux personnes des capitalistes ?

Il faut être assez pourvu d'argent pour obtenir l'insertion d'une réponse, heureux encore quand on trouve, à ce prix, le moyen de répliquer.

Mais où le « silence » paraît dans toute sa majesté, dans toute sa gloire, c'est au moment des périodes électorales.

Alors, tout ce qui a de la fortune se ligue contre qui n'en a pas.

Y a-t-il, dans une circonscription, un candidat socialiste dont les faibles ressources, jointes à celles des comités ouvriers, assurent à peine une maigre campagne de propagande?

Vite, on voit se former l'entente tacite des candidats capitalistes, qui écrase, sous son action financière, les efforts les plus pénibles des travailleurs et de leurs porte-drapeau.

On couvre les affiches; on retient et on paie les salles, afin de les soustraire aux conférenciers socialistes; on refuse d'imprimer leurs pauvres journaux fondés avec tant de peine; on soudoie leurs afficheurs; on achète en bloc leurs imprimés afin qu'on ne les distribue pas.

Sans compter la débauche de papier à laquelle on se livre!

Sous le flot des circulaires, des bulletins, des professions de foi, des programmes, on noie les quelques distributions que peuvent faire les pauvres.

Vite, un prospectus, deux prospectus, dix prospectus, vingt prospectus! mais que l'électeur, sous cette avalanche, perde le souvenir de la petite feuille maudite qu'il a reçue, de cette petite feuille qui sape les bases de la société et qui fait trembler sur leurs sacs d'écus, les dirigeants de la ploutocratie républicaine!!

Tous les moyens sont bons, contre les candidats socialistes.

On distribue de la viande, du pain, des vêtements, de l'argent même. Partout on moucharde, on se met à l'affût des consciences, et quand il se peut on les tue en les achetant.

Ou bien on met le malheureux électeur dans l'alternative d'opter entre son droit et son travail, entre le nom de citoyen et celui de mendiant.

On lui dit : « Si tu votes bien, c'est-à-dire pour nous, pour la haute finance, pour les panamistes, pour les privilèges, on daignera te laisser, toi, ou ton père, ou ton frère, ou ta femme, à l'atelier. Sinon, si tu votes pour ces infâmes socialistes, qui ont l'audace de vouloir te rendre heureux à nos dépens, on te condamnera à la misère, au chômage, à la maladie, à la mort! »

Sans compter que le gouvernement intervient, lui aussi dans ce maquignonnage.

Suivant en cela les ordres reçus, les préfets et sous-préfets font de la candidature au moins aussi officielle que sous l'Empire.

On tient à l'œil tout fonctionnaire douteux, tout ruraliste de tabac dont on soupçonne les convictions indépendantes.

Sous la pression administrative, ces pauvres gens voteront pour le candidat cher aux ministres opportunistes... ou alors la révocation, le retrait du bureau qui les fait vivre, leur apprendront qu'on doit se courber sous la férule du maître, sous la volonté des jésuites du pouvoir.

De plus, les maires bien pensants accumuleront obstacles sur obstacles afin de fausser la sincérité du suffrage universel.

Ils feront des démonstrations policières, biseauteront les bulletins, supprimeront des cartes électorales, truqueront les urnes.

Ils mettront, aux lieux de vote des présidents, dont l'œil inquisiteur intimidera l'électeur en dépendance de situation pauvre et de patron riche; ils s'arrangeront pour que leurs fonctionnaires d'allures un peu libres votent à heure fixe, en leur présence; en

un mot, ils rabaisseront le suffrage universel au niveau d'une partie de cartes, comme dans un tripot.

Et les gros usiniers, qui, eux aussi, se chargent de mettre un frein aux vellétés d'indépendance de leurs malheureux serfs !

Est-ce que les ouvriers des usines à feu continu votent ?

Est-ce qu'ils votent, les ouvriers qu'on a envoyés faire des travaux loin de leur domicile, les employés, mécaniciens, chauffeurs des chemins de fer, les cochers et conducteurs de voitures publiques, les postiers ambulants, les bateliers de nos rivières, tant d'autres enfin que les nécessités de l'existence éloignent des salles de vote, et dont l'appoint, donnerait aux socialistes, la majorité dans nombre de cas.

On peut donc affirmer que partout, dans la France entière, règne en maître ce « Silence aux pauvres » de l'illustre Lamennais.

Pourtant, dans quelques endroits, tant d'efforts se font en pure perte.

Déjà, dans quelques collèges électoraux, des socialistes ont triomphé.

Mais, on peut le dire, on peut le proclamer sans crainte de mensonge : si les moyens employés par la haute bande capitaliste ne s'étaient pas produits, nous aurions quinze ou vingt élus de plus.

Et quand on voit, dans n'importe quelle circonscription législative, au Midi comme au Nord, au Centre comme à l'Est ou à l'Ouest, un socialiste convaincu être nommé par le Peuple, il est certain qu'on lui avait néanmoins volé le tiers ou le quart de ses suffrages, dans l'espoir de le mettre en minorité sur son concurrent bien pensant.

Malgré toutes ces infamies, que les socialistes ne se découragent pas !

Les autres ont l'argent, l'administration, les journaux, la police ; nous avons, nous, la foi qui transporte les montagnes, la conviction sincère, le dévouement de nombreux amis.

Un à un les obstacles seront brisés, les barrières seront franchies, et, au « Silence aux pauvres », tout puissant aujourd'hui succédera un cri de victoire, un hymne de triomphe.

Ce ne sera plus « Silence aux pauvres », ce sera Silence aux tripoteurs, aux agioteurs, aux gouvernants cupides, cyniques et vils.

JULES BRAUT.

---

## LE PAUVRE

---

Le pauvre s'affaisse sur la route,  
Les yeux las d'avoir cherché...  
Les pieds las d'avoir marché  
En quête d'un gîte et d'une croûte.

Il dégringole dans le ruisseau ;  
Pour les enfants, c'est dimanche...  
Ils le tirent par la manche,  
Le sale, infect, ignoble pourceau.

Les gens passent loin de la charogne !  
S'il fallait s'intéresser  
A tous et les ramasser !  
La nuit le désaؤلera, l'ivrogne...

Et la nuit tombe. Et, le lendemain,  
On lit, fait divers qui navre :  
Drame de la faim... cadavre...  
Ramassé sur le bord du chemin...

JEAN AJALBERT.

# A. WILLETTE



Pauvre artiste

## HISTOIRE VRAIE

---

La fête bat son plein. Il n'y a pas à dire, on a bien fait les choses et Paris respendit. Nous ne pouvions trop faire pour honorer nos alliés et nous assurer leur puissant concours. Aussi on n'a pas regardé à la dépense, et nous nous souviendrons longtemps de ce beau mois d'octobre 1893.

Voilà l'Opéra. Un bal a été organisé sur la place et les danseurs s'en donnent à cœur joie. Un cordon de curieux s'est formé tout autour. Je m'arrête aussi un instant, et à voir ce bonheur, cette gaité folle, je suis, moi aussi, tout heureuse.

— Mais oui, monsieur, dit quelqu'un à côté de moi, oui, je l'ai faite la campagne contre les Prussiens. Ah! les gueux! quelle leçon nous allons leur donner maintenant que nous sommes forts, puisque la Russie est avec nous.

Son interlocuteur ne semble pas enthousiasmé.

— A quoi bon, la guerre? dit-il.

— Comment, à quoi bon? Mais moi, qui vous parle, monsieur, j'étais à Sedan, j'étais à Bazeilles, même que j'en ai rapporté un fameux souvenir, une balle dans l'épaule. Et quand je pense au bombardement qu'ils ont fait, quand je pense à tout ce qu'ils ont détruit, je ne demande que la vengeance. Mais alors quoi, ils viendraient tout nous prendre, ces sales Prussiens, ils détruiraient tout ce que nous avons.

— Etes-vous propriétaire? demande simplement l'autre que ce flux de paroles semble ennuyer outre mesure.

— Propriétaire, moi? Mais non, monsieur, et il faut même que je travaille ferme toute l'année pour arriver à vivre.

— Eh bien! alors, qu'avez-vous à défendre?

— Mais la patrie, monsieur, la patrie.

— La patrie! Elle se moque pas mal de vous. Elle vous laisse et même elle vous fait crever de misère, et quand le moment est venu de la défendre, c'est-à-dire tout simplement de protéger la digestion des riches, elle enflamme vos sentiments patriotiques avec des fêtes et de grands mots.

L'autre est interloqué. Toute sa haine irraisonnée pour le Prussien se lit dans ses gros yeux et il se dispose à reprendre une tirade enflammée.

Je m'éloigne et descends la magnifique avenue de l'Opéra, brillamment illuminée et pavoisée.

Voilà la place du Théâtre Français. Tiens, qu'est-ce que cette gravure dans ce kiosque? Que veut-elle dire? Elle représente une belle jeune femme, les épaules nues, qui tend ses bras, le sourire aux lèvres. Ah! la légende me fait comprendre. Elle dit : *Je leur ferai un collier de mes bras blancs*. Toujours pour la Russie. Et, malgré moi, me reviennent en mémoire ces vers de Barbier :

J'ai vu, jeunes Français, ignobles libertines,  
Nos femmes belles d'impudeur,  
Aux regards d'un Cosaque étaler leurs poitrines,  
Et s'enivrer de son odeur.



Voilà le Louvre, j'arrive sur les quais. Une foule compacte se presse ; on attend le grand feu d'artifice. Il y en aura bien d'autres sur différents point de la ville, mais, celui-là, c'est le clou de la soirée. On l'a promis splendide.

Tant bien que mal je me fais une place et je traverse la foule.

Voilà le Palais de Justice. A gauche, plus loin, j'aperçois Notre-Dame. Là aussi on fête l'alliance de la France avec la Russie. Un immense drapeau rouge se voit à travers les sculptures de l'édifice et les innombrables saints, dans leurs petites maisonnettes surpris, éblouis, semblent se demander ce qu'ils font là, au milieu de ce luxe effréné de la grande ville.

J'arrive avenue des Gobelins, place d'Italie. Le bonheur semble encore plus vrai par ici. Ce sont des rires sans fin, une joie sans mélange.

— Eh ! faites donc attention, l'homme.

C'est un ivrogne qui bouscule le monde. Il se heurte à tous, de ci, de là, puis tombe presque sur une jeune femme qui se presse et semble ne pas même le voir.



MARIANNE

Mais cette femme, je la connais. Où donc l'ai-je vue ? Ah ! je me souviens. C'est une amie d'autrefois, une amie de pension. Souvent j'avais pensé à elle. Qu'était-elle devenue ? Elle devait avoir fait un brillant mariage et être heureuse, tout le lui promettait. Cependant son costume ne semble pas celui d'une personne bien aisée. Elle pleure, on dirait. Et comme elle se presse.

Je m'approche et me fais reconnaître. Elle se souvient bien de moi, mais ne semble pas enthousiasmée de ma présence.

— Qu'as-tu, lui dis-je, en lui tendant la main, et pourquoi pleures-tu ?

— Ah ! dit-elle, en éclatant en sanglots, j'ai un enfant qui se meurt, il se meurt de faim, car depuis hier matin il n'a rien mangé et je suis descendue dans l'espoir de trouver quelque chose, mais je remonte comme je suis descendue, sans rien.

— Comment, est-ce possible ? lui dis-je, mais, je suis-là. Tiens voilà de l'argent. Prends vite ce qu'il te faut. Vivement elle prend

l'argent que je lui tends. Elle achète du lait, du pain et se met à courir.

— Viens, me dit-elle.

Tout en courant elle me dit par mots entrecoupés :

— Tu es étonnée, n'est-ce pas. Je semblais née pour être heureuse, et me voilà. Depuis la mort de mon mari, qui avait fait de mauvaises affaires, je végète. Sans parents, n'ayant rien pour vivre, j'ai cherché du travail. Maintenant j'ai tout épuisé. Plus rien à mettre au Mont-de-Piété.

— Mais si tu n'as plus de parents, tu as des amis.

— Ah ! les amis ! reprend-elle amèrement. Des amis, on en a dans le bonheur, c'est bien rare dans le malheur.

Mais où donc me conduit-elle ? Il fait bien noir, par ici.

— Qu'est-ce cela, lui dis-je.

— Ça, quoi ça ?

— Mais ces maisons noires ?

— C'est la Cité Jeanne d'Arc. C'est là où je suis venue échouer. Dépêchons, dit-elle.

Nous grimpons six étages et entrons dans une mansarde.

Là, dans un berceau, se trouve un enfant qui semble reposer.

— Vois comme il est pâle, dit-elle.

Tout à coup une brillante pétarade éclate et le ciel s'illumine.

— Tiens, dis-je, on voit le feu d'artifice d'ici.

Ma pauvre amie ne m'écoute pas. Attentive, elle prépare la soupe de son bébé. L'enfant dans son petit lit a bougé, il regarde le ciel.

— Oh ! que c'est joli, petite mère, que c'est joli ! ».

Ses grands yeux dans son visage pâle semblent deux brasiers ardants.

— Les beaux yeux, dis-je.

— C'est la fièvre, dit sa mère qui s'est vivement approchée. Ne le vois-tu pas, il se meurt, mon pauvre enfant. Mais je vais le sauver maintenant. Il va manger et je l'aurai et je pourrai encore être heureuse ».

C'est avec une exaltation semblable à de la folie que la pauvre femme dit cela, elle se grise de ses paroles dans la crainte qu'elle a de voir mourir son petit.

Par la fenêtre entr'ouverte entrent un bruit de musique et des rires.

Un brusque éclair a de nouveau troué la nue noire.

C'est le bouquet.... L'enfant s'est relevé.

— Oh ! oh ! petite mère, que c'est joli, que c'est joli, oh ! ».

Et le pauvre bébé ayant donné toute sa petite énergie laisse retomber lourdement sa tête blonde sur le lit.

C'est fini. Il ne souffrira plus. La mère sanglote.

Et, d'en bas, monte ce cri mille fois répété : Vive la Russie !...

Les fusées glissent vives, élégantes. Peu à peu elles s'éteignent, lentement, une à une.

En les voyant disparaître, je pense à cette petite vie qui s'est éteinte, là, près de moi.

Mais il y a beaucoup de fusées là-haut. Je frissonne. Y aurait-il autant d'existences perdues et souffrantes aujourd'hui dans ce grand Paris, si plein de joie ?

MARIANNE.



## BIBLIOGRAPHIE

### Livres et Brochures reçus par la Question Sociale

DANS LE COURANT DE L'ANNÉE 1893

*Précis historique, théorique et pratique du socialisme* (1<sup>re</sup> série des *Lundis socialistes*), de Benoît Malon.

*Justice*, par Mario Rapisardi.

*Le calendrier de l'Ere révolutionnaire et sociale*, par A. Regnard.

*L'Ame errante*, par Paul Brulat.

*De Montenotte au pont d'Arcole*, par Eugène Trolard.

*Vamirech*, par J.-H. Rosny.

*Collectivisme intégral*, par Boulard.

*St...* par Auguste Chirac.

*L'Aube*, par Adolphe Tabarant.

*L'Hermine*, par P. Lafargue.

*Les Transformations du droit*, par G. Tardé.

*Dieu et l'Etat*, par Michel Bakounine.

*Ernest Renan, sa vie et son œuvre*, par H. Desportes et F. Bourmand.

*Luttes stériles*, par Gabriel de la Salle.

*Les Cœurs utiles*, par Paul Adam.

*Les disciples d'Emmaüs ou les étapes d'une conversion*, par T. de Wyzewa.

*Les Semailles*, par E. Odin.

*Travail et Terre*, par Otto Effertz.

*L'évolution politique et sociale de l'Eglise*, par Eugène Spuller.

*Les services sanitaires de la ville de Paris et du département de la Seine*, par A. Joltrain.

*Coquecigrues*, par Jules Renard.

*Le Miroir des Légendes*, par Bernard Lazare.

*La vie privée de Michel Teissier*, par Edouard Rod.

*Les Meyffren*, par André Sylvabel.

*Les avocats d'aujourd'hui*, par L. de Leymarie.

*La légende d'Ulenspiegel*, par Charles de Coster.

*Voyage au pays des dollars*, par Émile Barbier.

*Contes populaires*, par Charles Tétard.

*La France sociale et politique*, par A. Hamon.

*Survivances animiques et polythéiques en Bretagne*, par A. Hamon.

*Les hommes et les théories de l'anarchie*, par A. Hamon.

*Congrès des étudiants de Bruxelles.*

*La propriété et le socialisme*, par Léo.

*L'essai sur le socialisme scientifique*, de P. Argyriadès. Traduction portugaise par Fernando Broderode.

*Solness le constructeur. Les prétendants. Les guerriers à Heligoland*, par Henri Ibsen.

*Une femme fin de siècle*, par Henri Dantin.

*Egoïsme et Misère*, par Jules Jean-

nin.

*La fin du dogme et l'avènement du socialisme*, par Laure Hisse.

*Léon Cladel*, par Robert Bernier.

*Ebauches*, par Robert Bernier.

*Les amours rurales*, par Charles Bourget.

*Plein soleil*, par Henry Frichot.

*Une courtisane*, par Armand Char-

pentier.

*Le manuel de l'ouvrier ou les bases du socialisme*, par Platon Dra-

coulis.

*La Fédération Ibérique*, par Magalhães Lima.

*Un Exilé*, par Georges Renard.

*La Chanson panthéiste*, par Marc Amanieux.

*Le devoir de demain*, par Elia Mar-

reil-Parot.

*Ce qui meurt*, par Henri Ner.

*Amours de mâle*, par Daniel Riche.

*Amilcare Cipriani, les Romagnes et le peuple italien*, par M<sup>me</sup> Emilie de Morsier.

*Quelqu'un d'aujourd'hui*, par Henry Maubel.

*Sur le retour*, par Paul Margueritte.

*Voie sacrée*, par Jules Méry.

**Vient de paraître :**

LA TROISIÈME ÉDITION DE

## **L'ESSAI SUR LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE**

*Etude critique de la production capitaliste*

PAR P. ARGYRIADÈS

Cette brochure qui a été traduite déjà en allemand, en italien, en portugais, en grec, en bulgare, etc., a été accueillie partout avec intérêt; aussi avons-nous été obligé d'en faire tirer une 3<sup>e</sup> édition.

Voici une note qui a paru dans la *Revue socialiste* au sujet de la 1<sup>re</sup> édition de cette brochure :

De tous les problèmes qui s'imposent à l'attention des esprits réfléchis, le problème économique, la question sociale, pour lui donner son vrai nom, est plus qu'aucun autre l'objet des discussions de notre époque.

M. Argyriadès, qui, on le sait bien, s'est adonné depuis de longues années à l'étude des questions économiques et sociales, a entrepris dans ce livre, qui en dit plus qu'il n'est gros, de divulguer le socialisme moderne, le socialisme scientifique, qui est si peu connu par ceux-là même qui l'attaquent journellement.

C'est une remarquable brochure que tout le monde lira avec profit, car jamais on n'a accumulé autant d'arguments, autant de faits en si peu de pages. L'auteur, après avoir largement exposé sa critique sociale, appuyée sur des faits, passe à la partie positive. L'invasion des machines, la division du travail ont porté un coup funeste aux classes laborieuses, alors que dans un état économique bien organisé elles auraient augmenté l'aisance générale. La misère du prolétaire arrache à M. Argyriadès quelques pages pleines d'émotion. De tous ces faits groupés avec beaucoup d'intelligence, il conclut à la collectivisation des richesses au profit de tous; chacun travaillant pour tous et proportionnellement aux besoins généraux, les heures de loisirs pour tous seront plus nombreuses. Le bien-être engendrant l'amour de la science, l'intelligence humaine s'élèvera au-dessus d'elle-même, et la satisfaction morale que retirera chacun du bien qu'il a fait prenant la place de l'intérêt égoïste, les hommes mettront une véritable émulation à travailler à l'enrichissement des uns des autres aux progrès de l'humanité.

Une discussion très sérieuse, beaucoup de faits, peu de déclamation, tel est, en quelques mots, cet ouvrage que liront avec plaisir ceux qui partagent les opinions de M. Argyriadès, et que les autres consulteront avec fruit.

---

## **LA FRANCE SOCIALE ET POLITIQUE**

PAR A. HAMON

Revue annuelle des événements, nécessaire à tous ceux qui s'occupent de politique et de sociologie.

Les années 1890 et 1891 sont parues. L'année 1892 va paraître prochainement.

---

## **LA FEMME ET LE SOCIALISME**

Traduction analytique de l'ouvrage de Bebel, par P. ARGYRIADÈS

Cette brochure est donnée à tout acheteur de la collection des Almanachs.

## LISTE GÉNÉRALE

DES

JOURNAUX SOCIALISTES DU MONDE ENTIER

### FRANCE

- Revue Socialiste*, 10, rue Chabanais, Paris, mensuelle, socialiste collectiviste (6<sup>e</sup> année). Dir., Benoît Malon. Abonn. 18 fr. pour la France et 20 fr. pour l'étranger.
- La Question Sociale*, 5, boul. Saint-Michel, Paris, hebdomadaire socialiste. Dir., P. Argyriadès. Abonnement annuel, 10 fr. en France et 12 fr. à l'étranger.
- Le Parti Socialiste*, organe officiel du Comité Central. Comité de rédaction : Argyriadès, Baudin, Breton, Chauvière, Degay, Landrin, Vaillant et Walter, 14, rue Duperré, Paris.
- Le Socialiste*, hebdom., Paris.
- La Révolte*, 110, rue Mouffetard.
- Le Parti Ouvrier*, 51, rue Saint-Sauveur, Paris, socialiste. Dir., J. Allemane. Abonn. 12 fr.
- La Petite République française*, 149, rue Montmartre.
- L'Œre Nouvelle*, 36, rue des Ecoles, Paris, revue mensuelle socialiste marxiste.
- Le Proletaire*, 49, rue de l'Arbre-Sec.
- La Citoyenne*, 107, rue du Mont-Cenis, Paris. Journal de la revendication du suffrage des femmes. Dir., Mme Maria Martin.
- Le Père Peinard*, 4 bis, rue d'Orsel, Paris, communiste anarchiste, hebdom., écrit en langage d'atelier. Abonn. 6 fr. par an. Nous recommandons ce journal à M. Larchey, qui y trouvera plus d'un mot pour son dictionnaire.
- La Revue Européenne*, 61, rue de Turenne, Paris, socialiste.
- Bulletin de l'Union universelle des Femmes*, Paris. Dir., Mme Maria Chéliga-Loëvy.
- Les Réformes*, 174, rue du Faubourg-Saint-Denis, mensuel, Paris.
- Le Journal des Femmes*, 107, rue du Mont-Cenis.
- La Plume*, revue mensuelle littéraire. Direct.: Deschamps, 31, rue Bonaparte.
- L'Art Social*. Directeur, Gabrielle de la Salle, 5, impasse du Béarn.
- La Revue anarchiste*, 32, r. Gabrielle, Paris.
- La Revue Blanche*, 15, rue des Martyrs.
- Le Paria*, journal manuscrit, publié par Zisly.
- Le Peuple*, 1, rue Mazard, à Lyon.
- La Voix des Travailleurs*, 24, rue du Jardin-National, à Albi, socialiste, hebdom. Abonn. 3 fr. 50.
- La Voix du Peuple du Var*, à Toulon, socialiste hebdomadaire.
- La Question Sociale*, 4, r. La Boétie, Bordeaux, collectiviste, hebdom. Abonn. 1 fr. pour dix numéros.
- L'Idée Ouvrière*, Roubaix, révolutionnaire.
- L'Idée du Forçat*, 3, rue du Vallon, à Roubaix.
- Le Tocsin*, à Commentry (Allier).
- Le Tirailleur Algérien*, à Alger.
- Le Radical Algérien*, à Alger.
- La Revue Algérienne*, à Alger.
- Le Tocsin*, rue de la Kasbah, Alger.
- La République sociale*, 8, place Voltaire, Narbonne, collectiviste.
- L'Avant-garde*, 10, grand'place, à Saint-Quentin, socialiste, hebdomadaire.
- Le Devoir*, à Guise (Aisne), revue des questions sociales.
- L'Emancipateur*, rue de Gonzague, à Charleville, hebdom.
- La République sociale*, 50, rue de la Monnaie, Troyes.
- L'Ouvrier corse*, 9, rue Fesch, Ajaccio, hebdom.
- La République de l'arrondissement*, Saint-Claude (Jura).
- Le Progrès des Cuisiniers*, Bourse du Travail, Paris.
- Bulletin officiel de la Bourse du Travail*, Paris.

*L'Emancipation des Deux-Charentes*, 41, r. de la Loire, Angoulême.  
*Le Progrès*, route Nationale, à Souillac (Lot), hebdom.  
*Le Travailleur*, 21, pl. Saint-Croix, à Cholet (Maine-et-Loire), heb.  
*Le Coup de feu*, à Montdidier (Somme), mensuel.  
*La Vraie République*, 31, rue Autran, Châtellerauld (Vienne).  
*Le Travailleur*, à Epinal (Vosges), hebdom.  
*La Fraternité*, rue Saint-Amand, à Auch.  
*La Revue Sociale*, à Dijon, 29, rue de la Mégisserie.  
*L'Avant-Garde*, à Toulouse, 20, rue de la Colombette.  
*Roubaix Socialiste*, à Roubaix.  
*L'Eclaireur de la Vienne*, 8, rue Colbert, à Châtellerauld.  
*L'Eclaireur de l'Ouest*, à Nantes.  
*Le Réveil du Peuple*, 15, rue Bos-suet, Dijon.  
*Le Socialiste Troyen*, cour de la Rose, 4, rue Claude-Huez, à Troyes (Aube).

#### **Journaux ouvriers corporatifs de Paris**

*Le Relieur*, 17, rue des Grands-Au-gustins.  
*La France théâtrale*, 12, rue Grange-Batelière.  
*L'Union des Mécaniciens*, 11, rue Neuve-Popincourt.  
*Le Réveil des Travailleurs de la voie ferrée*, 12, cité Riverin.  
*La Robinetterie*, 21, rue Gassendi.  
*L'Echo des Omnibus*, 27, rue Louis-Braille.  
*L'Ouvrier Diamantaire*, rue des Trois-Bornes.  
*Le Denis-Papin*, 8, boulevard des Filles-du-Calvaire.  
*La Fédération lithographique*, boulevard Voltaire, 178.  
*L'Ouvrier chapelier*, 14, rue du Plâtre.  
*L'Echo des Chemins de fer*, 18, boulevard Magenta.  
*Le Marinier*, 4, faubourg Poisson-nière.  
*Le Moniteur des Syndicats*, 18, rue Cadet.  
*L'Horlogerie - Bijouterie*, 52, rue Réaumur.

*Le Réveil des Mouleurs*, 14, rue des Amandiers.  
*Le Journal du Gaz*, 24, rue Pétreille.  
*Le Réveil du Tailleur*, 16, rue Saint-Joseph.  
*La Revue des associations profes-sionnelles*, 4, rue du Bouloi.  
*Association ouvrière*, 60, rue de Bondy.  
*La Typographie française*, 15, rue de Savoie.  
*Le Lavoir Parisien*, 24, r. Bachelet.

#### **Journaux ouvriers corporatifs de province**

*Le Bulletin officiel des ouvriers du bâtiment*, 26 place d'Aquitaine, à Bordeaux.  
*Le Réveil des Verriers*, 29, avenue des Saulées (Oullins-Rhône).  
*Fédération airoise*, 34, cours Sextus, Aix (Bouches-du-Rhône).  
*L'Emancipateur*, 19, rue Lafayette Rochefort-sur-Mer (Deux-Charentes).  
*Le Petit Comtois*, 20, rue Gambetta, Besançon (Doubs).  
*Bulletin officiel de la Bourse du Tra-vail de Lyon*, cours Maran.  
*Le Progrès*, 40, rue Denis-Papin, Blois (Loir-et-Cher).  
*Le Réveil du Nord*, 15, rue Gam-betta, Lille (Nord).  
*Le Courrier de Flers*, rue de la Gare Flers (Orne).  
*Le Réveil ouvrier*, 35, rue des Fours-à-Chaux, Calais.  
*Le Réveil social*, 2, rue des Mar-chands, Perpignan (Pyrénées-Orientales).  
*Le Réveil des Verriers*, 34, rue de Condé, Lyon.  
*Bulletin mensuel de la Fédération nationale des Syndicats et Groupes corporatifs ouvriers de France*, 16, rue Sullivan, Bordeaux.  
*L'Ouvrier syndiqué*, Bourse du Tra-vail, Marseille.  
*La Voix de l'Ouvrier*, Bourse du Travail, Nîmes.

#### **ALLEMAGNE**

Altenbourg : *Der Waehler*, Bruder-gasse, 2 — hebdom.  
Bant : *Die Nord-Wacht*, Adolfstrasse, 1 — hebdom.  
*Norddeutsches Volksblatt*, Adolfs-trasse, 1 — 3 fois par semaine.

Berlin : *Vorwaerts*, Beuthstrasse, 2, S. W. — quotid.  
*Volksblatt für Teltow*, etc., Elisabeth-Ufer, 55 — 3 fois par semaine.  
*Sozialpolitisches Centralblatt*, Verlagsbuchhandlung, S. W., 48.  
*Der Sozialist*.  
Bielefeld : *Volkswacht*, Obernthorwal, 23 — quotid.  
Brandenburg : *Volksblatt für Ost- und Westhavelland*, St Annenstrasse, 33 — quotid.  
Brême : *Bremer Bürger-Zeitung*, Martinistrasse, 44 — quotid.  
Breslau : *Schlesische Volkswacht*, Weissgerbergasse, 64 — quotid.  
*Schlesische Nachrichten*, Weissgerbergasse, 64 — hebdom.  
Brunswick : *Braunschweigischer Volksfreund*, Kannegiesserstrasse — quotid.  
*Der Landbote*, Kannegiesserstrasse, 13 — hebdom.  
Burgstädt : *Die Volkstimme*, Augustusstrasse — 3 fois par semaine.  
Cassel : *Volksblatt für Hessen*, Schaefergasse, 26 — 3 fois par semaine.  
Chemnitz : *Der Beobachter*, Gartenstrasse, 16 — quotid.  
Cöthen : *Volksblatt für Anhalt*, Magdebourg, Schmiedehofstrasse, 5/6 — quotid.  
Cologne : *Kölner Arbeiter-Zeitung*, Thieboldsgasse, 66 — bi-hebdom.  
Crefeld : *Niederrheinische Volkstribüne*, Grabenstrasse, 58 — bi-heb.  
Darmstadt : *Hessische Volkstimme*, Schirmgasse, 16 — quotid.  
Dortmund : *Westfälische Freie Presse*, Lindenstrasse, 25 — quotid.  
Dresde : *Sächsische Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — quotid.  
*Mitteldeutsche Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — hebdom.  
*Oberlausitzer Arbeiterzeitung*, Gerbergasse, 1 — hebdom.  
Berlin, II. W. : *Lichtstrahlen*, Yorkstrasse, 43 — bi-mens.  
Düsseldorf : *Düsseldorfer Arbeiter-Zeitung*, Neustrasse, 49 — 3 fois par semaine.  
Elberfeld : *Freie Presse*, Kleine Klotzbahn, 10 — quotid.  
Erfurt : *Thüringer Tribüne*, Gartenstrasse, 7 — 3 fois par semaine.  
Francfort-s/M. : *Frankfurter Volkstimme*, Katharinenhof, 12 — quotidien.

Francfort-s/O. : *Maerkische Volkstimme*, Junkerstrasse, 13 — 3 fois par semaine.  
Fürth : *Fürther Bürger-Zeitung* — quotid.  
Geestemünde : *Norddeutsche Volkstimme*, Schulzstrasse, 16 — 3 fois par semaine.  
Gelsenkirchen : *Bergarbeiter-Zeitung*, Friedrichstrasse, 47 — hebdom.  
Gera : *Reussische Tribüne*, Kurrestrasse, 16 — 2 fois par semaine.  
Gotha : *Gothaisches Volksblatt*, Kinsleberstrasse, 11 — 3 fois par semaine.  
Halberstadt : *Sonntagszeitung*, Grundenberg, 3 — hebdom.  
Halle-a/S. : *Volksblatt für Halle*, Bœlbergasse — quotid.  
Hambourg : *Hamburger Echo*, Grosse Theaterstrasse, 44 — quotid.  
*Die Neue Welt* : Grosse Theaterstrasse, 44 — hebdom. et illustré.  
Hanau : *Hanauer Volkszeitung*, Langstrass, 40 — quotid.  
Hanovre : *Volkswille*, Marktstrasse, 45 — quotid.  
Iserlohn : *Maerkische Arbeiter-Zeitung*, Grabenstrasse, 56 — 3 fois par semaine.  
Langenbielau : *Der Proletarier aus dem Eulengebirge* — 2 fois par semaine.  
Leipzig : *Der Wachler*, Dörrienstrasse, 9 — quotid.  
Magdebourg : *Volkstimme*, Schmiedehofstrasse, 5 et 16 — quotid.  
Mannheim : *Volkstimme*, T. 3 b. 4 — quotid.  
Mayence : *Mainzer Volkszeitung*, Deutschauegasschen, 1 — quotid.  
Mulhouse : *Elsass-Lothringische Volkszeitung*, Schulgasse — 3 fois par semaine.  
Munich : *Münchener Post*, Senefelderstrasse, 4, I — quotid.  
*Arbeiter-Zeitung*, Senefelderstrasse, 4, I — hebdom.  
*Süddeutscher Postillon*, Senefelderstrasse, 4, I. — mens., humorist.  
Nordhausen : *Nordhaeuser Volksblatt*, Altendorfstrasse, 16 — bi-hebdom.  
Nuremberg : *Fraenkische Tagespost*, Weizenstrasse, 12 — quotid.  
*Arbeiter-Chronik*, Weizenstrasse, 12 — hebdom.  
*Bayrisches Wochenblatt*, Weizenstrasse, 12 — hebdom.

Offenbach : *Offenbacher Abendblatt*,  
Frankfurterstrasse, 36 — quotid.  
Offenbourg-i/B. : *Volksfreund*, Metz-  
gerstrasse, 268 — 3 fois par se-  
maine.  
Plauen-i/V. : *Voigtlaendisches Volks-  
blatt*, Fürstenstrasse, 32 — 3 fois  
par semaine.  
Kiel : *Schleswig-Holsteinische Volks-  
Zeitung*, quotid.  
Riesa : *Der Volksfreund*, Albert-  
platz, 6 — 3 fois par semaine.  
Rudolfstadt : *Thüringer Volksblatt*,  
Untere Marktstr, 35 — bi-hebd.  
Saalfeld : *Saalfelder Volksblatt*, Ros-  
marinstrasse, 15 — 3 fois par  
semaine.  
Solingen : *Bergische Arbeiterstimme*,  
Kaiserstrasse, 29 — 3 fois par se-  
maine.  
Sonnonberg : *Thüringer Volksfreund*,  
Köhlerhof — bi-hebdom.  
Stettin : *Stettiner Volksbote* — 3 fois  
par semaine.  
Stralsund : *Stralsunder Volksstimme*  
— 3 fois par semaine.  
Stuttgart : *Schwäbische Tagwacht*,  
Furthbachstrasse, 12 — quotid.  
*Der wahre Jacob*, Furthbachstrasse,  
12 — bi-mens., humorist.  
*Die Neue Zeit*, Furthbachstrasse, 12  
— hebd., revue scientifique.  
Wilkau : *Allgemeiner Anzeiger*, Kirch-  
bergerstrasse, 139 — 3 fois par  
semaine.  
Zeitz : *Der Volksbote*, Neumarkt, 38  
— 3 fois par semaine.  
Glückauf, Neumarkt, 38 — hebdom.  
Hambourg : *Holzarbeiter-Zeitung*  
— hebdom.  
Leipzig : *Der Gewerkschafter* —  
hebdom.  
Gotha : *Schuhmacherfachblatt* —  
hebdom.  
Burgstaedt : *Der Textilarbeiter*.

#### ITALIE

*La Lotta di classe*, organe socialiste  
central du Parti des travailleurs  
italiens, à Milan, S. Pietro All'  
Orto, 16.  
*La Critica sociale*, revue bi-men-  
suelle du socialisme scientifique,  
Portici Galleria, 23, à Milano.  
*L'Eco del popolo*, à Cremona, socia-  
liste.  
*Il Grido del popolo*, à Torino, socia-  
liste.

*L'Ordine*, à Torino, anarchiste.  
*Il Tipografo*, à Milano, ouvrier,  
socialiste.  
*L'Italia del popolo*, à Milano, répu-  
blicain — quotid.  
*Il Secolo*, à Milano, démocratique.  
*Il Collettivist*, organe de la fédéra-  
tion républicaine-collectiviste de la  
Romagne, a Ravenna.  
*Sempre-Avanti*, à Livorno, anar-  
chiste.  
*L'Emancipazione*, à Roma, républi-  
cain-socialiste.  
*L'Arino*, à Roma, humoristique,  
illustré, hebdomadaire.  
*Il Vespro*, à Napoli, populaire, socia-  
liste.  
*La Propagande*, à Napoli, anar-  
chiste.  
*L'Unione*, organe du *Facio des tra-  
vailleurs* de Catania, socialiste.  
*Il Vespro*, à Messina, socialiste.  
*Il Riscatto*, à Messina, anarchiste.  
*La Giustizia Sociale*, organe des  
*travailleurs siciliens*, à Palermo,  
Corso V. Emanuele, 330.  
*Spartaco*, à Gallipoli, démocratique-  
socialiste.  
*La Favilla*, à Mantova, anarchiste.  
*Il socialismo popolare*, à Venezia,  
socialiste, illustré — mensuel.  
*Il Muratore*, à Milan, collecti-  
viste.  
*Il fascio ferroviario*, alla sede del  
Fascio, à Rome.  
*L'Operatio*, à Reggio — Calabre.  
*Favilla*, à Mantoue.  
*La Giustizia*, à Reggio-Emilia, collec-  
tivist.  
*Il Lavoratore Comasco*, à Côme.  
*Mefistofele*, à Benevento.  
*Il Mare*, à Trapani — Sicile.  
*Verona del popolo*, à Verona.  
*La Primavera*, à Este.  
*La Fiaccola*, à Correggio.  
*La Plebe*, à Pavia.  
*L'Avvenire*, à Udine.  
*Il Lavoratore Bresciano*, à Brescia.  
*La Martinella*, à Colle d'Elsa.  
*Il popolo*, à Bergamo.  
*Il Radicale*, à Ravenna.  
*Avanti!* organe de l'Unione socialista  
tipografica, à Milano.  
*Il Ritveglio*, à Forlì.  
*Il Mozzino*, à Modena.  
*Il Pensiero di S. Remo*, à San Remo.  
*La Lima*, à Oneglia.  
*Rivista Socialista*, à Cosenza.

*Il Moto*, à Imola.  
*Il Collectiviste*, à Ravenna.  
*L'Indipendente*, à Savona.

### HOLLANDE

*Recht voor Allen*, Damrak, 100, à Amsterdam.  
*De Klok*, Wolvega en Frise.  
*Friesche Volksblad*, Leeuwarden.  
*Seingever* (organe des chemins de fer), à Amsterdam.  
*De Sigarenmaker*, à Rotterdam.  
*Volksvriend*, à Zwolle.  
*Recht door Zee*, à Hengelo.  
*Volkstribuun*, à Maëstricht.  
*Kalk en Steenwerker*, à Amsterdam.  
*De Bakkersgezels*, à Amsterdam.  
*Diamantwerker*, à Amsterdam.  
*Ons Blad* (organe juif), à Amsterdam.  
*Nieuwe-Tyd*, Nieuwendyk, 50, à Amsterdam.  
*Volksonderwyzer* (organe des instituteurs socialistes), à Amsterdam.  
*De Arbeider*, à Sappemeer.  
*De Wachter*, à Groningen.  
*De Anarchist*, à La Haye.  
*Voorwaarts*, à Arnhem (Guelze).  
*Volksblad*.  
*Toekomst*, à Middelburg (Zélande).  
*De Jonge Socialiste*, à Arnhem.  
*Ons Vahbelong* (organe typographique), à Amsterdam.  
*De Timmerman* (organe des charpentiers), à La Haye.  
*De Beeldhouwer* (organe des sculpteurs), à Amsterdam.  
*Vryheid*, à Rotterdam.  
*De Rode Duivel*.

### SUISSE

*Arbeiterstimme*, à Zurich.  
*Basler Arbeiterfreund*, à Bâle.  
*Grütli*, à Zurich.  
*La Sentinelle*, 6, rue de la Balance, à la Chaux-de-Fonds.  
*Grütli*, à Lausanne.  
*Obtschéjé Délo*, 3, rue des Alpes, à Genève.  
*L'Aurore*, 15, chemin Dancet, à Genève.  
*La Tagwacht*, à Berne.  
*Stadlanzeiger*, à Saint-Gall.  
*Typographia*, à Berne.  
*Gutenberg*, à Lausanne.  
*L'Ouvrier*, à Neuchâtel.  
*La Fédération*, à Genève.  
*Le Démocrate*, à Lucerne.

*Sarganinher Arbeiterfreund*, à Zofingue.  
*Solidarité horlogère*, à Bienne.

### BELGIQUE

*La Nouvelle Société*, 18, rue d'Edimbourg, Bruxelles.  
*Le Peuple*, 35, rue des Sables, à Bruxelles.  
*Vooruit*, à Gand, collectiviste.  
*De Werker*, 116, Diedestraat, à Anvers.  
*La Raison*, 33, rue des Poissonniers, à Bruxelles.  
*La Philosophie de l'Avenir*, 7, rue Marie-Thérèse, à Bruxelles.  
*Les Coopérateurs Belges*, à Bruxelles, organe mens. de la coopération.  
*Het Volksrecht*, à Gand, hebdom.  
*Het Diamantwerk*, à Anvers, professionnel, bi-mensuel.  
*L'Etudiant Socialiste*, à Bruxelles, revue bi-mensuelle.  
*Le Conscrit et Le Loteling*, à Bruxelles, journaux contre l'impôt du sang.  
*De Wacht*, à Anvers.  
*Le Travailleur de bois*, à Bruxelles.  
*Le Goulier*, à Bruxelles.  
*L'Employé*, à Bruxelles.  
*L'Echo du Peuple*, rue des Sables, à Bruxelles.  
*De Klew Maker*, à Bruxelles.  
*De Sigarenmaker*, à Bruxelles.  
*La Fédération typographique*, à Bruxelles.  
*L'Union Socialiste*, à Verviers.  
*Le Suffrage universel*, à Wasmes.  
*Le Travail*, à Liège.  
*La revendication des droits féminins*, à Bruxelles.  
*Het Volksrecht*, à Menin — hebdom.  
*La Justice*, 12, rue des Chartreux, à Bruxelles.

### AUTRICHE

*Arbeiter - Zeitung*, Gumpendorferstrasse, 60, à Vienne, VI.  
*Backer-Zeitung*, 41, Neubauguertel, à Vienne, XV.  
*Volkspreste*, VII, Kaiserstrasse, 117, à Vienne.  
*Glühlichter*, à Vienne, VI, Gumpendorferstrasse, 60.  
*Volkstribune*, Wien VI, Gumpendorfer-Strasse.  
*Freigeist*, à Reichenberg — Bohême.  
*Solidarität*, à Gablonz — Bohême.

*Nordboehmischer Volksbote*, à Steinschoenau — Bohême.  
*Der Gesellschafter*, à Aussig — Bohême.  
*Volksmacht*, à Eger — Bohême.  
*Freie Schumacher-Zeitung*, Wien VII, Westbahnstrasse, 30.  
*Vorwaerts*, Wien VII, Zieglergasse, 25.  
*Metallarbeiter*, Wien IV, Heumahl-gasse, 12.  
*Bauarbeiter-Zeitung*, Wien XVI, Gaulbachergasse, 15.  
*Tischler-Zeitung*, Wien V, Hundsthurmerstrasse, 4.  
*Drechsler-Zeitung*, Wien VII, Schottenfeldstrasse, 78.  
*Volksfreund, Arbeiterstimme, Row-nost*, à Brunn.  
*Socialny Demokrat*; à Prague, II.  
*Hlas Lydu*, Prosnitz.  
*Der Textilarbeiter*, Reichenberg, à Bohême.  
*Odborny časopis Krejcu*, à Brunn.  
*Odborny časopis stovebnich dělniku*, à Prague.  
*Odborny časopis mlynarského dělnictva*, à Pilsen.  
*Odborny časopis tekstilního dělnictva*, à Brunn.  
*Pekar, Bic*, à Prague.  
*Rakousky Rovodělník*; Karolinenthal, à Prague.  
*Zumberg*, à Pilsen.  
*Raspe*, à Brunn.  
*Delnické Listy*, à Vienne.  
*Odborny list Krejci*, à Prosnitz.  
*Posel Lidu*, à Pilsen.  
*Pravo Lidu*, à Konigratz.  
*Rovnost*, à Brunn.  
*Svoboda*, à Kladno.  
*Zénske Listy*, à Brunn.

#### ANGLETERRE

*Freedom*, 61, street Augustine's Road Camden Twich, à Londres W., anarchiste.  
*The Workers Friend*, Romford street New Road, à Londres E., anarchiste (écrit dans le patois allemand-juif.)  
*Brotheesd*, à Londres, socialiste.  
*Commonweal*, Sidmonth News Grays dua Road W, anarchiste.  
*The Torck*, Sidmonth News Grays dua Road W., anarchiste.  
*Justice*, 20<sup>th</sup>, Century Press Cleskerwell Green, socialiste.

*Workman's Times*, à Manchester, socialiste.  
*Clarion*, à Manchester, socialiste.  
*Labour Leuder*, Glasgow Scotland, Edité par Keir Hardie M. P., socialiste.  
*Labour Elector*, Aberdeen (Ecosse), Edité par H., Champion, socialiste.  
*Labour Prophet* (organ of Labour Church), à Manchester.

#### ÉTATS-UNIS

*Der Anarchist*, 719, S. 2th. Street, à Saint-Louis — (Ms), écrit en langue allemande.  
*Volné Listy*, 455, E. 78th. Street, à New-York, langue tchèque.  
*Vorbote*, 28, Randolph st., à Chicago, socialiste.  
*Twentieth Century*, 4, Naren st., à New-York, individ.-anarchiste.  
*Flair Play*, Walley Falls, à Kansas, socialiste.  
*Liberty*, B. R. Tucker, P. O. Box, 3366, à Boston, anarchiste.  
*Coast Seamen's Journal*, 513 1/2 East street, à San-Francisco.  
*Vorwaerts*, East Fourth street, à New-York City.  
*Lucifer*, M.-E.-C. Walher Valley Falls, Jefferson County, à Kansas, libre-pensée.  
*Volks Anwalt*, Cincinnati, à Ohio, socialiste.  
*Znavria*, 293, Madisonstreet, à New-York, socialiste.  
*Der Arbeiter Zeitung*, 31, Henry street, à New-York, socialiste juif.  
*Der Arme Teufel*, Détroit, à Michigan, individ.-anarchiste.  
*The Beacon*, 319, Firth street San-Francisco, à Cal, libre-pensée.  
*The Truth Secker*, à New-York.  
*Die Fackel*, 28, Market street, à Chicago, socialiste.  
*New-Yorker Volkszeitung*, 184, William street, à New-York, socialiste.  
*Saint-Louis Tageblatt*, à Saint-Louis — (Ms), socialiste.  
*Cincinnati Zeitung*, 28-32, West-Court str., à Cincinnati — (O.), socialiste.  
*The People*, 184, Williams street, à New-York, socialiste.  
*Indiana Tribune*, à Indianapolis — Ind., socialiste.  
*Arbeiter Zeitung*, à Buffalo — N.-Y., socialiste.



*Volksfreund*, Cleveland — Ohio, socialiste.  
*Journal of the Knights Labor*, organe des Chevaliers du travail, à Philadelphia — Pa.  
*Bakers' Journal*, à New-York, organe des travailleurs boulangers.  
*Wood Workers' Journal*, à New-York, organe des menuisiers de l'Amérique.  
*La Cronica*, à Los Angeles — Cal.  
*The Irish World*, 17, Barclay str., à New-York, irlandais.  
*Southern Industry*, à Nouvelle-Orléans.  
*Arbeiter Zeitung*, 1153, Mission str., à San-Francisco — Cal.  
*The Truth*, 65-67, Suffolk street, à New-York, langue hébraïque.  
*L'Egoïsme*, à San-Francisco.  
*Paterson Labor Standard*, at 88, Washington street, à Paterson.  
*Tgui*, Liberté, à San-Francisco (écrit en langue japonaise), S. Shikilzu, 314, O'Farrel street.  
*Craftsman*, à Washington.  
*Arbeiter Zeitung*, à Chicago, Randolph, Market str.  
*Tagblatt*, à Philadelphie — quotid., socialiste.  
*Freiheit*, 167, William str., à New-York, anarchiste.  
*Proletar*, 635, E. 11th str., à New-York.  
*New England Anzeiger*, 227, Steat str., à New-Haven — Connecticut.  
*Budoucnost*, V. Furck, 741, Loomis str., à Chicago.  
*The United Irishman*, réd. O. Donovan Rossa, 12, Chamber str., à New-York.  
*Free Press*, Baltimore, à Maryland.  
*The Cincinnati Unionist*, 31 1/2 W. Third street, à Philadelphie.  
*The Labor enquirer*, Denver, 363, Larimer str. — Colorado.  
*Bezoldi*, 415, E. 78, St, à New-York.  
*Truth*, 805, Markand, 1236-215 152, à San-Francisco — Californie.  
*Labor*, à Saint-Louis — (Mo.), socialiste.

#### AMÉRIQUE DU SUD

*El Artesano Comercio*, 86, à Rosario — République Argentine.  
*La Revista de la Fraternidade*, à Buenos-Ayres — République Argentine.

*El Perseguido*, cassila delle Correo 1818, à Buenos-Ayres — République Argentine.  
*Los Principios*, à Santa-Fé — République Argentine.  
*El Reformista*, à Juarez — République Argentine.  
*La Montana*, à Cordoba — République Argentine.  
*Il Bersagliere*, à Rosario — République Argentine.  
*El Corondino*, à Coronda — République Argentine.  
*Los Andes*, à Mendoza — République Argentine.  
*La Justicia*, à Buenos-Ayres — République Argentine.  
*El Republicano*, à Tucuman — République Argentine.  
*La Tribuna Popular*, à Montévideo — Uruguay.  
*El Tipografo*, à Hundenzas — Uruguay.  
*La Razon*, à Santiago — Chili.  
*Discussão*, à Pelotas — Brésil.  
*Libertador*, à Cécara — Brésil.  
*El Eter*, 182, Calle de Arequipa, à Lima — Pérou.  
*El Porvenir*, 7, Calle commercio, 24, à Carmelo — République Dominicaine.  
*El Cronista*, à Panama — Colombie.  
*La Republica*, à Tegucigalpa — Honduras.  
*La Nacion*, à Tegusigalpa — Honduras.  
*La Union*, 36, Calle de la Aurora, à San Salvador — Salvador.  
*El Maestro*, à San-José — Costa Rica.  
*El Artesano*, 21, Calle de Merced, à San-José — Costa Rica.  
*La Agricultura*, 6, Novela avenida Norte — Guatemala.  
*El Guatemalteco*, — Guatemala.

#### DANEMARK

*Sozialdemokraten*, à Copenhague — quotid.  
*Ravnen*, à Copenhague — hebdom., illustré.  
*Arbeideren*, à Copenhague — hebdom., socialiste.  
*Demokraten*, à Aarhus — quotid., socialiste-démocrate.  
*Horsen-Arbejderblad*, à Horsens — quotid., socialiste-démocrate.  
*Randers-Arbejderblad*, à Randers — quotid., socialiste-démocrate.

*Nordjyllands-Arbejderblad*, à Aalborg — quotid., socialiste-démocrate.

#### POLOGNE

*Przeds'wit* (L'Aurore), revue mensuelle, à Londres.

*Naprzod* (En avant), à Cracovie — hebdom.

*Nowy Robotnik* (Le nouvel ouvrier), à Lemberg.

*Gazeta robotnicza* (Journal ouvrier), à Berlin.

*Pobudka* (La diane), à Paris — mensuel.

*Przegląd socjalistyczny* (Revue socialiste), à Paris — trimestriel.

*Bocian* (La Cigogne), à Lemberg — illustrée, hebdom.

#### ROUMANIE

*Munca*, strada Academiei, à Bucarest, collectiviste.

*Critica Sociala*, à Jassi, collectiviste.

*Gutenberg*.

*Literaturasi Stântza*, à Bucarest, Gheroa, dir.

#### BULGARIE

*Den*, à Choumla, revue, social.-démoc.

*Social-democrat Revue*, à Rousse.

*Robotnik* (journal), organe du parti démocrate-socialiste bulgare, à Tironowo.

*Drugara* (le camarade), à Sophia.

#### GRÈCE

*Le Socialiste*, rue du Stade, à Athènes, chez M. Kallergis.

*Société Socialiste*, à Athènes.

*Le Réformateur* (metarithmiste), à Athènes.

#### NORVÈGE

*Social-Demokraten*, à Kristiania.

*Arbeiderens-Ræst*, à Bergen.

#### SUÈDE

*Arbetet*, Norregatan, 36, à Malmo — quotid.

*Proletaren Nowkoping*.

*Social-Demokraten*, Stockholm.

#### SERBIE

*Zanattiski Savez*, à Belgrade.

#### ESPAGNE

*El Eco de los Fonderos*, San Martin de Provencals, corporatif.

*La Revista Social*, à Barcelona, corporatif.

*La Conquista del Pan*, à Barcelona, anarchiste.

*El Socialista*, 8, calle Hernan Cortés, à Madrid (organe officiel des marxistes espagnols).

*La Nueva-Espana*, Espiritu santo, 41, pral Centro, à Madrid.

*El Obrero*, Iglesia, 220, à Ferrol, parti ouvrier.

*La Guerre sociale*, calle del Olmo, 10, 1<sup>o</sup>, Barcelona, parti ouvrier.

*El Grito del Pueblo*, calle de Liorna, 14, Alicante, parti ouvrier.

*El Productor*, San Olegario, 2, 1<sup>o</sup>, à Barcelone, anarchiste.

*La Tramontana*, carrer de Poniente, à Barcelone, anarchiste-librepens.

*La Igualdad*, général Cartillo, J. Ll, à Bilbao, parti ouvrier.

*La Bandera*, Proja, plaza del Olivar, n<sup>o</sup> 4, Palma de Mallorca, parti ouvrier.

*La Union Tipografica*, organe de los tipografos asociados espanoles, calle de Jardines, 20, 2<sup>o</sup>, Madrid, corporatif.

#### PORTUGAL

*O Seculo*, à Lisbonne, républicain, socialiste ; directeur : Magalhaes-Lima.

*A Revolta*, Troades des Guindais, 32, à Porto.

*A Voz de Operario*, S. Vicente, 28, à Lisbonne, marxiste.

*O Protesto Operario*, rue de Jaoa Braz, à Lisbonne.

*A Aurora do Cavado*, à Barcellos.

*Fura Vidas*, 177, rua dos Donradores, 2<sup>o</sup>, à Lisbonne.

*A Fotha do Povo*, rua dos Mouros, à Lisbonne.

*A Vanguarda*, Chiado, à Lisbonne.

*A Revolucao de Janeiro*, rua dos Flôres, à Lisbonne.

*A Voz de Publica*, à Porto.

# TABLE DES MATIÈRES

|                                                                                                      | Pages |                                                                          | Pages |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|--------------------------------------------------------------------------|-------|
| Avant propos . . . . .                                                                               | 3     | Avant la chute, <b>Clovis</b>                                            | 106   |
| Annuaire pour l'année 1894 . .                                                                       | 4     | <b>Hugues</b> . . . . .                                                  | 106   |
| Calendrier . . . . .                                                                                 | 5-16  | Statistiques diverses . . . . .                                          | 108   |
| Liberté bourgeoise, réponse à<br>« la Tyrannie Socialiste » <b>P.</b><br><b>Argyriades</b> . . . . . | 17    | Le tombeau de la France,<br><b>D. Descamps</b> . . . . .                 | 114   |
| Souvenir d'enfance, <b>J.-B. Clé-</b><br><b>ment</b> . . . . .                                       | 25    | Force des choses, <b>V. Hugo</b> . .                                     | 115   |
| Pierro Leroux, <b>Hector Denis</b> .                                                                 | 26    | Les rats, <b>Maria Chéliga-</b><br><b>Loëvy</b> . . . . .                | 118   |
| La lutte de classe, <b>E. Lan-</b><br><b>drin</b> . . . . .                                          | 29    | Une bonne âme, <b>Edouard Guy</b>                                        | 121   |
| Solidarité, <b>Georges Renard</b> .                                                                  | 31    | Pour la vie, <b>Paule Mink</b> . . .                                     | 121   |
| Le Parti socialiste, <b>Ed. Vail-</b><br><b>lant</b> . . . . .                                       | 31    | Les fonctionnaires, <b>A. Veber</b>                                      | 127   |
| Les Inconnus, <b>Jules Jouy</b> . .                                                                  | 38    | Pensées comico-philosophiques                                            | 130   |
| Conte socialiste, <b>Lucien Per-</b><br><b>rin</b> . . . . .                                         | 39    | Démolissons, <b>A. Cipriani</b> . .                                      | 132   |
| La grande iniquité économique,<br><b>Benoît Malon</b> . . . . .                                      | 41    | Barbarie et civilisation, <b>F. En-</b><br><b>gels</b> . . . . .         | 134   |
| Pensées et Mots de combat . .                                                                        | 46    | La morgue, <b>G. Maroteau</b> . .                                        | 137   |
| Placette, <b>Aurélien Scholl</b> . .                                                                 | 48    | Les deux prostitutions, <b>Fou-</b><br><b>rier</b> . . . . .             | 137   |
| Il faut du neuf, <b>V. Considé-</b><br><b>rant</b> . . . . .                                         | 51    | Les trois cartes, <b>J. Richepin</b> .                                   | 138   |
| Jean Misère, <b>Eugène Pottier</b> .                                                                 | 55    | Nos morts, <b>E. Museux</b> . . . .                                      | 142   |
| Amour et Mariage <b>J. Pressi-</b><br><b>gny</b> . . . . .                                           | 57    | La chanson du linceul . . . . .                                          | 150   |
| Un Ami du commerce . . . . .                                                                         | 62    | Moyens d'action, <b>J.-L. Breton</b> .                                   | 150   |
| Le Socialisme en Chine . . . .                                                                       | 63    | Pensées et proverbes orientaux .                                         | 155   |
| Voix d'outre-tombe <b>Ver-</b><br><b>mersch</b> . . . . .                                            | 66    | Le collectivisme, <b>E. Zola</b> . . .                                   | 156   |
| Mon rêve, <b>E. Chauvière</b> . . .                                                                  | 70    | Union et discipline, <b>Eugénie-</b><br><b>Potonié-Pierre</b> . . . . .  | 159   |
| La niaise, <b>C. de Chevigné</b> . .                                                                 | 72    | Mouvement socialiste interna-                                            | 161   |
| Lettre de H. Rochefort sur<br>Louise Michel . . . . .                                                | 73    | tional . . . . .                                                         | 161   |
| Avant l'aube, <b>Louise Michel</b> .                                                                 | 74    | Rapports des différentes délè-                                           | 165   |
| Paysans et Capitalistes, <b>Bebel</b>                                                                | 75    | gations au Congrès de Zurich .                                           | 165   |
| Whitechapel, <b>Charlotte Vau-</b><br><b>velle</b> . . . . .                                         | 77    | Le Militarisme, <b>D. Nieuwe-</b><br><b>nhuis</b> . . . . .              | 187   |
| Quelques pensées de Fourier . .                                                                      | 79    | Congrès des municipalités so-                                            | 194   |
| Cueilli dans différents ouvra-                                                                       | 81    | ciales de St-Denis, <b>Henri</b><br><b>Laurent</b> . . . . .             | 194   |
| La cinquième couche, <b>V. Jac-</b><br><b>lard</b> . . . . .                                         | 81    | Conte socialiste, <i>le Noël</i> , <b>A.</b><br><b>Mercier</b> . . . . . | 195   |
| Hymne à la mort, <b>J. Guesde</b> .                                                                  | 86    | Direction des entreprises, <b>Van-</b><br><b>dervelde</b> . . . . .      | 197   |
| Qu'est-ce que le referendum,<br><b>Th. Curti</b> . . . . .                                           | 87    | Le cataplasme social de la Cham-                                         | 199   |
| Quelques anecdotes . . . . .                                                                         | 94    | bre, <b>Gilbert Martin</b> . . . . .                                     | 199   |
| Le monde marche, <b>H. Brissac</b> .                                                                 | 96    | L'Avenir littéraire, <b>G. Bran-</b><br><b>dimbourg</b> . . . . .        | 200   |
| L'esprit moderne, <b>Malgalhaes</b>                                                                  | 104   | Maurice Rittinghausen, <b>E. Rit-</b><br><b>tinghausen</b> . . . . .     | 204   |
| <b>Lima</b> . . . . .                                                                                | 104   | Silence aux pauvres, <b>J. Braut</b> .                                   | 206   |
|                                                                                                      |       | Le Pauvre, <b>Jean Ajalbert</b> . .                                      | 208   |
|                                                                                                      |       | Histoire vraie, <b>Marianne</b> . . .                                    | 210   |
|                                                                                                      |       | Bibliographie . . . . .                                                  | 213   |
|                                                                                                      |       | Liste générale des journaux . .                                          | 215   |
|                                                                                                      |       | Table des matières . . . . .                                             | 223   |

## GRAVURES ET PORTRAITS

|                                                                   |     |                                                              |     |
|-------------------------------------------------------------------|-----|--------------------------------------------------------------|-----|
| Socialisme et Capitalisme. . . .                                  | 2   | Portrait de Paule Mink . . . .                               | 123 |
| Portrait d'Hector Denis. . . .                                    | 27  | Portrait d'Engels. . . . .                                   | 134 |
| A propos du décret de la Com-<br>mune. . . . .                    | 33  | N.-D.-de-Lourdes, <b>G. Martin.</b>                          | 141 |
| Portrait d'Aurélien Scholl . . .                                  | 50  | Portrait de J.-L. Breton . . . .                             | 151 |
| Souvenir du Premier Mai. . . .                                    | 69  | — d'Emile Zola. . . . .                                      | 157 |
| Portrait de Louise Michel . . .                                   | 73  | — de Liebknecht . . . .                                      | 166 |
| — de Bebel . . . . .                                              | 76  | — de John Burns. . . . .                                     | 171 |
| Liberté bourgeoise et capita-<br>liste, <b>Max. Luce.</b> . . . . | 80  | — d'Andréa Costa . . . .                                     | 179 |
| Entendu, <b>H.-G. Ibels</b> . . . .                               | 93  | — de P. Lavroff. . . . .                                     | 181 |
| Portrait de Magalhães Lima. .                                     | 105 | — de Vandervelde . . . .                                     | 198 |
| Jean Valjean (Victor Hugo),<br><b>A. Willette.</b> . . . .        | 117 | Argyriades et sa famille à sa<br>cahutte d'Auteuil . . . . . | 201 |
|                                                                   |     | Pauvre artiste, <b>A. Willette.</b>                          | 209 |
|                                                                   |     | Portrait de Marianne . . . . .                               | 211 |

## ERRATA

Page 95. A séparer la 12<sup>e</sup> ligne du haut de la 13<sup>e</sup> par trois astérisques.  
C'est une autre anecdote qui commence à la 13<sup>e</sup> ligne.

Même page. Même séparation de la 4<sup>e</sup> ligne du bas d'avec la 5<sup>e</sup>.

Page 127. 12<sup>e</sup> ligne du haut, lire : *recasement* au lieu de recensement.

## IMPRIMERIE CENTRALE

TELEPHONE

14 — Rue Duperré — 14

PARIS

TELEPHONE

### TRAVAUX DE TOUS GENRES :

Journaux quotidiens, hebdomadaires, Labeurs, Brochures, Circulaires,  
Cartes de visite et de commerce,  
Billets de mariage et de décès, Thèses, Travaux commerciaux,  
Catalogues, etc., etc.

MATÉRIEL SPÉCIAL POUR AFFICHES

Paris. — Imprimerie Centrale, rue Duperré, 14.

# SOMMAIRES DES ALMANACHS

## Sommaire de l'Almanach de la Question Sociale pour 1891

Historique et critique des calendriers. — Calendrier réformé, éphémérides socialistes et de la libre-pensée. — Le 18 Mars. — Etude sur le socialisme scientifique, par P. Argyriadès. — L'Atlantide, poésie par Louise Michel. — Les suicides en France. — Le Mendiant par J. Richepin. — Babœuf et sa doctrine. — La dépopulation en France. — Un fait divers, par Richepin. — Le coup de tampon, par François Coppée. — Socialisme international : Etudes sur les partis socialistes dans tous les pays du monde; — Le vieillard qu'on met au rebut, par Souëtre. — Une Proclamation de Blanqui. — Pensées, maximes, mots de combat. — *Différentes statistiques* : Dépenses militaires en Allemagne. — Dime Capitaliste, Prolétariat agricole, Millionnaires, Paupérisme à Londres, les Mendians, Paupérisme en Italie, la Banqueroute, les Impôts. — Ce que coûtent les guerres, Armées européennes, Ce que coûte la justice. — Le Chômage par E. Pottier. — Sauvons l'enfance. — Cause célèbre : Une mère qui, poussée par la misère, a étranglé ses cinq enfants, compte rendu du procès, plaidoirie de M. Argyriadès. — Une page de l'*Insurgé*, Jules Vallès. — Situation économique des paysans roumains. — Pensées comico-philosophiques. — Les Lamentables des Halles. — Notre rôle, Odin. — Folie d'André Gille. — Un peu de religion. — La coopération. — Monsieur Thiers. — *Lux*, Victor Hugo. — Bibliographie. — Liste de tous les journaux socialistes de tous les pays du monde, etc., etc.

## Sommaire de l'Almanach de la Question Sociale pour 1892

Le Triomphe du travail (gravure) par H. Sheu, de Londres. — Avant-propos. — Annuaire pour l'année 1892. — Calendriers : grégorien, républicain et socialiste. — Cent ans de règne bourgeois, P. Argyriadès. — Tartuffe triomphant, Ch. Raymond. — Un programme, Ed. Vaillant. — Le chômage, Emile Zola. — Le ver luisant et le crapaud. — Une Grève de millionnaires, B. Malon. — Le drapeau rouge, A. Delvan. — Fanatisme religieux, A. Scholl. — Petite histoire de la féodalité capitaliste, Victor Considérant. — Gracchus Babeuf, V. Advielle. — Ai-je-mor compte? Léon Bienvenu. — Coopération et socialisme, Louis Bertrand. — Jury bourgeois, Adrien Veber. — Pensées, maximes, mots de combat. — Les travailleurs de la terre, J. Allemane. — Le cri révolutionnaire de 1792, Marc Amanieux. — La journée de huit heures, P. Argyriadès. — Aveu bourgeois. — Massacre de Fourmies, Souëtre. — Anecdotes. — Le Militarisme, docteur Corre. — Le socialisme il y a cent ans, Hovelacque. — Ne me fais plus d'enfants, J.-B. Clément. — Fin d'une Société, docteur Jaclard. — Capital et Salaires, Engels. — La pauvreté c'est l'esclavage, Lachambeaudie. — Pensées comico-philosophiques. — *Statistiques diverses* : Statistiques des grèves en France, Statistiques des grèves aux Etats-Unis, Budgets de recettes et de dépenses, l'Exploitation capitaliste, Homicide social, les victimes du grison. — Un peu de religion : la descente de croix, E. Pottier. — Corsi e Ricorsi, docteur Letourneau. — Voe Victis, Léon Cladel. — *Mouvement socialiste international* : Congrès de Bruxelles, le Socialisme en Belgique, Henrion; Mouvement socialiste dans le Midi, Paule Minck; Lettre de Pierre Lavroff. — *Rapports* : Allemagne, Angleterre, Hollande, Norvège, Roumanie. — Mémoires inédits, Nadar. — Vie de César de Paape. — Les Lois naturelles, Hector Denis. — Dans le monde des poupées, Richepin. — Un mot sur la Coopération, Ansele. — Le Quatrième Etat, E. Pottier. — Ministère et Mélérite, Hamon. — Le Progrès de l'idée, E. Odin. — Le Nationalisme, Boyer, député. — Bibliographie. — Liste générale des journaux socialistes internationaux.

## Sommaire de l'Almanach de la Question Sociale pour 1893

Souvenir de la fête du 1<sup>er</sup> Mai (gravure). Avant-propos, Annuaire pour l'année 1893. — Calendrier grégorien, républicain, socialiste. — Les Cycles, poésie, Louise Michel. — Aux détracteurs du socialisme, P. Argyriadès (portrait). — A un ami, poésie, Ch. Raymond. — Utilité d'un seul parti socialiste français, J.-B. Dumay. — Egalité, A. Scholl. — Le problème social se pose, V. Considérant (portrait). — Le 21 janvier 1793, Eug. Pottier. — Le socialisme et les forces morales, B. Malon (portrait). — Les travailleurs intellectuels, E. Vandervelde. — Deux mots de théorie, G. Renard. — Aux loups, J.-B. Clément. — Un danger, E. Vaillant (portrait). — Sans travail, Lucien Descaves. — Démocrite d'après Lucrèce, E. Chauvière, (portrait). — Science et religion (L'Idéal de l'Avenir), Ch. Letourneau. — L'élection de Lille, avec gravure (caricature de Constans). — Le droit à l'avortement, Paule Minck. — La guerre, L. Ackermann. — Le droit à la résistance, Domela Nieuwenhuis (portrait). — Portrait de Blanqui, A. Delvan. — Proverbes roumains. — La méthode de Karl Marx, H. Denis. — Faits divers. — La semaine sanglante, Deckherr. — Gravure : épisode de la semaine sanglante, par E. Pichio. — Administration maternelle, Jaclard. — Républicains, socialistes et libres-penseurs, Magalhães Lima. — Les droits de l'homme, A. Veber. — Filles du peuple, J. Richepin. — Les Révolutions, J. Brouez. — Pensées, maximes, mots de combats. — Esclaves et maîtres, J. Allemane (portrait). — Le duel et le point d'honneur, A. Schopenhauer. — Mourir ou vivre pour le socialisme, Constantin Millé. — Un peu de religion. — Léon Cladel avec portrait, A. Morlin. — Discours prononcé sur la tombe de Léon Cladel, Emile Zola. — Revanche, Léon Cladel. — La femme et le socialisme (traduction analytique de l'ouvrage de Bebel) par Argyriadès. Quelques légendes de Forain, P. A. — Le 1<sup>er</sup> Mai, Duc-Quercy (portrait). — Le Rêve du forgeron, E. Pottier. — Lettres socialistes de Gervais Martial, Léon



Bienvenu. — Crimes et criminalistes, A. Hamon. — Cipriani, avec portrait, Lissagaray. — Statistiques diverses. — Un vieux cliché, J. Guesde (portrait). — Pensées comico-philosophiques, H. Briolet. — Science et Révolution, J.-L. Breton. — Misères du travail de fabrique, P. Lafargue (portrait). — Mauuel du parfait magistrat. — Les beautés du militarisme allemand. — La liberté, P. Brousse (portrait). — Mouvement socialiste international : France, Belgique, Angleterre, Irlande, Hollande (quatre gravures allégoriques représentant les quatre régimes politiques et sociaux), Allemagne, Danemark, Russie, Grèce, Autriche-Hongrie, Suisse, Espagne (gravure : guerre sociale), Italie, États-Unis, République argentine, Brésil, Australie, par Adrien Veber. — Les fils de Don Quichotte, E. Caro. — Le triomphe de l'ordre. Bibliographie. — Liste générale des journaux socialistes du monde entier.

Il nous reste encore quelques exemplaires de ces trois almanachs. — Prix de chaque : 1 fr. 50. Les trois ensemble : 4 fr. Envoi franco après réception du prix.

---

*Vient de paraître la troisième édition de L'essai sur le socialisme scientifique, étude critique de la production capitaliste. Par P. ARGYRIADÈS.*

Cette brochure qui a été traduite déjà en Allemand, en Italien, en Portugais, en Grec, en Bulgare, etc., a été accueillie partout avec intérêt; aussi avons-nous été obligé d'en faire tirer une 3<sup>e</sup> édition. Prix : 50 centimes.

---

LE

# PARTI SOCIALISTE

Journal hebdomadaire

ORGANE DU COMITÉ RÉVOLUTIONNAIRE CENTRAL

COMITÉ DE RÉDACTION :

**BAUDIN, CHAUVIÈRE, VAILLANT, WALTER, députés**  
**LANDRIN, ARGYRIADÈS, BRETON, DEGAY, FOREST**

ABONNEMENTS :

Un an : 6 fr. Six mois : 3 fr. Trois mois : 1 fr. 50. Un mois : 50 cent.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

14 — Rue Duperré — 14

---

Toutes les personnes qui désirent se tenir au courant du mouvement artistique, littéraire et social doivent lire

## LA PLUME

REVUE BI-MENSUELLE ILLUSTRÉE

qui vient d'entrer dans sa sixième année d'existence et est rédigée par l'élite de la littérature contemporaine. Abonnement : 10 francs, par an, le n° 0 fr. 50. Envoi franco d'un spécimen gratuit sur demande affranchie à l'administration.

**PARIS — 31, Rue Bonaparte, 31 — PARIS**













